LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

J
103
H7
1980/83
A3

Canada. Parliament. House of Commons. Standing Committee on Agriculture.
Minutes of proceedings.

DATE | NAME — NOM

J
103
H7
1980/83
A3
A1
no. 98-115

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 98

Tuesday, February 15, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 98

Le mardi 15 février 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(*a*)

CONCERNANT:

Séance d'organisation relative aux dispositions 69(2) et 69(4)*a*) du Règlement

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

29219—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
André Bachand
Rolland Dion
Marcel Dionne
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Michel Veillette
Hon. John Wise

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
Garnet M. Bloomfield
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Jean-Guy Dubois
Alain Garant
Mel Gass
Gaston Gourde
Bert Hargrave
George Henderson
Fred King
Normand Lapointe
Jean-Louis Leduc
Laverne Lewycky
Bill McKnight

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

ORDER OF REFERENCE

Monday, February 14, 1983

ORDERED,—That the following Members do compose the Standing Committee on Agriculture:

Members	Alternates
Messrs.	Messrs.
Althouse	Anguish
Bachand	Bloomfield
Côté (Mrs.)	Bockstael
Daudlin	Cardiff
Dion	Dubois
Dionne (*Chicoutimi*)	Garant
Ferguson	Gass
Gustafson	Gourde (*Lévis*)
Hovdebo	Hargrave
McCain	Henderson
Mayer	King
Neil	Lapointe (*Beauce*)
Ostiguy	Leduc
Veillette	Lewycky
Wise	McKnight

ATTEST

Le Greffier de la Chambre des communes

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Le lundi 14 février 1983

IL EST ORDONNÉ,—Que le Comité permanent de l'agriculture soit composé des députés dont les noms suivent:

Membres	Substituts
Messieurs	Messieurs
Althouse	Anguish
Bachand	Bloomfield
Côté (Mme)	Bockstael
Daudlin	Cardiff
Dion	Dubois
Dionne (*Chicoutimi*)	Garant
Ferguson	Gass
Gustafson	Gourde (*Lévis*)
Hovdebo	Hargrave
McCain	Henderson
Mayer	King
Neil	Lapointe (*Beauce*)
Ostiguy	Leduc
Veillette	Lewycky
Wise	McKnight

ATTESTÉ

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, FEBRUARY 15, 1983
(107)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 11:07 o'clock a.m. this day for the purpose of organization in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(*a*).

Members of the Committee present: Messrs. Althouse, Bachand, Mrs. Côté, Messrs. Daudlin, Dion (*Portneuf*), Ferguson Gustafson, Neil, Ostiguy and Veillette.

Alternates present: Messrs. Bloomfield, Bockstael, Cardiff, Dubois, Garant, King, Leduc and Lewycky.

The Clerk of the Committee presided over the election of the Chairman.

Mr. Ferguson, seconded by Mr. Veillette, moved,—That Mrs. Côté do take the Chair of this Committee as Chairman.

The question being put on the motion, it was agreed to.

The Chairman took the Chair.

The Chairman made a statement on the new provisional Standing Orders relating to the Standing Committee.

And debate arising thereon;

On motion of Mr. Dion (*Portneuf*), seconded by Mr. Ostiguy, Mr. Daudlin was elected Vice-Chairman of the Committee.

On motion of Mr. Dubois, it was agreed,—That the Sub-committee on Agenda and Procedure be composed of six (6) members, three (3) members of the Liberal Party, two (2) members of the Progressive Conservative Party and one (1) member of the New Democratic Party, after the usual consultation with the Whips of the different parties.

On motion of Mr. Daudlin, it was agreed,—That the quorum for the Sub-committee on Agenda and Procedure be four (4) members, one of which must perforce be an Opposition member and that all Sub-committee meetings, unless by unanimous consent, be called on 24 hours notice.

Mr. Veillette moved,—That the Chairman be authorized to hold meetings, to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, provided that two (2) members of the Liberal Party and one (1) member of the Opposition be present.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to.

It was agreed,—That where a particular witness cannot appear for some reason or other there can be no substitution of another witness except on 48 hours notice or by unanimous consent.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 15 FÉVRIER 1983
(107)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture tient aujourd'hui, à 11h07, sa séance d'organisation relative aux dispositions 69(2) et 69(4)*a*) du Règlement.

Membres du Comité présents: MM. Althouse, Bachand, Mme Côté, MM. Daudlin, Dion (*Portneuf*) Ferguson, Gustafson, Neil, Ostiguy et Veillette.

Membres remplaçants: MM. Bloomfield, Bockstael, Cardiff, Dubois, Garant, King, Leduc et Lewycky.

Le greffier du Comité préside à l'élection du président.

M. Ferguson, appuyé par M. Veillette, propose,—Que Mme Côté soit nommée présidente du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le président prend place au fauteuil.

Le président fait une déclaration concernant les nouvelles dispositions du Règlement relatives au Comité permanent.

Le débat s'engage.

Sur motion de M. Dion (*Portneuf*), appuyée par M. Ostiguy, M. Daudlin est élu vice-président du Comité.

Sur motion de M. Dubois, il est convenu,—Que le Sous-comité du programme et de la procédure soit composé de six (6) membres, trois (3) membres du parti Libéral, deux (2) membres du parti Progressiste-Conservateur et un (1) membre du Nouveau parti démocratique, après les consultations habituelles avec les Whips des différents partis.

Sur motion de M. Daudlin, il est convenu,—Que le quorum du Sous-comité du programme et de la procédure soit formé de quatre (4) membres, dont un doit être obligatoirement membre de l'Opposition et que toutes les séances du Sous-comité, sauf consentement unanime, soient convoquées sur préavis de 24 heures.

M. Veillette propose,—Que le président soit autorisé à tenir des séances, à recevoir des témoignages et à en autoriser l'impression, à défaut de quorum, pourvu que deux (2) membres du parti Libéral et un (1) membre de l'Opposition soient présents.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

Il est convenu,—Que, lorsqu'un témoin particulier ne peut comparaître pour quelque raison que ce soit, aucun autre témoin ne puisse le remplacer sauf sur préavis de 48 heures ou du consentement unanime.

At 11:55 o'clock a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 11h55, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Tuesday, February 15, 1983

• 1105

The Clerk of the Committee: Hon. members, there is a quorum. Pursuant to Standing Order 69(2) and 69(4)(*a*), your first item of business is to elect a chairman. I am ready to receive motions to that effect.

Mr. Ferguson: Mr. Clerk, I would like to propose the name of Eva Côté as chairman of this Standing Committee on Agriculture.

M. Veillette: J'appuie la motion.

Motion agreed to.

The Clerk: I hereby declare Madam Côté duly elected chairman of this committee.

Some hon. Members: Speech, speech!

Le président: Merci, monsieur le greffier. Je vous remercie de m'accorder votre confiance.

Avant de procéder à l'élection d'un vice-président et à l'étude des autres règles qui vont régir le fonctionnement du Comité, il serait peut-être bon que j'apporte quelques commentaires au sujet du nouveau fonctionnement des comités. On vous distribue justement le texte que je vais vous livrer.

Donc, à l'occasion de cette toute première rencontre, régie par le nouveau Règlement provisoire, je réitère mes sincères remerciements à chacun des membres du Comité de l'honneur que vous me faites de me réélire à la vice-présidence.

Une voix: À la présidence, madame.

Le président: À la présidence, pardon! Je vais prendre aussi quelques minutes pour vous expliquer les changements.

Avant de commencer, je devrais peut-être parler d'une chose à laquelle vous vous attendez tous: une réunion d'organisation, et c'est ce que nous faisons. Même si le Comité semble beaucoup modifié par les nouvelles règles et par sa nouvelle composition, celles-ci n'ont vraiment influencé que celles de nos dispositions qui relèvent du nombre ou de la distribution des membres. Quant aux autres questions, on peut considérer que le Comité continue sans modification depuis le début de la session actuelle.

Ainsi, quoique le Comité doive reconsidérer la sélection de son exécutif, la composition de son comité directeur et les conditions qui se rattachent à la permission accordée au président de tenir des réunions sans quorum, toutes ses autres règles pourront se maintenir jusqu'à la fin de la session. (Les membres seront peut-être contents d'apprendre qu'il y restera quelques permanences, lorsque je leur aurai détaillé tous les changements qui seront faits).

Le Comité permanent de l'agriculture n'est pas nombreux: il compte 15 membres, dont 8 libéraux, 5 progressistes conservateurs et 2 membres du Nouveau parti démocratique. Outre ces

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mardi 15 février 1983

Le greffier du Comité: Mesdames et messieurs les députés, nous avons le quorum. Conformément aux articles 69(2) et 69(4)*a*) du Règlement, vous devez d'abord procéder à l'élection d'un président. Je suis prêt à recevoir vos motions.

M. Ferguson: Monsieur le greffier, je voudrais proposer Mme Eva Côté comme présidente du Comité permanent de l'agriculture.

Mr. Veillette: I second the motion.

La motion est adoptée.

Le greffier: Je déclare donc que Mme Côté a été dûment élue présidente du Comité.

Des voix: Un discours!

The Chairman: Thank you, Mr. Clerk. I thank you for the trust you are placing in me.

Before proceeding with the election of a Vice-Chairman and the consideration of the other rules which will be governing the committee's proceedings, it might be useful if I were to make a few comments about the new way in which committees will be functioning. You are now receiving a copy of the text which I will be delivering to you.

At this first meeting under the new provisional Standing Orders, I would like to reiterate my sincere thanks to each of the members of the committee for the honour extended to me in re-electing me as Vice-Chairman.

An hon. Member: As Chairman, Madam.

The Chairman: Excuse me, as Chairman. I will take a few minutes to explain to you the changes you will encountering.

Before I begin, I should perhaps allude to one thing which you might have expected to see; an organization meeting, which is what we are now having. Even though the committee may seem greatly altered by the application of the new rules and by the new membership list, this has affected only the provisions relating to membership; in other matters, the committee can be considered a continuation of the one which has existed throughout the session.

Therefore, although the committee must review its selection of officers, the makeup of its steering committee and the conditions it wishes to attach to the authorization of the Chairman to hold meetings without a quorum to hear evidence, its other rules can continue in force until the end of the session. The committee may be relieved to learn that there is some continuity left after examining the changes which I now propose to mention.

The Standing Committee on Agriculture is smaller; there are 15 members, comprising eight Liberals, five Progressive Conservatives, and two members of the New Democratic

[*Texte*]

15 membres, il y a 15 substituts qui se répartissent entre les partis selon ces mêmes proportions et qui peuvent assister aux réunions en tant que membres ayant droit de vote quand les membres réguliers de leurs propres partis ne sont pas tous présents. Evidemment, ils sont toujours admis à participer aux délibérations et à interroger les témoins, et j'espère qu'ils assisteront aux réunions et porteront au travail du Comité autant d'intérêt que le feront les membres réguliers. Ils recevront toute la documentation qui est distribuée ainsi que les avis des réunions, au même titre que les membres du Comité.

• 1110

Il y a lieu de rappeler que le système n'a pas été mis au point pour qu'un membre substitut donné remplace un membre régulier lorsque ce dernier ne se présente pas à une réunion; au lieu de cela, si deux membres qui figurent sur la liste d'un parti sont absents à une réunion, deux des substituts de ce parti agiront en tant que membres réguliers pendant la réunion, ou jusqu'à l'arrivée des membres qu'ils remplacent. Dans ce dernier cas, en matière d'intervention ou de question, la présidence entend continuer d'accorder la priorité selon la règle habituelle, sans faire de distinction entre le statut des membres réguliers et celui des substituts, si bien qu'un substitut ne perdra pas, en raison de l'arrivée tardive d'un autre membre, l'occasion qui s'offre à lui de prendre la parole, mais renoncera simplement à son droit de vote.

Il est probable qu'il y aura davantage de substituts à une réunion qu'il n'y a en réalité de vides à combler eu égard à la représentation des partis. Il sera peut-être difficile de décider lesquels d'entre eux devraient siéger en tant que membres à part entière. Après consultation, les whips de tous les partis ont convenu que ce choix est nettement une question à déterminer par les divers partis politiques. Les représentants des whips du Gouvernement et de l'Opposition ou, dans le cas des conservateurs, le porte-parole en chef du parti dans le Comité, informera le greffier et les députés concernés au début de chaque réunion de l'identité des substituts qui agiront comme membres à cette réunion.

Le système des substituts a été adopté pour réduire des problèmes qui pourraient autrement résulter d'un autre des changements adoptés: il sera maintenant plus difficile, compte tenu du nouveau Règlement, de modifier la composition du Comité. Dans la pratique, le changement adopté signifie que si un député qui ne fait pas partie du Comité en tant que membre ou substitut souhaite devenir membre ou substitut pour une période donnée, le bureau de son whip devra s'assurer qu'un avis officiel de changement parvienne la veille à la Direction des comités avant l'heure de fermeture, c'est-à-dire 18h00. Il va sans dire que cela créera certaines difficultés, surtout au début, mais cette modification, comme les autres dont nous avons parlé jusqu'à maintenant, vise à nous inciter à acquérir le sens de la continuité, voire presque un esprit communautaire; et cet aspect revêt une importance d'autant plus grande en ce qui a trait à un autre changement: le renvoi des rapports annuels aux comités.

[*Traduction*]

Party. Besides these fifteen members, there are fifteen alternates, distributed among the parties in the same proportions, who can participate in meetings as voting members whenever the full complement of regular members from their own party is not present; of course, they would always be entitled to participate in debate and in the questioning of witnesses and I hope that they will attend meetings and interest themselves in the committee's work as much as regular members will. They will receive all documentation distributed and all notices of meetings, on the same basis as the members of the committee.

It should be re-emphasized that the system has not been set up so that a particular alternate is designated to replace one particular member if that member does not attend a meeting; instead, for example, if there are two members missing from a party's roster at a given meeting, two of that party's alternates will function as full members at that meeting, or until the members that they are replacing arrive. In the latter case, the Chair intends to accord priority in speaking or questioning in the usual way, without distinguishing between members and alternates, so that an alternate would not lose the opportunity to speak because of the late arrival of another member, but only his right to vote.

It is probable that there will sometimes be more alternates present at a meeting than there are gaps to fill in their party's representation. Deciding which of them would then sit as full members might present difficulties. After discussion, the whips of all parties have agreed that this selection is a matter which must remain in the hands of the different parties. The representatives of the government and opposition whips, respectively, or in the case of the Progressive Conservatives, the chief party spokesman in the committee, will be expected to inform the committee Clerk and the members concerned at the start of each meeting, as to which alternates will be acting as full members at that meeting.

The alternate system was introduced to offset problems which might otherwise be caused by another of the changes: it will be harder under the new Standing Orders to alter the membership of the committee. In practice, the change means that if an MP, not on the committee as a member or an alternate, wishes to become a member or an alternate for a given meeting, his whip's office will have to make sure that a formal notice of change is received by the Committees Branch before closing time, 6:00 p.m., on the previous day. No doubt this will cause some difficulties, especially at first; but it, like the other changes we have discussed so far, is intended to encourage us to develop a sense of continuity, almost of community; and that is especially important in connection with another change: the reference to committees of annual reports.

[*Text*]

Pendant l'année, au moment de leur présentation à la Chambre, les rapports annuels des ministères et des organismes gouvernementaux seront remis à tous les comités en tant qu'ordres de renvoi permanents. En raison de la masse de questions de détail qui s'y rattachent, j'ai exposé de nouvelles ententes touchant la composition des comités plus longuement que je ne parlerai de la présente innovation: pourtant, cette dernière pourrait représenter pour le fonctionnement du présent Comité le plus grand de tous les changements. En effet, pour la première fois dans notre histoire politique, les comités ne seront pas qu'un simple instrument de la Chambre, mais auront le pouvoir d'ouvrir des enquêtes dans leur domaine d'étude, à la condition toutefois qu'elles aient trait à un rapport annuel qui leur a été soumis. En outre, le Comité pourra obtenir du gouvernement une réponse aux rapports qui normalement ne feraient pas l'objet d'une adoption, en incluant simplement une demande à cet effet dans le rapport concerné.

Il y a bien sûr d'autres conséquences de ces changements dont je ne parle pas explicitement aujourd'hui. Qu'il me soit simplement permis de dire que lorsqu'elles se présenteront, je veillerai à en traiter en consultation avec les membres du Comité et d'autres présidents dans un esprit d'équité et de bon sens.

Nous devons maintenant procéder à l'élection d'un vice-président.

Monsieur Dion.

M. Dion: Madame le président, je propose que le député d'Essex—Kent, M. Robert Daudlin, soit élu vice-président du Comité.

Le président: M. Dion, appuyé par M. Ostiguy, propose que M. Robert Daudlin soit le vice-président. Le Comité est-il d'accord?

Des voix: *Agreed.*

La motion est adoptée.

Le président: Monsieur Daudlin, vous êtes élu vice-président du Comité.

Mr. Neil: On a point of order, Madam Chairman.

Le président: Oui, monsieur Neil.

Mr. Neil: Will we have an opportunity of discussing the contents of your statement? One or two questions have arisen in my mind that I would like to clarify. Will we have the opportunity now, or when will we have the opportunity?

Le président: Oui.

Mr. Neil: Now?

Le président: Oui.

Mr. Neil: I am referring to paragraph five about alternate members.

• 1115

Suppose a regular member does not wish to participate on the committee but wishes to sit as an observer and allow an alternate to remain on the committee and be allowed to vote.

[*Translation*]

In the course of the year, as the annual reports of the government departments and agencies are tabled in the House, all the standing committees will be receiving them as permanent orders of reference. I have spent more time speaking about the new membership arrangements, because of the massive details involved, than I will spend on this innovation; but it may bring the greatest change in the functioning of this committee that has ever been made. For the first time in our political history, the committees will not just be a creature of the House but will have the power to initiate inquiries within their fields of study, provided only that they are relevant to an annual report which is before them. Moreover, the committees will be able to obtain a response from the government to those reports for which concurrence would not normally be moved, simply by including a request to that effect in the report concerned.

There are of course other consequences of the rule changes that I have not addressed directly in this statement. Let me only say that I will attempt to deal with them as they arrive, in consultation with the committee members and with othe Chairmen, in the spirit of fairness and good sense.

We must now proceed to elect a Vice-Chairman.

Mr. Dion.

Mr. Dion: Madam Chairman, I propose the member for Essex—Kent, Mr. Robert Daudlin, be elected Vice-Chairman of the committee.

The Chairman: Mr. Dion, seconded by Mr. Ostiguy, moves that Mr. Robert Daudlin be elected Vice-Chairman. Does the committee agree?

Some hon. Members: Agreed.

Motion agreed to.

The Chairman: Mr. Daudlin, you have been elected Vice-Chairman of the committee.

M. Neil: Un rappel au Règlement, madame le président.

The Chairman: Go ahead, Mr. Neil.

M. Neil: Quand aurons-nous l'occasion de parler de l'objet de votre déclaration? J'aurais des précisions à demander concernant un ou deux points. Sera-il possible d'en parler maintenant, et sinon, quand?

The Chairman: Yes.

M. Neil: Maintenant?

The Chairman: Yes.

M. Neil: Je m'intéresse au paragraphe cinq qui porte sur les substituts.

Supposons qu'un membre régulier ne veuille pas participer à une réunion mais préfère siéger comme observateur, son substitut conservant le droit de vote. Si le membre régulier

[*Texte*]

Does this mean if the regular member shows up, automatically an alternate is bumped off the committee? Or can the alternate carry on for the remainder of the meeting?

An hon. Member: He loses the right to vote.

M. Dubois: Madame le président, je ne voudrais pas me faire passer pour un savant, mais il y a quelques minutes, j'assistais à la séance du Comité de la justice et des questions juridiques. Si je comprends bien votre question, vous vous demandez ce qui se passera quand un membre régulier absent arrivera en plein cours de la réunion; la seule chose qui puisse arriver, c'est que le substitut va continuer à pouvoir poser des questions, à faire ses interventions, mais il perdra son droit de vote. Le substitut ne sera pas automatiquement chassé du Comité. De votre côté, vous avez cinq membres permanents et cinq substituts . . .

M. Daudlin: Ce n'est pas cela, sa question.

M. Dubois: Ce n'est pas cela, sa question? C'est son droit de vote qu'il va perdre; le substitut perd son droit de vote au profit du membre régulier. Dès qu'un membre régulier arrive, le substitut perd son droit de vote.

Mr. Neil: What concerns me is that you might have a situation where some of the alternates have expertise in a particular area and they attend the meeting as a substitute and they become a member. The regular member, who does not have the expertise, wants to attend simply for the purpose of acting as an observer, and not participating. Is the suggestion that the fact that the regular member is in attendance in the room—that the alternate cannot vote?

An hon. Member: Yes.

Mr. Neil: If that is the situation, I do not think that is fair.

Mr. Dubois: It is the situation. If your party wants a substitute—he is an expert on this particular problem—it has to ask the Whip the hour before closing about the possibility of changing the member—on page 2, paragraph 2—that it will be a regular member in place of the alternate member.

Mr. Neil: But that is somebody other than the alternate.

The Chairman: Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: I sat on the committee that proposed these changes, and I can tell you that what was in mind was that when a substitution took place—first, that there would be automatic substitution from the list of alternates in order that we would not find ourselves, as committees, from time to time prevented from operating as a result of the fixed regular list not attending. But I think it was in the mind of the committee at that point that once the substitution took place, the substitution would exist for the term of that committee. There was no expectation that in fact there was going to be a shifting of votes and right to vote back and forth, depending on the movement into or out of the particular room.

It may be something that we are going to have to clarify or determine as rules of our own particular committee. But I would suggest to you that once an alternate has assumed the chair as the voting member for that particular meeting, he would continue so to do until the end of that meeting . . .

[*Traduction*]

arrive, cela veut-il dire que le membre substitut perd automatiquement sa place? Ou le substitut peut-il continuer pour le reste de la réunion?

Une voix: Il perd son droit de vote.

Mr. Dubois: Madam Chairman, I will not claim to be an expert, but I was in attendance at the Justice Committee meeting which just took place. If I have understood you correctly, you are wondering what will happen when a regular member arrives in the middle of a meeting; the alternate will be able to continue asking questions and taking part but he will lose his right to vote. The alternate will not be automatically bumped off the committee. On your side you have five full members and five alternates . . .

Mr. Daudlin: That was not his question.

Mr. Dubois: That is not what he was asking? The alternate will lose his right to vote which will revert to the regular member. As soon as the regular member arrives, the alternate loses his right to vote.

M. Neil: Je pense à une situation où le substitut aurait des connaissances particulières dans un domaine sur lequel porte une réunion. Le membre régulier, qui n'a pas ces connaissances, veut simplement assister en tant qu'observateur sans participer. La simple présence du membre régulier dans la salle a-t-elle pour effet d'empêcher le substitut de voter?

Une voix: Oui.

M. Neil: Si c'est comme cela, je ne pense pas que c'est juste.

M. Dubois: C'est ainsi. Si votre parti voudrait qu'un substitut, ayant des connaissances spéciales, soit désigné comme membre régulier, le whip a la possibilité de prendre les arrangements nécessaires, cela est prévu à la page 2, paragraphe 2.

M. Neil: Mais il s'agit de quelqu'un d'autre que le substitut.

Le président: Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: J'ai fait partie du comité qui a proposé ces modifications et je peux vous expliquer quelle était notre intention en ce qui concerne la substitution: nous voulions que la liste de substituts permette une substitution automatique pour empêcher la situation où le comité serait dans l'impossibilité de siéger à cause de l'absence de membres réguliers. Mais je crois que dans l'esprit des membres du Comité, une fois la substitution fixée, elle resterait en vigueur pour la durée du Comité. On n'envisageait pas la possibilité de transférer, à droite et à gauche, le droit de vote selon la présence ou l'absence de membres dans la salle de réunion.

Il se peut que nous soyons obligés de préciser cela ou de déterminer nos propres règles en tant que Comité. Mais j'estime que quand un substitut a pris sa place comme membre votant pour une réunion donnée, il garde cette capacité jusqu'à la fin de la réunion . . .

[*Text*]

Mr. Neil: It makes sense.

Mr. Daudlin: —notwithstanding the entry into the room of the person whom they, for whatever reason, had proposed to substitute.

The fact is that the number of votes does not change. The fact is that the voting members will be taken from either the regular or the alternate list. It would seem to me to be almost arguing an absurdity to suggest that because the regular member has somehow entered the room, he must then therefore cast the vote, when in fact carriage of the particular item of interest is being done by an alternate.

We all recognize that because of the restriction in numbers, perforce there are going to be people who in fact have expertise in a particular area and who are going to want to take the lead, including the vote, when the issue comes to a vote. I think the intention was—and I do not think I express it unfairly—that once the person took over the seat at the particular meeting, they in fact would be the voting member.

Mr. King: That is the problem.

• 1120

Le président: Je vous remercie, monsieur.

Donc, celui qui agira à titre de substitut pour un membre régulier, parce qu'il est plus spécialisé dans la question discutée à ce moment-là par le Comité, si j'ai bien compris les propos de M. Daudlin, voterait aussi en tant que membre régulier parce qu'il remplace un membre régulier. Par contre, si on va plus loin dans votre réflexion et si, sur un sujet particulier, il y a un député qui n'est pas membre régulier ni membre substitut mais que l'on désire qu'il soit membre du Comité pour cette question-là, nous devons, selon les règles, donner un avis de 24 heures afin que ce député devienne membre du Comité pour discuter et voter sur le sujet pour lequel il est spécialisé. C'est bien cela?

Mr. Neil: Yes, that covers the situation. I agree with Mr. Daudlin. I am a member of the regular committee; if something were to arise in which I had no real, intense interest and someone else did, I might want to sit in the back row and listen and I would not want to pre-empt that man's right to vote. I think I should be able to sit there without having to change the voting . . .

Le président: Très bien. Merci, monsieur Neil. Y a-t-il d'autres questions?

Mr. King: We have agreed to that clarification, but that is not what it says in this statement and I think that should be understood. It says, "only his right to vote", that he will not lose his opportunity to speak because of the late arrival of another member, but only his right to vote.

The Chairman: I am sorry, Mr. King. I do not understand your question.

Mr. King: I am saying that you have clarified—you have agreed to Mr. Neil's position, but the text of this paper does not agree.

[*Translation*]

M. Neil: C'est logique.

M. Daudlin: . . . même si le membre qu'il remplace entre dans la salle.

Le nombre de membres ayant le droit de vote ne change pas. Ces membres seront choisis parmi les membres réguliers ou les membres substituts. Je crois que ce serait presque absurde que de prétendre que l'arrivée du membre régulier dans la salle enlève au substitut le droit de voter.

Nous savons tous qu'à cause de la restriction du nombre de membres, il arrivera que des personnes, ayant des connaissances particulières dans un domaine, voudront prendre un rôle de premier plan, y compris au moment du vote. Je crois que c'était l'intention du Comité de faire en sorte qu'un substitut désigné pour une réunion donnée ait le droit de vote durant toute la séance.

M. King: C'est là le problème.

The Chairman: Thank you, sir.

If I understood correctly what Mr. Daudlin was saying, an alternate replacing a full member, because of his interest and specialization in the matters discussed by the committee at a given point, could vote as well just as he were a full member. Furthermore, if the committee is discussing a particular issue which is of interest to a member who is neither a regular member nor an alternate, the rules now call for a 24-hour notice to be given for that member to become a member of the committee and therefore be able to discuss and vote on that issue. Am I correct?

M. Neil: Oui, c'est cela. Je suis d'accord avec M. Daudlin. Je fais partie du comité et si un sujet était à l'étude qui ne m'intéresse pas particulièrement mais qui intéresse un de mes collègues, je préfèrerais peut-être m'éclipser au profit de ce dernier afin qu'il puisse voter. Je pense qu'on doit pouvoir siéger au comité sans nécessairement être obligés de voter . . .

The Chairman: Very well. Thank you, Mr. Neil. Are there any other questions?

M. King: Nous nous sommes entendus sur cette précision, mais cependant ce n'est pas ce qu'indique le document; il faudrait que cela soit bien compris. On dit «seulement son droit de vote» c'est-à-dire qu'il ne perdra pas sa priorité d'intervention parce que le membre régulier vient plus tard. Le substitut, alors, ne fait que perdre son droit de vote, n'est-ce pas?

Le président: Excusez-moi, monsieur King. Je ne comprends pas ce que vous dites.

M. King: Je dis tout simplement que vous avez donné raison à M. Neil mais que la déclaration écrite n'en tient pas compte.

[*Texte*]

An hon. Member: If you go to the next paragraph . . .

Mr. King: Even there it does not.

Le président: Je crois que c'est du droit de parole dont il est question dans le texte. On dit que si un député substitut a déjà obtenu le droit de parole, il ne le perd pas s'il remplace un membre régulier. Il a toujours le droit d'intervenir. La seule chose à laquelle il renoncera, ce sera son droit de vote, si le député, membre régulier, revenait.

La proposition de M. Neil c'était de laisser le substitut voter à la place du membre régulier parce que ce dernier aurait accepté que le député substitut le remplace sur un thème pour lequel il est plus spécialisé.

Monsieur Lewycky.

Mr. Lewycky: I just wonder whether maybe the issue is not really clear enough as it is. That paragraph 5 simply is talking about a member who is late, whereas the next paragraph deals with the fact that in the case of the Progressive Conservative Party the chief party spokesman of the committee will inform the committee clerk and members concerned at the start of the meeting as to which alternate will be acting as a full member. So, as long as he informs the clerk at the beginning of the meeting that this substitute is going to be functioning for the whole committee, I do not know that that really presents any problem for the party.

Le président: Tout le monde est d'accord? Oui?

Oui, monsieur Althouse.

Mr. Althouse: Madam Chairman, I think, since we are at the beginning of a new session with this committee, we should all be agreed to continue on with the kind of informal arrangement that we have. The sixth paragraph specifically states that the chief party spokesman in the committee must make the recommendation. Occasionally that changes with the absence of the official spokesman from the House. So, as long as we do not, some day down the road, run into a difficulty where the clerk says: Well, Mr. Wise did not tell me, he was not here . . . As long as we recognize that someone from the Official Opposition, or from our party, makes the presentation at the beginning of the meeting to the clerk and that becomes the list for that day, I do not think there will be any problem.

• 1125

Le président: D'accord. Merci, monsieur Althouse. Je pense que cela règle la question de la participation des membres réguliers et des substituts aux réunions du Comité.

Il faudrait maintenant fixer des règles quant au fonctionnement du Sous-comité du programme et de la procédure. Il y aurait lieu de décider combien de personnes doivent en faire partie. Je vous rappelle que ce Sous-comité était formé de six membres, c'est-à-dire trois membres du Parti libéral, y compris le président et le vice-président, deux membres du Parti conservateur et un du Nouveau parti démocratique. Donc, il faudrait s'entendre sur le nombre de personnes qui doivent

[*Traduction*]

Une voix: Si vous consultez le paragraphe suivant . . .

M. King: Mais même à ce paragraphe-là, ce n'est pas ce qu'on dit.

The Chairman: I think that the statement refers to the right to speak. It says that if an alternate has already put his name on the list, he does not lose his priority if he replaces a regular member. He maintains his right to intervene. The only thing that he has to give up is his right to vote, when and if the regular member arrives.

Mr. Neil suggests that we maintain the alternate's right to vote instead of the regular member because the regular member would have accepted anyhow that the alternate replace him at a meeting on a given issue that he is particularly interested in.

Mr. Lewycky.

M. Lewychy: À mon avis toute cette question est pourtant claire. Le paragraphe 5 indique qu'il pourrait y avoir un membre régulier qui soit en retard, tout simplement, tandis qu'au paragraphe suivant, on dit que le porte-parole officiel du parti progressiste conservateur signalera au greffier et aux membres du comité, au début de la séance, qui seront, pour cette séance-là, les substituts qui remplaceront les membres réguliers. Ainsi, il n'y a donc pas de problèmes pour le parti puisqu'il suffit, au début de la réunion, de signaler quels seront les substituts qui remplaceront les membres réguliers pour toute la séance.

The Chairman: Does everybody agree? Yes?

Yes, Mr. Althouse.

M. Althouse: Madame le président, puisque nous commençons une nouvelle session en comité, pourquoi ne pas maintenir l'entente officieuse que nous avons actuellement. Le paragraphe 6 de cette déclaration indique spécifiquement que le porte-parole officiel du parti a la responsabilité de la liste. En l'absence du porte-parole officiel, c'est parfois quelqu'un d'autre qui le remplace. Il suffira d'éviter qu'à un moment donné, le greffier soit obligé de dire: «Excusez-moi, monsieur Wise ne m'a pas avisé qu'il ne serait pas là . . . » Autrement dit, dans la mesure où un représentant de l'opposition officielle, c'est-à-dire de notre parti, fournit, au début de la séance, une liste au greffier, cette liste devient la liste pour une séance donnée, et je ne pense pas qu'il y ait ainsi des problèmes.

The Chairman: Very well. Thank you, Mr. Althouse. I think that settles the question of the participation of regular members and alternates to the committee's meetings.

We should now determine rules relating to the operations of the subcommittee on agenda and procedure, and namely decide how many members it should include. I would like to remind you that this subcommittee consisted of six members, that is to say three members of the Liberal party, including the president and vice-president, two members of the Progressive Conservative party and one member of the New Democratic Party. So we have to agree on the number of members who

[*Text*]

faire partie de ce Sous-comité, qu'on appelle le Comité directeur, et qui doit en faire partie.

M. Dubois: Trois, deux, un? C'est cela?

Le président: Oui, c'était auparavant la composition . . .

Mr. Gustafson: Three, two, one.

Le président: Trois du parti du gouvernement, y compris le président et le vice-président, deux membres du Parti conservateur et un membre du Nouveau parti démocratique.

M. Ostiguy: Est-ce que je peux faire une proposition?

Le président: Oui, monsieur Ostiguy.

M. Ostiguy: Je propose M. Dionne de Chicoutimi.

M. Dubois: Ce n'est pas nécessaire de proposer des noms.

M. Ostiguy: C'est seulement le nombre?

Le président: Est-ce qu'on s'en tient au fait que le Comité directeur sera composé de six personnes, de cinq personnes ou de sept? Alors, quelle est la proposition?

M. Neil: Six.

Le président: Six personnes?

Mr. Neil: Three, two, one.

Le président: D'accord. Alors, est-ce que ce serait le président, le vice-président et le secrétaire parlementaire, ou le président, le vice-président et une autre personne qui pourrait être . . .

M. Ostiguy: Le secrétaire parlementaire.

M. Dion: En son absence, une personne qu'il délèguera.

Le président: Est-ce que le secrétaire parlementaire pourrait se faire remplacer au cas où . . .

M. Dion: C'est cela.

M. Daudlin: Cela pourrait être trois personnes du gouvernement.

M. Dubois: C'est cela. Moi, je pense qu'on ne doit pas donner de titres. Evidemment, le président et le vice-président sont au Comité directeur; la troisième personne, normalement, c'est le secrétaire parlementaire, mais s'il ne peut pas y être . . .

Le président: C'est un membre du Comité.

M. Dubois: Ce serait trois membres du parti du gouvernement, deux membres de l'Opposition officielle et un membre du Nouveau parti démocratique. Cela règle notre problème.

Mr. Neil: I think the question of the numbers from your party, our party, and who they are is an internal matter, as long as we have the numbers there at the time.

An hon. Member: That is right.

Le président: Alors, M.Dubois propose que le Sous-comité du programme et de la procédure soit composé de six personnes, soit trois membres du Parti libéral, deux du Parti conservateur et un du Nouveau parti démocratique, après consultation d'usage avec les chefs de file des différents partis.

[*Translation*]

should be part of this subcommittee known as the steering committee, and who should be part of it.

Mr. Dubois: Three, two and one? Is that it?

The Chairman: Yes, previously such was the set-up . . .

Mr. Gustafson: Three, two, one.

The Chairman: Three of the government party, including the president and the vice-president, two members of the Progressive Conservative party and one member from the New Democratic party.

Mr. Ostiguy: Could I move something?

The Chairman: Yes, Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: I suggest Mr. Dionne from Chicoutimi.

Mr. Dubois: It is not necessary to propose names.

Mr. Ostiguy: Only a number?

The Chairman: Will the steering committee comprise six, five or seven members? So what do you suggest?

Mr. Neil: Six.

The Chairman: Six members?

Mr. Neil: Three, two, one.

The Chairman: Fine. So will it be the chairman, the vice-chairman and the parliamentary secretary, or the chairman, the vice-chairman and another person who could be . . .

Mr. Ostiguy: The parliamentary secretary.

Mr. Dion: In his absence, a person he will delegate.

The Chairman: Could the parliamentary secretary be replaced by someone else if . . .

Mr. Dion: Exactly.

Mr. Daudlin: It could be three members from the government.

Mr. Dubois: Yes. Personally I think we should not give titles. Obviously, the chairman and vice-chairman are in the steering committee; the third member is normally the parliamentary secretary but if he cannot be present . . .

The Chairman: He is a member of the committee.

Mr. Dubois: There would be three members from the government, two from the Official Opposition and one member from the New Democratic party. That settles our problem.

M. Neil: Je pense que la question du nombre de membres de votre parti, de notre parti, et qui ils sont, constitue un problème interne, pour autant que le nombre soit respecté.

Une voix: C'est exact.

The Chairman: So, Mr. Dubois moves that the subcommittee on agenda and procedure consist of six members, namely three members of the Liberal party, two of the Progressive Conservative party and one of the New Democratic party, after normal consultation with the Whips of the different parties.

[*Texte*]

La motion est adoptée.

M. Dubois: Je remplace M. Dionne.

Le président: Oui, il remplace M. Marcel Dionne.

M. Dubois: Il m'a délégué ses pouvoirs.

Le président: Il s'agit maintenant de définir le nombre de membres du Comité qui participeraient au Comité lors de l'audition de témoignages de groupes qui viendraient présenter des mémoires devant le Comité.

Monsieur Neil.

Mr. Neil: Before we get to that, could we decide on what is a quorum, as far as that subcommittee is concerned—that is, three: one from each party. That is for the steering committee. I mean if we leave it as it is, we would then need to have six members before we could meet.

The Chairman: Yes, I understand.

Mr. Neil: So I think there should be one from each party as a quorum.

Le président: Six membres, mais un quorum de trois, soit un de chaque parti.

Mr. Neil: But one from each party.

An hon. Member: Three, and one from the opposition.

• 1130

Le président: Monsieur Neil, le nouveau Règlement indique que le quorum du Sous-comité du programme et de la procédure, c'est la majorité simple, c'est-à-dire la moitié plus un. Alors, dans notre cas, ce serait quatre personnes, parce que nous avons un Sous-comité de six.

Mr. Neil: Regardless of party representation?

Mr. King: That would ensure that two parties were involved.

Le président: Le quorum est la moitié plus un, selon le Règlement. On parle du quorum du Sous-comité du programme et de la procédure. Le Règlement dit que c'est la majorité simple qui compose le quorum.

Mr. Neil: I think we are masters of our own regulations. I would like to see a situation where at least one member of the Official Opposition be present. We can do that.

The Chairman: Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: If I may, I see some merit to what Mr. Neil is saying. Obviously we are attempting to do this thing in fairness and in equity as much as possible. It would seem to me that if in fact we can have a quorum of three, and also understand that at least one member of the opposition can be present, and I do not want to single out either of the parties, then at least we are going to be satisfied that there will be an opposition voice there, as opposed to having three government members sitting in a closet making up their minds in terms of the agenda for the committee.

[*Traduction*]

Motion agreed to.

Mr. Dubois: I replace Mr. Dionne.

The Chairman: Yes, he replaces Mr. Marcel Dionne.

Mr. Dubois: He delegated his powers to me.

The Chairman: Now we have to set the number of members of the committee who would sit to hear witnesses and groups who would come to present briefs in front of the committee.

Mr. Neil.

M. Neil: Avant d'aborder cette question, pourrions-nous décider du quorum pour ce sous-comité, c'est-à-dire trois membres, un pour chaque parti? Je parle du comité directeur. Si nous ne précisons rien d'autre, il nous faudrait avoir six membres avant de pouvoir nous réunir.

Le président: Oui, je comprends.

M. Neil: Je pense donc qu'il devrait y avoir quorum avec un membre de chaque parti.

The Chairman: Six members, but a quorum of three, namely one member from each party.

M. Neil: Mais un pour chaque parti.

Une voix: Trois, dont un représentant de l'opposition.

The Chairman: Mr. Neil, under our new rules of procedure, the quorum for the subcommittee on agenda and procedure is the simple majority, which means half of the members plus one. In our case, this majority would be four members since our subcommittee has a total of six.

M. Neil: Indépendamment des allégeances politiques?

M. King: Au moins, nous serions sûrs que deux des partis soient représentés.

The Chairman: Our quorum is composed of half the members plus one under the new rules of procedure. I remind you that we are talking here about the quorum for the subcommittee on agenda and procedure and that this quorum is attained through a majority of its members.

M. Neil: J'imagine que c'est nous qui décidons en fin de compte. J'aimerais personnellement qu'au moins un représentant de l'Opposition officielle soit présent. C'est possible, non?

Le président: Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: Si vous me le permettez, je dois reconnaître le bien-fondé de ce que vient de dire M. Neil. Il est évident que nous voulons être justes et équitables dans toute la mesure du possible, et il me semblerait que si nous pouvons effectivement fonctionner avec un quorum de trois personnes, moyennant la présence d'au moins un représentant de l'Opposition, et je ne veux nullement ici ostraciser un parti plutôt qu'un autre, il faut en fait, de toute évidence, que l'Opposition soit représentée pour que nous n'ayons pas simplement des députés ministériels présidant à eux seuls aux destinées du Comité.

[*Text*]

I do not say that would ever happen—and we do not want that possibility to be there either, I am sure—but if one member of the opposition is required to be present in that quorum of three, then it provides the opportunity and the flexibility that either party is represented or that indeed both have members there.

Le président: Est-ce que cela répond à votre question? C'est dire que le quorum serait la majorité simple, selon le Règlement, mais il doit y avoir au moins un représentant de l'Opposition.

Mr. Gustafson: That should state "Official Opposition".

Le président: M. Daudlin a proposé un représentant de l'Opposition.

M. Daudlin: Trois personnes au moins, dont un représentant de l'Opposition, de quelque parti qu'il soit.

Le président: Monsieur Veillette.

M. Veillette: Madame le président, je vois un danger à la proposition de M. Daudlin. En effet, si jamais un membre de l'Opposition décidait de ne pas assiter à ces réunions du Sous-comité, il n'y aurait alors plus de Sous-comité.

Mr. Neil: That would never happen, I am sure, because no opposition party would want to see a situation where the government directed what the business was without having the opportunity of input. I am sure you will find that members of all opposition parties will be represented on the steering committee.

But I have one other question for clarification. As far as the steering committee is concerned, is the requirement that the representatives have to be regular members of the committee, or can they be alternate members of the committee or whomever we decide upon?

Mr. Dubois: We have to decide that too. Also the number; when we decided to have five, we did not decide if it is five including alternate or permament members.

Mr. Neil: My personal opinion would be permanent. The people who become members of the subcommittee can be named from time to time; it does not always have to be the same people as long as there is a representative there. What I want to clarify is the fact that I do not think that someone on the steering committee should necessarily have to be a regular member of the committee or an alternate, as long as it is somebody who is a representative of the party.

Mr. Daudlin: Madam Chairman, I think I would have some difficulty with that particular position. I think we can certainly go as far as saying that they could be from either the regular or alternate list, but I think that if we go beyond that we are then breaking entirely new ground that is beyond the purview of the experiment.

Le président: Je pense donc que les règles qui régissent la composition du Comité s'appliqueront dans le cas de la

[*Translation*]

Je ne veux pas dire par là que ce sera le cas, mais nous ne voulons pas que cette possibilité existe; nous voulons qu'il y ait au moins un représentant de l'Opposition pour faire quorum, à ce moment, l'un ou l'autre des partis d'Opposition pourront être représentés, voire les deux.

The Chairman: Does this answer your question? We would have an unqualified majority under the present rules of procedure, however, at least one opposition representative would be present.

M. Gustafson: Vous voulez dire de l'Opposition officielle.

The Chairman: Mr. Daudlin suggested one representative from the opposition side.

Mr. Daudlin: Thus, at least three members, including one representative from the opposition, regardless of party representation.

The Chairman: Mr. Veillette.

Mr. Veillette: Madam Chairman, Mr. Daudlin's suggestion contains in my view an element of danger. Indeed, should the representative from the opposition decide never to attend those subcommittee meetings, we would no longer have a subcommittee.

M. Neil: Ce ne sera jamais le cas, j'imagine, car il est certain qu'aucun parti de l'Opposition n'aimerait voir les rangs ministériels dicter les affaires du Comité sans avoir la chance de placer son mot. Vous vous rendrez compte, je n'en doute pas, que les partis de l'Opposition seront invariablement représentés au Comité directeur.

J'aurais toutefois un point de détail à préciser. Pour ce qui est du Comité directeur, le représentant en question devra-t-il être un membre ordinaire du Comité ou pourra-t-il s'agir d'un substitut?

M. Dubois: Nous devons également rendre une décision à ce sujet. Il y a aussi la question du nombre: nous avons décidé d'avoir un sous-comité de cinq membres, mais nous n'avons pas encore précisé s'il devait s'agir de membres permanents ou de membres remplaçants.

M. Neil: Je pencherais pour des membres permanents. Il est toujours possible de nommer à l'occasion les membres du sous-comité; en effet, ces membres ne doivent pas nécessairement être toujours les mêmes car ce qui compte, c'est que les partis soient représentés. Je veux tout simplement préciser le fait qu'à mon sens, il n'est pas indispensable que le député qui siège au Comité directeur soit membre ordinaire ou membre substitut du comité, car ce qui importe, c'est qu'il représente le parti.

M. Daudlin: Madame le président, j'aurais du mal à accepter cet argument. Nous pouvons, j'imagine, dire que les membres du Comité directeur doivent être soit des membres permanents, soit des substituts, mais pour moi, si nous allons plus loin que cela, nous nous lancerions dans l'inconnu, ce qui n'est pas vraiment le but de l'expérience.

The Chairman: I would then say that the rules that govern this committee's representation will also govern the subcom-

[*Texte*]

composition du Sous-comité. Il s'agit que les membres soient désignés pour siéger au Sous-comité de la façon dont ils le sont pour siéger ici.

• 1135

Il n'est pas question ici de postes mais de personnes qui seront désignées, par chaque parti, pour siéger au comité directeur. Alors, les mêmes règles s'appliquent à ceux qui siégeront au Sous-comité de l'ordre du jour et de de la procédure, c'est-à-dire les membres réguliers ou les substituts qui auront été désignés pour remplacer les membres réguliers.

Mr. Neil: Mr. Daudlin, I think, has agreed on that: the members of the steering committee can be made up of either regular members of the committee or alternate members. They can change as long as they are within that framework.

The Chairman: Okay.

Mr. Neil: Did you make a motion, Bob, on that?

The Chairman: For the quorum?

Mr. Daudlin: If it is necessary, I . . .

Mr. Neil: Just for the record.

Le président: Il y aura quatre personnes.

Mr. Daudlin: Are we moving four persons?

Mr. Neil: No, for the subcommittee; six persons.

The Chairman: Six persons.

Donc, 3 représentants du Parti libéral, 2 représentants du Parti progressiste conservateur et 1 membre du Nouveau parti démocratique. C'est la proposition de M. Jean-Guy Dubois.

Mr. Neil: "Who are either regular members or alternate members of the committee" should be added to that motion. Then that covers the whole thing.

Le président: Êtes-vous d'accord, Jean-Guy? Au Sous-comité, il est entendu que le quorum est de quatre membres, dont au moins un représentant l'Opposition officielle. S'agit-il de l'Opposition tout court ou de l'Opposition officielle?

Mr. Dubois: I think the Official Opposition wants that, including the three they have—members will be of the Official Opposition. But I think Bob Daudlin said that three members—he did not specify if he wanted one member of the Official Opposition.

Mr. Bockstael: We have changed that.

On a changé le nombre, c'est maintenant quatre.

Le président: Alors, c'est bien quatre.

M. Bockstael: C'est donc 4 membres pour avoir le quorum au comité directeur dont au moins un représentant l'Opposition officielle.

Le président: Donc, il est proposé par M. Daudlin que le quorum du Sous-comité soit formé de quatre membres, dont au moins un de l'Opposition officielle.

Est-ce que tout le monde est d'accord?

[*Traduction*]

mittee. Members will have to be designated to the subcommittee exactly as they are designated to be part of this standing committee.

We are not talking about " positions" here but about the people who are supposed to represent each party at the steering committee. The same rules will apply in the case of the subcommittee on agenda and procedure, that is pertaining to regular members and alternate members.

M. Neil: Je pense que M. Daudlin est d'accord là-dessus. Les membres du Sous-comité de direction peuvent être soit des membres réguliers soit des membres substituts. Ils peuvent se remplacer à condition de respecter le nombre.

Le président: Très bien.

M. Neil: Vous avez présenté une motion à ce sujet, Bob?

Le président: Au sujet du quorum?

M. Daudlin: Au besoin, je suis prêt . . .

M. Neil: Pour la forme.

The Chairman: There will be four people.

M. Daudlin: Il y en aura quatre?

M. Neil: Non, il y en aura six pour le sous-comité.

Le président: Six personnes.

So, there will be three members representing the Liberal party, two representing the Progressive Conservative party and one representing the New Democratic party. This is Mr. Jean-Guy Dubois' proposal.

M. Neil: Il faut rajouter: «ces membres peuvent être soit des membres réguliers soit des membres substituts du Comité». Toutes les situations seraient prévues à ce moment-là.

The Chairman: Do you agree with that, Jean-Guy? And for the subcommittee, the quorum is four members, one of whom must be a representative of the Official Opposition. Should we say opposition only or Official Opposition?

M. Dubois: Je pense que c'est ce que souhaite l'opposition officielle, lorsqu'elle parle de trois membres. Mais je pense que Bob Daudlin a simplement indiqué trois membres . . . Il n'a pas précisé si l'un d'eux devait représenter l'opposition officielle.

M. Bockstael: Nous avons changé cela.

The number is now four.

The Chairman: So it is four members now.

Mr. Bockstael: At the steering committee, the quorum is four members including a representative of the Official Opposition.

The Chairman: So Mr. Daudlin moves that the quorum of the steering committee be four members, including a representative of the Official Opposition.

Is everybody agreed?

[*Text*]

Mr. Daudlin: I am sorry, Madam Chairman. Would you put that once more? I think I am hearing something in the motion that I judge—and maybe I am the wrong one to be arguing it—that I judge maybe should not be there.

Le président: La proposition qui est faite concerne le quorum du Sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure. Ce quorum serait formé de 4 membres, dont un de l'Opposition officielle.

Mr. Daudlin: I would argue, Madam Chairman, that in fact the last word should be dropped and we should assure that in fact the opposition is represented, but in the chance that a representative of the Official Opposition could not, or decided not to, attend, there would still be an opposition voice at that meeting and the meeting could be held by reason of the fact that one or the other could send a representative there. I think to do otherwise would be to restrict it unduly.

Le président: Vous avez raison, monsieur Daudlin. Vous aviez proposé, il y a quelques minutes, que dans la composition du quorum, il y ait un représentant de l'Opposition.

M. Daudlin: C'est cela.

Le président: Est-ce que le Comité est d'accord sur ce point?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Gustafson: I would have some reservations about that because, simply, you are giving the lever to the NDP in this case, who might just accept, should I say, some direction in which they would go along with the government, and the Official Opposition as such would not have its rightful place in the House.

An hon. Member: You will get notice.

Mr. Gustafson: I realize that; but there could be a situation in which a meeting was called not giving, should I say, opportunity. Such a situation could arise.

Le président: Monsieur Althouse.

Mr. Althouse: I think both sides are adequately protected with the kind of motion we have here now. The invitations go to all of the parties, in the proportions that are in the motion. I think while Mr. Gustafson may feel threatened by us on this motion, we are much more threatened by the previous proposal. The previous proposal would be that they go ahead in spite of us, so to speak. So I think both sides are adequately protected. All we have to do is appear at the meeting.

• 1140

Mr. Gustafson: I do not think there is any argument on that position. The argument is that we are setting a precedent here. The Official Opposition has had its official place in the House of Commons, and I think it should have its official place here in the committee, as well.

The Chairman: Mr. Neil.

Mr. Neil: The only solution I can see under the circumstances would be a requirement that no steering committee

[*Translation*]

M. Daudlin: Je vous demande pardon, madame le président, mais vous voulez bien répéter ce que vous venez de dire? J'ai cru déceler un point sur lequel je ne suis pas d'accord dans la motion.

The Chairman: The motion deals with the quorum at the subcommittee on agenda and procedure. The quorum is to be made of four members, including one from the Official Opposition.

M. Daudlin: Selon moi, madame le président, le dernier mot est de trop. Nous devrions simplement nous assurer que l'opposition est représentée. Si par malheur un représentant de l'opposition officielle ne pouvait être là, il y aurait quand même quelqu'un pour faire valoir le point de vue de l'opposition de façon générale et la réunion pourrait avoir lieu. En agissant autrement, nous risquerions de limiter notre action inutilement.

The Chairman: You are right, Mr. Daudlin. You had proposed a few minutes ago that within the quorum there be a representative of the opposition.

Mr. Daudlin: Exactly.

The Chairman: Is the committee agreed on that point?

Des voix: D'accord.

M. Gustafson: J'ai quelques réserves à ce sujet parce que vous risquez de donner un atout de plus au NPD. Celui-ci pourra se ranger de l'avis du gouvernement sur certaines questions. L'opposition officielle comme telle n'aura pas son mot à dire.

Une voix: Vous serez avisés.

M. Gustafson: Je le sais, mais il se peut que certaines réunions soient convoquées sans que tout le monde ait la chance de participer.

The Chairman: Mr. Althouse.

M. Althouse: Je pense que la motion protège adéquatement les deux côtés. Les invitations sont faites à tous les partis, selon la répartition indiquée. M. Gustafson y voit un danger, mais en ce qui me concerne le danger est beaucoup plus grand avec la motion précédente. Aux termes de la proposition précédente, l'initiative serait revenue malgré nous, en quelque sorte, à l'autre parti. Il me semble donc que les deux partis bénéficient d'une protection suffisante. Tout ce qu'il nous reste à faire, c'est d'assister à la réunion.

M. Gustafson: Ce n'est pas là-dessus que porte la discussion, mais sur le fait que nous établissons un précédent. L'opposition officielle a la place qui lui revient à la Chambre des communes, et je crois qu'elle devrait également avoir à ce Comité la place qui lui revient.

Le président: Monsieur Neil.

M. Neil: La seule solution que je puisse envisager, compte tenu des circonstances, ce serait de stipuler qu'aucune réunion du comité directeur ne puisse avoir lieu sans préavis de 24

[*Texte*]

meeting be held without 24 hours written notice unless by unanimous consent. That would solve our problem.

Le président: C'est donc la proposition de M. Daudlin . . .

M. Dubois: Est-ce qu'on s'entend bien, madame le président, sur la motion de M. Daudlin? Monsieur Daudlin, j'aimerais que vous répétiez votre motion pour qu'elle soit bien claire pour tout le monde. Voulez-vous répéter votre motion, s'il vous plaît?

Mr. Daudlin: Madam Chairman, I move that the quorum for the Sub-committee on Agenda and Procedure be constituted by four members, one of which must perforce be an Opposition member.

The Chairman: Okay.

Mr. Daudlin: And Mr. Neil's proposal subsequent to that, and which I am glad to append to mine, would be " . . . and that all Sub-committee meetings, unless by unanimous consent, be called on 24 hours' notice."

Le président: Tout le monde est d'accord?

Monsieur Cardiff.

Mr. Cardiff: I just wonder what would happen at that steering committee meeting if both a Conservative member and an NDP member show up? Which one is going to be on the committee? There is no problem there?

An hon. Member: No; they are on.

Le président: Merci, monsieur Cardiff.

La motion est adoptée.

Le président: Cette question étant réglée, nous passons maintenant au nombre de membres du Comité qui doivent être présents pour l'audition de témoins.

Monsieur Veillette.

M. Veillette: Madame le président, je propose que deux membres du gouvernement et un de l'Opposition soient requis pour l'audition de témoignages concernant des rapports ou des projets de loi.

Le président: Monsieur Neil.

Mr. Neil: Madam Chairman, I think that is what the Justice committee decided upon. But, to me, it would seem a shame for us to bring people here from across Canada to give evidence, and we end up with three people on the committee listening to their evidence. You know, if we are sincere in the operations of this committee, surely we can establish a quorum of more than three people to hear evidence.

Mr. Daudlin: Madam Chairman, surely we are not establishing a quorum. What we are establishing is a level at which we can start hearing witnesses. All of us have been around here long enough to recognize that frequently, and for many good reasons, we arrive late. It is an unfortunate fact of life. I think we would do a greater injustice to our witnesses to haul them across the country and let them sit for a half-hour or an hour waiting for a quorum or a larger group to start the

[*Traduction*]

heures, si ce n'est par consentement unanime. Ceci résoudrait notre problème.

The Chairman: Mr. Daudlin's proposal is thus . . .

Mr. Dubois: Are we all in agreement, Madam Chairman, on Mr. Daudlin's motion? I would like you to repeat your motion, Mr. Daudlin, in order to dispel any misunderstanding. Would you mind repeating it, please?

M. Daudlin: Je propose, madame le président, que le quorum pour le sous-comité du programme et de la procédure soit constitué de quatre membres, dont l'un soit membre de l'opposition.

Le président: Très bien.

M. Daudlin: M. Neil se propose d'ajouter à ma motion, ce à quoi je consens bien volontiers: « . . . et que toutes les réunions du sous-comité soient convoquées avec un préavis de 24 heures, sauf consentement unanime».

The Chairman: Does everybody agree?

Mr. Cardiff.

M. Cardiff: Je veux demander simplement ce qui arriverait lors d'une réunion du comité de direction si un membre du parti conservateur et un membre du nouveau parti démocratique se présentaient tous deux? Lequel siégerait au comité? Ne voyez-vous pas de difficulté?

Une voix: Non, ils sont membres.

The Chairman: Thank you, Mr. Cardiff.

The motion is agreed to.

The Chairman: This question being settled, we can go over to the number of members of the committee who have to be present for the hearing of witnesses.

Mr. Veillette.

Mr. Veillette: I propose, Madam Chairman, that two members of the Government and one of the Opposition be required for hearing of witnesses concerning reports or bills.

The Chairman: Mr. Neil.

M. Neil: Je crois que le Comité de la justice a pris une décision en la matière, madame le président. Mais il me paraîtrait honteux de faire venir des gens de l'autre bout du Canada pour témoigner devant un comité dont seulement trois membres seraient présents. Il me semble que, si nous sommes sérieux, et croyons à l'efficacité de ce Comité, nous devrions exiger un quorum de plus de trois membres pour l'audition de témoins.

M. Daudlin: Ce n'est pas un quorum que nous établissons, madame le président, mais le nombre de membres qui doivent être présents pour l'audition de témoins. Nous avons tous suffisamment d'expérience du Parlement pour savoir que très souvent, nous arrivons en retard, et ce, pour de bonnes raisons; c'est regrettable, mais c'est ainsi. Nous porterions encore plus préjudice à nos témoins en les faisant venir de l'autre bout du Canada pour leur faire faire antichambre pendant une demi-

[*Text*]

hearing of witnesses, than we would do in starting with a minimum number of members, commence the questioning, commence the hearing and, then, enlarge upon it when the larger membership shows up. I do not think that it is anything insidious that we are trying to do. It is a question, I think, of trying to streamline our procedures and to ensure that witnesses who have been called for a certain hour have a good chance of starting at that hour to make their case. It is encumbent on us obviously to try to cut down on those numbers of instances when, for all those good reasons, we cannot be here right at the official starting hour.

Mr. Neil: I do not think there is anything insidious about it, but I mean it is just the appearance that is given. Surely, if we are now a smaller committee made up of permanent and alternate members, then surely it is incumbent upon us to be present when the meeting starts if we have people here.

Le président: Monsieur Dubois.

M. Dubois: Madame le président, comme l'a dit M. Neil, c'est ce que le Comité de la justice et des questions juridiques a adopté.

• 1145

Ce n'est peut-être pas une question de procédure dans cette situation. Je suis d'accord avec la proposition de M. Veillette, cependant, les arguments avancés par M. Daudlin sont également très plausibles.

Il s'agit plutôt d'une question d'intérêt personnel, peu importe les partis politiques. Dans l'exemple d'un témoin qui viendrait de Vancouver pour nous parler d'un problème particulier, il est certain que ceux qui y seraient intéressés viendraient au Comité pour en discuter. C'est donc une question de discipline personnelle, peu importe les affiliations politiques, on sera présent.

Mais pour en revenir aux propos de M. Daudlin, si pour une raison ou pour une autre, vous recevez un appel téléphonique de votre comté, monsieur Neil, juste avant le début de la discussion et c'est un grand organisateur qui veut vous parler d'un problème agricole, vous allez peut-être manquer quelques minutes de la discussion. Par contre, le témoin de Colombie-Britannique qui est ici pour présenter son témoignage voudra peut-être se faire entendre. Ce n'est qu'un exemple. Je dis que c'est une question de discipline et qu'il faut un minimum de personnes pour débuter la réunion mais que par la suite, d'autres députés, d'autres membres pourraient s'y joindre.

C'est très réaliste de le faire, mais c'est beaucoup plus une question de discipline personnelle.

Mr. Gustafson: There was an occasion in the Agriculture Committee last year, I believe, when there was one member from the government side. You will recall, the committee sat for about two hours and the hearing did not commence. Finally, the meeting was adjourned, without the hearing. There was one member from the government side here and, I believe, about eight members from the Official Opposition. But the meeting did not commence. Are you saying that now,

[*Translation*]

heure ou plus, en attendant qu'il y ait quorum ou que le nombre de personnes présentes soit suffisant pour commencer l'audition des témoins, qu'en entamant la séance avec un petit nombre de membres, en posant les questions, en commençant l'audition, et ensuite, en élargissant la discussion lorsque d'autres membres arrivent. Nous ne nous livrons pas à une astuce, et tout ce que nous essayons de faire, à mon avis, c'est d'alléger la procédure et de veiller à ce que les témoins auxquels on a assigné une heure de comparution aient une chance de se faire entendre à cette heure-là. Il nous incombe, à mon avis, d'essayer de réduire le nombre de cas où, pour toutes ces bonnes raisons, nous ne pouvons être présents à l'heure officielle de convocation.

M. Neil: Ce n'est pas que j'y vois une astuce, mais le problème des présences. Puisque nous formons maintenant un comité moins nombreux, constitué de membres permanents et de remplaçants, nous avons la responsabilité d'être présents lorsque commence la réunion, si nous convoquons des gens.

The Chairman: Mr. Dubois.

Mr. Dubois: Madam Chairman, the same proposal as was suggested by Mr. Neil has been adopted by the Committee of Justice and Legal Affairs.

It may not be a question of procedure in this case. Though I agree with Mr. Veillette's proposal, Mr. Daudlin's arguments seem just as convincing.

But this is not a matter of political parties, but rather of personal interest. If we have a witness from Vancouver who has come to speak on one particular issue, it is very likely that those who are interested in this issue will attend the meeting in order to discuss it. This is a matter of personal discipline, notwithstanding political affiliations.

But I would like to revert to Mr. Daudlin's suggestions, and if for one or other reason you get a phone call from your riding, Mr. Neil, just before the meeting, and that call is from an important organizer who wants to talk to you about some question of agriculture, you might miss a few minutes of the discussion. That witness from British Columbia who has come all the way for the hearing will want to be heard. This is only one example. It is a question of discipline, in my opinion, and a minimum of members should be present for the meeting to start, but other members may join later.

This may be a very pragmatic measure, but it hinges on personal discipline.

M. Gustafson: Lors d'une des réunions du Comité de l'agriculture, l'an dernier, un seul membre du parti gouvernemental était présent. Vous vous souvenez peut-être que le comité a siégé pendant près de deux heures sans que l'audition ait eu lieu. Il y avait un membre du parti gouvernemental, et huit membres de l'opposition officielle, si j'ai bonne mémoire, et la séance a fini par être ajournée sans qu'on ait entendu le témoin. Le Comité n'a donc pas siégé. Est-ce qu'il siégerait

[*Texte*]

in that case, it would commence, with one member from the government being present?

M. Veillette: Ma proposition veut que 2 membres du gouvernement et 1 membre de l'Opposition soient présents. Alors, s'il y a 10 membres de l'Opposition, mais un seul du gouvernement, on ne pourrait pas commencer.

Mr. Daudlin: The fact is, Madam Chairman, that with the proposal being put, you would have the Chair and one member from either side of the table commencing. And that assures representation from both sides; a representative on either side of the table plus a chairing officer. And I think that should be a minimum we would start with.

Le président: Très bien.

Alors, M. Veillette propose que la tenue de réunions pour l'audition de témoignages, en l'absence de quorum, naturellement, soit . . .

Mr. Gustafson: On a point of order. I would just like a little more clarification on that. In the case last year, there was another member and the chairman. Now, the government side may suggest that there could be raised as a point of order, a point of order which would possibly move against the government. In that case, Mr. Whelan did not proceed with the meeting. Is this a change of rules? Is this a change from what we had last year? That is all I want to clarify.

The Chairman: Mr. Ferguson.

Mr. Ferguson: Madam Chairman, I think in this particular issue, regarding the hearing of evidence, we saw an example here in the month of September, when the Finance committee sat during the whole month of September. If we had been tied without some flexibility, we could not have proceeded with the hearings because on many occasions there were only three on the government side and one from the opposition there. So I think we do have to allow for that flexibility because when various members are trying to take a holiday or are away on a trip some place, it can be really unfair to witnesses if we cannot proceed. I think the proposal is quite apropos to the experience we had in that particular committee.

The Chairman: Okay.

Donc, la proposition de M. Veillette dit que, pour la tenue de réunions pour entendre les témoignages, en l'absence de quorum, le Comité devrait être formé d'au moins 2 membres du Parti libéral et 1 membre de l'Opposition.

Est-ce que tous les membres du Comité sont d'accord ?

M. Dion: Les membres du gouvernement . . .

Mr. Neil: One of the Liberal members shall be the chairman. I mean, just for clarification, that was the understanding, was it not? The chairman, plus one other Liberal member?

Mr. Daudlin: Someone has to be in the Chair to start the committee.

The Chairman: Yes.

[*Traduction*]

maintenant, dans un cas analogue, s'il n'y avait qu'un membre du parti gouvernemental?

Mr. Veillette: According to my proposal, there have to be two members of government and one member of the Opposition. If you have 10 members of the Opposition, but only one of the government side, the meeting cannot take place.

M. Daudlin: Si cette proposition est adoptée, madame le président, la réunion pourrait commencer avec un président et un membre de chaque côté de la table. Les deux groupes seraient ainsi représentés, il y aurait quelqu'un pour présider, et ceci me paraît le minimum requis pour commencer la séance.

The Chairman: Very well.

So, Mr. Veillette's proposal for holding a meeting when there are witnesses to be heard, in the absence of a quorum, should be . . .

M. Gustafson : J'invoque le Règlement. J'aimerais avoir un éclaircissement sur ce point. Dans le cas de l'an dernier qui a été cité, il y avait le président et un autre membre. Le parti gouvernemental pourrait objecter qu'il serait possible d'invoquer le Règlement, et l'issue pourrait être défavorable au gouvernement. Dans le cas en question, M. Whelan a décidé que la séance n'aurait pas lieu. A-t-on changé les règles? Les a-t-on changées par rapport à l'an dernier? C'est sur cette question que j'aimerais avoir un éclaircissement.

Le président: Monsieur Ferguson.

M. Ferguson: En ce qui concerne ce problème d'audition des témoins, madame le président, nous en avons vu un exemple ici au mois de septembre, lorsque le Comité des finances a siégé pendant tout le mois de septembre. Si nous avions dû nous en tenir à des règles trop rigides, nous n'aurions pu entendre les témoins, car il est souvent arrivé qu'il n'y ait que trois membres du parti au pouvoir, et un de l'opposition. Je crois donc que nous devons conserver une certaine latitude, car lorsque plusieurs membres sont en vacances, ou sont en mission, il pourrait arriver que nous ne puissions siéger, ce qui serait vraiment injuste envers les témoins. Cette proposition me paraît fort judicieuse à la lumière de l'expérience que nous avons eue au sein de ce Comité.

Le président: Très bien.

So, according to Mr. Veillette's proposal, the hearing of witnesses could only proceed, in the absence of a quorum, if there are at least two members of the Liberal party and one member of the Opposition present.

Do all the members of the committee agree?

Mr. Dion: The members of the government . . .

M. Neil: L'un des membres du parti libéral doit être le président, c'est bien de cela que nous avions convenu? Le président, plus un autre membre du parti au pouvoir?

M. Daudlin: Il faut qu'il y ait un président pour constituer le comité.

Le président: Oui.

[*Text*]

Mr. Neil: But I mean, you have two Liberal members. I mean, the chairman plus one other Liberal member.

• 1150

Mr. Daudlin: Someone has to be in the chair to start the committee.

Mr. Neil: Yes, but two Liberal members; I want it clear that if the chairman is here and one other Liberal member, and one from each party, we can start.

Mr. Daudlin: Yes.

Mr. Lewycky: It is just one from either side; it is not a question of saying Official Opposition or not. It is just one from either side.

Some hon. Members: Agreed.

Le président: D'accord . . .

M. Veillette propose que le président soit autorisé à tenir des réunions pour recevoir et autoriser l'impression des témoignages en l'absence de quorum, pourvu qu'au moins trois membres soient présents, le parti gouvernemental représenté par deux membres, et l'Opposition par un.

La motion est adoptée.

Le président: Avant de lever la séance, je vous rappelle que le quorum du Comité sera de huit membres; alors, c'est la moitié plus un.

La prochaine réunion sera convoquée par le président. Il n'y a rien actuellement devant le Comité permanent de l'agriculture.

Monsieur Neil.

Mr. Neil: I have another point I would like to raise, Madam Chairman. It has to do with the hearing of witnesses because of the rules requiring notice of change. I think the other committees have adopted this rule that, where a particular witness cannot appear for some reason or other, there can be no substitution of another witness except on 48 hours of notice. That gives the opposition an opportunity. The other committees have done this, I understand—that is, if there is a substitution. Suppose we have a . . .

Le président: Supposons que nous devons entendre à telle heure, tel jour, le Conseil canadien des viandes, par exemple, et qu'il est dans l'impossibilité de venir, nous ne pourrions le remplacer par un autre témoin à moins d'un avis de 48 heures donné aux membres du Comité.

Mr. Neil: To clarify it, there should be a change in the steering committee report which sets out the witnesses to be heard. If there is a change in the steering committee report, there cannot be a substitution—that is, one organization for another, for example . . . except on 48 hours' notice or unanimous consent.

Le président: Est-ce que cette question pourrait être discutée au Sous-comité du programme et de la procédure ou si vous décidez de . . .

M. Dubois: Immédiatement!

[*Translation*]

M. Neil: Mais vous avez deux membres du parti libéral. J'entends par là le président, et un autre membre du parti libéral.

M. Daudlin: Mais quelqu'un doit présider pour qu'il y ait séance du comité.

M. Neil: Oui, mais deux membres du parti libéral; si le président est là, ainsi qu'un autre membre du parti libéral et un membre de chaque parti, le comité peut siéger.

M. Daudlin: Bon.

M. Lewycky: On parle d'un membre de chaque côté de la table, sans préciser s'il s'agit de l'opposition officielle ou non. C'est un membre d'un côté ou de l'autre.

Des voix: D'accord.

The Chairman: I agree . . .

Mr. Veillette proposes that the chairman be authorized to hold a meeting, in the absence of a quorum, in order to hear witnesses provided at least three members be present, the government party being represented by two members and the opposition by one.

The motion is carried.

The Chairman: Before adjourning, I would remind you that the quorum of the Committee will be reached with eight members, half the members of the committee plus one.

The next meeting will be called by the Chairman. The Standing Committee on Agriculture is not sitting presently.

Mr. Neil.

M. Neil: J'aimerais soulever une autre question, madame le président, une question qui porte sur l'audition de témoins, à cause des règles qui exigent un avis de changement. Les autres comités ont adopté, je crois, la règle selon laquelle un témoin qui ne peut comparaître pour l'une ou l'autre raison ne peut être remplacé, si ce n'est qu'avec un préavis de 48 heures. C'est ainsi laisser sa chance à l'opposition. Les autres comités ont adopté la même règle, au cas où un remplacement est proposé. Supposons que l'on ait un . . .

The Chairman: Let us suppose that on a certain day, at a certain time, there is a hearing of the Canadian Meat Council, for instance, and the latter is unable to attend, in which case we could not substitute another witness except on 48 hours of notice given to the members of the Committee.

M. Neil: Disons, pour mettre les choses au clair, qu'il devrait y avoir un changement dans le rapport du comité de direction qui dresse la liste des témoins à entendre. S'il y a un changement dans ce rapport, il ne peut y avoir de remplacement d'une organisation par une autre, par exemple, si ce n'est avec un préavis de 48 heures, ou par consentement unanime.

The Chairman: Would it be possible to discuss this question at the next Committee of Agenda and Procedure meeting, or if you decide to . . .

Mr. Dubois: Right now!

[*Texte*]

Le président: ... Vous voulez prendre une décision immédiatement?

Mr. Neil: I think we should decide here. I think we are all agreeable, are we not? Sure.

Le président: D'accord. Alors pour résumer la proposition de M. Neil, c'est qu'aucune substitution ne pourra être faite à l'ordre du jour du Sous-comité, à moins d'un avis de 48 heures, à tous les membres du Comité, ou s'il y a eu consentement des membres du Comité à ce que telle substitution se fasse sans avis. D'accord?

M. Dubois: Non ce n'est pas cela. Si je comprends bien, c'est ...

Le président: Une minute.., j'aurais une question pour M. Daudlin. Quand vous avez dit «à moins d'un consentement unanime des membres du Comité», je considère que c'est le Comité permanent ...

M. Daudlin: Mais j'ai compris que la question que M. Neil a posée, ce n'était pas une question d'ordre du jour, c'était une question de témoins.

Le président: Oui.

M. Daudlin: J'accepte la position à savoir que l'on ne doit pas changer les témoins sans un avis de 48 heures, mais je ne peux pas accepter qu'on ne puisse pas changer l'ordre du jour ...

Le président: L'ordre du jour?

Mr. Daudlin: *C'est ça.* The agenda. I do not think that was what Mr. Neil was after. What he was after was that, because of specialization if you will, in fact we would not, without 48 hours' notice, be expecting the Dairy Commission to come in, and, all of a sudden have the Wheat Board.

Mr. Neil: That is right. Precisely; yes.

Le président: D'accord. Alors, pas de changement à l'ordre du jour à moins d'un avis de 48 heures.

Mr. Daudlin: No change of witness without 48 hours' notice.

Le président: Pour l'audition des témoins ... D'accord!

• 1155

Est-ce qu'il y a d'autres sujets dont vous aimeriez discuter?

La réunion est ajournée et le Comité sera convoqué par le président à une date ultérieure.

Merci.

[*Traduction*]

The Chairman: ... You want to make a decision right now?

M. Neil: Je crois que c'est maintenant que nous devrions prendre une décision, et que c'est bien l'opinion de tous, n'est-ce pas? Oui, c'est bien cela.

The Chairman: Okay. Let us sum up Mr. Neil's proposal; no substitution will be made to the agenda of the subcommittee, except on 48 hours notice to all the members of the Committee, or by unanimous consent for such a substitution to take place without notice. Do you all agree?

Mr. Dubois: No, that is not it. If I am not mistaken, it is ...

The Chairman: Just a moment, I have a question for Mr. Daudlin. When you say "by unanimous consent of the members of the Committee", I consider it to be the Standing Committee ...

Mr. Daudlin: But I thought that in the question asked by Mr. Neil, it was not a question of agenda, but of witnesses.

The Chairman: Yes, indeed.

Mr. Daudlin: Whereas I accept that you should not change witnesses without 48 hours notice, I do not see why the agenda could not be changed ...

The Chairman: The agenda?

M. Daudlin: C'est ça. L'ordre du jour. Je ne crois pas que c'est là ce que voulait M. Neil. Ce qu'il voulait éviter, par ce préavis de 48 heures, c'est qu'on ne se retrouve pas avec la Commission du blé, alors qu'on se préparait à recevoir le témoignage de la Commission du lait.

M. Neil: C'est exact, c'est bien cela.

The Chairman: Okay. So, no change to the agenda except on 48 hours of notice.

M. Daudlin: Pas de changement de témoins, sauf préavis de 48 heures.

The Chairman: For the hearing of witnesses ... Okay.

Are there any other topics for discussion?

The meeting is adjourned and the committee will be called by the Chairman at a later date.

Thank you.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 99

Tuesday, March 8, 1983

Chairman: Mrs. Eva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1—Program expenditures under AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

First Session of the Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 99

Le mardi 8 mars 1983

Président: Mme Eva Côté

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de l'Agriculture

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 1, dépenses du programme sous la rubrique AGRICULTURE

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture

Première session de la trente-deuxième législature, 1980-81-82-83

Canada Post
Postage paid
Postes Canada
Port payé

Third class
Troisième classe

K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 99

Tuesday, March 8, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 99

Le mardi 8 mars 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1—Program expenditures under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 1, Dépenses du Programme sous la rubrique AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture

First Session of the Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Mrs. Éva Côté

Vice-Chairman: Mr. Robert Daudlin

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Mme Éva Côté

Vice-président: Mr. Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Rolland Dion
Marcel Dionne
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
Hon. John Wise

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
Garnet M. Bloomfield
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Jean-Guy Dubois
Alain Garant
Mel Gass
Gaston Gourde
Bert Hargrave
George Henderson
Fred King
Normand Lapointe
Jean-Louis Leduc
Laverne Lewycky
Stan Korchinski

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(*b*)

On Monday, February 28, 1983:
Stan Korchinski replaced Bill McKnight.

On Wednesday, March 2, 1983:
Claude Tessier replaced André Bachand.

Conformément à l'article 69(4)*b*) du Règlement

Le lundi 28 février 1983:
Stan Korchinski remplace Bill McKnight.

Le mercredi 2 mars 1983:
Claude Tessier remplace André Bachand.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

ORDER OF REFERENCE

Wednesday, February 23, 1983

ORDERED,—That Agriculture Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 and 45 for the fiscal year ending March 31, 1984, be referred to the Standing Committee on Agriculture.

ATTEST:

ORDRE DE RENVOI

Le mercredi 23 février 1983

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 et 45, Agriculture, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, soient déférés au Comité permanent de l'agriculture.

ATTESTÉ:

Le Greffier de la Chambre des communes

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 8, 1983
(108)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 3:46 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Daudlin, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Althouse, Mrs. Côté, Messrs. Daudlin, Dion (*Portneuf*), Gustafson, Hovdebo, McCain, Neil, Tessier, Veillette and Wise.

Alternates present: Messrs. Cardiff, Dubois, Gourde (*Lévis*), King, Korchinski and Lapointe (*Beauce*).

Other Member present: Mr. Gurbin.

Appearing: The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture.

The Order of Reference being read as follows:

ORDERED,—That Agriculture Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 and 45 for the fiscal year ending March 31, 1984, be referred to the Standing Committee on Agriculture.

The Vice-Chairman presented the FOURTEENTH REPORT of the Sub-committee on Agenda and Procedure which is as follows:

Your Sub-committee met on Tuesday, March 1, 1983 and agreed to make the following recommendations:

1. That on the Votes referred to the Committee under Agriculture in the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984, the Committee schedule the following meetings:

(*a*) Tuesday, March 8, 1983 at 3:30 p.m., on Vote 1, the Minister of Agriculture;

(*b*) Thursday, March 10, 1983 at 9:30 a.m., on Vote 1, officials from the Farm Credit Corporation

(*c*) Tuesday, March 15, 1983 at 11:00 a.m., on Vote 1, the Minister of Agriculture or officials from the Farm Credit Corporation;

(*d*) Wednesday, March 16, 1983 at 3:30 p.m., on Vote 1, the Minister of Agriculture or on Vote 35 officials from the Canadian Dairy Commission;

(*e*) Thursday, March 17, 1983 at 8:00 p.m., on Vote 1, the Minister of Agriculture or on Vote 35 officials from the Canadian Dairy Commission;

(*f*) Tuesday, March 22, 1983 at 3:30 p.m., on Votes 5, 10, and 15 officials from the Department of Agriculture regarding Research and Marketing;

(*g*) Thursday, March 24, 1983 at 9:30 a.m., on Votes 5, 10 and 15 officials from the Department of Agriculture regarding Research and Marketing;

(*h*) Tuesday, March 29, 1983 at 11:00 a.m., on Votes 40 and 45, officials from the Canadian Livestock Feed Board;

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 8 MARS 1983
(108)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 15h46 sous la présidence de M. Daudlin (vice-président).

Membres du Comité présents: M. Althouse, Mme Côté, MM. Daudlin, Dion (*Portneuf*), Gustafson, Hovdebo, McCain, Neil, Tessier, Veillette et Wise.

Membres remplaçants présents: MM. Cardiff, Dubois, Gourde (*Lévis*), King, Korchinski et Lapointe (*Beauce*).

Autre député présent: M. Gurbin.

Comparaît: L'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture.

Lecture est faite de l'ordre de renvoi suivant:

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 et 45, Agriculture, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, soient déférés au Comité permanent de l'Agriculture.

Le vice-président présente le QUATORZIÈME RAPPORT du Sous-comité du programme et de la procédure suivant:

Le Sous-comité s'est réuni le mardi 1er mars 1983, et est convenu de présenter les recommandations qui suivent:

1. Qu'au sujet des crédits envoyés à l'étude du Comité et qui figurent sous «Agriculture» au Budget principal des dépenses de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1984, le Comité prévoie les séances suivantes:

a) le mardi 8 mars 1983, à 15h30, sur le Crédit 1, avec le ministre de l'Agriculture;

b) le jeudi 10 mars 1983, à 9h30, sur le Crédit 1, avec des représentants de la Société du crédit agricole;

c) le mardi 15 mars 1983, à 11 heures, sur le Crédit 1, avec le ministre de l'Agriculture ou des représentants de la Société du crédit agricole;

d) le mercredi 16 mars 1983, à 15h30, sur le Crédit 1, avec le ministre de l'Agriculture; ou sur le Crédit 35, avec des représentants de la Commission canadienne du lait;

e) le jeudi 17 mars 1983, à 20 heures, sur le Crédit 1, avec le ministre de l'Agriculture; ou sur le Crédit 35, avec des représentants de la Commission canadienne du lait;

f) le mardi 22 mars 1983, à 15h30, sur les Crédits 5, 10 et 15, avec des représentants du ministère de l'Agriculture au sujet de la recherche et de la commercialisation;

g) le jeudi 24 mars 1983, à 9h30, sur les Crédits 5, 10 et 15, avec des représentants du ministère de l'Agriculture au sujet de la recherche et de la commercialisation;

h) le mardi 29 mars 1983, à 11 heures, sur les Crédits 40 et 45, avec des représentants de l'Office canadien des provendes;

(*i*) Wednesday, March 30, 1983 at 3:30 p.m., on Votes 40 and 45, officials from the Canadian Livestock Feed Board or the Minister of Agriculture on Vote 1.

2. That during consideration of the Main Estimates, 1983-84, the Chairman allow ten (10) minutes to each Party on the first round of general discussion and questionng with five (5) minutes for each member thereafter.

3. That the following Orders of Reference to the Committee be allowed to stand:

Monday, July 6, 1981

Ordered,—That Bill S-6, An Act to amend the Two-Price Wheat Act, be referred to the Standing Committee on Agriculture.

Pursuant to S.O. 46(4) the following papers were deemed referred to the Committee.

Wednesday, February 16, 1983

Amendment to Schedule I of the Canada Grain Act, authorized by Order in Council, P.C. 1982-1859, dated June 23, 1982, pursuant to subsection 15(6) of the Act, chapter 7, Statutes of Canada, 1970-71-72. Sessional Paper No. 321-1/95A.

Wednesday, February 23, 1983

Report of the Canadian Dairy Commission, together with the Auditor General's Report, for the fiscal year ended July 31, 1981, pursuant to section 22 of the Canadian Dairy Commission Act, chapter C-7, R.S.C., 1970. Sessional Paper No. 321-1/90C

Thursday, February 24, 1983

Order in Council P.C. 1983-5/509, dated February 17, 1983 approving an amendment to the 1982-83 amended Capital Budget of the Farm Credit Corporation and the terms and conditions in respect of loans, pursuant to subsections 70(2) and 72(4) of the Financial Administration Act, chapter F-10, R.S.C., 1970. Sessional Paper No. 321-1/143F.

4. That the Chairman on behalf of the Committee write to the Minister of Agriculture and express the Committee's interest in participating in the programme being planned for the visit of the U.K. House of Commons Agriculture Committee, April 19-21, 1983.

On motion of Mr. Dubois, seconded by Mr. Wise, the FOURTEENTH REPORT of the Sub-committee on Agenda and Procedure was concurred in.

The Vice-Chairman called Vote 1.

At 3:53 o'clock p.m. the Chairman took the Chair.

The Minister made a statement and answered questions.

i) le mercredi 30 mars 1983, à 15h30, sur les Crédits 40 et 45, avec des représentants de l'Office canadien des provendes, ou avec le ministre de l'Agriculture au sujet du Crédit 1.

2. Que pendant l'étude du Budget principal de 1983-1984, le président accorde dix (10) minutes à chaque parti lors de la première ronde d'échanges généraux et de questions, et qu'ensuite chaque membre dispose de cinq (5) minutes.

3. Que les ordres de renvoi suivants du Comité soient reportés:

Le lundi 6 juillet 1981

Il est ordonné,—Que le Bill S-6, Loi modifiant la Loi sur le double prix du blé, soit déféré au Comité permanent de l'agriculture.

Conformément au paragraphe 46(4) du Règlement, les documents suivants sont réputés avoir été renvoyés au Comité:

Le mercredi 16 février 1983

Un amendement à l'annexe I de la Loi sur les grains du Canada, ainsi que copie de l'arrêté en conseil C.P. 1982-1859, en date du 23 juin 1982, approuvant cet amendement, conformément à l'article 15(6) de cette loi, Chapitre 7, Statuts du Canada 1970-1971-1972. Document parlementaire nº 321-1/95A.

Le mercredi 23 février 1983

Rapport de la Commission canadienne du lait, ainsi que le rapport du vérificateur général y afférant, pour l'année financière terminée le 31 juillet 1981, conformément à l'article 22 de la Loi sur la Commission canadienne du lait, chapitre C-7, S.R.C., 1970. Document parlementaire nº 321-1/90C.

Le jeudi 24 février 1983

Arrêté en conseil C.P. 1983-5/509, en date du 17 février 1983, approuvant une modification au budget des investissements modifié de 1982-1983 de la Société du crédit agricole et les modalités relativement aux emprunts, conformément aux articles 70(2) et 72(4) de la Loi sur l'administration financière, chapitre F-10, S.R.C., 1970. Document parlementaire nº 321-1/143F.

4. Que le président, au nom du Comité, écrive au ministre de l'Agriculture pour l'informer que le Comité souhaite participer au programme prévu à l'occasion de la visite qui sera rendue au Comité de l'agriculture de la Chambre des communes de Grande-Bretagne, du 19 au 21 avril 1983.

Sur motion de M. Dubois, appuyé par M. Wise, le QUATORZIÈME RAPPORT du Sous-comité du programme et de la procédure est adopté.

Le vice-président met en délibération le Crédit 1.

A 15h53, le président prend place au fauteuil.

Le ministre fait une déclaration et répond aux questions.

At 5:10 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 17h10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Tuesday, March 8, 1983

• 1546

The Vice-Chairman: Gentlemen, to facilitate our activities today, and recognizing that we will probably have our deliberations interrupted later this afternoon by the bells ringing for a vote in the House, I wonder whether we could not, while waiting for the minister's arrival, which I believe will be momentary —whether I could not ask you to take a look at the report which has been circulated from your steering committee, and subject to whatever comments you may have on that, perhaps at least in principle, if not in fact, we could see to the adoption of that report.

Does everyone have a copy of the Fourteenth Report—*Le Quatorzième rapport du Comité directeur*?

You will notice that the first item deals specifically with the proposed agenda for a schedule of meetings that take us through to March 30. Is there any serious objection to item 1, or may I consider that it is adopted?

Some hon. Members: Agreed.

The Vice-Chairman: Item 2 on the steering committee deals with the ordinary questioning that takes place. Ordinarily 10 minutes has been given on first round to each party, and thereafter, in subsequent rounds of questioning, 5 minutes. Do we agree that that will continue?

Some hon. Members: Agreed. *D'accord.*

The Vice-Chairman: You will note that a number of items are listed in item 3; matters that in fact have been allowed to stand. These items are more informational than otherwise, in the sense of being those items that are on our plate and that will be available to us to bring forward once we have gone through the agenda already agreed to. I just point them out to you by way of information.

Finally, again, I am sure that Madam Côté or myself, or someone on behalf of the committee, will be expressing to the minister the wish of the committee that it be involved in and participate in the visit from the U.K. House of Commons Agriculture Committee to take place in April, and that information will be forwarded.

May I then, for purposes of the record, note that the Fourteenth Report of the committee has been adopted?

Mr. Dubois: I move that the Fourteenth Report of the steering committee be adopted.

Mr. Wise: I second the motion.

Motion agreed to.

• 1550

Again, in order that we keep the record before us, might I note, for the benefit of the committee, that our order of reference, dated Wednesday, February 23, reads as follows:

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mardi 8 mars 1983

Le vice-président: Messieurs, étant donné que notre séance de cet après-midi sera certainement interrompue par un vote à la Chamre, nous pourrions, en attendant l'arrivée du ministre, qui devrait être imminente, jeter un coup d'oeil au rapport du comité directeur, qui vous a été distribué. Sous réserve des commentaires que vous aurez à faire à ce sujet, nous pourrions procéder, du moins en principe, à son adoption.

Avez-vous tous un exemplaire du quatorzième rapport du comité directeur?

Vous constaterez que le premier paragraphe concerne le programme de réunions prévues d'ici au 30 mars prochain. Avez-vous des objections à formuler contre ce programme, ou dois-je en conclure qu'il est adopté?

Des voix: Adopté.

Le vice-président: Le deuxième paragraphe porte sur la procédure des questions. Généralement, 10 minutes sont accordées à chaque parti au premier tour et 5 minutes aux tours suivants. Êtes-vous d'accord pour maintenir cette procédure?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: Au paragraphe no. 3, il est question de plusieurs sujets qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision. Ce paragraphe contient donc essentiellement des informations, c'est-à-dire des précisions sur la tâche que nous aurons à exécuter dans le cadre du programme de réunions que nous avons déjà adopté. Je voulais simplement vous le signaler à titre d'information.

Pour terminer, je suis sûr que Mme Côté ou moi-même, au nom du Comité, ferons part au ministre du désir du Comité de participer à la visite que doit faire, au Canada, le Comité de l'agriculture de la Chamre des communes britannique. Tous les renseignements pertinents vous seront communiqués.

Dois-je considérer que le quatorzième rapport du Comité est adopté?

M. Dubois: Je propose que le quatorzième rapport du comité directeur soit adopté.

M. Wise: J'appuie la motion.

La motion est adoptée.

Permettez-moi maintenant de vous rappeler le mandat dont nous avons été saisis le mercredi 23 février dernier:

[*Text*]

ORDERED,—That Agriculture Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 and 45 for the fiscal year ending March 31, 1984, be referred to the Standing Committee on Agriculture.

In order to commence our hearing this afternoon then I will call Vote 1, program expenditures under Agriculture.

AGRICULTURE

A—Department—Administration Program

Vote 1—Administration—Program expenditures $44,561,000

The Vice-Chairman: On behalf of the members of the committee, I welcome most warmly our Minister of Agriculture, Mr. Whelan. It is a pleasure to be able to start our year again with the attendance of the minister before us. Mr. Minister, we have been able to look after some housekeeping since we commenced a little earlier today, so we are now ready to proceed. I understand you may have a statement. If so, you may wish to . . .

Hon. Eugene Whelan (Minister of Agriculture): I have a statement, Mr. Chairman, and I am just asking if it is ready for distribution to the members.

The Vice-Chairman: Fine, Mr. Minister. If you wish to distribute it, it can be done. And if in fact you wish to present it, I will leave that to you. But we will call upon you now to perhaps introduce the members at table with you and then to proceed with your statement.

Mr. Whelan: First of all, Mr. Chairman, I want to apologize to the committee for being late. I do not like being late. All of our plans can be made as well as can be organized by anyone who is used to organizing this. I was at a meeting with the tobacco growers in *la Belle province* at Assumption. We made good time getting there this morning but not such good time getting back. So that is why we are late.

With me today is the Deputy Minister, Mr. Connell; Dr. Trant, Senior Assistant Deputy minister; Dr. Hedley, Director, Strategic Planning; and from the Research Branch, Dr. LeRoux, Assistant Deputy Minister; Dr. J.W. Morrison, Director General, Institutes Directorate; Dr. C.J. Bishop, Acting Director General, Program Coordination Directorate; and from the Food Production and Inspection Branch, Dr. McGowan, Assistant Deputy Minister; and Dr. J.B. Morrissey, Director General, Food Inspection Directorate. I learned something about Dr. Morrissey, that he never spoke English until he was 16 years of age. He studied Gaelic until he was that age. I think that is great. Also, from the Food Production and Inspection Branch, Mr. R. Wight, Director General, Plant Health and Plant Products Directorate; and from the Regional Development Branch, Mr. J.H. Cochran, Acting Assistant Deputy Minister; Dr. Brian Perkins, Acting Director General, Development Policy Directorate; Mr. R. Ray, Acting Director General, Regional Development Directorate.

[*Translation*]

QU'IL SOIT ORDONNÉ,—Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 et 45 du ministère de l'Agriculture pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984 soient soumis au Comité permanent de l'agriculture.

Je commence donc par mettre en délibération le crédit I, dépenses de programme, du ministère de l'Agriculture.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme d'administration

Crédit 1—Administration—Dépenses du programme $44,561,000

Le vice-président: Au nom des membres du Comité, j'aimerais souhaiter sincèrement la bienvenue à notre ministre de l'Agriculture, M. Whelan. C'est une bonne chose que de pouvoir recommencer l'année en présence du Ministre. Monsieur le ministre, avant que vous n'arriviez, nous avons eu le temps de régler plusieurs questions de routine, de sorte que maintenant nous sommes prêts à commencer. Je crois savoir que vous avez une déclaration à faire et, si vous le désirez . . .

L'honorable Eugene Whelan (ministre de l'Agriculture): J'ai en effet une déclaration à faire, monsieur le président, et je vais en faire distribuer des exemplaires aux membres du Comité.

Le vice-président: Parfait. Cette distribution peut se faire dès maintenant, à moins que vous ne préfériez faire votre déclaration d'abord. Je vous demanderais également de nous présenter vos collaborateurs avant de passer à votre déclaration.

M. Whelan: Monsieur le président, je tiens tout d'abord à m'excuser auprès des membres du Comité d'être arrivé en retard. Je n'aime pas cela. J'ai assisté à une réunion avec les producteurs de tabac de la belle province, à l'Assomption, et même si mon voyage avait été très bien organisé, il nous a été plus facile de nous y rendre que d'en revenir. C'est la raison pour laquelle nous sommes en retard.

Je suis accompagné aujourd'hui du sous-ministre, M. Connell; du Dr Trant, sous-ministre adjoint principal; du Dr Hedley, directeur de la planification stratégique. Les représentants de la Direction générale de la recherche sont le Dr LeRoux, sous-ministre adjoint, le Dr J.W. Morrison, directeur général des Instituts, et le Dr C.J. Bishop, directeur général intérimaire du directorat de la coordination des programmes. Du secteur de la production et de l'inspection des aliments, nous avons avec nous le Dr J.E. McGowan, sous-ministre adjoint, et le Dr J.B. Morrissey, directeur général de la Direction de l'inspection des aliments. Justement, au sujet du Dr Morrissey, j'ai appris qu'il a commencé à parler anglais à l'âge de 16 ans. Avant, il apprenait le gaélique. C'est vraiment fantastique. Toujours de la Production et de l'inspection des aliments, nous avons M. R. Wight, directeur général de la Direction de la production et de la protection des végétaux. De la Direction générale du développement régional, nous avons M. J.H. Cochran, sous-ministre adjoint intérimaire, le Dr Brian Perkins, directeur général intérimaire de la Direction des politiques de développement, et M. Ray, directeur général intérimaire de la Direction du développement régional.

[*Texte*]

• 1555

From the Marketing and Economics Branch are Mr. Paul Couse, Director General, Market Development Directorate; Dr. D.W. Ware, Senior Program Co-ordinator; Dr. Howard Migie, Director of Crow's Nest Pass rates and Food Market Analysis Division.

From the Finance and Administration Branch are Mr. A.G. Ross, Assistant Deputy Minister; Mr. J. McCrea, Director General, Financial Management; Mr. A. Chambers, Director, Financial Management. Mr. Chambers is not here.

From the Deputy Minister's Office are Mrs. Frances Taylor, Senior Secretariat Officer; Mrs. C. Milton, Administrative Assistant; Miss S. Newton, Ministerial Briefing Assistant; and Mrs. B. Lefebvre, Cabinet Documents/Work Planning Officer.

So that is the whole staff here. Again, I apologize to everyone for being so late.

Madam Chairman, if I may start, during the last few months the Canadian economy has started to show very strong signs of recovery. All the main economic indicators lead me to believe we are making steps in the right direction and we should see the light at the end of the tunnel.

The harsh economic conditions we have lived through over the last couple of years were difficult for all sectors of the Canadian economy. It has been a difficult time for the agriculture and food industry, too. But farmers and the rest of the food chain knew they could count on our support to remain competitive and continue to play their important role of providing food for all Canadians and other people in the world.

The Canadian government has done everything possible, given financial problems we had to overcome and the necessity to restrain our expenditures, to ensure the agri-food industry maintains a secure position, a position that allows us to remain as self-sufficient as possible concerning food production, a position that will permit Canadian farmers and all segments of the agri-food industry to benefit from the first signs of economic recovery.

Agriculture can make a major contribution to both the recovery and the future growth of the Canadian economy. Agriculture has played, and must continue to play, an increasing role as a major contributor to the well-being of all Canadians. It is a key sector in terms of employment and export revenue. As part of the economic development envelope, the Agriculture Canada programs provide services to the agri-food industry through the following programs.

The departmental Administration Program provides general direction to the department and a full range of management support systems and services.

The Agri-Food Development Program includes services designed specifically to stimulate the development of the agri-food sector through marketing services, financial assistance, regional development, support and research.

[*Traduction*]

De la Direction générale de la commercialisation et de l'économie, nous avons M. Paul Couse, directeur général, Direction du développement des marchés; M. D.W. Ware, coordonnateur supérieur des programmes et M. Howard Migie, directeur de la Division de l'analyse des marchés agro-alimentaires.

La Direction générale des affaires financières et administratives est représentée par M. A.G. Ross, sous-ministre adjoint, M. J. McCrea, directeur général, Direction de la finance, mais M. A. Chambers, directeur, Gestion financière n'est pas ici.

Le Cabinet du sous-ministre est représenté par Mme Frances Taylor, agent de secrétariat principal, Mme C. Milton, adjoint administratif, Mlle S. Newton, adjoint aux réunions ministérielles et Mme B. Lefebvre, agent chargé de la gestion des documents du Cabinet et de la Planification du travail.

Le personnel est donc présent au complet. Je m'excuse à nouveau d'être arrivé en retard.

Au cours des derniers mois, l'économie canadienne a montré des signes très évidents de rétablissement. Les principaux indicateurs économiques me portent à croire que nous avançons dans la bonne direction et que nous devrions bientôt voir la sortie du tunnel.

Les conditions économiques difficiles que nous avons connues au cours des dernières années ont affligé tous les secteurs de l'économie canadienne, y compris le secteur agro-alimentaire. Cependant, les agriculteurs et les autres maillons de la chaîne savaient pouvoir compter sur notre soutien pour rester concurrentiels et continuer à jouer ce rôle important qui consiste à alimenter les Canadiens et le reste du monde.

L'État a fait tout ce qui était en son pouvoir, compte tenu des problèmes financiers qu'il a dû surmonter et de la nécessité de couper son budget, pour que l'agriculture conserve une position qui nous a permis de rester autonomes en ce qui concerne la production d'aliments, et qui de surcroît permet aux agriculteurs canadiens et à tous les segments du circuit alimentaire de profiter des premiers signes de relance économique qui commencent à se manifester aujourd'hui.

L'agro-alimentaire peut faire beaucoup pour la relance et la croissance future de l'économie canadienne. L'agro-alimentaire n'a cessé de jouer un rôle de plus en plus important dans le bien-être des Canadiens et doit garder sa place à ce titre. L'agro-alimentaire est un secteur clé tant du point de vue de la main-d'oeuvre utilisée pour la transformation et la distribution des aliments que de celui des revenus tirés des exportations. Dans le cadre de l'enveloppe du développement économique, Agriculture Canada sert le secteur agro-alimentaire par l'entremise des programmes suivants:

Le Programme d'administration du ministère qui donne à ce dernier son orientation générale et lui fournit une gamme complète de services et de systèmes de soutien de la gestion.

Le Programme de développement agro-alimentaire qui regroupe des services conçus précisément pour stimuler la croissance du secteur agro-alimentaire par le développement

[*Text*]

The Agri-Food Regulation and Inspection Program provides regulatory and inspection services designed for the protection of the agri-food sector and Canadian consumers.

The Canadian Grain Commission Program assures that quality standards for Canadian grains and oilseeds are met.

I am pleased to be able to table for the first time this year Part III of the estimates, which is the Department of Agriculture expenditure plan for 1983-1984. You will find it provides considerable details on each of the department's programs and how the funds allocated for those programs are going to be used over the next fiscal year.

Total expenditures for 1983-1984 for the four programs I just mentioned are estimated at $1.112 billion. This is an increase of $138.9 million over last year's estimate. Almost 60% of this increase, $80.5 million, is attributable to statutory increases. On the other hand, the department projects an addition of only six person-years to its staff in 1983-1984. This is well within the 1% increase guideline for the Public Service of Canada.

As I said earlier, the 1983-1984 estimates for Agriculture Canada are broken down according to four program groups. Within each program, the expenditures are also divided into three categories. These are operating costs, capital expenditures and contributions. I will go over each of these programs with you, highlighting the major contribution to Agriculture Canada's goals and objectives in relation with the changes in the 1983-1984 estimates compared to last year's estimates.

• 1600

The department places the highest priority on the implementation of the agri-food strategy approved in principle by Cabinet. The principle aims of the strategy are: to orient the agri-food industry to take advantage of projected international, domestic and market opportunities; to upgrade and maintain the natural resource base such that Canada's potential in food production can be fully exploited; to address the constraints confronting the agri-food sector through aggressive marketing, research and co-ordinated regional development.

The major part of Agriculture Canada's estimated expenditures goes to the Agri-food Development Program—$827.6 million. The 1983-1984 Agri-food Development Program estimates reflect an increase of $119.1 million over last year's spending, or 16.8%.

Based on experience and projected producer participation in the crop insurance program, and preliminary forecasts of commodity markets, contributions under income stabilization and crop insurance plans are estimated at $523.5 million in 1983-1984. There is a $62 million increase under the Agricul-

[*Translation*]

des marchés, l'aide financière, le développement régional et la recherche.

Le Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaire, dont les services d'inspection et de réglementation protègent le secteur agro-alimentaire et les consommateurs canadiens.

Le Programme de la Commission canadienne des grains dont le but est d'assurer le respect des normes de qualité établies pour les céréales et les oléagineux canadiens.

Je suis fier de présenter, pour la première fois cette année, la Partie III du Budget des dépenses, le plan des dépenses d'Agriculture Canada pour 1983-1984. Vous y trouverez énormément d'information sur les programmes du Ministère et sur l'utilisation des fonds alloués à chacun de ces programmes pour le prochain exercice financier.

Le total des dépenses pour 1983-1984, et ce pour les quatre programmes dont je viens de parler est estimé à $1,112 milliard. Il s'agit d'une hausse de $138,9 millions par rapport aux prévisions de l'an dernier. Presque 60 p. 100 de cette augmentation, soit $80,5 millions, est attribuable aux augmentations statutaires. D'autre part, le Ministère ne prévoit accroître son personnel que de six années-personnes en 1983-1984. Ce qui est bien en-deçà des lignes directrices de 1 p. 100 pour la Fonction publique.

Comme je l'ai déjà mentionné, les prévisions budgétaires d'Agriculture Canada pour 1983-1984 sont réparties entre quatre grands programmes. Pour chacun de ces programmes, les dépenses sont identifiées selon trois catégories, soit: les dépenses de fonctionnement, les dépenses en capital et les contributions. Je passerai en revue chacun des programmes en soulignant leurs contributions respectives à l'atteinte des buts et objectifs du Ministère compte tenu des changements dans les prévisions budgétaires de cette année par rapport à celles de l'an dernier.

Le Ministère accorde la priorité à la mise en oeuvre de la stratégie agro-alimentaire dont le cabinet a approuvé le principe. Les buts principaux de cette stratégie sont les suivants: aider le secteur agro-alimentaire à saisir les occasions qui lui sont offertes sur les marchés internationaux et améliorer et protéger les ressources naturelles du Canada pour que les possibilités de production alimentaires nationales soient pleinement exploitées; s'attaquer aux contraintes qui affligent le secteur agro-alimentaire par une mise en marché dynamique, la recherche et un développement régional coordonné.

La majeure partie du budget des dépenses d'Agriculture Canada, soit 827.6 millions de dollars, ira au Programme de développement agro-alimentaire. Le budget de 1983-1984 traduit une hausse de 119.1 millions de dollars par rapport à l'an dernier, c'est-à-dire une augmentation de 16.8 p. 100.

D'après l'expérience passée, les prévisions de participation des producteurs au programme d'assurance-récolte et les perspectives préliminaires sur les différents marchés, les versements relatifs à la stabilisation des prix et à l'assurance-récolte devraient se chiffrer autour de 523.5 millions de dollars

[*Texte*]

tural Stabilization Act for named commodities, bringing the estimated total payout to Canadian producers to $70 million in 1983-1984. This is $24 million for cattle; $30 million for hogs; $8 million for corn and a further $8 million for soybeans.

We expect also to spend $15 million more than last year for crop insurance, due to increased insurance coverage, bringing the total federal share of the federal-provincial crop insurance program to $145 million. As you know, we pay half the premium and the farmers pay the other half of the premium and the provinces pay for the cost of administration. The costs of these two programs, crop insurance and stabilization, account for 63% of the Agri-food Development Program expenditure. Regional development is another important aspect of that program.

To administer agricultural subsidiary agreements transferred from the Department of Regional Industrial Expansion to Agriculture, the financial requirements are estimated at $17.1 million. These federal-provincial agreements have been signed with Newfoundland, New Brunswick, Quebec, Manitoba and British Columbia. Another $9.7 million will be needed to deliver directly to producers, processors or non-government organizations, federal Agri-food Development Programs in Prince Edward Island, Nova Scotia and southeast New Brunswick.

Research has always been known as a major contributor to the achievement of Agriculture Canada's goals. Estimated expenditures for research on crop and animal production development total $143.2 million, which accounts for 17% of the Agri-food Development Program.

The second most important program is the Agri-food Regulation and Inspection Program which will cost the department $197.48 million in 1983-1984, $12.1 million over last year, or 6.5%. Of that amount, $165.2 million will cover operating costs and contributions. Capital expenditures account for $15.5 million and contributions to employee benefit plans, $17.6 million. The increased spending under this program is mainly due to inflation.

The estimates for the Canadian Grain Commission total $39.3 million. This is a 10.3% increase over last year. Most of this increase is a result of the increased volume of grain for inspection and weighing.

For the Administration Program, expenditure forecasts for 1983-1984 amount to $48.2 million. This is an increase of 9.1% over last year, mainly due to statutory increases and inflation.

When we look closely at the total estimates, taking into consideration all the factors contributing to that increase, we come to the conclusion that this money is badly needed and will be put to good use. Agriculture Canada is, according to

[*Traduction*]

en 1983-1984. Il y a une hausse de 62 millions de dollars en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles pour les produits désignés, dont les paiements totaux se chiffreront à 70 millions de dollars; soit 24 millions de dollars pour les bovins, 30 millions pour le porc, 8 millions pour le maïs et $8 millions pour le soja.

Nous prévoyons également de verser 15 millions de dollars de plus que l'an dernier à l'assurance-récolte à cause de la hausse des valeurs assurées. Pour le gouvernement fédéral, le coût total du programme fédéral-provincial d'assurance-récolte atteindra 145 millions de dollars. Nous payons la moitié des primes, les agriculteurs l'autre moitié, les provinces prenant en charge les frais d'administration. Le coût des deux programmes, stabilisation et assurance-récolte, représente 63 p. 100 des dépenses du programme de développement agro-alimentaire. Le développement régional est une autre facette importante du même programme.

On estime qu'il faudra 17.1 millions de dollars pour gérer les ententes qu'Agriculture Canada a héritées du ministère de l'Expansion économique régionale. Ces ententes ont été signées avec Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick, le Québec, le Manitoba et la Colombie-Britannique. Un montant supplémentaire de 9.7 millions de dollars sera nécessaire pour offrir directement les programmes fédéraux de développement agro-alimentaire aux producteurs, aux transformateurs et aux organisations non gouvernementales de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et du sud-est du Nouveau-Brunswick.

La recherche a toujours été un outil essentiel à la réalisation des objectifs du Ministère. Les prévisions de dépenses pour la recherche sur les productions animales et végétales devraient totaliser 143.2 millions de dollars, ce qui représente 17 p. 100 du programme de développement agro-alimentaire.

Au second plan en ce qui concerne l'importance se trouve le Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires qui coûtera au Ministère 197,48 millions de dollars en 1983-1984, soit 12.1 millions de dollars de plus que l'an dernier (6.5 p. 100.) De cette somme, 165.2 millions de dollars s'inscriront au chapitre des frais d'exploitation et des contributions. Les dépenses en capital y représentent 15.5 millions de dollars et les avantages sociaux des employés, 17.6 millions de dollars. Dans le cadre de ce programme, la hausse provient surtout de l'inflation.

Le budget prévu pour la Commission canadienne des grains se chiffre à 39.3 millions de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 10.3 p. 100 par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est principalement attribuable au volume accru des grains inspectés et pesés.

Le budget de 1983-1984 du Programme d'administration a été fixé à 48.2 millions de dollars. Il s'agit d'une hausse de 9.1 p. 100 par rapport à l'an dernier principalement attribuable aux hausses statutaires et à l'inflation.

Lorsque nous considérons les prévisions budgétaires dans leur ensemble, en tenant compte de tous les facteurs qui contribuent à la hausse anticipée, on ne peut que conclure que ces sommes sont nécessaires et qu'elles seront bien utilisées.

[*Text*]

the Auditor General of Canada, one of the best administered departments in the Canadian government. The projected increase in operating cost is estimated at $32.4 million, of which $27.7 million is attributable to inflation. This includes general price increases, salary contract settlements and other personnel costs.

• 1605

The increase in capital requirement for the entire department totalled $21.3 million over the previous year. The major amounts making up the 1983-84 total of $51.5 million are $7 million for an office and laboratory building in St. Jean, Quebec; $5.4 million for laboratory renovations in Sackville, New Brunswick and Guelph, Ontario; $3.5 million for a laboratory at Lethbridge, Alberta; $19.4 million for various other minor and major construction projects; $16.2 million for machinery and equipment for the department.

For contributions, I highlighted most of the increases while I was going over the four programs, the main ones being the $62 million and $15 million increases for stabilization and crop insurance. There is also a $4.2 million increase for payments under the Farm Loans Interest Rebate Program, to a total of $6.4 million in 1983-1984.

The last year was a difficult one, as I said, for much of the agri-food industry. The government has to provide adequate support to the farmer and the rest of the industry to help them continue to play an active role in the Canadian economy. This money will help the industry to adjust to the economic situation, but it will also help Canadian agriculture by providing, through the implementation of the agri-food strategy, a solid basis for future growth.

Thank you, Madam Chairman.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Nous allons commencer la période des questions. M. Wise est le premier sur ma liste. Je vous rappelle que le premier intervenant de chaque parti dispose de dix minutes. Par la suite, les autres interventions seront de cinq minutes chacune.

Monsieur Wise, vous avez la parole.

Mr. Wise: Thank you very much, Madam Chairperson. This is the earliest opportunity, the first opportunity, I have had to express my congratulations on your re-election as the standing committee chairperson, and also the first opportunity to extend my congratulations to our new vice-chairman, my neighbour from southwestern Ontario. I want to place on the record my congratulations to both of you, and an indication that you will find full co-operation by members on this side, in the interest of the agricultural industry.

[*Translation*]

Selon le vérificateur général du Canada, Agriculture Canada est l'un des ministères les mieux gérés dans l'administration fédérale. La hausse prévue au chapitre des frais d'exploitation est évaluée à 32.4 millions de dollars, dont 27.7 millions de dollars sont imputables à l'inflation, ce qui comprend les hausses générales de prix, les hausses salariales contractuelles et autres dépenses pour le personnel.

L'augmentation des besoins en capitaux pour l'ensemble du ministère s'est élevée à 21.3 millions de dollars par rapport à l'année antérieure. Les principaux crédits du budget total de 51.5 millions pour 1983-1984 sont respectivement $7 millions pour la construction d'un bureau et d'un laboratoire à Saint-Jean, au Québec, 5.4 millions pour effectuer des rénovations de laboratoires à Sackville, au Nouveau-Brunswick et à Guelph, Ontario, 3.5 millions pour construire un laboratoire à Lethbridge, en Alberta, et 19.4 millions destinés à financer quelques projets de construction, certains importants, d'autres moins, puis 16.2 millions de dollars pour l'achat de machines et de matériel pour le ministère.

J'ai parlé de la plupart des augmentations des contributions lorsque j'ai passé en revue les quatre programmes, les augmentations les plus importantes étant respectivement de $62 millions et de $15 millions pour la stabilisation des prix agricoles et l'assurance-récolte. Il y a également une augmentation de paiement de $4.2 millions en vertu du Programme sur les prêts agricoles bonifiés, et dans l'ensemble, pour 1983-1984, ces paiements s'élèvent à 6.4 millions de dollars.

Comme le l'ai dit, l'année dernière a été difficile pour l'ensemble de l'industrie agro-alimentaire. Le gouvernement doit accorder des subventions suffisantes aux agriculteurs ainsi qu'au reste de l'industrie pour les aider à continuer de jouer un rôle actif au sein de l'économie canadienne. Ces fonds permettront à l'industrie de faire face à la conjoncture économique, mais aideront également l'agriculture canadienne à établir une base solide pour sa croissance à venir par la mise en oeuvre d'une stratégie agro-alimentaire.

Merci, madame le président.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

We shall now start the question period. Mr. Wise is the first on my list. I would like to remind the honourable members that the first to speak from each party has 10 minutes. Afterwards, other members that will take the floor will have five minutes each.

Mr. Wise, you have the floor.

M. Wise: Merci beaucoup, madame le président. Je n'ai pas eu l'occasion de vous féliciter pour votre réélection au poste de présidente du Comité permanent, je le fais maintenant. Je voudrais également féliciter notre nouveau vice-président, mon voisin du sud-ouest de l'Ontario. Je voulais vous féliciter tous les deux et vous dire que de ce côté-ci nous vous assurons de notre collaboration pleine et entière dans l'intérêt du secteur agricole.

[*Texte*]

It is not often, when you look at the total list of meetings we have, that we have the minister before us, and so I would like to utilize this opportunity to pose some questions that I think are on the minds of a good number of people within the industry to the minister at this particular time. I suppose the number one question in the country pertains to the minister's progress, or lack of progress, one or the other—I think the minister will know that he has established five, six, possibly seven target dates or deadlines for the public exposure of this red meat strategy program.

I detect that there is a bit of confrontation building up between the minister and his provincial counterparts over this particular issue—confrontation that I believe will work to the detriment of the agricultural industry, particularly at a time when it is going through some of the most severe financial crises since Confederation. Obviously we know that present stabilization programs are not adequate to deal with the economic situation that exists within the industry, and really, I have some doubts about whether or not the minister is ever going to make that deadline. I know a great deal of doubt is being expressed by people in the industry, particularly the livestock people, as to whether or not the so-called red meat strategy that he has been talking about for a good long period of time will ever come to fruition.

It was a very disappointing event a week ago Tuesday, I believe, when the minister had indicated at an earlier date that he would indeed have that strategy approved by Cabinet, and indeed he would participate in the meeting in Toronto being held by the provincial ministers, when in fact the truth of the matter was that the Cabinet did not approve the policy and the minister had to send a delegate to the meeting. This, of course, was a great deal of disappointment on behalf of the provincial ministers, and particularly those in the industry. And I do not want the minister to come back and give us his stock answer, that just does not wash—the fact that he offered the provincial ministers this very same thing back in 1978—because there is no similarity whatsoever in the old GM-100 plan and what the provincial ministers are attempting to reach now, an agreement on a tripartite type of stabilization. Are we going to see it?

• 1610

Mr. Whelan: Madam Chairman, excuse me, I did not know whether he was finished. I was waiting for him to continue.

He says there is no similarity. When they use the generalities they are using, and that is all they have used, they have not used anything else, there is a lot of similarity between what I presented in 1978 and what they are proposing in 1983. They talk about a tripartite approach. Our program in 1978 was for all agricultural products and the Province of British Columbia had a program at that time. The only thing they said that was not superior to what they had for all their other products was that cow-calf producers would not be looked after as well under this program as they were in the program that they had implanted, I believe, in 1976.

[*Traduction*]

Ce n'est pas souvent, lorsqu'on jette un coup d'oeil à la liste des réunions auxquelles nous assistons, que nous avons l'occasion de voir le ministre de l'Agriculture comparaître devant le Comité; je voudrais en profiter pour lui poser quelques questions, que voudraient lui poser également certains membres de l'industrie maintenant. La plus importante à l'heure actuelle a trait au progrès ou à l'absence de progrès, l'un ou l'autre—je pense que le ministre sait qu'il a fixé cinq, six, voire même peut-être sept, dates limites pour dévoiler publiquement son programme de commercialisation de la viande rouge.

Je pense qu'un certain dissentiment existe entre le ministre et ses homologues provinciaux au sujet de cette question—dissentiment qui, à mon sens, sera préjudiciable à l'industrie, surtout au moment où nous passons par la crise financière la plus grave depuis le début de la Confédération. De toute évidence, nous savons que les programmes de stabilisation actuels ne sont pas suffisants pour faire face à la situation économique de l'industrie et à vrai dire je me demande si le ministre pourra respecter les délais qu'il s'est fixé. Je sais que dans l'industrie beaucoup sont sceptiques, notamment les éleveurs, qui se demandent si cette stratégie de commercialisation de la viande rouge dont le ministre parle depuis longtemps va se concrétiser.

Mardi dernier, beaucoup d'espoirs ont été déçus en ce sens que le ministre avait déclaré à une date antérieure que le Cabinet approuverait la stratégie et qu'en fait il participerait à la réunion de Toronto organisée par les ministres provinciaux, alors qu'en vérité le Cabinet n'avait pas approuvé la politique et le ministre a dû envoyer un délégué à la réunion. Cela a beaucoup déçu les ministres provinciaux et surtout les représentants de l'industrie. Je ne veux pas que le ministre nous donne une réponse toute faite, nous n'y croyons plus—je parle de la chose, la même, qu'il a offerte aux ministres des provinces en 1978—car il n'y a aucun point commun entre l'ancien plan GM-100 et ce sur quoi les ministres des provinces essaient de se mettre d'accord maintenant, c'est-à-dire un accord sur un type de stabilisation tripartite. Est-ce que cet accord va se concrétiser?

M. Whelan: Madame le président, excusez-moi, je ne savais pas s'il avait terminé. J'attendais qu'il continue.

Il dit qu'il n'y a aucun point commun. Si on s'en tient aux généralités comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant—il faut bien le dire—il y a au contraire beaucoup de ressemblance entre le plan que j'ai soumis en 1978 et celui qu'ils proposent en 1983. Il est question d'une approche tripartite. Notre programme en 1978 portait sur tous les produits agricoles et la province de Colombie-Britannique avait un programme à l'époque. La seule chose, selon eux, qui était inférieure à leurs dispositions pour les autres produits, était que dans ce programme, les éleveurs naisseurs avaient moins de place que dans le programme mis en oeuvre, je crois, en 1976.

[*Text*]

You say it was a disappointing event. It certainly was for me too because they said if I did not come forward with a plan they would. It is obvious to me, and I am sure Madam Chairman and the hon. members are as concerned as I am, that they would not come forward with a plan and say, look, we have a superior plan in Quebec that would cost the federal government probably about $500 million, if we accepted a proposal of Quebec. You can go all along the line and see the different programs that provinces have had and adopted over a period of years. And some of them go... The provincial ministers went to the meeting for fronting, as far as I am concerned, because I do not think they have any intention of giving up. They have never let me know that they were going to give up any of their provincial plans that they have had for quite a few years—some of them have.

Quebec's plan, for instance, for veal and for beef is a very, very costly plan. Then you move across and you find a plan that most of the producers in Ontario have withdrawn from because they have found it inadequate.

You move into Manitoba where there is a new plan that they have established. You see a modified plan in Saskatchewan that has a $30 million deficit, and in Alberta they had a plan that they spent $140 million on last year, and they call it a one-shot deal. Then you go to British Columbia which says, I am holding firm. You can have a national plan but we do not think we are going to get rid of anything that we have. We will expect to be treated as other Canadian producers will be under a program that will be national in scope. If we can take advantage of it, we will.

I waited, as I say, with baited breath for them to come forward with something out of that meeting in Toronto, because I was under the impression that they had something better than I ever talked about or proposed to them. We are drafting a letter to each one of the provincial ministers, making some of the suggestions that I am putting forward here, to clarify how this national plan is going to work.

Some of the producers whom I talked to after they attended the meeting in Toronto—one of them told me it would cost him $15,000 to join a provincial or federal plan. He said, my bank would not give me 15¢, at the present time, to join any kind of program such as that.

The hog producers' plan that they put forward differs, and it took them over four years to come forward with their program. It differs quite a bit from what the beef producers are proposing. What they are expecting me to do, once they put something on the table... It is going to encompass all these things and make it an equitable national type of plan.

There is nothing that has been put forward by the provinces that says this plan is going to give the producers the economic return that they should have for the product that is not going to cause overproduction, and where the unending source of financing is going to come from for that kind of a plan. I do not think any of them wants that either, if you read the briefing notes that I was given after the meeting in Toronto.

[*Translation*]

Vous parlez d'une déception. Cela a été une déception pour moi également, car ils ont dit que, si je ne présentais pas de stratégie, ils le feraient. Je suis sûr—et c'est sans aucun doute aussi le sentiment de madame le président et des honorables membres du Comité—qu'ils ne se présenteraient pas avec une stratégie en disant: nous avons une meilleure stratégie au Québec qui pourrait coûter au gouvernement fédéral probablement quelque chose comme 500 millions de dollars, si nous acceptions une proposition du Québec. On peut essayer de voir quels sont les programmes que les provinces ont élaborés et adoptés au cours des années. Et certaines d'entre elles... Les ministres provinciaux ont, selon moi, pris part à la réunion de Toronto pour se donner une façade, parce que je ne crois pas qu'ils veulent abandonner. En effet ils ne m'ont jamais dit qu'ils allaient abandonner aucun des programmes provinciaux implantés depuis plusieurs années—dans certains cas.

Prenons le programme du Québec, par exemple, pour le veau et le boeuf, qui est un programme qui coûte très cher. En Ontario, il existe un programme dont les éleveurs ontariens se sont retirés parce qu'ils le jugent insuffisant.

Nous passons ensuite au Manitoba, où l'on vient de lancer un nouveau programme. Il existe en Saskatchewan un programme modifié déficitaire de 30 millions de dollars, et en Alberta ils avaient un programme pour lequel ils ont dépensé 140 millions de dollars l'année dernière et qu'ils appellent un programme unique. On passe ensuite en Colombie-Britannique qui affirme rester ferme sur ses positions: Vous pouvez élaborer un programme au plan national, mais nous ne pensons pas que nous allons nous départir de ceux que nous avons. Nous nous attendons à être traités comme le seront les autres éleveurs canadiens en vertu d'un programme de portée nationale. Si nous pouvons en profiter, nous le ferons.

Comme je l'ai dit j'ai attendu, le souffle court, qu'ils me proposent quelque chose à Toronto, parce que j'avais l'impression qu'ils avaient quelque chose de mieux que ce que je leur avais suggéré ou proposé. Nous sommes en train d'envoyer une lettre à chacun des ministres provinciaux, dans laquelle nous faisons certaines des propositions dont je parle ici, pour bien préciser comment ce programme national va fonctionner.

Quelques éleveurs auxquels j'ai parlé après la réunion de Toronto... l'un d'entre eux m'a dit qu'il lui en coûterait $15,000 pour participer à un programme provincial ou fédéral. Il m'a dit que sa banque ne lui prêterait rien pour l'instant pour adhérer à un programme quelconque de ce type.

Le programme élaboré par les éleveurs de porcs est différent, et il leur a fallu quatre ans pour l'élaborer. Il est assez différent de ce que les éleveurs de boeuf proposent. Ce qu'ils attendent de moi, dès qu'ils auront mis quelque chose sur la table, c'est un programme national équitable qui regroupe tous ces éléments.

Rien dans ce qu'ont proposé les provinces ne permet de dire que ce programme va donner aux éleveurs les avantages économiques qu'ils devraient recevoir pour commercialiser un produit qui ne donnera pas lieu à une surproduction; de plus d'où viendront les fonds destinés à financer un tel programme? Je ne pense pas qu'aucun d'entre eux ne souhaite cela, si on lit les documents qui m'ont été remis après la réunion de Toronto.

[*Texte*]

To be fair to the provincial ministers, I do not think they want that kind of plan, but they have not suggested how they are going to overcome that.

• 1615

We will be having a person taking part in the meetings, I believe, in Calgary. It is a working group. They want to have a submission by July, for the provincial-federal ministers meeting, which is to take place in July. I thought they must have worked much more closely together and would have something they could have ironed out before that time. I am not saying what I am going to do with them at this time, because they said that they were going to go ahead with a plan if I did not come forward with a plan

Mr. Wise: Madam Chairman, I suppose the only upside of the minister's response is the fact that he has not hung his hat quite as firmly on the comparison of the old GM-100 as he normally does.

I suppose then, in view of the information submitted by the minister, my supplementary question would be: has he established another deadline for himself? If so, does he think he can make that?

Mr. Whelan: I have had lengthy discussions with my Cabinet colleagues and I have approval of a plan that I intend to make public, probably in the not too distant future. But I am waiting to see what they are going to propose. Generally the old provincial-federal game is that if I propose something . . . They want something to tear apart, as far as I am concerned, to see what they can do with it.

I realize that the producers are concerned out there. They have to have something on which they are going to base their—how do you say it?—production, as do the people who are financing, whether it be a credit union, a bank or whatever it is going to be. But under any of the things I have seen, any of the suggestions they have made, it is not going to be that kind of program that is going to get those people—and I think we are all concerned about that—who are in the economic position I have outlined, people who do not have a dollar to put into any plan. How are we going to save them? Some of those are very efficient producers but, because of low commodity prices, high interest rates, etc., they have found themselves in a very bad economic position. Nothing is being proposed by these groups at the present time that is going to bring them out. They are talking about bringing cattle in from the Appalachians, in the States, etc., cattle that are full of disease and everything else, in that there is very little control over those animals in that area. We are supposed to relax those deals, according to the Canadian cattlemen, and the rules we have, so that they can just bring them into Canada.

Mr. Wise: On a point of order, Madam Chairperson, I think the minister is rambling a bit here and I am sure . . .

Mr. Whelan: You did not ramble at all.

Mr. Wise: I am sure that Dr. McGowan . . .

[*Traduction*]

Pour être juste vis-à-vis des ministres provinciaux, je ne pense pas qu'ils veulent ce type de programme, mais ils n'ont pas dit comment ils vont procéder pour surmonter ces difficultés.

Nous allons envoyer quelqu'un pour participer aux réunions qui auront lieu, je crois, à Calgary. C'est un groupe de travail. Ils veulent rédiger un mémoire d'ici juillet pour le présenter à la réunion fédérale-provinciale des ministres, qui doit avoir lieu en juillet. Ils doivent avoir collaboré plus étroitement et je pense qu'ils auront aplani certaines difficultés d'ici là. Je ne dis pas ce que je vais faire pour l'instant parce qu'ils ont dit qu'ils élaboreraient un programme si je n'en proposais pas.

M. Wise: Madame le président, je pense que le seul élément positif que l'on trouve dans la réponse du ministre a trait au fait qu'il n'est pas aussi catégorique qu'à l'habitude dans la comparaison avec l'ancien GM-100.

Étant donné les renseignements qu'il nous a donnés, je lui pose la question supplémentaire suivante: s'est-il fixé une autre date limite? Dans ce cas, pense-t-il pouvoir la respecter?

M. Whelan: J'ai eu de longues discussions avec mes collègues du Cabinet et ils ont approuvé un programme que j'entends rendre publique, probablement dans peu de temps. Mais j'attends de voir ce que les ministre provinciaux vont proposer. Généralement dans les tractations fédérales-provinciales si je propose quelque chose . . . Ils veulent s'en prendre à quelque chose, pour ma part, afin de voir ce qu'ils peuvent en faire.

Je me rends compte que les éleveurs sont en cause. Il faut qu'ils disposent de quelque chose pour pouvoir fixer leurs—comment dire—leur production, ainsi d'ailleurs que ceux qui leur prêtent des fonds, que ce soit des caisses de crédit, une banque ou d'autres organismes. Mais compte tenu de ce qui m'a été proposé, des suggestions qui m'ont été faites, ce n'est pas ce type de programme qui va convaincre ces éleveurs—et je pense que nous nous en inquiétons tous—ce sont des gens qui font face à des difficultés économiques dont j'ai parlé brièvement, des gens qui n'ont pas d'argent pour contribuer à un programme quelconque. Comment allons-nous les sauver? Certains d'entre eux sont des éleveurs très efficaces, mais, étant donné le coût peu élevé des denrées, les taux d'intérêt élevés etc., ils se trouvent en mauvaise situation économique. Ces groupes ne proposent pour l'instant rien qui soit susceptible de les tirer de l'ornière. On parle d'importer du bétail des Appalaches aux États-Unis, etc. du bétail malade pour ne rien dire d'autre, car dans cette région on contrôle très peu la santé des animaux. Selon les éleveurs de bovins canadiens, nous sommes censés faciliter ces transactions et assouplir nos règlements pour permettre l'importation de ces bêtes au Canada.

M. Wise: Un rappel au Règlement, madame le président, je crois que le ministre s'écarte du sujet et je suis sûr . . .

M. Whelan: Vous ne vous êtes pas écarté du tout du sujet.

M. Wise: Je suis sûr que M. McGowan . . .

[*Text*]

Mr. Whelan: You ran all over Elgin County.

Mr. Wise: I am sure that Dr. McGowan's people will not allow that to happen. I have every confidence there.

The minister's answer automatically brings two more questions. Do I understand him correctly and accurately when he indicates that in fact he does have Cabinet approval for a plan—and he is shaking his head positively—and is the plan that you have approved by Cabinet now the plan that you have talked about so much in the last couple of years?

Mr. Whelan: It has some similarities, yes.

Mr. Wise: Oh, I see. However, we must interpret that as, indeed, it is not the plan that you have talked so much about and that you have envisaged for the industry, that indeed it has been altered. But it is approved and you are withholding that plan from your provincial counterparts and, indeed, the people in the industry.

Mr. Whelan: I am going to make everything public very shortly—the submission that was made, the commission report by Vandermuelen and Anderson—you will see what they have proposed at that time. Yes, I definitely did have a plan. My plan would not cost $500 million either; it would have cost about $5 million for administration per year.

Mr. Wise: We will be waiting in tremendous anticipation for this plan, Mr. Minister.

Mr. Whelan: I hope you study it, as I am sure you studied the one I presented in 1978.

Mr. Wise: That is the old GM-100.

Mr. Whelan: That is the one your government disbanded.

Le président: Merci, monsieur Wise.

Je suis désolée, monsieur Wise!

Mr. Wise: Because it was rejected outright by all the provinces and by all the producers. It was too rich; you know that.

Mr. Whelan: Because they said it was going to cost too much money.

Mr. Wise: It was too rich.

The Chairman: May I thank you very much . . .

Mr. Whelan: But the farmers would not have gone broke if they had had it.

Mr. Wise: Too rich.

The Chairman: That is enough, please.

Monsieur Althouse, vous avez la parole, maintenant.

Mr. Althouse: Thank you, Madam Speaker.

Mr. Whelan: I think I would not sit behind that number, if I were you.

[*Translation*]

M. Whelan: Vous avez parcouru en long et en large le comté d'Elgin.

M. Wise: Je disais que j'étais sûr que les gens qui travaillent pour M. McGowan ne permettront pas cela arrive. J'ai eu toutes les assurances voulues.

La réponse du ministre soulève automatiquement deux questions supplémentaires. Ai-je bien compris qu'il a dit qu'en fait il a reçu l'approbation du Cabinet pour un programme—il dit oui de la tête—et ce programme qui a été approuvé par le Cabinet, est-ce celui dont vous avez tant parlé au cours des deux dernières années?

M. Whelan: Il comporte certaines similarités, c'est exact.

M. Wise: Je vois. Toutefois, nous devons interpréter cela de la façon suivante, de fait ce n'est pas le programme dont vous avez si souvent parlé et auquel vous aviez pensé pour l'industrie, de fait, ce programme a été modifié. Mais il était approuvé et vous ne l'avez pas porté à la connaissance de vos homologues provinciaux, pas plus qu'aux représentants de l'industrie.

M. Whelan: Je vais tout divulguer très prochainement—le mémoire qui a été fait, le rapport de la Commission Vandermuelen et Anderson—vous verrez ce qu'ils ont proposé à l'époque. Ensuite, oui, j'avais un programme. Mon programme n'aurait pas coûté 500 millions de dollars non plus, mais les coûts de gestion auraient été approximativement de 5 millions de dollars par année.

M. Wise: Nous allons attendre avec grande impatience ce programme, monsieur le ministre.

M. Whelan: J'espère que vous l'étudierez comme je suis certain que vous avez étudié celui que j'ai présenté en 1978.

M. Wise: C'est l'ancien GM-100.

M. Whelan: C'est celui que votre gouvernement a mis au rencart.

The Chairman: Thank you, Mr. Wise.

I am sorry, Mr. Wise.

M. Wise: Parce qu'il a été rejeté d'emblée par toutes les provinces et par tous les éleveurs. Il coûtait trop cher et vous le savez.

M. Whelan: Parce qu'ils ont dit qu'il allait coûter trop cher.

M. Wise: Il était trop cher.

Le président: Je voudrais vous remercier beaucoup . . .

M. Whelan: Mais les agriculteurs n'auraient pas fait faillite s'ils avaient pu en bénéficier.

M. Wise: Trop cher.

Le président: C'est assez, je vous en prie.

Mr. Althouse, you have the floor.

M. Althouse: Merci, madame le président.

M. Whelan: À votre place, je ferais très attention.

[*Texte*]

• 1620

Mr. Althouse: The minister has been dealing with the program, or lack of a program, on stabilization. We have been hearing about it, I guess, ever since I came down here, which is now just past three years. At one point in time we knew that the minister had a plan in his hip pocket, but it never seemed to get out of that position. We have seen the various offers and counter-offers that have been made public. From what the minister has told us so far today, there seems to be some fear in his mind that some of these plans will cause overproduction. I would just like to observe that without plans we have had overproduction a number of times so I am wondering just what that has to do with anything, really.

But, basically, the thing we are not finding out from the minister, since he has obviously turned down a number of proposals from the provinces, is just what sorts of principles or basic components or requirements, whatever, he sees being in an acceptable plan. What levels of stabilization? Would it be a contributory kind of plan on a tripartite basis, as was proposed by the provinces and some of the producer groups? Surely he must have some principles that a plan must meet in order to meet his criteria. Could he tell us, in brief, just in a few points, what basic principles he sees being met in a national stabilization plan?

Mr. Whelan: The big problem that you face as Minister of Agriculture is that you have rich sections in the country and you have poor sections. You have plans that have been put into effect for, for instance, pork, etc., and producers in different areas, and they cannot afford the plans they have at the present time. They call them insurance plans, especially when the market fails to provide the necessary return to farmers and then it does not provide that and they have to trigger their plan. Little Prince Edward Island is having a very difficult time, for instance, with the plan they have at the present time, and New Brunswick and Nova Scotia. Manitoba, for instance, does not have the resources that Saskatchewan or Alberta does to put a plan into effect; it is going to be very costly to them.

So the kind of plan I have to have is one that is going to provide equity for those nationally produced products, and red meat is nationally produced. But there are heavily concentrated areas of production. I am sure you have checked the figures, and you will see, I think, that Alberta produces about 42% of the total beef cattle produced in Canada; Saskatchewan produces 26%, I believe, of the cattle; and the rest are down the line. But the finished beef are mostly produced in either Alberta or Ontario. So you have a different production pattern that develops because of the fact that they feed so many cattle. Ontario outproduces any other province with finished livestock, and it is high because it is a big agriculture-producing province. They are close to big markets.

We say that a plan that is going to be proposed will have to have reasonable aspects to it. It cannot be just for all of Canada and say: That is what you are going to have. The plan is going to have to be the kind that is going to give an eco-

[*Traduction*]

M. Althouse: Le ministre s'occupait du programme, ou plutôt, de l'absence d'un programme, sur la stabilisation. Nous en entendons parler depuis mon arrivée ici, c'est-à-dire trois ans. Il semble que, à un moment donné, le ministre ait eu un projet en tête, mais il y est demeuré. D'après ce que le ministre nous a dit aujourd'hui, je crois comprendre qu'il craint que certains de ces projets entraînent une surproduction. Il convient donc de lui signaler que, faute de plans, nous avons eu des surproductions et c'est pourquoi je trouve que cela n'a rien à voir.

Ce que le ministre ne nous dit pas, et nous savons qu'il a rejeté un certain nombre de propositions émanant des provinces, c'est ce qui à son avis constitue un projet acceptable en termes de principes, d'éléments de base ou d'exigences. Quel degré de stabilisation envisage-t-il? Envisage-t-il un plan à contribution, sur une base tripartite, comme l'ont proposé les provinces et certains groupes de producteurs? Le ministre doit sûrement avoir une idée des principes auxquels devrait obéir un projet pour qu'il satisfasse ces critères. Le ministre pourrait-il nus dire, en quelques mots, en quoi consistent les principes fondamentaux à la base d'un plan national de stabilisation?

M. Whelan: Le ministre de l'Agriculture fait face à un gros problème, à savoir, le fait que certaines régions du pays sont riches et d'autres, pauvres. Des programmes ont été mis en oeuvre pour promouvoir la production du porc, par exemple, et aider les producteurs dans diverses régions mais ils n'ont pas les moyens à l'heure actuelle de se permettre les programmes existants. Il s'agit de programmes d'assurance qui viennent en aide aux agriculteurs lorsque le marché ne leur fournit pas des revenus suffisants. L'administration du programme de la petite Ile-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la NouveIle-Écosse pose de sérieux problèmes à l'heure actuelle. Le Manitoba, par exemple, n'a pas tant de ressources que la Saskatchewan ou l'Alberta pour administrer ce genre de programme. Il leur en coûtera très cher.

Donc le genre de programme que j'envisage égaliserait la situation dans le cas des produits de toute la nation et la viande rouge est produite dans tout le pays. Mais il y a un très haut degré de concentration de la production dans certaines régions. Je suis persuadé que vous avez vu les chiffres et vous constaterez que l'Alberta produit quelque 42 p. 100 du total du boeuf produit au Canada; la Saskatchewan en produit 26 p. 100 et le reste est réparti entre les autres provinces. Mais le boeuf de boucherie est surtout produit en Alberta et en Ontario. II se dessine donc un profil de production différent parce qu'ils engraissent tellement de bétail. L'Ontario dépasse de loin toutes les autres provinces dans le secteur du bétail fini en raison de sa grosse production agricole.

Par conséquent, quel que soit le programme adopté, il doit être raisonnable. Il est impossible d'adopter un programme qui soit juste pour tout le Canada et répartisse arbitrairement les revenus. Ce programme devra pouvoir garantir aux bons producteurs un revenu raisonnable.

[*Text*]

nomic return for basically an efficient producer. It is going to guarantee that producer a fair return.

Now, if you do not have some control on production, you pick a medium type or good type of producer and use that as a pattern for the different regions. Some of them are going to be able to turn that into a money-making scheme. If we do not have any control on production, and produce hogs or beef, whatever you want, then they will produce it because the provincial ministers are talking the same as we did in 1978 about it being developed for all products outside of a marketing board.

• 1625

So it is a big challenge if you go that far. As the hon. Member from Elgin just pointed out, they said it was too rich a plan that I proposed in 1978. Those same concerns were there at that time.

We have implanted the intention—and I say we, meaning the provincial ministers and I but, probably more so, they—that this plan is going to get a lot of them out of their economic difficulties. If it does, it is going to have to be the kind of plan which will give them a profit. And such a plan can only be geared to bringing about full speed ahead with overproduction. In other countries we see with those kinds of plans now and which reflect straight government subsidy, such as in the United States for instance in the dairy industry, the laws there say that you cannot cut your subsidy unless you have congressional approval for that dairy program. They have not cut the subsidy at the present time, and their production is increasing and their mountains of supply are getting bigger and bigger all the time, and they are not only disrupting the market in their own country but they are disrupting ours. So we have that concern also when we talk about disrupting another country's market. They watch very closely what we do and how much money we put into subsidization.

I am sure you are all aware of the discussions that have taken place. My deputy minister, Dr. Trant, just attended a meeting this past Saturday. Peter Connell, another deputy minister also was there, and they met with representatives from six other countries in discussing just this problem of subsidization; where it is going to stop; how we are going to trade under those kinds of conditions. We are probably the least guilty of any of those countries involved. I think Australia probably does not have any more programs than we do, or even as many programs, so we may be in the same boat as far as being guilty of subsidizing products and throwing them into world markets.

But as for the United States, we have met with them twice now . . . well, more than twice, and as recently as about three weeks ago. Their ambassador and one of their officials met us to talk about curtailing production to make the markets better for products. We have a system in Canada for most of our products under which you do not oversupply the market. Under our grain system—that is, grain under the Wheat Board—you can grow all you want, but you can ship only what they tell you. Milk is under a control production system. Practically all the other crops that we contract in for food

[*Translation*]

Si on ne peut contrôler la production, il faut alors choisir un producteur moyen ou bon et s'en servir comme critère dans les diverses régions. Certains sont capables de rentabiliser leur opération. Si nous n'avons pas de contrôle sur la production, les producteurs de porcs ou de boeufs continueront de produire parce que les ministres provinciaux répètent exactement ce que nous disions en 1978 sur l'élaboration d'un programme applicable à tous les produits non régis par un office de commercialisation.

C'est donc un gros défi. Comme l'honorable député de Elgin vient de le mentionner, le programme que j'ai proposé en 1978 était beaucoup trop complexe. Nous avions les mêmes préoccupations à ce moment-là.

Les ministres provinciaux et moi-même avons fixé comme objectif pour ce programme d'aider les provinces à régler leurs problèmes économiques. Il faudra donc que ce soit un programme rentable pour eux. Et ce genre de programme entraînera donc la surproduction. D'autres pays ont des programmes de subventions directes. Les États-Unis, par exemple, subventionnent l'industrie laitière mais les lois qui régissent ce programme les empêchent de diminuer leurs subventions sans l'autorisation du Congrès. Les subventions n'ont donc pas été réduites et la production augmente. Ils ont une telle quantité de produits à l'heure actuelle qu'ils troublent non seulement leur propre marché mais aussi le nôtre. Nous nous préoccupons également de la possibilité de troubler le marché d'un autre pays. Ils nous surveillent étroitement pour voir le montant de nos subventions.

Je suis persuadé que vous êtes tous au courant des discussions qui ont eu lieu. Mon sous-ministre, M. Trant, vient justement d'assister à une réunion samedi dernier. Peter Connell, un autre sous-ministre s'y trouvait également et ils ont rencontré des représentants de six autres pays pour parler du problème des subventions, des limites, et des modalités d'échange dans ces conditions. Nous sommes probablement le moins coupable des pays intéressés. Je doute que l'Australie ait plus de programmes que nous ou même autant que nous, donc nous sommes probablement dans la même situation que ce pays pour ce qui est de subventionner des produits et d'envahir les marchés mondiaux.

Nous avons rencontré des représentants américains deux fois, même plus souvent, et encore il y a tout juste trois semaines. Nous avons discuté avec leur ambassadeur, et l'un de leurs hauts fonctionnaires, de l'éventualité de diminuer la production pour améliorer les marchés de divers produits. Nous avons en place au Canada un système qui empêche le déversement de surplus sur le marché. Prenons l'exemple des céréales. Les agriculteurs peuvent produire autant qu'ils veulent mais la Commission canadienne du blé limite le volume des ventes. La production de lait est contrôlée de la

[*Texte*]

processing, are under a supply system by which we can control production by the amount of contracts they issue. And there are many other products under the same arrangement. So we have not been the country guilty of oversupplying, although the United States wants us to curtail production in some form that is more recognizable than it is at the present time. To date we have made no decision on that issue.

The European Community's program of subsidization, any control over production, is a perfect example of what can happen. Their subsidization is costing them more and more every year, especially when world commodity prices drop down; then they have to zoom in and provide more stabilization. They do not know how to end it because the political situation is so grave that it is dangerous for them to end it.

So our program would have to be a kind which did not involve any more trade problems with out trading partners. Also, I do not think the provinces have an endless financial well to draw from for subsidies. At least they have never said so to me. They have not told me that, and none of the producer groups have told me that either.

The Chairman: Mr. Althouse. Keep it very short, please.

Mr. Althouse: Thank you, Mr. Chairman. I think I will try just to summarize this. It seems you are saying that the plan must have a price level which is based on an average economic production unit . . .

Mr. Whelan: An efficiency has to be struck.

Mr. Althouse: Okay. You seem to be saying there must be production limits, and you say they would apply to products outside of marketing boards. I think you are saying it would not be profit-producing, but I am not certain about that.

• 1630

You also seemed to be saying there would be administrative flexibility beyond the powers set out in the legislation, of any kind, so that you do not have to go back to Parliament to make minor changes. You also seemed to be saying that it had to fit in with the rules established by our trading partners, so it would be construed to be non-subsidizing. So I suppose basically the message is, for those farmers who are hoping a stabilization program will keep them in business, it will not.

One related question, because it has to do with meat packing, concerns the soon-to-be-closed meat-packing operation of Canada Packers in Prince Edward Island. Basically, it will shut down the largest packing plant on the island and mean that farmers there will have only one other choice, at Hub Meat Packers or Montreal. I wondered what your department is doing about this. Is there any policy in the

[*Traduction*]

même façon. Presque tous les autres produits pour lesquels nous octroyons des contrats de transformation sont également contrôlés en ce sens que nous limitons le nombre de contrats. Beaucoup d'autres produits sont régis de la même façon. Nous ne sommes donc pas coupables de surproduction même si les États-Unis aimeraient nous voir limiter notre production de manière plus officielle que nous ne le faisons à l'heure actuelle. Mais nous n'avons pas encore pris de décision à cet égard.

Le programme de subventions de la Communauté européenne est un très bon exemple de ce qui peut se passer lorsqu'on veut contrôler la production. Ce programme leur coûte de plus en plus cher chaque année surtout lorsque le prix des denrées baisse car ils doivent alors contribuer encore plus à la stabilisation. Ils ne savent pas comment mettre fin à ce programme parce que la situation politique est tellement délicate qu'il serait dangereux pour eux de prendre des mesures en ce sens.

Donc, quel que soit le programe que nous adopterons, il ne devrait pas susciter plus de problèmes d'échange commercial avec nos partenaires commerciaux. Mais les provinces n'ont pas non plus des sources intarissables de revenus pour offrir des subventions. Ou du moins, les autorités provinciales ne m'ont jamais rien dit de semblable, ni non plus, d'ailleurs, les groupes de producteurs.

Le président: Monsieur Althouse. Je vous demande d'être bref, s'il vous plaît.

M. Althouse: Merci, monsieur le président. Je vais essayer de résumer la situation. Je crois comprendre que ce programme doit prévoir un niveau de prix fondé sur une unité moyenne de production économique . . .

M. Whelan: Nous devons viser à la rentabilité.

M. Althouse: Très bien. Vous parlez de limites de production qui s'appliqueraient à tout produit qui n'est pas déjà régi par un office de commercialisation. Vous avez également dit qu'il ne s'agit pas de rentabilité, mais je ne comprends pas très bien.

Vous semblez dire qu'il faut, outre les pouvoirs prévus dans la loi, une certaine souplesse administrative qui vous permette de fonctionner sans toujours venir demander au Parlement d'apporter de légers amendements à la loi. Vous semblez également dire qu'il faut se conformer aux règles établies par nos partenaires commerciaux afin qu'ils n'aient pas l'impression qu'il y a des subventions. En fin de compte, le message à l'intention des agriculteurs qui espèrent qu'un programme de stabilisation des prix leur évitera la faillite, c'est qu'il n'y en aura pas.

Sur le même sujet, les salaisons et conserveries de viande, il semble que la salaison de *Canada Packers* dans l'Île-du-Prince-Édouard soit sur le point de fermer. Or, c'est la plus importante de l'Île et cela signifie que les éleveurs devront aller vendre leurs bêtes soit à *Hub Meat Packers*, soit à Montréal. Qu'est-ce que votre ministère entend faire à ce propos? Votre ministère a-t-il une politique pour que la viande soit transformée près des sources d'approvisionnements?

[*Text*]

department to attempt to have meat processed close to the sources of production?

Mr. Whelan: Madam Chairman, the plant the hon. member is talking about is still in production. They have decided to close the plant probably in the fall of 1983. I was on the island a week ago Friday, and we had some discussions there. My colleague, the Honourable Minister for Industry, Trade and Commerce, has also had some discussions with the head of Canada Packers. We will be meeting with the officials from Canada Packers. We have had correspondence back and forth between us, but I have not met them. We think it is very important that somehow some kind of a packing plant be maintained in Prince Edward Island.

We have no solutions to the problem yet. We think somehow something will be done. Canada Packers are making suggestions to the island. It would be a very costly thing for the producers. It is costing the producers more now on the island. I think the figure they gave me, so far, to keep subsidizing the plant on the island—I think the figures are about $700,000 that it has cost the Province of Prince Edward Island in the last few weeks, two or three months, to become involved in that kind of thing.

So I am not in a position to give the hon. member that kind of an answer. I think there would have to be a special paper put through, say, if we got involved in financing a new plant, because if you see that plant, it is surrounded, it does not have room to expand, to have the proper facilities.

I am optimistic—of course, I am criticized for being too optimistic about agriculture . . . I am optimistic that that is one area of Canada that has a potential for increased livestock production. It has 12-month ports that it can ship its product from. It is very close to an export position; that type of thing. They have high-quality products that they produce there. They have a lot of knowledge on the island, or in that province, to produce as high-quality a product, in both beef and pork, as there is anywhere in Canada. They claim higher, but I will not say anything . . .

The Chairman: Thank you, sir.

Mr. Dubois.

M. Dubois: Merci, madame le président.

Monsieur le ministre, dans votre allocution de cet après-midi, à la page 5, vous parlez du développement régional qui est une autre facette importante du même programme, au niveau de l'agriculture et de la stabilisation. Vous dites ceci:

> On estime qu'il faudra 17.1 millions de dollars pour gérer les ententes qu'Agriculture Canada a héritées du ministère de l'Expansion économique régionale. Ces ententes ont été signées pour Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick,le Manitoba,et le Québec.

Monsieur le ministre, de ces 17.1 millions de dollars, quelles sommes seront mises à la disposition du Québec, et quel travail y a-t-il à faire au niveau du développement régional, car je sais qu'il y en a? Est-ce qu'il y a déjà des choses concrètes concernant le Québec au niveau du développement régional?

[*Translation*]

M. Whelan: Madame le président, l'usine de salaisons dont parle le député fonctionne toujours. On a décidé de la fermer à l'automne 1983. Je suis allé dans l'Île la semaine dernière et nous en avons discuté. Mon collègue, l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce, a également discuté avec la direction de la *Canada Packers*. Nous devons rencontrer des représentants de cette société. Nous sommes en correspondance mais je ne les ai pas encore rencontrés. Pour nous, il est très important qu'une salaisons existe dans l'Île-du-Prince-Édouard.

Nous n'avons pas encore trouvé de solution au problème. Nous croyons qu'il se fera quelque chose. La *Canada Packers* a déjà avancé des suggestions qui coûteront très cher aux producteurs car cela leur coûte déjà plus cher dans l'Île qu'ailleurs. Je crois que, d'après les chiffres qu'on m'a donnés, il en a déjà coûté quelque $700,000 au gouvernement de l'Île depuis les quelques mois qu'il s'intéresse à la question.

Je ne suis donc pas en mesure de répondre à la question du député. Il faudrait adopter une mesure spéciale si nous voulons participer au financement d'une nouvelle usine parce que l'usine actuelle a des voisins immédiats qui l'empêchent de s'étendre ce qui lui serait nécessaire.

Je suis optimiste. Même si l'on m'accuse toujours d'être trop optimiste, je crois que c'est là au moins une région du Canada où l'on pourra accroître l'élevage du bétail. Les ports d'expédition y sont ouverts à longueur d'année. C'est près d'un marché d'exportation. Les produits sont de très grande qualité. Les gens possèdent suffisamment de connaissances pour y produire du boeuf et du porc d'aussi bonne qualité que les autres régions. Ils prétendent même que la qualité est meilleure, mais je préfère ne pas me prononcer.

Le président: Merci, monsieur.

Monsieur Dubois.

Mr. Dubois: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Minister, in your presentation of this afternoon, on page 5, you say that regional development is another important aspect of that agricultural and stabilization program, you say and I quote:

> To administer agricultural subsidiary agreements transferred from the department of Regional Industrial Expansion to Agriculture Canada, the financial requirements are estimated at $17.1 million. These federal-provincial agreements have been signed with Newfoundland, New Brunswick, Manitoba and Quebec.

Mr. Minister, of those $17.1 million, how much will be made available to Quebec and what kind of work has to be done as far as regional development is concerned? Has anything concrete been done for the regional development in Quebec?

[*Texte*]

• 1635

Mr. Whelan: We do not have a complete breakdown on those programs. The subsidiary agreements were transferred from the Department of Regional Industrial Expansion to Agriculture Canada. These federal-provincial agreements have been signed, as I said, with Newfoundland, New Brunswick, Quebec, Manitoba, and British Columbia. I have been a co-signer in most of those agreements even before, because there was sort of an understanding we had that any program that had anything to do with agriculture would be, in the first instance, discussed with Agriculture before they went ahead with it. So the program that we have with Quebec would be the program that was signed previously. There is no new program with Quebec. It would be an extension of the program that is there.

We will give you some background. I do have more details than I thought. The subsidiary agreement was 75-82, and provided $103.3 million to be spent on land-use adjustment and land improvement drainage, with the costs shared 60% by DREE and 40% by the government. The agreement was to expire on March 31, 1982, at $6.6 million DREE funding uncommitted, and $10.6 million federal-provincial uncommitted. The agreement was extended for two years to terminate March 31, 1984. The agreement was transferred to Agriculture Canada on September 3, 1982, with a $6.1 million fund left. The current assessment of that program is: Since the transfer Agriculture Canada has paid out $1.9 million to the province for a total federal funding of $57.6 million under that program. The distribution of funds for programs for land adjustment, $6.3 million, and land improvement, $51.3 million.

For the remaining year, 1983-1984, we will have on hand $4.2 million left in the agreement for a total federal-provincial expenditure of $7.1 million. Some people are asking if the program will be extended or renewed for another five-year period. I do not think so, because Quebec will be . . . substantial funding for development initiatives following upon the government's western transportation initiative.

M. Dubois: Merci.

Si je comprends bien, il n'y a pas nécessairement de choses bien précises en vue. Je vois que c'est une entente qui avait été signée auparavant, mais il n'y a pas de projets précis ou quoi que ce soit. Vous nous avez parlé du drainage, de choses comme cela. Est-ce que dernièrement, il y a eu des demandes du gouvernement de la province de Québec ou encore des organismes agricoles pour prendre des sommes d'argent à même ces 17.1 millions de dollars, dont une partie va au Québec?

Mr. Whelan: I have no knowledge of any new representations. You mean by the producers? I would have to check my files to make doubly sure as I am going by memory at the present time. I do not remember anything from the province or anything from any producer groups that suggest they want

[*Traduction*]

M. Whelan: Nous n'avons pas la ventilation de ces programmes. Ces ententes ont été transférées du ministère de l'Expansion économique régionale à Agriculture Canada. Comme je l'ai dit, ces ententes fédérales-provinciales ont été signées avec Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick, le Québec, le Manitoba et la Colombie-Britannique. Je suis moi-même cosignataire de la plupart de ces ententes parce qu'il était convenu que chaque fois qu'un programme devait concerner l'agriculture, il fallait en discuter d'abord avec mon ministère. Donc, ce programme avec le Québec est le même que celui déjà signé auparavant. Il n'y a aucun programme nouveau avec le Québec; il s'agit d'une simple prolongation du programme antérieur.

Je vais quand même vous en dire un peu plus long car j'ai plus de détails que je ne le pensais. L'entente de 1975 à 1982 prévoyait une dépense de 103.3 millions de dollars pour une amélioration du drainage des terres et une réévaluation de leur utilisation; cette dépense devait être partagée à 60 p. 100 par le MEER et à 40 p. 100 par le gouvernement provincial. L'entente devait expirer le 31 mars 1982. Il restait alors 6.6 millions de dollars du MEER et 10.6 millions de dollars du gouvernement provincial. On a donc prolongé la durée de l'entente jusqu'au 31 mars 1984 et on l'a transféré, le 3 septembre 1982, à Agriculture Canada alors qu'il restait encore 6.1 millions de dollars dans le fonds. Depuis le transfert, Agriculture Canada a versé 1.9 millions de dollars au gouvernement provincial pour une contribution fédérale totale de 57.6 millions de dollars. Les programmes pour la réévaluation de l'utilisation des terres ont reçu en tout 6.3 millions de dollars et ce pour l'amélioration du sol, 51.3 millions de dollars.

Pour la dernière année de l'entente, l'année 1983-1984, les gouvernements fédéral et provincial débourseront en tout 7.1 millions de dollars et notre contribution sera de 4.2 millions de dollars. Certains nous demandent si le programme sera de nouveau prolongé ou s'il sera renouvelé pour 5 autres années. Je ne le crois pas parce que le Québec recevra beaucoup de subventions pour des projets de développement suite à la nouvelle politique du gouvernement sur le transport dans l'Ouest.

Mr. Dubois: Thank you.

If I understand what you say, there are no real concrete plans. This agreement had been signed sometime before, but there are no concrete projects whatsoever. You have mentioned drainage. Have the Quebec provincial government or agricultural organizations recently put in requests for funds to be taken from those $17.1 millions?

M. Whelan: Je ne suis pas au courant. Vous voulez dire par les producteurs? Il faudrait que je vérifie mes dossiers pour m'en assurer car je vous parle de mémoire. Je ne me souviens pas d'avoir vu de nouveaux projets émanant du gouvernement provincial ou d'une association de producteurs. Certains

[*Text*]

new programs. Some of them are talking about the programs to be extended for drainage engineering and all this type of thing. So if we are going to become involved in that under the new initiatives program, it would be direct delivery by the federal people.

M. Dubois: Très bien.

Une autre question, madame le président, cette fois concernant la Société du crédit agricole. Vous en parlez à la page 7; vous parlez évidemment de l'assurance-récolte, mais aussi de la réduction des intérêts pour les prêts agricoles, à la page 2-63 des crédits de la Société du crédit agricole.

• 1640

Est-ce qu'on peut savoir combien de producteurs agricoles de la province de Québec ont pu bénéficier du rabais des intérêts, selon les statistiques de la Société? Aussi, vous avec émis un communiqué hier, je crois, concernant l'augmentation du total des prêts pouvant être obtenus par un individu, c'est-à-dire de $300,000 à $350,000. Est-ce que cette disposition financière dont parle votre communiqué de presse figure au budget 1983-1984 de la Société du crédit agricole?

Ma première question, évidemment, était celle-ci: combien de personnes ont bénéficié de la réduction du taux d'intérêt, surtout dans la province de Québec?

Mr. Whelan: We have the figures on the Farm Loans Interest Rebate Program, on how many farmers have taken advantage of it. But the amount of money we are talking about . . . We could lend a lot more money than that, possibly, if we find some good bargains in the money markets outside of government.

Mr. Dubois: Yes.

Mr. Whelan: As we said, we have borrowed $50 million—and that is repayable in Canadian funds—for 10 years at 12.25%. That is the best offer we have received that does not get you into repayment problems. We can get other funds—Swiss francs, this type of thing—but you have to pay them back; and it can be a very risky thing if you are not paying them back in Canadian funds in 10 years.

So on the amount of loans, during the first nine months of 1982-1983—I do not have them any later than that, I believe—the Farm Credit Corporation approved loans for $410.2 million. Those are long-term mortgages to assist 3,987 farmers. This includes 3,231 loans to assist farmers to establish and further develop their farming business under the FCC's regular loan program and an additional 756 loans under the FCC's Special Farm Financial Assistance Program for farmers in financial difficulty. So there would be close to 1,000 farmers who received that kind of aid by the end of the fiscal year 1982-1983.

The average loan we made was $101,000. Most of the loans—well over 75% of them—were made to farmers between the ages of 18 and 35. But the amount of money we are talking about, changing the loan limitations, raising it up to $350,000

[*Translation*]

voudraient que les programmes touchant le drainage soient prolongés. Si toutefois nous voulions financer ce genre de projets, ce serait dans le cadre du nouveau programme d'initiative et la subvention serait versée directement par le gouvernement fédéral.

Mr. Dubois: All right.

One other question about the Farm Credit Corporation. You talk about that on page 7 of your presentation. You mention of course crop insurance and also the farm loan interest rebate program. All this is found at page 2.63 of the Estimates of the Farm Credit Corporation.

Could you tell us how many agricultural producers of the Province of Quebec were able to take advantage of interest rebates, according to corporations' statistics? Also, yesterday I think, you issued a press release concerning the total amount of loans that an individual can get that is from $300,000 to $350,000. Does this financial provision mentioned in your press release appear in the 1983-1984 budget of the Farm Credit Corporation?

Of course, my first question was as follows: How many persons took advantage of the interest rate reduction, mostly in the Province of Quebec?

M. Whelan: Nous avons des chiffres quant au nombre de fermiers qui ont profité du Programme sur les prêts agricoles bonifiés. Mais quant au montant d'argent dont il est question . . . Nous pourrions possiblement prêter beaucoup plus que cela si nous trouvions de bonnes affaires sur les marchés monétaires privés.

M. Dubois: Oui.

M. Whelan: Je le répète, nous avons emprunté $50 millions pour dix ans à 12,25 p. 100 et cette somme est remboursable en devises canadiennes. Voilà le genre d'offre que nous avons reçue et qui ne vous pose pas de problème de remboursement. Nous pouvons obtenir d'autres types de fonds comme les francs suisses, et ainsi de suite, mais il faut les rembourser et cela peut représenter un risque élevé si dans dix ans vous ne les remboursez pas en devises canadiennes.

Pour les neufs premiers mois de 1982-1983—je ne pense pas avoir de chiffres plus récents—la Société du crédit agricole a approuvé $410,2 millions en prêts. Il s'agit-là d'hypothèques à long terme afin de venir en aide à 3,987 fermiers. Cela comprend 3,231 prêts accordés en vertu du Programme de prêts ordinaires de la Société du crédit agricole afin d'aider les fermiers à s'établir et à agrandir leur exploitation agricole, et 756 prêts additionnels accordés en vertu du Programme spécial d'aide financière à l'agriculture pour venir en aide aux fermiers en difficultés financières. Donc è la fin de l'année financière 1982-1983 il y aurait près de 1,000 agriculteurs qui ont reçu ce genre d'aide.

La moyenne des prêts accordés était de $101,000. La majorité des prêts, plus de 75 p. 100, ont été consentis à des agriculteurs âgés de 18 à 35 ans. Mais pour ce qui est des sommes d'argent dont il est question, le fait d'augmenter la

[*Texte*]

per farmer and $600,000 for two or more applicants . . . We are hoping to move into the private money market in a much greater fashion than we have been in 1982-1983.

This is a new venture for us. We could have moved before but we thought the interest rates were too high. The best offer we received in Canadian funds before was 14% for long-term money before Christmas, and we refused to enter into that market at that time.

We have special programs on which we are working with some of the other provinces. The last agreement we signed . . . We loan money in Saskatchewan, and then the Saskatchewan government subsidizes the loan for the first five years down to 8%. For the next five years of the mortgage, I believe it cannot be higher than 12%; and if it goes higher than 12%, the Saskatchewan government has agreed they will subsidize that interest rate.

They use our Farm Credit Corporation lending officers; and our people work with their committee in Saskatchewan, which has to approve every loan that is going to be subsidized. But we are upping our subsidization, as you will notice, from what we have spent last year to $2 million and some; and we will be spending an extra $4 million this year on subsidizing. I believe we will be subsidizing loans to farmers for a total of $6 million.

• 1645

M. Dubois: J'ai une dernière question qui sera brève. Monsieur le ministre, où en est-on avec les représentations des gens de l'U.P.A. et beaucoup d'autres producteurs, dont les pomiculteurs du Québec, ceux qui font de la gelée avec ces produits, enfin.., avec toutes les représentations qui sont faites dans la province de Québec?

Cette question est, comme on dit en anglais, *a hot question*, mais qu'en est-il de cette chose? Peut-on espérer que ce dossier va débloquer?

Mr. Whelan: We hope to do something about it but we must say this, that we have received no official representation from the Province of Quebec that allows us to comply with the rules, that this is a disaster. They have to declare it a disaster area, so that you can move in and operate under the federal-provincial program.

We would have an administrative problem if compensation payments are to be made before August, because growers' claims cannot be verified until July when the damaged trees can be finally identified correctly. We know we are already receiving some claims for trees that died a natural death—you know, age and that type of thing. We know how long a tree is supposed to live, a normal lifespan, so we are handling taxpayers' money and we have to be very careful about it. But good estimates of the total damage in each area are pretty good. They are made available, but we have had a lot of difficulty with the Province of Quebec. We do not have

[*Traduction*]

limite des prêts à $350,000 par agriculteur et à $600,000 si la demande de prêt est fait par plus d'une personne . . . Nous espérons faire appel au marché privé de l'argent dans une plus grande mesure que nous l'avons fait en 1982-1983.

Pour nous il s'agit-là d'une nouvelle entreprise. Nous aurions pu le faire auparavant, mais nous pensions que les taux d'intérêt étaient trop élevés. La meilleure offre que nous avons reçu en devises canadiennes avant Noël se chiffrait à 14 p. 100 pour un prêt à long terme, et nous avons refusé de nous engager à ce moment-là.

Nous avons des programmes spéciaux sur lesquels nous travaillons avec certaines autres provinces. La dernière entente que nous avons signée . . . En Saskatchewan nous prêtons de l'argent et ensuite le gouvernement provincial subventionne le prêt par une bonification jusqu'à 8 p. 100 pour les premiers cinq ans. Pour les cinq années suivantes de l'hypothèque, je pense que le taux d'intérêt ne peut dépasser 12 p. 100. Le cas échéant, le gouvernement de la Saskatchewan a accepté d'accorder une subvention pour la différence en taux d'intérêt.

Ils font appel à nos agents de prêts de la Société du crédit agricole lesquels travaillent avec leur comité et ce comité doit approuver chaque prêt qui sera subventionné. Vous remarquerez que nous avons augmenté nos subventions à $2 millions et quelque par rapport à ce que nous avions l'an dernier et cette année nous dépenserons $4 millions de plus en subventions. Je pense que nous dépenserons au total $6 millions en subventions de prêts aux agriculteurs.

Mr. Dubois: I have a last question which will be short. Mr. Minister, what has been done about the representations of the UPA representative and several other producers, the apple producers of Quebec, those who produce jelly, about all the representations that were made in the Province of Quebec'

As you say in English, this is a hot question, but what is the situation now? Can we hope that there will be progress on this issue?

M. Whelan: Nous espérons pouvoir faire quelque chose au sujet de cette situation, mais nous devons dire ceci, c'est que nous n'avons reçu aucune communication officielle de la province de Québec qui nous permette de nous conformer à ses règlements et c'est un vrai désastre. Ils doivent déclarer cette zone une zone de désastre afin de nous permettre d'intervenir en vertu d'un programme fédéral-provincial.

Administrativement nous aurions des problèmes si les paiements d'indemnisation étaient effectués avant le mois d'août car les réclamations des pomiculteurs ne peuvent être vérifiées avant le mois de juillet quand on peut préciser les arbres qui ont subi des dégâts. Nous recevons déjà des réclamations pour des arbres morts de causes naturelles, vous savez à cause de l'âge et ce genre de choses. Nous savons quelle est la durée de vie normale d'un arbre et comme nous administrons l'argent des contribuables, nous devons être très prudents dans ce que nous faisons. Toutefois les estimés des dégâts totaux dans chaque région sont assez précis. Ces

[*Text*]

documentation of the damage sustained by each producer, except in New Brunswick where they have not had that much damage, so it is not that difficult for them.

About 86% of the frost damage was done in the Province of Quebec. I do not know what we shall come up with. There has really been no suggestion by the provinces on how this claim should be settled. We think something should be done. Again, I could hand out money, just like that, whether it would do the good we want it to do or not, but we have to be very sure it is going to do the most good.

We are loaning money under the Farm Credit Corporation for those to plant new orchard, and they do not pay anything under those kinds of loans until the apple trees come into production. I can give you the figures for the first nine months of how many FCC loans we did make in Quebec under the special loans program. It was 467 loans, for a total of $38.7 million. Not all of that was for replanting. I want to correct that, Madam Chairman; about 55% of these funds were for refinancing and debt consolidation, consolidating the debts into one loan.

The last question, I might tell you I had from the tobacco growers today, was on farm credit in L'Assomption.

Mr. Dubois: Thank you.

The Chairman: Thank you very much.

Je vous rappelle qu'il y aura un vote aux environs de 17h00 ou 17h10.

M. Dubois: La cloche sonnera à 17h05.

Le président: Alors, j'accorderai maintenant cinq minutes par intervention. On commence par vous, monsieur Neil.

Mr. Neil: Thank you very much, Madam Chairman. Mr. Minister, I listened with interest when you talked about your difficulty in picking up money on a long-term basis on the money market, to loan out to the Farm Credit Corporation. I might remind the minister that we on this side of the House, on numerous occasions, have told him of plans he could utilize to get some very cheap money. If he would look back over the record, or talk to the Farm Credit Corporation, I think he might decide the proposals we made would supply him with some very cheap money very quickly.

Having said that, I was interested in a paragraph in his statement, on page 1 as a matter of fact. He said:

> The harsh economic conditions we have lived through over the last couple of years were difficult for all sectors of the Canadian economy. It has been a difficult time for the agriculture and food industry too.
>
> But farmers and the rest of the food chain knew that they could count on our support to remain competitive and

[*Translation*]

estimés nous sont fournis, mais nous avons beaucoup de difficultés avec la province de Québec. Nous n'avons pas d'information sur les dégâts subis par chaque pomiculteur, sauf au Nouveau-Brunswick où ils n'ont pas subi de tels dégâts, donc pour eux ce n'est pas un problème.

Environ 86 p. 100 des dégâts causés par le gel l'ont été dans la province de Québec. J'ignore quelle solution nous allons trouver, les provinces n'ont réellement fait aucune suggestion sur la façon de traiter ces réclamations. Nous pensons qu'il faudrait faire quelque chose. Bien sûr je pourrais donner l'argent juste comme ça; nous ignorions si cela aurait l'effet voulu ou non, mais nous devons nous assurer que c'est fait pour le plus grand bien.

Par le truchement de la Société du crédit agricole nous prêtons aux pomiculteurs qui veulent planter de nouveaux vergers et en vertu de ce genre de prêts ils n'ont rien à rembourser tant que les arbres ne produisent pas. Je puis vous donner des chiffres sur le nombre de prêts que la société a fait au Québec au cours des neuf premiers mois en vertu du Programme spécial de prêts. Il y a eu 467 prêts accordés pour un total de $38,7 millions. Tous ces prêts n'étaient pas pour la plantation de nouveaux arbres. Madame le président, je tiens à rectifier cela; environ 55 p. 100 de ces fonds ont été accordés pour refinancement et consolidation de dettes, la consolidation des dettes en un seul prêt.

La dernière question que les producteurs de tabac m'ont posé aujourd'hui portait sur le crédit agricole à l'Assomption.

M. Dubois: Merci.

Le président: Merci beaucoup.

I remind you that there will be a vote around 5 p.m. or 5.10 p.m.

Mr. Dubois: The bell will ring at 5.10 p.m.

The Chairman: So from now on I will give five minutes to each questioner. We will start with you, Mr. Neil.

M. Neil: Merci beaucoup, madame le président. Monsieur le ministre, j'ai écouté attentivement lorsque vous avez parlé de la difficulté de trouver de l'argent emprunté à long terme sur le marché monétaire, afin de pouvoir prêter cet argent à la Société du crédit agricole. Je rappelle au ministre que nous de ce côté de la Chambre, à de nombreuses occasions lui avons fait part de plans qu'il pourrait mettre en pratique pour obtenir de l'argent à bon marché. S'il voulait prendre la peine de consulter les anciens fascicules ou de discuter avec la Société du crédit agricole, je pense qu'il se rendrait compte que les propositions que nous avons formulées lui permettraient de trouver de l'argent à bon marché très rapidement.

Ceci dit, il y a un paragraphe à la page 1 de sa déclaration qui a attiré mon attention. Il dit:

> Les conditions économiques difficiles que nous avons connues au cours des quelques dernières années ont affecté tous les secteurs de l'économie canadienne, y compris le secteur agro-alimentaire.
>
> Cependant, les agriculteurs et les autres maillons de la chaîne savaient pouvoir compter sur notre soutien pour

[*Texte*]

continue to play their important role of providing food for all Canadians and other people in the world.

I appreciate that it is probably the function of the Department of Agriculture to try to enable farmers to remain competitive. With this in mind, I think of the Pepin proposal, which is going to force the farmer to pay double the present rate to move his grain, and possibly five times by 1990. The minister indicated in the House that he supported the Pepin proposals. If he is interested in the farmer remaining competitive, can he tell me how he can support the Pepin proposal, which increases the freight rate to the farmers?

• 1650

Mr. Whelan: First of all, Madam Chairman, I want to make comment about the comment the hon. member made about how to finance the Farm Credit Corporation.

It is not only from your side of the House, I am sure, as the hon. member knows, that those different suggestions have come forward about how to raise funds for the Farm Credit Corporation by agri-bonds, etc. We are hoping that something is forthcoming in this budget that will allow for some of the programs that have been suggested by many, many different people on how to raise money for the Farm Credit Corporation. But we had high hopes that the private sector, which has moved into farm financing, would take a lot of that burden onto itself. We are not very happy with what has happened, and a lot of people even in your party must not be that happy with what has happened, if they are still suggesting that the Farm Credit Corporation move into more financing; at least long-term financing. I am sure the hon. member is aware, again, that we are receiving many requests from people that we move into short-term financing for farmers: operating capital for just the general operation of the farm.

Mr. Neil: If you adopted our schemes, you would have the money for it.

Mr. Whelan: But I did not think you would want me to move into the private functions of the money market. The banks and that are private, so . . .

Mr. Neil: You are already in it.

Mr. Whelan: I have to make sure, when I am going to move in with a Crown corporation, of what I am going to be doing.

An hon. Member: When are you moving?

Mr. Wise: We do not care who is mad, just do something.

Mr. Whelan: You do not, John?

Mr. Wise: Just do something. You should have an incentive.

Mr. Whelan: I have tried to do something with that in certain instances and you have tried to stop me.

I am just saying about the Crowsnest Pass rate, I have run into hardly one farmer who does not say to me that he recognizes history has to be changed.

[*Traduction*]

rester concurrentiels et continuer à jouer ce rôle important qui consiste à alimenter les Canadiens et le reste du monde.

Je me rends compte qu'il appartient vraisemblablement au ministère de l'Agriculture de favoriser la compétitivité des exploitants agricoles. Cela dit, je pense au projet Pepin qui veut obliger les exploitants à payer le double du prix actuel pour faire transporter leur grain, prix qui sera vraisemblablement multiplié par cinq d'ici 1990. Le ministre a indiqué à la Chambre qu'il était en faveur du projet Pepin. S'il veut que l'exploitant agricole demeure concurrentiel, peut-il me dire comment il peut être en faveur du projet Pepin qui a pour conséquence d'augmenter le tarif de transport des marchandises payé aux exploitants agricoles?

M. Whelan: Tout d'abord, madame le président, je voudrais faire une observation sur ce qu'a dit l'honorable député à propos du financement de la Société du crédit agricole.

Les suggestions de lancer, par exemple, des obligations agricoles en vue de financer la Société du crédit agricole ne viennent pas uniquement de votre côté de la Chambre comme l'honorable député le sait, j'en suis sûr. Nous espérons que le prochain budget renfermera des crédits qui permettront de financer certains programmes proposés par de nombreuses personnes en la matière. Mais nous avions fortement espéré que le secteur privé, qui s'est lancé dans le financement des exploitations agricoles, prendrait la relève. Nous ne sommes pas très satisfaits de ce qui s'est passé et c'est sans doute le cas de nombreux députés de votre parti s'ils suggèrent toujours que la Société du crédit agricole se lance dans le financement à long terme. Je suis sûr que l'honorable député sait que de nombreux individus nous demandent de nous lancer dans le financement à court terme, à savoir accorder aux exploitants les capitaux d'exploitation nécessaires à la seule exploitation générale de la ferme.

M. Neil: Si vous adoptiez notre plan, vous auriez les crédits nécessaires.

M. Whelan: Mais je ne pense pas que vous voudriez que je me lance sur le marché des capitaux privés. Les banques sont des institutions privées, alors . . .

M. Neil: Vous y êtes déjà.

M. Whelan: Si je veux me lancer là-dedans avec une société de la Couronne, je dois m'assurer de ce que je vais faire.

Une voix: Quand allez-vous vous lancer?

M. Wise: Cela nous est égal de savoir qui ne le supporterait pas, contentez-vous de faire quelque chose.

M. Whelan: Cela vous est vraiment égal, John?

M. Wise: Faites quelque chose. Vous devriez stimuler le marché.

M. Whelan: J'ai essayé de faire quelque chose dans certains cas et vous avez essayé de m'arrêter.

D'ailleurs, à propos du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, je ne pense pas avoir rencontré d'agriculteurs qui m'aient dit que la situation ne devrait pas changer.

[*Text*]

I support the plan that Mr. Pepin has put forward. He is suggesting that even by 1990 they will only be paying about 70% of the cost of transportation of grain.

Mr. Neil: And they will be bankrupt by then.

Mr. Whelan: No, they will not. You see, I am again more positive and optimistic about what is going to happen. I am optimistic, as a lot of other farmers are. For instance, the Government of Alberta is optimistic that this is a good plan; and it is a very large agricultural province. It says this plan is a good plan and we want to go on with it.

So I am not saying we have 100% support for the plan from any one sector of the farming community, but it is important at one time that we recognize that the Crow rate paid—it paid a profit for hauling grain under the Crowsnest Pass rate. When we look at world commodity prices and see how far they dropped in one year, that is more than we are proposing in the Crowsnest Pass rate changes—than we are ever proposing for the Crowsnest Pass cost to the producer. The loss in one year in world commodity prices—dropping as much as or more than they would pay until the final levelling-off of the Crowsnest Pass rates took place.

So when we say that this is going to bankrupt farmers, I wish—if you can substantiate that by figures, etc.,—because we can substantiate with figures that show that if the farmers are going to deliver the grain they have, not have it in their bins and on their farms, etc., but they are going to deliver it to market, just by increasing their efficiency by 10% it will mean $100 million in their pockets, at present grain prices, in one year.

Mr. Neil: Could we have those figures, if you have them?

Mr. Whelan: They are public figures. We have been publishing them. If you read my speeches, you will find them in them all the time.

Mr. Neil: That is difficult.

One final little question. Mr. Minister, you indicated in the House that that advertisement that you put into the newspapers regarding the Crow cost around $300,000 or $350,000, as I recall.

• 1655

Now, where did that money come from? Did it come from the Agriculture budget, your information budget, or did it come from some other source? Was that Agriculture money or some other department's money?

Mr. Whelan: That is an accumulation of money from several departments transferred to our department to be spent for advertising. That $350,000 is the total bill that we are proposing for advertising.

Mr. Neil: How much of it was Department of Agriculture money?

Mr. Whelan: $200,000.

[*Translation*]

Je suis en faveur de la proposition avancée par M. Pepin. D'ailleurs, même d'ici 1990, les agriculteurs ne paieront que 70 p. 100 environ du coût du transport des grains.

M. Neil: Mais ils auront fait faillite d'ici là.

M. Whelan: Absolument pas. Je suis plus optimiste et moins sceptique que vous. Je suis optimiste comme de nombreux agriculteurs le sont. Par exemple, le gouvernement de l'Alberta pense que ce projet est raisonnable et ne me dites pas que ce n'est pas une importante province agricole. Cette province estime que ce projet est bon et veut que les choses avancent.

Mais je ne dis pas que ce projet est appuyé à 100 p. 100 par la communauté agricole; cependant il est important de reconnaître qu'il était très avantageux de transporter du grain en bénéficiant du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. D'ailleurs, les prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux ont beaucoup diminué en un an et nous offrons un meilleur marché aux producteurs même en modifiant le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Même après que les dernières augmentations du Pas du Nid-de-Corbeau auront eu lieu, les agriculteurs accuseront moins de pertes que celles dues à la chute des prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux en un an.

Or, lorsque vous dites que cela acculera à la faillite des exploitants agricoles, j'aimerais que vous me donniez des chiffres précis car nous pouvons vous montrer des statistiques qui indiquent que si les agriculteurs peuvent écouler leur grain sur le marché et non pas le laisser dans leurs silos, cela représentera un bénéfice net pour eux de 100 millions de dollars en un an, au prix actuel du grain, en n'augmentant leur productivité que de 10 p. 100.

M. Neil: Pourrions-nous avoir ces chiffres, si vous les avez?

M. Whelan: Ce sont des chiffres qui ont été publiés et si vous lisez mes discours, vous les trouverez facilement.

M. Neil: C'est difficile.

Une dernière question. Vous avez dit à la Chambre que l'annonce que vous avez fait paraître dans les journaux à propos du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau avait coûté environ $300,000 ou $350,000, si je me souviens bien.

D'où provenait cet argent? Ces crédits ont-ils été tirés du budget de l'Agriculture, du budget réservé à l'information ou d'une autre source? Ont-ils été tirés du budget de l'Agriculture ou de celui d'un autre ministère?

M. Whelan: Ces crédits proviennent de plusieurs ministères, crédits qui ont été virés au compte du ministère de l'Agriculture et qui devaient servir à la publicité. Cette somme de $350,000 représente la facture totale qui doit être dépensée à des fins publicitaires.

M. Neil: Combien le ministère de l'Agriculture a-t-il versé?

M. Whelan: Deux cent mille dollars.

[*Texte*]

Mr. Neil: I guess my time is up. Thank you very much.

The Chairman: *Merci beaucoup.*

Mr. Hovdebo.

Mr. Hovdebo: Just to follow on that . . .

Mr. Wise: On a point of order, Madam Chairman.

The Chairman: On a point of order, Mr. Wise.

Mr. Wise: Just on a point of order. Did I understand that $200,000 out of the $320,000 came from Ag Canada?

Mr. Whelan: It will come.

Mr. Wise: So are you saying that you took money out of the research and development division to pay for these ads?

Mr. Whelan: We had $200,000 in the Department of Agriculture that was communications money that was set aside that we were asked to hold in abeyance, and we had permission to spend that money for communications and to communicate a government program to counteract the . . .

Mr. Wise: We will have some further questions on that one.

Mr. Whelan: I hope you do, and I hope you read all the ads that the provinces are spending . . . You want me to work, for instance, with the province on stabilization, etc., but you have nothing to say about what the province is spending. They are spending fortunes on propaganda that is against the Crowsnest Pass ads.

Mr. Wise: $20,000?

Mr. Whelan: $20,000?

Mr. Wise: That is right.

Mr. Whelan: Who?

Mr. Wise: Quebec.

Mr. Whelan: Oh boy, oh boy, oh boy. They could not even produce their one film for $20,000.

The Chairman: Mr. Hovdebo.

Mr. Hovdebo: To follow along on that questioning, Madam Chairman, $350,000 for those ads for a Liberal Party program, not a government program. Is that not right, Madam Chairman?

Mr. Whelan: Is what?

Mr. Hovdebo: That the Crow rate program that you are advertising in the paper is a Liberal Party program and has no authority from this House at all to spend government money on it.

Mr. Whelan: As I said, we have a pretty good record in Agriculture Canada of staying within the guidelines by the Comptroller and the Auditor General. I am told that I was within those guidelines . . .

Mr. Hovdebo: It will not be so good next time.

[*Traduction*]

M. Neil: Je suppose que mon temps de parole est terminé. Merci.

Le président: *Thank you very much.*

Monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: Pour poursuivre sur la même lancée . . .

M. Wise: Un rappel au Règlement, madame le président.

Le président: Bien, monsieur Wise.

M. Wise: Un rappel au Règlement. Si j'ai bien compris, $200,000 sur les $320,000 ont été tirés des caisses du ministère de l'Agriculture?

M. Whelan: Ce sera le cas, oui.

M. Wise: Vous avez donc réduit le budget de la Division de la recherche et du développement pour financer ces annonces publicitaires?

M. Whelan: Le ministère de l'Agriculture avait réservé $200,000 de son budget des communications et nous avions la permission de nous servir de cet argent pour lancer un programme gouvernemental qui aurait pour objet de contrer . . .

M. Wise: Nous aurons d'autres questions à vous poser à ce sujet.

M. Whelan: Je l'espère et j'espère également que vous lirez toutes les annonces publiées par les provinces . . . Vous voulez, par exemple, que je collabore avec les provinces sur la question de la stabilisation, mais vous n'avez rien à dire à propos de toutes les dépenses effectuées par les provinces. Elles dépensent des fortunes en réponse aux annonces que nous faisons publier sur le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau.

M. Wise: Vingt mille dollars, par exemple?

M. Whelan: Vingt mille dollars?

M. Wise: Oui.

M. Whelan: Quelle province?

M. Wise: Le Québec.

M. Whelan: Grands dieux, mais absolument pas. Elle n'aurait même pas pu réaliser un film avec $20,000.

Le président: Monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: Pour continuer sur le même sujet, madame le président, ces $350,000 ont permis de financer un programme publicitaire du Parti libéral et non pas un programme du gouvernement. N'est-ce pas juste, madame le président?

M. Whelan: Quoi?

M. Hovdebo: Les annonces que vous faites paraître dans les journaux à propos du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau ne servent qu'à mousser le Parti libéral alors que la Chambre n'a pas autorisé à dépenser ainsi les deniers publics.

M. Whelan: Comme je l'ai dit, le ministère de l'Agriculture a toujours respecté les directives établies par le Contrôleur général et par le Vérificateur général. On m'a dit que je respectais ces directives . . .

M. Hovdebo: Pas pour longtemps.

[*Text*]

Mr. Whelan: —when we approved that ad, that expenditure.

Mr. Hovdebo: But you are spending money on a program which has nothing to do with Agriculture Canada. It is a Liberal Party program. Why did it not come out of Liberal Party funds?

Mr. Whelan: You have your opinion. I am saying that it is for the overall good of Agriculture Canada from coast to coast because, for instance, when you study the Agriculture strategy program, which was approved by every province in Canada and the vast majority of all farm . . .

Mr. Hovdebo: In fairness, Madam Chairman, in this particular situation, if you are going to spend the taxpayers' money on a program, which is a Liberal Party program, then you should give money to the Conservative Party, to the NDP, to the National Farmers' Union—all those people who wanted to send a position on the Crow rate. Why take a position which has nothing to do with the Parliament of Canada and put it forward and pay $350,000—in Quebec only because I have not seen the ads anywhere else . . .

Mr. Whelan: You will see ads wherever it is necessary to counteract false advertising, malicious advertising, that type of thing. This was questioned in the House before about publications that I put out, and the Speaker said in the House that it was within the rights of the department to spend those expenditures, and we have done some double-checking on it . . . Again, that program is not a party program. That is a government program that is being put forward. The Crowsnest Pass rate—you have said it is a Liberal Party program. I would ask you . . .

Mr. Hovdebo: As long as it does not have any authority in this House, as long as this House has not made a commitment to it, it is not a government program.

Mr. Whelan: We can spend money for communications, and we spend money on advertising under communications all the time in Canada in the Government of Canada, and in my department we do too.

Mr. Hovdebo: Madam Chairman, the minister thinks it is fair to spend $350,000 on that program but not give any money to the people who think what they are doing is wrong. If you are going to spend money like this, why do you not put a page over here that says "other people think this way"? That is only fair, is it not, Mr. Minister?

• 1700

Mr. Whelan: I would say, if you have checked the ads, if you have checked the movies—the presentation has been made, for instance, in the Province of Quebec, and you see some of the letters and other publications that are being sent out by different people, some of them members of the Legisla-

[*Translation*]

M. Whelan: . . . lorsque ces annonces, ces crédits ont été approuvés.

M. Hovdebo: Mais ce programme n'a rien à voir avec le ministère de l'Agriculture. Il s'agit strictement d'un programme financé par le Parti libéral. Pourquoi ces crédits n'ont-ils pas été tirés des caisses du Parti libéral?

M. Whelan: Vous avez droit à votre opinion. Moi, je dis que ces crédits ont été dépensés pour le bien du ministère de l'Agriculture d'un bout du pays à l'autre car lorsque vous étudiez, par exemple, la stratégie du ministère de l'Agriculture, qui a été approuvée par chaque province du Canada et par la vaste majorité de tout . . .

M. Hovdebo: Franchement, madame le président, dans ce cas-ci, si les deniers publics doivent servir à financer un programme qui, de toute évidence, est un programme servant les intérêts du Parti libéral, vous devriez alors donner de l'argent au Parti progressiste conservateur, au Nouveau parti démocratique, au Syndicat national des cultivateurs et à tous ceux qui voulaient exprimer leurs opinions sur les modifications à apporter au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Pourquoi annoncer publiquement une position qui n'est pas celle du Parlement du Canada au coût de $350,000 et ce, uniquement au Québec car je n'ai pas vu ces campagnes publicitaires dans les autres provinces.

M. Whelan: Vous verrez des annonces chaque fois qu'il sera nécessaire de répondre à une campagne publicitaire éhontée et déloyale. On m'a déjà posé cette question à la Chambre à propos de documents que j'avais publiés et, à l'époque, le président de la Chambre avait dit que le ministère avait droit d'effectuer ces dépenses et nous avons même fait une autre vérification à ce sujet . . . Je le répète, ce programme n'est pas un programme à la gloire du Parti libéral. Il s'agit d'un programme gouvernemental. Puisque vous dites que le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau est un programme à la gloire du Parti libéral, pouvez-vous dire . . .

M. Hovdebo: Si ce programme n'a pas été autorisé par la Chambre et si cette Chambre n'a pas donné son engagement formel, il ne s'agit pas d'un programme gouvernemental.

M. Whelan: Au Canada, et au sein du gouvernement, chaque ministère a un budget réservé aux communications et mon ministère en a un également.

M. Hovdebo: Madame le président, le ministre estime qu'il est parfaitement normal d'affecter $350,000 à ce programme alors qu'il est anormal de donner de l'argent à ceux qui pensent qu'ils ont tort de faire ce qu'ils font. Si déjà vous dépensez de l'argent comme cela, pourquoi ne pas consacrer une page à des opinions dissidentes? Ce ne serait que justice, n'est-ce pas, monsieur le ministre?

M. Whelan: Mais si vous avez vu les annonces publiées, si vous avez assisté à la projection des films—dans la province de Québec, par exemple—et si vous avez lu certaines des lettres et autres publications diffusées par différentes personnes, dont certaines sont membres des Assemblées législatives, vous devez

[*Texte*]

tive Assemblies, I am sure that you are aware that some of them are spending taxpayers' dollars too.

Mr. Hovdebo: But not in this way. I would very much like to spend $350,000 in Saskatchewan, in the west and in Quebec, telling the story that I would like to tell. I do not have a right to do it; there is no way I can do it.

Mr. Whelan: You have more right . . .

Mr. Hovdebo: Why should I not be able to do it? Why does the government story get told and not the other stories get told?

Mr. Whelan: It is a government program . . .

Mr. Hovdebo: It is not a government program . . .

Mr. Whelan: Yes, it is a program . . . What is it then?

Mr. Hovdebo: It is a Liberal Party program because it has not come before the House yet.

Mr. Whelan: It is a government program . . .

Mr. Hovdebo: No, you are not the government; the Liberal Party is not the government. The Liberal Party is out there . . . I remember when the Conservatives were in power . . . how members of the Liberal Party forced the Conservative Party, because they were on a task force where there was not a—yes, it was Doug Neil's task force—Liberal member on it, to pay for it out of party funds. It was paid for out of party funds because they went on a Conservative Party policy which did not give an opportunity for other people to put their point of view forward, and that is exactly what has happened here.

Mr. Whelan: That is not exactly the same and you know it is not exactly the same . . .

Mr. Hovdebo: It is exactly the same thing because this has never come to the House.

Mr. Whelan: Madam Chairman, I am surprised. I know that the hon. member had a lot to do with education before he came here. I wonder about the people that he influenced, if they are going to act as he does here in the committee. Every time I go to say something he interrupts me, which I have not done to him when he made his presentation.

Mr. Hovdebo: I have a motion to make, Madam Chairman.

The Chairman: You can answer, Mr. Minister.

Mr. Whelan: I am just saying, when a government decides on a program and someone else decides that the program is not any good . . . We put out publications on the proposals of the Crowsnest Pass Rate changes; they were made public and they were distributed widely across Canada. People interpreted them as they saw fit. We did not think their interpretations were the correct interpretations. So you had to get across some way, somehow, a counter-action to that program that was being presented which I felt . . . and I still feel—was very false. So do you sit back and just wait until they completely destroy the initiative, the programs, that were developed over a lengthy period of time by the Gilson report? It was put forward to the

[*Traduction*]

bien reconnaître qu'il y en a qui dépensent également les deniers des contribuables.

M. Hovdebo: Mais pas de cette façon. Je ne demanderais pas mieux que de dépenser $350,000 en Saskatchewan, dans l'Ouest et au Québec, pour dire ce que j'ai sur le coeur, mais je n'en ai pas le droit: je n'aurais pas le moyen de le faire.

M. Whelan: Vous avez davantage le droit . . .

M. Hovdebo: Et pourquoi ne devrais-je pas être en mesure de le faire? Pourquoi les gens n'entendent-ils qu'un son de cloche, celui du gouvernement, et non les autres?

M. Whelan: Il s'agit d'un programme du gouvernement . . .

M. Hovdebo: Il ne s'agit pas d'un programme du gouvernement . . .

M. Whelan: Si, c'est un programme . . . qu'est-ce d'autre, alors?

M. Hovdebo: C'est un programme du Parti libéral, car il n'a pas encore été approuvé par la Chambre.

M. Whelan: C'est un programme du gouvernement . . .

M. Hovdebo: Non, vous n'êtes pas le gouvernement; le Parti libéral n'est pas le gouvernement. Le Parti libéral est . . . Je me souviens que lorsque les Conservateurs étaient au pouvoir, les membres du Parti libéral ont obligé le Parti conservateur, parce qu'il y avait un groupe de travail—oui, celui de Doug Neil—auquel ne participait aucun député libéral, à le financer à même les fonds du parti. Il a dû être payé à même les fonds du parti parce qu'ils ont adopté une politique du Parti conservateur, sans donner l'occasion aux autres d'exprimer leurs opinions, et c'est exactement ce qui s'est produit ici.

M. Whelan: Ce n'est pas tout à fait la même chose, et vous le savez.

M. Hovdebo: C'est exactement la même situation, car ce projet n'a jamais été présenté à la Chambre.

M. Whelan: Je suis étonné, madame le président. Je sais que le député s'occupait beaucoup d'éducation avant de venir ici et je me demande si les gens qu'il a dû influencer se comporteront comme il le fait ici, à ce Comité. Il m'interrompt chaque fois que j'ouvre la bouche, et je ne l'ai pourtant pas interrompu lorsqu'il a pris la parole.

M. Hovdebo: Je voudrais présenter une motion, madame le président.

Le président: Vous pouvez répondre, monsieur le ministre.

M. Whelan: Je disais simplement que lorsqu'un gouvernement décide d'un programme, et que certains jugent que ce programme n'est pas bon . . . Nous avons publié des documents sur les propositions de changement du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, elles ont été rendues publiques et abondamment diffusées dans le pays. Les gens les ont interprétées comme ils l'ont voulu, et nous avons jugé que ces interprétations n'étaient pas correctes. Il fallait donc donner une réplique, d'une certaine manière, contrebalancer les arguments présentés, arguments qui me paraissaient—et qui me paraissent encore—tout à fait tendancieux. Faudrait-il donc attendre passivement que l'on contrecarre votre initiative, et un projet longuement

[*Text*]

public, and they decided to tear it apart and say that we were going to destroy the country. A government's responsibility is to make sure that information is presented in a factual manner.

Mr. Hovdebo: I still . . .

The Chairman: *Merci, monsieur le ministre.* That is all, your time is up, Mr. Hovdebo.

Monsieur Gourde.

M. Gourde: Merci, madame le président.

Je suis heureux que mon collègue ait fait cette déclaration, à savoir que le Parti libéral tenait ses promesses lorsqu'il était en campagne électorale. Il a dit que c'était une promesse du Parti libéral, ce qui veut donc dire que nous les tenons, nos promesses!

Je voudrais également poser des questions ou plutôt faire des propositions au ministre au sujet de la nouvelle politique du transport des céréales dans l'Ouest. Je veux poser ces questions-là étant donné les recommandations ou propositions qui ont été faites par les groupes de l'agro-alimentaire au Québec.

J'aimerais quand même avoir des réponses du ministre au sujet de ces propositions, propositions qui ne sont pas nécessairement les miennes.

• 1705

Il y en a qui nous suggère d'effectuer les paiements en fonction du tonnage de céréales à expédier hors de l'Ouest et non pas de payer les producteurs en fonction de la formule proposée par Gilson. On nous dit qu'il serait plus juste, plus équitable, pour les producteurs de l'Est, que les paiements soient faits aux sociétés de chemins de fer. Mais une autre proposition qui me semble plus près de la réalité serait celle-ci: que les paiements soient faits aux producteurs, puisque l'on semble vouloir les faire aux producteurs, mais en fonction du tonnage de céréales pour les productions visées dans le tarif actuel. Ceci est ma première proposition ou question.

Deuxièmement, si on disait oui à cette proposition ou à cette question, le paiement d'appoint agricole, le montant de 204 millions de dollars, qui a été annoncé le 1er février dernier, deviendrait à mon avis, inutile. Peut-être qu'à ce moment-là ce fameux paiement de 204 millions de dollars pourrait servir à l'amélioration des terres, autant dans l'Est que dans l'Ouest. Parce que l'on dit que dans l'Ouest également les terres ont besoin d'être améliorées.

Troisième point. On dit dans l'énoncé de politique du 1er février, que nous voulons favoriser l'exportation des céréales et on nous dit: Eh bien, voici, on va payer pour 31 millions de tonnes, on va vous aider pour 31 millions de tonnes, et pour le surplus.., on ne paie plus . . .

Le président: La cloche vient de commencer à sonner. Si vous voulez avoir une réponse, monsieur Gourde, il faudra donner une chance au ministre de répondre.

M. Gourde: Je vais donc garder mon droit de continuer pour la prochaine fois.

[*Translation*]

élaboré à la suite du rapport Gilson? Ce projet avait été présenté au public, et ses adversaires ont décidé de le saborder et de dire que nous allions détruire le pays. Un gouvernement a pour tâche de veiller à ce que l'information soit objectivement présentée.

M. Hovdebo: Je crois toutefois . . .

Le président: Merci, monsieur le ministre. Votre temps de parole est écoulé, monsieur Hovdebo.

Mr. Gourde.

Mr. Gourde: Thank you, Madam Chairman.

I am happy to hear my colleague declare that the Liberal Party was keeping its electoral promises. He said it was a promise of the Liberal Party, which means that we keep them, our promises!

I would also like to ask questions, or rather to make suggestions to the minister, concerning the new policy for the transport of grain in the West. I would like to ask those questions in the light of the recommendations or proposals which have been made by the agri-business groups in Quebec.

I would like to know what the minister thinks of these proposals, though I would not necessarily agree with them.

Some suggest we should make the payments on the basis of the tonnage of grain shipped from the West, instead of paying the producers on the basis of the formula proposed by Gilson. We are told that it would be fairer for the Eastern producers if payments were made to the railway companies. But there is another proposal, which seems to me more realistic, and which would involve the producers, since that seems to be the intention, but proportionately to the grain tonnage for the quantities covered by the present rate. This is my first suggestion or question.

Secondly, if the Minister answered in the affirmative, the agricultural complimentary payment of $204 million which was announced on February 1 of this year would become redundant in my opinion. This sum of $204 million might be used to improve the land, in the East and West, because they say that in the West, the land needs also to be improved.

Thirdly, the policy statement of February 1 states that our intention is to promote the export of grains and we are told: You are going to be paid for 31 million tonnes, we are going to help you up to that limit, beyond which . . . that is all you are going to receive . . .

The Chairman: The bell has just started ringing, Mr. Gourde, and if you want an answer, you will have to give the Minister a chance.

Mr. Gourde: I retain my right to be first on the list when it is time.

[*Texte*]

Le président: Monsieur le ministre.

Mr. Whelan: The hon. member has made so many suggestions that I am sure the members here do not think I can possibly answer that in two minutes, because you have gone on a whole report and the whole detailed thing. I would think that you probably would be better—I do not know how you would do that, Madam Chairman, with the committee—to bring the minister responsible for the submission of the Gilson report and the suggestions, and possibly have Mr. Pepin come before the committee.

The Chairman: Okay.

Mr. Neil: On a point of order, Madam Chairman. Mr. Minister, it is the Department of Agriculture's ad that this gentleman is talking about.

Mr. Whelan: Pardon?

Mr. Neil: It is the Department of Agriculture ad that this gentleman is talking about.

Mr. Whelan: He is not mentioning the ad. He is talking about a report that was made on February 1, and we have some expert people here. We have Dr. Howard Migie who is here, Dr. Stu Borland—many people who work very closely with the Department of Transport who can give you all kinds of answers on the Gilson report and the submission that is being made, etc.

I want to say this about the ad that the hon. member mentions. I am not happy about that ad, because the English translation of the ad from the French that came out in the English press had about six very bad mistakes in it. They translated it without any consultation with us; they just translated from the French what they thought it was going to be and what they thought it should be. It has some blatant errors in it, sure. If you think I am happy with those ads, you are mistaken.

Le président: Je remercie beaucoup le ministre et les hauts fonctionnaires du ministère.

Je rappelle que la prochaine réunion aura lieu le jeudi 10 mars, à 09h30, et nous entendrons alors les hauts fonctionnaires de la Société du crédit agricole.

Je pense qu'il faudra prévoir d'autres réunions avec le ministre, parce que j'avais passablement de noms encore sur ma liste.

Comme les députés sont appelés à aller voter en Chambre, je vous remercie.

La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.

Merci.

[*Traduction*]

The Chairman: Mr. Minister.

M. Whelan: Les questions soulevées par le député sont si nombreuses que le Comité ne peut guère espérer que j'y réponde en deux minutes! C'est tout un rapport dont vous avez parlé, et vous êtes entré dans les détails. Je crois que vous feriez mieux—je ne sais pas comment on procède en comité dans un cas pareil, madame le président—de convoquer le ministre qui a présenté le rapport Gilson ainsi que les propositions, et peut-être également de convoquer M. Pepin.

Le président: Très bien.

M. Neil: Un rappel au Règlement, madame le président. Monsieur le ministre, c'est l'annonce du ministère de l'Agriculture dont parle ce monsieur.

M. Whelan: Pardon?

M. Neil: Le député faisait allusion à l'annonce du ministère de l'Agriculture.

M. Whelan: Il ne parle pas d'une annonce, il parle d'un rapport daté du ler février, et nous avons des spécialistes ici présents: M. Howard Migie, M. Stu Borland, beaucoup de gens qui travaillent en liaison étroite avec le ministère des Transports et qui peuvent vous donner toutes sortes de réponses sur le rapport Gilson, et sur les propositions qui ont été faites.

Mais je voudrais faire une observation à propos de l'annonce mentionnée par le député. Je suis fort mécontent de cette annonce, car elle a été traduite du français, et le texte anglais contient une demi-douzaine de fautes graves. Elle a été traduite sans nous consulter, les traducteurs ont traduit comme ils l'entendaient, et comme ils croyaient la comprendre, et elle contient de graves erreurs. Vous vous trompez si vous pensez que j'en suis satisfait.

The Chairman: I would like to thank very much the minister and the departmental executives.

I remind you that the next meeting will take place at 9.30 a.m. on Thursday March 10, and that the executives of The Farm Credit Corporation will appear before us.

We will need to meet again with the Minister, because there are quite a few more names on my list.

Since the Members are called to the House to vote, I will have to let you go.

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

Thank you.

Canada Post
Postage paid

Postes Canada
Port payé

Third class
Troisième classe

K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 100

Thursday, March 10, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 100

Le jeudi 10 mars 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1—Program expenditures under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 1, Dépenses du Programme sous la rubrique AGRICULTURE

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

29256—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Rolland Dion
Marcel Dionne
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
Garnet M. Bloomfield
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Jean-Guy Dubois
Alain Garant
Mel Gass
Gaston Gourde
Bert Hargrave
George Henderson
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe
Jean-Louis Leduc
Laverne Lewycky

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 10, 1983
(109)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 9:38 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mrs. Côté, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Côté, Messrs. Daudlin, Dionne (*Chicoutimi*), Gustafson, Hovdebo, McCain, Neil, Ostiguy, Tessier, Veillette and Wise.

Alternates present: Messrs. Bloomfield, Cardiff and Korchinski.

Witnesses: *From the Farm Credit Corporation*: Mr. Eiliv H. Anderson, Chairman and Chief Executive Officer; Mr. G.H. Hollingshead, Director, Lending Operations; Mr. Lloyd Galenzoski, Chief, Loan Development; Mr. Terry Kremeniuk, Director, Economics and Liaison Services; Mr. W.G. Mann, Director, Finance and Mr. J.L.A. Modderman, Chief, Loan Administration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 8, 1983, Issue No. 99.*)

The Committee resumed consideration of Vote 1.

The Chairman of the Farm Credit Corporation made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 11:03 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 10 MARS 1983
(109)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 9h38 sous la présidence de Mme Côté (président).

Membres du Comité présents: Mme Côté, MM. Daudlin, Dionne (*Chicoutimi*), Gustafson, Hovdebo, McCain, Neil, Ostiguy, Tessier, Veillette et Wise.

Substituts présents: MM. Bloomfield, Cardiff et Korchinski.

Témoins: *De la Société du crédit agricole*: M. Eiliv H. Anderson, président et principal fonctionnaire exécutif; M. G.H. Hollingshead, directeur, Opérations de prêts; M. Lloyd Galenzoski, chef, Elaboration des prêts; M. Terry Kremeniuk, directeur, Services d'économie et de liaison; M. W.G. Mann, directeur, Finances et M. J.L.A. Modderman, chef, Administration des prêts.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi 8 mars 1983, fascicule n° 99.*)

Le Comité reprend l'étude du crédit 1.

Le président de la Société du crédit agricole fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 11h03, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Thursday, March 10, 1983

• 0939

Le président: Bonjour, messieurs. Je voudrais vous souhaiter la bienvenue au Comité permanent de l'agriculture.

Nous reprenons l'étude de l'ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

Nous étudions aujourd'hui le crédit 1 sous la rubrique AGRICULTURE.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme d'administration

Crédit 1er—Administration—Dépenses du Programme $44,561,000

Le président: Nous recevons avec beaucoup de plaisir les représentants de la Société du crédit agricole Canada. Je vous présente son président, M. Eiliv H. Anderson, qui vous présentera les personnes qui l'accompagnent.

• 0940

M. Anderson a également une déclaration d'ouverture et, par la suite, lui et son personnel seront à la disposition des membres du Comité pour une période de questions.

Chacun de vous a reçu une pochette d'information de la Société du crédit agricole à l'intérieur de laquelle il trouvera une copie de la déclaration d'ouverture que fera M. Anderson.

Vous avez la parole, monsieur Anderson.

Mr. Eiliv H. Anderson (Chairman and Chief Executive Officer, Farm Credit Corporation Canada): Thank you, Madam Chairman. Gentlemen, it is a pleasure to be here.

To start with, I will introduce the people who are here so that as you question you will know who is replying. With me is Mr. Bill Mann, Director of Finance for the corporation; Mr. Gordon Hollingshead, Director of Lending for the corporation; my Executive Assistant, John van Abbema; Terry Kremeniuk, Director of Research; Tam Robertson, Treasurer; Stan Lucas, Chief of Financial Administration; Leo Majeau, Co-ordinator, Advisory Services; Lloyd Galenzoski, Chief of Loan Development; Jules Modderman, Chief of Loan Administration; my personal secretary, Suzanne Schnupp; and the Director of Public Relations, Louise Neveu.

With that, I would read a short opening statement for you.

I wish to take this opportunity to thank you, Madam Chairman, and the standing committee for the invitation to appear before you today.

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le jeudi, 10 mars, 1983

The Chairman: Good morning, gentlemen. I would firstly like to welcome you to the Standing Committee on Agriculture.

The committee will now resume consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984.

Today we will be studying Vote 1, under Agriculture.

AGRICULTURE

A—Department—Administration Program

Vote 1—Administration—Program expenditures $44,561,000

The Chairman: It is with great pleasure that I welcome here today representatives from the Farm Credit Corporation Canada. I would like to introduce the chairman of this corporation, Mr. Eiliv H. Anderson, who will in turn introduce you to the officials who accompanied him here.

Mr. Anderson also has an opening statement he wishes to make, after which he and those who are with him will be at the disposal of the members of the committee for questions.

Each one of you has received an information kit about the Farm Credit Corporation. In it you will find a copy of the statement Mr. Anderson will read to the committee.

You have the floor, Mr. Anderson.

M. Eiliv H. Anderson (président directeur général de la Société du crédit agricole Canada): Merci, madame le président. Messieurs, il me fait grand plaisir d'être ici aujourd'hui.

J'aimerais commencer par vous présenter les personnes qui sont ici avec moi, afin que lorsque vous poserez vos questions vous sachiez qui y répond. Assis à côté de moi est M. Bill Mann, directeur des finances. Sont également présents M. Gordon Hollingshead, directeur des Opérations de prêt de la Société; mon adjoint exécutif, M. John van Abbema; Terry Kremeniuk, directeur de la recherche; Tam Robertson, trésorier; Stan Lucas, chef de l'Administration financière; Léo Majeau, coordonnateur des Services consultatifs; Lloyd Galenzoski, chef de l'Elaboration des prêts; ma secrétaire personnelle, Suzanne Schnupp; et la directrice des Relations publiques, Louise Neveu.

Les présentations étant faites, je vais maintenant vous lire une brève déclaration préliminaire.

Je profite de cette occasion pour vous remercier, madame le président, ainsi que le Comité permanent de l'agriculture, de m'avoir invité à comparaître aujourd'hui.

[*Texte*]

The past year has been one of the most exciting and busy years for the Farm Credit Corporation, not only because of legislation and tbe Farm Credit Corporation's operating environment but also because of changing economic circumstances and the opportunities or problems these created for the farm sector. Early in 1982 amendments to the Farm Credit Act were passed by Parliament giving Farm Credit Corporation access to the financial markets to supplement its CRF borrowings. This will have a dramatic impact on the corporation's future and we can look forward to serving a greater number of farmers who need the type of assistance offered by the Farm Credit Corporation.

The amendments were a first step in the process involving the drafting of a perspectus, appearance before rating agencies and, finally, our first borrowings on the financial market. In February we borrowed $50 million on the European markets. This source provided us with the lowest-cost funds at 12 1/8%, but tbe availability of funds is only part of a successful lending program. Borrowers are equally concerned with the cost of these funds.

Under Farm Credit Corporation's existing regulations, the rates are normally set semi-annually, based on the previous 6-month yield of five- to ten-year government bonds. This is advantageous to our borrowers when interest rates are rising but quite disadvantageous when rates decline. Last October our rate was 15.75%, placing us in a relatively non-competitive position. The regulations governing our interest rates are presently under review and an interim rate of 13.25% is currently in force.

Lately we have been getting a lot of requests from farmers to write down the higher interest rates on their loans. I am sure many of you have been asked the same question, and a number of you have contacted us on behalf of your constituents.

As a Schedule D Crown corporation, Farm Credit Corporation must operate in a manner that covers all costs and normally does not require an appropriation to cover cost of operations. The government has indicated that the Farm Credit Corporation should cover all costs and over time provide a return on contributed capital equal to the government's cost of funds. If the Farm Credit Corporation decided to lower all 16.75%, 16.5% and 15.75% loans to 13% today, we would face a loss in operations. Unless we can prepay or write down our funds borrowed to cover these loans, we still would have to repay the Consolidated Revenue Fund at the rates at which we borrowed.

[*Traduction*]

La dernière année a été l'une des plus stimulantes et des plus actives pour la Société du crédit agricole, non seulement parce qu'on a modifié la loi qui la régit et l'environnement dans lequel elle oeuvre, mais aussi parce qu'elle a été appelée à relever les défits engendrés par l'évolution de la conjoncture, avec les problèmes et les possibilités que cela crée pour le secteur agricole. Au début de 1982, le Parlement adoptait des modifications à la Loi sur le crédit agricole qui autorisaient la Société à s'adresser aux marchés financiers pour suppléer à ces emprunts sur le Fonds du revenu consolidé. Ce pouvoir modifiera profondément l'avenir de la Société, et on peut dès aujourd'hui prévoir qu'elle servira un plus grand nombre d'agriculteurs qui ont besoin du type de prêt qu'elle offre.

Ces modifications constituaient la première étape d'un cheminement qui nous a amené à rédiger un prospectus, à comparaître devant les organismes de cotation du crédit et, enfin, à effectuer nos premiers emprunts sur les marchés européens. En février, nous avons emprunté 50 millions de dollars sur les marchés européens. Cette source nous a fourni des fonds au plus faible coût possible à l'heure actuelle, soit à 12 1/8 p. 100. Mais l'obtention de fonds ne constitue qu'un des volets d'un programme de crédit bien adapté aux besoins de l'agriculture. Les agriculteurs sont tout autant préoccupés par le coût de ces fonds.

En vertu des règlements actuels de la Société, ces taux d'intérêt sont normalement fixés semestriellement en fonction du rendement, au cours du semestre précédent, des obligations gouvernementales à échéance de 5 à 10 ans. Cette méthode favorise les emprunteurs lorsque les taux d'intérêt montent, mais elle les défavorise nettement lorsque les taux fléchissent. En octobre dernier, notre taux était de 15.75 p. 100, ce qui nous plaçait dans une situation relativement désavantageuse par rapport aux autres prêteurs. Les règlements qui régissent nos taux d'intérêt font présentement l'objet d'une révision, et notre taux a été provisoirement fixé à 13.25 p. 100.

Bon nombre d'agriculteurs nous ont récemment demandé de réduire le taux d'intérêt des prêts qu'ils ont obtenus lorsque le loyer de l'argent était élevé. Je suis certain qu'on a posé cette question à plusieurs d'entre vous et que vous nous avez alors transmis la demande de vos commettants.

A titre de société de la Couronne classée à l'Annexe D, la Société doit administrer ses affaires de façon à faire ces frais et à n'avoir pas besoin normalement d'un crédit parlementaire pour couvrir un éventuel déficit d'exploitation. Le gouvernement a fait savoir à la Société qu'elle doit faire ses frais et en venir à produire un rendement sur le capital d'apport qui corresponde au coût qu'il paie lui-même pour les fonds qu'il lui prête. Si la Société décidait aujourd'hui de réduire à 13.25 p. 100 le taux de tous les prêts qu'elle a accordés à 16.75, 16.50 et 15.75 p. 100, elle accuserait un déficit d'exploitation. À moins que nous puissions rembourser par anticipation les fonds que nous avons empruntés pour effectuer ces prêts, ou en réduire les taux, nous devrons rembourser le Fonds du revenu consolidé aux taux auxquels nous avons emprunté.

[*Text*]

• 0945

Therefore, if we reduce interest rates for one borrower, we will have to raise the rate for another at some point to ensure a positive balance of our accounts. I do not think future FCC borrowers should be penalized by an increase in interest rates to cover losses that came about because of benefits given by the Farm Credit Corporation to its present borrowers.

Because of the re-introduction of the Special Farm Financial Assistance Program last June, the corporation has been able to help 905 farmers who needed this special assistance to survive. By the end of this month, we will have committed $150 million under this program. The original plan was to operate with $100 million for this year, but demand has been so strong that it was felt that the farmers who needed help under this program could not afford to wait and the ceiling was increased to $150 million.

Last fall the Saskatchewan government introduced its Farm Purchase Plan and we are pleased to be able to co-operate as the lender under the program. I believe that this type of co-operative effort is most productive for Canadian agriculture and the individual farmer.

A number of other changes have been made in our operations during the year to increase our efficiency and effectiveness so we can better respond to the changing credit needs of farmers. You have received a package of information and statistics which give you all the details.

Rather than continue with the monologue, Madam Chairman, I would prefer to respond to questions of interest by the committee members. Thank you.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le premier intervenant sera M. Cardiff. Vous avez dix minutes, monsieur Cardiff.

Mr. Cardiff: Thank you, Madam Chairman. I am not sure that I need 10 minutes. But it is a pleasure to have the Farm Credit Corporation here, and you, Mr. Anderson. It is probably my first opportunity to be able to put questions to you at a committee meeting. I know we have the opportunity of discussing problems with you at any time, and we appreciate that very much. Having a riding as mine, we do have a lot of Farm Credit Corporation involvement with agriculture because our riding is basically all agriculture.

I want to say that I feel that Farm Credit have been more than helpful, particularly in my area in many of the distressed farming cases that have come to my attention and to yours as well.

We have some concerns, and you have addressed those a bit with the loan rates, saying that you have to have the 16.75% and you cannot write those down. Many of those people who got loans at 16.75% were in a distress situation at that time

[*Translation*]

Par conséquent, si nous réduisons les taux d'intérêt d'un emprunteur, nous devrons augmenter le taux d'un autre emprunteur à un moment donné pour équilibrer nos comptes. Je ne crois pas qu'il soit justifié de pénaliser les futurs emprunteurs de la Société en augmentant leur taux d'intérêt pour couvrir les pertes découlant d'avantages que nous aurions consentis à nos emprunteurs actuels.

Suite à la réintroduction du Programme spécial d'aide financière à l'agriculture en juin dernier, la Société a pu aider 905 agriculteurs qui avaient besoin de ce programme pour maintenir leur exploitation. A la fin du mois en cours, nous aurons engagé 150 millions de dollars dans le cadre de ce programme. Initialement, on prévoyait y affecter 100 millions de dollars au cours de l'année, mais comme les agriculteurs qui ont besoin d'aide en vertu de ce programme ne peuvent se permettre d'attendre, nous avons dû, devant la demande très forte, augmenter à 150 millions de dollars le budget qui y est affecté.

L'automne dernier, le gouvernement de la Saskatchewan introduisait un Programme d'aide à l'achat de fermes, et invitait la Société à agir comme prêteur. Nous sommes heureux de pouvoir y collaborer pleinement. J'estime que ce genre de coopération produit des résultats très positifs pour l'agriculture canadienne et l'agriculteur individuel.

Nous avons apporté plusieurs autres changements administratifs au cours de l'année afin d'améliorer l'efficacité et l'économie de notre exploitation, de façon à pouvoir mieux réagir aux changements qui influent sur les besoins en crédit des agriculteurs. Vous avez reçu une pochette de renseignements et de statistiques qui vous donnent tous les détails.

Plutôt que de poursuivre un monologue, je préférerais répondre aux questions que les membres du Comité voudront bien me poser. Merci.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Chairman.

The first questioner will be Mr. Cardiff. You have 10 minutes, Mr. Cardiff.

M. Cardiff: Merci, madame le président. Je ne sais pas si j'ai vraiment besoin de 10 minutes. Quoi qu'il en soit, c'est un plaisir pour moi que d'accueillir parmi nous aujourd'hui la Société du crédit agricole et son représentant, M. Anderson. C'est sans doute la première occasion pour moi de pouvoir vous poser des questions dans le cadre d'une réunion de Comité. Mais je sais que nous pouvons vous contacter n'importe quand pour discuter des problèmes avec vous, et nous vous en sommes très reconnaissants. Ma circonscription étant surtout agricole, nous avons souvent affaire à la Société du crédit agricole.

Je tiens à souligner que selon moi la Société du crédit agricole a été plus qu'utile, surtout dans ma région, où les agriculteurs qui connaissent de graves problèmes sont nombreux, comme vous et moi le savons bien.

Nous sommes préoccupés par un certain nombre de choses, et vous en avez un peu parlé dans le cadre des explications que vous avez fournies relativement aux taux d'intérêt pour les emprunts. Vous disiez justement qu'il vous faut maintenir un

[*Texte*]

and with no possibility of bank financing at that time so they would be allowed to continue farming. Banks maybe had moved power of sale in many cases. So we were able to, with your help, get these farmers refinanced, but today those same people are approaching us again. I am sure they are approaching you as well, saying: Look, what can we do? We cannot pay 16.75%.

What do you anticipate is going to happen? Those farmers can maybe continue for another year. Do you have any hip-pocket program that you can pull forward?

Mr. Anderson: No, sir, we do not. I think possibly I should further say that we do not have the authority at this time to write the loans down either. It is not a matter of just the economics. The authority does not exist to write our own loans down, the reasoning being that when we give a loan to a farmer it is predicated on the fact that he can make the payments at that time, and then we are allowed a flexibility of repayment. That is the reason why we cannot write our own loans down.

Up to October 1, a farmer under those conditions could prepay us without penalty—go to another lending institution and prepay us—and it would not preclude him from being considered for another loan. He could apply and come back in again. But as the matter rests now we would not have the authority to write our own loans down.

Mr. Cardiff: Okay. Would you have the authority for a farmer to reapply for a Farm Credit loan—with an existing Farm Credit loan apply for a new loan to liquidate an old loan?

Mr. Anderson: Yes, but under our regulations we would have to give him a blend of the old and new interest rates so virtually he would not gain.

Mr. Cardiff: In other words, if he had $300,000 borrowed from the Farm Credit Corporation at 16.75% he is not allowed to apply for another loan of $300,000 at 13.25%?

Mr. Anderson: No. We would have to blend the two together and he would come up with virtually the same rate.

• 0950

You may want to explain that better, Mr. Hollingshead, if you do not mind.

Mr. G.H. Hollingshead (Director, Lending Operations, Farm Credit Corporation Canada): Thank you, Madam Chairman. Under the present system, the interest rate regulations state that, when applying for a new loan and part of, or all, the proceeds are used to retire an existing loan then

[*Traduction*]

taux de 16,75 p. 100 et que vous ne pouvez pas amortir ces prêts. Un grand nombre des personnes qui ont obtenu chez vous des prêts à 16.75 p. 100 étaient très gênées à l'époque et ne pouvaient pas obtenir d'aide financière auprès des banques pour pouvoir conserver leurs exploitations. Dans certains cas, les banques ont peut-être choisi de ne pas utiliser leur pouvoir de vendre. Ainsi on a pu, grâce à votre aide, refinancer les dettes de ces fermiers. Mais aujourd'hui, un certain nombre de ces mêmes agriculteurs reviennent nous voir, et je suis certain qu'ils se rendent également chez vous pour vous demander ce qu'il serait possible de faire, étant donné qu'ils ne peuvent plus payer 16,75 p. 100.

Selon vous, que va-t-il se passer? Ces fermiers pourront peut-être continuer pendant une année encore. Avez-vous un programme de dernier recours caché quelque part?

M. Anderson: Non, monsieur. Il conviendrait peut-être que je précise qu'à l'heure actuelle nous n'avons pas l'autorité nécessaire pour amortir des prêts. Ce n'est pas une simple question économique. Nous n'avons pas l'autorité nécessaire pour amortir ces prêts et ce, parce que lorsque nous accordons un prêt à un agriculteur, on suppose au départ que celui-ci est en mesure d'honorer les paiements. Et nous avons une certaine souplesse pour ce qui est de la négociation des modalités de remboursement. C'est pourquoi nous ne pouvons pas amortir nos propres prêts.

Jusqu'au 1er octobre dernier, un agriculteur pouvait obtenir un prêt auprès d'une autre institution et nous rembourser, par anticipation, sans aucune pénalité. Et cela ne l'empêchait en rien de revenir plus tard nous faire une autre demande de prêt. Mais à l'heure actuelle nous n'avons pas l'autorité nécessaire pour amortir nos propres prêts.

M. Cardiff: Très bien. Avez-vous l'autorité nécessaire pour permettre à un agriculteur qui a déjà un prêt auprès de votre Société d'en obtenir un autre, toujours auprès du Crédit agricole, pour liquider sa première dette?

M. Anderson: Oui, mais il nous faudrait, en vertu des règlements, lui consentir ce prêt à un taux d'intérêt mixte, qui tienne compte de l'ancien et du nouveau taux d'intérêt. Alors il n'y gagnerait pas grand-chose.

M. Cardiff: Autrement dit, s'il avait déjà emprunté $300,000 auprès de la Société du crédit agricole à un taux d'intérêt de 16,75 p. 100, il ne pourrait pas vous demander un autre prêt de $300,000, cette fois à 13,25 p. 100?

M. Anderson: Non. Il nous faudrait tenir compte des deux taux d'intérêt, et cela ne changerait pas grand-chose.

Si cela ne vous ennuit pas, je vous demanderais de répondre, monsieur Hollingshead. Je pense que vous pourriez mieux expliquer cela que moi.

M. G.H. Hollingshead (directeur des Opérations de prêts, Société du crédit agricole Canada): Merci, madame le président. Dans le cadre du système en vigueur à l'heure actuelle, les règlements relatifs aux taux d'intérêt stipulent que lorsqu'une personne demande un nouveau prêt et que tout ou

[*Text*]

that must be taken into account in the calculation. Usually, it was the other way—that is, he was given the benefit of the cheaper rate.

Mr. Cardiff: Yes.

Mr. Hollingshead: At this point in time it is the reverse. However, he can prepay it and, if he prepays us and then comes back and applies for a loan to pay the other creditor, then of course that regulation does not apply, because there is no existing loan in force. However, if he does that, his new application has to be considered on the merits of the day and in line with the workload and so on, and there is the possibility that his new loan might not be approved. Under the regulations we cannot make a loan unless there are security requirements and repaying ability. And of course, if he is really in a jam, he may have difficulty establishing the repayment ability.

But if the existing loan is there, we can make satisfactory arrangements—that is, carry him in arrears, re-amortize his account, do all sorts of things which seem to make sense. But when we are making a new loan, it must be established that there is adequate repayment; that there is viability. So as I say there is the possibility that if he did that and came back, then we could not make the loan.

Mr. Cardiff: At today's commodity prices and at 16.75%, there is just no one who can meet his obligations and continue farming. So we know that we are going to be facing problems there, and I would hope that we can address those problems in some manner or offer some direction to those individuals—that is, have a program for them in place within six or eight months, of some nature that would be of assistance.

One other problem we have found is that very often when someone is refinancing, and practically everyone has been financed with a bank lending institution, with Farm Credit as a supplementary mortgage company, then it seems that everyone is reluctant to change position. I mean first, second, or whatever. The bank refuses to give up a first position; Farm Credit wants a first position and that is natural. Is there any possibility of, or thought given to, a joint position or equal position where Farm Credit and a bank would be 50% positioned in first, and in all ways?

Mr. Anderson: I am going to defer again to Mr. Hollingshead, but I believe we do not always take first position. But Mr. Hollingshead will know precisely.

The Chairman: Mr. Hollingshead.

[*Translation*]

partie de l'argent ainsi emprunté devra servir à liquider un prêt existant, le calcul du taux d'intérêt doit en tenir compte. En général, c'était l'inverse auparavant, c'est-à-dire que les emprunteurs bénéficiaient automatiquement du taux le moins élevé.

M. Cardiff: Oui.

M. Hollingshead: Mais aujourd'hui, c'est tout le contraire. Une personne peut cependant rembourser son prêt par anticipation; ainsi, si elle nous rembourse et qu'elle revient nous voir pour obtenir un prêt pour rembourser l'autre créditeur, alors ce règlement ne s'applique plus, puisqu'il n'y a plus de prêt en souffrance. Cependant, dans ce cas, sa nouvelle demande doit être examinée en fonction des circonstances, de la charge de travail, etc.; il est donc possible que la nouvelle demande ne soit pas approuvée. Les règlements ne nous permettent pas de consentir de prêts à moins que le demandeur ne satisfasse aux critères en matière de garantie et soit en mesure de rembourser. Bien sûr, si l'agriculteur est déjà gêné, il aura peut-être du mal à démontrer qu'il est en mesure de rembourser.

Mais s'il s'agit d'un prêt existant, il y a toujours moyen de s'arranger: on peut attendre pour liquider l'arriéré, on peut réamortir son compte, on peut faire tout un tas de choses. Mais lorsqu'il s'agit d'un nouveau prêt, il faut au départ que l'intéressé puisse montrer qu'il est en mesure de rembourser, que le prêt sera viable. Tout cela pour vous dire que si un agriculteur décide de faire cela et revient nous voir par la suite, il est toujours possible qu'on lui refuse le prêt.

M. Cardiff: Compte tenu du prix auquel se vendent les denrées à l'heure actuelle et de ce taux d'intérêt de 16,75 p. 100, les agriculteurs ne peuvent tout simplement pas respecter leurs obligations et continuer à exploiter leurs fermes. Nous savons très bien qu'il y aura des problèmes à ce niveau-là, et j'espère qu'il sera possible de les régler d'une façon ou d'une autre ou au moins d'offrir certaines possibilités à ces personnes . . . Il serait bon qu'on mette sur pied d'ici six ou huit mois un programme spécial, s'adressant à eux, qui puisse leur venir en aide.

Un autre problème que nous avons constaté c'est que très souvent lorsque quelqu'un refinance son prêt, et presque tout le monde recourt pour ce refinancement à une institution bancaire, la Société du crédit agricole étant une société d'hypothèque supplémentaire, tout le monde hésite à changer de position. Par là je veux dire les premiers, les deuxièmes ou les troisièmes détenteurs de l'hypothèque. La banque refuse de céder sa place; la Société du crédit agricole, quant à elle, veut la première place, ce qui est tout naturel. Ne serait-il pas possible dans les cas de ce genre de conclure une entente en vertu de laquelle la Société du crédit agricole et la banque se partageraient équitablement la première place?

M. Anderson: Je vais de nouveau céder la parole à M. Hollingshead, mais il me semble que nous ne prenons pas toujours la première place. Mais M. Hollingshead est plus au courant de cela.

Le président: Monsieur Hollingshead.

[*Texte*]

Mr. Hollingshead: In one sense we have not gone into that type of lending. I do not know the legal term for it. But anyway, what we try to do is consider if maybe we can go in second position, because the amount of the loan cannot exceed the amount that is owing to us on any other prior charges. So there might be limitations there. But rather than share the mortgage in the legal sense, usually we try to work out a solution where, if there is enough security the bank, or whoever it is, takes so much and we take so much and we both have the first charge or second charge. You see, if you do that, then you can administrate that loan in the way that the law allows us and common sense tells us to.

If you get into this other situation, you cannot always do it if the other lender does not agree. Okay; that works very well when the borrower, if you like, is able to split his security—that is, he has two parcels or he has something else. Where he cannot do that, and it often happens, or it is not practical to do it in, say, Ontario or Quebec, then we have to look seriously at the matter again and ask, Can we go in second position if the bank—I am using the term bank here but I should say other lender—will not, or cannot, move?. We have to see if we could go second and, if it looks possible, we will.

Of course we prefer to stay first in most cases but sometimes we cannot. If this is prohibited because of security requirements, we might go second and work something out.

• 0955

Once the loan is in place—I might say that the act's regulations are very specific about how you make a loan, but how you administrate it leaves a lot to our judgment. So in administrating the loan after, we can apply good business practices and common sense. As I say, we can carry them in arrears for a year or two or three, if that makes sense; at that time we can reamortize the loan if the payments are too hard or we can carry the amounts due until the last payment. There is no write-off of any interest or anything, the charges are all there.

For the accounts that are in place, our collection policy is very simple, in a sense. If the fellow can pay and will not—if it is obvious that he will not, for whatever reasons—then, of course, we think we should start recovery action. If he cannot pay but can come up with some type of reasonable plan, which it looks as though he probably can make, in one matter, we will carry it—not forever, but to a point in time where it looks as though he will recover. If a fellow cannot pay and there is no hope that he ever can, if he has gone—in most cases these people maybe have even left the arm or abandoned it—then we start recovery action pretty well immediately, because there is no benefit to anybody in going on. In those cases, of course, we

[*Traduction*]

M. Hollingshead: Dans un sens nous n'avons pas été partie à ce genre de prêt. J'ignore le terme précis. Quoiqu'il en soit, nous essayons toujours de savoir s'il nous est possible de prendre la deuxième place, car le montant du prêt ne peut pas dépasser le montant qui nous est dû en vertu d'engagements préalables. Il y a donc certaines limites. Mais au lieu de partager l'hypothèque dans un sens juridique, nous essayons en général d'arriver à une solution en vertu de laquelle s'il y a suffisamment de garanties, la banque ou l'institution concernée, prend telle part, et nous telle autre, et nous nous partageons tous les deux la première ou la deuxième place. Ainsi, nous pouvons administrer ce prêt conformément à la loi et aux règles du bon sens.

Mais dans le cas contraire, vous ne pouvez pas toujours le faire si l'autre prêteur n'est pas d'accord. Ce système marche très bien lorsque l'emprunteur peut, si vous voulez, fractionner ses garanties. Par exemple, s'il a deux parcelles de terre. Mais lorsque cela n'est pas possible, ce qui est souvent le cas, ou lorsque cela n'est pas pratique, comme par exemple en Ontario ou au Québec, alors nous devons réexaminer la situation et nous demander si nous pouvons accepter la deuxième place si la banque (je devrais peut-être plutôt dire l'autre prêteur) ne veut pas ou ne peut pas faire autrement que de prendre la première place. Nous devons étudier la situation, et s'il nous est possible de prendre la deuxième place, alors nous le faisons.

Nous préférons toujours être les premiers, mais cela n'est pas toujours possible. Si ce sont des exigences en matière de garantie qui nous en empêchent, nous acceptons parfois de prendre la deuxième place et d'essayer d'arriver à une entente.

Une fois le prêt consenti—il conviendrait que je dise que les règlements prévus par la loi sont très précis en ce qui concerne la confirmation de prêts, mais ils laissent beaucoup à désirer quant à leur administration. C'est donc au niveau de l'administration que nous pouvons user de bonnes pratiques commerciales et de notre bon sens. Comme je l'ai déjà dit, nous pouvons laisser s'accumuler des arrérages pendant un, deux ou trois ans, si cela semble être la solution logique. Et à ce moment-là, nous pouvons réamortir le prêt si les paiements ne sont pas trop importants ou alors nous pouvons reporter les montants dus jusqu'au versement du dernier paiement. Il n'y a aucun amortissement des intérêts ou d'autre chose; tous les frais sont payés.

Pour les comptes qui existent déjà, notre politique en matière de perception est en fait très simple. Si l'emprunteur peut payer mais s'y refuse—s'il est évident qu'il ne paiera pas, quels que soient ses motifs, alors nous prenons des mesures pour récupérer l'argent. S'il ne peut pas payer, mais peut nous proposer une solution raisonnable, alors nous acceptons d'attendre—pas indéfiniment, mais jusqu'à ce qu'on ait l'impression qu'il soit en mesure de payer. S'il ne peut pas payer et qu'il n'y a aucun espoir qu'il puisse un jour être en mesure de le faire, s'il est parti—dans la plupart des cas, les gens ont tout simplement quitté ou abandonné la ferme—alors nous prenons tout de suite des mesures pour récupérer l'argent, car cela ne sert à personne d'attendre. Dans ces cas, bien sûr,

[*Text*]

are always in a loss position, because if the fellow still has some equity left he usually sells it, or whatever, himself.

Thank you.

Mr. Cardiff: Do the regulations allow Farm Credit to share equity with the bank?

Mr. Hollingshead: My legal counsel is not here. I do not know if the chief of loan development, Mr. Galenzoski, can remember whether we have had a ruling on it and what it might have said.

Mr. Anderson: Mr. Galenzoski, if you are going to answer, will you please come up?

Mr. Lloyd Galenzoski (Chief, Loan Development, Farm Credit Corporation): It is pretty difficult to answer that question unless I know exactly what you mean by "sharing equity". As far as sharing the equity is concerned, there is no particular problem. If there still is equity we could move into one position and the bank into another position. Whether the one precedes the other or follows is really not important. But I think what you are talking about is what is known as a *pari passu* mortgage . . .

Mr. Cardiff: That is right; a 100-acre farm in which you both share equal interest.

Mr. Galenzoski: We have discussed the matter with our legal counsel, and my recollection of it was that he was not in favour of it. Whether it was strictly illegal or not, I cannot tell you at the moment.

Mr. Cardiff: Leaving that, could you tell me whether any of the 4% buy-down of the mortgage for the 2-year program is available right now, or is it being held until April 1? What is the program?

Mr. Anderson: Maybe Mr. Galenzoski could answer a bit more precisely on that.

Mr. Galenzoski: As of February 28, we had approximately $25 million left in the program and it would appear that that would handle us until the end of this month. So there is, in fact, money and I would estimate that as of today we are looking at somewhere between $15 million and $20 million, looking at the rate at which it has been loaned; so there is no problem in handling anybody who is in dire straits. We have the funds there right now, so that for anyone who is having serious difficulty we are able to accommodate the situation.

Mr. Cardiff: Thank you, Madam Chairman.

Le président: Merci, monsieur Cardiff. Monsieur Hovdebo.

Mr. Hovdebo: Thank you, Madam Chairman.

Have you, Mr. Anderson, approached the Minister of Agriculture to find out whether it is possible—I know we have

[*Translation*]

nous sommes toujours perdants, parce que si l'emprunteur possédait encore quelque chose il l'a en général déjà vendu lui même.

Merci.

M. Cardiff: Les règlements permettent-ils à la Société du crédit agricole de partager l'avoir de l'intéressé avec la banque?

M. Hollinsgshead: Mon expert-conseil juridique n'est pas ici. M. Galenzoski, chef de l'élaboration des prêts serait peut-être en mesure de nous dire si quelque chose a été décidé sur ce plan.

M. Anderson: Monsieur Galenzoski, si vous comptez répondre, je vous demanderais de venir vous installer à la table.

M. Lloyd Galenzoski (chef, Elaboration des prêts, Société du crédit agricole): Il m'est difficile de répondre à cette question parce que je ne sais pas ce que vous entendez exactement par «partager l'avoir». Pour ce qui est de partager l'avoir, cela ne pose aucun problème. S'il reste un avoir, nous pouvons toujours prendre une position, et la banque une autre. Qui précède l'autre importe vraiment très peu. Mais il me semble que ce à quoi vous faites allusion s'appelle en fait «hypothèque *pari passu*» . . .

M. Cardiff: C'est exact. Par exemple, une ferme de 100 acres, que vous vous partagez équitablement.

M. Galenzoski: Nous avons discuté de la question avec notre expert-conseil juridique, et si mes souvenirs sont exacts, il n'était pas d'accord. Mais je ne saurais vous dire tout de suite si cela est illégal, ou non.

M. Cardiff: Passons maintenant à autre chose. Pourriez-vous me dire si la possibilité de rachat de 4 p. 100 des hypothèques pour le programme de deux ans est en vigueur à l'heure actuelle, ou faudra-t-il attendre le 1er avril? Quel est le programme?

M. Anderson: M. Galenzoski serait sans doute mieux en mesure de répondre à cette question.

M. Galenzoski: À compter du 28 février, il nous restait environ $25 millions dans le compte du programme, et il semble que cela nous suffise jusqu'à la fin du mois. Il y a donc toujours de l'argent, et je me hasarderais à dire que le compte doit aujourd'hui s'élever entre $15 millions et $20 millions, étant donné le rythme auquel on a consenti des prêts. Nous n'aurions donc aucun mal à venir en aide aux personnes qui seraient vraiment mal prises. Nous disposons des fonds nécessaires, alors s'il y a des gens qui connaissent à l'heure actuelle de graves difficultés nous pourrions faire quelque chose.

M. Cardiff: Merci, madame le président.

The Chairman: Thank you, mister Cardiff. Mister Hovdebo.

M. Hovdebo: Merci, madame le président.

Monsieur Anderson, avez-vous demandé au ministre de l'Agriculture s'il serait possible d'utiliser une certaine partie de l'argent prévu dans le budget pour réduire ces taux d'intérêt

[*Texte*]

$8 million for rebates in the budget—to have money in the budget to relieve these high loan rates?

Mr. Anderson: We have looked at different methods and made suggestions to the Minister of Agriculture as to possibly what a solution could be. You have hit on one; maybe the answer would be a continuous of a SFAP-type appropriation that would write those loans and that down as the 4% does. It would take a decision that would change our authorities or allow us to operate and help these people under our special farm assistance program with the continuous of that type of program with a special appropriation that would be given to Agriculture, then to us, to make that type of rebate or a subsidy, if you will.

• 1000

Within our own act that we operate under we could not be granted the subsidy. We would have to go to Agriculture, and they would, as we do under SFAP—that is, the Special Farm Assistance Program—$8,000,000 is to Agriculture and they rebate to the farmer type of thing.

Yes, we have looked at different methods. We certainly agree that the problem is there and, if commodity prices stay low, will become more oppressing. I suppose the farmer who has the ability to go to another lending institution—pay us down—is not the great problem; it is the one who is in loan to us but he is such a high risk type of loan that he could not get money anyplace else and we cannot write him down. Yes, we are struggling with the dilemma; but, to be frank with you now, this is about as far as we can find for some type of solution because it does not lie within our own capabilities to do anything about it.

Mr. Hovdebo: It is a bit of an irony to some extent because the Farm Credit Corporation in its attempt to bail out farmers is now the agency which is putting them under, and it is going to be worse instead of better because the farmers who were in dire straits and got the 4% rebate in two years are going to go back to the loans at the higher level, and they only got that rebate because the conditions of their situation were bad enough for them to get it. With the prices of commodities as low as they have been, particularly in grain, they have not recovered much in the last year and they are not going to recover much in the next year. So we are going to end up with those fellows who were in dire straits suddenly being pushed back up 4% and quickly going under because they do not have it.

Is there any possibility of establishing—I guess I asked that question before, and you answered that you would have to go to the department and they would set it up as they did the rebate plan.

I have written you on a number of cases which may be classic cases, and you have answered. I would like to go into the details of some.

For instance, you lately put on a penalty clause. That penalty clause was put on at approximately the same time that

[*Traduction*]

élevés . . . Je sais que le budget prévoit $8 millions pour les remboursements?

M. Anderson: Nous avons étudié plusieurs solutions et nous avons soumis un certain nombre de propositions au ministre de l'Agriculture. Vous venez justement de faire allusion à l'une d'entre elles. La réponse serait peut-être la création d'un programme semblable au Programme d'aide financière à l'agriculture qui permettrait d'amortir les prêts, comme le fait le programme du 4 p. 100. Mais il faudrait auparavant que nous obtenions les autorisations nécessaires pour pouvoir aider ces gens en vertu de notre Programme spécial d'aide financière à l'agriculture. Il faudrait un crédit spécial soit affecté à la rubrique Agriculture, et ensuite à nous, afin que nous puissions verser ce genre de remise ou de subvention.

Les dispositions de la loi qui nous régit ne permettent pas qu'on nous octroye des subventions. Il nous faut, nous aussi, recourir au ministère de l'Agriculture comme nous le faisons dans le cas du programme spécial d'aide financière à l'agriculture. Il s'agit donc de 8 millions de dollars du ministère de l'Agriculture qui sont remis aux agriculteurs.

Nous ne nions pas qu'il y a un problème et si le prix des denrées demeure bas, il prendra de l'ampleur. L'agriculteur qui peut emprunter ailleurs, ne constitue pas un problème. C'est différent si nous avons prêté à quelqu'un qui n'a pas les reins très solides, si peu solides qu'il ne pouvait pas obtenir d'argent ailleurs, que nous sommes en difficulté. Bien sûr, nous réfléchissons à ce dilemme mais en toute franchise, nous ne pouvons faire guère plus car nous n'avons pas les moyens de faire quoi que ce soit.

M. Hovdebo: Il est assez ironique de constater que la Société du crédit agricole, en essayant de tirer les agriculteurs d'affaire, les a fait s'empêtrer davantage. Ils seront dans une situation encore plus grave car ceux qui étaient en difficulté et ont obtenu un escompte de 4 p. 100 sur deux ans devront désormais faire face à des prêts à un taux d'intérêt plus élevé. Ils ont obtenu cet escompte précisément parce qu'ils étaient dans une situation difficile. Le prix des denrées étant si bas, surtout en ce qui a trait au grain, ils n'ont pas beaucoup remonté la pente l'an dernier et cela s'annonce sombre pour l'année prochaine. Ces gens qui étaient en très mauvaise d'un escompte de 4 p. 100 vont souffrir encore davantage parce qu'ils n'ont pas pu se remettre à flot.

Je vous ai déjà demandé s'il y avait une autre possibilité. Vous m'avez dit qu'il vous fallait vous adresser au ministère et que c'est lui qui allait réorganiser tout cela comme dans le cas de l'escompte.

Je vous ai écrit à plusieurs reprises vous citant des exemples types. Vous m'avez répondu. J'aimerais obtenir de plus amples détails.

Par exemple, vous avez tout récemment imposé des sanctions. Vous avez imposé ces sanctions à peu près au même

[*Text*]

you made a decrease in the rents in two months instead of six. I have had, I think, a couple of fellows come to me and say: If we had known it was going to go down, we would not have gone through with the loan until after October. But if the penalty clause affects them, they cannot back up; they are caught because the Farm Credit Corporation decided to change its regulations at the end of two months.

Is there anything that can be done about it, or can you give me a good reason why you cannot do anything about it?

Mr. Anderson: The penalty clause was instituted on October 1, and that happened to coincide with our regular six months change. As the interest rates dropped quite dramatically after that, it became apparent by mid-December that if we could lower . . . So it was lowered. But the two events were not connected; nor, at the time of October, could we foresee the fallen interest rates that would occur by December 9 that allowed us to do this.

The problem we have if we do not put in a prepayment penalty is that when interest rates are falling, or when the bank rates are lower than ours, usually the farmers who are most successful prepay us because they can make more money by prepaying us than putting in the bank. The opposite, of course, gets true; the arrears rise.

• 1005

What happens with us is that we are locked into paying those loans back over the 20-year period at the high rate. The loss that occurs becomes an operating loss and to cover that we would have to increase the margin to those farmers who are less successful. For this reason we felt that it was be prudent and also fair to all farmers to institute a three-month prepayment penalty October 1.

Now that it is in place, we do make exceptions for unusual reasons, such as death, an estate, or selling out—we do not charge prepayment. But if we start making exceptions, it falls away again and we find that in most cases those farmers who are able to prepay are those who have spare money. The ones who are struggling along do not ever have a problem with the prepayment penalty. So it penalizes more successful farmers and in doing so allows us a lower margin for all farmers . . . if that explains it. It was the reasoning for putting it in and if you start making exceptions the rule does not apply any more.

Mr. Hovdebo: It would appear more and more that the agency is becoming just another lending institution. You mean to offer 10-year periods of interest, which would be renegotiable. You have established a penalty period. Are you really just becoming another financial institution, with there being no advantage to the farmer to go to the FCC?

Mr. Anderson: I would not think so, sir. We had to make, I suppose, in the first case, a prepayment penalty in a choice of whether we should penalize the farmer who does not have

[*Translation*]

moment où vous avez rabaissé les loyers, en deux mois plutôt qu'en six. Quelques personnes m'ont dit: si nous avions su que les loyers allaient diminué, nous n'aurions pas contracté un prêt avant octobre. Face aux sanctions, ils ne peuvent pas revenir en arrière. Ils sont coincés parce que la société du crédit agricole a décidé de modifier ses règlements après deux mois.

Ne peut-on pas faire quelque chose? Dans la négative, pouvez-vous m'expliquer pourquoi?

M. Anderson: Les sanctions ont été imposées le 1er octobre et cela coïncide avec les modifications que nous faisons bi-annuellement. Les taux d'intérêts ont chuté après et à la mi-décembre, il s'est avéré que si nous pouvions diminuer . . . nous avons donc diminué. Les deux mesures ne sont cependant pas liées. En octobre, nous ne pouvions pas non plus prévoir que les taux d'intérêts allaient baisser le 9 décembre, ce qui nous a permis de prendre cette mesure.

Si nous n'imposons pas une sanction pour les paiements anticipés, quand les taux d'intérêts des banques seront moins élevés que les nôtres, les agriculteurs aux reins plus solides pourront rembourser leurs dettes car cela est plus avantageux pour eux que de laisser leur argent à la banque. Dans la situation inverse, bien entendu, le montant des paiements en souffrance augmente.

Ces emprunts courent sur 20 ans à un taux d'intérêt élevé et nous ne pouvons les rembourser autrement. Pour nous, cela représente une perte que nous ne pouvons couvrir qu'en augmentant la marge appliquée aux agriculteurs moins chanceux. C'est la raison pour laquelle nous avons estimé prudent, et juste envers tous les agriculteurs, d'instituer une pénalité de trois mois pour paiements anticipés à compter du 1er octobre.

Nous faisons des exceptions lorsque les circonstances le réclament, en cas de mort, de vente forcée, par exemple, nous n'imposons pas de pénalité. Dans la majorité des cas, les agriculteurs qui peuvent procéder à des paiements anticipés sont ceux qui ont fait des économies. À ceux qui ont du mal à s'en sortir, la question de la pénalité ne pose jamais de problème. Cette pénalité ne touche donc que les agriculteurs qui s'en sortent le mieux et cela nous permet de maintenir une marge réduite pour tous les agriculteurs—si vous suivez mon explication. C'est la raison pour laquelle nous l'avons instituée et si nous commençions à faire des exceptions il n'y aurait plus de règle.

M. Hovdebo: Il me semble que votre agence assume de plus en plus le caractère d'une autre institution financière. Vous avez l'intention d'offrir des périodes d'intérêt de dix ans qui seraient renégociables. Vous avez institué une période de pénalité. Ne devenez-vous pas tout simplement une autre institution financière ne représentant aucun avantage pour l'agriculteur?

M. Anderson: Je ne le pense pas, monsieur. Je suppose qu'en premier lieu il nous fallait faire un choix entre pénaliser l'agriculteur qui n'a pas d'économies ou l'agriculteur qui en a

[*Texte*]

spare money so that the farmer who has some spare cash can either pay us up or go wherever he gets the best interest. We felt that the fairness would be not to penalize the one who did not have the extra cash.

In the case of moving to a 10-year term renewable, it would be impossible for us to obtain money from the capital markets at a price that was advantageous to the farmers without shortening the term to 10 years. We would have to make a choice then of whether it would be more advantageous to the farmer to be able to acquire money with a 20-year amortization, 10-year renewable, or we would not go to the markets and offer them no loan at all. We thought with our decision of 10 years—up for renewable at that time—we could re-negotiate, so that prepayment was allowed, but it made money available to us.

The things that we have not changed, I think, are the important ones to the farm community: we still have a non-variable loan for the 10-year period; we have a very lenient and humane collection policy—that we will re-amortize, we will carry arrears for short-term problems. Basically, the changes that came about were not to change our benefit to the farmers, but to allow us to have enough funds to meet the demand for the unique types of loans that we offer.

Mr. Hovdebo: You changed the timing of interest rates. Are you going to change the interest rates again shortly, or are you going to have regular periods? Can we depend on it not to happen on February 1, April 1, and again on . . . ?

Mr. Anderson: No, sir—well, if we go to a six-month period of change or one year, the longer period is very advantageous when the interest rate is rising, but very disadvantageous when it is falling. So we are renegotiating new interest rate regulations and, hopefully, we would have the ability to fluctuate the interest rate as required for the greatest benefit to our client, so that in a falling term, we might not . . . For instance, if we had not negotiated an interim regulation on December 9, we would still at this time be lending at 15.75% under the old regulations, and while that was very advantageous going out, I do not think it would have been of as great a benefit as 13.25% at this time.

So no, I could not specifically say that we will be going to a definite term. We would prefer a facility that we could change interest rates as required. However, if they stabilized, the periods would be very long obviously and, if they destabilize or move quickly, we would have to adjust at shorter periods.

• 1010

Le président: Merci, monsieur Hovdebo. Monsieur Daudlin.

Mr. Daudlin: Thank you, Madam Chairman. Following along the same line of questioning, I wonder if the witness could tell us whether there has been a figure put on the amount or the value of a writing-down of those interest rates currently above the rate that you currently offer. What would

[*Traduction*]

et qui peut soit s'adresser à nous ou s'adresser à ceux qui lui offrent le meilleur taux d'intérêt. Nous avons pensé juste de ne pas pénaliser celui qui n'a pas d'économies.

Pour ce qui est du passage à des prêts renouvelables de dix ans, il nous aurait été impossible d'obtenir des capitaux sur le marché à un taux avantageux pour les agriculteurs sans réduire la durée des prêts à dix ans. Autrement il nous aurait fallu déterminer s'il aurait été plus avantageux pour l'agriculteur de pouvoir obtenir un prêt amorti sur 20 ans et renouvelable au bout de dix ans ou ne pas offrir de prêt du tout. Nous avons pensé qu'en optant pour dix ans—pour les prêts renouvelables—nous pourrions renégocier, et donc les paiements anticipés ont été autorisés ce qui nous a permis de dégager des fonds.

C'est ce que nous n'avons pas changé, je pense, qui importe le plus pour les agriculteurs: nous avons toujours des prêts non variables sur dix ans; notre politique de perception est très indulgente et très humaine—nous réamortissons, nous reportons les arriérés en cas de problèmes à court termes. Pour l'essentiel, l'objectif de ces changements n'a pas été de modifier la nature des services que nous offririons aux agriculteurs, mais de nous permettre d'avoir suffisamment de fonds pour satisfaire la demande pour le genre unique de prêts que nous offrons.

M. Hovdebo: Vous avez modifié le calendrier d'ajustement des taux d'intérêt. Allez-vous bientôt, de nouveau, changer les taux d'intérêt, ou le ferez-vous de manière régulière? Pouvons-nous être assurés que vous ne le ferez pas le 1er février, le 1er avril, et encore le . . . ?

M. Anderson: Non, monsieur—si nous optons pour la période de six mois ou d'un an, la période la plus longue est très avantageuse lorsque les taux d'intérêt montent, mais elle est très désavantageuse lorsqu'ils descendent. Nous renégocions donc de nouveaux règlements de taux d'intérêt et nous espérons avoir la possibilité de faire fluctuer les taux d'intérêt à l'avantage maximum pour nos clients, si bien qu'en cas de chute, nous ne pourrions pas . . . Par exemple, si nous n'avions pas négocié de règlements provisoires le 9 décembre, nous prêterions encore aujourd'hui à 15.75 p.100 conformément à l'ancien règlement, et bien que c'était très avantageux au départ, je ne pense pas que cela le serait encore aujourd'hui avec des taux à 13.25 p. 100.

Je ne pense donc pas que nous opterons pour un taux fixe, mais plutôt pour un taux variable. Toutefois, s'ils se stabilisaient, cela ferait des périodes évidemment très longues, et s'il y avait déstabilisation ou s'ils partaient très vite, il faudrait nous ajuster à de plus courtes périodes.

The Chairman: Thank you, Mr. Dovdebo. Mr. Daudlin.

M. Daudlin: Merci, madame le président. Je reprends sur le même sujet; le témoin peut-il nous dire si l'on a cherché à déterminer la somme ou la valeur de l'amortissement de ces taux d'intérêt qui sont actuellement supérieurs à ceux que vous offrez. Autrement dit, qu'en coûterait-il au Trésor si vous

[*Text*]

the cost to the treasury be if, in fact, you required a transfer or an appropriation that would permit you to write-down all those loans which are currently at something higher than that at which you are extending loans? Can you give us just a handle on what we are talking about in terms of cost?

Mr. Anderson: With your permission, sir, I will have Mr. Kremeniuk, our Director of Research who has been doing the study, answer your question if I may.

The Chairman: Yes. Mr. Kremeniuk, please.

Mr. Terry Kremeniuk (Director, Economics and Liaison Services, Farm Credit Corporation of Canada): Thank you very much. Based on our records, it depends on whether or not you want to reduce the interest rate down to 13.25%, 14% or 14.5% for example. as to what the costs will be. For example, if we wanted to reduce the interest rate on all loans in excess of 13.25%, it would cost approximately $13.3 million annually for 20 years. That is just for the interest portion, reducing it from 16.75%, some from 15.75%, to the 13.25% rate. If you wanted to reduce it to 14%, it would be about $8.7 million annually.

Mr. Daudlin: You must have, I am sure, a dollar value of loans that have been extended in excess of the 13.25%?

Mr. Kremeniuk: Yes. In excess of 13.25%, we have principal outstanding of about $702 million; that includes the special farm financial assistance program loans as well as the regular loans.

Mr. Daudlin: Thank you. There were some interesting questions put by Mr. Cardiff I thought in terms of the possibility of re-writing loans, and it appears that obviously there is some flexibility in the system, although no guarantees obviously could be extended to an applicant who decided to seek financing elsewhere and comes to you looking for a loan at the prevailing rate. What kind of overlap exists in terms of the administration? Must they come to you with the loan prepaid and the money extended from another institution, before you can accept an application? Or in fact can they make an application to you for the current rate with an undertaking from another institution that, upon approval of the loan, the money would be extended to pay off the current debt, permitting you then to move in with a new loan.

Mr. Anderson: It is very difficult. We would prefer that they paid up and then approach as a new applicant. I suppose, to use an old and common legal expression, it is usually not allowed to do by the back door what you cannot do by the front. And I would be afraid that I would not want to assure a borrower that if he went to pay down our loans that we would give him a loan. I would assure him that we would consider him as any other applicant, and we certainly would not hold that as being against him. But I would not assure him before he came that he could pay our loans down . . . well, does that answer your question?

Mr. Daudlin: You can appreciate where I am coming from.

[*Translation*]

demandiez un transfert ou des crédits pour vous permettre d'amortir tous ces prêts qui avaient été négociés à un niveau plus élevé que le niveau des prêts que vous consentez? Pouvez-vous nous donner une idée des coûts que cela représente?

M. Anderson: Monsieur, si vous le permettez, je vais demander à M. Kremeniuk, notre Directeur à la recherche, qui s'est chargé de l'étude, de répondre à votre question.

Le président: Oui. Monsieur Kremeniuk, je vous en prie.

M. Terry Kremeniuk (directeur, Services économiques et liaison, Société du crédit agricole): Merci beaucoup. D'après nos dossiers, cela dépend du taux d'intérêt que vous choisissez, qu'il s'agisse de 13.25 p. 100, de 14 ou de 14.5 p. 100. Les coûts dépendent de ce facteur. Par exemple, supposons que nous réduisions le taux d'intérêt sur tous les prêts qui ont été négociés à plus de 13.25 p. 100; il en coûterait environ 13.3 millions de dollars par année pendant vingt ans. Cela, c'est uniquement pour les intérêts, si l'on passe de 16.75 p. 100—dans certains cas 15.75—à 13.25 p. 100. Si au contraire vous ramenez ces taux d'intérêt à 14 p. 100, il en coûterait environ 8.7 millions par année.

M. Daudlin: Je suis certain que vous devez savoir à combien s'élèvent les prêts qui ont été consentis à plus de 13.25 p. 100?

M. Kremeniuk: Oui. Le principal des prêts qui ont été consentis à plus de 13.25 p. 100 s'élève à environ 702 millions de dollars. Cela comprend les prêts du Programme spécial d'assistance financière agricole en plus des prêts réguliers.

M. Daudlin: Merci. M. Cardiff a posé des questions très intéressantes à propos de la possibilité de renégocier les prêts et, apparemment, le système conserve une certaine souplesse. De toute évidence, on ne pourrait donner de garantie à un requérant décidant de chercher son financement ailleurs mais s'adressant à vous pour un prêt au taux en vigueur. Dans quelle mesure les services administratifs se recoupent-ils? Les gens doivent-ils venir vous voir lorsqu'ils sont déjà arrangé le paiement du prêt et obtenu de l'argent d'une autre institution s'ils veulent que vous acceptiez leur demande? Ou bien au contraire peuvent-ils vous présenter une demande d'emprunt au taux en cours et obtenir d'une autre institution l'argent nécessaire pour payer la dette en cours lorsque le prêt est approuvé, ce qui vous permet alors d'arranger le nouveau prêt.

M. Anderson: Cela est très difficile. Nous préférions que tout soit réglé et qu'on vienne nous voir avec une demande d'emprunt entièrement nouvelle. Mais, pour citer une vieille figure de style juridique, d'ordinaire il n'est pas permis d'essayer de faire passer par la porte de derrière si l'on n'a pas pu passer par la porte de devant. C'est pourquoi je pourrais difficilement promettre quoi que ce soit à un emprunteur qui aurait remboursé nos prêts. Je pourrais seulement l'assurer que nous le considérons comme tout autre requérant, que cette circonstance ne jouera pas contre lui. Mais je ne pourrai pas l'assurer d'avance qu'il pourra se libérer de ses obligations. Cette réponse vous satisfait-elle?

M. Daudlin: Vous comprenez certainement ce qui inspire mes questions.

[*Texte*]

Mr. Anderson: Yes.

Mr. Daudlin: A person who is in financial difficulty is going to have substantial difficulty going to the ordinary lending institution to pay down Farm Credit Corporation, and we recognize that it is those people precisely who are in that difficult position who are in need of doing exactly that thing. But I am also reasonably satisfied that, even though there is no promise, or even hope, extended by Farm Credit Corporation to an individual that their application is going to receive favourable examination and ultimately a new loan, I just wonder whether or not the mechanism can be developed.

• 1015

I admit I knew full well that it is a mechanism for opening a back door that would permit individuals to come to you in advance of paying down the current loan and write an application in order to obtain some opinion from you as to whether or not in the current circumstances the loan would be granted. Based on that, they would, I guess, be capable of going to another institution for a short-term period to provide funds to pay out and pay back. We used to have something in immigration, I forget what it was called; there was a shuffle that we did where we permitted people to move across the border to a border consulate, make an application from outside the country and then move back in.

Mr. Wise: It was a third country application.

Mr. Daudlin: It was a third country application, but what we were permitting in effect was a mechanism that for humane reasons permitted the law not to be bent but to be used to the advantage of the applicant.

I suppose that, precisely, is what Mr. Cardiff and I are looking for right now; trying to find a mechanism that permits the use of your regulations to the advantage of the borrower without breaching the law or even the spirit of it, and permits us to do what I am sure all of us want to do, and that is put our farmers back in a position where they can have some reason to hope that they are going to be able to carry the load.

And so I guess I am asking, without the generality of saying, yes, we are going to accept all applications that come before us under the current conditions, whether a person without having physically paid down the loan can come to you and make an application for the new loan.

Mr. Anderson: Perhaps I could explain. We treat each loan on an individual basis as they come in, but it is not uncommon, and it has not been uncommon for years, that a farm applicant will come in and, because we do counselling, meet with our credit adviser. Our credit adviser will go over it with him informally and have a very good idea, and so state to him whether he has a chance of getting a loan or not. You know, that is not uncommon; we do that.

It has also not been an uncommon practice that because in the past we may have had sometimes delays in money to give assurances to a bank or another lending institution that a loan would be forthcoming because they needed bridge financing.

[*Traduction*]

M. Anderson: Oui.

M. Daudlin: Une personne qui a des difficultés financières aura des difficultés d'autant plus grandes avec une institution de prêt ordinaire pour rembourser la Société du crédit agricole; or, ce sont précisément les gens qui se trouvent dans cette position qui ont besoin de faire ce genre de choses. Cela dit, j'ai tout de même l'impression que même sans promesse, sans espoir même, donnés par la Société du crédit agricole, l'examen des demandes de ces gens-là devrait être favorable et se solder par un nouveau prêt. Je me demande seulement si le mécanisme est prévu.

J'admets que je savais parfaitement qu'il s'agissait d'un stratagème qui aurait permis aux particuliers, avant de rembourser leur prêt en cours, de faire une demande pour vous demander si, à votre avis, dans les circonstances actuelles, le prêt serait accordé. Avec ces renseignements, les intéressés auraient pu faire appel temporairement à une autre institution pour obtenir des fonds afin de rembourser leur prêt. Il existait au ministère de l'Immigration une procédure dont j'ai oublié le nom; mais qui permettait aux intéressés d'aller de l'autre côté de la frontière, et de se mettre en rapport avec un consulat pour faire une demande à partir de l'étranger et ensuite revenir au pays.

M. Wise: Cela constituait une demande d'un pays tiers.

M. Daudlin: C'est exact, mais en fait ce que nous autorisions c'était d'utiliser un mécanisme qui pour des raisons humanitaires permettait de ne pas enfreindre la loi tout en bénéficiant à la personne qui faisait la demande.

Je pense que c'est précisément ce que M. Cardiff et moi-même étudions pour l'instant c'est-à-dire un mécanisme permettant d'utiliser vos règlements à l'avantage de l'emprunteur sans enfreindre la loi ni même l'esprit de la loi, et nous permettant également de faire ce que nous souhaitons tous—c'est-à-dire de faire en sorte que les agriculteurs puissent espérer être en mesure de faire face à leurs responsabilités.

Je demande donc, sans pour autant que l'on dise oui à tout le monde, si nous allons accepter toutes les demandes dont nous sommes saisis en vertu des conditions actuelles; si une personne qui n'a pas remboursé un prêt peut faire une demande auprès de votre organisme pour obtenir le nouveau prêt.

M. Anderson: Je pourrais peut-être expliquer. Nous considérons chaque prêt individuellement, mais il n'est pas inhabituel, comme cela a d'ailleurs été le cas depuis des années, qu'un agriculteur vienne, discuter de sa situation avec notre conseiller, parce que nous offrons des services d'orientation. Le conseiller discute officieusement avec lui de la situation et il peut donc se faire une bonne idée ce qui lui permettra ensuite de lui dire s'il a des chances d'obtenir un prêt ou non.

Également, étant donné que avant les fonds nous sont arrivés en retard, nous avons donné des assurances aux banques ou aux autres institutions de prêts que telle personne qui avait fait une demande recevrait bientôt un prêt car elles avaient besoin de financement intérimaire.

[*Text*]

So, as I say, we treat people individually, and it is common practice, that if a farmer should come to us and say, here is what I intend to do to get a loan, for credit advisers . . . I think a good example of this is that we had about 77,000 interviews last year and about 6,000 loans. So in many of those cases the credit adviser would have said: Under our act, because of your prepayment or repayment we cannot give you a loan, or we can. And I know there have been cases where we have given an assurance; we went far enough that a loan would be forthcoming, and that has been taken to another lending institution to get bridge financing, because in 1960 my first Farm Crédit loan was done just in that fashion.

If that would explain the . . .

Mr. Daudlin: I think you have answered my question.

I wonder whether, Madam Chairman, I could explore just for perhaps a minute or two before my time expires what the experience of the corporation is right now in terms of the reducing land values that they are experiencing, and whether or not we are putting at risk any of the loans that are currently outstanding on the basis of the equity having disappeared.

Do you have any figures or analyses that have been done of late that would lead you to believe that we are reaching that point where loans extended may somehow, by reason of reduced land values, exceed the current value of the farm?

Mr. Anderson: We do get a deterioration in land values. Our policy is that if it is a loan of ours and in the area it is perceived that land values have dropped and therefore from the time the loan was issued it would be in a minus equity position, but still was paying his loan, we would not initiate or ask for more equity to put us in a better equity position. Our reasoning being is that we are in long-term lending and this we view as a short-term difficulty.

I cannot speak for other lending institutions. However,I assure you, in our case, if the assets were because of land values dropping and deteriorating, so we were faced with a minus equity position, and the account was being farm-operated, we would not require that he supply us or bring his equity position up in any way.

• 1020

Mr. Daudlin: I take it this is one of the dangers that an applicant may face, coming to you, in terms of trying to rewrite a loan at a more favourable rate.

Mr. Anderson: That is a very . . .

Mr. Daudlin: Your analysis would have to be on current land values.

Mr.Anderson: Yes. It is very difficult. Mind you, I suppose the value is in the eye of the beholder.

Mr. Daudlin: Thank you very much.

[*Translation*]

Donc, comme je l'ai dit, nous traitons chaque cas individuellement et si un agriculteur nous disait: voilà les mesures que je compte prendre pour obtenir un prêt, les conseillers . . . Je vous donnerai un exemple et je vous dirai que l'année dernière nous avons donné approximativement 17,000 entrevues et consenti à peu près 6,000 prêts. Dans beaucoup de ces cas le conseiller aura répondu: en vertu de notre loi, étant donné que vous avez payé ou repayé votre prêt nous pouvons ou ne pouvons pas vous accorder un autre prêt. Je sais qu'il y a eu des cas où nous avons donné des garanties, nous avons dit qu'un prêt était sur le point d'être consenti, et cela a été pris en compte par une autre institution de prêts pour accorder un financement intérimaire, parce qu'en 1960 le premier prêt qui m'a été consenti par la Société de crédit agricole a été fait de cette façon.

Si cela explique le . . .

M. Daudlin: Je crois que vous avez répondu à ma question.

Madame le président, permettez-moi brièvement avant que j'ai épuisé mon temps de demander à la Société ce qu'elle pense de la valeur des terres qui diminue, et si cela est susceptible de mettre en cause les prêts consentis non remboursés étant donné que ces terres ont perdu une partie de leur valeur.

Est-ce que vous avez des chiffres ou avez-vous effectué certaines analyses récemment qui auraient pu vous amener à croire que nous en sommes arrivés à un point où les prêts qui ont été faits, compte tenu de la diminution de la valeur des terres, pourraient dépasser la valeur marchande d'une exploitation agricole?

M. Anderson: Effectivement les terres perdent de leur valeur. Si nous avons prêté à quelqu'un et que la valeur des terres dans sa région a diminué à partir du moment où le prêt a été consenti, il y a donc perte de capital, mais si cette personne continue de rembourser son prêt, notre politique est de ne pas demander plus pour améliorer notre position. Nous prêtons à long terme, et nous considérons qu'il s'agit dans ce cas d'un problème momentané.

Je ne peux bien entendu pas parler pour les autres institutions de prêts. Toutefois, je vous assure que si les avoirs correspondaient à la baisse de la valeur des terres, ce qui nous laisserait donc des avoirs assez faibles, et si c'était l'exploitant agricole qui s'occupait de la question, nous n'exigerions pas qu'il augmente sa part de la propriété, ses avoirs.

M. Daudlin: J'en conclus que c'est un des risques que doit courir un requérant lorsqu'il s'adresse à vous pour faire reconduire un prét à un taux plus favorable.

M. Anderson: C'est très . . .

M. Daudlin: Votre analyse se fonderait sur la valeur courante des terres.

M. Anderson: Oui. C'est très difficile. Remarquez que la valeur des terres est probablement fonction de celui qui l'évalue.

M. Daudlin: Merci beaucoup.

[*Texte*]

Le président: Merci, monsieur Daudlin.

Le suivant sera M. Gustafson, mais je désire tout d'abord vous rappeler que vous ne disposerez que de cinq minutes pour cette partie de l'intervention, car nous devons terminer à 11h00. Nous serons ensuite remplacés dans cette salle par le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. Chacun des intervenants disposera donc de cinq minutes à partir de maintenant. Merci.

Monsieur Gustafson, je vous cède la parole.

Mr. Gustafson: Mr. Anderson, when you look at the figures here, 905 farmers who were helped with $150 million, there is some concern on my part as to whether the present administration is really serious about helping farmers in trouble. I would like to clarify what I am saying. You can go down to the bank here today and deposit an amount of money, and you are only going to get 8% interest at best. Special savings accounts are bringing 7.25%, I believe. Now, when you start talking in terms—and we realize that we have been through a very, very severe and critical financial period, economically, in Canada . . . of a figure of $150 million, of 905 farmers that have been helped. There are now many farmers in a much more serious situation than they have ever been in; you are talking about 13.5% money. It would almost seem that the farmer would be better off without the corporation. He can go to the bank and borrow money much cheaper than that. If you look at the position the Government of Saskatchewan took, for instance, in talking about 8% money, that makes some sense today. You really have to say, how sincere is the government about helping a very serious problem the farmers face? In addition to that, the Minister of Agriculture gave us the figure, that just a little over $1.25 billion is spent on agriculture, while the total budget of this country is $88.9 billion. The figures are here to tell you that the government is not serious about helping farmers who are in trouble. Your program here, quite frankly, is helping them into a problem they will never get out of. When you start talking 16%, and you have a young farmer who is in problems for two years, that is $34,000, and he is not making that kind of income. He is broke. It would almost appear to me that it would be advisable to call in your lawyers; declare bankruptcy and forget it. The Department of Agriculture spent $48 billion on administration. I just fail to see that the government is at all serious about helping these people in trouble.

Mr. Anderson: If I may, the figures here, the 905 was—the amount approved, $129 million. So the $150 million, it is not dispersed yet; this figure will be higher. The interest rates at the bank are lower, I agree, with one-year notes. But when you get up to five, they are the same as us, or a bit higher than us. We lend and borrow, now, 10-year money, and we cannot acquire it at any lower rate. I suppose to get the stabilizing

[*Traduction*]

The Chairman: Thank you, Mr. Daudlin.

The next to take the floor will be Mr. Gustafson, but first of all, I would like to remind you that each of you only has five minutes, since we must adjourn at 11.00 a.m. This is because the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs will be sitting here right after us. Each of the speakers will therefore be allowed five minutes, starting from now. Thank you.

Mr. Gustafson, you have the floor.

M. Gustafson: Monsieur Anderson, nous reportant aux chiffres que nous avons en main ici, c'est-à-dire 905 exploitants agricoles à qui on a fourni une aide de $150 millions, je me demande si l'administration actuelle cherche vraiment à aider les agriculteurs en difficulté. Pour préciser ce que j'avance, je rappellerai qu'aujourd'hui, si on va à la banque pour déposer de l'argent, on ne bénéficiera que de l'intérêt de 8 p. 100, et ce dans les meilleures conditions. Je crois même que les comptes d'épargne spéciaux ne rapportent que 7.25 p. 100. Nous sommes bien conscients du fait que le Canada vient de connaître une période extrêmement difficile sur le plan financier et économique, mais, cela dit, on a n'a accordé que $150 millions à 905 agriculteurs. Or, bon nombre d'exploitants agricoles se retrouvent aujourd'hui dans la pire situation qu'ils aient jamais connue, et vous parlez d'un intérêt de 13.5 p. 100 sur les prêts accordés. Dans de telles conditions, il me semble qu'il serait préférable pour l'exploitant agricole de ne pas avoir une telle société vers laquelle se tourner. En effet, il peut s'adresser à la banque et emprunter de l'argent pour beaucoup moins que cela. Par ailleurs, le gouvernement de la Saskatchewan envisage d'accorder des prêts à un taux de 8 p. 100, ce qui est raisonnable aujourd'hui. En conséquence, on peut vraiment se demander si le gouvernement cherche sincèrement à aider les agriculteurs à surmonter ces conditions très difficiles. De plus, le ministre de l'Agriculture nous a dit qu'on a dépensé un peu plus de $1.25 milliards au titre de l'agriculture, alors que le budget total de notre pays s'établit à $88.9 milliards. Ces chiffres mêmes sont la preuve que le gouvernement ne cherche pas sérieusement à venir en aide aux agriculteurs en difficulté. Franchement, votre programme actuel va les plonger dans des difficultés dont ils ne pourront jamais s'extriquer. En effet, lorsque vous parlez de 16 p. 100, dans le cas de jeunes agriculteurs connaissant des difficultés pendant deux ans, cela représente $34,000; or, ce dernier ne gagne pas ce genre de revenus, il est en effet sans un sou. Il me semble même que ce serait une bonne chose que vous appeliez vos avocats pour déclarer faillite et que tout se termine là. Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture a dépensé $48 milliards au titre de l'administration. Je ne vois donc tout simplement pas comment on peut considérer que le gouvernement est vraiment déterminé à venir en aide à ces gens en difficulté.

M. Anderson: Si vous le permettez, la somme approuvée et correspondant aux 905 est de $129 millions. Ainsi, les $150 million ne sont pas encore répartis, et le montant sera plus élevé. Je conviens avec vous que les taux d'intérêt bancaires sont inférieurs lorsqu'ils portent sur une année. Cependant, lorsqu'ils sont échelonnés sur une période de cinq ans, ils sont au même niveau que les nôtres, même un peu plus élevé. Je

[*Text*]

effect of knowing the interest rate is fixed, and if prepayments under our act can be made now, I hope that is the stability we provide. Those farmers who have the ability or wish to go to a bank now, for the one-year loan or floating loan, will certainly get the money cheaper than we can give 10-year money.

• 1025

Mr. Gustafson: The other question I have is: Could not your department look at some flexibility in which you could respond much quicker to a situation? If you are really serious about helping these people, you have to get moving and you have to respond quicker. They are going to be broke by the time the government gets around to coming up with a program. The Devine government in Saskatchewan was in only a few minutes when they said: We have got to give them 8% money or they are going under. Now, I do not see that kind of urgency here. If you look at the economic stimulation, if you will, that is needed in this country, it will not only help the farmers but it will help all industry in eastern Canada, and the country as a whole. It just does not make good business sense not to move with a program that is going to respond, and respond quickly.

Mr. Anderson: We have not the authority or the facilities within the corporation to initiate any such program.

Mr. Gustafson: Well, then, you should have.

Le président: Monsieur Gustafson, merci.

Monsieur Ostiguy.

M. Ostiguy: Merci, madame le président. J'ai combien de temps?

Le président: Cinq minutes.

M. Ostiguy: Il me faudrait une heure, madame le président.

Le président: Vous aurez l'occasion de poser d'autres questions la semaine prochaine, monsieur Ostiguy, car M. Anderson revient le 15.

M. Ostiguy: Mes collègues d'en face ont abordé la question des prêts agricoles, et j'aurais une question à ce sujet.

Madame le président, au lieu de modifier les taux d'intérêt deux fois par année, la Société a consenti des prêts échelonnés sur vingt ou vingt-cinq ans au moment où les taux d'intérêt ont grimpé jusqu'à 16 et même 18 p. 100. Le jeune agriculteur qui a emprunté pour vingt ou vingt-cinq ans va toujours devoir payer 16 1/4 ou 16 3/4 p. 100 d'intérêt. Il me semble que si la Société avait vraiment voulu aider les agriculteurs, elle aurait consenti des prêts à court terme, un peu comme les institutions bancaires ou financières l'ont fait pour les prêts hypothécaires qui étaient limités à, au plus, deux ou trois ans. Cela permettra à ces gens-là de se refinancer à un taux d'intérêt beaucoup plus bas. Ce matin, on annonce des taux hypothécaires de 11 p. 100 pour les résidences. Vous avez des jeunes agriculteurs qui ont des prêts pour vingt ou vingt-cinq ans à 16 1/4 ou 16 3/4 p.

[*Translation*]

rappelle que nous empruntons et prêtons de l'argent sur des périodes de 10 ans, et ne pouvons donc l'acquérir à un taux inférieur. La stabilité que nous offrons découle du fait que l'agriculture sait que le taux d'intérêt est fixe, et que la loi permet maintenant des paiements par anticipa tion. Les agriculteurs qui sont en mesure ou qui veulent obtenir un prêt bancaire d'un an ou un prêt bancaire à un taux d'intérêt fluctuant, paieront certainement un taux d'intérêt moins élevé que ce que nous demandons pour des prêts de dix ans.

M. Gustafson: J'aimerais également savoir si votre Ministère ne pourrait pas envisager la possibilité d'accroître sa souplesse afin de réagir plus rapidement? Si vous voulez vraiment aider les agriculteurs, il faut agir et rapidement. Les agriculteurs auront fait faillite avant que le gouvernement n'élabore un programme. L'une des premières initiatives du gouvernement Devine de la Saskatchewan a été d'offrir des taux d'intérêt à 8 p. 100 aux agriculteurs pour leur éviter la faillite. À mon avis, le gouvernement fédéral n'attribue pas la même urgence aux problèmes. Non seulement un tel programme aiderait-il les agriculteurs, mais il servirait de stimulant aux industrie de l'est du Canada et du pays dans son ensemble. Ce n'est tout simplement pas très efficace de ne pas avoir de programme qui nous permette de réagir rapidement à la situation économique.

M. Anderson: La société n'a ni le pouvoir ni les possibilités de lancer un tel programme.

M. Gustafson: Vous devriez les avoir dans ce cas.

The Chairman: Thank you, Mr. Gustafson.

Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: Thank you, Madam Chairman. How much time do I have?

The Chairman: Five minutes.

Mr. Ostiguy: I need an hour, Madam Chairman.

The Chairman: You will have an opportunity to ask more questions next week, Mr. Ostiguy, because Mr. Anderson will be back on the 15th.

Mr. Ostiguy: My question relates to the subject of loans to farmers, which was raised by my colleagues opposite.

Madam Chairman, rather than change its interest rate twice a year, the corporation gave out 20-or-20-five-year loans when interest rates were as high as 16 and even 18%. If a young farmer received a 20 or 25 year loan, he will have to pay 16 and a quarter or 16 and three quarters per cent interest. I think that if the corporation really wanted to help farmers, it would have provided short-term loans, just as the banking or financial institutions did in offering two or three year mortgages. People receiving such mortgages will be able to refinance at a much lower rate of interest. This morning we have heard that the mortgage rate on housing is to be 11%. There are young farmers with 20 or 25 year mortgages at 16 and a quarter or 16 and three quarters per cent. They will never make it in farming.

[*Texte*]

100. Monsieur le président, ils ne pourront pas réussir en agriculture; c'est impossible.

Il me semble que c'est la première fois que la Société, depuis sa création en 1959, si ma mémoire est bonne, traverse une crise aussi difficile. Les agriculteurs, enfin tout le monde traverse une crise.

M. Dionne (Chicoutimi): Les prix des produits baissent.

M. Ostiguy: Et les prix des produits baissent, justement. Dans ma région, présentement, dans la région de St-Hyacinthe, monsieur le président, le maïs grain se vend $138 la tonne alors qu'il en coûte $170 la tonne pour le produire.

Alors, il me semble que la Société devrait se pencher sur ce problème dans les plus brefs délais possibles, si elle veut sauver l'agriculture.

Mr. Anderson: Yes, sir. I certainly agree that our long-term loans are our difficulty in falling interest rates times. They were quite a benefit in the rise of interest rates when our interest rates remained at 8% to a farmer, and did not rise as the banks' did. Our problem lies that within our act we are specifically ordered for long-term credit and the long term is usually considered to be 10 years and over. To fall below that, I am afraid I would be exceeding what authority is granted to the corporation under the act it operates.

M. Ostiguy: Oui, madame le président, mais s'il faut que la loi soit modifiée . . . On met souvent le blâme sur le gouvernement, mais la Société est une société de la Couronne, n'est-ce pas? Mais on blâme toujours le gouvernement! Donc, il me semble que la Société devrait prendre l'initiative de demander que sa Loi soit modifiée afin que ces changements-là soient faits. Encore une fois, je pense bien qu'il est impossible, pour un jeune agriculteur, de survivre en agriculture avec des taux d'intérêt tels que ceux que vous avez imposés il y a quelques années.

M. Dionne (Chicoutimi): Ce sont les plus endettés.

• 1030

M. Ostiguy: J'ai une autre question qui me paraît assez étrange actuellement. Dans ma région, il y a une quantité de dossiers qui sont à l'étude présentement. Cependant, je trouve étrange l'attitude de vos agents dans les bureaux régionaux. Ils refusent carrément, à certains moments, d'accepter la sollicitation pour une demande de prêt. L'agriculteur voit l'agent; celui-ci lui aide à remplir les formulaires, mais ensuite on lui dit: non, on n'est pas intéressé; on ne peut pas acquiescer à votre demande.

Encore une fois, madame le président, si la Société est vraiment là pour aider l'agriculture, qu'elle accepte au moins la demande et qu'elle l'étudie ou qu'elle la fasse étudier par quelqu'un d'autre, si personne de la Société ne peut le faire.

Je pourrais vous citer des cas pour lesquels il a été dit, en premier lieu, que l'entreprise était trop grande pour qu'on puisse leur consentir un prêt. Dans d'autres cas, on disait à l'agriculteur: monsieur, vous allez retirer votre demande de prêt. Au lieu de lui faire parvenir une lettre lui expliquant la

[*Traduction*]

In my opinion, this is the worst crisis the corporation has faced since its founding in 1959, if I recall the date correctly. Farmers and everyone else are in a crisis situation.

Mr. Dionne (Chicoutimi): Commodity prices are dropping.

Mr. Ostiguy: Precisely. Commodity prices are dropping. Green corn is currently selling for $138 a ton in St-Hyacinthe, which is in my riding, while it costs $170 a ton to produce it.

I therefore think that the corporation should look at this problem as soon as possible if it wants to save farming in this country.

M. Anderson: Je conviens certainement que nos prêts à long terme nous mettent en difficulté en périodes de chute des taux d'intérêt. Ces prêts étaient assez avantageux pendant les périodes d'augmentation des taux d'intérêt. Notre taux d'intérêt aux agriculteurs est resté à 8 p. 100 et n'a pas été augmenté comme celui des banques. Le problème tient au fait que notre loi prévoit explicitement que la société doit faire des prêts à long terme, et en général on considère le long terme comme étant de dix ans et plus. La société ne respecterait pas la loi si elle offrait des prêts à moins long terme.

Mr. Ostiguy: Yes, Madam Chairman, but if the act needs amending . . . The government is often blamed, but the Farm Credit Corporation is a Crown Corporation, is it not? But the government always gets the blame! I think that the Corporation should take the initiative and ask that its act be amended along the lines I have suggested. I repeat that in my opinion it is impossible for young farmers to survive with the type of interest rates you were charging a few years ago.

Mr. Dionne (Chicoutimi): Farmers have the largest debts.

Mr. Ostiguy: The next matter I would like to raise is the strange attitude on the part of your regional officers. In my region a number of loan applications are being studied by the regional office at the present time. Sometimes these officers categorically refuse loan application requests. The farmer comes in to see the officer who helps him fill in the form, but then he is told that the corporation cannot grant him a loan.

Here again, Madam Chairman, if the purpose of the Corporation is really to help farmers, it should at least accept the application and study it, or have it studied by someone else if no one at the corporation can do so.

I know of cases where applicants were told that their operation was too large to entitle them to a loan. In other cases the farmer was told to withdraw his loan application. Rather than sending the farmer a letter explaining why his application was rejected, in which case he could have appealed to a board,

[*Text*]

cause du refus, et, dans un tel cas, qu'il pouvait en appeler devant un tribunal, on a préféré agir comme je l'ai dit plus tôt. Je pense que les agents, dans les bureaux régionaux, commencent à avoir peur de la décision du tribunal d'appel. Je trouve cela complètement insensé, madame le président, que l'on dise à un agriculteur, par téléphone ou lorsqu'il vient au bureau, de retirer sa demande! On devrait lui répondre par le courrier et ainsi, l'agriculteur pourrait aller devant le tribunal d'appel et moi, en tant que représentant de ce comté, je pourrais écrire, soit au président de la Société ou au ministre de l'Agriculture. Je vous demanderais de bien vérifier cela, madame le président. Ces cas sont choses communes dans nos régions présentement.

Mr. Anderson: Thank you, sir. Yes, I wish that you would either come in or give me the particulars in writing of these cases because it is certainly not a policy of the corporation to ever refuse an application. Also, once the application is taken everyone has the right to appeal, and the appeal board's decisions are usually the ones that are followed. I am very disappointed to hear if these actions are taking place, but I assure you that if you bring these specific cases to my attention I will have them investigated and a report given to you. It is not our policy.

Le président: Une très brève question, monsieur Ostiguy.

M. Ostiguy: Oui, elle sera très brève, madame le président. Je voudrais seulement demander que l'on fasse enquête au sujet du bureau régional de St-Hyacinthe. Je me demande si cela pourrait être fait.

Le président: Ce sera par écrit, monsieur Ostiguy. Je vous remercie.

Monsieur Neil.

Mr. Neil: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Anderson, I was interested in your offering circular for this $50 million of 12.125% notes due March 30, 1993. In reading—I suppose you would call it a prospectus—it appears to me that basically you are locked in for a 10-year period. Is this not correct?

Mr. Anderson: Yes, sir.

Mr. Neil: So if the interest rates go down, then it is to the advantage of the people who have purchased these notes to retain them until maturity.

Mr. Anderson: Yes.

Mr. Neil: In other words, you have $50 million on which, when you loan it, you are going to have to receive at least 12.125% interest plus your costs and so on.

I am disappointed not with you but with the government, and the minister in particular, for not having considered the suggestions that have been made to him regarding a source of relatively cheap money from the farming community in western Canada. He indicated a few days ago that there would possibly be something in the budget to help the situation. I realize you cannot say anything because the budget is confidential, but I assume that you perhaps have made some recommendations from your department to the government in

[*Translation*]

the corporation officers preferred to tell him to withdraw his application. I think that officials working in regional officers are starting to be afraid of the Appeal board's decisions. I think it is completely ridiculous that farmers are being told by telephone or in person at the office that they should withdraw their application! They should get a written reply, which would enable them to take their case to the Appeal Board. As the Member of Parliament for this riding, I could then write to either the Chairman of the corporation or to the minister of Agriculture on behalf of my constituent. I would ask you to look into this carefully, because these cases are becoming common in our regions at the present time.

M. Anderson: Merci, monsieur. J'aimerais que vous me donniez par écrit les détails de ces cas, car ils n'est certainement pas la politique de la société de refuser une demande. De plus, tout le monde a le droit d'appel, et les décisions du tribunal d'appel sont en général respectées. Je suis très déçu d'entendre parler d'une telle situation, mais je puis vous assurer que si vous me donnez les détails des cas particuliers, je ferai faire une enquête et vous en donnerai les résultats. La situation que vous avez décrite n'est pas la politique de la société.

The Chairman: One very brief question, Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: I will be very brief, Madam Chairman. I would just like to ask that the St. Hyacinthe regional office be investigated. I am wondering whether an investigation could be conducted.

The Chairman: Your request should be in writing, Mr. Ostiguy. Thank you.

Mr. Neil.

M. Neil: Merci, madame le président.

J'ai trouvé intéressant votre prospectus dans lequel vous offrez $50 millions de billets à 12.125 p. 100 qui arrivent à échéance le 30 mars 1993. En lisant ce document j'ai l'impression que les ressources sont bloquées pendant dix ans. Est-ce exact?

M. Anderson: Oui, monsieur.

M. Neil: Donc si les taux d'intérêt baissent, ceux qui achètent les billets ont tout intérêt à les garder jusqu'à échéance.

M. Anderson: Oui.

M. Neil: Autrement dit, vous devrez recevoir un taux d'intérêt d'au moins 12.125 p. 100, en plus de vos frais etc., sur les $50 millions.

Ce n'est pas vous qui m'avez déçu mais plutôt le gouvernement, et en particulier le ministre. Il n'a pas tenu compte des propositions qu'on lui a faites concernant une source de fonds assez bon marché—c'est-à-dire les agriculteurs de l'Ouest du Canada. Il a dit il y a quelques jours que le budget corrigerait peut-être la situation. Je sais que vous ne pouvez pas faire de commentaires puisque le budget est confidentiel, mais je tiens pour acquis que vous avez peut-être recommandé des mesures au gouvernement selon lequelles on pourrait disposer de ces

[*Texte*]

the hope that the government will take some action to ensure that this relatively cheap money is available. It would certainly solve some of your problems, I would think.

Would you like to make any comments on that, Mr. Anderson, please?

Mr. Anderson: There have certainly been many, I think, worthy suggestions raised by various organizations and various people. We have explored the possibilities and certainly made recommendations of the ones we thought would be the most advantageous.

• 1035

As you point out, I have no idea whether any of this would be acted on or what is possible in the total picture.

Mr. Neil: It seems to me that if the corporation continues to borrow money in the private market and internationally on the same terms as you have been doing you are going to end up in an impossible situation eventually if interest rates go down.

In the prospectus, as well, there is a summary statement of operations covering the years 1978 to 1982, and I note in there that there is a provision for doubtful debts. In 1978 it was $740,000, and it has worked its way up to $8,711,000. Could you tell me if you found that your reserve for doubtful debts in the period 1978 through 1981 was a realistic one? Did you in fact need to make use of the amount that you set aside for a reserve?

Mr. Anderson: If you will, I will have the Director of Finance, Mr. Mann, reply to that.

Mr. W.G. Mann (Director of Finance, Farm Credit Corporation): Times have been changing at quite a rate and the collectability of our accounts has probably startled everyone, including ourselves. Probably in hindsight I would have to say they were a little under what we might have better provided if we had a crystal ball. The trend of our losses has been an indicator: last year we had losses of roughly $3 million; this year we are estimating about $7 million; next year we are contemplating maybe another $6 million to $7 million. So you can see that we have come from a very minimal amount back in those earlier years that you were referring to when it was $150,000. To us, when you start comparing $150,000 to a few million dollars there is quite a significant difference.

There has been quite a change and quite an increase in our concern and in the need for an adequate reserve. I might add that the very elements that we have talked about in trying to extend government programs to people in difficulty put into our portfolio an even further dimension because in the past it has been geared around our so-called regular lending to farmers who have, essentially, the capability to repay. This dimension that has been alluded to—after two years conceivably what is going to happen—creates quite a new impression. We have, from a lending point of view, tried to make these loans on the basis that after two years they would be able to carry it. How long this current environment will continue and what impact it will have remain to be seen, but it does raise a

[*Traduction*]

fonds assez bon marché. A mon avis, il ne fait pas de doute que de telles mesures règleraient certains de vos problèmes.

Avez-vous des commentaires à faire à ce sujet, monsieur Anderson?

M. Anderson: Je pense que différents organismes et différents particuliers ont certainement fait des suggestions fort valables. Nous avons examiné les possibilités et nous avons recommandé au gouvernement d'adopter celles qui seraient les plus avantageuses à notre avis.

Ainsi que vous venez de le faire remarquer, je ne sais pas si tout ceci sera possible dans la pratique.

M. Neil: Si la société continue à emprunter de l'argent dans le pays et à l'étranger dans les mêmes conditions qu'elle l'a fait jusqu'à présent, elle risque de se retrouver dans une situation très délicate lorsque les taux d'intérêt baisseront.

Le résumé des résultats pour les années 1978 à 1982 font état de provisions pour créances douteuses lesquelles sont passées de $740,000 à 8,711 millions de dollars. Avez-vous vraiment eu besoin des réserves prévues pour créances douteuses pour la période allant de 1978 à 1981?

M. Anderson: Je demanderais à M. Mann, notre directeur des finances de vous répondre.

M. W.G. Mann (directeur des finances, Société du crédit agricole): La situation évolue très rapidement et nous sommes nous-mêmes étonnés par la multiplication des créances irrécouvrables. Si nous avions pu prévoir l'avenir, on aurait relevé la provision pour créances douteuses. L'évolution de nos pertes en est d'ailleurs un excellent indicateur; alors que l'an dernier, nous avions perdu quelque 3 millions de dollars, nous prévoyons une perte de 7 millions de dollars cette année et 6 millions de dollars à 7 millions de dollars à nouveau l'an prochain. Nous étions au départ partis d'un chiffre très bas, $150,000; l'écart est énorme quand on pense que l'on atteint maintenant des millions de dollars.

La constitution de réserves suffisantes est donc un vrai problème. De plus, alors que par le passé, nous accordions des prêts uniquement aux agriculteurs solvables, nous cherchons maintenant à en accorder aux agriculteurs qui se trouvent en difficulté, ce qui changera encore très sensiblement notre situation. En principe ces prêts ont été accordés dans l'espoir qu'au bout de deux ans ils pourraient les rembourser. Mais tout dépend évidemment de la conjoncture et la question des provisions reste donc tout aussi aigüe.

[*Text*]

lot of concern in our minds about the kind of provision we require.

Mr. Neil: I am not an accountant, and I have not had an opportunity of looking at your recent balance sheet; but I would assume that, for example, in 1978 you set aside and put into reserve $740,000, and that sits there, although you have perhaps written off some debts against that, and the next year you put in $1.4 million. So your reserve for doubtful debts is an accumulation of all these amounts over the years—is this correct?—and your figure of $8.7 million for 1982 is the amount that you have actually put into reserve against losses?

Mr. Mann: That is correct, sir. The amount that you see on the balance sheet is the amount estimated at that point in time, which is March 31 . . .

Mr. Neil: I have not had a chance to look at your balance sheet. Could you tell me what your reserve for doubtful debts is at this point in time, say at March 31, 1982?

Mr. Mann: At 1982 it was $11,010,000, and it had been the year before $5.3 million, so you can see we increased it more than 100% in one year. This is our estimate at that point in time of what we expect to incur in the way of write-offs of our $3.8 million outstanding at that same point in time. This, then, is the relationship of those two amounts.

Mr. Neil: So unless some changes are made in your borrowing practices, you could, if it keeps on, end up in considerable difficulty in a few years if the economy stays the same way.

• 1040

Mr. Mann: I would say yes, there is an increasing concern about the losses that we might incur from write-offs of loans. Yes.

Mr. Neil: Thank you very much, Madam Chairman.

Le président: Merci, monsieur Neil. Monsieur Veillette.

M. Veillette: Merci, madame le président.

Monsieur Anderson, vous avez eu à administrer le programme spécial d'aide financière à l'agriculture. Vous dites dans votre exposé du début que cette aide-là a pris force en juin dernier. J'aimerais savoir quelle est la date précise, et j'aimerais aussi savoir si vous vous êtes basé sur la date d'application du prêt, ou encore sur la date du premier versement du prêt. Car enfin, un cultivateur aurait pu faire application pour un prêt au mois de mai, et le premier versement du prêt se faire en juillet? Alors, à ce moment-là, est-ce que vous allez considérer la date d'application ou encore la date du premier versement pour pouvoir bénéficier du 4 p. 100?

Mr. Anderson: Perhaps Mr. Hollingshead can answer.

Mr. Hollingshead: I will attempt to answer this, Madam Chairman. I forget the exact date that it was announced in the budget, but I think it was June 27 or June 28, so it was effective as of that date. Remember that this program was announced to help people in dire straits only, and I will not

[*Translation*]

M. Neil: Je ne suis pas comptable et je n'ai pas examiné votre dernier bilan. Mais prenons que vous ayez établi une réserve de $740,000 pour créances douteuses en 1978, montant qui a servi à apurer un certain nombre de créances irrécouvrables et auquel ces revenus ajoutés l'année suivante 1.4 million de dollars. Cette réserve présente donc les fonds à accumuler à ce titre au cours des années et les 8.7 millions de dollars pour 1982 représentent le montant des réserves prévues pour les créances irrécouvrables.

M. Mann: Oui le montant qui figure au bilan est celui qui avait été prévu le 31 mars.

M. Neil: À combien s'élève la réserve pour créances douteuses au 31 mars 1982?

M. Mann: À 11,010 millions de dollars contre 5.3 millions l'an dernier, soit une augmenetation de plus de 100 p. 100 en un an. C'est le montant que nous comptons devoir passer par profits et pertes sur les 3.8 millions de dollars exigibles.

M. Neil: Vous risquez donc de vous heurter à de grosses difficultés d'ici quelques années si vous ne modifiez pas votre politique de prêts, à moins bien entendu que la situation économique ne s'améliore.

M. Mann: Nous nous préoccupons de plus en plus des pertes que nous subissons pour créances irrecouvrables.

M. Neil: Merci beaucoup, madame le président.

The Chairman: Thank you, Mr. Neil. Mr. Veillette.

Mr. Veillette: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Anderson, you were in charge of the Special Farm Financial Assistance Program, and you said in the beginning that the program was implemented last June. I would like to know the date, and I would also like to know if you took into consideration the date of application for the loan, or the date of the first payment. A farmer might have applied in May for a loan, and the first payment could have taken place in July? Which is the date taken into consideration for getting the 4%? The date of application, or the date of the first payment?

M. Anderson: M. Hollingshead pourrait peut-être vous répondre.

M. Hollingshead: Je vais essayer de répondre, madame le président. Je ne sais plus exactement quand le programme a été annoncé dans le budget, je crois que c'était le 27 ou le 28 juin, et il a donc pris effet à partir de cette date. Rappelez-vous que ce programme ne s'adressait qu'à ceux qui étaient dans

[*Texte*]

comment about the adequacy of it because it is not my position, but there obviously was a very heavy demand for the funds that were available. So that was one reason why we did not use this fund to refinance old loans, because we could make adjustments to them if they were there.

If the loan had already been approved, it was our conclusion, rightly or wrongly, that that fellow really was not in dire straits as such because he had a loan approved which he could accept. However, if the loan had not been approved, we could reassess it and give him what you call a special loan and he would then have had the benefit of the interest rebate.

But I would like you to bear in mind that, if we concluded that the fellow could get by without the rebate, then we would make him a regular loan. Everybody wanted the rebate and I would too. So there was a bit of judgment there. As I said, based on the conclusion, if we had already made a commitment, we would make him a loan because at that point in time, when we made the commitment, we had to conclude to ourselves that there was viability in the operation. It looked as if the fellow could operate. So he was not in distress at that time.

However, if it were after, we might have concluded that he was in dire straits and he was eligible or that he really was not, so that we could save the special money, if you like, for somebody who was in a more difficult financial situation.

M. Veillette: Merci. Dans un cas comme celui-là, qui prend la décision finale?

Mr. Anderson: The judgment is made depending on how close the loan is . . . on prepayment ability and on equity, either at the credit adviser level or supervisory, or tied right into head office. But our act is quite specific that we can go to 100% of equity or appraised value but it must show a repayment. The loans that had been given either showed repayment or we could not give them. If they showed repayment at the level of interest at that rate, we could not go back and suddenly say, now they do not show repayment. It is an inconsistent view. Either the repayment was there or he would not have had the loan originally. So to go to those loans and write them down because it makes his repayment ability more secure, and leave out someone who cannot operate, would be an inconsistent approach.

We cannot, on one hand, give a loan that before June 28 was investigated through, was conceded to be repayable, at the interest rate and amount that the gentleman required, then turn around a week later and say, all of a sudden, it is not repayable. If that is the case, then obviously our first assessment was wrong and we should not have had the loan in the first place. We cannot do it both ways; it does not work.

[*Traduction*]

une situation très difficile, et il ne m'appartient pas de me prononcer sur son utilité, mais compte tenu des fonds disponibles, la demande a été très vive. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous n'avons pas utilisé ces crédits pour le refinancement d'anciens emprunts, parce que nous pouvions procéder à des ajustements sur ceux-ci.

Si le prêt avait déjà été approuvé, nous en concluons, à tort ou à raison, que la personne en question ne se trouvait pas dans une situation difficile, puisqu'un prêt lui avait été consenti et qu'elle pouvait l'accepter. Mais si le prêt n'avait pas été approuvé, nous pouvions le réévaluer et lui consentir ce que vous appelleriez un prêt spécial, auquel cas elle bénéficierait d'une remise d'intérêt.

N'oubliez pas, toutefois, que si nous décidions que cette personne pourrait se passer de cette remise, nous pouvions lui consentir un prêt ordinaire. Tout le monde était preneur, à un pareil intérêt, et je l'aurais également été; il fallait donc exercer notre jugement. Comme je l'ai dit, si nous avions déjà pris un engagement, nous consentions un prêt à cette personne parce qu'à ce moment-là, lorsque nous avions pris l'engagement, nous avions cru à la viabilité de l'entreprise, et la personne semblait en mesure de se débrouiller. Elle n'était donc pas en détresse à ce moment-là.

Mais par la suite, nous aurions pu conclure que cette personne était en grande difficulté, et qu'elle était donc habilitée à bénéficier du programme, ou qu'elle ne l'était pas, de sorte qu'il valait mieux utiliser ces fonds pour quelqu'un qui se trouvait dans une situation encore plus difficile.

Mr. Veillette: Thank you. Who makes the final decision in such a case?

M. Anderson: La décision est prise en fonction de la capacité de remboursement et des fonds propres, et donc du risque pris; elle est prise par le conseiller de crédit, ou par son supérieur, ou référée au siège central. Les directives sont très claires, et nous pouvons consentir un prêt alors jusqu'à 100 p. 100 des fonds propres ou de la valeur estimative, à condition qu'il y ait possibilité de remboursement. Si cette possibilité n'existait pas, nous ne pouvions consentir de prêt. Si les remboursements pouvaient être faits à ce taux d'intérêt, nous ne pouvions soudain changer d'avis et dire qu'il n'y avait pas de chance pour qu'il soit remboursé. Ce serait manquer de logique. Si nous n'avions pas jugé la personne solvable, elle n'aurait pas obtenu de prêt. Ce serait donc manquer de logique que de baisser l'intérêt de ces prêts pour augmenter les chances de remboursement, et de refuser le prêt à une personne qui ne peut assurer la survie de son exploitation.

Nous ne pouvons consentir, d'une part, un prêt sur lequel nous avions enquêté avant le 28 juin, à une personne jugée solvable, pour une somme demandée et à un certain taux d'intérêt, et nous dédire subitement, une semaine plus tard pour déclarer que le prêt n'est pas remboursable. Si tel est le cas, notre première évaluation était manifestement fausse et nous n'aurions donc pas dû consentir le prêt. On ne peut pas miser sur les deux tableaux.

[*Text*]

• 1045

M. Veillette: Monsieur Anderson, je recevais dernièrement le rapport du bureau régional de mon comté sur les différents prêts faits par le bureau au cours de l'année 1982. Je remarquais qu'on avait fait des prêts pour acheter des quotas de lait.

Une chose que je trouve réellement étrange, c'est que lorsqu'un jeune cultivateur veut prendre la relève et acheter la ferme de son père ou une autre ferme, la Société du crédit agricole ne considère pas la valeur des quotas comme une garantie. On sait très bien que présentement, sur une ferme laitière, le quota vaut presque autant que les bâtisses et la terre. Donc, s'il n'y a pas de quota, il n'y a pas d'exploitation. On voit souvent des quotas de lait qui valent $100,000 et $150,000. Lorsque le jeune cultivateur veut acheter une terre, il doit payer le quota, et la Société ne reconnaît pas la valeur du quota comme garantie.

Est-ce que vous avez une opinion à me donner à ce sujet-là? Qu'est-ce que la Société entend faire pour aider ces cultivateurs-là à acquérir une ferme?

Mr. Anderson: I believe our problem is that we cannot get security from the Canadian Dairy Commission. But I think Mr. Hollingshead, if he would not mind answering that, will tell you there is a reason or a technicality or something, is there not?

Mr. Hollingshead: I will maybe attempt to answer it very briefly. The act permits us to make loans on land and such additional security as may be required or as may be available. I think some of the problem here is that there is some question as to whether the farmer owns the quota or whether it belongs to the Dairy Commission. If it does not belong to the farmer, then he cannot pledge it, if you like. He does not own it; it is just the right for him to sell. I think that is some of the main problem, but maybe the Chief of Loan Administration, Mr. Modderman, might have something more to say because I think he knows quite a bit more detail about that type of security.

Le président: Merci, monsieur Hollingshead.

M. Jules Modderman (chef de l'Administration des prêts, Société du crédit agricole): Monsieur Veillette, cette question concernant les quotas n'est pas nouvelle; plusieurs cultivateurs et députés l'ont posée. C'est une question juridique. La Société du crédit agricole est dans les affaires pour faire des prêts sur des hypothèques et des nantissements. La Société ne peut pas hypothéquer ou nantir quelque chose qui n'appartient pas à l'emprunteur. L'emprunteur n'est pas le propriétaire du quota; c'est l'Association des producteurs de lait qui en est propriétaire. Étant donné que nous pouvons seulement nantir et hypothéquer les propriétés d'un emprunteur, la Loi ne nous permet pas de prendre ses quotas comme garantie de prêt.

Le président: Monsieur Veillette, votre temps est écoulé. Si le Comité est d'accord, vous pourrez continuer, mais vous pourrez revenir à cette question-là la semaine prochaine. Mardi prochain, la Société du crédit agricole revient comme témoin, et vous pourriez avoir de nouvelles questions. D'accord?

[*Translation*]

Mr. Veillette: Mr. Anderson, I recently received the report from the regional office in my riding about various loans it made during 1982. I noticed that loans have been granted to buy milk quotas.

I find it strange that, when a young farmer wants to buy his father's farm or another farm, the Farm Credit Corporation does not accept the value of quotas as a guarantee. We know very well that, presently, on a dairy farm, the quota is worth almost as much as the buildings and the land. Then, if there is no quota, there is no farm. Very often, milk quotas are worth $100,000 or $150,000. When the young farmer wants to buy land, he has to pay for the quota and the Corporation does not recognize the value of these quotas as a guarantee.

What do you think of that? What does your Corporation intend to do in order to help those farmers to buy their farms?

M. Anderson: Notre problème est que nous ne pouvons pas obtenir une garantie de la Commission canadienne du lait. Je vais demander à M. Hollingshead de vous en donner la raison précise.

M. Hollingshead: Je vais essayer de vous donner une brève réponse. La loi nous permet d'accorder des prêts garantis par des terres et autres valeurs, selon le cas. La question est de savoir si le quota appartient à l'agriculteur ou bien s'il appartient à la Commission canadienne du lait. S'il n'appartient pas à l'agriculteur, celui-ci ne peut pas l'offrir en garantie. S'il ne lui appartient pas, il n'a pas le droit de le vendre. Voilà la cause essentielle de ce problème, mais le chef de l'administration des prêts, M. Modderman, pourra peut-être vous en dire davantage puisqu'il s'y connaît un peu mieux que moi.

The Chairman: Thank you, Mr. Hollingshead.

Mr. Jules Modderman (Chief of Loan Administration, Farm Credit Corporation): Mr. Veillette, this question about quotas is not new; many farmers and members of Parliament have already raised it. It is a legal question. The Farm Credit Corporation was created to make loans on mortgages and pledges. The Corporation cannot accept as mortgage or pledge something which does not belong to the borrower. The quota does not belong to the borrower, but rather to the milk producers association. Since we can accept as pledge or mortgage only what belongs to a borrower, the Act does not allow us to accept his quotas as security for the loan.

The Chairman: Mr. Veillette, your time is over. With the consent of the members of this committee, you can go on, but you will also be able to ask again that question next week. Next Tuesday, the Farm Credit Corporation appears before us again, so you will be able to ask other questions. Agreed?

[*Texte*]

Merci, monsieur Veillette.

Monsieur Korchinski.

Mr. Korchinski: Thank you very much. Mr. Anderson, I was interested in your comments with regard to the borrowing from the Consolidated Revenue Fund. If a farmer comes to you for a loan for 25 years, when you go to the Consolidated Revenue Fund, do you request funds for 25 years or do you go on a yearly basis or, say, a two- or three-year basis?

Mr. Anderson: No, up to this time, when we went to the Consolidated Revenue Fund we got money on a 20-year basis and we paid it back with interest over the 20 years.

• 1050

Mr. Korchinski: Why do you select 20 years, for example, because bonds are not necessarily issued for a 20-year period? I can understand maybe that the government would want you to be locked in to some situation, but as you might well appreciate, when the interest rates were very high, you would automatially be commiting yourself to a high rate of interest for 20 years. Now why, during that period, could—we would all hope that it would come down sooner or later, preferably sooner than later. But the point is this: I think many people expected that eventually the interest rates would come down. Could you not have gone to the Consolidated Revenue Fund with that same approach? Could you not have said: Well, we will simply just take it for two years, lock costs in for two years and then go back to the Consolidated Revenue Fund, when the interest rates are down, and say, all right, now we will go for 20 years?

The thing is this: that you can or you are in a position perhaps, or hopefully, to be able to manipulate that and thereby be of assistance to farmers. Whereas it then becomes the responsibility of the government, I suppose, as to where to get the money and so on. But the thing is this: I am thinking of the individual who has to make the repayment.

Mr. Anderson: Well, sir, we do approach . . . when we were giving our loans up to 29 years, our average was 20 years. So we have been requested to match the cost of our buying with the money we lend. The reason is that we are charged on the Consolidated Revenue Fund and the feeling was that it was not our place to be gambling on interest rates. So, while we could borrow and surmise at any given time they would go up and down, we would be putting in a risk of interest rates fluctuating on a corporation. Therefore, we would not be using sound financial practice. If we were to have, in hindsight, borrowed your money to finance the 16% loans, we would have made a lot of money. Conversely, if we had done that when they were 10% and they moved to 16%, we would have lost a lot of money. What we are requested to do is not to gamble on situations but to operate with the funds that match, adding a margin that allows us to cover operating costs and return on the equity capital. From that point on, we are not allowed to speculate on interest rates or currency.

[*Traduction*]

Thank you, Mr. Veillette.

Mr. Korchinski.

M. Korchinski: Merci beaucoup. Monsieur Anderson, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt ce que vous avez dit au sujet de l'emprunt au Fonds du revenu consolidé. Si un agriculteur vous demande un prêt sur 25 ans, lorsque vous vous adressez au Fonds du revenu consolidé, demandez-vous des fonds pour 25 ans ou pour un, deux ou trois ans?

M. Anderson: Jusqu'à présent, lorsque nous nous sommes adressés au Fonds du revenu consolidé, nous avons obtenu de l'argent sur 20 ans et nous l'avons remboursé avec les intérêts calculés sur 20 ans.

M. Korchinski: Pourquoi 20 ans? Les obligations ne sont pas nécessairement émises pour une période de 20 ans, n'est-ce pas? Je puis très bien comprendre que le gouvernement veuille s'assurer une situation ferme, mais vous le savez sans doute, lorsque les taux d'intérêt étaient très élevés, vous vous seriez automatiquement engagés pour un taux d'intérêt élevé et cela pendant 20 ans. Pourquoi pendant cette période—nous espérons tous qu'il y aura une baisse tôt ou tard, tôt de préférence à tard. La question que je me pose est celle-ci: la plupart des gens s'attendaient à ce que les taux d'intérêt finissent par baisser. Ne pourriez-vous pas négocier avec le Fonds du revenu consolidé sur la même base? N'auriez-vous pu dire aux responsables: nous n'empruntons cet argent que pour deux ans, avec un coût fixe pour deux ans, et ensuite, lorsque les taux d'intérêt auront baissé, vous pourriez revenir pour demander au Fonds de prêter cette somme pour une période de 20 ans?

Il demeure que vous avez ou pourriez avoir une marge de manoeuvre et, de cette façon, aider les agriculteurs. Il incombe alors au gouvernement de décider d'où vient l'argent par exemple. Il reste que je songe au particulier qui est tenu au remboursement.

M. Anderson: Eh bien, monsieur, nous avons approché . . . lorsque nous consentions des prêts pour des périodes allant jusqu'à 29 ans, notre moyenne était 20 ans. On nous a donc demandé d'aligner nos frais de trésorerie sur les sommes que nous prêtions. La raison en est que nos fonds sont imputés au Fonds du revenu consolidé et que nous ne devions pas spéculer sur les taux d'intérêt. Par conséquent, même si nous pouvions emprunter et prévoir le moment où le taux d'intérêt monterait ou descendrait, nous aurions imposé à une corporation le risque d'un taux d'intérêt variable. Ce ne serait pas là une bonne pratique financière. Avec le recul, si nous avions emprunté de l'argent pour financer des prêts à 16 p. 100, nous aurions fait de gros bénéfices. Par contre, si nous avions emprunté à 10 p. 100 et que les taux soient montés à 16 p. 100, nous aurions perdu beaucoup d'argent. Ce qu'on nous demande de faire, ce n'est pas de parier sur une situation mais de fonctionner avec des fonds correspondants, auxquels nous ajoutons une marge qui nous permet d'assurer nos coûts d'exploitation et d'obtenir un rendement du capital. Dans cet

[*Text*]

Mr. Korchinski: Well, I am not suggesting you speculate but it must have appeared obvious—first of all, who made the decision? Was it your department or was it the government that suggested to you—no dice, do not even bother operating on that basis? Did you make that decision or—I know you said, it was suggested to us. But I do not know who.

Mr. Anderson: I think you know it is not a decision we are really allowed to make. Mr. Mann, I think would maybe cover it better—if you do not mind.

Mr. Mann: Yes sir. Over the years the long- term concept has been the message that we have had to deal with and so we have had to try to relate the funding of the corporation's program to the lending and, as the chairman has said, we lend up to 29 years. Over the years . . . we lend for shorter periods as well. The point was the average overall was something above 20 and something less than 29. With the prepayment privileges that farmers exercise and have had until October last, they, in fact, reduce the period again. So, as a result, the 20 years has been a fair matching of our costs with our income, and this has prevailed until the last year or so.

This has been a joint affair between ourselves and finance on the funding from the CRF. We tried to bring the two . . . as we felt the need for change. We have introduced the need and request and it has been considered, and that is what has brought us to where we are. In recent months, you have noticed the corporation's going to 10-year renewals in the lending. There was a complementary thrust there to develop a funding from the CRF on a 10-year renewal concept as well. Again, trying to maintain a matching.

Why the delay in trying to address all these things? It does take time. We have had a new act introduced, an amendment to our act last April. We have come a long way, I would think, in trying to address our problems. We are probably not moving as fast as you would like in trying to get all of these things in place but we are moving.

• 1055

Mr. Korchinski: May I just ask one other question? For example, in the housing industry you can go in there and amortize over a 25-year period, but you can take a one-year loan and renew it again. You say a 10-year minimum. Are you perhaps in need of some legislation or some other powers, which might lock a farmer in for five years and then give him an opportunity to renew again on a 25-year basis? It would then be his choice as to whether he speculates or not, not yours.

[*Translation*]

esprit, nous ne sommes pas autorisés à spéculer sur les taux d'intérêt ou les taux de change.

M. Korchinski: Je ne vous propose pas de spéculer, mais il aurait dû vous sembler évident—premièrement, qui a pris la décision? Est-ce que c'est votre ministère ou le gouvernement qui vous a suggéré—rien à faire, ils ne fonctionnent pas de cette façon? Avez-vous pris cette décision ou—je sais que vous avez dit que cela vous avait été recommandé. Je ne sais pas par qui.

M. Anderson: Vous savez que ce n'est pas une décision que nous sommes habilités à prendre. Monsieur Mann, vous pourriez certainement répondre à cette question mieux que moi, si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

M. Mann: Oui, monsieur. Depuis des années, cette notion de long terme a guidé nos opérations et nous avons dû essayer de réconcilier le financement du programme de la corporation avec les prêts et, comme l'a dit le président, nous avons prêté pour des périodes allant jusqu'à 29 ans. Depuis des années . . . nous prêtons maintenant pour des périodes plus courtes. Il reste que la période moyenne était d'un peu plus de 20 ans, un peu moins de 29. À cause du privilège de paiement anticipé, dont jouissaient les agriculteurs jusqu'en octobre dernier, la période moyenne est encore plus réduite. Par conséquent, la période de 20 ans représente un appariement assez juste de nos coûts avec notre revenu, et c'était la situation que nous avions jusqu'à l'année dernière ou à peu près.

Il s'agissait donc d'une affaire qui se traitait entre nous-mêmes et les Finances sur le financement provenant du Fonds du revenu consolidé qui s'occupait du financement. Nous avons essayé de réconcilier . . . étant donné que nous étions d'avis qu'il fallait un changement. Nous avons demandé le changement et on l'a étudié, voilà ce qui nous a menés où nous sommes maintenant. Au cours des derniers mois, vous remarquerez la Société a consenti des renouvellements de prêts pour 10 ans. On a également fait des efforts pour mettre au point un financement renouvelable du Fonds du revenu consolidé pour une période de 10 ans également. Là encore, pour essayer de conserver l'appariement.

Pourquoi a-t-on tardé à résoudre ces difficultés? C'est que ça prend du temps. En avril dernier, nous avions une nouvelle loi, ou plutôt une modification de notre loi. Nous avons beaucoup fait, je crois, pour régler nos problèmes. Nous ne sommes peut-être pas aussi rapides que vous le voudriez pour ce qui est de mettre en application ces changements, mais nous progressons.

M. Korchinski: Pourrais-je poser une toute dernière question? Dans le secteur du logement par exemple, il est toujours possible d'obtenir un amortissement sur 25 ans, quitte à contracter un emprunt pour un an et à le renouveler chaque année. Vous parlez quant à vous d'un minimum de dix ans. Vous faudrait-il une nouvelle loi ou d'autres pouvoirs qui pourraient avoir pour effet de bloquer l'agriculteur pour cinq ans en lui donnant toutefois la possibilité de reconduire l'emprunt en gardant l'amortissement de 25 ans? À ce

[*Texte*]

Mr. Anderson: It is very true, sir, and at this point in time he can get that type of lending from a bank or other lending institution. I think the feeling was that we would supply a unique need for those people who could not afford the speculation.

I do not disagree with what you are saying, that the type of money you are talking about is available from the standard lending institutions. The lending we do at 10 years and over, to my knowledge, has never been abailable, except in rare cases. When the banks talked about moving into long-term lending, they were going into 20-year amortizations with floating interest rates for 5 years and down. The only long-term lender in the market has always been the Farm Credit Corporation, and while we do not expect to fill all need, we expect to fill it for those people who do not have the viability or the capacity to absorb that type of gamble. Those who have, certainly have the money available.

I think the feeling was that we would supply to that unique group who have not the cashflow to be able to absorb rise and fall of interest rates. Those farmers who have that capacity within themselves can find the money you are speaking of readily available from banks and credit unions.

The Chairman: Thank you.

Mr. McCain: Just one quick supplementary. Do you have a schedule of borrowings from the Crown, the rate of interest, the date of borrowing and repayment? If so, could we have one? I cannot find it in these; it may be here.

Mr. Mann: The rate of our actual borrowings from the CRF, sir?

Mr. McCain: The schedule of borrowings, date of borrowing, date of repayment and interest chargeable.

Mr. Mann: The outstanding debt. Yes, we can make that available to you, and we will.

Mr. McCain: I did not see it in here.

Mr. Mann: No, no; it is not there.

Mr. McCain: Thank you very much, Madam Chairman.

Le président: Merci, monsieur McCain.

Monsieur Dionne, vous serez le dernier intervenant.

M. Dionne (Chicoutimi): Madame le président, je parle depuis deux ans d'une idée qui pourrait peut-être venir en aide à ceux qui ont des difficultés financières en agriculture. Je ne

[*Traduction*]

moment-là, ce serait à lui et non plus à vous, de décider de spéculer.

M. Anderson: C'est tout à fait exact, monsieur, et pour l'instant, l'agriculteur peut effectivement obtenir des prêts à ces conditions auprès de sa banque ou d'une autre institution financière. Ces gens sembleraient d'avis que nous sommes seuls à donner à tous ceux qui ne peuvent pas se permettre de spéculer sur les taux une garantie de ce genre.

Ce n'est pas que je ne suis pas d'accord avec ce que vous venez de dire, dans la mesure où ces fonds sont effectivement disponibles auprès des institutions financières normales. Pour autant que je sache toutefois, et à de très rares exceptions près, nous sommes seuls à consentir des prêts de dix ans et plus. Lorsque les banques ont commencé à envisager ces prêts à long terme, elles avaient pensé à une période d'amortissement de 20 ans et à des taux d'intérêt flottants fixés pour cinq ans ou moins. Sur le marché, c'est la Société du crédit agricole qui a toujours été le seul prêteur à long terme et, même si nous ne nous attendons pas à pouvoir répondre à toutes les demandes, nous espérons du moins pouvoir donner satisfaction à tous ceux qui n'ont pas les reins financiers suffisamment solides pour pouvoir spéculer sur les taux d'intérêt. Ceux en revanche pour qui le problème ne se pose pas, ne manquent jamais de trouver l'argent dont ils ont besoin.

Je dirais que le sentiment le plus répandu était que nous nous occuperions de tout ce groupe d'agriculteurs n'ayant pas les rentrées suffisantes pour pouvoir amortir les hauts et les bas des taux d'intérêt. Pour ce qui est de ceux qui au contraire en ont les moyens, ils peuvent toujours très facilement trouver l'argent dont ils ont besoin auprès des banques et des coopératives de crédit.

Le président: Je vous remercie.

M. McCain: Une toute petite question supplémentaire. Avez-vous sous la main une liste des emprunts contractés auprès de la Couronne, des taux d'intérêt, des dates de signature et d'échéance? Dans l'affirmative, pourrions-nous en avoir copie? Je ne trouve rien de la sorte dans les documents, mais peut-être ai-je mal vu.

M. Mann: Vous parlez de la situation de nos emprunts auprès du FRC, c'est cela?

M. McCain: C'est cela, la liste des emprunts, des dates de signature et d'échéance et les taux d'intérêt applicables.

M. Mann: En fait, les créances actives. En effet, nous pouvons vous communiquer le renseignement et c'est ce que nous allons faire.

M. McCain: Je n'ai rien vu de ce genre dans les documents.

M. Mann: En effet, ce renseignement n'y figure pas.

M. McCain: Merci beaucoup, madame le président.

The Chairman: Thank you, Mr. McCain.

Mr. Dionne, you will be the last questioner.

Mr. Dionne (Chicoutimi): Madam Chairman, I have been toying for a couple of years with an idea which might be helpful to all those farmers in financial difficulty. However, I

[*Text*]

suis pas certain que les gens de la Société m'aient bien écouté; c'est pourquoi je répète mon idée ce matin.

Vous savez, autour de la table ici, ce matin, on parle de beaucoup de gens qui ont des difficultés financières dans l'agriculture, mais ce ne sont pas tous les producteurs agricoles qui ont des difficultés financières. Cela dépend du taux d'endettement de chacun. Il y a des gens qui sont très peu endettés; il y a des gens qui sont fortement endettés; et ceux qui sont fortement endettés, malheureusement, ce sont ceux de la relève agricole. Ce sont d'excellents cultivateurs qui ont été bien formés, ce sont des techniciens. Ce sont probablement ces gens qui ont le plus besoin d'aide en agriculture, présentement.

Madame le président, j'aimerais que l'on se penche encore sur l'idée que je préconise depuis deux ans. Il y a beaucoup de producteurs agricoles qui font de l'argent et qui doivent de l'argent à la Société de crédit agricole. Vous pourriez donner à ces producteurs la possibilité de devancer leurs paiements, et on pourrait dire, par le biais de la fiscalité, que ceci ne représente pas un revenu et se servir de cet argent-là pour le prêter à des taux spéciaux à ceux qui ont besoin d'argent. Je pense, madame le président, qu'on pourrait aller chercher plusieurs centaines de millions de dollars pour aider les gens qui ont des difficultés financières, principalement les jeunes.

Deuxièmement, madame le président, on a fait appel à toutes sortes de sources de financement. Je me demande si la Société du crédit agricole a pensé à se servir de l'argent des producteurs agricoles, parce qu'il y a des producteurs agricoles dans ce pays qui ont beaucoup d'argent à prêter. Si la Société du crédit agricole leur offrait l'occasion, avec des garanties du gouvernement canadien, de prêter de l'argent à court, moyen ou long terme, je pense qu'il y aurait des milliards de dollars qui sortiraient de l'agriculture pour financer l'agriculture. Il faudrait se pencher sur ce problème. Je connais beaucoup de producteurs agricoles en Ontario et au Québec. Ceux de l'Ouest, je ne les connais pas, parce que mes collègues ne m'invitent pas à aller dans l'Ouest.

• 1100

Mais il y a beaucoup d'argent, monsieur le président, et il ne faut pas rire de cela! C'est vrai, on pourrait les inviter à prêter cet argent-là à la Société du crédit agricole avec de bonnes garanties et des avantages fiscaux également. Je suis certain que vous iriez chercher l'argent dont vous avez besoin présentement pour palier au manque d'argent que vous avez. Merci.

Mr. Neil: I have been telling you that for years and it never caught on, after all this time.

The Chairman: Mr. Anderson.

Mr. Anderson: Your suggestion certainly has merit, sir. We could do this except at this time a Crown corporation, not just this Crown corporation, is not allowed to do a public issue of its bonds on the Canadian market. It has to be a private placement. We cannot issue Farm Credit Corporation

[*Translation*]

am not convinced that I have been listened to by the corporation and this is the reason why I am going to repeat it this morning.

As you know, this morning we have been repeatedly alluding around this table to the fact that lots of people in the agriculture sector have financial problems, but this is certainly not the case for all farm producers. It is related to their individual rate of indebtedness. Some of them have a very low debt ratio and others have a very high one; unfortunately the latter category is mainly the new generation of farmers. Those are outstanding farmers, those are technicians with a good formal training. They are probably those who, at the present time, need our help most.

Madam Chairman, I would really appreciate a furthering of this idea I have been putting forward for the last couple of years. A good many farm producers are making money and are owing money to the Farm Credit Corporation. You could very well allow them to repay their debts in advance and we could very well, through the tax system, ignore this as a revenue and lend back that money at a special interest rate to all those needy farmers. I believe, Madam Chairman, that in doing so, we could get back several hundred millions of dollars that could usefully go to all those farmers facing financial problems, particularly those younger farmers.

On the other hand, Madam Chairman, we have been trying a whole array of financing sources. I wonder whether the Farm Credit Corporation has been contemplating tapping the farm producers' money, since we have in Canada a good number of farm producers who would be willing to lend out their money. Assuming the Farm Credit Corporation would open this avenue to them, under full guarantee from the federal government, thus allowing them to lend money on short, medium or long term, we would, I am sure, dig out from the agriculture sector billions of dollars that could be reinjected into agriculture. That question has to be addressed. I personally know many farm producers in Ontario and in Quebec. However, I do not know any in the Western provinces because I have never been invited by my colleagues to visit the Western part of our country.

It is true however that there is a lot of money there, and this is no matter to laugh about. It is true, we could invite those farmers to lend their money to the Farm Credit Corporation under some guarantees and of course with some tax incentives. I am positive, that by doing so, you could very easily find that money you desperately need now to compensate for the money you are lacking right now. Thank you very much.

M. Neil: J'en ai parlé depuis des années, mais l'idée n'a jamais pris.

Le président: Monsieur Anderson.

M. Anderson: Cette suggestion est effectivement très intéressante et nous pourrions fort bien l'adopter si ce n'est que, comme nous sommes une société de la Couronne, et nous ne sommes pas les seuls dans ce cas, nous ne pouvons pas émettre des obligations sur le marché libre canadien. Il doit

[*Texte*]

certificates for sale within Canada, even with or without a tax advantage, but we have the capacity to utilize the funds that you suggest. I think your idea has merit, but at this time our authorities would not allow it.

Mr. Hovdebo: Madam Chairman, on a point of order, please.

The Chairman: Yes, sir.

Mr. Hovdebo: I wonder whether it would be possible to ask the steering committee of this committee for a reference of the Farmers' Creditors Arrangement Act, because if you have read the paper today, Allen Wilford has been arrested for penny auction operation in the Owen Sound area. He is suggesting that he will not go off the hunger strike he is on until the House has dealt with this particular thing.

I would like to request that the steering committee at least ask for a reference of the Farmers' Creditors Arrangement Act.

Le président: Monsieur Hovdebo, nous pourrons certainement discuter de cette question à la prochaine réunion du Sous-comité, réunion qui n'est pas prévue pour cette semaine, mais peut-être à un moment donné de la semaine prochaine. Nous pourrions cependant en parler très certainement au cours de la semaine prochaine pour s'entendre sur quelque chose. D'accord?

Je voudrais remercier M. Anderson et son personnel et vous rappeler que la Société sera avec nous la semaine prochaine, le 15 à 11 heures, dans cette salle. En attendant le retour de la Société avec M. Anderson, je vous rappelle que la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président. Merci beaucoup.

[*Traduction*]

toujours s'agir de placements à caractère privé. Nous ne pouvons pas, au Canada, mettre en vente des certificats de la Société du crédit agricole, assortis ou non de concessions fiscales, mais nous pourrions néanmoins trouver moyen d'utiliser cet argent comme vous le suggériez. Cette idée est effectivement intéressante mais pour l'instant, nous ne pouvons pas la retenir en raison des limites qui nous sont imposées.

M. Hovdebo: Un rappel au Règlement, madame le président, si vous le permettez.

Le président: Je vous en prie.

M. Hovdebo: Pourrions-nous demander au comité directeur de renvoyer devant le Comité, la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers? En effet, si vous avez lu les journaux aujourd'hui, vous aurez remarqué qu'Allen Wilford a été arrêté pour avoir procédé, dans la région d'Owen Sound, à une vente aux enchères bidon et, d'après ce qu'il dit, il veut faire la grève de la faim jusqu'à ce que la Chambre se soit prononcée sur la question.

J'aimerais donc demander au comité directeur de tenter de faire renvoyer la loi devant notre Comité.

The Chairman: Mr. Hovdebo, we will certainly be able to discuss that matter at the Sub-Committee's next meeting, which is not scheduled for this week, but sometimes next week. We could certainly discuss it next week and come to an agreement. Do you agree?

I would like to thank Mr. Anderson and his assistants and remind you that the Corporation will be with us next week, the 15th at 11 a.m. in this room. In the meantime the meeting is adjourned to the call of the Chair. Thank you.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 101

Tuesday, March 15, 1983

Chairman: Mrs. Ève Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1—Program expenditures—under AGRICULTURE

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 101

Le mardi 15 mars 1983

Présidente: Mme Ève Côté

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: Crédit 1—Dépenses du programme—sous la rubrique AGRICULTURE

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Third class
Troisième classe
K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Farm Credit Corporation Canada:

Mr. Eiliv H. Anderson, Chairman and Chief Executive Officer;

Mr. G.H. Hollingshead, Director, Lending Operations;

Mr. Lloyd Galenzoski, Chief, Loan Development;

Mr. Terry Kremeniuk, Director, Economics and Liaison Services;

Mr. W.G. Mann, Director, Finance;

Mr. J.L.A. Modderman, Chief, Loan Administration.

De la Société du crédit agricole Canada:

M. Eiliv H. Anderson, président et principal fonctionnaire exécutif;

M. G.H. Hollingshead, directeur, Opérations de prêt;

M. Lloyd Galenzoski, chef, Élaboration des prêts;

M. Terry Kremeniuk, directeur, Services d'économie et de liaison;

M. W.G. Mann, directeur, Finances;

M. J.L.A. Modderman, chef, Administration des prêts.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 101

Tuesday, March 15, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1—Program expenditures—under AGRICULTURE

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 101

Le mardi 15 mars 1983

Président: Mme Éva Côté

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: Crédit 1—Dépenses du programme—sous la rubrique AGRICULTURE

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Rolland Dion
Marcel Dionne
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
Garnet M. Bloomfield
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Jean-Guy Dubois
Alain Garant
Mel Gass
Gaston Gourde
Bert Hargrave
George Henderson
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe
Jean-Louis Leduc
Laverne Lewycky

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 15, 1983
(110)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 11:16 o'clock a.m., this day, the Chairman, Mrs. Côté, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Côté, Messrs. Daudlin, Dion (*Portneuf*), Dionne (*Chicoutimi*), Gustafson, Mayer, MacCain, Neil, Ostiguy and Tessier.

Alternates present: Messrs. Cardiff, Dubois, Hargrave and Lewycky.

Witnesses: *From the Farm Credit Corporation*: Mr. Eiliv H. Anderson, Chairman and Chief Executive Officer; Mr. W.G. Mann, Director, Finance; Mr. G.H. Hollingshead, Director, Lending Operations; Mr. D.E. Toole, Lending Officer and Mr. R. Ashmead, Chief, Research.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the Main Estimates for the Fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 8, 1983, Issue No. 99.*)

The Committee resumed consideration of Vote 1.

The witnesses answered questions.

At 1:13 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 15 MARS 1983
(110)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'Agriculture se réunit aujourd'hui à 11h16 sous la présidence de Mme Côté (président).

Membres du Comité présents: Mme Côté, MM. Daudlin, Dion (*Portneuf*), Dionne (*Chicoutimi*), Gustafson, Mayer, McCain, Neil, Ostiguy et Tessier.

Substituts présents: MM. Cardiff, Dubois, Hargrave et Lewycky.

Témoins: *De la Société du Crédit agricole*: M. Eiliv H. Anderson, président et principal fonctionnaire exécutif; M. W.G. Mann, directeur, Finances; M. G.H. Hollingshead, directeur, Opérations de prêts; M. D.E. Toole, Agent de prêts et M. R. Ashmead, Chef des recherches.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi 8 mars 1983, fascicule numéro 99.*)

Le Comité reprend l'étude du crédit 1.

Les témoins répondent aux questions.

A 13h13, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Tuesday, March 15, 1983

• 1116

Le président: Bonjour!

Je vous souhaite la bienvenue au Comité permanent de l'agriculture.

Le Comité reprend aujourd'hui l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983, portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

Nous reprenons l'étude du crédit 1 sous la rubrique Agriculture.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme d'administration

Crédit 1er—Administration—Dépenses du programme $44,561,000

Le président: Nous recevons de nouveau la Société du crédit agricole. Je vous souhaite la bienvenue, monsieur Anderson. Pour les besoins des procès-verbaux, je vous demanderais, monsieur Anderson, de présenter les hauts fonctionnaires de la Société qui vous accompagnent.

Mr. Eiliv H. Anderson (Chairman & Chief Executive Officer, Farm Credt Corporation): Thank you very much. I did not prepare another statement because it is the second time.

I would like to introduce with me here, Mr. Bill Mann, Director of Finance; Mr. Gordon Hollingshead, Director of Lending; Mr. John van Abbema, my Executive Assistant; Mr. Jules Modderman who is the Chief of Loan Administration; Mr. Ned Toole from Loan Development, Lending Officer; Lois James from Research and Liaison; Executive Secretary, Ginette Michel; our Chief of Translations and from the Department of Public Relations, Jean-Guy Patenaude; Leo Majeau from Advisory Service Lending; Stan Lucas, Treasurer from Finance; Mr. Tam Robertson, Finance, and Dr. Ralph Ashmead took research and lending. That is the staff that is here today to help me answer your questions.

Le président: Merci, monsieur Anderson.

A la fin de la séance du 10 mars dernier, j'avais sur ma liste les noms de M. McCain, *if you are ready Mr. McCain*, M. Hovdebo.., qui n'est pas arrivé.., et M. Ostiguy. Si vous êtes tous d'accord, nous commencerons avec les noms qui étaient sur ma liste lors de la dernière réunion.

Allez-y, monsieur McCain.

Mr. McCain: Madam Chairman, I would like to ask the witnesses today if they could give us the amount of money that has been available to the Farm Credit Corporation for, say, the last 10 years. Has the increase in your money supply followed the inflationary trends that we have experienced in that period of time?

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mardi 15 mars 1983

The Chairman: Good morning.

Welcome to the Standing Committee on Agriculture.

The committee resumes its consideration of its order of reference of Wednesday, February 23, 1983, dealing with the Main Estimates for the fiscal year ending on March 31, 1984.

We resume consideration of Vote 1 under Agriculture.

AGRICULTURE

A—Department—Administration Program

Vote 1—Administration—Program expenditures $44,561,000

The Chairman: Our witness today is the Farm Credit Corporation. Welcome, Mr. Anderson. I would ask you for the record to introduce the officials of the corporation who are with you today.

M. Eiliv H. Anderson (président et principal fonctionnaire exécutif, Société du crédit agricole): Merci, madame le président. Je n'ai pas d'exposé aujourd'hui, parce que c'est la deuxième fois que nous comparaissons.

Permettez-moi de vous présenter M. Bill Mann, directeur des Finances, M. Gordon Hollingshead, directeur des opérations de prêts, M. John Van Abbema, adjoint exécutif, M. Jules Modderman, chef administration des prêts, M. Ned Toole, agent de prêts, Mme Lois James, agent, Recherche et liaison, Mme Ginette Michel, secrétaire exécutive, M. Jean-Guy Patenaude, chef des traductions, Service des relations publiques, M. Leo Majeau, coordonnateur, Services consultatifs, opérations de prêts, M. Stan Lucas, chef, Administration financière, M. Tam Robertson, trésorier et M. Ralph Ashmead, chef, division des recherches, opérations de prêts. Toutes ces personnes m'aideront à répondre à vos questions.

The Chairman: Thank you, Mr. Anderson.

At the end of the last meeting on March 10, I had the following names on my list: Mr. McCain, Mr. Hovdebo and Mr. Ostiguy. Mr. Hovdebo has not arrived yet. With your permission, we shall start with the names remaining on my list from the last meeting.

Mr. McCain.

M. McCain: Madame le président, je voudrais savoir quel montant la Société du crédit agricole a eu à sa disposition au cours des 10 années écoulées. Ces montants ont-ils suivi le rythme de l'inflation?

[*Texte*]

Mr. Anderson: With your permission —if I am here in May and you asked me for the background, I would let Mr. Mann, our director of finance give the background to that.

Mr. McCain: Maybe I have asked a question you cannot answer immediately, and if you cannot, of course that is . . .

Mr. W.G. Mann (Director, Finance, Farm Credit Corporation): What I would do, sir, is perhaps give you the last couple of years and if you would like the further depth, we could make that available after or supplementary to the meeting. Essentially what we are advocating, what we have had approved for the 1983-84 fiscal year, the year just coming up, is $471 million—this is from the CRF, I am talking about. For the current year just ending, we have $398.3 million. We have had roughly in the $300 million level again—all from the CRF for the last three years, since this last year. So what I am saying is, we, historically I would say from about the mid 1970s to early 1980s have gone from about $275 million up to $300 million, up and down, up and down. Roughly, about two or three years ago—I guess it has been two years now, we have had what shall we say, an inflationary factor introduced into the level of our funding which has brought it upwards and we are moving, as you can see, from the $398 million to $471 million; that is an increase that is essentially made up through this inflationary adjustment . . . But essentially we have been hovering, as I say in summary, at $300 million; and we are now moving into next year with $471 million from the CRF. In the current year just ended, from the markets, we have had $200 million available to us; and we have had no level of that sort established for next year as yet.

• 1120

Mr. McCain: Your supply of money for lending has to come from the treasury of the nation. At the moment, the supply of money would appear not to have kept pace with inflation in the last 10 years; and it has been in this 10-year or 12-period that we have basically had the impact of inflation and energy costs on agriculture.

I would like to know from all sources—in the total answer, I would like to see you go to 1970, if it is not too difficult—how much money you had to lend and how much money was in your receivable structure to determine why farmers have had to go to the banks, particularly in the last four or five years. Why have they been encouraged—I would say by both government and the banks—to go that route, to find themselves subject to the interest rate from the banks, which they could not possibly afford, only to find they are now being foreclosed?

The tragic part of all is that we do not seem to have supplied to your corporation the bridge funds which are basically required to keep some, I think, rather innocent and perhaps not well-advised farmers from getting so far in debt at such a high interest rate. So I think the only way one can get that answer is to have you tell us in a simplified columnar form how much money you have had available on an annual basis. I do not think we need to know the particular increments on an annual basis, because that will reveal itself as one looks from year to year at how much money you had to lend.

[*Traduction*]

M. Anderson: Si vous le permettez, je demanderai è M. Mann de répondre à votre question.

M. McCain: Si vous ne pouvez pas me répondre sur-le-champ . . .

M. W.G. Mann (directeur, Finances, Société du crédit agricole): Je vais vous donner les chiffres pour les deux dernières années, les autres vous seront communiqués par la suite. Pour l'année financière 1983-1984, nous obtiendrons 471 millions de dollars à même le fonds du revenu consolidé. Pour l'année qui vient de se terminer, nous avons eu 398.3 millions de dollars. Au cours des trois années écoulées, nous avons touché en moyenne 300 millions de dollars du fonds du revenu consolidé. Depuis la moitié des années 1970 jusqu'au début des années 1980, nos crédits sont passés de 275 millions de dollars à 300 millions de dollars. Depuis deux ans, nos crédits ont été majorés en fonction de l'inflation, ce qui les a portés de 398 millions de dollars à 471 millions de dollars. Dans l'ensemble, la moyenne a été de quelque 300 millions de dollars; pour la nouvelle année financière, nous obtiendrons 471 millions de dollars du Fonds du revenu consolidé. Nous avons également obtenu sur les marchés financiers 200 millions de dollars pour l'année écoulée mais nous n'avons pas encore de prévisions à ce sujet pour l'année prochaine.

M. McCain: L'argent que vous prêtez provient donc des deniers de l'État. Or au cours de ces dix dernières années, vos fonds n'ont pas suivi le rythme de l'inflation, alors que c'est justement au cours de cette période que les agriculteurs ont été durement frappés par l'inflation et la hausse des prix de l'énergie.

Je voudrais donc savoir de combien d'argent vous disposiez globalement depuis 1970 et à combien s'élevaient vos créances exigibles afin de déterminer pourquoi au cours des quatre ou cinq années écoulées, les agriculteurs ont été obligés de s'adresser aux banques. Ils l'ont fait encouragés par le gouvernement et les banques et lorsqu'ils ne sont plus à même de payer les taux d'intérêt extrêmement élevés, les banques saisissent leurs biens.

Malheureusement, nous n'avons pas fourni à la Société du crédit agricole des fonds suffisants pour dépanner des agriculteurs mal conseillés qui se sont ainsi endettés à des taux d'intérêt extrêmement élevés. Pour pouvoir nous faire une idée plus claire de la situation, nous avons donc besoin d'un tableau donnant la ventilation de vos recettes par année pour que nous sachions combien vous pouviez prêter.

[*Text*]

I appreciate that this is not your responsibility; but I think it is our responsibility to determine if we have, in fact, through government made available to the farm community money in proportion to their needs and in proportion to the interest charges and inflation costs they have experienced and various other costs of operation.

How many loans have you found it necessary to foreclose? Have you foreclosed very many in the last year; and if so, how many?

Mr. Anderson: We really very seldomly foreclosed, but we had borrowers go bankrupt. From April l, 1982 to February 28, 1983, we have had 76; and in that same period in the previous year, there were 91 FCC borrowers who declared bankruptcy. In 1983, we instigated a recovery action on 140 accounts as opposed to 83 in the previous year. The total Canadian farmers who went bankrupt in this last period is 443, but that statistic is the total of bankruptcies filed. The ones I am giving you of FCC were FCC borrowers who went bankrupt, and the foreclosure actions I speak of are foreclosure actions only by the corporation and have no reflection on total foreclosure actions.

If I may, just for a moment, we will be able and very pleased to provide you with the amount of money allocated to Farm Credit Corporation since 1970. Also, we will provide along with it the total farm credit requirements by institutions for those years also, if that would be suitable.

Mr. McCain: Yes. All I am asking for is a very simple column of figures. How much money did you have to lend, and how much did you lend in a given year? I do not want the increments and all that other stuff put in there, because the amount of money available to you on an annual basis gives it to us. We have the increments.

Mr. Anderson: Yes, there is no problem. We will certainly be able to supply it.

Mr. McCain: Now, could you give us by geography the location; not necessarily the names—I do not think we need them—but, say, how many bankruptcies there were in Alberta, New Brunswick, Quebec and so on?

• 1125

How many of the pressures to recover were yours—not the bankruptcies, but they have two columns in this case—and how many were in New Brunswick and Nova Scotia and P.E.I., etc.? But not the names; I do not think that is necessary—or maybe you already have that.

Mr. Anderson: I have here the borrowers: FCC bankrupt for the period of April 1, 1982, to February 28, 1983. There were 76 across Canada—these are Farm Credit Corporation: none in B.C., none in Alberta, none in Saskatchewan, 12 in Manitoba, 43 in Ontario, 20 in Quebec and one in the Atlantic Provinces.

Of the total Canadian farmers bankrupt, 443 for the period of April 1, 1982, to January 31, 1983, there were 6 in British Columbia, 29 in Alberta, 25 in Saskatchewan, 35 in Manitoba, 189 in Ontario, 151 in Quebec and 8 in the Atlantic Provinces.

[*Translation*]

Il est essentiel que nous sachions en effet si le gouvernement a mis des fonds suffisants à votre disposition pour aider le secteur agricole en fonction des besoins, de la hausse des taux d'intérêt et des facteurs de production.

Combien d'exploitations avez-vous été obligé de saisir? Et notamment au cours de l'année écoulée?

M. Anderson: Nous avons pratiqué très peu de saisies même si certains de nos emprunteurs ont fait faillite. Il y en a eu 76 entre le 1er avril 1982 et le 28 février 1983, contre 91 pour la période équivalente de l'année précédente. En 1983, nous avons intenté une action en recouvrement pour 140 débiteurs contre 83 l'année d'avant. Au cours de cette période, 443 exploitants ont fait faillite dans l'ensemble du Canada. Les chiffres portent sur nos créanciers à nous qui ont fait faillite ainsi que les saisies que nous avons été obligés de pratiquer.

Nous allons par ailleurs vous remettre un tableau donnant les crédits dont la Société du crédit agricole a disposés depuis 1970. Vous trouverez également sur ce tableau le montant global des crédits agricoles auxquels on a eu recours au cours de cette période.

M. McCain: Il me faut une simple colonne de chiffres. Combien d'argent aviez-vous à prêter et combien avez-vous effectivement prêté par année? Inutile d'y faire figurer les augmentations, car nous pourrons les calculer à partir de l'argent dont vous disposiez par an.

M. Anderson: Nous vous ferons parvenir ces données.

M. McCain: Pourriez-vous également nous donner les chiffres et la répartition des faillites en Alberta, au Nouveau-Brunswick, au Québec etc. sans mentionner de noms?

Combien de saisies avez-vous effectuées au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, dans l'Ile-du-Prince-Édouard etc.? Inutile, encore une fois, de donner des noms.

M. Anderson: Du 1er avril 1982 au 28 février 1983 et pour l'ensemble du Canada, 76 débiteurs de la Société du crédit agricole ont fait faillite. Il n'y a pas eu de faillite en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan; il y en a eu 12 au Manitoba, 43 en Ontario, 20 au Québec et une dans les provinces atlantiques.

Du 1er avril 1982 au 31 janvier 1983, 443 exploitations agricoles ont fait faillite dans le pays, dont 6 en Colombie-Britannique, 29 en Alberta, 25 en Saskatchewan, 35 au

[*Texte*]

For our purposes . . . and these are Farm Credit alone again—for the period ending February 28, 1983, the accounts we have recovery actions on are 140: 14 in B.C., 14 in Alberta, 11 in Saskatchewan, 3 in Manitoba, 49 in Ontario, 40 in Quebec and 9 in the Atlantic Provinces.

Mr. McCain: Yes. Now, I appreciate that much of what I have asked for is in here; I fully appreciate that. But more people will take a look at this report of this committee than will take a look at this. So I appreciate that there may be some duplication; nevertheless, I do think that more people will be aware of it in your report than would be aware of it in . . . because you have to peel these out and find them for yourself in here.

Now, how many of these bankruptcies do you think you may have stimulated by your requests for collection on Farm Credit Corporation loans?

Mr. Anderson: Unless the borrower removes himself from the farm or declares bankruptcy, we usually will not institute a bankruptcy procedure. It is usually instituted by another lender to him, or the farmer himself will declare bankruptcy or just leave the farm without declaring bankruptcy. We usually do not instigate the bankruptcy action. The actions that we have instigated here in many cases are farmers who have been in arrears for three or four years and have the ability to pay but will not. We have a certain group of borrowers to whom we have to give notices of foreclosure before they will pay, and then they pay. The others are foreclosure actions that protect our interest after someone else has forced it into foreclosure; then we must file to protect our interest. But, as a rule, if the farmer can work out a plan and wants to go with it, we will stay with him as long as he is within our act and we can. If we have borrowed to him, we will stay with him as long as he will if it is possible at all. The last thing we will do is initiate a foreclosure or bankruptcy—well, we cannot initiate a bankruptcy; we can just foreclose on him.

Mr. McCain: It is very obvious that across Canada a lot of farmers are in difficulty and we may be faced with an even larger number of bankruptcies in 1982-83 and 1983-84 than we have experienced in the past. Some of these might have a chance to survive if they were able to go the second mortgage route and get some more or less bridge financing. How much money do you have available to them, if any, and what is your inclination towards extending additional assistance to them through second mortgage or additional mortgage capability, which you now have the legal opportunity to extend?

Mr. Anderson: This year our per cent of funding, usually for refinancing loans either by ourselves or other institutions, has run 15% of our total lending. To date the per cent of funds for refinancing of our budget is at 54.9%. So a lot of our activity in the last two years has been to refinance, to collect loans that could be to other lending institutions, feed companies, for machinery—to collect them or to consolidate them into a loan that would be long term to a farmer.

[*Traduction*]

Manitoba, 189 en Ontario, 151 au Québec et 8 dans les provinces atlantiques.

Pour la période se terminant le 28 février 1983, la Société du crédit agricole a engagé 140 poursuites en recouvrement dont 14 en Colombie-Britannique, 14 en Alberta, 11 en Saskatchewan, 3 au Manitoba, 49 en Ontario, 40 au Québec et 9 dans la région atlantique.

M. McCain: Je sais que ces données figurent dans votre rapport. Mais comme il y aura davantage de personnes qui liront nos comptes rendus que votre rapport, je vous demanderai ces renseignements malgré le double emploi.

Combien de ces faillites sont dues au recouvrement de créances de la Société du crédit agricole?

M. Anderson: À moins que l'emprunteur ne quitte son exploitation ou se déclare en faillite, la Société du crédit agricole n'a pas l'habitude d'engager des poursuites en faillite. La faillite est généralement provoquée par d'autres créanciers ou bien c'est l'agriculteur lui-même qui se déclare en faillite ou qui quitte son exploitation sans déclarer faillite. Nous avons par contre engagé des poursuites dans le cas d'agriculteurs qui avaient des arriérés de paiements de trois ou quatre ans et qui tout en le pouvant, refusaient de payer. Ce n'est en effet qu'en les menaçant de saisie que certains de nos créanciers finissent par payer. Dans d'autres cas, nous n'avons procédé à une saisie qu'à la suite d'autres créanciers afin de protéger nos créances. Mais dans l'ensemble, nous n'agissons pas à condition que les exploitants acceptent un calendrier de remboursement. La saisie n'est qu'un dernier recours.

M. McCain: Il est tout à fait clair qu'un nombre important d'agriculteurs canadiens sont en difficulté et que le nombre de faillites en 1982-1983 et 1983-1984 ira en augmentant. Certaines de ces faillites auraient pu être évitées si les exploitants avaient pu obtenir une deuxième hypothèque ou un financement intérimaire. Seriez-vous disposé à leur accorder des deuxièmes hypothèques ou d'autres prêts hypothécaires?

M. Anderson: Pour l'année en cours, nous avons consacré 15 p. 100 du montant global de nos prêts à des opérations de refinancement, soit pour nos propres prêts, soit pour des prêts accordés par d'autres institutions. À ce jour, le pourcentage des fonds destinés au refinancement de notre budget s'élève à 54.9 p. 100. Ainsi depuis deux ans, une bonne partie de nos fonds sont utilisés pour la consolidation de créances détenues par diverses institutions de crédit, des négociants d'aliments pour bétail, des fabricants d'équipement agricole, et cetera, de

[*Text*]

• 1130

We can do this as long as we do not exceed the 100% of appraised value and that he can show repayment. In some cases, there is nothing for us left to borrow on. But if there is, yes, this has been the activity we have been more fully engaged in because the demand for new land purchases has dropped off across Canada. However, it is building up a bit now. So the totality of our budget has been for that purpose, and we have been able to meet, by going to the markets this last time, demands that we could fill for those who meet our legislative restrictions. If he has already borrowed to 80% of his capacity, we can only borrow for him the other 20%. Or, shall we say, in some cases he has borrowed to 100% or 120% and we can only go to 100%. There is 20% that we cannot cover and, of course, the original lender will not give us mortgage—we cannot borrow . . . I am explaining that the restrictions that are in there are legal restrictions under our act.

Mr. McCain: One more very short one.

The Chairman: Very short.

Mr. McCain: Are you in a position now to accept applications for loans, for people who may have the equity, and to extend those loans in time for them to put a crop in? That only needs yes or no.

Mr. Anderson: Yes, if they have equity. If they have equity for us to borrow on, and if we can borrow and retain first-mortgage position. If a person has equity and cannot pay, an obvious crisis, we cannot supply operating credit, but we can refinance a new loan that would give him his operating credit, if he has the equity.

Mr. McCain: Thank you Madame Chairman.

Le président: Merci, monsieur McCain.

Je voudrais prier les membres du Comité de m'excuser de ne pas avoir indiqué au début de la réunion que M. Lewycky remplaçait M. Hovdebo. Alors, vous avez la parole, monsieur Lewycky.

M. Lewycky: Merci, madame le président. Pas de problèmes!

I have a couple of questions here for the witnesses. A few days ago in the committee you were questioned closely by the members about the possibility of finding some ways of helping farmers who are in financial distress, those who perhaps obtained FCC loans at 16.75%; in some cases got a 4% rebate for a couple of years. Many of these problems for these producers could be traced to the fact that interest rates had been as high as 22%. Now interest rates are falling and in some cases are available at less than 12% for one year. But also the commodity prices have been falling for grain farmers in particular. In my part of the country there is perhaps greater distress than there was even two years ago. I do not think many of the people who got the 4% rebate are going to

[*Translation*]

sorte que les agriculteurs se retrouvent avec des prêts à long terme.

Nous pouvons le faire tant que nous ne dépassons pas 100 p. 100 de la valeur estimée et que le bénéficiaire prouve qu'il pourra rembourser. Mais dans certains cas, il ne reste rien qui puisse servir de garantie au prêt. Mais c'est ce que nous faisons dans toute la mesure du possible car les demandes de prêt pour de nouvelles acquisitions de terres ont beaucoup diminué dans l'ensemble du pays, bien que la situation commence à se redresser depuis peu. Nous avons donc consacré à cela la totalité de notre budget et après nous être adressés aux marchés financiers, nous avons pu donner satisfaction à ceux qui répondent à nos critères législatifs. À ceux qui se sont déjà endettés à 80 p. 100 de leur capacité, nous n'accordons que le solde de 20 p. 100. Nous ne pouvons rien accorder à ceux qui se sont endettés à 100 p. 100 ou plus. Nous sommes en effet tenus de respecter les contraintes prévues dans la loi.

M. McCain: Une dernière brève question.

Le président: Très brève.

M. McCain: Êtes-vous en mesure d'accorder des prêts à des agriculteurs qui possèdent des biens de façon à leur permettre de récolter? Il suffit que vous répondiez par oui ou par non.

M. Anderson: Oui, à condition qu'ils possèdent des biens. S'ils ont des biens propres à offrir en garantie et que l'hypothèque de premier rang nous appartient, nous pouvons prêter de l'argent. Si par contre l'exploitant n'est pas à même de payer tout en possédant des biens, nous ne pouvons pas lui accorder un crédit d'exploitation mais simplement refinancer un nouveau prêt.

M. McCain: Merci, madame le président.

The Chairman: Thank you, Mr. McCain.

Members of the committee will excuse me for not having explained at the opening of the meeting that Mr. Lewycky was replacing Mr. Hovdebo. You have the floor, Mr. Lewycky.

Mr. Lewycky: Thank you, madam Chairman. No problem.

Vous avez posé des questions il y a quelques jours concernant la façon d'aider les agriculteurs confrontés à des difficultés financières après s'être endettés auprès de la Société de crédit agricole à 16.75 p. 100 même si dans certains cas ils ont obtenu une ristourne de 4 p. 100 pendant deux ans. Leurs difficultés sont alors dues en grande partie au fait que les taux d'intérêt ont atteint jusqu'à 22 p. 100. Or actuellement, on peut obtenir des prêts à 12 p. 100 pour un an. Mais le prix des denrées agricoles est en baisse lui aussi, surtout celui des céréales si bien que dans ma région du pays, la situation est peut-être encore plus critique qu'il y a deux ans. Même parmi ceux qui ont obtenu une ristourne de 4 p. 100, je ne pense pas qu'ils soient nombreux à pouvoir rembourser un prêt à 16.75 p. 100 d'intérêt pendant les dix-huit années qui restent.

[*Texte*]

be in a position to handle a loan of 16.75% for the next 18 years.

Do you have any suggestions for me as a member of Parliament for that area, and what can you suggest to people in this situation; and have you had a chance to discuss the matter any further, either among yourselves or with the minister, since the last time the committee met?

Mr. Anderson: No, we have not had the opportunity to meet with the minister. We are continuously faced with the problem but, as I pointed out, we are restricted from the ability to write our own loans down and we really have not come up—we have no facility within the corporation to address the problem. With the capacity under our act we cannot address it. I suppose it can be addressed in another manner similar to the Special Farm Assistance Program, but that does not lie within our jurisdiction or our capabilities. The Special Farm Assistance Program is a special act to the Department of Agriculture and an appropriation to them. The Department of Agriculture within itself rebates the 4%. Our act does not permit us to do granting, subsidies or rebates, but only lending. Certainly the problem is there, but within our own act we have not the authority to write our own loans down or to give subsidies within the Farm Credit Corporation Act.

Mr. Lewycky: In Manitoba earlier this month the Manitoba Agriculture Credit Corporation doubled the amount of guaranteed operating credit available to our farmers, from some $60,000 per year to $125,000 per year. This money was given out at a rate of prime-plus-one and can be of big help to the farmers in Manitoba. What would be involved if a similar sort of program were to be set up under Farm Credit Corporation?

• 1135

Mr. Anderson: I am certainly not a lawyer, but I would suspect it would require an amendment to our act. We are talking about short term credit credit and our act is specific in that we shall provide long term credit to beginning farmers. As I say, I am not a lawyer, but my understanding would be that the operating credit would be yearly, short term, and within the mandate of our act, it would take an amendment before we could do this program. But I would point out again that I would rather you got a legal interpretation of our act on that, but that is the interpretation I would give it.

Mr. Lewycky: So that really both the first question I asked and the second one you feel are outside the scope of your current act and would require some sort of adjustment to the act.

Mr. Anderson: Yes.

Mr. Lewycky: I see. It would seem to me that some of the farmers who have been seeing us this week in Ottawa are talking of a need for more government guarantees for farm borrowing, and I am just wondering whether you can see FCC getting into this sort of business. What would the costs be of such a program? I am talking about merely guaranteeing loans rather than giving them out.

[*Traduction*]

Qu'est-ce que vous me conseilleriez de dire à mes électeurs à ce sujet? Avez-vous eu la possibilité de discuter de cette question avec le ministre depuis la dernière réunion du comité?

M. Anderson: Non, nous n'avons pas rencontré le ministre. Nous nous heurtons nous-mêmes à ce problème mais, comme vous le savez, ce n'est pas nous qui fixons les taux d'intérêt, donc nous ne pouvons rien faire, étant tenus de respecter les dispositions de la loi qui nous régit. On pourrait peut-être faire appel à un programme spécial d'aide aux agriculteurs, programme qui relève du ministère de l'Agriculture et non pas de nous. Le ministère de l'Agriculture peut accorder une ristourne de 4 p. 100. La loi qui nous régit ne nous permet pas d'accorder de ristourne mais uniquement d'accorder des prêts. Donc la disposition de la Loi sur la Société du crédit agricole ne nous permet pas de fixer le taux d'intérêt des prêts ou subventions que nous accordons.

M. Lewycky: La Société du crédit agricole du Manitoba vient de doubler les montants prévus pour accorder des crédits de fonctionnement garantis aux agriculteurs, crédits qui passent d'environ $60,000 à $125,000 par an. Ces prêts sont accordés à un taux d'intérêt supérieur de 1 p. 100 au taux préférentiel et constituent une aide précieuse pour les agriculteurs du Manitoba. Qu'est-ce que cela coûterait si la Société du crédit agricole mettait en place un programme du même genre?

M. Anderson: Je pense qu'il faudrait pour commencer modifier la loi qui nous régit. Il s'agit en l'occurrence de crédits à court terme alors que d'après la loi, nous ne pouvons accorder que des prêts à long terme aux exploitants qui se lancent dans l'agriculture. Les crédits d'exploitation étant des prêts à court terme, alors qu'aux termes de la loi qui nous régit nous ne pouvons accorder que des prêts à long terme, il faudrait pour ce faire modifier la loi. Il vaudrait peut-être mieux que vous demandiez l'avis d'un juriste à ce sujet.

M. Lewycky: Donc, ces deux mesures ne sont pas, d'après vous, conformes aux dispositions de la loi qui vous régit et exigeraient donc une modification à la loi.

M. Anderson: Oui.

M. Lewycky: Je vois. Les agriculteurs qui sont venus nous voir cette semaine à Ottawa ont expliqué que le gouvernement devrait garantir un nombre plus important de prêts agricoles; je me demande donc si la Société du crédit agricole pourrait s'en charger. A combien cela reviendrait-il? Il s'agirait donc de garantir les prêts et non pas d'en accorder.

[*Text*]

Mr. Anderson: If the Government of Canada saw fit that we should enter into such a program and so amend our act, I am sure that we could administer and do that type of work, but it would require that type of action. As to the scope of it, frankly I would not have the statistics of how many dollars it would require for operating it across Canada. Frankly, I would not know. But if we were so directed and our act was so amended then, yes, I am quite sure we could administer the program quite well.

Mr. Lewycky: Specifically in terms of the Prairies, Manitoba and Saskatchewan, is there any money left to lend for this year? How much is available in each of those two provinces?

Mr. Anderson: Under our general lending program, there is no restriction on lending, because our act was passed to allow us to gap the market. So there has been no restriction. If the demand comes up and the gentleman meets the current restrictions, he will get a loan.

Mr. Lewycky: Can you tell me when the interest rates are going to be set next for FCC loans?

Mr. Anderson: We are under an interim agreement that would apply until our old agreement, our old interest rate regulations, would be in effect, and that will be April 1. I would suspect that hopefully we will have new regulations then, but the April 1 date would be where they would automatically change under our old interest rate regulations which were October 1 to April 1. So I suppose unless an interim would go in, we would go under own interest rate regulations, but I would suspect a change on April 1 because that is when it would naturally come forward under the old regulations. It is triggered for then.

Mr. Lewycky: Can you give me any data on the number of defaults of accounts in arrears at this time in Manitoba and Saskatchewan?

Mr. Anderson: No, it is on a percentage basis, and we have 15.9% of constant arrears in Manitoba and 10.2% in Saskatchewan, with a national average of 14% of our loans in arrears.

Mr. Lewycky: Okay. I have a constituent who a year ago took out an FCC loan at 16.5% and is locked in for 15 years on that. But now FCC rates are around 12% or 13%. Is there any way in which he can refinance this loan at the lower rate?

Mr. Anderson: We cannot refinance our own loans. I suppose he could go out to another lending institution, borrow the money, and pay us off. If his loan was a year ago and previous to October 1 of last year, there would be no prepayment penalty. If it were after that, there would be a three-month prepayment penalty and three months' interest.

• 1140

Mr. Lewycky: Okay. One final question, *madame le président*. This week one of my colleagues had a constituent come into his office as well, a bee-keeper from Alberta, who leases his homestead from the Alberta government. Because he

[*Translation*]

M. Anderson: Si le gouvernement modifie la loi pour nous permettre de nous lancer dans ce secteur, nous pourrions bien entendu le faire. Je ne pourrais pas vous dire à combien cela reviendrait, mais nous pourrions sans aucun doute le faire à la demande du gouvernement si la loi était modifiée en ce sens.

M. Lewycky: Vous reste-t-il de l'argent pour accorder des prêts aux agriculteurs des Prairies, du Manitoba et de la Saskatchewan, pendant l'année en cours? Combien d'argent avez-vous pour ces deux provinces?

M. Anderson: En principe, nos prêts ne sont assujettis à aucune restriction, la loi qui nous régit ayant justement été adoptée pour nous permettre de boucher les trous. Il n'y a donc aucune restriction. A condition que l'exploitant remplisse les conditions requises, il obtiendra un prêt.

M. Lewycky: Quand est-ce que des nouveaux taux d'intérêt seront fixés pour les prêts de la Société de crédit agricole?

M. Anderson: L'actuel accord intérimaire vient à échéance le 1er avril. Les nouveaux règlements devraient donc entrer en vigueur en principe le 1er avril, les anciens taux ayant été fixés du 1er octobre au 1er avril. Donc normalement, les taux devraient changer le 1er avril, conformément aux anciens règlements.

M. Lewycky: Combien avez-vous eu de défauts de paiement au Manitoba et en Saskatchewan?

M. Anderson: Nous calculons en pourcentage; au Manitoba les arriérés de paiement atteignent 15.9 p. 100, 10.2 p. 100 en Saskatchewan, la moyenne nationale étant de 14 p. 100.

M. Lewycky: Parfait. Un de mes électeurs a obtenu l'an dernier un prêt de 15 ans auprès de la Société de crédit agricole à un taux d'intérêt de 16.5 p. 100. Or actuellement vos taux varient autour de 12 à 13 p. 100. Ce prêt pourrait-il être refinancé à un taux d'intérêt inférieur?

M. Anderson: Nous ne sommes pas autorisés à refinancer nos propres prêts. Cette personne pourrait toutefois obtenir un prêt ailleurs pour nous rembourser l'argent qu'elle doit. Si elle a obtenu ce prêt avant le 1er octobre dernier, le remboursement anticipé ne serait pas pénalisé. Après cela, il y aurait une pénalité pour le paiement par anticipation de trois mois et trois mois d'intérêts.

M. Lewycky: D'accord. J'ai une dernière question, madame le président. Cette semaine, un des mes collègues a reçu la visite d'un électeur qui est apiculteur en Alberta. Il loue sa ferme du gouvernement de l'Alberta. Puisqu'il ne possède pas

[*Texte*]

owns no land, he cannot get—or at least this is what I understand—he cannot get any FCC money, even though the replacement value of the long-term assets in his hives is $130,000. Why can he not get money from FCC?

Mr. Anderson: Well, basically, we would have to lend on a land mortgage plus chattels. But if the gentleman in question owned an acre of land with a separated plant or a house, we could lend on that and the chattels. We do lend to bee-keepers. But if he owns absolutely no property except the bees and the hives or anything we can fix on . . . Maybe I am confusing matters. Mr. Hollingshead, would you, if you do not mind, because we do . . .

Mr. Lewycky: No, just as long as I can get the answer.

Mr. Anderson: Sure.

Mr. G. H. Hollingshead (Director, Lending Operations, Farm Credit Corporation): Thank you, Mr. Chairman. In accordance with the legislation, we can only lend on the security of a mortgage on land or land and additional securities, so he must have land. But we can make a mortgage on a leasehold interest. It must be a mortgage but it does not have to be on land owned. If he owns land, he has equity that he can mortgage. In other words, if he has an agreement of sale, we can mortgage the agreement. I do not know whether you would call it an equitable mortgage or whatever the legal term is now. Even if he has a lease—and usually they are a long-term mortgage—and he is able to mortgage the lease, it is a mortgage on land, and we can lend up to the value of the equity he would have in it. So it can be done. I do not know in this particular case if the Alberta government would allow it. Mr. Toole here may be quite familiar with these different types of mortgages that we can draw. Would you mind if he commented a bit on this?

Mr. Lewycky: No, I do not mind if you use all of your officials.

Mr. D. E. Toole (Lending Officer, Farm Credit Corporation): I was just going to tell Mr. Hollingshead that when homestead land is involved—I am reasonably familiar with the Alberta circumstances—the title to this land has not yet been issued or the land is not patented so that the province will not . . . There is no way of registering a mortgage on the land itself, because there is no registration to accept that instrument. Until he has some patented or deeded land, the corporation is powerless in that respect.

Mr. Lewycky: Okay. Thank you. We can always pursue it further as long as I get some basic approaches. Thank you.

Le président: Merci, monsieur Lewycky. Monsieur Ostiguy.

M. Ostiguy: Merci, madame le président.

J'ai lu, monsieur le président, dans un article de journal, que malheureusement je n'ai pas avec moi cette semaine, mais cet article de journal, qui était un communiqué de la S.C.A. disait que la Société maintenant ferait des prêts négociables au bout

[*Traduction*]

de terre, je crois savoir qu'il ne peut pas obtenir un prêt de la Société, même si la valeur de remplacement à long terme de ses ruches est de $130,000. Pourquoi ne peut-il pas obtenir un prêt de la Société?

M. Anderson: Nous sommes obligés de prêter sur la garantie d'hypothèques grèvant des terres à culture et des biens mobiliers. Si la personne en question possédait un acre de terre avec une usine ou une maison séparée, nous pourrions prêter sur cela et les bien mobiliers. Nous accordons des prêts aux apiculteurs. Pourtant, s'il ne possède absolument rien sauf les abeilles et les ruches . . . Peut-être que je me trompe. Si vous le permettez, M. Hollingshead pourrait peut-être . . .

M. Lewycky: Tout ce que je veux, c'est obtenir une réponse.

M. Anderson: D'accord.

M. G. H. Hollingshead (directeur, Opérations de prêts, Société du crédit agricole): Merci, monsieur le président. La loi prévoit que nous ne pouvons prêter que sur la garantie d'hypothèques grèvant des terres à culture, ou sur des terres à culture et des garanties supplémentaires. Donc il faut que la personne possède des terres. Cependant, nous pouvons accorder une hypothèque sur une propriété louée à bail. Il faut qu'il y ait une hypothèque, mais il n'est pas nécessaire que la personne possède les terres. Si elle possède les terres, elle a un avoir propre qu'elle peut hypothéquer. Autrement dit, si la personne a une entente de vente, nous pouvons hypothéquer l'entente. Je ne connais pas le terme juridique qu'on utilise. Même si la personne a un bail—et en général s'il s'agit d'une hypothèque à long terme, elle peut hypothéquer le bail. Il s'agit d'une hypothèque sur les terres, et nous pouvons prêter jusqu'à concurrence de la valeur de l'avoir propre de la personne. Donc cela peut se faire. Je ne sais pas si le gouvernement de l'Alberta le permettrait dans ce cas particulier. M. Toole connaît peut-être mieux les différentes sortes d'hypothèques qui sont possibles. Est-ce que cela vous dérangerait s'il faisait des commentaires à ce sujet?

M. Lewycky: Non, pour ma part vous pouvez faire appel à tous vos fonctionnaires.

M. D. E. Toole (agent de prêts, Société du crédit agricole): J'allais dire à M. Hollingshead que lorsqu'il s'agit de terres louées du gouvernement, et de connais assez bien la situation en Alberta, le titre aux terres n'a pas encore été remis ou enregistré, donc la province ne pourra pas . . . Donc il est impossible de consentir une hypothèque sur les terres elles-mêmes car il n'y a pas d'acte officiel d'enregistrement. Donc la personne n'est pas propriétaire en titre, la Société ne peut rien faire.

M. Lewycky: D'accord, merci. Nous pourrons toujours examiner davantage la question, mais je voulais avoir quelques idées de base. Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Lewycky. Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: Thank you, Madam Chairman.

I read a newspaper article, Mr. Anderson, which unfortunately I do not have with me this week, but which stated that the Farm Credit Corporation would now be offering loans that could be renegociated at the end of 10 years, rather than 25 or

[*Text*]

de 10 ans, au lieu de 25 ou 29 ans. Dans un premier temps, je pense que c'est une bonne nouvelle pour les agriculteurs, qu'ils puissent renégocier leurs prêts au bout de 10 ans. Je reviendrai encore avec une question semblable à celle que j'ai posée la semaine dernière, et je me demande si cela ne pourrait pas se faire justement à la publication des nouveaux règlements et des nouveaux taux d'intérêt au premier avril qui s'en vient, en 1983, afin de donner l'occasion aux agriculteurs de renégocier les prêts qu'ils ont fait à 16 et trois quarts sur une période de 25 ou 29 ans . . . Il s'agit des agriculteurs qui ont fait des prêts l'an dernier, 1981 et 1982, bien sûr, durant la période des hauts taux d'intérêt, et qui ont dû emprunter des sommes de $300,000 et $400,000 à 16 et trois quarts p. 100, pendant que tout le monde le sait maintenant que les taux d'intérêt des institutions financières sont ramenés à 11 et 11 1/2 p. 100. Ces mêmes agriculteurs-là sont obligés, pendant une période de 25 ans, de continuer à rembourser leurs prêts à 16 et 3/4 p.100. Et en même temps, bien sûr, le prix des produits baisse; on pourrait penser aux céréales, au maïs grain.

• 1145

Alors, ma question est la suivante: est-ce que vous ne pourriez pas voir, dans le plus bref délai possible, s'il n'y aurait pas possibilité que ces prêts-là soient remboursés et renégociés, parce que ces agriculteurs sont pris pour les prochains 25 ans.

Mr. Anderson: Thank you, sir. The problem would be that legally we cannot negotiate our mortgage down, because when we borrowed that money we borrowed it for the matching period. The money that we are buying to do the 10-year renewable, we borrow at 10 years for the 20-year amortization period. So within the act as it stands now, we would not have the legal capability of rewriting those loans down to those people.

M. Ostiguy: Monsieur le président, la Société du crédit agricole se veut un organisme du gouvernement canadien qui est là pour aider le développement de l'agriculture. Est-ce que vous pourriez me donner le nombre de prêts qui ont été faits dans la province de Québec dans les années 1981 et 1982? C'est peut-être 5,000, 6,000 ou 8,000 prêts, je ne sais pas. Vous avez sûrement les chiffres, et vous allez me les donner. Mais encore une fois, la Société du crédit agricole se veut un organisme pour aider le développement de l'agriculture. Avec des taux d'intérêt de 16.75 p. 100, je prétends, moi, qu'on n'aide pas l'agriculture à se développer. On aide l'agriculteur à se caler davantage. Bien sûr, vous me dites qu'il y a un article de loi . . . Bon, très bien. Mais une loi peut se modifier; les lois, c'est fait pour être modifié. Il ne faudrait pas oublier non plus, monsieur le président, que la période de crise ou des hauts taux d'intérêt que nous avons connue en 1981-1982, cela ne s'était jamais vu dans l'histoire, je pense. Il reste quand même que vous avez un groupe d'agriculteurs partout au Canada — je vais parler de ceux du Québec surtout — qui sont pris avec des taux d'intérêt de 16.75 p. 100 échelonnés sur 25 ou 29 ans. Alors, il y a eu combien de prêts de faits au Québec, en 1981-1982, à ces taux d'intérêt-là?

[*Translation*]

29-year loans. I think that the fact that farmers can renegotiate their loans after 10 years is good news. I would like to ask another question similar to the one I asked last week. When you announce your new regulations and new interest rates on April 1, 1983, could you not also give farmers the opportunity to renegotiate the loans that they took out at 16.75% for 25 or 29 years? I am talking about farmers who took out loans in 1981 and 1982, when interest rates were very high. Some borrowed as much as $300,000 or $400,000 at 16.75% interest. As we all know, financial institutions have now reduced their interest rates to 11% and 11.5%. Yet some farmers are going to have to pay 16.75% interest for 25 years. And yet at the same time, the price of commodities is dropping. We need only think of grains such as grain corn.

My question is this: Could you not investigate as soon as possible whether these loans could be renegotiated, because the farmers in question are locked in for the next 25 years.

M. Anderson: Merci, monsieur. Le problème, c'est que, d'après la loi, nous ne pouvons pas réduire le taux d'intérêt de l'hypothèque, car lorsque nous avons emprunté l'argent, nous l'avons fait pour la même période que nous avons accordé le prêt. L'argent que nous empruntons pour consentir les prêts qui sont renégociables après dix ans, est emprunté pendant dix ans avec une période d'amortissement de 20 ans. Donc selon la loi actuelle, nous ne sommes pas en mesure de réduire les taux d'intérêt des prêts que nous avons accordés à ces agriculteurs.

Mr. Ostiguy: Mr. Anderson, the Farm Credit Corporation is supposed to be a Canadian government agency designed to promote agriculture. Can you tell me how many loans were made in Quebec in 1981 and 1982? I do not know whether there were 5,000, 6,000 or 8,000 loans. You no doubt have the figures, and I would ask you to provide them. Here again, the Farm Credit Corporation is supposed to promote farming. I contend that interest rates of 16.75 per cent do not promote farming. They just help farmers get themselves even further in debt. Of course, you tell me there is a section of the act . . . All right. But acts can be amended, they are meant to be amended. It should also be remembered, Mr. Anderson, that as far as I know, the high interest rates we experienced in 1981-82 had never been seen before. But the fact remains that there is a group of farmers across Canada—and I will talk mainly about those in Quebec—who are stuck with interest rates of 16.75 per cent for 25 or 29 years. How many loans were made in Quebec in 1981-82 at these interest rates?

[*Texte*]

Mr. Anderson: In 1981-1982 in the Province of Quebec we made 863 loans.

M. Ostiguy: Ce qui veut dire, monsieur le président, que vous auriez 863 prêts qui pourraient être renégociés. C'est un chiffre assez considérable. Je suis convaincu, moi, monsieur le président—vous pouvez faire votre petite enquête, je suis certain que vous l'avez déjà faite—que ces 863 prêts-là ont été faits à 16.75 p. 100. Ces agriculteurs-là sont vraiment dans le marasme présentement. La plupart du temps, monsieur le président, ce sont de jeunes agriculteurs de 25 à 35 ans environ. C'est donc dire que pendant presque toute leur vie, pendant au moins 25 ans, ils vont travailler à peu près uniquement pour payer des intérêts pour pouvoir exploiter leur ferme.

Je pense donc qu'il faudrait se pencher très sérieusement et dans le plus bref délai possible sur ces 863 cas-là au Québec. Il y en a d'autres dans les autres provinces, bien sûr. Il faudrait voir s'il n'y aurait pas possibilité de ramener les taux d'intérêt à un niveau normal. Comme je le disais la semaine dernière, dans le cas des gens qui avaient des hypothèques sur leurs propriétés, sur leurs maisons, les institutions financières avaient fait des prêts échelonnés sur un an ou sur trois ans au maximum. Je pense qu'en 1981 et 1982, on n'était pas capable d'avoir un prêt hypothécaire sur une maison pour plus de trois ans. C'est donc dire qu'au bout de trois ans, la personne va renégocier son hypothèque. Mais les agriculteurs, eux, sont pris pour 25 et 29 ans, et je me demande comment ces agriculteurs-là vont faire pour passer à travers. Encore une fois, ce sont tous des jeunes.

Il y a un autre point que je voudrais soulever encore une fois, madame le président. C'est l'étude des demandes qui sont faites lorsqu'un agriculteur se présente dans un bureau régional de la Société du crédit agricole. À première vue, juste en discutant avec l'agriculteur, on lui dit: eh bien, on ne peut pas accepter votre demande, votre ferme n'est pas rentable. Encore une fois, madame le président, je vais répéter ce que je viens de dire: la Société du crédit agricole se veut être un organisme pour aider l'agriculteur.

• 1150

Parce que si on refuse, si dans un bureau régional, vous refusez de prendre l'application de l'agriculteur, d'étudier son cas bien précisément, lui faire des suggestions, lui donner des conseils . . . La Société, ce devrait être un organisme qui conseille l'agriculteur! S'il y a trop de bétail, s'il a une trop grande ferme, s'il y a trop d'équipement, qu'on lui dise, monsieur l'agriculteur, vous devriez disposer de telle et telle chose. Il s'agit d'être un conseiller en agriculture! Présentement ce que les bureaux font, on leur dit tout simplement, monsieur le cultivateur, on ne prend pas votre application. Alors, le cultivateur retourne chez lui, il va voir la banque; la banque dit si la Société ne veut pas te prendre, nous autres, on ne te prendra pas, c'est certain! Cela m'amène à vous demander: il y a combien de demandes de prêts qui sont en attente présentement au Québec, une? Et deuxièmement, il y a combien de demandes qui ont été refusées au Québec par la Société du crédit agricole présentement?

[*Traduction*]

M. Anderson: En 1981-1982, nous avons consenti 863 prêts dans la province de Québec.

Mr. Ostiguy: That means there would be 863 loans that could be renegotiated. That is quite a few. I am quite sure—and you could make your own study of this as you doubtless already have—that the interest rate on these 863 loans is 16.75 per cent. These farmers are really in a bind right now. Most of them are young farmers, between 25 and 35 years old. For most of their lives, for at least 25 years, almost all of their work will go into paying off the interest on their loans.

I think that these 863 cases in Quebec are going to have to be looked at very seriously as soon as possible. Of course, there are other similar cases in other provinces. You will have to see whether there is not some way of reducing these interest rates to today's level. As I was saying last week, financial institutions were giving out loans for one year or at the most three years on home mortgages. In 1981 and 1982, I do not think it was even possible to get a mortgage on a house for more than three years. At the end of the three-year period, the person renegotiates his mortgage. But farmers are locked in for 25 or 29 years, and I am just wondering how they are going to manage. I repeat that these are all young people we are talking about.

There is another point I would like to raise again, Madam Chairman. I am referring to the way in which applications are studied when farmers come to a regional office of the Farm Credit Corporation. Sometimes the farmer is told, solely on the basis of a talk with him, that his application is not acceptable because his farm is not profitable. Let me repeat once again, Madam Chairman, that the Farm Credit Corporation is supposed to help farmers.

If an official in a regional office refuses to take the farmer's application, and to study his specific case, to make suggestions, to give him advice . . . The FCC should be providing advice to farmers! Farmers should be told they have too much livestock, too large a farm or too much equipment, so that they can get rid of some of it. FCC officials should act as consultants to farmers. At the present time, officials in regional offices are simply telling farmers that they will not accept their applications. So, the farmer goes home, he goes to see his bank manager, and the bank manager tells him that if the Farm Credit Corporation will not give him a loan, he certainly will not. This leads me to ask you how many loan applications are pending at the present time in Quebec? One? Secondly, how many loan applications have been rejected by the Farm Credit Corporation in Quebec?

[*Text*]

Mr. Hollingshead: Thank you Madame Chairman. I can tell that generally speaking—maybe someone can give me the right statistics—the rate of official decline, and I say "official" because that is after the application fee has been taken, I think, is probably higher in Quebec than in other regions in Canada. There are two types. One is at the interview stage, when the person comes in and talks about a loan, it is necessary for the credit adviser to get certain information from him so that he can reasonably assess the situation. Usually they are given forms. One form outlines his liabilities, another form his past income and also what his projections are for the future. When he looks at this, and if he thinks there is no possibility of making a loan, he usually suggest to the fellow that he cannot see any reason for him to proceed. However, if the applicant says that he wants to proceed in any case, the application is officially taken and an official ruling is given on it. In Quebec, 178 were rejected, and 355 approved. That 178 is until the end of February and is what we would call the official decline—that is the one in which the fee had been taken—but there is no doubt that quite a number in excess of that never got to that stage. In other words, the credit adviser, probably in consultation with his supervisor, and sometimes with regional office, studied the situation and came to the conclusion that in no way a loan from the corporation could place him in a viable situation. I might say that under the special loans in Quebec this past year to February, 149 were approved for some $14,500,000 but 77 were taken in addition and were officially declined, if you like. I think that is well in line or probably in excess of the rate of decline in the rest of Canada, and so I can only conclude from that that the people there are making at least . . . If there is any possibility that a loan could be approved they are taking it and processing it. In Canada, up to the end of February, under the regular program we had made about 4,043 loans and we had 795 declined—about 800. Nationally it was 254 to 905, so about 25% were declined.

• 1155

Mr. Hollingshead: Our people can counsel; however, I think you can appreciate, this is a very difficult area. We like to use the term counsel rather than advise. But all we can do is study the situation and outline several alternatives that the person might be able to take. We are very reluctant to say to him that he should take course A, B, or C, because people get very upset when they think someone is telling them what to do.

In many of these cases, the reason we cannot help them is that the debt that they have exceeds their ability to repay. Because we are not able to write down loans or a thing of that sort, we cannot make a loan. Sometimes there is a shortage of security. But, first of all, to make a loan there must be adequate security or up to 100%—we can lend 100% of security that is available. And of course, there must be repayment ability. I might say in a lot of these special loan

[*Translation*]

M. Hollingshead: Merci, madame le président. Je puis vous dire qu'en général, et peut-être que quelqu'un a les chiffres exacts, que le taux de refus officiel, c'est-à-dire après le paiement des frais de demande, est probablement plus élevé au Québec que dans d'autres régions du Canada. Il y a deux sortes de refus. L'un a lieu à l'étape de l'entrevue, lorsque l'agriculteur vient au bureau pour parler d'un prêt. Il est nécessaire que le conseiller en crédit obtienne certains renseignements afin d'évaluer la situation de l'agriculteur. En général on donne des formulaires à l'agriculteur. Un formulaire porte sur son passif, un autre sur son revenu passé et ses prévisions pour l'avenir. Si, après avoir examiné ces documents, le conseiller est d'avis que la Société ne peut absolument pas accorder de prêt, d'habitude il dit à l'agriculteur que ce n'est pas la peine d'aller plus loin. Cependant, si le demandeur dit qu'il veut aller plus loin de toute façon, la demande est acceptée officiellement et une décision officielle est rendue. Au Québec, 178 demandes ont été rejetées jusqu'à la fin de février, et 355 ont été approuvées. Il s'agit de 178 refus officiels—c'est-à-dire que les frais ont déjà été payés—mais il est certain qu'un nombre considérable d'autres demandes ne sont même pas arrivées à cette étape. Autrement dit, le conseiller en crédit, probablement en collaboration avec son surveillant, et parfois avec le bureau régional, a examiné la situation de l'agriculteur et a conclu qu'un prêt de la Société ne pourrait absolument pas rentabiliser l'exploitation de l'agriculteur. Je devrais ajouter que 149 des prêts spéciaux accordés au Québec l'année dernière jusqu'au mois de février avaient une valeur totale de quelque $14,500,000. Il y en avait 77 autres qui ont été refusés officiellement. Je pense que cela dépasse probablement le taux de refus dans le reste du Canada, donc je ne puis qu'en conclure que les responsables là-bas accordent au moins . . . S'il existe la moindre possibilité qu'un prêt puisse être approuvé, les responsables acceptent la demande et l'examinent. Pour le Canada dans son ensemble, jusqu'à la fin de février, nous avions accordé 4,043 prêts en vertu des programmes normaux, et nous avions refusé 795 demandes ou environ 800. À l'échelle nationale, 254 demandes ont été rejetées sur 905, pour un taux d'environ 25 p. 100.

M. Hollingshead: Les employés de la Société peuvent donner des conseils; cependant, c'est un domaine très difficile, comme vous le reconnaîtrez. Nous préférons le terme «orienter» plutôt que «conseiller». Tout ce que nous pouvons faire, c'est d'examiner la situation et présenter plusieurs possibilités qui s'offrent à la personne. Nous sommes réticents à lui dire qu'elle devrait faire telle ou telle chose, car les gens n'aiment pas que quelqu'un leur dise ce qu'il faut faire.

Très souvent, la raison pour laquelle nous ne pouvons pas leur accorder de prêt, c'est que leur endettement dépasse leur capacité de remboursement. Puisque nous ne pouvons pas accorder des prêts à des taux réduits, nous ne pouvons pas accorder de prêt du tout. Des fois, il y a un manque de nantissement. Afin d'accorder un prêt, il faut qu'il y ait un nantissement suffisant, jusqu'à concurrence de 100 p. 100 . . . Nous pouvons prêter 100 p. 100 du nantissement disponible. Il faut bien sûr que l'agriculture soit capable de rembourser le

[*Texte*]

cases, with the amount of debt that is outstanding, there does not appear any way that the fellow can repay that debt.

M. Ostiguy: Madame le président, vous venez justement . . .

Le président: Votre dernière question, monsieur Ostiguy.

M. Ostiguy: Deux questions.

Le président: Très courtes.

M. Ostiguy: Vous venez justement de mentionner que lorsque l'agriculteur insiste un peu, on étudie sa demande de prêt. J'ai ici les dossiers d'à peu près une dizaine d'agriculteurs: je vais leur dire d'aller s'asseoir au bureau de la Société et d'insister, mais je ne suis pas sûr que cela va fonctionner. Evidemment, ce sont des dossiers dont j'aurai sûrment l'occasion de discuter avec vous dans un avenir fort rapproché.

Une dernière question concernant la pomoculture. M. Whelan, le ministre, déclarait au Comité la semaine dernière, à la page 99:24, et je cite:

> Par le truchement de la Société du crédit agricole nous prêtons aux pomiculteurs qui veulent planter de nouveaux vergers et en vertu de ce genre de prêts ils n'ont rien à rembourser tant que les arbres ne produisent pas.

Evidemment, on sait qu'il y a eu de forts dégâts dans la pomoculture au cours de l'année 1980-1981. Est-ce que cela veut dire que la Société pourrait faire un prêt à un pomiculteur, alors qu'on sait qu'un pommier n'est pas en pleine production avant huit à dix ans? Est-ce que cela veut dire que l'agriculteur qui aurait un prêt n'aurait pas à rembourser de capital? Est-ce qu'il paierait des intérêts à la Société du crédit agricole s'il se présentait à la Société pour obtenir un prêt pour planter ou replanter 50 à 60 p. 100 de son verger, comme c'est le cas dans la province de Québec présentement?

Mr. Anderson: I am afraid that as a general rule on the apple orchards they would borrow as part of the cashflow. He would borrow on the orchard and he would have to be able to service it. But I do not know—Mr. Toole, Mr. Hollingshead, do you know particularly if there is any different rule for apple orchards? I do not think . . .

Mr. Hollingshead: No, Madam Chairman, there is no difference in lending to any type of farming as such. We are able to postpone payments. If there is security there for the loan and his plan and the assessment indicates that he will be able handle the debt involved in time, we can make arrangements. We can delay payments, we can carry them in arrears, we can do all sorts of things. But some of the problems you get into, if you delay payment, say, for anything beyond three years—say, five . . . we are not able to forgive interest so the interest accumulates. Then you end up having to have a substantially larger farm to cover the additional debt because even at 13% or 14%, if no payments are made for four or five years, the debt is roughly double.

[*Traduction*]

prêt. Je dois dire que, dans beaucoup de cas de prêts spéciaux, étant donné l'endettement de l'agriculteur, il semble impossible qu'il rembourse sa dette.

Mr. Ostiguy: Madam Chairman, you have just . . .

The Chairman: This will be your final question, Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: Two questions.

The Chairman: Very briefly.

Mr. Ostiguy: You have just said that if a farmer is a little insistent, his loan application is studied. I have before me the files of about 10 farmers. I am going to tell them to go to the FCC office and to be insistent, but I am not sure that this will work. I will certainly have the opportunity to discuss these files with you in the very near future.

I have one final question about apple orchards. Last week the Minister, Mr. Whelan, told the committee, at page 99:24, and I quote:

> We are loaning money under the FCC for those who plant new orchards, and they do not pay anything under those kinds of loans until the apple trees come into production.

We know that apple orchards suffered heavy losses in 1980-1981. Does this mean that the FCC could loan money to apple growers, even though it is a known fact that apple trees are not in full production for eight or ten years? Does this mean that the farmer with such a loan would not have to make any payments on the capital? Would he pay the FCC interest if he asked for a loan to plant or replant 50% or 60% of his orchard, as is happening in Quebec at the present time?

M. Anderson: Malheureusement, je pense qu'en général les pommiculteurs empruntent dans le cadre de leurs liquidités. Il pourrait hypothéquer son verger, mais il faudrait qu'il paie les intérêts du prêt. Mais je ne sais pas s'il y a une règle différente pour les pommiculteurs. Le savez-vous, monsieur Toole ou monsieur Hollingshead? Je ne pense pas . . .

M. Hollingshead: Non, madame le président, on ne fait pas de distinction selon le genre d'agriculture. Nous avons la possibilité de remettre les paiements. Si le prêt est nanti, et si l'évaluation de l'agriculteur indique qu'il pourra rembourser la dette à la longue, nous pourrons faire des arrangements. Nous pouvons remettre des paiements, il peut y avoir des arriérés, il y a toutes sortes de possibilités. Mais, parfois, si on remet les paiements pendant plus de trois ans, par exemple, pendant cinq ans, il y a des problèmes, parce que nous ne pouvons pas radier les intérêts, donc, ils s'accumulent. A ce moment-là, il faut avoir une exploitation beaucoup plus importante pour pouvoir rembourser la dette supplémentaire, car, même à des taux de 13 ou 14 p. 100, la dette est presque doublée si on ne fait pas de paiement pendant quatre ou cinq ans.

[*Text*]

• 1200

So there are two cases in which we make loans when payment is waived for anything beyond a couple of years.

Le président: Merci, monsieur Ostiguy.

M. Ostiguy: Je reviendrai plus tard, au deuxième tour.

Le président: C'est bien. Nous en sommes au deuxième tour, et je vous rappelle que la période de questions est maintenant de cinq minutes. J'ai sept noms sur ma liste. Nous commençons par M. Mayer.

Mr. Mayer: Thank you very much, Madam Chairman.

Five minutes is a lot of time; I will do my best to make good use of it.

Basically, I guess this is a policy question that I would like to address, and a concluding remark, Madam Chairman: Why does the corporation go to the United States for $100 million U.S. for the capital market? You were recently in Europe raising funds. Canada, of all the industrialized countries, I believe, has the highest saving rate per capita, something approaching 14%. Have you looked at the problems that you are going to get into there?

We talk about wanting to buy back Canada. One of the reasons why we get into this situation is that we borrow offshore and we spend offshore. If we borrow from Canadians, we repay to Canadians, we pay interest to Canadians, we get ourselves away from the problems to do with other currencies appreciating in value.

Why do you borrow offshore? Why do you borrow from outside the country when there is a big pool of capital within the country with which I think you could find resources?

Mr. Anderson: All Crown corporations are requested not to make a public issue of bonds within Canada, but private placements only; and on the private placement market we found that 10-year money was virtually unavailable—in very small amounts—and at a higher price than we could obtain the same dollars hedged for . . . If it is foreign currencies and the U.S., we hedge to remove the current exchange risk. All-in hedge cost of American dollars at any offers we have had at a private placement in Canada has been higher in Canada. The bonds issue in the Eurobond market was in Canadian dollars so it came back. But virtually, to answer your question shortly, Crown corporations are requested not to do public issues within Canada.

Mr. Mayer: So the main reason is that you are requested not to do it in Canada. That is the first reason, I take it. The second reason is that you think it is cheaper outside of the country.

Mr. Anderson: We can only do private placements so I am comparing private placements with public placements in other countries. I would not have any idea if we made a public

[*Translation*]

Il y y donc deux cas pour lesquels nous prêtons même si le paiement est effacé pour une période dépassant quelques deux années.

The Chairman: Thank you, Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: I will come back later on second round.

The Chairman: All right. We are now on second round and I remind you that your questioning time is now five minutes. I have seven names on my list and will start with Mr. Mayer.

M. Mayer: Merci beaucoup, madame le président.

Cinq minutes, c'est beaucoup, je ferai de mon mieux pour bien les utiliser.

Fondamentalement, je veux poser une question de politique et faire un commentaire en guise de conclusion. Pourquoi la Société est-elle allée sur le marché de capitaux américains pour emprunter 100 millions de dollars en devises américaines? Récemment, vous êtes allés en Europe pour trouver des fonds. Je pense que, parmi tous les pays industrialisés, le Canada est celui où le taux d'épargne par habitant est le plus élevé, il est près de 14 p. 100. Avez-vous envisagé les problèmes que cela va vous poser?

Nous parlons de vouloir racheter le Canada. L'une des raisons pour lesquelles nous sommes dans cette situation, c'est que nous empruntons et que nous dépensons à l'étranger. Si nous empruntons des Canadiens, nous remboursons nos prêts à des Canadiens et nous leur payons des intérêts, nous évitons ces problèmes de variations des taux de change pour les autres devises.

Pourquoi empruntez-vous à l'étranger? Pourquoi emprunter à l'extérieur alors qu'il y a une grande réserve de capitaux au pays qui pourraient répondre à vos besoins?

M. Anderson: On demande à toutes les sociétés de la Couronne de ne pas faire d'émission d'obligations publiques au Canada, mais uniquement des placements privés. Nous avons constaté que sur ce marché de placements privés, les fonds sur une période de 10 ans étaient pratiquement inexistants, ou en très petits montants, et à un prix plus élevé que ce que nous paierions pour le même dollar avec protection contre le taux de change, s'il s'agit de devise américaine. Toutes les offres de placement privé que nous avons reçues au Canada étaient plus élevées que les offres d'emprunt de dollars américains incluant cette protection contre le taux de change. L'émission d'obligations sur le marché européen était en dollars canadiens, donc ça n'a pas marché. Mais pour répondre brièvement à votre question, on demande aux sociétés de la Couronne de ne pas faire d'émission publique d'obligations au pays.

M. Mayer: Donc la principale raison, c'est qu'on vous demande de ne pas le faire au pays. Je présume que c'est la première raison. La deuxième raison, c'est que vous pensez que cela coûte moins cher à l'extérieur.

M. Anderson: Nous pouvons uniquement effectuer des placements privés, donc je compare des placements privés à des placements publics dans d'autres pays. Si nous effectuions des

[*Texte*]

placement in Canada whether it would be comparable to a public placement over . . .

Mr. Mayer: I find this an incredible situation, Madam Chairman, when we are doing everything we can to give Canadians a chance to buy into their country, but we do not give a chance at what I think is most basic of all, and that is to give Canadians a chance to participate in the ownership of their own land through a federal corporation.

What is the cost of hedging? You say that there is a cost associated with hedging. What is the cost on a percentage basis, or on $1 million, or spread over the life of the 20-year money that you have been getting?

Mr. Anderson: If I may, I will let the fellow who does the transactions answer. If you will, Mr. Bill Mann, Director of Finance.

Mr. Mann: Perhaps to come back to the first and then I could lead into the second. We try to raise funds at the best rate possible, and we lend our money to Canadian farmers in Canadian dollars, and therefore we seek our costs worldwide, essentially, to obtain the best rate on a Canadian equivalent, and it could take you anywhere in that process. The comment that the chairman made about the Canadian scene is a real one, and therefore we have to work around that. At any given time the relationships can change, from one day to the next, from one minute to the next. Therefore you are on a search all the time.

To talk about hedging, for example, when you are dealing with the foreign exchange, it also varies depending on the circumstances and the arrangements . . .

Mr. Mayer: I am familiar with the hedging process, but you could eliminate the hedging process totally if you borrowed in Canadian dollars. That is the whole purpose of the thing.

Mr. Mann: Yes, but the point, sir, is that on occasion when you do seek these funds in foreign currency the hedge included produces a Canadian rate equivalent that is better than we can obtain from Canadian sources.

Mr. Mayer: How do you know that without trying, without giving Canadians an opportunity?

Mr. Mann: We do try, and we do seek it out through the private . . .

Mr. Mayer: Did you make an offer? You did not make an offer in Canada that was equivalent to the offer in the United States and say that you were going to raise $50 million in each country. If you would do that, I think then you would have a chance to make a comparison; otherwise, it is your judgment against the market judgment and that is . . .

• 1205

Mr. Mann: We seek out private placements in a very discreet fashion and we measure them against the other options we have. If we went ahead without making that kind of assessment, we would be negligent. So, on any given date, when we go ahead and do a financing we have made this

[*Traduction*]

placements publics au Canada, je ne sais pas s'ils seraient comparables au même genre de placement ailleurs . . .

M. Mayer: Madame le président, je pense que c'est là une situation incroyable, alors que nous faisons tout pour donner aux Canadiens l'occasion d'acheter au pays, nous leur refusons la possibilité la plus fondamentale qui est de donner aux Canadiens l'occasion d'être propriétaires de leur propre territoire par le truchement d'une société fédérale.

Que coûte la protection contre le taux de change? Vous avez dit que cela coûtait quelque chose. Qu'est-ce que cela coûte en pourcentage sur 1 million de dollars amortis sur une période de 20 ans?

M. Anderson: Si vous me le permettez, je demanderai au responsable des transactions, M. Bill Mann, directeur des Finances, de vous répondre.

M. Mann: Je commencerai par la première question pour ensuite passer à la deuxième. Nous essayons de trouver des fonds au meilleur taux possible pour les prêter ensuite aux agriculteurs canadiens en dollars canadiens. Donc nous vérifions les coûts partout dans le monde, essentiellement pour obtenir les meilleurs taux sur une devise équivalente à la devise canadienne et cela peut nous conduire n'importe où. Le commentaire du président au sujet du contexte canadien est tout à fait exact et nous devons donc éviter ce problème. Les rapports peuvent changer à n'importe quel moment, du jour au lendemain, d'une minute à l'autre. Nous sommes donc toujours sur le qui-vive.

Pour ce qui est de la protection contre les variations du taux de change, car cela dépend des circonstances et des arrangements . . .

M. Mayer: Je suis au courant de la question, mais vous pourriez éliminer totalement cela si vous empruntiez en dollars canadiens. C'est là l'objectif de tout cela.

M. Mann: En effet, toutefois, il arrive que lorsque vous recherchez des fonds en devises étrangères, y compris la protection contre les variations du taux de change, cela vous donne l'équivalent d'un taux canadien plus bas que ce que nous pouvons obtenir au pays.

M. Mayer: Comment pouvez-vous le savoir sans essayer, sans donner aux Canadiens la possibilité de le faire?

M. Mann: Nous essayons, et nous essayons de le faire par le secteur privé . . .

M. Mayer: Avez-vous fait des offres? Avez-vous fait au Canada des offres équivalentes à l'offre faite aux États-Unis en disant que vous avez emprunté 50 millions de dollars dans chaque pays? Si vous faisiez cela, je pense alors que vous auriez l'occasion de faire une comparaison, autrement c'est votre jugement contre le jugement du marché et c'est . . .

M. Mann: Nous cherchons des placements privés de façon très discrète et nous les comparons à d'autres possibilités que nous avons. Si nous procédions sans faire ce genre d'évaluation, nous serions négligents. Donc, à n'importe quel moment, lorsque nous effectuons une transaction de financement, c'est

[*Text*]

complete assessment to our satisfaction—Canadian, U.S., European, you name it.

The Chairman: That is five minutes.

Mr. Mayer: Five minutes? You must count by twos.

The Chairman: No, really, just one at a time. You may come back after the other members. Okay? Thank you, Mr. Mayer.

Mr. Dubois. Five minutes, Mr. Dubois.

M. Dubois: Merci, madame le président.

Mon collègue de Mégantic—Compton—Stanstead prendra sûrement la parole, lui aussi.

Une voix: J'ai très bien compris.

M. Dubois: Je voudrais vous signaler qu'il est un membre très important du Comité permanent de l'agriculture.

Madame le président, ma question rejoint quelque peu celle de mon collègue de Saint-Hyacinthe—Bagot concernant les taux d'intérêt. J'ai cru comprendre de votre réponse qu'il y aurait, vers le 1er avril, une révision du taux d'intérêt qui se situe, à l'heure actuelle, à 13,25 p. 100. Ai-je bien compris?

Mr. Anderson: Yes.

M. Dubois: Très bien. Merci.

Allez-vous continuer l'application, vu que cela fait effectivement partie du programme, de la réduction de 4 p. 100 et cela également à compter du 1er avril pour les producteurs agricoles en difficulté?

Mr. Anderson: The farmers who have obtained loans under the rebate will get them for a two-year period.

Mr. Dubois: Yes.

Mr. Anderson: But there is a limited amount of money for the coming year at this time, $50 million, and when that has gone there will be no more rebates.

M. Dubois: Dans votre budget, en regard de cette situation, il est indiqué.., et vous le répétez à la page 3 de votre déclaration.., que vous avez donné une aide spéciale à 905 agriculteurs afin qu'ils maintiennent leur exploitation et que vous avez engagé 150 millions de dollars dans ce programme.

A l'heure actuelle, est-ce que tout l'argent prévu dans ce programme a été employé ou en reste-t-il encore?

Mr. Anderson: The figure here shows that $129 million was dispersed. By the end of this period there would be $100 million . . . by April 1 we should have dispersed in the area of the $150 million, which will leave, for after April 1, another $50 million for across Canada.

M. Dubois: Concernant ce programme, est-il possible d'avoir des statistiques? Combien de demandes ont été faites, par exemple, dans la province de Québec? Combien ont été acceptées? Combien ont été refusées? Y a-t-il des demandes en suspens en vertu de ce programme dans la province de Québec?

[*Translation*]

que nous avons fait cette évaluation complète, à notre satisfaction . . . en monnaie canadienne, américaine, européenne, et tout le reste.

Le président: Vos cinq minutes sont écoulées.

M. Mayer: Cinq minutes! Vous devez compter deux à la fois.

Le président: Non, juste une à la fois. Vous pourrez revenir après les autres membres. Cela vous va? Merci, monsieur Mayer.

Monsieur Dubois, vous avez cinq minutes.

Mr. Dubois: Thank you, Madam Chairman.

My colleague from Mégantic—Compton—Stanstead will surely take the floor also.

An hon. Member: I understood you quite well.

Mr. Dubois: I would like to mention that he is a very important member of the Standing Committee on Agriculture.

Madam Chairman, my question is somewhat related to that of my colleague from Saint-Hyacinthe-Bagot concerning interest rates. I understood from your answer that, around April 1, there will be a revision of interest rates, which is presently around 13.25 per cent, is that correct?

M. Anderson: Oui.

Mr. Dubois: Very well, thank you.

Will you maintain, since the reduction is in fact part of the program and applies from April 1, the 4 per cent reduction for the producers which have problems?

M. Anderson: Les prêts à rabais consentis aux cultivateurs le sont pour une période de deux ans.

M. Dubois: Oui.

M. Anderson: Toutefois, pour cette année, le montant d'argent est limité à 50 millions de dollars et une fois cette somme épuisée, il n'y aura plus de rabais.

Mr. Dubois: In your budget, concerning this situation, it says—and you repeat it on page three of your statement—that you have given special assistance to 905 farmers to keep their operation and that you have invested $150 million in that program.

Presently, did you use all the money allocated for that program or is there still some left?

M. Anderson: Les chiffres indiquent qu'on a déboursé 129 millions de dollars. A la fin de l'exercice, il y aurait 100 millions de dollars . . . D'ici le 1er avril, nous devrions avoir déboursé près de 150 millions de dollars, ce qui nous laisse 50 millions de dollars pour tout le Canada après le 1er avril.

Mr. Dubois: Is it possible to have the statistics concerning this program? How many applications were made, for example, in the Province of Quebec? How many were approved? How many were refused? Are there any outstanding applications under that program in the Province of Quebec?

[*Texte*]

Mr. Anderson: I can give you that information, but I do not have it that precisely, to be able to . . .

In Quebec, we had a total for appraisal . . . on February 28 terminated, 243 this year; pending 17. We received 226 and rejected 77.

M. Dubois: Très bien. Donc, il vous manque quelques détails. Vous serait-il possible, pour ce qui est des informations que vous n'avez pas, c'est-à-dire les demandes acceptées, refusées et celles en suspens, de les faire parvenir à notre président.., les demandes relatives à la province de Québec, plus particulièrement.., par l'entremise du greffier, qui nous les transmettrait par la suite. Est-ce que cela est possible?

Mr. Anderson: Yes, we can, they are here. I did not realize . . . my breakdown is not precise. In the Province of Quebec: 226 received, 77 rejected, with loans approved at 149 for $14,579,300.

Mr. Dubois: As of what date is that?

Mr. Anderson: February 28.

Mr. Dubois: All right, thank you.

• 1210

M. Dubois: Madame le président, vu que c'est ma dernière question, je voudrais reparler au président de la Société, M. Anderson, de la question qu'a soulevée M. Ostiguy.

Peut-être que certaines personnes pourront nous dire que les gens qui sont dans les bureaux de la Société du crédit agricole ne sont pas des agronomes ou quoi que ce soit, mais je pense qu'il y a d'abord et avant tout la question des conseils ou de l'aide. J'ai parlé avec le gérant du bureau de Québec, M. Fabien Langlois, et je sais que dans les bureaux centraux, à Québec et ailleurs, il y a des conseillers. J'aimerais insister sur le fait qu'il y a conseils et aide.

Il y a un autre aspect, soit d'étudier de façon très approfondie la possibilité de réviser les prêts des gens qui ont emprunté pour une période de 25 ou 20 ans à 16.75 p. 100 ou à 16.5 p. 100. Vous en parlez à la page 3 de votre déclaration:

> Par conséquent, si nous réduisons les taux d'intérêt d'un emprunteur, nous devrons augmenter le taux d'un autre emprunteur à un moment donné pour équilibrer nos comptes. Je ne crois pas qu'il soit justifié de pénaliser les futurs emprunteurs de la Société en augmentant leur taux d'intérêt pour couvrir les pertes découlant d'avantages que nous aurions consentis à nos emprunteurs actuels.

Je ne sais pas si cela demanderait un travail de bénédictin, mais j'aimerais savoir, si possible, quelles seraient les implications financières au niveau de la Société du crédit agricole si, demain matin, ou enfin dans les jours prochains, on révisait les prêts que nous avons faits à 16, 16.5 ou 16.75 p. 100 pour les ramener au taux actuel. Alors, j'en fais la demande, et j'aimerais qu'on soumette au Comité cette étude-là. Quelles seraient les obligations financières qu'aurait à envisager la Société du crédit agricole si elle révisait les prêts qu'elle a faits à 16.75 ou à 16.5 p. 100 au cours de l'année 1982, et qu'est-ce

[*Traduction*]

M. Anderson: Je puis vous fournir cette information, mais je n'ai pas tous ces détails; afin de pouvoir . . .

Pour le Québec, au total nous avons évalué . . . Au 28 janvier de cette année, nous en avions réglé 243, il y en avait 17 en suspens. Nous en avons reçu 226 et nous en avons rejeté 77.

Mr. Dubois: Very well. So there are some details that you do not have. Would it be possible to forward the information you do not have to our chairman, concerning the accepted, rejected and pending applications for the Province of Quebec, particularly? You can send it through the clerk, who will distribute it afterwards. Is that possible?

M. Anderson: Oui, nous les avons. Je ne m'en étais pas aperçu . . . les chiffres ne sont pas exacts. Pour la province de Québec nous aVons reçu 226 demandes, 77 ont été rejetées, 149 ont été approuVées pour un total de $14,579,300.

M. Dubois: À quelle date?

M. Anderson: Au 28 féVrier.

M. Dubois: Très bien, merci.

Mr. Dubois: Madam Chairman, since it is my last question, I would like to address the chairman of the Corporation, Mr. Anderson, and ask him about the question brought up by Mr. Ostiguy.

Maybe certain persons can tell us that the people working in the office of Farm Credit Corporation are not agronomists or whatever, but I think that first and foremost there is the question of advice or assistance. I have talked with the manager of the Quebec office, Mr. Fabien Langlois, and I know that in the central office, in Quebec and elsewhere, there are advisors. I would like to insist on the fact that there are advices and assistance.

There is also another aspect, that is to look very closely at the possibility to review the loans of people who borrow for 25 or 20 years at 16.75 percent or 16.5 percent. On page 3 of your statement you say:

> Therefore, if we reduce interest rates for one borrower, we will have to raise the rate for another at some point to ensure a positive balance of our accounts. I do not think future SCC borrowers should be penalized by an increase in interest rates to cover losses that came about because of benefits given by FCC to its present borrowers.

I do not know if that would require a lot of work, but I would like to know, if possible, what would be the financial implications for the Farm Credit Corporation if, tomorrow morning, or in the coming days, it would review the loans made at 16, 16.5 or 16.75 percent to bring them to the actual right. So, I am making that request and I would like that study to be presented to the Committee. What financial obligations would the Farm Credit Corporation have to face up to if it would review the loans it made at 16.75 or 16.5 percent during the year 1982, and what would be the result of that? Eventu-

[*Text*]

que cela donnerait? Cela nous aiderait éventuellement à faire des recommandations au ministre de l'Agriculture.

Le président: Monsieur Dubois, est-ce que votre demande couvre aussi 1981?

M. Dubois: Oui.

Le président: Parfait.

Mr. Mayer: Whatever time period the loans were made at 16.75%.

Mr. Anderson: Yes, if I may, we have completed that study. The total of $702 million would cost $13.5 million per year for the next 20 years. We have the figures.

Mr. Mayer: For what kind of a reduction?

Mr. Anderson: From 16.75 to 13.25—all those above 13.25.

Mr. Mayer: Okay.

Mr. Anderson: The yearly cost to the corporation on $702 million would be $13.3 million a year, I believe, for the next 20 years.

Mr. Mayer: And that is based on your current cost of borrowing?

Mr. Anderson: If you reduce from 16.25%, we have to pay 15.75% back for that money. It is locked into us, so we have to make up the difference.

M. Dubois: Une dernière intervention après ce que M. Mayer vient de dire: à ce moment-là, s'il y avait refinancement, il y aurait possibilité que les cultivateurs aient à payer une pénalité, comme cela se fait dans des banques. Je sais que certaines banques posent certains problèmes, mais ce serait peut-être plus avantageux pour un agriculteur de payer une pénalité d'une couple de mois que de continuer à rembourser son prêt. On pourrait peut-être étudier cela.

Mr. Anderson: Yes, we will give you the figures that we have; we would be very pleased to.

M. Dubois: Madame le président, je veux avoir le rapport à ce sujet. On veut l'avoir, parce que je pense que ce serait intéressant pour les membres du Comité.

Mr. Anderson: Yes, okay.

Mr. Mayer: Do we have the figure on the number of loans involved?

Mr. Anderson: Yes. We presented them the last time, but we will send them to you.

Le président: Merci, monsieur Anderson.

Monsieur Hargrave.

• 1215

Mr. Hargrave: Thank you, Madam Chairman. I would like to make a brief statement, followed by a couple of short questions. The issue that I am raising is one I have raised on other occasions when Mr. Anderson and his advisers were

[*Translation*]

ally, this would help us to formulate recommendations to the Minister of Agriculture.

The Chairman: Mr. Dubois, does you request also include 1981?

Mr. Dubois: Yes.

The Chairman: Very well.

M. Mayer: Peu importe pour quelle période, les prêts ont été consentis à 16.75 p. 100.

M. Anderson: Oui, si vous me le permettez, nous avons complété cette étude. Nous avons les chiffres, sur un total de 702 millions de dollars, il en coûterait 13.5 millions de dollars par année pour les 20 prochaines années.

M. Mayer: Pour quel genre de réduction?

M. Anderson: De 16.75 à 13.25 . . . pour tous les prêts au-dessus de 13.25.

M. Mayer: Très bien.

M. Anderson: Les coûts annuels à la Société pour les vingt prochaines années seraient de 13.3 millions de dollars par année sur 702 millions de dollars.

M. Mayer: Et ces chiffres dont bssés sur vos coûts actuels d'emprunt?

M. Anderson: Si vous abaissez le taux de 16.25 p. 100, nous devons rembourser cet argent à 15.75 p. 100. Nous avons des engagements, nous devons donc combler la différence.

Mr. Dubois: A last comment after what Mr. Mayer just said: then, if there was a refinancing, it is possible that the farmers would have to pay a penalty as it is done in the banks. I know that in some banks it is a problem. But it might be more advantageous for a farmer to pay a penalty for a couple of months than to continue reimbursing his loan. Maybe we could study that.

M. Anderson: Oui, nous vous fournirons les chiffres que nous avons, nous serons ravis de le faire.

Mr. Dubois: Madam Chairman, I want to get the report on this subject. We want it because I think it would be interesting for the members of the Committee.

M. Anderson: Très bien.

M. Mayer: Avez-vous des chiffres sur le nombre de prêts visés?

M. Anderson: Oui. Nous les avons donnés la dernière fois, mais nous vous les enverrons.

The Chairman: Thank you, Mr. Anderson.

Mr. Hargrave.

M. Hargrave: Merci, madame le président. J'aimerais faire une brève déclaration et poser ensuite deux courtes questions. J'ai déjà abordé cette question à diverses occasions lorsque M. Anderson et ses conseillers étaient ici. Je suis heureux de vous revoir ici, monsieur Anderson.

[*Texte*]

here. I am very glad that you are back before us again, Mr. Anderson.

It is about the policy of FCC with respect not only to land values that are involved with FCC contracts, but a concern that I have had for some time now. I think the year 1982 has borne out that this was a justified concern. You may recall, Mr. Anderson—or some of your advisers there—that I was concerned about what appeared to be a policy of encouraging younger farmers especialy to take on a bigger debt load than prudence—especially the advice of their fathers, maybe—would have suggested.

For example, a quarter section may have been all that a particular farmer was interested in, and he might have been looking for financing and so on for that. But the advisers to Farm Credit Corporation, in dealing with this particular type of a case, may have suggested that a quarter section may not have been an economic unit to buy. So I am sure they would encourage this prospective client, the young farmer, to step out and take on an additional quarter or two quarters and so on.

Of course in the year 1982 we had a real comeuppance in what happened to farm values, I think all over Canada. I think it bears out the concern that I have had for some time now that perhaps a more prudent approach would be to adopt a more conservative approach to borrowing, especially where land is involved, and profit by the lessons of history.

But I want to put on the record what I think is the best review of what has happened to land values, especially in the year 1982. That is an article that the United Grain Growers asked Professor Daryl Kraft of the University of Manitoba to prepare. I think it was done primarily for the annual report of the United Grain Growers. It was part of the report, printed in the back part of the pages. I think that was an excellent review of the whole question of agricultural land values, especially in the prairie provinces. It covers about a ten or eleven year period from about 1971 through to 1981. Then it deals with the situation at least up to the middle of 1982, when I think the report had to be ended to fit into that report of UGG.

It points out that land values, at least in the prairie provinces, have dropped precipitously, for the most part in a one-year period, that is from the late fall of 1981 through all of 1982. They have dropped from somewhere between one third to one half. That is a considerable drop for one year or a little over. But in the 10-year period, from 1971 through to 1981, they had increased perhaps as much as four to five times over that period. I cite this reference work because I do think it was appropriate and very timely.

As for my two questions to you, Mr. Anderson, and your FCC people, here they are. Would you and your staff people agree that there has been a drop as significant as that? I am not putting dollar figures, that they dropped so many dollars per acre or anything like that. But over a broad area in western Canada, I really believe myself that farmland values have dropped as much as 50% or at least by a third.

[*Traduction*]

Je veux parler de la politique de la SCA en ce qui concerne non seulement la valeur des terrains sous contrat avec la SCA, mais également des préoccupations qui me tiennent à coeur depuis quelque temps et qui se sont révélées exactes en 1982. Vous vous souviendrez, monsieur Anderson, ou certains de vos conseillers du moins, que je me préoccupais de votre politique qui consistait semblait-il à encourager les jeunes agriculteurs à assumer des dettes que la prudence, en tout cas les conseils de leur père, n'auraient pas encouragés.

Dans certains cas, un agriculteur peut être intéressé à n'acheter qu'un quart de section, mais les conseillers de la Société du crédit agricole lui suggèrent d'acheter un terrain plus grand pour des raisons économiques.

En 1982, nous avons vraiment appris notre leçon en ce qui concerne la valeur des terres agricoles et ceci dans tout le Canada. Cela prouve bien que mes préoccupations étaient fondées et qu'il faudrait peut-être agir avec plus de prudence et de façon plus prudente dans le cas d'emprunts, spécialement quand il s'agit d'acheter du terrain. Il faudrait bien se souvenir des leçons de l'histoire.

J'aimerais signaler dans ce contexte une étude excellente portant sur la valeur des terres spécialement en 1982. Il s'agit d'un article que la *United Grain Growers* a demandé au professeur Daryl Kraft de l'Université du Manitoba de préparer. Je crois qu'il s'agit d'une étude qui a été faite principalement pour le rapport annuel de la *United Grain Growers*. Cette étude faisait partie du rapport et a été imprimée à la fin de celui-ci. Il s'agit d'une étude excellente de toute la question de la valeur des terres agricoles, particulièrement dans les provinces des Prairies. Elle porte sur une période de 10 ou 11 ans allant de 1971 à 1981 ou le milieu de l'année 1982.

Selon cette étude, du moins dans les provinces des Prairies, la valeur des terrains est tombée dans la plupart des cas au cours d'une période d'un an, c'est-à-dire de la fin de l'automne 1981 à la fin de l'année 1982. Les prix ont diminué d'un tiers à la moitié du prix précédent. Il s'agit d'une diminution considérable quand on pense que celle-ci a été réalisée en un an ou un peu plus. Au cours de la période de 10 ans allant de 1971 à 1981, la valeur des terres avait quadruplé ou quintuplé. Cette étude est une bonne source de référence.

Je vous poserai maintenant mes deux questions, à vous, monsieur Anderson, et aux représentants de la SCA. Estimez-vous qu'il s'agit véritablement d'une chute aussi importante? Je ne parle pas ici en termes de dollars mais pour une grande région de l'ouest du Canada, je crois que la valeur des terres agricoles a diminué de 50 p. 100, en tout cas d'un tiers.

[*Text*]

• 1220

And the other question would relate to what this means with the security of land on an FCC loan, or any kind of a loan as far as that goes from banks and so on. It means, of course, that they have to settle for less money if they are going to put their land up for security, because it is not worth as much on the market today. Now, taking that into consideration, I just come back to my original concern, and that is that FCC, more so than banks, were to be . . . overly generous in supplying capital for the purchase of land, that they should have been more cautious and allow the farmer to use his inner judgment to borrow more modestly. I would appreciate your comments, Mr. Anderson.

Mr. Anderson: Yes, we certainly feel that the value of the farm lands across Canada have deteriorated and taken a drop. The problem in some areas, in some cases, is that the demand is down and so there is not a great volume trading. I believe it is distorted and that in some cases small parcels of land were moved at quite a high value, but it has not been tested by large volumes. But there is a definite drop, and it is quite dramatic.

It is a very difficult problem when we go to refinance and a borrower comes in and his equity has deteriorated, or equity value for this amount, and we wish to lend him money, because of the restrictions of our act if the equity is not there, or if we cannot show repayment ability, we cannot lend, which puts us in a very difficult position. What we have not done, though, is if we had a loan that we had lent to at nearly 100% appraised value and now that land price has . . . dropped and he is making payments, we do not demand that he bring his equity up. It is a very difficult problem, not only for ourselves but other lending institutions. When the farmer comes back in for maybe operating credit, if the value of his land is perceived to have dropped, it is going to be very difficult for him I do believe.

You mentioned that we may be too small on land when they were lending, or too large. We do have a phase-in loan, but the end object is after five years the unit should be large enough and viable enough that he can make his living in agriculture from it. And so, in that case, as I suppose in many cases, depending on the area, it will go for a quarter-section or up, if that . . .

Mr. Hargrave: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Hargrave. Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: Thank you, Madam Chairman. I think all of us see the dilemma that the witness has gotten himself into by reason of his occupation, in that the position put by Mr. Hargrave, which is obviously a fair and reasoned one, that the FCC have been too generous in their promoting of the acceptance of these loans. Obviously, it flies in the face of what I think my colleague was suggesting just a moment ago, that, in fact, insufficient funds are being provided when requested by borrowers. I am glad that you have the wisdom of Solomon, sir, and that it is not I that sits in your place.

[*Translation*]

J'aimerais également vous poser une question sur les répercussions d'une telle diminution sur les prêts consentis par la SCA ou les banques étant donné le nantissement. Il est évident en effet que les agriculteurs devront être satisfaits de sommes moins importantes lorsqu'ils donneront leur terre en caution puisque celle-ci ne vaudra plus autant sur le marché aujourd'hui. J'en reviens alors à ma préoccupation initiale: la SCA, peut-être plus que les banques encore, aurait dû inciter les agriculteurs à faire preuve de prudence et à emprunter de façon modeste. Qu'avez-vous à dire là-dessus?

M. Anderson: Nous nous rendons compte certainement que la valeur des terres agricoles a diminué considérablement au Canada. Le problème, dans certaines régions et dans certains cas, est que la demande a diminué également et que le volume de transactions est faible. La situation est quelque peu déformée étant donné que certaines petites parcelles de terre ont été vendues à un prix très élevé. Cependant, cela ne s'est pas passé pour les grandes parcelles. Il y a, c'est certain, une diminution brusque et tout à fait dramatique.

Cela pose de graves problèmes lorsque nous refinançons; en effet, l'avoir propre de l'emprunteur peut avoir diminué considérablement. La loi qui nous régit nous impose des restrictions en matière d'avoirs; en effet, nous ne pouvons prêter sans garantie de remboursement, ce qui nous met dans une situation très difficile. Dans les cas où nous avons prêté presque à 100 p. 100 de la valeur estimée et où le prix de la terre a diminué et que l'agriculteur fait ses remboursements, nous n'exigeons pas toutefois qu'il augmente son avoir. C'est un problème très difficile pour nous, mais également pour d'autres institutions de prêts. Lorsque l'agriculteur veut par la suite un crédit d'exploitation, si l'on considère que la valeur de sa terre a baissé, les choses deviennent fort difficiles.

Vous nous dites que nous avons parfois prêté trop peu sur les terres, parfois trop. Le but est que l'agriculteur ait au bout de cinq ans une terre suffisamment grande et suffisamment rentable pour pouvoir vivre de l'agriculture. Par conséquent, cela signifie, dans la plupart des cas, au moins un quart de section.

M. Hargrave: Merci.

Le président: Merci, monsieur Hargrave. Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: Merci, madame le président. Nous voyons tous le dilemme dans lequel se trouve le témoin. M. Hargrave a bien mis le doigt sur cette question; la SCA a été trop généreuse dans ses prêts. Cela vient évidemment démentir ce qu'a dit mon collègue il y a quelques instants, quand il s'est plaint de l'insuffisance des fonds mis à la disposition des emprunteurs. Je suis heureux de voir que vous avez la sagesse de Salomon et que je ne suis pas à votre place.

[*Texte*]

I wonder, sir, if you could respond, through the chairman, of course, as to whether or not, given the direction to pay down these loans—and where I am coming from now is given the political direction to pay down these loans—from the 16.25% to the current 13%, or wherever in fact we may be within the next few days, you could do so under the present legislation and regulations. Do you have the wherewithal to do it under the regulations and mandate as it exists?

Mr. Anderson: I do not believe, sir, that we could do it on a simple pay-down. It would have to be possibly as a . . . I would hate to answer you precisely on the technique that would be required when it is a very legal question.

• 1225

There are ways, I suppose, if our act is changed whereby we can do anything, or if we are so ordered by our shareholders, we can do anything. But as we stand now, we are restricted within our act from writing our loans down, or taking any action that would be an imprudent business practice which would not allow us to cover our operating cost and return capital to the Government of Canada. So the legality is even further than just the legal action of doing it; it would be going against what the orders of the Government of Canada to Crown corporations are, and that would not be in their purview. So it could be done, but it would have to be done by our shareholders and the Government of Canada direction to us. Within ourselves, we would not have the authority or the ability.

Mr. Daudlin: You anticipate, sir, where I am coming from, obviously. We can all of us here share the concern that people with 20- and 25-year mortgages at 16.25% are concerned with respect to where they find themselves. The question I obviously wish to put to you is whether or not you can, left to your own devices, in fact permit these borrowers to get themselves into a position where they are down to 13%, or down to wherever from time to time we find ourselves. Or do you, in fact, require the political direction or a change of legislation and/or regulations to permit you so to do? You ndicated to me in the first round of questions that the Chairman permitted me, what the costs of so doing would be. I think it was that $13-and-some-odd million per year per 20 years. And we can all project what the real cost today of taking that decision would be in terms of hundreds of millions of dollars.

But I guess what I am wanting to find out from you, and I apologize if I seem to be trying to force you into a corner, is for you to say to me, Get a political decision for this, because I do not have the administrative tools to do it. And, you know, that is where we are at. That is my question to you. Do you have the administrative tools to do today what, in fact, we are asking you to do; i.e. move these loans down from 16.25% to 13%? Or do you require a political decision and, I guess, the tools of a political decision, i.e. new regulations and/or new mandate, to permit you so to do while recognizing that there is a cost there, too?

Mr. Anderson: You have answered your questions. Within ourselves at this time we could not write our own loans down. We do not have the ability within our regulations and within

[*Traduction*]

Avez-vous, dans la loi et les règlements actuels, des dispositions qui permettraient de ramener le taux de 16.25 p. 100 à 13 p. 100, soit le taux actuel?

M. Anderson: Je ne crois pas que nous pourrions procéder simplement de cette façon. Je n'aimerais vous dire avec précision comment l'on pourrait s'y prendre puisqu'il s'agit d'une question qui est en fait juridique.

Si la loi était changée, ou si nos actionnaires nous en donnaient l'ordre, nous pourrions évidemment modifier notre façon de procéder. À l'heure actuelle cependant, la loi nous impose des restrictions nous empêchant de réduire le montant des emprunts ou de prendre toute initiative imprudente qui ne nous permettrait pas de rentrer dans nos frais d'exploitation et de rembourser le capital au gouvernement du Canada. Le gouvernement du Canada a donné des ordres aux sociétés de la Couronne qui nous empêcheraient d'agir de la sorte. Si nous voulions faire quoi que ce soit, nous devrions attendre des directives de la part de nos actionnaires et du gouvernement du Canada. Nous n'avons pas seuls le pouvoir de procéder de la sorte.

M. Daudlin: Vous voyez sans doute où je veux en venir. Des personnes ayant contracté des hypothèques de 20 ou 25 ans à 16.25 p. 100 sont dans une mauvaise situation. Pourriez-vous de vous-même permettre à ces emprunteurs de se trouver dans une situation où le taux d'intérêt ne serait plus que de 13 p. 100, par exemple. Ou bien avez-vous besoin d'un changement de direction politique, de modifications à la loi ou au règlement? Au cours de mon premier tour de questions, vous m'avez dit quels coûts cela impliquerait, soit environ 13 millions de dollars par année pendant 20 ans. Nous pouvons tous prévoir quel serait le coût réel d'une telle initiative qui se chiffrerait en centaines de millions de dollars.

Je ne voudrais pas vous mettre sur la sellette, mais ne croyez-vous pas que vous pourriez nous dire qu'il faudra une décision de politique en la matière étant donné que par les canaux administratifs, vous ne pourriez procéder à des changements. Pourriez-vous réduire ces emprunts de 16.25 p. 100 à 13 p. 100? Ou bien avez-vous besoin d'une décision d'ordre politique, c'est-à-dire de nouveaux règlements, un nouveau mandat?

M. Anderson: Vous avez répondu vous-même à vos questions. Nous ne pouvons diminuer nos emprunts de nous-mêmes à l'heure actuelle. Nous n'avons pas la possibilité de le faire

[*Text*]

our directions. The recourse to a borrower would be, if he went to another lending institution, borrowed the money, and repaid us; like, if he went to the bank and borrowed money at 11%; we could not prevent it; we would have to absorb the loss.

Mr. Daudlin: We have explored that, Madam Chairman.

Mr. Anderson: But for us, within ourselves, to go and write down our own loans we really do not have the capacity.

Mr. Daudlin: Madam Chairman, perhaps in another round we might explore with the witness what kind of amended mandate would be required.

The Chairman: Thank you, Mr. Daudlin. Mr. Gustafson.

Mr. Gustafson: My questions are in relation to the same area in terms of the department's ability to be flexible enough to handle the problem. I see by the material that you handed out here that the average farm size in Saskatchewan is 952 acres. If you would take an average land price value of $500 an acre, which I think you would agree might be even fair or a little low, the capital investment of that farmer is $600,000, if you considered that he had $125,000 worth of machinery. Now what I am getting at is this: For instance, in the Pepin proposal, there was an allowance to the railroads of 20.5% on their capital investment. And if you played by the same rules that the government deals with in business, if you played by the same rules with the farmer, you would have to say that this farmer has a capital investment of $120,000 a year write-off. Now, if you would do that, he could play within these rules without any problem and meet his payments.

• 1230

He is forever caught up in an economic situation where he is to be productive. I do not think our governments—and I am not being political about this, because we have had various governments in and out of office—have ever dealt with agriculture on a fair basis on those ground rules. We operate by a different set of rules. Now, I know that is a hard question to answer. Maybe it is not a question; it is a comment.

The next question would be: Have you studied other countries and other programs? Another comparison I would make is that in the Minister of Agriculture's submission of the estimates, $1.112 billion was the total agriculture dollars spent in Canada. That is about 1.25% of an $88.9 billion budget. What we are saying is that 1.25% of the entire budget goes to agriculture. Now, it just seems to me that we—your department included—have not really come to grips with the problem that agriculture faces in comparison to the productive ability of agriculture and the stimulant that agriculture is to the economy of Canada.

Have you studied other countries, like the United States, drawn a comparison, and said their agricultural budget is 5% or 10% of their entire budget, as opposed to 1.25% in Canada? Have you looked at lending programs in other countries?

[*Translation*]

étant donné les règlements qui nous régissent et les directives qui nous ont été données. Le seul recours pour un emprunteur serait d'emprunter dans une autre institution de prêt pour nous rembourser. Un agriculteur pourrait ainsi emprunter de l'argent à 11 p. 100 et nous rembourser. Nous ne pourrions l'en empêcher et nous devrions absorber la perte.

M. Daudlin: Nous avons exploré cette question, madame le président.

M. Anderson: Cependant, de nous-mêmes, nous ne pouvons diminuer notre taux d'intérêt sur les prêts.

M. Daudlin: Madame le président, nous pourrions peut-être au cours d'une autre réunion étudier la façon dont nous devrions modifier le mandat de la SCA pour pouvoir procéder de la sorte.

Le président: Merci, monsieur Daudlin. Monsieur Gustafson.

M. Gustafson: J'aimerais poser des questions du même genre au sujet de la souplesse du ministère face à ces problèmes. Je remarque, d'après les documents que vous nous avez distribués, que la taille moyenne d'une ferme en Saskatchewan est de 952 acres. A une valeur moyenne de $500 l'acre, ce qui est peut-être un peu bas, l'investissement de capital de l'agriculteur est de $600,000 si l'on tient compte du fait que dans une exploitation de ce genre, il a besoin de $125,000 de machinerie agricole. Voici où j'en viens: dans la proposition Pepin, on prévoyait une allocation aux chemins de fer de 20.5 p. 100 de leur investissement d'immobilisations. Si les règles qui s'appliquent à l'agriculture étaient les mêmes que celles du milieu des affaires, on pourrait dire que l'amortissement de cet agriculteur serait de $120,000 par an. Si l'on procédait donc de cette façon, l'agriculteur pourrait procéder au remboursement sans difficulté.

L'agriculteur se retrouve toujours dans la même situation économique où il doit pouvoir produire. Je ne crois pas que nos gouvernements, quels qu'ils soient, aient jamais envisagé le secteur agricole en se basant sur ces principes. Nous fonctionnons différemment. Je sais que c'est une question à laquelle il est difficile de répondre; et peut-être ne s'agit-il pas d'une question, mais plutôt d'un commentaire.

Une autre question: avez-vous étudié les programmes d'autres pays? J'aimerais faire une autre comparaison. Dans sa présentation du budget, le ministre de l'Agriculture parle de 1.112 milliard de dollars dépensés pour l'agriculture au Canada. Cette somme correspond à 1.25 p. 100 du budget total de 88.9 milliards de dollars. Ainsi donc, 1.25 p. 100 de tout ce budget va à l'agriculture. Il me semble que nous ne nous sommes jamais attaqués au problème que rencontre l'agriculture pour pouvoir produire. Nous oublions sans doute que l'agriculture est un aspect vital de l'économie du Canada.

Avez-vous étudié la situation dans d'autres pays, comme les États-Unis par exemple pour établir des comparaisons? Le budget de l'agriculture dans ces pays représente-t-il 5 ou 10 p.

[*Texte*]

For instance, I could give you a suggestion that I think would work for agriculture. It is the young farmer who is facing the problems. You have older farmers who may have savings certificates that are rolling over at 12% interest, and they are giving 6% of that directly to the income tax department. Now, I am sure that if you set up a fund under Farm Credit Corporation and asked those farmers to invest money in there to finance young farmers, they would say: Gladly; give me 8% for my money and you take 2% and you could make the loans available with administration costs for 9% money without any trouble. That is a physical possibility, but I do not see that kind of thing being done, quite frankly.

Also, in relation to the flexibility now, this farmer who is caught with the 16%, he is broke. Even given the consideration that Bert raised that many of the farmers probably got themselves into that problem, I do not think we have a working situation within our whole economic structure in Canada right now. I think we have to take a long look at it. And I would see that as part of your responsibility.

Mr. Anderson: We certainly have investigated other countries in their lending institutions to farmers, and most of them have a form of farm credit corporation set up by the government to lend to their agriculture in various ways. Those in the United States one would work very closely with, because their—well, their system is somewhat different in that they get their money from sort of their farmers and shareholders and all off the market.

I think you have pointed out quite dramatically the fact that we can certainly supply the credit needs of farmers, but just supplying the credit needs at whatever cost may not answer the whole problem—interest rates at any cost. We cannot borrow them out of federal and . . .

Mr. Gustafson: It comes back to the first point that I raised. You do not have the economic wherewithal for a farmer to operate within the system and compete. A good comparison is the railroads.

Le président: Merci, monsieur Gustafson. Monsieur Tessier.

M. Tessier: Merci, madame le président.

Madame le président, je voudrais d'abord que le président de la Société me rassure.

• 1235

Lorsque je lis le deuxième paragraphe de son introduction ou bien c'est quelqu'un qui est très positif et très optimiste.., parce qu'à un certain moment donné j'avais l'impression qu'il fait presque de la poésie quand il nous dit que «la dernière année a été l'une des plus excitantes». Est-ce que c'était excitant parce qu'il a eu peur un brin? Parce que dans le contexte économique qu'on a vécu, j'ai l'impression que c'était plus épeurant qu'excitant!

Dans la même ligne de pensée, ce que je voudrais savoir c'est ceci: Comment devrait-on améliorer la loi pour que la Société

[*Traduction*]

100 du budget total? Avez-vous étudié les programmes de prêt dans ces pays?

J'aimerais par exemple vous faire une suggestion. Ce sont les jeunes agriculteurs qui rencontrent des problèmes. Les vieux agriculteurs ont sans doute de l'argent de côté qui leur rapporte 12 p. 100 d'intérêt, dont 6 p. 100 vont en droite ligne au ministère du Revenu national. Ne pourriez-vous établir une caisse où pourraient investir les agriculteurs pour financer les jeunes agriculteurs. Je suis sûr que ce serait une bonne affaire. Les investissements pourraient rapporter 8 p. 100 à l'agriculteur, 2 p. 100 à la Société du crédit agricole et le taux d'emprunt, y compris les frais d'administration, pourrait être de 9 p. 100, sans aucune difficulté. C'est une possibilité, mais je ne crois pas que l'on pense à cela.

Il est certain qu'un agriculteur qui doit rembourser un emprunt à 16 p. 100 est dans une très mauvaise situation. Même si ce sont les agriculteurs qui se sont mis eux-mêmes dans cette situation, cela ne rend pas la situation moins difficile. Il faut étudier cette question en long et en large. Personnellement, je trouve que cela relève de vos responsabilités.

M. Anderson: Nous avons étudié le cas d'autres pays et de leurs institutions de prêt. Dans la plupart des cas, il existe des sociétés de crédit agricole établies par le gouvernement pour consentir des prêts en matière agricole. La société américaine avec laquelle nous travaillons en étroite collaboration a un système un peu différent du nôtre étant donné qu'elle obtient ses fonds des agriculteurs, des actionnaires et du marché en général.

Vous avez montré de façon très éloquente que nous pourrions certainement répondre aux besoins de crédit des agriculteurs; cependant, il ne faut pas que cela se fasse à n'importe quel taux d'intérêt. Nous ne pouvons obtenir ces fonds . . .

M. Gustafson: Nous en revenons à la première question que j'ai soulevée. Vous n'avez pas les ressources économiques nécessaires pour que les agriculteurs fonctionnent à l'intérieur du système et puissent faire une concurrence valable. Une bonne comparaison peut être établie avec les chemins de fer.

The Chairman: Thank you, Mr. Gustafson. Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Madam Chairman.

Madam Chairman, I would like first of all the Chairman of the FCC to reassure me.

When I read the second paragraph of the witness' opening statement, I get the impression that he must be very positive and very optimistic. He gets to be even poetic when he says that, "the last year has been one of the most exciting". Was it exciting because of the scare that we had? In the economic situation we have just gone through I think we got more scared than excited!

Now, what I would like to know is how can we improve the act so that the Farm Credit Corporation does not become

[*Text*]

du crédit agricole ne soit pas une antimesure agricole? Et c'est un peu le sens de toutes les questions, parce qu'on constate qu'il n'y a que du bon monde qui travaille dans la Société du crédit agricole, mais quand on va avoir terminé ces séances-là, on ne sera pas beaucoup plus avancés qu'avant. Est-ce qu'il y aurait une façon plus souple pour un banquier comme vous, parce que j'ai l'impression qu'il faut se rendre à l'évidence que vous êtes un banquier, d'aller, si on veut parler de soutien à l'agriculture et même d'une aide à l'agriculture, d'aller dis-je, vers une formule de prêts ouverts mensuellement, de façon permanente, sinon en temps de crise? Mon problème, c'est toujours le même, c'est de vous considérer comme un banquier et puis, au fond, de vous demander du même souffle d'aider les producteurs. Et je préciserai ma question en disant: Est-ce que si vous deveniez de véritables compétiteurs des banques, peut-être, à ce moment-là, pourriez-vous les civiliser? Parce que si vous continuez à jouer leur jeu on ne peut pas espérer quoi que ce soit, ni que vous civilisiez les banques, d'une part, ni d'autre part, que vous puissiez aider les producteurs.

The Chairman: Mr. Anderson.

Mr. Anderson: I gather you were wondering if we could write our loans down at this point, and would that be of more help to the farmer. I suppose in this period of the last 9, 10 months, with falling interest rates, a floating interest rate would now allow us to float down from 16% to 13.25%. But if we go back to the previous period and if we had had floating interest rates, many of the farmers we loaned to and still have loans with . . . some at 5.5%, 8%, 9%, 10%—would now be at 13.25% and would have been at 16.25%. So I feel we are being very competitive with the banks and very helpful to farmers.

The problem lies in the fact that what was of great benefit, a fixed interest rate for a 20-year period, has in the last nine months, because of falling interest rates, locked a certain proportion of people in. I do not know if it would be advisable that we now say for the period of the interest rate we go to floating interest rates, and when they come up again we float them up—if we will be thanked by the farmers then.

So I agree with you, it is a very difficult problem. I suppose the answer is that with the Farm Credit Corporation we could say the rates will never go up if you write your note, but will always go down. But to do that we would become completely unviable and would then have to, I suppose, be removed from a Schedule D Crown corporation classification into a different classification, where we would operate solely on government appropriation and not be expected to return our costs. But that is not possible under our legislation now.

M. Tessier: Mais, c'est ça le problème! Là, je pose la question au président de la Société du crédit agricole, et c'est le banquier qui me répond. Je pense, que tant et aussi longtemps que vous n'arriverez pas à nous dire que . . . Il faudrait que le président de la Société ait un mandat différent, et c'est

[*Translation*]

counterproductive to agriculture? Because we can see that it is only the finest people who work for the Farm Credit Corporation. However, at the end of our series of meetings, we will not have made any progress in improving the system. Could a banker such as you, because I have the impression that this is what you are, a banker, become more flexible, do more in the way of help and support to agriculture, work toward a form of open loans on a monthly basis, especially in periods of crisis but also in other periods? My problem is that I have to address you as a banker and then turn around and ask you to help the producers. Maybe I can put my question this way. If you really competed against the banks, maybe they would become more civilized. Because if you continue to play the game according to their rules we cannot expect anything from the banks in the way of a civilized attitude. And you are not helping the producers either.

Le président: Monsieur Anderson.

M. Anderson: J'ai cru comprendre que vous nous demandiez de revoir les taux de nos prêts actuellement en vue d'aider davantage les producteurs. Evidemment, au cours des neuf ou dix derniers mois, les taux d'intérêt ont baissé. Un taux d'intérêt flottant nous donnerait actuellement 13.25 p. 100 par rapport à 16 p. 100. Mais pour la période qui a précédé, si nous avions eu des taux d'intérêt flottants, beaucoup de producteurs qui ont actuellement des prêts à des taux d'intérêt de 5.5 p. 100, 8 p. 100, 9 p. 100 ou 10 p. 100, auraient eu à assumer 16.25 p. 100. Même actuellement, ils ne pourraient faire mieux que 13.25 p. 100. Donc, je pense que nous faisons une bonne concurrence aux banques et que nous aidons de cette façon les producteurs.

Le problème est que ce qui a été un avantage considérable au cours des 20 dernières années, le taux d'intérêt fixe, est devenu, au cours des neuf derniers mois, à cause de la chute des taux d'intérêt, un cauchemar pour certains. Ils sont pris maintenant. Je ne sais pas cependant si les producteurs seraient très heureux que nous laissions flotter nos taux d'intérêt profitant du fait que les taux de façon générale baissent actuellement. Ils seraient haussés automatiquement dès que les taux de façon générale augmenteraient.

Donc, je suis d'accord avec vous, il y a un problème. Je suppose que la seule solution possible serait que la Société du crédit agricole dise aux gens: vos taux d'intérêt n'augmenteront jamais, ils diminueront toujours. Nous ne pourrions pas, cependant, mener une opération viable de cette façon. Nous ne pourrions plus être considérés comme une société de la Couronne énumérée à l'annexe D. Nous tomberions dans une autre catégorie. Nous dépendrions des crédits gouvernementaux et nous n'aurions pas à faire nos frais. Pour l'instant, la loi ne nous le permet pas.

Mr. Tessier: But that is the problem. I asked my question to the chairman of the Farm Credit Corporation and it is the banker who answers me. I think that as long as you will not be able to tell us . . . The thing is the chairman of the Farm Credit Corporation should have a different mandate. You

[*Texte*]

là que je voudrais que vous puissiez nous dire ces différences que l'on connaît chez un banquier.., quand on a besoin de lui, il est aimable, mais quand on en n'a plus besoin, il est exécrable. C'est ça, de fait! Si on veut faire oeuvre utile, notre seule façon de vous dire qu'on n'est pas d'accord . . . Vous pouvez nous répondre, vous n'êtes pas malins, ça se voit, et ce malicieusement en nous disant: améliorez votre propre loi, c'est vous les législateurs!

• 1240

Pour aider les producteurs comme on voudrait que vous les aidiez, qu'est-ce qu'il faudrait changer à cette loi pour arriver à faire de la Société du crédit agricole, non pas une autre «patente» d'assistance sociale pour les producteurs, mais un véritable organisme d'aide? Parce que prêter à 16 p. 100 pour 20 ans, ce n'est pas aider le producteur; c'est le pendre avec un gros câble.

Mr. Anderson: We certainly will look, and have been looking, at different systems to bring our interest rates down at this time. I think you would agree that it possibly would not be wise to rush into bringing them down and find that what we did to help for the short term, is no help later on to other farmers. As I pointed out a fixed interest rate on loans was very helpful for 20 years, as loans went from 5, 8, 10 up to the 16. Now it is a problem. I agree that you are looking at changes, but changes sometimes on a short-term problem can give long- term difficulty. For example, we could use, I suppose, the floating rate system used by the Land Bank in the United States. They have a margin of 1.5% and float the rates every month, but we run a fixed rate, which has been very beneficial. We are looking at $702 million worth of lending that is at 16 3/4 right down. We are now ignoring the fact that there is over $3 billion worth of money out there to those farmers who did not get written up. Those farmers who had FCC loans entering the period, are not the ones that are facing bankruptcy. It was the ones with the floating loans. I agree we should help the farmers. I believe that our fixed interest rate loans have helped the farmers and will continue to. The farmer who wishes now to can go to a lending institution and get the type of loans that you suggest that are floated. I do agree with you; we look at the problem and we are looking at hopefully some system of correcting this to the 16 3/4% to 13 1/3%, or if we fall it should be from 16 1/4% to 10%. A problem honestly we have not addressed is how you cut off and why you cut off, or do we just, as I say, keep coming down to where the interest rates come, but what happens when they go up? Do we also bring them up? The answer, while urgent, is not simplistic; a quick answer could maybe be detrimental to farmers in the future. I agree with you that we should be more than a bank, and we try to be, but I would like you to come down to the Farm Credit Corporation office and see the solutions we have looked at because I cannot carry them in my head. There are many different complications when you suggest an answer. Yes, we would like to help the farmers, but I do not know . . . I am just saying, if we bring them down to 13 3/4%; if they drop, should they go lower? We have farmers, whom we lent money to at 8%, who wento to other places, who are in difficulty now and the 8% money they already have will not

[*Traduction*]

should be able to address us in a different perspective than that of a banker. Because a banker can be very polite, but he can also be miserable when we need him. This is the question. The only way we can help is to tell you that we do not agree . . . Of course, you can always answer us that all we have to do is amend the act, because we are the legislators.

But to be able to help the producers in the way we want to, what should we change in the act, how can we transform the Farm Credit Corporation into a real support mechanism for producers and not only another government body giving them hand-outs? Because giving 20 year loans to producers at an interest rate of 16% is not helping them, it is hanging them with a large rope.

M. Anderson: Nous examinons et nous continuerons d'examiner les moyens de réduire nos taux d'intérêt pour la période en cours. Nous voulons éviter, cependant, et vous serez sûrement d'accord avec nous, d'agir trop rapidement en vue d'aider certains producteurs à court terme. Nous ne voudrions pas nuire aux autres à long terme. Comme je l'ai déjà indiqué, les taux d'intérêt fixe ont été considérés comme un avantage pendant 20 ans. Ils pouvaient varier de 5 à 16 p. 100. Maintenant, il y a un problème. Je suis d'accord avec vous sur la nécessité de changements, mais il faut éviter de créer des difficultés à long terme en tentant de régler des problèmes à court terme. Nous pourrions toujours utiliser le même système de taux flottant que la Land Bank aux États-Unis. Cette banque se garde une marge de 1.5 p. 100 et laisse flotter ses taux tous les mois. Jusqu'à présent, nous avons utilisé des taux fixes, en ce qui nous concerne, et obtenu de bons résultats. Nous avons actuellement 702 millions de dollars prêtés à 16 3/4 p. 100. Cependant, nous avons pour trois milliards de dollars de prêts aux producteurs qui n'ont pas fait l'objet d'une augmentation. Ce ne sont pas les producteurs qui détenaient des prêts de la Société du crédit agricole au moment où s'est engagée cette période qui se retrouvent aujourd'hui face à la faillite. Ce sont ceux qui avaient des prêts à taux flottant. Il faut aider les producteurs. La façon dont nous les aidons est d'offrir des taux d'intérêt fixe. Le producteur qui tient à des taux d'intérêt flottant actuellement peut obtenir des prêts d'autres institutions. Je suis d'accord avec vous. Il y a ce problème qui consiste à essayer de ramener ceux qui ont un taux d'intérêt de 16 3/4 p. 100 à 13 1/3 p. 100. Ou encore, ce pourrait être de 16 1/4 p. 100 à 10 p. 100. Nous devons cependant essayer de voir où établir la limite. Comme je l'ai déjà dit, devons-nous simplement laisser chuter nos taux d'intérêt au fur et à mesure que les taux d'intérêt de façon générale baissent? Chaque fois qu'ils augmentent, devons-nous également les augmenter? Il n'y a pas de solution simple à ce problème. Une action précipitée risquerait de nuire aux producteurs à l'avenir. Je suis d'accord avec vous sur le fait que nous devrions être plus qu'une banque. Nous essayons d'être plus. Il serait peut-être bon que vous veniez à notre bureau pour voir quelles solutions nous avons avancées. Je ne les ai pas toutes à l'esprit. Il y a en vérité autant de solutions

[*Text*]

save them. It will not save our farmers if we write down our loans at 15 1/4%. We would like to be able to do it, but in doing it, what mechanism to use that does not hurt going the other way. I probably did not answer it, but I wish you would come down to our office at 434 Queen and we will go over with you more fully what the problems are. It is not that I do not want to answer here, it would take two hours to go through even one of the implications.

Le président: Merci, monsieur Tessier. Les trois derniers intervenants seront M. Lewycky, M. Mayer et M. Daudlin.

Monsieur Lewycky.

M. Lewycky: Merci, madame le président.

I would like to follow up on the excellent question by Mr. Ostiguy and also Mr. Dubois, as it relates to the people who are locked into this 16 3/4 high interest rate. I am just wonder if you could tell me how many people are locked into this high interest rate at this time. Do you have a further breakdown other than just a Manitoba and Saskatchewan region? Do you have a breakdown either by district office or field office, or what other type of breakdowns within the provincial regions can you provide us? I do not mind if you take notice of it and provide the information later, but what can you give us at this stage?

Mr. Anderson: We could break down to provinces on say the 1981-1982 loans would be the ones in that general area, but to get a computer print-out down Too finely, we could not, but we can do print-outs to provinces. Right now In B.C. it would be 155 loans; 741 in Alberta; 1284 in Saskatchewan; 491 in Manitoba . . .

• 1245

Mr. Lewycky: Okay, I was really interested in Manitoba and Saskatchewan.

Mr. Anderson: Yes.

Mr. Lewycky: Why can I not get a breakdown by either district or field office?

Mr. Anderson: We may be able to. I would not want to say we cannot.

A Witness: We can, sir.

Mr. Anderson: Yes, we can.

Mr. Lewycky: So that could be provided for me, then, the district and the . . .

Mr. Anderson: Yes. That would be the loans from 16 3/4% down to 15 1/4%.

[*Translation*]

qu'il y a de problèmes. Il est certain que nous voudrions aider davantage les producteurs. Cependant, nous n'avons pas encore déterminé . . . Si nous réduisons leur taux d'intérêt à 13 3/4 p. 100 actuellement, plus tard, s'ils chutent encore, devons-nous aller plus bas? Il y a des producteurs qui ont obtenu des prêts à 8 p. 100 à un moment donné. Ils sont allés ailleurs. Maintenant, ils se retrouvent en difficulté, même avec des prêts à 8 p. 100. Nous n'allons pas nécessairement sauver les producteurs en refinançant les prêts que nous avons accordés à 15 1/4 p. 100. Nous voudrions pouvoir le faire, mais nous cherchons un moyen de ne pas créer d'autres problèmes. Je sais que je n'ai pas très bien répondu à votre question, mais je vous invite à venir à notre bureau au 434 de la rue Queen. Vous serez alors en mesure de mieux comprendre les problèmes auxquels nous avons à faire face. J'aimerais bien pouvoir vous donner une réponse complète ici sur place, mais il me faudrait deux heures pour faire le tour de la question.

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier. The last three questioners are Messrs. Lewycky, Mayer and Daudlin.

Mr. Lewycky.

Mr. Lewycky: Thank you, Madam Chairman.

Je voudrais poursuivre dans la même veine que MM. Ostiguy et Dubois, à savoir la situation dans laquelle se retrouvent aujourd'hui les gens qui ont obtenu des prêts à des taux d'intérêt de 16 3/4 p. 100. D'abord, combien y en a-t-il dans ce cas? Vous avez une ventilation pour le Manitoba et la Saskatchewan? Vous avez une ventilation également par district et par bureau? Vous avez les chiffres selon les régions et les provinces? Remarquez que vous pouvez prendre ma question en note et me répondre plus tard. J'aimerais cependant savoir tout de suite ce que vous êtes en mesure de nous fournir comme renseignements.

M. Anderson: Nous pourrions sans doute vous donner ces chiffres par province, pour l'année 1981-1982 au cours de laquelle ces prêts ont été effectués de façon générale. Une ventilation plus précise présenterait des difficultés. Pour la Colombie-Britannique, il y a 155 prêts de ce genre; pour l'Alberta, 741; pour la Saskatchewan, 1,284; pour le Manitoba, 491 . . .

M. Lewycky: Je voulais seulement savoir pour le Manitoba et la Saskatchewan.

M. Anderson: Je comprends.

M. Lewycky: La ventilation par district ou bureau n'est pas possible?

M. Anderson: Nous pourrions toujours vous donner les chiffres. Je ne veux pas trop m'avancer.

Un témoin: C'est possible.

M. Anderson: C'est possible, donc.

M. Lewycky: Je pourrais donc obtenir les chiffres par district et . . .

M. Anderson: Il s'agirait des prêts qui ont été effectués à des taux d'intérêt de 16.75 p. 100 à 15.25 p. 100.

[*Texte*]

Mr. Lewycky: Yes. I would like to know how many people are locked into that 16 3/4% in . . .

Mr. Anderson: In the different district offices in Manitoba.

Mr. Lewycky: That is right, for Manitoba and Saskatchewan. Do you think you can provide that for me, then?

Mr. Anderson: Yes.

Mr. Lewycky: All right. In terms of understanding who is the hardest hit, based on people coming into the office and on conversations, my impression is that it is the younger people who are hardest hit. On a percentage basis—let us say if we take the breakdown of people under 35 or something like that—I am wondering what percentage of people who borrowed in 1981-1982 are in that younger category, as Mr. Ostiguy was mentioning, let us say for Manitoba and Saskatchewan?

Mr. Anderson: If you do not mind, I will have Dr. Ashmead handle that.

Mr. Lewycky: No, no, that is excellent.

Mr. Ralph Ashmead (Chief, Research, Farm Credit Corporation): In the last couple of years in both of those provinces, 80% of our borrowers have been under that category. But on the other part of the question in terms of the farmers' really having difficulty, under the special program, we tried to do a special analysis as to how long they had been farming and their special problems; and those are generally older farmers. They are not necessarily people who just started farming, say, in the late 1970s and are under 35. Those farmers are generally much older. On average, I think they are around 38 or 39 years old versus our other borrowers who are around 32 years old.

So under this special program, which has been directed more towards people who are having more financial problems, these people have been farming for a bit longer—15 or 20 years or so—and are a bit older.

Mr. Lewycky: Okay. Has there been any trend in the last couple of years in that category or anything that has been detectable?

Mr. Ashmead: No, and the age of our borrowers generally has not varied too much for, I believe, five or six years. I think our average age is somewhere around 32 or 33 years old for our regular loan program.

Mr. Lewycky: Okay. *Madame le président*, I do not know whether this witness can answer the same question. In terms of the size of the farm and people making FCC loans, has there been any trend in terms of the total amount of acreage owned? In Manitoba and Saskatchewan, has there been any trend in the last couple of years on those borrowing under FCC or even under the special Financial Difficulty Assistance Program?

[*Traduction*]

M. Lewycky: Oui. Je voudrais savoir combien de personnes sont bloquées à ce taux de 16.75 p. 100 . . .

M. Anderson: Par district au Manitoba.

M. Lewycky: En effet, au Manitoba et en Saskatchewan. Vous pouvez me fournir les chiffres, si je comprends bien.

M. Anderson: Oui.

M. Lewycky: Très bien. D'après ce que j'ai entendu à mon bureau et les conversations que j'ai eues avec les gens, j'ai l'impression que les plus touchés sont les jeunes. Je me demande quel pourcentage représentent les gens qui ont moins de 35 ans, par exemple, parmi ceux qui ont emprunté en 1981-1982, et ce pour le Manitoba et la Saskatchewan. M. Ostiguy en parlait précédemment.

M. Anderson: Avec votre permission, je vais demander à M. Ashmead de vous répondre.

M. Lewycky: Je n'y vois aucun inconvénient.

M. Ralph Ashmead (chef de la Section de la recherche, Société du crédit agricole): Au cours des deux dernières années, dans ces deux provinces, 80 p. 100 de nos emprunteurs se trouvaient dans cette catégorie. Pour ce qui est des producteurs qui éprouvent vraiment des difficultés, cependant, nous avons procédé, en vertu d'un programme spécial, à certaines analyses et avons pu déterminer que les plus touchés sont généralement les producteurs plus âgés. Il ne s'agit pas nécessairement des débutants, c'est-à-dire de ceux qui ont commencé au cours des années 1970 et qui ont moins de 35 ans. Ceux qui éprouvent des difficultés actuellement sont généralement plus âgés. En moyenne, ils ont 38 ou 39 ans, alors que les emprunteurs dont vous parlez ont en moyenne 32 ans.

Donc, en vertu du programme spécial que nous avons mené, et qui s'intéressait aux producteurs qui éprouvaient des problèmes financiers, nous avons pu déterminer ceux qui étaient le plus touchés avec 15 ou 20 ans d'expérience. Ils étaient généralement un peu plus âgés que les autres.

M. Lewycky: Très bien. Une tendance s'est-elle détachée au cours des deux dernières années pour les producteurs de cette catégorie? Avez-vous pu déceler quelque chose?

M. Ashmead: Non, l'âge de nos emprunteurs n'a pas tellement varié non plus au cours des cinq ou six dernières années. Leur moyenne d'âge se situe autour de 32 ou 33 ans pour ce qui est de nos prêts ordinaires.

M. Lewycky: Je ne sais pas, *madam Chairman*, si le témoin est en mesure de répondre à cette autre question. Parmi ceux qui obtiennent des prêts de la Société du crédit agricole, y a-t-il une tendance qui se manifeste au niveau du nombre d'acres qu'il possède? Au Manitoba et en Saskatchewan, une tendance quelconque s'est-elle précisée au cours des deux dernières années chez ceux qui obtiennent des prêts ordinaires de la Société du crédit agricole qui tombent sous le coup du programme spécial d'aide financière à l'agriculture?

[*Text*]

Mr. Ashmead: I cannot find the figures in front of me, but I recall that the average number of acres of farms to which we have been lending has slightly declined over the last four or five years. We have been held at that level. In Manitoba, for example, last year the average was about 315 cultivated acres owned by that individual.

Mr. Lewycky: Okay, so what kind of trend are we finding?

Mr. Ashmead: We are saying it has been fairly constant. There are 315 acres. I do not have the figures here; but over the last four or five years, it has not varied too much from that 315 acres. We could provide the data.

Mr. Lewycky: Okay, so I could get some additional information on that.

Mr. McCain: That is the national average.

Mr. Ashmead: In this case, this was . . .

Mr. McCain: Excuse me, that is not by province, because you have some huge farms in the west and some small ones in Nova Scotia, P.E.I. and New Brunswick, for instance.

Mr. Ashmead: Okay. We have it broken down here by the individual provinces. The figure I quoted of 315 was for Manitoba; and Saskatchewan, of course, is a bit larger at 421 cultivated acres. For Canada, it is 263 acres on average.

• 1250

Mr. Lewycky: Okay, but you can provide the trend in Manitoba and Saskatchewan?

Mr. Ashmead: Yes.

Mr. Lewycky: Also, just a final question in this regard, what kind of comparison, in terms of those who are getting these loans, can you make with regard to the number of people who are in farming by age categories—basically, I guess, under 35 and over? In other words, I want to know if there is a disproportionate impact, with regard to those who are forced to take loans, on the younger farmer. It is something that Mr. Ostiguy, for example, observed in Quebec. I am interested in any regional differences, in Manitoba and Saskatchewan, with regard to any disproportionate impact.

Mr. Ashmead: Okay, we can provide that.

Mr. Anderson: Yes, it speaks of our borrowers as opposed to those who do not borrow from us and the effect over a period of years. We would be very pleased, we have quite a . . .

Mr. Lewycky: Yes, okay.

The Chairman: Mr. Mayer.

Mr. Mayer: Thank you very much, Madam Chairman. I would like to ask this—and I realize that this is maybe an unfair question to ask of the officials: Has the department done any work, or any studies, made guesses, estimates, as to what kind of money would be forthcoming from an agri-bond concept, or something that would put the Farm Credit Corporation between the borrower and the lender as an—I do not know what you would call them—intermediary, or to fulfil

[*Translation*]

M. Ashmead: Je n'ai pas les chiffres en main, mais si ma mémoire est fidèle, le nombre d'acres possédés en moyenne par nos emprunteurs a diminué quelque peu au cours des quatre ou cinq dernières années. Au Manitoba, par exemple, le nombre d'acres moyen l'année dernière a été d'environ 315.

M. Lewycky: Quelle est la tendance?

M. Ashmead: Elle est demeurée à peu près constante à 315 acres cultivées. Comme je vous l'ai dit, je n'ai pas les chiffres en main, mais je sais qu'au cours des quatre ou cinq dernières années, elle est restée à peu près à ce niveau, c'est-à-dire 315 acres. Je puis vous fournir plus de détails.

M. Lewycky: J'y compte bien.

M. McCain: C'est la moyenne nationale.

M. Ashmead: Dans ce cas . . .

M. McCain: Je vous demande pardon, mais il se trouve que les exploitations dans l'Ouest sont de taille considérable alors qu'en Nouvelle-Écosse, dans l'Ile-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, elles sont beaucoup plus restreintes.

M. Ashmead: Nous avons les chiffres par province. Celui que j'ai indiqué, 315, était pour le Manitoba; pour la Saskatchewan, c'est un peu plus, évidemment, 421 acres cultivées. Pour l'ensemble du Canada, la moyenne est de 263 acres.

M. Lewycky: Mais vous avez la tendance pour le Manitoba et la Saskatchewan?

M. Ashmead: Oui.

M. Lewycky: Une dernière question. Parmi ceux qui obtiennent ces prêts, quelle est la proportion de ceux qui ont moins de 35 ans, plus de 35 ans et le reste? En d'autres termes, je voudrais pouvoir comparer et voir si ceux qui sont forcés d'obtenir des prêts sont surtout les jeunes. C'est un phénomène que M. Ostiguy a observé au Québec, par exemple. Je suis curieux de savoir s'il y a des différences entre les régions et si le nombre de jeunes est disproportionné par rapport aux autres au Manitoba et en Saskatchewan.

M. Ashmead: Nous pouvons vous fournir ces chiffres.

M. Anderson: Il s'agit évidemment de ceux qui empruntent chez nous et de la tendance qui se manifeste chez eux au cours des années. Nous nous ferons un plaisir . . .

M. Lewycky: Très bien.

Le président: Monsieur Mayer.

M. Mayer: Merci beaucoup, madame le président. Je voudrais commencer par cette question, même si elle peut sembler difficile pour les fonctionnaires. Le ministère a-t-il entrepris des études, établi des estimations quant au montant d'argent qui pourrait être recueilli grâce au concept des obligations agricoles, un concept qui ferait de la Société du crédit agricole une sorte d'intermédiaire entre l'emprunteur et le prêteur, qui lui donnerait un rôle d'assureur en quelque

[*Texte*]

a reinsurance role, or something like that? Then a person selling land could take a bond from the Farm Credit Corporation that would be guaranteed and, in that way, you would not need to raise nearly as much money as you do to finance somebody fully. Have you done any work along those kinds of lines? That was the next question, following to the one I was asking before, about raising money on the foreign market. It seems to me that if you could do some of those kinds of things at home, your requirement for money up front would be a lot less, because it would be just a roll-over process.

Mr. Anderson: Possibly, to give you some figures that we do have, the farmers over 55 in Canada control an asset base of $40 billion. If you were to have that transferred over the next 10 years, until they are 65, if you wish, it would take $4 billion a year of transfers. I suppose you could say that the people who acquire the money will acquire $4 billion, and those who borrow will acquire . . . to give an idea of the magnitude. Yes, that would be as close, I think, as I would be able to come to forecasting the money that would be available. I predicate this, that if the farmers who are getting the dollars are investing it, they will be investing the $4 billion average and for those who are borrowing it will be $4 billion.

I suppose the proportion of that available would be . . . on the lender, or the people who wish to borrow money, or lend money to us, there would be proportionately less taxes, less for other things. But I would imagine a sizeable . . . if you went to one-quarter of that, would be $1 billion a year.

Mr. Mayer: The point I am making . . . I think those are some of the things that the Credit Corporation should be looking at. Rather than have somebody completely paid out when he sells his farm and looks around for places to put it, what is wrong with giving him 25% or 30% of the sale price and the remainder over a 10- or 15- or 20-year period? That would certainly negate a lot of the necessity you have to go to the markets to finance somebody fully. I am not talking about any tax breaks or anything, that is a separate item, but just in terms of the raw numbers of dollars that are needed. I would like to see the corporation look at that. I realize that that is a policy decision.

That brings me to my next concern, Mr. Chairman. I give the corporation officials a lot of credit. They certainly have a high reputation across the country, and deservedly so, and the new chairman, I think, upholds that kind of tradition. But I think it is unfair that we have the corporation officials here to answer, or to be probed, on some policy matters. I think when we are talking about a minister's estimates—which, essentially, is what the Farm Credit Corporation is—we should have the minister here. I think it is unfair—and I am making this as a comment on our whole system of accountability—that we should have any officials from any department here to answer questions that can get into policy matters without the minister being here himself to answer. I am making that as a plea to the steering committee, that we do everything we can

[*Traduction*]

sorte? Ainsi, une personne qui vendrait des terres pourrait prendre une obligation de la Société du crédit agricole et cette obligation serait garantie. En ce qui me concerne, vous auriez cette autre source de financement. Avez-vous fait des études en ce sens? Il y a également la question que je vous posais auparavant, à savoir si vous pouvez obtenir des fonds des marchés étrangers. Il me semble que ces mesures vous faciliteraient la tâche. De cette façon, il y aurait roulement.

M. Anderson: Je vous cite les chiffres dont nous disposons. Les producteurs de plus de 55 ans au Canada contrôlent un actif de 40 milliards de dollars. Si les transferts s'effectuaient au cours des dix prochaines années, soit jusqu'au moment où ces personnes atteindraient 65 ans, ils pourraient représenter 4 milliards de dollars par an. Ceux qui achèteraient des obligations auraient pour 4 milliards de dollars d'obligations et ceux qui emprunteraient auraient . . . C'est pour vous donner une idée de l'ordre de grandeur. C'est le plus loin que nous puissions aller dans nos prévisions des fonds disponibles. Si les producteurs détenant l'argent l'investissaient, le montant de l'argent investi serait d'environ 4 milliards de dollars, ce qui veut dire que ceux qui emprunteraient pourraient compter sur 4 milliards de dollars.

Cependant, il faut se demander quelle part de ce montant serait vraiment disponible . . . Pour les prêteurs, pour ceux qui désireraient emprunter, il y aurait diminution des impôts et bien d'autres choses. Donc, le montant pourrait être considérable. Même un quart du montant possible, soit 1 milliard de dollars par année, serait énorme.

M. Mayer: Ce que je veux dire . . . Ce sont certainement des possibilités que la Société du crédit agricole devrait examiner attentivement. Quelqu'un qui aurait acquitté toutes ses dettes et qui vendrait son exploitation, au lieu de recevoir tout son argent et de chercher des endroits où l'investir, aurait cette possibilité de toucher 25 ou 30 p. 100 tout de suite et de retirer le solde sur une période de 10, 15 ou 20 ans. En ce qui vous concerne, vous n'auriez pas à compter autant sur les marchés pour assurer votre financement. Je ne parle pas ici d'incitations fiscales ou d'autres mesures de ce genre. C'est un sujet distinct. Je vous suggère simplement une source de financement. J'aimerais que la Société examine cette possibilité. Mais je sais que c'est une décision politique.

Ce qui m'amène à mon sujet suivant. Les fonctionnaires de la Société ont beaucoup de mérite. Ils jouissent d'une excellente réputation un peu partout au pays et le méritent. Le nouveau président de la Société s'inscrit dans cette tradition. Donc, je ne voudrais pas placer les fonctionnaires de la Société dans une situation difficile en leur demandant de répondre à des questions politiques. Lorsque nous examinerons les prévisions supplémentaires du ministère, donc celles de la Société du crédit agricole, nous aurons avec nous le ministre. Nous pourrons procéder à ce moment-là. J'aborde ici le système d'imputabilité. Je pense qu'il est injuste de demander aux fonctionnaires de répondre à des questions politiques, questions auxquelles le ministre pourra répondre lui-même. Je m'intéresse maintenant au Sous-comité de direction. J'espère

[*Text*]

to have the minister here, where at all possible, to talk about anything to do with estimates, because, inevitably, you get into policy.

• 1255

They are giving me the high sign here so let me close by making one other suggestion to you. I would like to know what the difference in cost would be to be publishing your annual report on this kind of paper which is basically two colour, as opposed to this glossy, a multicolour. Now it may be a small item but the only department that I know of is the Solicitor General's department that publishes its annual report on actually poorer quality paper than this. I think there are some of the things we can do. You know it is nice to have the minister here in multicolour, but I think it might be very interesting to know what kind of costs that the department generally, not only the Farm Credit Corporation but the whole department, incurs to have these glossy publications. And I would like to see you, Mr. Chairman, Mr. Anderson, take a look at that for your department, because I certainly think that this kind of quality paper, for what it is intended to be used, is more than adequate. So I make that as a suggestion to you far saving some costs.

Le président: Merci, monsieur Mayer.

Mr. Mayer: Thank you very much.

The Chairman: No comment?

Monsieur Mayer, je voudrais vous dire que le ministre est déjà venu à une réunion et sera de nouveau entendu, probablement le 22 et le 29 mars. Vous aurez alors l'occasion de poser les questions qui vous intéressent.

Mr. Mayer: But as a general principle, if we are going to have ministers responsible for their department, when we talk about estimates—and any part of the minister's responsibility when his officials are here I think is a matter of general principle—to be fair to the officials, the minister should be here to answer questions. I say that because basically there is a lot of areas we touched on this morning that are policy, and it is totally unfair to the officials here to be asked to comment on something that is basically a policy matter and the responsibility of the minister and the minister alone.

Le président: Merci, monsieur Mayer.

Monsieur Daudlin.

Mr. Daudlin: Madam Chairman I thank you for the opportunity. I know that if I get into an area where in fact I am asking Mr. Anderson a policy question, that you will use your judgment and cut me off and tell Mr. Anderson that is not what he is here for. I am sure that Mr. Mayer does not really take the position that, in fact, ministers should be sitting at our tables responding "in case" we might ask a question in terms of policy, when really we would quite rather that they be back in their ministries looking after those ministries and seeing that the administration is being done there. Obviously, they cannot be in both places at once. However, that is it.

The Chairman: Mr. Mayer.

[*Translation*]

que nous aurons l'occasion d'entendre le ministre dès que ce sera possible et j'espère qu'il pourra nous parler de ses prévisions budgétaires. Ce sera le moment alors d'aborder les questions politiques.

On me fait toutes sortes de signes actuellement, de sorte que je dois conclure. Je termine avec cette suggestion. Je serais curieux de savoir ce que vous pourriez économiser en publiant votre rapport annuel sur ce genre de papier qui est en deux couleurs, par rapport à celui-ci qui est glacé, qui est multicolore. C'est peut-être un point mineur, mais le seul autre organisme que je connaisse qui publie son rapport annuel sur un papier de moindre qualité est le ministère du Solliciteur général. C'est le genre de choses sur lequel nous pouvons agir. Je sais que le ministre, je ne parle pas ici seulement pour la Société du crédit agricole, mais pour l'ensemble du ministère, aime bien utiliser ce papier multicolore, mais je serais curieux de savoir ce qu'il coûte. J'aimerais que vous prêtiez attention à ce détail, monsieur Anderson, au sein de votre ministère, parce que, selon moi, ce papier-ci peut tout aussi bien faire l'affaire. C'est une suggestion que je vous fais pour vous permettre d'économiser.

The Chairman: Thank you, Mr. Mayer.

M. Mayer: Merci beaucoup.

Le président: Pas de commentaires?

For your information, Mr. Mayer, the Minister has already appeared before the committee and will be here again most likely on March 22 and 29. You will be able to ask your questions.

M. Mayer: De façon générale, ce sont les ministres qui sont responsables de leur ministère. Lorsque nous examinons les prévisions budgétaires de quelque organisme que ce soit relevant du ministère, le ministre devrait être là pour répondre aux questions. C'est une question de principe. Ces questions ne s'adressent pas toujours aux fonctionnaires. Ce matin encore, nous avons abordé plusieurs questions de politique. Il est impossible de s'attendre à ce que les fonctionnaires abordent ce genre de questions. C'est quelque chose qui concerne le ministre lui-même.

The Chairman: Thank you, mister Mayer.

Mr. Daudlin.

M. Daudlin: Je vous remercie de me donner la parole, madame le président. J'espère que si par hasard, j'aborde une question de politique avec M. Anderson, vous n'hésiterez pas à faire preuve de jugement et à m'interrompre. M. Anderson n'est pas là pour répondre à ce genre de questions. Par ailleurs, j'espère que M. Mayer ne s'attend pas à ce que le ministre soit toujours là, assis à la table, au cas où les députés aborderaient des questions de politique. Il est préférable qu'il soit à son ministère et veille à ce que tout marche bien. Il ne peut pas être à deux endroits à la fois.

Le président: Monsieur Mayer.

[*Texte*]

Mr. Mayer: Surely you are not suggesting that the ministers not be available at public forums to answer questions on policy?

Mr. Daudlin: Madam Chairman, I am sure Mr. Mayer is not that rude at home. I listened very carefully when he was putting his questions and, if he has more questions, I would be more than happy to give him another five minutes, but I wish he would stay out of mine. I am sure that was just a lapse. It is not that he is rude.

Mr. Mayer: I am sure that other members make that foolish error.

Mr. Daudlin: Madam Chairman, I think one of the important things that Mr. Anderson has indicated this morning was in response to the question by Mr. Tessier, which was that, in fact, there is a number of studies going on in his corporation with respect to various mechanisms that could be used as alternatives to what in fact exists now.

I think we would be doing ourselves and the people we represent a real disservice if we did not take him up on that opportunity. If in fact we are going to succeed in turning these committees into something more than they have been in the past and if, in fact, they are going to be investigative in a manner that we are hoping this experiment is going to produce, we should be affording ourselves the opportunity to use these people as resource people for our committees and, in fact,.expose ourselves to these ideas so that we can make recommendations to the minister when in fact he is here.

I recognize that we have already passed a resolution that adopted the steering committee report giving certain time to the FCC. But I earnestly suggest to you that it might be appropriate for us to reconvene our steering committee to determine whether or not, in some manner or another, we might be able to continue our examination of the FCC at a later date, in order to explore with them those various mechanisms.

I see it is 1.00 p.m. already. I wanted to explore with them some of those mechanisms, and in particular, I wanted to explore with them certain areas of the mandate. I meant to do that without asking him to express an opinion on whether or not policy would dictate that be done but, rather, to explore with him what would have to be changed in order to accommodate the direction that in fact we have been talking about this morning. I do not know that there is the time for him to be able to respond to that kind of question now if, in fact, it can be done shortly.

• 1300

If in fact we can describe what areas of the mandate would have to be changed to commit FCC to rewrite those loans that have been extended at 16.25%, then I would welcome hearing that response. But I did want to have on the record the indication that in my view we should be having FCC back to explore with them those other mechanisms that obviously they have been considering and have not had the opportunity because of the line of our questioning to put on the floor and to expose to us.

[*Traduction*]

M. Mayer: Vous ne voulez sûrement pas dire que les ministres ne devraient pas être là lors des réunions publiques pour répondre aux questions de politique?

M. Daudlin: Madame le président, j'espère que M. Mayer n'agit pas de cette façon chez lui. Je l'ai écouté très attentivement lorsqu'il a posé ses questions. S'il en a d'autres, il peut avoir encore cinq minutes. Je souhaiterais qu'il ait la politesse de m'écouter maintenant. Il a dû simplement s'oublier.

M. Mayer: Je ne suis sûrement pas le seul à commettre ce genre de faute.

M. Daudlin: Madame le président, une des choses les plus importantes qu'a dites M. Anderson ce matin a été en réponse à une des questions de M. Tessier. Il a indiqué à ce moment-là que la Société menait un certain nombre d'études en vue de trouver de nouveaux mécanismes destinés à améliorer la situation actuelle.

Nous nous devons, et nous devons à nos commettants, de saisir cette occasion qui nous est présentée. Si nous voulons que ces comités signifient vraiment quelque chose, si nous voulons qu'ils aient un rôle plus senti que par le passé, si nous voulons qu'ils donnent les résultats escomptés, nous devons profiter du passage de ces personnes-ressources et échanger avec elles un tas d'idées afin de pouvoir faire des recommandations au ministre au moment opportun.

Je sais que la résolution ayant trait à la comparution des représentants de la Société du crédit agricole a déjà été adoptée dans le rapport du Sous-comité de direction. Cependant, je pense que nous devons demander une nouvelle réunion du Sous-comité de direction afin de voir s'il ne serait pas possible de revoir les représentants de la Société du crédit agricole en vue d'examiner avec eux ces divers mécanismes qui ont été proposés.

Je vois qu'il est déjà 13 heures. Je voulais en parler plus en détail avec eux, et revoir avec eux certains points précis de leur mandat. Je voulais évidemment le faire en-dehors du contexte politique. Je voulais savoir quels changements étaient nécessaires pour modifier la situation dans le sens souhaité ce matin par les divers intervenants. Je ne sais pas maintenant si les témoins auront le temps de répondre à cette question. Ils peuvent peut-être le faire brièvement.

En fait, je serais ravi d'entendre la réponse si nous pouvions décrire quelles parties du mandat il faut modifier pour amener la SCA à réécrire ses prêts consentis à 16.25 p. 100. Toutefois, je tiens à dire pour la bonne forme que selon moi nous devrions inviter la SCA à comparaître à nouveau afin d'étudier avec eux ces autres mécanismes qu'ils ont évidemment étudiés et qu'ils n'ont pas eu l'occasion de nous exposer étant donné que nos questions portaient sur autre chose.

[*Text*]

Mr. Anderson: If I may, we would be pleased, if your time schedule does not permit us to appear here—if any or all caucuses wish us to come down and meet with us, or a group of members, we have a very good research staff and some very competent people who are looking into these matters, and we would be pleased at any time, at your convenience, to come down and go over some of the stuff that we have found and have an opinion on it from you, and our opinion back. If you do find time to meet us here, as I say, drop a phone call or letter with your questions. We can fill in at any time, and it may be that would be valuable, if you so wish.

As members individually or in groups, we would be very pleased to answer your questions, because they get to be a very long . . . To do it well, it is not something aabout which you can say, well, this is a simple answer and we should do this. I think it would be only fair for anyone to look at the ramifications of what we suggest, sometimes. As I say, we will write it all down, where, why, and with what criteria for all farmers, for those in difficulty as well as not.

Now I am getting into policy, and I should not. I do not mean to talk policy. We have looked at some of the ramifications, but we have very good people who have considered some of the problems. We have not even resolved some of them in-house—what are the most workable and the logical to request.

Mr. Daudlin: Just in anticipation of that kind of thing happening—and I think I would be one of those who would prefer to see our committee as a whole launch into that kind of an exercise, as opposed to having individual caucuses or just groups of members go down—again . . .

Mr. McCain: It is a good offer, though.

Mr. Daudlin: Absolutely; and I do not for a moment suggest that we should not be doing that. But it seems to me that if our committees are going to become more investigative, if in fact they are going to have to take on the responsibility of making recommendations to the ministry, then in fact it is incumbent on us to launch into this kind of in-depth investigation of the corporation or its research staff to equip ourselves as members with the kind of information that is there in great volumes and that in fact we have never accessed because we limit ourselves to the hour or two that exists at these committees.

I wonder, Mr. Anderson, do you have a short list that you could just put to us today to whet our appetites, if nothing else, of those changes that you might see effected, or those mechanisms that could be used, to provide you with the kind of tools, I guess I would describe them as, that would permit you to do these write-downs or amendments of the 16.25% loans?

Mr. Anderson: I suppose there are various possibilities that could be used. One would be innovation of a permanent-type SFA program, or special farm assistance program, where an allocation or appropriation of money would come specifically for those persons to be written down.

[*Translation*]

M. Anderson: Nous serions très heureux, si votre horaire ne permet pas que nous recomparaissions devant vous, si une partie ou la totalité de votre groupe désire nous rencontrer, ou un groupe de membres, nous avons un excellent personnel de recherche et des gens très compétents qui étudient ces questions. Nous serions heureux, à n'importe quel moment qui vous conviendra, de vous recevoir et passer en revue les renseignements que nous avons recueillis afin de connaître votre opinion et nous pourrions également vous faire part de la nôtre. Si vous trouvez le temps pour nous rencontrer ici, je le répète, téléphonez-nous ou envoyez-nous une lettre avec vos questions. Nous pouvons venir à n'importe quel moment et il se peut que cela en vaille la peine, si c'est ce que vous désirez.

Nous nous ferions un plaisir de répondre à vos questions individuellement ou en tant que groupe, car elles deviennent très longues et pour bien y répondre, ce ne sont pas des questions auxquelles la réponse est simple; on peut dire bon, nous devrions faire ceci. Je pense qu'il serait simplement équitable que quelqu'un tienne compte des répercussions de ce que nous suggérons parfois. Je le répète, nous mettrons tout cela par écrit, à quel endroit, pourquoi, selon quels critères pour tous les fermiers, pour ceux qui sont en difficulté ainsi que ceux qui ne le sont pas.

Maintenant, je parle de politique et je ne devrais pas le faire. Ce n'était pas mon intention. Nous avons abordé certaines répercussions, mais nous avons d'excellentes personnes qui ont étudié certains de ces problèmes. Il y en a certains que nous n'avons même pas résolus chez nous . . . Quelles sont les choses les plus pratiques et les plus logiques que l'on peut demander.

M. Daudlin: En prévision de ce genre de chose qui peut se produire . . . Je préférerais voir tous les comités entreprendre ce genre d'exercice, au lieu que ce soit chaque caucus ou simplement un groupe de membres qui se rendent là à nouveau.

M. McCain: Toutefois, c'est une offre intéressante.

M. Daudlin: Absolument, et je ne veux pendant un instant suggérer que nous n'en profiterions pas. Toutefois, il me semble que si nos comités doivent devenir plus inquisiteurs, s'ils ont assumé la responsabilité de formuler des recommandations au ministère, alors c'est à nous d'entreprendre ce genre d'enquête approfondie auprès de la Société ou de son personnel de recherche afin qu'en tant que membres, nous ayons le genre d'information qu'il y a là en quantité et à laquelle en fait nous n'avons jamais eu accès car nous nous restreignons à une heure ou deux de séance de comité.

Monsieur Anderson, pour nous mettre en appétit, est-ce que vous auriez une petite liste à nous fournir aujourd'hui, à défaut d'autre chose, des changements que vous entreverriez ou des mécanismes qui pourraient être utilisés afin de vous fournir le genre d'outils qui vous permettraient de modifier ou de réduire ces prêts de 16.25 p. 100?

M. Anderson: Je présume qu'il y a diverses possibilités. L'une serait la création d'un programme permanent du genre SAF ou programme d'aide spéciale à l'agriculture, en vertu duquel il y a une allocation de crédits précisément pour réduire les taux d'intérêt de ces personnes.

[*Texte*]

Another one that has come forward from farm organizations,, from members from both sides of the House, through papers and everything, is should that be funded by an agri-bond type of thing, where you had that money specifically drawn out and tailored for farmers who—in this case the write-down people are in the area from 16.25% to 13.25%, but should it be permanently there for farmers who can get in distress for various reasons; because of weather, or markets, such as hail-out of the tobacco crop or freeze-out of the grain crop, or because the hog industry has a variation in price? These things are all there to be considered, and have been considered. We meet with the Ontario federation, the Canadian federation, at various times. We meet and listen and read and watch your debates in the House to see the ideas that come, and they are very good, and we look and consider them.

But there are many ways of doing it. One simple one, I suppose, would be an appropriation on a yearly basis of $13.25 million to the SFAP fund.

• 1305

It is there, written down. It is simply done, if that is what the government wishes; but I feel that when we get into this it is a policy thing as much as a technical thing. All things are possible technically, if it is so wished—and I do not want you to misconstrue my ideas that I am suggesting one policy over another one. We look at them all, and it is very difficult to point out in a forum such as this what the policy should be. It is not for me to say what policy should be; it is for me to administer and implement policy as it is put to me. Therefore it is a difficult forum for one in my position to appear to make suggestions in that one or the other would be a better policy to follow. Appearing before committee we can give facts and figures on what various programs would be, but I would think it would not be proper for me to say that I think this should be done or that should be done or that would be done better.

Mr. Daudlin: Of course. Madam Chairman, I think Mr. Anderson has summed it up quite nicely. Obviously, his expertise is there to be tested by us in the sense that, if we put various policy options to him, without expressing a preference for one or the other he has the expertise behind him to be able to tell us what the effect of the implementation of that kind of policy might be, we hope, and then to leave to us to recommend to the minister and the ministry which of those policies we prefer to see put in place given the ramifications of their implementation. I obviously see that that is something we can and should be moving into as a committee, as opposed to doing as we have done for so many years as best we were able with the mandate that we as committees of the House had.

Madam Chairman, could I just ask this question of you? Do we in fact have the reference of the FCC annual report to us, and would that give us the mandate to perhaps pursue this a little later?

[*Traduction*]

Une autre suggestion provenant des organisations agricoles, des députés des deux côtés de la Chambre, présentée par écrit et ainsi de suite, un genre d'obligations agricoles en vertu desquelles cet argent serait spécifiquement versé pour les agriculteurs afin de répondre aux besoins de ceux . . . Dans ce cas-ci, pour la réduction des taux d'intérêt de 16.25 p. 100 à 13.25 p. 100, mais ce devrait être quelque chose de permanent pour les agriculteurs en difficulté pour diverses raisons; à cause du climat, ou des marchés, comme une tempête qui ravage une récolte de tabac ou le gel qui détruit une récolte de blé ou parce que les prix de l'industrie du porc ont chuté. Toutes ces choses sont là pour être étudiées et elles l'ont été. À diverses occasions, nous rencontrons la Fédération de l'Ontario, la Fédération canadienne. Nous les rencontrons et nous écoutons, nous lisons et nous regardons vos délibérations en Chambre pour voir les idées qui en ressortent et il y en a d'excellentes, nous les regardons et nous les étudions.

Mais il y a plusieurs façons de le faire. Une façon simple, je présume, serait un crédit annuel de $13.25 millions pour le fonds du SAFA.

C'est là, par écrit. Si c'est ce que le gouvernement souhaite, c'est facile à faire, mais je pense que lorsqu'on arrive à cela, c'est autant une question de politique qu'une question pratique. En pratique, tout est possible si on le désire, je ne veux pas vous induire en erreur, je ne suggère pas une politique par rapport à une autre. Nous les étudions toutes et dans ce genre de réunion, il est très difficile d'indiquer ce que devrait être la politique. Ce n'est pas à moi de dire quelle devrait être la politique: mon rôle, c'est d'administrer la politique et de la mettre en oeuvre comme dans le présent cas. C'est donc pour moi difficile de comparaître ici, puis de vous suggérer qu'il vaudrait mieux suivre une politique plutôt que l'autre. Lorsque nous comparaissons devant le Comité, nous pouvons donner des faits et des chiffres sur ce que donneraient divers programmes, mais je ne pense pas qu'il convienne de dire qu'il faudrait faire ceci ou cela ou que cela serait préférable.

M. Daudlin: Evidemment. Madame le président, je pense que M. Anderson a bien résumé la chose. Evidemment, dans ce sens, sa compétence est là pour que nous la mettions à l'épreuve, si nous lui présentons diverses options de politiques, sans exprimer de préférence pour l'une ou l'autre, il a, nous l'espérons, à sa disposition, les compétences qui lui permettent de nous dire quels seraient les effets de la mise en oeuvre de ce genre de politique et ce serait ensuite à nous de recommander au ministre et au ministère la politique que nous souhaiterions lui voir appliquer étant donné la portée de ses répercussions. Pour moi, il est clair que c'est quelque chose que nous pouvons et que nous devrions faire en tant que Comité, par opposition à ce que nous avons fait pendant tellement d'années, du mieux que nous le pouvions, étant donné le mandat que nous avions comme comités de la Chambre.

Madame le président, pourrais-je simplement vous poser cette question? Avons-nous comme renvoi le rapport annuel de la SCA et est-ce que cela nous accorde le mandat d'étudier la question un peu plus longtemps?

[*Text*]

Le président: Selon les règles qui régissent les comités, les rapports sont maintenant référés aux comités permanents. Il est certain que la question qui nous intéresse, soit la consultation . . . Actuellement, nous n'avons que les prévisions budgétaires.

Mr. Daudlin: I wonder, Mr. Anderson perhaps, whether you could tell us whether or not there has been a reference to the House or a delivery to the House of a report of the FCC since December 22 or January 17, which was the movement into the new rules; and, if not, when you would be contemplating your new annual report coming that would give us the mandate to perhaps go in depth into the kind of thing we have just discussed?

Mr. Mayer: Madam Chairman, if I could to follow up there, if I am not being rude, point out that I agree totally with the line of the discussion by Mr. Daudlin, but I think if you simply wait until the Farm Credit Corporation annual report comes out—and, by the way, the effective date is December 22 for the third report of the committee on standing orders and procedures . . . I would like to see the reference made blanketly to the whole area of farm credit that would include things such as the Farm Credit Corporation, the banks, private lending, the whole problem of capital gains as it relates to price. I think if we wait for the Farm Credit Corporation to use that as a reference or a vehicle to talk about farm credit we are probably going to be more limited than we need to be. So I would like to see the committee take some of these topics in their own hands as a total topic of which Farm Credit Corporation would be one, maybe the major one, but certainly not the whole reference. I think you people on the other side would agree with that, that it be an overall look.

Le président: Oui, monsieur McCain.

Mr. McCain: First, I, too, agree with Mr. Daudlin that an in-depth investigation of agricultural costs, as Mr. Daudlin and Mr. Mayer have put across, is of major significance and we should as a committee have an opportunity to study that, as other committees have done, such as, for instance, the environmental committee on the acid rain, a good example of an in-depth study.

Number two, I would like to say, Madam Chairman, that I do not agree with Mr. Daudlin with respect to the minister's presence here. Mr. Daudlin and Marcel Dionne have both been parliamentary secretaries to the Minister of Agriculture. They could run some of his errands across Canada and the minister could in fact have days freed up that way to spend. I think both those gentlemen could represent him well. He should be here more. We need him.

• 1310

I presume, Madam Chairman, that it would be understood that some of the questions that have been asked and for which answers have not been immediately available will be incorporated automatically into this report, or if they are late in coming, they would certainly be incorporated into succeeding

[*Translation*]

The Chairman: According to the rules under which the committees work, the reports are now referred to the standing committees. It goes without saying that the question in which we are interested, that is consultation . . . Presently, we only have the budgetary estimates.

M. Daudlin: Monsieur Anderson, vous pourriez peut-être nous dire si depuis le 22 décembre ou le 17 janvier, le rapport de la SCA a été renvoyé ou remis à la Chambre. Ces dates correspondent à la date d'entrée en vigueur des nouveaux règlements. Sinon, quand prévoyez-vous de présenter votre nouveau rapport annuel, lequel nous donnera peut-être le mandat d'approfondir le genre de choses que nous venons tout juste de discuter?

M. Mayer: Madame le président, si je peux reprendre, sans faire preuve de rudesse, je tiens à souligner que je suis totalement d'accord avec M. Daudlin, mais je pense que si on attend simplement la parution des rapports annuels de la Société du crédit agricole, soit dit en passant la date d'entrée en vigueur du troisième rapport du Comité sur les règlements permanents et la procédure est le 22 décembre . . . J'aimerais voir un renvoi englobant toute la question du crédit agricole incluant des choses comme la Société du crédit agricole, les banques, les prêteurs privés, tout le problème des biens en capitaux relativement aux prix. Je pense que si nous attendons le rapport de la Société du crédit agricole afin de nous en servir comme mandat ou véhicule pour parler de crédit agricole, nous serons probablement plus limités qu'il n'est nécessaire de l'être. J'aimerais donc voir le Comité saisi de ces questions comme une question globale dont ferait partie la Société du crédit agricole, peut-être une partie importante, mais sans représenter l'ensemble du renvoi. Je pense que les gens d'en face seraient d'accord sur cela, que ce soit une étude globale.

The Chairman: Yes, Mr. McCain.

M. McCain: D'abord, comme M. Daudlin, je conviens qu'une étude approfondie des coûts reliés à l'agriculture est d'une importance capitale, comme l'ont dit MM. Daudlin et Mayer, et, qu'en tant que Comité, nous devrions avoir l'occasion d'étudier la question comme d'autres comités l'ont fait, par exemple le Comité de l'environnement sur les pluies acides, voilà un bon exemple, une étude en profondeur.

Deuxièmement, madame le président, j'aimerais dire que je ne suis pas d'accord avec M. Daudlin en ce qui touche la présence du ministre ici. MM. Daudlin et Dionne ont tous deux été secrétaires parlementaires pour le ministre de l'Agriculture. Ils pourraient s'occuper de certaines de ses courses partout au Canada, ce qui libérerait le ministre afin que nous l'ayons plus souvent ici, où nous en avons besoin, je pense que ces deux messieurs pourraient bien le représenter.

Madame le président, je présume qu'il est entendu que certaines des questions qui ont été posées et dont les réponses n'étaient pas immédiatement disponibles seront automatiquement incorporées dans ce rapport, ou que s'il y a du retard, elles seront certainement incorporées dans les rapports suivants, comme celles qui touchent les fonds disponibles pour

[*Texte*]

reports, such as the moneys available to FCC. I hope for this report, but . . . Is that understood?

Le président: Ce sera fait dans le prochain procès-verbal du Comité permanent de l'agriculture parce qu'il est impossible de le joindre, automatiquement, à celui de la séance d'aujourd'hui.

Maintenant, pour répondre à votre question, le Comité étudie les prévisions budgétaires pour 1983-1984. Nous avons un autre arrêté en conseil mais il s'agit d'une modification au budget des investissements de 1982-1983. Il faudrait en discuter au Comité directeur afin de savoir à quel moment on pourrait inviter de nouveau la Société. J'aimerais que le président de la Société me dise, aujourd'hui si possible, à quelle date son rapport annuel sera présenté.

Mr. Mayer: Why can we not have a motion to append the information that will be forthcoming from the Farm Credit Corporation to this committee proceedings?

Mr. McCain: Well, that is what I asked.

Mr. Mayer: Well, why can we not?

Mr. Daudlin: I think the difficulty there, Mr. Mayer, is the difficulty of publication. If, in fact, we hold off the publication of our committee reports until anything provided by Mr. Anderson is held, we may hold up publication . . .

Mr. Mayer: How long would it take the corporation to give us that information?

Mr. Daudlin: What our chairman is telling us is that in the ordinary course of things, it has always been our practice that once it is provided by Mr. Anderson it is appended to that day's record.

The Chairman: Yes.

Je voudrais remercier les hauts fonctionnaires de la Société du crédit agricole de leur présence à ces deux dernières réunions. Je vous rappelle que la prochaine réunion a lieu demain après-midi, à 15h30, dans cette salle, avec les hauts fonctionnaires de la Commission canadienne du lait.

La séance est levée.

[*Traduction*]

la SCA. J'espère que ce sera dans ce rapport, mais . . . Est-ce bien cela?

The Chairman: It will appear in the next minutes of the Standing Committee on Agriculture because it is not possible to annex it automatically to the issue of today's proceedings.

Now, to answer your question, the committee is studying the budgetary estimates for 1983-1984. We have another order in council but it is an amendment to the investment budget for 1982-1983. We would have to discuss it at the steering committee to see at what time we could invite the Corporation to appear again. I would like the Chairman of the Corporation to tell me today, if possible, at what date his annual report will be presented.

M. Mayer: Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir une motion pour annexer au procès-verbal du Comité les renseignements que nous recevrons de la Société du crédit agricole?

M. McCain: C'est ce que j'ai demandé.

M. Mayer: Bien, pourquoi n'est-ce pas possible?

M. Daudlin: Le problème, monsieur Mayer, c'est un problème d'édition. En fait, si nous retardons la publication des fascicules de notre Comité jusqu'à ce que nous recevions ce que M. Anderson va nous envoyer, nous pouvons retarder la publication . . .

M. Mayer: Combien de temps faudrait-il à la Société pour nous fournir ces renseignements?

M. Daudlin: Ce que nous dit la présidente, c'est qu'ordinairement la coutume a toujours été que l'on annexe les renseignements au procès-verbal lorsque ceux-ci sont communiqués.

Le président: En effet.

I would like to thank the senior officials of the Farm Credit Corporation for being here during these two last meetings. I remind you that the next meeting will be tomorrow afternoon at 3:30 p.m. in this room, with the senior officials of the Canadian Dairy Commission.

The meeting is adjourned.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 102

Wednesday, March 16, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

Third Session
Thirty-second Parliament
1982

Agriculture

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 35—Canadian Dairy Commission—Program expenditures under AGRICULTURE

WITNESS:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 102

Le mercredi 16 mars 1983

Présidente: Mme Éva Côté

l'Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 35—Commission canadienne du lait—Dépenses du programme sous la rubrique AGRICULTURE

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

Troisième session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Third class
Troisième classe
K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Farm Credit Corporation:

Mr. Eiliv H. Anderson, Chairman and Chief Executive Officer.

Mr. W.G. Mann, Director, Finance.

Mr. G.H. Hollingshead, Director, Lending Operations.

Mr. D.E. Toole, Lending Officer.

Mr. R. Ashmead, Chief, Research.

De la Société du crédit agricole:

M. Eiliv H. Anderson, Président et Principal fonctionnaire exécutif.

Mr. W.G. Mann, Directeur, Finances.

M. G.H. Hollingshead, Directeur, Opérations de prêt.

M. D.E. Toole, Agent de prêt.

M. R. Ashmead, Chef des recherches.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 102

Wednesday, March 16, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 35—Canadian Dairy Commission—Program expenditures under AGRICULTURE

WITNESS:

(See back cover)

First Session of the

Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 102

Le mercredi 16 mars 1983

Président: Mme Éva Côté

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 35—Commission canadienne du lait—Dépenses du programme sous la rubrique AGRICULTURE

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

Première session de la

trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Rolland Dion
Marcel Dionne
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
Garnet M. Bloomfield
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Jean-Guy Dubois
Alain Garant
Mel Gass
Gaston Gourde
Bert Hargrave
George Henderson
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe
Jean-Louis Leduc
Laverne Lewycky

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MARCH 16, 1983
(111)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 3:38 o'clock p.m., this day, the Chairman, Mrs. Côté, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Côté, Messrs. Dionne (*Chicoutimi*), Gustafson, McCain, Neil, Ostiguy and Tessier.

Alternates present: Messrs. Cardiff, Dubois and Hargrave.

Witness: Mr. Gilles Choquette, Chairman, Canadian Dairy Commission.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 8, 1983, Issue No. 99.*)

On Vote 1:

In accordance with a motion of the Committee at the meeting held on Tuesday, February 15, 1983 the Chairman authorized that the document entitled—Farm Credit Corporation, Replies to Questions, Standing Committee on Agriculture, March 15, 1983—submitted by the Farm Credit Corporation on Wednesday, March 16, 1983 be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*see Appendix AGRI-18*).

The Committee proceeded to consider Vote 35—Canadian Dairy Commission.

The Chairman of the Canadian Dairy Commission made a statement and answered questions.

At 5:04 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 16 MARS 1983
(111)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 15h38 sous la présidence de Mme Côté, président.

Membres du Comité présents: Mme Côté, MM. Dionne (*Chicoutimi*), Gustafson, McCain, Neil, Ostiguy et Tessier.

Substituts présents: MM. Cardiff, Dubois et Hargrave.

Témoin: M. Gilles Choquette, président, Commission canadienne du lait.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi 8 mars 1983, fascicule n° 99.*)

Quant au Crédit 1;

Conformément à une motion du Comité adoptée à la séance du mardi 15 février 1983, le président autorise que le document intitulé—Société de crédit agricole, Réponses aux questions du Comité permanent de l'Agriculture le 15 mars 1983—soumis par la Société du crédit agricole le mercredi 16 mars 1983, soit joint aux procès-verbal et délibérations de ce jour (*voir appendice AGRI-18*).

Le Comité entreprend l'étude du crédit 35—Commission canadienne du lait.

Le président de la Commission canadienne du lait fait une déclaration et répond aux questions.

A 17h04, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Wednesday, March 16, 1983

• 1537

Le président: Bonjour!

Je vous souhaite la bienvenue au Comité permanent de l'agriculture.

Le Comité reprend l'étude de l'ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983, portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. Lors de notre réunion, hier, certaines questions avaient été posées aux représentants de la Société du crédit agricole du Canada, qui devaient nous y répondre par écrit. Ces réponses qui nous ont été soumises aujourd'hui, vous sont maintenant distribuées dans les deux langues officielles. Avec votre permission, le document intitulé «Réponses aux questions formulées par le Comité permanent de l'agriculture, à sa réunion de mardi le 14 mars».., présenté dis-je, par la Société du crédit agricole, sera joint aux procès-verbaux et témoignages de ce jour. Donc, le document de la Société du crédit agricole du Canada fera partie du procès-verbal de la réunion de ce jour. Tout le monde est d'accord? Je vous remercie.

Aujourd'hui, nous procédons à l'étude du crédit 35, relatif à la Commission canadienne du lait, sous la rubrique Agriculture.

AGRICULTURE

B—Commission canadienne du lait

Crédit 35—Commission canadienne du lait—Dépenses du programme.....$6,103,000

Le président: Nous avons le plaisir de recevoir à titre de témoins, des représentants de la Commission canadienne du lait, dont le président, M. Gilles Choquette. M. Choquette a une déclaration d'ouverture à nous faire et par la suite, il y aura la période de questions habituelle. Je demanderai à M. Choquette, avant qu'il ne fasse ses commentaires, qu'il nous présente les hauts fonctionnaires de la Commission qui l'accompagnent.

Monsieur Choquette, vous avez la parole.

M. Gilles Choquette (président, Commission canadienne du lait): Merci, madame le président. Les gens qui m'accompagnent sont M. Paul Simard, le directeur des Finances et M. Charles Birchard, notre conseiller senior en Politiques laitières. Vous pouvez vous adresser en français lorsque vous parlez à Charles, car il parle très bien français, maintenant!

Madame le président, il me fait plaisir de comparaître devant vous aujourd'hui. J'espère être en mesure de répondre à vos questions. Si vous me le permettez, j'aimerais donner au Comité un bref aperçu de la situation dans laquelle se trouve l'industrie laitière actuellement.

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mercredi 16 mars 1983

The Chairman: Good afternoon.

I would like to welcome the members of the Standing Committee on Agriculture.

The committee will resume consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to Main Estimates for the Fiscal Year Ending March 31, 1984. At yesterday's meeting a number of questions were put to the representatives of the Farm Credit Corporation of Canada and we were to receive written replies. The answers have been submitted to us today and they will be distributed in both official languages. With your permission, the document entitled "Answers to Questions put by the Standing Committee on Agriculture at its meeting of Tuesday, March 14" presented as I have said by the Farm Credit Corporation, will be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. The Canadian Farm Credit Corporation's document will therefore be part of today's minutes. Are you all in agreement? Thank you.

Today, the committee will proceed to consider Vote 35, Canadian Dairy Commission, under Agriculture.

AGRICULTURE

B—Canadian Dairy Commission

Vote 35—Program expenditures.....$6,103,000

The Chairman: It is our pleasure to have with us today as witnesses, representatives of the Canadian Dairy Commission, headed by the Chairman, Mr. Gilles Choquette. Mr. Choquette has an opening statement to make after which we will have our usual question period. I would like to invite Mr. Choquette, before making his comments, to introduce the officials from the Dairy Commission accompanying him.

Mr. Choquette, you have the floor.

Mr. Gilles Choquette (Chairman, Canadian Dairy Commission): Thank you, Madam Chairman. Accompanying me are mr. Paul Simard, Director, Finance Administration, and Mr. Charles Birchard, our Senior Policy Adviser. You can ask Charles your questions in French, since he speaks it very well now.

Madam Chairman, it is a pleasure for me to appear today. I hope that I will be able to answer your questions. If you will permit me, Mr. Chairman, I could give the committee a brief overview of the current situation in which the dairy industry finds itself today.

[*Texte*]

• 1540

Tout d'abord, il est important de noter qu'entre le 1er août 1982 et le 31 janvier 1983, la production de lait industriel a augmenté de 7.2 p. 100 par rapport à la même période l'an passé. La baisse de la consommation du lait nature est un des facteurs qui ont contribué à cette hausse. Par ailleurs, la demande totale pour l'ensemble des produits laitiers a augmenté de 0.7 p. 100 du 1er août au 31 janvier 1983. La Commission a pris des mesures afin d'inciter tous les producteurs à ramener leur production au niveau de leurs quotas. Il est certain que les producteurs accuseront une production excédentaire à la fin de l'année, mais les gestes que nous avons posés portent fruit. En Ontario, par exemple, la production de décembre était de 7.7 p. 100 supérieure à celle de décembre 1981, mais en février 1983, la différence n'est plus que de 1.1 p. 100 par rapport à février 1982. En un an et demi, la Commission a accumulé un surplus de beurre d'environ 40 millions de livres. La Commission s'est donc mise activement à la recherche de marchés où elle pourrait exporter ce beurre, mais elle n'en continue pas moins d'examiner divers moyens qui pourraient être utilisés pour mettre au point un plan de mise en marché domestique qui viserait à augmenter considérablement la quantité de beurre consommé par les Canadiens.

Un bon nombre de producteurs laitiers ont été durement frappés au cours de la dernière année. À la suite de la baisse de la consommation des produits laitiers, les quotas ont été réduits à deux reprises, le 1er août 1982 et le 1er janvier 1983, en tout, une réduction totalisant 4.5 p. 100. Pour en arriver à ce résultat, on a réduit à la fois les besoins domestiques et la marge de réserve. Au même moment, le fléchissement des prix du beurre et de la poudre de lait écrémé sur les marchés mondiaux a provoqué une hausse importante des retenues. La retenue intérieure quota est passée de $3.30 l'hectolitre en juillet 1982 à $5.14 l'hectolitre en janvier 1983. Il s'agit là d'une hausse de 56 p. 100. Cette augmentation a contribué à réduire le revenu brut des producteurs de lait de 5 p. 100. Quant à la retenue sur la production excédentaire, elle a grimpé de $20.24 l'hectolitre à $27.95 l'hectolitre. Ce montant inclut maintenant une charge de $3.75 l'hectolitre destinée à compenser les frais de financement et d'entreposage des surplus de produits.

Lorsqu'ils exportent leurs produits, les producteurs de lait canadiens sont forcés de concurrencer les trésoreries de pays comme les États-Unis et les membres de la Communauté économique européenne qui financent virtuellement tous les frais d'écoulement de surplus. Les inventaires gigantesques tenus par les États-Unis et la Communauté économique européenne ont fait chuter les prix de la poudre de lait écrémé qui, en un an, sont passés de $1,150 américains à $800 américains la tonne métrique et moins. En termes de surplus d'inventaire de poudre de lait écrémé, nous estimons que d'ici la fin de l'année 1983, les États-Unis et la C.E.E. détiendront respectivement 719,000 et 509,000 tonnes métriques de poudre. Compte tenu des circonstances, le Canada peut s'estimer heureux d'avoir conclu une vente importante de poudre de lait écrémé avec le Mexique vers la fin de l'année 1982. Par ailleurs, en 1983, les perspectives de ventes ne sont pas réjouissantes, particulièrement les ventes au Mexique.

[*Traduction*]

First, I should mention that industrial milk production, in the period August 1, 1982 to January 31, 1983, is up 7.2% as compared to the same period in the previous year. A factor in this increase is a reduction in fluid milk consumption. At the same time total demand for all dairy products is up by 0.7% to January 31, 1983. The Commission has taken the initiative to get all producers to bring their production into line with their quotas. No doubt some producers will be in an over-quota position by year-end. However, our actions are now paying off. For example, in Ontario production in December was up 7.7% over December 1981, but February 1983 production is only 1.1% over February 1982. The Commission has accumulated over the past year and one-half about 40 million pounds of surplus butter. The Commission is actively seeking export markets for this butter and is studying ways that might be used to develop a domestic marketing plan to significantly increase butter consumed by Canadians.

The past year has been quite hard on a number of dairy farmers. Due to reduced consumption of dairy products, quotas have been reduced twice—on August 1, 1982 and again on January 1, 1983—totalling 4.5%. Part of this was achieved through reductions to Canadian requirements and part was through a reduction to the sleeve. At the same time, due to low world market prices for butter and skim milk powder, levies have had to be increased significantly. The in-quota levy has increased from $3.30 per hectolitre in July 1982 to $5.14 per hectolitre in January 1983, an increase of 56%. This increase has resulted in a decrease to producers gross income of 5%. The over-quota levy has increased from $20.24 per hectolitre to $27.95 per hectolitre with a charge of $3.75 per hectolitre now included to offset financing and storage costs for surplus products.

On export markets Canadian milk producers are forced to compete with the treasuries of the United States and the EEC who finance virtually all surplus disposal costs. Surplus inventories mainly in the U.S.A. and the EEC have caused the price of skim milk powder to fall from U.S. $1,150 to below U.S. $800 per metric ton in one year. In terms of surplus stocks of skim milk powder, we expect that the United States will have 719,000 metric tons and the EEC 509,000 metric tons by the end of 1983. Canada was fortunate, in these circumstances, to have made a major sale of skim milk powder to Mexico in late 1982. However sales prospects for 1983, especially to Mexico, are not bright.

[*Text*]

Suite à l'application du programme de restriction à 6 et 5 p. 100 aux prix de soutien du beurre et de la poudre de lait écrémé, le prix du lait n'a augmenté que de 5.2 p. 100 cette année et n'augmentera que de 4.3 p. 100 l'an prochain. Ceci s'explique, parce que la portion du prix du lait comblée par la subvention reste fixe. Bien que les producteurs soient extrêmement préoccupés par la baisse de leurs revenus, ils ont manifesté leur appui au programme fédéral de restriction.

Quant à la situation en Colombie-Britannique, laquelle s'est retirée du plan national de gestion des approvisionnements, on ne signale aucun changement. Les représentants de la Colombie-Britannique au Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait ont indiqué qu'essentiellement, ils veulent une plus large part du quota national qui s'établit à 168.2 millions de kilogrammes de matière grasse. La part de la Colombie-Britannique est fixée à 5.2 millions de kilogrammes de matière grasse. Cependant, ils ont affirmé qu'ils produiraient jusqu'à concurrence de 5.8 millions de kilogrammes avant de faire parvenir les retenues hors quota à la C.C.L. Puisque cette quantité additionnelle de 600,000 kilogrammes de matière grasse excédera le quota national, une dette de 4.3 millions de dollars devrait donc être partagée par les autres provinces à la fin de l'année. En mai, des représentants de la Fédération canadienne des producteurs de lait visiteront les producteurs de lait de la Colombie-Britannique afin de rechercher une solution à ce problème.

J'aimerais ajouter, en terminant, que la situation de la Colombie-Britannique ne pourra être réglée que par les provinces elles-mêmes. La C.C.L. n'a pas de quota à donner et il nous est impossible de demander aux autres provinces de céder une part de leur quota. Seuls un esprit de collaboration et des compromis de la part des provinces pourront ramener la Colombie-Britannique au sein du plan national.

• 1545

Merci, madame le président.

Le président: Merci, monsieur Choquette.

C'est maintenant la période des questions, et nous débutons par M. Neil.

Mr. Neil: Mr. Choquette, the last annual report of the Canadian Dairy Commission that I have been able to find, at least in my office, is the 1980-81 annual report. Has there been a 1981-82 report circulated? This is the last one I have, sir.

Mr. Choquette: We publish the next one in about two or three weeks.

Mr. Neil: This is the 1980-81.

Mr. Choquette: Yes. The next one will be published in two or three weeks.

Mr. Neil: And that would be for the year ending 1982, would it?

Mr. Choquette: Yes, 1981-82. The dairy year is finished July 31. The auditors do not come before September or October because we purchase skim milk powder and butter made in August.

[*Translation*]

The government six and five restraint program applied to the support prices for butter and skim milk powder results in an increase to the milk price of only 5.2% and 4.3%. This is because the subsidy portion of the milk price is fixed. While farmers are very concerned over their reduced incomes they have indicated their support for the federal restraint program.

The situation of British Columbia opting out of the national supply management plan has not changed. Essentially, B.C. representatives at the Canadian Milk Supply Management Committee have indicated they want a greater share of the national quota which is 168.2 million kilograms of butterfat. The B.C. share of national requirements is 5.2 million kilograms of butterfat. However, the province indicates it will produce up to 5.8 million kilograms before over-quota levies are sent to the CDC. Since the additional 600,000 kg butterfat will be above the national quota, there will be a debt of $4.3 to be shared by all other provinces at year-end. Representatives of Dairy Farmers of Canada will visit B.C. authorities in May to seek a solution to the problem.

I would like to say in closing that the British Columbia situation can only be solved by the provinces themselves. The CDC does not have quota to give away and we cannot tell another province to give up some of theirs. It will only be through a spirit of co-operation and compromise between the provinces that B.C. will be brought back within the national plan.

Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Choquette.

We shall begin our question period with Mr. Neil.

M. Neil: Monsieur Choquette, le dernier rapport annuel de la Commission canadienne du lait que j'ai pu trouver, dans mon bureau du moins, est celui pour l'année 1980-1981. Le rapport de 1981-1982 a-t-il été publié?

M. Choquette: Nous allons publier le prochain dans environ deux ou trois semaines.

M. Neil: Celui-ci est le rapport de 1980-1981.

M. Choquette: Oui, le prochain sera publié dans deux ou trois semaines.

M. Neil: Et il sera pour 1981-1982?

M. Choquette: Oui, 1981-1982. L'année laitière se termine le 31 juillet. Les vérificateurs ne viennent pas avant septembre ou octobre car nous achetons le lait écrémé en poudre et le beurre faits au mois d'août.

[*Texte*]

Mr. Neil: Oh, I see. Your year-end is in July, 31 July.

Mr. Choquette: That is right.

Mr. Neil: That is the reason for the delay. I see.

I note in the estimates an increase in person-years of 14.3%, from 51 to 72. Can you tell me the reason for the increase in the person-years?

Mr. Choquette: Oh, that is very easy. We get an additional lawyer. When we arrive at the commission we have a lawyer two days a week and now one lawyer is not sufficient because of the heavy load of contracts. We have one person in international sales. We have two people on maritime transportation. We have one person in finance and we have two people in marketing. When the load of transactions made by the CDC is heavier and mainly shipping abroad, we ship a lot of specialty products like evaporated milk, products in cans, it is much more difficult and we take more care.

Mr. Neil: The man involved in maritime transport, what is his function?

Mr. Choquette: We have added one man in maritime who is to look at the loading and storing of boats, of evaporated milk. We have one secretary who is looking at all the bills and so on.

Mr. Neil: How many men do you have looking after the loading and unloading of boats?

Mr. Choquette: We have two persons.

Mr. Neil: Are they inspectors? What are they?

Mr. Choquette: I think that, say, over the years we have had one employee who was with the commission for four years, I suppose, and we got one who started last Monday. The one who started last Monday was already working at the port as a surveyor.

Mr. Neil: Where do you manufacture your evaporated milk?

Mr. Choquette: In P.E.I. and in Quebec.

Mr. Neil: And who manufactures it for you?

Mr. Choquette: In P.E.I. it is Perfection Foods and in Quebec there are three co-ops.

Mr. Neil: You sell the milk to them, do you?

Mr. Choquette: No, we buy the milk from them. We buy the evaporated milk from P.E.I., Perfection Food in P.E.I., and three co-ops in Quebec.

Mr. Neil: Why would you buy from them? I mean, they presumably buy it from the milk producer.

Mr. Choquette: They buy the milk.

Mr. Neil: Yes, and then they make evaporated milk.

Mr. Choquette: That is so.

[*Traduction*]

M. Neil: Je comprends. Votre année se termine le 31 juillet.

M. Choquette: Exactement.

M. Neil: Voilà la raison du délai.

Je constate dans les prévisions budgétaires une augmentation de 14,3 p. 100 des années-personnes qui sont portées de 51 à 72. Pouvez-vous m'expliquer la raison de cet accroissement?

M. Choquette: Eh bien, c'est très facile. Nous avons engagé un conseiller juridique supplémentaire. A mon entrée en fonction, nous avions un conseiller juridique deux jours par semaine et maintenant un avocat ne suffit pas à cause de l'importance de la charge de travail reliée aux contrats. Nous avons un agent de ventes internationales, nous avons deux personnes dans les transports maritimes, il y a une personne dans les finances et deux qui s'occupent de la commercialisation. Quand il y a augmentation du nombre des transactions conclues par la CCL, notamment les expéditions à l'étranger de produits spécialisés comme le lait évaporé en boîtes, le travail devient plus difficile et exige une plus grande attention.

M. Neil: Quelle est la fonction de la personne responsable des transports maritimes.

M. Choquette: La nouvelle personne engagée dans cette section s'occupe du chargement et de l'entreposage du lait évaporé dans les navires. Nous avons un secrétaire qui s'occupe des factures etc.

M. Neil: Combien d'hommes s'occupent du chargement et du déchargement des navires?

M. Choquette: Nous avons deux personnes.

M. Neil: Sont-ils des inspecteurs? Quel est leur titre?

M. Choquette: Nous avons un employé qui travaille pour la Commission depuis quatre ans, je crois, et un nouvel employé qui a commencé lundi dernier. Celui-ci travaillait déjà au port comme arpenteur géomètre.

M. Neil: Où fabriquez-vous votre lait évaporé?

M. Choquette: Dans l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec.

M. Neil: Et qui sont les fabricants?

M. Choquette: Dans l'Île-du-Prince-Édouard il s'agit de la société Perfection Foods et au Québec, de trois coopératives.

M. Neil: Est-ce que vous leur vendez le lait?

M. Choquette: Non, nous leur achetons le lait. Nous achetons le lait évaporé à la société Perfection Food de l'Île-du-Prince-Édouard et à trois coopératives au Québec.

M. Neil: Pourquoi procédez-vous de cette façon? Je suppose que ces entreprises achètent aux producteurs du lait.

M. Choquette: Effectivement.

M. Neil: Oui, et elles font ensuite du lait évaporé.

M. Choquette: Oui.

[*Text*]

• 1550

Mr. Neil: Why would they not on their own sell this milk? Why would they not go out and find markets for it? They are companies, I would assume. Why would you subsidize the milk producer who sells to the co-op or to the company to make evaporated milk, and then you buy the evaporated milk and resell it?

Mr. Choquette: That is very easy. In 1975-76 CDC ended up with 150,000 metric tonnes of powder in inventory and they lost $159 million. When I came to CDC we realized that CDC had not developed stable markets, and we have found over the years that the best way to develop stable markets is when sales are made government to government. The main markets we have—such as Mexico, Algeria, Libya, China . . . are government to government.

I am very sorry to say that, but the trade has not developed over the years a stable market that you can rely on. Mainly in poor countries the government is looking at these purchases. Most of the countries are mainly socialist countries, and they are very much in favour of government to government.

Mr. Neil: What price do you pay to these companies that manufacture your evaporated milk?

Mr. Choquette: I can supply you with a price list, the price we pay; no problem. I do not have that information here.

Mr. Neil: Do you generally speaking make a profit when you buy from these companies and then ship it overseas?

Mr. Choquette: No, we make a loss.

Mr. Neil: In your annual report will you show the loss that you have incurred as a result of buying the evaporated milk, buying milk powder and reselling it overseas?

Mr. Choquette: On Schedule E we show there is a loss on skim milk powder of $157 million.

Mr. Neil: That is a $157 million loss in skim milk. Would that be for the year ending July 31, 1982?

Mr. Choquette: Yes.

Mr. Neil: How much did you lose on your butter?

Mr. Choquette: Last year?

Mr. Neil: Same year.

Mr. Choquette: We lost $9.898 million.

Mr. Neil: How much did you lose on your skim milk powder?

Mr. Choquette: Skim milk? I said $157 million.

Mr. Neil: Evaporated milk; I am sorry.

Mr. Choquette: What do you want?

Mr. Neil: On evaporated milk, how much did you lose?

[*Translation*]

M. Neil: Pourquoi ces entreprises ne se chargent pas elles-mêmes de la vente du lait? Pourquoi ne cherchent-elles pas des marchés? C'est possible de le faire, je suppose. Pourquoi faut-il subventionner le producteur laitier qui vend sa production à une coopérative ou une société qui en fait du lait évaporé que vous leur achetez par la suite pour le revendre?

M. Choquette: C'est très facile. En 1975-1976, la CCL s'est retrouvée avec un stock de 150,000 tonnes métriques de poudre et elle a perdu 159 millions de dollars. Lorsque je suis arrivé à la CCL, je me suis rendu compte qu'elle ne s'était pas dotée de marchés stables; au cours des années, on s'est rendu compte que la meilleure façon de s'assurer des marchés stables était de conclure des ventes entre états. Dans le cas de nos principaux marchés, le Mexique, l'Algérie, la Libye, la Chine, par exemple, les ventes ont été conclues entre états.

C'est regrettable, mais au cours des années, le commerce n'a pas été tel que nous sommes assurés d'un marché stable. Dans les pays pauvres, surtout, le gouvernement veille sur ces achats. La plupart des pays sont socialistes; ils sont donc fort disposés à conclure des contrats entre états.

M. Neil: Combien payez-vous ces entreprises qui transforment votre production en lait évaporé?

M. Choquette: Je n'ai pas ces renseignements avec moi, mais je peux vous faire parvenir une liste des prix sans difficulté.

M. Neil: De façon générale, réalisez-vous des bénéfices lorsque vous achetez du lait à ces entreprises pour le transporter outremer?

M. Choquette: Non, nos transactions se soldent par des pertes.

M. Neil: Dans votre rapport annuel, allez-vous faire état des pertes que vous avez subies en achetant le lait évaporé et la poudre de lait pour la revendre à l'étranger?

M. Choquette: L'annexe E indique que nous avons perdu 150 millions de dollars pour ce qui est du lait écrémé.

M. Neil: Il s'agit d'une perte de 157 millions de dollars au chapitre du lait écrémé. Ce renseignement porte-t-il sur l'année se terminant le 31 juillet 1982?

M. Choquette: Oui.

M. Neil: Dans le cas du beurre, combien avez-vous perdu?

M. Choquette: L'an dernier?

M. Neil: La même année.

M. Choquette: Nous avons perdu 9,898 millions de dollars.

M. Neil: Et dans le cas de la poudre du lait écrémé?

M. Choquette: Le lait écrémé? Je vous l'ai dit: 157 millions de dollars.

M. Neil: Pardon, je voulais dire le lait évaporé.

M. Choquette: Que voulez-vous savoir?

M. Neil: Dans le cas du lait évaporé, quelle est l'étendue de vos pertes?

[*Texte*]

Mr. Choquette: Are you talking about 1982 or 1981?

Mr. Neil: Whatever the figures you have.

Mr. Choquette: We have 1981. You have it in your booklet that you have there.

Mr. Neil: What page? I would like it on the record.

Mr. Choquette: Page 78. You want it for 1981—page 78. For skim milk powder, $75.098 million.

Mr. Neil: You gave me a figure a little while ago of $157 million on skim milk powder.

Mr. Choquette: That is for 1982; the end of July 1982.

Mr. Neil: Okay, would you give me the figures for 1982, then? I see the 1981 figures are on page 78. Would you give me the losses on the three items—butter, skim milk powder, and evaporated milk—for July 31, 1982?

• 1555

Mr. Choquette: Butter is $9,859,000. Skim milk powder is $157,972. Evaporated milk is $20,804,000, and Other Products, which includes cheese and whole milk powder, is $6,825,000.

Mr. Neil: And what does that total?

Mr. Choquette: $195,460,000.

Mr. Neil: So roughly $200 million lost on those three products for the year ending July 31, 1982.

Mr. Choquette: Yes, if you want.

Mr. Neil: It is not what I want, but that must be the figure.

Mr. Choquette: But when you say close to $200 million, I just said $195.,..

Mr. Neil: $195-something.

Mr. Choquette: $195,460,000.

Mr. Neil: Is this loss the result of overproduction?

Mr. Choquette: No.

Mr. Neil: How does this loss arise, then? You have all this surplus . . .

Mr. Choquette: It is very easy. When you produce a hundredweight of milk, you produce 4.2 pounds of butter and 8 pounds of skim milk. Every year we buy about 90,000 metric tonnes of skim milk powder which is surplus to Canadian requirement; 90,000 to 95,000. When we have overproduction, as last year, because the Canadian requirement is down and production is a little high, we could end up buying 120,000 to 125,000 metric tonnes.

Mr. Neil: Could some of this milk not be used to produce cheese? In the last two or three years a number of cheese factories in the east which have been going for years have been shut down. There was an article two years ago about a number

[*Traduction*]

M. Choquette: En 1982 ou en 1981?

M. Neil: Donnez-nous les chiffres que vous avez.

M. Choquette: Nous avons les chiffres de 1981. Les montants sont indiqués dans le livret qui vous a été remis.

M. Neil: À quelle page? Je tiens à ce que ce renseignement soit inscrit.

M. Choquette: À la page 78. En 1961, pour ce qui est de la poudre de lait écrémé, nous avons perdu 75,098 millions de dollars.

M. Neil: Mais vous m'avez dit il y a quelques minutes qu'il s'agissait de 157 millions de dollars.

M. Choquette: Mais il s'agissait de 1982; à la fin du mois de juillet 1982.

M. Neil: Très bien; alors quels sont les chiffres pour 1982? Ceux de 1981 se trouvent à la page 78. Au 31 juillet 1982, quelle perte avez-vous subie en ce qui concerne le beurre, la poudre de lait écrémé et le lait évaporé?

M. Choquette: Dans le cas du beurre: $9,859,000; la poudre de lait écrémé, $157,972; dans le cas du lait évaporé, $20,804,000; dans le cas des autres produits, y compris le fromage et la poudre de lait entier: $6,825,000.

M. Neil: Cela nous donne un total de combien?

M. Choquette: $195,460,000.

M. Neil: Les pertes que représentent ces trois produits s'élèvent donc à environ 200 millions de dollars pour l'année se terminant le 31 juillet 1982?

M. Choquette: Oui. Si vous voulez.

M. Neil: Je ne veux pas, mais c'est cela, n'est-ce pas?

M. Choquette: Oui, mais vous avez dit environ 200 millions de dollars; moi, j'ai dit 195, . . . dollars.

M. Neil: Au-delà de 195 millions . . .

M. Choquette: $195,460,000.

M. Neil: Est-ce le résultat d'une surproduction?

M. Choquette : Non.

M. Neil: Comment l'expliquer, alors? Vous avez un surplus . . .

M. Choquette: C'est facile à expliquer. Cent livres de lait vous permettent de produire 4,2 livres de beurre et 8 livres de lait écrémé. Chaque année, nous achetons environ 90,000 à 95,000 tonnes métriques de poudre de lait écrémé, le surplus dont les Canadiens n'ont pas besoin. Lorsqu'il y a surproduction, comme se fut le cas l'an dernier, en raison d'une baisse de la demande canadienne et d'une production légèrement élevée, nous pouvons nous retrouver avec 120,000 à 125,000 tonnes métriques.

M. Neil: Ne pourrait-on pas utiliser ce lait pour faire du fromage? Au cours des deux ou trois dernières années, un certain nombre de fromageries qui étaient exploitées dans l'Est ont fermé leurs portes. Il y a deux ans, un article est paru au

[*Text*]

of cheese factories that had been in existence for 50, 60, or 70 years. They could not get the milk.

Mr. Choquette: The way the system works is that the milk shall first be directed for fresh dairy products, cheese and ice cream. The CDC has a butter inventory and when, during the winter, they make these products, they make butter and if they do not have enough milk to make the butter, we supply the butter to these processors.

The Chairman: Thank you, sir. Unless you have something to add.

Mr. Neil: Thank you.

The Chairman: You will have the opportunity to come back.

Mr. Neil: Sure.

Le président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Merci, madame le président.

Ma première question concerne le prix des quotas de lait dans le cadre du système d'encan que nous connaissons. Est-ce que le président est en mesure de nous dire quel en est l'effet sur les coûts de production? Est-ce que la Commission ne devrait pas envisager dans un avenir très prochain d'exercer un contrôle plus efficace sur le prix des quotas de lait? Si la Commission se donnait comme mandat de tenter d'infléchir le prix des quotas de lait, et à mon avis elle devrait se donner ce mandat, est-ce qu'à ce moment-là, la Commission devrait modifier le rôle du Comité de gestion des approvisionnements de lait?

M. Choquette: Le prix des quotas de lait est déterminé en grande partie par la saison. Par exemple, cette année, la production de lait est très élevée, et quand les gens produisent du lait à l'intérieur de leur quota, ils reçoivent $40 l'hectolitre. Si tu produis du lait hors quota, tu ne recevras pas le subside, soit $6, et tu vas payer $28 de retenue hors quota. Cela veut dire que sur $40, tu vas perdre $34; il va te rester $6. Sur tes $6, tu vas payer tes frais de transport. Finalement, le producteur de lait qui produit cette année du lait hors quota va probablement retirer de $3 à $4 l'hectolitre.

• 1600

Ce qui arrive, c'est que le producteur de lait dit: Bon, si je vais à l'encan demain matin et s'il y a des contingents ou des quotas à vendre, moi, j'ai un choix: ou bien je perds $40 en ayant du lait hors quota, ou bien j'achète des quotas. Même si je les paie $40, je me trouve à les payer dans une seule année. Et l'année prochaine, c'est à moi. Alors, le prix des quotas est déterminé en grande partie par le niveau de retenue hors quota que paient les producteurs. Moi, si j'avais 1,000 livres de lait hors quota, je me dirais: qu'est-ce que je fais? Ou bien je perds mon lait, ou bien j'achète un quota. Evidemment je vais payer mon quota, mais l'année prochaine, il sera à moi.

On a regardé beaucoup de systèmes. On est censé rencontrer la Fédération du Québec pour essayer d'étudier ce problème-là encore une fois. Ce système de quotas est tout de même un système qui a permis le mouvement des quotas à l'intérieur de l'industrie laitière; il a permis aux quotas de lait de quitter la

[*Translation*]

sujet de fromageries exploitées depuis 50, 60 ou 70 ans. Ces fromageries n'avaient pas accès au lait.

M. Choquette: Voici comment le système fonctionne: le lait sert d'abord à la fabrication de produits laitiers frais, de fromage et de crème glacée. La CCL dispose d'un certain stock de beurre; au cours de l'hiver, lorsqu'on transforme le lait en produits laitiers, nous fournissons le beurre à ces transformateurs s'ils en manquent.

Le président: Merci, monsieur. Avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Neil: Merci.

Le président: Vous pourrez poser d'autres questions plus tard.

M. Neil: Entendu.

The Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Madam Chairman.

My first questions concerns the price of the milk quotas within the auction system as we know it. Is the Chairman in a position to tell us what the effect is on the production cost? Should the Commission not think of a more efficient method of regulating the price of milk quotas? If the Commission had the mandate to try to curb the price of milk quotas, and I feel it should try to get this mandate, it could then change the role of the milk supply management committee.

Mr. Choquette: The milk quota price depends largely on the season. For example, this year, milk production is very high and when people produce milk within their quota, they receive $40 per hectolitre. If milk is produced outside the quota, the subsidy of $6 is not given and a $28 over quota levy will be charged. This means that out of $40, $34 are lost; $6 are left. This last sum will be used to pay transportation costs. This means that a milk producer with over-quota milk this year will end up making between $3 and $4 a hectolitre.

When the milk producer goes to an auction where quotas are for sale, his reasoning is that either he loses $40 on his over-quota milk or he buys quotas. Even if he pays $40 for them, the money is spent only for that year. The following year, he has the quotas. The quota price is determined to a large extent by the level of over-quota levies set for producers. If I had 1,000 weight of over-quota milk, I would look at it this way, either I make a loss on my milk or I buy some quota. Of course I will have to pay for the quota, but at least it will be mine the following year.

We have studied lots of systems. We are supposed to be meeting with members of the Quebec federation to examine the problem once again. The fact is that this quota system did make it possible to move quotas within the dairy industry; under this system, quotas could be shifted from the Montreal

[*Texte*]

région de Montréal pour s'en aller dans la région de la Beauce, la région du Bas-du-Fleuve, dans des régions moins favorisées. Dans la région de Saint-Hyacinthe, par exemple, les gens vont faire du maïs grain, de la betterave à sucre, du blé, et ils vont vendre leurs quotas qui vont être achetés par des gens qui sont établis là où il n'est possible que de produire du lait.

M. Tessier: Mais, monsieur le président, est-ce que la Commission ne devrait pas s'imposer une réflexion un peu plus profonde pour revoir son mandat? Parce qu'avec le système d'encan qu'on permet au niveau des quotas, on est en train de faire le jeu des gros et, pratiquement, cela peut vouloir dire la disparition des petits. Il y avait un certain prix à payer dans le système laitier. Je pense que des producteurs en ont payé le prix par leur disparition. Et je pense que si on ne veut pas, un jour, voir se transférer des coûts de quotas qui, à mon sens, restent très artificiels, la Commission devrait pousser plus loin sa réflexion pour nous convaincre. Même si le système de quotas est actuellement à l'avantage de certains producteurs, il faudrait que la Commission pousse la réflexion un peu plus loin et pense aussi aux consommateurs.

M. Choquette: Comme je vous le disais, il va y avoir une rencontre entre la Commission et la Fédération des producteurs du Québec pour regarder ce problème-là. Mais regardez par exemple le Bas-du-Fleuve, les régions où le lait se centralise de plus en plus. Dans l'Est de l'Ontario, il n'y a pas tellement de possibilités, et la production de lait s'en va là tranquillement; le lait s'en va dans la Beauce, le lait s'en va dans le Bas-du-Fleuve. Alors, le jeune fermier qui veut acheter une ferme laitière va regarder le bilan et va dire: Finalement, vous avez 40 ou 50 vaches et vous faites $10,000 de profit par année; moi, je suis prêt à vous donner tant. La valeur des quotas ne change pas la valeur de la ferme dans les régions où la seule chose que tu peux faire, c'est du lait. Par contre, elle aide à déplacer les quotas des régions où il y a d'autres possibilités.

C'est évident qu'un gars de Saint-Hyacinthe, qui, lui, peut faire du maïs et vendre ses quotas, va dire: Moi, je veux vendre mes quotas; je vais garder ma ferme, mais je vais faire du maïs. Le gars de la Beauce dit: il faut que je vende ma ferme, parce que si je vends seulement mes quotas, ma ferme ne vaut plus rien; personne ne va vouloir l'acheter parce que c'est les quotas qui sont intéressants. On va l'acheter finalement pour faire du foin ou des choses comme cela.

• 1605

La valeur d'une ferme dans des régions comme la Gaspésie, le Lac Saint-Jean, l'Abitibi, est accrochée aux quotas de lait, à la quantité de quotas de lait qu'il y a sur la ferme. Ailleurs, la valeur des quotas est indépendante. Mais je suis d'accord avec vous. C'est pour cela qu'on a décidé de faire une réunion avec la Fédération du Québec.

M. Tessier: Il y a une chose qui m'intrigue au plus haut point. Vous parlez par exemple de la Colombie-Britannique, et vous dites qu'à la fin de l'année, il y aura une dette de 4.3 millions de dollars qui devra être partagée par les autres provinces. Si je comprends bien, là on peut se retirer, et sans dommage; non seulement il n'y a pas de compensation, mais la

[*Traduction*]

area towards the Beauce region, the lower St. Lawrence and less advantaged areas. People in the Saint-Hyacinthe region, for example, will grow grain corn, sugar beet and wheat and will sell their quotas to people in areas where milk production is the only possibility.

Mr. Tessier: But do you not think that the Commission should give further reflection to this and review its mandate? The system of auctioning quotas, which is allowed at the present time, is to the advantage of the large producers and can in fact mean that the smaller ones will be eaten up. There were a number of consequences to be faced because of the dairy system. I think that the disappearance of a number of producers was one of them and, in my opinion, if we do not want to see the cost of these quotas, which I consider to be very artificial, passed on to us one day, the Commission should give this whole matter further study. Even if the present quota system does make things easier for certain producers at the present time, the Commission should take a hard look at the system and also give some thought to the consumers.

Mr. Choquette: As I said to you, there will be a meeting between the Commision and the Federation of Quebec Producers to study the matter. But let us take the example of the lower St. Lawrence area and regions where milk production is becoming increasingly concentrated. In eastern Ontario, there are not many other possibilities and this is where milk production is slowly heading; it is also being centralized in the Beauce and the lower St. Lawrence. Therefore, a young farmer interested in buying a dairy farm will take a look at the balance sheet and decide that with 40 or 50 cows and a profit of $10,000 a year, he is willing to pay such and such an amount. The value of the quotas does not change the value of the farm in areas where the only possibility is milk production. On the other hand, it does help shift quotas from areas where there are other opportunities.

Obviously a guy from Saint-Hyacinthe who is able to grow corn and sell his quotas can decide to do so and still keep his farm where he will be producing corn. A farmer from the Beauce will have to sell his farm because if he sells only his quotas, his farm will no longer be worth anything; no one would be interested in buying it because it is the quotas that have some value. Otherwise, it can only be used for making hay and that sort of thing.

The value of a farm in areas like the Gaspé peninsula, Lake Saint-Jean, the Abitibi hinges on the milk quotas, that is the quantity of production allowed on the farm. Elsewhere, the quotas have a value in themselves. But I agree with you. This is why we decided to hold a meeting with the Quebec federation.

Mr. Tessier: There is a matter you refer to which I find very intriguing. You talk about British Columbia and you mention that at the end of the year there will be a $4.3 million debt to be shared by the other provinces. If I understand correctly, you can opt out without any drawbacks; not only is there no compensation but the compensation is negative. I would like

[*Text*]

compensation est négative. Je voudrais que vous m'expliquiez: si demain matin le Québec se retirait d'un plan comme celui du lait, qu'arriverait-il? J'imagine que si on produisait en Colombie-Britannique pour 5.2 millions de dollars, alors qu'au Québec, on en produirait pour près de 80 ou 90 millions de dollars, quel serait le résultat? Le plan laitier, est-ce qu'on y entre et qu'on en sort comme on veut?

M. Choquette: Non, on n'entre pas et on ne sort pas comme on veut. Je pense que les provinces ont eu à vivre avec des demandes comme celles de l'Ile-du-Prince-Édouard qui disait: On est une île, on voudrait des conditions spéciales. Les provinces, assises autour de la table, ont dit à l'Ile-du-Prince-Édouard: D'accord, on va te donner un minimum garanti pour ton industrie laitière pour que tu puisses bien fonctionner chez toi. On a eu la Nouvelle-Écosse qui, à un moment donné, avait une plus grande production de lait; l'Ile-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick ne produisaient pas leur lait à ce moment-là. On a prêté à la Nouvelle-Écosse et, finalement, ce problème-là s'est réglé à l'intérieur des provinces. Aujourd'hui, vous avez la Colombie-Britannique. Quand les provinces ont prêté des quotas à la Nouvelle-Écosse, nous, on a dit: Ecoutez, un jour, vous allez arriver à la caisse; vous allez être obligés de payer pour ce geste-là. Alors, quand un jour, la Colombie-Britannique a demandé d'emprunter des quotas à l'exportation non utilisés, on a fait la même remarque au Comité. Ils ont dit: on leur prête quand même. Et soudainement, avec l'augmentation de la production du lait, toutes les provinces ont commencé à produire tous leurs quotas. La Colombie-Britannique a dit: nous, on n'en a pas besoin. On ne produit pas d'excès de poudre; on produit . . . Alors, le plan n'est pas nécessairement basé là-dessus. Le plan établit un prix pour le lait, un prix de soutien pour la poudre, un prix de soutien pour le beurre; il a permis de limiter les importations de produits laitiers. C'est tout cela qui est accroché au plan.

Alors, un jour, la Colombie-Britannique est sortie, mais il reste que c'est le problème des provinces. Ce sont les provinces qui doivent s'asseoir et se dire: Ecoutez, qu'est-ce qu'on fait avec le problème de la Colombie-Britannique? Au début de mai, des représentants du Québec, de l'Ontario, de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick vont passer une semaine en Colombie-Britannique pour rencontrer les producteurs et avoir des assemblées publiques avec les producteurs de de toute la province de la Colombie-Britannique, avec le ministre, le sous-ministre, pour essayer de voir quelle est l'ampleur du problème et de quelle façon il doit être réglé.

Nous, on a envoyé un télex, on l'a dit au Comité de gestion. On leur a dit: Ecoutez, les gars, c'est vrai, ce qui se passe, mais cela va vous coûter 4.5 millions de dollars, parce que le lait qui est produit hors quota par la Colombie-Britannique devrait être sujet à une retenue hors quota de $28, ce qui veut dire que ce lait devrait rapporter 4.5 millions de dollars à la Commission. C'est évident que les provinces vont le payer, mais c'est évident aussi que les provinces s'en vont en Colombie-Britannique pour essayerde voir comment ils peuvent régler le problème, au mois de mai. Mais pour la Commission, le partage de la production entre les provinces, c'est un problème des provinces, et on n'a pas de droits. Ce qui arrive par contre, c'est que la Colombie-Britannique, cette année, a de la poudre

[*Translation*]

you to explain to me what would happen if tomorrow morning Quebec decided to opt out of a system such as the milk management one. I suppose that if British Columbia production amounts to $5.2 million, Quebec's production would be in the neighborhood of $80 million or $90 million. What would the result be? Can you opt in or out of the dairy system whenever you want?

Mr. Choquette: No, you do not opt in or out as you will. The provinces have had to deal with certain requests such as that made by Prince Edward Island which, because it was an island, wanted special conditions. The provinces, meeting around the table, said that they were willing to give Prince Edward Island a guaranteed minimum for its dairy industry so that it could function properly on the island. At one time, Nova Scotia had a larger milk production whereas Prince Edward Island and New Brunswick were not producing all their milk. A loan was made to Nova Scotia and the problem was finally settled within the provinces. Today we are faced with the case of British Columbia. When the provinces lent quotas to Nova Scotia, we warned them that one day there would be some accounting to do for the fund and that they would have to pay for this action. Therefore, when British Columbia asked to borrow unused export quotas one day, we made the same remark to the committee. But they decided to make the loan anyway. But suddenly, with the increased production of milk, all the provinces started filling their quotas. British Columbia told us that they do not need any. They were not producing surplus powder; they were producing . . . the plan was not necessarily based on this. The plan sets a price for milk, a support price for powder and for butter; it made it possible to limit imports of dairy products. All this comes under the plan.

So one day, British Columbia opted out but the provinces are faced with the problem. The provinces must get together and decide what to do about this problem with British Columbia. At the beginning of May, representatives from Quebec, Ontario, Saskatchewan and New Brunswick will be spending a week in British Columbia to meet producers and to hold public hearings with producers from the entire province, the minister and the deputy minister to attempt to determine the scope of the problem and the best way to settle it.

We sent a telex to the management committee stating what the facts were and mentioning that it would be costing them $4.5 million since the over-quota milk produced by British Columbia would be subject to a $28 over-quota levy, which means that $4.5 million would have to be paid to the Commission on this milk. It is obvious that the provinces will be paying and it is also obvious that they are going to British Columbia in May to find out how they can solve the problem. As far as the Commission is concerned, the sharing of the production among the provinces is a problem to be settled by the provinces. Another thing is that British Columbia has surplus powder this year and they did send us a telex asking whether they would be able to sell us the powder. British Columbia is

[*Texte*]

de surplus, et elle nous a envoyé un télex. Elle nous a dit: Est-ce qu'on va vous vendre de la poudre? Aussi, la Colombie-Britannique achète du beurre du reste du Canada. Je pense donc que c'est un moment de réflexion dont les gens ont besoin.

• 1610

Évidemment, je trouve cela malheureux, mais je ne m'en alarme pas pour autant. Dans le passé, surtout depuis les sept dernières années, chaque fois que les producteurs avaient des problèmes, avec leur grand bon sens, ils finissaient toujours par les régler. Cependant, les producteurs ne sont pas de ceux qui prennent des décisions rapidement. Ils examinent d'abord le problème et ils tentent de le régler ensuite. Donc, ceux qui en bénéficieront pourront probablement régler leurs problèmes.

Le président: Merci, monsieur Tessier.

M. Tessier: Mais lorsque vous parlez des provinces, vous parlez également du comité de gestion.

M. Choquette: Oui, d'une certaine façon. Il s'agirait plutôt du comité de gestion avec les gouvernements et les associations de producteurs. Normalement, les associations de producteurs sont très puissantes à l'intérieur des provinces. Les propos qu'elles tiennent sont habituellement connus de leurs gouvernements, car elles en ont discuté avec eux auparavant. Habituellement, cela reflète l'opinion des gouvernements.

Le président: Très bien. Merci. Monsieur Hargrave.

Mr. Hargrave: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Choquette, I would like to raise the subject of what is happening to the number of dairy cows in Canada now. It is my understanding, Mr. Choquette, that the numbers are being reduced; that the dairy industry right across Canada literally has too many cows producing too much milk for home consumption. Is that essentially correct?

Mr. Choquette: Yes.

Mr. Hargrave: What is the reason for this? Is it because of the economic situation that the consumption of milk and other dairy products has dropped that much? Is that the reason?

Mr. Choquette: I would say one main reason is that last year, in the fall, the price of cows was very low. And when that happens, normally the farmers keep their cows, expecting that the price of cows will go up. But in December, when we told them that we would not increase the overall quota . . . in the past they were producing milk and because two or four provinces were not producing their share, their over-quota of milk was needed for the Canadian market and they did not pay the over-quota levy.

This year we have told them, well, this industry is different; all provinces are producing all their milk. On the over-quota milk that you are producing, you will pay the $28. They have started to cull their calves very heavily. It seems that they are

[*Traduction*]

also buying butter from the rest of Canada. I think people need sometimes to stop and think about what is happening.

Of course, I find it unfortunate, but I am not overly concerned. In the past, and particularly in the last seven years, whenever producers experienced problems, with their common-sense they always came up with a solution. However, producers are not among the swiftest decision-makers. They start by pondering the problem and then they try to solve it. Consequently, those who will take advantage of it will probably be able to solve their problems.

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier.

Mr. Tessier: However, when you mentioned the provinces, it also applies to the management committee.

Mr. Choquette: In a certain way, yes. It would rather be the management committee representing the governments and the producer's associations. Usually, the producer's associations are really powerful within their own provinces and their governments are fully aware of their points of view, because of previous talks they have had with them. Usually, this reflects the governments points of view.

The Chairman: Thank you very much. Mr. Hargrave.

M. Hargrave: Merci madame le président.

Monsieur Choquette, j'aimerais vous demander quelle est la situation actuelle au Canada dans le secteur des vaches laitières. Je crois savoir, monsieur Choquette, que les élevages laitiers sont en train de s'amenuiser et qu'à l'échelle du Canada, l'industrie laitière est en position excédentaire dans la mesure où il y a trop de vaches laitières et où la production laitière dépasse de loin la consommation domestique. Est-ce exact?

M. Choquette: Oui.

M. Hargrave: Pourriez-vous me dire pourquoi? Est-ce la conjoncture économique qui a entraîné un fléchissement aussi radical de la consommation de lait et de produits laitiers? Est-ce cela?

M. Choquette: Je pourrais vous répondre que l'automne dernier, et c'est l'une des raisons principales, les vaches se vendaient très bon marché. Lorsque le prix tombe, il est évident que les éleveurs ne vendent pas, préférant attendre la remontée des prix. En décembre, nous avons dit aux éleveurs que nous ne relèverions pas le quota global—avant cela, tous ces éleveurs produisaient du lait et, puisque deux ou quatre provinces n'atteignaient pas leur quota, leur excédent de production était absorbé par le marché intérieur et dès lors les producteurs n'avaient pas à payer la compensation normalement applicable en cas de surproduction.

Cette année, en revanche, nous leur avons dit que la conjoncture n'était pas la même, et que toutes les provinces avaient atteint leur quota. À ce moment-là, ils allaient devoir payer les $28 frappant la surproduction. En conséquence, ils

[*Text*]

more satisfied with the cost of cows than they were in September and October. It is true that there is heavy slaughtering now.

Mr. Hargrave: Is it still going on?

Mr. Choquette: Yes.

Mr. Hargrave: We get well above average of dairy cows going to the beef cow market for slaughter. Is that correct?

Mr. Choquette: Yes.

Mr. Hargrave: How long do you expect that will continue?

Mr. Choquette: I think we are possibly at the peak. If you look at Ontario, they produced 7.7% more milk in January than last year and in February they produced only 1.1%, which means that the farmers will cull their calves to adjust their production with their quota. There will be some, possibly, but in my own mind the peak was in January and February.

Mr. Hargrave: Do you think this sell-down of excess dairy cows will last right through the current year of 1983?

Mr. Choquette: It will be limited at least to July 31. But I think the peak was January and February, when we told them that the over-quota levy would be no longer $20 per hectolitre but would be $28 per hectolitre.

Mr. Hargrave: Was this excessive dairy cow slaughter also taking place last November and December?

Mr. Choquette: No. Last October and November there were fewer cows culled than in the year before because the price was not attractive. They said they would just keep them; they would take the milk they could get, and if it should be like the year before they would be paid for it. Now we are telling them they will not be paid for it.

Mr. Hargrave: That is for the excess milk?

Mr. Choquette: That is right.

Mr. Hargrave: But what has happened to the price of those culled dairy cows? Has it improved a little now or not?

• 1615

Mr. Choquette: What I am told—I attended a meeting in eastern Ontario last week and what I got was that the price they get for that type of calves is better than they got in October.

Mr. Hargrave: Mr. Choquette, the reason I am asking you is I am not a dairy man—I am a beef guy—but there have been enough of these dairy cows on the market, right across

[*Translation*]

ont immédiatement procédé à une sélection très rigoureuse de leurs veaux. Il semblerait maintenant que les vaches se vendent à des prix beaucoup plus intéressants qu'en septembre et en octobre. Il n'empêche, vous avez raison, qu'à l'heure actuelle les abattoirs ne désemplissent pas.

M. Hargrave: Encore maintenant?

M. Choquette: Oui.

M. Hargrave: On peut donc dire que la proportion de vaches laitières envoyées à la boucherie est bien supérieure à la moyenne, c'est bien cela?

M. Choquette: C'est exact.

M. Hargrave: Combien de temps cela va-t-il continuer pensez-vous?

M. Choquette: Je pense que nous sommes sans doute arrivés au plafond. Dans le cas de l'Ontario par exemple, la production laitière au mois de janvier avait été supérieure de 7,7 p. 100 à celle du mois de janvier dernier, par contre en février l'augmentation n'a été que de 1,1 p. 100, ce qui signifie sans doute que les éleveurs vont éliminer leurs veaux afin d'ajuster leur production et de respecter leur quota. La situation va peut-être encore persister un peu, mais je dirais que le point culminant a été atteint en janvier et en février.

M. Hargrave: Pensez-vous que les ventes massives de vaches laitières excédentaires vont se poursuivre pendant toute l'année 1983?

M. Choquette: Cela durera au maximum jusqu'au 31 juillet. Toutefois, je le répète, le point culminant a été atteint en janvier et en février, lorsque nous avons dit aux éleveurs que la compensation qu'ils auraient à payer à l'hectolitre en cas de surproduction passerait de $20 à $28.

M. Hargrave: A-t-on également assisté à un abattage massif de vaches laitières excédentaires en novembre et en décembre?

M. Choquette: Non. En octobre et en novembre le pourcentage de vaches envoyées à la boucherie a été inférieur à celui de l'année précédente en raison de la mauvaise tenue des prix. Les éleveurs ont préféré conserver leurs troupeaux et continuer à faire du lait pensant que, si la situation était la même que l'année précédente, ils pourraient écouler leur production laitière. Mais nous leur avons dit que ce ne serait pas le cas.

M. Hargrave: Vous parlez de la production excédentaire.

M. Choquette: C'est cela.

M. Hargrave: Mais que s'est-il passé dans le cas des vaches laitières envoyées à la boucherie? Les prix se sont-ils améliorés?

M. Choquette: La semaine dernière j'ai participé à une réunion dans l'est de l'Ontario et on m'a dit que pour ce type de veau le prix obtenu était supérieur à celui d'octobre.

M. Hargrave: Monsieur Choquette, je vous pose la question parce que je ne suis pas un producteur laitier, je suis un producteur de viande de boucherie, mais il y a eu tellement de

[*Texte*]

Canada, to depress the cow market considerably—the beef cow market. So I am curious as to how long this is going to go on, because . . .

Mr. Choquette: As far as I am concerned, the peak is over. The peak was in January and February.

Mr. Hargrave: Is the supply of milk back into balance now, or is that . . .

Mr. Choquette: As I said, we normally get that information more than one month after, and the information we get from Ontario now is that their production is supposed to be in line with their level of MSQ. This is why we said in Ontario that everything seems under control now, and we expect that distribution will be about the same all across Canada, which means that the culling in the future will be normal.

Mr. Hargrave: I am curious as to why this situation developed. I do not think it happens very often, where there are sufficient dairy cows to upset what we generally call the fat cow market in the beef industry.

Mr. Choquette: The situation was the same in 1975, but the Canadian Dairy Commission —because the price of cows was very low and there was a lot of good quality hay in the barn, but that year the Canadian Milk Supply Management Committee did not take the measures we took this year to reduce the production, which meant that—it should have happened in 1975-76, but because the Canadian Milk Supply Management Committee did not take the measures, it did not happen. It happened later in April or May. This year we made the decision in December and this is why you got that reaction in January and February. But that should be the end.

The Chairman: Your very last question, Mr. Hargrave.

Mr. Hargrave: Is it fair to say—this is my last question, Madam Chairman—that this imbalance in the dairy cow numbers in Canada was due to a combination of two factors, one probably relating to the economic situation, perhaps a slackening or a lower demand for milk and milk products? But perhaps more importantly, the other reason would be—let us just say rather bluntly that somebody goofed in estimating the number of dairy cows that were required and the supply and management program did not respond in time to come up with a suitable adjustment.

Mr. Choquette: No, I think when you talk about the economic condition, when farmers were paying 18% or 19% in the states, they needed more income. The price of cows was low, and all these factors altogether, the farmers said, well, why could I not keep that milk, taking a chance that this milk would be needed for Canadian requirement, and I will be paid. This is why, in December, we told them not to dream, they would not be paid, and this is why they had that reaction.

[*Traduction*]

ces vaches laitières sur le marché partout au Canada que cela a provoqué une baisse du marché de la vache de boucherie. Ce que j'aimerais savoir c'est combien de temps cela va durer, car . . .

M. Choquette: Pour ma part, je pense que la période de pointe est passée, elle se situe en janvier et février.

M. Hargrave: L'approvisionnement de lait est-il à nouveau équilibré ou est-ce que . . .

M. Choquette: Je le répète, habituellement nous recevons cette information avec plus d'un mois de retard et d'après les renseignements que nous recevons présentement de l'Ontario, la production est sensée correspondre au niveau de leur QMM c'est pourquoi nous avons dit que tout semble sous contrôle en Ontario et nous nous attendons à ce que cette répartition soit à peu près la même partout au Canada, ce qui signifie que dans l'avenir la sélection sera normale.

M. Hargrave: Je suis curieux de savoir pourquoi cette situation s'est développée. Je pense qu'il est rare qu'il y ait suffisamment de vaches laitières sur le marché pour déstabiliser ce que nous appelons généralement le marché de la vache grasse dans l'industrie du boeuf.

M. Choquette: La situation était la même en 1975, mais la Commission canadienne du lait . . . parce que le prix de la vache était très bas et qu'il y avait beaucoup de foin de bonne qualité, toutefois cette année-là, le comité de gestion des approvisionnements de lait n'a pas pris les mesures que nous avons prises cette année pour réduire la production, ce qui veut dire que cela aurait dû se produire en 1975-1976, mais comme aucune mesure n'a été prise, cela ne s'est pas produit. C'est arrivé plus tard en avril ou en mai. Cette année nous avons pris la décision en décembre et c'est pourquoi la réaction s'est fait sentir en janvier et en février, mais ce devrait être terminé.

Le président: Monsieur Hargrave, c'est votre dernière question.

M. Hargrave: C'est ma dernière question, madame la présidente. Est-il juste de dire que ce déséquilibre du nombre de vaches laitières au Canada est dû à la combinaison de deux facteurs dont l'un touche probablement la situation économique, peut-être un ralentissement ou une baisse de la demande pour le lait et les produits laitiers? Mais l'autre raison, peut-être plus importante . . . disons-le carrément quelqu'un s'est gouré en estimant le nombre de vaches laitières nécessaires et le programme de gestion et d'approvisionnement n'a pas agi à temps pour trouver l'ajustement nécessaire.

M. Choquette: Non, je pense que lorsque vous parlez de la situation économique, lorsque les fermiers payaient 18 p. 100 ou 19 p. 100 aux États-Unis, ils avaient besoin de plus de revenus. Le prix des vaches était bas, et tous ces éléments réunis, les fermiers se sont dit, pourquoi ne pas conserver ce lait en courant une chance de le vendre pour répondre aux exigences canadiennes. C'est pourquoi en décembre nous leur avons dit de ne pas rêver, qu'ils ne seraient pas payés et ça explique leurs réactions.

[*Text*]

Mr. Hargrave: So it was individual producers who collectively did the same thing and hung on to some cows they should have sold a year or two earlier?

Mr. Choquette: That is so.

Mr. Hargrave: Thank you.

Mr. Choquette: In the fall—they did not make the right decision in October or November as they should have done, or that they do normally. They did that in January and February.

Le président: Merci, monsieur Hargrave.

Monsieur Ostiguy.

M. Ostiguy: Merci, madame le président.

Monsieur Choquette, dans votre exposé, vous dites que la production du lait industriel a augmenté de 7.2 p. 100 par rapport à la même période l'an passé et, plus loin, vous dites également que les les quotas ont diminué de 4.5 p. 100. L'agriculteur a donc subi des diminutions, ce qui n'est vraiment pas approprié dans le contexte économique actuel. Il a dû subir une augmentation considérable des coûts d'exploitation. Dans votre exposé, il est aussi dit que:

La baisse de la consommation du lait nature est un des facteurs qui a contribué à cette hausse.

J'aimerais connaître votre opinion sur la décision prise par la Régie des marchés agricoles du Québec d'abolir l'entente qu'elle avait conclue avec les laiteries. Il semble que cela ait soulevé un tollé de protestations au Québec de la part des petites laiteries qui seraient menacées de faillite, si on en croit les articles de journaux et les reportages qui ont été faits sur le sujet.

• 1620

Selon vous, est-ce que ça peut aller jusqu'à menacer la consommation du lait nature? Parce que je pense bien que la consommation du lait nature joue sur la production ou la consommation du lait industriel en même temps. Alors, quelle est votre opinion sur cette décision de la Régie des marchés agricoles du Québec?

M. Choquette: Je n'aimerais pas que le gouvernement provincial vienne nous dire qu'on ne sait pas administrer la Commission, et il est aussi difficile d'aller dire que le gouvernement du Québec ne sait pas mener ses affaires. Je pense que si on regarde cela, c'est que le danger quand tu permets un système comme celui-là, tu permets un système d'escompte aux grandes chaînes d'épiceries, et d'escompte possiblement à des petites entreprises qui ne peuvent pas donner jusqu'à ce niveau-là; et je suis d'accord avec vous, pour le peu que j'en sache, ça peut certainement amener la disparition d'un certain nombre de petites laiteries.

M. Ostiguy: Maintenant, on nous a parlé de l'augmentation dans la production et une baisse dans la consommation. Pour la consommation du beurre, par exemple, vous nous dites que vous avez environ 40 millions de livres de beurre en entrepôt présentement... Est-ce que la consommation du beurre au Canada a diminué au cours de la dernière année?

[*Translation*]

M. Hargrave: Ce sont donc des producteurs particuliers qui collectivement ont fait la même chose en gardant certaines vaches qu'ils auraient dû vendre il y a un an ou deux.

M. Choquette: En effet.

M. Hargrave: Merci.

M. Choquette: À l'automne, en octobre ou en novembre ils n'ont pas pris la bonne décision comme ils auraient dû le faire ou comme ils le font normalement. Ils ont pris cette décision en janvier et en février.

The Chairman: Thank you, Mr. Hargrave.

Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Choquette, in your statement you say that the industrial milk production has increased 7.2% in relation to the same period last year and, a bit further, you also say that the quotas have fallen by 4.5%. So, the farmer has been subject to reductions, which is not really appropriate in the present economic situation. He had to face a major increase in operation costs. In your statement you also say that:

A factor in this increase is a reduction in fluid milk consumption.

I would like to know your opinion on the decision taken by the *Régie des marchés du Québec* to abolish the agreement it had concluded with the dairies. It seems that that raised a flurry of protests in Quebec from small dairies that were supposedly on the verge of bankruptcy, if you believe the newspaper articles and reports that appeared on the subject.

Do you think that this could eventually endanger fluid milk consumption? Because I think that fluid milk consumption affects the production and consumption of industrial milk. What do you think of the decision handed down by the *Régie des marchés agricoles du Québec*?

Mr. Choquette: I would not like the provincial government to try to tell us that we do not know how to run our board and it would be just as inappropriate for us to say that the Quebec government does not know how to manage its affairs. The problem with that type of system is that you give a discount to the large grocery chains and possibly to small businesses which cannot perform to that level; I agree with you, based on what little I know, that that could certainly lead to the closing of a certain number of small dairies.

Mr. Ostiguy: You referred to an increase in production and a decrease in consumtion. You said, for example, that there are approximately 40 million pounds of butter in warehouses at this time. Has butter consumption in Canada decreased over the past year?

[*Texte*]

M. Choquette: Ce que la Commission peut dire de façon précise, ce qu'on peut estimer c'est que la consommation du beurre se maintient; mais ce qu'on sait de façon certaine, c'est que la consommation de produits laitiers du mois d'août à la fin de janvier, s'est améliorée quelque peu comparativement à l'année précédente. Alors, on trouvait qu'aux mois d'octobre, de novembre, c'était inquiétant; la consommation de produits laitiers et la consommation de lait nature diminuaient, ce qui amenait un excès de lait au secteur industriel, mais les deux, et la consommation de lait nature et la consommation de produits laitiers semblent se replacer à l'heure actuelle.

M. Ostiguy: On voit présentement à la télévision, je l'ai vu encore cette semaine, une publicité qui est faite pour le beurre. Est-ce que la Commission canadienne du lait contribue à cette campagne ou qui fait la campagne? C'est le Bureau laitier..?

M. Choquette: Le Bureau laitier.

M. Ostiguy: Est-ce que la Commission canadienne du lait contribue financièrement à cette campagne de publicité avec le Bureau laitier?

M. Choquette: Non. Au début, en 1976-1977, le budget du Bureau laitier était très petit, alors la Commission, par l'entremise du gouvernement fédéral, a dit aux producteurs de lait: Si vous voulez mettre $500,000, on va mettre $500,000. On a dit l'année suivante: Si vous voulez mettre 2.4 millions, on va mettre 2.4 millions; et l'année après, on a dit: Si vous voulez mettre 3.8 millions, on va mettre 3.8 millions. Après ça, on a dit: Si vous voulez mettre 4.5 millions, on va mettre 4.5 millions et après ça on les a laissé aller.., et deux ans après, ils dépensaient, je pense, 9 millions, 13 millions et je pense qu'ils sont rendus à 21 millions comme budget de promotion.

M. Ostiguy: D'accord. Alors, j'approuve entièrement cette campagne de publicité-là, parce que, évidemment, le beurre, c'est un produit qui vient du lait de nos agriculteurs.

Au niveau de la consommation du fromage, d'après ce que vous avez dit plus tôt, elle se serait maintenue de façon à peu près stable, n'est-ce pas?

M. Choquette: Nous contrôlons la production de lait et les inventaires de beurre, c'est pourquoi nous sommes en mesure de dire que la consommation de produits laitiers s'est quelque peu améliorée. Mais il n'est pas facile de dire, de façon précise, si c'est le fromage, le beurre ou . . .

M. Ostiguy: Ou le yogourt.

M. Choquette: M. Birchard disait tout à l'heure que la consommation du beurre est stable. Cela voudrait donc dire que la consommation de fromage se serait quelque peu améliorée. C'est grâce à cela que nous pouvons vous donner ces chiffres aujourd'hui.

M. Ostiguy: Si la consommation de fromage avait baissé.., et elle a eu tendance à baisser, je crois, au cours de la dernière année plus spécialement à cause des augmentations du prix du fromage. Vous avez cité le chiffre de 4.5 p. 100 d'augmentation aux producteurs laitiers, mais la vente au détail du fromage, l'augmentation du prix du prix du fromage s'est maintenue à 4.5 p. 100. Il m'arrive, à l'occasion, d'aller faire le marché et je vérifie le prix du fromage; les gens de ma région

[*Traduction*]

Mr. Choquette: Although we cannot say for certain, we estimate that butter consumption has remained constant; what we can say, however, is that the consumption of dairy products from August to the end of January showed some improvement over last year. In October and November, there was some cause for concern; the consumption of dairy products and fluid milk was down, which meant that there was a surplus of industrial milk. But the consumption of both fluid milk and milk products seems to be picking up.

Mr. Ostiguy: There is an ad for butter appearing on television these days; I saw it again this week. Is the Canadian Dairy Commission contributing to or sponsoring this campaign? Or is it the dairy bureau?

Mr. Choquette: The dairy bureau.

Mr. Ostiguy: Is the Canadian Dairy Commission making some financial contribution to the dairy bureau's advertising campaign?

Mr. Choquette: No. Initially, in 1976-1977, the dairy bureau's budget was very small, so the Commission, via the federal government, told the milk producers: if you want to put in $500,000, we will match it. The next year, we said: if you want to put in $2.4 million, we will match it; and the following year, we said: if you want to put in $3.8 million, we will match it. After that, we said: if you want to put in $4.5 million, we will match it and after that you are on your own. In the two following years, I believe that they spent $9 million and $13 million and I think that their advertising budget is now $21 million.

Mr. Ostiguy: Fine. I fully support the advertising campaign because, obviously, butter is made from the milk that our farmers produce.

You said earlier that cheese consumption will remain stable, did you not?

Mr. Choquette: We keep track of milk production and butter inventories, which is why we are able to say that there has been some improvement in the consumption of milk products. But it would not be easy to say, specifically, whether it is cheese, butter or . . .

Mr. Ostiguy: Or yoghurt.

Mr. Choquette: Mr. Birchard said earlier that butter consumption is stable. This would mean that cheese consumption has improved somewhat. That is why we are able to provide you with these figures.

Mr. Ostiguy: If cheese consumption was down . . . and I believe that there has been a downward trend over the past year because of the increase in price. You referred to a 4.5% increase to dairy producers, but at the retail level, the increase in the price of cheese has remained constant at 4.5%. I sometimes do the grocery shopping and I check the price of cheese; the people in my region talk to me about it as well and we are aware that cheese is extremely expensive right now. Is

[*Text*]

m'en parlent aussi, et nous nous rendons compte que le fromage est extrêmement cher maintenant. Est-ce qu'il y a une raison à cela? Ce n'est pas parce que vous avez augmenté le prix au producteur, vous.

• 1625

M. Choquette: Je pense que c'est une question de mise en marché. Il y a la moitié du lait qui est vendu en fromage et la moitié du lait qui est vendu en beurre. Si vous regardez la grandeur des comptoirs de fromage et la grandeur des comptoirs de beurre, vous allez très vite vous rendre compte que les gens qui ont des épiceries trouvent que c'est drôlement plus payant de vendre du fromage que de vendre du beurre.

Je pense que si demain matin ils prenaient la même marge de profit sur le beurre, les comptoirs de beurre seraient probablement aussi grands que les comptoirs de fromage.

M. Ostiguy: Une dernière question, madame le président, si vous me le permettez.

Voici ce que vous dites au deuxième paragraphe de la page 2 de votre mémoire:

> Lorsqu'ils exportent leurs produits, les producteurs de lait canadiens sont forcés de concurrencer les trésoreries de pays comme les États-Unis et les pays membres de la C.E.E. qui financent virtuellement tous les frais d'écoulement de surplus.

Qu'est-ce que cela veut dire, comme différence avec le Canada?

M. Choquette: Cela veut dire que nos producteurs paient $5.14 l'hectolitre pour l'exportation, tandis qu'aux États-Unis et dans les pays de la Communauté économique européenne, ils ne paient à peu près rien. Le déficit est absorbé par le gouvernement des États-Unis ou par le Trésor de la Communauté. Donc, c'est drôlement plus difficile!

M. Ostiguy: Pour nous.

M. Choquette: Oui, pour nous.

M. Ostiguy: Mais ce serait drôlement plus avantageux si on adoptait la même politique pour nos producteurs.

M. Choquette: D'accord. Mais par contre, dans des pays comme le Canada et la Nouvelle-Zélande, cela fait partie de l'économie des producteurs. C'est très rare que vous allez voir ces pays-là avec des inventaires monstres, tandis que lorsque c'est le Trésor d'un pays — on parlait de 700,000 tonnes aux États-Unis et de 500,000 tonnes dans la C.E.E. — , il y a beaucoup moins d'intérêt: la Suisse, l'Allemagne, la Hollande paieront, et il n'y a personne qui est sur le tas de poudre et qui dit: Il faut que je le vende. Au Canada, si tu ne vends pas le tas de poudre, tu vas avoir de méchants troubles.

Le président: Merci, monsieur Ostiguy.

M. Ostiguy: Merci.

Le président: Monsieur McCain.

Mr. McCain: Madam Chairman, there is an item that I would like to discuss which has resulted from the Auditor

[*Translation*]

there a reason for this? It is not because you increased producers' prices.

Mr. Choquette: I think it is a question of marketing. Half of milk is sold as cheese and the other half is sold as butter. If you compare cheese counters and butter counters, you will realize very quickly that grocery store owners find it much more profitable to sell cheese than butter.

If, as of tomorrow morning, they had the same profit margin for butter, I think butter counters would take up as much space as cheese counters.

Mr. Ostiguy: One last question, Madam Chairman, if I may.

This is what you say on page two of your brief, second paragraph:

> On export markets Canadian milk producers are forced to compete with the treasuries of the United States and the EEC who finance virtually all surplus disposal costs.

What does this mean for Canadian producers; how big is the difference?

Mr. Choquette: This means that our producers pay $5.14 to export one hectolitre, while in the United States and in European economic community member countries, producers pay virtually nothing. The deficit is picked up by the United States government or by the EEC Treasury. As you can see, our producers have a much more difficult task!

Mr. Ostiguy: Canadian producers.

Mr. Choquette: Yes, Canadian producers.

Mr. Ostiguy: But, would the situation not be much more favourable if we adopted the same policy for our producers?

Mr. Choquette: Yes. On the other hand, in countries such as Canada and New Zealand, producers take this into account in their financial management. Very seldom do these countries have enormous inventories, whereas, when the treasury of a country is responsible . . . I have heard figures of 700,000 tons in the United States and of 500,000 tons for the EEC . . . , producers take less of an interest: they feel that Switzerland, or Germany, or Holland will pay, and no one is distressed about their unsold powdered milk, for instance; no one thinks, "I must absolutely sell this". In Canada, if you do not sell that powdered milk, you are going to be in big trouble.

The Chairman: Thank you, Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: Thank you.

The Chairman: Mr. McCain.

M. McCain: Madame le président, j'aimerais parler d'un point qui découle du rapport du Vérificateur général. J'aime-

[*Texte*]

General's report. I wish to discuss particularly the export operations of the board. From July 1978 to August of 1982 there were a total of 18 export orders on which the commission did not collect, for one reason or another, $1,566,290.78 of the invoice price. Now, this amount of money, according to documents provided by the Dairy Commission, indicates that part of this was the result of obvious claims. Other items which were not collected for are not classified as claims, but they were not recovered. This occurred on a boat which was billed out of Montreal on December 24, though the boat apparently did not sail until March 26.

Mr. Choquette: Did you say the boat did sail?

Mr. McCain: The boat apparently did not sail until December 26.

Mr. Choquette: From when?

Mr. McCain: From Montreal.

Mr. Choquette: But it was loaded when?

Mr. McCain: The bills of ladings are dated December 24, 1978—on the buy-back.

Now, there was difficulty with it. I would like to read from the reports of experts who were commissioned to study that as to why this happened the way it did.

In our opinion, the damage under review by way of water damage, rust, has occurred as a result of goods being exposed to snow during the course of loading at Montreal, in support of which chemical tests carried out on samples of affected packing media produced negative chloride reactions. Further damage by way of crushed, dented, leaking tins was no doubt caused during discharge handling operations at the various ports. This certificate of survey is issued without prejudice, reserving all rights of underwriters subject to the terms and conditions of the policy of insurance covering the goods.

I have just quoted from a report by Robert Lyon and Company, Marine Surveyors and Brokers. They were commissioned by and paid by the Canadian Dairy Commission, if I am not mistaken; if I am, correct me now, please.

• 1630

Since the damage was very serious, the vessel returned to Canada with part of its load. It apparently arrived on March 6 in Saint John. There was not too, too much attention paid to it, apparently, by the commission, but at this point in time it was further studied at Pugsley C Terminal in Saint John, New Brunswick, and the study was apparently made by... Unfortunately the name is not carefully copied and does not come out in the English. I will try to read the French. It is *Société de Surveillance Canada Ltée*, 1 Princess Street, Saint John. Now, I am only going to quote in part from this report.

[*Traduction*]

rais notamment discuter des exportations de la Commission. De juillet 1978 jusqu'au mois d'août 1982, pour une raison ou pour une autre, 18 commandes d'exportation n'ont pas été réglées, et la Commission n'a pas touché $1,566,290.78 des sommes facturées. D'après des documents fournis par la Commission du lait, une partie de ces sommes était due à des réclamations non équivoques. Mais il y a d'autres factures qui n'ont pas été réglées, et il ne s'agit pas de réclamations. Les marchandises en question se trouvaient sur un navire qui, d'après le connaissement, devait quitter Montréal le 24 décembre, mais il semble qu'il a levé l'ancre le 26 mars seulement.

M. Choquette: Avez-vous dit que le bateau n'avait pas quitté le port?

M. McCain: Il semble que le navire n'a pas quitté le port avant le 26 décembre.

M. Choquette: D'où?

M. McCain: De Montréal.

M. Choquette: Mais quand le chargement a-t-il eu lieu?

M. McCain: Les connaissements sont en date du 24 décembre 1978 . . . pour le rachat.

Il y a eu certaines difficultés. J'aimerais vous citer les rapports d'experts qui ont été engagés pour étudier la question.

A notre avis, les dommages dus à l'eau et à la rouille qu'on nous a chargés d'étudier, ont été causés lorsque les marchandises ont été exposées à la neige pendant leur chargement à Montréal; ces conclusions sont appuyées par des essais chimiques effectués sur des échantillons de matériel d'emballage avarié, effets qui ont produit des réactions de chlorure négatives. La marchandise a sans doute, aussi, été endommagée lors de déchargement aux divers ports; on constate en effet que des boîtes ont été écrasées, bosselées et que certaines se sont vidées. Ce certificat d'inspection maritime est émis sans préjudice des droits des assureurs maritimes, ces droits étant eux-mêmes soumis aux modalités de la police d'assurance qui protège ces marchandises.

Je viens de citer un extrait tiré d'un rapport préparé par la Robert Lyon and Company, Marine Surveyors and Brokers (Société de courtiers et d'experts maritimes). Les services de cette société ont été retenus et payés par la Commission canadienne du lait, si je ne m'abuse; qu'on me corrige maintenant si j'ai tort.

Comme les dégâts étaient très graves, le navire est retourné au Canada avec une partie de sa cargaison. Il est apparemment arrivé à Saint-Jean le 6 mars. Il semble que la Commission n'y ait pas porté trop attention, mais à ce moment-là, il fut l'objet d'une étude plus poussée au terminus Pugsley C à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, étude qui fut apparemment effectuée par . . . Malheureusement, le nom n'a pas été inscrit clairement et n'apparaît pas sur la copie anglaise. Je vais essayer de lire sur la copie française. C'est la Société de

[*Text*]

From this summary, it would appear that the vessel could have loaded during precipitation resulting in the wetting of the cargo and contributing to the chaffing damage.

Again, I would like to quote—and remember that the boat returned to Saint John, apparently, on March 6, carrying part of the cargo back to Canada. This is the quote:

Acting on their own authority, March Shipping commenced discharge of the vessel at 0800 hours, March 20, 1979, using the ship's cranes and various types of wire and rope slings and metal tubs for loose or broken cargo.

Of course, that brings up a number of questions. The equipment which was used to unload it—page 4 of this report says that:

. . . wire and ropes caused crushing of individual cases during discharge of pallets.

And on item 6 it says:

Occasionally, pallets which appeared to be in generally good condition, but with a number of very good cartons, were discharged in total rather than separating them from the bad.

Again, on page 4, the securing and dunnage:

Dunnage was evident between the second and third tiers and the third and fourth tiers, but very little dunnage was evident between bottom and second tiers. The dunnage was of particle board type and with very little lateral and vertical strength, very prone to shattering at merest sign of load and subject to rapid warping.

The securing used at the load port appeared to have been wooden four by fours with two by fours and one by fours. Much of this had been broken during the voyage. Considerable cargo movement was evident by marks on the vessel's bulkheads.

Without quoting too, too much, I do want to read a final page of the report of that company investigating the situation. Their addendum and conclusions:

Based on our observations throughout the discharge of the M.V. Biban, it is our opinion that damage to this cargo is probably due to a number of reasons, including the following: Height of stow too great for the cases to withstand; 2(*a*) Stowage on each pallet was loose, allowing lateral movement and causing chaffing; (*b*) this movement was amplified as the lower cases collapsed and the pendulum effect took place. See the photos of chaffing marks.

I do not have those photos.

3. It would appear that the cargo was loaded during precipitous weather and gained moisture from this. Moisture

[*Translation*]

surveillance du Canada Ltée, 1 rue Princess, Saint-Jean. Maintenant, je vais simplement citer ce rapport en partie.

D'après ce résumé, il semble que le navire ait pu être chargé pendant qu'il pleuvait, ce qui a eu comme résultat de mouiller la cargaison et contribuer aux dégâts causés par frottement.

Et je cite à nouveau, rappelez-vous que le navire est retourné à Saint-Jean le 6 mars, rapportant apparemment une partie de la cargaison au Canada. Voici ce qu'on dit:

Le 20 mars 1979, à 20 heures, agissant de son propre chef, *March Shipping* entreprit le déchargement du navire à l'aide de ses grues et de divers mécanismes utilisant divers types d'élingues de cordes et de fils métalliques et des cuves en métal pour la marchandise en vrac ou brisée.

Bien sûr, cela soulève plusieurs questions. Le matériel utilisé pour le déchargement . . . on dit à la page 4 de ce rapport:

. . . pendant le déchargement des ballots, les fils métalliques et les cordes ont provoqué l'écrasement des caisses individuelles.

Et au point 6, on dit:

A l'occasion, les ballots qui semblaient généralement en bonne condition, mais qui contenaient plusieurs très bonnes boîtes, étaient déchargés tout d'un bloc plutôt que séparément.

Encore une fois à la page 4, l'assujettissement et l'arrimage:

L'arrimage était évident entre le deuxième et le troisième paliers et entre le troisième et le quatrième paliers, mais il l'était beaucoup moins entre le fond et le deuxième palier. Cet arrimage était composé de panneaux d'aggloméré, présentant très peu de résistance latérale et verticale, très susceptibles d'éclatement au moindre signe de charge et sujets à un gauchissement rapide.

La protection utilisée au port de chargement semblait être composée de planches de bois quatre par quatre, de deux par quatre et de un par quatre. Une grande partie de celles-ci furent brisées pendant le voyage. Les marques sur les cloisons du navire révèlent un déplacement considérable de la cargaison.

Sans trop vous donner de citations, je veux lire une dernière page du rapport de cette compagnie enquêtant sur la situation. Voici leurs supplément et conclusions:

Sur la foi de nos observations pendant le déchargement du M.V. Biban, nous pensons que les dégâts causés à cette cargaison sont probablement dus à plusieurs raisons, dont: la hauteur des piles était supérieure à ce que les caisses pouvaient supporter; 2(*a*) l'arrimage de chaque ballot de caisses était lâche, permettant un déplacement latéral et provoquant un frottement; (*b*) ce mouvement fut amplifié lorsque les caisses du bas s'écrasèrent et qu'il y eut un effet de pendule. Voir les photos où l'on aperçoit les marques de frottement.

Je n'ai pas ces photos.

3. Il semble que la cargaison fut chargée pendant qu'il pleuvait et qu'elle ait donc absorbé de l'humidité. L'humi-

[*Texte*]

weakens cardboard, and as the cartons gained moisture they bow and swell and lose vertical strength individually and totally. (*b*) The cascade effect of a damaged can leaking milk into lower cases weakened the cardboard cases. Moisture and heat generated in this manner spread moisture through condensation and throughout the cargo.

4. Particle board dunnage was of insufficient strength and height and weight of stow. Dunnage was absent in critical areas, that is atop the first tier.

If there was ever a place for dunnage, it is on top of the first tier.

5. Pallet construction of insufficient quality for weight of this stow.

6. The shoring off of pallets at various areas was insufficient, and coupled with internal movement on the pallets caused amplified movement to the total stow.

7. When at sea, rough weather was encountered on two separate occasions and when at anchor rough weather was also encountered.

During these occasions, any movement would be amplified, causing more damage to the cargo.

This makes me ask a number of questions. My first question is what did it cost for freight, charter, et cetera for the boat from December 24 to I believe about April 4—I do not have that date in front of me. From December 24, 1978 to April 4, roughly, I believe, 1979, what was the cost to the commission of that boat?

Le président: Monsieur McCain, je voudrais bien qu'on s'entende sur le fonctionnement du Comité. Je vous rappelle aussi que la Commission canadienne du lait sera ici demain soir à 20h00 pour l'étude des prévisions budgétaires. Si le Comité vous permet de prendre dix ou quinze minutes, je n'ai pas de commentaire à faire, mais vous avez déjà pris sept minutes. Vous avez quelques questions à poser, et il faudrait permettre au président de répondre aussi. Alors, je demande l'avis du Comité là-dessus. Est-ce que vous continuez une série de questions avec le président de la Commission canadienne du lait ou si on permet aux deux autres personnes qui ont demandé la parole . . . Qu'est-ce qu'on fait? Moi, j'aimerais savoir où on s'en va.

• 1635

M. Ostiguy: Madame le président, j'invoque le Règlement.

Le président: Monsieur Ostiguy.

M. Ostiguy: Je pense que vous nous avez alloué à chacun cinq minutes, et on accepte la consigne de cinq minutes. Il faudrait donc que la consigne du cinq minutes soit respectée par tous les intervenants. Moi aussi, j'avais d'autres questions à poser, mais vous m'avez dit que c'était la dernière . . .

Mr. McCain: Madam Chairman, I respect your ruling. I wish to give notice now that I certainly intend to pursue this matter further tomorrow night and that I will have a good many questions to ask on this subject-matter at that time. If it

[*Traduction*]

dité affaiblit le carton, le carton humide se plie, gonfle et perd totalement sa résistance verticale. (*b*) L'effet de cascade des fuites de lait provenant des boîtes endommagées sur les caisses du bas ont affaibli le carton de celles-ci. L'humidité et la chaleur ainsi générées ont fait que l'humidité s'est répandue par condensation partout dans la cargaison.

4. L'arrimage en panneaux d'aggloméré avait une résistance insuffisante était donné le poids et la hauteur des piles de caisses. Il n'y avait aucun arrimage dans les endroits critiques, c'est-à-dire au-dessus du premier palier.

S'il y a un endroit où il faut arrimer, c'est bien au-dessus du premier plan d'arrimage.

5. La structure des ballots de caisses était de qualité insuffisante pour supporter le poids de cette pile.

6. L'étaiement des ballots en divers endroits était insuffisant et, joint au mouvement interne des ballots, cela a causé une amplification du mouvement de toute la pile.

7. Pendant le voyage en mer, il y eut du mauvais temps à deux reprises et il y eut également du mauvais temps pendant que le navire était à l'ancre.

Dans de tels cas, tout mouvement serait amplifié, causant plus de dégâts à la cargaison.

Ma première question est la suivante: combien ont coûté le transport, le nolisement du navire du 24 décembre au 4 avril, je pense . . . Je n'ai pas cette date en main. Combien a coûté à la Commission l'utilisation de ce navire du 14 décembre 1978 au 4 avril 1979 environ?

The Chairman: I would like very much that we agree on the procedure of this committee. I remind you that the Canadian Dairy Commission will be here tomorrow night at 8:00 p.m. for the study of the estimates. If the committee agrees to let you have 10 or 15 minutes, I do not have any comments to make, but you have already used seven minutes. You have a few questions to ask and you must also allow the president to answer. So I will ask the advice of the committee on this matter. Do you want to go on with a series of questions to the President of the Canadian Dairy Commission, or do you want to let the two other persons who have asked to have the floor . . . What do we do? I would like to know where we are going.

Mr. Ostiguy: Madam Chairman, on a point of order.

The Chairman: Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: I think you have allowed us five minutes each and we accept that five minute limitation. So that five minute limit must be abided to by all the interveners. I also had other questions to ask, but you have told me it was the last . . .

M. McCain: Madame le président, je me conforme à votre décision. Je vous avise maintenant que j'ai certainement l'intention de reprendre cette question demain soir et que j'aurai bon nombre de questions à poser sur ce sujet à ce

[*Text*]

is your ruling that I have used my time, I would like to have the chairman answer the one question that I have asked: what was the cost of the boat to the Dairy Commission from December 24 to sometimes in April, before it was released?

The other questions I will ask on a second round, or tomorrow.

The Chairman: Yes. Okay, thank you, Mr. McCain.

Mr. Choquette.

Mr. Choquette: Mr. McCain, you have said a lot of things, and I think I would say that that is possibly unfair, to throw in a lot of things and after that to ask the question you want.

My first answer would be, you wear glasses and I wear glasses. You should know enough, living in a country like ours, that when you walk from the outside to the inside you take your glasses off because they have some vapour on them.

What you have told us is that there is no proof. They tested the water—the kettle, if you want—and they did not find any chloride. We fully agree with that. This is exactly what we said. We said this is not sea damage. What we said is this this product was stored in Montreal in a warehouse, was loaded in December, and the product arrived in Algeria in good order. When they opened the hatch, the product was perfect, and they started to unload the product. About seven or eight days later, they stopped it, because the product was rusted.

I think Lloyd's have hired a lawyer. That was not the first time we had rusted cans, shipping during the months of December, January, and February. We found that when the product was loaded in the boat, it was close to freezing point.

• 1640

That is a question of condensation, and the condensation was not the problem for ONACO. It was our problem. And you were here when I said that since that time we have put in a policy that when we load products and when we get boats, one of the requirements is that there be ventilation.

When we ship products loaded in December, January and February, sometimes when we are loading the weather could be 30 or 35 degrees below zero. The product could be 5, 6 or 10 degrees Centigrade. We have a requirement the boat has to ventilate up to the point when it is shipped. It permits the product all along, during the days of shipment, to reach the right temperature. When you open the hatch there is no more condensation.

Since the *Biban*, because of what we have learned, we have put in place that ventilation program. And we have no problem.

If you are telling me that this is the snow, it could be the snow, it could be the rain—if it is the rain, how would you explain that the cargo was rusted from the bottom to the top?

[*Translation*]

moment-là. Si vous estimez que j'ai utilisé mon temps, j'aimerais que le président réponde à la question que j'ai posée: qu'est-ce que ce navire a coûté à la Commission canadienne du lait du 24 décembre jusqu'en avril avant qu'il fut libéré?

Les autres questions, je les poserai demain ou au deuxième tour.

Le président: Oui. Très bien, merci, monsieur McCain.

Monsieur Choquette.

M. Choquette: Monsieur McCain, vous avez dit beaucoup de choses et je pense que c'est peut-être injuste de lancer un tas de choses pour ensuite poser la question que vous voulez.

Ma première réponse serait que tous deux nous portons des verres. Vous devriez savoir que dans un pays comme le nôtre, lorsqu'on entre à l'intérieur, il faut enlever ses verres à cause de la condensation.

Ce que vous nous avez dit, c'est qu'il n'y a pas de preuves. Ils ont vérifié l'eau—le chaudron, si vous voulez—et n'ont trouvé aucune trace de chlorure. Nous sommes tout à fait d'accord sur cela. C'est exactement ce que nous avons dit. Nous avons dit que ce ne sont pas des dégâts causés en mer. Nous avons dit que ce produit était entreposé dans un entrepôt de Montréal, qu'il fut chargé en décembre et qu'il est arrivé en Algérie en bon état. Lorsqu'ils ont ouvert l'écoutille, le produit était en parfait état, et ils sont commencé le déchargement. Environ sept ou huit jours plus tard, ils ont arrêté car le produit était rouillé.

Je pense que Lloyd's a embauché un avocat. Ce n'était pas la première fois que nous avions des envois de boîtes rouillées au cours des mois de décembre, janvier et février. Nous avons découvert que lorsque le produit fut chargé sur le navire, on était près du point de congélation.

C'est un problème de condensation, mais ce ne fut pas le problème dans le cas d'ONACO. C'était notre problème. Et vous étiez ici quand j'ai dit que depuis cette époque, nous avons mis en place une politique en vertu de laquelle nous exigeons de la ventilation lorsque nous chargeons les produits et obtenons les navires.

Quand nous expédions des produits chargés en décembre, janvier et février, il arrive que lorsque nous chargeons, nous le fassions par des froids de moins 30 ou moins 35 Celsius. Le produit, lui, peut se trouver à une température de 5, 6 ou 10 degrés centigrades. Nous exigeons que le navire assure sa ventilation pour le trajet. Pendant le temps que dure le voyage, la cargaison atteint sa température idéale. Lorsque vous ouvrez les panneaux de cale, il n'y plus de condensation.

Avec ce que nous avons appris à cause de l'incident du *Biban*, nous avons adopté ce programme de ventilation. Puis, plus de problèmes.

Si vous me dites que c'est dû à la neige, c'est peut-être dû à la neige, peut-être à la pluie . . . Si c'est dû à la pluie, comment expliquez-vous que la contamination par la rouille s'est faite à partir du fond en allant vers le haut?

[*Texte*]

I understand that you would like very much to find that we were acting improperly. We recognize that the product was too cold. We recognize that it is a condensation problem. We took our responsibility. We recognize that. But do not deny that from what we have learned, we have solved our problem since that time. Otherwise, why should we have learned?

When you ask me the question, as far as I am concerned, we did not pay any demurrage. We just paid their straight rate to ship the *Biban* from Canada to Algeria, which was about $80 per tonne, per metric tonne, and we were not charged any demurrage.

Le président: Merci, monsieur le président.

Monsieur Dubois.

M. Dubois: Merci, madame le président.

Monsieur Choquette, j'aimerais vous parler de la question que vous avez soulevée à la fin de la page 2 et à la page 3 de votre exposé. Vous avez parlé de la réduction des quotas, vous avez parlé du prix et ensuite de la question des inventaires des États-Unis et de la C.E.E. Ensuite, vous dites que:

> ... le Canada peut s'estimer heureux d'avoir conclu une vente importante de poudre de lait avec le Mexique vers la fin de l'année 1982. Par ailleurs, en 1983, les perspectives de vente ne sont pas réjouissantes, particulièrement les ventes au Mexique.

Qu'est-ce qui arrive concernant cette situation-là? Est-ce que vous prévoyez être capables de faire des ententes avec le Mexique pour exporter notre poudre, vu que la consommation va peut-être diminuer? On a vu, il n'y a pas longtemps, une augmentation du prix du lait à la consommation, par la Régie, au niveau provincial. Qu'est-ce qui arrive? Que signifie cette phrase interrogative?

M. Choquette: Pour ce qui est du Mexique, on a vendu 34,000 tonnes. Les États-Unis ont vendu 60,000 tonnes et donné 20,000 tonnes. La Nouvelle-Zélande a vendu 12,000 tonnes. Toutes ces opérations-là se sont faites depuis novembre 1982. Les besoins du Mexique en poudre de lait sont d'environ 110,000 tonnes. Le Canada, qui vendait d'habitude 40,000 ou 45,000 tonnes, se trouve dans une situation un peu difficile. On essaie, à l'heure actuelle, de trouver des marchés ailleurs. Mais on fait face, sans aucun doute, à une année très difficile: les prix vont probablement baisser à moins de $800 dollars américains par tonne.

M. Dubois: Est-ce qu'il y a des négociations qui sont en cours avec le Mexique?

M. Choquette: On est allé les voir à plusieurs reprises. On doit les rencontrer en avril pour savoir à peu près quelle quantité on va pouvoir leur livrer. Mais on sait une chose: dans leurs entrepôts, ils ont de la poudre pour plus d'un an.

[*Traduction*]

Si j'ai bien compris, vous aimeriez bien nous prendre en défaut. Nous reconnaissons que le produit était trop froid. Nous reconnaissons qu'il y a un problème de condensation. Nous avons assumé nos responsabilités. Nous avons avoué. Cependant, ne niez pas que nous avons réussi à régler les problèmes que nous avons décelés depuis la dernière fois. Sinon, qu'aurions-nous appris?

Vous me posez cette question, mais pour ma part, je puis vous dire que nous n'avons pas payé de surestaries. Nous avons tout simplement payé le tarif régulier pour expédier la cargaison du «Biban» du Canada en Algérie, ce qui revenait à environ $80 la tonne métrique, et qu'on ne nous a pas imposé de surestaries.

The Chairman: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Dubois.

Mr. Dubois: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Choquette, I would like to talk about the question you brought up at the end of page 2 and the beginning of page 3 of your statement. You talked about a decrease in quotas, you talked about the price and then the question of inventories in the United States and for the EEC. Then you say that:

> ... Canada was fortunate, in these circumstances, to have made a major sale of skim milk powder to Mexico in late 1982. However, sales prospects for 1983, especially to Mexico, are not bright.

What is happening with that situation? Do you foresee being able to reach agreements with Mexico to export our powder especially as consumer demand will perhaps decrease? Not very long ago, we had an increase in the price of milk to consumers granted by the board at the provincial level. What is happening? What is this uncertainty?

Mr. Choquette: As for Mexico, we sold 34,000 tonnes. The United States sold 60,000 tonnes and gave 20,000 tonnes. New Zealand sold 12,000 tonnes. All those operations have occurred since November 1982. Mexico's needs for milk powder are something like 110,000 tonnes. Canada, who usually sold 40,000 or 45,000 tonnes to Mexico, does find itself in a rather difficult position. Right now, we are trying to find markets elsewhere. However, no doubt about it, we are facing a very difficult year; prices are probably going to go down to less than $800 American per tonne.

Mr. Dubois: Are there presently negotiations underway with Mexico?

Mr. Choquette: We have gone to see them several times. We are to meet with them in April to find out approximately how much we are going to be delivering to them. But we do know one thing: they have enouch stock in their warehouses to last them for over a year.

[*Text*]

• 1645

M. Dubois: Ce qui veut dire qu'à ce moment-là, cela pourrait avoir une influence sur le prix qu'on peut payer, ou encore les retenues qu'on doit faire pour l'entreposage?

M. Choquette: Cela veut dire que les États-Unis, par leur action au Mexique, par leur action en Jamaïque, par leur action en Egypte, par leur action un peu partout, sont en train de foutre le prix du lait en poudre à terre. A l'heure actuelle, notre budget est fait pour un prix de $800 américains, et si le prix descend en bas de $800 américains, c'est la retenue des producteurs qui va augmenter l'an prochain.

M. Dubois: Il faudra peut-être attendre le milieu de l'année avant de savoir un peu comment cette chose-là peut s'organiser.

M. Choquette: Il faudra peut-être attendre mai ou juin.

M. Dubois: Monsieur Choquette, une autre question. Vous savez qu'il y a beaucoup de débats en matière d'agriculture et en matière de transport ces temps-ci. J'aimerais que vous me fassiez un peu une leçon concernant les quotas. Beaucoup de gens nous disent qu'on tient compte du facteur production historique ou encore du coût de production. Je vois que la Colombie-Britannique se retire du plan national de gestion. Quand on établit le prix ou les quotas, quel est le facteur qui prime? Est-ce que c'est le coût de production ou si c'est la situation historique?

Deuxièmement, quelles sont les règles, s'il en existe, ou quelles sont les possibilités d'empêcher le dumping d'une province à l'autre? On sait que certains s'inquiètent en voyant la situation en Colombie-Britannique. Y a-t-il des possibilités de dumping d'une province à l'autre? J'aimerais que vous m'éclairiez là-dessus, monsieur Choquette.

M. Choquette: Le partage des quotas entre les provinces a été fait sur une base historique, et on a également fait un certain nombre de compromis. Quand ils ont essayé d'établir cela, une province disait: Moi, il y a 70 ans, j'étais une province laitière. Il y a eu beaucoup de marchandage, et c'est la raison pour laquelle en 1974, enfin de 1971 à 1976, il y avait deux sortes de quotas, un quota de subsides qui était au niveau des besoins canadiens, et un quota de mise en marché qui était pratiquement de 200 p.100 du niveau des besoins canadiens. Aujourd'hui, le quota est rétabli au niveau des besoins canadiens, et les ajustements sont difficiles parce que chaque province produit 100 p. 100 de ses besoins, 100 p. 100 de son quota. Alors, aujourd'hui, chaque fois que tu transfères des quotas d'une province à une autre, tu es obligé d'aller couper un peu tous les producteurs de lait ailleurs. Tu peux regarder cela au point de vue justice, tu peux regarder cela au point de vue province, et tu peux regarder cela au point de vue producteur. L'individu, lui, a une ferme, des enfants, des obligations. Si, parce qu'une province demande des quotas additionnels, tu dis à Joe Blow dans le rang 5: Je t'enlève tant de livres de lait parce qu'on en donne à une autre province . . . Alors, ce n'est pas un problème facile. Personnellement, je pense que si ce problème est laissé aux producteurs de lait, ils vont le régler. C'est leur façon; d'habitude, ils n'agissent pas vite, mais ils ont

[*Translation*]

Mr. Dubois: Which means that at this point it could have an influence on the price to be paid or the amounts to be withheld for warehousing?

Mr. Choquette: That means that the United States of America, through their action in Mexico and what they are doing in Jamaica, without mentioning Egypt and elsewhere, are just screwing up the whole milk powder price. Right now, our budget is drawn up with a price of $800 American and if the price goes below that $800 American, it is the producer's rate that is going to increase next year.

Mr. Dubois: Perhaps we should wait for the mid-year point for knowing how that sort of thing is going to get organized.

Mr. Choquette: We should perhaps wait until May or June.

Mr. Dubois: Mr. Choquette, another question. You know there is quite a debate raging around agriculture and transport these days. I would like you to give me a little lesson on quotas. Many people tell us that the historical production factor is taken into account or that they use the cost of production. I see that British Columbia is withdrawing from the national management plan. When you establish the price or the quotas, what is the prime factor? Is it the cost of production or the historical situation?

Second, what are the rules, if any, or what possibilities are there to prevent dumping from one province to another? It is well known that some are concerned when they see the situation in British Columbia. Are there any possibilities for dumping from one province to another? I would like you to give me some clarification on that, Mr. Choquette.

Mr. Choquette: The sharing out of quotas between provinces was done on a historical basis but there was also some compromise. When they tried to set that up, one province would say: Okay, 70 years ago, I was a milk producing province. There was a lot of bargaining and that is why in 1974, anyway from 1971 to 1976, there were two kinds of quotas, a quota for subsidies which was set at the level of Canadian needs and another quota for marketing which was practically 200% of the Canadian needs level. Today, the quota has been re-established for the Canadian needs level and the adjustments are difficult because each province produces 100% of its needs, 100% of its quota. So, today, any time you transfer quotas from one province to another, you have to cut quotas for all the other milk producers elsewhere. You can look at that from the justice angle, you can look at that from the provincial angle and you can look at that from the producers' angle. The individual, as far as he is concerned, has a farm, children, he has commitments. If, because a province is asking for additional quotas, you have to tell Joe Blow: I am taking so many pounds of milk away from you because we are giving them to another province . . . so it is not an easy problem. Personally, I think if that problem is left to the milk producers, they will settle it out. That is the way they do it; usually, they do not move all that quickly, but they do have a

[*Texte*]

du gros bon sens et généralement, si tu leur donnes le temps, ils les règlent, leurs problèmes.

Votre deuxième question . . .

M. Dubois: Est-ce qu'il y a du dumping possible d'une province à l'autre?

M. Choquette: Le marché des produits laitiers est canadien; tu peux envoyer les produits laitiers où tu veux.

M. Dubois: Très bien.

Le président: Dernière question, monsieur Dubois.

M. Dubois: Cela veut dire, à ce moment-là, que les producteurs de lait de la Colombie-Britannique pourraient envoyer du lait en Saskatchewan ou en Alberta, et même jusqu'au Québec, d'une province à l'autre?

• 1650

M. Choquette: Il envoie surtout le produit laitier fini.

M. Dubois: Oui.

M. Choquette: Parce que tu ne transfères pas du lait.., au prix que cela coûte!

M. Dubois: Oui, je suis d'accord. Concernant l'établissement des quotas, est-ce que c'est la valeur historique ou si c'est plutôt les coûts de production qui entrent en ligne de compte?

M. Choquette: Non. C'est une entente entre les provinces. Au début, on a établi un quota sur une base historique, en plus des compromis. Dans ce temps-là, des règles étaient établies: la province qui produisait moins de 90 p. 100 pouvait perdre des quotas pour une année quelconque. Aujourd'hui, cela n'existe pas. Il y avait juste le Nouveau-Brunswick qui produisait de 72 à 75 p. 100. Ils ont augmenté d'environ 20 p. 100 en deux ans et cette province aussi est rendue à environ 100 p. 100.

Donc, aujourd'hui, les règles de mouvement de quotas à travers le pays n'existent plus ou ne fonctionnent plus, parce qu'elles étaient basées sur une sous-utilisation. De nos jours, il y a à peu près partout une surutilisation.

Le président: Merci. Monsieur Dubois, vous continuerez de poser vos questions demain, si le voulez bien.

Monsieur Cardiff.

Mr. Cardiff: Thank you, Madam Chairman. Mr. Choquette, I have not read your brief yet, so please forgive me if I happen to ask you questions that have been covered there, or have been covered by one of our colleagues prior to my getting here.

The Dairy Farmers of Canada presented a brief to us some time ago. Maybe you have dealt with their concern, but I would like to raise just a few points about some of their concerns.

The farm-separated cream producers, with a production of over 400 kilograms of butterfat, indicate they should have a special additional subsidy for a period of three years to give them some relief. Is consideration being given to that request?

[*Traduction*]

good head on their shoulders and generally, if you give them enough time, they will work out their problems.

Your second question . . .

Mr. Dubois: Can there be dumping from one province to another?

Mr. Choquette: The market for milk products is a Canadian one; you can send your milk products wherever you want.

Mr. Dubois: Fine.

The Chairman: Last question, Mr. Dubois.

Mr. Dubois: That means, at this point in time, that the British Columbia milk producers could send milk to Saskatchewan or to Alberta and even to Quebec, from one province to another?

Mr. Choquette: They send mostly the finished milk product.

Mr. Dubois: Yes.

Mr. Choquette: Because you do not transfer milk, not at today's prices!

Mr. Dubois: Yes, I know. As to the establishment of quotas, is it the historical value or is it rather the cost of production that is used?

Mr. Choquette: No. It is an agreement between provinces. At the beginning, quotas were established on a historical basis and also on compromises. In those days, there were established rules: the province which produced less than 90% could lose quotas for a given year. Today, that does not exist. There was just New Brunswick which produced from 72 to 75%. They went up by approximately 20% in two years and now that province too has 100% approximately.

So today, the rules concerning the movement of quotas across the country do not exist or do not work any more because they were based on under-utilization. These days, what you have is mainly over-utilization everywhere.

The Chairman: Thank you. Mr. Dubois, you can continue with your questions tomorrow, if you do not mind.

Mr. Cardiff.

M. Cardiff: Merci, madame le président. Monsieur Choquette, je n'ai pas encore lu votre mémoire. Alors pardonnez-moi si je vous pose des questions auxquelles on a déjà répondu ou si elles ont déjà été posées par un de mes collègues avant mon arrivée ici.

Les Producteurs laitiers du Canada nous ont présenté un mémoire il y a quelque temps. Peut-être avez-vous répondu à leurs questions, mais j'aimerais tout de même soulever certains points à ce propos.

Les producteurs de crème campagnarde, qui produisent plus de 400 kilos de matières grasses, prétendent qu'ils devraient obtenir une subvention spéciale additionnelle pendant une période de trois ans pour les soulager un peu. Avez-vous étudié cette question?

[*Text*]

Mr. Choquette: This question has been discussed for many years. Two years ago we brought a representative of all the cream producers to Ottawa with a representative of the industrial producers from all the provinces and discussed that question. The conclusion of that meeting with the people involved, who were from Saskatchewan, New Brunswick, and all over Canada, was that it should stay like that.

This question comes back every year. In actual fact what is happening is that the industrial producers say, well, we make skim milk; we are paid for it, and we pay the over-quota levy. You decide to give your skim milk to your animals, but at the same time you have the opportunity to join the group and to pay. If you find that your return is not good, you can become an industrial cream producer. That was mainly the basis for the discussion.

We are in the middle of it. In fact this is true; they have this fight. If a cream producer says that he is not satisfied, he just calls his board and says, tomorrow I am an industrial producer. You see why that is.

Mr. Cardiff: So it is unlikely that there will be any additional subsidy paid towards these producers?

Mr. Choquette: It is unlikely there will be some.

Mr. Cardiff: Of the over-quota production, is that basically all exported skim milk powder?

Mr. Choquette: And butter.

Mr. Cardiff: And butter. And our regular quotas are for domestic use?

Mr. Choquette: And the export quota, which is well identified.

Mr. Cardiff: So regarding our over-production quota, are those the only funds that are used to cover costs of exporting?

Mr. Choquette: No. In the past we were calculating how much money we would lose on the skim milk and how much money we would lose on butter. That is why this year it is $20.24.

• 1655

This year, because of the high cost of financing, the high cost of storage, we decided that the producers who produced one hundredweight of milk which is not needed should pay for the loss on skim milk, the loss on butter, but they should also pay for the cost of financing, because if we keep it for one year, they should pay the interest on that product, they should pay the storage, the cost of in and out; and this cost was added to the over-quota levy. This is why in the $27.95 that they pay now for over-quota levy there is $3.75 which is to offset the cost of financing and storage.

[*Translation*]

M. Choquette: Cela fait des années qu'on étudie cette question. Il y a deux ans, nous avons fait venir un représentant de tous les producteurs de crème à Ottawa avec un représentant de tous les producteurs de lait industriel de toutes les provinces et avons débattu de cette question. La conclusion à laquelle on en est venu à l'issue de cette réunion avec ces gens, qui venaient de la Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick et de partout au Canada était que rien ne devrait changer.

Cette question remonte à la surface chaque année. En vérité, ce qui se passe, c'est que les producteurs industriels disent: Ecoutez, nous faisons du lait écrémé; on nous paye pour cela et nous versons le prélèvement pour surproduction. Tu décides de donner ton lait écrémé à tes animaux, mais en même temps, tu as l'occasion de te joindre au groupe et de payer. Si tu trouves que ton rendement n'est pas bon, tu peux devenir un producteur de crème industrielle. Voilà sur quoi portait la discussion.

Nous sommes pris en plein milieu. À vrai dire, c'est bien vrai; il y a ce débat. Si un producteur de crème décide qu'il n'est pas satisfait, il appelle sa régie pour lui apprendre que demain il devient producteur industriel. Vous voyez comment ça marche.

M. Cardiff: Donc, il est peu probable qu'on versera des subventions additionnelles à ces producteurs?

M. Choquette: C'est peu probable.

M. Cardiff: Quant à la surproduction par rapport aux quotas, au fond, c'est tout en exportation de poudre de lait écrémé?

M. Choquette: Et de beurre.

M. Cardiff: Et de beurre. Et nos quotas réguliers sont pour consommation interne?

M. Choquette: Et les quotas d'exportation qui sont très bien connus.

M. Cardiff: Donc, pour ce qui est du quota de surproduction, est-ce que ce sont là les seuls fonds qui servent pour couvrir les frais d'exportation?

M. Choquette: Non. Par le passé, nous calculions combien d'argent serait perdu sur le lait écrémé et combien d'argent serait perdu sur le beurre. C'est pour cela que cette année, le montant est de $20.24.

Cette année, à cause de ce qu'il en coûte pour se financer, des frais élevés d'entreposage, nous avons décidé que les producteurs qui produisaient un 100 livres de lait dont on n'a pas besoin devraient payer pour la perte sur le lait écrémé, la perte sur le beurre, mais qu'ils devraient aussi payer pour le coût du financement parce que si nous gardons le produit en stock pendant un an, ils devraient payer l'intérêt sur ce produit, ils devraient payer les frais d'entreposage, les frais d'entrée et de sortie; ce coût a été ajouté au prélèvement pour surproduction par rapport aux quotas. C'est pourquoi dans les $27.95 qu'ils paient maintenant pour le prélèvement pour surproduction, il y a un montant de $3.75 qui sert à payer le coût de financement et d'entreposage.

[*Texte*]

Mr. Cardiff: Okay.

Also, they have made a recommendation saying that your responsibilities were extremely heavy and probably staff in the exporting areas, and probably senior staff personnel, should be involved in the international marketing of the operations. How do you feel about that? Or is that being considered?

Mr. Choquette: A director of international sales was hired first in 1975. I fired one in April 1980; and because the case was under litigation or something like that, we were, for close to a year, without a director of international sales. But we got somebody to replace, temporarily, the director of International sales. We have a director of international sales now. We will get an assistant.

When I arrived, there was a director of international sales without a secretary. Now we have a secretary. We have a director of international sales; within 10 days he will have an assistant. The economist who is replacing the director of international sales will stay as part of that group, as a cost accountant and also to take up the slack, going abroad in order that somebody can answer the traders.

But I never had the intention to have nobody in international sales, because it would be foolish.

Mr. Cardiff: In the export program that we are presently using, do you use the trade commissioner services? What services do you use to identify markets in other parts of the world?

Mr. Choquette: The world market for dairy products is very small. It is a very small world. I think we know more about what is happening in the dairy world than possibly you know about what is happening on Parliament Hill.

Mr. Cardiff: Oh, I do not know about that.

Mr. Choquette: I was very surprised—I got a call one morning saying, well, the Venezuelans are in New York and they are going to see you. And you know, if there is a sale in Sweden . . . This world is very small, because when Mexico is buying, everybody knows; and when New Zealand is selling to Mexico, we know; and when we sell and when there is a tender to Peru, we know. This world is very small. There are not too many people in that world.

Mr. Cardiff: Thank you. I have many more questions I could ask, but that is all.

The Chairman: Mr. Dionne.

M. Dionne (Chicoutimi): Merci, madame le président. Je sais que l'on doit ajourner à 17h00 donc, je serai très bref.

Dans votre exposé, monsieur le président, vous faites mention d'une accumulation de surplus due à une surproduc-

[*Traduction*]

M. Cardiff: Parfait.

Il y a aussi une autre recommandation: puisqu'ils disent que vos responsabilités sont extrêmement lourdes, peut-être vous faudrait-il du personnel dans les zones d'exportation et peut-être même du personnel-cadre surtout pour ce qui est de la commercialisation internationale des opérations. Qu'en pensez-vous? Y pensez-vous?

M. Choquette: On a tout d'abord embauché un directeur des ventes internationales en 1975. J'en ai mis un à la porte en avril 1980; parce que le renvoi a été contesté ou quelque chose du genre, pendant près d'un an, nous nous sommes retrouvés sans directeur des ventes internationales. Cependant, nous avons trouvé quelqu'un pour le remplacer temporairement. Nous avons maintenant un directeur des ventes internationales. Nous aurons bientôt un adjoint.

Quand je suis arrivé, il y avait un directeur des ventes internationales qui n'avait même pas de secrétaire. Ce n'est plus le cas maintenant. Nous avons un directeur des ventes internationales; il aura un adjoint dans une dizaine de jours. L'économiste qui remplace le directeur des ventes internationales restera et fera partie de ce groupe à titre de comptable en prix de revient et aussi pour s'occuper des creux; il voyagera à l'étranger et nous aurons ainsi quelqu'un pour répondre aux acheteurs et aux vendeurs.

Cependant, je n'ai jamais eu l'intention de n'embaucher personne pour les ventes internationales car ce serait idiot.

M. Cardiff: Pour ce programme d'exportation que nous avons à l'heure actuelle, vous prévalez-vous des services offerts par les missions commerciales? A qui faites-vous appel pour débusquer des marchés à l'étranger?

M. Choquette: Le marché international pour les produits laitiers est plutôt restreint. C'est un très petit monde. Je crois que nous en savons plus sur ce qui se passe dans le monde des produits laitiers que vous ne pouvez en savoir sur ce qui se passe sur la colline parlementaire.

M. Cardiff: Oh, ça, je n'en suis pas sûr.

M. Choquette: J'ai été très surpris . . . J'ai eu un téléphone un matin et on m'a dit: Ecoutez, les Vénézuéliens sont à New York et ils vont aller vous voir. Et vous savez, s'il y a une vente en Suède . . . Ce monde est très petit parce que quand le Mexique achète, tout le monde est au courant; et quand la Nouvelle-Zélande vend au Mexique, nous le savons; et quand nous vendons et que quelqu'un fait des soumissions au Pérou, nous le savons. C'est un très petit monde. Il n'y a pas beaucoup de gens qui évoluent dans ce petit monde.

M. Cardiff: Merci. J'ai bien d'autres questions à poser, mais je m'en tiens là.

Le président: Monsieur Dionne.

Mr. Dionne (Chicoutimi): Thank you, Madam Chairman. I know that we have to adjourn at 5:00 p.m. so I will be very brief.

In your statement, Mr. Chairman, you mentioned an accumulation of surplus due to overproduction and there is also a decrease in consumer demand . . .

[*Text*]

tion et on y voit également une diminution de la consommation . . .

M. Choquette: C'est cela.

M. Dionne (Chicoutimi): . . . à cause des conditions économiques et bien d'autres facteurs.

Nous devons certainement féliciter les producteurs pour l'excellente discipline qu'ils se sont imposée par le biais du comité de gestion. Ils ont tous compris qu'il fallait réduire la production parce que l'on ne pouvait plus garder de surplus à cause des coûts élevés.

Il y a quelque temps, j'ai assisté à une réunion provinciale à laquelle il y avait beaucoup de producteurs, de gestionnaires des comités de gestion et des comités provinciaux et autres. Il avait été question de la publicité dans laquelle on avait fait l'historique, comme vous l'avez dit plus tôt, selon laquelle, il y a quelques années, la Commission canadienne du lait participait à un programme à condition que les producteurs et, peut-être les provinces, y participent également. Mais graduellement, ils se sont retirés totalement du programme de promotion. Je me pose la question à savoir, monsieur le président, à cause des coûts d'entreposage, ne serions-nous pas mieux de mettre encore quelques millions dans la publicité pour aider à diminuer les surplus? À mon avis, il serait moins coûteux de supporter ou d'essayer d'éliminer les surplus par une bonne campagne de publicité très bien orchestrée.

• 1700

Dernièrement j'ai été obligé d'aller me reposer quelques jours dans un hôpital d'Ottawa, et cela m'a donné l'occasion de poser plusieurs questions au médecin sur le gras dans le sang et sur les maladies du coeur et autres. Il paraît qu'on va sortir des résultats très prochainement: la génération des consommateurs de margarine a peut-être les artères encore plus durcies que ceux qui ont consommé du beurre.

N'y aurait-il pas moyen d'élaborer des programmes de publicité dans ce sens-là, des programmes dans lesquels on dirait que la consommation de beurre n'est pas dangereuse pour la santé, et ainsi de suite. Je suis sincère quand je dis cela; je pense qu'un bon programme de promotion, monsieur le président, va augmenter énormément la consommation de produits laitiers que nous avons en abondance au pays. Quelle est votre idée à cet égard?

M. Choquette: Je suis d'accord avec vous. Je trouve que, dans le monde d'aujourd'hui, il faut se battre avec les mêmes armes que les autres, et je pense que la publicité est l'arme d'aujourd'hui. Si tu ne t'en sers pas, tu vas disparaître. La consommation de produits laitiers est à la baisse depuis des années, et lorsqu'on a commencé à faire de la publicité, elle a remonté de 2 p. 100.

Il faudrait qu'on puisse trouver une façon de mettre en marché les 20 millions de livres de beurre qui restent sans tout foutre à l'envers. À un moment donné, des gens nous ont dit: Donnez une escompte. Comme il se vend 5 millions de livres de beurre par semaine, si tu ne vends pas une livre de plus et que tu donnes 10¢, tu viens de manger $500,000; si tu donnes 20¢, tu as mangé un million de dollars, et il faut dire aux produc-

[*Translation*]

Mr. Choquette: Yes.

Mr. Dionne (Chicoutimi): . . . because of the present economic conditions and many other factors.

We must certainly congratulate the producers for their show of discipline through the management committee. They all understand that production had to be reduced because we could not keep any more surplus because of the high costs.

Some while ago, I was at a provincial meeting where there were a lot of producers, management committee managers and provincial committees and others. There was mention of publicity where the historical side, as you said before, was pointed out and according to which, some years ago, the Canadian Dairy Commission was involved in a program on condition that the producers and, perhaps the provinces, also become involved. But gradually, they totally got out of the promotional program. Mr. Chairman, I am wondering whether, because of the warehousing costs, we would not be better off putting a few more million dollars into publicity to help decrease the surplus? In my mind, it would be less costly to support or to try to eliminate the surplus through a good, well orchestrated publicity campaign.

Not long ago, I had to go rest for a few days in an Ottawa hospital and that gave me the opportunity to ask all kinds of questions to the doctor on fat in the blood, on heart disease and the rest. Apparently, there are going to be results coming out very soon: it would seem that maybe the generation of margarine consumers has harder arteries than the butter consumers.

Is there not some way of setting up publicity programs with that orientation, programs where you would be saying that consuming butter is not dangerous for health and so on. I am quite sincere in saying that; I think that a good publicity program, Mr. Chairman, is going to increase demand for milk products enormously and we do have those in abundance in our country. What do you think about that?

Mr. Choquette: I agree with you. I find that in today's world you have to fight with the same weapons the others are using and I think that publicity is the weapon that is used today. If you do not use it, you are going to disappear. Demand for milk products has been decreasing over the years and when we started a publicity campaign, it increased by 2%.

We have to find a way to market the 20 million pounds of butter that we have left without screwing everything up topsy turvy. At one point people were telling us: give us a discount. As you sell 5 million pounds of butter a week, if you do not sell one pound more and you give them 10 cents, you have just blown $500,000; if you give 20 cents, you have blown a million dollars and you have to tell the producers: you are going to

[*Texte*]

teurs: Vous aurez un million de dollars de plus de déficit. On essaie de trouver comment on peut vendre ces 20 millions de livres sans augmenter la responsabilité ou les obligations des producteurs.

M. Dionne (Chicoutimi): Depuis quelques années, avec la mauvaise publicité sur le gras animal, on fait peur aux gens. Je pense, monsieur le président, qu'on a aujourd'hui des rapports de médecins extraordinaires, de très grands scientifiques, qui pourraient aider à faire une publicité très professionnelle, dans laquelle on essaierait de redonner confiance au consommateur. Monsieur le président, omme vous le dites si bien, l'essentiel, c'est d'augmenter la consommation sans payer. Ce qui est important, c'est de consommer pour éliminer les surplus.

M. Choquette: C'est cela.

Le président: Merci, monsieur Dionne.

Il est 17h00. Je remercie le président de la Commission canadienne du lait ainsi que les gens qui l'accompagnent pour la séance d'aujourd'hui.

Je vous rappelle que les hauts fonctionnaires de la Commission seront avec nous demain, dans la même salle, à 20h00. Vous pourrez continuer vos questions.

Merci messieurs; à demain.

La séance est levée.

[*Traduction*]

have another million dollars in your deficit account. We are trying to find a way to sell those 20 million pounds without increasing the responsibility or the commitments of the producer.

Mr. Dionne (Chicoutimi): All this bad publicity surrounding animal fats has been scaring people off for some years now. Mr. Chairman, I think that today we do have reports from extraordinary doctors, great scientists, which could help us with a very professional publicity campaign where you would try to build up consumer confidence once again. Mr. Chairman, you said it better than me: the essence of the thing is to increase demand without paying any more. What is important is to get consumer demand to bring down the surplus.

Mr. Choquette: That is it.

The Chairman: Thank you, Mr. Dionne.

It is 5:00 p.m. I thank the chairman of the Canadian Dairy Commission as well as the officials with him here today.

I would like to remind you that the officials of the Commission will be with us tomorrow in this same room at 8:00 p.m. You can then continue with your questions.

Thank you, gentlemen; until tomorrow.

The meeting stands adjourned.

APPENDIX / APPENDICE
''AGRI-18''

FARM CREDIT CORPORATION CANADA
SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE CANADA

REPLIES TO QUESTIONS / RÉPONSES AUX QUESTIONS

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE
COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

MARCH 15, 1983 / LE 15 MARS 1983

---

1. Number and Amount of FCA Loans at 16 1/2% and 16 3/4% Approved Between October 1, 1981 and September 30, 1982 /
Nombre et montant des prêts à 16 1/2% et 16 3/4% consentis en vertu de la L.C.A. et approuvés entre le 1er octobre 1981 et le 30 septembre 1982

2. Average Farm Size After FCA Loans /
Superficie moyenne des fermes après les prêts en vertu de la L.C.A.

3. Number and Average Size of Census and Commercial Farms /
Nombre et superficie moyenne des fermes recensées et des fermes commerciales

4. Farm Credit Act Activity in Quebec /
Prêts consentis au Québec en vertu de la Loi sur le crédit agricole

5. Age Distribution of FCA Borrowers /
Répartition des emprunteurs (L.C.A.) par groupe d'âge

6. Capital and Net Loans Advanced to the FCC /
Capital et prêts nets octroyés à la S.C.A.

7. Estimated Cost of Reducing Interest Rates on FCC Loans /
Coût estimatif de la réduction des taux d'intérêt sur les prêts de la S.C.A.

NOMBRE ET MONTANT DES PRÊTS À 16 1/2% ET 16 3/4% CONSENTIS EN VERTU DE LA L.C.A. ET APPROUVÉS ENTRE LE 1er OCTOBRE 1981 ET LE 30 SEPTEMBRE 1982

NUMBER AND AMOUNT OF FCA LOANS AT 16 1/2% and 16 3/4% APPROVED BETWEEN OCTOBER 1, 1981 and SEPTEMBER 30, 1982

MANITOBA

DISTRICT	MONTANT EN DOLLARS AMOUNT OF DOLLARS	NOMBRE DE PRÊTS NUMBER OF LOANS
1. Winnipeg	23,119,000	230
2. Brandon	16,904,500	182
3. Portage La Prairie Portage-La-Prairie	25,223,400	251
MANITOBA TOTAL TOTAL POUR LE MANITOBA	65,246,900	642

SASKATCHEWAN

DISTRICT	MONTANT EN DOLLARS AMOUNT OF DOLLARS	NOMBRE DE PRÊTS NUMBER OF LOANS
1. Regina	33,115,700	319
2. Swift Current	41,680,300	373
3. Yorkton	25,446,400	308
4. Saskatoon	25,794,800	230
5. Prince Albert/Prince-Albert	20,768,900	233
6. North Battleford	18,923,500	199
SASKATCHEWAN TOTAL TOTAL POUR LA SASKATCHEWAN	165,729,600	1,662

Source

Research Division
Farm Credit Corporation

Division des recherches
Société du crédit agricole

AVERAGE FARM SIZE AFTER F.C.A. LOAN

SUPERFICIE MOYENNE DES FERMES APRÈS LES PRÊTS EN VERTU DE LA L.C.A.

		Acres Owned / Acres possédées
ALTA.	81-82	487
ALB.	80-81	529
	79-80	543
	78-79	653
	77-78	673
	76-77	662
	75-76	703
SASK.	81-82	586
	80-81	651
	79-80	702
	78-79	799
	77-78	879
	76-77	825
	75-76	875
MAN.	81-82	458
	80-81	481
	79-80	468
	78-79	515
	77-78	527
	76-77	538
	75-76	590

Research Division
Division des recherches

TABLE 38 — NUMBER AND AVERAGE SIZE OF CENSUS AND COMMERCIAL FARMS

TABLEAU 38 — NOMBRE ET SUPERFICIE MOYENNE DES FERMES RECENSÉES ET DES FERMES COMMERCIALES

			Number of census farms[2] / Nombre de fermes recensées[2]	Average acreage of census farms / Superficie moyenne des fermes recensées	Number of commercial farms[3] / Nombre de fermes commerciales[3]
B.C.	C.-B.	1971	18,400	316	6,458
		1976	19,432	311	7,641
		1981	20,012	269	10,537
Alta.	Alb.	1971	62,702	790	36,235
		1976	61,130	817	44,398
		1981	58,056	813	46,639
Sask.	Sask.	1971	76,970	845	46,443
		1976	70,958	923	60,892
		1981	67,138	952	60,892
Man.	Man.	1971	34,981	543	18,448
		1976	32,104	593	23,637
		1981	29,442	639	24,476
Ont.	Ont.	1971	94,722	169	52,351
		1976	88,801	174	55,572
		1981	82,448	181	60,142
Que.	Québec	1971	61,257	176	29,613
		1976	51,587	192	32,086
		1981	48,144	194	33,541
N.B.	N.-B.	1971	5,485	244	1,817
		1976	4,551	253	1,892
		1981	4,063	266	2,166
N.S.	N.-É.	1971	6,008	221	1,821
		1976	5,434	224	1,899
		1981	5,045	228	2,480
P.E.I.	Î.-P.-É.	1971	4,543	171	1,918
		1976	3,677	199	2,010
		1981	3,154	222	2,223
Nfld.	T.-N.	1971	1,042	60	201
		1976	878	91	220
		1981	679	122	280
Canada[1]		1971	366,128	463	195,305
		1976	338,578	499	230,250
		1981	318,361	511	243,876

[1] Includes data from Yukon and Northwest Territories.
[2] Census farm definition — 1971 and 1976: holding of one acre or more with sales of agricultural products of $50 or more.
1981: holding with sales of agricultural products of $250 or more.
[3] Commercial farms defined.

[1] Comprend les données relatives au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest.
[2] Définition des fermes recensées — 1971 et 1976 : superficie d'un acre ou plus et ventes de produits agricoles de 50 $ ou plus.
1981 : ventes de produits agricoles de 250 $ ou plus.
[3] Définition des fermes commerciales.

FARM CREDIT ACT ACTIVITY IN QUEBEC

PRÊTS CONSENTIS AU QUÉBEC EN VERTU DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

(April 1, 1982 to February 28, 1983)
(Du 1er avril 1982 au 28 février 1983)

	Applications Demandes	Approved Approuvées	Declined Rejetées
F.C.A. (Regular) L.C.A. (Régulier)	593	355	178
S.F.F.A.P. P.S.A.F.A.	243	149	77
Total	836	504	255

Research Division
Division des recherches

AGE DISTRIBUTION OF FCA BORROWERS
RÉPARTITION DES EMPRUNTEURS (L.C.A.) PAR GROUPE D'ÂGE

REGION/RÉGION	AGE / ÂGE					
	UNDER 25 MOINS DE 25 ANS	25 - 34	35 - 44	45 - 54	55 - 65	65+
	Per cent / Pour cent					
British Columbia Colombie-Britannique						
1974-75	13.8	27.9	38.8	16.9	1.9	0.7
1975-76	12.1	49.9	27.6	12.6	3.3	0.5
1976-77	15.2	50.5	24.8	8.6	0.9	0.0
1977-78	14.2	47.9	23.0	12.8	1.4	0.7
1978-79	13.0	39.0	33.0	12.0	2.0	1.0
1979-80	13.0	44.8	30.5	9.1	1.3	0.6
1980-81	13.7	39.4	37.4	17.1	1.7	0.6
1981-82	15.5	41.9	27.8	12.9	1.9	0.0
Alberta						
1974-75	13.8	35.6	30.7	16.5	2.3	1.1
1975-76	21.4	41.3	25.5	10.0	1.7	0.1
1976-77	20.9	47.6	22.5	7.5	1.4	0.1
1977-78	24.6	43.4	22.2	8.2	1.6	0.0
1978-79	17.6	48.9	22.5	9.5	1.3	0.2
1979-80	19.1	48.4	23.0	8.0	1.4	0.1
1980-81	16.6	47.0	28.8	8.9	1.6	0.2
1981-82	13.4	53.0	23.8	7.7	2.1	0.0
Saskatchewan						
1974-75	26.6	33.9	25.8	11.3	1.6	0.8
1975-76	32.9	41.8	17.9	6.6	0.8	0.0
1976-77	33.3	44.9	16.6	4.5	0.6	0.1
1977-78	31.0	44.3	16.4	7.1	1.1	0.1
1978-79	29.7	46.1	17.3	4.1	0.8	0.0
1979-80	31.8	47.6	16.2	3.6	0.8	0.0
1980-81	30.1	50.1	15.4	3.7	0.7	0.1
1981-82	31.4	50.9	13.5	3.3	0.9	0.0
Manitoba						
1974-75	22.2	32.0	28.8	15.4	1.5	0.1
1975-76	27.4	43.5	20.5	7.0	1.6	0.0
1976-77	31.6	47.4	17.3	3.5	0.2	0.0
1977-78	26.3	50.7	16.0	6.5	0.4	0.1
1978-79	31.7	49.7	14.4	3.1	1.1	0.0
1979-80	27.4	47.0	20.5	4.2	0.9	0.0
1980-81	27.2	47.2	20.9	4.3	0.4	0.0
1981-82	21.8	51.3	21.4	4.3	1.0	0.2

AGE DISTRIBUTION OF FCA BORROWERS
RÉPARTITION DES EMPRUNTEURS (L.C.A.) PAR GROUPE D'ÂGE

REGION/RÉGION	AGE / ÂGE UNDER 25 MOINS DE 25 ANS	25 - 34	35 - 44	45 - 54	55 - 65	65+
	Per cent / Pour cent					
Ontario						
1974-75	14.1	35.2	29.1	17.7	2.3	1.6
1975-76	18.7	44.4	22.9	11.6	2.3	0.1
1976-77	23.2	47.8	19.4	8.3	1.2	0.1
1977-78	22.9	49.4	17.3	9.0	1.2	0.2
1978-79	27.6	44.4	18.5	7.9	1.6	0.0
1979-80	26.5	46.4	18.4	7.6	0.9	0.2
1980-81	26.1	46.2	19.7	7.0	0.9	0.0
1981-82	26.7	40.7	21.9	8.3	2.1	0.3
Quebec / Québec						
1974-75	15.5	39.0	28.6	13.2	2.8	0.9
1975-76	20.3	44.6	23.4	9.1	2.5	0.1
1976-77	23.3	48.6	18.4	8.1	1.6	0.0
1977-78	22.2	47.4	21.1	7.8	1.5	0.0
1978-79	24.5	43.5	23.0	7.3	1.6	0.1
1979-80	21.8	44.0	22.8	9.5	1.8	0.1
1980-81	16.6	41.5	26.5	11.5	3.4	0.5
1981-82	17.4	40.2	27.8	11.1	3.5	0.0
Atlantic / Maritimes						
1974-75	8.9	35.6	30.8	19.2	4.8	0.7
1975-76	20.1	42.5	20.1	13.1	4.2	0.0
1976-77	30.2	29.5	23.3	14.0	3.1	0.0
1977-78	22.6	37.5	21.6	13.0	4.3	1.0
1978-79	21.0	37.0	21.6	17.4	3.0	0.1
1979-80	23.2	38.2	27.5	8.2	2.9	0.0
1980-81	21.0	35.8	21.8	18.8	2.6	0.0
1981-82	15.5	42.9	24.4	12.6	4.6	0.0
Canada						
1974-75	17.8	35.0	28.7	15.0	2.2	1.0
1975-76	23.5	43.1	22.1	9.3	1.9	0.1
1976-77	26.6	46.9	18.8	9.6	1.0	0.1
1977-78	25.6	46.5	18.5	8.2	1.3	0.1
1978-79	26.0	46.1	19.5	6.9	1.4	0.1
1979-80	25.6	46.4	20.1	6.6	1.2	0.1
1980-81	23.8	46.1	20.9	7.7	1.4	0.1
1981-82	22.9	46.3	21.3	7.3	2.1	0.1

Research Division / Division des recherches
Farm Credit Corporation Canada / Société du crédit agricole Canada

CAPITAL AND NET LOANS / CAPITAL ET PRÊTS NETS
ADVANCED TO / OCTROYÉS À
THE FCC / LA S.C.A.

1969-70 1969-1970	$147,900,000
1970-71 1970-1971	$153,860,000
1971-72 1971-1972	$142,200,000
1972-73 1972-1973	$112,650,000
1973-74 1973-1974	$167,700,000
1974-75 1974-1975	$242,615,000
1975-76 1975-1976	$297,355,000
1976-77 1976-1977	$277,181,000
1977-78 1977-1978	$297,434,000
1978-79 1978-1979	$266,397,000
1979-80 1979-1980	$306,904,000
1980-81 1980-1981	$270,315,000
1981-82 1981-1982	$348,154,000
1982-83 1982-1983	$398,300,000
1983-84 1983-1984	$471,000,000

ESTIMATED COST OF REDUCING INTEREST RATES ON FCC LOANS

COÛT ESTIMATIF DE LA RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT SUR LES PRÊTS DE LA S.C.A.

The Farm Credit Corporation is currently assessing various alternatives for reducing the interest rate on FCC loans which were made during the period from April 1, 1981 to December 9, 1982 when the FCC interest rate on Farm Credit Act loans varied from 14.0 per cent to 16.75 per cent.

Information as of March 15, 1983 indicates that the FCC has a total of 7301 loans with principal outstanding of $701.7 million at intetest rates above 13.25 per cent. The estimated cost of reducing the interest rate on these loans to 13.25 per cent for the first year of interest reduction would be $15.02 million. The cost of reducing the interest rate for future years would decrease as interest becomes a smaller portion of farmers payments.

La Société du crédit agricole évalue actuellement plusieurs options susceptibles de permettre une réduction du taux d'intérêt sur les prêts qu'elle a accordés entre le 1er avril 1981 et le 9 décembre 1982 sous le régime de la Loi sur le crédit agricole; ce taux se situait alors entre 14 et 16,75%.

La Société détenait au 15 mars 1983 un total de 7 301 prêts à un taux d'intérêt supérieur à 13,25%. Le principal non remboursé de ces prêts représentait 701,7 millions de dollars. On estime que la réduction du taux de ces prêts à 13,25% coûterait 15,02 millions de dollars au cours de la première année. Le coût de cette réduction diminuerait au cours des années subséquentes au fur et à mesure que diminuerait la portion du paiement des agriculteurs représentant les intérêts.

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Third class
Troisième classe
K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESS—TÉMOIN

From the Canadian Dairy Commission:
Mr. Gilles Choquette, Chairman.

De la Commission canadienne du lait:
M. Gilles Choquette, président.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 103

Tuesday, March 22, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 103

Le mardi 22 mars 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Bill C-653, An Act to amend the Farmers' Creditors Arrangement Act

and

Main Estimates, 1983-1984: Votes 5, 10 and 15 under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Projet de loi C-653, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers

et

Budget principal 1983-1984: crédits 5, 10 et 15 sous la rubrique AGRICULTURE

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the

Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la

trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

29291—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Rolland Dion
Marcel Dionne
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
Garnet M. Bloomfield
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Jean-Guy Dubois
Alain Garant
Mel Gass
Gaston Gourde
Bert Hargrave
George Henderson
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe
Jean-Louis Leduc
Laverne Lewycky

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 22, 1983
(112)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 3:49 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mrs. Côté presiding.

Members of the Committee present: Mr. Althouse, Mrs. Côté, Messrs. Daudlin, Dion (*Portneuf*), Dionne (*Chicoutimi*), McCain, Neil, Ostiguy, Tessier, Veillette and Wise.

Alternates present: Messrs. Anguish, Bockstael, Cardiff, Hargrave, Korchinski.

Other Member present: Mr. Thacker.

Witnesses: *From the Department of Agriculture*: Dr. E.J. LeRoux, Assistant Deputy Minister, Research; Dr. Stewart W. Borland, Director General, Market Analysis and Trade Policy; Dr. C.J. Bishop, Director General, Program Coordination; Dr. J.W. Morrison, Director General, Institutes; Mr. P.W. Voisey, Director, Engineering and Statistical Research Institute and Mr. Howard Migie, Director, Food Markets Analysis Division.

The Order of Reference being read as follows:

ORDERED,—That Bill C-653, An Act to amend the Farmers' Creditors Arrangement Act, be referred to the Standing Committee on Agriculture.

The Chairman presented the FIFTEENTH REPORT of the Sub-committee on Agenda and Procedure which is as follows:

Your Sub-committee met on Tuesday, March 22, 1983 and agreed to make the following recommendations:

1. That Bill C-653, An Act to amend the Farmers' Creditors Arrangement Act, referred to the Standing Committee on Agriculture on Wednesday, March 16, 1983 be referred to a sub-committee of the Standing Committee on Agriculture to be formed pursuant to Standing Order 69(8).
2. That pursuant to Standing Order 69(8) a sub-committee be appointed to consider Bill C-653, consisting of six (6) Members of the Liberal Party, plus six (6) Alternates, three (3) Members of the Progressive Conservative Party plus three (3) Alternates and one (1) Member of the New Democratic Party plus one (1) Alternate, to be chosen by the Chairman of the Standing Committee after the usual consultations with the Whips of the different parties.
3. That the Sub-committee be empowered to elect its Chairman and Vice-Chairman, to send for persons, papers and records, to sit while the House is sitting, to sit during periods when the House stands adjourned, to print from day to day such papers and evidence as may be ordered by the Sub-committee and to delegate to the Sub-committee all or any of the Standing Committee's powers except the power to report direct to the House.
4. That the schedule of meetings on Main Estimates 1983-1984 be as follows:

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 22 MARS 1983
(112)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 15h49, sous la présidence de Mme Côté (président).

Membres du Comité présents: M. Althouse, Mme Côté, MM. Daudlin, Dion (*Portneuf*), Dionne (*Chicoutimi*), McCain, Neil, Ostiguy, Tessier, Veillette et Wise.

Substituts présents: MM. Anguish, Bockstael, Cardiff, Hargrave, Korchinski.

Autre député présent: M. Thacker.

Témoins: *Du ministère de l'Agriculture*: M. E.J. LeRoux, sous-ministre adjoint à la recherche; M. Stewart W. Borland, directeur général, Analyse des marchés et politique sur le commerce extérieur, M. C.J. Bishop, directeur général, Coordination des programmes; M. J.W. Morrison, directeur général, Instituts; M. P.W. Voisey, directeur, Institut de recherches techniques et de statistiques, et M. Howard Migie, directeur, Division de l'analyse des marchés agro-alimentaires.

Lecture est faite de l'ordre de renvoi suivant:

IL EST ORDONNÉ,—Que le projet de loi C-653, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers, soit déféré au Comité permanent de l'agriculture.

Le président présente le QUINZIÈME RAPPORT du Sous-comité du programme et de la procédure:

Votre Sous-comité s'est réuni le mardi 22 mars 1983 et est convenu des recommandations suivantes:

1. Que le projet de loi C-653, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers, qui avait été déféré au Comité permanent de l'agriculture le mercredi 16 mars 1983, soit déférée à un sous-comité du Comité permanent de l'agriculture qui sera constitué en vertu du paragraphe 69(8) du Règlement.
2. Que conformément au paragraphe 69(8) du Règlement, un sous-comité soit constitué afin d'étudier le projet de loi C-653, ce comité étant composé de six membres (6) membres du Parti libéral, plus six (6) substituts de trois (3) membres du Parti progressiste-conservateur, plus trois (3) substituts, et d'un (1) membre du Nouveau parti démocratique, plus un (1) substitut, lesquels seront choisis par le président du Comité permanent après consultations habituelles avec les whips des différents partis.
3. Que ce sous-comité soit autorisé à élire son président et son vice-président, convoquer des personnes et à exiger la production de documents et dossiers, à se réunir pendant que la Chambre siège, et pendant les périodes où la Chambre est ajournée et à faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages dont il peut ordonner l'impression, qu'il jouisse de tous les pouvoirs du Comité permanent, sauf celui de faire rapport directement à la Chambre.
4. Que le calendrier des réunions portant sur le Budget principal des dépenses de 1983-1984 soit le suivant:

(*a*) That on Thursday, March 24, 1983—9:30 a.m., Votes 5, 10 and 15 regarding Research and Marketing, the Ministers of Agriculture be invited to appear along with Officials from the Department;

(*b*) That item (i) in the FOURTEENTH REPORT of the Sub-committee on Agenda and Procedure, presented and concurred in on Tuesday, March 8, 1983, namely:

"(i) Wednesday, March 30, 1983 at 3:30 p.m., on votes 40 and 45, Officials from the Canadian Livestock Feed Board or the Minister on Vote 1"

be rescinded;

(*c*) That subject to the availability of a 3:30 p.m. or 8:00 p.m. block on Tuesday, March 29, 1983, the Minister of Agriculture and the Officials from the Canadian Livestock Feed Board be invited to appear on Votes 40 and 45;

(*d*) Tuesday, April 12, 1983—11:00 a.m., on Vote 35, the Minister of Agriculture and Officials from the Canadian Dairy Commission;

(*e*) Wednesday, April 13, 1983—3:30 p.m., on Vote 1, the Minister of Agriculture and Officials from the Farm Credit Corporation;

(*f*) Thursday, April 14, 1983—8:00 p.m., on Vote 30, the officials from the Canadian Grain Commission;

(*g*) Tuesday, April 19, 1983—3:30 p.m., on Vote 1, the Minister of Agriculture and/or Officials of the Department regarding Prairie Farm Rehabilitation Administration.

5. That the Orders of Reference listed in the FOURTEENTH REPORT of Tuesday, March 8, 1983 recommendation No. 3 be allowed to stand along with the following additional reference:

Wednesday, March 2, 1983

Report of the Canadian Grain Commission for the crop year 1981-1982, pursuant to section 14 of the Canada Grain Act, Chapter 7, Statutes of Canada 1970-71-72. Sessional Paper No. 321-1/153C.

It was agreed,—That recommendation No. 3 be amended on line 1 immediately after the words—That the Sub-committee—by inserting the words, on Farm Credit Arrangements.

On motion of Mr. Dionne (*Chicoutimi*), the FIFTEENTH REPORT of the Sub-committee on Agenda, as amended, was concurred in.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 8, 1983, Issue No. 99*).

On Vote 1:

It was agreed—That the documents entitled—Number and Amount of F.C.A. Loans at 16½% and 16¾% Approved between October 1, 1981 and September 30, 1982—and that the document entitled—Average Farm Size after F.C.A.

a) Que le jeudi 24 mars 1983, à 9h30, sur les Crédits 5, 10 et 15 relatifs à la recherche et à la commercialisation, le ministre de l'Agriculture soit invité à comparaître, ainsi que des fonctionnaires du ministère;

b) Que le paragraphe (i) du QUATORZIÈME RAPPORT du Sous-comité du programme et de la procédure, présenté et adopté le mardi 8 mars 1983, à savoir:

«(i) le mercredi 30 mars 1983, à 15h30, sur les Crédits 40 et 45, avec des représentants de l'Office canadien des provendes, ou avec le ministre de l'Agriculture au sujet du Crédit 1»

soit abrogé;

c) Que, selon la disponibilité des séances de 15h30 ou de 20 heures le mardi 29 mars 1983, le ministre de l'Agriculture et les représentants de l'Office canadien des provendes soient invités à comparaître au sujet des Crédits 40 et 45;

d) Le mardi 12 avril 1983, à 11 heures, sur le Crédit 35, le ministre de l'Agriculture et les représentants de la Commission canadienne du lait;

e) Le mercredi 13 avril 1983, à 15h30, sur le Crédit 1, le ministre de l'Agriculture et les représentants de la Société du crédit agricole;

f) Le jeudi 14 avril 1983, à 20 heures, sur le Crédit 30, les représentants de la Commission canadienne des grains;

g) Le mardi 19 avril 1983, à 15h30, sous le Crédit 1, le ministre de l'Agriculture et/ou les représentants du ministère au sujet de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies.

5. Que les ordres de renvoi figurant à la 3e recommandation du QUATORZIÈME RAPPORT du mardi 8 mars 1983 soient reportés, en y ajoutant le renvoi suivant:

Le mercredi 2 mars 1983

Rapport de la Commission canadienne des grains pour l'année de récolte 1981-1982, conformément à l'article 14 de la Loi sur les grains du Canada, Chapitre 7, Statut du Canada de 1970-1971-1972. Document parlementaire nº 321-1/153C.

Il est convenu,—Que la recommandation no 3 soit modifiée à la ligne 1, immédiatement après les mots—Que ce sous-comité, par l'insertion des mots: sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers.

Sur motion de M. Dionne (*Chicoutimi*), le QUINZIÈME RAPPORT du Sous-comité du programme et de la procédure, modifié, est adopté.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi 8 mars 1983, fascicule nº 99*).

Quant au crédit 1er:

Il est convenu,—Que le document intitulé «Nombre et montant des prêts de la S.C.A. aux taux de 16.5 et 16.75 p. 100 approuvés entre le 1er octobre 1981 et le 30 septembre 1982»—et que le document intitulé: «Dimensions moyennes de

Loan—submitted by the Farm Credit Corporation on Monday, March 21, 1983 be printed as appendices to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendices "AGRI-19" and "AGRI-20"*).

The Committee proceeded to consider Votes 5, 10 and 15.

The Assistant Deputy Minister, Research and the Director General, Market Analysis and Trade Policy made statements.

The witnesses answered questions.

In accordance with a motion of the Committee at the meeting held on Thursday, February 15, 1983 the Chairman authorized that documents submitted at this day's meeting by Mr. Bockstael, M.P., be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "AGRI-21"*).

At 5:31 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

la ferme selon le prêt de la S.C.A.», soumis par la Société du crédit agricole le lundi 21 mars 1983, soient joints aux procès-verbal et témoignages de ce jour (*Voir appendices «AGRI-19»* et «AGRI-20»).

Le Comité entreprend l'étude des crédits 5, 10 et 15.

Le sous-ministre adjoint à la recherche et le directeur général, Analyse des marchés et politique du commerce extérieur, font des déclarations.

Les témoins répondent aux questions.

Conformément à une motion du Comité adoptée à la séance du jeudi 15 février 1983, le président autorise que les documents soumis à la séance d'aujourd'hui par M. Bockstael, député, soient joints aux procès-verbal et témoignages de ce jour (*Voir appendice «AGRI-21»*).

A 17h31, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Tuesday, March 22, 1983

• 1548

Le président: À l'ordre! Bonjour messieurs.

Je vous souhaite la bienvenue au Comité permanent de l'agriculture et si vous permettez, je vous demanderais de prendre note d'un changement à l'avis de convocation que vous avez reçu pour vous inviter à cette réunion.

Aujourd'hui, nous devions spécifiquement étudier les prévisions budgétaires, et nous devions rencontrer les hauts fonctionnaires du ministère au sujet de la recherche et de la commercialisation. Par ailleurs, le 16 mars 1983, nous avons reçu un ordre de renvoi de la Chambre des communes qui est le suivant:

> Que le projet de loi C-653, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers soit déféré au Comité permanent de l'agriculture.

Compte tenu de ce nouvel ordre de renvoi de la Chambre, nous avons tenu ce matin une réunion du Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent de l'agriculture qui vous présente son Quinzième rapport.

• 1550

Je pense que si vous acceptiez la modification à l'ordre du jour de la convocation que vous avez reçue, nous pourrions discuter du Quinzième rapport que vous avez entre les mains et de l'ordre de renvoi concernant le projet de loi C-653.

Mr. Hargrave: Madame Chairman, on the fifteenth report there is a point of order I would like to raise.

The Chairman: Just a minute, Mr. Hargrave.

Tous les membres du Comité acceptent que l'ordre du jour soit modifié pour la réunion de ce jour et que nous commençions par étudier le Quinzième rapport du Sous-comité?

Motion acceptée.

Le président: Alors, vous aviez une question sur le Quinzième rapport, monsieur Hargrave.

Mr. Hargrave: Thank you, Madame Chairman. I refer to point number 3 at the bottom of the page and with respect to the arrangements suggested for the subcommittee stage of Bill C-653. I imagine that this point was raised in your steering committee this morning but I want to make sure. There is only one oblique reference to the calling of witnesses and that is in the second line: "... to send for persons, papers and records ...". I would like a clear understanding that there will indeed be the necessary authority or power to invite or call witnesses before the subcommittee on this particular subject. Is my understanding correct?

Mr. Daudlin: Madam Chairman, on the same point ...

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mardi 22 mars 1983

The Chairman: Order please! Good afternoon everyone.

I wish to welcome you to the Standing Committee on Agriculture, and I would like you to take note of an amendment to the agenda you received along with the notice of meeting.

Today, we were supposed to consider specifically the estimates, and we were to meet the officials of the department to discuss research and marketing issues. However, on March 16, 1983, we were given an order of reference which read:

> That Bill C-653, An Act to amend the Farmers' Creditors Arrangement Act, be referred to the Standing Committee on Agriculture.

In the light of this new order of reference, the Subcommittee on Agenda and Procedure met this morning and would like to submit its Fifteenth Report.

I think that if we agreed to amend the agenda concerning the notice of meeting which you received, we could consider the Fifteenth Report that you have before you and the order of reference concerning Bill C-653.

M. Hargrave: Madame le président, au sujet du quinzième rapport, j'aimerais invoquer le Règlement.

Le président: Un instant, monsieur Hargrave.

Every member of the committee agrees to amend the agenda for this meeting and to start with our consideration of the Fifteenth Report of the sub-committee?

Motion agreed to.

The Chairman: So, Mr. Hargrave, you had a question on the Fifteenth Report.

M. Hargrave: Merci, madame le président. Ma question porte sur le troisième paragraphe, au bas de la première page du rapport, concernant le mandat du sous-comité chargé d'étudier le Bill C-653. Cette question a probablement été soulevée ce matin à la réunion du comité directeur, mais je veux simplement confirmer les faits. On ne parle que très rapidement de la possibilité, pour le sous-comité, d'inviter des témoins à comparaître, et on retrouve à la deuxième ligne du troisième paragraphe: « ... convoquer des personnes et à exiger la production de documents et dossiers ... » Cela veut-il dire que l'on disposera de l'autorité, ou du pouvoir voulu pour inviter ou convoquer des témoins à comparaître devant le sous-comité pour discuter de cette question particulière?

M. Daudlin: Madame le président, sur la même question ...

[*Texte*]

Le président: Je pense, monsieur Hargrave, que l'on pourrait résumer le Quinzième rapport en disant que votre Sous-comité propose la formation d'un Sous-comité pour étudier le projet de loi C-653, et dans le Quinzième rapport, nous vous soumettons la formation de ce comité et, le droit de ce Sous-comité d'exercer les mêmes pouvoirs qu'un comité permanent conformément au Règlement, à savoir qu'un sous-comité a le droit de convoquer et d'entendre des témoins, d'exiger la production de documents etc.; mais ce Sous-comité du Comité permanent de l'agriculture ne peut faire son rapport qu'au Comité permanent seulement, et non directement à la Chambre des communes. Et cela tel qu'il est indiqué dans le Règlement.

Mr. Hargrave: Just one further point, Madam Chairman. I have no objection to the subcommittee approach at all and I think perhaps that might be an appropriate vehicle to use, but my concern was that there might be, shall we say, a sense of great urgency to pass this bill and skip the need for proper witnesses to be heard. I just want to be sure that such would not be the case. I thank you for your comment.

Le président: Monsieur Hargrave, le Sous-comité peut entendre tous les témoins qu'il désire entendre et je vous dirais que nous avons déjà reçu quelques demandes à cet effet. D'autre part, si le Quinzième rapport est accepté, ces demandes seront transmises au Sous-comité du Comité permanent.

D'accord?

Mr. Hargrave: Thank you.

Le président: Merci, monsieur Hargrave.

Monsieur Althouse.

Mr. Althouse: Madam Chairman, the steering committee made no recommendation, and I doubt this committee will want to make a recommendation as to the time which may be taken with this subcommittee. I would simply remind members of the steering committee, who eventually will become members of the subcommittee, of some of our impressions from the House. They are that this matter should be dealt with rather expeditiously and in as little time as possible without doing a poor job, so to speak. The hope is that the members of the subcommittee will act as quickly as is humanly possible to get this report back to the House, so that we can attempt to deal with it before the session ends.

• 1555

The Chairman: Thank you, sir.

Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: Madam Chairman, I think Mr. Althouse and Mr. Hargrave have pointed out the two areas that were expressed and dealt with in rather great length this morning with our steering committee. I think it is obvious that the intention on both sides of the table, or on all sides of the table here, really, is to deal expeditiously with this matter, while at the same time not so expeditiously as to be inconsistent with a full understanding and exposure of the points of view that are

[*Traduction*]

The Chairman: I think, Mr. Hargrave, that we could summarize the Fifteenth Report by saying that your Sub-committee proposes the establishment of a sub-committee to consider Bill C-653, and in this Fifteenth Report, we are providing for the membership of this committee and for the delegation to the sub-committee of all the standing committee's powers, pursuant to the Standing Orders: that is that the sub-committee is empowered to send for persons, papers and records, etc., except that the sub-committee of the Standing Committee on Agriculture must report to the standing committee only and not directly to the House of Commons. And that is what is provided in the Standing Orders.

M. Hargrave: Une autre question, madame le président. Je n'ai absolument aucune objection à la formule des sous-comités, et je pense que c'est peut-être une bonne façon de procéder, mais je craignais qu'à cause de l'urgence de ce projet de loi, on ne soit porté à sauter l'étape de l'audition des témoins. Je voulais simplement m'assurer que ce ne serait pas le cas. Je vous remercie de votre commentaire.

The Chairman: Mr. Hargrave, the sub-committee has the right to hear every witness that it wishes to call and I would say that we have already received a few requests to that effect. Furthermore, if the Fifteenth Report is agreed to, these requests will be forwarded to the sub-committee of the standing committee.

Agreed?

M. Hargrave: Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Hargrave.

Mr. Althouse.

M. Althouse: Madame le président, le comité directeur n'a pas fait de recommandation, et je doute qu'il veuille faire une recommandation quant à la durée des travaux de ce sous-comité. Permettez-moi simplement de rappeler aux membres du comité de direction, qui seront appelés à devenir membres du sous-comité, certaines impressions que nous avons eues à la Chambre. On semble donner à entendre que cette question devrait être étudiée assez rapidement, sans pour autant que le travail soit bâclé. On espère que les membres du sous-comité feront tout ce qui est humainement possible pour faire leur rapport à la Chambre, de sorte que nous puissions l'étudier avant la fin de la session.

Le président: Merci, monsieur.

Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: Madame le président, je crois que MM. Althouse et Hargrave ont mis le doigt sur les deux domaines dont on a parlé plutôt en détail ce matin, lors de la réunion de notre comité de direction. Je crois qu'il est évident que l'intention des deux côtés de la table, de tous les côtés de la table, ici, est d'expédier toute cette question tambour battant, tandis qu'en même temps, il ne faudrait pas battre le tambour à une vitesse telle que nous ne pourrions pas tout à fait comprendre les tenants et les aboutissants des raisonnements

[*Text*]

obviously already being expressed from various witnesses, or people who would hope to be witnesses.

I think, as well, it would be a safe and fair understanding of, again, all members that if we were to find that, for whatever reason, the session were somehow to interpose itself or cease before the expiry of our examination, there would likely be a desire and a will expressed by the committee to our respective House Leaders that this particular study would outlive the session and would, indeed, be brought back to the House and then to the committee at whatever stage it had found itself and not stop or cease to exist because of that cessation of the session. From my point of view, I believe that is the position that is being taken by my colleagues. I think is a position shared by all people at the table.

Le président: Alors, ça va?

Est-ce qu'il y aurait d'autres commentaires sur le Quinzième rapport du Sous-comité? En fait, nous avons établi un ordre du jour jusqu'au mardi 19 avril pour l'étude des prévisions budgétaires.

Mr. Daudlin: Madam Chairman, before you go to page 2, might I just make reference to item number 3. I suggest that before the report is adopted we might consider a slight amendment to paragraph three so that the subcommittee might be better known, or better named, and become something that was obvious to members when notices went out. So, as opposed to calling it the "subcommittee", we perhaps might call it either the Subcommittee on Bill C-653 or the Subcommittee on Farm Crédit Arrangements. Then, when notices were sent out, there would be no confusion as to the purpose for which the notice was going.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Daudlin: Is there any particular preference? I have suggested two.

The Chairman: The Special Committee on Bill C-653 or . . . ?

Mr. Daudlin: The Subcommittee on Bill C-653.

Le président: Monsieur Daudlin, j'ai une réserve à faire là-dessus. Les gens de l'extérieur, peut-être, ne comprendraient pas ce que ça veut dire. Peut-être devrait-on identifier cela avec un texte plutôt qu'avec des chiffres.

Mr. Daudlin: That is a good point. Perhaps if we suggested that it was the Subcommittee on Farm Credit Arrangements . . .

Mr. Wise: I am easy on it, it does not matter.

The Chairman: Okay.

Mr. Wise: Fine.

Le président: D'autres questions sur le Quinzième rapport? Non!.. Quelqu'un veut-il proposer l'adoption du rapport?

Monsieur Dionne propose l'adoption du Quinzième rapport.

[*Translation*]

qui émanent déjà de plusieurs témoins, ou de gens qui espèrent témoigner ici.

Je crois aussi bien exprimer le sentiment de tous les députés en disant que si nous devions trouver que, pour une raison quelconque, la session devait nuire à nos réunions ou même prendre fin avant la fin de notre étude, il se pourrait fort bien que notre Comité exprime le désir, c'est-à-dire que chaque parti ici présent au Comité fasse connaître aux leaders à la Chambre que cette étude précise devrait se poursuivre par-delà la session et qu'on devrait ramener le sujet à la Chambre, pour ensuite le confier au Comité à l'étape où l'étude en sera rendue, plutôt que de faire disparaître tous les fruits de notre travail à cause de la fin de la session. À mon avis, je crois que c'est ce que pensent aussi mes collègues. Je crois que tous ici partagent cet avis.

The Chairman: O.K.?

Any other comments on the Fifteenth Report of the Subcommittee? Actually, we have established an agenda until 19 April to examine the estimates.

M. Daudlin: Madame le président, avant de passer à la page 2, j'aimerais tout simplement dire quelque chose à propos du numéro 3. Avant que le rapport ne soit adopté, nous pourrions peut-être apporter une légère modification au paragraphe 3, de façon à ce que le sous-comité soit mieux nommé et mieux connu, et c'est quelque chose qui, manifestement, a sauté aux yeux de tous les membres du Comité quand les avis de convocation ont été envoyés. Donc, au lieu de nous identifier comme «sous-comité», peut-être devrions-nous préciser qu'il s'agit du Sous-comité étudiant le projet de loi C-653, ou du Sous-comité sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers. Ensuite, quand les avis de convocation seront envoyés, tous sauraient exactement à quoi s'en tenir.

Des voix: D'accord.

M. Daudlin: Est-ce qu'on préfère un titre à l'autre? J'en ai proposé deux.

Le président: Le Comité spécial sur le Bill C-653 ou . . . ?

M. Daudlin: Le Sous-comité sur le projet de loi C-653.

The Chairman: Mr. Daudlin, I do have some reservation on that. Perhaps people not familiar with our proceedings might not quite understand what is meant. Perhaps we should identify this with words rather than with numbers.

M. Daudlin: Très vrai. Peut-être que nous pourrions décider qu'il s'agit du Comité sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers . . .

M. Wise: Pas de problème, vous faites ce que vous voulez.

Le président: Parfait.

M. Wise: Également.

The Chairman: Any more questions on the Fifteenth Report? No! . . . Would somebody move the report be adopted?

Mr. Dionne moves the adoption of the Fifteenth Report.

[*Texte*]

Le Quinzième rapport est adopté.

Le président: Alors, nous passons à l'ordre du jour de cette réunion qui est la reprise de l'étude de l'ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

Pendant que les hauts fonctionnaires de la recherche et de la commercialisation prennent place, j'aimerais vous dire que l'on vous a distribué juste au début de la présente réunion les réponses qui ont été données par la Société du crédit agricole conformément à des questions qui ont été posées lors de la dernière réunion.

Alors, si vous êtes d'accord, si le Comité l'accepte, je propose que ces documents fassent partie du compte rendu de la réunion du Comité permanent d'aujourd'hui.

La motion est acceptée à l'unanimité.

• 1600

Le président: Parfait. Merci beaucoup.

Je mets en délibération, si vous le voulez bien, les crédits 5, 10 et 15 sous la rubrique AGRICULTURE au sujet de la recherche et de la commercialisation.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme de développement du secteur agro-alimentaire

Crédit 5—Développement du secteur agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement $203,900,000

Crédit 10—Développement du secteur agro-alimentaire—Dépenses en capital $33,320,000

Crédit 15—Développement du secteur agro-alimentaire—Subventions inscrites au Budget et contributions..... $342,787,700

Le président: Alors, nous recevons aujourd'hui, comme je le disais, les représentants de la recherche et de la commercialisation du ministère de l'Agriculture et il me fait plaisir de souhaiter la bienvenue au docteur LeRoux qui a quelques commentaires à nous faire mais, avant de nous faire ses commentaires, je vous demanderais, docteur LeRoux, de nous présenter les gens qui vous accompagnent.

M. E.J. LeRoux (sous-ministre adjoint à la recherche, Direction générale de la recherche, ministère de l'Agriculture): Avec plaisir, madame, messieurs.

With me, of course, is Dr. Borland, Director General, Marketing Analysis and Trade Policy. I might then go directly to the group of the Research Branch: Dr. Morrison, Director General, Institutes; Dr. Bishop, Director General, Program Co-ordination; Dr. Voisey, Director, Engineering and Statistical Research Institute;

M. Renaud, gestionnaire des finances et Mlle Taylor, je ne sais pas où elle est, mais je crois qu'elle est ici avec nous, agent principal du secrétariat.

Following on with the marketing and economics, we have Dr. Ware, Senior Program Co-ordinator, Marketing and

[*Traduction*]

The Fifteenth Report is adopted.

The Chairman: So we will now go to today's agenda which is to resume consideration of our order of reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the main estimates for the fiscal year ending March 31, 1984.

While the officials responsible for research and marketing find seats, I would like to tell that we had circulated, at the beginning of the meeting, the answers which were given by the Farm Credit Corporation to those questions that were put during the last meeting.

So if you are in agreement, if the committee so desires, I suggest that those documents be appended to the records of today's meeting.

The motion carried unanimously.

The Chairman: Okay. Thank you very much.

We will now discuss, if you want, agriculture votes 5, 10 and 15 pertaining to research and marketing.

AGRICULTURE

A—Department—Agri-Food Development Program

Vote 5—Agri-Food Development—Operating expenditures.. $203,900,000

Vote 10—Agri-Food Development—Capital expenditures $33,320,000

Vote 15—Agri-Food Development—The grants listed in the Estimates and contributions $342,787,700

The Chairman: As I was saying, we welcome today officials from the Department of Agriculture dealing with research and marketing; I would like to welcome Doctor LeRoux, who will have some comments to make, but before his comments, I would like Doctor LeRoux to introduce the officials.

Mr. E.J. LeRoux (Assistant Deputy Minister (Research), Research Branch, Department of Agriculture): Certainly Madam, Messrs.

M'accompagne aujourd'hui M. Borland, directeur général, Analyse des marchés et politique sur le commerce extérieur. Je vais maintenant vous présenter les membres de la Direction générale de la recherche: M. Morrison, directeur général, Instituts: M. Bishop, directeur général, Coordination des programmes; M. Voisey, directeur, Institut de recherches techniques et de statistiques.

Mr. Renaud, Branch Finance Manager, and Miss Taylor who is here with us today, and who is the Senior Secretariat Officer.

Pour en revenir à la Direction générale de la commercialisation et de l'économie, nous avons M. Ware, coordonnateur

[*Text*]

Economics; Mr. Kenneth Trudel, Marketing and Economics, Chief, Operating Programs and Special Studies; Mr. Jim Lohoar, Marketing and Economics, Assistant Director, International Trade Policy Division; Dr. Howard Migie, Marketing Economics, Director, Food Markets Analysis Division; and Mr. Caron, Branch Financial Manager.

We have, as well, Mr. L. Johnson from the Prairie Farm Rehabilitation Administration. I am not quite sure what your label is, Mr. Johnson; I do not have it here.

Madame, si vous me permettez, j'espère pouvoir prendre quelques minutes et ensuite, avec votre assentiment, M. Borland pourrait faire quelques commentaires.

Gentlemen, I trust I can take a few minutes. I can only say that it is a real pleasure to be here once again and to have the opportunity of meeting with you to discuss research programs of Agriculture Canada.

The past year has been a challenging one for agriculture in this country, and for us in Agriculture Canada it has included the major achievement of gaining approval for the agri-food strategy, a major component of which was an expanded research program. We are not yet at the end of the road with respect to this process, as you know. A Cabinet document approves the national agri-food strategy, but additional resources required to implement it still remain to be authorized.

The strategy was based on an economic forecast that projected a production and a demand for cereal grains that would almost double the present levels by the end of the century, and to achieve such a target will require, as you well know, a major increase in agriculture research and technology transfer.

Recently you will all be aware that Cabinet approval has been given for changes in the statutory Crow rates on transport of grain and other commodities. A complementary package of agricultural initiatives was approved at the same time and hopefully will provide new resources to initiate some of the highest priority programs through the agri-food strategy. These, you may recall, included the food research centre to be located at St-Hyacinthe, Quebec, and a soil and water research centre for the west.

Dans le cadre de la stratégie agro-alimentaire il était reconnu que l'industrie alimentaire est dans une situation désavantageuse au Canada. À la suite d'enquêtes et de visites que j'ai fait moi-même avec mes collègues, dans un nombre d'industries, il a été établi que l'industrie alimentaire canadienne dépense moins de 0.1 p. 100 de la valeur de ses expéditions pour la recherche et le développement.

Aux États-Unis, par contre, cet effort est environ cinq fois plus élevé. Il a été déterminé que l'industrie alimentaire a besoin de l'État pour prendre son élan dans la recherche et le développement, et dans le cadre de notre stratégie, pour compléménter le réseau de nos laboratoires alimentaires dans les régions à vocation industrielle. Et nous mettons en place le

[*Translation*]

supérieur des programmes de commercialisation et de l'économie; M. Kenneth Trudel, chef des programmes opérationnels et des études spéciales, de la même direction; M. Jim Lohoar, directeur adjoint de la Division de la politique sur le commerce international, de la même direction; M. Howard Migie, directeur de la Division de l'analyse des marchés agro-alimentaires, et M. Caron, gestionnaire des finances pour la direction générale.

Nous avons également M. L. Johnson, de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies. Je n'ai pas votre titre ici, monsieur Johnson, je ne peux pas le donner.

Madam Chairman, I trust I can take a few minutes. Then, if we may, Mr. Borland will make a few comments.

Messieurs, j'aimerais prendre quelques minutes. Je suis très content d'être ici aujourd'hui pour pouvoir discuter avec vous des programmes de recherche du ministère de l'Agriculture.

L'année dernière a été pleine de défis pour le monde agricole du pays; au ministère, nous avons réussi à faire adopter une stratégie agro-alimentaire dont le programme de recherche intensifié constitue une composante importante. Comme vous le savez, nous avons encore beaucoup de chemin à faire dans ce domaine. Un document du cabinet a approuvé la stratégie agro-alimentaire nationale, mais nous avons besoin de crédits supplémentaires pour mettre en oeuvre cette stratégie; or ces crédits ne sont pas encore autorisés.

Notre stratégie est fondée sur une prévision économique de la production et de la demande de grains céréaliers selon laquelle, à la fin du siècle, la demande et la production auront presque doublé; pour en arriver à cet objectif, nous devrons, bien sûr, augmenter de façon marquée la recherche et le transfert de technologie agricole.

Vous savez tous que récemment, le cabinet a autorisé la modification du tarif du Nid-de-Corbeau pour le transport des céréales et d'autres biens. Un ensemble complémentaire de programmes agricoles a été approuvé au même moment, et nous espérons pouvoir ainsi avoir les ressources nécessaires pour entreprendre certains programmes prioritaires de notre stratégie agro-alimentaire. Nous pensons ici à la construction d'un centre de recherche alimentaire à Saint-Hyacinthe, au Québec, et à un centre de recherche terrestre et aquatique pour l'Ouest du pays.

In the elaboration of the agri-food strategy, we realized that the Canadian food industry was in a poor situation. After many investigations and inspections carried out by myself and my colleagues, we have established that the Canadian food industry is spending less than 0.1% of its production for research and development.

In the United States, however, they are spending five times as much. It has been established that the food industry needs a state intervention to gain momentum on research and development; in our strategy, we state that the network of food laboratories in the industrial areas has to be expanded. This is

[*Texte*]

centre en question que je viens de mentionner, pour la recherche alimentaire au Québec.

• 1605

Dans cette région du Québec, le fédéral n'avait auncun moyen pour la recherche alimentaire. L'automne dernier, nous avions ouvert, au Collège Macdonald, un modeste laboratoire sur la biochimie des viandes, principalement dans le but de former des chercheurs qualifiés. Il a été annoncé plus d'une fois que le Centre de recherche alimentaire serait établi à St-Hyacinthe et, vendredi dernier, je crois que M. Ostiguy qui est ici présent, réunissait à St-Hyacinthe les intervenants des corps agro-alimentaires pour déterminer ensemble le site le plus approprié pour ce centre.

A soil and water research centre for the west has been planned in response to a growing awareness of the seriousness of land degradation on the Prairies. The salinization of the soil, now affecting 10% of the agricultural land and increasing, as I am told by our specialists, at the rate of 100,000 hectares per year, erosion from the action of wind and water along with that, and the study of the depletion of the organic matter of the soil, so essential for maintaining its crop productivity: these are all major problems that we face. The research program of the centre will extend to all parts of the Prairies, and will be closely integrated with those of PFRA and Environment Canada's National Hydrological Institute, to be transferred, I understand, to Saskatoon in 1985.

In speaking enthusiastically about these two research centres, I would not want to divert your interest from our ongoing research programs, carried out at some 50 units across the country. Since regionalizing the research branch and establishing regional headquarters at Halifax, Montreal, and Saskatoon, our research has become even more closely tied with the agricultural problems of each area, and I believe the results have been strongly positive.

On a provincial basis, the federal programs, including research, are now being effectively integrated through the AC-DC committees: the so-called Agriculture Canada Development Committees, on which the research branch in each province is represented by one of our directors. These committees are becoming of special significance in the planning of the technology development and the transfer programs of the complementary agriculture initiallers of the CORE agreement—to name some of those that are coming on.

For the individual research results of our program, I will refer you to the copies of *Progress in Research*.

Madam Chairman, I think we have been sending these to you, and I believe they have already been distributed.

There are many developments in the way of new crop varieties. I can think of Tobin, Canola; for the north, the Peace River area, Columbus wheat, Shepody potatoes; new techniques for conservation of energy in greenhouses, new equipment for harvesting blueberries, food processing, the latest refinement of the Kentville blancher, measures taken to improve health and safety of Canadians through research

[*Traduction*]

why we are setting up this centre for food research in the Province of Quebec.

In this part of Quebec, the federal government did not have anything for food research. Last fall, we had opened a small lab on meat biochemistry at the Macdonald College, mainly to train qualified researchers. It was more than once announced that the food research centre would be opened at St-Hyacinthe and, last Friday, Mr. Ostiguy, who is here today, met in St-Hyacinthe with the representatives of the agro-food bodies to determine the most appropriate site for this centre.

Devant la gravité de la dégradation des terres des Prairies, on a prévu d'ouvrir dans l'Ouest un centre de recherche sur le sol et les eaux. Le problème de la salinité des sols, qui touche actuellement 10 p. 100 des terres agricoles et attaque tous les ans, nous disent nos spécialistes, 100,000 hectares de plus, l'érosion due au vent et à l'eau, et la détérioration des matières organiques du sol tellement essentielles au maintien de la productivité des récoltes: ce sont les principaux problèmes qui se posent. Le programme de recherche du centre s'étendra à l'ensemble des Prairies et sera étroitement intégré à ceux de l'ARAP et de l'Institut hydrologique national d'Environnement Canada qui, si je ne m'abuse, devrait être déménagé à Saskatoon en 1985.

Malgré l'enthousiasme que j'éprouve pour ces deux nouveaux centres de recherche, je ne voudrais pas que vous négligiez nos programmes de recherche actuels dans les quelque 50 centres que nous avons au pays. Depuis que l'on a décentralisé la direction de la recherche et créé des centres régionaux à Halifax, Montréal, et Saskatoon, notre recherche est plus étroitement liée aux problèmes agricoles de chaque région, et je crois que les résultats se sont révélés très positifs.

A l'échelle provinciale, les programmes fédéraux, notamment ceux de recherche, sont bien intégrés par l'intermédiaire des comités de développement d'Agriculture Canada auxquels la direction de la recherche, dans chaque province, est représentée par un de nos directeurs. Ces comités deviennent particulièrement importants pour la planification des nouvelles technologies et pour les programmes de transfert des initiatives agricoles complémentaires de l'accord sur le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, par exemple.

Pour ce qui est des résultats de nos programmes de recherche, je vous renverrai au document «État de la recherche».

Madame le président, je crois que nous vous avons envoyé un certain nombre d'exemplaires de ce document, qui ont donc dû être distribués.

Il y a beaucoup de nouveautés pour ce qui est des nouvelles variétés. Je pense au Tobin, au Canola; pour le nord, la région de Peace River, au blé Columbus, aux pommes de terre Shepody; il y a de nouvelles techniques d'économie d'énergie dans les serres, du nouveau matériel pour la récolte des bleuets, la transformation des aliments, les toutes dernières machines de blanchissage Kentville, les méthodes permettant d'améliorer

[*Text*]

investigation of vomitoxin in cereals, and the establishment of safety assurance in Canola through an application for clearance under the American grass system—and you will have heard about that; if not, we can talk more about that. This is an application to the Food and Drug Administration of the United States to get access for that product as a safe food ingredient.

In addition to our in-house program, we now have an extensive contracting-out program, totalling some $10 million, of which half is related to energy.

All of these research projects, and many, many more, represent research activities in various units of the research branch. The national program is one that is constantly changing and one that increasingly requires new resources in the way of up-to-date, expensive equipment.

Le président: Un petit peu plus lentement s'il vous plaît. C'est difficile pour la traduction.

M. LeRoux: Avec plaisir, madame.

We will, of course—and I apologize to those who do the translating. I am not in the habit of dealing too much with this process.

But gentlemen, the question of requiring up-to-date, expensive equipment, highly trained scientists—these are things that we face. Both of these have been in shorter supply than is desirable; the former because of the restrictions, I guess, and the austerity situations that prevail, and the latter because of decreased enrolments and training in graduate schools of agriculture.

About buildings and facilities, we are continuing our ongoing efforts to update and modernize our physical plant to provide our research staff with the infrastructure necessary to attain program objectives. New office laboratories are on the drawing board.

• 1610

There is the Animal Research Centre in Ottawa, the London Research Centre in London, the Brandon and Morden Research Stations in Manitoba, Summerland Research Station in British Columbia, and there is the Lennoxville Research Station in Quebec. You will all be aware, of course—we have talked about this before—of the new office laboratory now under construction at the St-Jean Research Station in Quebec; and there is a new meat-processing building at Lacombe, which I believe will be operational this fall.

Now, there are also numerous minor projects underway to renovate existing facilities, improve energy conservation and resolve safety and health concerns. I have mentioned earlier the Western Soil and Water Centre and the Food PDR at St-Hyacinthe, which will also improve our national research facilities.

[*Translation*]

la santé et la sécurité des Canadiens par une étude de la vomitoxine dans les céréales. On a d'autre part adopté des mesures de sécurité pour le Canola en présentant des demandes d'autorisation dans le cadre du système américain, dont vous aurez probablement entendu parler; sinon, nous pourrons y revenir. Cette demande est présentée à la *Food and Drug Administration*, aux États-Unis, qui décide si le produit est un aliment sûr.

Outre notre programme interne, nous avons maintenant un programme important de sous-traitance qui se chiffre à quelque 10 millions de dollars, dont la moitié a trait à l'énergie.

Tous ces travaux de recherche, et tous les autres que nous avons, sont des activités de recherche entreprises par les divers centres qu'administre notre direction de la recherche. Le programme national évolue constamment et demande de plus en plus de ressources pour se procurer le matériel moderne, qui est très coûteux.

The Chairman: Could you read more slowly, because it is difficult for the interpreters.

Mr. LeRoux: With pleasure, Madam.

Je prie les interprètes de bien vouloir m'excuser, je n'ai pas l'habitude de ce genre de système.

En tout cas, il est évident qu'il nous faut toujours acheter du matériel très coûteux et engager les services de scientifiques très qualifiés. Nous n'avons pas suffisamment de matériel, du fait des compressions budgétaires, probablement, et du programme d'austérité que nous connaissons, et nous n'avons pas suffisamment de scientifiques, parce qu'il y a moins de monde dans les écoles supérieures d'agriculture.

Nous poursuivons nos efforts pour moderniser nos bâtiments et locaux, afin que notre personnel de recherche dispose de l'infrastructure nécessaire pour atteindre les objectifs du programme. De nouveaux laboratoires sont à l'étude.

Il y a le Centre de recherches zootechniques, à Ottawa, le Centre de recherche London, à London, les stations de recherche de Brandon et Morden, au Manitoba, la station de recherche de Summerland, en Colombie-Britannique, et celle de Lennoxville, au Québec. Vous vous êtes bien sûr informés—puisque nous en avons déjà parlé—du nouveau laboratoire—bureau en cours de construction à la station de recherche de Saint-Jean, au Québec; ensuite, nous aurons le nouveau bâtiment de traitement de la viande à Lacombe, qui devrait ouvrir ses portes cet automne.

Un grand nombre d'autres projets mineurs sont également en cours qui visent à rénover les installations existantes, à réduire la consommation d'énergie et à pallier les problèmes de sécurité et d'hygiène. J'ai déjà mentionné le Centre de recherche sur les sols et sur l'eau, dans l'Ouest, ainsi que le Centre de recherche sur les aliments de Saint-Hyacinthe, qui

[*Texte*]

With respect to human resources, the last point I want to make, the Research Branch needs to fill approximately 50 research vacancies each year. These vacancies occur largely because of retirements, and we need to fill these in order to maintain our current research programs. Because we have experienced some difficulty in finding sufficient numbers of qualified candidates to fill all these vacant positions, a recruitment and training program has been developed in consultation with the Canadian universities; that is, with the deans of agriculture and with the chairmen of biology departments of universities. The program will identify and train 60 persons through the Ph.D. level over the next three years in disciplines which will meet the needs of the branch. Most of these people, incidentally, are coming in now at the level of M.Sc.

We must recognize we currently are in a period of restraint, and most of my research establishments have more positions than person-years to permit staffing of them all. Nonetheless, the department's research efforts will not be decreased below the current level.

Now, Madam Chairman, I could elaborate on other points. I think I would leave it at that, and if you agree, have Dr. Borland make some comments.

The Chairman: Yes sir. Mr. Borland.

Mr. Stewart W. Borland (Director General, Market Analysis and Trade Policy, Department of Agriculture): Thank you very much, Madam Chairman. I am well aware members of this committee are not here to listen to officials of the department make speeches. I will therefore try to make these introductory comments factual, informative, and above all, brief.

The resources allocated to the Marketing and Economics Branch are set out on page 2-12 of the main estimates. I would like to take this opportunity to point out that the 262 person-years shown there represent a reduction of about five full-time positions in comparison with fiscal year 1982-1983, when one takes account of some minor shifts of responsibility into the branch.

On the dollar side, the branch budget is expected to increase by $631,000 from last year, which is less than a 5% increase and is therefore well below the current rate of inflation.

I am sure there is no need to recap the normal activities of the branch for this committee, especially since the program description on page 2-16 of the main estimates provides a good summary of our normal activities. What I would like to do in the next few moments is to mention a few examples of the sorts of work we undertook during the last fiscal year.

These included preparing policy papers on a wide variety of issues such as feed grains, red meats, the long-term dairy program and potato marketing; producing position papers for

[*Traduction*]

contribueront également à étoffer nos établissements de recherche nationaux.

Enfin, en ce qui concerne les ressources humaines, la direction de la recherche doit combler une cinquantaine de vacances de postes de chercheur par an. Ces vacances sont dues principalement aux départs à la retraite, et nous devons nommer des remplaçants pour maintenir nos programmes de recherche à leur niveau actuel. Étant donné que nous éprouvons des difficultés à trouver un nombre suffisant de candidats qualifiés, nous avons mis sur pied un programme de recrutement et de formation, en consultation avec les universités canadiennes, et notamment avec les doyens des départements d'agriculture et les présidents des départements de biologie. Ce programme prévoit la sélection et la formation de 60 personnes jusqu'au niveau du doctorat dans le courant des trois prochaines années, et dans les disciplines voulues. La plupart de ces étudiants sont recrutés actuellement au niveau de la maîtrise en science.

Étant donné que nous sommes en période d'austérité, la plupart des établissements de recherche ont à leurs organigrammes davantage de postes qu'ils n'ont d'années-personnes pour les doter. Néanmoins, les activités de recherche du ministère ne connaîtront pas de réduction en deçà du niveau actuel.

Je pourrais évoquer quelques autres points, madame le président, mais je vais m'en tenir là, et inviter M. Borland à nous dire quelques mots, avec votre permission.

Le président: Oui, monsieur. Monsieur Borland.

M. Stewart W. Borland (directeur général, Analyse des marchés et politique du commerce international, ministère de l'Agriculture): Je vous remercie, madame le président. J'ai pleinement conscience que les membres du comité ne sont pas venus ici pour écouter des fonctionnaires du ministère faire de longs discours. Je vais donc essayer de faire en sorte que mes propos soient pertinents, concis et brefs.

Les ressources allouées à la Direction générale de la commercialisation et de l'économie figurent à la page 2-13 du Budget principal. Signalons que les 262 années-personnes qui y sont indiquées représentent une réduction de cinq postes à plein temps par comparaison à l'année financière 1982-1983, compte tenu de quelques changements mineurs dans les attributions de la direction.

En termes de crédits, le budget de la direction va augmenter de $631,000 cette année, soit une augmentation inférieure à 5 p. 100, et donc, sensiblement moindre que le taux d'inflation actuel.

Je pense que nous pouvons nous dispenser de résumer les activités normales de la direction, d'autant plus que la description du programme, à la page 2-17 du Budget principal, vous en donne une bonne idée. J'aimerais donc vous donner quelques exemples du genre de travail que nous avons entrepris durant la dernière année financière.

Nous avons notamment rédigé des énoncés de politique sur toute une gamme de sujets, tels que les céréales fourragères, les viandes rouges, le programme laitier à long terme et la

[*Text*]

the ministerial meeting last fall on the General Agreement on Tariffs and Trade, and starting work on the follow-up studies resulting from that meeting; and dealing with numerous instances of trade practices which threaten to injure domestic producers. We are noticing this type of work is increasing quite steadily, and I will say a few more words on that later.

On the other side of the trade coin, we were able to resolve several significant access problems facing our exporters. For example, in terms of access to the European Economic Community, we successfully dealt with problems on cheddar cheese, seed potatoes and feed grain substitutes. Working with Industry, Trade and Commerce and External Affairs, we continue to update the commodity and country market information on export potentials for Canadian products. They represented the department in, and did a great deal of economic analysis for, a number of task forces set up to move forward with the government's western transportation initiatives. The branch mounted several sales promotion campaigns for specific products, for example, Canadian-grown flour and Canadian-produced wine and cheese.

• 1615

In October, in collaboration with the Canada Grains Council, the branch organized the first national industry-wide conference to examine the future prospects of the grains industry in eastern Canada, in Montreal. In December we organized the largest ever national agricultural outlook conference in Ottawa.

The last activity I should like to mention is the organizing and carrying out of trade missions, both incoming and outgoing, in co-operation with the Department of External Affairs. It is in fact because of this type of activity that the Assistant Deputy Minister of the Marketing and Economics Branch, Mr. Yvan Jacques, could not be here to speak with you today. Mr. Jacques and our Deputy Minister, Mr. Connell, are presently in Caracas, Venezuela. We understand, just this afternoon, that they have had a successful journey down there which will possibly see the beginnings of a very significant trade with Venezuela in Canadian Holstein cattle.

In concluding these few remarks, Madam Chairman, I would like to tell the committee that we have been looking for and finding a number of ways to increase our efficiency and productivity and to carry a larger workload with fewer people. However, we are finding it increasingly difficult to offset the increases in our workload which are being caused by the world-wide relatively soft markets for the principal agricultural commodities which Canada produces and exports.

These depressed prices and recurring surpluses create pressures for increased protectionism on the part of our

[*Translation*]

commercialisation de la pomme de terre, préparé les prises de position du ministre à l'occasion de la conférence du GATT, l'automne dernier, et travaillé aux études de suivi découlant de cette réunion; nous avons en outre mené enquête sur les nombreuses pratiques commerciales préjudiciables aux producteurs canadiens. Ce genre de travail ne cesse de croître en volume, et j'en toucherai quelques mots plus tard.

Pour ce qui est de l'autre volet commercial, nous avons pu résoudre quelques difficiles problèmes d'accès dont souffrent nos exportateurs. Par exemple, pour ce qui est de l'accès à la Communauté économique européenne, nous avons pu résoudre les problèmes rencontrés par le fromage cheddar, les pommes de terre de semence et les substituts aux céréales fourragères. En collaboration avec les ministères de l'Industrie et du Commerce et des Affaires extérieures, nous continuons à tenir à jour, pour chaque pays et chaque produit, les données sur le potentiel d'exportation des produits canadiens. Ils ont représenté le ministère à plusieurs groupes d'études créés pour faire progresser les initiatives fédérales en matière de transport dans l'Ouest, et ils ont d'ailleurs procédé, pour leur compte, à un certain nombre d'analyses économiques. La direction a également organisé plusieurs campagnes promotionnelles pour stimuler la vente de l'un ou l'autre produit, par exemple la farine, le vin et le fromage d'origine canadienne.

Au mois d'octobre, de concert avec le Conseil des grains du Canada, la direction organisait la première conférence nationale regroupant tous les milieux de l'industrie, conférence qui examina à Montréal l'avenir de l'industrie céréalière de l'Est canadien. En décembre, nous organisâmes à Ottawa la plus imposante conférence nationale sur les perspectives agricoles jamais tenue.

La dernière activité que j'aimerais vous mentionner est l'organisation, dans un sens comme dans l'autre, de missions commerciales, en collaboration avec le ministère des Affaires extérieures. C'est précisément en raison des activités de ce genre que le sous-ministre adjoint de la Direction générale de la commercialisation et de l'économie, M. Yvan Jacques, n'a pas pu se joindre à nous aujourd'hui. M. Jacques et notre sous-ministre, M. Connell, sont actuellement au Venezuela, à Caracas, et nous avons appris, pas plus tard que cet après-midi, qu'ils avaient fait un voyage extrêmement profitable, qui pourrait représenter l'aube d'une ère d'échanges commerciaux très importants avec le Venezuela, qui semble très intéressé par nos Holstein.

Pour conclure ce bref exposé, madame le président, j'aimerais signaler aux membres du Comité que nous nous sommes efforcés, souvent avec succès, d'améliorer notre rentabilité et notre productivité, et d'assumer une charge de travail accrue avec un effectif plus réduit. Toutefois, nous nous rendons compte qu'il nous est de plus en plus difficile d'assumer le surcroît de travail attribuable au marasme dont souffrent, quasiment à l'échelle mondiale, les marchés des principaux produits agricoles produits et exportés par le Canada.

Ce marasme des prix, allié à des excédents sans cesse renouvelés, engendre toutes sortes de pressions réclamant des

[*Texte*]

trading partners and require more and better promotion of our Canadian products, both at home and abroad, and they demand more timely and accurate market information and outlook to help producers and marketers adjust to the changing market situations. All of these things, at least in part, are responsibilities of our branch and tend to increase the workload we are carrying.

Thank you very much, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Borland.

Mr. Neil: On a point of order, Madam Chairman, Dr. Borland mentioned the number of papers they had prepared. I was not able to list them all, but he talked of one on feed grains. Was that done for the minister, or is that available to anyone who requests it?

Mr. Borland: We have produced several papers on feed grains policy, and they fall into both categories, sir. I am quite happy to make available to you those which are in the latter category.

Mr. Neil: I wonder if you could let us have a list of those that are available so we can contact you and request whatever ones we wish to have.

Mr. Borland: Certainly.

Le président: Merci, monsieur Neil.

Je vous remercie, docteur LeRoux et monsieur Borland. Nous commençons la période des questions et M. McCain est le premier intervenant.

Mr. McCain: Madam Chairman, to me one of the most interesting meetings that committees of Parliament hold are those which relate to research. I regret to hear the representative of the department say that they are within the six and five guidelines. I do not think that you can stagnate research and effectively have a strong industry. I think that research is an investment in the future. Without it we would not have had, for instance, the corn revolution. We would not have had soy beans moving farther north in their possible planting area, and we would not have had the varieties of fruits and vegetables—and of course, for me, particularly potatoes—which would be necessary to satisfy the demands of the market. We would not have had the efficiency which agriculture has developed without its research. So I do regret it. I think this is an investment. This is not really, in the full sense of the word, a total output of money, but rather an investment in which we look for a greater return. I will always support your branch on that basis, Dr. LeRoux, because I think it is absolutely critical that this perhaps be the section of the Department of Agriculture which in fact has the highest profile.

[*Traduction*]

mesures plus protectionnistes de la part de nos partenaires commerciaux, ce qui exige dès lors des campagnes promotionnelles beaucoup plus vigoureuses pour les produits canadiens, chez nous comme à l'étranger d'ailleurs, ce qui réclame à son tour des données et des perspectives beaucoup plus précises et beaucoup plus ponctuelles sur les marchés, afin que nos producteurs et nos vendeurs puissent s'adapter à une conjoncture mouvante. Tout cela incombe, du moins en partie, à notre direction et a tendance à intensifier d'autant notre charge de travail.

Madame le président, je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Borland.

M. Neil: Un rappel au Règlement, madame le président: M. Borland a parlé de toute une série de documents préparés par son service. Je n'ai pas pu en faire la liste, mais je remarque que M. Borland a parlé d'un document sur les céréales de provende. S'agissait-il d'un rapport préparé à l'intention exclusive du ministre, ou s'agit-il au contraire d'un document public?

M. Borland: Nous avons produit plusieurs documents relatifs à notre politique en matière de céréales de provende, et ces documents relèvent des deux catégories. Je serais très heureux de vous communiquer ceux qui relèvent de la seconde.

M. Neil: Pourriez-vous nous communiquer la liste des documents disponibles, afin que nous puissions reprendre contact avec vous pour vous demander ceux qui nous intéressent?

M. Borland: Mais certainement.

The Chairman: Thank you, Mr. Neil.

Thank you very much, Dr. LeRoux and Mr. Borland. We shall now proceed with our usual question period, starting with Mr. McCain.

M. McCain: Madame le président, à mes yeux, les réunions les plus intéressantes des comités parlementaires sont celles qui portent sur les activités de recherche. C'est avec regret que j'ai entendu les représentants du ministère nous déclarer qu'ils étaient, eux aussi, assujettis aux directives des 6 et 5 p. 100. Je ne pense pas qu'il nous soit possible, d'une part, de faire stagner les activités de recherche et, d'autre part, de renforcer notre base industrielle. Pour moi, la recherche est un investissement à long terme. Sans recherche, nous n'aurions par exemple pas eu la révolution du maïs. Nous n'aurions jamais pu, non plus, planter du soja dans les régions septentrionales, nous n'aurions pas pu produire, comme nous le faisons actuellement, tous ces fruits et tous ces légumes—je pense en particulier aux pommes de terre—que le marché réclame. Nous n'aurions pas eu une agriculture aussi efficace que celle que nous avons actuellement. Je déplore donc cet état de choses. C'est un investissement, je le répète. Il ne s'agit vraiment pas, au sens strict du terme, d'une dépense en pure perte, mais bien au contraire d'un investissement que nous devons considérer comme extrêmement productif. Cela étant, je me porterai toujours à la défense de votre direction, monsieur LeRoux, parce qu'à mon avis, il est absolument

[*Text*]

• 1620

Now, may I ask you first, what progress did you make with the seed potato structure in the European Economic Community, and what future benefit and what future volume do you project as a result of your negotiations with the EEC?

Dr. LeRoux: Madam Chairman, I believe this is the program referred to . . . I think Dr. Bishop might be able to give us a more complete answer, Mr. McCain, if you will agree.

Mr. McCain: Thank you very much.

The Chairman: Mr. Bishop.

Mr. C.J. Bishop (A/Director General, Program Coordination, Department of Agriculture): Madam Chairman, the particular phase that you refer to is really not within the Research Branch; it is within the Food Production and Inspection Branch, because it relates to this access problem related in the phytosanitary quality of the seed potatoes being shipped. However, the situation is one of these things that changes almost from day to day as you probably realize, and the last that I have heard is that things are going reasonably well from our standpoint.

We are, as you probably are aware, setting up a fairly extensive and complete and intensified system of post-harvest control and testing of seed potatoes. This has involved the establishment of seed laboratories, particularly in Prince Edward Island and New Brunswick, and these are just getting underway; and hopefully we will able to assure that we are shipping high-quality disease-free tubers to the European countries.

Mr. McCain: Will this give us access for greater volumes to Italy, Greece, Spain, Portugal, and in a related way, more or less, to Algeria because of its close association with France of the EEC? Will it give us any access to Germany, France, or any other of the continental markets of the European Economic Community?

Dr. Bishop: This is a question that is pretty hard to answer. We hope that it will. It probably will not happen overnight. The best prospects are probably with Italy and Greece, where we have quite close contacts, particularly between our plant pathologists at Fredericton and the plant pathologists in those countries. We are working with them closely, and I think they are essentially on our side, rather than showing the opposition that perhaps some of the countries in the EEC are attempting to show at the present time.

[*Translation*]

essentiel qu'elle devienne, qui sait, la composante du ministère de l'Agriculture la plus en vue, la plus renommée.

Après ce préambule, j'aimerais vous demander pour commencer quelle percée nous faisons dans le domaine des pommes de terre de semence au sein de la Communauté économique européenne, et quelles sont les retombées, notamment quantitatives, que vous envisagez suite à vos négociations avec la CEE?

M. LeRoux: Madame le président, il s'agit je crois du programme dont il est fait état . . . M. Bishop pourrait peut-être répondre de façon plus précise à votre question, monsieur McCain, si vous voulez bien.

M. McCain: Je vous en prie.

Le président: Monsieur Bishop.

M. C.J. Bishop (directeur général intérimaire, Coordination des programmes, ministère de l'Agriculture): Madame le président, la phase dont vous voulez parler ne relève pas vraiment de la Direction générale des recherches, mais plutôt de la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments, en ce sens qu'il s'agit du problème de la qualité phytosanitaire des pommes de terre de semence exportées. Quoi qu'il en soit, c'est l'un de ces cas pour lesquels la situation change quasi quotidiennement, comme vous le savez sans doute, et la dernière fois que j'en ai entendu parler, tout semblait se dérouler raisonnablement bien, du moins de notre perspective.

Comme vous le savez sans doute aussi, nous sommes en train de mettre en place un système très détaillé et de grande envergure axé sur le contrôle et l'analyse des pommes de terre de semence après la récolte. Nous avons ainsi implanté des laboratoires, notamment dans l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, et ils viennent tout juste d'entrer en activité. Il est à espérer que nous pourrons ainsi avoir la garantie que nous exportons effectivement vers les pays européens des tubercules sains d'excellente qualité.

M. McCain: Cela pourrait-il multiplier nos débouchés en Italie, en Grèce, en Espagne, au Portugal et, à peu près dans le même ordre d'idée en Algérie également, compte tenu des liens étroits que ce pays entretient avec la France et la CEE? Nos pommes de terre trouveront-elles ainsi un débouché en Allemagne, en France ou dans tout autre pays continental membre de la Communauté économique européenne?

M. Bishop: Voilà une question à laquelle il est assez difficile de répondre. Nous l'espérons, c'est évident. Toutefois, cela ne se fera sans doute pas du jour au lendemain. Nos meilleures perspectives sembleraient se présenter en Italie et en Grèce, pays avec lesquels nous restons en contacts étroits, et j'entends par là les contacts entre nos phytopathologistes de Fredericton et leurs homologues dans ces mêmes pays. Nous travaillons en étroite collaboration avec eux, et je dirais qu'essentiellement ils seraient plutôt de notre avis, compte tenu de l'opposition que certains pays de la CEE semblent afficher pour l'instant à notre endroit.

[*Texte*]

Mr. McCain: Progress, but no finite market.

Dr. Bishop: That is just about it at the present time.

Mr. McCain: Madam Chairman, I would next like to address the problem of seed registration, and I believe that the Research Branch does in fact produce new varieties of various items in the agricultural field, whether it be grains or fruit and vegetable. There has been some problem, I believe, in the registration of Caribe, which was developed by the Fredericton research department. Is it now registered, and if not, why not?

The Chairman: Mr. Bishop.

Dr. Bishop: Madam Chairman, this is another problem that is primarily FP&I rather than Research Branch, but nevertheless there is a very important component connected with the Research Branch. It is, as you have mentioned, one of our own varieties. In the normal course of events, it would have been handled very much the same as any other variety that we produce, and would have been licensed. In this particular instance, it happened to be a purple-skinned potato which was susceptible to potato wart; and potato wart and blue potatoes, as you may be aware, are common in Newfoundland and not common elsewhere in the country.

• 1625

So Newfoundland was not in favour of the licensing of this variety and the licensing was not proceeded with. However, it was registered for inspection as an export commodity, and the seed can be grown for that purpose; and this is continuing at the present time.

Now, it is true that from a producer's standpoint this has not really solved the problem 100%; and the matter is still under consideration. There is a meeting going to be held in Fredericton next week which will discuss this matter, and it is hoped that we will come up with a solution that will permit its more effective handling from the standpoint of the producers in the Maritimes. It is a difficult problem, but we are still working on it.

Mr. McCain: Madam Chairman, that is exactly the same as saying that the Maritime provinces object to the licensing of a variety of wheat for the western grain grower. How could one province, Madam Chairman, in federal policy, which grows less than one half of 1% of Canada's potatoes, arrange to refuse licensing privileges for a seed variety which is wanted abroad, and I think I have good reason to say probably will be in demand on the domestic market. I have every proper consideration for Newfoundland, but I submit to you that that is a very slim sort of reason to refuse the registration of a product for production in New Brunswick and Prince Edward Island, or Quebec, or whatever. It is sort of like refusing to register a grain in eastern Canada because western Canada does not want it. I think this licensing system has just got to change.

[*Traduction*]

M. McCain: Des progrès donc, mais pas un marché très circonscrit.

M. Bishop: À l'heure actuelle, ce serait en effet plutôt cela.

M. McCain: Madame le président, j'aimerais maintenant parler du problème de l'enregistrement des semences et j'imagine que la Direction générale de la recherche produit effectivement de nouvelles variétés dans le secteur agricole, qu'il s'agisse de céréales, de fruits ou de légumes. Je crois savoir que l'enregistrement de la variété Caribe, qui est l'oeuvre du département de la recherche de Fredericton, a posé quelques problèmes. Cette variété est-elle enregistrée et, dans la négative, pourquoi?

Le président: Monsieur Bishop.

M. Bishop: Madame le président, il s'agit ici d'un autre problème qui relève davantage de la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments, qui s'assortit néanmoins d'une importante composante associée à la Direction générale de la recherche. Comme vous l'avez dit, il s'agit effectivement d'une de nos propres variétés. En temps normal, nous nous en serions occupés un peu comme nous l'aurions fait pour n'importe quel autre produit agricole, et nous aurions obtenu une licence. En l'occurrence, il s'agissait d'une pomme de terre à pelure rouge, très vulnérable à la galle verruqueuse et, comme vous le savez peut-être, la galle verruqueuse et la pomme de terre bleue sont très communes à Terre-Neuve mais pas ailleurs au Canada.

Ainsi, comme Terre-Neuve n'était pas d'accord pour homologuer cette variété, cela n'a pas été fait. Cependant, cette variété est assujettie à l'inspection en tant que denrée d'exportation, et la semence peut être utilisée à cet effet; voilà ce qui en est à l'heure actuelle.

Certes, du point de vue du producteur, le problème n'est pas résolu à 100 p. 100, et il faut donc encore y travailler. Ainsi, une réunion aura lieu à Fredericton la semaine prochaine pour en discuter et nous espérons pouvoir trouver une solution qui permettra de mieux répondre aux problèmes de manutention des producteurs des Maritimes. C'est donc un problème délicat, mais nous y travaillons.

M. McCain: Madame le président, cela revient à dire que les provinces Maritimes s'opposent à l'homologation d'une variété de blé pour les producteurs de céréales de l'ouest. Madame le président, comment une province, qui ne produit qu'à peine un demi pour cent des pommes de terre du Canada, peut-elle refuser l'homologation d'une variété de semences que des pays étrangers veulent nous acheter et qui intéressera certainement bientôt des acheteurs canadiens? J'ai beaucoup de respect pour Terre-Neuve, mais il me semble que cette raison est bien mince pour refuser l'homologation de ce produit au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec ou ailleurs. C'est comme si l'on refusait d'homologuer une céréale dans l'est du Canada tout simplement parce que l'ouest ne le voulait pas. Il me paraît évident qu'il faut changer ce système d'homologation.

[*Text*]

We have been stymied in getting outside grain varieties and we have not yet successfully produced grain varieties that are viable in the real economic sense in Atlantic Canada and in eastern Quebec. We cannot bring them in from Europe because western grain producers object. Now we are stymied in the potato-producing areas of Atlantic Canada with a variety of potato which I think would prove popular and which was denied registration because it will not grow in Newfoundland. God bless them, I respect them in every other way; I respect them in every other way, but do you not think it is sort of the tail is wagging the St. Bernard dog?

M. Dionne (Chicoutimi): J'invoque le Règlement, madame le président.

Le président: Un instant, s'il vous plaît.

M. Dionne (Chicoutimi): Je voudrais faire un rappel au Règlement avant qu'il ne réponde.

Le président: Très bien, monsieur Dionne.

M. Dionne (Chicoutimi): Monsieur McCain, je comprends très bien votre problème, mais, si je me souviens bien, lorsque cette variété supérieure a été mise en marché, on n'avait pas suffisamment fait de recherche, et aujourd'hui, tout le monde a des problèmes au Canada. La perte du marché de l'Italie est peut-être due à cet état de chose. Je me demande si ce n'est pas la même chose qui se produit avec le marché de la pomme de terre, comme vous venez de le mentionner. Cependant, je suis d'accord avec vous qu'il doit y avoir de nouvelles variétés.

Mr. McCain: I hope that did not come off my time; I am in a hurry.

The Chairman: No. Mr. Bishop.

Dr. Bishop: Madam Chairman, in response to Mr. McCain's last comments, I might say that the licensing of Caribe, the decision on it, was postponed for one year. We still have to make a decision again as to whether it will be licensed or whether we can find a suitable alternative; and there are two or three alternatives under study at the present. Hopefully, after the meeting next week, we will have an answer for you.

Mr. McCain: Madam Chairman, all I want to say in respect of that is that it is a variety that has demand in the world market. I think that as long as it has that demand we should never cease looking for better varieties, but I submit to you that we should not deter the production of a relatively good variety, proven for Atlantic production at least to be successful for that purpose, and I would like to see it registered. I would like to see the constraints removed.

Here we have the grains, and I come back to that. I would like to ask the research department: How many new varieties of grains for viable production in Atlantic Canada have been originated this year; how much research has gone into the development of a protein crop which would grow in Atlantic Canada on a viable basis? The livestock industry, as well as the potato industry, are totally dependent upon the viability of the product of research, and I would like to ask you: How many new varieties of grain have we got for Atlantic Canada;

[*Translation*]

Nous nous retrouvons dans une impasse parce que, d'une part, on nous encourage à exporter des variétés de céréales et que, d'autre part, nous n'avons pas réussi à produire des variétés de céréales qui soient rentables pour la région de l'Atlantique et l'est du Québec. Nous ne pouvons pas les importer d'Europe parce que les producteurs de céréales de l'ouest s'y opposent. Maintenant, les régions de l'Atlantique qui produisent des pommes de terre se retrouvent coincées parce que Terre-Neuve refuse une variété de pommes de terre qui, pourtant, serait très bien adaptée à notre climat. J'ai beaucoup de respect pour Terre-Neuve, mais ne pensez-vous pas que c'est la puce qui fait marcher l'éléphant?

Mr. Dionne (Chicoutimi): On a point of order, Madam Chairman.

The Chairman: One moment, please.

Mr. Dionne (Chicoutimi): I have a point of order before he gives an answer.

The Chairman: Very well, Mr. Dionne.

Mr. Dionne (Chicoutimi): Mr. McCain, I appreciate your problem but, if I remember correctly, when this variety was marketed, not enough research had been done and, consequently, everybody has problems with it in Canada, today. We may have lost the Italian market because of that. I wonder if the same thing is not happening with the potato market, as you just mentioned. However, I agree with you, we must find new varieties.

M. McCain: J'espère que vous n'avez pas prélevé cette intervention de mon temps de parole, car je suis pressé.

Le président: Non. Monsieur Bishop.

M. Bishop: Madame le président, j'aimerais signaler, en réponse à M. McCain, que la décision d'homologuer la variété Caribe a été reportée d'une année. Nous ne savons donc pas encore si cette variété sera homologuée ou si nous trouverons une autre solution acceptable; nous en examinons deux ou trois à l'heure actuelle. J'espère pouvoir vous donner une réponse après la réunion de la semaine prochaine.

M. McCain: Madame le président, j'aimerais simplement rappeler ici que cette variété est recherchée par de nombreux acheteurs étrangers. Certes, une telle demande ne doit pas nous empêcher d'essayer de mettre au point des variétés supérieures, mais ce n'est pas une raison pour entraver la production d'une variété relativement bonne, dont la culture s'adapte bien à la région de l'Atlantique, et cela est prouvé. C'est donc la raison pour laquelle j'aimerais qu'elle soit homologuée et que toutes ces contraintes soient supprimées.

Au sujet des céréales, j'aimerais demander aux représentants de la direction de la recherche combien de nouvelles variétés de céréales ont été mises au point cette année, dont la production serait rentable pour la région de l'Atlantique? Quelles recherches avez-vous fait cette année dans le but de mettre au point une variété à forte teneur en protéines qui conviendrait au climat de la région de l'Atlantique? L'industrie de l'élevage, aussi bien que l'industrie de la pomme de terre, dépendent entièrement de la rentabilité du produit mis

[*Texte*]

are they ones we produced ourselves; are they ones we have imported from other comparable climates; and are we making a real thrust to try to make that viable?

• 1630

Le président: Oui, monsieur LeRoux, vous désirez que le Dr Morrison réponde à la question?

M. LeRoux: Oui, s'il vous plaît, madame le président.

Le président: Très bien. Vous avez la parole, docteur Morrison.

Mr. J.W. Morrison (Director General, Institute and Program Co-ordination Directorate, Agriculture Canada): Madam Chairman, Mr. McCain, I cannot give you the actual number, but certainly I think we can get it for you. I can assure you, though, that the same research or maybe even more active research in the Atlantic region is going on now that we have been regionalized, because we have been working on quality aspects on some of the grains in the new Kentville laboratory which we did not do before. I think this is a step forward because it is better to grow a quality grain than to grow just a low quality feed grain.

Some varieties are European, that is true. Some of them are not licensed, but they are allowed for sale under the registration aegis of production and marketing, which means that they can be grown the same as though they were a licensed variety. That flexibility was given many years ago. I think it is a good idea because the only reason they are not registered is the fact of indistinguishability from the other grains which would cause a disruption in some of the marketing. I cannot give you the exact number but we certainly can get it for you.

Mr. McCain: But that is, of course, bringing in the foreign ones which are subject to their plant breeders' rights. We cannot get all those which are under the direct control of the private, shall we say, inventor or originator of a variety. And while some of them have been smuggled into Canada and have been produced successfully, I think we do not make a special effort to try to make them available to Atlantic Canadian producers. We just cannot get the yields with the varieties currently at hand, nor do we have the breeding capability to keep them available.

Madam Chairman, I just want to ask one other question, and I cannot over-emphasize the necessity of an eastern protein crop. I do not know whether you are doing any work on that or not; Dr. Morrison did not address that. To pay the storage in Charlottetown for additional research is wonderful—it is needed—and the feedmill in Kentville. What is the objective of the feedmill in Kentville, and what is the trend of research for the potato storage in Charlottetown? I was under the impression that your fruit and vegetable storage thrust was in Kentville. Are we now dividing it and, if so, what is going to be the result of its division?

[*Traduction*]

au point, et j'aimerais donc savoir de combien de nouvelles espèces de céréales nous disposons pour la région de l'Atlantique: s'agit-il de variétés que nous avons mises au point nous-mêmes ou bien que nous avons importées d'autres pays au climat comparable au nôtre? Fait-on vraiment des efforts pour essayer de rendre ces variétés rentables?

The Chairman: Yes, Mr. LeRoux, you wish that Doctor Morrison answers the question?

Mr. LeRoux: Yes, if you please, Madam Chairman.

The Chairman: Very well, Doctor Morrison, you have the floor.

M. J.W. Morrison (directeur général, Directorat des instituts et de la coordination des programmes, Agriculture Canada): Madame le président, monsieur McCain, je ne suis pas en mesure de fournir des chiffres, mais je pense que nous pouvons certainement vous les obtenir. Je puis vous assurer qu'il y a autant ou peut-être davantage de recherche active qui se fait dans la région Atlantique depuis la régionalisation, car au nouveau laboratoire de Kentville nous avons travaillé sur la qualité de certains grains, ce que nous ne faisions pas auparavant. Je pense que c'est un pas de l'avant car il vaut mieux cultiver un grain de qualité qu'un grain de provende de qualité inférieure.

Il est vrai qu'il y a certaines variétés de grains européens: mais leur vente est homologuée pour la production et la commercialisation, ce qui signifie qu'on peut les cultiver comme s'il s'agissait de variétés homologuées. Cette souplesse a été accordée il y a bon nombre d'années. Je pense que c'est une bonne idée, car l'unique raison pour laquelle ces grains ne sont pas enregistrés est qu'il est impossible de les distinguer d'autres espèces, ce qui perturberait la mise en marché. Je ne suis pas en mesure de fournir les chiffres exacts, mais nous pouvons certainement les obtenir pour vous.

M. McCain: En fait, il s'agit d'importer des grains étrangers sujets à leurs droits d'obtention végétale. Nous ne pouvons obtenir toutes les variétés sous contrôle privé direct de l'inventeur ou du créateur de ces variétés. Quoique certaines de ces variétés ont été importées subrepticement au Canada, et ont été cultivées avec succès, je ne pense pas que nous fassions d'efforts spéciaux pour les fournir aux producteurs de la région Atlantique. Les variétés courantes ne nous permettent pas d'obtenir le rendement voulu et nous n'avons pas non plus la capacité d'obtention pour en assurer l'approvisionnement.

Madame le président, je veux simplement poser une autre question et je ne peux trop insister sur la nécessité d'une culture de protéines dans l'est. J'ignore si vous faites des recherches sur le sujet, le Dr Morrison n'en a pas parlé. Le fait de payer l'entreposage à Charlottetown pour des recherches additionnelles est magnifique; c'est nécessaire . . . ainsi que la minoterie de Kentville. Quel est l'objectif de la minoterie de Kentville, quelle est l'orientation de la recherche pour l'entreposage de pommes de terre à Charlottetown? J'avais l'impression que votre effort de recherche sur l'entreposage des choux et légumes se faisait à Kentville. Avons-nous divisé cette

[*Text*]

The Chairman: Dr. Bishop will answer your question.

Dr. Bishop: Madam Chairman, the matter of the storage of potatoes and the research related to it for the Maritimes is still under discussion. It is true that we have the facilities for this type of work at Kentville, and most of the vegetable storage work in eastern Canada is actually conducted at that station. There has not been very much work done with potatoes from a storage standpoint perhaps anywhere in Canada. This really has been one of our deficiencies and is one reason why there is discussion at the present time with respect to the possibility of a storage program being initiated at Charlottetown. Whether or not this is the final decision really has not been made yet. It is something which is currently under discussion. That is about all I can say. There has been no decision made on it.

Mr. McCain: Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. McCain. Mr. LeRoux.

Dr. LeRoux: Mr. McCain, we will be giving you this information with respect to varieties. There are some . . .

The Chairman: Are you giving the answer to the committee?

Dr. LeRoux: I will give a more complete answer to the committee; pardon.

Mr. McCain: With yield attached.

Dr. LeRoux: With yield attached. There are some 41 varieties which have been produced in Canada in our branch this year. Certain of these definitely will have an importance to your region. I think indeed the committee deserves a fuller answer.

The Chairman: Yes.

Mr. McCain: And your protein crop research.

Dr. LeRoux: Protein crop research.

The Chairman: All right? *Merci beaucoup, monsieur Althouse.*

Mr. Althouse: Thank you, Madam Chairman. There is a number of bits and pieces of the estimates that I want to get into while we have you before us. To begin with I notice there is a relatively small allocation for agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act set out at $200,000 this year. In previous years there was nothing for this. Are you looking forward to the establishment perhaps of a potato agency? Just what is this allocation for?

• 1635

Dr. LeRoux: Madam Chairman, I think the question again, I regret, relates to the food production and inspection responsibilities. I think Dr. McGowan will be here in the future and maybe that could a question he would address.

[*Translation*]

recherche et, le cas échéant, quel sera le résultat de cette division?

Le président: Le Dr Bishop répondra à votre question.

Dr Bishop: Madame le président, la question de l'entreposage des pommes de terre et de la recherche dans ce domaine pour les Maritimes est toujours en discussion. Il est vrai que nous avons des installations pour ce genre de travail à Kentville et la plupart des travaux sur l'entreposage des légumes dans l'est du Canada se fait actuellement à ce centre de recherche. Pour ce qui est des travaux sur l'entreposage de la pomme de terre, il y en a eu très peu qui ont été faits au Canada. C'est vraiment l'une de nos lacunes et c'est la raison pour laquelle les discussions sont en cours au sujet de la possibilité d'un programme de recherche sur l'entreposage qui serait lancé à Charlottetown. On n'a pas encore tranché la question définitivement, cependant. Cela fait toujours l'objet de discussions. C'est à peu près tout ce que je peux dire. Aucune décision n'a été prise.

M. McCain: Merci, madame le président.

Le président: Merci, monsieur McCain. Monsieur Leroux.

M. LeRoux: Monsieur McCain, nous vous fournirons ces renseignements sur des variétés. Il y a quelque . . .

Le président: Est-ce que vous enverrez votre réponse au Comité?

Dr LeRoux: Je m'excuse, nous enverrons la réponse complète au Comité.

M. McCain: En y annexant le rendement.

M. LeRoux: En y annexant le rendement. Cette année au Canada notre direction a produit quelque 41 variétés dont certaines seront certainement importantes pour votre région. Je pense certainement que le Comité mérite une réponse complète.

Le président: Oui.

M. McCain: Et aussi sur votre recherche touchant les cultures de protéines.

Dr LeRoux: La recherche sur les cultures de protéines.

Le président: Très bien. *Thank you very much, Mr. Althouse.*

M. Althouse: Merci, madame le président. Il y a un tas de détails dans le budget dont je veux parler tandis que vous êtes là. D'abord, je remarque que les crédits accordés aux organismes créés en vertu de la loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme se chiffrent à $200,000 pour cette année. Dans les années précédentes, ce poste n'existait pas. Envisagez-vous la création d'un office de commercialisation des pommes de terre peut-être? Pourquoi ces crédits?

Dr LeRoux: Madame le président, je m'excuse, mais je pense que la question porte sur la production alimentaire et sur les responsabilités d'inspection. Je crois que le Dr McGowan sera là à l'avenir et peut-être la question pourrait-elle lui être posée.

[*Texte*]

Mr. Althouse: I had some general questions about the expenditures and research. I do not know whether this is the proper place to raise it, but I will attempt to anyway.

I noticed that grants to universities and other scientific organizations in Canada are stable this year, as opposed last year, in spite of inflation. I note the $1.326 million in each of the two sets of estimates, and the effect will be that those universities and other scientific research institutions will be able to spend less money due to inflation. I am just wondering what the reaction is there. Was it considered that their research needs were coming to an end, or what is the reason for not maintaining inflation or the six and five?

Dr. LeRoux: Madam Chairman, the amount of those contributions or grants to universities has remained steady because of the entry, I guess, and Mr. Renaud may comment on that. It is one amount voted to us, and until we get an agreement from Treasury Board to increase it, it remains at that amount. I am not really sure now, with respect to the six and five, how we have handled this, but maybe Mr. Renaud can comment on that as well.

What I would like to say, though, Mr. Althouse, is that over several years now we have put in a request to double that amount under our multi-year operational plan, and this has been turned down by Treasury Board so we simply have to handle the situation as we get it from the authorities.

Nevertheless, one of the interesting things that has happened, not out of the grant but out of the contracting program, is that while our contracting program has been increasing, more and more, up to about 50% of it, has been going to universities, and certainly that has assisted quite considerably in the training of graduates, which I think the grant-in-aid program is intended to do. It is a little more, not cumbersome, but a little more complex maybe, but on the other hand there are overhead charges in the contracting program that would not be available under the granting program. So I think the universities have been benefiting from Agriculture Canada through this process, rather than holding the line. I mean, they have been getting additional resources through that process, which has benefited us in terms of the graduates being trained.

Mr. Althouse: I note that last year's estimates had a number of spots where there were Canada student summer employment programs scattered throughout the estimates on the grants and contributions page, but this year there are none. I may not have added them all together here, but it is something in excess of at least $1.25 million last year which is not there this year. I am wondering what sorts of programs were carried out last year, and that may give us some kind of idea as to why they were not continued on this year.

Dr. LeRoux: I wonder if Mr. Renaud might comment on that. If I understand correctly from my advisers before we came to this meeting, the Summer Canada Program prevails this year as it did last year and we will have some 500 or so jobs offered to young Canadians, as we did last year. Why it is not entered exactly, I think comes after the fact, by whatever mechanisms the financial people can help us there. But I do

[*Traduction*]

M. Althouse: J'ai des questions générales sur les dépenses et la recherche. J'ignore si c'est l'endroit approprié pour soulever la question, mais je vais essayer de toute manière.

Je remarque qu'en dépit de l'inflation, les octrois aux universités et autres organismes scientifiques du Canada sont maintenus à 1,326 millions de dollars cette année tout comme l'an dernier avec comme résultat que ces organismes auront moins d'argent à dépenser à cause de l'inflation. Je me demandais simplement quelle était la réaction à cet état de choses. Est-ce que l'on considère que leurs besoins de recherche s'amenuisent? Quelle est la raison pour ne pas tenir compte de l'inflation ou du six et du cinq pour cent?

Dr LeRoux: Madame le président, le montant de ces contributions ou octrois aux universités est demeuré stable car c'est une entrée, et M. Renaud pourra commenter sur la question. C'est une somme qui nous est créditée et d'ici à ce que le Conseil du Trésor nous autorise à l'augmenter, ce montant ne change pas. Je ne suis pas sûr comment nous allons traiter la chose pour ce qui est du six et du cinq pour cent, mais peut-être que M. Renaud sera en mesure de commenter là-dessus également.

Monsieur Althouse, j'aimerais ajouter que depuis plusieurs années maintenant nous avons demandé au Conseil du Trésor d'augmenter cette somme en vertu de notre plan d'exploitation pluri-annuel et que ça été refusé. Donc nous devons simplement faire face à la situation avec ce que nous obtenons des autorités.

Néanmoins, l'une des choses intéressantes qui s'est produite, par les octrois, mais pour notre programme de contrats extérieurs, c'est qu'au fur et à mesure de l'augmentation de ce programme, jusqu'à environ 50 p. 100 de ces contrats ont été accordés aux universités et cela a certainement beaucoup contribué à la formation des diplômés, ce que vise je pense le programme d'octrois sous forme d'aide. C'est peut-être un petit peu plus complexe mais d'autre part le programme de contrats comprend des frais d'exploitation qui ne seraient pas disponibles en vertu du programme d'octrois. Donc je pense que ce programme d'Agriculture Canada a été avantageux pour les universités. Cela leur a permis d'obtenir des ressources additionnelles pour la formation des diplômés.

M. Althouse: Je remarque que l'an dernier les programmes d'emplois d'été pour étudiants étaient éparpillés dans le budget aux postes des octrois et contributions, mais cette année il n'y en pas. Je n'ai pas fait le calcul, mais l'an dernier il y avait plus de 1,25 millions de dollars qui n'apparaît pas cette année. Je me demande quels genres de programmes ont été mis en oeuvre l'an dernier; cela peut nous donner une idée de la raison pour laquelle ils n'ont pas été repris cette année.

Dr LeRoux: Je me demande si M. Renaud peut commenter. Si j'ai bien compris ce que mes conseillers m'ont dit avant la réunion, le Programme d'été du Canada sera maintenu cette année comme l'an dernier et nous offrirons quelques 500 emplois aux jeunes Canadiens tout comme l'an dernier. Pourquoi ce n'est pas inscrit de façon précise, je pense que c'est arrivé après, et quels que soient les mécanismes employés, je

[*Text*]

believe that the program is being maintained this year, Mr. Althouse, at about the same level and vigour as last year.

Mr. Althouse: What sorts of jobs were those?

Dr. LeRoux: The Summer Canada Program, working with the stations, would involve students as support in many of our programs of production, protection and utilization, but I cannot give you the details. We can lay this out for you, if you wish, but certainly these are welcome additions in these days of austerity, to help the researchers in the work they are doing in the various laboratories across Canada.

• 1640

As I say, we are never assured the program will be continued the next year, but I think for the past several years it has been maintained and we have been very pleased with the help we have received.

Mr. Althouse: Would it be possible to produce a paper to the committee for later distribution . . .

Dr. LeRoux: It would indeed.

Mr. Althouse: —showing the educational level of the students and the kinds of jobs they carried out under the program?

Dr. LeRoux: Indeed it would, and we will be pleased to bring that to the committee, Madam Chairman.

Mr. Althouse: I note that on the person-years and strength breakdown we have on 220, you keep estimating. There seems to be some fluctuation in the number of person-years assigned to scientific and professional, to that level. In 1981-1982 we had 1,143 person-years authorized, and in 1983-1984 we have 1,112, which is a slight decline, even though it is up from the more major decline last year. I also see that just what is authorized, does not necessarily come through. Some years there are over 140 fewer actual employees in that category than are actually authorized. There does not seem to be any great change in that particular category. I note you mentioned in your opening remarks, I believe, that you were attempting to bring in 60 people at the Ph.D. level, who were brought into the department at the M.S. level, and you have a program of bringing at least 60 of those up to the Ph.D. level in the next three years. I was just wondering, is that program going to be adequate in light of the problems you seem to have in maintaining the scientific and professional levels at the levels of 1981, even.

Dr. LeRoux: The recruitment of young people started before this program. I think I have some 40 actually on course now. The 60 is 20 last year, 20 this coming year and 20 the following year and will add to the number I am referring to already.

[*Translation*]

pense que les responsables financiers pourront nous aider. Mais je pense que le programme est maintenu cette année, monsieur Althouse, environ au même niveau et avec autant de vigueur que l'an dernier.

M. Althouse: De quel genre d'emplois s'agissait-il?

Dr LeRoux: Dans le cas du Programme Eté Canada, les étudiants travaillent à nos stations de recherche dans des rôles de soutien pour bon nombre de nos programmes de production, de protection et d'utilisation, mais je ne peux pas vous donner plus de détails. Il ne fait pas de doute que ce genre de choses est le bienvenu à notre époque d'austérité, car cela aide les chercheurs à effectuer leur travail dans les divers laboratoires canadiens.

Je le répète, nous ne sommes jamais sûrs que le programme sera maintenu d'une année à l'autre, mais ces dernières années il l'a été, et nous avons beaucoup apprécié l'aide qu'on nous a donnée.

M. Althouse: Serait-il possible de fournir un document à l'intention du Comité, un peu plus tard . . .

M. LeRoux: Certainement.

M. Althouse: . . . où on indiquerait le niveau d'instruction des étudiants ainsi que le genre de travail qu'ils ont effectué dans le cadre du programme?

M. LeRoux: Assurément, cela nous fera plaisir de fournir cela au Comité, madame le président.

M. Althouse: J'ai remarqué quelque chose sur le relevé des années-personnes et la répartition des effectifs, à la page 220, car vous semblez toujours être en train d'effectuer des estimations. Il semble en effet y avoir une certaine fluctuation dans le nombre des années-personnes figurant dans la catégorie scientifique et professionnelle. En 1981-1982, nous comptions 1,143 années-personnes autorisées, et en 1983-1984, nous en avons 1,112, ce qui représente une légère baisse, même si cette diminution constitue en fait une augmentation par rapport aux pertes importantes de l'année précécente. Je remarque également que ce qui est autorisé n'est pas nécessairement indiqué. En effet, certaines années, il y a au moins 140 employés de moins dans cette catégorie que ceux qui sont autorisés. Il ne semble pas y avoir d'évolution très marquée dans cette catégorie particulière. Par ailleurs, dans vos remarques liminaires, je crois que vous avez mentionné le fait que vous essayez de pousser 60 personnes recrutées au ministère au niveau M.S., vers le doctorat. De plus, vous avez ajouté que vous aviez un programme permettant de faire passer au moins 60 de ces employés au niveau du doctorat au cours des trois prochaines années. Cependant, à la lumière des difficultés que vous semblez avoir à maintenir les niveaux scientifiques et professionnels au même point que ceux de 1981, croyez-vous que ce programme suffira à la tâche?

M. LeRoux: Le recrutement des jeunes a commencé avant la mise en oeuvre du programme. Je crois qu'il y en a déjà 40 qui sont aux études présentement. Le chiffre 60 comprend 20 personnes recrutées l'année passée, 20 à intégrer l'année

[*Texte*]

They will certainly meet the separation rate, due to retirement. We realize we are facing a more rapid retirement rate over the next four years. We are watching this very closely, Mr. Althouse. We believe the universities, which normally should be training these people through the normal process of young people going to university who are interested in agriculture and taking their Ph.D.s quite separately from our support, that with the NSERC support going to universities, it has been increasing. The statistics indicate that there is an upward trend in some of the universities. Will this sustain? Will this not sustain? I think we have to watch it very carefully on a year-to-year basis.

I am reporting annually to the deans, and to the chairmen of the biology departments. I am telling them the situation in-house with us. I am talking, now, exclusively of the Research Branch. They themselves are giving me their statistics on who is coming on stream and who will be coming out at the Ph.D. level with a research degree, and we can make our adjustments as we go along.

We are on hold, mind you, on person-years. We have been on hold on person-years for quite some years now. Everybody knows that. We have talked about that before; that is a situation which has existed over several years. Within that situation, I am trying to maintain the strength of replacement, and I think we are achieving that through this process. As I said, again, the grants in aid, the contracts the universities are picking up, there are new opportunities coming always in terms of scholarships from NSERC.

• 1645

There are new programs and strategic grants with them. All these are going to assist us, I think, in recovering the young people. I do believe the young people in agriculture are showing a very decided interest at the Bachelor's level—I am talking about agricultural colleges, particularly—to go on to graduate work now. For a while they were not; there was a period when you had a drop, but I think the next four years are going to be fairly critical to all of us in terms of replacements. I hope our program will meet our expectations.

I may say, Mr. Althouse, as to your comment about the numbers here, that we would make a comment to you or to the committee on that. You are looking for clarity as to why the numbers are different in terms of scientific and professional; I do not have a ready answer for you there, but I think we could provide you with an answer.

Mr. Althouse: Would part of that be due to some people taking early retirements? Is there a fairly high proportion of your staff taking early retirements these days, so it is . . . ?

Dr. LeRoux: Those who are taking early retirement are within that 50 that I am talking about. Our separation rate is about 5%. This may blip, but this year, for instance, we did not get the blip in December; with the change in indexing, people

[*Traduction*]

prochaine et encore 20 l'année suivante, à ajouter au nombre que j'ai déjà mentionné. Cet effectif permettra de combler les départs causés par les retraites, qui s'accéléreront au cours des quatre prochaines années. Nous surveillons cela très étroitement, monsieur Althouse. Nous avons observé que grâce à l'aide fournie par le Conseil de recherche en science naturelle et en génie aux universités, le nombre de jeunes effectuant des études en agriculture et se rendant jusqu'au doctorat, a augmenté. Enfin, les statistiques indiquent que la tendance est à la hausse dans certaines universités. Quant à savoir si elle se maintiendra, je crois qu'il faudra la suivre très attentivement d'une année à l'autre.

Tous les ans, je remets un rapport annuel aux doyens ainsi qu'aux présidents des départements de biologie, dans lequel je leur précise notre situation. Pour le moment, je rapporte uniquement ce qui se passe à la Direction de la recherche. Quant à eux, ils me fournissent leurs données relatives à ceux qui s'inscrivent et qui termineront un doctorat en recherche. Nous pouvons donc rectifier nos situations respectives au fur et à mesure que les choses se produisent.

Pour ce qui est des années-personnes, il y a toutefois un gel en cours, et il dure depuis déjà quelques années. Tout le monde est au courant de cela. Nous en avons déjà parlé, car la situation dure depuis déjà quelques années. compte tenu de cela, je m'efforce de maintenir un effectif stable grâce à des remplacements, et je crois que nous y réussissons. Comme je l'ai déjà dit, le Conseil de recherche en science naturelle et en génie offre toujours des bourses, ce qui crée des possibilités d'aide et de contrats pour les universités.

Il existe de nouveaux programmes ainsi que de nouvelles bourses qui vont de pair avec ceux-ci. Tout cela nous aidera à recruter à nouveau des jeunes. Par ailleurs, à mon avis, les jeunes inscrits en agriculture, particulièrement ceux des collèges agricoles, tiennent beaucoup à poursuivre leurs études au niveau supérieur. Cela n'a pas toujours été le cas; pendant un certain temps, nous avons connu une baisse à cet égard, mais je crois que les quatre prochaines années seront d'une importance primordiale pour nous tous, sur le plan du renouvellement des effectifs. J'espère donc que notre programme comblera nos attentes.

Maintenant, monsieur Althouse, j'aimerais parler de vos observations concernant les chiffres puisque vous nous avez demandé de faire des remarques là-dessus. Vous cherchez à savoir pourquoi les nombres sont différents dans les catégories scientifique et professionnelle. Je n'ai pas de réponse immédiate à vous donner, mais je pourrais peut-être le faire plus tard.

M. Althouse: Est-ce que cela pourrait être le résultat de certaines retraites anticipées? Y a-t-il une proportion assez importante de vos effectifs qui prenne une retraite anticipée en ce moment?

M. LeRoux: Ceux qui prennent une retraite anticipée font partie des 50 dont je parlais. Notre taux de départ s'établit à environ 5 p. 100. Peut-être que cela déclenchera le signal d'alarme, mais cette année, par exemple, nous n'avons pas

[*Text*]

just held their positions. In fact, my recruiting program went over my person-year allotment and I now have to make an adjustment over the coming months on that. These are the difficulties of working very close to the total number of person-years you have. It is not a system you can turn on and off in terms of recruiting.

I think we may be over that situation of retirements, but, indeed, the large number of retirements to come forth over the next four years still sustains. The post-war generation is moving out and I suspect that four years will see quite a change-over.

Mr. Althouse: Okay.

The Chairman: A very short question.

Mr. Althouse: I think this will be a short one. I have found out that the Canada employment grants are not recorded here, that you are expecting them to go on. Is the situation the same with regard to the proposed research into soil salinity, and so on, those expenditures that were to be part of the Pepin-Gilson proposal—for lack of a shorter description of it? Are those expenditures not enclosed here either? Will they show up later, the same as the summer employment figures?

Dr. LeRoux: Madam Chairman, I am not sure now exactly where we are at, whether you were referring to the NEED program . . .

Mr. Althouse: No.

Dr. LeRoux: No? Okay. We will get that answer for you. I do not have a ready answer for that, Mr. Althouse.

Mr. Althouse: They are simply the proposals that go along with the draft legislation for change to the Crow Rate.

Dr. LeRoux: Right.

Mr. Althouse: There were to be some moneys expended in western Canada on soil salinity and water use, I believe. I do not know if those are in these estimates or whether they are still to come.

Dr. LeRoux: I do not believe they are—but maybe, Stew, you have an answer to that?

Mr. Borland: No, I do not think they are, Mr. Althouse. The reason why I was attracting the chairman's attention was because I believe I have some information for you with respect to the first question you asked, which had to do with the item on page 2-24 of $200,000 for agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act. I understand that, although that is in the departmental budget, that money is actually allocated to the National Farm Products Marketing Council.

As to the use of the money, it is a sort of contingency fund, in a sense. The money has not yet been spent but it is there because the agency has been trying to set up a five-province,

[*Translation*]

entendu ce signal en décembre; avec la modification de l'indexation, les gens ont conservé leur emploi. De fait, mon programme de recrutement a dépassé le nombre d'année-personne qui m'était alloué, et je dois maintenant rectifier la situation pendant les mois à venir. C'est le genre de difficulté qu'on connaît lorsqu'on travaille au nombre près d'année-personne accordé. Sur le plan du recrutement, cela n'est pas un système qu'on peut mettre en marche et arrêter.

Il se peut que cette situation née des retraite soit terminée, mais je crois que nous aurons quand même un nombre élevé de retraites pendant les quatre années à venir. En effet, la génération de l'après-guerre s'en va, et je soupçonne que nous assisterons à un roulement assez important pendant les quatre prochaines années.

M. Althouse: Très bien.

Le président: Une très brève question.

M. Althouse: Elle sera brève. J'ai remarqué que les subventions à l'emploi du Canada ne figurent pas ici, c'est-à-dire que Vous ne prévoyez pas qu'elles seront maintenues. Croyez-vous que la même chose se produira en ce qui a trait aux recherches portant sur la salinité du sol, etc., c'est-à-dire les dépenses qui devaient faire partie des propositions Pepin-Gilson? Ces dépenses ne figurent-elles pas ici non plus? Est-ce que tout au moins elles seront disponibles plus tard, comme c'est le cas pour les données relatives aux emplois d'été?

M. LeRoux: Madame le président, je ne sais pas vraiment où nous en sommes, si vous vous reportez au programme RELAIS . . .

M. Althouse: Non.

M. LeRoux: Non? C'est bien. Nous vous obtiendrons cette réponse; car je n'en ai pas vraiment pour le moment.

M. Althouse: Il s'agit simplement des propositions accompagnant l'ébauche du projet de loi devant modifier le taux du pas du Nid-du-Corbeau.

M. LeRoux: C'est cela.

M. Althouse: Je crois qu'on devait dépenser certaines sommes dans l'ouest, en étude sur la salinité des sols et l'utilisation de l'eau. J'ignore toutefois si ces crédits figurent dans les prévisions actuelles ou s'ils paraîtront dans d'autres prévisions.

M. LeRoux: Je ne crois pas qu'ils soient dans les prévisions actuelles, mais Stew aura peut-être une réponse à cela.

M. Borland: Non, je ne crois qu'ils y soient, monsieur Althouse. Si j'ai attiré l'attention du président, c'est parce que je croyais avoir en mains des renseignements en rapport avec votre première question, c'est-à-dire le poste de $200,000 à la page 2-24 et se rapportant à des organismes établis en vertu de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme. Or, à ce sujet, bien que ces sommes fassent partie du budget ministériel, elles sont affectées au Conseil national de commercialisation des produits agricoles.

Pour ce qui est de l'utilisation de ces montants, dans un sens, il s'agit d'un fonds de prévoyance. On ne l'a pas encore dépensé, mais il existe parce que cela fait déjà quelque temps

[*Texte*]

eastern Canada potato marketing agency, on which there were public hearings last year. That money had been set aside to implement the establishment of that agency, if agreement can be reached in the next couple of months with provincial agricultural ministries and the relevant marketing boards.

Mr. Althouse: Okay. I thought that was probably what it was for, but I just wanted to get it confirmed. Thank you.

Le président: Merci, monsieur Althouse.

Monsieur Ostiguy.

M. Ostiguy: Merci, madame le président.

Monsieur LeRoux, si ma mémoire est bonne, vous nous avez parlé tout à l'heure, dans votre mémoire, de la conservation de l'énergie.

• 1650

Ma question a trait à la lutte contre la pollution, un domaine qui pourrait se rapprocher de celui de la conservation de l'énergie. Je voudrais savoir où en sont rendues les études sur l'utilisation du purin de porc. On sait que, présentement, c'est une plaie qui pollue nos rivières. Où en sont vos études dans ce domaine-là?

Dr. LeRoux: I wonder if Dr. Voisey could be asked to comment on that question. He has been handling this program, and I think could provide a fair answer.

Mr. P.W. Voisey (Director, Engineering and Statistical Research Institute, Department of Agriculture): I presume your question relates to swine manure and such things. Am I correct?

M. Ostiguy: Oui, c'est cela.

Mr. Voisey: We have on hand a very good program that is putting together some advanced technology developed at NRC, which we are now trying to scale up to the farm level to integrate methane production, protein production and the general question of controlling pollution in manure as an integrated process that we hope will be economic for farmers.

This program is reaching its peak of research activity. There are some actual demonstrations going on at farm scale. Our objective at the moment is to perhaps have in place the technology to transfer to the farmers within the next two or three years. To date, the traditional technology has not been economic because it does not produce enough methane to be satisfactory just on the basis of energy. The key question is to produce other things, such as protein to feed back to the animals, and we have pretty good prospects for achieving these goals in the pretty near future.

M. Ostiguy: Merci. Je ne sais pas si cela relève de votre service, docteur LeRoux, mais hier, on annonçait que, dans un laboratoire de la région de Saint-Hyacinthe, on avait saisi,

[*Traduction*]

qu'on essaie de mettre sur pied un organisme de commercialisation de la pomme de terre dans les cinq provinces de l'Est du Canada, ce pourquoi on a tenu des audiences publiques l'année passée. Ce fonds avait donc été mis de côté en prévision de la création de cet organisme, si l'on réussit à s'entendre avec les divers ministères de l'Agriculture provinciaux et les organismes de commercialisation concernés, au cours des prochains mois.

M. Althouse: C'est bien. Je croyais bien que c'était pour cela qu'il existait, mais je voulais l'entendre confirmer. Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Althouse.

Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: Thank you, Madam Chairman.

Mr. LeRoux, if I remember well, earlier, you mentioned in your brief energy conservation.

My question concerns the fight against pollution, a field which can be close to energy conservation. I would like to know where the studies on swine manure are at presently, because this substance is polluting our rivers. How advanced are your studies on this matter?

M. LeRoux: J'aimerais qu'on demande à M. Voisey de répondre à cette question, car c'est lui qui s'est occupé du programme, et qui pourrait donc vous donner la réponse la plus complète.

M. P.W. Voisey (directeur, Institut de recherches techniques et de statistiques, ministère de l'Agriculture): Je crois que votre question porte sur le purin de porc et ce genre de choses, c'est bien cela?

Mr. Ostiguy: Yes, that is it.

M. Voisey: Nous avons un très bon programme en cours de préparation, qui fait appel à des techniques très avancées mises au point par le Conseil national de recherches, et que nous essayons d'implanter au niveau de l'exploitation agricole afin de conjuguer la production de méthane et de protéines avec le contrôle de la pollution par le purin, et ce dans un processus intégré qui, nous l'espérons, sera rentable pour les agriculteurs.

Les recherches se rapportant à ce programme sont à leur point le plus intense. On effectue d'ailleurs des démonstrations au niveau de la ferme. Pour le moment, notre objectif est de pouvoir implanter ces technologies dans les exploitations agricoles au cours des deux ou trois prochaines années. Jusqu'à maintenant, les techniques traditionnelles n'ont pas été rentables parce qu'elles ne produisaient pas assez de méthane pour répondre aux besoins énergétiques. L'élément fondamental ici, c'est de produire autre chose comme des protéines de provendes pour les animaux et, à cet égard, nos perspectives de succès dans un avenir rapproché sont assez bonnes.

Mr. Ostiguy: Thank you. I do not know if the following question falls under your authority, Dr. LeRoux, but yesterday, it was announced that in a laboratory located in the St-

[*Text*]

C'étaient des pommiers de 35 ou 40 ans, qui étaient en pleine production.

Je reviens à la stabilisation des revenus. Est-ce que votre service a terminé ses études pour savoir si Agriculture Canada va venir en aide à ces pomiculteurs-là, tant dans l'est de l'Ontario, au Québec que dans les provinces Maritimes?

Le président: Monsieur Borland.

Mr. Borland: Madam Chairman, I am not able to give the committee a proper full answer on that question right now, but I can pass it along to the appropriate people in the department.

I do know studies have been made of the extent of the losses, that the Quebec government agricultural ministry has been consulted and has been involved in these studies. But the responsibility for deciding whether or not payments might be possible under, for example, the Agricultural Stabilization Act rests with the Farm Income Services Branch, headed by Dr. Trant. I know his branch has worked with the Regional Development Branch, particularly with the regional office in Quebec, to examine this problem and to decide whether or not it is appropriate for federal funds to be made available to assist these growers.

If you like, Madam Chairman, I can pass along this question to Dr. Trant. I expect his branch will be appearing before your committee at a subsequent date.

The Chairman: Dr. Bishop, do you have some comments? No.

M. Ostiguy: Je voudrais revenir encore une fois à la stabilisation des revenus dans le contexte de ces dégâts causés par la gelée. Si ma mémoire est bonne, en 1964 ou 1965, en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse il y avait eu des gelées semblables, et je pense qu'Agriculture Canada avait dédommagé les pomiculteurs à l'époque. Evidemment, c'était dans les années 1964-1965.

Le président: Monsieur LeRoux.

M. LeRoux: M. Borland, je crois . . .

It is a reference to those dates, I think.

Mr. Borland: Madam Chairman, I do not have the answer to that, but I will pass that question along also to Dr. Trant.

Le président: Parfait.

Merci, monsieur Ostiguy.

Il me reste deux noms sur ma liste, et si vous êtes d'accord, on pourrait permettre à ces députés de poser leurs questions. Je vous rappelle, messieurs, que vous avez cinq minutes au deuxième tour.

Monsieur Thacker.

Mr. Thacker: Thank you, Madam Chairman.

[*Translation*]

I would like to come back to the issue of income stabilization. Has your branch completed its studies to determine whether Agriculture Canada will provide assistance to these apple growers, in Eastern Ontario, Quebec and the Maritime Provinces?

The Chairman: Mr. Borland.

M. Borland: Madame le président, je ne suis pas maintenant en mesure de fournir au Comité une réponse détaillée à cette question. Mais je peux très bien la transmettre aux personnes compétentes du Ministère.

Je sais que des études ont été faites sur l'étendue des pertes, que le ministère de l'Agriculture du Québec a été consulté et a participé à ces études. Cependant, c'est à la Direction générale du soutien du revenu agricole que dirige M. Trant qu'il appartient de déterminer si les dispositions de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles permettent d'octroyer une aide financière. Je sais que cette Direction a travaillé en collaboration avec la Direction du développement régional, et plus particulièrement avec le Bureau régional du Québec, pour étudier ce problème et déterminer si le gouvernement fédéral pouvait mettre des fonds à la disposition des pomiculteurs pour leur venir en aide.

Je propose donc, madame le président, de transmettre cette question à M. Trant. Je crois savoir que des représentants de cette Direction viendront témoigner devant votre Comité à une date ultérieure.

Le président: Avez-vous quelque chose à ajouter, monsieur Bishop? Non.

Mr. Ostiguy: I would like once again to come back to the issue of income stabilization with respect to the frost damage. If I remember correctly, British Columbia and Nova Scotia suffered similar damage in 1964 or 1965 and I believe that Agriculture Canada compensated those growers for their losses. But of course, I am talking about 1964-65.

The Chairman: Mr. LeRoux.

Mr. LeRoux: Mr. Borland, I think . . .

Je pense que nous parlons en effet de ces dates.

M. Borland: Madame le président, je ne suis pas en mesure de répondre à cette question maintenant, mais je peux également la transmettre à M. Trant.

The Chairman: Very well.

Thank you, Mr. Ostiguy.

I still have two names on my list, and with your agreement, we could allow these members to ask their questions. I would like to remind you, gentlemen, that you have five minutes for the second turn.

Mr. Thacker.

M. Thacker: Merci, madame le président.

[*Texte*]

My first question to Dr. LeRoux relates to that soil and water research centre that is to be located in the west. From a scientific or purely technical perspective, where should that centre be located?

Dr. LeRoux: Mr. Thacker, it could be located in several places. I think our scientists could do the work that will be expected of that centre, I would say, in several places in the west. Some have spoken of Saskatoon; some have spoken of Swift Current; I know Dr. Andrews said it would be logically placed in Lethbridge, and so on.

I think the choice of that station is still in the hands, if you like, of the authorities of the department beyond me. But I dare say, wherever it is finally located, I can guarantee the scientific output and delivery to soil upgrading will take place fully, indeed. That is our commitment. But I do not think I could tell you one place is more advantageous than the other. There are personal views on that; but from my point of view as ADM Research, I think locating it almost anywhere in a key centre of the west—and there are several major centres—would be fine.

• 1705

Mr. Thacker: Would you agree, from a scientific perspective, it would be logical to think it would be situated where the problem is the worst, for example?

Dr. LeRoux: This makes sense of course. I have in Ottawa a group of scientists who have been working on this Canola Access to the United States and they are really doing first-rate work for an industry that is located out west. I have in Vancouver an excellent group working on potato viruses. They are doing work which indeed applies to the east. I think, where you have an outstanding group of scientists, they will get to the sites. We like to think they will be placed closest to the site possible, but you know, if you carried it too far you would find provinces' having exactly the same thing right across the country. That would be quite a costly business in terms of research duplication.

I do not want to make more of your question than the fact that there is—and I am very pleased about that—promised a soil and water research centre for the west and, God knows, that is a most deserving centre. We are going to work feverishly to get it into the west, wherever our authorities decide to place it.

Mr. Thacker: Madam Chairman, I appreciate it will be placed for political considerations, but it seemed to me that because there were no real political considerations in the west, in terms of members or Cabinet ministers, we should put it where the damn thing should be, from a scientific perspective.

Dr. LeRoux: May I say, Mr. Thacker, that we have tried to place a lot of our stations, and this goes back to the postwar years, close to university campuses where there is a very great exchange in the science and the scientific people. We have an excellent station at Saskatoon and one at Lethbridge.

Mr. Thacker: I will just interject, simply because of the five minutes.

[*Traduction*]

Ma première question s'adresse à M. LeRoux. Elle concerne le Centre d'étude du sol et de l'eau qui sera situé dans l'Ouest. Pouvez-vous me dire où ce centre devrait être situé d'un point de vue purement scientifique ou technique?

M. LeRoux: Eh bien, monsieur Thacker, il pourrait être situé à bien des endroits. Je pense que nos chercheurs pourraient très bien faire le travail auquel ce centre est destiné à divers endroits dans l'Ouest. Certains ont parlé de Saskatoon, d'autres de Swift Current. Je sais que M. Andrews croit que, en toute logique, il devrait être situé à Lethbridge et ainsi de suite.

Mais le choix de l'emplacement relève de mes supérieurs au ministère. Quoi qu'il en soit, je puis vous assurer que les activités de recherche scientifique sur l'amélioration des sols seront de la plus haute qualité. C'est la seule garantie que nous puissions vous donner. En toute sincérité, je doute qu'il y ait un emplacement qui offre plus d'avantages qu'un autre. C'est une question d'opinion personnelle. En ma qualité de sous-ministre adjoint responsable de la recherche, je pense que n'importe quel grand centre de l'Ouest—et il y en a plusieurs—conviendrait parfaitement.

M. Thacker: Du point de vue scientifique, ces installations devraient être implantées là où le problème est le plus grave, vous ne pensez pas?

M. LeRoux: Cela me paraît tout à fait logique. Ainsi un groupe de scientifiques d'Ottawa qui étudient la façon de commercialiser le colza aux États-Unis ont fait un excellent travail pour les producteurs de l'Ouest. Un groupe de chercheurs de Vancouver par contre étudient les virus de la pomme de terre alors que les résultats de ces travaux trouveront leur application dans l'est du pays. Il est tout à fait normal pour des scientifiques d'étudier les problèmes sur le terrain et de travailler dans toute la mesure du possible à proximité de l'endroit où le problème se pose; mais si l'on s'engageait trop loin sur cette voie, on risquerait de refaire les mêmes recherches dans toutes les provinces, ce qui serait fort coûteux.

Je ne puis donc que me féliciter de la décision d'ouvrir quelque part dans l'Ouest un centre pour l'étude des sols et de l'eau. Quel que soit le site choisi dans l'Ouest, ce sera certainement une excellente chose.

M. Thacker: Je sais fort bien que les emplacements sont généralement choisis pour des motifs politiques; mais comme l'Ouest n'est pas représenté au sein du Cabinet, je me disais que le site pourrait aussi bien être sélectionné pour des motifs scientifiques.

M. LeRoux: Depuis la fin de la guerre, nous avons toujours cherché à implanter nos stations de recherche à proximité des universités de façon à encourager les échanges entre nos chercheurs et ceux des facultés. Ainsi, nous avons une excellente station à Saskatoon et une autre à Lethbridge.

M. Thacker: Je serai bref car nous n'avons que cinq minutes.

[*Text*]

I have the sense, in terms of those scientists . . . I have asked the question each year. Do you have enough scientists coming on stream to take over from the retiring scientists? Every year, Dr. LeRoux, you assure me that the problem is under control and yet, when I go out and talk to scientists across the country, I am not sure that in fact it is under control. And it seems to me that scientists are leaving the department prematurely. They are really taking early retirement, and it just seems a tragedy to lose their built-in skills. Why do you believe that is happening?

Dr. LeRoux: There have been scientists taking early retirement. I think the indexing was an important factor—men around 58, 59, 57, some even 56 years. Then they would go on to do contracting work. We have ourselves rehired some of them from time to time to do pieces of work after they have left the government long enough for that to happen.

I think, Mr. Thacker, we have been replacing all the vacancies we have. In fact, I have overdone it this year by a fairly considerable margin and I have to hold for a little while. In other words, there is coming on stream a fairly plentiful group of young people qualified to take over these jobs.

May I just say sir, we offered these 20 positions. There were more than 150 applicants for that. I have also an advertisement abroad. We have some young scientists who are abroad and are quite desirous of going back to Canada. I was so surprised when we got this high number against these 20 advertised posts. So I am telling you, and it is an honest statement I am making, that we are watching it very carefully. So far we are able to replace all the separations and I think the process is working reasonably well right now.

Mr. Thacker: Madam Chairman, I would like to compliment the department for this Part III of the estimates. It is an excellent document. But the one statistic I was not able to come up with, in terms of research, was in terms of these early retirements. How many scientific projects have had to be put on the shelf or terminated over the last two or three years as a result of the retirements?

Dr. LeRoux: Mr. Thacker, I will answer you this way, and I have people who shared with me, or with whom I have shared, over the years, in planning and co-ordination of programs for the Research Branch of Agriculture Canada. Annually we have looked at the separation, vacancies. We have not always replaced exactly the job that was being done before. Right now, in the east, we have a man separating—he is quitting in a few months—in blueberries. He has been doing, exclusively, protection work. But we want to expand that to do more than protection work. So the new man will not be exclusively an entomologist; he may be a horticulturist—broader—to cover not only the production but the protection side and possibly the utilization.

• 1710

I think in some cases, too, we have said: Well, we should add to the vomitoxin program, because it is an urgency on cereals in the east, or to the oilseed program in the west.

[*Translation*]

Comme chaque année, je voudrais savoir si nos universités forment suffisamment de jeunes scientifiques pour assurer la relève. Chaque année, vous m'avez répondu par l'affirmative, ce qui ne semble pas toutefois être l'avis des scientifiques des diverses régions du pays avec lesquels je me suis entretenu. Par ailleurs, un nombre important de scientifiques quittent le ministère avant l'âge normal de la retraite, ce qui est une grosse perte pour vous. Quelle en est la raison, à votre avis?

M. LeRoux: Il est vrai qu'un certain nombre de chercheurs partent en pré-retraite, et ce dès l'âge de 56 ans; je crois que c'est dû en partie à l'indexation. Ensuite, ils font du travail sous contrat; nous avons d'ailleurs nous-mêmes confié certains travaux à des chercheurs partis ainsi à la retraite.

En principe, tous les postes vacants ont été pourvus. Cette année, nous sommes même allés un peu trop loin si bien qu'il va falloir attendre un peu. Je dirais donc que la jeune génération de chercheurs est suffisamment nombreuse pour assurer la relève.

Pour les 20 postes que nous avons offerts, il y a eu 150 candidats. Nous avons également fait de la publicité à l'étranger car certains de nos jeunes chercheurs travaillant à l'étranger ne demandent pas mieux que de retourner au pays. J'ai été moi-même surpris du nombre de candidatures pour ces 20 postes. Je puis donc vous assurer que nous n'avons aucun mal à remplacer les chercheurs qui partent à la retraite.

M. Thacker: Madame le président, je tiens à féliciter le ministère de la haute tenue du chapitre III de ses prévisions budgétaires. Il y a tout juste un chiffre que je n'ai pas trouvé et au sujet duquel je voudrais avoir une réponse. Combien de travaux de recherche ont dû être reportés ou supprimés au cours des deux ou trois années écoulées à cause du départ des chercheurs à la retraite?

M. LeRoux: Cela fait quelque vingt années déjà que j'assure avec plusieurs autres personnes la planification et la coordination des programmes de la Direction de la recherche d'Agriculture Canada. Chaque année, nous devons prévoir le nombre de départs à la retraite et de postes devenus vacants. Les travaux de recherche ne sont pas toujours nécessairement poursuivis lorsqu'il y a un départ à la retraite. Ainsi, nous avons actuellement dans l'Est un homme qui fait de la recherche sur les bleuets et qui quittera son poste d'ici quelques mois. Or, cette personne s'est occupée exclusivement de travail de protection, alors que nous voulons maintenant faire autre chose. La personne qui le remplaçera ne fera donc plus uniquement du travail d'entomologiste; elle fera peut-être également du travail d'horticulteur en s'occupant non seulement de production, mais également de protection et même peut-être d'utilisation.

Dans certains cas, on a décidé de renforcer le programme de recherche sur la vomitoxine qui provoque des ravages dans la

[*Texte*]

I think Dr. Morrison will back me up here. He has been involved in leading the program on planning and co-ordination for quite some time and now is head of Institutes. We have never remained static in terms of replacement. Even a plant breeder coming on stream might very well move from wheat to oilseeds, depending on the urgency of the moment.

Mr. Thacker: How many projects have been shelved?

Dr. LeRoux: Projects, sir, are made and broken again on a continuing basis. The director is responsible for the making and breaking of projects. Mostly, projects will last long enough to get technology after four, five, six, seven years. Plant breeding of a new variety—Columbus variety recently produced, you might say that one project has been ongoing for 12, 15 years. We did the one on the codling moth irradiation technique to control the codling moth in B.C. That took nearly 20 years.

We are now doing the canola. We are really at the end range of canola, and we can say that it took four or five different shapes: the breeding; the intensive work on the toxic factor . . . for instance, the work with the mice—getting the food safety element into it; and so on. So I do not know that we are leaving many projects; I mean projects in the way you are saying. I think we are evolving with them, and that is a fact; I am not trying to circle around your question. I think there is a considerable amount of evolvement that is taking place in every area.

What remains, of course, is the umbrella production, protection and utilization, and we have been very heavily on a treadmill meeting new opportunities that have come along on the production side—new varieties to replace old ones; on the protection side, a new pest like the Bertha army worm coming along on canola when we never had a Bertha army worm there before. So we had to move a group from Belleville at that time to move in to that process in Winnipeg.

That adjustment process is going on continually, has gone on continually, and I think the day we stop it we would be in difficulty in maximizing our full returns from our research-scientific group.

Mr. Thacker: Thank you, Madam Chairman.

Le président: Monsieur Thacker vous aurez certainement l'occasion de poser d'autres questions au Dr LeRoux. Merci, monsieur Thacker.

Monsieur Tessier.

M. Tessier: Merci, madame le président.

M. Thacker disait plus tôt que le Conseil du Trésor a amélioré ses instruments et je constate que c'est vrai. La seule différence que j'y vois, c'est que les questions sont moins techniques et beaucoup plus politiques. À cet égard, je comprends la position, parfois difficile, des représentants du ministère qui doivent répondre à certaines de ces questions. À titre d'exemple, je peux vous citer l'état de la recherche au

[*Traduction*]

culture des céréales dans l'Est ou de renforcer les études sur les oléagineuses de l'Ouest.

M. Morrison pourra d'ailleurs vous le confirmer car il est maintenant chef de tous les instituts après avoir assuré pendant tout un temps la planification et la coordination des travaux. Le remplacement du personnel ne se fait donc jamais de façon statique. Ainsi, un jeune chercheur travaillant sur de nouvelles variétés de plantes passera du blé aux oléagineuses selon les besoins.

M. Thacker: Combien de travaux de recherche ont dû être remisés?

M. LeRoux: Des projets sont tout le temps entrepris et abandonnés, les décisions en ce sens étant prises par le directeur. La plupart des projets de recherche continuent jusqu'à ce qu'on obtienne des résultats, ce qui exige généralement entre quatre et sept ans. L'obtention de la nouvelle variété Columbus réalisée tout récemment a exigé jusqu'à 15 ans de travaux. Les travaux sur l'irradiation du carpocapse de la pomme en Colombie-Britannique ont duré près de 20 ans.

Nous travaillons actuellement sur le colza canola. Les travaux ont porté sur quatre ou cinq aspects différents, à savoir la sélection, la toxicité—qui a comporté du travail avec des souris—afin d'assurer la salubrité de l'huile de colza, etc. On ne peut donc pas parler d'abandon de travaux de recherche, mais plutôt d'une évolution, évolution que l'on retrouve d'ailleurs dans tous les domaines.

Il reste toujours d'ailleurs les travaux au plan de la production, de la protection et de l'utilisation et c'est ainsi, qu'après de longs travaux, nous avons obtenu de nouvelles variétés qui remplaceront les anciennes. Au plan de la protection, un groupe de chercheurs de Belleville a été transféré à Winnipeg pour étudier le légionnaire Bertha qui s'attaque au colza.

C'est d'ailleurs grâce à cette évolution constante que nous tirons un profit maximum de nos travaux de recherche.

M. Thacker: Merci, madame le président.

The Chairman: Mr. Thacker, you will certainly get another chance to question Dr. LeRoux. Thank you, Mr. Thacker.

Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Thacker was right in pointing out that Treasury Board has improved its instruments. Questions are less technical and much more political. Some of these questions place department officials in a rather difficult situation. An example in point is the state of agricultural research undertaken by Agriculture Canada in the Province of Quebec. I do not know if it is due only to budgetary reasons, but the fact is that Quebec seems at

[*Text*]

Québec, en matière agricole, par le ministère de l'Agriculture du Canada. Personnellement, je ne saurais dire si c'est uniquement pour des raisons budgétaires, mais il m'apparaît que le Québec est nettement défavorisé par rapport au reste du Canada. Je voudrais, aujourd'hui, soulever un problème qui n'est peut-être pas soulevable car il porte sur la nouvelle politique des grains. On peut lire.., et c'est tout à fait dans le ton puisque cela concerne le crédit 15, que cela se rapporte également aux crédits 5, 10 et 15 et du fait qu'on s'intéresse à la politique agro-alimentaire au Canada.., on dit que le gouvernement fédéral doit s'acquitter de ses responsabilités en matière d'aide au secteur agro-alimentaire en vue d'augmenter le plus possible la contribution de ce dernier à la croissance et au développement de l'économie canadienne et au règlement des problèmes alimentaires mondiaux. On dit, de plus, qu'il s'agit du développement des marchés, de la recherche, du développement régional et du soutien au revenu agricole.

• 1715

On dit aussi qu'il faut assurer aux consommateurs un approvisionnement sûr et suffisant d'aliments à prix raisonnable, et aux producteurs et transformateurs un revenu stable et équitable, et on pourrait continuer de cette façon-là. Plus précisément, je voudrais savoir comment vit le ministère de l'Agriculture du Canada face à la position du gouvernement du Québec sur le rapport Gilson ou sur ce qui reste du rapport Gilson dans le projet de politique des grains. Je voudrais savoir aussi quelle est la position d'Agriculture Canada face à la coalition. Vous êtes sans doute au courant de cette coalition qui s'est formée au Québec et qui se nomme *Coalition pour la survie de l'agro-alimentaire au Québec*. Alors, je voudrais savoir dans quelle mesure le ministère de l'Agriculture du Canada est partie à ce mouvement de coalition pour le salut de l'agro-alimentaire au Québec, ou bien si le ministère de l'Agriculture ne devient pas complice par son silence, tout au moins face au projet de la nouvelle politique des grains.

Le président: Docteur LeRoux.

M. LeRoux: Monsieur Tessier, je crois que M. Migie ou M. Borland pourrait vous répondre. Je crois que ces deux personnes pourraient le mieux répondre à votre question.

I wonder, Howard, if you would, please.

Le président: Monsieur Migie.

M. Howard Migie (directeur, Division de l'analyse des marchés agro-alimentaires, Direction générale de la commercialisation et de l'économie): Je dois dire, tout d'abord, que nous avons eu un comité de travail avec tous les groupes s'occupant d'agriculture dans l'Est du Canada, en septembre et en octobre. Nous avons fait de l'excellent travail avec les gens de l'U.P.A. et de la Coopérative fédérée. Nous avons eu quatre réunions.

Au point de vue technique, nous avons donné quelques renseignements à l'U.P.A. pour qu'ils puissent faire leur étude. Je sais bien qu'il n'y a pas d'accord du point de vue technique; nous essayons d'avoir une réunion concernant le point de vue technique avec les économistes de l'U.P.A. et de la Coopérative fédérée. Je ne connais pas exactement la date. La semaine

[*Translation*]

a disadvantage compared to the rest of Canada. I do not know whether I can raise the question of the new grains policy. The question is relevant since it comes under Votes 5, 10 and 15 dealing with Canadian agri-food policy. The Canadian government must help the agri-food industry in order to enable this industry to contribute to the growth of the Canadian economy as well as solve the world food problem. This will require the development of new markets, research work, regional development and farm income support policies.

It is also said that we must ensure that consumers have access to a reliable and adequate food supply at a reasonable price and that producers and processors have a fair and steady income and we could continue on like that. More specifically, I would like to know how Agriculture Canada is taking the Quebec Government's position on the Gilson Report or what is left of the Gilson Report in the draft grains policy. I would also like to know what Agriculture Canada's position is vis-a-vis the coalition. You are no doubt aware that a coalition called the Coalition for the Survival of Agri-business in Quebec was formed in that province. I would like to know to what extent the Department of Agriculture is active in this coalition movement to save agri-business in Quebec or whether it is a silent partner, at least with respect to the new draft grains policy.

The Chairman: Doctor LeRoux.

Mr. LeRoux: Perhaps, Mr. Tessier, Mr. Migie or Mr. Borland could answer you. I think that they would be better able to answer your question.

Howard, je vous en prie.

The Chairman: Mr. Migie.

Mr. Howard Migie (Director, Marketing and Economics Branch, Food Markets Analysis Division): I would first like to say that, in September and October, we participated in a working committee with all of the groups involved in agriculture in eastern Canada. We did excellent work with the people from the U.P.A. and the *Coopérative fédérée*. We have had four meetings.

On the technical side, we have given the U.P.A. some information that they will be able to use for this study. I know that there has been no agreement on the technical aspect; we are trying to set up a meeting with the U.P.A.'s and the *Coopérative fédérée*'s economists to deal with it. I do not know the exact date. They told us last week that we may have a

[*Texte*]

dernière, ils nous ont dit que nous aurons peut-être une réunion purement technique à la fin de cette semaine, lorsque M. Jacques reviendra d'Amérique du Sud; ce sera pour discuter des effets des études économiques que nous avons faites et des études que l'autre groupe, le *Chase Econometrics*, a faites à ce sujet.

Mr. Borland: Thank you, Madam Chairman. I do not think I can add a great deal to what Mr. Migie has told the committee. I do not believe it is fair to say, Mr. Tessier, that the department has remained silent on these issues insofar as they are questions of fact and of economic analysis. We have done a great deal of work to try to estimate the impact of both the implementation of the Gilson report and of a number of options to that report which had been suggested by various groups, including some of the representatives of Quebec agriculture.

We have attempted, as we believe is our responsibility, to keep this kind of work nonpolitical, in the sense that we confine it to factual issues and issues that can be handled as professional questions. We have maintained contact with the groups which are interested in this issue in Quebec, including the coalition that you have mentioned. And, as Mr. Migie points out, we expect to be meeting with them again in the very near future. Thank you, Madam Chairman.

Le président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Je voudrais tout simplement ajouter ceci: c'est peut-être vrai qu'il serait injuste d'accuser le ministère d'avoir été silencieux. Cependant, il y a deux façons d'être silencieux: ne rien dire ou bien être mis dans une situation où vous ne pouvez rien dire. Si on ne vous pose pas de question, vous ne pourrez probablement pas répondre.

• 1720

C'est précisément là que je me retrouve avec la Partie III et que je dis: l'agro-alimentaire est carrément posé au niveau des objectifs et au niveau des principes. Je vis très bien avec les objectifs et les principes, mais en pratique, je me demande dans quelle mesure le ministère, dans le projet de loi sur les grains, concrétise véritablement les objectifs, qui sont louables et auxquels tout le monde souscrit.

Donc au fond, la seule démarche que je veux bien commencer à faire, c'est de passer de la belle théorie à la pratique. Comme on le disait tout à l'heure, si cela devient une question de sous . . . Eh bien, ici, il me semble que ce n'est pas uniquement une question de sous; c'est une question de dire: il y a des mesures qui vont carrément contre l'intérêt du secteur agro-alimentaire. Et moi, jusqu'à preuve du contraire, je pense que le rapport Gilson ne va pas assez loin pour garantir au Québec l'agro-alimentaire qu'on veut pour le Québec et qu'on est en droit d'exiger pour le Québec.

Le président: Merci, monsieur Tessier. Il n'y a pas de commentaires?

M. Borland: Je pense que non, madame le président.

[*Traduction*]

strictly technical meeting at the end of the week, when Mr. Jacques comes back from South America; we will be discussing the effects of the economic studies that we and the other groups, Chase Econometrics, have done on the subject.

M. Borland: Merci, madame le président. Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce que M. Migie vous a dit. Il est inexact de dire, monsieur Tessier, que le ministère a gardé le silence sur les événements et les analyses économiques. Nous avons fait beaucoup d'efforts pour tenter d'évaluer les répercussions du rapport Gilson et des solutions de rechange proposées par divers groupes, y compris certains représentants du secteur agricole au Québec.

Conformément à notre mandat, nous avons tenté d'assurer que ce travail ne soit pas politisé et qu'on se limite à des questions concrètes qui peuvent être abordées de manière professionnelle. Nous sommes restés en contact avec les groupes du Québec qui s'intéressent à la question, y compris la coalition que vous avez mentionnée. Comme M. Migie l'a dit, nous comptons nous réunir avec eux dans un avenir très rapproché. Merci, madame le président.

The Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: I would just like to add that it may be true that it would be unfair to accuse the department of having remained silent. However, there are two ways to remain silent: to say nothing, or to be in a situation where you cannot say anything. If no one asks you questions, you will probably not be able to answer.

It is precisely concerning Part III that I say to myself that the agri-food aspect has its objectives and its principles explicitly spelled out. I can live perfectly well with those objectives and principles, but on a more practical level, I ask myself: in what measure the department, through its bill on grains, really materializes those objectives, that are quite laudable and that everybody is in agreement with.

So therefore, the only thing that I really want to do, is to go from the lofty theory to the practical level. As we said earlier, if this becomes a question of money . . . well, it does not seem to be only a question of money here; it is also a question of saying that there are actions that are clearly against the interests of the agri-food sector. For my part, until proven otherwise, I think that the Gilson Report does not go far enough to guarantee the implementation of the agri-food sector we want for Quebec, and that we have the right to expect for our province.

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier. Are there any comments?

Mr. Borland: I do not think so, Madam Chairman.

[*Text*]

Le président: Merci. Je n'ai plus de noms sur ma liste. Ceux qui s'étaient inscrits pourront poser leurs questions à la prochaine réunion.

Avant de remercier nos invités, j'aurais une suggestion à faire, docteur LeRoux. Le centre de recherche, vous pourriez faire cela dans l'Est du Québec, à Rimouski; nous en serions honorés. Il y a là l'Université du Québec que vous pourriez améliorer par le fait même.

Si vous me permettez, j'aurais une question concernant le recrutement de scientifiques, de chercheurs. Avez-vous plusieurs demandes de chercheurs francophones?

M. LeRoux: Madame, dans le cadre du programme dont j'ai fait mention tout à l'heure, il y a environ 50 p. 100 de francophones. Je suis en contact avec des organisations des universités. M. Jasmin, le directeur général de la province, va rencontrer des organisations prochainement. On a des contacts très étroits avec les sources de jeunes étudiants du Québec. On visite les universités, on présente les possibilités d'emploi telles qu'elles sont. Je vous dis honnêtement qu'avec les postes que nous avons mis au Québec, pour le P.D.R., il est certain que nous avons ajouté des francophones dans ce domaine.

M.Bockstael: J'invoque le Règlement!

Le président: Oui, monsieur Bockstael.

M. Bockstael: Madame le président, j'assistais à une autre réunion, et je vous avais indiqué, après la période des questions, que s'il y avait moyen, je voudrais venir poser une question à ce Comité-ci. Vous m'aviez dit que lorsque j'entrerais dans la salle, vous inscririez mon nom, et cela n'a pas été fait. Je demande donc l'approbation des autres membres pour pouvoir poser une courte question.

Le président: Monsieur Bockstael, je m'excuse; vous m'aviez effectivement demandé de poser une question. Vous avez la parole.

M. Bockstael: Merci, madame le président.

Docteur LeRoux, je suis un simple membre suppléant du Comité, mais je veux profiter de cette occasion pour poser une question qui m'a été posée par des gens du Manitoba.

Last month there were meetings held in Brandon. I do not know the exact context of the meeting, but there were pork producers at this meeting who advocated that more genetic research be advanced in the raising of hogs in a cross-breeding with Chinese swine. Apparently, the Chinese breeds develop more rapidly, they reach puberty at an earlier stage, they produce larger litters and have a greater weaning capacity, their growth rate is good and they develop a good back-fat thickness. There was some correspondence from the University of Minnesota, where they have been looking into this also. In the letter from Minnesota, they say that France has been working with Chinese pigs for some time now.

• 1725

The suggested research is to study the reproductive characteristics of these breeds into commercially viable cross-

[*Translation*]

The Chairman: Thank you. I have no other names on my list. Those who were on it will be able to ask their questions at the next meeting.

Before thanking our witnesses, I have a suggestion to make, Dr. LeRoux. You could open your research centre in Eastern Quebec, in Rimouski; we would be honoured if you did that. Your coming would automatically improve *l'Université du Québec*, which is already located there.

If I may, I have a question concerning the hiring of scientists and researchers. Do many French-speaking researchers apply?

Mr. LeRoux: Madam, in the program I mentioned a moment ago, there are approximately 50% of the researchers that are French-speaking. I am also in contact with organizations and universities. Mr. Jasmin, the province is Director General, will be meeting with organizations shortly. We also have very close contact with institutions attended by young students in Quebec. We visit universities, and we present our employment possibilities as they are. I tell you honestly that with the positions that we have put in place in Quebec, for the research development program, there is no doubt that we have brought more French-speaking people into this field.

Mr. Bockstael: On a point of order.

The Chairman: Yes, Mr. Bockstael.

Mr. Bockstael: Madam Chairman, I was attending another meeting, and I had already told you that, after the question period, if at all possible, I would like to come and ask questions in this committee. You had then told me that when I would enter the room, you would put me on the list, and this has not been done. I would ask the other members to allow me to ask a brief question.

The Chairman: Mr. Bockstael, please excuse me; it is quite true that you had asked me to let you ask a question. The floor is yours.

Mr. Bockstael: Thank you, Madam Chairman.

Dr. LeRoux, I am just a substitute member of the committee, but I want to take this opportunity to ask you a question, which was asked of me by people in Manitoba.

Le mois dernier, des réunions ont eu lieu à Brandon. J'ignore le contenu exact des discussions, mais y assistaient des éleveurs de porcs, qui demandaient que l'on effectue davantage de recherches génétiques afin que l'on puisse effectuer des croisements avec des porcs chinois. Il semble que la variété chinoise se développe plus rapidement, que ces animaux atteignent la puberté plus tôt, qu'ils donnent des portées plus nombreuses, sevrées plus facilement, que leur taux de croissance est bon et qu'ils font une bonne couche de graisse. On a échangé une correspondance avec l'université du Minnesota, qui a également étudié cette question. Dans sa réponse, on nous dit également que la France travaille sur des porcs chinois depuis quelque temps déjà.

La recherche envisagée porterait sur les caractéristiques de reproduction de ces races; nous aimerions mettre au point un

[*Texte*]

breeding systems that would lead to improved production efficiency while maintaining a high level of meat quality. The value to the industry is greater sow productivity, more than two farrowings per sow per year and larger litters weaned. The efficiency of production of high-quality pork at less cost would aid domestic and export sales of Canadian pork.

I inquired from the parliamentary secretary, and he said he was sure the department was looking into this; and the people in Manitoba realize, first of all, it takes dollars to bring breeds from other countries into the country, and they have to go through a quarantine period and so on. Will there be anything in the forthcoming estimates to provide that kind of capacity? I am not speaking for the Quebec pork producers; I am speaking for the western pork producers who have shown an interest in this.

Dr. LeRoux: Madam Chairman, since Mr. Bockstael referred to the Chinese breeds, Dr. Morrison has been in China two or three times. I wonder if Dr. Morrison could help us out here.

I could say Brandon is our key swine station in the west, and we have been strengthening that station over the years for the purpose of meeting many of the objectives you outline here, Mr. Bockstael. They are all very excellent objectives in terms of efficiency, higher-quality meat, greater production, twinning, all those sorts of things. But I have never heard of our people bringing in swine from China. Maybe Dr. Morrison could help us.

The Chairman: Dr. Morrison.

Dr. Morrison: Madam Chairman, Mr. Bockstael, having heard your discourse on the benefits to be gained by cross-breeding Chinese and Canadian swine, I would think no one could resist that appeal. The money would be coming immediately. You certainly know the technical details much better than I, as a plant geneticist.

I can say the swine I saw when I was in China were not of the calibre that had been alluded to by the swine geneticists, because they were more or less considered as forage swine. They were not even fed for a daily gain of any kind. They were fed scraps, weeds and whatever else they could get.

Now, that does not mean to say there are not good germ plasm for swine in China, but your question was whether or not specific money would be put into the budget. I do not think it would require specific money. I think it would mean an allocation of one particular program at the present time, some contacts with the Chinese, perhaps even allowing some sperm to come in rather than bringing the animals themselves; and we could have it effected.

But the animal breeders would be pushing that, you can be sure; and if they think it is worth while, they will be doing that

[*Traduction*]

système rentable de croisement qui permettrait d'améliorer l'efficacité de la production tout en maintenant l'excellente qualité de la viande. Cela présente des avantages certains pour l'industrie parce qu'on pourrait améliorer le taux de reproduction des truies, qui pourraient mettre bas plus de deux fois par année et sevrer un plus grand nombre de cochonnets. Cette plus grande efficacité de la production de porcs de haute qualité à moindre prix aurait une incidence favorable sur les marchés intérieurs et sur les exportations de porcs canadiens.

J'ai posé la question au secrétaire parlementaire, et, selon lui, le ministère se penche certainement sur cette question, mais les gens du Manitoba savent sûrement qu'il faut des fonds pour importer d'autres races de porcs de l'étranger, et que, entre autres choses, ces bêtes doivent subir une quarantaine. Est-ce que le budget réservera des sommes pour ce genre d'initiatives? Je ne fais pas allusion aux producteurs de porcs de la province de Québec; je pense à ceux de l'Ouest, qui ont manifesté leur intérêt.

M. LeRoux: Madame le président, puisque M. Bockstael a fait allusion aux races chinoises de porc, je crois que M. Morrison serait bien placé pour répondre à sa question, puisqu'il s'est rendu en Chine deux ou trois fois.

En ce qui a trait à l'élevage du porc, la station de recherche de Brandon est la plus importante dans l'ouest du pays, et depuis plusieurs années nous développons cette station pour atteindre plusieurs des objectifs que vous avez cités ici, monsieur Bockstael. Ce sont tous des buts louables, qui concernent l'efficacité, l'amélioration de la qualité de la viande, de la production, le jumelage, et d'autres choses du même genre. Mais je ne crois pas que nous ayons importé des porcs de Chine. Peut-être que M. Morrison pourrait nous éclairer à ce sujet.

Le président: Monsieur Morrison, vous avez la parole.

M. Morrison: Madame le président, monsieur Bockstael, quiconque entendrait votre discours sur les avantages à tirer du croisement des porcs chinois et canadiens ne pourrait résister au bien-fondé de vos arguments. Les crédits couleraient à flot immédiatement. Vous connaissez sans doute les détails techniques beaucoup mieux que moi, qui suit phytogénéticien.

Je peux dire que les porcs que j'ai vus lors de mon voyage en Chine n'avaient pas la classe à laquelle les généticiens ont fait allusion, parce qu'il s'agissait ni plus ni moins de bêtes nourries au fourrage. On ne les alimentait même pas en vue de leur faire prendre du poids quotidiennement. On les nourrissait de déchets, de mauvaises herbes, de restes.

Ceci ne signifie pas qu'il n'y a pas en Chine des porcs dont le plasma germinatif est excellent pour la reproduction, mais vous avez demandé si des sommes d'argent seraient allouées à ces fins dans le budget. Je ne crois pas qu'il faille y consacrer des sommes précises. Je crois qu'il nous faudrait simplement y consacrer un programme précis à l'heure actuelle, établir ou maintenir nos contacts avec les Chinois, et peut-être même importer du sperme plutôt que des animaux adultes; ensuite, nous pourrions mettre le programme en vigueur.

Les éleveurs d'animaux appuieront cette initiative, c'est certain; s'ils croient que cela en vaut la peine, ils le feront

[*Text*]

through their station or through their regional director general.

Mr. Bockstael: I see. That answers my proposition. I was doing this on behalf of people from Brandon, who asked me. They also asked Charlie Mayer. They furnished Charlie Mayer, the member from Portage—Marquette, with the same information.

I would be glad to leave this with the department. It is not very explicit; but it was the statistics I needed, because I know very little about raising hogs.

Mr. Wise: Attach it to the committee report just preceding Dr. Morrison's response.

The Chairman: Yes, Dr. LeRoux.

Dr. LeRoux: Mr. Bockstael, as you may know, through these various visits to China, we have a memorandum of understanding with the Chinese; and indeed, the door is open to us for the dialogue you speak of. We have had people go this year; we will have people go next year. I certainly am on the watch, so to speak, for any opportunity that would improve the germ plasm, whether it be plant or animal; and I will certainly take good note of your point for that purpose.

Mr. Bockstael: Thank you very much.

Merci beaucoup, madame.

Le président: Merci, monsieur Bockstael, c'était vraiment une bonne question.

Je voudrais remercier nos invités d'aujourd'hui, le docteur LeRoux, monsieur Borland et tous les autres . . .

Je voudrais vous rappeler que la prochaine réunion du Comité aura lieu jeudi prochain, le 24 mars, à 9h30, et que nous aurons comme témoins le ministre et les hauts fonctionnaires du ministère. Je pense que pour répondre à certaines questions, il faudrait que Dr McGowan, ou Dr Trant, y soit, compte tenu de ce qui a été dit aujourd'hui.

• 1730

Messieurs, je vous remercie beaucoup. La séance est levée.

[*Translation*]

savoir à la station de recherche la plus proche ou au directeur général de leur région.

M. Bockstael: Je vois. Cela répond à ma question. Je l'ai posée au nom des citoyens de Brandon, qui m'avaient questionné à ce sujet. Ils en ont aussi parlé à Charlie Mayer. Ils ont transmis la même information à M. Charlie Mayer, député de Portage—Marquette.

Je serais heureux de remettre ces données au ministère. Ce n'est pas très explicite; ce sont les statistiques dont j'avais besoin parce que je sais très peu de choses sur l'élevage des porcs.

M. Wise: Vous pourriez les annexer au procès-verbal du Comité juste avant la réponse du Dr Morrison.

Le président: Oui, monsieur LeRoux.

M. LeRoux: Monsieur Bockstael, comme vous le savez peut-être, à la suite de ces visites en Chine, nous avons un mémoire d'entente avec les Chinois; et, de fait, la porte nous est ouverte et le dialogue auquel vous avez fait allusion nous est possible. Des Canadiens se sont rendus en Chine cette année; d'autres s'y rendront l'an prochain. Je suis tout ouie, tout oreilles quand il s'agit d'améliorer le plasma germinatif pour la production canadienne, qu'il s'agisse de plantes ou d'animaux; et, à cette fin, je prends bonne note de tout ce que vous avez dit.

M. Bockstael: Merci beaucoup.

Thank you very much, madam.

The Chairman: Thank you, Mr. Bockstael, that was really an excellent question.

I wish to thank those who helped the committee today, Dr. LeRoux, Mr. Borland, and all the others . . .

I want to remind members that the next meeting of the committee will take place next Thursday, March 24, at 9.30 a.m. and the minister and his officials will be present. In the light of what was said today, I think it would be good if Dr. McGowan or Dr. Trant could be present at the next meeting in order to answer certain questions.

Thank you very much, gentlemen. The meeting is adjourned.

APPENDIX / APPENDICE ''AGRI-19''

NOMBRE ET MONTANT DES PRÊTS LCA À 16 1/2% ET 16 3/4%
APPROUVÉS ENTRE LE 1ER OCTOBRE 1981 ET LE 30 SEPTEMBRE 1982

NUMBER AND AMOUNT OF FCA LOANS AT 16 1/2% and 16 3/4%
APPROVED BETWEEN OCTOBER 1, 1981 and SEPTEMBER 30, 1982

BRITISH COLUMBIA

DISTRICT	MONTANT EN DOLLARS AMOUNT OF DOLLARS	NOMBRE DE PRÊTS NUMBER OF LOANS
1.	10,386,067	63

ALBERTA

1.	5,156,000	44
2.	5,426,500	52
3.	1,241,300	17
4.	6,313,800	40
5.	3,705,900	30
6.	3,433,800	31
ALBERTA TOTAL TOTAL POUR ALBERTA	25,277,300	214

SASKATCHEWAN

DISTRICT	MONTANT EN DOLLARS AMOUNT OF DOLLARS	NOMBRE DE PRÊTS NUMBER OF LOANS
1. Regina	33,115,700	319
2. Swift Current	41,680,300	373
3. Yorkton	25,446,400	308
4. Saskatoon	25,794,800	230
5. Prince Albert	20,768,900	233
6. North Battleford	18,923,500	199
SASKATCHEWAN TOTAL TOTAL POUR SASKATCHEWAN	165,729,600	1,662

MANITOBA

DISTRICT	MONTANT EN DOLLARS AMOUNT OF DOLLARS	NOMBRE DE PRÊTS NUMBER OF LOANS
1. Winnipeg	23,119,000	230
2. Brandon	16,904,500	182
3. Portage La Prairie	25,223,400	251
MANITOBA TOTAL TOTAL POUR MANITOBA	65,246,900	642

ONTARIO

DISTRICT	MONTANT EN DOLLARS AMOUNT OF DOLLARS	NOMBRE DE PRÊTS NUMBER OF LOANS
1.	11,329,500	91
2.	8,440,600	62
3.	8,265,600	77
4.	9,367,300	91
5.	8,958,500	91
6.	3,570,900	37
7.	3,122,200	35
ONTARIO TOTAL TOTAL POUR ONTARIO	53,448,500	483

QUEBEC

DISTRICT	MONTANT EN DOLLARS AMOUNT OF DOLLARS	NOMBRE DE PRÊTS NUMBER OF LOANS
1.	3,830,400	53
2.	1,514,900	21
3.	3,546,200	43
4.	4,434,400	64
5.	3,783,500	62
6.	4,215,900	33
7.	3,461,700	41
QUEBEC TOTAL TOTAL POUR QUEBEC	24,787,000	317
NEW BRUNSWICK	1,713,500	23
NOVA SCOTIA	1,376,600	16
PRINCE EDWARD ISLAND	4,083,400	54
NEWFOUNDLAND	1,009,800	16

Source

Research Division Division des recherches
Farm Credit Corporation Société du crédit agricole

APPENDIX / APPENDICE ''AGRI-20''

AVERAGE FARM SIZE AFTER F.C.A. LOAN

SUPERFICIE MOYENNE DES FERMES APRÈS LE PRÊT L.C.A.

		Acres Owned / Acres possédées
B.C.	81-82	227
	80-81	235
	79-80	211
	78-79	315
	77-78	260
	76-77	332
	75-76	268
ONT.	81-82	172
	80-81	172
	79-80	163
	78-79	169
	77-78	177
	76-77	179
	75-76	190
QUE.	81-82	253
	80-81	221
	79-80	200
	78-79	204
	77-78	206
	76-77	326
	75-76	240
N.B.	81-82	308
	80-81	280
	79-80	272
	78-79	266
	77-78	310
	76-77	376
	75-76	344

		Acres Owned / Acres possédées
N.S.	81-82	288
	80-81	198
	79-80	282
	78-79	294
	77-78	377
	76-77	183
	75-76	264
NFLD.	81-82	72
	80-81	72
	79-80	84
	78-79	88
	77-78	118
	76-77	514
	75-76	489
P.E.I.	81-82	250
	80-81	219
	79-80	210
	78-79	247
	77-78	233
	76-77	247
	75-76	238
CAN.	81-82	375
	80-81	403
	79-80	415
	78-79	452
	77-78	494
	76-77	514
	75-76	489

APPENDIX ''AGRI-21''

TRAIT	CHINESE BREEDS	CHINESE X STANDARD	STANDARD BREEDS[a]
Age at Puberty	81-109 days[b]	87-96 days[b]	173.7-174.8 days[c] 181-220 days[d]
Litter Size			
Birth	9.5-17.0 pigsb [e]	9.0-14.0 pigs[b]	8.8-10.2 pigs[b]
Weaning	9.4-13.1 pigsb [e]	9.0-13.3 pigs[b]	8.6-9.2 pigs[b]
Ovulation Rate	14.7-15.9 ova[f]	13.75-20.6 ova[f]	13.7-15.4 ova[f]
Growth Rate	0.544-0.610 kg[g]	0.564-0.630 kg[g]	0.600-0.810 kg[g]
Backfat Thickness	27.5-31.5 mm[h]	24.5-41.2 mm[h]	7.8-19.0 mm[h]

a - Standard breeds refer to those breeds currently used in North America and Europe.

b - Legault and Caritez (1982).

c - Johnson, 1981 - NC - 103 Report.

d - Young et al. 1981 - NC - 103 Report.

e - Zhang et al. (1982).

f - Rombauts et al. (1982).

g - Legault et al. (1982).

h - 1981 ROP Annual Report.

Uses of These Breeds:

1. Since these breeds represent a unique example of swine with greatly superior reproductive capabilities, they are likely candidates as a research model to investigate the physiological and genetic mechanisms which:

(a) regulate prenatal embryonic survival and litter size;

(b) control the onset of puberty and estrus cycle activity.

Understanding and application of these principles would ultimately lead to improved reproductive performance in other breeds.

2. To incorporate the prolificacy and reproductive characteristics of these breeds into commercially-viable crossbreeding systems that would lead to improved production efficiency while maintaining a high level of meat quality.

Value To The Swine Industry

1. Greater sow productivity--more than 2 farrowing/sow/year and larger litters weaned.

2. The efficient production of high quality pork at less cost could aid domestic and export sales of Canadian pork.

UNIVERSITY OF MINESSOTA
TWIN CITIES

Department of Animal Science
120 Peters Hall
1404 Gortner Avenue
St. Paul, Minnesota 55108

April 29, 1982

Dr. Robert Michael McKay
Research Station
P. O. Box 610
Brandon, Manitoba
Canada R7A 5Z7

Dear Bob,

One of the higher-ups in the China Import&Export Corporation is Yan Qing, Agronomist. His address is:

China National Animal Breeding Stock
Import&Export Corporation
Hepingli, Beijing
People's Republic of China

Enclosed are copies of the two French language papers on the Chinese pigs in France.

Recently I ran across an item in my notes about an experiment where they are selecting in one breed, where one line is selected on litters size when gilts are bred at 4 months, and the other line where gilts are bred at 8 months.

I had forgotten about this. If I can find the right address, I'll write for more information.

Yours truly,

W. E. Rempel Professor

Encl.

WER:ch

APPENDICE «AGRI-21»

CARACTERISTIQUE	RACES CHINOISES	RACES CHINOISES ORDINAIRES X	RACES ORDINAIRES[a]
Âge à la puberté	81 à 109 jours[b]	87 à 96 jours[b]	173,7 à 174,8 jours[c] 181 à 220 joursd
Taille de la portée à la naissance	9,5 à 17 porceletsb [e]	9 à 14 porcelets[b]	8,8 à 10,2 porcelets[b]
Sevrage	9,4 à 13,1 porceletsb [e]	9 à 13,3 porcelets[b]	8,6 à 9,2 porcelets[b]
Rythme d'ovulation	14,7 à 15,9 ovules[f]	13,75 à 20,6 ovules[f]	13,7 à 15,4 ovules[f]
Rythme de croissance	0,544 à 0,610 kg[g]	0,564 à 0,630 kg[g]	0,600 à 0,810 kg[g]
Épaisseur du gras dorsal	27,5 à 31,5 mm[h]	24,5 à 41,2 mm[h]	7,8 à 19 mm[h]

a - Par races ordinaires, on entend les races employées actuellement en Amérique du Nord et en Europe.

b - Legault et Caritez (1982).

c - Johnson, 1981 - NC - Rapport 103.

d - Young en coll. 1981 - NC - Rapport 103.

e - Zhang en coll. (1982).

f - Rombauts en coll. (1982).

g - Legault en coll. (1982).

h - Rapport annuel ROP de 1981.

Exploitation de ces races:

1. Comme ces races constituent un exemple exceptionnel de porc doté de capacités de reproduction inégalées, elles sont susceptibles de servir de modèle de recherche pour l'étude des mécanismes physiologiques et génétiques qui:

a) règlent la survie de l'embryon et la taille des portées;

b) contrôlent l'approche de la puberté et les activités durant l'oestrus.

La compréhension et l'application de ces principes pourraient permettre d'améliorer le rendement reproductif d'autres races.

2. Incorporer la prolificité et les caractéristiques de reproduction de ces races dans des systèmes d'amélioration commercialement viables qui permettraient d'accroître le rendement de la production tout en conservant une viande de haute qualité.

Importance pour l'industrie du porc

1. Meilleure productivité des truies--plus de deux portées par truie, par année, et de plus grandes portées sevrées.

2. La production efficace de porc de haute qualité à meilleur marché pourrait contribuer aux ventes de porc canadien tant au Canada qu'à l'étranger.

Le 29 avril 1982

Monsieur Robert Michael McKay
Station de recherches
Case postale 610
Brandon (Manitoba)
Canada
R7A 5Z7

Monsieur,

Un des cadres supérieurs de la China Import&Export Corporation est Yang Qing, agronome. Son adresse est la suivante:

China National Animal Breeding Stock
Import&Export Corporation
Hepingli, Beijing
République populaire de Chine

Vous trouverez ci-joint des exemplaires des deux documents rédigés en français sur les cochons chinois élevés en France.

En parcourant mes notes, je suis récemment tombé sur un article traitant d'une expérience où l'on choisit une race en procédant à la sélection d'une lignée en fonction de la taille des portées lorsque de jeunes truies sont croisées à quatre mois, et d'une autre lignée lorsqu'elles sont croisées à huit mois.

J'avais oublié cela. Si je peux trouver l'adresse exacte des intéressés, j'écrirai pour obtenir de plus amples renseignements.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

W.E. Rempel

Professeur

p.j.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 104

Thursday, March 24, 1983

Chairman: Mrs. Eva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Votes 5, 10 and 15 under AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture.

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

Troisième session de la trente-deuxième législature, 1980-81-82-83

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 104

Le jeudi 24 mars 1983

Présidente: Mme Eva Côté

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de l'Agriculture

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: Crédits 5, 10 et 15 sous la rubrique AGRICULTURE

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture.

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Third class
Troisième classe
K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Agriculture:

Dr. E.J. LeRoux, Assistant Deputy Minister, Research;

Dr. Stewart W. Borland, Director General, Market Analysis and Trade Policy, Marketing & Economics;

Dr. C.J. Bishop, Director General, Program Coordination;

Dr. J.W. Morrison, Director General, Institutes;

Mr. P.W. Voisey, Director, Engineering and Statistical Research Institute;

Mr. Howard Migie, Director, Food Markets Analysis Division, Marketing & Economics.

Du ministère de l'Agriculture:

Dr. E.J. LeRoux, Sous-ministre adjoint à la recherche;

Dr. Stewart W. Borland, Directeur général, Analyse des marchés et politique sur le commerce extérieur, Direction générale de la commercialisation et de l'économie;

Dr. C.J. Bishop, Directeur général (intérimaire), Coordination des programmes;

Dr. J.W. Morrison, Directeur général, Instituts;

M. P.W. Voisey, Directeur, Institut de recherches techniques et de statistiques;

M. Howard Migie, Directeur, Division de l'analyse des marchés agro-alimentaires, Direction générale de la commercialisation et de l'économie.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 104

Thursday, March 24, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Votes 5, 10 and 15 under AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture.

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 104

Le jeudi 24 mars 1983

Président: Mme Éva Côté

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: Crédits 5, 10 et 15 sous la rubrique AGRICULTURE

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture.

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

29296—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Rolland Dion (*Portneuf*)
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Jean-Guy Dubois
Douglas Fisher
Alain Garant
Mel Gass
Gaston Gourde (*Lévis*)
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Laverne Lewycky

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(*b*):

On Thursday, March 24, 1983:
Douglas Fisher replaced Garnet Bloomfield;
David Berger replaced George Henderson.

Conformément à l'article 69(4)*b*) du Règlement:

Le jeudi 24 mars 1983:
Douglas Fisher remplace Garnet Bloomfield;
David Berger remplace George Henderson.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 24, 1983
(113)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 9:44 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mrs. Côté presiding.

Members of the Committee present: Mr. Althouse, Mrs. Côté, Messrs. Daudlin, Dionne (*Chicoutimi*), Hovdebo, McCain, Neil and Wise.

Alternates present: Messrs. Hargrave and Korchinski.

Other Member present: Mr. Gurbin.

Appearing: The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture.

Witnesses: From the Department of Agriculture: Dr. E.J. LeRoux, Assistant Deputy Minister, Research Branch; Dr. J.B. Morrissey, Director General, Food Inspection Directorate, Food Production and Inspection Branch and Dr. G.I. Trant, Senior Assistant Deputy Minister, Farm Income Services Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 8, 1983, Issue No. 99*).

The Committee resumed consideration of Votes 5, 10 and 15.

The Minister and the witnesses answered questions.

At 11:12 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 24 MARS 1983
(113)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 9h44 sous la présidence de Mme Côté (président).

Membres du Comité présents: M. Althouse, Mme Côté, MM. Daudlin, Dionne (*Chicoutimi*), Hovdebo, McCain, Neil et Wise.

Substituts présents: MM. Hargrave et Korchinski.

Autre député présent: M. Gurbin.

Comparaît: L'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture.

Témoins: *Du ministère de l'Agriculture*: M. E.J. LeRoux, sous-ministre adjoint, Direction générale de la recherche; Dr J.B. Morrissey, directeur général, Direction de l'inspection des aliments, Production et inspection des aliments, et Dr G.I. Trant, sous-ministre adjoint principal, Direction générale du Service du revenu agricole.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi, 8 mars 1983, fascicule n° 99*).

Le Comité reprend l'étude des crédits 5, 10 et 15.

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

A 11h12, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Thursday, March 24, 1983

• 0944

Le président: Bonjour, mesdames et messieurs. Je vous souhaite la bienvenue à cette réunion du Comité permanent de l'agriculture.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

Le Comité reprend l'étude des crédits 5, 10 et 15 sous la rubrique AGRICULTURE au sujet de la recherche et de la commercialisation.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme de développement du secteur agro-alimentaire

Crédit 5—Développement du secteur agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement $203,900,000

Crédit 10—Développement du secteur agro-alimentaire—Dépenses en capital $33,320,000

Crédit 15—Développement du secteur agro-alimentaire—Subventions inscrites du Budget et contributions $342,787,700

Le président: Nous recevons ce matin l'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture, qui est accompagné de hauts fonctionnaires du ministère. Je demanderais à l'honorable ministre de nous présenter les gens qui l'accompagnent.

• 0945

Si le ministre n'a pas de commentaires d'ouverture, nous passerons immédiatement à la période des questions. Alors, monsieur le ministre, vous nous présentez vos fonctionnaires, s'il vous plaît.

Hon. Eugene Whelan (Minister of Agriculture): Thank you, Madam Chairman. With me is my Deputy Minister, Mr. Peter Connell; Dr. Gerry Trant, the Senior Assistant Deputy Minister; and from the deputy minister's office, Miss S. Newton, Ministerial Briefing Assistant; Mrs. B. Kennedy, Secretary, Cabinet Documents; Mrs. B. Lefebvre, Cabinet Documents Work/Planning Officer; Mrs. Frances Taylor, Senior Secretariat Officer; and from the Research Branch, Dr. LeRoux, Assistant Deputy Minister; Dr. J.W. Morrison, Director General, Institutes Directorate; Dr. C.J. Bishop, Acting Director General, Program Co-ordination Directorate; and from the Food Production and Inspection Branch, Dr. J.B. Morrissey, Director General, Food Inspection Directorate; Mrs. Janet Taylor, Acting Director, Pesticides Division; Dr. C. L'Ecuyer, Director General, Health of Animals; and from the Regional Development Branch, Mr. J.H. Cochran, Acting Assistant Deputy Minister; Mr. R. Ray, Acting Director General, Regional Development Directorate; and from the Marketing and Economics Branch, Dr. D.W. Ware, Senior

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le jeudi 24 mars 1983

The Chairman: Good day, ladies and gentlemen. I wish to welcome you to this meeting of the Standing Committee on Agriculture.

The committee resumes consideration of its order of reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984.

The committee resumes consideration of Votes 5, 10 and 15 under AGRICULTURE regarding Research and Marketing.

AGRICULTURE

A—Department—Agri-Food Development Program

Vote 5—Agri-Food Development—Operating expenditures .. $203,900,000

Vote 10—Agri-Food Development—Capital expenditures $33,320,000

Vote 15—Agri-Food Development—Grants listed in the Estimates and contributions $342,787,700

The Chairman: This morning we have with us the Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture, accompanied by officials from the department. I would ask the honourable minister to introduce his officials.

If the minister does not have any opening comments we will immediately go to the question period. So, Mr. Minister, would you please introduce your staff?

L'honorable Eugene Whelan (ministre de l'Agriculture): Merci, madame le président. M'accompagnent aujourd'hui mon sous-ministre, M. Peter Connell; M. Gerry Trant, sous-ministre adjoint principal; du Cabinet du sous-ministre, Mlle S. Newton, adjointe aux réunions ministérielles; Mme B. Kennedy, secrétaire, Documents du Cabinet; Mme B. Lefebvre, agent chargé de la gestion des documents du Cabinet et de la planification; Mme Frances Taylor, agent de secrétariat principal; de la Direction générale de la recherche, M. LeRoux, sous-ministre adjoint, M. J.W. Morrison, directeur général, Direction générale des instituts; M. C.J. Bishop, directeur général intérimaire, Direction générale de la coordination des programmes; de la Production et inspection des aliments, M. J.B. Morrissey, directeur général, Direction de l'inspection des aliments; Mme Janet Taylor, directeur intérimaire, Division des pesticides; M. C. L'Ecuyer, directeur général, Hygiène vétérinaire; de la Direction générale du développement régional, M. J.H. Cochran, sous-ministre adjoint intérimaire; M. R. Ray, directeur général, Direction du

[*Texte*]

Program Co-ordinator; and from the Communications Branch, Alan E.Caldwell, Director General; and Mike Sage, our press officer. Madam Chairman, that is the group.

I have no opening statement. We tried to answer some of the members' questions when I was here before and we did so by letter to some of them. We are ready for questions.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Nous commençons la période des questions.

Monsieur Korchinski.

Mr. Korchinski: Thank you, Madam Chairperson.

My first comment is that since the minister cannot pronounce French names, I do not think he has much of a chance in the leadership race.

Mr. Whelan: I do as well as one of your former leaders; and, too, I do as well as some who are proposing to be your leaders.

Mr. Korchinski: My question has to do with the researchers. I am sorry I cannot direct this question to the minister. It is not that I do not think he will answer; it is just he will take up all my time, I think.

I have to ask the question as to what happened about the researchers that were taken from the west. Where were they taken from, and what line of research were they into, and where were they designated? I know, generally speaking, there have been some comments, but I would like to be able to get a little more detail. Perhaps either the deputy minister or Dr. LeRoux might be able to fill me in on that, or someone else, I guess, for that matter. Or, if you wish, I would just like a brief statement on that and then a more detailed accounting or explanation by way of communication or . . .

Mr. Whelan: We can call Dr. LeRoux up here, but I may amaze you by giving you a very brief statement.

We have a total breakdown of all the different areas in that, but over a period of years there has been a transfer of people from east to west. At the present time there is a cutback in our department of .8%.

So, Dr. LeRoux, if you would come forward and give a brief answer to the hon. member, I am sure . . . I am scared to say his name for fear I might pronounce it wrongly.

• 0950

Dr. E.J. LeRoux (Assistant Deputy Minister, Research Branch, Department of Agriculture): Mr. Korchinski, we have been looking at the priorities of the agri-food strategy, even prior to resources being made available for many of these programs. In order to accelerate some of these programs, we have been making adjustments in man-years. This is not a new phenomenon, the one that you are referring to now; it is one

[*Traduction*]

développement régional; de la Direction générale de la commercialisation et de l'économie, M. D.W. Ware, coordonnateur supérieur des programmes; de la Direction générale des communications, Alan E. Caldwell, directeur général, et Mike Sage, notre agent de presse. Madame le président, je vous ai présenté tout le groupe.

Je n'ai aucune déclaration d'ouverture. Nous allons essayer de répondre à certaines questions que les membres ont posées lors de ma comparution précédente, et nous avons répondu à certaines d'entre elles par écrit. Nous sommes prêts à entendre vos questions.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. We will start the question period.

Mr. Korchinski.

M. Korchinski: Merci, madame le président.

Mon premier commentaire, c'est qu'étant donné que le ministre ne peut prononcer les noms français, je pense qu'il a peu de chance dans la course au leadership.

M. Whelan: Je m'en tire aussi bien que certains de vos anciens leaders et aussi bien également que certains de vos candidats au leadership.

M. Korchinski: Ma question porte sur les chercheurs. Je regrette de ne pas adresser cette question au ministre. Ce n'est pas que je croie qu'il n'y répondra pas, mais je pense qu'il prendra tout mon temps.

Je veux savoir ce qui est arrivé à tous les chercheurs qui étaient dans l'Ouest. Je veux savoir où ils étaient, le genre de recherches qu'ils faisaient et où ils furent mutés? Je sais qu'on a fait des commentaires généraux, mais je voudrais obtenir un peu plus de précisions. Peut-être que le sous-ministre ou M. LeRoux pourrait me répondre ou quelqu'un d'autre, peu importe. Ou si vous voulez simplement faire une courte déclaration pour ensuite me faire parvenir une explication plus détaillée par écrit ou . . .

M. Whelan: Nous pouvons inviter M. LeRoux à la table, mais je pourrais peut-être vous étonner en vous faisant une déclaration très brève.

Nous avons tous les détails pour toutes les différentes régions, mais depuis un certain nombre d'années, il y a eu un transfert de personnes de l'Est vers l'Ouest. Présentement, notre ministère subit des coupures de 0.8 p. 100.

Alors, M. LeRoux, si vous voulez bien vous avancer afin de répondre brièvement à l'honorable député, je suis sûr . . . Je crains de dire son nom de peur de ne pas bien le prononcer.

M. E.J. LeRoux (sous-ministre adjoint, Direction générale de la recherche, ministère de l'Agriculture): Monsieur Korchinski, même avant que beaucoup de ces programmes n'aient obtenu de ressources, nous étudiions les priorités de la stratégie agro-alimentaire. Afin d'accélérer la mise en oeuvre de certains de ces programmes, nous avons apporté des ajustements aux années-personnes. Ce phénomène auquel vous

[*Text*]

that has been on-going with us, I would say, since I have been involved in the system anyway. In the planning and co-ordination, I said the other day that we separate out about 50 person-years a year and we make adjustments within programs, between programs, within regions, between regions.

In the case in point, while the 0.8% was a government austerity measure across-the-board, the person-years, yes, moved from the different regions of Canada to accelerate the PDR program, which in this case happens to be located in our first priority in the east, and particularly in the first instance in Quebec. The 0.8% resulted in a loss, or in, if you like, an adjustment of 29 person-years, 12 of which in terms of prorating the reduction would come out of the western region. You will recall that the western region is about 1,400-plus person-years, so this was a small adjustment as far as I was concerned, not unlike the type of adjustments that have taken place before in terms of going from east to west or west to east, or from Quebec to the Maritimes. And we have had this; we have had this happening all along.

As well, we moved a number of person-years relating to the 33 person-years transferred to the PDR region in Quebec, again applied on a prorating basis—the same principal had to apply. So you have 12 from the western region in terms of 0.8%, and there are 14 transferred in relation to the number that would be in my normal complement.

What I would say there is that these come not in terms of people being transferred, this is simply vacancy replacement. Also, the managers will be taking these mainly from the casuals so that permanent positions—particularly scientific and support positions—will not be touched.

As I say, this is really a fine-tuning process, and if I, as the manager of the Research Branch, was without that fine-tuning process, as I have done for the last five years I have been ADM, and others have done before me, because we have been in an austerity—hold-the-line—situation for some years, you could not move from low to high priority within the cycling of program action; and, in effect, this is really what happened in the case of these person-years that we are referring to in this instance.

Mr. Korchinski: I firmly believe that a chain is as strong as its weakest link; and if there are weak links in the agriculture industry, certainly they should be looked into, and so on. But I gather—at least there was a hint in your statement that the research aspect has not been affected; in other words, whatever research was intended will still go ahead, except that these were assistants to researchers or people in that category.

Dr. LeRoux: Mr. Korchinski, in our person-years, a director can have full-time people or part-time people, but mostly they are full-time positions. In the field of research, if you do not

[*Translation*]

faites allusion n'est pas nouveau, c'est chose courante au Ministère, du moins depuis que j'y travaille. Comme je l'ai dit l'autre jour, pour la planification et la coordination, nous détachons environ 50 années-personnes par année et nous apportons des ajustements aux programmes, entre les programmes, aux régions et d'une région à l'autre.

Pour le cas en question, quoiqu'il y ait eu la mesure gouvernementale d'austérité de 0.8 p. 100 s'appliquant de façon générale, nous avons en effet transféré des années-personnes des diverses régions du Canada afin d'accélérer le programme de production, distribution et vente au détail, lequel est situé dans l'Est, surtout au Québec, et représente notre première priorité dans cette région. Le résultat de la coupure de 0.8 p. 100 a été une perte ou, si vous voulez, un ajustement de 29 années-personnes dont 12 proviennent de la région de l'Ouest, si on fait les calculs proportionnels. Il faut se rappeler que la région de l'Ouest compte en moyenne plus de 1,400 années-personnes; pour ma part, c'est donc là un très petit ajustement, pas très différent du genre d'ajustements qui ont été opérés auparavant de l'Est vers l'Ouest ou de l'Ouest vers l'Est, ou du Québec vers les Maritimes. Ce n'est pas la première fois que ça se produit, ces choses-là arrivent tout le temps.

Aussi, il y a eu 33 années-personnes transférées vers la région de Québec pour le programme de production, distribution et vente au détail et, encore une fois, nous avons appliqué le même principe, c'est-à-dire en effectuant un calcul proportionnel. Donc, sur le nombre de personnes enlevées de la région de l'Ouest, 12 l'ont été à cause des restrictions de 0.8 p. 100 et 14 pour compléter les effectifs normaux de mon groupe.

Je dirais qu'il ne s'agit pas là de transfert de personnes mais simplement de postes vacants qui sont comblés. De plus, les gestionnaires combleront ces postes en faisant appel surtout au personnel intermittent de sorte qu'on ne touchera pas aux postes permanents, surtout aux postes scientifiques et de soutien.

Je le répète, il s'agit en réalité d'un processus de mise au point et si, en tant que gestionnaire de la Direction générale de la recherche, je ne pouvais pas faire ces ajustements comme je l'ai fait pendant les cinq années depuis que je suis SMA et comme d'autres l'ont fait avant moi, parce que depuis quelques années nous sommes dans une situation d'austérité, de contraintes, je ne pourrais jouer sur l'échelle des priorités dans le cadre du cycle des activités des programmes; en fait, c'est exactement cela qui est arrivé dans le cas de ces années-personnes dont il est question.

M. Korchinski: Je crois sincèrement que la force d'une chaîne dépend de son maillon le plus faible et s'il y a des maillons faibles dans l'industrie agricole, on devrait certainement s'en occuper et ainsi de suite. Si j'ai bien compris . . . du moins vous faisiez allusion dans votre déclaration au fait qu'on n'a pas touché à l'aspect recherche, autrement dit les recherches prévues iront de l'avant sauf que les personnes visées étaient des adjoints aux chercheurs ou des employés de cette catégorie.

M. LeRoux: Monsieur Korchinski, pour ce qui est des années-personnes, un directeur peut avoir des employés à temps plein ou à temps partiel, mais dans la plupart des cas, il

[*Texte*]

have a full-time job, you are not going to hold a researcher very long. He has to have a full-time position and some security; and he needs at least time—there is not a project worth its salt in research that does not take five years. So he needs that security, and that is how we have built the research body in Agriculture Canada over those many years, right from 1886, if you wish.

The summer casuals will be added on to help the programs, because there is a lot of activity in the field during that time, and quite often the director will have three or four people working against one person-year during the summer. He must meet his person-year number at the end of the year, but he can increase the number of people during the year. In effect, some of these are being reduced in order to make these adjustments. But the professional people, the key people in the system, are not touched in this case.

Mr. Korchinski: Thank you very much.

• 0955

I understand packaging and processing has a priority, and this is what the researchers have gone into. Could you explain the type of packaging and processing and why this gains prominence? I asked a question of the minister in the House here. Perhaps maybe you could elaborate on that for information's sake, really, not politics. Would you give me an indication as to why we are into that type of thing; in our relation to private industry, why they cannot fulfil that type of role, why we are going into it? Can you, in any way, relate your response both to Canagrex and to the Crow package? One emphasis is for more research in eastern Canada, as a sort of payoff there.

Dr. LeRoux: Sir, first of all, I would like . . .

Mr. Whelan: Madam Chairman, before Dr. LeRoux answers that, if one has just a little more patience, you will see some of the things for research that will benefit all of Canada, not just one section of Canada, because that program is very thorough.

The agri-food strategy talks about development and the potential of development, not only of the grain issue in western Canada; but it also talks about food production in those areas of those things in which we feel we have a market to export. So if you check the land-use maps that have been prepared, you will see there is tremendous potential, especially in those southern regions of Quebec, to export that product to the United States of America. We can take you to areas there now, Mr. Korchinski.

You ask why it was done, but the agri-food strategy was approved by over 180 different organizations. That is very plain and clear in the agri-food strategy of what we should do.

[*Traduction*]

s'agit de postes à temps plein. Dans le domaine de la recherche, vous ne garderez pas un chercheur très longtemps si vous n'avez pas de postes à temps plein. Il doit avoir un poste à temps plein et une certaine sécurité; du moins il a besoin de temps . . . il n'y a pas de projet de recherche qui en vaille la peine qui ne demande pas au moins cinq ans de travail. Le chercheur a donc besoin de cette sécurité et c'est de cette façon qu'Agriculture Canada a constitué un groupe de recherche au cours de ces années, depuis 1886, si vous voulez.

Les emplois d'été seront ajoutés pour aider dans ces programmes car pendant cette période, il y a beaucoup d'activités sur le terrain et, très souvent, le directeur aura trois ou quatre personnes embauchées pour l'été sous une même année-personne. À la fin de l'année, il ne doit pas dépasser le nombre d'années-personnes, mais il peut accroître le nombre de personnes pendant l'été. En fait, il y a même des coupures d'effectuées pour faire ces ajustements. Toutefois, les professionnels, les personnes-clés du système, ne sont pas touchés dans ce cas-là.

M. Korchinski: Merci beaucoup.

Je crois savoir que l'empaquetage et la transformation sont une priorité et que c'est sur cela que les chercheurs se sont penchés. Pouvez-vous préciser le genre d'empaquetage et de transformation et nous dire le pourquoi de cette importance nouvelle? J'ai questionné le ministre en Chambre à ce sujet. Vous pourriez peut-être nous apporter des précisions vraiment utiles sans faire de politique. Pouvez-vous me dire pourquoi nous nous occupons de ce genre de chose? Quant à nos rapports avec l'industrie privée, pourquoi celle-ci ne remplit-elle pas ce genre de rôle et pourquoi le faisons-nous? Dans votre réponse, pouvez-vous tenir compte de Canagrex et de la proposition touchant le Nid-de-Corbeau? L'une des choses à laquelle on donne de l'importance, c'est à l'accroissement de la recherche dans l'est du Canada comme un genre de compensation.

M. LeRoux: Monsieur, je voudrais d'abord . . .

M. Whelan: Madame le président, avant que M. LeRoux ne réponde à cette question, si l'on est un peu plus patient, on constatera que certaines de ces recherches profiteront à tout le Canada et non simplement à un secteur du pays car il s'agit là d'un programme très complet.

La stratégie agro-alimentaire parle de développement et de potentiel de développement, non seulement pour la question des grains dans l'ouest du Canada, mais aussi pour la production alimentaire dans ces régions de produits pour lequels nous pensons avoir un marché d'exportation. Alors, si vous allez voir les cartes d'utilisation des sols que nous avons préparées, vous constaterez qu'il y a un potentiel énorme pour exporter ce produit vers les États-Unis et l'Amérique, surtout dans les régions méridionales du Québec. Monsieur Korchinski, nous pouvons vous amener dans ces régions maintenant.

Vous nous demandez pourquoi on a fait cela, mais la stratégie agro-alimentaire a été approuvée par plus de 180

[*Text*]

So you asked me to come here this morning, and I just do not intend to sit here. When you are talking about development of agriculture in the private sector, we would like you to use your influence on the grocery products manufacturers and some of these people. They put 0.1% of their GNP into research. The federal government spends over 50% of all research on agriculture in Canada. They only put 0.1%. That is about the lowest of any group who contribute to research in all Canada.

Mr. Korchinski: Perhaps I will deal with that later, if I get another chance, Madam Chairman. But I would like an answer that is not . . .

Dr. LeRoux: Madam Chairman, Mr. Korchinski, in 1977 the white paper on the food policy for Canada, which is a government policy paper, quite clearly identified major problems in the secondary industry and the desire to have all and sundry assist.

There was a food conference in the early part of 1978 bringing in all these sectors of the agri-food industry into Ottawa. It was quite clear there were three areas in what we call processing, distribution and retailing.

Mostly, we would be involved at first in the processing area, so there was the efficiency of processing. Most of the small family industries were going down the drain because they were not efficient in their ability to process their product. There was a food safety and food quality element to that as well. So we addressed ourselves to those three areas, first and foremost. We identified major areas where there were real problems.

The first big problem was in the plains of Montreal. I remember going to a conference at Mont-Gabriel; and indeed, the matter from the national point of view came out quite clearly that our first attention should be there.

Previous to that, the protein oilseed and starch plant for processing of oilseeds out west had been put into place with the assistance of IT&C and Agriculture Canada; and that was placed in Saskatoon. So there was already a recognition of that urgency.

The next one, then, was this. We were looking to this efficiency of processing, food safety and food quality; and indeed, following that meeting, the result was the industry's wondering why they were not themselves carrying out research in this area.

I visited the major research directors of companies, and they said to me: Look, we are not able. We do not have the capability; we are too small. We still need your help, and we will need it for some time to come. In the area of basic research, there is no other group to look to but you people. Hence, we have moved very aggressively into this area even before, as I say, the agri-food strategy, while accepted by

[*Translation*]

organisations différentes. La stratégie agro-alimentaire établit très clairement ce que nous devrions faire.

Vous m'avez invité ici ce matin et je n'ai pas l'intention de simplement rester assis. Lorsque vous parlez du développement de l'agriculture dans le secteur privé, nous aimerions que vous utilisiez votre influence sur les fabricants de produits d'épicerie et certaines de ces personnes. Ils investissement 0.1 p. 100 de leur PNB dans la recherche. Le gouvernement fédéral effectue plus de 50 p. 100 de toute la recherche agricole au Canada. Ils n'investissent que 0.1 p. 100. C'est à peu près le plus bas pourcentage que n'importe quel groupe contribue à la recherche dans tout le pays.

M. Korchinski: J'en parlerai peut-être plus tard si j'en ai l'occasion, madame le président. Mais j'aimerais obtenir une réponse qui ne soit pas . . .

M. LeRoux: Madame le président, monsieur Korchinski, en 1977, le Livre blanc sur la politique alimentaire pour le Canada, qui est le document sur la politique du gouvernement, identifiait très clairement les principaux problèmes de l'industrie secondaire et le désir que tous y participent.

Au début de 1978, s'est tenue à Ottawa une conférence sur l'alimentation réunissant tous ces secteurs de l'industrie agro-alimentaire. Il était très clair qu'il y avait trois domaines dans ce que nous appelons la production, la distribution et la vente au détail.

D'abord, nous nous occuperions surtout du domaine de la transformation. La plupart des petites industries familiales couraient à la faillite parce qu'elles n'avaient pas la capacité de transformer efficacement leurs produits. Il y avait aussi un élément de sécurité et de qualité des produits. Donc, d'abord et avant tout, nous nous sommes attaqués à ces trois domaines. Nous avons identifié les principaux domaines où il y avait de réels problèmes.

Le premier grand problème, c'était dans la région des plaines de Montréal. Je me souviens avoir participé à une conférence au Mont-Gabriel et il est apparu clairement du point de vue national que c'est là d'abord que devrait se porter notre attention.

Auparavant, avec l'aide d'Industrie et Commerce et d'Agriculture Canada, on avait mis en place des usines de protéines oléagineuses et de féculants pour le traitement des graines oléagineuses dans l'Ouest. Ces installations étaient à Saskatoon. Donc, on avait déjà reconnu cette urgence.

Ensuite, la chose la plus urgente était ceci. Nous avons étudié la question de l'efficacité de la transformation, pour la sécurité et la qualité des aliments. A l'issue de cette réunion, l'industrie s'est demandée pourquoi elle n'effectuait pas elle-même la recherche dans ce domaine.

J'ai rendu visite aux principaux directeurs de recherche de compagnies et ils m'ont dit: écoutez, nous ne sommes pas en mesure de le faire, nous n'avons pas la capacité, nous sommes trop petits. Nous avons toujours besoin de votre aide et nous en aurons besoin pendant un bon moment encore. Dans le domaine de la recherche de base, il n'y a que vers vous que nous puissions nous tourner. Donc, je le répète, nous avons

[*Texte*]

Cabinet, moves into place with resources forthcoming. Some of that may come under the Crow, as you know. But we have moved aggressively within, and that is why we made these slight adjustments on person-years and have indeed started the process by putting people at Macdonald College, for muscle research. We have the Lacombe meat facility, which is about to be completed. All of these are tied in in the area of PDR.

• 1000

Mr. Korchinski: If I have one more question . . .

The Chairman: One minute.

Mr. Korchinski: —I would like to ask the minister . . . The only comment there was with regard to the oilseed industry, as far as the processing and packaging and so on. How can I sell that package that the minister is proposing, and he is so dedicated to, to western Canada, when they are asked to give up money for transportation and so on? What can I tell them that they get in return, in view of the fact that the small industries that are processing, that are shipping, are in eastern Canada? What are we getting in return then?

Mr. Whelan: I think, Madam Chairman, the hon. member probably has the information but he has not . . . We can send him all the information that we are spending on new crop development; what IT&C is spending, as far as food processing—the whole program under agriculture initiatives that we talked about. I think it is a program we have developed in Agriculture Canada not just for the benefit of one sector, the agriculture production sector in Canada, but for all of Canada.

It would take too long to try to outline but we can give you that information, Mr. Korchinski. We will do that and then if you want further discussion we will have you sit down with our officials and go over the whole program.

An hon. Member: Very good.

The Chairman: Okay. Thank you, sir. Mr. Althouse.

Mr. Althouse: Excuse me. There are a couple of items having to do with stabilization programs that I would like to pursue today because we were on that question the last time the minister was before us.

First off, some explanation of the estimates. The estimates this year have allocated something like $70 million towards stabilization programs versus $8 million in the estimates of last year. Could the minister or some of his officials tell us just

[*Traduction*]

progressé de façon très énergique dans ce domaine même avant que la stratégie agro-alimentaire ne soit mise en oeuvre avec les ressources qui s'y rattachent, même si elle avait été acceptée par le Cabinet. Comme vous le savez, une partie de cela peut très bien relever de l'entente sur le Pas du Nid-de-Corbeau. Mais nous avons agi de façon très dynamique et c'est la raison pour laquelle nous avons apporté ces petits ajustements aux années-personne, et nous avons vraiment lancé le processus en envoyant des gens au Collège Macdonald pour donner plus de muscle à la recherche. Nous avons l'installation de Lacombe sur les viandes, qui est presque achevée. Tout cela est relié au domaine de la production, distribution et vente au détail.

M. Korchinski: Puis-je poser une autre question?

Le président: Vous avez une minute.

M. Korchinski: Je voudrais demander au ministre . . . Le seul commentaire à ce sujet touche l'industrie des graines oléagineuses quant à la transformation, à l'empaquetage et ainsi de suite. Comment puis-je vendre à l'Ouest canadien cette proposition du ministre à laquelle il tient tellement lorsqu'on leur demande de perdre de l'argent pour le transport et ainsi de suite? Que puis-je leur dire qu'ils obtiendront en retour, étant donné que les petites industries de transformation qui font la livraison sont dans l'est du Canada? Alors qu'obtenons-nous en retour?

M. Whelan: Madame le président, je pense que l'honorable député a probablement cette information mais qu'il ne l'a pas . . . Nous lui avons envoyé tous les renseignements sur ce que nous dépensons pour le développement de nouvelles cultures; ce que dépense Industrie et Commerce, au chapitre de la transformation des aliments . . . surtout le programme relevant des initiatives du ministère dont nous avons parlé. Je pense que c'est un programme que nous avons développé à Agriculture Canada, non seulement pour favoriser un seul secteur, le secteur de la production agricole au Canada, mais pour l'ensemble du pays.

Il me faudrait trop de temps pour vous le décrire, monsieur Korchinski, mais nous pouvons vous envoyer cette information. Nous vous ferons parvenir cette information et si vous voulez en discuter davantage, nous demanderons à nos fonctionnaires de s'asseoir avec vous afin de revoir l'ensemble du programme.

Une voix: Très bien.

Le président: Très bien. Merci beaucoup, monsieur. Monsieur Althouse.

M. Althouse: Excusez-moi. J'aimerais poser quelques questions sur les programmes de stabilisation puisque c'est de cela que nous avons discuté lors de la dernière comparution du ministre.

D'abord, quelques explications sur les prévisions budgétaires. Cette année, dans les prévisions budgétaires, on affecte quelque 70 millions de dollars aux programmes de stabilisation contre 8 millions de dollars l'année précédente. Le ministre et ses fonctionnaires pourraient-ils nous dire précisément quels

[*Text*]

what products they foresee requiring these vastly increased allocations of money? Which products you see as . . .

Mr. Whelan: Mostly in the red meat industry.

Mr. Althouse: I see. Is this on the basis of the current kind of formula or are you looking forward to a stepped-up program in conjunction with the provinces?

Mr. Whelan: We are looking towards a different kind of a program, a program that may catch up with what I offered in 1978.

Mr. Althouse: The last time we had the minister before the committee, Madam Chairman, we found out a few things about what he seems to be taking to the bargaining table on stabilization programs. I wonder if he would be able to enlighten us a little bit, give a few more details on what the federal stance is. Such items as, for instance, the level of support. Is the federal proposal still something in the order of the 100 gross margin proposal that was put forward in 1977, or do you prefer a cost of production type of formula or something based on average market price as the current set-up goes? Which of these three that I have outlined are the preferable ones, or do you have a preference?

Mr. Whelan: We have, as you know, attended as observers the meeting that was held in Regina and the meeting that was held in Toronto. Then the working group of people attended a meeting in Calgary —not the chairman of the Agricultural Stabilization Board, but one of our top people, Gilles Lavoie, attended that meeting. He is one of our top people in stabilization. He will continue to work with that group, that working group that intends to have a program brought forward by the provincial and federal ministers meeting in July. We are hopeful that a proper program can be brought forward, maybe even before that meeting, so they can have a preliminary meeting rather than just go there and tear it apart. They are meeting again, if I understand right, going by memory now . . . I have a document in front of me, but they are continually meeting, this group, on the red meat industry . . . Oh, yes, the next meeting will be held in Winnipeg on April 5.

• 1005

I have written to all the provincial ministers of agriculture suggesting the implications of top loading, some other suggestions, and they are going to be discussing, for instance on April 5, implications of top loading, alternatives and implications of various levels of support. Each province has agreed to be participants in this. Ontario and British Columbia will prepare a paper on top loading, because British Columbia, as you know, has a program that many people call a very rich program, one they say is too rich. British Columbia says it is not too rich. They will also discuss how to ensure equity between commodities, and that is to be prepared by the Canadian Federation of Agriculture, the Canadian Pork Council and the Canadian Cattlemen's Association, international trade implications related to stabilization subsidies; that is to be prepared by the federal government.

[*Translation*]

sont les premiers qui, selon eux, nécessiteront cette vaste augmentation de crédits? Selon vous, quels produits . . .

M. Whelan: Surtout dans l'industrie de la viande rouge.

M. Althouse: Je vois. Ces calculs sont-ils basés sur la formule actuelle ou envisagez-vous un programme plus important en collaboration avec les provinces?

M. Whelan: Nous envisageons un programme différent qui peut rejoindre ce que j'ai proposé en 1978.

M. Althouse: Madame le président, la dernière fois que le ministre a comparu devant le Comité, nous avons appris quelque chose sur ce qu'il semble proposer à la table des négociations sur les programmes de stabilisation. Je me demande s'il pourrait nous éclairer davantage et nous fournir quelques détails de plus sur la démarche du fédéral. Pourrait-il parler par exemple du niveau d'aide ou de ce genre de chose. La proposition fédérale est-elle toujours basée sur une marge brute de 100 comme ce fut proposé en 1977 ou préférez-vous une formule basée sur le coût de production ou sur le prix moyen du marché comme ça se fait présentement? Parmi les trois options que je viens de mentionner, laquelle préférez-vous, ou est-ce que vous avez une préférence?

M. Whelan: Comme vous le savez, nous avons participé en tant qu'observateurs à la réunion tenue à Regina et à celle qui fut tenue à Toronto. Les membres du groupe de travail ont assisté à une réunion à Calgary . . . pas le président de l'Office de stabilisation des prix agricoles, mais l'un des hauts fonctionnaires, Gilles Lavoie, a participé à cette réunion. C'est l'un de nos hauts fonctionnaires dans le domaine de la stabilisation des prix. Il continuera à travailler avec ce groupe d'étude qui prévoit présenter un programme en juillet à la réunion des ministres provinciaux et fédéral. Nous espérons pouvoir présenter un programme, peut-être même avant cette réunion; en effet, il conviendrait de pouvoir discuter des grands points avant la réunion de juillet, sans quoi il se pourrait fort bien que l'on se borne à critiquer et à rejeter le rapport tout simplement. Si je ne me trompe, ce groupe sur la viande de boucherie a d'ailleurs des réunions sur une base permanente. La prochaine aura lieu à Winnipeg le 5 avril.

J'ai écrit à tous les ministres provinciaux de l'agriculture pour leur parler de la question du relèvement du prix de base et cela fera partie des discussions le 5 avril de même que les questions portant sur d'autres niveaux de soutien possibles. Toutes les provinces sont d'accord pour participer. L'Ontario et la Colombie-Britannique vont préparer un document spécial sur cette question du relèvement du prix de base. La Colombie-Britannique, comme vous le savez, a un programme excellent à cet égard, peut-être même un peu trop, aux dires de certains. On discutera également de la façon d'assurer une certaine équité entre les différentes denrées. La Fédération canadienne de l'agriculture, le Conseil canadien du porc et l'Association canadienne des éleveurs de bétail prépareront d'ailleurs un document à cet égard; quant aux subventions de stabilisation et à l'impact de celles-ci sur le commerce international, c'est le

[*Texte*]

Now, in the letter we wrote to the provincial ministers we outlined some of the problems we see. If we are going to have a plan, we have to overcome some of them. I think I stated that before, about the problems I see with plans, not just for the product, but other plans they have where some producers have a direct economic advantage over some of the others in, say, the have-not provinces, which cannot afford those kinds of programs. They are asking me to be the equalizer. They say they are not going to be able to get rid of all these programs, but I can give you—and I think I used that before, I will repeat it—one of the most blatant examples is Prince Edward Island. In Prince Edward Island, just for the electricity as compared to Ontario, it costs $3 and some cents more per hog than it does in Ontario. It costs $3 and something for electricity in Ontario, $4 and something for electricity in Prince Edward Island. So you can see the disparity that exists there. That can either mean a profit or a loss. So how do you equalize that?

Do you tell them to quit producing hogs, like the study did in British Columbia, that told British Columbians to quit producing cattle, that it was the best thing they could probably do, because they had not made money out of it in 10 years and that they should probably discontinue it? So you can see what the B.C. Cattlemen's Association have said about that, if you have been reading the press lately. They have some strong reservations. A lot of the cattle in British Columbia, as you know, is raised on rough land, land that is not cultivated, land that is suited for nothing other than some kind of pasture in the high Alpine meadows that they use, that type of thing, and it is mostly state-owned or state-controlled land.

Mr. Althouse: Is the federal government going into these negotiations with any fixed policy on the question of whether the program should be voluntary or compulsory, as far as individuals in the provinces are concerned?

Mr. Whelan: We have not changed our mind; if we are going to a straight stabilization program, it would be a voluntary-type program, if you go into the producer-provincial-federal system or if you go producer-federal. I sort of favour producer-federal, mainly because of the mechanics of trying to make it work otherwise, something like western grain stabilization, something like a lot of the other programs we have that are producer-federal participation—especially for those nationally produced products.

Mr. Althouse: Are you considering limits to eligibility similar to the grain program as well . . . maximum limits?

Mr. Whelan: Well, some say we have gone way too far now. They want us to restrict how many hogs we pay on, how many

[*Traduction*]

gouvernement fédéral qui préparera un document sur la question.

Dans la lettre que nous avons envoyée aux ministres provinciaux, nous avons précisé certains des problèmes que nous entrevoyons. Si nous voulons avoir un plan, nous devrons surmonter certains de ces problèmes. J'en ai déjà parlé précédemment, pas simplement dans le contexte du produit lui-même, mais dans celui des avantages économiques directs dont jouissent certains producteurs des provinces riches par rapport à celles qui sont moins bien nanties; les producteurs de ces dernières provinces ne peuvent se prévaloir de certains de ces programmes et ils me demandent d'agir en tant que médiateur pour les questions de péréquation. Un des exemples les plus flagrants se retrouve dans l'Île-du-Prince-Édouard où le tarif d'électricité par rapport à l'Ontario par exemple représente un fardeau supplémentaire pour l'agriculteur. Ainsi il en coûte $3 et plus par porc à l'Île-du-Prince-Édouard qu'en Ontario. En Ontario, le tarif est de $3 alors qu'il est de $4 et plus à l'Ile-du-Prince-Édouard. Vous pouvez donc comprendre la différence que cela représente pour l'agriculteur; en effet cela fait toute la différence entre le bénéfice ou la perte. Comment s'y prendre dans de tels cas?

Doit-on recommander à ces agriculteurs de ne plus se consacrer à l'élevage des porcs, comme cela était le cas en Colombie-Britannique où l'on a recommandé aux éleveurs de bétail de cesser l'élevage, étant donné que la province n'avait enregistré aucun bénéfice en ce domaine au cours des dix dernières années. Si vous avez lu la presse récemment, vous savez sans doute quelle a été la réaction de l'Association des éleveurs de bétail de Colombie-Britannique. Celle-ci formulait en effet de très sérieuses réserves devant une telle recommandation. Beaucoup de bétail dans cette province est mis en pâture sur des terres assez arides, non cultivées et qui ne conviennent à rien d'autre qu'au paturage, il s'agit en fait d'alpage propriété de l'État ou contrôlé par lui.

M. Althouse: Le gouvernement fédéral s'engage-t-il dans ces négociations en ayant déjà établi à l'avance sa politique sur l'aspect volontaire ou non du programme?

M. Whelan: Nous n'avons pas modifié notre attitude. Si nous adoptons un programme pur et simple de stabilisation, il s'agira d'un programme de type purement volontaire; il y a également la possibilité d'un système producteur du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral ou d'un programme producteur-gouvernement fédéral. Je suis en faveur personnellement d'un programme producteur-gouvernement fédéral étant donné les difficultés inhérentes aux autres sortes de programmes. Il pourrait s'agir d'un programme semblable à celui du programme de stabilisation des grains de l'Ouest; nous avons beaucoup de programmes de ce genre où il existe un tandem entre le producteur et le gouvernement fédéral, particulièrement dans le cas des produits cultivés dans tout le pays.

M. Althouse: Entrevoyez-vous des limites maximales d'admissibilité?

M. Whelan: Certaines personnes estiment que nous avons vraiment dépassé les limites et voudraient que nous restrei-

[*Text*]

cattle we pay on, and so on. We think it is a pretty fair program we have now, but the most representation I get is not to expand it, but to cut it back.

Mr. Althouse: Okay. What about the federal government's policy with regard to linkage of the program through marketing programs, as is the case in some of the provinces? Do you see it as a requirement that the people involved in the program also be participants in a marketing program, or is this of no importance from the federal point of view?

• 1010

Mr. Whelan: Madam Chairman, I do not really know what the intent is of Mr. Althouse's question.

Mr. Althouse: With now two of the provinces at least, we see programs where there is a stablization program for beef that is also tied to a marketing program. I cite Saskatchewan and Manitoba. They argue that, because of the low number of packing houses in those regions, they need to negotiate very strongly with the packing houses in order to make certain that they maximize the market returns, and so that the stabilization program does not become a sop, I suppose, for the industry to eat off.

Mr. Whelan: If they have some form of marketing board . . . For instance, when we work a hog stabilization program, every province has a hog marketing board of some sort. And it is very easy to work a program with them because they have an accurate system of knowing where the hogs are, who is producing them, etc. Some provinces have a very orderly system of marketing, as in Ontario, for instance, if hogs are distributed equally to the packing firms. Now, if you go to Alberta, you will find that one week you may have 250 hogs in a packing firm, and the next week you may not have any and the next week you may have 2,000. You cannot run a hog slaughtering system or any kind of a slaughtering system with that kind of delivery. You must have more orderly delivery.

Now, when they talk about orderly marketing, some people pretty nearly go into a fit. But you see how they run it in Ontario. I do not appprove of everything that they do in Ontario, that is for sure; but when you see their system of orderly marketing and how they distribute the hogs to the packing plants, it is effective. The packing plants can plan their slaughtering and the farmers plan their delivery under an orderly system, and it works quite well as far as providing work goes. They know how many employees they have at work.

Let us remember that Manitoba certainly does not have a shortage of facilities. Neither does Alberta. Saskatchewan may, because their plans are geared to make sure those animals are slaughtered as much as possible in Saskatchewan. That is the intent of their program, unless the present government has changed that. I do not know.

[*Translation*]

gnions le nombre de porcs ou de têtes de bétail subventionné. Nous pensons, quant à nous, que le programme actuel est très équitable; cependant, comme je l'ai dit, les plaintes que je reçois visent non à étendre le programme mais plutôt à le restreindre.

M. Althouse: D'accord. Que dire de la politique du gouvernement fédéral en ce qui concerne les liens qui peuvent exister entre ce programme et les programmes de commercialisation comme dans le cas de certaines provinces? Pensez-vous qu'il soit nécessaire que ceux qui participent à ce programme participent également à un programme de commercialisation ou cela n'a-t-il aucune importance pour le gouvernement fédéral?

M. Whelan: Madame le président, je ne comprends pas très bien la question de M. Althouse.

M. Althouse: Il y a maintenant au moins deux provinces qui ont des programmes de stabilisation du prix du boeuf liés à un programme de commercialisation: la Saskatchewan et le Manitoba. Elles prétendent qu'étant donné le peu de conditionneurs qui existent dans ces régions, les négociations doivent être très serrées avec ces sociétés si l'on veut s'assurer les meilleurs bénéfices possibles et que le programme de stabilisation du prix ne devient pas un moyen d'amadouer l'industrie.

M. Whelan: S'ils ont un genre d'office de commercialisation . . . Lorsque, par exemple, nous travaillons à un programme de stabilisation du prix du porc, toutes les provinces ont un genre d'office de commercialisation. Il est alors très facile d'établir un programme parce qu'elles disposent déjà d'un système qui leur permet de savoir exactement où se trouve le porc, qui le produit, etc. Certaines provinces comme l'Ontario ont d'excellents systèmes de commercialisation qui permettent de distribuer également le porc entre les différents conditionneurs. Par contre, en Alberta, on s'aperçoit qu'une semaine il y a 250 porcs chez un conditionneur alors qu'il peut ne pas y en avoir du tout la semaine suivante ou qu'il peut y en avoir 2,000. Il est impossible de diriger des abattoirs de la sorte. Il faut que les livraisons soient plus régulières.

Maintenant, quand on parle d'un bon système de commercialisation, cela provoque quelquefois des réactions très violentes. Mais vous voyez comment cela se passe en Ontario. Je n'approuve pas tout ce que l'on fait en Ontario, c'est certain; mais lorsque l'on voit leur système de commercialisation et de distribution des porcs entre les différents conditionneurs, c'est certainement très efficace. Les abattoirs peuvent ainsi planifier leur travail et les agriculteurs leurs livraisons, si bien que c'est une bonne source de travail. On sait combien il faut d'employés à tout moment.

N'oublions pas que le Manitoba ne connaît certainement pas de pénurie d'abattoirs. L'Alberta non plus. La Saskatchewan, peut-être, parce que ses plans sont orientés sur l'abattage dans toute la mesure du possible. C'est l'orientation qu'a prise leur programme à moins que le gouvernement actuel ne l'ait modifié à mon insu.

[*Texte*]

But we do know that in Lethbridge, I believe last week, another plant closed. That happened mainly because the live cattle are going to the United States; they cannot compete with them in Canada, so Gainers Inc. closed their plant because of being unable to compete with the purchasing power of the United States for live cattle. How are you going to guarantee Gainers Inc. to stay in if nobody is going to supply them with cattle in an orderly fashion? There is no way you can keep a plant running that way. So I say there must be some better system of delivering the product to make sure that you are going to have that plant running. The United States wants the live cattle, but why? They do not put any controls on them either because it means work for their packing plants; it means by-products, etc. They make no bones about that.

Mr. Althouse: Thank you. From the answer, do I . . .

The Chairman: That was your last question. *Monsieur Daudlin.*

Mr. Daudlin: Thank you, Madam Chairman. Through you, Madam Chairman, may I express amusement over the fact that it requires two people from Essex County to come to Ottawa to be able to converse across the tables as neighbours. But inasmuch as that is good, I would like to inquire of the minister as to the reduction in research man-years that we have heard described to us yesterday by Dr. LeRoux, I think it was, in response to some questions by Mr. Neil.

I wonder if I could pursue that. The minister will know that the NFU, among others, down in Essex County have raised with him and with me concerns with respect to the apple-growing crop, the apple-growing area in Essex County; the fact that, by reason of its southerly location, it is different from many areas horticulturally in Ontario and Quebec and elsewhere in Canada. As a consequence, it responds differently to various root stocks that are being tried from responses in other areas.

• 1015

He will know that as a result of that I raised the question in the House in one of our new rule 21 statements, and he has responded to the NFU by letter that in fact an additional researcher would be provided in the Harrow area for purposes of examination of these apple root-stocks. I am sure that in his mind there is no inconsistency with the indication that in fact there is going to be an extra researcher provided for this purpose in the Harrow area, but given the overall reduction in man-years I wonder if the minister could give us some precision as to how that can be effected and whether or not that reduction of total man-years is something that has sufficient flexibility built into it that perhaps we can get increased research over that number of man-years or perhaps a reduction of the total loss of man-years at the expense of something else, recognizing all of those things that have been said by members from all sides of this table in terms of the importance of research generally and to agriculture particularly.

Mr. Whelan: Madam Chairman, we had a discussion with Mr. Korchinski and Dr. LeRoux. I do not know if you heard all of that, Bob, when they were here, but the research at

[*Traduction*]

Nous savons toutefois qu'à Lethbridge, la semaine dernière, si je ne m'abuse, on a fermé un autre abattoir. Cela, essentiellement parce que le bétail sur pied est envoyé aux États-Unis; les sociétés canadiennes ne peuvent supporter la concurrence si bien que Gainers Inc. a dû fermer devant le pouvoir d'achat de bétail sur pied qui existe aux États-Unis. Comment garantir que Gainers Inc. reste en activité si personne ne lui livre de bétail de façon régulière? Il est impossible de diriger un abattoir dans ces conditions. C'est pourquoi j'estime qu'il doit exister un meilleur système de livraison du produit pour s'assurer que les sociétés restent en activité. Les États-Unis veulent du bétail sur pied, ils n'imposent même aucun contrôle parce que cela représente du travail pour leurs conditionneurs; des sous-produits, etc. Ils ne s'en cachent pas.

M. Althouse: Merci. D'après cette réponse, puis-je . . .

Le président: C'était votre dernière question. *Mr. Daudlin.*

M. Daudlin: Merci, madame le président. Je suis un peu amusé de constater qu'il faut que deux citoyens du comté d'Essex viennent à Ottawa pour pouvoir bavarder en tant que voisins. J'aimerais maintenant demander au ministre comment il explique la réduction des années-personnes affectées à la recherche dont nous entretenait hier M. LeRoux en réponse, si je ne m'abuse, à une question de M. Neil.

J'aimerais poursuivre cette question. Le ministre sait certainement que le Syndicat national des cultivateurs, entre autres, dans le comté d'Essex nous a fait part de ses inquiétudes quant à la production de pommes, à la région de production dans le comté d'Essex; cette région qui se trouve plus au sud se distingue de beaucoup d'autres régions horticoles de l'Ontario et du Québec ainsi que du reste du Canada. Aussi les expériences menées sur divers porte-greffes dans d'autres régions ne s'appliquent-elles pas automatiquement à la nôtre.

J'ai soulevé la question à la Chambre dans une déclaration en vertu du nouvel article 21 du Règlement et il a répondu par lettre au Syndicat qu'on ajouterait en fait un chercheur dans la région de Harrow pour examiner ces porte-greffes pour pommiers. Je suis sûr que le ministre peut très bien expliquer pourquoi d'une part, on dit que l'on va ajouter un chercheur dans la région de Harrow et que, d'autre part, on prévoit une réduction générale des années-personnes. Le ministre peut-il nous préciser si cette réduction du total d'années-personnes est suffisamment souple pour qu'il soit néanmoins possible d'augmenter les possibilités de recherche et donc, le nombre d'années-personnes, ou peut-être de diminuer la perte totale d'années-personnes en échange d'autre chose, sachant tout ce qu'ont dit des députés de tous les partis quant à l'importance de la recherche en général et de la recherche agricole en particulier.

M. Whelan: Madame le président, nous en avons discuté avec M. Korchinski et M. LeRoux. Je ne sais pas si vous avez tout entendu, Bob, mais la recherche à Harrow . . . Et nous

[*Text*]

Harrow . . . And we are putting together at the present time how many positions are vacant where we need top researchers. Dr. LeRoux explained it. None of the positions that are being cancelled or not replaced—it amounts to about 12 positions, if I remember correctly, in western Canada.

But we have through transferring people tried to put those people in a position where they are going to do the utmost good. For instance, I am sure you are aware that at Harrow we have a person under contract for viticulture, and that is because the grape-growing area is increasing in that area. The Harrow station at the present time has 119 person-years. It is not our biggest station, but it is one of the best stations we have and does a great deal of diversified work. Regarding the apple industry, for instance, there are people at the Harrow Research Station who can advise farmers, etc., on what to do, how to plant, etc.; but a lot of them never use the research stations. Some of the farmers do, but a lot of them never use them until they get into trouble, and then they go to the research stations. But both the Ontario government and ourselves have a lot of information we do not think is being fully utilized by the orchardists. In some instances they are, and some of them are being very successful with it because there is an ever-increasing amount—and I am sure you are aware of that—of new acreage of apple orchards going in.

The same thing can be said that Mr. Althouse said: They should have some concern about where they are going to sell those apples when they all come on stream because in the next two or three years you are going to see a tremendous increase in apples all over southwestern Ontario and in other parts of Canada also.

Dr. LeRoux, do you have any further information? Madam Chairman, if I could ask Dr. LeRoux to inform Mr. Daudlin.

The Chairman: Dr. LeRoux.

Dr. LeRoux: Madam Chairman, apple research, Mr. Daudlin, is ongoing in Nova Scotia, Quebec, Ontario and Summerland; and we have, as well, some hardy root-stock work at Morden. So about 20% of the total person-years in agricultural research go to horticulture. It is a fairly sizeable PY contribution if you put that 700 at 50-50 support and scientific.

I well understand the point you are making about the need in Harrow. I spent three years in Harrow doing that very kind of work in protection on apples so I have some idea of what that area is all about. I agree with you: There are some special needs there. We are not forgetting that point, and in the re-examination that we are undergoing now of programs, we will keep that in mind. I will certainly move to assist as soon as I can—indeed, in the process that I have mentioned before, which we have used now for some time and I think we must continue to use.

Mr. Daudlin: Madam Chairman, I thank both Dr. LeRoux and Mr. Whelan for those answers. I am sure they both appreciate that the concern of the community is that in fact there be an ongoing strong research facility. One of the

[*Translation*]

sommes en train de déterminer combien de postes vacants exigent des chercheurs de première classe. M. LeRoux l'a expliqué. Cela ne touche aucun des postes qui sont annulés ou non remplacés et qui sont au nombre de 12, si je me souviens bien, dans l'ouest du Canada.

Grâce à des mutations, nous avons essayé de placer nos chercheurs là où ils seront le plus utile. Par exemple, je suis sûr que vous savez qu'à Harrow nous avons engagé quelqu'un à contrat pour la viticulture parce que cette région de vignes se développe. La station de recherche de Harrow compte actuellement 119 années-personnes. Ce n'est pas notre plus grosse station, mais c'est une des meilleures et elle effectue un travail très diversifié. Pour ce qui est de l'industrie de la pomme, par exemple, il y a à la station de recherche de Harrow des gens qui peuvent conseiller les horticulteurs, leur dire quoi faire, comment planter, etc.; mais beaucoup n'utilisent jamais ces stations de recherche. Certains horticulteurs y ont recours, mais beaucoup ne les utilisent que lorsqu'ils rencontrent des difficultés. En tout cas, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral ont beaucoup d'informations qui ne sont pas, à notre avis, suffisamment utilisées par les arboriculteurs fruitiers. Dans certains cas, elles le sont et cela marche très bien parce que, comme vous le savez certainement, les vergers de pommes se développent de plus en plus.

On peut dire, comme le disait tout à l'heure M. Althouse, qu'il faut également se préoccuper de savoir où l'on va vendre ces pommes lorsqu'elles arriveront car la production de pommes va considérablement augmenter dans les deux ou trois prochaines années dans tout le sud-ouest de l'Ontario ainsi que dans d'autres régions du Canada.

Monsieur LeRoux, avez-vous d'autres précisions à donner? Madame le président, me permettez-vous de demander à M. LeRoux de répondre à M. Daudlin?

Le président: Monsieur LeRoux.

M. LeRoux: Madame le président, monsieur Daudlin, on fait de la recherche sur la pomiculture en Nouvelle-Écosse, au Québec, en Ontario et à Summerland; on étudie également à Morden des porte-greffes vivaces. Environ 20 p. 100 du total d'années-personnes en recherche agricole est spécialisé dans l'horticulture. C'est assez considérable lorsque vous savez que ces 700 personnes sont pour la moitié des scientifiques et pour l'autre moitié du personnel de soutien.

Je comprends bien ce que vous dites à propos des besoins de Harrow. J'y ai passé trois ans à travailler à la protection des pommes si bien que je connais suffisamment la région. Je suis bien d'accord avec vous, il y a là-bas des besoins spéciaux. Nous ne l'oublions pas et nous y penserons au cours de la révision de nos programmes. J'interviendrai certainement dès que possible dans le processus dont j'ai déjà parlé et que nous suivons depuis un certain temps.

M. Daudlin: Madame le président, je remercie M. LeRoux et M. Whelan de leurs réponses. Je suis sûr qu'ils comprennent l'un et l'autre que ce secteur agricole a besoin de beaucoup de travaux de recherche en permanence. Une des mesures ou un

[*Texte*]

measures or indicia of the strength of that capacity or ability is the man-years available.

• 1020

Perhaps it is a simple, dirty test in terms of how and what research is being done; but notwithstanding that, when one sees an overall reduction in man-years, one commences with a concern that something, in fact, may not be done, cannot be done or will not be done by reason of the absence of actual man-years.

I appreciate the efforts that are being done by the department and Dr. LeRoux to make the best possible use of man-years available; but I still make the point to the minister that, when we see the reduction, one gets a little concerned about the impact. One hopes to find some flexibility in the minister and the department, if in fact, the need requires that the extra manpower be there.

It is true the issue I have used to raise this point . . . The apple concern is one of those issues in southwestern Ontario. The minister will know, from his past experience in representing the same area I now represent, that one of the other concerns in southwestern Ontario is the greenhouse industry. One sees the Province of Ontario now is increasing its attention with respect to that industry by way of small—I must say this—subsidy and amounts of money being provided to that industry—probably inadequate amounts being provided to the industry—to assist by way of energy conservation. But at least it is something.

I wonder if anyone here, Mr. Minister—yourself or your departmental officials—could express an opinion in terms of whether or not we are seeing an increase in the amount of research being done by the Province of Ontario on the greenhouse industry with respect to either energy conservation, other types of crops available or what have you vis-à-vis the experience at the federal level, whether we are seeing an increase, a decrease or just a status quo maintenance of research vis-à-vis that particular part of the horticultural industry.

Mr. Whelan: Madam Chairman, first, I want to say to Mr. Daudlin that the research personnel . . . For instance, when you look in southwestern Ontario, it is not all done at one station. It has to do with horticulture crops.

Mr. Daudlin: I recognize that.

Mr. Whelan: We have the London Research Institute. I was the first minister to visit the London Research Institute in 32 years, and it is right on the campus of University of Western Ontario. It does tremendous work with the use of pesticides, etc. A lot of that is for all crops; but of course, horticulture crops are in there.

The London Research Institute has 73 research person-years, the Harrow Research Station has 119 person-years, the Delhi Research Station has 41 person-years, and the Vineland Research Station has 55 person-years. Then we move to Smithfield Experimental Farm, which is not that big but has 25 person-years. Then at the Guelph Soil and Survey Unit,

[*Traduction*]

des indices de la capacité de recherche est bien sûr le nombre d'années-personnes disponibles.

Peut-être n'est-ce pas un bon indice pour juger de la recherche effectuée, mais il est certain que lorsque l'on constate une réduction globale des années-personnes, on se demande si cela ne va pas provoquer quelques changements.

Je comprends que le ministère et M. LeRoux essaient d'utiliser au mieux les années-personnes disponibles; je veux simplement dire au ministre que lorsque l'on constate une telle réduction d'années-personnes, on s'inquiète de l'incidence que cela peut avoir. C'est pourquoi l'on souhaiterait être assuré que si le besoin s'en faisait sentir, le ministère envisagerait d'ajouter un certain nombre d'années-personnes.

Il est certain que c'est une question que je pose souvent car la pomiculture est très importante pour le sud-ouest de l'Ontario. Le ministre saura, comme il a lui-même représenté la région que je représente maintenant, qu'une des autres préoccupations du sud-ouest de l'Ontario est la culture en serre. Le gouvernement provincial commence à s'intéresser davantage à cette industrie en lui versant une petite subvention qui n'est probablement pas suffisante pour l'aider à réaliser des économies d'énergie. C'est en tout cas déjà quelque chose.

Y a-t-il quelqu'un ici, monsieur le ministre, qui pourrait nous dire si la province d'Ontario fait maintenant davantage de recherches sur la culture en serre pour ce qui est de l'économie d'énergie, de trouver d'autres types de culture, par rapport à ce que l'on fait à l'échelon fédéral? Est-ce que la recherche dans ce secteur horticole particulier semble se développer, diminuer ou rester stationnaire?

M. Whelan: Madame le président, je répondrai tout d'abord à M. Daudlin que le personnel de recherche . . . Par exemple, lorsque vous considérez le sud-ouest de l'Ontario, tout ne se fait pas à la même station de recherche. Cela dépend des cultures.

M. Daudlin: Je comprends bien cela.

M. Whelan: Il y a l'Institut de recherche de London. J'ai été le premier ministre à visiter cet institut qui existe depuis 32 ans et qui se trouve sur les terrains de l'Université Western Ontario. Il effectue des recherches extraordinaires sur les insecticides, etc. Beaucoup portent sur les cultures, mais il est évident que cela touche aussi l'horticulture.

L'Institut de recherche de London a 73 années-chercheurs, la station de recherche de Harrow en a 119, la station de recherche de Delhi en a 41 et la station de recherche de Vineland en a 55. On passe ensuite à la ferme expérimentale de Smithfield qui n'est pas tellement importante mais qui a tout de même 25 années-personnes. Puis au Centre de levées et

[*Text*]

which again is used for all the different horticulture crops and every crop you can think of, we only have eight person-years here. But we would like to have many more dollars to put into research, because we have held our budget in research at what we think it should be.

Dr. LeRoux, I think you had better come up here and answer Mr. Daudlin again on this.

Dr. LeRoux: Mr. Minister, I would like to respond in this way over and above the resource input you have mentioned.

We have a contracting program with Ontario, two subcontractors in the Leamington area, Mr. Daudlin. I think we have shared very closely with the Ontario Research Foundation. They have been prime contractors with us. There is over half a million dollars going into that.

We have been working for some time now and have achieved, after several years, what we think is a novel approach in the use of heat conservation with heat pumps, etc., in the development of a new model of greenhouse. We believe the design will require 45% less purchased energy than conventional greenhouses, and we have been talking about this for some time.

I think progress has been excellent with these contracts. We now are installing this prototype greenhouse. We look to three years' research in the data collecting of it, but we feel we have developed a revolutionary type of greenhouse technology that should certainly be of direct support to the grower. We have always identified the limitations with that industry in terms of the cost of energy, and we have talked about this before at this committee.

• 1025

Therefore I think, sir, this area has real promise and we are pursuing it very intensively. In the meantime, the conservation approaches that are available—and we have a number of publications that can readily be made available to all who need them, the growers in particular—can help them, certainly, through a number of heat conservation approaches.

Mr. Whelan: Dr. LeRoux, if you would just quickly say how many of the provinces are doing research on greenhouses. I think there are two or three . . .

Dr. LeRoux: We have had some work in B.C., some in Nova Scotia, a bit in Quebec, but mostly it has been in Ontario and B.C.

Mr. Whelan: Because I can remember under new crop development even in Quebec—and I think in my parliamentary secretary's constituency because I remember him giving me hell when it was okayed and he did not even know that we were okaying it or something, that it was a large grant that the person received in that area . . .

Mr. McCain: It serves you right.

Mr. Whelan: But I will just say this: I think regarding some of the things that they are suggesting to do . . . for instance, in

[*Translation*]

de recherches sur les sols de Guelph qui sert aussi pour toutes les disciplines horticoles et toutes les cultures que vous pouvez imaginer, mais qui ne compte que 8 années-personnes. Nous voudrions bien sûr avoir beaucoup plus de fonds à consacrer à la recherche car nous avons maintenu notre budget au niveau que nous jugions opportun.

Monsieur LeRoux, je crois que vous devriez à nouveau venir répondre à M. Daudlin.

M. LeRoux: Monsieur le ministre, je voudrais ajouter à ce que vous avez dit.

Nous avons un programme de sous-traitance avec l'Ontario qui concerne deux chercheurs dans la région de Leamington. Je crois pouvoir dire que nous avons beaucoup collaboré avec la Fondation de recherche de l'Ontario. C'est essentiellement à cette fondation que nous confions des travaux de recherche qui représentent plus d'un demi million de dollars.

Nous travaillons depuis un certain temps à une nouvelle forme d'économie d'énergie et nous pensons après plusieurs années avoir trouvé un système de pompes à chaleur qui permette d'envisager un nouveau modèle de serre. Nous pensons que la conception industrielle de ces serres nécessitera 45 p. 100 moins d'énergie que les serres conventionnelles et nous en discutons depuis un certain temps.

On se félicite des progrès réalisés grâce à ces contrats. Nous en sommes à installer ce prototype de serre. Cela peut représenter trois ans de recherche, mais nous estimons que nous avons maintenant trouvé un type de serre révolutionnaire qui devrait beaucoup aider les cultivateurs. Nous avons toujours su que si cette industrie ne se développait pas davantage, c'était à cause du coût de l'énergie et nous en avons déjà parlé avec votre Comité.

Je crois donc, monsieur, que ce secteur est très prometteur et que nos recherches sont très intenses. En attendant, les méthodes d'économie d'énergie existantes peuvent déjà aider à économiser de la chaleur. Nous avons un certain nombre de publications à ce sujet que nous pouvons distribuer à tous ceux qui en auraient besoin.

M. Whelan: Monsieur LeRoux, pourriez-vous dire rapidement combien de provinces font de la recherche sur les serres. Je crois qu'il y en a deux ou trois . . .

M. LeRoux: Nous avons fait quelques recherches en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse, au Québec, mais c'est essentiellement en Ontario et en Colombie-Britannique.

M. Whelan: Je me souviens en effet que dans le cadre du programme de recherche de nouvelles cultures, même au Québec—et si je ne m'abuse dans la circonscription de mon secrétaire parlementaire qui m'avait attrapé lorsque le feu vert a été donné car il n'avait même pas été mis au courant, c'est une subvention très importante qu'a reçue l'intéressé de cette région . . .

M. McCain: C'est bien fait pour vous.

M. Whelan: Je dirai à propos de certaines des suggestions qui sont faites, par exemple en Ontario, que je m'inquiéterais

[*Texte*]

Ontario—I would have some concern about the amount of money that is going to be spent on some of that material. We have some doubts about how long it is going to last. With the humidity in the greenhouses it can be money . . . Maybe it will save energy for a while, but it could be lost because of the fact that we have not found a material yet that will not deteriorate. If they do in the next year or so . . . The material for these insulation curtains, etc., that they are using has a lifespan, according to my information, of about three years. That is a very heavy expense to become involved in for that short time.

The Chairman: Okay. *Merci, monsieur Daudlin.*

Mr. Daudlin: Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: Mr. Neil. *Je vous rappelle que vous avez cinq minutes.*

Mr. Neil: Perhaps to put the question of researchers in proper perspective the department could supply this committee with a list year by year for the past 10 years and province by province, and a classification of the number of researchers, and then we can see where the movement has been. That should not be too difficult, I would think.

Mr. Whelan: I would not think that would be very difficult, but I would ask you how you interpret those figures because we could also go further with the research and show how many researchers it takes to do work for certain kinds of plants, etc., which are much more detailed than others. Research does not necessarily mean because it is done in a province it is going to be confined to that province. For instance, marquis wheat was developed in Ottawa.

Mr. Korchinski: Barberry did not come from Texas into Ottawa; it went into Saskatchewan in 1937. If your memory goes as far back as mine, you know who suffered—not Ottawa, but . . .

Mr. Whelan: But I am just saying that, for instance, cattle research, whether it is done in Lacombe, Lethbridge, Ottawa, Lennoxville or wherever, cannot be confined to that one area so that . . .

Mr. Neil: I think, Mr. Minister, we understand that, but I am concerned about . . .

Mr. Whelan: But that is not the way the figures are being interpreted.

Mr. Neil: I am concerned about the classification of the scientists, the work they are doing, the number in each province and the change over the last 10 years.

Mr. Whelan: Fine, there is no problem with that.

Mr. Neil: I understand perfectly well that what you do for cattle in Ontario is good for out west, and vice versa.

Mr. Whelan: Even in research we do on apples, for instance, at Morden; if they are hardy there and they will live there, they will certainly live in Essex County.

Mr. Neil: They even grow in Moose Jaw.

[*Traduction*]

un peu des sommes que nécessitera ce genre de matériel. Nous ne savons pas exactement combien de temps cela va durer. Avec l'humidité des serres, cela peut . . . Peut-être que cela permettra d'économiser de l'énergie pendant un certain temps, mais tout pourrait être perdu si nous ne trouvons pas de matériaux qui résistent. Si cela doit donc se faire dans l'année ou . . . Le matériau utilisé pour ces rideaux isolants, etc., ne dure, d'après les renseignements qui m'ont été fournis, qu'environ trois ans. Ce sont donc de grosses dépenses pour peu de temps.

Le président: D'accord. *Thank you, Mr. Daudlin.*

M. Daudlin: Merci, madame le président.

Le président: Monsieur Neil. *I remind you that you only have five minutes.*

M. Neil: Peut-être que pour remettre la question des chercheurs dans le contexte voulu, le ministère pourrait fournir au Comité le nombre des chercheurs employés au cours des dix dernières années dans chaque province de sorte que nous puissions voir ce qu'a été la tendance. Cela ne devrait pas être trop difficile.

M. Whelan: Je ne pense pas en effet que cela puisse être très difficile, mais je vous demanderais d'expliquer comment vous avez l'intention d'interpréter ces chiffres car on pourrait également aller plus loin et indiquer le nombre de chercheurs nécessaires pour étudier certaines variétés de plantes, etc., variétés qui exigent une étude beaucoup plus détaillée que d'autres. Quand on effectue de la recherche dans une province, les travaux ne se limitent pas nécessairement à la province en question. Par exemple, le blé marquis a été découvert à Ottawa.

M. Korchinski: Barberry n'est pas venu du Texas à Ottawa; il est allé en Saskatchewan en 1937. Si votre mémoire peut remonter aussi loin que la mienne, vous savez qui en a souffert, ce n'est pas Ottawa, mais . . .

M. Whelan: Je dis simplement que pour ce qui est par exemple de la recherche sur le bétail, que cela se fasse à Lacombe, Lethbridge, Ottawa, Lennoxville ou ailleurs, cela ne touche pas simplement le lieu de recherche . . .

M. Neil: Je crois, monsieur le ministre, que nous comprenons bien cela, mais je m'inquiète . . .

M. Whelan: Ce n'est pas la façon d'interpréter les chiffres.

M. Neil: J'aimerais savoir comment sont classés les chercheurs, le travail qu'ils font, leur nombre dans chaque province et l'évolution au cours des 10 dernières années.

M. Whelan: Tout à fait d'accord, cela ne pose pas de problème.

M. Neil: Je comprends bien que ce que vous faites pour le bétail en Ontario peut s'appliquer à l'Ouest, et vice versa.

M. Whelan: Même la recherche que nous faisons sur les pommes, par exemple, à Morden; si elles résistent là, elles résisteront certainement dans le comté d'Essex.

M. Neil: Elles poussent même à Moose Jaw.

[*Text*]

Mr. Whelan: That is right—maybe.

Mr. Neil: We grow some pretty good apples in Moose Jaw.

I am a little concerned. In the Auditor General's report in 1982, he said:

> Current and anticipated shortages of research scientists at the doctorate level, agricultural economists, women and French-speaking Canadians within the professional and scientific categories are resulting in the development of specific activities to influence entry.

And then he goes on to say:

> The Branch is moving to reclassify positions downwards, thus permitting the recruitment of scientists at the bachelor and masters' level and subsequently granting leave to the incumbents to complete their studies.

Now, quite frankly, it does not bother me, and I do not think it bothers anyone, whether a scientist is a man or a woman, English or French, or black or white, as long as they are competent. I think that is the important thing. What concerns me is the fact that the Auditor General says that the branch is moving to reclassify positions downward, and that concerns me no end.

I put a question on the Order Paper back in March of 1982 regarding employees on leave of absence. After about a year or two years it was responded to, and it indicates that 50 employees of Agriculture Canada were on extended education leave, and they list them in an annex to the question. If you look at the salary schedule and use the minimum of the salary range, you find that this amounts to $1.3 million.

• 1030

Now, I have two questions in that regard. Are these people who are on leave part of the person-years in the department, and also where is the $1.3 million charged to? Is that charged towards research, or where does one find it in the estimates?

Mr. Whelan: If I remember right, Madam Chairman, to the hon. member, it is charged to research. I would have to ask Dr. LeRoux to follow up on the other question the hon. member is asking, but before I do that, I would say I wrote the Auditor General a letter asking him to explain in more detail just what he means. He has made some other suggestions, and he has made some other comments. For instance he said . . . and I did not ask him about this, because I received the meaning very well when he said ours was the best run department of all departments, and I was very happy with the Auditor General when he said that. But we have asked him some other questions, asked him to explain in detail to us, and we have just written to him not too many days ago about that, because he has also given me sort of a little brushing over because of that old PFAA fund, and I have not found ways to disperse that in the last two years. I am sure you read that, too.

Mr. Hargrave: They were lost.

The Chairman: Dr. LeRoux.

[*Translation*]

M. Whelan: C'est vrai, peut-être.

M. Neil: Nous récoltons de très bonnes pommes à Moose Jaw.

Je passe maintenant au rapport du Vérificateur général de 1982 dans lequel je lis:

> La pénurie actuelle ou prévue de chercheurs au niveau du doctorat, d'économistes agricoles, de femmes et de francophones dans les catégories professionnelles et scientifiques oblige à entreprendre des activités spécifiques pour permettre l'accès.

Il poursuit:

> La Direction a entrepris de reclassifier les postes en abaissant les niveaux pour permettre le recrutement de chercheurs détenteurs d'un baccalauréat et d'une maîtrise auxquels on accordera par la suite un congé pour terminer leurs études.

Très franchement, peu m'importe, je crois que je ne suis pas le seul de cet avis, peu m'importe qu'un chercheur soit un homme ou une femme, anglophone ou francophone, Noir ou Blanc, à condition qu'il soit compétent. Je crois que c'est bien là l'élément important. Ce qui m'inquiète, c'est que le Vérificateur général déclare que la Direction a entrepris d'abaisser le niveau de ses postes. Cela me semble tout à fait déplacé.

J'ai inscrit une question au Feuilleton en mars 1982 quant aux employés en congé. Après environ un an ou deux, j'ai reçu une réponse signalant que 50 employés d'Agriculture Canada avaient obtenu un congé d'études prolongé. La liste en est donnée en annexe à la réponse. Si vous vous reportez à l'échelon minimum de l'échelle des salaires, vous pouvez constater que cela s'élève à $1.3 million.

J'ai deux questions à ce sujet. Ces personnes en congé sont-elles incluses dans le nombre d'années-personnes du ministère et à quoi ce montant de $1.3 million est-il imputé? Est-il imputé à la recherche ou à un autre poste? Où se trouve-t-il dans les prévisions?

M. Whelan: Si je me souviens bien, madame le président, ce montant est imputé à la recherche. Pour ce qui est de l'autre partie de la question de l'honorable député, je dois m'en remettre à M. LeRoux mais auparavant, je tiens à faire savoir au Comité que j'ai écrit au Vérificateur général pour lui demander des explications sur ce sujet. Evidemment, il ne s'est pas arrêté là. Il a également indiqué que nous formions l'un des ministères les mieux administrés. J'en suis très fier. Pour ce qui est de ces points que vous mentionnez, nous lui avons écrit il y a quelques jours afin d'obtenir un supplément d'informations. Il m'a fait quelques remarques encore au sujet de la caisse de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies que je n'ai pas réussi à écouler au cours des deux dernières années. Vous avez dû le lire comme moi.

M. Hargrave: Cette caisse a été perdue.

Le président: Monsieur LeRoux.

[*Texte*]

Dr. LeRoux: Madam Chairman, I think the answer is that indeed these are the resources of the research branch, and these are resources which we have used. I was brought into the service on that basis. I could not qualify for the Ph.D. immediately, so I was brought in on what we would call the biologist series, so it is downgrading the position in a way, because I cannot get into the RS series unless I have a Ph.D.

We did then, as we are doing now, in the absence of Ph.D.s, bringing in graduates and sending them on to university for training. We are having them do their thesis essentially on our programs. In the summer, many of them come back to work with us, and indeed the 50 PYs on leave are projected to replace those who will separate from us as we go along.

My program, as I mentioned the other day, of 60 PYs, taking 20 last year, 20 this year and 20 next year—and they are brought in under a very rigid selection process in co-operation with the Public Service Commission, with the experts and so on—we have had very good success in the quality. We have had very good success in relating to our programs. We are going to be assured of replenishment through new, young, vigorous people coming on stream already seasoned, if you like, with three years of research or two years of research, from the Masters to the Ph.D. So it is a good investment, and I think it is required during this period when replacements are not that readily available from the universities. And recall, I have been in close contact in this process with the deans of universities and the chairmen of biology departments of universities. So it is indeed a very good investment. We have to make these adjustments, but they are not as terrible sounding, I hope, as I might hear, because you cannot bring them in at the Masters level into the RS series. They have to be brought into the biologist series and moved upward.

We have a classification category of professionals, and that takes in the RS and the biologist series. We have the biologist series with us all the time, so we just extended that series a wee bit to pick up, which is a small percentage of our man-years, against this very good investment in the future. As you all know, we have spoken about the difficulty of getting graduates. I think in Agriculture Canada we stand pretty much the envy of other departments in what we have done. I know so, because I have sat with Treasury Board officials and other members of departments in the very process of wondering what are we going to do about replenishment of highly qualified manpower in the face of a large exodus of post-war scientists leaving.

I hope that brings some clarity.

Mr. Whelan: I can just add one little short thing. I will be very short in my reply.

• 1035

We had many discussions, as Dr. LeRoux said, with the universities and tried over a period of years, which is why we

[*Traduction*]

M. LeRoux: Madame le président, je confirme qu'il s'agit bien de ressources de la Direction de la recherche. C'est à ces ressources que nous avons fait appel. Je suis entré en fonction selon cette entente. Je ne pouvais pas être admissible au doctorat immédiatement de sorte que j'ai été classé dans la série des biologistes. D'une certaine façon, c'était une rétrogradation parce que je ne pouvais pas être classé dans la série des RS sans posséder un doctorat.

Vu le manque de titulaires de doctorat, nous avions pour habitude à ce moment-là, comme maintenant, de prendre à notre service des diplômés, quitte à leur permettre de poursuivre leur formation à l'université. Ils font leur thèse sur nos programmes. L'été, beaucoup d'entre eux se joignent à nous. Les 50 personnes en congé sont appelées à remplacer les employés qui nous quitteront petit à petit.

Du point de vue de la qualité, nous avons eu beaucoup de succès avec ce programme des 60 A.-P., 20 l'année dernière, 20 cette année et 20 l'année prochaine. Ils ont évidemment fait l'objet d'un processus de sélection très sévère sous la surveillance de la Commission de la fonction publique, avec le concours d'experts et le reste. Nous pouvons ainsi compter sur des remplaçants jeunes, vigoureux, déjà passablement expérimentés, comptant deux ou trois ans de recherche, possédant soit une maîtrise, soit un doctorat. A notre avis, c'est un excellent investissement, surtout à cette époque où nous avons du mal à trouver tout de suite les gens dont nous avons besoin dans les universités. Dans le cadre de ce programme, j'ai été en étroite communication avec les doyens des universités, les présidents des facultés de biologie et le reste. Je suis sûr de la valeur de ce programme. Nous avons dû nous adapter parce que nous ne pouvons pas prendre à notre service dans la série RS des titulaires de maîtrise. Ils doivent entrer dans la série des biologistes et progresser à partir de là.

Nous avons une catégorie de professionnels qui inclut et les RS et les biologistes. Comme nous pouvons déjà compter sur cette série des biologistes, nous avons simplement décidé de l'étendre quelque peu. Il n'y a qu'un faible pourcentage de nos années-personnes qui est touché; c'est un excellent investissement pour l'avenir. Nous vous avons déjà parlé de notre difficulté à obtenir des diplômés. Malgré tout, à Agriculture Canada, nous faisons actuellement l'envie des autres ministères. Je suis très bien placé pour l'affirmer parce que j'ai participé avec des représentants du Conseil du Trésor et des autres ministères à des réunions en vue de trouver une solution aux problèmes du départ massif de la main-d'oeuvre hautement qualifiée représentée par la génération des scientifiques d'après-guerre.

J'espère que ces quelques explications vous permettront de mieux comprendre la situation.

M. Whelan: Je voudrais ajouter un bref commentaire, si vous le permettez.

Comme M. LeRoux l'a indiqué, nous avons eu de longues discussions avec les universités au cours des années. Nous

[*Text*]

moved into this area of paying them to go to school. We will continue to do that. It is one way of getting the scientists we want, although it is no guarantee that they are going to work for us; they might leave and go someplace else. But we steal a lot of scientists from other countries. As you said, you did not care what language they spoke, as long as they could do research. So when you visit our research centres, sometimes it looks like an international community, you know.

Mr. Neil: One little comment regarding the Prairie Farm Emergency Fund. The minister has said soon, sooner than soon, and now he says he has had difficulty over two years in releasing that fund. If he would prepare a bill authorizing the demise of PFAA, and authorizing the transfer of that $9 million to the Western Grains Research Foundation, I am sure that we on this side of the House as well as the other opposition party, would give that bill three readings in about 15 minutes.

Mr. Whelan: I can say it will be sooner and sooner, and I may have you come to a press conference with me.

Mr. Neil: I will be happy to.

Mr. Korchinski: On a point of order, Madam Chairman. I believe in my comment I said barbary; what I meant was Rusk was from Barbary, I think, upon reflection.

The Chairman: Mr. Hovdebo.

Mr. Hovdebo: Thank you, Madam Chairman. I am going to take the prerogative today of putting a couple of things on the record, and I am not going to talk about false Crow advertising. This is a direct quotation from an official of Agriculture Canada which I want on the record that the research is moving away from farming and going toward "value added", which has only marginal value as far as farming is concerned. The Department of Agriculture is in place to help the farmers.

As I say, this is a statement by research people in the department. It says:

> The western region will lose 26 positions within the next year while Quebec will gain 33. Since the research department of agriculture has split into regions in 1977, the west has experienced a net loss of 78 jobs. Traditionally, the west has accounted for 40% of the total research activity in Canada in 15 of 36 stations, 1,400 employees and about $50 million a year in operation expenditures. The job transfers reflect a shift in priorities as more research is concentrated in food processing and retailing in Quebec. Western research concentrates on the development of new crop strains, pest control and improved farming techniques.

[*Translation*]

avons finalement décidé de payer les diplômés pour qu'ils continuent d'étudier. Nous allons poursuivre dans la même veine. Pour nous, c'est une façon d'obtenir les scientifiques dont nous avons besoin, même si nous ne pouvons pas être sûrs qu'ils vont décider de rejoindre nos rangs. Ils ont toujours le loisir d'aller travailler ailleurs. Par ailleurs, nous parvenons à voler des scientifiques à d'autres pays. Comme vous l'avez dit vous-même, peu importe leur langue, pourvu qu'ils puissent faire le travail de recherche. C'est ainsi qu'on peut avoir l'impression, lorsqu'on visite nos centres de recherche, qu'ils ont une saveur internationale.

M. Neil: Un bref commentaire au sujet de la caisse d'urgence des terres des Prairies, maintenant. Le ministre a promis qu'il y aurait quelque chose de fait incessamment. Par ailleurs, il a révélé qu'il avait eu de la difficulté à écouler cette caisse au cours des deux dernières années. S'il choisissait de présenter un projet de loi qui permette la liquidation de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, de même que le transfert des 9 millions de dollars à la fondation de l'Institut de recherche sur les céréales, je suis sûr que nous, de ce côté-ci de la Chambre—ce serait sans doute la même chose pour l'autre parti de l'opposition—nous serions prêts à franchir les trois étapes de l'adoption en 15 minutes.

M. Whelan: Je répète qu'une annonce doit être faite incessamment. Je puis vous amener avec moi à la conférence de presse.

M. Neil: Je me ferai un plaisir d'y aller.

M. Korchinski: J'invoque le Règlement, madame le président. Ce que j'ai voulu dire, tout à l'heure, c'était que Rusk était de la Barbarie.

Le président: Monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: Merci, madame le président. Je vais en profiter aujourd'hui pour consigner quelques faits au compte rendu, et je vais éviter le sujet de la publicité trompeuse relative au Nid-de-Corbeau. Je cite d'abord une déclaration officielle d'Agriculture Canada voulant que la recherche s'écarte de plus en plus de l'agriculture elle-même, pour s'orienter vers «la valeur ajoutée», ce qui ne représente que très peu de choses dans l'agriculture. Le ministère de l'Agriculture est là pour aider les producteurs.

Je répète qu'il s'agit d'une déclaration de la Direction de la recherche du ministère. Il est indiqué ce qui suit:

> La région de l'Ouest perdra 26 postes au cours de l'année qui vient, alors que le Québec en gagnera 33. Depuis que la Direction de la recherche du ministère de l'Agriculture s'est scindée en régions en 1977, l'Ouest a subi une perte nette de 78 postes. Traditionnellement, l'Ouest comptait pour 40 p. 100 de toute l'activité de recherche au Canada, avait 15 des 36 stations, 1,400 employés et un budget d'exploitation d'environ 50 millions de dollars par année. Ces mutations reflètent une réorientation des priorités vers un accroissement de l'activité de recherche dans les domaines de la transformation et de la vente au détail des aliments au Québec. L'activité de recherche dans l'Ouest, quant à elle, se concentre surtout sur la mise au point de nouvelles

[*Texte*]

That is basically the change taking place and, since that is a statement by the Department of Agriculture, which is the best-run department in the world, I think we should accept it. Basically, it gives you recognition of what is happening in research.

The other thing I want to put on the record, Madam Chairman, is a number of statements that have been made by farmers in Saskatchewan on the agri-food policy. I am just going to say one of them, but they are a kind of consensus of agricultural feeling in the west. Again, I will read it into the record.

This is a letter to Mr. Whelan, dated February 1, 1982. Maybe you have read it.

Mr. Whelan: Who is it from?

Mr. Korchinski: It is from the group in Glaslyn, Saskatchewan, a wheat pool group. It says:

> While your agri-food strategy paper advocates strong growth and is production and development oriented, while it mentions there must be an effort to reduce soil degradation, it presents no policy or program ideas to promote conservation. We feel that the government must

Here we are talking about research:

> develop a national soil conservation policy. Somebody must pay for soil conservation. Farmers who pay $1,000 or more per acre for land cannot afford to sit and watch it grow daisies or hay or oats, or even barley for that matter. They must push for maximum profits with a vengeance to meet the principal, interest and tax payments.

On transportation, they say:

> A user-pay system of grain transportation in all likelihood would destroy the very nature of farming in western Canada as we know it.

On cost of production, they make this statement. They talk about the cost of production, the price of land fertilizer and fuel, and we have gone over those many times. The statement made in February 1982:

> We farmers need a minimum price of at least $5.80 a bushel for wheat on a farm just to break even. An annual indexation of the minimum price is needed to reflect increases in production costs. A guaranteed market plan is needed so that if a temporary surplus develops, we do not have to wait to get paid for our production. Some discussions have begun about marketing sharing arrangements under which a farmer may be paid for his farm stored grain. Details of this proposal are in a preliminary stage but they may be the one key to encouraging grain production increases which the Government of Canada so hopes will happen.

[*Traduction*]

> espèces de récoltes, le contrôle des parasites et l'amélioration des techniques agricoles.

C'est la direction que prennent les changements actuellement. C'est le ministère de l'Agriculture, le ministère le mieux administré du monde, qui l'affirme. Nous n'avons pas de raison d'en douter. C'est la direction que prend la recherche à notre époque.

Madame le président, je voudrais également porter au compte rendu quelques déclarations des producteurs de la Saskatchewan relativement à la politique agro-alimentaire. De fait, il s'agit d'une déclaration, mais elle représente bien le consensus qui s'est établi au sein de l'industrie agricole dans l'Ouest.

Il s'agit d'une lettre qui a été envoyée à M. Whelan en date du 1er février 1982. Je cite:

M. Whelan: Elle vient de qui?

M. Korchinski: D'un pool de blé de Glaslyn, en Saskatchewan.

> Même si le document sur votre stratégie agro-alimentaire préconise une forte croissance et est axé sur la production et le développement, même s'il insiste sur la nécessité de ralentir la détérioration du sol, il ne propose aucune politique ou aucun programme précis destiné à encourager la conservation. Nous pensons que le gouvernement . . .

C'est là qu'il est question de recherche:

> . . . doit mettre au point une politique nationale de conservation du sol. Quelqu'un doit en assumer les frais. Les producteurs, qui paient $1,000 et plus l'acre, ne peuvent pas se contenter de laisser pousser les marguerites, le foin, l'avoine, ou même l'orge. Ils doivent optimiser leurs profits afin de pouvoir rembourser le capital et les intérêts sur leurs dettes, sans parler des taxes.

Au sujet des transports, la lettre dit ceci:

> Le système qui consiste à faire payer aux usagers le transport des céréales risque de détruire, selon toute vraisemblance, l'essence même de l'agriculture dans l'Ouest du Canada.

En ce qui a trait aux coûts de production, voici ce qu'ils disent. Ils citent les coûts de production, le coût des engrais et des combustibles, et nous en avons parlé à maintes reprises. Cette déclaration est en date du mois de février 1982:

> Les agriculteurs doivent recevoir au moins $5.80 le boisseau pour le blé qu'ils font croître, simplement pour rentrer dans leurs frais. L'indexation annuelle du prix minimum est nécessaire pour tenir compte de l'augmentation des coûts de production. Il faut aussi un plan de mise en marché garanti, pour que l'on nous paie pour notre production sans délai, même s'il y a des surplus temporaires. Des discussions ont eu lieu à propos d'ententes de commercialisation partagée selon lesquelles un agriculteur serait payé pour sa production, même si ses grains sont ensilés. Cette proposition en est encore au stade préliminaire, mais elle favorisera peut-être cet accroissement de la production des céréales tant espéré par le gouvernement du Canada.

[*Text*]

Le président: Monsieur Hovdebo, vous ne pourrez pas avoir de réponse si vous prolongez votre question.

• 1040

Mr. Whelan: He wants to put his propaganda on it.

The Chairman: If you want an answer . . .

Mr. Hovdebo: Madam Speaker, my understanding is that there is just as much need to put things on the record that are important to how agriculture works in this Canada as there is to get the propaganda from the Minister. I am putting these on the record because if he gives me propaganda, I want that opportunity too.

Mr. Whelan: I already have all that propaganda in my records, Madam Chairman. He is well aware that we have answered these people by letter . . .

Mr. McCain: But the public does not have it.

Mr. Whelan: That is right. I just said to you—when you talk, Madam Chairman, about the preservation of land, let us not forget . . .

Mr. Hovdebo: I am not quite through, Mr. Minister.

Mr. Whelan: Oh, all right, I am sorry. I thought you were finished.

The Chairman: Yes, only one minute more.

Mr. Hovdebo: It goes on to say:

If costs continue unmet, younger farmers will go out of business. Only the increased value of farmland keeps some of the older farms viable. Each year more of the debts are being rolled over to cover operating costs rather than land or equipment. This makes it increasingly difficult to cover the debts which farmers are building up.

As you know, the debts are becoming larger and larger every year. Those points I felt are a consensus of what the farmers, particularly out west, are thinking. I thought this should be in the record, particularly when we are talking about the agri-food policy and the money we are going to spend on its development here.

Mr. Whelan: Madam Chairman, I would just try to be as short as I possibly can with the long presentation the hon. member made. Let us not forget, if all research information and technical information that we have were used by all farmers, you would not have the problem that you do with soil. But that is agriculture extension. We cannot become involved legally in agriculture extension because that is called education and, under the Constitution, they can challenge us on that, and they do from time to time. But there is nothing stopping farmers from visiting research stations.

[*Translation*]

The Chairman: Mr. Hovdebo, if you use up all your time for your question, you will not be able to obtain a reply.

M. Whelan: Il tient à faire sa propagande.

Le président: Si vous désirez obtenir une réponse . . .

M. Hovdebo: Madame le président, certains éléments sont nécessaires à la compréhension du secteur agricole au Canada, et il est tout aussi important de consigner ces éléments au compte rendu que d'entendre la propagande que profère le ministre en réponse aux questions. Je désire que mes propos soient consignés au compte rendu, parce que si le ministre articule sa propagande, je veux avoir l'occasion d'en faire autant.

M. Whelan: Toute la propagande du député figure déjà dans mes dossiers, madame le président. Le député sait fort bien que nous avons déjà répondu à ces gens par courrier . . .

M. McCain: Mais le public n'est pas au courant de tout cela.

M. Whelan: C'est exact. Comme je viens de le dire—madame le président, au sujet de la conservation des sols, n'oublions pas . . .

M. Hovdebo: Je n'avais pas tout à fait fini, monsieur le ministre.

M. Whelan: Très bien, je suis désolé. Je croyais que vous aviez fini.

Le président: Oui, il ne vous reste qu'une minute.

M. Hovdebo: La déclaration dit encore:

Si leurs coûts ne sont pas remboursés, les jeunes agriculteurs seront forcés de fermer boutique. Seule la valeur accrue des terres agricoles explique la rentabilité de certaines exploitations agricoles plus anciennes. Chaque année, de plus en plus de dettes sont reportées pour payer les frais d'exploitation au lieu des terres ou du matériel. Les exploitants agricoles éprouvent de plus en plus de difficultés à rembourser leurs dettes, qui s'accumulent.

Comme vous le savez, ces dettes deviennent de plus en plus considérables chaque année. Ces extraits que je viens de lire cernent bien, je pense, les sentiments des exploitants agricoles, surtout de l'Ouest du pays. J'ai pensé que cela devrait figurer au compte rendu, comme nous discutons de la politique agro-alimentaire, et des sommes qui vont y être affectées.

M. Whelan: Madame le président, je vais essayer de répondre le plus brièvement possible à la longue intervention du député. N'oublions pas que si tous les agriculteurs mettaient à profit les résultats de la recherche et les données techniques qui en découlent, ces problèmes de sol n'existeraient pas. Il s'agit en fait d'un problème de dissémination de l'information agricole. Nous ne pouvons vraiment nous intéresser de trop près à ce genre de vulgarisation, parce que cela relève en fait de l'éducation, et selon la constitution, ce n'est pas de notre compétence, et les provinces nous le font remarquer de temps en temps. Mais rien n'empêche les exploitants agricoles de rendre visite aux stations de recherche.

[*Texte*]

I can remember being in Saskatchewan at the Saskatchewan Association of Rural Municipalities and asking the board of directors how many of them had visited the research station in the last year, and then I asked, in the last two years? Two of them had but they all wanted more research. Now, if we used, as I said, the knowledge that we have, we could increase our productivity in two years in grain by 30%. Sure, we all want more research and there are some farmers who are using research to its fullest in the programs that we are talking about. We have to have more preservation of the agriculture land. We are losing at the present time about 100,000 hectares per year through different causes. The main cause is salinization of the soil, but we are also losing it through erosion, wind and water, etc.. I must say, Madam Chairman, it is not confined just to western Canada. But the figures that I used, about how much we lose through salinization, are just in western Canada.

We have already lost about 5 million hectares of land that may never be recoverable through improper farming, etc.. But we do have knowledge and our experts are there for the people to use the information that they have. But to spread it around is agriculture extension, and under the agreements that we have with the provinces practically every station we have has agriculture extension people.

• 1045

Some of the provinces have quite sizable crews of employees at our stations, who then transfer that knowledge to the people in the area. But there is no guarantee that I can make this happen. For instance, when you speak of some of the things in Saskatchewan, I find it interesting to look at land values in Saskatchewan. It is also interesting to look at the repayable record of the farmers. The farmers in Saskatchewan have the best record of any group of farmers in Canada of paying their debts and meeting their commitments. They have the best. And land in Saskatchewan has deteriorated in value less than in any other province in Canada.

Now, I do not know what that says in total; but to me, at least to some extent, it says that things are not all that bad, as maybe the member is trying to say, because it appears to be an area which is pretty darn good.

The Chairman: Thank you, sir.

C'est maintenant à M. Dionne.

[*Traduction*]

Lorsque j'étais en Saskatchewan, je me souviens d'avoir posé la question aux membres du conseil d'administration de la *Saskatchewan Association of Rural Municipalities* (Association des municipalités rurales de la Saskatchewan). Je leur ai demandé combien d'entre eux s'étaient rendus à la station de recherche au cours de l'année qui venait de s'écouler, ou des deux années précédentes. Seulement deux d'entre eux s'étaient donné ce mal, mais tous exigeaient qu'il y ait plus de recherches. Or, comme je l'ai dit, si nous utilisions toutes les connaissances que nous avons, en deux ans, nous pourrions faire augmenter la production de céréales de 30 p. 100. Bien sûr, nous voulons tous qu'il y ait plus de recherches, et certains exploitants agricoles tirent profit au maximum de la recherche et des programmes dont nous discutons. Il faut absolument accroître les efforts de conservation des sols arables. Pour différentes raisons, environ 100,000 hectares par année deviennent inutilisables. La salinité explique la majeure partie de cette perte, mais il y a aussi des terres qui deviennent incultivables à cause de l'érosion, du vent et de l'eau, et ainsi de suite . . . Madame le président, il n'y a pas que l'Ouest du pays qui fait face à ces difficultés. Mais, en ce qui a trait aux terres arables rendues incultivables à cause de la salinité, les chiffres que j'ai cités s'appliquent à l'Ouest du pays.

Déjà, nous avons perdu à peu près cinq millions d'hectares, peut-être à tout jamais, à cause de la mauvaise exploitation des terres, etc. Pourtant, les connaissances qui découlent de la recherche existent, et nos experts sont disposés à aider les exploitants agricoles à utiliser l'information qu'ils détiennent. La dissémination de ces informations est un travail de vulgarisation scientifique, et aux termes des ententes que nous avons avec les provinces, presque toutes les stations de recherche sont dotées de spécialistes de la transmission de ces connaissances agricoles.

Dans certaines des provinces, des équipes assez nombreuses d'employés provinciaux oeuvrent dans nos stations, et transmettent ensuite leurs connaissances aux exploitants agricoles de la région. Mais je ne peux garantir que cela va toujours se produire. Par exemple, puisque vous avez fait allusion à la Saskatchewan, il est intéressant de se pencher sur la valeur des terres en Saskatchewan. Le rythme auquel ces exploitants agricoles remboursent leurs dettes est aussi digne d'intérêt. De tous les agriculteurs canadiens, ce sont les agriculteurs de la Saskatchewan qui remboursent leurs dettes le plus rapidement, et s'acquittent de leurs obligations financières avec la plus grande régularité. Ils ont la meilleure réputation du pays. De toutes les provinces du Canada, c'est la Saskatchewan qui enregistre la plus faible baisse dans la valeur des terres arables.

Je ne peux vous expliquer le sens profond de tout cela, mais, à mon avis, ces faits indiquent que les choses ne vont pas aussi mal que le député semble le suggérer, parce que dans cette région, du moins, il semble que l'agriculture se porte plutôt bien.

Le président: Merci, monsieur.

Mr. Dionne now has the floor

[*Text*]

Mr. Whelan: I heard Mr. Korchinski over there, and I thought he said: Madam Chairman, I agree with the minister.

Mr. Korchinski: No, I did not. I believe I have a point of order on that one.

The Chairman: Please. We have to close at 11.00 a.m.

Mr. Korchinski: Well, I have a point of order. When he says that, I said that he was bringing everybody down like an NDP philosopher; bringing everybody down instead of bringing everybody up.

Mr. Whelan: I have a point of order now, because my attitude is a positive attitude. I was even criticized in a good conservative paper the other day for being too positive about agriculture, and that is not NDP philosophy. That is not conservative philosophy either.

The Chairman: Please.

Monsieur Dionne.

M. Dionne (Chicoutimi): Madame le président, monsieur le ministre, j'ai lu attentivement le compte rendu de la recherche qui a été faite par Agriculture Canada. Même s'il ne se fait pas beaucoup de recherche, la qualité de la recherche qui se fait présentement au pays est extraordinaire, et j'abonde dans le sens du ministre quand il parle d'éducation.

J'ai l'impression, monsieur le ministre, que le problème que nous avons présentement dans nos stations de recherche est un problème de diffusion de la recherche aux agriculteurs. C'est peut-être du *marketing* qu'il faudrait faire. Vous savez que les anciens n'avaient peut-être pas bien confiance en la recherche qui se faisait, mais je pense que la nouvelle génération est très favorable à cette recherche. C'était une petite idée dont je voulais parler.

Monsieur le ministre, on sait qu'il y a des problèmes d'exportation de pommes de terre aux États-Unis depuis quelques mois. Hier, dans le journal, on disait que le Congrès américain avait gagné la première manche en ce qui touche l'exportation des pommes de terre de l'Est du Canada vers les États-Unis. On sait bien que les Canadiens, depuis des dizaines et des dizaines d'années, vendaient leur produit aux États-Unis non pas par protection, mais parce que la qualité de leur produit était probablement supérieure à celle des pommes de terre du Maine.

Je voudrais savoir quelle est la situation ce matin en ce qui concerne l'exportation des pommes de terre vers les États-Unis. Est-ce que le Congrès américain veut systématiquement fermer les douanes ou arrêter l'exportation du produit canadien?

Le président: Monsieur le ministre.

Mr. Whelan: I do not know if all the members are aware, but the United States International Trade Commission on a Maine potato anti-dumping petition made a decision:

[*Translation*]

M. Whelan: J'ai entendu M. Korchinski prendre la parole, et je croyais qu'il avait dit: madame le président, je suis d'accord avec le ministre.

M. Korchinski: Non, je n'ai pas dit cela. Mais j'aimerais invoquer le Règlement sur cette question.

Le président: S'il vous plaît. Nous devons lever la séance à 11 heures.

M. Korchinski: J'aimerais quand même faire un rappel au Règlement. J'ai dit que quand le ministre parle ainsi, il déprime tout le monde, comme un philosophe du parti néo-démocrate; il critique tout le monde, plutôt que de tenter de les encourager.

M. Whelan: C'est à mon tour d'invoquer le Règlement, parce que mon attitude est une attitude positive. On m'a même adressé des critiques dans un journal conservateur, tout récemment; on m'accuse d'avoir une perspective trop rose à l'égard du secteur agricole, et cela n'est pas conforme à la philosophie du parti néo-démocrate. Ce n'est pas non plus la philosophie des conservateurs.

Le président: S'il vous plaît.

Mr. Dionne.

Mr. Dionne (Chicoutimi): Madam Chairperson, Mr. Minister, I read Agriculture Canada's report on research with great care. Even though there is not a great deal of research going on, the quality of the research which is going on at the present time in this country is extraordinary, and I must support the minister in his observations on education.

I have the impression, Mr. Minister, that the problem we have at the present time with our research stations involves the transfer of research results to farmers. Maybe we need to do some "marketing" in this area. As you know, in the past, farmers may not have had much confidence in research, but I think the new generation is very open. I just wanted to share my thoughts on this with you.

Mr. Minister, for several months now we know that there have been problems with potato exports to the United States. Yesterday, I read in the papers that the American Congress had won the first round as regards the export of potatoes from Eastern Canada to the U.S. It is a well known fact that Canadians have been selling their produce to the United States for decades, not because of government protection, but because the quality of their produce was undoubtedly superior to that of potatoes produced in Maine.

Could you give us an update on this issue this morning; what is the situation concerning the export of potatoes to the United States? Does the U.S. Congress wish to close its borders systematically to our produce and stop Canadian potato exports?

The Chairman: Mr. Minister, you have the floor.

M. Whelan: Je ne sais pas si tous les membres du Comité sont au courant, mais suite à une plainte déposée par l'État du Maine au sujet du dumping des pommes de terre, l'organisme

[*Texte*]

The commissioners voted this week, on Tuesday, March 22, to continue the investigation of alleged dumping of Canadian round white-type potatoes in the eastern United States. Only two of the three commissioners voted in the situation on a split decision, but the affirmative prevails. The Department of Commerce will now proceed to survey individual Canadian exporters and U.S. importers to develop background data for preliminary determination of dumping. This decision would be scheduled for the public announcement in early August 1983.

So as the hon. member says, it does create a lot of doubt in potato producers' minds on what is going to happen to their crop because they normally export a lot of their potatoes to the United States. We are disappointed naturally.

• 1050

I talked to the Canadian Horticultural Council, who acted on behalf of the potato producers, yesterday by telephone. They told me: Look, Mr. Minister, that will cost us, for legal fees, at least $100,000. For the last hearings that were held in Washington and Bangor, Maine, and Boise, Idaho, it cost them $35,000 just for legal fees, so they are asking for government assistance. I did not give them any answer, one way or the other. I said that I would look at it and see how we would become involved.

Then we received calls and telegrams from British Columbia. British Columbia potato producers had a big crop. They lowered the price of their potatoes twice and the Americans lowered theirs each time to meet the market. In essence what the Americans are doing now is dumping, because the B.C. producer was selling away below cost, so we have a problem there. I have made representation to my colleague, the minister who looks after the anti-dumping legislation, and we hope to act very quickly on that. But the potato prices in British Columbia were lowered over $1 a hundred in one day and they met that and they were lowered again, I believe, by over $1 in the next two or three days and they met that. So it is an absolutely clear case, a very obvious case, of dumping potatoes into that part of British Columbia.

Also, the Canadian Horticultural Council passed a motion at their annual meeting. It is a very simplified version, Madam Chairman, that I am going to give of their motion. In essence, it said: United States, you produce more than enough potatoes for yourselves; we, in Canada, do the same thing. You keep your potatoes at home and we will keep our potatoes at home. That is a very much simplified version of their motion.

[*Traduction*]

américain qui régit ces questions (*United States International Trade Commission*) a rendu une décision:

Cette semaine, le mardi 22 mars, les commissaires, suite à un vote, ont décidé de poursuivre leur enquête sur le présumé dumping de pommes de terre nouvelles canadiennes dans l'Est des États-Unis. Seulement deux des trois commissaires ont voté la décision, qui n'était pas unanime, mais c'est la décision de poursuivre l'enquête qui prévaut. Le ministère du Commerce américain se mettra maintenant en rapport avec les exportateurs canadiens et les importateurs américains, pour obtenir l'information nécessaire à la prise de leur décision préliminaire. Cette décision devrait être publiée au début du mois d'août 1983.

Donc, comme l'indique l'honorable député, les producteurs de pommes de terre sont très inquiets et se demandent comment ils vont écouler leurs récoltes, parce qu'ils exportent normalement de grosses quantités aux États-Unis. Naturellement, nous sommes déçus.

J'ai communiqué par téléphone, hier, avec le Conseil canadien de l'horticulture, qui représentait les producteurs de pommes de terre, et la personne à qui j'ai parlé m'a dit qu'ils avaient engagé des frais juridiques d'au moins $100,000. Lors des dernières audiences, tenues à Washington et à Bangor, dans le Maine, ainsi qu'à Boise, dans l'Idaho, ils ont dû débourser $35,000, simplement pour les frais juridiques, et cette organisation demande donc l'aide du gouvernement. Je ne leur ai pas donné de réponse définitive. J'ai dit que je voulais d'abord étudier la situation, pour voir dans quelle mesure nous allions nous engager.

J'ai ensuite reçu des appels et des télégrammes de la Colombie-Britannique. Les producteurs de pommes de terre ont eu une grosse récolte cette année. Ils ont dû diminuer leur prix deux fois et les Américains en ont fait autant. Au fond, ce sont les Américains qui font du dumping, parce que les producteurs de la Colombie-Britannique ont dû fixer leur prix en deçà de leur coût de revient, et nous avons un problème de ce côté-là. J'ai fait des démarches auprès de mon collègue, le ministre responsable de la loi anti-dumping, et nous espérons pouvoir prendre des mesures très rapidement. Mais les prix des pommes de terre, en Colombie-Britannique, ont été diminués d'un dollar le cent en une seule journée; les Américains ont aussi diminué leurs prix, puis les producteurs canadiens les ont diminués à nouveau d'un dollar pendant une période de deux ou trois jours, je crois, et les Américains en ont fait autant. Il est évident et manifeste que les Américains ont fait du dumping de pommes de terre dans cette région de la Colombie-Britannique.

De plus, le Conseil canadien de l'horticulture a adopté une motion lors de sa réunion annuelle. Madame le président, je vais vous résumer cette motion très simplement. Essentiellement, cette motion disait: les Américains produisent trop de pommes de terre pour leur propre consommation; la même situation a cours au Canada. Que les Américains gardent leurs pommes de terre pour eux et nous en ferons autant. Comme je l'ai dit, c'est une version très simplifiée de leur motion.

[*Text*]

I met the potato producers in western Canada and I met different delegations here at the Horticultural Council. They are all very concerned. They have a depressed market, a disrupted market. They really do not know what to do this year.

M. Dionne (Chicoutimi): J'aurais plusieurs questions à poser à ce sujet-là, mais je n'en poserai qu'une, très courte. Une chose m'intéresse énormément, et c'est très nouveau, monsieur le ministre: c'est qu'on fait beaucoup de recherche sur la détection de maladies par satellite. Je sais que dans plusieurs cultures, au moyen de rayons infrarouges, on pourrait peut-être détecter plusieurs maladies quelques jours à l'avance, ce qui assurerait aux producteurs agricoles en général un meilleur rendement et un meilleur revenu. Est-ce que je pourrais savoir où on en est dans le programme de détection de maladies par satellite?

Mr. Whelan: We will ask Dr. LeRoux to come forward, but I have viewed some of the work they do. It is being developed further all the time. I do not know what stage that is in at the present time, but we have a better idea, for instance, through the satellite, not only of what we are doing but of what other countries in the world are doing too. Some of the commodity market people, for instance, use it all the time—that kind of information.

Le président: Docteur LeRoux.

M. LeRoux: Madame le président, monsieur Dionne, nous avions ici à Ottawa, il y a déjà quelques années, ce qu'on appelait en anglais *Crop Losses Program*. Durant cette période, on a mis au point certaines techniques pour vérifier les dommages dans les champs, etc., et des techniques pour mieux connaître les niveaux, etc., cela par la voie des contrats et avec la compagnie *Sibbald Associates* d'Alberta qui pouvait nous aider dans ce sens-là ainsi que par le truchement des satellites. Alors, il y a eu là un début de travail en ce qui a trait à cette technologie.

Je dirais donc que la technologie est très bien connue: infrarouge et le reste. Par la stratégie agro-alimentaire, nous espérons accélérer ce processus et nous prévoyons que nous pourrons certainement le faire dans l'Ouest, parce que c'est là qu'on peut mieux voir l'impact. Par contre, du fait que ce sont des satellites, on pourrait couvrir les régions. Ce qui arriverait, c'est que les dommages, les densités, la production, la qualité même . . . Il y a encore beaucoup de recherche à faire, mais entre nous, les Américains et, je pense, le reste du monde scientifique dans ce secteur-là, on en a déjà un assez bon aperçu, et nous pourrons davantage contribuer à la proposition que vous faites.

Le président: Merci, docteur LeRoux. Merci, monsieur Dionne.

Monsieur Hargrave, vous êtes le dernier intervenant aujourd'hui.

[*Translation*]

J'ai rencontré les producteurs de pommes de terre dans l'Ouest du Canada, ainsi que diverses délégations ici, au Conseil de l'horticulture. Tous sont très inquiets. Ils sont aux prises avec un marché à la baisse, un marché perturbé. Ils ne savent vraiment pas quoi faire cette année.

Mr. Dionne (Chicoutimi): I would have several questions to put to you on this topic, but I will limit myself to one question, a brief one. I have a great deal of interest in one thing, Mr. Minister, a new development: A great deal of research is being done on the detection of plant diseases by satellite. I know that for several crops, using infrared rays, we could perhaps detect seVeral diseases a few days in advance, which would mean that agricultural producers in general would have better yields and better incomes. Could you give us a report on the situation with regard to the satellite crop disease detection program?

M. Whelan: J'aimerais demander à M. LeRoux de s'approcher de la table, bien que je sois au courant du travail qui se fait dans ce domaine, dans une certaine mesure, du moins. Ces recherches progressent quotidiennement. Je ne sais pas à quel stade les choses en sont à l'heure actuelle, mais je peux vous dire, à titre d'exemple, que l'usage de ces satellites nous permet de mieux planifier ce que nous allons faire, et aussi d'avoir une meilleure idée de ce qui se fait dans les autres pays du monde. Je sais que ceux qui s'occupent des marchés des produits de base se servent de ces données systématiquement.

The Chairman: Doctor LeRoux.

Mr. LeRoux: Madam Chairperson, Mr. Dionne, here in Ottawa, we had what we called a Crop Losses Program a few years ago. During that time, we developed certain techniques to assess crop damage, and so on, as well as other evaluation techniques; we contracted some of the work out and we were assisted by the Sibbald Associates Company, in Alberta, and we did use satellites in this work. So, the work on this new technology was begun at that time.

I think I could say that the technology is very well known: the use of infrared and so on and so forth. We hope that we can accelerate the process with our agri-food strategy, and we feel that this will certainly be the case in western Canada, because this is where we can most easily assess the impact of this sort of technology. Of course, as we are using satellites, we can cover all the regions. We may be able to reduce damage, control density, improve production, quality . . . A great deal of research remain to be done, but if one considers the sum of the research done by us, the Americans, and the rest of the scientific world in this area, one can see that there are some interesting developments, and we hope to be able to continue to contribute to this research.

The Chairman: Thank you, Dr. LeRoux. Thank you, Mr. Dionne.

Mr. Hargrave, you will be our last speaker for today.

[*Texte*]

• 1055

Mr. Hargrave: Thank you, Madame Chairman. Madame Chairman and Mr. Minister, I have two very specific subjects I would like to raise at this time but, before I do so, I want to put on the record a very brief comment about the very good news which I am sure you, Mr. Minister, will fully appreciate. I certainly do. I refer to the return home of PFRA to Agriculture Canada—that announcement having been made not too long ago. To me, that is very good news. Of course, I have supported that move ever since I have been down here. All I can say to the minister is that the event should raise your prestige as a minister considerably, and I hope you appreciate that and look after that high profile and very good service agency of the federal government.

Mr. Whelan: Well, just as a short comment, I can say that we are very proud that PFRA is back home.

Mr. Hargrave: Thank you. The first of my specific comments deals with beef grading. Mr. Minister, you may recall that I raised this matter, quite a specific item, in the House as a question to you on March 7, and it relates to a situation which was brought to my attention by Lakeside Feeders, a packing plant in the Brooks area in southern Alberta. Let me say, Mr. Minister, that even though I had given your office advance indication that I intended to bring that question up, I did not receive, shall we say, a suitable and satisfactory answer on that occasion. That is why I am raising it now.

It would appear that the grade standards have been tightened up, shall we say, to the extent that now there is a requirement, either in force now or about to be in force, which will require all carcass beef crossing a provincial border or being exported to the United States, to be both grade-stamped and roller-branded with a colour brand. Now the difficulty that the Brook's packing plant encountered, and it ties in with the fact that they are now very active in exporting both carcass and, I believe, boxed beef to the United States to the Pacific northwest market and so on, is that they are finding that their customers down there are objecting to the colour that is used because it suggests a lower grade in American standards than it does up here.

The point that I drew to your attention and I repeat now, is that it now appears that this is a compulsory requirement that has been recently introduced; whereas before, there was a provision that allowed a packing plant or processor who exports beef, to be exempted from that on a voluntary basis, if their customer which, in this case is the United States buyers, requested it. Now, I am asking the minister at this time, what has happened here. Has there indeed been a change in the grade standards, and they are now compulsory in this regard? What brought this on? Is it a throw-back to the cost recovery program of last year? What is behind this?

Mr. Whelan: I think, Madam Chairman, for the hon. member we would have to go through a whole presentation, and I do not think we have time today. I apologize for not giving you the briefing notes which I have on that. We will get them to you today, but Dr. Morrissey is here, and he can

[*Traduction*]

M. Hargrave: Merci, madame le président. Je voudrais aborder deux sujets bien précis ce matin, mais auparavant, j'aimerais apporter au compte rendu un bref commentaire sur les excellentes nouvelles que nous avons reçues et dont nous nous réjouissons sûrement tous. En effet, il a été annoncé récemment que la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies réintégrait Agriculture Canada. En ce qui me concerne, c'est une excellente nouvelle. C'est ce que je réclame depuis que je suis ici. Tout ce que je puis dire au ministre, c'est que son prestige s'en trouve sûrement accru. J'espère qu'il prendra bien soin de ce service hors pair du gouvernement fédéral.

M. Whelan: Je puis vous assurer que nous sommes très heureux de cette réintégration de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies.

M. Hargrave: Le premier sujet que je veux aborder aujourd'hui avec vous a trait au classement du boeuf. Vous vous rappelez sans doute, monsieur le ministre, que je vous ai posé une question à ce sujet, le 7 mars, à la Chambre. C'est quelque chose qui a été porté à mon attention par Lakeside Feeders, une salaison de la région de Brooks, dans le sud de l'Alberta. Je dois dire que même si j'avais donné à votre bureau une indication de mes intentions aujourd'hui, je n'ai pas reçu de réponse satisfaisante. C'est pourquoi j'essaie de nouveau.

Il semble que le classement ait été rendu plus rigide, ou soit sur le point d'être rendu plus rigide, de sorte que les carcasses de boeuf qui traversent les frontières ou qui sont exportées vers les États-Unis doivent être estampillées à la fois selon la catégorie et identifiées selon le code des couleurs. Le problème de la salaison de Brooks tient au fait qu'elle exporte et des carcasses et du boeuf en boîtes aux États-Unis, vers les marchés de la région du nord-ouest du Pacifique. Ces clients américains s'opposent à l'utilisation des couleurs parce qu'aux États-Unis, les mêmes couleurs dénotent une viande de moindre qualité.

Je répète qu'il semble s'agir d'une nouvelle exigence. Auparavant, une salaison ou un transformateur qui voulait exporter du boeuf pouvait être exempté de cette règle, selon le désir de ses clients américains. Le système était facultatif. Je voudrais savoir ce qui se passe. Le classement a-t-il été modifié et y a-t-il de nouvelles règles obligatoires? Quelles sont les raisons qui ont poussé à agir ainsi? S'agit-il d'une nouvelle phase du programme de recouvrement des coûts mis de l'avant l'année dernière?

M. Whelan: Nous aurions besoin de faire un long exposé sur cette question, madame le président, mais nous n'en avons pas le temps aujourd'hui. Je m'excuse de ne pas vous avoir remis mes notes là-dessus. Nous vous les ferons parvenir aujourd'hui. D'autre part, M. Morrissey est sur place. Il est sûrement

[*Text*]

explain probably about it much more briefly than I could. There is a background history as to why it has gone ahead, but I can say this: No decision has been made at this time. It is being discussed by our legal people and with the trade, before it could go through Part Two to make it law.

Mr. Hargrave: Before Dr. Morrissey comes on, do I understand that this regulation is not yet being enforced? Is that correct?

Mr. Whelan: If I understand it correctly, at the present time the representatives of our department, livestock and poultry division and legal services, are meeting to determine the mechanism which will make it mandatory that beef be graded when moving interprovincially or for export; but to provide for specific exemptions being incorporated in their legislation for those items such as export to the United States and movement of cows between provinces where the industry is concerned. Dr. Morrissey, if you want to carry on . . .

Dr. J.B. Morrissey (Director General, Food Inspection Directorate, Food Production and Inspection Branch, Agriculture Canada): *Madame le président*, Mr. Minister, Mr. Hargrave, the CAPS act, which is the current legislation under which the beef grading regulations have been passed, require that any product for which grade standards are established, be graded when moving out of a province or for export. We recognize that for all commodities, not just beef, we have to build into each set of regulations a specific exemption that will allow, for instance, the meeting of export markets or, in this case, manufacturing beef moving between provinces.

• 1100

What happened in 1972, 1978 and now in 1982, was that changes were made to the beef grading regulations to allow for those specific exemptions—and the specific exemptions, they have changed. What we are trying to do now is to come up with wording that will give us control over products moving extra-provincially, which really is the only power we have federally under the CAPS Act, but which will allow for the exemptions the industry wants. As you said, Mr. Hargrave, the two main concerns are exports and manufacturing beef, and we will build those into the regulations. We do not anticipate a problem. So, on that count, I think it is a misunderstanding, primarily.

In response to the other point you raised, the package of amendments has not gone through yet, so it is not in force at this time, but we will build in saving clauses for the concerns that you have.

The point you have raised on red beef and blue brands: The blue brand is the top brand in the United States; the red ribbon brand is the top brand here. This is one of the reasons why the U.S. buyers do not want us to ribbon brand. They do not want our red brand, which in their market is a secondary

[*Translation*]

mieux en mesure que moi de résumer brièvement la situation. Il y a en effet des raisons qui ont amené ces changements. Tout ce que je puis dire, c'est qu'aucune décision ferme n'a encore été prise. Les discussions se poursuivent entre nos conseillers juridiques et les représentants de l'industrie. Nous n'en sommes pas encore à l'étape de la loi.

M. Hargrave: Avant de permettre à M. Morrissey de répondre, je voudrais éclaircir une chose. Vous avez bien dit que cette mesure n'était pas encore en vigueur?

M. Whelan: Sauf erreur, nos représentants, de notre division du bétail et de la volaille et de notre contentieux, se consultent toujours sur le mécanisme qui sera mis en place pour rendre obligatoire le classement du boeuf destiné au commerce interprovincial ou à l'exportation. Dans ce cadre, ils examinent les exemptions possibles pour l'exportation vers les États-Unis et le commerce des vaches d'une province à l'autre. M. Morrissey a sans doute plus de détails . . .

M. J.B. Morrissey (directeur général, Direction de l'inspection des aliments, Production et inspection des aliments, Agriculture Canada): Madame le président, monsieur le ministre, monsieur Hargrave, la Loi sur les normes des produits agricoles du Canada, qui est la loi sous laquelle tombent les règlements sur le classement du boeuf, exige que tout produit qui est soumis à des normes soit classé selon ces normes lorsqu'il est exporté vers une autre province ou à l'extérieur du Canada. Nous savons cependant que pour toutes les denrées alimentaires, non pas seulement le boeuf, il y a un certain nombre d'exemptions prévues aux règlements, de façon, par exemple, à satisfaire aux exigences des marchés d'exportation ou, comme c'est le cas ici, permettant les échanges de boeuf de transformation entre provinces.

Ce qui s'est passé en 1972 et 1978, ce qui se passe maintenant en 1982, c'est que des changements sont apportés aux règlements sur le classement du boeuf. Les exemptions prévues sont modifiées. Ce que nous essayons de faire, c'est de maintenir un contrôle sur les produits qui font l'objet du commerce extra-provincial, les seuls qui tombent sous la compétence du gouvernement fédéral en vertu de la Loi sur les normes des produits agricoles du Canada, tout en incorporant les exemptions que souhaite l'industrie. Comme vous l'avez indiqué vous-même, monsieur Hargrave, les deux principaux problèmes sont les exportations et les échanges de boeuf de transformation. Nous allons en tenir compte dans les règlements. Nous ne prévoyons pas de problème. Dans le cas que vous citez, il doit y avoir malentendu.

Pour ce qui est de votre autre point, les amendements n'ont pas encore été adoptés et ne sont donc pas en vigueur. Dans le cas que vous mentionnez, il y aura sûrement des dispositions d'exception.

En ce qui concerne le code des couleurs, les marques rouge et bleue, la marque bleue est considérée comme la meilleure aux États-Unis, alors qu'ici, c'est la marque rouge. C'est une des raisons pour lesquelles nos acheteurs américains ne veulent pas que nous marquions le produit selon le code des couleurs.

[*Texte*]

grade. We find that perfectly acceptable and we will build that exemption into the legislation.

Last point, cost recovery: This has nothing at all to do with cost recovery and it will not be cost recovered. Thank you, Mr. President.

Mr. Hargrave: Mr. Minister, I very much appreciate the comments of Dr. Morrissey. I would like to say, too, that I think the entire cattle industry appreciates the fact that the ribbing site has been changed by that one rib. I think that was a very practical thing to do, which most producers, most exporters and importers, follow. I think it is a good example of recognizing the need for it, and so on. I was glad to see that.

Mr. Whelan: I just wanted to say that I am sure, Madam Chairman, the hon. member is aware of what Mr. Adams of the Canadian Meat Council had to say about Agriculture Canada and people like Dr. Morrissey, and how closely they work together and how much he appreciated that. He has said that at least two or three times just lately.

I wanted to say to Mr. Neil that Dr. Morrissey is one of those people he talked about earlier. He speaks Gaelic, he is perfectly bilingual in English and French. So if you want to ask him questions in Gaelic, or in French, or . . .

Mr. Neil: He would get along with my mother-in-law.

Mr. McCain: Madam Chairman, on a point of order.

Mr. Hargrave: I have one more item.

The Chairman: Be very brief.

Mr. McCain: Excuse me.

Mr. Hargrave: Am I still on?

The Chairman: Yes.

Mr. Hargrave: Mr. Minister, the second point deals with the 1982 beef stabilization figures. You may recall, Mr. Minister, that early in 1982 I requested those figures on the Order Paper for the calendar year 1981. I did that again not too long ago for the calendar year 1982. The first time I did it, for the calendar year 1981, your response was months late in coming, so it was of little value when it did come except purely for informational purposes. On this last occasion, the minister or whoever responds to the question on the Order Paper, did indeed respond quite promptly and yet, of course, the answer was not complete and there was really not much point and purpose in it. Just a minute, Mr. Minister, I can appreciate what you are going to say, that it was not available. There surely should be a happy medium between these two years.

The important question I want to put to the minister about this subject of the annual stabilization figures, at least for the beef industry, is this. It is my understanding that a responsibility of yours, as the minister, is that that kind of information be made public as soon as it is practicably possible for you to do it. I should not have to put a question on the Order Paper to get it. You should be ready to respond and make an announcement of it, and so on, instead of my having to do this and get

[*Traduction*]

Pour eux, le boeuf de marque rouge est un boeuf de qualité secondaire. Nous trouvons que c'est un argument parfaitement justifié, et nous sommes prêts à prévoir une exemption dans la loi.

Enfin, pour ce qui est du recouvrement des coûts, tout cela n'a rien à y voir. Ce système n'est pas visé par le recouvrement des coûts. Merci, madame le président.

M. Hargrave: Je remercie M. Morrissey de ses observations. Je pense que l'industrie du bétail tout entière apprécie le fait qu'on a simplifié le système des marques. Je pense que le système est beaucoup plus pratique et que la plupart des producteurs, des exportateurs et des importateurs s'y conforment. On a vraiment répondu à un besoin.

M. Whelan: Je suis sûr que l'honorable député est au courant des propos de M. Adams, du Conseil des viandes du Canada, au sujet d'Agriculture Canada et des hauts fonctionnaires de la trempe de M. Morrissey. Il a eu l'occasion à deux ou trois reprises, récemment, de dire à quel point il appréciait leur coopération.

En passant, je voudrais dire à M. Neil que M. Morrissey est l'un de ceux dont il a été question plus tôt. Il parle le gaélique, en plus d'être parfait bilingue, en anglais et en français. Alors, si vous voulez vous adresser à lui en gaélique, en français, ou . . .

M. Neil: Il aimerait sûrement rencontrer ma belle-mère.

M. McCain: J'invoque le Règlement, madame le président.

M. Hargrave: Je voudrais encore aborder un point.

Le président: Soyez très bref.

M. McCain: Je vous demande pardon.

M. Hargrave: C'est toujours à moi?

Le président: Oui.

M. Hargrave: Je voudrais parler aussi du programme de stabilisation des prix du boeuf pour 1982. Vous vous souvenez sans doute, monsieur le ministre, qu'au début de 1982, je vous ai demandé, dans une question inscrite au *Feuilleton*, les chiffres pour l'année civile 1981. J'ai fait une nouvelle demande récemment, pour l'année civile 1982. Pour 1981, votre réponse a été des mois en retard. Elle ne m'a donc pas tellement été utile. Cette fois, votre réponse, ou la réponse de celui qui est chargé de répondre aux questions inscrites au *Feuilleton*, est venue rapidement, mais elle est incomplète et n'a pas grande utilité non plus. Je sais, monsieur le ministre, que vous allez prétendre que les chiffres n'étaient pas disponibles. Cependant, il devrait y avoir un moyen terme entre les deux, trop vite, et pas assez vite.

La question que je vais poser au sujet de ce programme de stabilisation des prix du boeuf est la suivante. Si je comprends bien, vous avez la responsabilité, en tant que ministre, de fournir cette information dès qu'elle est disponible. Je ne devrais pas avoir à inscrire une question au *Feuilleton* pour l'obtenir. Vous ne devriez pas, en tant que ministre de l'Agriculture, soit répondre trop vite, de façon incomplète, soit

[*Text*]

annoyed at my Minister of Agriculture because he is either too late with it or provides an incomplete answer. I would appreciate your response, sir.

Mr. Whelan: I have a very capable chairman, and a very capable economist—and I am going quite a way—who is here today. If there is any way in which we are not fulfilling our obligations, or in which I am not fulfilling my obligations as a minister, we will check that out, but I generally make those figures public just as soon as I receive them. So I would ask, Madam Chairman, Dr. Trant to make a comment.

• 1105

The Chairman: Dr. Trant.

Dr. G.I. Trant (Senior Assistant Deputy Minister, Farm Income Services Branch, Department of Agriculture): Thank you, Madam Chairman.

I wonder if it would be possible to get a clarification of the exact questions from Mr. Hargrave.

Mr. Hargrave: Yes. I will read them into the record right now. This was posed on January 18. It is question No. 4,658:

> What was the average live fed cattle (steers and heifers) market price for 1982, as required by the Agricultural Stabilization Act?

Question 2:

> What was the previous average five-year fed cattle market price immediately prior to 1982?

Question 3:

> What was the previous average five-year fed cattle market price prior to 1982 adjusted for the cost of production factor?

Now, that information, Madam Chairman, I think is the responsibility of the minister to announce without having to be requested.

The Chairman: Anything more, Dr. Trant?

Dr. Trant: Madam Chairman, can I start with 1980-1981?

Mr. Hargrave: It is the calendar year 1982 that we are interested in. We finally got the figures for 1981 last summer.

Dr. Trant: The final figure that we had, as of November of 1982, and there was some delay in getting all the statistics: Steers and heifers sold through terminal stockyards, the nationally average-weighted price was $74.25 a hundredweight. It is down from $76 at the same time a year earlier.

Mr. Whelan: But I think, Dr. Trant, what Mr. Hargrave wants to know is this: When he asked the question on January 18, why did the minister not answer him on January 19? How quickly can we have these figures available to him? We have

[*Translation*]

répondre trop tard. Vous devriez agir dès que vous le pouvez. Je vous serais reconnaissant d'y veiller.

M. Whelan: J'ai avec moi ici, aujourd'hui, un président, et un économiste très compétent. Je n'hésite pas à m'avancer. Je vais certainement voir si j'ai manqué à mes obligations en tant que ministre. Généralement, je publie ces chiffres dès que je les obtiens. Je demanderais donc, madame le président, à M. Trant de prendre la parole.

Le président: Monsieur Trant.

M. G.I. Trant (sous-ministre adjoint principal, Direction générale du service du revenu agricole, ministère de l'Agriculture): Merci, madame le président.

Je me demande si M. Hargrave pourrait reformuler ses questions avec plus de précision.

M. Hargrave: Oui. Je vais les lire immédiatement. Cette question a été déposée le 18 janvier. Il s'agit de la question numéro 4,658:

> Quel était, pour 1982, le prix moyen du marché du boeuf sur pied engraissé (génisses et bouvillons), selon les exigences de la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles*? agricole?

Question 2:

> Quel était le prix moyen du marché du boeuf sur pied engraissé pour la période quinquennale précédant 1982?

Question 3:

> Quel était, pour la période quinquennale précédant 1982, le prix moyen du marché du boeuf sur pied engraissé, ajusté par application du facteur coût de production?

Il me semble, madame le président, que le ministre devrait nous fournir ce type d'information sans qu'on ait à le lui demander.

Le président: Aimeriez-vous ajouter autre chose, monsieur Trant?

M. Trant: Madame le président, puis-je commencer avec la période 1980-1981?

M. Hargrave: Nous nous intéressons aux statistiques pour l'année 1982. Nous avons finalement obtenu les chiffres pour 1981, l'été dernier.

M. Trant: Les derniers chiffres disponibles sont ceux de novembre 1982, car nous avons connu certains retards dans l'obtention des statistiques: pour les bouvillons et les génisses vendus par les parcs à bestiaux, la moyenne du prix national pondéré était de $74.25 les cent livres. Cela représente une baisse par rapport au prix de $76 à la même époque, l'année précédente.

M. Whelan: Mais, monsieur Trant, je crois que ce que M. Hargrave veut savoir c'est ceci: quand la question a été posée au ministre le 18 janvier, pourquoi n'y a-t-il pas répondu le 19 janvier? Ces chiffres pourront-ils lui parvenir rapidement,

[*Texte*]

not given them to him yet. Is that what you are saying, Mr. Hargrave?

Mr. Hargrave: I do not have the information.

Mr. Whelan: Yes. Okay.

Dr. Trant: We do have preliminary calculations for feed and feeder costs and they do indicate, at present, the figures that we have to date, a decline of 25% and 6% respectively. But to get all the cost information for the period covered by the marketings, so that we can make the adjustment on 90% of the previous five-year average price—this takes a bit of time and doing.

Mr. Hargrave: Madam Chairman, Dr. Trant and the minister both know, of course, why I am asking this, because it relates to whether or not there will be a payout under the stabilization program. That is what is behind this, they both know that. But here it is near the end of March and surely that kind of information should be available. With all due respect to Dr. Trant . . .

Le président: Monsieur Trant, s'il vous plaît, pourrais-je transmettre une information aux membres du Comité?

Nous devons terminer à 11h00, parce qu'un autre comité doit siéger dans cette salle. Vous serait-il possible de fournir l'information, par écrit, au Comité?

Dr. Trant: I could provide an estimate at this time.

Mr. Whelan: We could provide an estimate. I am supposed to be back, I understand, next Tuesday?

The Chairman: Yes.

Mr. Whelan: In the meantime, we will give all the information—if there are any questions for it—on the paper that we have prepared for the members and they can add it, if they want, next Tuesday as an appendix. But I will say this: The hog boards—it is easier to get your information because of the way they market their pigs. But there is no way that . . .

Mr. Hargrave: I was not talking about hogs, Mr. Minister . . .

Mr. Whelan: No. But, I am just saying that there is no system for cattle. It is a harder system to collect the information from, Madam Chairman.

The Chairman: Okay.

Le président: Très bien.

A l'ordre, monsieur Hargrave, s'il vous plaît!

Le ministre revient mardi prochain, le 29 mars à 11h00. Nous pourrons reprendre la discussion, à ce moment-là, avec les représentants de l'Office canadien des provendes qui seront nos témoins.

• 1110

M. McCain désire invoquer le Règlement.

[*Traduction*]

puisqu'il ne les a pas encore reçus? Est-ce que je vous ai bien compris, monsieur Hargrave?

M. Hargrave: Je n'ai pas ces renseignements.

M. Whelan: Très bien.

M. Trant: Nous avons des statistiques préliminaires sur les céréales fourragères et sur les coûts d'engraissement, et selon les chiffres que nous avons en main à l'heure actuelle, il y aurait eu une baisse de 25 p. 100 et de 6 p. 100 respectivement. Mais il n'est pas facile d'obtenir toutes les données sur les coûts pour la période en question, afin de pouvoir ajuster à 90 p. 100 la moyenne du prix quinquennal précédent.

M. Hargrave: Madame le président, je suis sûr que M. Trant et le ministre comprennent ma question, car je veux savoir si les paiements seront versés en vertu du programme de stabilisation. Voilà la question qui se pose, et tous deux le savent. Mais nous voici à la fin de mars, et ce genre de renseignements devraient déjà avoir été publiés. Avec tout le respect que je dois à M. Trant . . .

The Chairman: Mr. Trant, with your permission, could I say something to the members of the committee?

We must adjourn the meeting at 11.00 a.m. because this room has been reserved by another committee. Would it be possible for you to provide the answers in writing to the committee?

M. Trant: Je pourrais vous en toucher quelques mots dès maintenant.

M. Whelan: Effectivement. Je suis censé revenir mardi prochain, n'est-ce pas?

Le président: Oui.

M. Whelan: Entre-temps, nous allons coucher sur papier tous les renseignements exigés par les députés, qui pourront les annexer, si bon leur semble, au compte rendu de la séance de mardi prochain. Je pourrais toutefois vous dire ceci: il est plus facile d'obtenir de l'information des offices de commercialisation du porc, en raison du mode de commercialisation adopté. Par ailleurs, il est plus difficile de . . .

M. Hargrave: Je ne vous parlais pas de porc, monsieur le ministre . . .

M. Whelan: Je le sais, mais je voulais simplement vous dire qu'on ne peut pas obtenir de l'information aussi facilement pour le bétail. Il est plus difficile d'obtenir les renseignements voulus, madame le président.

Le président: Bien.

The Chairman: Very well.

Order, please, Mr. Hargrave!

The minister will be here again next Tuesday, March 29, at 11.00 a.m. We can resume our discussion at that time with officials from the Canadian Livestock Feed Board who will be appearing before the committee.

Mr. McCain, on a point of order.

[*Text*]

Mr. McCain: Madam Chairman, Canada has a national case to make in the potato industry: 58% of the Vancouver market is supplied from the State of Washington, for example.

Do you have here a man who could meet me after this committee, and help me get some statistical information to support that position? Or who should I get in contact with?

Mr. Whelan: Yes. Dr. Morrissey.

Mr. McCain: Thank you.

Le président: La prochaine fois. Merci.

Monsieur Daudlin.

Mr. Daudlin: Just by way of information, on a point of order, the subcommittee meeting on Bill C-653 is set for this afternoon at 3.30 p.m. There have been some discussions around the table during this meeting and by way of notice to the members, the time is proposed to be changed to 4.15 p.m. in the same room, 208-WB. I understand from the clerk that a revised notice will go out.

Mr. Hargrave: Will there be witnesses?

Mr. Daudlin: That is the organizational meeting today.

The Chairman: Okay.

Mr. Korchinski: Madam Chairman, just for purposes of the record, I have handed a list of specific questions I would like to have answered at some later date.

Le président: Juste une minute avant de quitter, s'il vous plaît.

La prochaine réunion du Comité aura lieu mardi prochain à 11h00, avec l'Office des provendes du Canada et le ministre; il y aura une autre réunion à 15h30 le même jour, avec l'Office des provendes du Canada seulement.

Est-ce que le Comité est d'accord? À moins que nous ne décidions à la suite de la réunion de 11h00 si nous devons entendre l'Office des provendes du Canada une deuxième fois.

Mr. Daudlin: The one difficulty that we have, Madam Chairman, is the fact that the subcommittee is going to be obviously looking for some time to sit as well, and provided that there is no dispute that in fact there may be some conflict from time to time between the sitting of the full committee and the subcommittee, and recognizing that that happens or may happen, obviously the steering committee report has already been received and approved.

Le président: Je voudrais remercier le ministre et les hauts fonctionnaires du ministère.

La séance est levée.

[*Translation*]

M. McCain: Madame le président, le Canada a une cause nationale à défendre dans l'industrie de la pomme de terre: par exemple, l'État de Washington fournit 58 p. 100 du marché de Vancouver.

Auriez-vous quelqu'un qui puisse me rencontrer, après cette réunion, afin de m'aider à obtenir des renseignements statistiques à l'appui de cette position? Ou quelqu'un avec qui je pourrais communiquer?

M. Whelan: Oui. M. Morrissey.

M. McCain: Merci.

The Chairman: Next time. Thank you.

Mr. Daudlin.

M. Daudlin: Simple question d'information, sur un rappel au Règlement, la réunion du sous-comité sur le Bill C-653 est prévue pour 15h30 cet après-midi. On en a discuté un peu autour de la table pendant cette réunion, et j'avise les membres qu'il a été proposé de reporter cette réunion à 16h15, dans la même pièce, soit la pièce 208 de l'Édifice de l'ouest. Je crois savoir que le greffier a un avis de convocation modifié qui sera distribué.

M. Hargrave: Y aura-t-il des témoins?

M. Daudlin: Aujourd'hui, c'est une séance d'organisation.

Le président: Très bien.

M. Korchinski: Madame le président, pour la bonne forme, je tiens à dire que j'ai remis une liste des questions précises auxquelles je voudrais que l'on réponde plus tard.

The Chairman: Just a minute before you leave, please.

The next meeting of the committee will be held Tuesday, at 11:00 a.m., with the Canadian Livestock Feed Board and the minister; there will be another meeting on that same day at 3:30 p.m., with the Canadian Livestock Feed Board only.

Does the committee agree? Unless we decide at the 11:00 a.m. meeting if we should hear the Canadian Livestock Feed Board a second time.

M. Daudlin: La seule difficulté que nous avons, madame le président, c'est le fait que le sous-comité cherchera évidemment à fixer aussi des heures de séance, et pour autant qu'il n'y ait pas de conflit, quoiqu'il puise y en avoir de temps en temps, entre les séances du comité plénier et du sous-comité, et en acceptant que cela arrive ou que cela peut arriver, évidemment, le rapport du comité directeur a déjà été reçu et approuvé.

The Chairman: I would like to thank the minister and the senior officials of the department.

The meeting is adjourned.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 105

Tuesday, March 29, 1983

Chairman: Mrs. Eva Ołbi

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 105

Le mardi 29 mars 1983

Président: Mme Eva Ołbi

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Votes 40 and 45—Canadian Livestock Feed Board under AGRICULTURE.

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédits 40 et 45—Office canadien des provendes sous la rubrique AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Third class
Troisième classe
K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Agriculture:

Dr. E.J. LeRoux, Assistant Deputy Minister, Research Branch;

Dr. J.B. Morrissey, Director General, Food Inspection Directorate, Food Production and Inspection Branch;

Dr. G.I. Trant, Senior Assistant Deputy Minister, Farm Income Services Branch.

Du ministère de l'Agriculture:

M. E.J. LeRoux, Sous-ministre adjoint, Direction générale de la recherche;

M. J.B. Morrissey, Directeur général, Direction de l'inspection des aliments, Production et inspection des aliments;

M. G.I. Trant, Sous-ministre adjoint principal, Direction générale du service du revenu agricole.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 105

Tuesday, March 29, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 105

Le mardi 29 mars 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Votes 40 and 45—Canadian Livestock Feed Board under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédits 40 et 45—Office canadien des provendes sous la rubrique AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

26032—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Rolland Dion (*Portneuf*)
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Jean-Guy Dubois
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
G.M. Gurbin
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(*b*):

On Friday, March 25, 1983:
Nelson A. Riis replaced Laverne Lewycky.

On Tuesday, March 29, 1983:
G.M. Gurbin replaced Mel Gass.

Conformément à l'article 69(4)*b*) du Règlement:

Le vendredi 25 mars 1983:
Nelson A. Riis remplace Laverne Lewycky.

Le mardi 29 mars 1983:
G.M. Gurbin remplace Mel Gass.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 29, 1983
(114)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 11:16 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mrs. Côté presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Côté, Messrs. Daudlin, Dion (*Portneuf*), Dionne (*Chicoutimi*), Hovdebo, McCain, Neil, Ostiguy, Tessier and Veillette.

Alternates present: Messrs. Gourde (*Lévis*), Hargrave, King and Lapointe (*Beauce*).

Appearing: The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture.

Witnesses: *From the Livestock Feed Board of Canada*: Mr. Roger Perreault, Chairman; Mr. Gus Sonneveld, Vice-Chairman; Mr. Guy De Cotret, Director General—Program Coordination; Mr. Arly Mair, Board Member and Mr. Douglas Mutch, Director of Economic Research and Secretary to the Board.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 8, 1983, Issue No. 99*)

The Committee proceeded to consider Votes 40 and 45.

The Chairman of the Livestock Feed Board of Canada made a statement.

The Minister and the witnesses answered questions.

It was agreed,—That the Tables which appear in the document entitled—Opening Remarks before the House of Commons Standing Committee on Agriculture, Ottawa, March 29, 1983, Main Estimates 1983-84—submitted by the Livestock Feed Board of Canada on Tuesday, March 29, 1983 be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "AGRI-22"*.)

It was agreed,—That due to the unavailability of the Minister, the meetings of the Committee scheduled for April 12 and April 13 be rescheduled to April 21 and April 28.

In accordance with a motion of the Committee at the meeting held on Thursday, February 15, 1983 the Chairman authorized that the document entitled—Weekly Market Prices Comparison, Domestic vs Export Values on Barley, dated March 24, 1983—submitted by the Livestock Feed Board of Canada, be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "AGRI-23"*.)

At 1:05 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 29 MARS 1983
(114)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 11h16 sous la présidence de Mme Côté (président).

Membres du Comité présents: Mme Côté, MM. Daudlin, Dion (*Portneuf*), Dionne (*Chicoutimi*), Hovdebo, McCain, Neil, Ostiguy, Tessier et Veillette.

Substituts présents: MM. Gourde (*Lévis*), Hargrave, King et Lapointe (*Beauce*).

Comparaît: L'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture.

Témoins: *De l'Office des provendes du Canada*: M. Roger Perreault, président; M. Gus Sonneveld, vice-président; M. Guy de Cotret, directeur général—Coordination des programmes; M. Arly Mair, membre de l'Office et M. Douglas Mutch, directeur de la Recherche économique et secrétaire de l'Office.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi 8 mars 1983, fascicule n° 99*)

Le Comité entreprend l'étude des crédits 40 et 45.

Le président de l'Office des provendes du Canada fait une déclaration.

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

Il est convenu,—Que les tableaux qui figurent au document intitulé «Remarques préliminaires» devant le Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes, Ottawa, le 29 mars 1983—Budget principal 1983-1984—soumis par l'Office des provendes du Canada le mardi 29 mars 1983, soient joints aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir appendice «AGRI-22»*.)

Il est convenu,—Que les séances du Comité prévues pour les 12 et 13 avril soient reportées aux 21 et 28 avril parce que le ministre ne peut être présent comme témoin.

Conformément à une motion du Comité adoptée à la séance du jeudi 15 février 1983, le président autorise que le document intitulé—Comparaisons sur une base hebdomadaire des prix du marché—Valeurs intérieures par rapport aux valeurs d'exportation sur l'orge, en date du 24 mars 1983—soumis par l'Office des provendes du Canada, soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour (*Voir appendice «AGRI-23»*.)

A 13h05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Tuesday, March 29, 1983

• 1115

Le président: Bonjour!

Je vous souhaite la bienvenue au Comité permanent de l'agriculture. Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

Plus particulièrement aujourd'hui, le Comité procède à l'étude des crédits 40 et 45 relatifs à l'Office canadien des provendes, sous la rubrique Agriculture.

AGRICULTURE

C--Office canadien des provendes

Crédit 40—Office canadien des provendes—Dépenses de fonctionnement $1,484,000

Crédit 45—Office canadien des provendes—Contributions ... $16,700,000

Le président: Conformément à l'ordre du jour que vous avez reçu, le ministre de l'Agriculture, l'honorable Eugene Whelan, devrait se joindre au Comité dans quelques minutes. Cependant, certains témoins sont déjà ici, dont les représentants de l'Office canadien des provendes. Je demanderais au président, M. Perreault, de nous présenter les membre de son personnel qui l'accompagnent, et je crois de plus que M. Perreault a une déclaration ou quelques commentaires d'ouverture à nous transmettre.

M. Roger Perreault (président, Office des provendes du Canada): Merci, madame le président.

Les gens qui m'accompagnent sont M. Gus Sonneveld, le vice-président, et il vient de Blenheim, en Ontario; M. Wayne Everett, de Kamloops, en Colombie-Britannique; et M. Arly Mair, qui nous vient de Moncton. Quelques-uns de nos employés sont également ici, dont M. Mutch, qui est secrétaire et directeur de la recherche économique, M. Pierre Morin, directeur de la finance et M. Guy de Cotret, le directeur-coordonnateur des programmes.

Les membres de l'Office des provendes du Canada et les représentants du personnel sont heureux de se réunir, une fois de plus, avec votre Comité, afin d'examiner le Budget principal des dépenses pour l'année financière 1983-1984.

Il est opportun d'étudier également la situation et les perspectives des céréales et du bétail, puisque ces marchés ont subi d'importants changements de prix, l'an dernier, et font actuellement face à un avenir plutôt incertain. L'évolution de la situation, durant les prochains mois, déterminera, en grande partie, le total des versements pour l'aide au transport des céréales fourragères au cours de l'année financière 1983-1984.

The first half of the 1982-1983 crop year was dominated by a record 1982 global grain crop and wheat market prices. For

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mardi 29 mars 1983

The Chairman: Good morning.

I would like to welcome you all to the Standing Committee on Agriculture. The Committee will resume consideration of its order of reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to main estimates for the fiscal year ending March 31, 1984.

Today, the committee will proceed to consider votes 40 and 45—Canadian Livestock Feed Board, and Agriculture.

AGRICULTURE

C--Canadian Lifestock Feed Board

Vote 40—Canadian Livestock Feed Board—Operating expenditures $1,484,000

Vote 45—Canadian Livestock Feed Board—Contributions... $16,700,000

The Chairman: In accordance with the calendar that you have all received, the Minister of Agriculture, the Honourable Eugene Whelan, should be coming in a few minutes. However, a few witnesses are already here, particularly the representatives from the Canadian Livestock Feed Board. I would like to ask its chairman, Mr. Perreault, to introduce his officials, and moreover I think that Mr. Perreault has an opening statement.

Mr. Roger Perreault (Chairman, Canadian Livestock Feed Board): Thank you, Madam Chairman.

I shall first of all introduce the officials of the Canadian Livestock Feed Board, Mr. Gus Sonneveld, the Vice-Chairman, who comes from Blenheim in Ontario; Mr. Wayne Everett, from Kamloops, in British Columbia; and Mr. Arly Mair, who comes from Moncton. A few of our own employees are here with us also, Mr. Mutch, who is Secretary and head of the Economic Research Branch, Mr. Pierre Morin, Director of Finance, and Mr. Guy de Cotret, the Co-ordinator and head of Programs.

The Livestock Feed Board of Canada members and staff representatives are pleased to meet once again with your committee, for the purpose of reviewing our main estimates for 1983-1984 fiscal year.

This is also an opportune time to review the grain and livestock situation and outlook. These markets have undergone significant price changes over the past year, and currently face a rather uncertain future. How the situation develops over the months ahead will determine to a large degree, among other things, the total feed-freight assistance payments during fiscal year 1983-1984.

Le premier semestre de la campagne agricole 1982-1983 a été dominé par une récolte mondiale record de céréales, en

[*Texte*]

the second successive year global grain production significantly exceeds consumption, and global grain carry-over levels reach new record highs. After having peaked late in 1980, global grain prices have generally trended lower through 1981 and 1982. Global recession and increasing fragility of the global financial system have been largely responsible for the weaker than expected global import demand over the past two years. The record global grain output in both the 1981-1982 and 1982-1983 crop years thus occurred in an already weak market period. Record supplies and weak demand resulted in current producers facing very depressed market conditions.

Even with the bumper crop, the 1982 global grain crop, and the continuing deterioration of the global financial situation, this grain market weakness of the past two years will likely continue through the 1982-1983 crop year. Price lows for the whole crop year, however, were probably established in the latter part of 1982, and some of the subsequent price improvement will likely be retained through to the end of the crop year.

For the second successive year, world feed grain production has significantly exceeded consumption. Global coarse grain carry-over at the end of the 1982-1983 crop year is expected to increase by 26% from 1981-1982 levels and to be 75% above the level of two years ago. More than 72% of these stocks will be held in the United States.

From July through October 1982, corn prices fell sharply in anticipation of a record 1982 U.S. feed crop and an extremely burdensome supply situation. At the farm level, U.S. corn prices bottomed out in late October 1982 and rose steadily through November and December. This was largely due to the fact that grain producers were directing much of their marketings directly into the U.S. grain reserve. Even though free market supplies were fairly scarce, however, weak market demand prevented most of this local price strength from being reflected in the futures market during this period.

• 1120

In January, prices rose sharply at both the farm level and in the futures market due to a surge of producer deliveries into the U.S. grain reserve. The large quantity of grain which was thus being isolated from the market gave rise to fears of free market supply tightness by the end of the crop year. By the mid point of the Canadian crop year, the U.S. prices support policies for 1982 crops had favourably re-established themselves as a primary market factor. Proposed 1983 crop price support and output reduction policies also added some market price strength during this period.

[*Traduction*]

1982, et des prix du marché faibles. Pour la deuxième année consécutive, la production céréalière mondiale dépasse considérablement la consommation, et les stocks mondiaux de réserves céréalières ont atteint de nouveaux records. Après avoir atteint un point culminant à la fin de 1980, les prix mondiaux des céréales ont généralement eu tendance à baisser en 1981 et 1982. La récession et la fragilité de plus en plus grandes du système financier mondial ont été en grande partie responsables de la demande d'importation plus faible que prévue, au cours des deux dernières années. La production mondiale record de céréales, pendant les deux campagnes agricoles 1981-1982 et 1982-1983, est donc survenue durant une période commerciale faible. En raison des stocks record et de la faible demande, les producteurs céréaliers ont dû faire face à un marché très mal en point.

Compte tenu de la récolte exceptionnelle de céréales de 1982, et de la détérioration continue de la situation financière mondiale, cette faiblesse du marché céréalier des deux dernières années pourrait bien se poursuivre pendant la campagne agricole 1982-1983.

Pour la deuxième année consécutive, la production céréalière mondiale dépasse considérablement la consommation. Les stocks de réserves mondiaux de céréales secondaires, à la fin de la campagne agricole 1982-1983, sont censés s'accroître de 26 p. 100 par rapport au niveau de 1981-1982, et dépasser de 75 p. 100 les niveaux d'il y a deux ans. Plus de 72 p. 100 de ces stocks seront aux États-Unis.

De juillet à octobre 1982, les prix du mais ont accusé une baisse sensible, en prévision de la production américaine record de céréales fourragères de 1982 et de stocks très élevés. A la ferme, les prix du mais des États-Unis se sont stabilisés au niveau le plus bas, à la fin d'octobre 1982, et ont augmenté constamment en novembre et en décembre. Cette situation était, en grande partie, due au fait que les producteurs de céréales acheminaient une bonne partie de leurs denrées vendables à la réserve céréalière américaine. Même si les approvisionnements du marché libre ont été assez peu abondants, la faible demande du marché a toutefois empêché la majeure partie de cette fermeté des prix locaux de se refléter sur les marchés à terme pendant cette période.

En janvier, cependant, les prix se sont accrus nettement, à la ferme et sur les marchés à terme, par suite d'un bond des livraisons des producteurs dans la réserve céréalière américaine. La quantité considérable de céréales, ainsi soustraite du marché, a suscité des craintes d'un resserrement des stocks du marché libre à la fin de la campagne agricole. Au milieu de la campagne agricole canadienne, les politiques de soutien des prix des États-Unis, pour les récoltes de 1982, sont fermement redevenues un facteur commercial primordial. Le soutien des prix, proposé pour la récolte de 1983, et des politiques de réduction de la production ont aussi favorisé une certaine hausse des prix du marché durant cette période.

[*Text*]

Les politiques américaines, à l'intérieur et à l'exportation, continueront à représenter un grand facteur influant sur le marché céréalier au cours de l'année à venir. Le taux d'adhésion des producteurs aux restrictions sur les superficies cultivées, imposées par les États-Unis, le niveau d'inscriptions à la réserve céréalière et au programme de Paiement en nature, et l'importance du soutien des prix des États-Unis détermineront directement les conditions du marché des céréales américaines. Les ventes à crédit mixte et d'autres types de subventions américaines à l'exportation auront également des répercussions considérables sur la situation du marché mondial des céréales.

Tandis qu'en Amérique du Nord, l'état du marché céréaliser dépend en grande partie des perspectives mondiales, le marché de la viande, au Canada, dépend fortement de la situation nord-américaine. Actuellement, on ne peut pas dire que les perspectives du marché de la viande s'annoncent favorables. L'industrie américaine du porc a commencé à prendre de l'ampleur et l'on peut s'attendre à des approvisionnements de porc plus élevés d'ici la fin de l'année. Bien que les perspectives d'approvisionnement de porc pour l'année 1983 ne soient pas aussi défavorables, si les producteurs de porc des États-Unis continuent à produire davantage, les perspectives pour l'année 1984 ne s'annoncent pas très bonnes.

De plus, tout comme pour les céréales fourragères, le comportement à venir de l'industrie du porc dépendra en grande partie de la situation économique mondiale, tout particulièrement aux États-Unis. Une légère reprise des affaires ne sera pas suffisante pour stimuler une augmentation des prix de la viande. Cette hausse ne se fera seulement qu'en cas d'amélioration spectaculaire de la situation économique mondiale.

Domestic feed-grain market operations: A second successive record grain output in 1982 increased total grain supply availability for the 1982-1983 crop year. However, the record pace of export shipments during the first half of the crop year attracted most of the grain producer deliveries into the commercial elevator system. As a result, open market supplies of prairie feed grains remained low.

Deliveries into the local elevator system for the domestic feed grain market have not been an attractive option since the beginning of the 1981-1982 crop year. Once prairie producers had completed their deliveries to the Canadian Wheat Board for export purposes and their deliveries into the local prairie market, there was very little grain for domestic market deliveries into the commercial elevator system. If Canadian export capacity continues to expand in the year ahead as planned, this situation could become a chronic problem.

With the heavy Canadian Wheat Board export program and relatively good sales within the local prairie market, prairie grain producer deliveries into the commercial elevator system did not generate sufficient supplies to meet market needs in the first half of 1982-1983. As a result, Canadian Wheat Board formula price sales into the domestic market accounted

[*Translation*]

U.S. domestic and export policies will continue to be a major grain market influence in the year ahead. The rate of producers' compliance to U.S. acreage restrictions, the level of entry into the grain reserve and the payment in kind program and U.S. price support levels will directly determine U.S. grain market conditions. Blended credit sales and other types of U.S. export subsidies will also have a significant impact on the global grain market situation.

Whereas grain market conditions in North America are largely dependent on the global outlook, the meat market in Canada is heavily dependent on the North American situation. At present, it cannot be said that the meat market outlook is all that positive. The U.S. hog industry has begun to expand and higher pork supplies are expected during the remainder of the year. Although the 1983 pork supply outlook is not all that onerous, if U.S. hog producers continue to expand, the 1984 outlook will not be very good.

In addition, as with grain, the projected health of the meat industry will be heavily dependent on the general global and North American economic situation. A mild recovery will not be sufficient to stimulate higher meat prices. This will occur only if there is a dramatic improvement in the general economic situation.

La récolte céréalière record, enregistrée en 1982 pour la deuxième année consécutive, a donné lieu à une augmentation de l'offre céréalière totale pour la campagne agricole de 1982-1983. Toutefois, le rythme sans précédent des livraisons à l'exportation, pendant le premier semestre de la campagne agricole, a attiré la plus grande partie des livraisons des céréaliculteurs dans le réseau de silos commerciaux. En conséquence, les approvisionnements du marché libre des céréales fourragères des Prairies sont demeurés faibles.

Depuis le début de la campagne agricole de 1981-1982, les livraisons au réseau de silos locaux, destinées au marché intérieur des céréales fourragères, ne représentent pas une option intéressante. Une fois les livraisons des céréaliculteurs des Prairies faites à la Commission canadienne du blé, à des fins d'exportation, et au marché local de la région, il restait, dans le réseau de silos commerciaux, très peu de céréales à livrer sur le marché national. Si le potentiel canadien d'exportation continue d'augmenter de la façon prévue dans l'année qui vient, la situation pourrait devenir un problème chronique.

Compte tenu du programme d'exportation élevé de la Commission canadienne du blé et des ventes relativement bonnes sur le marché local des Prairies, les livraisons des céréaliculteurs de cette région au réseau de silos commerciaux n'ont pas été suffisamment abondantes pour répondre à la demande du marché pendant le premier semestre de 1982-

[*Texte*]

for roughly half of total prairie domestic feed grain marketings from the elevator system. Feed grain users in eastern Canada continued to turn more towards local production, Ontario corn, and U.S. corn to meet their needs.

Total freight-assisted shipments of Canadian feed grain dropped almost 200,000 tonnes from last year's levels, and totalled 843,000 tonnes for the first six months of the 1982-83 crop year. Total expenditures dropped from $8.016 million in the first half of 1981-1982 to $6.845 million in the first half of 1982-1983. The largest decline in shipments occurred in Quebec, with a drop of 132,000 tonnes. Shipments into British Columbia also dropped by 60,000 tonnes from year-earlier levels.

These changes continued the trend of recent years, where there has been a decline in total freight assisted shipments into the eligible regions of eastern Canada. Concurrent with this development, freight assisted shipments of eastern corn into other regions of eastern Canada have increased during this period, replacing prairie feed grains. The level of freight-assisted movement of grains of western Canadian origin into eastern Canada has dropped from 1.6 million tonnes in 1979-1980 to 1.4 million tonnes in 1980-1981, 1.163 million tonnes in 1981-1982, and to 486,000 tonnes in the first half of the current crop year. If current trends continue through the final six months of the crop year, prairie grain and grain product shipments into eastern Canada could drop below one million tonnes.

• 1125

Activités de l'Office: Par ses activités, l'Office vise à répondre aux objectifs de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, relativement aux approvisionnements, à l'entreposage, au transport et à une stabilité raisonnable, ainsi qu'à une péréquation équitable des prix des céréales fourragères. On peut encore mentionner l'application du Programme d'aide au transport des céréales fourragères. Ce programme, en plus de servir à accroître la consommation intérieure de céréales canadiennes, continue d'être d'une importance primordiale pour les éleveurs de bétail dans les régions où il s'applique encore, lesquelles régions se caractérisent par une hausse du coût de production.

On prévoit que durant l'année financière 1982-1983, les versements faits dans le cadre de ce programme s'élèveront à 14 millions de dollars, contre 15.1 millions de dollars l'année précédente. Cela reflète le plafonnement du nombre de sujets ainsi que la production céréalière locale dans les zones admissibles.

L'Office met en oeuvre, de concert avec Agriculture Canada, le Programme local de sécurité des approvisionne-

[*Traduction*]

1983. En conséquence, les ventes de la Commission canadienne du blé au prix de la formule, sur le marché national, ont représenté à peu près la moitié de la totalité des ventes de céréales fourragères des Prairies destinées au marché intérieur, à partir du réseau de silos. Dans l'Est canadien, les utilisateurs de céréales fourragères ont continué de s'alimenter davantage en produits locaux, en mais ontarien et en mais américain, pour combler leurs besoins.

Le total des expéditions subventionnées de céréales fourragères canadiennes a baissé de presque 200,000 tonnes par rapport au niveau de l'année dernière, pour atteindre 843,000 tonnes pour les six premiers mois de la campagne 1982-1983. Les dépenses totales sont passées de $8,016 millions pendant le premier semestre de 1981-1982 à $6,845 millions pendant le premier semestre 1982-1983. La baisse des livraisons la plus importante, qui se monte à 132,000 tonnes, a été enregistrée au Québec. Des livraisons à destination de la Colombie-Britannique ont également baissé de 60,000 tonnes par rapport au niveau de l'année précédente.

Ces changements ont maintenu la tendance à la baisse enregistrée ces dernières années, des expéditions subventionnées totales à destination des régions de l'Est canadien admissibles au programme d'aide. En même temps, les expéditions subventionnées de mais de l'est vers d'autres endroits de cette région ont augmenté pendant cette période, remplaçant celles des céréales fourragères des Prairies. Le niveau des expéditions céréalières subventionnées de l'ouest canadien vers l'est est passé de 1.6 million de tonnes en 1979-1981 à 1.4 million de tonnes en 1980-1981, à 1.63 million de tonnes en 1981-1982 et à 486,000 tonnes au cours du premier semestre de la présente campagne agricole. Si la tendance actuelle se maintient jusqu'à la fin du second semestre de la campagne, les expéditions de céréales fourragères et de produits céréaliers des Prairies vers l'est canadien pourraient passer à moins de 1 million de tonnes.

Activities of the Board: The activities of the Board are centered around the objectives of the Lifestock Feed Assistance Act concerning supply, storage, transportation and reasonable stability as well as fair equalization of feed grain prices. This includes the administration of the Feed Freight Assistance Program. This program, aside from being useful in increasing the domestic utilization of Canadian grains, continues to be of major importance to livestock producers in the areas where it still applies, which are characterized by a higher cost of production.

Actual 1982-1983 fiscal year payments under the Feed Freight Assistance Program are expected to total $14 million versus $15.1 million a year earlier. This reflected a levelling of livestock numbers and local grain production in the eligible zones.

The Board has been administering, in collaboration with agriculture Canada, the local feed grain security program

[*Text*]

ments en céréales fourragères, qui procure de l'aide aux fabriques d'aliments du bétail afin d'encourager l'agrandissement de leurs installations d'entreposage des céréales dans les régions déficitaires de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique. Les deux programmes de silos intérieurs, par l'entremise desquels des subventions sont accordées en vue de l'aménagement de nouveaux silos intérieurs ou de l'accroissement de la capacité de ceux qui existent déjà, ou encore les deux, sont mis en oeuvre par Agriculture Canada de concert avec l'Office. Cependant, depuis le 1er avril 1979, les trois programmes d'entreposage sont mis en oeuvre par l'Office des provendes du Canada, en collaboration avec Agriculture Canada. À cette fin, on a procédé à la création d'un Comité d'approbation ayant à sa tête le président de l'Office des provendes du Canada et composé d'un nombre égal de représentants de l'Office et d'Agriculture Canada.

Il y a des statistiques qui suivent, au tableau I.

Table I, applications for assistance under the two inland elevator programs approved up to the end of fiscal 1982-1983 by province. There you have the number of applications, the increased storage capacity, and the total amount of assistance provided.

Plus loin, vous avez le tableau des demandes approuvées aux termes du Programme de sécurité des approvisionnements locaux en céréales fourragères. On pourra revenir là-dessus plus tard si vous le voulez.

The two major benefits of these three programs are: first, the increased storage capacity in the deficit regions enhances local feed grain supply security and effectively creates a local grain reserve in the immediate area where it would be needed in the event of a supply disruption; and second, the stimulation of additional capacity is enhancing the competitive structure of the industry with all of the beneficial spin-off effects, such as more efficient use of resources, increased services to both producer and user, and a general strengthening of this weak link in the chain of grain distribution in Canada.

Through its monitoring and information activities, the board continues to provide to a growing clientele a steady flow of current data on the domestic feed grain market situation. The principal means of disseminating this information is, since we have cancelled the *Weekly Feed Grain Market Report*, by the board's bi-weekly publication entitled *Grain Facts* and by periodic reviews of the domestic feed grain market, which are still there. The board has received and continues to receive compliments on its information services.

In the recent past, the Minister of Agriculture has expressed a desire to see the Livestock Feed Board of Canada intensify its role in keeping Canadian agricultural producers well informed on matters pertaining to the feed grain market. In compliance with this guideline, the Livestock Feed Board of Canada filled the position of director of information in January 1982. In the fall of 1982, the information service was incorporated into the operational plan of the board, and a

[*Translation*]

which provides assistance to feed mills to encourage expansion of their grain storage facilities in grain deficient areas of eastern Canada and British Columbia. The two inland elevator programs which provide grants for construction on new inland elevators and/or the expansion of existing ones have been administered by Agriculture Canada in collaboration with this Board. However, as of April 1, 1979, all three storage programs are administered by the Livestock Feed Board of Canada in collaboration with Agriculture Canada. To this end, an approval committee has been formed made up of three representatives each from this board and agriculture Canada. The chairman of the Livestock Feed Board of Canada chairs this committee.

Statistics on these programs are included in tables 1.

Demande d'aide approuvée aux termes des programmes d'aide aux silos intérieurs jusqu'à la fin de la campagne agricole 1981-1982 par province. Vous trouverez dans ce tableau le nombre de demandes, la capacité supplémentaire d'emmagasinage, et le montant total des subventions accordées.

A bit further, you have another table entitled Application for Assistance and "Local Feed Grain Security Program" approved up to the end of fiscal 1982-1983 by a province. We could discuss that table later on if you so desire.

Les deux principaux avantages de ces trois programmes sont les suivants: premièrement, la capacité accrue de stockage dans les régions déficitaires augmente la sécurité des approvisionnements locaux en céréales fourragères et crée réellement une réserve locale de céréales dans la région immédiate où elle serait nécessaire en cas de perturbation de l'offre; et deuxièmement l'encouragement à accroître la capacité d'entreposage améliore la structure compétitive de l'industrie avec tous les avantages qui en découlent, notamment: l'utilisation plus efficace des ressources, l'accroissement des services tant au au producteur qu'à l'utilisateur, et un renforcement général de ce faible maillon du circuit de distribution des céréales au Canada.

Par le contrôle et l'information, l'Office continue d'assurer à une clientèle croissante, une circulation soutenue de données actuelles sur la situation du marché intérieur des céréales fourragères. L'Office diffuse ces renseignements dans le «Rapport hebdomadaire du marché des céréales fourragères», dans la publication bimensuelle intitulée «Chronique des grains» et dans des études périodiques du marché intérieur des céréales fourragères. L'Office a reçu et continue de recevoir des éloges pour ses services d'information.

Récemment, le ministre de l'Agriculture a exprimé le désir de voir l'Office des provendes du Canada intensifier son rôle au chapitre de l'information afin que les producteurs agricoles puissent suivre davantage et de façon plus efficace l'évolution du marché des céréales fourragères. Conformément à cette directive, l'Office des provendes du Canada a comblé le poste de directeur de l'information en janvier 1982, et en automne 1982, le service de l'information a été incorporé dans le plan

[*Texte*]

communications addendum, stating the objectives of the service and its 1983-1984 budget, was presented and approved by the Treasury Board.

In January 1983, the Livestock Feed Board of Canada mandated a consultant to identify an office automation plan that would, among other objectives, allow the board to intensify its information-related activities through the transition from traditional to electronic methods of information dissemination. We got the report yesterday, but the board did not have time to look at it in detail. In February 1983, an information officer was hired to assist the director in his duties.

• 1130

Le service des transports de l'Office continue de jouer un rôle actif dans les négociations relatives aux tarifs ferroviaires entre les représentants d'organismes agricoles, d'associations professionnelles et des sociétés ferroviaires. Ces rencontres à propos des tarifs se tiennent chaque année à Toronto, Montréal, Moncton et Vancouver. Des réunions spéciales ont eu lieu également avec les représentants des chemins de fer afin d'étudier la disponibilité de wagons-trémies et de wagons couverts pour le transport de céréales fourragères des Prairies et du maïs ontarien.

Dépenses de fonctionnement: Nous prévoyons maintenant que nos dépenses encourues pour l'exercice qui se terminera le 31 mars courant, dans quelques jours, totaliseront $1,121,000. Ce montant est de 8.3 p. 100 supérieur à celui de l'année précédente.

L'augmentation de nos dépenses de fonctionnement pour l'exercice 1983-1984 telle que rapportée à la page 2.59 du Livre bleu peut être répartie de la façon suivante:

—Ressources additionnelles requises pour moderniser et accroître notre service d'information—$160,000

—Provision pour tenir compte de l'inflation—$116,000

—Utilisation accrue de nos années-personnes autorisées et de nos ressources financières prévues pour l'année 1983-1984—$132,000, soit un total de $408,000.

As mentioned previously, the board is intensifying its role in keeping Canadian agricultural producers well informed on matters pertaining to the feed grain market. Treasury Board has accepted the funding of such an expansion, including the authority to hire one additional employee for that purpose. The new funds have principally been assigned to personnel, transportation and communication, to information, and finally, to capital to cover the expected costs of mechanization for the gathering, processing, retrieving, and publishing timely and accurate information.

The provision for inflation includes anticipated salary settlements for 1983-1984, which was calculated in accordance with the public sector Compensation Restraint Act, Bill C-124. Also included in the provision for inflation is an expected increase in the cost of other goods and services, which

[*Traduction*]

des activités majeures de l'Office. Un rapport sur les communications décrivant les objectifs du service ainsi que le contenu de son budget pour l'année financière 1983-1984, a été soumis et approuvé par le Conseil du Trésor.

En janvier 1983, l'Office des provendes du Canada a donné à une entreprise de gestion le mandat de définir un plan d'organisation interne basé sur la bureautique, et qui permettrait en outre d'augmenter la capacité de traitement et la diffusion d'information grâce aux moyens technologiques appropriés. Le rapport de l'entreprise nous a été remis hier, mais l'Office n'a pas eu le temps de l'étudier en détail. En février 1983 un agent d'information a été recruté et nommé pour seconder le directeur dans ses fonctions.

The transportation department of the board continues to play an active role in the rail rate negotiations between representatives of farm organizations, trade associations and the railways. These rates meetings are held each year in Toronto, Montreal, Moncton and Vancouver. Special meetings were also held with railways representatives to discuss availability of hopper and box cars for the movement of domestic prairie feed grains and the Ontario corn crop.

Operating expenditures: It is now forecast that our 1982-83 operating expenditures will amount to $1,121,000. That amount represents an increase of 8.3 per cent over the previous year's expenditure level.

The increase in our operating expenditures for 1983-1984 reflected in the blue book is made up as follows:

—New funds obtained to expand our information capabilities—$160,000.

—Provision for inflation—$116,000.

—Expected increase in the number of person-years and other financial resources utilized in 1983-84—$132,000, for a grand total of $408,000.

Tel qu'indiqué plus haut, l'office amplifiera son rôle en tenant les producteurs agricoles bien au fait des développements se rapportant au marché des céréales fourragères. Le Conseil du Trésor a accepté de consacrer une somme additionnelle à cette activité, notamment le Conseil du Trésor nous a autorisé à recruter un agent supplémentaire à cet égard. Ces fonds supplémentaires serviront principalement à financer les besoins suivants: personnel, transport et communication, information et capital en prévision de l'automatisation de nos méthodes: cueillette, traitement et publication rapide et précise des données destinées à notre public.

Dans les calculs que nous avons faits pour déterminer l'inflation, nous avons pris en compte l'augmentation des salaires prévus pour l'exercice 1983-1984, conformément à la Loi sur les restrictions salariales du secteur public, le Bill C-124. Le montant global se rapportant à l'inflation prend également en compte l'augmentation des prix des autres biens

[*Text*]

was also calculated in accordance with Treasury Board's directives.

L'Office s'attend à utiliser les 25 années-personnes qu'on lui autorise pour 1983-1984. Nous croyons également que nous ferons usage des autres ressources financières prévues pour le bon fonctionnement de notre organisme. Au cours de l'année 1982-1983 qui se termine, nous avons comblé seulement 22 des 24 postes mis à notre disposition.

With these remarks, Madam Chairman, we are now inviting any discussion or questions, which we will do our best to answer. If we do not have the information right on the spot, we will insure that it will be made available to all the members of your committee, Madam Chairman, as we did in past years.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Perreault.

Je voudrais signaler aux membres du Comité que M. le ministre de l'Agriculture s'est joint à nous pendant que M. Perreault nous faisait part de ses commentaires.

Do you have some comments, Mr. Whelan?

Mr. Whelan: No.

Le président: M. le ministre n'ayant pas de commentaires à faire à la suite de la déclaration de M. Perreault, je commence la période de questions avec M. McCain. Je vous rappelle qu'au premier tour, c'est 10 minutes, questions et réponses, et par la suite cinq minutes.

Monsieur McCain, vous avez la parole.

Mr. McCain: Madam Chairman, I want to thank Mr. Perreault for his introductory remarks, and welcome them here as witnesses at the committee. I think he has given us a very proper and informative structure in his paper. I do want to draw attention particularly to one sentence on page four. It is the first time I have seen in print or heard uttered the statement that "the program, aside from being useful in increasing the domestic utilization of Canadian grains . . . " That is certainly the original intention of the Livestock Assistance Act and the Feed Freight Assistance Program, for increased utilization of Canadian grains, and it did contribute to the problem which the minister is now experiencing, namely the problem of hassling with the Feed Freight Assistance Program and trying to encourage the production of more eastern grain. That of course would reduce the expense of government to transport western grain to eastern Canada.

I do not know whether Mr. Mair would agree with me or not, but it is always the opinion of my family that when the Feed Freight Assistance Program initially was introduced it was in fact to consume more western grain rather than, initially, to help the livestock industry in eastern Canada.

[*Translation*]

et services. Ces calculs ont été faits selon les normes du secrétariat du Conseil du Trésor.

The board expects to make full use of its 25 authorized person-years in 1983-1984 along with the utilization of all other financial resources sought in this exercise. In 1982-1983 two of its 24 person-years were not utilized.

En conclusion, madame le président, nous sommes prêts maintenant à répondre de notre mieux à toutes les questions qu'on voudra bien nous poser. Si nous n'avons pas les renseignements qu'on nous demande, nous les obtiendrons pour que tous les membres du Comité puissent en prendre connaissance, comme nous l'avons fait lors des années passées.

The Chairman: Thank you, Mr. Perreault.

I would like to tell the members of the committee that the Minister of Agriculture arrived while Mr. Perreault was talking.

Monsieur Whelan, est-ce que vous avez des commentaires à faire?

M. Whelan: Non.

The Chairman: It being understood the minister does not want to make any comment following Mr. Perreault's speech, I would like to start the question period with Mr. McCain. Let me remind you that for the first round you have 10 minutes, questions and answers, and afterwards five minutes each.

Mr. McCain, you have the floor.

M. McCain: Madame le président, je voudrais remercier M. Perreault du mémoire qu'il vient de nous lire et je voudrais également souhaiter à tous les témoins la bienvenue au Comité. M. Perreault nous a fait un exposé très bien structuré et plein de renseignements. Je voudrais cependant attirer l'attention du Comité sur une phrase qui se trouve à la page 4. C'est la première fois que je vois écrit noir sur blanc ou que j'entends dire que le «programme, en plus d'être utile et de permettre de plus en plus l'utilisation des céréales canadiennes au Canada . . . » C'est certainement l'objectif visé par la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme ainsi que par le Programme d'aide au transport des céréales fourragères, qui consiste à augmenter l'utilisation des céréales fourragères canadiennes, et qui a contribué au problème rencontré actuellement par le ministre à l'heure actuelle, c'est-à-dire l'obligation où il est de manipuler le Programme d'aide au transport des céréales fourragères et d'essayer de favoriser une production plus grande de céréales dans l'est. Bien entendu, cela permettrait de diminuer les dépenses du gouvernement si l'on pouvait transporter les céréales de l'ouest vers l'est.

Je ne sais pas si M. Mair serait d'accord avec moi, mais ma famille a toujours été d'avis que lorsque le Programme d'aide au transport des céréales fourragères a été lancé, c'était en fait pour augmenter la consommation de céréales de l'Ouest plutôt que d'aider les éleveurs de bétail de l'Est du Canada.

[*Texte*]

• 1135

What it did, of course, was reduce the opportunity or the viability of the production of grain in eastern Canada, and that has deteriorated on an historic basis very, very seriously, because I think you will find that the livestock population of all kinds of livestock in the 1930s in eastern Canada was larger than it is today, particularly since a lot of the work was still being done by horses and you had to feed them along with the cattle, the pigs, and the little chicken flocks that were around on every farmyard. Now we have reached the place where we find ourselves in a bit of a bind, inasmuch as freight rates have increased faster than the feed freight assistance.

The objective of the initial feed freight assistance program was to make poultry, meat and egg production competitive with the production in the west. As a result of the slackening of the interest of the government in the provision of feed freight assistance, we now find we do not have an opportunity to produce meat and poultry products at competitive rates if the normal market trends were allowed to prevail. Now this, along with the proposed change in the Crow rate, is giving feeders in Atlantic Canada some rather serious concern that, though the impact may not be major, it will be important as to the cost of poultry and meat products in Atlantic Canada.

Have you, by any chance, given any consideration to the impact of the Crow rate, coupled with proposed freight increases, which are inevitable this year, on the poultry and livestock industry of Atlantic Canada?

Hon. Eugene Whelan (Minister of Agriculture): Madam Chairman, I would just say one thing first, that if you remember the history of feed freight assistance, it was not exactly as the hon. member says. It was mainly started to make pork available for Britain. The main idea was to encourage production of pork products in eastern Canada. It was to be a temporary program; it was not to be a permanent program. It started during the wartime and it continued for approximately 40 years, or over 40 years at the present time, so it has become a rather permanent program.

Dr. Perreault can give you the information on the price of feed grain, et cetera, across Canada in the different regions, Madam Chairman, and add any other input that he thinks is necessary to answer Mr. McCain.

Mr. Perreault: Thank you, Mr. Whelan. I agree with the statement made. I just want to make some other remarks that will not contradict what you said, Mr. Whelan. It is true that the program was originated during the war, but it is also true that it was thought of before the war.

Mr. McCain: Right.

Mr. Perreault: There was at the time—and I refer to Waldo Walsh from your area—and Maritime co-ops at the time had written a special bulletin on this, and there was Mr. Chagnon

[*Traduction*]

Cela a eu pour effet, bien entendu, de diminuer les possibilités de production des céréales dans l'Est du Canada, production qui s'est détériorée considérablement au fil des ans. En effet, les statistiques montrent que la population de tous genres de bétail dans l'Est du Canada était supérieure pendant les années 1930 à ce qu'elle est aujourd'hui. Ceci est surtout attribuable au fait que l'on utilisait encore beaucoup les chevaux à cette époque et il fallait les nourrir, en plus du bétail, des porcs et des quelques poules que l'on voyait dans presque toutes les fermes. Nous avons maintenant un problème parce que les taux de transport des marchandises ont augmenté plus rapidement que le taux d'aide au transport des provendes.

Le premier programme d'aide au transport des provendes avait pour but d'encourager la concurrence avec l'Ouest au niveau de la production de la volaille, de la viande et des oeufs. La réduction de l'aide fournie par le gouvernement au titre du transport de la provende nous empêche de produire de la viande et de la volaille à des taux concurrentiels si on laisse les tendances normales du marché suivre leur cours. Par conséquent, cette attitude du gouvernement, liée au changement que l'on propose d'apporter au taux du Pas du Nid du corbeau inquiète les engraisseurs des provinces de l'Atlantique, qui estiment que même si les répercussions ne sont pas trop graves, ces mesures auront une incidence importante sur le coût des produits de la volaille et de la viande dans cette région.

Avez-vous songé aux répercussions que le taux du Pas du Nid du corbeau et les augmentations éventuelles du transport des marchandises, qui semblent inévitables cette année, pourraient avoir sur l'industrie de la volaille et du bétail dans les provinces de l'Atlantique?

Hon. Eugene Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le président, l'honorable député semble ne pas très bien connaître l'histoire du programme d'aide au transport des provendes. Ce programme avait été mis sur pied surtout dans le but d'exporter les produits du porc vers la Grande-Bretagne. L'objectif principal était d'encourager la production du porc dans l'Est du Canada. C'était un programme temporaire, et non permanent. Il a été mis sur pied pendant la guerre et s'est prolongé pendant 40 ans et plus, de sorte qu'il a fini par être considéré comme un programme permanent.

M. Perreault pourra vous donner des renseignements sur le prix des provendes dans les diverses régions du Canada et fournir les autres renseignements qu'il juge utiles pour répondre à M. McCain.

M. Perreault: Merci, monsieur Whelan. J'approuve ce que vous venez de dire. Je voudrais simplement ajouter quelques détails qui ne vous contredisent en rien, monsieur Whelan. Il est vrai que ce programme a été mis sur pied pendant la guerre, mais il est également vrai que l'on y avait songé avant la guerre.

M. McCain: C'est exact.

M. Perreault: Je pense en particulier à Waldo Walsh de notre région et à une coopérative des Maritimes de cette époque qui avait exigé un bulletin spécial sur cette question.

[*Text*]

of Quebec who was assistant deputy-minister. I am referring to the time before the war, and the idea was, as you said, to send the western grains from the west to the east, because it was more costly for the Maritimers to get the grain from the west than from South Africa and all that.

What you said about preparing the program for the war is exactly true for the all-grain markets, and so on. It is not true also that this program was limited mainly to the western grains. I remember that there was a special committee before we got our board established, and Mr. Whelan was a member at the time, and they insisted that the problem of Ontario be recognized also. It is also true that there was a subsidy in the movement of Ontario corn to the Maritime provinces right in 1968. So the whole thing was to look at the whole of Canada—two of the places where lots of grain was grown. Ontario was growing more grain; at the time, you know, it is even growing much more. Another thing, too, is that as far as this board is concerned, we have always recognized that grain should be grown where it is economically possible to grow the grain.

Now, I know why you raise your question: you are thinking about a new approach in the Maritime provinces—what to do with feed freight assistance. The only thing I can answer on that is that at the board we are making an objective study to see whether or not the method of payment should be transformed with respect to feed freight assistance.

• 1140

I say, all in all, it has been a good program. It is actually good for British Columbia; it is actually good for the Maritime provinces. It is probably one of the only policies very appropriate to the Maritimes that we have right now as such. It is good for the remote areas of Quebec, where the cost of production is pretty high. That is what we are trying to do.

It is also good to get rid of part of the surplus at times from Ontario, from the movement of Ontario corn to the Maritime provinces, to Newfoundland and a little bit to Quebec. It is good in that sense; and it is not that costly, when you look at the figures. What is it, $14 million or $15 million a year?

So whoever would advocate the elimination of this program would do some obnoxious effects to the parts of Canada I have mentioned, like B.C., the Maritimes, Newfoundland, and a little part of Quebec, and also the Ontario movement to the Maritimes, parts of Quebec and Newfoundland. That is about the size of it, where it is now.

Mr. McCain: Yes, I agree. Your brief history certainly was conceived before the war, and it was certainly promoted and activated to a greater extent during the war for exactly the reasons the minister has mentioned. But the conception was prior to World War II. I am not sure it was not in place before World War II.

[*Translation*]

M. Chagnon du Québec était alors sous-ministre adjoint. Je vous reporte à la période de l'avant-guerre. Comme vous l'avez dit, le but de ce programme était d'envoyer des céréales de l'Ouest vers l'Est, car il coûtait plus cher aux Maritimes d'obtenir des céréales de l'Ouest que d'Afrique du Sud, par exemple.

Vous avez entièrement raison pour ce qui concerne l'élaboration de ce programme pendant la guerre au niveau des marchés de céréales. Il n'est cependant pas vrai que ce programme se limitait aux céréales de l'Ouest. Un comité spécial existait même avant que notre office soit mis sur pied et M. Whelan en était membre. Ce comité avait insisté pour que l'on tienne également compte du problème de l'Ontario. Il est également vrai que le transport du maïs de l'Ontario vers les Maritimes était subventionné en 1968. Il fallait donc étudier le Canada dans son ensemble—deux régions produisaient beaucoup de céréales. L'Ontario en produisait beaucoup, à cette époque, et en produit encore plus. L'Office cependant a toujours été d'avis qu'il était préférable de faire pousser des céréales là où c'était le plus rentable.

Je sais pourquoi vous avez soulevé cette question: Vous pensez à une nouvelle approche pour les provinces maritimes—que faire du Programme d'aide au transport des provendes. La seule réponse que je puisse vous donner, c'est que l'Office effectue à l'heure actuelle une étude de ces divers objectifs pour déterminer s'il convient de changer ces méthodes de paiement dans le cadre du Programme d'aide au transport des provendes.

A tout bien considérer, ce programme s'est avéré fort utile. Il a profité tant à la Colombie-Britannique qu'aux provinces Maritimes. C'est peut-être même l'une des seules politiques que nous ayons à l'heure actuelle qui profite aux Maritimes. Ce programme est bon pour les régions éloignées du Québec où le coût de production est relativement élevé. C'est ce que nous essayons de faire.

Il permet d'autre part de se débarrasser d'une partie du surplus de l'Ontario; je veux parler du transport de maïs de l'Ontario aux provinces Maritimes, à Terre-Neuve et à certaines régions du Québec. Le programme est rentable en ce sens, et il ne coûte pas très cher si l'on tient compte des chiffres. Qu'en est-il, $14 ou $15 millions par année?

Ceux qui en préconisent la suppression ne semblent pas tenir compte de l'incidence négative que cette mesure aurait sur certaines régions que j'ai déjà mentionnées, comme la Colombie-Britannique, les Maritimes, Terre-Neuve et certaines régions du Québec. Les expéditions de céréales de l'Ontario vers les Maritimes, certaines régions du Québec et Terre-Neuve seraient également affectées. C'est à peu près la situation à l'heure actuelle.

M. McCain: Je suis d'accord. Ce programme a été conçu avant la guerre et développé pendant la guerre pour les raisons que vient de mentionner le ministre. Mais n'oublions pas qu'il a été élaboré avant la guerre. Je ne sais pas cependant s'il a été instauré à ce moment-là.

[*Texte*]

Mr. Whelan: It was not started, Madam Chairman, until the war.

Mr. Perreault: That is right.

Mr. McCain: Well, that was coincidence. It would have started regardless, I think, Mr. Minister, under the plans that were in existence. I think history will show you what was . . .

Mr. Whelan: History will show I am right.

Mr. McCain: The activity of the Maritime Co-operative Services—I believe that was their name at that time—was certainly headed in this direction.

Now, the date of its beginning is perhaps argumentative, but not very consequential, actually. It is now the impact it has and the fact that the feed freight assistance has not kept pace with grain prices and freight costs. Therefore, we have the social problem occurring: What do we now do with a livestock industry which is no longer competitive on a national basis, which was the basis for the Feed Freight Assistance Program initially? I have always said the City of Halifax . . . Winnipeg pork, for instance, can be delivered to Halifax at less than the cost of production in Nova Scotia.

Now, if freight rates continue to incline and the impact of feed freight assistance continues to decline, the problem of the existence of a pork/beef industry in Atlantic Canada is very, very problematical. This is what I hope the Canadian Livestock Feed Board would address in cold, hard facts. As you may know, Mr. Minister, I believe there are people in Ottawa today discussing this problem of feeding in Atlantic Canada, and I think it has to be addressed very, very carefully.

Maybe we have had what one might call an artificial feeding program in Atlantic Canada as a result of the feed freight assistance; but if it declines in importance and if the proposed Crow rate change makes any additional impact on feed costs in Atlantic Canada, we are not looking at a healthy situation. That applies to eastern Quebec as well, as the chairman has so carefully pointed out.

So, Madam Chairman, I am going to make a proposal to the minister, which I have made for a little over 30 years as of today; namely, to encourage grain production in Atlantic Canada.

First, there should be, on a declining basis, a subsidy for the movement of that grain.

Second, the movement of grain for freight rates in Atlantic Canada on a ton-mile basis should be comparable to the cost of moving grain by rail in the rest of Canada. It certainly is exorbitant relative to the movement of the Ontario corn eastward.

Third—and this I have said here for over 10 years—we just have to have the introduction of grain varieties which are viable by virtue of yield and price, and we do not have them in eastern Quebec or Atlantic Canada. Now, these varieties

[*Traduction*]

M. Whelan: Il n'a été instauré, madame le président, que pendant la guerre.

M. Perreault: C'est exact.

M. McCain: Mais c'était le hasard. Il aurait été mis sur pied sans égard à la situation, monsieur le ministre, selon le projet de l'époque. Je pense que l'histoire montrera que . . .

M. Whelan: L'histoire montre que j'ai raison.

M. McCain: Les activités des services coopératifs des Maritimes . . . je pense que c'était le nom utilisé à l'époque—semblaient bien suivre cette voie.

La date du début du programme est peut-être discutable, mais cela ne pose pas de grand problème. Notre problème à l'heure actuelle est plutôt fait que l'aide au transport des provendes est inférieure aux augmentations du prix des céréales et du coût du transport. Il en est découlé un problème d'ordre social. En effet, que peut-on faire pour l'industrie du bétail qui n'est plus concurrentielle à l'échelle nationale, tandis que c'était justement la raison pour laquelle nous avions mis sur pied le programme d'aide au transport des provendes? J'ai toujours dit que la ville de Halifax . . . Le porc de Winnipeg, par exemple peut être livré à Halifax à un coût inférieur au coût de la production en Nouvelle-Écosse.

Si le taux du transport continue d'augmenter et l'aide au transport des provendes, de baisser, l'existence même de l'industrie du porc et du boeuf dans les provinces de l'Atlantique sera remise en question. J'espère que l'Office canadien des provendes tiendra compte de ces faits. Vous savez sans doute, monsieur le ministre, que la question de l'engraissement dans les provinces de l'Atlantique fait l'objet de discussions à Ottawa ces jours-ci et je ne peux que recommander la plus grande circonspection.

Il se peut que l'on ait eu un programme artificiel d'engraissement dans les provinces de l'Atlantique par suite de l'application de cette aide au transport des provendes, mais si cette aide est réduite et si les changements au taux du Pas du Nid du corbeau ont une incidence supplémentaire sur le coût des provendes dans les provinces de l'Atlantique, la situation risque de s'aggraver terriblement. Ceci vaut également pour l'est du Québec, comme le président l'a mentionné.

Je vais donc faire une suggestion au ministre. Je vais lui répéter ce que je lui ai dit il y a un peu plus de 30 ans: à savoir, il faut encourager la production des céréales dans les provinces de l'Atlantique.

Premièrement, le transport de ces céréales devrait être subventionné sur une base décroissante.

Deuxièmement, les taux de transport des céréales dans les provinces de l'Atlantique devraient être calculés sur une base de tonne au mille comparable au coût du transport des céréales par voie ferrée dans le reste du Canada. Le coût en est exhorbitant comparativement au transport du mais de l'Ontario vers l'Est.

Troisièmement, et je le répète depuis plus de dix ans, nous avons absolument besoin de variétés de céréales rentables tant par leur rendement que par leur prix, car nous n'en avons pas dans l'est du Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Ces

[*Text*]

either have to come from abroad on the plant breeders' rights basis, or we have to develop them. I think, initially, we must go the plant breeders' rights route to get the varieties of grain which are growing in European climates, which are certainly comparable with P.E.I. and southern New Brunswick, if not with northern New Brunswick. They will grow, they will yield; we must have them, under the declining impact of feed freight assistance if grain is to be a viable crop of Atlantic Canada.

• 1145

Mr. Perreault: Could you repeat the first two parts, because I was looking for figures at the same time? I am sorry.

Mr. McCain: Number one: There should be an application of subsidy for the movement of grain within Atlantic Canada, because the subsidy on Ontario corn to Atlantic Canada surely does not encourage the production of additional corn in Atlantic Canada. It just does not encourage it.

Number two: The rates for the movement of grain by rail within Atlantic Canada should be compared with the rates for moving grain in Ontario and the west and they should be comparable on a ton-mile basis; we should not be penalized by a combination rate. There is no combination rate on the movement of grain from the west to the east, but there is a horrible surcharge for a combination CP-CN rate within Atlantic Canada. Mr. Mair, I am sure, will confirm that. It has been in existence for a long while. These three factors might even eliminate the necessity of the feed freight assistance, if properly in place for a long enough period of time.

Mr. Perreault: On your first part, the subsidy within the Atlantic area, and so on, we have looked at the situation and we have found it very difficult from an administrative point of view really to have an intra-subsidy within the maritime provinces. We even received, at one time, a request to have it within P.E.I., and we received one from P.E.I. to New Brunswick. I know you are talking about corn this time.

Mr. McCain: All grains.

Mr. Perreault: We have also received a request—not we, the minister did—and we provided some answers for that, for Quebec to have a subsidy on corn within Quebec, and so on. So we find it is getting very difficult to administer a subsidy in that sense.

The other thing to remember is that overall you still have a feed deficit, and that is what we said to the Quebec people at the time. The provinces have a deficit—I am taking the whole of the Maritimes as one area; you have the same thing over there, except for P.E.I. at times. So, from the point of view of strict administration, it is a very difficult thing. What we were afraid of was that there would be a deterioration of the subsidy if we were to segregate too much in that policy.

The second thing, the rates on a ton basis: It depends on what you mean, and Gus is much more familiar with some of

[*Translation*]

variétés peuvent venir soit de l'étranger dans le respect des droits des optenteurs ou nous devrons les créer nous-mêmes. Mais je pense qu'il vaudrait mieux, au départ, s'adresser aux optenteurs pour obtenir les variétés de céréales actuellement récoltées dans des climats européens qui sont tout à fait comparables au climat de l'Île-du-Prince-Édouard et du sud du Nouveau-Brunswick, sinon du nord du Nouveau-Brunswick. Ces céréales pousseront, elles produiront. Nous devons les avoir si on veut que les récoltes de céréales dans les provinces de l'Atlantique soient rentables après le déclin de l'aide au transport des provendes.

M. Perreault: Pourriez-vous répéter les deux premières parties, parce que je cherchais des chiffres? Je m'excuse.

M. McCain: Premièrement, le transport de céréales dans les provinces de l'Atlantique devrait être subventionné parce que le subventionnement du transport du maïs de l'Ontario vers les provinces de l'Atlantique n'encourage pas la production supplémentaire de maïs dans cette région. C'est un fait.

Deuxièmement, les taux de transport des céréales par voie ferrée à l'intérieur des provinces de l'Atlantique devraient être comparables aux taux en vigueur en Ontario et dans l'Ouest sur la base d'une tonne par mille. Nous ne devrions pas être pénalisés par l'application d'un taux combiné. Il n'y a pas de taux combiné dans le transport des céréales d'ouest en est, mais dans les provinces de l'Atlantique les taux combinés CP-CN comportent des frais supplémentaires considérables. M. Mair vous le confirmera. C'est une situation qui existe depuis bien longtemps. Ces trois facteurs pourraient même contribuer à éliminer les besoins d'aide au transport des provendes si on leur donne suffisamment de temps.

M. Perreault: Au sujet de votre premier point, qui concerne les subventions de la région de l'Atlantique, nous avons étudié la situation et sommes arrivés à la conclusion que l'administration d'une subvention interne pour les provinces maritimes posait de gros problèmes. Nous avons reçu une demande semblable concernant l'intérieur de l'Île-du-Prince-Édouard et une autre, concernant le transport de l'Île-du-Prince-Édouard au Nouveau-Brunswick. Mais je sais que vous parlez de maïs.

M. McCain: De toutes les céréales.

M. Perreault: Et nous avons aussi reçu . . . non pas nous, mais bien le ministre a reçu . . . une demande du Québec pour le subventionnement du maïs à l'intérieur du Québec. Nous avons répondu à ces demandes. Il devient donc très difficile d'administrer des subventions semblables.

Il faut aussi se souvenir que l'on a encore un déficit sur le plan des provendes, et c'est ce que nous avons dit au Québec à ce moment-là. Les provinces ont un déficit . . . je veux parler de l'ensemble des Maritimes. Vous avez la même situation là-bas, sauf pour l'Île-du-Prince-Édouard, de temps à autre. Administrativement parlant, c'est très compliqué. Nous craignons que le fractionnement de ce programme n'entraîne une baisse des subventions.

Je vais maintenant passer à votre question sur les taux à la tonne. Je ne sais pas exactement à quoi vous voulez en venir,

[*Texte*]

the things on that than I am. One of the most expensive places where you move grains is where Mr. Whelan comes from, southwestern Ontario, for instance. Per ton-mile, there is no doubt about that. I agree with you that we must look at the increases in freight rates, because we were talking recently about 16%. I do not know what arrangement . . . I think it was 13% finally. Anyway, it is still higher than the inflation rate; the Maritimes have suffered more than other areas, up to a point, on these freight increases.

The third thing, new varities: I am not very familiar with that. Mr. Whelan, if you want to . . .

Mr. Whelan: I just wanted to say, Madam Chairman, to the hon. member, on the varieties of barley, I spent a little time yesterday visiting the station that does the most work on the barley varieties for Canada—of course we do exchange some of that information from station to station. I asked them, what about varieties of barley?—for I noticed that brand in yesterday—what about varieties of barley for eastern Canada? We have the root-rot problem, this type of problem, that causes tremendous lodging, immaturity of grain, et cetera. He said: We know of no barley, at any place in the world, that will overcome that problem. They are all still working on it. So, we do not have the variety of barley we need for that kind of climate, for those kinds of soil conditions, et cetera, that are there. We do think, though, that there is a potential for increasing grain production.

Maybe even Mr. Mair would not approve of what I am going to say now, and that is about changing the feeding habits for livestock, particularly feeding cattle, but also even maybe hogs, with a wet form of grain, wet corn that has been done in—how do you say?—many parts of North America today. If you use wet corn in big silos, word has been it is very successful in hog feeding. Some of the ones who are not going broke at it in western Ontario are very successful in growing that type of thing.

• 1150

Let us not forget, Madam Chairman, to Mr. McCain, the cost of energy. For instance, in Prince Edward Island it costs you $4 more a hog to feed it than it costs you . . .

Mr. McCain: Madam Chairman, on a point of order.

Mr. Whelan: He has no more point of order than the man in the moon.

Mr. McCain: I do have a point of order, Madam Chairman.

The Chairman: Mr. McCain.

Mr. McCain: I just wanted to bring him back to the subject matter.

An hon. Member: Hear, hear.

[*Traduction*]

mais Gus est beaucoup mieux placé que moi pour vous répondre. L'un des endroits les plus dispendieux pour le transport du grain, c'est la région de M. Whelan, le sud-ouest de l'Ontario. Cela ne fait aucun doute pour ce qui concerne le coût du transport par tonne au mille. Je suis d'accord avec vous pour ce qui est d'étudier les augmentations des taux de transport des marchandises, car il a été question de 16 p. 100 dernièrement. Je ne sais pas quel arrangement a été conclu, mais je pense que l'on a décidé de fixer l'augmentation à 13 p. 100. De toute façon, cette augmentation est beaucoup plus élevée que le taux d'inflation. Les Maritimes ont souffert beaucoup plus que d'autres régions de ces augmentations du taux du transport des marchandises.

Pour ce qui est de votre troisième question sur les nouvelles variétés, je ne connais pas très bien ce domaine. Peut-être que M. Whelan . . .

M. Whelan: Je peux vous parler de l'orge. J'ai fait une courte visite hier au centre où l'on fait le plus de travail sur les variétés d'orge au Canada . . . bien entendu, les centres s'échangent des renseignements. Je leur ai demandé de me parler des variétés d'orge. J'ai vu quelque chose là-dessus hier. Donc, je leur ai demandé de me parler des variétés d'orge pour l'est du Canada. Nous avons des problèmes de pourriture de racines, de verse et d'immaturité des céréales. L'expert à qui je m'adressais me dit qu'on ne connaît aucune variété d'orge susceptible de surmonter ces problèmes. Ils travaillent encore à la mise au point d'une variété semblable. Donc, nous n'avons pas de variété d'orge capable de produire dans ce genre de climat et ces conditions de sol. Nous pensons, cependant, qu'il existe un potentiel d'augmentation de la production des céréales.

Peut-être que même M. Mair ne sera pas d'accord sur ce que je vais vous dire maintenant; je veux parler de changer les habitudes alimentaires du bétail, surtout du bétail d'engraissement, mais peut-être aussi des porcs. Nous pourrions peut-être essayer de les nourrir aux céréales mouillées, au maïs mouillé comme on l'a fait dans certaines régions de l'Amérique du Nord. Le maïs mouillé entreposé dans des gros silos semble propice à l'engraissement des porcs. Certains producteurs de l'ouest de l'Ontario ont eu beaucoup de succès avec ce genre de céréales et ils n'ont rien perdu à le faire.

N'oublions pas, madame le président, le coût de l'énergie. Par exemple, à l'Île-du-Prince-Édouard, l'engraissement d'un porc coûte $4 de plus qu'à . . .

M. McCain: Madame le président, j'invoque le Règlement.

M. Whelan: Il n'a pas plus raison d'invoquer le Règlement que le bonhomme sept heures.

M. McCain: Mais j'ai une raison d'invoquer le Règlement, madame le président.

Le président: Allez-y, monsieur McCain.

M. McCain: Je voulais simplement le ramener à la question.

Une voix: Bravo, bravo.

[*Text*]

Mr. McCain: Energy is not related to the cost of grain as is grown on the farm except as a fuel. Now, examine the freight rate from Chatham or from your home town to eastern Quebec and to New Brunswick. Examine the cost of freight from Florenceville, New Brunswick, or the CPR line in the Saint John Valley to Moncton, and compare the two, Mr. Whelan. That is all I ask of you to do. If they are out of balance as badly now as they were 20 years ago . . .

Mr. Whelan: Madam Chairman, the hon. member has rambled all over the place about the cost of producing pork and beef and poultry meat in the Maritimes. One of the highest costs, for instance, in Prince Edward Island, is the cost of electricity sold to them by the Province of New Brunswick. The Province of New Brunswick sells electricity to Prince Edward Island . . .

Mr. McCain: That is not grain, Mr. Minister.

Mr. Whelan: —and it costs them $4 more for electricity to produce a hog. In Ontario it costs $1.03 for a hog, and in Prince Edward Island it costs $4.30.

Mr. McCain: Put this down to Niagara Falls.

Mr. Whelan: That is a cost just as much as freight-rate costs are, transportation, or anything else. It is a cost that they have to pay, and it is a cost that makes it nearly impossible for them to compete. That is why Canada Packers wants to close the processing plant down in Prince Edward Island. Mr. Sonneveld has some very good figures.

Mr. Gus Sonneveld (Vice-Chairman, Livestock Feed Board of Canada): Mr. McCain, in your questions on the freight rates, let me tell you there has been increase that has been tremendous since 1971. But remember that under feed freight assistance the net cost is actually what we are talking about when we are talking about the freight-rate cost. In terms of corn coming out of Ontario through Moncton, if you take Moncton as a destination, and western grain coming out of Thunder Bay to Moncton, the net cost is about equal. There may be a $1 or $2 difference in freight changes from one half-year to another. To give you some figures, when you take it out of Thunder Bay to Moncton, you have about a $42 cost. You have about a $36 cost out of Ontario, but there is a differential in the feed freight assistance. The net cost is equal in the final figure.

I do agree that the cost has increased tremendously, by about 300% in 10 years or more. But at the same time, we must also take a look at what the producers are paying in Granby, Sherbrooke, Quebec, or Woodstock, Ontario.

Mr. McCain: And Winnipeg. That is my problem.

Mr. Sonneveld: Okay, and Winnipeg. Then we start to talk about another position. First we take Woodstock, Granby, Sherbrooke, vis-à-vis Moncton, and we come out with net figures around the neighbourhood of about $30. It is about $26 or $27 to Woodstock, $30 into Granby. It is from that position

[*Translation*]

M. McCain: L'énergie n'a rien à voir avec le coût de la production des céréales, sauf pour ce qui concerne le combustible. Parlez-moi du taux du transport de Chatham ou de votre ville vers l'Est du Québec et le Nouveau-Brunswick. Parlez-moi du coût du transport de Florenceville au Nouveau-Brunswick ou de la ligne CP de Saint John Valley à Moncton et comparez les deux, monsieur Whelan. C'est tout ce que je vous demande de faire. Si le déséquilibre est aussi énorme qu'il y a 20 ans . . .

M. Whelan: Madame le président, l'honorable député a marmonné toutes sortes de choses au sujet du coût de la production du porc, du boeuf et de la volaille dans les Maritimes. L'un des coûts les plus élevés à l'Île-du-Prince-Édouard est le coût de l'électricité que lui vend le Nouveau-Brunswick. Le Nouveau-Brunswick vend de l'électricité à l'Île du Prince-Édouard . . .

M. McCain: Mais il ne s'agit pas de céréale, monsieur le ministre.

M. Whelan: . . . et l'électricité nécessaire à la production d'un porc leur coûte $4 de plus. En Ontario, cela coûte $1.03 le porc et à l'Île du Prince-Édouard, $4.30.

M. McCain: C'est à cause des Chutes du Niagara.

M. Whelan: Mais l'électricité est un coût, tout comme le taux du transport ou quoi que ce soit. C'est un coût que les producteurs doivent payer et qui les empêche à toutes fins pratiques de livrer concurrence. C'est pourquoi Canada Packers veut fermer les portes de son usine de transformation à l'Île du Prince-Édouard. M. Sonneveld va vous citer des chiffres très intéressants.

M. Gus Sonneveld (vice-président de l'Office canadien des provendes): Monsieur McCain, en réponse à votre question sur les taux de transport des marchandises, je tiens à vous signaler qu'il y a eu une augmentation considérable depuis 1971. Mais n'oublions pas qu'en vertu du programme d'aide au transport des provendes, nous entendons coût net lorsque nous parlons du taux de transport des marchandises. Prenons l'exemple du maïs expédié de l'Ontario vers Moncton et des céréales de l'Ouest expédiées de Thunder Bay à Moncton. Le coût net est presque le même. Il peut y avoir une différence de $1 ou $2 de six mois en six mois. Mais je vais vous citer des chiffres. Le transport de Thunder Bay à Moncton coûte environ $42. Le coût en Ontario est d'environ $36, mais il faut également tenir compte de l'aide au transport des provendes. Le coût net est essentiellement le même.

Je conviens avec vous que le coût a augmenté considérablement, de quelque 300 p. 100 en 10 ans ou plus. Mais il faut également tenir compte de ce que les producteurs paient à Granby, Sherbrooke, Québec ou à Woodstock en Ontario.

M. McCain: Ou à Winnipeg. C'est Winnipeg, mon problème.

M. Sonneveld: D'accord, et Winnipeg. Mais nous parlons d'une autre situation. Si l'on compare Woodstock, Granby et Sherbrooke à Moncton, l'on s'aperçoit que le chiffre net s'élève à quelque $30. Le transport à Woodstock coûte à peu près $26 ou $27, et $30 à Granby. C'est à ces niveaux que nous devons

[*Texte*]

that we must argue what is the cost of grain in terms of freight. If we talk about Winnipeg, we talk about a totally different position. Then the arguments become what was the cost 10 years ago, or the spread between the producer of livestock at Winnipeg vis-à-vis the livestock producer in the Maritimes. You will find that the spread has gone, probably—and we can maybe give you some better net figures—from a $20 spread between the two positions now to about $50 a ton.

I do see your argument, but I do not think the first one is valid when you say it is way out of hand. I think we must compare all different areas geographically: Ontario and Quebec vis-à-vis any position in the Maritimes

The Chairman: Thank you very much.

Mr. McCain: Thank you, Madam Chairman.

Le président: Monsieur Hovdebo, et je vous rappelle que si vous prenez dix minutes, pour une question, vous n'aurez plus de réponse à l'avenir.

Mr. Hovdebo: Thank you, Madam Chairman. I would just like to follow along on Mr. McCain's question, or have a reiteration of the answer. One of the questions he asked was: What will be the impact of the Crow on livestock feeding in the Maritimes? Will it increase the cost of the grain, of the feed, in the Maritimes?

• 1155

Mr. Perreault: Your ask if the Crow rate is going to increase the cost of grain? No, no; that will not change. That is not where you will get your impact from any changes; in fact, the impact will be on livestock and livestock products—not the grains.

Mr. Hovdebo: In other words, the cost of feed in the Maritimes will be the same even if the Crow is changed.

Mr. Perreault: No; I said that is not where we expect the changes.

Mr. Neil: Your shipping costs will increase.

Mr. Sonneveld: I have tried to get to the point, gentlemen, which is that I think we must take a look at what is the position of one area of the country in terms of feeding vis-à-vis feeding in another part of the country. I do not think the argument is about the supply of grain or the cost of grain. There is always going to be competitiveness in the marketplace. On U.S. corn, if the price of grain gets too high because of transportation, there will be substitution. The argument becomes one of what is the competitive position of one segment versus the other segment on the end product. The point is one where, if you take certain commodities of end products which are under formula, then I think you could say it would be minimal to that point. If you take a commodity that has no cost-pricing formula system, then you could get some different competitive position.

[*Traduction*]

discuter du coût du transport des céréales. Mais si nous parlons de Winnipeg, nous parlons d'une situation complètement différente. Il faut comparer avec les coûts d'il y a dix ans, avec l'écart qui existe entre le producteur de bétail à Winnipeg et le producteur de bétail dans les Maritimes. Vous constaterez que cet écart est passé—et peut-être que nous pouvons vous fournir des chiffres nets plus intéressants—de $20 à $50 la tonne.

Je comprends votre raisonnement, mais je ne suis pas d'accord avec vous lorsque vous dites que la situation est hors de contrôle. Je pense qu'il faut comparer toutes les régions différentes sur le plan de la géographie: l'Ontario et le Québec et les Maritimes.

Le président: Merci beaucoup.

M. McCain: Merci, madame le président.

The Chairman: Mr. Hovdebo, and I would like to remind you that if you take 10 minutes for your question, you will not get an answer.

M. Hovdebo: Merci, madame le président. J'aimerais continuer dans la même veine que M. McCain ou je me contenterai qu'on me répète la réponse. Il a demandé si vous aviez une idée de l'incidence qu'un changement du taux du Pas du nid du corbeau aurait sur les provinces dans les Maritimes. Est-ce que ce changement entraînera une augmentation du coût des céréales ou des provendes dans les Maritimes?

M. Perreault: Vous voulez savoir si le taux du Pas du nid du corbeau entraînerait une augmentation du coût des céréales? Eh bien non, pas du tout. Ce n'est pas à ce niveau que l'incidence se fera sentir. En fait, les répercussions se feront sentir sur le bétail et les produits du bétail et non sur les céréales.

M. Hovdebo: En d'autres termes, le coût des provendes dans les Maritimes demeurera le même qu'avant le changement du taux du Pas du nid du corbeau.

M. Perreault: Non. J'ai dit que nous ne nous attendions pas à des changements dans ce domaine.

M. Neil: Les coûts de transport augmenteront.

M. Sonneveld: J'ai dit, messieurs, que j'estimais qu'il était préférable d'examiner la situation des provendes dans une région du pays par rapport à la situation dans une autre région. Je ne pense pas que notre problème se situe au niveau de l'approvisionnement ou du coût. Il y aura toujours de la concurrence sur le marché. Par exemple, pour ce qui concerne le maïs des États-Unis, si le prix des céréales augmente trop en raison du transport, un remplacement sera effectué. Il faut leur demander en quoi consiste la situation concurrentielle d'un secteur par rapport à celle d'un autre secteur pour ce qui concerne le produit final. Donc si vous prenez le cas de certaines denrées, de certains produits finals assujettis à une formule, la différence est minimale. Mais si vous prenez le cas d'une denrée qui n'est pas régie par un système de formule d'établissement de prix, la situation concurrentielle est différente.

[*Text*]

Mr. Hovdebo: Exactly the point that I am following up is that you suggested the increase in the Crow rate will not affect the cost of grain in the Maritimes particularly. Mr. MacBain says it is a little high now; that the spread is a little great. That means the difference between the cost of feed on the Prairies, in Winnipeg, is going to be the difference—$45 per ton less—plus probably $100 per ton less in Winnipeg, than it is in the Maritimes. That will increase the possibility, as Mr. MacBain suggested at the beginning of his dissertation, where you can already produce Winnipeg pork and land it in the Maritimes cheaper than you can . . . it will mean another $40 cheaper per ton if the Crow rate is changed.

Mr. Sonneveld: I think you are getting very close to what I believe the minister wants to do. He has said, in terms of when the proposal of the Gilson report came out, that it will be reviewed to determine what will be in reality that position. Taking your suggestion that you move your grain from a $45 to $100, then I would say we will have major problems, maybe major shifts, although that is not necessarily the case. There are other factors which will influence this whole thing, such as: Are we on a variable rate system? Are we going to be distance-related? What is the market going to do? But we always know that there is a substitute market, or the so-called influence of the corn-grain market in Canada. Every place we are, there is that.

Mr. Hovdebo: I just wonder if I could follow up on that point. The proposal made on the Crow rate change suggests a $1 billion increase in livestock production in the west in 1990. If the government is going to change the feed costs for the Maritimes and eastern Canada, where does the minister think that $1 billion worth of increased production on the prairies is going to be sold, if not in central and eastern Canada?

• 1200

Mr. Whelan: Well, Madam Chairman, I just want to make this comment. We are using population growth as a guideline. Population growth shows that the population of the world will grow from the year 1980 to the year 2000, which is only 17 years away, from 4.2 billion to 6.2 billion people, a 50% increase in world population. Somehow, someway, someone is going to have to feed them. The biggest challenge of all we face in the world is that challenge, to distribute that food and find a way to distribute it.

I wanted to say this about feed costs. It is interesting to make a comparison of elevator costs against transportation costs. Your elevator costs, if they increase at the rate they are increasing, will be one of the biggest costs in a ton of feed. Your transportation costs will look pretty small. You saw some figures put forward the other day by a westerner from Alberta who is a hog producer and a barley producer himself, I understand. He shows that your elevation charges and handling charge will be $289 a ton by the year 2000 if they continue on at the same rate, and that has nothing to do with the Crow rate. You had all these people saying the Crow rate

[*Translation*]

M. Hovdebo: C'est exactement ce à quoi je veux en venir. Vous avez prétendu que l'augmentation du taux du Pas du nid du corbeau n'aurait aucune incidence sur le coût des céréales dans les Maritimes, plus particulièrement. M. McBain a dit que le coût était assez élevé è l'heure actuelle et que l'écart était assez considérable. Cela veut dire que la différence du coût des provendes dans les Prairies, à Winnipeg, équivaudra à la différence—$45 la tonne de moins—plus quelque $100 la tonne de moins à Winnipeg que dans les Maritimes. Cela augmentera donc la possibilité, comme M. McBain l'a dit au début de son exposé, que le porc produit à Winnipeg et exporté dans les Maritimes coûte moins cher que—si le taux du Pas du nid du corbeau est augmenté, cela vaudra dire $40 de moins la tonne.

M. Sonneveld: Je pense que vous êtes arrivés à peu près à ce que le ministre veut faire. Il a dit, lorsque les recommandations du rapport Gilson ont été publiées, qu'elles seraient revues dans le but de déterminer quelle était vraiment la situation. Si les prix passent de $45 à $ 100, comme vous le suggérez, cela risque d'entraîner des problèmes graves et des changements importants. Et d'autres facteurs influent sur la situation. En effet, avons-nous un système à taux variable? Allons-nous adopter un système axé sur la distance? Quelle sera la réaction du marché? Mais nous savons qu'il existe un marché de remplacement, ou la soi-disant influence du marché du maïs au Canada. Quoi que nous fassions, cette influence existe toujours.

M. Hovdebo: Pourriez-vous élaborer un peu sur cet aspect. Les recommandations faites au sujet du taux du Pas du nid du Corbeau parlent d'une augmentation possible de $1 milliard dans le secteur de la production du bétail dans l'Ouest en 1990. Si le gouvernement modifie les coûts des provendes pour les Maritimes et l'Est du Canada, où le ministre pense-t-il que ce milliard de production des Prairies sera écoulé, sinon dans le Centre et dans l'Est du Canada?

M. Whelan: Madame le président, j'aimerais faire une simple observation. Nous utilisons la courbe de croissance de la population comme base. Cette courbe montre que la population du monde passera de l'an 1980 à l'an 2000, c'est-à-dire dans 17 ans seulement, de 4,2 milliards à 6,2 milliards, à savoir, une augmentation de 50 p. 100. Il faudra trouver le moyen de nourrir cette population. Le plus grand défi du monde à l'heure actuelle est de distribuer la nourriture et de trouver un moyen de la distribuer.

Je voulais dire cela au sujet des coûts des provendes. Il est intéressant de comparer les coûts des silos et les coûts du transport. Vos coûts de silos, s'ils continuent d'augmenter au rythme actuel, seront parmi les plus élevés pour une tonne de provende. Vos coûts de transport deviendront par comparaison assez petits. Vous avez vu l'autre jour les chiffres que vous a montrés un Albertain, un producteur de porc et d'orge, je crois. Il vous a dit que vos coûts de silos et vos coûts de traitement s'élèveront à $289 la tonne d'ici l'an 2000 s'ils continuent d'augmenter au même rythme, et cela n'a rien à voir avec le taux du Pas du Nid du corbeau. Mais beaucoup

[*Texte*]

is going to destroy agriculture and destroy the feed industry, destroy the livestock industry. They should be looking at some of the other charges that are also in there. We have some say about them, but we do not have the total say. When you are looking at these costs in the agri-food strategy, I would ask you to refer back to it for the areas of potential production. Quebec will be maybe 90% self-sufficient by the year 1990; that is seven years away. We know Prince Edward Island can be more than self-sufficient. We know that northern Ontario again can be producing barley and oats and peas in about 12 million acres of land up there that is not even hardly producing anything at the present time. We also know that New Brunswick, Mr. McCain knows that too, can be made very productive, especially if we get the new varieties our researchers say they are working on. I do have the utmost confidence that they will overcome the problem of developing a hardy enough barley to grow in that area. We do know we can grow short-season soft corn, and spring wheat excels in that area at the present time. We have some tests that show that spring wheat produces on an average in the same productive field as high as 65, 70 bushels per acre, year in and year out. It can be used for feed, Madam Chairman. I am just saying that those are some of the things you can change, and you are going to have to change to recognize the reality of transportation costs, meat production, world need—these things are all combined.

Mr. Hovdebo: I can agree that some of these other costs need to be looked at, Madam Chairman. However, in the last number of years the consumption of beef has decreased rather than increased on a per capita basis across North America and Europe, and those are the main beef-eating areas. I do not think anybody can suggest that we are going to have $1 billion sales overseas on markets that are going to be developed in competition with Argentina and Australia and other parts of the world. We sell very little beef to Japan. We have not increased our overseas market appreciably in the last few years, so that is not the place we can look to for increased markets.

What the minister is really saying, Madam Chairman, is that the impact of the change in the Crow is going to be to make more self-sufficient those places that are not presently buying western grain, and that the effect of the Crow in the west then is going to be no market for the grain and the beef we produce. That is an analysis of the answer the minister just gave.

I want to go to another subject. The Canadian Wheat Board . . .

• 1205

The Chairman: Mr. Hovdebo, your time is up.

Mr. Whelan: You are not going to get away from that one that easy, because your analysis is your own. You have not paid much attention to the studies and documents we have put forward, that is for sure. I am surprised at you, because you

[*Traduction*]

ont prétendu que ce taux allait détruire l'agriculture, l'industrie des provendes et l'industrie du bétail. Je leur conseillerais de tenir compte aussi des autres coûts. Nous avons un certain contrôle sur ces coûts, mais pas un contrôle absolu. Je vous conseille, lorsque vous examinez les coûts de la stratégie agro-alimentaire, de vous pencher sur les régions qui présentent un potentiel de production. Le Québec devrait être autonome à 90 p. 100 d'ici l'année 1990, dans sept ans. Nous savons que l'Île-du-Prince-Édouard peut être complètement autonome. Nous savons que le nord de l'Ontario peut produire de l'orge, de l'avoine et des pois sur 12 millions d'acres qui ne produisent presque rien à l'heure actuelle. Nous savons également que le Nouveau-Brunswick, et M. McCain le sait aussi, peut produire beaucoup, surtout si nous mettons au point ces nouvelles variétés sur lesquelles nos chercheurs travaillent. Je crois fermement qu'ils surmonteront le problème et qu'ils réussiront à développer une variété d'orge assez forte pour survivre dans cette région. Nous savons que nous pouvons produire du maïs tendre, qui n'exige qu'une courte saison de croissance et du blé de printemps qui est tout à fait adapté à cette région à l'heure actuelle. Nous avons effectué quelques expériences qui montrent que le blé de printemps a un rendement moyen qui peut aller jusqu'à 65 ou 70 boisseaux l'acre par année dans le même champ. Ces céréales peuvent servir de provende, madame le président. Je tenais simplement à signaler que ce sont des choses qui peuvent et qu'il faudra changer, compte tenu de la réalité des coûts du transport, de la production de la viande et des besoins du monde. Ces facteurs sont tous liés.

M. Hovdebo: Je conviens, madame le président, qu'il faut se pencher sur certains de ces autres coûts. Toutefois, au cours des dernières années, la consommation de boeuf par tête a diminué et non augmenté en Amérique du Nord et en Europe, les deux régions du monde où il s'en consomme le plus. Personne ne pourrait prétendre que nous allons avoir un volume de vente de 1 milliard de dollars à l'étranger sur des marchés qui se développeront en concurrence avec l'Argentine, l'Australie et d'autres parties du monde. Nous vendons très peu de boeuf au Japon. Nous avons très peu augmenté notre volume d'exportation à l'étranger au cours des dernières années, ce qui veut dire qu'on ne peut pas envisager d'augmenter nos ventes sur ces marchés.

Ce à quoi le ministre veut en venir, madame le président, c'est que le changement du taux du Pas du Nid du corbeau aura pour incidence de rendre plus autonomes les régions qui n'achètent pas maintenant des céréales de l'Ouest et qu'il n'y aura donc pas de marché dans l'ouest pour les céréales et le boeuf que nous produisons. C'est là mon interprétation de la réponse que le ministre vient de nous donner.

J'aimerais maintenant passer à une autre question. La Commission canadienne du blé . . .

Le président: Monsieur Hovdebo, votre tour est terminé.

M. Whelan: Vous ne vous en tirerez pas si facilement parce que votre analyse est tout à fait personnelle. Vous n'avez pas accordé beaucoup d'attention aux divers documents et études que nous avons présentés, c'est certain. Cela m'étonne de votre

[*Text*]

are an educator, and an admired one in your own region. So I would suggest you quit reading between the lines and just read the lines that are there, because they state the facts. For instance, on beef it says a complete change of feeding program, and in changing your program, most of your meat will not come from the grain area because that grain is going to be needed for human consumption, et cetera. You completely bypassed the fact that they have increased pork production last year by $500 million, I think, taking 30% of the Japanese market for pork. That was not through good management, but good luck—because of the hoof and mouth disease in Denmark, and so on. We know that if you sell a product there are more people in the world, contrary to what some say, having their economics put in a better position. So Madam Chairman, I just want to end by saying the hon. member has to be more positive in what he is saying.

Mr. Hovdebo: Our sale of pork went down last year; it did not increase.

The Chairman: Okay. Mr. Tessier.

M. Tessier: Merci, madame le président.

Mes questions s'inscrivent toujours dans le contexte de la nouvelle politique du transport des grains. Ma première question est celle-ci: la politique des grains de provende de 1974 et 1976 est-elle suffisante pour protéger l'Est, à condition évidemment que cette partie du pays soit protégée, même si cela doit se faire en permanence? Et dans un tel contexte, comment peut-on expliquer les craintes du Québec envers le Rapport Gilson et les projets de politiques de transport des grains?

La question suivante . . . je vais vous poser les trois questions en même temps, ensuite j'attendrai les réponses pour voir si elles sont complètes et je les préciserai, au besoin. La question suivante, dis-je, est celle-ci: doit-on prévoir des inéquités ou une forme de compétition indue sur les marchés, tant intérieurs que sur les marchés d'exportation? Dans l'affirmative, doit-on exiger un système de garanties compensatoires; et dans un tel cas, quelle serait l'efficacité d'une telle garantie de subventions pour la protection des productions dans l'Est?

M. Perreault et le ministre sont peut-être au courant que le Conseil général du Parti libéral du Canada, section Québec, a adopté une résolution samedi, demandant que le gouvernement donne à l'Office des grains de provende un statut équivalent à celui de la Commission canadienne du blé pour la protection des producteurs de l'Est, et plus spécialement pour ceux du Québec. Devrions-nous être d'accord avec cette résolution? A ce sujet, pourrais-je connaître la position de M. Perreault, et selon lui, quelle serait la position des meuniers, de la Fédérée et de l'U.P.A. face à ce projet de faire de l'Office des grains de provende une commission qui aurait les mêmes pouvoirs et le même mandat pour les producteurs de l'Est?

Mr. Hargrave: That will take the next hour and a half!

Une voix: C'est une thèse que vous faite, ce n'est pas une question!

M. Perreault: Madame le président, avant de répondre aux trois questions de M. Tessier, je voudrais savoir si le Comité

[*Translation*]

part, car vous êtes un pédagogue admiré chez vous. Je vous suggère donc de cesser de lire entre les lignes et de vous attacher aux seuls mots qui énoncent des faits. Par exemple, à propos du boeuf, on dit qu'il y aura réforme du programme des provendes de sorte que presque toute la viande que vous consommez ne proviendra plus des régions céréalières parce que les céréales serviront à nourir les hommes, etc. Vous êtes passé complètement à côté du fait que, l'an dernier, on a accru la production de porcs de 500 millions de dollars en gagnant 30 p. 100 du marché japonais du porc. Cela n'est pas dû à une bonne gestion, mais à la chance, à cause de l'épidémie de fièvre aphteuse au Danemark. Nous savons que, contrairement à ce que plusieurs disent, des tas de gens dans le monde améliorent leur situation financière. Alors, madame la présidente, je termine en disant au député qu'il doit se montrer plus optimiste dans ses propos.

M. Hovdebo: Nos ventes de porc ont diminué l'an dernier, elles n'ont pas augmenté.

Le président: Très bien. Monsieur Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Madam Chairman.

My questions are related to our new grain transportation policy. Here is my first question: Does our feed grain policy for 1974 and 1976 offer adequate protection for the east, if of course that part of the country is protected, even if that protection had to be permanent? In that case, how do you explain the fears expressed in Quebec about the Gilson Report and the various proposals for grain transportation policies?

My next question . . . I will ask all three questions at the same time and then I will see whether your answers are complete or not, and if not, I will add some precisions. Here then is my next question: Can we foresee inequities or some unfair competition on domestic as well as export markets? If so, can we demand a system of guaranteed compensations, and if so, how useful would such guaranteed subsidies be in protecting eastern producers?

Mr. Perreault and the minister probably know that the general convention of the Liberal Party of Canada, Quebec section, has passed a resolution on Saturday calling for the government to give the Canadian Livestock Feed Board a mandate equivalent to that of the Canadian Wheat Board for the protection of eastern producers, more particularly those from Quebec. Should we agree with this resolution? I would also like to know what is Mr. Perreault's position and what position he thinks the millers of the *Fédérée* and the U.P.A. will take on this proposal to give the Canadian Livestock Feed Board the same powers and the same mandate for the eastern producers?

M. Hargrave: Il nous faudra une heure et demie!

An hon. Member: This is not a question, it is almost an essay!

Mr. Perreault: Madam Chairman, before answering Mr. Tessier's three questions, I would like to know whether your

[*Texte*]

est prêt à recevoir notre dernier rapport annuel. Cela vous conviendrait-il? Plusieurs se servent de notre rapport annuel de l'an dernier.

Le président: Alors, vous avez celui de cette année.

M. Perreault: Le rapport de l'année courante, oui. Pourrait-on le distribuer?

Le président: Les membres du Comité sont-ils d'accord pour que le rapport annuel . . .

M. Perreault: J'en reviens maintenant aux différentes questions qui m'ont été posées. Je vais essayer d'y répondre au meilleur de ma connaissance. Mais naturellement, je ne peux répondre à toutes.

Au sujet de la politique des grains, pour les années 1974 et 1976, il y a eu toutes sortes de changements. Dernièrement, on a changé la formule concurrentielle au prix du maïs. Alors, quelle en a été la modification? On l'a changée en ce sens que certaines catégories de blé ne feront plus partie de la formule. En vertu de ce changement, le blé ne pose plus de problème, l'avoine en pose très peu parce qu'il n'y a pas beaucoup de mouvement de l'avoine de l'Ouest vers l'Est, mais il reste tout de même l'orge.

• 1210

Quand on a revu toute la formule, on a dit que cela avait pu coûter aux producteurs de grain de l'Ouest de 20 à 23 millions de dollars, si ma mémoire est bonne. On a cité des chiffres impossibles par la suite. On a dit: Eh bien, il en coûte 125 millions de dollars par année en pertes aux producteurs de grain de l'Ouest. On est allé jusqu'à 300 millions de dollars à un moment donné. Heureusement qu'on s'est arrêté là, parce qu'on arrivait au milliard un peu plus tard. Voyez-vous, cela n'avait aucun sens.

Alors, à notre point de vue, à l'Office, la politique présente des grains est une bonne politique. Je ne parle pas du *Crow* pour le moment; cela, c'est une autre histoire. La politique des grains, c'est une bonne politique, et elle devrait rester telle qu'elle est. Certaines années, ce sera l'Est qui gagnera, d'autres années, ce sera l'Ouest, mais il n'y aura pas de différences considérables. A mon point de vue, cela devrait rester sans changement. Il y a eu énormément d'exagération dans ce sens-là; on a tous les chiffres pour le prouver.

Maintenant, pour ce qui est des iniquités, etc., le gouvernement a fait une déclaration dernièrement; nous aussi, nous avons fait des déclarations à M. Whelan au sujet du *Crow*. Il était bien normal que l'Office des provendes du Canada fasse des recommandations à M. Whelan là-dessus, parce que l'Est est impliqué, la Colombie-Britannique est impliquée et, en fin de compte, toute la nation canadienne est impliquée là-dedans, à cause des dépenses. Il est donc normal qu'on fasse des recommandations. Alors, on en a fait.

Maintenant, quant aux garanties, le gouvernement a dit: Il faut des garanties. Alors, l'Office des provendes du Canada sera appelé à surveiller l'évolution de la situation, pour voir si on change le *Crow* de telle ou telle façon. Nous sommes bien d'accord là-dessus, et nous avons fait une recommandation.

[*Traduction*]

committee would like to receive our last annual report. Would that be agreeable to you? I see that many members use last year's annual report.

The Chairman: You have the most recent report.

Mr. Perreault: Yes, the current year's report. Could it be distributed?

The Chairman: Do you agree that the annual report . . .

Mr. Perreault: I now come to the various questions that have been asked. I will try to answer them to the best of my knowledge. Of course, I cannot provide all answers.

About the grain policy for 1974 and 1976, I must say there were a lot of changes, recently, we changed the competitive formula for the price of corn. Then, what change was it? The change was that some wheat categories are not part of the formula anymore. Now wheat is not creating any problem, neither is oats because very little of it is moved from the west to the east, but that leaves barley.

When the whole formula was reviewed, it was said that it might have cost Western grain producers between $20 million and $23 million if my memory serves me right. Later on, incredible figures were mentioned. It was said, for example, that Western grain producers were losing $125 million every year. Some people even went up to $300 million. Fortunately, they stopped there, because we would inevitably have reached $1 billion. It did not make sense.

So, in the Board's opinion, the current feed grain policy is good. I do not mean the Crow for the time being; that is different. The grain policy is a good one, and it should remain unchanged. Some years the east will win out, and other years, the west will. But there will not be any substantial differences. In my opinion that should remain unchanged. There has been a lot of exaggeration, and we have the figures to prove it.

As for the inequities, the government has recently made a declaration on that subject, and the board has made some declarations to Mr. Whelan about the Crow. It was normal for the Canadian Livestock Feed Board to make recommendations to Mr. Whelan, because the east is concerned, British Columbia is concerned, all of Canada is concerned because of the expenses that will be incurred. It was normal for us to make recommendations, so that is what we did.

Now, as far as guarantees are concerned, the government has said that guarantees are needed. So the Canadian Livestock Feed Board will be called upon to supervise the situation, and to determine whether the Crow should be changed and how. We have agreed on that and we have made a recommen-

[*Text*]

Celle-là, je peux vous la donner. C'est que les pouvoirs de l'Office soient dans le projet de loi, et non pas dans notre loi. Cela pourrait être dans notre loi, la Loi sur aide à l'alimentation des animaux de ferme, mais le meilleur endroit pour placer cette recommandation, c'est dans le projet de loi lui-même. Je peux vous dire un peu en quoi consiste cette recommandation ou suggestion. Je vais vous la lire en anglais.

The Livestock Feed Board of Canada will have the duty to monitor the competition of livestock producers in all regions of Canada. It shall report its findings to its minister every six months and at such other times as may be necessary. Main factors to be assessed include: livestock prices, meat prices, imports and exports, interregional movement, transportation costs, production levels, production costs.

The Livestock Feed Board of Canada will be empowered to make to the appropriate minister recommendations, if necessary, on the corrective measures the board deems advisable to ensure an equitable balance of competition for livestock and livestock products in Canada. These measures could include feed seed assistance, storage programs, production incentives or any other advisable measures.

C'est simplement une suggestion que nous faisons pour le moment. Je peux verser cela au dossier, si vous voulez.

Maintenant, en ce qui concerne les pouvoirs de l'Office, l'Office a été fondé en 1967. J'ai toujours cru, comme tous mes amis à l'Office, qu'il fallait accroître les pouvoirs de l'Office. On a eu toutes sortes de difficultés au cours des années en ce qui concerne les pouvoirs. A un moment donné, dans *Le Devoir*, j'ai retrouvé ceci à la une: «L'Office a beaucoup plus de devoirs que de pouvoirs.» C'est sûr qu'on veut avoir plus de pouvoirs que de devoirs. Vous dites qu'on devrait avoir des pouvoirs équivalents de ceux de la Commission canadienne du blé. Il faudrait savoir en quoi consistent ces pouvoirs équivalents-là. Je sais que pendant des années, l'Office a demandé d'avoir des pouvoirs de mise en marché pour les grains venant de l'Ouest vers l'Est. Sur la base de Thunder Bay, on a discuté, on a fait énormément de mémoires là-dessus. Il pourrait peut-être y avoir d'autres pouvoirs. Un pouvoir qui est important pour nous—ce serait plutôt une activité opérationnelle—c'est celui d'augmenter notre travail dans le domaine de l'information. D'ailleurs, nous avons déjà commencé à travailler là-dessus.

• 1215

Nous avons eu une augmentation de budget dans ce sens-là, mais nous avions prévu cette augmentation-là avant qu'on parle de la fameuse politique du Nid-de-Corbeau. Il se peut que plus tard nous ayons besoin de plus d'argent pour faire face à ces nouvelles responsabilités-là. Mais on avait déjà pensé, avant qu'il y ait des transformations possibles au Nid-de-Corbeau, d'avoir plus d'activités dans le domaine de l'information. Je vous dis ceci d'une façon générale: sûrement que l'Office, dans l'ensemble, verrait d'un bon oeil l'accroissement de ses pouvoirs, sans vouloir créer d'empire.

[*Translation*]

dation, which I can give you. We have recommended that the authority of the Board be defined in the bill, and not in our Act. It could be in the Act that created us, that is the Livestock Feed Assistance Act, but we think that the best thing to do is to put it in the bill. I will read out this recommendation or suggestion so you can know what it is.

L'Office des provendes du Canada sera chargé de surveiller la concurrence entre les producteurs de bétail dans toutes les régions du Canada. Il fera rapport de ses conclusions au ministre tous les six mois et chaque fois que cela sera nécessaire. Les principaux facteurs qui seront évalués comprennent: les prix du bétail, les prix de la viande, les importations et les exportations, le déplacement interrégional, les frais de transport, les niveaux de production, les coûts de production.

L'Office des provendes du Canada aura le pouvoir de recommander au ministre intéressé, si nécessaire, les mesures correctrices que l'Office juge souhaitables afin d'assurer une concurrence équitable sur le marché du bétail et des produits du bétail au Canada. Ces mesures pourraient comprendre une aide financière pour les provendes de semence, des programmes d'entreposage, des incitations à la production et toute autre mesure souhaitable.

For the time being it is a simple suggestion. I can table this if you want.

As for the mandate of the board, the board was established in 1967. I have always believed, as do all my colleagues at the Board, that its power is needed to be enlarged. We have had all kinds of difficulties with our mandate. I even found once in *Le Devoir* the following headline: "The Board has more duties than powers." Of course, we would like to have more powers than duties. You say that we should have about the same mandate as the Canadian Wheat Board. One has to know what kind of powers that would imply. For years the Board has asked for the authority to market grains moving from the west to the east. We discussed and wrote a considerable number of briefs on Thunder Bay. We might add powers to the Board; one thing that is important for us is information; we would like to do more of it. We have already started to work on that.

For that reason, we have provided for a budget increase, but that was before everybody started talking about the Crowsnest policy. Maybe later we will need even more money to assume those new responsibilities. Before they started talking of possible modification of the Crowsnest, we had thought to increase our information activities. I am saying that in a general way. The board would surely agree to an enlargement of its powers, but it has no intention to create an empire.

[*Texte*]

Depuis le début, on n'a jamais créé d'empire; à un moment donné, on a commencé avec 9, on est monté à 14, et on parle de 25. En 16 ans, ce n'est pas énorme comme augmentation, et comme budget non plus, si vous tenez compte des dollars constants, de l'inflation, etc. Je pense que l'Office a joué un rôle modéré quand il s'est agi de budget, d'augmentation des dépenses, etc.

C'est notre position dans l'ensemble. Je sais que c'est une position qui n'aura pas l'assentiment de tout le monde, surtout quand je parle de mise en marché. Je suis bien au courant, car j'ai fait une bataille là-dessus qui a duré au moins dix ans. Je suis sûr de cela.

Maintenant, il n'est pas nécessaire qu'on ait ces pouvoirs de mise en marché et qu'on entre en concurrence avec la Commission canadienne du blé, pas du tout. On en a discuté à plusieurs reprises avec la Commission canadienne du blé, et il y a moyen de le faire sans déranger les politiques de la Commission canadienne du blé.

M. Tessier: Madame le président, en terminant, ce que je voudrais que l'Office comprenne, c'est que nous, on pense en termes de garanties pour l'Est. Evidemment, il faudrait que les pouvoirs de l'Office puissent être non seulement suffisants, mais complets pour pouvoir garantir aux producteurs de l'Est une situation équitable.

Je voudrais que l'Office continue à y penser, très rapidement, parce qu'on entend recourir aux avis éclairés de l'Office à l'occasion du dépôt du projet de loi sur le transport des grains.

Le président: Je voudrais vous signaler que le document qui vient d'être remis à chacun des membres du Comité, c'est le rapport annuel de l'Office des provendes du Canada, la campagne agricole 1981-1982. On le remet aux membres du Comité pour leur information seulement.

Je voudrais faire un commentaire sur ce qu'a dit M. Tessier, si vous permettez.

Je vous demanderais, monsieur Perreault, de nous faire de bonnes recommandations quant à cela, surtout que vous avez l'intention de nous quitter pour une retraite bien méritée. J'aimerais, étant donné votre longue expérience à l'Office, vous entendre faire de bonnes suggestions, compte tenu des commentaires qui ont été faits par M. Tessier.

M. Perreault: Oui, oui, en temps et lieu, sûrement.

Le président: Parfait. Merci, monsieur Perreault.

Monsieur Hargrave, cinq minutes.

Mr. Hargrave: Thank you, Madam Chairman.

Madam Chairman, I am very sorry the minister chose to leave rather suddenly.

The Chairman: He will come back.

Mr. Hargrave: The particular reason I think he should be here is that I wanted to discuss the whole question of the domestic feed grains policy. I would remind the committee that the feed grains review has been under way for approximately a year now. As I recall, this internal study of the

[*Traduction*]

We were never an empire from the beginning. We started with nine, then we were 14, and now we are 25. In sixteen years, that is not a very large increase, the same can be said about our budget, especially if you take into account inflation, real dollars, etc. I think the board has been very moderate in its increases.

That is our general position. I know that not everyone will agree with that position, especially as far as marketing is concerned. I know that very well because I have fought for that at least 10 years.

Now, we do not need those marketing powers, nor do we need to compete with the Canadian Wheat Board. We have discussed this many times with the Canadian Wheat Board and there would be ways of doing it without upsetting the wheat board policies.

Mr. Tessier: Madam Chairman, I would like the board to understand that we want guarantees for the east. The board needs not only adequate powers, but full powers to guarantee eastern producers fair conditions.

I would like the board to keep on thinking about it, but more quickly, because when that bill on grain transportation is presented, we will need the expert opinion of the board.

The Chairman: If I may, the document which has just been distributed to every member of the committee is the annual report of the Canadian Livestock Feed Board for 1981-1982. It is for the members' information only.

If it is agreeable, I would also like to make a comment following what Mr. Tessier has said.

Mr. Perreault, I would ask you to make very good recommendations because I know that you intend to retire as you have well earned it. Given your long experience with the board, I would like to hear some good suggestions following Mr. Tessier's comments.

Mr. Perrault: Of course, in due time.

The Chairman: Very well. Thank you, Mr. Perreault.

Mr. Hargrave, five minutes.

M. Hargrave: Merci, madame le président.

Madame le président, je suis désolé de voir que le ministre ait décidé de partir si brusquement.

Le président: Il reviendra.

M. Hargrave: Je crois qu'il devrait être ici parce que je voulais discuter de toute cette histoire de la politique des provendes au Canada. Je rappelle au Comité que la révision de cette politique dure depuis un an maintenant. L'étude interne a

[*Text*]

Agriculture Canada officials began some time in March 1982, so it has been under way for about a year.

At the end of last year, on December 31, the minister, along with the minister responsible for the Canadian Wheat Board, made a joint year-end statement that indicated this domestic feed grains review policy would continue until the end of the crop year—that is July 31 coming—at which time there would be a new policy initiated.

I am glad the minister has now returned.

Mr. Whelan: Well, the . . .

Mr. Hargrave: Wait a minute, I have not put a question to you yet. Hold your horses, Mr. Minister. I am glad you came back.

Mr. Whelan: You should have seen me. I had eight last night on one wagon.

Mr. Hargrave: I am talking about the domestic feed grains policy and about the Feed Grains Review Committee, which has now been under way for about a year. I made mention of your joint year-end statement with the minister responsible for the Canadian Wheat Board, which said that review would continue until the end of the crop year, July 31, at which time a new policy would be announced.

• 1220

I would like to ask the minister, is that study indeed going on and is it the intention of the government to bring out a new feed grains policy for Canada, especially will it include a change such as, for example, the elimination of the corn competitive formula? I would like to ask the minister to comment on that.

Mr. Whelan: Madam Chairman, in answer to his last suggestion, first, we are not at that stage where we can say that it would remove the corn competitive formula or keep it. There is a study going on. We have made a commitment that we would have it finalized by the end of the year for the feed grain program, when it ends, and we would move with a program. How different it would be from the present program, we do not know, but I want to say Madam Chairman to the hon. member, the main reason why we did not bring forward a proposal for change at the same time as the Crow was because of the fact we had these hearings all across Canada, and the strongest hearings we had about feed fade, unfairness, etc., wanting a better program, was not in eastern Canada or British Columbia, it was in western Canada. So we do not know at this stage whether we should be changing the act to make it totally a feed grain policy for all of Canada, you know, that type of thing. But we are looking at all the input these people had, because those are some of the most detailed discussions we ever had on feed grain policy.

Mr. Hargrave: Will there be any changes in the corn competitive formula?

[*Translation*]

été entreprise par des fonctionnaires d'Agriculture Canada en mars 1982. Cela fait donc un an.

A la fin de l'an dernier, le 31 décembre, le ministre de l'Agriculture et celui responsable de la Commission canadienne du blé ont fait une déclaration conjointe indiquant que cette révision de la politique des grains de provendes se poursuivrait jusqu'à la fin de la campagne agricole, c'est-à-dire jusqu'au 31 juillet prochain, et qu'à ce moment-là on mettrait en vigueur une nouvelle politique.

Je suis heureux de voir le ministre de retour.

M. Whelan: Eh bien, le . . .

M. Hargrave: Une minute, je n'ai pas encore posé ma question. Ne vous emballez pas, monsieur le ministre. Je suis heureux que vous soyez revenu.

M. Whelan: Vous auriez dû me voir hier soir, j'en valais huit.

M. Hargrave: Je parle de la politique canadienne des grains de provendes et du comité de révision des grains de provendes qui existent depuis un an déjà. J'ai parlé de la déclaration que vous avez faite à la fin de l'an dernier conjointement avec le ministre responsable de la Commission canadienne du blé et suivant laquelle la révision se poursuivrait jusqu'à la fin de la saison, c'est-à-dire jusqu'au 31 juillet, date à laquelle la nouvelle politique serait annoncée.

Je demande au ministre s'il est vrai que cette étude se poursuit et si le gouvernement a l'intention de proposer une toute nouvelle politique canadienne pour les grains de provende, laquelle comprendrait des changmeents comme par exemple la suppression de la formule de concurrence pour le maïs. Je voudrais savoir ce qu'en pense le ministre.

M. Whelan: Madame la présidente, pour répondre à sa dernière question en premier, nous n'en sommes pas encore au point de pouvoir dire si nous supprimerons ou non la formule de concurrence pour le maïs. L'étude est en cours. Nous nous sommes engagés à ce qu'elle soit terminée d'ici la fin de l'année pour pouvoir remplacer le programme des grains de provende au moment où il prendra fin. Quant à savoir si le nouveau programme sera différent de l'ancien, nous ne le savons pas encore. Je tiens à dire au député que la principale raison pour laquelle nous n'avons pas proposé de changement en même temps que nous l'avons fait pour le taux du Nid du Corbeau, c'est que toutes ces audiences se déroulaient un peu partout au Canada, et que ce n'est pas dans l'Est ni en Colombie-Britannique qu'on a insisté le plus sur l'injustice, sur la nécessité d'améliorer le programme, et cetera, mais dans l'Ouest. Nous ne savons donc pas encore si nous amenderons la loi pour adopter une politique des provendes pour l'ensemble du Canada, ni ce que nous allons faire. Nous sommes en train de réfléchir à tout ce que les gens nous ont dit, car il s'agit là des discussions les plus détaillées qui soient sur la politique des provendes.

M. Hargrave: A-t-on l'intention de modifier la formule de concurrence du maïs?

[*Texte*]

Mr. Whelan: Too early to tell.

Mr. Hargrave: Mr. Minister, I would say that there is an obvious reason, and I support the reason, for not including any changes in the domestic feed grain policy at the time of the Crow discussion. I mean, the Crow is, shall we say, quite a load in itself. I think we all agree on that, and to further complicate it by seriously debating the domestic feed grain policy in Canada would be an unnecessary and inappropriate discussion at this time, but I am worried about next summer when your review is completed. I am worried about the fact that there appears to be the possibility of a trade-off in whatever that new policy will be with respect to the demands which the government is presently receiving from the Province of Quebec on domestic feed grains. This does concern us in the west. We are concerned about it. We are concerned about the reference Mr. Perreault just referred to, in that letter he read about the additional powers it is proposed to give to the Livestock Feed Board to monitor the whole feed grain business and the pricing of the end products, cattle and beef. I think that is a totally unnecessary step to propose at this time. I would like a little more detail. I would like to know what was it that you read, was it an excerpt from the . . . ?

Mr. Perreault: No, no, that is a suggestion we made about some powers of monitoring the situation . . .

Mr. Hargrave: A suggestion that the Livestock Feed Board . . . ?

Mr. Perreault: No, no, that is within the declaration of the government on the Crow. I am not talking about feed grain policy. I have given some examples about the economic variables, the economic figures we could follow. That is all it means. I also say that we would make the necessary recommendations to the minister. That is within the announcement made on the Crow. I have just given you some practical . . .

Mr. Hargrave: That is the impression I want to be sure of. Was that suggestion of the position of the Feed Board to act as a monitoring agency, was it part of Mr. Pepin's February 1 statement?

Mr. Perreault: The big advertising you found in the paper, it is written right there. It is written right there all over Canada.

Mr. Hargrave: No, that only appeared in the French newspapers.

Mr. Perreault: Well, that I do not know, but you knew about it anyhow. I am sure of it, somehow.

Mr. Hargrave: I want to ask the minister now.

Mr. Whelan: The one that had the mistakes in, they are distributing it all over Canada.

Mr. Hargrave: It was only published in the French newspaper out of Montreal. That is my understanding; where it made the statement about the corn competitive policy being continued. I want to know whether that is the policy of the government. That you are going to use . . . I am addressing this to the minister, are you going to use the Livestock Feed Board as a monitoring agency, the way that letter does suggest?

[*Traduction*]

M. Whelan: Il est trop tôt pour en parler.

M. Hargrave: Monsieur le ministre, il y a une raison évidente pour laquelle on n'a pas modifié la politique intérieure des provendes en même temps que le tarif du Pas du Nid du corbeau, c'est que cette dernière histoire est fort compliquée. Nous nous entendons tous là-dedans et ce serait compliquer davantage, et bien inutilement, la discussion s'il fallait en même temps débattre sérieusement de la politique canadienne sur les provendes. Néanmoins, je m'inquiète de ce qu'il adviendra l'été prochain quand votre révision sera terminée. Je crains que le gouvernement fédéral n'utilise cette nouvelle politique pour répondre aux revendications que vient de présenter le gouvernement du Québec sur les provendes canadiennes. Cela nous inquiète, nous dans l'Ouest. Nous nous inquiétons de cette recommandation qu'a lue M. Perreault demandant que des pouvoirs supplémentaires soient accordés à l'Office canadien des provendes afin de lui permettre de contrôler tout le commerce des provendes et les prix des produits du bétail et du boeuf. Cette mesure est parfaitement inutile à ce moment-ci. Je voudrais avoir davantage de détails. Je voudrais savoir ce que vous nous avez lu au juste, s'il s'agit d'un extrait de . . .

M. Perreault: Non, c'est une suggestion que nous avons faite à propos de certains pouvoirs de contrôle de la situation . . .

M. Hargrave: Vous suggérez que l'Office canadien des provendes . . .

M. Perreault: Non, c'est à propos de la déclaration faite par le gouvernement sur le Pas du Nid du corbeau. Je ne parle pas du tout de la politique des provendes. J'ai donné des exemples des variables économiques dont nous pourrions nous servir. C'est tout. Je dis également que nous présenterons les recommandations nécessaires au ministre. Cela fait suite à la déclaration sur les tarifs du Pas du Nid du corbeau. Je vous ai juste donné quelques . . .

M. Hargrave: Je veux en être certain. Cette suggestion que l'Office canadien des provendes serve de contrôle faisait-elle partie de la déclaration faite le 1er février par M. Pepin?

M. Perreault: C'est écrit noir sur blanc dans la grande réclame que vous avez pu lire dans les journaux partout au Canada.

M. Hargrave: Non, la réclame n'a paru que dans les journaux français.

M. Perreault: Je ne suis pas au courant, mais vous en avez entendu parler au moins.

M. Hargrave: Je pose maintenant la question au ministre.

M. Whelan: La publicité dans laquelle il y avait des erreurs, c'est celle que l'on voit partout au Canada.

M. Hargrave: La réclame n'a été publiée que dans les journaux français de Montréal. C'est ce que j'ai cru comprendre. On parlait de maintenir la politique de compétitivité du maïs. Est-ce bien la politique du gouvernement? Je pose la question au ministre. Allez-vous utiliser l'Office canadien des provendes comme agence de contrôle, comme la lettre le laisse entendre?

[*Text*]

• 1225

Mr. Whelan: At the present time there is no decision to change it or to keep it or to amend it or to improve upon it. But we held these hearings. We are going to have—as I said, Madam Chairman, they were the most detailed discussions we ever had with . . .

Mr. Hargrave: You are referring to the feed grains hearings?

Mr. Whelan: That is right, I am talking about those. And we are also bringing those people into Ottawa in April, the middle of April. We are bringing them all here to further discussions so we can properly go forward with the plan as scheduled, to have it at least by the end of July. We should be announcing it before the end of July.

Mr. Hargrave: I would trust, Mr. Minister, that those kinds of hearings, which are quite understandable in view of the problems with the domestic feed grain policy in Canada—they are quite understandable, but I do not think they should include the possibility of using the Canadian Livestock Feed Board as a monitoring agent the way that letter that was just read into the record suggests. I object strenuously to that possibility.

Mr. Whelan: The Livestock Feed Board is probably the most capable group of all. The close monitoring by the Livestock Feed Board of Canada with possible corrective measures if the program is detrimental to eastern farmers . . .

Mr. Hargrave: There is the key to it right there, of course.

Mr. Whelan: Yes. We have said, and the key to it is that we said that it would be equity for all farmers. So I hope you are not suggesting that it may be detrimental to the eastern farmers but beneficial to the western farmers. I know you do not want that, and neither do I want it.

Mr. Hargrave: For the demand from eastern Canada, including Quebec, why do they not just come out west and buy the feed grains and ship it down there? They could do that without the Canadian Livestock Feed Board. There is no problem.

Mr. Whelan: The Canadian Livestock Feed Board is like a bank of information. And it should distribute that, because it has probably the most accurate information and way of collecting it and distributing it of any group we have in Canada, any body we have in Canada. That is why I am very proud of the feed board and what it has been able to accomplish with the very modest budget that it operates under—its very fine way of doing its business, the compliments it receives from the Auditor General for its operations, etc. There are not very many bodies that we have in government that you can point to and say: "Now look at what a wonderful job you are doing." Most of them are under the Ministry of Agriculture, but . . .

Mr. Hargrave: Madam Chairman, it remains to be seen what comes out of all this at the end of the feed grains review, the end of the crop year. That is when we will see what has or has not come out of it all.

Thank you, Madam Chairman.

[*Translation*]

M. Whelan: En ce moment, nous n'avons décidé ni de la modifier, ni de la garder, ni de l'améliorer. Mais nous avons tenu ces audiences. Comme je l'ai dit, madame le président, ces audiences ont permis les discussions les plus détaillées que nous ayons jamais eues . . .

M. Hargrave: Vous parlez des audiences sur les provendes?

M. Whelan: Oui. À la mi-avril, nous faisons également venir ces gens à Ottawa pour d'autres discussions afin que nous puissions présenter le programme comme prévu, c'est-à-dire à la fin de juillet. Ce sera annoncé avant la fin de juillet.

M. Hargrave: Monsieur le ministre, j'espère que ces audiences, dont l'utilité se comprend fort bien étant donné les problèmes que pose la politique des grains de provende canadiens, ne devraient pas porter en même temps sur la possibilité de se servir de l'Office des provendes du Canada comme d'une agence de contrôle, comme le laisse entendre la lettre qu'on nous a lue. Je m'y oppose de toutes mes forces.

M. Whelan: L'Office des provendes du Canada est sans doute l'organisme le plus compétent. S'il devait surveiller étroitement le programme et proposer des mesures correctrices au cas où il nuirait aux agriculteurs de l'Est . . .

M. Hargrave: Voilà la clé de la charade.

M. Whelan: Oui. Nous avons dit et redit que la situation devait être équitable pour tous les agriculteurs. J'espère que vous ne souhaitez pas que la politique nuise aux agriculteurs de l'Est en profitant à ceux de l'Ouest. Je sais que ce n'est pas là votre souhait et ce n'est pas le mien non plus.

M. Hargrave: Pour répondre à la demande de l'Est du Canada, y compris du Québec, pourquoi ne vient-on pas dans l'Ouest y acheter les provendes pour les envoyer directement là-bas? On pourrait se passer de l'Office des provendes du Canada sans problème.

M. Whelan: L'Office des provendes du Canada agit comme une banque de renseignements. C'est lui qui doit s'occuper de la distribution, car il possède l'information la plus exacte sur la façon de ramasser et de distribuer les denrées. Voilà pourquoi je suis très fier de l'Office et de ce qu'il a réussi à accomplir malgré son très modeste budget. Il a de très bonnes pratiques commerciales; il a reçu des compliments du vérificateur général pour son administration, etc. Très peu d'organismes gouvernementaux se font ainsi féliciter de leur superbe travail. Évidemment, la plupart d'entre eux se trouvent au ministère de l'Agriculture, mais . . .

M. Hargrave: Madame le président, il reste à voir ce qu'il adviendra à la fin de la saison, quand la révision de la politique sera terminée. Alors nous verrons ce qu'il en ressort.

Merci, madame le président.

[*Texte*]

Le président: Merci, monsieur Hargrave.

Puisqu'il semble que les députés ont terminé leurs interventions, je désirerais, à mon tour, vous poser une question. A la fin du document qui a été déposé par l'Office des provendes du Canada, je vois qu'il y a plusieurs tableaux. Désirez-vous que ces tableaux fassent partie de l'exposé présenté par M. Perreault?

Très bien. Tous les les membres du Comité sont d'accord que ces tableaux devraient être joints aux commentaires de M. Perreault . . . Dans le document qui a été déposé, oui. Parfait.

Avant de vous donner la parole, monsieur Ostiguy, il y aurait lieu d'apporter un changement à l'horaire du Comité. Les 12 et 13 avril, le ministre devait comparaître avec la Commission canadienne du lait et la Société du crédit agricole. M. le ministre sera à l'étranger à ce moment-là, mais il pourrait être ici le 21 avril et le 28 avril. Alors, si vous êtes d'accord, nous pourrions faire des changements. Acceptez-vous ces modifications? D'accord. Alors, vous recevrez un nouvel ordre du jour.

Mr. Whelan: Just to explain why that is, I am fulfilling an invitation to go to New Zealand and Australia to meet their meat boards and wheat boards and all their different boards, and I have been invited for about five years to do that so I am taking the Easter break to do it.

I want to say to Mr. Neil, and I hope he read the press release I made yesterday, that we have Treasury Board approval for the PFAA funds to be distributed.

Mr. Neil: Press releases arrive about five days after they are issued, quite usually. But I had a telephone call about that, and it is about time.

Mr. Whelan: I just made it yesterday.

Mr. Neil: I understand that.

Mr. Whelan: So you probably knew it before I made it.

Le président: Donc, le dernier intervenant est M. Ostiguy.

• 1230

M. Ostiguy: Merci, madame le président.

Monsieur Perreault, à la page 20 du mémoire que vous nous avez présenté aujourd'hui, vous nous donnez les coûts comparés du transport des céréales et de la viande des Prairies à l'Est du Canada et à la Colombie-Britannique. J'essaie de comprendre ce tableau, et j'en déduis qu'il y a un désavantage actuel, bien sûr avant que le *Crow* soit mis en application. Le *Crow*, c'est seulement un projet. Donc, j'en déduis qu'au moment où l'on se parle, il y a un désavantage pour les producteurs de l'Est, dans la production porcine, de $11.49. Est-ce exact?

M. Perreault: Oui, c'est exact.

M. Ostiguy: Il en coûte présentement à un agriculteur de Granby, parce que c'est Granby qui est cité, $11.49 de plus la tonne . . .

[*Traduction*]

The Chairman: Thank you, Mr. Hargrave.

As all members are through with their questioning, I would like to have the opportunity to ask a question myself. At the end of the document tabled by the Livestock Feed Board of Canada, there are many tables. Would you like these tables to be party of the presentation made by Mr. Perreault?

All right. All members agree that these tables will be added to Mr. Perreault's comments . . . In the document that has been tabled, yes. Very well.

Mr. Ostiguy, before giving you the floor, I would like to mention some changes to the committee's schedule. On April 12 and 13, the Minister was supposed to appear with the Canadian Dairy Commission and the Farm Credit Corporation. The Minister will then be abroad, but he would be available on April 21 and April 28. So, if you all agree, we could make those changes. Is it agreed? Agreed. You will be receiving a new agenda.

M. Whelan: Je vais vous expliquer ce qui se passe. J'ai accepté une invitation de me rendre en Nouvelle-Zélande et en Australie pour y rencontrer les diverses commissions de la viande, du blé, etc. Il y a cinq ans qu'on m'y invite, je profite donc de l'ajournement de Pâques pour m'y rendre.

Je voudrais dire à l'intention de M. Neil, et j'espère qu'il a lu mon communiqué de presse d'hier, que le Conseil du Trésor a approuvé la distribution des fonds perçus en vertu de la LAAP.

M. Neil: Les communiqués de presse nous arrivent toujours cinq jours après leur publication. On m'a toutefois appelé à ce sujet. Il était grand temps.

M. Whelan: C'était hier.

M. Neil: Je sais.

M. Whelan: Donc vous l'avez appris avant même la publication du communiqué de presse.

The Chairman: Our last speaker is Mr. Ostiguy.

Mr. Ostiguy: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Perreault, on page 19 of your opening remarks, we are given the comparative transportation costs for grains and meat from the Prairies to eastern Canada and British Columbia. I am trying to figure out this table and my conclusion is that there is an actual disadvantage, that is before the application of the Crow. The Crow is only a proposal. So for the time being, the eastern hog producer has an $11.49 disadvantage. Is that so?

Mr. Perreault: Yes, you are right.

Mr. Ostiguy: A producer from Granby—I say Granby because that city is mentioned—it costs $11.49 more per tonne . . .

[*Text*]

M. Perreault: Oui, si on fait la conversion, toujours en transport, et si on compte ce qu'il en coûte pour nourrir le porc et transporter la carcasse de porc de l'Ouest vers l'Est, c'est exact, dans les conditions présentes.

M. Ostiguy: Cela ne comprend pas uniquement le coût des céréales, mais aussi le coût du transport, et c'est surtout . . .

M. Perreault: La viande aussi.

M. Ostiguy: À la page 21, cela concerne Moncton, les provinces Maritimes. Le désavantage pour le producteur de Moncton est donc de $14.16.

M. Perreault: C'est exact, si cela vient de Winnipeg, parce qu'il y a autre chose.

M. Ostiguy: Est-ce que vous pourriez nous préparer des tableaux en fonction du mémoire qui a été soumis? Si c'était avec la nouvelle politique du *Crow*, par exemple, quelles seraient les différences dans les coûts des céréales? Ce que l'on nous dit dans l'Est du Canada, en tout cas pour l'Est de l'Ontario, le Québec et les Maritimes, c'est que la nouvelle politique du *Crow* va certainement augmenter ce prix-là de $11.49.

M. Perreault: On peut vous préparer des chiffres, mais ce ne seront pas des chiffres tranchés et tout cela. Vous allez avoir différents scénarios. Oui, on pourrait le faire.

M. Ostiguy: J'aimerais bien avoir ces chiffres s'il vous était possible de nous les préparer.

Vous nous avez dit dans votre mémoire, ou peut-être bien dans votre rapport annuel, que le Programme d'aide aux silos intérieurs avait pris fin le 31 mars 1982. Est-ce que vous avez demandé d'autres sommes d'argent pour la prochaine année financière, c'est-à-dire 1983-1984?

M. Perreault: On a un comité là-dessus; je vais laisser parler M. de Cotret qui administre le programme; il connaît beaucoup mieux que moi les détails. On va laisser cela tranquille pendant quelque temps, et on verra plus tard. Pour ce qui est du comité, c'est un comité composé de trois représentants de l'Office et de trois représentants du ministère de l'Agriculture. On va évaluer la situation à nouveau dans quelque temps pour voir si c'est encore nécessaire, si c'est encore justifié.

J'aimerais que ce soit M. de Cotret qui réponde à cette question, parce que c'est lui qui a administré le programme au point de vue pratique.

M. Ostiguy: Très bon programme!

Le président: Monsieur de Cotret.

M. Guy de Cotret (directeur général, Coordination des programmes, Office des provendes du Canada): Madame le président, le Programme d'agrandissement s'est terminé le 31 mars 1982, mais le Programme de nouveaux silos doit se terminer le 31 mars 1983, c'est-à-dire ce mois-ci. Comme M. Perreault vous l'a dit, on regarde les effets de ces silos-là et, dans le moment, on est d'avis qu'il y en a suffisamment pour combler les besoins immédiats. On pourra évaluer ces programmes-là dans deux ou trois ans, au fur et à mesure que la production de céréales va augmenter.

[*Translation*]

Mr. Perreault: Yes, you are right, given the present situation, if you make the conversion for transportation and if you add what it costs to feed the hogs and to move their carcasses from the west to the east.

Mr. Ostiguy: It does not include only the cost of grains, but also transportation costs, and mostly . . .

Mr. Perreault: The cost of meat also.

Mr. Ostiguy: On page 20, the table covers Moncton and the Maritimes. In Moncton, the producer has a disadvantage of $14.16.

Mr. Perreault: That is right, but the situation is different if the grain comes from Winnipeg.

Mr. Ostiguy: Could you prepare tables according to the brief that has been submitted? If that were the new policy for the Crow for example, what difference would it make in the cost of grains? What we are told in eastern Canada, that is in eastern Ontario and Quebec and in the Maritimes, it is that the new Crow policy will most certainly increase that price by $11.49.

Mr. Perreault: We could prepare figures for you, but it will be nothing definite. We will give you different scenarios. It could be done, yes.

Mr. Ostiguy: I would like to have those figures if you could prepare them.

You told us in your brief, or maybe that was in your annual report, that the inland elevator programs had ended on March 31, 1982. Have you asked for more funds for the next fiscal year, that is for 1983-84?

Mr. Perreault: A committee is studying the issue and I will ask Mr. de Cotret to say a few words about it since he is responsible for the program and he knows all the details far better than I. We will let it sleep for awhile and come back to it later. As for the committee, it is made up of three representatives from the board and three representatives from Agriculture Canada. It will re-evaluate the situation in a while to determine whether the program is still justified.

I would prefer Mr. de Cotret to answer your question because he is the one responsible for its practical application.

Mr. Ostiguy: It is an excellent program!

The Chairman: Mr. de Cotret.

Mr. Guy de Cotret (Director General, Program Coordination, Livestock Feed Board of Canada): Madam Chairman, the program to increase storage capacity ended on March 31, 1982, but the program for the construction of new elevators will end on March 31, 1983, that is in a few days. As Mr. Perreault has told you, we are now examining the effects of those elevators and, for the time being, we think that there are enough elevators to fulfil our present needs. Those programs should be re-evaluated in two or three years, as grain production increases.

[*Texte*]

M. Ostiguy: Monsieur de Cotret, quand on parle de silos intérieurs, on parle de silos publics.

M. de Cotret: C'est cela.

M. Ostiguy: Vous n'aviez pas touché, vous, à la politique des silos privés, je pense?

M. de Cotret: On a touché aux silos privés, dans la mesure où il ne s'agissait pas de silos sur les fermes; on n'a pas touché au Programme de silos sur les fermes.

M. Ostiguy: Je suis entièrement d'accord avec vous. Je pense que la construction de silos intérieurs qui s'est faite jusqu'à maintenant répond aux besoins. Par contre, M. le ministre nous a dit tout à l'heure qu'il prévoyait que le Québec serait autosuffisant en 1990. C'est une chose dont je doute beaucoup, puisqu'en 1982, le Québec s'autosuffisait à 46 p.100.

Mr. Whelan: I never said self-sufficient. I said that Prince Edward Island becomes self-sufficient, but Quebec would be probably 85% self-sufficient by 1990, not 100%. If I did say that I made a mistake, because I know it cannot be self-sufficient.

• 1235

M. Ostiguy: Je ne crois cependant pas que le Québec, monsieur le ministre, soit autosuffisant à 80 ou 85 p. 100 au cours des années 1990. Toutefois, je le souhaiterais ardemment! Il faudrait qu'il y ait de très bon programmes. Il faudrait que le ministre de l'Agriculture crée de bons programmes!

Mr. Whelan: Madam Chairman, he is thinking too negatively again. He has been listening to too many members of the opposition.

M. Ostiguy: Oh, non! J'y crois, si le ministre crée de bons programmes pour le développement agricole.

Merci, madame le président.

Le président: Merci, monsieur Ostiguy.

Je vous rappelle que cet après-midi nous aurons une autre réunion à 15h30 avec M. Perreault et les représentants de l'Office des provendes du Canada. Désirez-vous toujours que cette réunion ait lieu cet après-midi?

Mr. Neil: I have the other meeting. I would like to ask a couple of questions this morning, if I could.

Mr. Whelan: I will not be here, so the meeting will go much faster.

Mr. Neil: That is right.

Le président: Si vous le désirez, nous pouvons prolonger notre séance jusqu'à 12h45 ou 13 heures; ainsi, nous pourrions annuler la séance prévue pour cet après-midi.

Une voix: D'accord.

An hon. Member: I agree with that.

The Chairman: Until 1.00 p.m., and no meeting this afternoon.

[*Traduction*]

Mr. Ostiguy: Mr. de Cotret, when you talk of inland elevators, they are public elevators.

Mr. de Cotret: You are right.

Mr. Ostiguy: You have never touched on the policy for private elevators; is that so?

Mr. de Cotret: We did do something for private elevators, but those were not farm elevators. We have had nothing to do with the farm elevator program.

Mr. Ostiguy: I fully agree with you. I think that enough inland elevators have been built to date to match our needs. The minister, however, has told us earlier that he expected Quebec to be self-sufficient by 1990. I doubt it very much since in 1982 Quebec was only 46 per cent self-sufficient.

M. Whelan: Je n'ai jamais parlé d'autosuffisance. J'ai dit que l'Île-du-Prince-Édouard serait autosuffisante, mais que le Québec ne s'autosuffirait pas à plus de 85 p. 100 d'ici 1990. Si je l'ai dit, je me suis trompé, car je sais que cette province n'atteindra pas l'autosuffisance.

Mr. Ostiguy: I do not think that Quebec will be even 80 or 85 per cent self-sufficient by 1990. I do wish it could be! We would need very good programs for that. The Minister of Agriculture should establish good programs!

M. Whelan: Madame le président, il se montre trop pessimiste. Il écoute trop les députés de l'opposition.

Mr. Ostiguy: Oh, no! I do believe in self-sufficiency if the minister establishes good programs for the agricultural development.

Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Ostiguy.

May I remind you that we will have another meeting at 3.30 this afternoon with Mr. Perreault and the officials from the Livestock Feed Board of Canada. Do you still wish to have this meeting this afternoon?

M. Neil: J'ai une autre séance. Si vous le permettez, je voudrais poser d'autres questions encore ce matin.

M. Whelan: Comme je ne serai pas là, les choses iront plus vite.

M. Neil: Je ne vous le fait pas dire.

The Chairman: If you wish, we could sit longer, until 1 o'clock maybe, and then we could cancel this afternoon's meeting.

An hon. Member: Agreed.

Une voix: Je suis d'accord.

Le président: Nous pourrions siéger jusqu'à 13h00 et supprimer la séance de cet après-midi.

[*Text*]

Mr. McCain: If I can get on once more I would settle for that. But it might take a little more than one, depending on just how long these witnesses go.

The Chairman: I have only Mr. Neil and you, Mr. McCain, on the list. And Mr. Hovdebo, excuse me, and Mr. King. Okay.

Mr. McCain: You are not going to give Mr. King . . .

Mr. King: No, I will ask my man from Kamloops there and he will give me a better informed private audience.

The Chairman: So, Mr. McCain, you have the floor.

Mr. Whelan: I am glad to hear that he is Mr. King's man. I thought he was my man too. So as long as he is our man, that is fine.

Mr. Neil: I am wondering about feed freight assistance into the Maritimes. Supposing grain, say corn from the U.S., was shipped into the Maritimes. Would there be any assistance given to the consumer down in the Maritimes?

Mr. Perreault: Not likely. It all depends upon the government, of course. If you remove feed freight assistance from the Maritimes—I had several discussions with Arly Mair on this—then they will get American corn.

Mr. Neil: Well, what I am saying is, assuming American corn is relatively cheap in Ontario, is there ever a situation where that American corn is shipped to the Maritimes and the ultimate consumer in the Maritimes receives feed freight assistance on that corn?

Mr. Perreault: No, no. We keep a close check on it and we take—well, if we have a complaint we investigate the complaint, of course. What we do is select a certain number of firms and we have a complaint investigation audit made on a certain list every year. They provide the list to me, then I approve the list, and it is being done on a rotation basis year after year. We have been doing that since the inception of the board.

Mr. Neil: So in other words, the feed freight assistance is only paid on Canadian grains?

Mr. Perreault: Right now, yes. But if you remove feed freight assistance from the Maritimes, that will encourage the movement of American corn into the Maritimes for sure. I do not think you want that.

Mr. Neil: Another quick question. On the inland elevators, the assistance that was given, who owns these elevators?

Mr. Perreault: The elevators are owned by private concerns.

Mr. Neil: Grain companies?

Mr. Perreault: Yes. It could be large companies, small individuals. It could be co-ops.

Mr. Neil: Could we have a list of the elevators that receive the assistance, please?

[*Translation*]

M. McCain: J'en serais heureux si je pouvais avoir un autre tour. Je demanderais peut-être même deux tours encore si les témoins sont prêts à rester encore assez longtemps.

Le président: Je n'ai que les noms de M. Neil et de M. McCain. Il y a aussi M. Hobdevo, pardon, et M. King. C'est bon.

M. McCain: Vous n'allez pas donner à M. King . . .

M. King: Non, je vais demander à mon gars de Kamloops et il me donnera en particulier de bien meilleurs renseignements.

Le président: Alors, M. McCain, vous avez la parole.

M. Whelan: Je suis heureux d'apprendre qu'il est du côté de M. King. Je croyais qu'il était du mien aussi. Tant que vous vous entendez bien, il n'y a pas de problème.

M. Neil: Je m'interroge à propos de l'aide financière au transport des provendes jusque dans les Maritimes. Supposons que du maïs soit envoyé aux États-Unis jusque dans les Maritimes. Le consommateur des Maritimes profiterait-il d'une certaine aide?

M. Perreault: Probablement pas. Cela dépend évidemment du gouvernement. Si on supprime l'aide au transport des provendes dans les Maritimes—j'en ai souvent discuté avec Arly Mair—les gens là-bas achèteront du maïs des États-Unis.

M. Neil: Supposant que ce maïs est relativement bon marché en Ontario, se pourrait-il qu'il soit envoyé dans les Maritimes et que par conséquent le consommateur là-bas profite ainsi de l'aide au transport des provendes?

M. Perreault: Non. Nous surveillons les choses de très près et quand il y a une plainte, nous faisons enquête. Nous choisissons un certain nombre d'entreprises et nous faisons une vérification à partir d'une liste donnée chaque année. Les entreprises me fournissent la liste que j'approuve, puis les vérifications sont faites à tour de rôle chaque année. Nous faisons cela depuis la création de l'Office.

M. Neil: Autrement dit, l'aide pour le transport des provendes n'est donnée que pour les céréales canadiennes, n'est-ce-pas?

M. Perreault: En ce moment, oui. Si vous supprimez cette aide financière pour les Maritimes, cela favorisera l'achat de maïs des États-Unis dans les Maritimes. Je ne crois pas que vous le souhaitiez.

M. Neil: Une autre question très rapidement. A propos des silos intérieurs qui ont reçu l'aide financière; à qui appartiennent-ils?

M. Perreault: Les silons appartiennent à des entreprises privées.

M. Neil: À des compagnies de céréales?

M. Perreault: Oui. Ce peut-être de grandes entreprises ou de petites entreprises. Ce pourrait même être des coopératives.

M. Neil: Pourrions-nous avoir, s'il vous plaît, une liste des silons qui ont reçu une aide financière?

[*Texte*]

Mr. Perreault: Yes.

Mr. Whelan: You have a list. Madam Chairman, the hon. member has a list if he just reads my press releases.

Mr. Neil: There are not enough hours in the day to read the press releases that you put out, Mr. Minister.

Mr. Perreault: We can provide that to you without any problem. We gave it to you last year. It will be brought up to date this year. All right?

Mr. Neil: Okay. Now, one other question and then Mr. McCain can take over.

On page 6 of your report you talk about hopper cars. Are hopper cars used for Ontario corn of any kind?

Mr. Perreault: Not Canadian Wheat Board cars.

Mr. Sonneveld: No, not the government hopper cars. They are CN or CP or CNR cars.

Mr. Neil: Owned by the railway?

Mr. Sonneveld: The railway company cars, yes.

Mr. Neil: Thank you very much.

Le président: Merci, monsieur Neil.

Monsieur Hovdebo.

• 1240

Mr. Hovdebo: The Canadian Wheat Board lost $2.4 million on domestic market sales despite the $8 million subsidy, that is a $10.4 million loss on domestic feed grains. It is a fairly substantial loss. Is that kind of a loss going to continue into the next year, and is that loss added on to the subsidies which are recognized as subsidies to eastern feed?

Mr. Sonneveld: You must take into consideration how the Canadian Wheat Board comes up with these figures. It is a combination of sales of the western and eastern position. But to come to your question as to whether this will keep up, let me tell you that we now find ourselves in the exact opposite position. If you take a look at the pricing structure of barley vis-à-vis corn competitive, vis-à-vis export markets, you will probably find that the export market is close to $20 lower than the corn competitive pricing structure and this is the problem that we have with the barley market. It has no solid foundation. Therefore, the answer is: this has not been the case in the last four or five months. As a matter of fact, the opposite is true, that the world market is much lower than the corn-competitive market in comparison.

Mr. Hovdebo: That $2.4 million came out of the producers' pocket in the west. Is the government planning on establishing a rate which does not allow that to happen? For instance, if you are making money, is that money going back to the western producer? Is it going into the barley pool and being distributed to the western producers?

[*Traduction*]

M. Perreault: Certainement.

M. Whelan: Vous en avez une liste. Madame le président, le député aurait la liste s'il avait lu mes communiqués de presse.

M. Neil: Il n'y a pas assez d'heures dans une journée pour que j'aie le temps de lire tous les communiqués de presse que vous publiez, monsieur le ministre.

M. Perreault: Nous pouvons vous fournir cette liste sans problème. L'an dernier, nous vous en avions donné une. Nous la remettrons à jour cette année. Cela vous va?

M. Neil: C'est bien. Une dernière question maintenant, puis je laisse la parole à M. McCain.

A la page 7 de votre rapport, vous parlez de wagons-trémies. Ces wagons-trémies sont-ils utilisés pour le maïs de l'Ontario?

M. Perreault: Ce ne sont pas des wagons de la Commission canadienne du blé.

M. Sonneveld: Non, ce ne sont pas des wagons-trémies du gouvernement. Ils appartiennent au CN ou au CP.

M. Neil: Ils appartiennent à la société de chemin de fer?

M. Sonneveld: Oui, ce sont des wagons des sociétés ferroviaires.

M. Neil: Je vous remercie beaucoup.

The Chairman: Thank you, Mr. Neil.

Mr. Hovdebo.

M. Hovdebo: La Commission canadienne du blé a perdu 2.4 millions de dollars de son chiffre d'affaire sur le marché intérieur malgré la subvention de 8 millions de dollars. Il s'agit donc d'un manque à gagner de 10.4 millions de dollars pour les provendes du Canada. C'est un montant considérable. Y aura-t-il le même manque à gagner l'an prochain, et cette perte est-elle ajoutée aux subventions reconnues comme telles pour les provendes de l'est?

M. Sonneveld: Vous devez tenir compte de la façon dont la Commission canadienne du blé calcule ces chiffres. On combine les ventes dans l'Ouest et dans l'Est. Quant à savoir s'il continuera d'y avoir un tel manque à gagner, je dois vous dire que nous nous trouvons maintenant dans une situation diamétralement opposée. Si vous jetez un coup d'oeil aux tarifs de l'orge par rapport au maïs compétitif, par rapport à l'exportation, vous verrez sans doute que le prix à l'exportation est inférieur de près de $20 à celui du maïs compétitif. Voilà le problème que pose le marché de l'orge. Il n'a pas de base solide. La solution, c'est qu'il n'en est pas ainsi depuis quatre ou cinq mois. D'ailleurs, c'est tout le contraire. Le marché mondial est plus faible que le marché du mais compétitif.

M. Hovdebo: Ces 2.4 millions de dollars ont été perdus par les producteurs de l'Ouest. Le gouvernement prévoit-il d'établir un taux qui ne permettra plus la répétition de ce genre de choses? Par exemple, quand on fait des profits, est-ce qu'on en remet une partie aux producteurs de l'Ouest? Est-ce

[*Text*]

Mr. Sonneveld: We must take into consideration that we are talking about three different markets now at the same time. One is a guaranteed barley price under the Canadian Wheat Board initial prices; one is a corn-competitive price that is set outside the influence of corn, and the other one is a domestic price which is set on availability within the Prairies. So when you are saying, what is the government going to do, I think you will have to wait until the government's or the Canadian Wheat Board's initial prices are announced.

But just to give you some idea as to the latest, of the close of March 21, we can come up with prices that add up to about $135 in St. Lawrence for the American barley, and that is in Canadian funds, and $125 in Canadian funds for Canadian corn in water. And when we look at the domestic pricing, we find the corn-competitive formula at $120 or $119.20, the non-board market at $102.70, and the export price on March 21 at about $110. So there is about $10 difference between the export price and the price at Thunder Bay.

Mr. Perreault: Madam Chairman, could we add those figures to our declaration?

The Chairman: Yes.

Mr. Hovdebo: Just one more question, and this one is to the minister. Will these losses, on the basis of domestic sales by the Canadian Wheat Board on the corn-competitive price—okay, the government took up $8 million of them this year. What provision is being made by the government in their new policy, which is supposed to come out August 1, that will prevent these kinds of losses to western farmers?

Mr. Whelan: Madam Chairman, all I can say to the hon. member is that we do know that the Wheat Board has lost much more. We do not know the final figure, for sure, but it is estimated that it could be as high as $50 million on the export barley sales that they have been involved in.

• 1245

So all I can say is that the program that we have implanted, the program that we will have, will be fair and equitable. We do not think one producer group should be at the disadvantage of another producer group.

The Chairman: Thank you Mr.Hovdebo. Mr. King, if you are ready for your questions. No? Mr. McCain.

An hon Member: Mr. Mair would like to make a remark.

An hon Member: Mr. Mair had better come up here so we can see him.

The Chairman: Yes, okay.

Mr. Arly Mair (Board Member, Lifestock Feed Board of Canada): I just could not let Mr. Althouse's comments go

[*Translation*]

qu'on verse une partie de ces profits aux syndicats de l'orge pour qu'ils les distribuent aux producteurs de l'ouest?

M. Sonneveld: N'oublions pas que nous sommes en train de parler de trois marchés différents à la fois. Le premier, c'est celui où les prix de l'orge sont garantis en fonction des prix de départ de la Commission canadienne du blé; l'autre, c'est le marché avec le prix compétitif du maïs fixé sans tenir compte du marché du maïs, et le dernier, c'est le prix intérieur fixé suivant l'offre dans les Prairies. Alors lorsque vous demandez ce qu'a l'intention de faire le gouvernement, je dois vous répondre d'attendre que le gouvernement ou la Commission canadienne du blé annonce les prix de départ.

Pour vous donner quand même une idée, je vais vous citer le prix le plus récent, celui à la fermeture du marché le 21 mars. Vous aurez alors environ $135 canadiens dans le Saint-Laurent pour l'orge des États-Unis et $125 canadiens pour le maïs canadien par bateau. Pour les prix intérieurs, le prix compétitif du maïs est de $120 ou $119.20, sur le marché extérieur à la Commission, le prix est de $102.70, et le 21 mars, sur le marché d'exportation, le prix était d'environ $110. Il y a donc une différence de $10 environ entre le prix à l'exportation et le prix à Thunder Bay.

M. Perreault: Madame le président, pouvons-nous ajouter ces chiffres à notre exposé?

Le président: Oui.

M. Hovdebo: Encore une question, à l'intention du ministre cette fois. Ce manque à gagner, étant donné le chiffre d'affaire de la Commission canadienne du blé au Canada, pour le marché du maïs à des prix compétitifs . . . Bon, le gouvernement a assumé 8 millions de dollars de ce manque à gagner cette année. Dans sa nouvelle politique, qui est censée être annoncée le premier août, le gouvernement prévoit-il des mesures pour empêcher que ce genre de manque à gagner n'affecte de nouveau les agriculteurs de l'Ouest?

M. Whelan: Madame le président, je peux tout simplement dire aux députés que nous savons que la Commission du blé a perdu encore davantage. Nous ne connaissons pas le chiffre définitif, mais on estime que cela pourrait aller jusqu'à 50 millions de dollars pour l'orge exporté.

Tout ce que je peux dire, c'est que le programme que nous avons mis en oeuvre, le programme que nous allons avoir, sera juste et équitable. Nous ne pensons pas qu'un groupe de producteurs devrait être mieux loti qu'un autre groupe.

Le président: Merci, monsieur Hovdebo. Monsieur King, si vous êtes prêts à poser vos questions. Non, pas encore? Monsieur McCain.

Une voix: M. Mair voudrait dire quelque chose.

Une voix: Qu'il s'approche de la table pour qu'on puisse le voir.

Le président: D'accord.

M. Arly Mair (membre de l'Office des provendes, Office des provendes du Canada): J'ai quelque chose à dire au sujet

[*Texte*]

without—one misunderstanding, I think. You indicated that you asked a question, is this part of the subsidy of this lost wheat or is this part of the subsidy to the east. I would like to remind you that the wheat board sell to the western livestock industry as well, probably greater quantities of grain than they sell to the east at corn competitive prices. In fact, there were times last year when the wheat board refused to sell to the eastern domestic market at corn competitive but they did sell into the western market. So it is not a subsidy to the east. It is a subsidy between grain producers and livestock producers.

The Chairman: Mr. McCain.

Mr. McCain: Madam Chairman. I would like to ask through you, does the corn competitive price increase or decrease the consumption of western grain in eastern Canada?

Mr. Perreault: No. If western grains are priced too high with respect to corn—I am not talking so much about the market, this is a special case—then people will go to corn immediately, Ontario corn or U.S. corn. What it provides, is a ceiling. And if you follow the situation, like in the past six months and so on, it is not true that they have suffered considerable losses. What happened one year when everybody was crying at the time was, all those effects were due to the embargo by the United States on shipments to U.S.S.R.

Mr. McCain: But you did not answer my question at all.

Mr. Perreault: So all in all, I think it is a good balance, it is a good flywheel. That is my own opinion. I defer to . . .

Mr. McCain: Well, do we consume more or less?

Mr. Perreault: —Mr. Hargrave in that case, but I say that I believe we are working very well.

Now what the government is going to announce before the end of the crop year is a different matter. I do not know what the review committee will say or recommend. But, all in all I think it has been working very well. Doug would like to talk on that.

Mr. Douglas Mutch (Director of Economic Research & Secretary to the Board, Livestock Feed Board of Canada): One interesting thing we found with the formula price at present—there are two ways of looking at it.

One, the corn formula prices, the reality within Ontario and along the St. Lawrence and the majority of the prime livestock-producing regions of Quebec who have direct access, direct competitive access to U.S. corn. One thing that we have found in this year, with some of the uncertainties over the past year, we have now found that western barley is down below

[*Traduction*]

de ce que vient de dire M. Althouse—il y a malentendu je pense. Dans votre question vous demandez si c'est une partie des subventions pour le blé perdu ou une partie des subventions aux provinces de l'Est. Je voudrais vous rappeler que la Commission canadienne du blé vend des céréales aux éleveurs de bétail de l'Ouest aussi, probablement beaucoup plus qu'elle en vend à l'est aux prix compétitifs du maïs. En fait, l'année dernière on a constaté à plusieurs reprises que la commission avait refusé de vendre au marché de l'est du Canada au prix compétitif du maïs, mais que par contre elle avait vendu au marché de l'Ouest. Ce n'est donc pas une subvention qui est accordée aux provinces de l'Est. C'est une subvention entre les producteurs de céréales et les éleveurs de bétail.

Le président: Monsieur McCain.

M. McCain: Madame le président, je voudrais demander si le prix compétitif du maïs a pour effet d'augmenter ou de diminuer la consommation de céréales de l'Ouest dans l'est du Canada?

M. Perreault: Non. Si le prix des céréales de l'Ouest était trop élevé par rapport au prix du maïs—je ne parle pas du marché, c'est un cas spécial celui-ci—les gens se reporteraient sur le maïs immédiatement, le maïs de l'Ontario ou le maïs américain. Le prix compétitif ne fait que fixer un plafond. Si vous suivez l'évolution de la situation, par exemple au cours des six derniers mois, etc., il n'est pas vrai de dire que la consommation dans l'est du Canada a souffert beaucoup. Ce qui s'est passé lorsque tout le monde se plaignait en même temps, c'est que ces régions ont ressenti les retombées dues à l'embargo imposé par les États-Unis sur les céréales à destination de l'Union soviétique.

M. McCain: Mais vous n'avez pas répondu à ma question du tout.

M. Perreault: Dans l'ensemble, je crois qu'il y a un bon équilibre, le marché a pour ainsi dire une bonne lancée. C'est ce que je pense.

M. McCain: Mais je vous demande si nous consommons davantage ou moins?

M. Perreault: Je vais demander à M. Hargrave de vous répondre, mais je pense que tout va très bien.

Ce que va annoncer le gouvernement avant la fin de la campagne agricole, est tout autre chose. Je ne sais pas quelles seront les recommandations du comité d'étude. Mais dans l'ensemble je crois qu'il a fait du très bon travail. Doug voudrait dire quelques mots à ce sujet.

M. Douglas Mutch (directeur de recherche économique et secrétaire de l'Office des provendes du Canada): L'une des choses intéressantes que nous avons découvertes avec l'utilisation de la formule à l'heure actuelle—il y a en fait deux façons d'aborder la question.

La première consiste à se baser sur les prix du maïs, c'est-à-dire sur ce qui existe en Ontario et le long du Saint-Laurent, ainsi que dans les régions du Québec, principales productrices de bétail de première catégorie, qui ont un accès direct au marché du maïs américain. Cette année nous avons constaté, compte tenu de certaines incertitudes au cours de l'année

[*Text*]

formula price values. We expect to see an increased usage of western barley very, very soon.

But the other thing with formula pricing is the supply security aspect, and even though barley has been a better buy than corn in recent months, users have been reluctant to get in until they are absolutely sure that the barley will be available. So you ask a direct question: does formula pricing increase the usage of western grain within eastern Canada? I think we can say yes, it will. One, in the sense that it keeps western grain competitive to eastern grains under certain market conditions and two, very importantly, the supply security aspect.

Mr. McCain: Thank you very much. Madam Chairman, there have not been published figures until this report which substantiated my accusation for the last three years, that because of the reduction of impact of the feed freight subsidy program, we could deliver western meat to Atlantic Canada cheaper than you could produce it in Atlantic Canada. And I think these tables, tables 9 and 10 on pages 19 and 20, certainly substantiate the statement which I have made. And this of course is the Maritime and eastern Quebec criticism of the present price stabilization board.

• 1250

There is not a lot more, I guess, that I want to say, except that we just have to have, Madam Chairman, the utilization of any foreign variety which would work. I appreciate that the minister has referred to root rot, and in the case of Herta barley that in fact did take place. But the reason, the primary reason, in my opinion, why this did take place—and I planted Herta barley myself—was that we sent that grain to Brandon or to some other western research station for the seed supply propagation; we did not send it to Fredericton or Charlottetown or . . . When I bought a car of that seed from western Canada, or part of a car, most of it, Madam Chairman, that grain that came from western Canada, supposedly the best seed I could get, did not resemble the Herta plant which I first grew in the early generations of the seed. Herta barley was not subject to ring rot in its initial growth in eastern Canada; it became subject to root rot as it was regenerated from its own seed and never from the breeders initial seed. That, I think, is the primary fault and the primary cause of the decline of Herta. It may have initially been subject to root rot; I do not know that; but we never brought another bushel from the breeder to find out—that is the problem. I say to you that western grain research is just not applicable to Atlantic Canada. I do not think you will find many, if any, varieties grown on both the prairie and Atlantic Canadian fields. I would urge the minister, as I have for a long while: accelerate your research; take full use of the various varieties which are grown in Scandanavia and most of the European countries in equally damp soils, equally moist weather, which would be a

[*Translation*]

antérieure, que l'orge de l'Ouest est maintenant en-dessous du prix de formule. Nous nous attendons à ce que très rapidement on consomme davantage d'orge de l'Ouest.

Il y a également un autre élément qu'il faut prendre en considération quand on discute de la formule, c'est l'aspect sécurité des approvisionnements; même si l'orge a été plus rentable que le maïs au cours des derniers mois, les acheteurs ont hésité à acheter, car ils veulent être absolument certains qu'il y aura de l'orge à acheter. Vous posez donc une question directe, vous demandez si la formule augmente la consommation de céréales de l'Ouest dans l'est du Canada? Je peux dire que oui, que ce sera le cas à l'avenir. En ce sens que les céréales de l'Ouest resteront compétitives par rapport aux céréales de l'Est dans certains marchés et compte tenu des conditions qui prévalent et également, ce qui est d'ailleurs plus important, il y a l'aspect sécurité des approvisionnements.

M. McCain: Merci beaucoup. Madame le président, aucun chiffre jusqu'à ce rapport n'a été publié, qui aurait pu justifier l'accusation que je lance depuis les trois dernières années, à savoir qu'à cause de la diminution de l'impact du programme d'aide au transport des céréales fourragères, nous aurions pu expédier de la viande de l'Ouest à destination de la Région atlantique du Canada à un prix moindre que ce qu'il en aurait coûté pour le produire dans la Région atlantique. Je crois que ces tableaux, c'est-à-dire les tableaux 9 et 10, page 19 et 20 prouvent certainement ce que je viens de dire. C'est ce que reprochent les provinces maritimes et l'est du Québec à l'actuel Office de stabilisation des prix.

Je pense que c'est à peu près tout ce que je voulais dire, toutefois, madame le président, je tiens à souligner qu'il faut que l'on recoure davantage aux variétés étrangères qui pourraient bien s'adapter au Canada. Je sais que le ministre a parlé du pourrissement des racines de certaines céréales, et dans le cas de l'orge Herta, c'est en fait ce qui s'est passé. Mais la raison essentielle, à mon sens—et j'ai moi-même planté de l'orge Herta—tient au fait que nous avons envoyé cette céréale au centre de recherche de Brandon ou à d'autres centres de recherche dans l'Ouest pour la production de la graine, alors que nous aurions dû l'envoyer à Fredericton ou à Charlottetown, ce que nous n'avons pas fait . . . Lorsque j'ai acheté un wagon de cette semence de l'Ouest du Canada, ou devrais-je plutôt dire une partie d'un wagon, la plus grande partie venait de l'ouest du Canada; c'était censément la meilleure semence que je pouvais acheter, mais j'ai constaté qu'elle ne ressemblait pas à la variété Herta que j'avais utilisée au début de l'ensemencement. L'orge Herta ne souffre pas du pourrissement des racines, du moins dans la phase initiale de sa croissance dans l'est du Canada. Ce pourrissement est survenu après parce qu'on l'a reproduite à partir des mêmes semences, mais jamais avec des semences de première génération. C'est là à mon sens la cause principale du dépérissement de cette variété d'orge. Il se peut au demeurant que cette variété soit sujette au pourrissement des racines, je ne le sais pas, mais fort de cette expérience, nous n'avons plus acheté ce type de semence du tout—c'est là où se situe le problème. Je pense que la recherche sur les céréales de l'Ouest ne peut pas s'appliquer aux

[*Texte*]

generator of the root rot to which you refer—no question about that. I think we need some of those varieties. I grew, Madam Chairman, personally, yields in excess of 100 bushels to the acre of Herta barley. My friends who have visited farming communities in Europe tell me that they, too, are growing today yields in excess of 100 bushels per acre. At that point in time, Madam Chairman, eastern Quebec and Atlantic Canada do not need feed freight subsidy; but, my oh my, we do need research and we do need reasonable cost of transportation on a per tonne-mile basis, which we do not have, Madam Chairman.

Now, these figures show unequivocally that the saving of a feeder in Atlantic Canada in terms of pork is significant—on page 19—and when they go to beef it again becomes significant. It indicates the reason why the Atlantic Council of Agriculture is making the strongest possible representations for mercy, for research and viable varieties.

Madam Chairman, I cannot say it any more forcefully or any more meaningfully or in an any more dedicated manner than I am to Atlantic Canada. We just have to have recognition in research and transportation costs. The nature of general production of grain in Atlantic Canada at the moment is such that it is used primarily as a rotation crop, not because it is viable. We are aware of the effect we have had in Nova Scotia by the introduction of some of the European varieties, and they have been good.

There is just one question that I want to ask and, if the minister does not become too argumentative, I will be quiet. These are the pleas I make: I ask what has been the success in the minds of the Wheat Board of the effort to grow some fall wheat? Do you think it will make significant inroads into the grain production in Atlantic Canada, and if so, what impact do you anticipate it would have on feeder costs?

Mr. Whelan: Madam Chairman, I do not have the latest data on the production of winter wheat in the Maritimes. We are doing more research on it than we did before and basically our research is in Ottawa.

I just want to say that a lot of research is done in different parts of Canada and is of different benefit to different regions. Marquis wheat, for instance, which did so much for western Canada was not developed at the western agricultural research centre; it was developed in Ottawa at the research centre here.

[*Traduction*]

variétés cultivées dans les provinces Atlantiques du Canada. Je ne pense pas que vous trouviez beaucoup, si même vous en trouvez, de variétés qui peuvent être cultivées indistinctement dans les Prairies et dans la région Atlantique du Canada. Je prierais instamment le ministre, comme je l'ai fait depuis longtemps, d'accélérer les recherches, et d'utiliser au maximum les différentes variétés cultivées en Scandinavie ainsi que dans la plupart des pays européens dans des sols et des climats aussi humides que les nôtres, susceptibles de faire pourrir les racines. Je crois que nous avons besoin d'utiliser certaines de ces variétés. Madame le président, j'ai ensemencé de l'orge de variété Herta, dont le rendement dépasse plus de 100 boisseaux par acre. Mes amis, qui ont visité des communautés agricoles en Europe me disent qu'eux également ont des rendements qui dépassent 100 boisseaux par acre. Maintenant, madame le président, l'Est du Québec et les provinces Maritimes n'ont plus besoin d'aide pour le transport des céréales fourragères, par contre ces régions ont besoin que l'on fasse davantage de recherches et également d'un coût de transport raisonnable par tonne/mille, ce que nous n'avons pas à l'heure actuelle.

Les chiffres montrent clairement que les économies que pourrait faire un engraisseur de porcs dans la région Atlantique seraient importantes—page 20—et ensuite lorsqu'on regarde la situation du boeuf, on constate que ces économies sont également très importantes. Cela explique les raisons pour lesquelles le Conseil Atlantique de l'agriculture fait des démarches pressantes pour que l'on fasse davantage de recherches et que l'on utilise des variétés rentables.

Madame le président, je ne saurais insister davantage ni être plus explicite que je ne le suis pour dire que je suis dévoué à la région Atlantioue du Canada. Il faut que l'on fasse des recherches et que l'on établisse des coûts de transport rentables. En général, la production céréalière de la région Atlantique se fait par rotation, et non pas à cause de la rentabilité. On connaît les effets qu'a donné en Nouvelle-Écosse l'introduction de certaines variétés européennes; je dois dire que les résultats ont été bons.

Je voudrais poser une question et si le ministre n'est pas trop long, j'en resterai là. Voilà ce que je demande: De l'avis des responsables de la Commission canadienne du blé, par quoi se sont soldés les efforts qu'on a faits pour cultiver du blé d'automne? Croyez-vous que ce type de culture viendra grossir la production céréalière de la région Atlantique du Canada, et, si c'est le cas, quelles retombées cela aurait-il sur les coûts des engraisseurs?

M. Whelan: Madame le président, je n'ai pas les données les plus à jour sur la production de blé divers dans les provinces Maritimes. Nous sommes en train de faire pour l'instant davantage de recherches à ce sujet, beaucoup plus que nous n'en faisions avant et dans l'ensemble cette recherche est faite à Ottawa.

Je me bornerai à dire que l'on a fait beaucoup de recherches dans différentes parties du Canada et ces recherches ont profité différemment aux différentes régions. Le blé Marquis, par exemple, qui a beaucoup contribué à la production de l'Ouest du Canada, n'a pas été mis au point par le centre de

[*Text*]

Mr. McCain: By all means exchange your research.

• 1255

Mr. Whelan: I was in Brandon yesterday. I try to visit every research station in an area where I go. They are doing a tremendous amount of work on cereal grains in that station, with limited facilities, again. Over 50%, for instance, of the barley grown in Canada was developed at the Brandon station. The hon. member sitting right next to you, the member from Medicine Hat, can tell you that geographical, climatic conditions, soil conditions in western Canada vary as much as they do on some continents, as far as that goes; but those varieties that they develop there are doing quite well.

Corn—again, you talk about corn. I visited the President of the New Brunswick Federation of Agriculture's farm, and he was feeding I do not know how many hundred head of steers when I was there. His steers mostly come from eastern Canada. He had accumulated a wide variety, I must say. He was feeding them on corn and corn silage that he would grow on his own farm; and he was about the only one in that whole neighborhood who was growing corn.

Corn research is done here in Ottawa. We are doing some at one of the stations in Quebec. We are doing it in Manitoba. We are doing it in Harrow. We are doing it in conjunction with some of the private companies. I just received a note here from my deputy minister telling me how much money we are actually putting into corn research. And some of it is not coming from our department, it is coming from IRAP, the Industrial Research Assistance Program, and that is going to assist plant breeding in Canada. This is something we could probably use in New Brunswick, because in the 1982-83 program this was not that significant, but assistance totalling $782,000 was awarded to eight commercial seed companies engaged in corn breeding research in Ontario. The present IRAP budget is $28 million. Of this total, $8 million goes to food and agriculture research, divided about equally between the food-processing companies.

When we talk about that, there is another thing we should be aware of, when we talk about feed freight assistance, etc., and that is what is going on in the United States with their PIK program. The PIK program not only is paying them not to put land in production, but it is going to give grain to livestock producers. If you think you can compete with that—you are talking about feed freight assistance; but they are going to be giving grain to livestock producers under that PIK program. If the farmer agrees to take his acreage out of production, he gets

[*Translation*]

recherche agricole de l'Ouest, mais par notre centre de recherche d'Ottawa.

M. McCain: N'hésitez pas, échangez vos recherches.

M. Whelan: J'étais â Brandon hier. J'essaie de visiter les centres de recherche qui se trouvent là où je vais. J'ai constaté qu'à Brandon même avec les installations limitées dont il dispose, le centre a fait un travail incroyable sur les céréales fourragères. Par exemple plus de 50 p. 100 de l'orge que l'on cultive au Canada a été mis au point par le centre de recherche de Brandon. L'honorable député qui est assis à côté de vous, le député de Medicine Hat pourra vous dire que les conditions géographiques ou climatiques, ainsi que les conditions du sol dans l'Ouest du Canada, varient autant que sur certains autres continents, mais je vous dirai que les variétés qui ont été mises au point par le centre de recherche de Brandon donnent de bons résultats.

J'en reviens au maïs puisque vous en parlez. J'ai rendu visite au président de la Fédération des exploitations agricoles du Nouveau-Brunswick, et je me suis rendu compte qu'il engraissait je ne saurais vous dire combien de centaines de têtes de bovins quand j'étais là. Ces bovins venaient pour la plupart de l'Est du Canada. Il en avait, je dois le reconnaître, une assez grande variété. Il les engraissait tous avec le maïs qu'il cultive sur son exploitation, et il était presque le seul dans cette région qui cultivait le maïs.

Les recherches qui ont été faites sur le maïs ont été ici, au centre d'Ottawa. Nous faisons certaines recherches également dans l'un des centres du Québec. Egalement au Manitoba. À l'heure actuelle nous faisons des recherches à Harrow. Nous collaborons à cet égard avec certaines sociétés privées. Mon sous-ministre vient de me remettre un billet sur lequel se trouve les montants que nous accordons à l'heure actuelle à la recherche sur le maïs. Une partie de ces fonds ne vient pas de notre ministère, en effet le programme d'aide à la recherche industrielle subventionne également cette recherche et cela permet d'aider à la sélection des semences au Canada. Ces fonds pourront probablement être investis au Nouveau-Brunswick, parce que le programme de 1982-1983 n'avait pas reçu suffisamment de fonds, par contre $782,000 ont été versés à huit sociétés commerciales de sélection de semences faisant de la recherche en Ontario sur la culture des plans de mais. Le budget du programme d'aide à la recherche industrielle est de 28 millions de dollars. De ces 28 millions, huit vont à la recherche en agriculture et en alimentation, cette somme est répartie également entre les sociétés de transformation des aliments.

A ce sujet, il y a autre chose qu'il faut prendre en considération quand on parle d'aide au transport des céréales fourragères, à savoir la situation américaine et le programme PIK. En vertu de ce programme on paie les agriculteurs pour ne rien cultiver, mais également les éleveurs de bétail reçoivent des céréales gratuitement. Si vous pensez que nous pouvons concurrencer les Américains—vous parlez d'aide au transport aux céréales fourragêres; alors qu'aux États-Unis ils vont donner gratuitement des céréales aux éleveurs de bétail avec ce

[*Texte*]

the grain free for his hogs and his beef cattle. If you think I can come up with a program that is going to compete with that, it is pretty near impossible even to think about it.

But that is what the United States of America is going to do, and they are arguing that is to compete with the European community. They are trying to get out of a very difficult position that they have got themselves in, and it could, if they do go ahead with it under the present plan, have a drastic effect on our meat production in Canada.

So it is a much greater thing, the involvement there, because of the trading pattern between our two countries. But I would think this would be a clear picture—if you get your grain free for livestock production, it would be a clear and easy thing to identify as dumping into it.

Mr. McCain: Madam Chairman, I wish the minister would address the subject-matter which I mentioned to him. There were in Ottawa, within the last month, two farmers—I would classify them as among the best; one dairy, one livestock feeder or feedlock operator. Neither of them can use corn economically.

I think, Madam Chairman, that emphasizes again what I am saying to the minister, namely that we must have . . .

Mr. Whelan: I would like to have their names, Madam Chairman.

Mr. McCain: We must have the grain problem of eastern Canada addressed through the research route or through the plant breeders rights group.

I agree with the minister. You may by coincidence develop an eastern wheat in Brandon, and you may by coincidence develop a western barley in Fredericton; and certainly, the results of agricultural stations should be tested in all the climates of Canada. But what I am saying is if you do not target your research to the climate in which you exist, and if you do not target your research as a rust-resistant, disease-resistant, root-rot-resistant variety pertinent to the area in which you are doing the research, you cannot, Madam Chairman, expect that by chance Brandon will produce a feed grain of value to Atlantic Canada, nor can you assume that Kemptville, serving Ontario, can develop a corn which becomes viable in yield and product for Atlantic Canada.

• 1300

That is why the research has been located in various regions. But the emphasis on grain is not in Atlantic Canada, which we have got to have. The plant breeders' rights are in the interests

[*Traduction*]

programme PIK. Si les agriculteurs acceptent de ne pas cultiver une partie de leurs terres, ils reçoivent des céréales gratuitement pour engraisser leurs porcs et leurs bovins. Si vous pensez que, moi, je peux élaborer un programme susceptible de concurrencer les Américains, il est presque impossible même d'y penser.

Mais c'est pourtant ce que les États-Unis font à l'heure actuelle, et ils disent qu'ils vont pouvoir concurrencer la communauté européenne. Ils essaient de se sortir d'une ornière dans laquelle d'ailleurs ils se sont enfoncés eux-mêmes, et ils pourraient bien y parvenir avec le programme PIK, ce qui aurait également un effet spectaculaire sur la production des viandes du Canada.

C'est donc une question beaucoup plus importante, étant donné la structure de nos échanges avec les États-Unis. Mais je pense que les choses seraient très claires—si les agriculteurs n'ont rien à payer pour les céréales qui doivent servir à l'engraissement de leur bétail, il serait assez facile de parler de dumping dans ce sens.

M. McCain: Madame le président, je voudrais que le ministre réponde à la question que je lui ai posée. Le mois dernier deux agriculteurs sont venus à Ottawa—parmi les meilleurs, dirais-je—un producteur laitier et un engraisseur de bétail. Aucun des deux ne peut utiliser le mais de façon rentable.

Madame le président, je pense que cela vient renforcer ce que j'ai dit au ministre, c'est-à-dire que nous devons . . .

M. Whelan: Qui sont ces personnes, madame le président, je voudrais avoir leurs noms.

M. McCain: Il faut régler les problèmes céréaliers de l'est du Canada soit par la recherche, soit en insistant sur les droits des producteurs de semence.

Je suis d'accord avec le ministre. Il est possible par pure coincidence de mettre au point du blé de l'Est à Brandon, comme il est possible par coincidence de mettre au point une variété d'orge de l'Ouest à Fredericton, et il va sans dire que les résultats des recherches des centres devraient être testés sur tous les climats que l'on trouve au Canada. Ce que je dis, c'est que si vous ne faites pas votre recherche par rapport au climat des régions visées, si vous ne faites pas votre recherche pour mettre au point certaines variétés de céréales qui résistent à la rouille, aux maladies, au pourrissement des racines, compte tenu de la région dans laquelle vous faites la recherche, il est bien entendu madame le président, que vous ne pouvez pas vous attendre à ce que par hasard le centre de recherche de Brandon mette au point une céréale fourragère qui soit intéressante pour la région Atlantique du Canada, pas plus que vous pouvez tenir pour acquis que Kemptville, qui dessert l'Ontario, mette au point une variété de maïs dont le rendement sera rentable pour la région Atlantique du Canada.

C'est la raison pour laquelle on a établi des centres de recherche dans différentes régions. Mais on n'insiste pas sur la production céréalière dans la région Atlantique du Canada, contrairement à ce qu'il faudrait faire. Les droits de ceux qui

[*Text*]

of proper breeding. I am not critical of Canada's reserve. Not at all.

Mr. Whelan: I hope you are not. Because per capita you probably get more in New Brunswick and the Maritimes than you do in any place else in Canada. And you know the Hervé Michaud Farms. You want to go and visit it. You will see where they are doing their experimental work with different varieties of barley, and that is right in New Brunswick.

I hope—I do not think that you are trying to say there is no research going on in New Brunswick, yet per capita-wise and dollar-wise, in productivity of agriculture, there is more going on there probably than there is in any other part of Canada.

Mr. McCain: I am saying that it is not directed to the generation of new crops in Atlantic Canada as it should be, nor are we testing varieties which have proven themselves in comparable climates outside of this nation. And Madam Chairman, we need it in the worst way.

Mr. Whelan: Madam Chairman, just to the hon. member again through you, I hope he realizes that a lot of this corn that he says will not grow in the Maritimes is growing in similar countries that he wants to bring barley from. So, you know, the corn that is being grown all over Europe was developed at the Ottawa research station, the Morden station and the other stations that we have combined—the genetic backround breeding program.

We put them together and our researchers have done phenomenal things with corn that requires less heat units, less sun, et cetera and a colder, damper climate. And you have farmers in the Maritimes, in Nova Scotia, and you have them in New Brunswick feeding livestock on corn . . .

Le président: Très bien. Merci.

Mr. Hovdebo: Madam Chairman, I make one objection or maybe a point of order, and it is to the statement that we have before us. It will just take me one second if you will allow it, Madam Speaker.

It is on page six. It is an implication that I find quite often among bureaucrats, and that is:

> The Treasury Board has accepted the funding of such an expansion including the authority to hire one additional employee in 1983-1984 for that purpose.

The implication is that the estimates have already passed. And I have found this quite often and I would just like to object to it. Because the . . .

Mr. Whelan: You are objecting to hiring the one extra employee?

Mr. Hovdebo: No, no. I am not objecting to hiring one extra employee. I am not even objecting to the estimates. I am

[*Translation*]

mettent au point des variétés de semence, vont dans l'intérêt d'une bonne sélection. Je ne critique pas la réserve du Canada. Pas du tout.

M. Whelan: J'espère bien que non. Parce que, par habitant vous avez probablement au Nouveau-Brunswick et dans les provinces Maritimes plus que n'importe où ailleurs au Canada. Et vous connaissez les exploitations Hervé Michaud. Vous voulez les visiter. Si vous le faites, vous verrez qu'ils font des expériences avec différentes variétés d'orge et que toute cette recherche se fait au Nouveau-Brunswick.

J'espère, je ne pense pas que vous vouliez dire que l'on ne fait aucune recherche au Nouveau-Brunswick; en fait par habitant et en dollars, on fait du point de vue de la productivité agricole peut-être plus de recherche au Nouveau-Brunswick que n'importe où ailleurs au Canada.

M. McCain: Ce que je dis, c'est que cette recherche ne vise pas à produire de nouvelles récoltes dans la région Atlantique du Canada, comme ce devrait être le cas, d'ailleurs on ne teste pas des variétés qui ont donné de bons résultats à l'étranger dans des conditions climatiques analogues à celles du Canada. Et, madame le président, nous en avons un très grand besoin.

M. Whelan: Madame le président, j'espère que M. McCain se rend compte qu'une bonne partie du maïs, qu'il dit d'ailleurs ne pas pouvoir pousser dans les Maritimes, est cultivé dans des pays d'où il veut importer de l'orge. Le maïs que l'on cultive partout en Europe a été mis au point au centre de recherche ici à Ottawa, le centre Morden, ainsi que les autres centres que nous avons regroupés, dans le cadre du programme de sélection génétique.

Nous avons regroupé ces différents centres et nos chercheurs ont fait des choses extraordinaires avec le maïs, dont la culture à l'heure actuelle exige moins de chaleur, moins de lumière, et qui peut être cultivé en climat plus humide, plus froid. Et vous avez les agriculteurs des Maritimes, ceux de la Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick également qui engraissent leur bétail avec du maïs.

The Chairman: Very well. Thank you.

M. Hovdebo: Madame le président, je voudrais soulever une objection ou plutôt faire un rappel au Règlement, au sujet du mémoire qui a été déposé. Je serai bref si vous me le permettez.

Je constate qu'à la page 6 du mémoire on semble dire, comme le font d'ailleurs très souvent les fonctionnaires que:

> Le Conseil du Trésor a accepté de consacrer une somme additionnelle à cette activité, notamment la possibilité de recruter une personne de plus en 1983-1984.

On doit comprendre par là que le budget a déjà été adopté. Ce n'est pas la première fois que je constate quelque chose de ce genre et je trouve cela inacceptable. Parce que le . . .

M. Whelan: Vous êtes contre le fait de recruter un employé supplémentaire?

M. Hovdebo: Non, non. Je ne trouve même rien à dire au budget. Par contre, je trouve à redire à ce que font les fonc-

[*Texte*]

objecting to the idea that bureaucrats have, that once the estimates have been put into the book they have been passed.

Mr. Perreault: Please, nothing against bureaucrats. What is wrong with bureaucrats? Because we have people from private industry, from farm associations, some from universities . . .

Mr. Hovdebo: But this statement assumes that it is already passed.

Mr. Perreault: We have the lowest percent of bureaucrats on the board and I am not against the bureaucrats.

Mr. Hovdebo: I am not either.

The Chairman: Thank you very much.

Comme vous avez pu le constater, M. Wise n'a pas été présent lors de nos dernières réunions car il a été malade. Alors, au nom de tous les membres du Comité, je lui souhaite un prompt rétablissement et j'espère qu'il sera de retour après la pause de Pâques.

Mr. Whelan: Is he sick?

The Chairman: Mr. Wise is sick now. He will be back.

Mr. McCain: Thank you very much.

Le président: Je voudrais remercier le ministre et les représentants de l'Office des provendes du Canada. Si vous me permettez, j'aimerais dire à M. Perreault que j'espère que nous aurons l'occasion de le revoir avant qu'il ne quitte son poste, mais si cette occasion ne se présente pas, nous le prions d'accepter nos meilleurs voeux lors de sa retraite! Il semblerait, monsieur Perreault, que l'Office des provendes du Canada a occupé une grande partie de votre vie puisque vous y êtes depuis 1966. Je vous remercie, au nom de tous les producteurs agricoles du Canada, pour tout ce que vous avez fait pour nous. Nous vous transmettons nos meilleurs voeux de bonheur!

La séance est ajournée. La prochaine réunion aura lieu sur convocation de la présidence.

[*Traduction*]

tionnaires, c'est-à-dire qu'une fois que le budget a été publié, tout est censé avoir été adopté.

M. Perreault: Je vous en prie, qu'est-ce que vous trouvez à redire aux fonctionnaires? Sachez que, au conseil d'administration de l'Office, il y a des représentants du secteur privé, des associations d'agriculteurs et même des universités . . .

M. Hovdebo: Mais dans votre mémoire vous impliquez que le Conseil du Trésor a accepté et que c'est chose faite.

M. Perreault: Je ne suis pas contre les fonctionnaires, mais je vous dirai qu'à l'Office des provendes il y en a moins que dans les autres organismes publics.

M. Hovdebo: Je n'ai rien contre les fonctionnaires non plus.

Le président: Merci beaucoup.

As you must have noticed, Mr. Wise has not attended the last few meetings because he has been sick. On behalf of all the members of the committee, I would like to wish him to get well soon and I hope that he will be with us after the Easter recess.

M. Whelan: Est-ce qu'il est malade?

Le président: Oui, il est malade.

M. McCain: Merci beaucoup.

The Chairman: I would like to thank the minister and the representatives of the Livestock Feed Board of Canada. I would like with your permission to say to Mr. Perreault that I hope that we shall have the opportunity to see him before he retires, but in the event that it is impossible, we would like to wish him well during his retirement. Mr. Perreault, I assume that the Livestock Feed Board of Canada has played a great part in your life since you have been with the office since 1966. I would like on behalf of all the grain producers of Canada to thank you very much for all you have done for us. Our very best wishes for a happy retirement.

The meeting is adjourned until the call of the Chair. Thank you.

APPENDICE "AGRI-22"

Table of Contents

			Page No.
Table	I	- Assistance under Inland Elevator Programs	
Table	II	- Assistance under Local Feed Grain Security Program	
Table	III	- Canadian Domestic Feed Grain Statistics (crop year)	
Table	IV	- Canadian Domestic Feed Grain Statistics (to date)	
Table	V	- Monthly Average Feed Grain Prices.	
Figure	1	- Rail Freight Rates for Grains to Selected Destinations	
Table	VI	- Canadian Grain Production	
Table	VII	- Freight Assisted Shipments by Province of Destination (fiscal year). . .	
Table	VIII	- Freight Assisted Shipments by Province of Destination (to date).	
Figure	2A	- Domestic feed grain Stocks	
Figure	2B	- Weekly Stocks of domestic grain (Prairies)	
Figure	2C	- Weekly Stocks of domestic grain (Thunder Bay)	
Figure	3	- Canadian Cash Prices: Canadian Wheat . . .	
		Canadian Oat . . .	
		Canadian Barley. . .	
		U.S. corn	
Table	IX	- Comparative Transportation Costs for Grain & Meat	
Table	X	- Comparative Transportation Costs for Grain & Meat (Moncton)	

TABLE I

APPLICATIONS FOR ASSISTANCE UNDER THE TWO INLAND ELEVATOR PROGRAMS APPROVED UP TO THE END OF FISCAL 1982-83 BY PROVINCE

Province	Number of Applications	Increased Storage Capacity Involved in Tonnes (Barley Basis)	Total Amount of Assistance Provided
Existing Inland Elevators			
Quebec	3	18,730	409,196
Ontario	4	14,000	259,815
New Inland Elevator Projects			
Quebec	2	43,100	443,470
Ontario	8	53,400	2,440,520
Nova Scotia	1	10,250	64,000

TABLE II

APPLICATIONS FOR ASSISTANCE UNDER "LOCAL FEED GRAIN SECURITY PROGRAM" APPROVED UP TO THE END OF FISCAL 1982-83 BY PROVINCE

Province	Number of Applications	Total Additional Storage Capacity Involved in Tonnes (Barley Basis)
British Columbia	6	4,740
Ontario	12	3,766
Quebec	36	23,178
Atlantic provinces	5	3,943
TOTAL	58	35,527

TABLE III

CANADIAN DOMESTIC FEED GRAIN STATISTICS
CROP YEARS 1980-81 AND 1981-82
(THOUSAND TONNES)

ITEM	WHEAT	OATS	BARLEY	TOTAL
A) Non-Board Marketings at Primary Elevators				
1981-1982	95.3	90.4	612.9	798.6
1980-1981 r)	289.2	350.7	846.1	1,486.0
Change	*-193.9*	*-260.3*	*-233.2*	*-687.4*
B) C.W.B. Sales to Domestic Market				
1981-1982	363.7	111.3	226.4	701.4
1980-1981	354.7	10.4	31.7	396.8
Change	*9.0*	*100.9*	*194.7*	*304.6*
C) Commercial Disappearance of Canadian Domestic Feed Grain from the Licensed Elevator System 1/				
Primary Elevators				
- Shipments within Western Canada	65.1	32.9	242.4	340.4
- Shipments direct to Eastern Canada	4.4	11.2	78.3	93.9
Thunder Bay Terminals	35.3	35.6	52.7	123.6
Eastern Transfer Elevators	256.2	143.1	329.9	729.2
Total: 1981-1982	361.0	222.8	703.3	1,287.1
1980-1981 r)	610.3	336.8	1,277.8	2,224.9
Change	*-249.3*	*-114.0*	*-574.5*	*-937.8*
D) Visible Stocks in Selected Positions at July 31, 1982				
Prairie Positions				
- Primary Elevators	21.8	13.7	81.4	116.9
- Interior Terminals	-	-	-	-
Thunder Bay	2.1	0.6	1.7	4.4
Eastern Transfer Elevators				
- Bay & Upper Lake	6.0	3.7	3.4	13.1
- Lower Lake & Upper St-Lawrence	0.9	0.4	1.1	2.4
- Lower St-Lawrence	4.2	10.6	13.6	28.4
Maritime	-	-	-	-
Total: 1981-1982	35.0	29.0	101.2	165.2
1980-1981 r)	57.1	95.6	111.8	264.5
Change	*-22.1*	*-66.6*	*-10.6*	*-99.3*
E) CWB Sales as a Percentage of Total Disappearance 1/	- - - - Percentage - - - - - - - -			
1981-1982	100.0	50.0	32.2	54.5
1980-1981	58.1	3.1	2.5	17.8
Change	*41.9*	*46.9*	*29.7*	*36.7*

Sources: Canadian Grain Commission, Grain Statistics Weekly (Items A,C,D).
Canadian Wheat Board (Item B)

r) Revised.

1/ Commercial disappearance appears to be understated. See footnote 1 on page 22. These statistics are to be revised by the Canadian Grain Commission.

TABLE IV

CANADIAN DOMESTIC FEED GRAIN STATISTICS
AUG. 1ST, TO JAN. 31, 1981-82 AND 1982-83
(THOUSAND TONNES)

ITEM	WHEAT	OATS	BARLEY	TOTAL
A) Non-Board Marketings at Primary Elevators				
1982-1983	35.3	39.5	349.2	424.0
1981-1982	47.5	46.1	321.7	415.3
Change	*-12.2*	*-6.6*	*27.5*	*8.7*
B) C.W.B. Sales to Domestic Market				
1982-1983	227.0	95.2	97.6	419.9
1981-1982	174.6	28.0	105.4	308.0
Change	*52.4*	*67.2*	*-7.8*	*111.9*
C) Commercial Disappearance of Canadian Domestic Feed Grain from the Licensed Elevator System 1/				
Primary Elevators	127.0	47.4	235.6	410.0
Thunder Bay Terminals	13.1	14.0	11.5	38.6
Eastern Transfer Elevators	125.1	66.2	129.6	320.9
Total: 1982-1983	265.2	127.6	376.7	769.5
1981-1982 r)	293.1	149.1	417.9	860.2
Change	*-27.9*	*-21.5*	*-41.2*	*-90.7*
D) Visible Stocks in Selected Positions at July 31, 1983				
Prairie Positions	39.7	19.4	106.1	165.2
Thunder Bay	1.7	2.9	24.3	28.9
Eastern Transfer Elevators	30.3	31.0	71.6	132.9
Maritime	-	-	-	-
Total: 1982-1983	71.7	53.3	202.0	327.0
1981-1982	49.3	35.3	154.9	239.5
Change	*22.4*	*18.0*	*47.1*	*87.5*
E) CWB Sales as a Percentage of Total Disappearance 1/	---- Percentage ----			
1982-1983	85.6	74.6	25.9	54.6
1981-1982 r)	59.6	18.8	25.2	35.8
Change	*26.0*	*55.8*	*0.7*	*18.8*

Sources: Canadian Grain Commission, Grain Statistics Weekly (Items A,C,D).
Canadian Wheat Board (Item B,C)

r) Revised.

Note: Commercial disappearance figures in the Canadian Grain Commission "Grain Statistics Weekly" do not fully account for CWB domestic feed grain sales. Statistics in this table are adjusted to account for this, and commercial disappearance includes all CWB formula price sales.

TABLE V

MONTHLY AVERAGE FEED GRAIN PRICES
AUGUST 1981 TO JULY 1982
($/TONNE)

	THUNDER BAY					
	WINNIPEG EXCHANGE CASH PRICE a/			CWB DOMESTIC (CORN-COMPETITIVE) b/		
	WHEAT	OATS	BARLEY	WHEAT	OATS	BARLEY
AUGUST	153.45	113.40	134.00	156.85	126.55	139.00
SEPTEMBER	147.45	113.10	126.65	143.50	114.20	126.25
OCTOBER	151.55	114.70	125.25	135.85	107.30	119.15
NOVEMBER	138.60	121.75	118.00	129.85	101.90	113.60
DECEMBER	138.55	129.90	118.80	129.60	101.60	113.30
JANUARY	147.55	135.65	124.70	136.25	107.65	119.55
FEBRUARY	160.85	136.35	126.50	136.05	107.30	119.15
MARCH	145.15	122.30	120.45	132.35	103.95	115.75
APRIL	145.60	116.70	122.30	140.35	110.70	123.05
MAY	144.30	124.50	126.90	143.20	113.00	125.45
JUNE	142.20	118.55	124.00	144.50	114.40	126.95
JULY	139.10	111.20	119.70	141.05	111.15	123.55
AVERAGE:						
1981-82	146.20	121.50	123.95	139.10	110.00	122.05
1980-81	167.85	142.30	145.90	170.70	140.05	152.60
Change	-21.65	-20.80	-21.95	-31.60	-30.05	-30.55

	IN-STORE MONTREAL (WHOLESALE) c/			CORN d/	
				MONTREAL	CHATHAM
AUGUST	181.35	148.45	159.40	178.55	156.05
SEPTEMBER	174.05	146.95	154.55	169.20	146.55
OCTOBER	169.00	147.70	150.90	148.15	125.20
NOVEMBER	160.90	154.35	144.10	140.55	117.60
DECEMBER	165.60	169.60	149.15	140.00	117.05
JANUARY	170.75	180.90	157.85	142.00	117.35
FEBRUARY	180.50	181.90	162.00	137.20	112.00
MARCH	172.10	172.25	155.55	136.10	110.90
APRIL	174.35	166.10	157.70	144.55	119.35
MAY	169.50	161.25	153.00	147.35	122.15
JUNE	165.70	160.65	151.15	155.10	129.10
JULY	161.15	145.50	143.10	159.50	133.50
AVERAGE:					
1981-82	170.40	161.30	153.20	149.85	125.55
1980-81	190.50	176.60	169.60	183.55	161.95
Change	-20.10	-15.30	-16.40	-33.70	-36.40

a/ Non-Board cash prices, basis in-store Thunder Bay for the following grades:
Wheat - CFW; Oats - 1 Feed; Barley - 1 Feed.

b/ CWB domestic prices, in-store Thunder Bay, for the following grades:
Wheat - CFW; Oats - 1 Feed; Barley - 1 Feed.

c/ Wholesale selling prices basis in-store for the following grades:
Wheat - DGC; Oats - 1 Feed; Barley - 1 Feed.

d/ No. 2 CW, basis track.

Figure 1

RAIL FREIGHT RATES FOR GRAINS TO SELECTED DESTINATIONS

July 31, 1971-1982

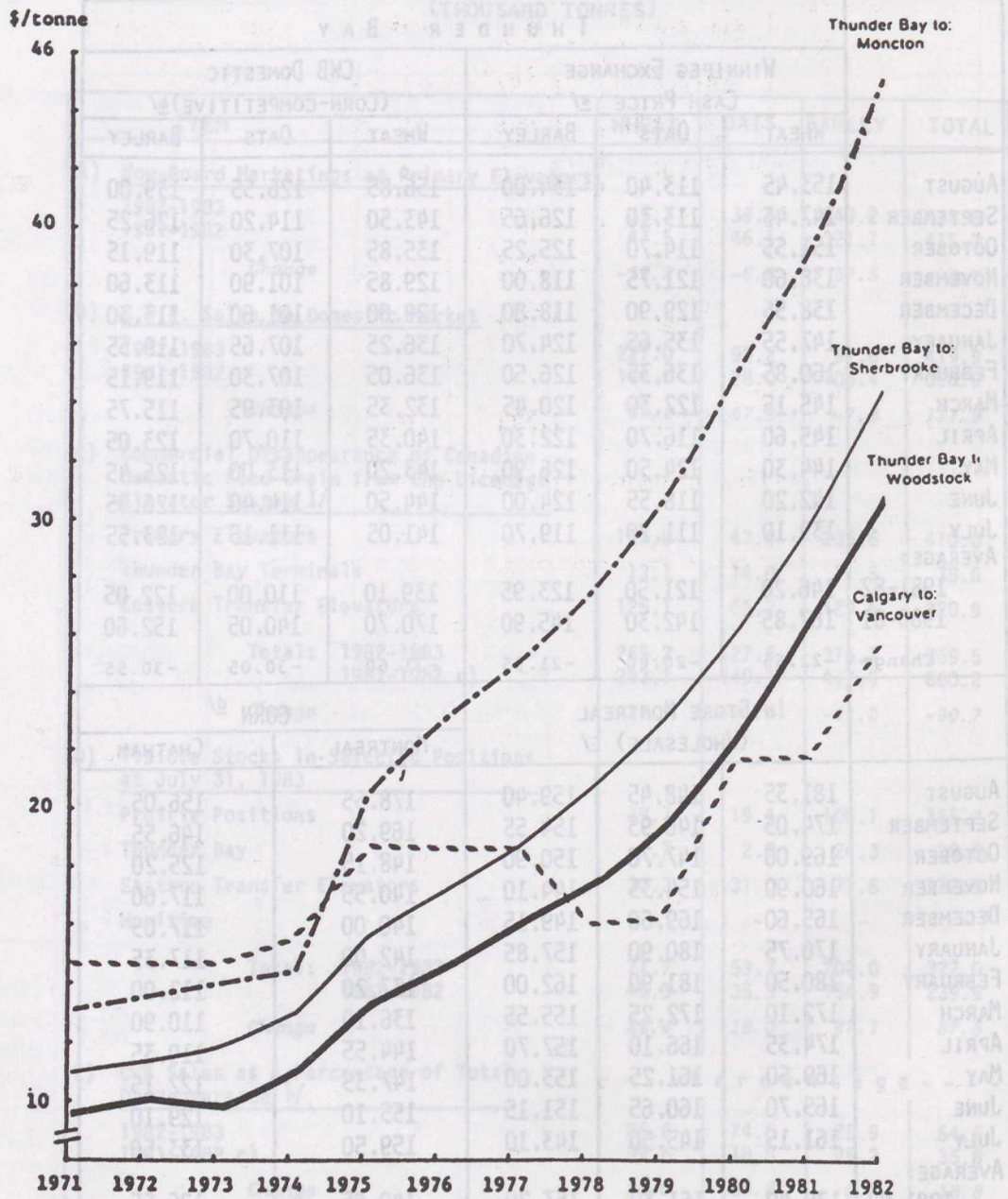


TABLE VI

CANADIAN GRAIN PRODUCTION
(MILLION TONNES)

	ALL WHEAT	OATS	BARLEY	CORN FOR GRAIN
1981	24.778R)	3.192R)	13.812R)	6.593R)
1980	19.158R)	3.028	11.259R)	5.434R)
1979	17.184	2.978	8.460	4.963
1978	21.145	3.621	10.387	4.033
1977	19.862	4.303	11.799	4.197
1976	23.587	4.831	10.513	3.771
10-YEAR AVERAGE (1971-1980)	17.638	4.259	10.510	3.708

SOURCE: STATISTICS CANADA, CATALOGUE 22-002.

R) REVISED.

TABLE VII

FREIGHT ASSISTED SHIPMENTS BY PROVINCE OF DESTINATION

FISCAL YEAR 1981-1982

(tonnes)

	GRAINS OF WESTERN CANADIAN ORIGIN					EASTERN CORN	TOTALS[a/]	($) EXPENDITURES
	WHEAT	OATS	BARLEY	SCREENINGS	MILLFEEDS			
NFLD.	18,638	3,771	7,707	2,493	1,056	9,607	43,272	1,226,593
P.E.I.	7,341	5,602	13,416	434	2,125	10,961	39,879	571,634
N.S.	17,625	9,378	74,265	30,309	11,447	81,602	224,713	2,509,333
N.B.	8,755	11,128	43,982	11,583	3,886	50,463	129,797	1,701,171
QUE.	231,258	154,423	440,346	36	112,146	52,933	991,219	3,444,240
ONT.	2,663	2,770	2,937	80	489	-	8,939	68,868
B.C.	115,703	28,616	262,538	2,113	45,111	-	518,624	5,616,778
YUKON AND N.W.T.	36	64	37	-	-	-	137	7,487
TOTALS	402,019	215,752	845,228	47,048	176,260	205,566	1,956,580	15,146,104
CORRESPONDING MONTH LAST YEAR	542,905	257,484	963,636	25,554	166,316	168,332	2,142,630	15,429,694
2 YEARS AGO	645,162	247,741	1081,614	13,596	158,878	156,023	2,332,195	15,699,994

a/ Totals include small quantities of western rye and corn and Ontario wheat.

TABLE VIII

FREIGHT ASSISTED SHIPMENTS BY PROVINCE OF DESTINATION
FISCAL YEAR 1982-1983 (1st 11 months)
(tonnes)

PROVINCE	GRAINS OF WESTERN CANADIAN ORIGIN					EASTERN CORN	TOTALS[a/]	($) EXPENDITURES
	WHEAT	OATS	BARLEY	SCREENINGS	MILLFEEDS			
NFLD.	18,844	4,835	7,392	2,288	493	10,055	43,950	1,249,032
P.E.I.	5,303	2,511	3,966	257	1,271	9,141	22,449	308,029
N.S.	7,225	7,557	42,534	27,672	8,409	65,042	163,652	1,793,111
N.B.	5,137	6,144	28,134	10,176	2,682	48,362	103,300	1,313,658
QUE.	162,397	94,364	262,163	385	80,274	69,068	668,651	2,442,112
ONT.	2,939	4,039	3,253	288	294		10,813	93,128
B.C.	74,642	22,211	209,294	2,363	33,293		385,813	4,166,994
YUKON and N.W.T.	45	73	45				163	8,135
TOTALS	276,532	141,734	556,781	43,429	126,716	201,668	1,398,791	11,374,199
CORRESPONDING MONTH LAST YEAR	350,110	184,051	701,272	37,310	143,904	156,383	1,616,437	12,345,446
2 YEARS AGO	451,388	207,982	765,985	17,703	132,600	135,138	1,725,479	12,512,383

a/ Totals include small quantities of western corn and Ontario wheat and Barley

FIGURE 2-A

DOMESTIC FEED GRAIN STOCKS IN EASTERN CANADA (TRANSFER ELEVATORS)
CEREALES FOURRAGERES EN ENTREPOT DANS L'EST DU CANADA (SILOS DE TRANSBORDEMENT)

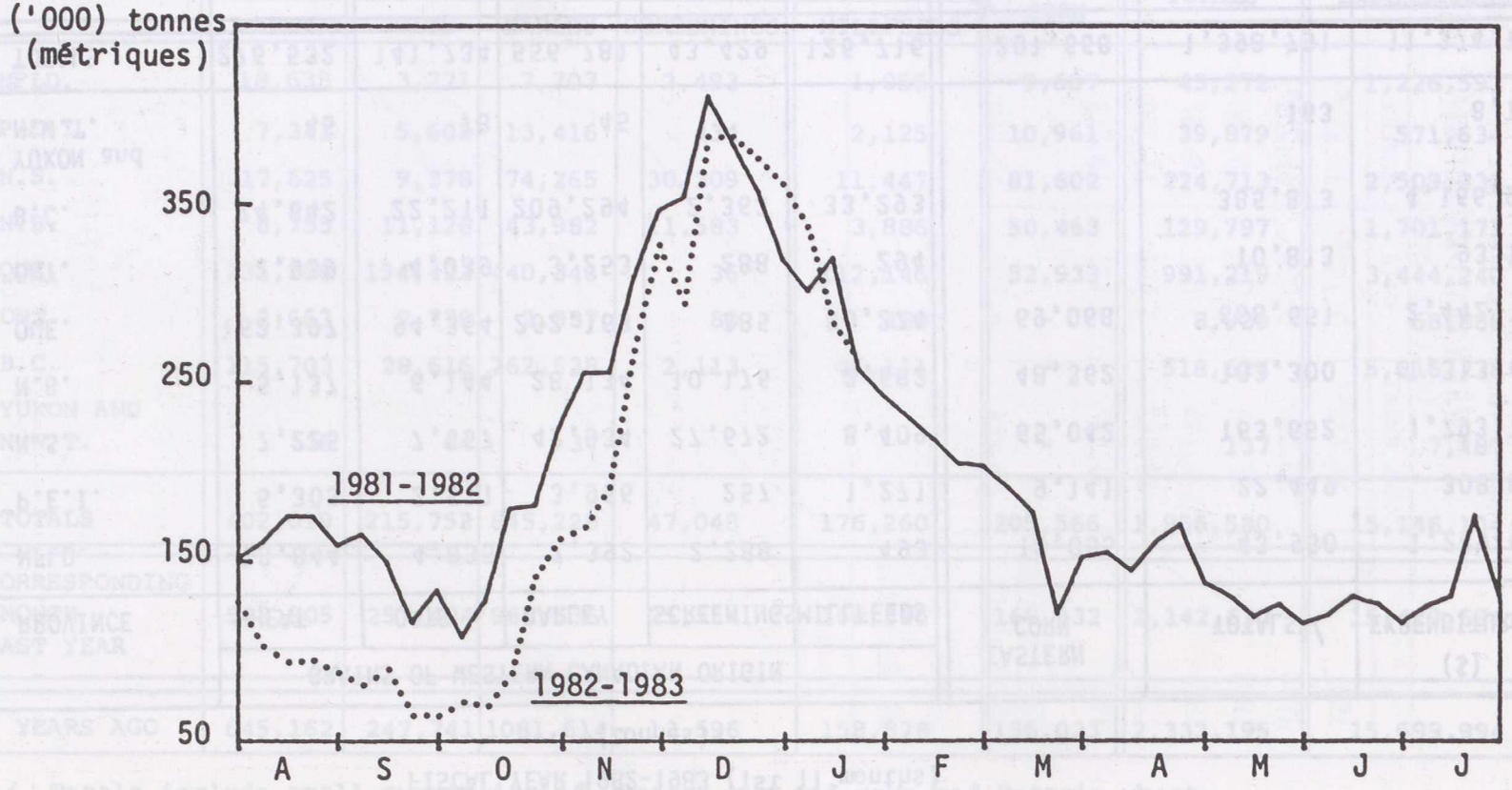


FIGURE 2-B

WEEKLY STOCKS OF DOMESTIC FEED GRAINS
INVENTAIRES HEBDOMADAIRES DE CEREALES FOURRAGERES DOMESTIQUES

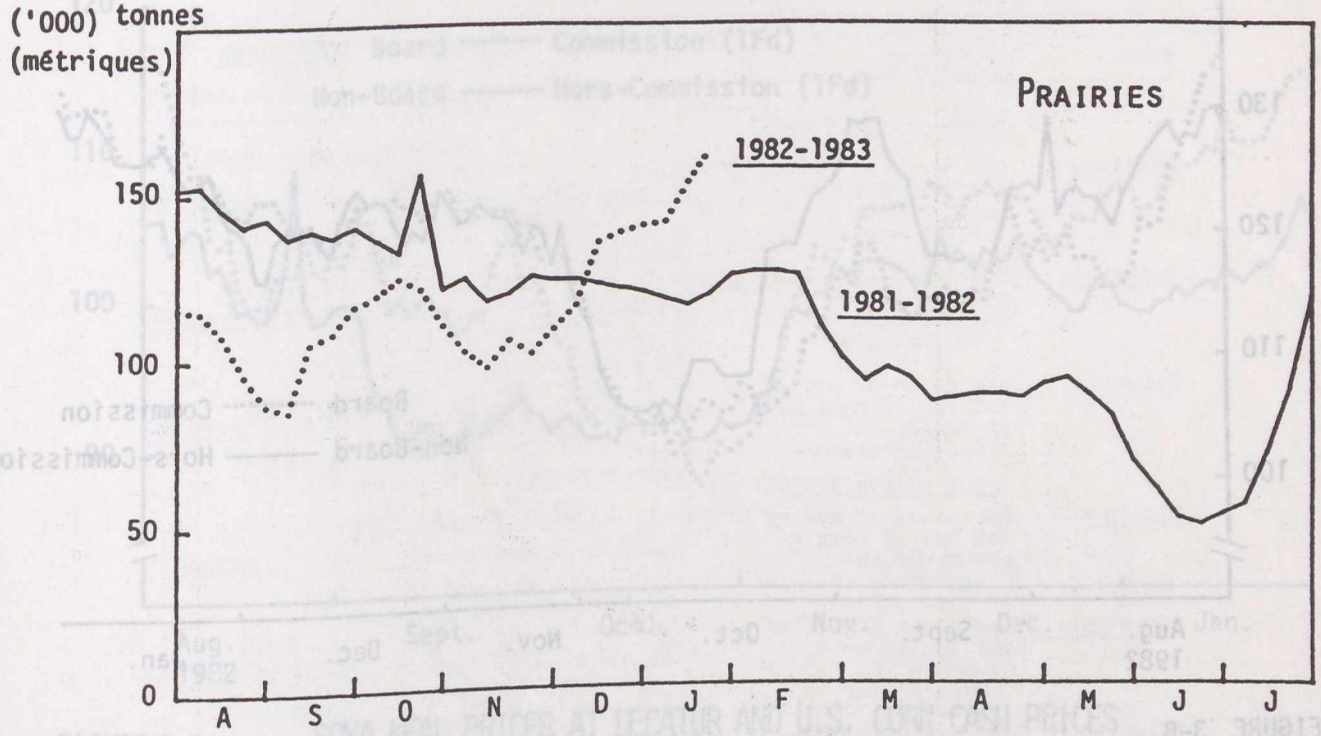


FIGURE 2-C

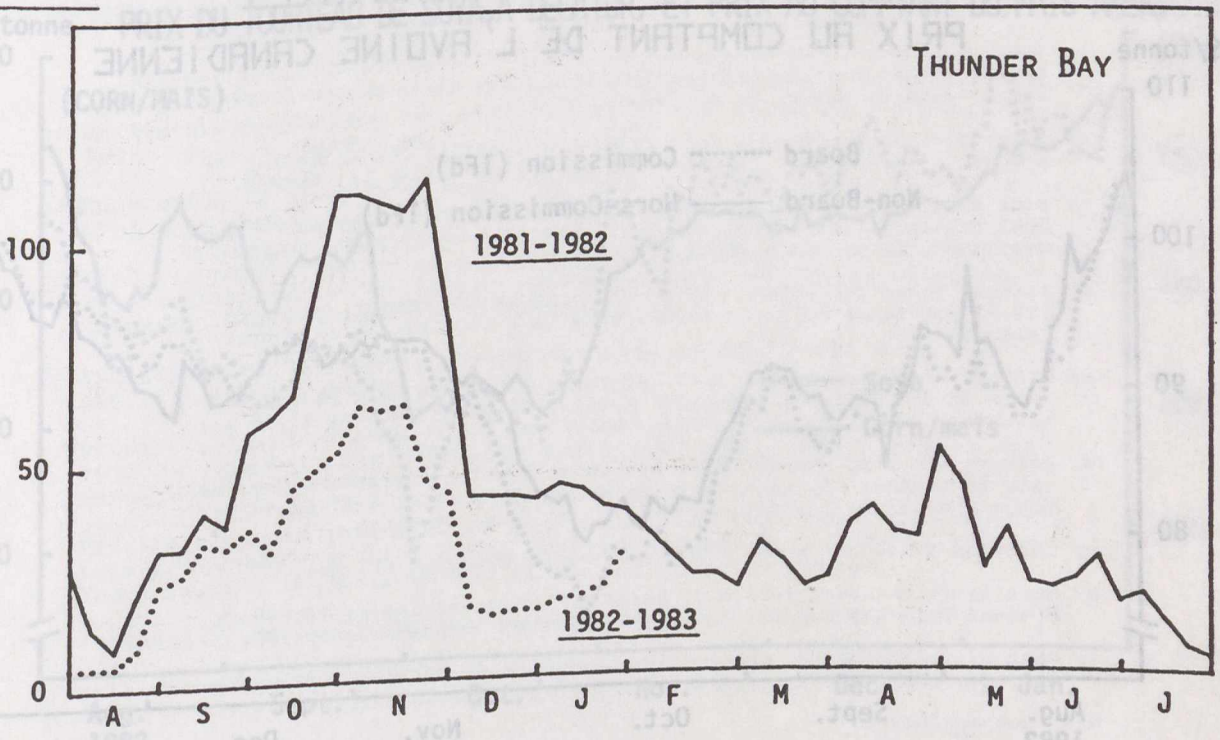


FIGURE 3-A

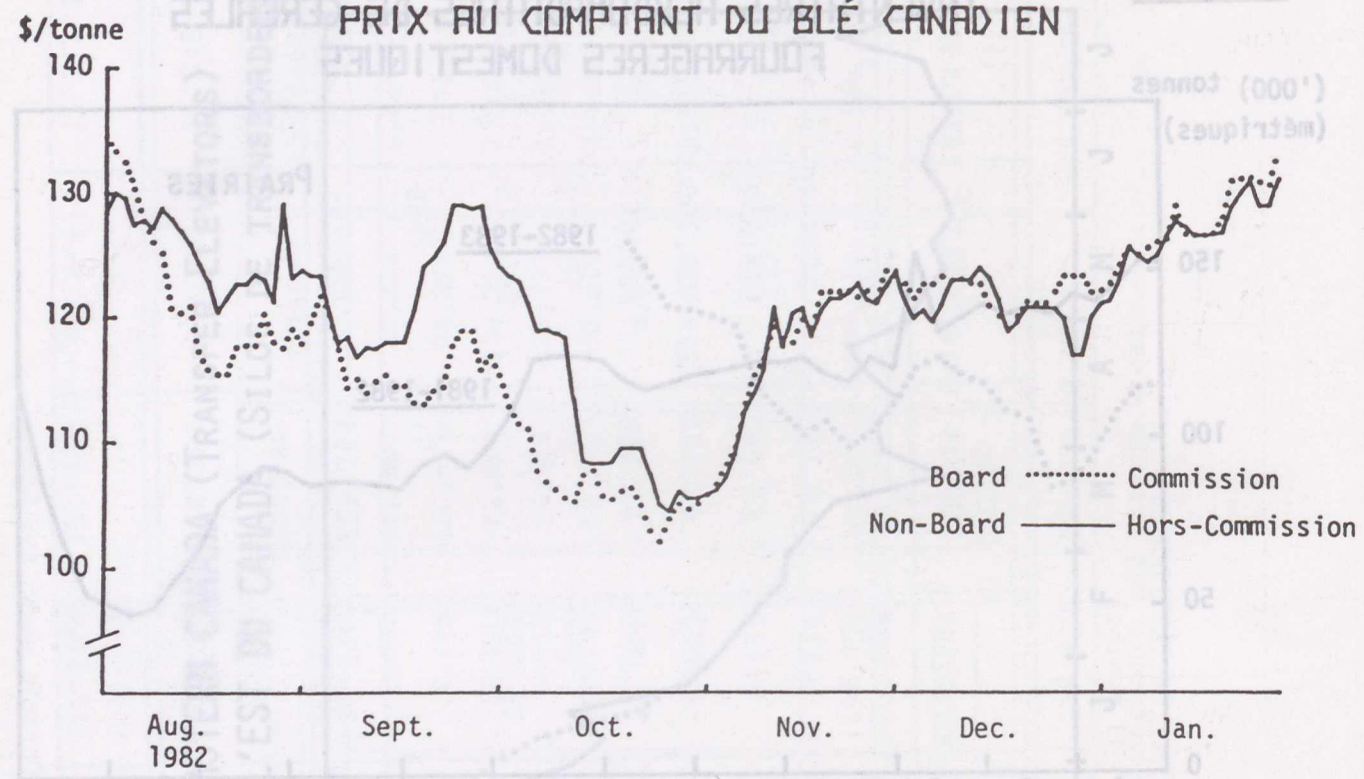


FIGURE 3-B

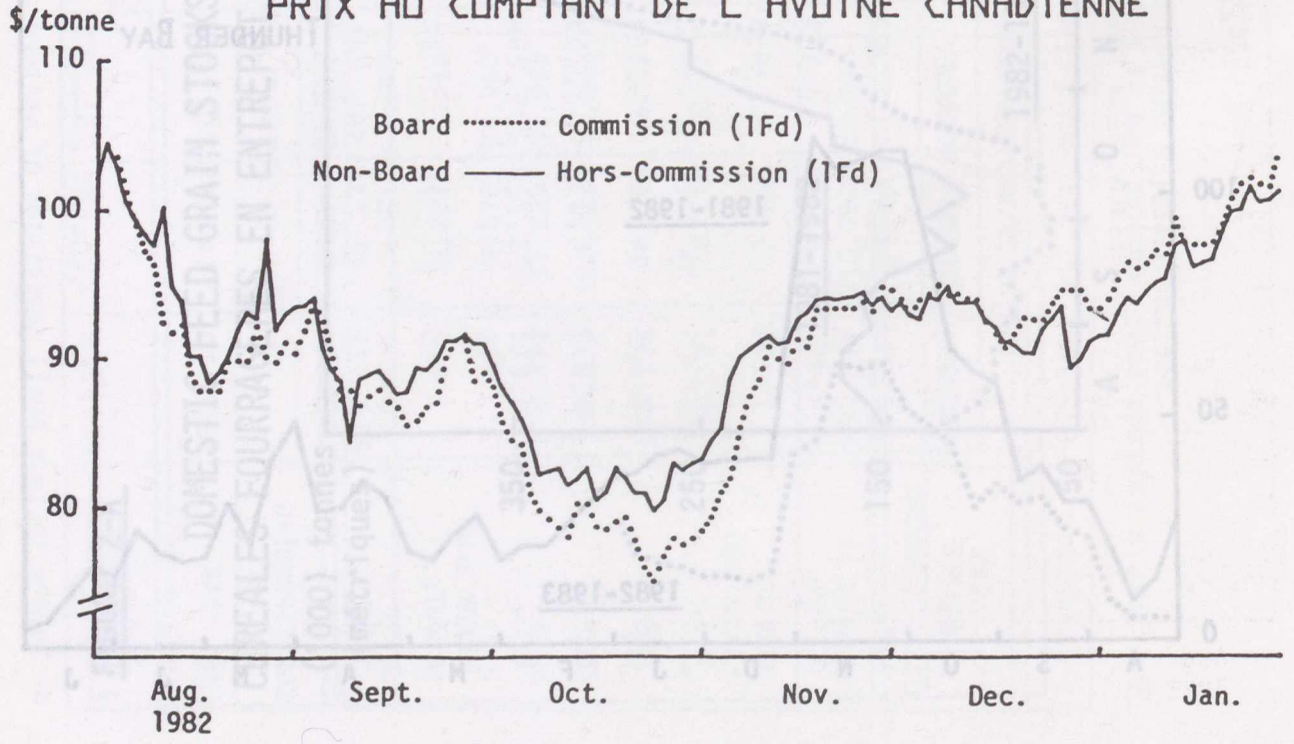


FIGURE 3-C

CANADIAN BARLEY CASH PRICES
PRIX AU COMPTANT DE L'ORGE CANADIENNE

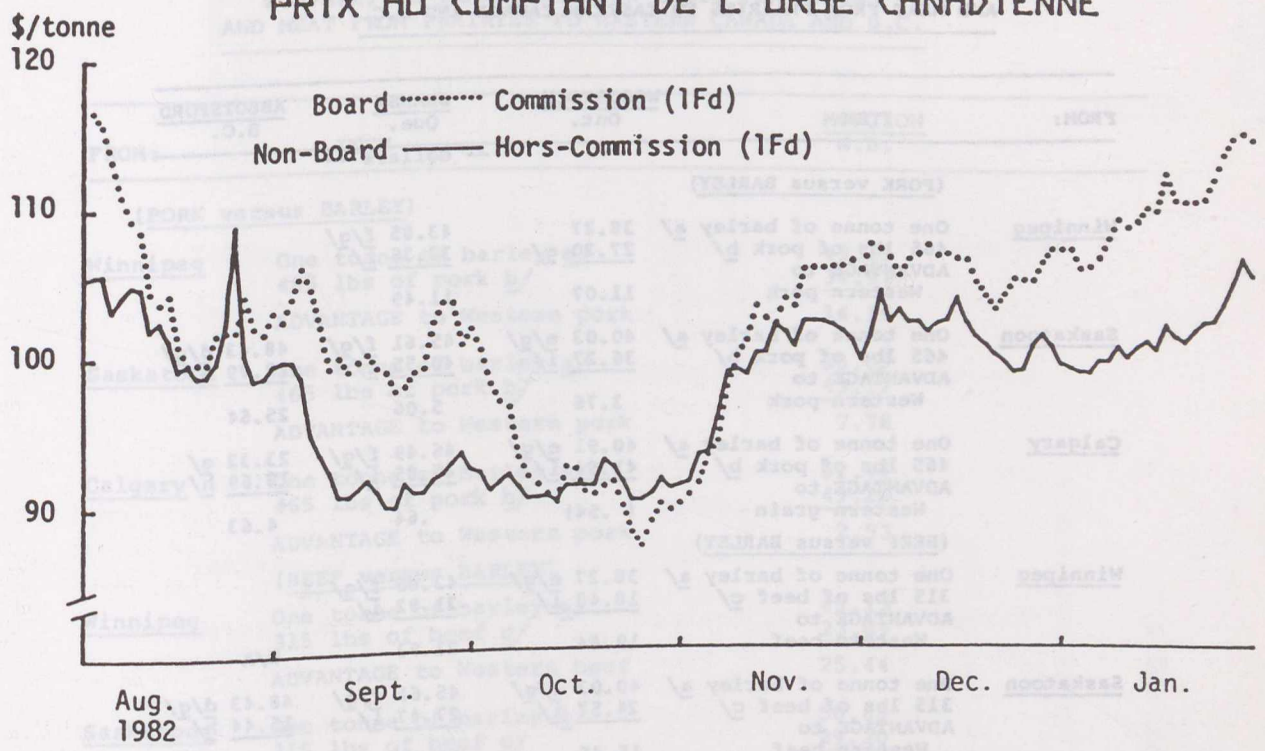
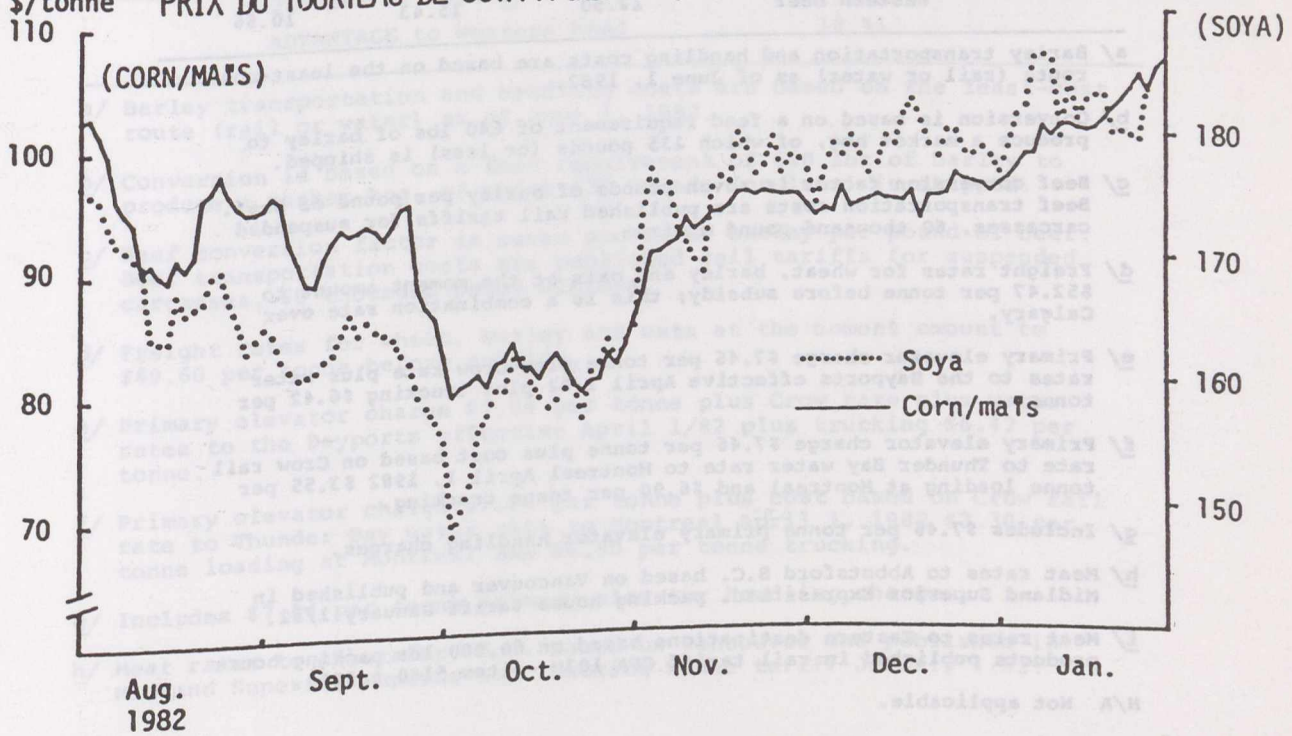


FIGURE 3-D

SOYA MEAL PRICES AT DECATUR AND U.S. CORN CASH PRICES
PRIX DU TOURTEAU DE SOYA À DECATUR, ET PRIX AU COMPTANT DU MAÏS AMÉRICAIN



Revised February 18, 1983

TABLE IX

COMPARATIVE TRANSPORTATION COSTS FOR GRAINS AND MEAT FROM PRAIRIES TO EASTERN CANADA AND B.C.

FROM:	ITEM	WOODSTOCK Ont.	GRANBY Que.	ABBOTSFORD B.C.
		-- dollars --		
	(PORK versus BARLEY)			
Winnipeg	One tonne of barley a/	38.27	43.85 f/g/	
	465 lbs of pork b/	27.20 g/	32.36 i/	
	ADVANTAGE to Western pork	11.07	11.49	
Saskatoon	One tonne of barley a/	40.03 e/g/	45.61 f/g/	48.43 d/g/
	465 lbs of pork b/	36.27 i/	40.55 i/	22.79 h/
	ADVANTAGE to Western pork	3.76	5.06	25.64
Calgary	One tonne of barley a/	40.91 e/g/	46.49 f/g/	23.32 g/
	465 lbs of pork b/	41.94 i/	45.85 i/	18.69 h/
	ADVANTAGE to Western grain	(.54)	.64	4.63
	(BEEF versus BARLEY)			
Winnipeg	One tonne of barley a/	38.27 e/g/	43.85 f/g/	
	315 lbs of beef c/	18.43 i/	21.92 i/	
	ADVANTAGE to Western beef	19.84	21.93	N/A
Saskatoon	One tonne of barley a/	40.03 e/g/	45.61 f/g/	48.43 d/g/
	315 lbs of beef c/	24.57 i/	27.47 i/	15.44 h/
	ADVANTAGE to Western beef	15.46	18.14	32.99
Calgary	One tonne of barley a/	40.91 e/g/	46.49 f/g/	23.32 g/
	315 lbs of beef c/	28.41 i/	31.06 i/	12.66 h/
	ADVANTAGE to Western beef	12.50	15.43	10.66

a/ Barley transportation and handling costs are based on the least-cost route (rail or water) as of June 1, 1982.

b/ Conversion is based on a feed requirement of 640 lbs of barley to produce a market hog, of which 135 pounds (or less) is shipped.

c/ Beef conversion factor is seven pounds of barley per pound of beef. Beef transportation costs are published rail tariffs for suspended carcasses, 60 thousand pound minimum.

d/ Freight rates for wheat, barley and oats at the moment amount to $52.47 per tonne before subsidy; this is a combination rate over Calgary.

e/ Primary elevator charge $7.46 per tonne plus Crow rate plus water rates to the Bayports effective April 1/82 plus trucking $6.42 per tonne.

f/ Primary elevator charge $7.46 per tonne plus cost based on Crow rail rate to Thunder Bay water rate to Montreal April 1, 1982 $3.55 per tonne loading at Montreal and $6.90 per tonne trucking.

g/ Includes $7.46 per tonne primary elevator handling charges.

h/ Meat rates to Abbotsford B.C. based on Vancouver and published in Midland Superior Express Ltd. packing house tariff January 1/82.

i/ Meat rates to Eastern destinations based on 60,000 lbs packing house products published in rail tariff CFA 103U - item 5180 & 5210.

N/A Not applicable.

TABLE X

Revised February 18, 1983

COMPARATIVE TRANSPORTATION COSTS FOR GRAINS AND MEAT FROM PRAIRIES TO EASTERN CANADA AND B.C.

FROM:	ITEM	MONCTON N.B.
	(PORK versus BARLEY)	
Winnipeg	One tonne of barley a/	49.13
	465 lbs of pork b/	34.97
	ADVANTAGE to Western pork	14.16
Saskatoon	One tonne of barley a/	50.89
	465 lbs of pork b/	43.11
	ADVANTAGE to Western pork	7.78
Calgary	One tonne of barley a/	51.77
	465 lbs of pork b/	49.24
	ADVANTAGE to Western pork	2.53
	(BEEF versus BARLEY)	
Winnipeg	One tonne of barley a/	49.13
	315 lbs of beef c/	23.69
	ADVANTAGE to Western beef	25.44
Saskatoon	One tonne of barley a/	50.89
	315 lbs of beef c/	29.20
	ADVANTAGE to Western beef	21.69
Calgary	One tonne of barley a/	51.77
	315 lbs of beef c/	33.36
	ADVANTAGE to Western beef	18.41

a/ Barley transportation and handling costs are based on the least-cost route (rail or water) as of June 1, 1982.

b/ Conversion is based on a feed requirement of 640 lbs of barley to produce a market hog, of which 135 pounds (or less) is shipped.

c/ Beef conversion factor is seven pounds of barley per pound of beef. Beef transportation costs are published rail tariffs for suspended carcasses, 60 thousand pound minimum.

d/ Freight rates for wheat, barley and oats at the moment amount to $49.60 per tonne before subsidy.

e/ Primary elevator charge $7.04 per tonne plus Crow rate plus water rates to the Bayports effective April 1/82 plus trucking $6.42 per tonne.

f/ Primary elevator charge $7.04 per tonne plus cost based on Crow rail rate to Thunder Bay water rate to Montreal April 1, 1982 $3.30 per tonne loading at Montreal and $6.90 per tonne trucking.

g/ Includes $7.04 per tonne primary elevator handling charges.

h/ Meat rates to Abbotsford B.C. based on Vancouver and published in Midland Superior Express Ltd. packing house tariff January 1/82.

Date: March 24, 1983
* Close March 21/83

APPENDIX "AGRI-23"

WEEKLY MARKET PRICES COMPARISON

Domestic vs Export Values on Barley

CANADIAN 1 FEED BARLEY					U.S.A. 3 FEED BARLEY	
Cost Factors	Corn Formula Ex Th. Bay — water —	Non-Board Market Ex Th. Bay — water —	Export Price Wheat Board — water —	Export Price Trade — water —	Cost Factors	Export Price
FOB Th. Bay	*119.20	*102.70	110.00		On Board Vessel Duluth 2.04	93.70
					Exchange 1.2270	21.27
Rail Rate Ex Th. Bay to Montreal					Water Costs	20.15[1]
Water Cost to Montreal	25.00[1]	25.00[1]	25.00[1]	25.00[1]		
Fobbing Cost for Export						
In-Store Montreal	144.20	127.70	[2] 110.00 U.S. 135.00 Can.	102.00 U.S. 125.15 Can.	In-store St-Lawrence Ports	$135.12
	(Source: Wheat Board Daily Telex)	(Source: Grain Instant News)	(Source: C. Landry Wheat Board Winnipeg)	(Source: Gary Hartman Cargill Winnipeg)		(Source: W. Limberg Continental Grain Minneapolis 612-339-8161

[1] 1982 water costs
[2] CWB have withdrawn from the market but if they come back in, they want 110.00 tonne US funds.

Date: March 24, 1983
* Close March 21/83

APPENDICE "AGRI-22"

Table des matières

No.page

Tableau I - Programmes d'aide aux silos intérieurs

Tableau II - Programme de Sécurité des approvisionnements locaux en céréales. . . .

Tableau III - Statistiques des céréales canadiennes destinées au marché intérieur . . . .

Tableau IV - Statistiques des céréales canadiennes destinées au marché intérieur . . . .

Tableau V - Moyenne des prix mensuels . . . . . .

Graphique 1 - Tarifs ferroviaires pour le transport des céréales . . . . . .

Tableau VI - Production canadienne de céréales. . .

Tableau VII - Expéditions subventionnées (année fin.) par province de destination . . . . .

Tableau VIII - Expéditions subventionnées (à date) par province de destination . . . . .

Graphique 2A - Céréales en entrepôt dans l'Est . . .

Graphique 2B - Inventaire hebdomadaire des céréales domestiques (Prairies). . . .

Graphique 2C - Inventaire hebdomadaire des céréales domestiques (Thunder Bay) . .

Graphique 3 - Prix au comptant: Blé canadien . . . .
Avoine canadienne. .
Orge canadienne. . .
Maïs américain . . .

Tableau IX - Comparaison des prix de transport pour les céréales et la viande . . . .

Tableau X - Comparaison des prix de transport pour céréales & viandes (Moncton). . .

TABLEAU I

DEMANDES D'AIDE APPROUVÉES AUX TERMES DES PROGRAMMES D'AIDE AUX SILOS INTÉRIEURS JUSQU'À LA FIN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 1981-1982
(par province)

Province	Nombre de demandes	Capacité supplémentaire d'emmagasinage (en tonnes, sur la base de l'orge)	Montant total des subventions
Silos intérieurs existants			
Québec	3	18,730	409,196
Ontario	4	14,000	259,815
Projets de nouveaux silos intérieurs			
Québec	2	43,100	443,470
Ontario	8	53,400	2,440,520

Tableau II

DEMANDES D'AIDE APPROUVÉES, AUX TERMES DU "PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES APPROVISIONNEMENTS LOCAUX EN CÉRÉALES FOURRAGÈRES" JUSQU'À LA FIN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 1981-1982
(par province)

Province	Nombre de demandes	Capacité supplémentaire totale d'emmagasinage (en tonnes, sur la base de l'orge)
Colombie-Britannique	6	4,740
Ontario	12	3,766
Québec	36	23,178
Provinces Atlantiques	4	3,500
TOTAL	58	35,184

TABLEAU III

STATISTIQUES RELATIVES AUX CÉRÉALES FOURRAGÈRES DESTINÉES AU MARCHÉ INTÉRIEUR - CAMPAGNES AGRICOLES 1980-1981 ET 1981-1982

(EN MILLIERS DE TONNES)

ARTICLE	BLÉ	AVOINE	ORGE	TOTAL
A) Ventes de céréales hors Commission dans les silos primaires				
1981-1982	95.3	90.4	612.9	798.6
1980-1981 r/	289.2	350.7	846.1	1,486.0
Différence	*-193.9*	*-260.3*	*-233.2*	*-687.4*
B) Ventes de la Commission canadienne du blé				
1981-1982	363.7	111.3	226.4	701.4
1980-1981	354.7	10.4	31.7	396.8
Différence	*9.0*	*100.9*	*194.7*	*304.6*
C) Livraisons de céréales fourragères à partir du réseau de silos autorisés 1/				
Silos primaires				
- Expéditions dans l'Ouest canadien	65.1	32.9	242.4	340.4
- Expéditions directes à destination de l'Est canadien	4.4	11.2	78.3	93.9
Silos terminus de Thunder Bay	35.3	35.6	52.7	123.6
Silos de transbordement de l'Est	256.2	143.1	329.9	729.2
Total: 1981-1982	361.0	222.8	703.3	1,287.1
1980-1981 r/	610.3	336.8	1,277.8	2,224.9
Différence	*-249.3*	*-114.0*	*-574.5*	*-937.8*
D) Réserves disponibles à certains endroits, au 31 juillet 1982				
Provinces des Prairies				
- Silos primaires	21.8	13.7	81.4	116.9
- Silos terminus intérieurs	-	-	-	-
Thunder Bay	2.1	0.6	1.7	4.4
Silos de transbordement de l'Est				
- Ports de la baie Géorgienne et du lac Huron	6.0	3.7	3.4	13.1
- Ports du lac Erié et du haut Saint-Laurent	0.9	0.4	1.1	2.4
- Ports du bas Saint-Laurent	4.2	10.6	13.6	28.4
Ports des Maritimes	-	-	-	-
Total: 1981-1982	35.0	29.0	101.2	165.2
1980-1981 r/	57.1	95.6	111.8	264.5
Différence	*-22.1*	*-66.6*	*-10.6*	*-99.3*
E) Ventes de la CCB en pourcentage de l'utilisation totale 1/	(P o u r c e n t a g e)			
1981-1982	100.0	50.0	32.2	54.5
1980-1981	58.1	3.1	2.5	17.8
Différence	*41.9*	*46.9*	*29.7*	*36.7*

Sources: Commission canadienne des grains, Rapport statistique hebdomadaire sur les grains (articles A, C. D).

Commission canadienne du blé (article B).

1/ L'utilisation commerciale semble avoir été minimisée. Voir la note 1 au bas de la page Ces statistiques doivent être révisées par la Commission canadienne des grains.

TABLEAU IV

STATISTIQUES RELATIVES AUX CÉRÉALES FOURRAGÈRES DESTINÉES AU MARCHÉ INTÉRIEUR
Du 1er août 1981 au 31 janvier 1982 et du 1er août 1982 au 31 janvier 1983
(en milliers de tonnes)

ARTICLE	BLÉ	AVOINE	ORGE	TOTAL
A) Ventes de céréales hors Commission dans les silos primaires				
1982-1983	35.3	39.5	349.2	424.0
1981-1982	47.5	46.1	321.7	415.3
Différence	*-12.2*	*-6.6*	*27.5*	*8.7*
B) Ventes de la Commission canadienne du blé				
1982-1983	227.0	95.2	97.6	419.9
1981-1982	174.6	28.0	105.4	308.0
Différence	*52.4*	*67.2*	*-7.8*	*111.9*
C) Livraisons de céréales fourragères à partir du réseau de silos autorisés 1/				
Silos primaires	127.0	47.4	235.6	410.0
Silos terminus de Thunder Bay	13.1	14.0	11.5	38.6
Silos de transbordement de l'Est	125.1	66.2	129.6	320.9
Total: 1982-1983	265.2	127.6	376.7	769.5
1981-1982 r)	293.1	149.1	417.9	860.2
Différence	*-27.9*	*-21.5*	*-41.2*	*-90.7*
D) Réserves disponibles à certains endroits, au 31 juillet 1983				
Provinces des Prairies	39.7	19.4	106.1	165.2
Thunder Bay	1.7	2.9	24.3	28.9
Silos de transbordement de l'Est	30.3	31.0	71.6	132.9
Ports des Maritimes	-	-	-	-
Total: 1982-1983	71.7	53.3	202.0	327.0
1981-1982	49.3	35.3	154.9	239.5
Différence	*22.4*	*18.0*	*47.1*	*87.5*
E) Ventes de la CCB en pourcentage de l'utilisation totale 1/	----	Pourcentage	---	
1982-1983	85.6	74.6	25.9	54.6
1981-1982 r)	59.6	18.8	25.2	35.8
Différence	*26.0*	*55.8*	*0.7*	*18.8*

Sources: Commission canadienne des grains, Rapport statistique hebdomadaire sur les grains (articles A,C,D).
Commission canadienne du blé (article B,C)

r) Chiffres révisés.

Les chiffres sur l'utilisation commerciale, qui apparaissent hebdomadairement dans le "rapport statistique sur les grains" de la Commission Canadienne des Grains, ne tiennent pas compte de toutes les ventes de la CCB. Les données de ce tableau ont donc été ajustés pour tenir compte de ces ventes.

TABLEAU V

PRIX MOYENS MENSUELS DES CÉRÉALES FOURRAGÈRES D'AOÛT 1981 À JUILLET 1982 ($/TONNE)

	THUNDER BAY					
	PRIX AU COMPTANT À LA BOURSE DE WINNIPEG a/			C.C.B. - MARCHÉ INTÉRIEUR (PRIX CONCURRENTIEL PAR RAPPORT AU MAÏS) b/		
	BLÉ	AVOINE	ORGE	BLÉ	AVOINE	ORGE
AOÛT	153.45	113.40	134.00	156.85	126.55	139.00
SEPTEMBRE	147.45	113.10	126.65	143.50	114.20	126.25
OCTOBRE	151.55	114.70	125.25	135.85	107.30	119.15
NOVEMBRE	138.60	121.75	118.00	129.85	101.90	113.60
DÉCEMBRE	138.55	129.90	118.80	129.60	101.60	113.30
JANVIER	147.55	135.65	124.70	136.25	107.65	119.55
FÉVRIER	160.85	136.35	126.50	136.05	107.30	119.15
MARS	145.15	122.30	120.45	132.35	103.95	115.75
AVRIL	145.60	116.70	122.30	140.35	110.70	123.05
MAI	144.30	124.50	126.90	143.20	113.00	125.45
JUIN	142.20	118.55	124.00	144.50	114.40	126.95
JUILLET	139.10	111.20	119.70	141.05	111.15	123.55
MOYENNE:						
1981-82	146.20	121.50	123.95	139.10	110.00	122.05
1980-81	167.85	142.30	145.90	170.70	140.05	152.60
Variation	-21.65	-20.80	-21.95	-31.60	-30.05	-30.55

	EN ENTREPÔT À MONTRÉAL (PRIX DE GROS) c/			MAÏS d/	
				MONTREAL	CHATHAM
AOÛT	181.35	148.45	159.40	178.55	156.05
SEPTEMBRE	174.05	146.95	154.55	169.20	146.55
OCTOBRE	169.00	147.70	150.90	148.15	125.20
NOVEMBRE	160.90	154.35	144.10	140.55	117.60
DÉCEMBRE	165.60	169.60	149.15	140.00	117.05
JANVIER	170.75	180.90	157.85	142.00	117.35
FÉVRIER	180.50	181.90	162.00	137.20	112.00
MARS	172.10	172.25	155.55	136.10	110.90
AVRIL	174.35	166.10	157.70	144.55	119.35
MAI	169.50	161.25	153.00	147.35	122.15
JUIN	165.70	160.65	151.15	155.10	129.10
JUILLET	161.15	145.50	143.10	159.50	133.50
MOYENNE:					
1981-82	170.40	161.30	153.20	149.85	125.55
1980-81	190.50	176.60	169.60	183.55	161.95
Variation	-20.10	-15.30	-16.40	-33.70	-36.40

a/ Prix au comptant hors Commission, en entrepôt à Thunder Bay, pour les classes suivantes: blé fourrager canadien; avoine fourragère nº1; orge fourragère nº 1.

b/ Prix de la CCB, marché intérieur, en entrepôt à Thunder Bay, pour les classes suivantes: blé fourrager canadien, avoine fourragère nº 1; orge fourragère nº 1.

c/ Prix de vente en gros, en entrepôt, pour les classes suivantes: blé - différentes catégories combinées; avoine fourragère nº 1; orge fourragère nº 1.

d) De l'Ouest canadien nº 2, sur voie.

Graphique 1

TARIFS FERROVIAIRES POUR LE TRANSPORT DES CÉRÉALES
À DIVERSES DESTINATIONS - 31 juillet 1971-1982

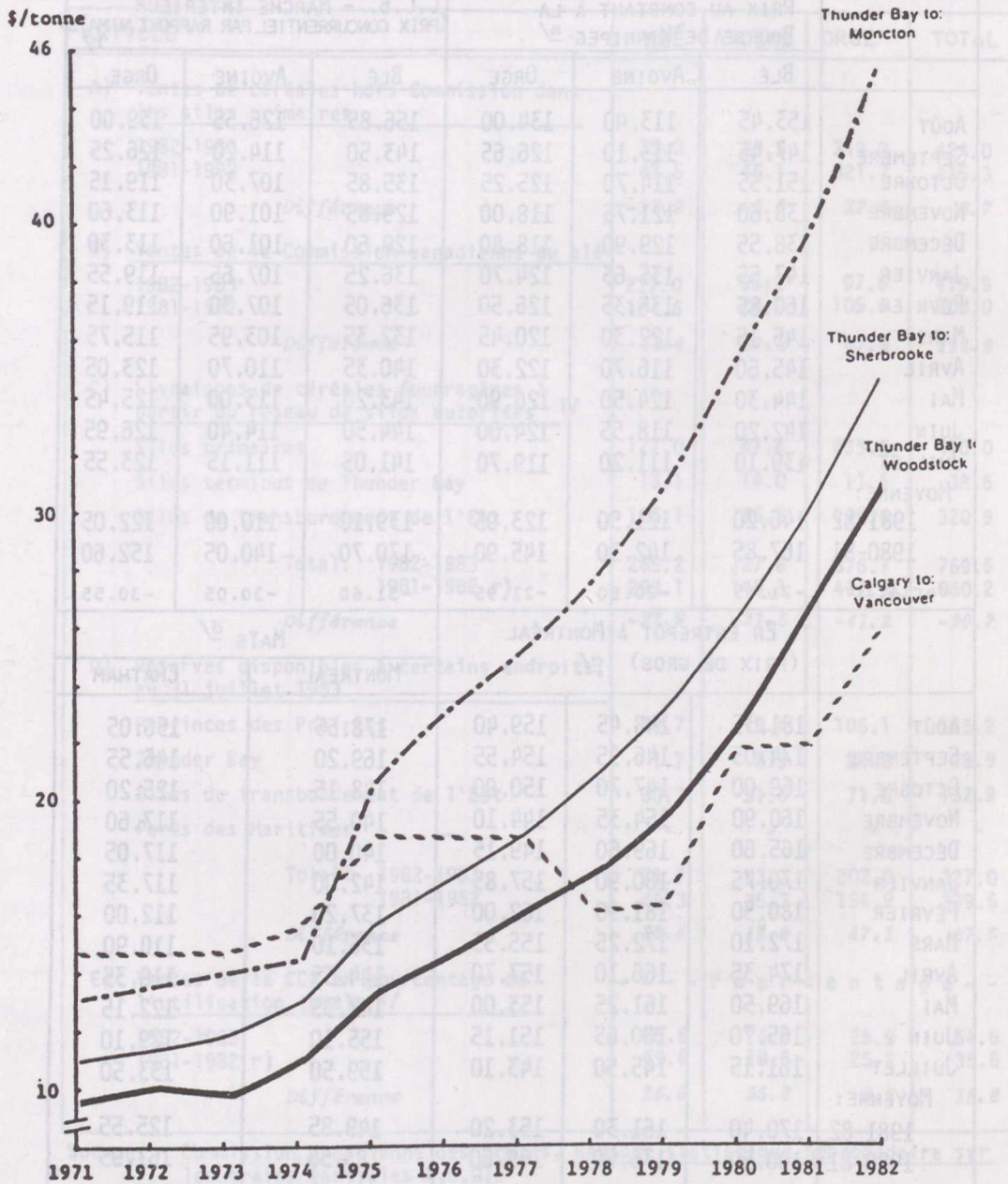


TABLEAU VI

PRODUCTION CÉRÉALIÈRE CANADIENNE
(EN MILLIONS DE TONNES)

	BLÉ, TOUTES CATÉGORIES	AVOINE	ORGE	MAÏS-GRAIN
1981	24.778[R)]	3.192[R)]	13.812[R)]	6.593[R)]
1980	19.158[R)]	3.028	11.259[R)]	5.434[R)]
1979	17.184	2.978	8.460	4.963
1978	21.145	3.621	10.387	4.033
1977	19.862	4.303	11.799	4.197
1976	23.587	4.831	10.513	3.771
MOYENNE DÉCENNALE (1971-1980)	17.638	4.259	10.510	3.708

SOURCE: STATISTIQUE CANADA, CATALOGUE 22-002.

R) CHIFFRE RÉVISÉ.

TABLEAU VII

EXPÉDITIONS SUBVENTIONNÉES PAR PROVINCE DE DESTINATION
ANNÉE FINANCIÈRE 1981-1982

(tonnes)

PROVINCE	CEREALES DE L'OUEST CANADIEN					MAÏS DE L'EST	TOTAUX a/	($) DEPENSES
	BLE	AVOINE	ORGE	CRIBLURES	ISSUES DE MINOTERIE			
TERRE NEUVE	18,638	3,771	7,707	2,493	1,056	9,607	43,272	1,226,593
I.P.E.	7,341	5,602	13,416	434	2,125	10,961	39,879	571,634
N. E.	17,625	9,378	74,265	30,309	11,447	81,602	224,713	2,509,333
N.B.	8,755	11,128	43,982	11,583	3,886	50,463	129,797	1,701,171
QUE.	231,258	154,423	440,346	36	112,146	52,933	991,219	3,444,240
ONT.	2,663	2,770	2,937	80	489	-	8,939	68,868
C.B.	115,703	28,616	262,538	2,113	45,111	-	518,624	5,616,778
YUKON ET T.N.O.	36	64	37	-	-	-	137	7,487
TOTAL	402,019	215,752	845,228	47,048	176,260	205,566	1,956,580	15,146,104
L'AN DERNIER	542,905	257,484	963,636	25,554	166,316	168,332	2,142,630	15,429,694
DEUX ANS AUPARAVANT	645,162	247,741	1081,614	13,596	158,878	156,023	2,332,195	15,699,994

a/ Les totaux comprennent de petites quantités de seigle et de maïs de l'Ouest et de blé de l'Ontario.

TABLEAU VIII

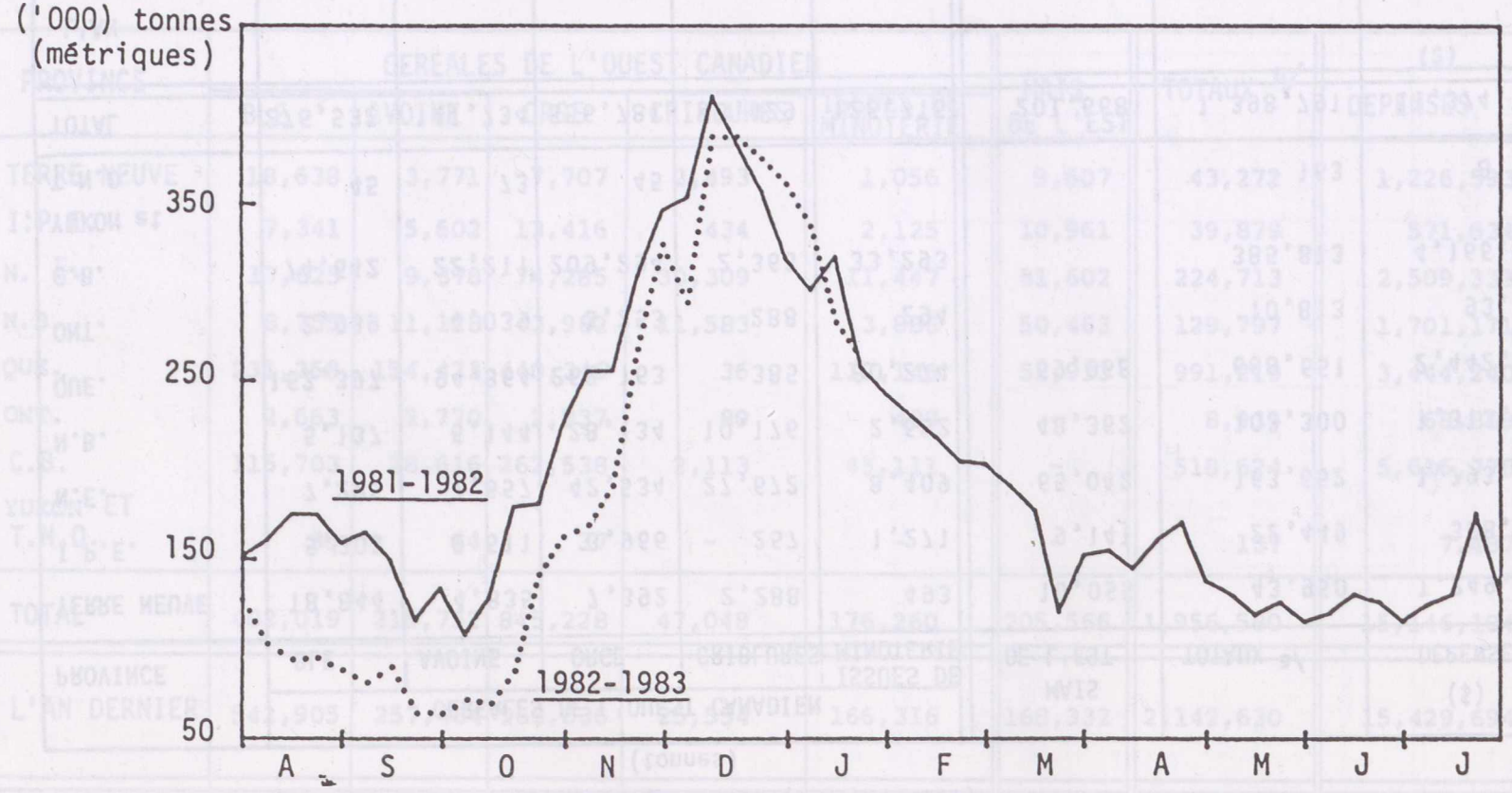
EXPÉDITIONS SUBVENTIONNÉES PAR PROVINCE DE DESTINATION
ANNÉE FINANCIÈRE 1982-1983 (1er 11 mois)
(tonnes)

PROVINCE	CEREALES DE L'OUEST CANADIEN					MAIS DE L'EST	TOTAUX a/	($) DEPENSES
	BLE	AVOINE	ORGE	CRIBLURES	ISSUES DE MINOTERIE			
TERRE NEUVE	18,844	4,835	7,392	2,288	493	10,055	43,950	1,249,032
I.P.E.	5,303	2,511	3,966	257	1,271	9,141	22,449	308,029
N.E.	7,225	7,557	42,534	27,672	8,409	65,042	163,652	1,793,111
N.B.	5,137	6,144	28,134	10,176	2,682	48,362	103,300	1,313,658
QUE.	162,397	94,364	262,163	385	80,274	69,068	668,651	2,442,112
ONT.	2,939	4,039	3,253	288	294		10,813	93,128
C.B.	74,642	22,211	209,294	2,363	33,293		385,813	4,166,994
YUKON et T.N.O.	45	73	45				163	8,135
TOTAL	276,532	141,734	556,781	43,429	126,716	201,668	1,398,791	11,374,199
L'AN DERNIER	350,110	184,051	701,272	37,310	143,904	156,383	1,616,437	12,345,446
DEUX ANS AUPARAVANT	451,388	207,982	765,985	17,703	132,600	135,138	1,725,479	12,512,383

a/ Les totaux comprennnent de petites quantités de mais de l'Ouest et de ble et Orge de l'Ontario

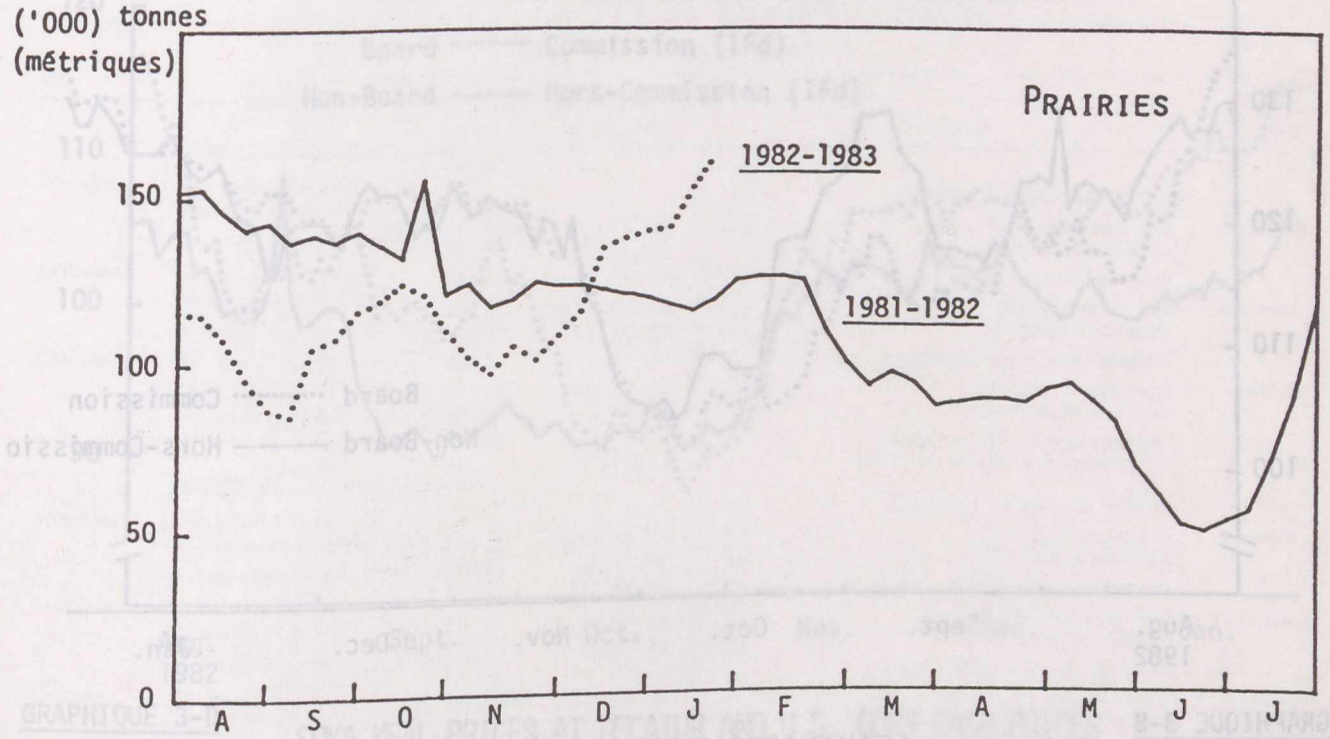
GRAPHIQUE 2-A

DOMESTIC FEED GRAIN STOCKS IN EASTERN CANADA (TRANSFER ELEVATORS)
CEREALES FOURRAGERES EN ENTREPOT DANS L'EST DU CANADA (SILOS DE TRANSBORDEMENT)

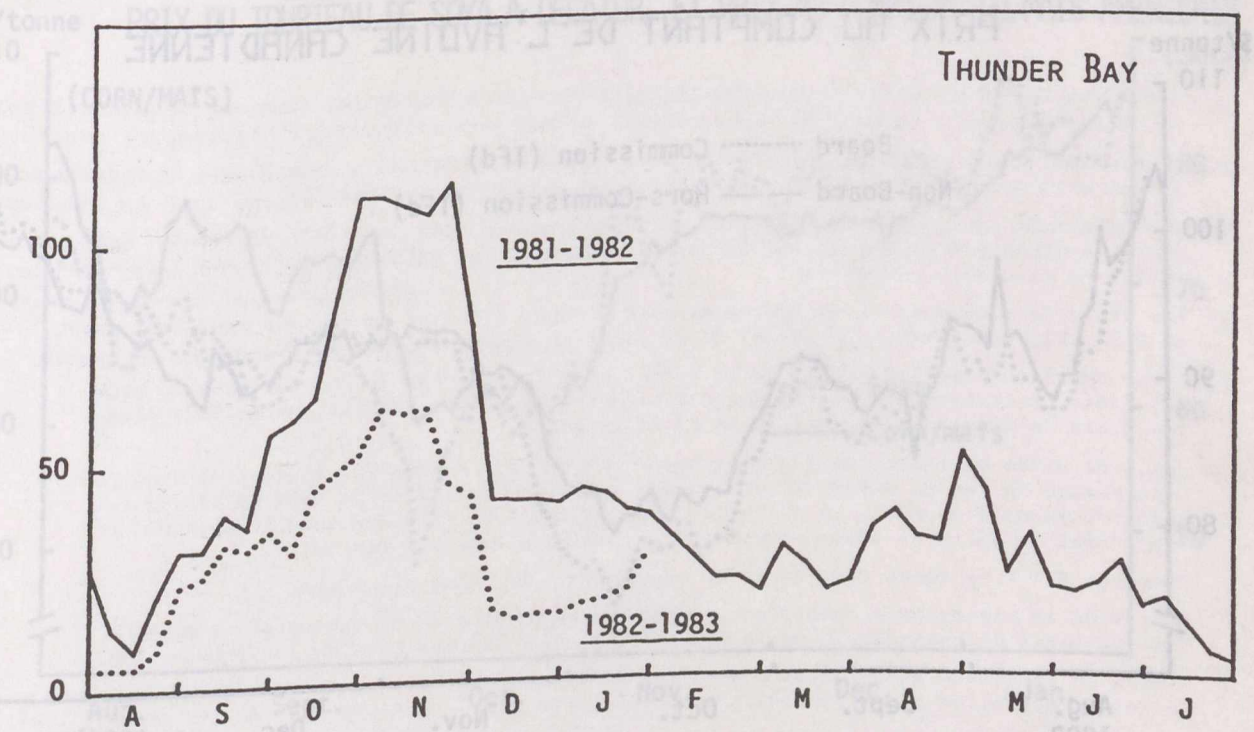


GRAPHIQUE 2-B

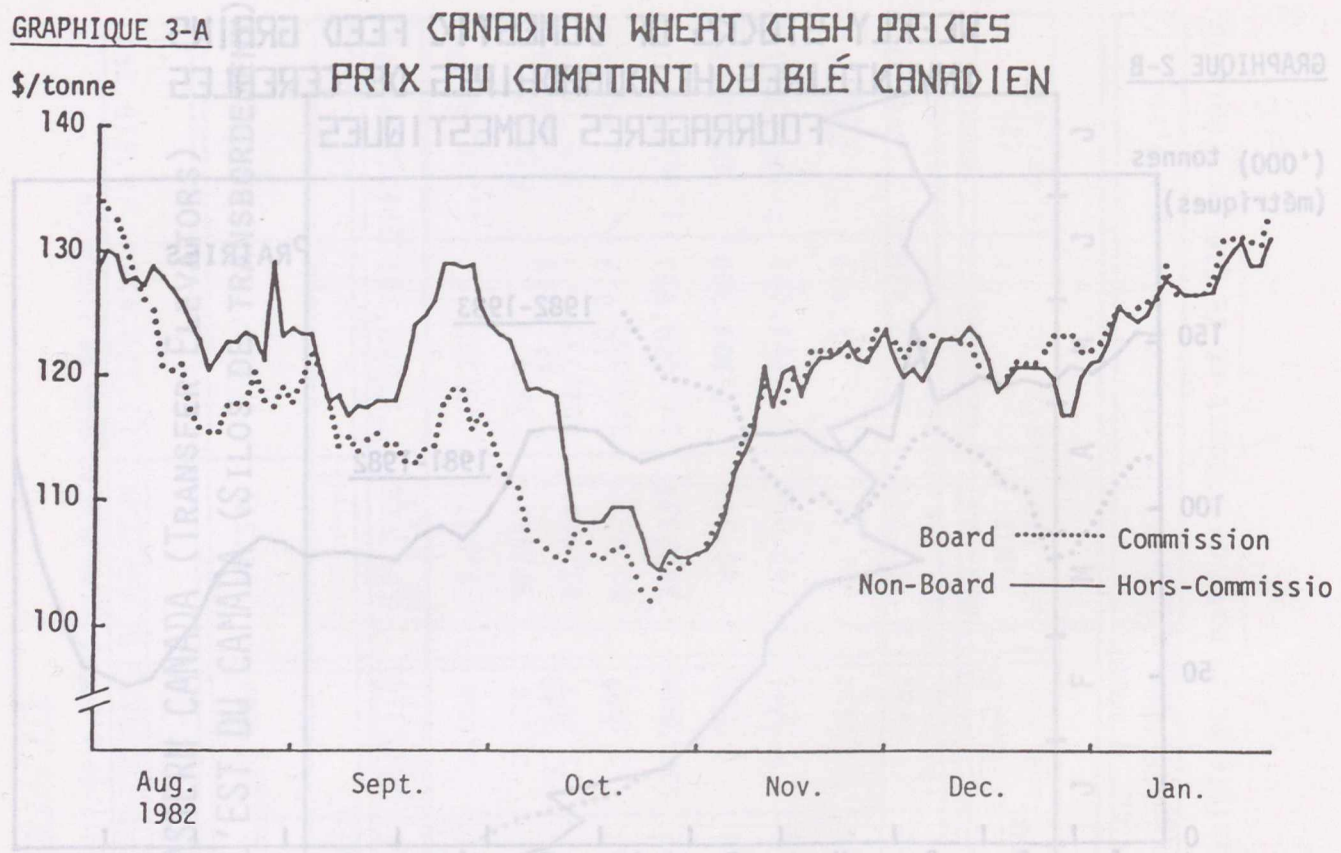
WEEKLY STOCKS OF DOMESTIC FEED GRAINS
INVENTAIRES HEBDOMADAIRES DE CEREALES FOURRAGERES DOMESTIQUES



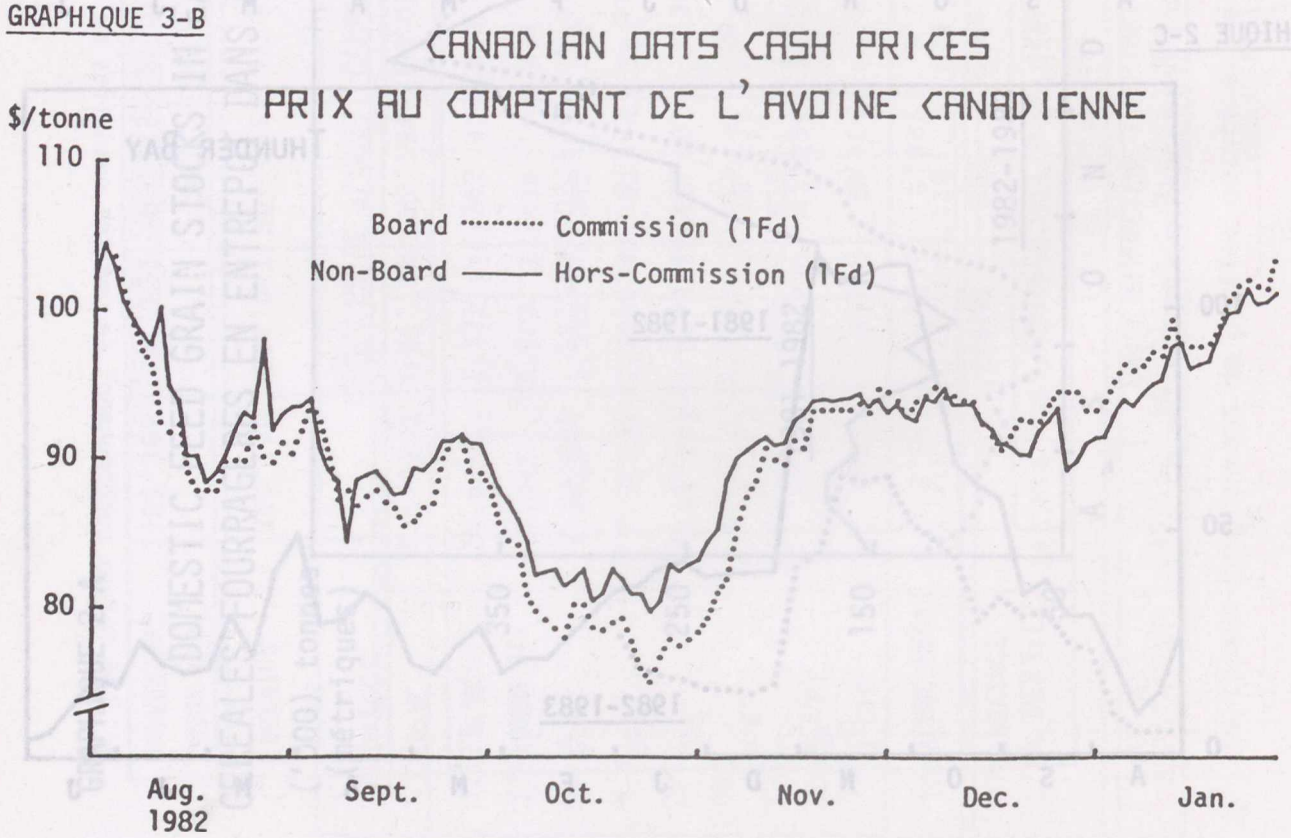
GRAPHIQUE 2-C



GRAPHIQUE 3-A

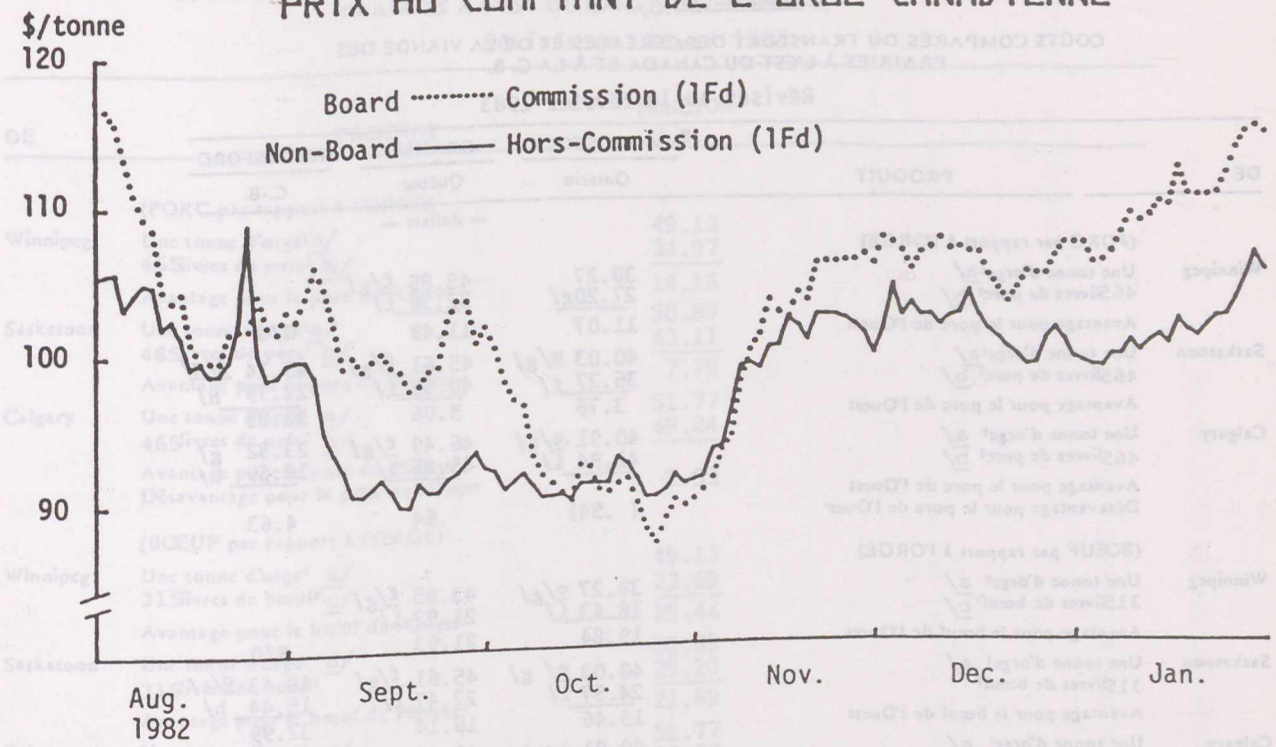


GRAPHIQUE 3-B



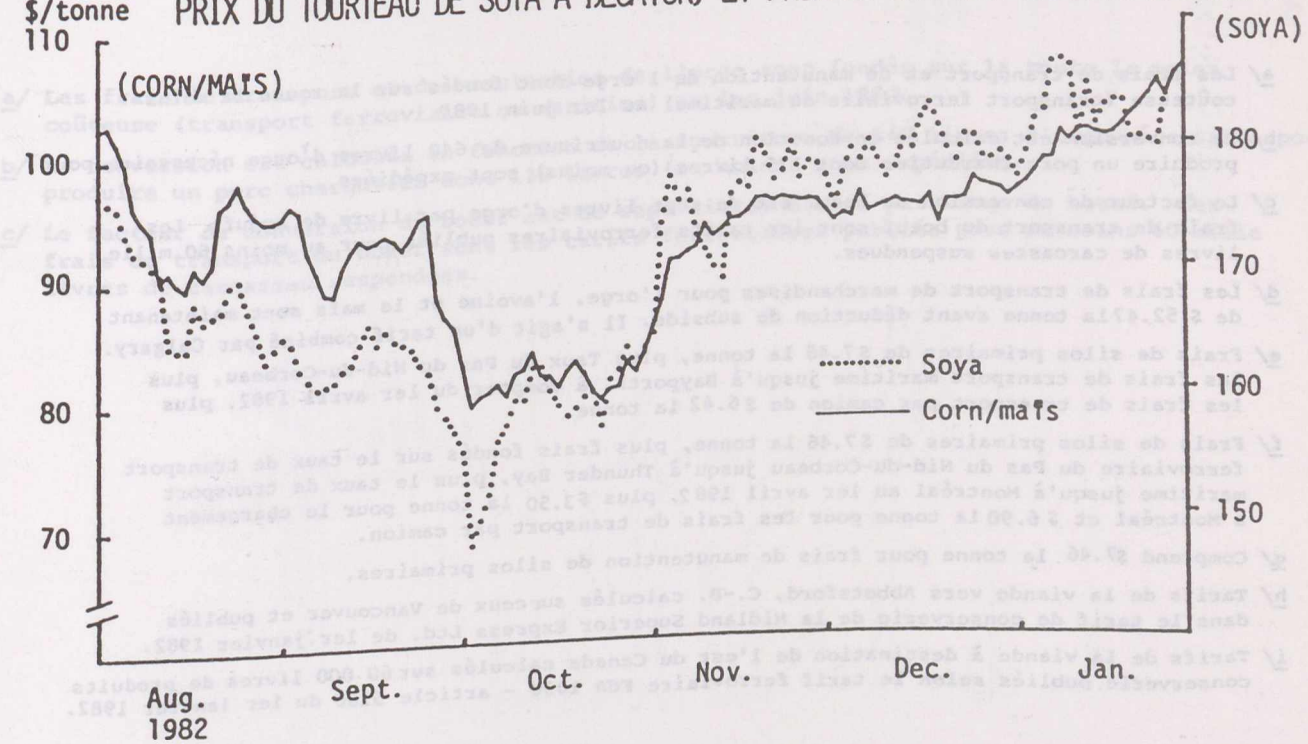
GRAPHIQUE 3-C

CANADIAN BARLEY CASH PRICES
PRIX AU COMPTANT DE L'ORGE CANADIENNE



GRAPHIQUE 3-D

SOYA MEAL PRICES AT DECATUR AND U.S. CORN CASH PRICES
PRIX DU TOURTEAU DE SOYA À DECATUR, ET PRIX AU COMPTANT DU MAÏS AMÉRICAIN



Revisé 18 février 1983

TABLEAU IX

COÛTS COMPARÉS DU TRANSPORT DES CÉRÉALES ET DE LA VIANDE DES PRAIRIES À L'EST DU CANADA ET À LA C.-B.

Révisés au 18 février 1983

DE	PRODUIT	WOODSTOCK Ontario	GRANBY Québec	ABBOTSFORD C.-B.
			— dollars —	
	(PORC par rapport à l'ORGE)			
Winnipeg	Une tonne d'orge[1] a/	38.27	43.85 f/g/	
	465 livres de porc[2] b/	27.20 g/	32.36 i/	
	Avantage pour le porc de l'Ouest	11.07	11.49	S/O
Saskatoon	Une tonne d'orge[1] a/	40.03 e/g/	45.61 f/g/	45.14 d/g/
	465 livres de porc[2] b/	36.27 i/	40.55 i/	22.79 h/
	Avantage pour le porc de l'Ouest	3.76	5.06	22.35
Calgary	Une tonne d'orge[1] a/	40.91 e/g/	46.49 f/g/	23.32 g/
	465 livres de porc[2] b/	41.94 i/	45.85 i/	18.69 h/
	Avantage pour le porc de l'Ouest			
	Désavantage pour le porc de l'Ouest	(.54)	.64	4.63
	(BŒUF par rapport à l'ORGE)			
Winnipeg	Une tonne d'orge[1] a/	38.27 e/g/	43.85 f/g/	
	315 livres de bœuf c/	18.43 i/	21.92 i/	
	Avantage pour le bœuf de l'Ouest	19.84	21.93	S/O
Saskatoon	Une tonne d'orge[1] a/	40.03 e/ g/	45.61 f/g/	48.43 e/d/
	315 livres de bœuf	24.57 i/	27.47 i/	15.44 h/
	Avantage pour le bœuf de l'Ouest	15.46	18.14	32.99
Calgary	Une tonne d'orge[1] a/	40.91 e/g/	46.49 g/f/	23.32 g/
	315 livres de bœuf c/	28.41 i/	31.06 i/	12.66 h/
	Avantage pour le bœuf de l'Ouest	12.50	15.43	10.66

a/ Les frais de transport et de manutention de l'orge sont fondés sur la route la moins coûteuse (transport ferroviaire ou maritime) au 1er juin 1982.

b/ La conversion est calculée en fonction de la nourriture de 640 livres d'orge nécessaire pour produire un porc charcutier dont 135 livres (ou moins) sont expédiées.

c/ Le facteur de conversion du boeuf est de sept livres d'orge par livre de boeuf. Les frais de transport du boeuf sont les tarifs ferroviaires publiés pour au moins 60 mille livres de carcasses suspendues.

d/ Les frais de transport de marchandises pour l'orge, l'avoine et le maïs sont maintenant de $ 52.47 la tonne avant déduction de subside. Il s'agit d'un tarif combiné par Calgary.

e/ Frais de silos primaires de $7.46 la tonne, plus Taux du Pas du Nid-du-Corbeau, plus les frais de transport maritime jusqu'à Bayports, à compter du 1er avril 1982, plus les frais de transport par camion de $6.42 la tonne.

f/ Frais de silos primaires de $7.46 la tonne, plus frais fondés sur le taux de transport ferroviaire du Pas du Nid-du-Corbeau jusqu'à Thunder Bay, plus le taux de transport maritime jusqu'à Montréal au 1er avril 1982, plus $3.50 la tonne pour le chargement à Montréal et $ 6.90 la tonne pour les frais de transport par camion.

g/ Comprend $7.46 la tonne pour frais de manutention de silos primaires.

h/ Tarifs de la viande vers Abbotsford, C.-B. calculés sur ceux de Vancouver et publiés dans le tarif de conserverie de la Midland Superior Express Ltd. de 1er janvier 1982.

i/ Tarifs de la viande à destination de l'est du Canada calculés sur 60 000 livres de produits conserverie, publiés selon le tarif ferroviaire FCA 103U - article 5180 du 1er janvier 1982.

TABLEAU X

COÛTS COMPARÉS DU TRANSPORT DES CÉRÉALES ET DE LA VIANDE DES PRAIRIES À L'EST DU CANADA ET À LA C.-B.

Révisés au 26mai 1982

DE	PRODUIT	MONCTON N.B.
	(PORC par rapport à l'ORGE)	
Winnipeg	Une tonne d'orge[a/]	49.13
	465livres de porc[b/]	34.97
	Avantage pour le porc de l'Ouest	14.16
Saskatoon	Une tonne d'orge[a/]	50.89
	465livres de porc[b/]	43.11
	Avantage pour le porc de l'Ouest	7.78
Calgary	Une tonne d'orge[a/]	51.77
	465livres de porc[b/]	49.24
	Avantage pour le porc de l'Ouest	2.53
	Désavantage pour le porc de l'Ouest	
	(BŒUF par rapport à l'ORGE)	
Winnipeg	Une tonne d'orge[a/]	49.13
	315livres de bœuf[c/]	23.69
	Avantage pour le bœuf de l'Ouest	25.44
Saskatoon	Une tonne d'orge[a/]	50.89
	315livres de bœuf	29.20
	Avantage pour le bœuf de l'Ouest	21.69
Calgary	Une tonne d'orge[a/]	51.77
	315livres de bœuf[c/]	33.36
	Avantage pour le bœuf de l'Ouest	18.41

a/ Les frais de transport et de manutention de l'orge sont fondés sur la route la moins coûteuse (transport ferroviaire ou maritime) au 1er juin 198.2.

b/ La conversion est calculée en fonction de la nourriture de 640 livres d'orge nécessaire po produire un porc charcutier dont 135 livres (ou moins) sont expédiées.

c/ Le facteur de conversion du boeuf est de sept livres d'orge par livre de boeuf. Les frais de transport du boeuf sont les tarifs ferroviaires publiés pour au moins 60 mille livres de carcasses suspendues.

APPENDICE «AGRI-23»

COMPARAISON DES PRIX HEBDOMADAIRES DU MARCHÉ

Valeur de l'orge Marchés intérieur et international

	ORGE DE PROVENDE CATÉGORIE 1 CANADA				ORGE DE PROVENDE CATÉGORIE 3 É.-U.	
Éléments ou prix de revient	Formule maïs Ex. Th. Bay par voie d'eau	Marché autre que com. can. ou blé Ex. Th. Bay par voie d'eau	Prix d'exportation commission canadienne du blé par voie d'eau	Prix d'exportation commerce par voie d'eau	Éléments du prix de revient	Prix d'exportation
Franco à bord Th. Bay	*119.20	*102.70	110.00		À bord navire Duluth 2.04	93.70
					Taux de change 1.2270	21.27
Frais de transport par rail Ex. Th. Bay Montréal					Coût transport par voie d'eau	20.15[1]
Frais de transport par voie d'eau jusqu'à Montréal	25.00[1]	25.00[1]	25.00[1]	25.00[1]		
Frais de transbordement exportation						
En stock Montréal	144.20	127.70	[2] 110.00 U.S. 135.00 Can.	102.00 U.S. 125.15 Can.	En stock Ports du Saint-Laurent	$135.12
	(Source: Télex quotidien commission canadienne du blé)	(Source: Grain Instant News)	(Source: C. Landry Commission Canadienne du blé Winnipeg)	(Source: Gary Hartman Cargill Winnipeg)		(Source: W. Limberg Continental Grain Minneapolis 612-339-8161

[1] Coût du transport par voie d'eau 1982
[2] La C.C.B. s'est retirée du marché, mais si elle y revient elle veut 110.00 $ La tonne U.S.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 106

Thursday, April 14, 1983

Chairman: Mrs. Eva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84, Vote 30 under AGRICULTURE

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Available from the Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 106

Le jeudi 14 avril 1983

Président: Mme Eva Côté

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984, crédit 30 sous la rubrique AGRICULTURE

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-81-82-83

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Third class Troisième classe
K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Livestock Feed Board of Canada:

Mr. Roger Perreault, Chairman;

Mr. Gus Sonneveld, Vice-Chairman;

Mr. Guy De Cotret, Director General—Program Coordination;

Mr. Arly Mair, Board Member;

Mr. Douglas Mutch, Director of Economic Research and Secretary to the Board.

De l'Office des provendes du Canada:

M. Roger Perreault, président;

M. Gus Sonneveld, vice-président;

M. Guy De Cotret, directeur général—Coordination des Programmes;

M. Arly Mair, membre de l'Office;

M. Douglas Mutch, directeur de la recherche économique et secrétaire de l'Office.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 106

Thursday, April 14, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 106

Le jeudi 14 avril 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 30—Canadian Grain Commission under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 30—Commission canadienne des grains sous la rubrique AGRICULTURE

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Jean-Guy Dubois
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Rolland Dion (*Portneuf*)
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
G.M. Gurbin
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(*b*):

On Thursday, April 14, 1983:
Mr. Jean-Guy Dubois replaced Mr. Rolland Dion;
Mr. Rolland Dion replaced Mr. Jean-Guy Dubois.

Conformément à l'article 69(4)*b*) du Règlement:

Le jeudi 14 avril 1983:
M. Jean-Guy Dubois remplace M. Rolland Dion;
M. Rolland Dion remplace M. Jean-Guy Dubois.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 14, 1983
(115)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 8:08 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Robert Daudlin, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Daudlin, Ferguson, Hovdebo, Mayer and Tessier.

Alternate present: Mr. Hargrave.

Other Member present: Mr. Bossy.

Witnesses: *From the Canadian Grain Commission*: Mr. H.D. Pound, Chief Commissioner and Mr. H. Fast, Director, Grain Inspection Division.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 8, 1983, Issue No. 99*).

The Committee proceeded to consider Vote 30.

The Chief Commissioner made a statement and, with the other witness, answered questions.

At 9:31 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 14 AVRIL 1983
(115)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 20h08 sous la présidence de M. Robert Daudlin (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Daudlin, Ferguson, Hovdebo, Mayer et Tessier.

Substitut présent: M. Hargrave.

Autre député présent: M. Bossy.

Témoins: *De la Commission canadienne des grains*: M. H.D. Pound, commissaire en chef et M. H. Fast, directeur, Division de l'inspection des grains.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi 8 mars 1983, fascicule nº 99*).

Le Comité entreprend l'étude du crédit 30.

Le Commissaire en chef fait une déclaration puis, avec l'autre témoin, répond aux questions.

A 21h31, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Thursday, April 14, 1984

• 2007

The Vice-Chairman: Gentlemen, I see a quorum sufficient to hear evidence.

We will resume consideration of our order of reference dated Wednesday, February 23, 1983, related to the main estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. We will proceed to consider Vote 30.

AGRICULTURE

A—Department—Canadian Grain Commission Program

Vote 30—Canadian Grain Commission—Program expenditures and contribution.....$35,423,700

The Chairman: We have with us this evening Mr. Pound, the Chief Commissioner, from the Canadian Grain Commission, and other members of the commission which perhaps I can call on Mr. Pound to introduce to us. I understand as well that Mr. Pound has a brief statement he will be providing.

Mr. Pound, welcome.

Mr. H.D. Pound (Chief Commissioner, Canadian Grain Commission): Thank you very much. I would like to introduce Mr. Kullman, our director of finance; Dr. Candlish, Commissioner; Dr. Tkachuk, who is sitting in for the director of the research laboratory; and Henry Fast, the director of the Grain Inspection Division.

My remarks are going to be very short because I know you fellows have probably got lots of questions.

• 2010

I am happy to announce to the committee this year that our annual report has been tabled on time. I am sorry Doug is not here because I think the last three or four years he has always asked me about that.

As you know, for the past several years the report has contained crop production information for each fall of the year that has been reported upon. Even though the reporting period was to end on July 31, the additional information was included, with the result that the report was never completed on time. I would like to point out that from now on our annual report will deal exclusively with the crop year as required by the Canada Grain Act and crop production information for the reporting year will still be available in our new crop bulletins but in an updated version prepared for earlier distribution than before. This has been the practice in the past. Our statement has been kept very short to allow the committee more time for questions. Thank you.

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le jeudi 14 avril 1984

Le vice-président: Messieurs, je crois que nous sommes suffisamment nombreux pour entendre les témoins.

Nous poursuivons l'étude de notre ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. Nous allons étudier le crédit 30.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme de la Commission canadienne des grains

Crédit 30—Commission canadienne des grains—Dépenses du programme et contribution $35,423,700

Le président: Nous recevons ce soir M. Pound, commissaire en chef de la Commission canadienne des grains et d'autres membres de la Commission, que je vais demander à M. Pound de nous présenter. Je crois comprendre que M. Pound fera un très bref exposé dont il a fourni copie.

Bienvenue, monsieur Pound.

M. H.D. Pound (commissaire en chef, Commission canadienne des grains): Merci beaucoup. Je voudrais vous présenter M. Kullman, notre directeur des finances, Mme Candlish, commissaire, M. Tkachuk, qui remplace le directeur du laboratoire de recherche, et M. Henry Fast, directeur de la Division de l'inspection des grains.

Mes remarques seront très brèves, car je sais que vous sans doute beaucoup de questions à poser.

J'ai le plaisir de signaler au Comité que, cette année enfin, notre rapport annuel a été déposé à la date prescrite. Il est dommage que Doug ne soit pas là, parce que je crois qu'il me pose cette question depuis trois ou quatre ans.

Comme vous le savez, notre rapport contient, depuis plusieurs années déjà, les renseignements sur la production des cultures pour l'automne de l'année dont il est fait mention. Bien que la période couvrant les renseignements était censée se terminer le 31 juillet, les détails complémentaires y étaient inclus avec le résultat que le rapport n'était jamais achevé dans les délais fixés. Je tiens donc à vous faire remarquer que, dorénavant, notre rapport annuel traitera uniquement de la campagne agricole ainsi que l'exige la Loi sur les grains du Canada. Les renseignements sur la production des cultures pour l'année en question continueront de figurer dans nos bulletins de récolte, mais sous forme de versions mises à jour qui seront distribuées plus tôt que par le passé. Pour nous en tenir à notre pratique des années précédentes, notre déclaration s'en tient à ces quelques remarques afin d'accorder à votre comité plus de temps pour les questions. Merci.

[*Texte*]

The Vice-Chairman: Thank you. I will be pleased to receive names for questions.

Mr. Hargrave: He has the distinction of giving the shortest preamble we have ever heard.

The Vice-Chairman: We probably will be able to use that as a precedent in terms of the kinds of questioning that you will receive from the committee members.

Mr. Mayer.

Mr. Mayer: Thank you, Mr. Chairman. I would like to welcome Mr. Pound and Dr. Candlish. I think this is the first time you have been here as a witness as the new commissioner. I would like to congratulate you on your appointment and welcome you here along with the other officials accompanying Mr. Pound.

I guess last year the main concern was over the financial problems that the Econ demise left producers in. I wonder, Mr. Pound, if you could bring us up to date within the bounds of what you can do. I realize that some of the investigations are still under way. Could you bring the committee up to date as to where that situation is?

Mr. Pound: Yes, investigations still are under way. The committee may not be aware that we turned to the courts for a ruling as to who should be eligible for payment under the bond which is held by the commission. It is my understanding from our legal adviser that the court will hear applications for funding under the bond on April 21 in Winnipeg.

Mr. Mayer: I know I still get inquiries from some of the people affected. I am sure the rest of the members here in the West, too, have problems with producers or have had representations on behalf of producers who have had financial problems or trouble collecting. Do you have any idea as to a timeframe in which the thing would be decided? Is that a fair question to ask you? It probably is not.

Mr. Pound: It is really out of our hands. It is in the court's hands now as to whatever timeframe they deem is necessary in order to complete their investigation. I think that will probably, to some extent, be tied in with the trustee for bankruptcy as well because it depends on who brings forth claims against the bond.

Mr. Mayer: One of the concerns I think a lot of us had a year ago was over the financial responsibility or the financial bonding that was required by the commission on behalf of a grain dealer when he was in business. Could you bring the committee up to date as to what has transpired in a year? Have you had any more problems? What kind of steps has the commission taken to ensure that there are not going to be any more Econs? Could you enlighten us in any way on what has happened in this past year?

Mr. Pound: Well, we have certainly tightened up, and of course, as I mentioned last year, a process of tightening up had started before Econ. Unfortunately, Econ arrived before we completed tightening up.

But we have brought in a couple of professional people to do some studies for us, to review the policies and practices that were in place, and I am happy to say that in the reviews they

[*Traduction*]

Le vice-président: Je vous remercie. Je suis prêt à noter les noms de ceux qui veulent poser des questions.

M. Hargrave: Monsieur a l'insigne honneur d'avoir présenté l'exposé le plus court jamais entendu.

Le vice-président: J'espère que les députés s'en inspireront.

Monsieur Mayer

M. Mayer: Merci, monsieur le président. Je désire souhaiter la bienvenue à M. Pound et à Mme Candlish. Je crois que c'est la première fois que vous venez témoigner ici à titre de nouveau commissaire. Je désire vous féliciter de votre nomination et vous souhaiter la bienvenue, à vous et aux autres hauts fonctionnaires qui accompagnent M. Pound.

L'an dernier, je crois que nous nous sommes surtout intéressés aux problèmes financiers qu'avait entraînés l'échec de la Econ pour les producteurs. M. Pound, pourriez-vous nous dire où en sont les choses que vous avez pu entreprendre à ce sujet. Je comprends que certaines enquêtes peuvent ne pas être terminées. Pourriez-vous nous dire où en sont les choses?

M. Pound: En effet, les enquêtes ne sont pas encore terminées. Le Comité ne sait peut-être pas que nous nous sommes tournés vers les tribunaux afin d'obtenir un jugement pour savoir qui pourra être remboursé grâce à l'assurance que détient la Commission. D'après notre conseiller juridique, la Cour entendra les requêtes de fond à Winnipeg, le 21 avril.

M. Mayer: Je reçois encore des demandes de renseignements provenant des personnes affectées. Je suis certain que les autres députés de l'Ouest ont reçu des doléances de producteurs qui éprouvent des problèmes financiers ou qui ont du mal à se faire payer. Avez-vous une idée du temps qu'il faudra avant qu'un jugement soit rendu? Je crois que je ne devrais pas vous poser la question, n'est-ce-pas?

M. Pound: Cela ne dépend pas de nous. C'est au tribunal de prendre le temps qu'il jugera nécessaire pour mener à bien son enquête. Je crois que cela dépendra également, dans une certaine mesure, du syndic de faillites, car cela dépendra sans doute de ceux qui demanderont un remboursement à l'assureur.

M. Mayer: L'an dernier, ce qui nous préoccupait le plus, c'était la garantie financière que la Commission exigeait des marchands de grains en affaires. Pourriez-vous nous dire ce qui s'est fait en un an? Y a-t-il eu d'autres problèmes? Quelle genre de mesure la Commission a-t-elle pris pour qu'il n'y ait plus jamais de situations comme celles de Econ?

M. Pound: Nous avons certainement resserré les conditions et, comme je l'ai dit l'an dernier, nous avions d'ailleurs commencé à le faire avant même cette crise. Malheureusement, Econ a fait faillite avant que tout soit en place.

Nous avons tout de même engagé quelques professionnels pour revoir nos politiques et nos pratiques et je suis heureux de vous annoncer que leurs examens ont révélé que nos pratiques

[*Text*]

are satisfied that the practices we had in place were reasonably good. They recommended some minor changes here and there.

We have asked to have better accounting done by the people before we issue licences now.

Our minimum bond has been increased from what it was. It is now $150,000, then depending on reporting liabilities after that.

• 2015

I am happy to report that for the last two people who have gone out of business we have been able to provide 100% coverage under the bonds. I guess that is a sign of progress.

Mr. Mayer: There were some suggestions a year ago as to requiring that financial statements be audited on an annual basis, or a quarterly basis. Has that been done in terms of the people filing with you who are licensed as grain dealers?

Mr. Pound: One of the major changes we made . . . At one time all the licences came due on July 31 for renewal on August 1. We have now changed that. The time for those licences to expire is three months after their annual year, so we will have up to date financial statements while we are reviewing the applications for new licences. In the past, for example, we could have been looking at an application for a licence with a financial statement that would have been 12 months, or virtually 12 months, old. We have changed that now, so that we will now be looking at applications where we have a statement that . . .

Mr. Mayer: That is relevant to the timeframe.

Mr. Pound: That is right.

Mr. Mayer: I can certainly see that that would be an improvement. It means that the licensing procedure is staggered in terms of time, depending on when the various companies have their financial year end.

Mr. Pound: That is correct.

Mr. Mayer: There are a couple of other areas I would like to pursue, if I could, Mr. Chairman. One has to do with the so-called Pepin proposal that is around. I am sure you are aware that the commission is going to be called on to play a certain role in the Pepin proposal if, in fact, the legislation is similar to what Mr. Pepin proposed in Winnipeg on February 1. Could you comment, or enlighten us in any way as to whether you feel comfortable with the additional role that the grain commission is going to be called upon to perform?

That is something of a hypothetical question, I guess, Mr. Chairman, because in fact we have not seen the legislation yet, but I am interested in the views of the commission. The commission, I believe, is held in high regard in western Canada, and justifiably so, because I think they do an excellent job of policing the industry, so to speak, seeing that Canada has a good reputation around the world, not only for supplying quality grain but supplying it in the weights and measures that are determined. So I am interested in the witness's opinion, at least, on some of the roles that it will be

[*Translation*]

étaient assez bonnes. Ils ont recommandé certaines modifications mineures ici et là.

Nous exigeons maintenant de ceux à qui nous délivrons des permis une meilleure comptabilité.

Le montant de notre cautionnement minimal a été augmenté. Il est maintenant de $150,000 et il peut varier suivant les obligations rapportées.

Je suis heureux de vous dire que pour les deux dernières faillites, nous avons réussi à rembourser la totalité des dettes grâce au cautionnement. Je suppose que c'est là un signe de progrès.

M. Mayer: L'an dernier, on avait mentionné la possibilité d'exiger la vérification annuelle ou trimestrielle des états financiers. Est-ce que cela a été exigé des marchands de céréales autorisés?

M. Pound: À une époque, tous les permis expiraient le 31 juillet et devaient être renouvelés pour le 1er août. Cela a changé. Maintenant, les permis expirent trois mois après la fin de leur année financière, de sorte que nous avons maintenant en main les états financiers à jour au moment où nous étudions les demandes de renouvellement. Par le passé, il pouvait nous arriver d'étudier ces demandes de renouvellement à la lumière d'états financiers qui pouvaient avoir presque 12 mois. Cela nous permet donc maintenant d'avoir un état . . .

M. Mayer: Qui est opportun.

M. Pound: En effet.

M. Mayer: C'est une nette amélioration que d'avoir étalé le renouvellement des permis suivant l'année financière des diverses compagnies.

M. Pound: Vous avez raison.

M. Mayer: Si vous permettez, monsieur le président, j'aimerais aborder d'autres sujets. Tout d'abord, à propos de la proposition Pepin comme on l'appelle. Vous savez certainement que la commission sera appelée à exercer un certain rôle si la loi devait ressembler à ce qu'a proposé M. Pepin à Winnipeg, le 1er février. Vous sentez-vous à l'aise avec cette nouvelle responsabilité que devra assumer la Commission canadienne des grains?

C'est évidemment un peu hypothétique puisque nous n'avons pas encore pu voir le projet de loi, mais je voudrais savoir ce qu'en pense la commission. La commission est très estimée dans l'Ouest, et avec raison puisqu'à mon avis elle réussit à très bien gouverner l'industrie pour maintenir l'excellente réputation du Canada à l'étranger. C'est ainsi qu'elle veille à fournir des céréales de qualité et en plus, dans les poids et mesures demandés. Je voudrais donc savoir ce que pense le témoin des rôles qu'il sera appelé à jouer en vertu de la nouvelle politique des transports. Si M. Pepin, bien sûr, s'en tient à ce qu'il a proposé le 1er février.

[*Texte*]

asked to play under the new transportation . . . if, in fact, it comes as Mr. Pepin proposed on February 1.

The Vice-Chairman: I welcome the answer that Mr. Pound may want to put, provided that we are not getting too far into the area of hypothesis or, alternatively, getting into the writing of policy in advance of the event.

Mr. Pound: Since Mr. Mayer has suggested it as a hypothetical question, I may be permitted, then, to give a partial hypothetical answer. In taking on any new responsibilities, I am always a little dubious until I see everything spelled out as to exactly what the terms and conditions will be. But I can give you this assurance: Whatever responsibilities are given to the commission under that legislation will be carried out in as judicious a manner as are all the other responsibilities we are obliged to carry out.

Mr. Mayer: Let me ask you this, then, which is not hypothetical—if I may, Mr. Chairman. Have you been consulted along the way so that when the legislation does appear in the House of Commons . . . and I, for one, think the sooner it appears the better—you are going to be comfortable with something that you have had some input into drafting?—I do not know whether I want to say drafting. Will you at least have had some idea as to the kind of role you are going to play? I guess what I am asking is whether you have been consulted along the way when the government has been drafting the legislation.

Mr. Pound: Let us say that we have been making our views known along the way.

Mr. Mayer: There is one other area, and then I will close, Mr. Chairman. There has been some concern from a lot of grain producers that the tariff that is allowed to be charged by elevators for handling grain is excessive. I know that the commission does not say that you have to charge at the top of the range, but could you give us an idea as to what the thinking in the industry is? Are there going to be some more increases this coming year? Do you have any idea as to what kinds of applications are going to be in front of you, as far as increasing the tariffs is concerned? I take it that nobody will be asking for a reduction in them.

Mr. Pound: I doubt it. As you know, our maximums increased last year by 6%. Our maximums this year will increase by 5%. The primary elevators and the terminal elevators in western Canada are allowed to file whatever levels they wish under those maximums. In relation to the elevators in eastern Canada and tariffs, they are the ones that we have established.

• 2020

I would assume that the elevator companies in western Canada, in good faith, would try and keep within the restraint program that has been proposed by the government. They did give that indication last year, as far as filing at the terminals were concerned. The primary elevators were filed, of course, before that came into place. Excuse me, it was the primaries that were at 6% last year and the terminals were . . . Now I am confused. One of them filed at the 6% level and the other one

[*Traduction*]

Le vice-président: Je serais très heureux d'entendre ce que M. Pound a à dire là-dessus, à condition qu'il ne se perde pas trop en conjectures et qu'il ne se mêle pas non plus d'annoncer la politique avant sa présentation officielle.

M. Pound: Comme l'a dit M. Mayer, c'est une question qui découle d'une hypothèse dont découlera également ma réponse. Chaque fois que je dois assumer de nouvelles responsabilités, je demeure méfiant jusqu'à ce que j'ai vu toutes les conditions noir sur blanc. Je peux toutefois vous assurer de ceci: qu'elles que soient les responsabilités confiées à la commission par cette loi, elles seront assumées aussi judicieusement que toutes ces autres responsabilités.

M. Mayer: Alors je vous pose maintenant cette question bien factuelle. Vous a-t-on consulté ou vous consultera-t-on à un moment ou à un autre avant que la loi ne soit déposée à la Chambre des communes. Il me semble que cette consultation devrait se faire le plus tôt possible, car on ne peut être parfaitement à l'aise qu'avec un texte à la rédaction duquel on a participé? Je ne devrais peut-être pas parler de rédaction. Aurez-vous au moins à l'avance une idée du genre de rôle que vous serez appelé à jouer? Bref, le gouvernement vous a-t-il consulté à un moment ou à un autre?

M. Pound: Disons que nous faisons connaître notre point de vue depuis le début.

M. Mayer: Encore une dernière question, monsieur le président, puis j'aurai terminé. Bien des producteurs de céréales jugent exagéré le tarif que les administrateurs de silos sont en droit d'exiger pour la manutention des céréales. Je sais que la commission n'oblige pas les administrateurs à exiger le maximum, mais pourriez-vous nous donner une idée de l'attitude de l'industrie à ce sujet? Envisage-t-on de nouvelles hausses pour cette année? Avez-vous une idée des demandes de hausse que l'on vous présentera? Je suppose que personne n'a l'intention de demander une baisse.

M. Pound: J'en doute. Comme vous le savez, l'an dernier les maximums ont augmenté de 6 p. 100. Cette année, le plafond augmentera de 5 p. 100. Les exploitants de silos de collecte et de silos terminus dans le Sud du Canada peuvent demander une augmentation à condition de ne pas dépasser le plafond. Quant au tarif qui s'applique aux silos dans l'Est du Canada, nous l'avons déjà fixé.

Je suppose que les exploitants de silos dans l'Ouest du Canada qui sont de bonne foi, tenteraient d'appliquer les restrictions proposées par le gouvernement. Ils ont d'ailleurs indiqué l'an dernier qu'ils tenteraient de les respecter, du moins lorsqu'il s'agit de remplir les silos terminus. Les exploitants de silos de collecte ont, bien sûr demandé des augmentations de tarifs avant que le programme de restrictions ne soit mis en place. Je m'excuse, c'étaient les exploitants

[*Text*]

was filed at 10% last year. I am assuming this year that they are all going to file within the restraint program.

Mr. Mayer: And will that require an increase in the top limit?

Mr. Pound: The maximums will be increased by . . .

Mr. Mayer: By 5%.

Mr. Pound: Yes, we will apply for a 5% increase on the maximums. Interestingly enough, there have been some published figures in western Canada, and I am not sure whether you have seen them or not, in relation to the elevator tariffs. Depending on what side you are on you get a different set of figures. We have just analysed two sets of figures that have been published in western Canada and I can tell you they are both wrong. One is more wrong than the other one. I do not know whether that makes one of them more right than the other one.

The position, as far as the commission is concerned, there is a good percentage of the grain in western Canada that is handled by the producers' own organizations. I think it behooves the producers themselves—if they are not satisfied with tariffs that are in place, then they, by all means, should consult the companies which they own and let their thoughts be known.

Mr. Mayer: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Mayer. *Monsieur Tessier.*

M. Tessier: Merci, monsieur le président.

J'irai encore plus loin que M. Mayer, parce que ce qui nous intéresse en particulier, comme Québécois, c'est la nouvelle politique de transport. Nous sommes en droit de nous attendre à différents points de vue car nous sommes appelés à revoir une politique et à voter sur un projet de loi relatif au transport du grain et des céréales. Cela se fera par le biais de différents organismes, et à cet égard, la Commission canadienne des grains est sans doute un interlocuteur valable. En tant que Québécois, donc, j'aimerais conna+itre la raison. Évidemment, on dira peut-être encore que la question est hypothétique, mais si je me réfère au fait, à ce moment-là, la question n'est plus hypothétique.

Je voudrais connaître le point de vue de la Commission canadienne des grains quant aux réticences de l'Ouest et en particulier au sujet de tout projet de loi qui modifierait le fameux Pas-du-Nid-de-Corbeau.

Alors, la Commission peut-elle nous expliquer la raison qui motive la réticence des producteurs face à la révision de cette loi? Pourquoi l'Ouest, selon nos informations, serait-il carrément contre toute reconsidération de cette politique du transport des grains?

[*Translation*]

de silos de collecte qui ont demandé l'an dernier, une augmentation de 6 p. 100, alors que les exploitants des silos terminus ont demandé . . . Je me trompe. L'an dernier, les gens ont demandé une augmentation de 6 p. 100, alors que les autres ont demandé 10 p. 100. Je suppose que cette année, tous les exploitants respecteront les limites fixées dans le cadre du programme de restriction.

M. Mayer: Faudra-t-il augmenter le plafond?

M. Pound: Le plafond augmentera de . . .

M. Mayer: De 5 p. 100

M. Pound: Oui, nous demanderons une augmentation de 5 p. 100. Chose intéressante, on a publié des chiffres dans l'Ouest du Canada, je ne sais pas si vous les avez vus, sur le tarif qui s'applique aux silos. Les chiffres varient selon la perspective de ceux qui les publient. Nous venons de faire l'analyse de deux séries de chiffres publiés dans l'Ouest et je peux vous dire qu'elles sont toutes les deux erronées, l'une plus que l'autre. Je ne sais pas si cela fait que l'autre est plus correcte.

Nous savons qu'un bon pourcentage des céréales produites dans l'Ouest du Canada sont acheminées par des entreprises qui appartiennent aux producteurs. Il incombe donc à ceux-ci, s'ils ne sont pas satisfaits du tarif qui est en place, de consulter les entreprises en question et de faire valoir leur point de vue.

M. Mayer: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, monsieur Mayer. Monsieur Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Mr. Chairman.

I will go even further than Mr. Mayer, because the new transportation policy is of particular interest to us as Quebeckers. We can expect opinions to differ because we are being called upon to review a policy and vote on a grain transportation bill. This will be done through various organizations and the Canadian Grain Commission is no doubt a valuable participant. As a Quebecker, I would like to know why. I may be told that it is a hypothetical question, but if it is based on fact, then it is no longer hypothetical.

I would like to know what the Canadian Grain Commission thinks of the west's reluctance, particularly with respect to any legislation that would change the famous Crow rate.

Could the commission tell us why producers are reluctant to have this legislation amended? Why is the west, according to our information, categorically opposed to any review of the grain transportation policy?

[*Texte*]

A ce sujet, j'aimerais que l'on nous précise en quoi une politique de transport deviendrait tout autant une politique de production des grains.

Mr. Pound: Mr. Chairman, I do not think we have enough time on the committee tonight for me to explain about the Crowsnest Rate. It is a subject that we could talk on infinitesimally. And I would be the last one to sit here and say that the producers in western Canada are not prepared to accept a change. I think they are prepared to accept a change, but the method of change may be under debate. And that of course, is something that I am not prepared to enter into. When you are talking about something that has been enshrined for as many years as the Crow, and which has probably been as misunderstood as any legislation in western Canada could possibly be, and to even suggest to change it, you are going to have a debate both for and against. It depends on who you are listening to whether you decide within your own mind if there are more for or more against.

• 2025

I do not think I have every heard as much information which has been very difficult for me to understand, having done a fair amount of study in relation to the history behind the Crow, but when I turn on the television and watch some of the statements that are being made which are completely beyond belief, there is no wonder that we have a confused issue.

But to say that the people and the farmers of western Canada are opposed to change, I do not think is right. I think they may be opposed to the methods of change. I think that may be something that is open for debate.

The Vice-Chairman: Mr. Tessier.

M. Tessier: Je voudrais, justement, que M. Pound prenne un peu de temps pour nous expliquer précisément les aspects qui préoccupent les producteurs de l'Ouest. Une chose est certaine.., et on devrait pouvoir s'attendre de la part d'un organisme comme la Commission canadienne du grain, même si certains aspects sont politiques, d'autres ne sont que techniques, et ce sont des faits typiques.., donc, je disais qu'une chose est certaine, c'est-à-dire que tout probablement au mois de juin, on devra voter sur un projet de loi qui modifiera profondément le système de transport dans l'Ouest. Du côté des producteurs du Québec, en particulier, on est également pour une amélioration du système du transport. À ce sujet, les gens du Québec se disent d'accord, non pas parce qu'ils veulent faire des politiques pour l'Ouest, mais un autre point les préoccupe davantage et c'est de savoir quelles seront les répercussions de cette politique sur l'agriculture dans l'Est.

Alors je vais préciser ma question: l'Union des producteurs agricoles du Québec voudrait que le gouvernement, dans sa politique des transports, s'en tienne à une subvention aux chemins de fer, sous le prétexte.., et là-dessus ils sont d'accord avec le gouvernement.., que la politique de transport du grain est une politique de transport. Ils disent que si le gouvernement canadien désire régler le problème du transport, qu'il le règle avec les compagnies de chemin de fer, mais qu'il ne verse pas

[*Traduction*]

Along the same lines, I would like you to be a grain production policy.

M.Pound: Monsieur le président, nous n'avons pas assez de temps ce soir pour que je vous explique le taux du Pas-du-nid-du Corbeau. C'est un sujet dont on pourrait parler à l'infini. Je serais le dernier à prétendre que les producteurs de l'Ouest ne sont pas prêts à accepter un changement. Je crois qu'ils y sont prêts, mais qu'on n'arrive pas à s'entendre sur les modalités. C'est un sujet, d'ailleurs, que je préfère ne pas aborder. Lorsque l'on propose de modifier une disposition comme celle du Pas-du-Nid-de-Corbeau qui existe depuis des années et qui est aussi mal comprise dans l'Ouest du Canada qu'il est possible de l'être, certains sont pour, d'autres, contre. Si vous écoutez ceux qui sont pour, vous serez convaincus qu'ils représentent la majorité. Et si vous écoutez ceux qui sont contre, vous serez tout aussi convaincus que c'est eux qui représentent la majorité.

J'ai étudié l'évolution de cette disposition et jamais je n'ai eu tant de difficultés à assimiler un sujet. Mais lorsque je regarde la télévision et que j'entends les incroyables déclarations que l'on y fait, alors je ne suis pas étonné qu'il y ait tant de confusion.

Je ne crois pas cependant que l'on puisse dire que les gens et les cultivateurs de l'Ouest s'opposent au changement. Ils s'opposent peut-être aux modalités. C'est là une question qu'il vaudrait peut-être la peine de débattre.

Le vice-président: Monsieur Tessier.

Mr. Tessier: I would like Mr. Pound to take a little time to explain the concerns of western farmers. One thing is certain, and I think we should be able to expect an agency like the Canadian Grain Commission, even if there are political aspects, there are other ones that are purely technical, involving plain facts—As I was saying, one thing is certain and that is probably that in June we will have to vote on a bill that will profoundly change the transportation system in the west. Quebec producers are also in favour of an improved transportation system. Quebeckers are in favour of it, not because they want to make policy for the west, but because there is something else that concerns them even more: The impact of this policy on agriculture in eastern Canada.

My question is this: The *Union des producteurs agricoles du Quebec*, wants the government, in its transportation policy, to subsidize railways, because they claim that—and here they agree with the government—grain transportation policy is a transport policy. They say that if the federal government wants to solve the transportation problem, it should solve it with the railway companies and not subsidize producers, either wholly or in part.

[*Text*]

de subventions aux producteurs, ni complètement, ni partiellement.

Quel est votre point de vue personnel quant au paiement d'une partie de la subvention ou de la totalité de la subvention aux producteurs, alors que d'autres voudraient que cette subvention soit versée entièrement aux compagnies de chemin de fer?

The Vice-Chairman: Mr. Tessier, before I ask Mr. Pound to resond, I am in a bit of dilemma. I obviously have allowed Mr. Mayer to open this line of questioning, and perhaps that was a lapse of attention on my part. That having been done, I felt I should permit you some leaway. I am in some difficulty, though, in the sense that we are examining a particular part of the estimates this evening, and insofar as your questions would relate directly or even indirectly to the estimates, I am certain that the questions are well-founded, and that Mr. Pound would be more than prepared to respond. But if we get too far beyond that, I think we get into a subjective debate on potential legislation as yet unseen by any of us here at this table, and I think it puts the witness in an unfair position in the sense of not only starting to reflect on policy issues, but certainly going substantially beyond the estimates he is here to discuss with us evening.

That said, if he feels that within the confines the estimates, there is a part of your question he can respond to, I would invite him to do so.

• 2030

But I would not want him to feel bound to respond to anything that really goes beyond those estimates, because I think to do so would really be unfair to him as a witness and would not be limiting ourselves to the reference that we are dealing with right now.

Mr. Pound: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: I do not know whether that helps or hurts!

M. Tessier: Monsieur le président, là-dessus je voudrais simplement rajouter quelque chose. Quand on a des questions à poser sur l'administration ou sur l'utilisation du budget de la Commission canadienne des grains, on s'entend pour dire que la Commission canadienne des grains fait un travail admirable, mais dans la conjoncture économique où l'on vit, on trouve qu'elle s'en tire admirablement bien.

C'est dans ce sens-là que je dis que personnellement je n'ai pas de question à poser sur l'administration de la Commission. Je trouve que la Commission est vraiment bien administrée, et qu'elle s'acquitte fort bien de son mandat.

D'autre part, je pense que c'est se priver de l'expertise et de l'expérience de la Commission canadienne des grains que de l'empêcher de nous donner des réponses là-dessus. Je n'ai pas de question sur les prévisions budgétaires. Les questions que j'ai, c'est sur le devenir de la politique des grains, de la politique de transport des grains.

Le vice-président: Monsieur Tessier, je comprends absolument votre point de vue. Mais je suis pris, comme président, avec l'ordre de renvoi.

[*Translation*]

What do you think of paying a partial or total subsidy to producers, when others want the entire subsidy to go to the railways?

Le vice-président: Avant d'entendre la réponse de M. Pound, je dois avouer que je suis dans un dilemme. J'ai permis à M. Mayer de poser des questions sur le Pas-du-Nid-du-Corbeau et je n'aurais peut-être pas dû. Mais je l'ai fait et je me suis senti obligé de vous donner la même latitude. Le problème, c'est que nous sommes là pour étudier le budget; si vos questions portent là-dessus, directement ou indirectement, je suis certain qu'elles seront pertinentes et que M. Pound se fera un plaisir d'y répondre. Mais si nous nous écartons trop du sujet à l'étude, et que nous entamons un débat personnel sur un projet de loi que nous n'avons jamais vu, nous risquons de mettre notre témoin dans une mauvaise position. On l'obligera non seulement à parler des questions d'ordre politique, mais aussi à parler de questions qui n'ont rien à voir avec le budget.

Ceci dit, s'il croit pouvoir répondre aux parties de votre question qui portent sur le budget, je l'invite à le faire.

Je ne veux pas qu'il se sente tenu de répondre à des questions qui n'ont rien à voir avec le budget, car ce serait vraiment injuste. Nous devrions respecter notre ordre de renvoi.

M. Pound: Merci, monsieur leprésident.

Le président: J'ai peut-être fait plus de tort que de bien!

Mr. Tessier: Mr. Chairman, I would just like to add something on that. When we have questions on the administration or use of the Canadian Grain Commissions budget, I think we all agree that the Commission has done an admirable job and that, given the state of the economy, it is getting along remarkably well.

This is why I, personally, have no questions about the administration of the Commission. I feel that it is very well run and that it carries out its mandate very well.

I think that by preventing the witnesses from answering, we would be depriving ourselves of the Commission's experience and expertise. I have no questions on the estimates. The questions I do have deal with the evolution of grain transportation policy.

The Vice-Chairman: I completely understand your point of view, Mr. Tessier. But as Chairman, I am stuck with the order of reference.

[*Texte*]

Mr. Tessier: Yes, but this becomes a dilemma.

The Vice-Chairman: Well, I think the dilemma is this, and we are easily out of it in a sense. Unquestionably, I think that the questions put to Mr. Pound would be appropriate if in fact the reference were a bill dealing with the change of the Crow rate, and if in fact Mr. Pound had been asked to come before us to give expert testimony with respect to that particular bill and how it might impact on the grain commission and its operations.

However, I really believe that to ask him to reflect upon potential legislation which is as yet, as I say, unseen by any of us at this table, is to ask him to deal in an exercise of hypotheses that would probably perplex Socrates, let alone Pound!

Mr. Pound: I think, Mr. Chairman, that I would much prefer—and I recognize that it is a very, very important issue at this point in time—but I think that I could do the committee much more benefit if I were to be called after the bill is tabled. I am in a position today that I could not respond in a reasonable manner in relation to questions that are—first of all, I do not even know what is going to be in the legislation. And to sit here and project what might be and how it might be handled and what—you know, I am assuming what you people want are some ideas from me as to what you think should be changed if what I say . . . if the bill is different from what it might be. I do not think I could make a contribution. I would probably confuse you more than put any light on the subject.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Pound.

Monsieur Tessier, une dernière question?

M. Tessier: Cela va.

The Vice-Chairman: Mr. Hargrave.

Mr. Hargrave: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, first I would like to once again welcome Mr. Pound and his staff to this annual visit. It for us is one that, even though we may not be here in great numbers, but we always look forward to it and you are always very welcome.

Mr. Chairman, just to put your mind at ease, I am not going to ask Mr. Pound anything about the Crow. But just so, if he is maybe a little confused how I might feel, I am going to tell him very quickly and also respond to a statement by Mr. Tessier. It will only take me about a minute.

Mr. Tessier, I want to assure you that the west is not reticent about the Crow freight rate issue.

Mr. Hovdebo: I disagree! I have 35,000 names of farmers . . .

Mr. Hargrave: There is a whole side of this argument that are generally known as the Commodity Coalition, who are very supportive of the need for a change and they always have been. And they are balf of the argument, and I think the better half, too. Just in case Mr. Pound is not aware of my own feelings, I fully support the excellent work that Dr. Clay Gilson and his complete committee, along with task forces and subcommittees, the work they did. I think they were the best brains we had in western Canada on this, and they did a good job.

[*Traduction*]

M. Tessier: Oui, c'est justement le dilemme.

Le vice-président: Il y a effectivement un dilemme, mais il sera relativement facile de s'en sortir. Indéniablement vos questions seraient pertinentes si nous étions chargés d'étudier un projet de loi modifiant le taux du Pas-du-Nid-du-Corbeau et si M. Pound avait été convoqué pour nous donner son opinion sur le projet de loi et nous parler des répercussions qu'il pourrait avoir sur l'existence et le fonctionnement de la Commission.

On ne peut pas lui demander de se prononcer sur un projet de loi qu'aucun d'entre nous n'a encore vu; ce serait lui demander d'examiner des hypothèses qui confondraient probablement Socrate, sans parler de Pound.

M. Pound: Je reconnais l'importance de la question, mais je préférerais être convoqué avant que le projet de loi soit déposé. Je ne suis pas en mesure aujourd'hui de vous donner des réponses raisonnables, d'autant plus que je ne sais pas ce que l'on mettra dans le projet de loi. Essayer de deviner ce qu'il contiendra et comment on s'y prendra . . . je suppose que vous voulez que je vous parle des changements que vous apporteriez si ce que je dis . . . si le projet de loi n'est pas ce à quoi l'on s'attend. Je ne peux pas vous donner une opinion valable. Je ne ferais que brouiller les cartes.

Le vice-président: Merci, monsieur Pound.

Mr. Tessier, do you have another question?

Mr. Tessier: No.

Le vice-président: Monsieur Hargrave.

M. Hargrave: Merci, monsieur le président.

Je tiens d'abord à souhaiter la bienvenue à M. Pound et à ses collaborateurs, qui viennent nous voir tous les ans. Nous ne sommes peut-être pas nombreux,mais c'est toujours un plaisir que de vous revoir et vous êtes toujours le bienvenu.

Soyez tranquille, monsieur le président, je ne poserai pas de question sur le Pas-du-Nid-du-Corbeau. M. Pound a dit tout à l'heure qu'il se trompait et je vais lui dire comment je me sens, moi. Je vais aussi répondre à la consultation de M.Tessier. Cela ne prendra pas plus d'une minute.

Je vous assure, monsieur Tessier, que l'Ouest n'est pas réticent en ce qui concerne le Pas-du-Nid du Corbeau.

M. Hobdevo: Au contraire! J'ai les noms de 35,000 cultivateurs . . .

M. Hargrave: Il existe un organisme qui s'appelle *Commodity Coalition*, qui a toujours été en faveur du changement et qui l'est toujours. Il y a les pour et les contre et la coalition est pour; je crois qu'elle a plus raison que les contre. Au cas où M. Pound ne saurait pas où je me place, j'appuie pleinement l'excellent travail fait par M. Clay Gilson et son comité, ainsi que le travail fait par les groupes d'étude et les sous-comités. C'était les meilleurs cerveaux de l'Ouest du Canada et ils ont fait un bon travail.

[*Text*]

• 2035

Mr. Hovdebo: A point of order, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Mr. Hovdebo, on a point of order.

Mr. Hovdebo: We are so far off the subject that even I feel that is the wrong area; and I would just love to debate Crow.

Mr. Hargrave: All right, Mr. Chairman, I will move to another aspect now.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Hargrave.

Mr. Hargrave: And that is the question of domestic feed grains in Canada, which I am sure is very much under Mr. Pound's jurisdiction. I want to say to Mr. Pound and his staff that the reference in the annual report dated 1982 is very succinct and I think rather interesting. It points out, under the heading for barley—that is the big one, of course; it is the one that I am interested in. The 1981-1982 crop year had an increase of more than 16% above the level of the previous year. Now, it is my understanding that in the recent initial prices that were announced, the prices for feed grains lumped together—this was in the CBC news report that I heard the day it was announced . . . the prices announced in that initial deal were down by 14% for feed grains, collectively grouped together, and at the same time they indicated that hard Red Spring wheat was down about 3%. Then in your own report you go on to point out a really very significant statistic about the exports of barley—the total, just over 5.7 million tonnes in the 1981-1982 crop year, which was an increase of over 77% compared with the previous year. Now that I think surprised a lot of us, although perhaps we were aware of it. But my interest in feed grains—I have always had an interest and more so recently—has been heightened by the ongoing study or review; I guess it is called a feed grains review, which, as I understand it, is an internal study by several senior staff people in Agriculture Canada, presumably right under the authority of Mr. Whelan. This has been underway now for I think about 13 months. It started in March of 1982, is my understanding. Initially, I think there was some anticipation we would have the recommendations, or a report at least, of that feed grains review committee, and I think my feeling is that perhaps, quite understandably, the head-on collision that might develop if it were brought in at about the time the Crow issue was brought in, that it would be a bit much, perhaps for all of us.

As interested as I am in the subject of feed grains, I think perhaps that was a practical and appropriate decision to make, to not have the two of them come in either as part of the same policy or even come in as two policies at the same time. It is my understanding now, based on the December 31 joint statement by Mr. Whelan, as agriculture minister, and Senator Argue, the minister responsible for the Wheat Board, that there will be a more definitive and perhaps a final report or statement at the end of the crop year, at the end of next July. I can only assume it will indicate what revised policy we may be getting and perhaps some answers to what I would consider some long outstanding questions and concerns, one of them being the status of the so-called corn competitive pricing policy or formula.

[*Translation*]

M. Hovdebo: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le vice-président: M. Hovdebo invoque le Règlement.

M. Hovdebo: On s'est tellement éloigné du sujet que ce n'est même plus le même domaine; j'aimerais bien parler du Pas-du-Nid-du-Corbeau.

M. Hargrave: Très bien, monsieur le président, je passe à autre chose.

Le vice-président: Merci, monsieur Hargrave.

M. Hargrave: Je vais parler maintenant des céréales foragères produites au Canada qui, j'en suis certain, relèvent de la commission. Je signale à M. Pound et à ses collaborateurs que le paragraphe dans le rapport annuel de 1982 est très succinct et plutôt intéressant. On dit, sous la rubrique orge . . . C'est, bien sûr, la catégorie la plus importante, celle qui m'intéresse. Au cours de la campagne céréalière 1981-1982, on a connu une augmentation de 16 p. 100 par rapport à la campagne précédente. Je crois comprendre que les nouveaux prix pour l'ensemble des céréales fourragères, je l'ai entendu à la C.B.C. le jour où cela a été annoncé, ont baissé de 14 p. 100 et que le prix du blé dur roux de printemps a baissé de 3 p. 100. Vous dites dans votre rapport, et c'est très significatif, que pour la campagne céréalière de 1981-1982, les exportations d'orge se sont chiffrées à un peu plus de 5.7 millions de tonnes, soit une augmentation de 77 p. 100 par rapport à la campagne précédente. Beaucoup d'entre nous s'en sont étonnés, même si nous le savions peut-être déjà. Je me suis toujours intéressé aux céréales fourragères, dernièrement plus que jamais, et l'étude qu'on a entreprise a aiguisé mon intérêt. Je parle évidemment d'une étude des céréales forragères entreprise par les hauts fonctionnaires d'Agriculture Canada, qui, je suppose, relèvent directement de M. Whelan. L'étude est en cours depuis à peu près 13 mois. Je crois comprendre qu'elle a été entreprise en mars 1982. On s'attendait au début à ce que le Comité chargé de l'étude publie des recommandations ou, tout au moins, un rapport, mais je reconnais qu'il pourrait y avoir conflit si le comité publiait ses conclusions pendant que le débat se poursuit sur le taux du Pas-du-Nid-du-Corbeau.

Autant je m'intéresse aux céréales fourragères, autant je reconnais qu'il n'aura été ni pratique ni souhaitable d'intégrer les conclusions du Comité à la nouvelle politique des transports ou d'en faire une politique distincte qui accompagnerait celle-ci. Je crois comprendre, après avoir entendu la déclaration faite par M. Whelan, ministre de l'Agriculture, et le sénateur Argue, ministre responsable de la Commission du blé, qu'on publiera un rapport plus définitif, ou peut-être un rappport final, à la fin de la campagne céréalière, c'est-à-dire, à la fin de juillet 1984. Je suppose qu'on donnera dans ce rapport l'ébauche d'une nouvelle politique et qu'on y répondra à des questions qui nous préoccupent depuis longtemps, notamment celle de la formule du prix concurrentiel par rapport au prix du maïs.

[*Texte*]

I would like to ask the chief grain commissioner a little about this study. Is it the same group of people still involved in it that were in it to start with? Have they put out, or will they put out, a preliminary report? Will they be coming out with recommendations for a revised or perhaps totally new domestic feed grains policy? Will it indeed be a policy that will in some way dovetail with some of the . . . I guess the only word I can use is, speculation, relating to the new Crow rate that we are anticipating, whenever it is brought in? Could you respond to that so far Mr. Pound?

• 2040

Mr. Pound: That one I can handle, because I have had no part in the review process and I have absolutely no knowledge of what has taken place within the committee. I do know that the committee has been functioning and that our commission has not been involved in the review.

Mr. Hargrave: Does that mean that they were responsible directly to the minister?

Mr. Pound: Of that even I am not sure. I would assume they are responsible to the deputy, but they are probably reporting through the deputy to the minister. As you are well aware, we spent a great deal of time when the policy was established in 1974 and, of course, the commission had a fair amount of responsibility under that policy, because we administered space allocation. We did monitoring programs on the storage programs. We were involved in the release of stocks that were needed for emergency supplies and so on, working with the Livestock Feed Board.

I think one thing—and I can say this because I have not been part of that group or been privy to any of the reports they have made . . . feed grain needs from western Canada into eastern Canada are certainly diminishing over what they were, for example, even 10 years ago. Corn production in Ontario, as you know, has gone up substantially; production is increasing in Quebec and the Maritimes. I think we can look down the road not too many years and see that the dependency on feed grain requirements for eastern Canada from western Canada is going to be diminishing, not increasing. So I would think the review of the committee will certainly take those things into consideration.

It is difficult to run two programs side by side—on the one hand wanting to get an increased production and, on the other hand, trying to subsidize needs into that area. I think one defeats the other.

Mr. Hargrave: That is a point, Mr. Chairman to the witness. It is well known, of course, that as you indicated, Ontario now is probably more than self-sufficient in feed grains, and principally corn, of course. They do not have to be very enthusiastic about western barley and they are not, of course, for obvious reasons. It is my understanding that Quebec to their credit has increased their own supplies of feed grains . . . I presume that is mostly corn, and oats, and barley—very significantly. There is some indication that a few years down the road they may indeed be self-sufficient, as you indicated, which is I think a very significant change.

[*Traduction*]

Je voudrais que le commissaire en chef nous parle un peu de cette étude. La composition du Comité a-t-elle changé depuis le début? Le Comité a-t-il publié un rapport préliminaire ou a-t-il l'intention d'en publier un? Va-t-on recommander que la politique relative aux céréales fourragères produites au Canada soit modifiée ou qu'une nouvelle politique soit adoptée? La nouvelle politique s'accordera-t-elle avec les modifications qu'on propose d'apporter au taux du Pas du Nid du Corbeau? Voulez-vous répondre, monsieur Pound, à ce que j'ai dit jusqu'ici?

M. Pound: Je peux répondre à la question, parce que je n'ai pas assisté au comité d'étude et je ne sais pas du tout ce qu'il a fait. Je sais que le comité existe, mais la commission n'a pas participé à l'étude.

M. Hargrave: Cela veut-il dire que le Comité relevait directement du ministre?

M. Pound: Je ne le sais même pas. Je suppose qu'il relève du sous-ministre qui, à son tour, relève du ministre. Vous savez qu'en 1974, nous avons consacré beaucoup de temps à l'élaboration de la politique. En vertu de celle-ci, la commission avait pas mal de responsabilités, car elle était chargée de l'allocation de l'espace dans les silos. Nous avons mis en place des programmes qui visaient à contrôler les programmes d'entreposage. Nous nous occupions également de la distribution des stocks en cas d'urgence, en collaboration avec l'Office des provendes.

Je crois pouvoir dire—puisque je n'ai pas fait partie du Comité et je n'ai pas eu accès au rapport qu'ils ont pu déposer—que dans l'est du Canada, la demande des céréales fourragères de l'ouest a diminué par rapport à il y a 10 ans. Comme vous le savez, la production de mais en Ontario a augmenté considérablement et elle est en train d'augmenter au Québec et dans les Maritimes. Dans les années qui viennent, l'est du Canada aura de moins en moins besoin des céréales fourragères de l'Ouest. Je suis sûr que le Comité d'étude en tiendra compte.

Il est difficile d'administrer deux programmes en même temps, l'un qui vise à augmenter la production et l'autre qui prévoit des subventions pour rendre le marché plus accessible. Les deux finissent par s'annuler.

M. Hargrave: Voilà ce que j'ai tenté de dire, monsieur le président. Tout le monde sait, comme vous avez dit, que l'Ontario répond de plus en plus à ses propres besoins en matière de céréales fourragères, principalement le mais. Pour des raisons tout à fait évidentes, ils ne sont pas emballés par l'orge de l'Ouest. Je crois comprendre que le Québec a considérablement augmenté sa production de céréales fourragères; je suppose qu'il s'agit de mais, d'avoine et d'orge. C'est d'ailleurs très bien. Il se peut que, d'ici quelques années, la province soit en mesure de répondre à ses propres besoins, ce qui constitue un changement important.

[*Text*]

But let my come back to the west. I think our moisture conditions over a great part of the prairie provinces right now, just before spring work starts, are surprisingly good. I would think they are above average, and this is surprising because we had a very mild, very open, winter. It was not a hard winter; we did not get huge amounts or even average amounts of snow. But we had good wet snow in the early winter—actually in September . . . and we are just coming through another wet snowfall in the first week or two of April. So our moisture condition is very good.

All this to me suggests another big barley crop, at least in Alberta, to add to our fairly considerable stocks of barley especially. And there is some anticipation at least, perhaps down the road at little, of stepped-up feeding activity in the aftermath of a new freight rate policy. I can see the beginning—although I think it will take 10 years to evolve—of a very considerable increase in the feeding industry notably in cattle and hogs.

• 2045

I would like to ask your opinion: Does that scenario seem possible to you?

The Vice-Chairman: That will be your last question, Mr. Hargrave.

Mr. Pound: I think so, because when you look at the population increase in Southeast Asia and the number of mouths we are going to have to feed in that part of the world, I do not think there is any question that that part of the world is going to be looking more to the North American continent for sources of food. I know there is a debate as to whether the east is going to take markets away from the west, and so on. I think as a westerner, or as a Canadian—and I said this in a speech in Montreal not too long ago—that it is time we quit worrying about whether east or west wins a little more off one another. We would be better off collectively to go into that part of the world and share in that market; we would all be better off in the long run.

Mr. Hargrave: All I can say is amen, brother. Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Pound and Mr. Hargrave.

Mr. Hovdebo.

Mr. Hovdebo: Thank you. As I said, Mr. Chairman, I just love to bait the crow and ask questions such as the fairness of taking in money from the farmer and giving it to the railways, and the reason why we put subsidies on feed grain and take it off from the farmer, and the possibilities of how many cattle we will have to raise in western Canada to pay for the extra transportation costs we are going to pay. There is no way we can raise enough cattle in western Canada to pay through the Crow rate.

However, we are not here for that; I really . . .

[*Translation*]

Mais permettez-moi de revenir à l'Ouest. Les travaux du printemps vont bientôt commencer et les conditions atmosphériques dans les Prairies sont remarquablement bonnes. C'est plus humide que d'habitude et nous avons eu un hiver étonnamment doux. L'hiver n'a pas été dur. On n'a pas eu énormément de neige; on en a même eu moins que d'habitude. Au début de l'hiver—en fait, en septembre—il est tombé de la neige très humide; il vient d'ailleurs d'en tomber encore dans les deux premières semaines d'avril. Le sol est donc très humide.

Je crois donc que la production de l'orge, du moins en Alberta, sera plus importante que d'habitude et qu'elle viendra s'ajouter à nos stocks qui sont déjà considérables. On s'attend à ce que la modification de la politique du transport entraîne, d'ici quelques années, une augmentation de la production d'animaux qui mangent les céréales fourragères. Même si cela prend dix ans, cette production augmentera considérablement, notamment la production de bétail et de porc.

Je vous pose la question: est-ce que cela vous semble possible?

Le vice-président: C'était votre dernière question, monsieur Hargrave.

M. Pound: Je crois que oui, car la population du sud-est de l'Asie continuera d'augmenter et il y aura bien des bouches à nourrir. Il ne fait aucun doute que les pays de cette région-là dépendront de l'Amérique du nord pour les nourrir. Je sais que l'on débat la question de savoir si l'Est va enlever des marchés à l'Ouest. Comme j'ai dit à Montréal il n'y a pas très longtemps, je crois, en tant que Canadien qui vient de l'Ouest et Canadien tout court, il faut cesser de s'inquiéter de l'avantage que l'Est peut avoir sur l'Ouest, ou réciproquement. On ferait mieux d'aller chercher notre part du marché international; à la longue, ce serait beaucoup mieux.

M. Hargrave: Je suis entièrement d'accord avec vous. Je vous remercie.

Le vice-président: Merci, monsieur Pound et monsieur Hargrave.

Monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: Merci. Comme j'ai dit, monsieur le président, j'adore parler du Pas-du-Nid-du-Corbeau, j'adore chercher à savoir s'il est juste d'enlever des subventions aux cultivateurs pour les donner aux chemins de fer, pourquoi nous subventionnons la production de céréales fourragères aux dépends du cultivateur, et combien de têtes de bétail nous devrons élever dans l'Ouest du Canada pour couvrir l'augmentation des frais de transport que nous serons obligés de payer. On n'arrivera jamais à élever suffisamment de bétail dans l'Ouest du Canada pour compenser la perte du taux du Pas-du-Nid-du-Corbeau.

Mais ce n'est pas cela l'objet de nos discussions; vraiment, je . . .

[*Texte*]

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Hovdebo. I thought that would just about balance off the comment that you stopped.

Mr. Hovdebo: I would like to ask how many tonnes of grain have been moved on the domestic Crow rate in the last year, Mr. Pound?

Mr. Pound: How many tonnes of domestic feed grain?

Mr. Hovdebo: Well, no; all kinds.

Mr. Pound: All grains? I do not have the precise figures.

Mr. Mayer: Is it not 30 million tonnes?

Mr. Pound: I do not have the precise figures on that, because I do not know the breakdown. For example, when you are talking about grain moving within Canada, if we ship grain to British Columbia it moves on the domestic rate. If we ship grain to Thunder Bay to be fed in the Thunder Bay area it will move on the domestic rate; if we ship it beyond, the Crow rate is applied. So all of those figures are mixed up in there.

Mr. Hovdebo: The Canadian Wheat Board suggests they shipped 27 million tonnes last year for export purposes, which must mean that we are quite a bit over 31 million tonnes right now.

Mr. Pound: In total, I would think so. Just a minute. No. That is 31.5 million tonnes. We have a Wheat Board official sitting there with all the answers.

Mr. Hovdebo: Which means that the CAP level suggested for Crow has already been passed.

Now the other area that I would like to go through, I would like to go back to the area that Mr. Mayer was talking about first, for just one second. Has anybody from the Econ story been paid at all?

Mr. Pound: No.

Mr. Hovdebo: Or is that all being held up?

Mr. Pound: It is all being held up.

Mr. Hovdebo: What has happened to some of the others that were on the line? Have any of them gone bankrupt? Continental went bankrupt. What about Harold and Gibb and Mae West and Memco, which were all on the edge?

Mr. Pound: You missed one.

Mr. Hovdebo: Which one?

Mr. Pound: Did you mention Heritage?

Mr. Hovdebo: No.

Mr. Pound: That is the one you missed, then. Your list is pretty well up to date.

Mr. Hovdebo: Those are all no longer licenced?

Mr. Pound: That is correct.

Mr. Hovdebo: Did they all go bankrupt, or did you withdraw their licences?

[*Traduction*]

Le vice-président: Merci, monsieur Hovdebo. Maintenant nous sommes quitte.

M. Hovdebo: Je voudrais que vous me disiez combien de tonnes de céréales ont été transportées, depuis l'an dernier, au taux du Pas-du-Nid-du-Corbeau.

M. Pound: Combien de tonnes de céréales fourragères produites au Canada?

M. Hovdebo: Non; toutes les sortes.

M. Pound: Toutes les céréales? Je n'ai pas de chiffre précis.

M. Mayer: N'est-ce pas de l'ordre de 30 millions de tonnes?

M. Pound: Je ne peux pas vous donner de chiffre précis, parce que je n'ai pas la ventilation. Par exemple, si on transporte des céréales en Colombie-Britannique, c'est au tarif canadien. Si on les transporte à Thunder Bay, c'est aussi le tarif canadien; si on les transporte plus loin, c'est le taux du Pas-du-Nid-du-Corbeau qui s'applique. Les chiffres sont tous mélangés.

M. Hovdebo: D'après la Commission canadienne du blé, on a transporté, l'an dernier, 27 millions de tonnes destinés à l'exportation, ce qui veut dire qu'on doit être rendu à un peu plus de 31 millions de tonnes.

M. Pound: Je crois que oui. Attendez un moment. Non. C'est 31.5 millions de tonnes. Nous sommes accompagnés d'un fonctionnaire de la Commission canadienne du blé, qui a la réponse.

M. Hovdebo: Ce qui veut dire qu'on a déjà le plafond qui devait s'appliquer au taux du Pas-du-Nid-du-Corbeau.

Je voudrais revenir, pour un moment, à la question soulevée par M. Mayer. Est-ce que les gens de l'affaire Econ ont été payés?

M. Pound: Non.

M. Hovdebo: Tout a-t-il été retardé?

M. Pound: Tout a été retardé.

M. Hovdebo: Que sont devenus les autres? Y en a-t-il parmi eux qui ont fait faillite? La *Continental* a fait faillite. Que sont devenus Harold et Gibb et Mae West et Memco, qui étaient tous au bord?

M. Pound: Vous en avez manqué un.

M. Hovdebo: Lequel?

M. Pound: Avez-vous mentionné Heritage?

M. Hovdebo: Non.

M. Pound: C'est donc celui-là que vous avez manqué. Votre liste est plutôt à jour.

M. Hovdebo: Ils n'ont donc plus de permis?

M. Pound: C'est exact.

M. Hovdebo: Est-ce qu'ils ont tous fait faillite ou leur avez-vous retiré leurs permis?

[*Text*]

Mr. Pound: No, they did not all go bankrupt. Some of them did not renew their licences.

Mr. Hovdebo: Do you feel now that you have tightened up your control there enough as to say you were able to pay out all the last people affected? One of the things that came out in Econ was that it seemed quite easy for them to falsify reports to the commission. How do you handle this?

Mr. Pound: If people want to falsify reports it is very difficult to catch up with them, whether they be grain dealers or in any other areas in Canada.

• 2050

Hopefully, you would catch up with most of them before they cause you problems. But in the case of Econ where there was obviously falsifying of documents—I think we have something like 85 grain dealers right now; I could not sit here and tell you that one of those 85 is not falsifying documents.

Mr. Hovdebo: So really, the only thing you can do is make sure that as much as possible the insurance covers the grain they have or hold.

Mr. Pound: We have a couple of areas. We try to make sure that the bond level or the security is high enough. Secondly, we try to put enough checks and balances in place in the system that if somebody is attempting to falsify documents, we are able to catch up with them. That, of course, is an on-going exercise, one you have to work at day to day. You know, there are no crooks in the business; there are just a lot of people who have difficulty keeping books properly.

Mr. Hovdebo: Whelan and a lot of people would like to make money as fast as they can.

Mr. Pound: That applies, of course, not only in the grain business; there have been a few bankruptcies in other areas of the economy as well.

Mr. Hovdebo: I guess I want to go to the area and the reason for which we are here.

At this time of attempting to reduce a $30 billion deficit that we are living with this year and probably a $30 billion deficit that we are going to look at next year, what would not be done if you were not given the $3.6 million increase in your particular request?

Mr. Pound: Let me just go back a little bit before I answer that question.

In 1970-71, I asked our people to go back and look at some figures for me, in case people suggested that we were not operating efficiently and we did not need any more money. I just supposed somebody might do that.

We have handled 5.12 million more metric tonnes today than we were 10 years ago. We are operating the commission with 14 fewer-man years today than we were 10 years ago.

[*Translation*]

M. Pound: Non, ils n'ont pas tous fait faillite. Certains d'entre eux n'ont pas renouvelé leurs permis.

M. Hovdebo: Les contrôles sont-ils suffisamment stricts pour que vous puissiez payer tous ceux qui ont été touchés? Il est ressorti, entre autres, de l'affaire Econ qu'il semblait être pas mal facile de falsifier des rapports rendus à la commission. Que faites-vous dans une telle situation?

M. Pound: Si quelqu'un veut falsifier un rapport, il est très difficile de l'attraper, qu'il s'agisse de négociants en grains ou d'un commerçant qui travaille dans un autre secteur du Canada.

Nous espérons toujours arriver à les dépister avant qu'ils ne causent des problèmes. Pour ce qui est de Econ, on a manifestement falsifié les documents. En ce moment, il y a quelque 85 marchands de grain et je ne pourrais pas vous assurer qu'aucun d'entre eux ne falsifie les documents.

M. Hovdebo: La seule chose que vous puissiez faire est de vous assurer que le montant du cautionnement équivaut à la valeur des céréales qu'ils détiennent.

M. Pound: Nous avons d'autres possibilités. Nous nous assurons, dans la mesure du possible, que le montant du cautionnement ou de l'assurance est suffisamment élevé. Nous essayons également d'introduire suffisamment de contrôles pour dépister ceux qui tentent de falsifier les documents. Evidemment, c'est un travail sans fin puisqu'il nous faut l'adapter au jour le jour. Vous savez, ce n'est pas par malhonnêteté; c'est tout simplement que des tas de gens ont du mal à tenir leurs livres comme il faut.

M. Hovdebo: Whelan et des tas de gens comme lui veulent faire de l'argent, et très vite.

M. Pound: De toute façon, ce n'est pas particulier au commerce des céréales. Bien d'autres segments de l'économie ont connu leur part de faillite.

M. Hovdebo: Je voudrais maintenant passer à l'objet de la séance de ce soir.

Comme on essaie de réduire un déficit qui est cette année de 30 milliards de dollars et qui sera probablement aussi élevé l'an prochain, qu'est-ce que vous devriez laisser tomber si l'on ne vous accordait pas cette augmentation de 3.6 millions de dollars que vous demandez?

M. Pound: Permettez que je revienne quelque peu en arrière avant de vous répondre.

En 1970-1971—J'ai demandé à nos gens de réexaminer les vieux budgets au cas où l'on imputerait à notre mauvaise gestion l'obligation de demander une augmentation.

Cette année, 5.12 millions de tonnes métriques de plus qu'il y a 10 ans sont passées par nous. Pourtant, nous administrons la commission avec 14 années-personnes de moins qu'à ce moment-là.

[*Texte*]

Mr. Hovdebo: Your report makes a pretty good case for your increase in efficiency, but I still want to ask the same question, and that is . . .

Mr. Pound: You would not have the same volume of grain moving out of Canada because we could not provide the services at the terminals.

Mr. Hobdebo: No, but if you were not given this $3.6 million increase right now, which would be the area that would suffer?

Mr. Pound: Exports.

Mr. Hovdebo: I know; I did not mean that. Which area would you cut?

Mr. Pound: The people that service the export market. You would not be loading ships 24 hours a day or operating elevators 24 hours a day because we would not have the manpower there to do it.

Mr. Hovdebo: But only a very small part of that goes to manpower.

Mr. Pound: Oh, ho, a lot of that goes to manpower. Of our total expenditures to manpower; about 80% of it, I think; 84%.

Mr. Hovdebo: No, no, I mean of the increase. Only a small part of that increase goes to manpower.

Mr. Pound: About 85% of it goes to manpower.

Mr. Hovdebo: The other area I wanted to put before you, and maybe it is not a fair suggestion, but you must have some concerns about the act. What are the needs as far as the act is concerned, since it is probably going to come up for review?

Mr. Pound: We have an in-house group right now looking at the act to see if there are areas that should be brought up to date. As you know, it is 12, 14 years ago now—14 years ago—since the act was rewritten. There are no major revisions that I think are going to be required. There are some minor ones. I will give you a specific example of where we are having a problem right now, and it deals with the shipment of grain.

In the inspection process, we carry out an inspection for insects. In order to expedite the movement of grain and the book work, accounting and dollar transaction that go along with that, we allow grain to move before we complete our full inspection.

• 2055

We will issue the certificate with the understanding that if, when we complete the inspection, it is not up to standard, we will withdraw the certificate. We have now found, through court cases—a court case between Sask Pool and the Canadian Wheat Board, where it was ruled by the courts that the grain was moving in proper fashion—that we are now going to have to come up with some revision someplace. I am not sure what it is going to be that allows us to do one of two things: either hold up that certificate until we complete our inspection, which means a delay of shipping of anywhere from 24 to 48 hours, and now you are talking about holding up a ship that is worth $50,000 a day plus, in the case of rapeseed . . . how many

[*Traduction*]

M. Hovdebo: Votre rapport montre très bien l'accroissement de votre efficience, mais je veux tout de même vous poser cette question, à savoir . . .

M. Pound: Nous ne pourrions pas exporter le même volume de céréales parce que nous ne pourrions pas offrir les services voulus dans les silos-terminus.

M. Hovdebo: Peut-être, mais si on vous refusait cette augmentation de 3.6 millions de dollars, quel secteur en souffrirait le plus?

M. Pound: L'exportation.

M. Hovdebo: Je sais, ce n'est pas ce que je veux dire. Quel service supprimeriez-vous?

M. Pound: Les services à l'exportation. Il n'y aurait plus de chargement de navires 24 heures par jour ni d'administration de silos 24 heures par jour parce que nous n'aurions pas la main-d'oeuvre pour le faire.

M. Hovdebo: Mais seule une infime part de votre budget est consacrée à la main-d'oeuvre.

M. Pound: Oh non! Je crois que 84 p. 100 de notre budget lui est consacré.

M. Hovdebo: Mais l'augmentation, seule une petite part de cette augmentation est destinée à la main-d'oeuvre.

M. Pound: Non, environ 85 p. 100 de celle-ci.

M. Hovdebo: Je voudrais également que vous me disiez si certaines dispositions de la loi ne vous ennuient pas un peu. Quels amendements souhaiteriez-vous y voir apporter puisqu'elle devrait être revue bientôt?

M. Pound: Un groupe à la commission est en train de revoir la loi afin de déterminer les articles qui doivent être mis à jour. Il y a déjà 14 ans que la loi a été adoptée sans qu'aucun amendement n'y ait jamais été apporté. Je crois qu'elle a maintenant besoin d'une révision en profondeur. Il y aura aussi certaines modifications mineures. Si vous voulez un exemple précis des problèmes que nous pose le libellé actuel, je vous donnerai celui du transport des céréales.

Quand on inspecte les céréales, on vérifie qu'il n'y a pas d'insectes. Afin d'accélérer le déplacement des céréales et la paperasserie, c'est-à-dire la comptabilité et l'enregistrement des transactions, nous permettons le transport avant que l'inspection ne soit complètement terminée.

Nous délivrons donc le certificat sous réserve de son retrait si, une fois l'inspection terminée, on se rend compte que la denrée ne répond pas aux normes. Nous venons d'apprendre—suite à un jugement du tribunal dans une cause de la *Sask Pool* contre la Commission canadienne du blé, selon lequel le processus était bon—qu'il nous faudra apporter certains changements. Je ne sais pas encore si nous déciderons soit de ne pas délivrer le certificat tant que l'inspection n'est pas terminée, ce qui signifie retarder l'envoi de 24 à 48 heures, alors qu'un navire de colza par exemple coûte $50,000 par jour au moins et si vous ajoutez à cela l'intérêt, cela fait toute une somme, soit continuer à autoriser le transport, mais en faisant

[*Text*]

millions of dollars it involves and the interest overnight, or 48 hours, on that; or, some type of latitude that allows us to move forward with a clear understanding that, if in fact there is insects found, when we complete our investigation, we are going to be able to remove that certificate and place the responsibility on the people who may be responsible or shared.

I just use that as an example. It is more of a housecleaning exercise that is going to be required, if there are any revisions to the bill, rather than any major changes.

The Vice-Chairman: Your final question, Mr. Hovdebo.

Mr. Hovdebo: Mr. Chairman, several times in this report you mentioned the forecast of 36 million tonnes. With these increases do you expect to be able to handle those 36 million tonnes?

Mr. Pound: With the manpower that we have now?

Mr. Hovdebo: Yes, with this increase. Yes, with the manpower you have now and the improvements in weighing and inspection.

Mr. Pound: If we go to the full 36, some slight increases will be required. Our biggest increase is going to be when Prince Rupert comes on stream, to provide the manpower for that. We are effecting changes . . . within the other elevators we may have some manpower reductions taking place, which we can use in other areas.

Those are going to be smaller from now on because we have effected quite a few changes. We are looking at some reorganization internally in relation to consolidation within divisions and we may be able to save a couple—three man-years there. But when the Prince Rupert terminal comes on, we are going to have a manpower requirement there of about—I would say right now—20 to 25 people.

Mr. Hovdebo: Of course, with the Crow rate being changed maybe you will never reach that 36 million tonnes or even the 30 million tonnes that you are getting right now. So next year you may have to reduce it.

Mr. Pound: I would say we probably have to increase because of that. There will be so much incentive to move grain that . . .

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Pound and Mr. Hovdebo.

Mr. Hovdebo: I am going to go broke.

The Vice-Chairman: Mr. Mayer, you had indicated you wanted a second round.

Mr. Mayer: Thank you, Mr. Chairman. There are two or three other areas I would like to pursue. First of all, we are in, I think, week 37 of the crop year. I wonder if you have any figures that could compare where we are at with Producer Cars this year as opposed to a year ago.

[*Translation*]

connaître bien clairement que si des insectes devaient être trouvés à la fin de l'enquête, nous aurions le droit de retirer le certificat et d'en faire supporter les conséquences par le ou les responsables.

C'était là un simple exemple, car il nous faudra plutôt dépoussiérer nos procédures administratives. Il n'y aura donc pas de modification de fond de la loi.

Le vice-président: C'est votre dernière question, monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: Monsieur le président, à plusieurs reprises dans ce rapport on prévoit 36 millions de tonnes. Cette augmentation de votre budget vous permettra-t-elle d'atteindre ces 36 millions de tonnes?

M. Pound: Vous voulez dire avec la main-d'oeuvre dont nous disposons en ce moment?

M. Hovdebo: Oui, étant donné le nombre de vos employés et l'amélioration des services de pesée et d'inspection.

M. Pound: Si nous atteignons les 36 millions, il nous faudra augmenter légèrement notre personnel. Ce sera surtout nécessaire au moment où Prince-Rupert se joindra au réseau. Nous sommes en train de faire des remaniements dans certains silos, ce qui nous permet d'y réduire le personnel, que nous pourrons alors affecter à d'autres endroits.

Étant donné tous ces changements que nous avons effectués, le personnel sera moins nombreux désormais. Nous envisageons une réorganisation interne qui permettrait de consolider certaines divisions et de nous faire ainsi économiser trois années-personnes. Quand le terminus de Prince-Rupert sera ouvert, nous aurons besoin là-bas de 20 à 25 employés.

M. Hovdebo: Mais si le tarif du Pas-du-Nid-du-Coreau est modifié, il se peut que vous n'atteigniez jamais les 36 millions de tonnes, peut-être pas même les 30 millions de tonnes que vous avez en ce moment. L'an prochain, vos besoins seront peut-être moins grands.

M. Pound: Je crois qu'ils seront plus grands. Le transport des céréales . . .

Le vice-président: Merci, messieurs Pound et Hovdebo.

M. Hovdebo: Je vais y perdre ma chemise.

Le vice-président: Monsieur Mayer, vous vouliez un second tour?

M. Mayer: Merci, monsieur le président. Deux ou trois autres sujets m'intéressent. Tout d'abord, je crois que nous sommes à la 37e semaine de l'année-récolte. Avez-vous des tableaux nous permettant de comparer le nombre des wagons appartenant aux producteurs par rapport à l'an dernier.

[*Texte*]

Mr. Pound: Up to the week of April 11—we shipped 1,993 this year as against 2,532 last year.

Mr. Mayer: Any idea why the drop would be? You would think as handling charges go up there would be more incentive for producers to load their own cars. Why would there . . .

Mr. Pound: I think there are two reasons. One of them is that we have had smaller movement east this year and there was a lot of barley shipped last. That has had some impact on it. Also, our exports—let me just check those figures to make sure before I make this statement. I think our rapeseed exports are down slightly at the west coast. No, they are not.

Mr. Mayer: It would mainly be the feed grains moving east.

Mr. Pound: I do not know.

Mr. Mayer: That is a fairly significant drop.

Mr. Pound: We have a fair backlog of Producer Car applications right now. I think we have something like 800.

• 2100

On the Producer Car Program, we are limited to 5% of the total volume moving; and so that, of course—particularly, rapeseed to Vancouver—has an impact, because there are more requests for cars there than we are allowed to handle on a weekly basis.

Mr. Mayer: Okay, let me ask you this, if I can, through you, Mr. Chairman. Do you think you will be able to handle all the requests you have within the 5% total-volume limitation?

Mr. Pound: Between now and the end of the crop year?

Mr. Mayer: Yes.

Mr. Pound: I do not think so.

Mr. Mayer: How short do you think you will be, just as a guess on percentage terms, or numbers or whatever, just to . . . ?

Mr. Pound: For the whole crop year, I think we might be out 2%. We have scheduled some meetings now with grain dealers, with producers and with the trade in general to have a review of the Producer Car policy, so that if there are any changes necessary for the new crop year, we can get the ball rolling to have them implemented.

Mr. Mayer: Would you see any problem as far as the transportation system is concerned of, say, raising the cap to 6% in order to allow . . . ? Would that cause any problems as far as the right grades being in the right place at the right time?

Mr. Pound: As far as transportation is concerned, it will not have any impact. Where our impact develops is the space utilization; and it is primarily at Vancouver, because we have limited space. We have a high volume of grain going through there.

[*Traduction*]

M. Pound: À la semaine du 11 avril, nous avions envoyé 1,993 de ces wagons cette année par rapport à 2,532 l'an dernier.

M. Mayer: Avez-vous une idée de la raison de cette chute? Comme les frais de manutention augmentent, il me semble que les producteurs devraient être davantage tentés de charger leurs propres wagons. Alors pourquoi . . .

M. Pound: Je crois qu'il y a deux raisons. La première, c'est que moins de céréales sont envoyées vers l'Est cette année, car, l'an dernier, on y avait envoyé beaucoup d'orge. Cela a eu un certain effet. En outre, je crois que nous exportons légèrement moins de colza de la côte ouest. Non, je me trompe.

M. Mayer: C'est surtout parce qu'il y a moins de grains de provende envoyés vers l'Est.

M. Pound: Je ne sais pas.

M. Mayer: C'est toute une chute.

M. Pound: Nous avons en ce moment tout un arriéré de demandes de wagons de producteur; quelque 800, je crois.

Le Programme de wagons de producteur est limité à 5 p. 100 du volume total transporté. Si vous prenez, par exemple, le colza transporté jusqu'à Vancouver, cela peut avoir un effet puisque nous recevons plus de demandes de wagons que nous ne pouvons en autoriser chaque semaine.

M. Mayer: Alors permettez-moi de vous poser la question suivante. Croyez-vous que vous serez en mesure d'acquiescer à toutes les demandes sans dépasser la limite de 5 p. 100?

M. Pound: D'ici la fin de l'année-récolte?

M. Mayer: Oui.

M. Pound: Je ne le crois pas.

M. Mayer: Quel pourcentage ou quel nombre devrez-vous refuser?

M. Pound: Pour l'ensemble de l'année récolte, probablement 2 p. 100. Nous avons déjà prévu des réunions avec les marchands grainetiers, avec les producteurs et avec les commerçants en général afin de revoir cette politique des wagons de producteur. Ainsi, s'il nous faut apporter des modifications pour la prochaine année-récolte, nous pourrons nous atteler à la tâche tout de suite.

M. Mayer: Croyez-vous qu'il serait possible, sans perturber le système de transport, de porter la limite à 6 p. 100 afin de . . . Est-ce que cela permettrait tout de même aux bonnes qualités de céréales de se rendre au bon endroit au moment opportun?

M. Pound: Cela n'aura aucun effet sur le transport. C'est sur l'utilisation de l'espace qu'il y aura des répercussions et ce, surtout à Vancouver parce que l'espace y est limité. Un très fort volume de céréales y passe.

[*Text*]

What we try to balance off is the time-lag in Producer Cars as against grain in the primary elevator system. In other words, if we have a 15-week supply in the primary elevator system, we do not really think it would be cricket if we were to allow our Producer Car backlog, for example, to be reduced to five weeks, where they could have cars moving forward for—or the reverse, having a 15-week backlog in Producer Cars and grain moving through the primary system in five weeks. We have tried to keep that balance; 5% seems to be a fairly good position.

Now, that may or may not be adjusted a little bit after we have this series of meetings to see exactly what the feeling is on the thing. I know producers in Alberta, particularly, would like to have more Producer Cars of rapeseed to Vancouver.

Mr. Mayer: What you are saying, if I understand you, is: as long as the backlog is about the same in the producer car system as it is in the other system—I do not what how you call it, the regular through-the-trade system—that they about balance off, so that it does not cause any problems for congestion. But if one gets to be too much out of sync with the other one, then you get into problems.

Mr. Pound: We get into problems with the people who are delivering to one system or the other, and rapeseed is the only area in which we really have any problem. In barley, for example, there is basically no backlog. There has been a little bit until navigation opened at Thunder Bay, but that is now clearing out.

Mr. Mayer: Let me pursue another area, if I can, Mr. Chairman.

One of your sub-objectives in the estimates here says: "to promote maximum marketability of Canadian grain in the interest of the producer". That leads me to ask where we are with our grading system in terms of . . . We always hear that Canada produces too high a quality of grain for the developing market that is there. You mention southeast Asia and the fact that there is going to be a lot of extra mouths to feed.

Have you done any work in terms of that market and what kind of product with which we are going to be able to service it best? Is there any validity to people's claim that we can pick up additional markets if we do not concentrate quite so much on producing a Cadillac type of protein or milling wheat?

Mr. Pound: I have difficulty accepting the premise that we are producing a Cadillac and everybody else is producing a Volkswagen. We are both trying to compete in the same market. I like to say, instead of producing a Cadillac, we are producing a Volkswagen that is really in good operating condition.

When people say the majority of the market is being serviced by grain of a lower quality than Canada's, my first question is: from what production area? You have two areas, basically, that we are competing against right now. One of them is the EEC and the other one is the U.S. We have no hope of competing against the EEC market, because you are

[*Translation*]

Nous essayons d'équilibrer la durée du transport par wagons de producteur et celle du réseau de silos de collecte. Autrement dit, si le délai est de 15 semaines pour le réseau de silos de collecte, il ne serait pas juste de ramener à cinq semaines le délai d'attente pour les wagons de producteur, et vice versa. On a essayé de préserver cet équilibre et 5 p. 100 nous paraît une proportion raisonnable.

Nous pourrions avoir à rajuster ce pourcentage après cette série de réunions quand nous saurons ce que les gens en pensent. Je crois que les producteurs de l'Alberta en particulier voudraient avoir plus de wagons pour les charger eux-mêmes de colza et les envoyer à Vancouver.

M. Mayer: Si je vous comprends bien, pour vous, tant que le délai est à peu près le même pour les wagons de producteur et pour l'autre réseau—je ne sais pas comment vous l'appelez au juste—il y a équilibre et pas de congestion. C'est lorsque le rythme de l'un se dérègle par rapport à l'autre que vous avez des problèmes.

M. Pound: Nous avons des problèmes avec ceux qui apportent leurs céréales à l'un ou à l'autre système. De toute façon, c'est surtout avec le colza que nous avons des problèmes. Il n'y a presque pas de délai pour l'orge. Il y a eu un court délai avant que ne s'ouvre la saison de navigation à Thunder Bay, mais tout est en train de se régler maintenant.

M. Mayer: Si vous permettez, monsieur le président, je voudrais passer à autre chose.

Dans le budget, l'un de vos sous-objectifs se lit comme suit: «Veillez à ce que les conditions de mise en marché des céréales canadiennes soient optimales dans l'intérêt des producteurs». Je voudrais donc savoir où en est notre système de classement de . . . Nous entendons souvent dire que le Canada produit des céréales de trop bonne qualité pour les nouveaux marchés. Vous parlez, entre autres, de l'Asie du Sud-Est et de toutes ces bouches supplémentaires à nourrir.

Avez-vous fait des études de ce marché afin de déterminer le produit qui lui conviendrait le mieux? Certains ont-il raison de prétendre que nous pourrions percer de nouveaux marchés si nous ne concentrions pas autant sur la production d'un blé de meunerie de luxe?

M. Pound: Je refuse d'admettre que nous produisons un blé de luxe, tandis que tous les autres produisent un blé moins qu'ordinaire. Nous nous faisons tous concurrence sur le même marché. Nous produisons un blé ordinaire, mais très bien au point.

Quand les gens disent que la grande part du marché achète des céréales de qualité inférieure à celle du Canada, ma première réaction s'est de demander d'où vient ce produit. En ce moment, nous faisons concurrence à deux régions. L'une c'est la CEE, et l'autre, c'est les États-Unis. Il nous est impossible de concurrencer le marché de la CEE parce que là-

[*Texte*]

talking there about producing two and a half tons per acre. We are talking here of about less than one.

Mr. Mayer: Plus we cannot compete against the European Common Market's treasuries.

Mr. Pound: They have more money in their treasury than we have.

Mr. Mayer: That is right.

Mr. Pound: The other one is the United States. If you want to look at the quality of United States winter wheat—and that is where the production is; spring wheat production is relatively low as far as exports are concerned—the quality of their wheat today is very, very close to the quality of Canadian Hard Red Spring wheat.

So I think it would be rather ridiculous for us to start moving away from a product in which we already have quality. We know the acceptability in the world. We know that the Wheat Board is able to get a premium in the cash markets for our top grades of wheat. We know that in markets like China, for example, we are able to get in there because No. 3 is what they grow and the intrinsic qualities of that grade of wheat are something they can blend with any other wheat they may grow themselves or buy and get very good results.

• 2105

I spent two weeks in China this year. I visited first hand with the people and I know precisely how they use the product over there. And I can tell you this, we will maintain that market at a level better than anybody else today because of the quality of Canadian wheat.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Pound. Mr. Mayer.

Mr. Mayer: Would you put me down for third round if there is any time left?

The Vice-Chairman: Sure. Mr. Bossy.

Mr. Bossy: My question is short and it concerns your annual report. I realize that it is a year old, but it is just for informational purposes. It has to do with grain inspection. I am looking at pages 38 and 39, and also 22 and 23.

I will relate back to the city in my riding, and that is Chatham. Looking at the the expenditures on grain inspection year over year, having increased in this case $300,000 in Chatham, the revenues here are not ... In other words, the expense for 1981-1982 is considerably higher than the revenues, wheres the revenues were higher than the expense in 1980-1981. I just want to reconcile this just for clarification. In Chatham, the number of samples taken in inspection ... again in those two years, 1980-1981 and 1981-1982, the samples on page 22—having been reduced in the area of 4,000 samples here and another 1,000 or so on the next page ... That is a considerable reduction in samples, but a considerable increase in expenditures. I am just wondering where the cost difference might be and how we reconcile that extra cost for fewer samples.

[*Traduction*]

bas, on produit deux tonnes et demie l'acre, alors qu'ici, nous en produisons moins d'une.

M. Mayer: Nous ne pouvons pas non plus faire concurrence aux trésors des pays du marché commun.

M. Pound: Oui, ils ont plus d'argent dans leur trésor que nous.

M. Mayer: En effet.

M. Pound: L'autre concurrent, c'est les États-Unis. Si vous comparez le blé d'hiver américain—c'est là le gros de leur production puisqu'on exporte là-bas très peu de blé de printemps—vous verrez que sa qualité se rapproche énormément de celle du blé vitreux roux du Canada.

Il serait donc ridicule d'abandonner un produit pour lequel nous avons obtenu une bonne qualité. Nous savons ce qui convient au marché. Nous savons que la Commission canadienne du blé est capable d'obtenir un meilleur prix sur les marchés comptants pour nos meilleures qualités de blé. Nous savons aussi qu'en Chine, par exemple, nous avons un marché parce que là-bas on fait pousser du numéro 3 et que les qualités intrinsèques de cette catégorie de blé permet de le mélanger avec n'importe quel autre sorte de blé cultivé là-bas ou acheté.

Cette année, j'ai passé deux semaines en Chine. J'ai vu les gens là-bas et je sais exactement ce qu'ils veulent faire de notre produit. Je peux vous assurer que nous maintiendrons le marché à ce niveau grâce à la qualité du blé canadien.

Le vice-président: Merci, monsieur Pound. Monsieur Mayer.

M. Mayer: Pourriez-vous m'accorder un troisième tour, s'il reste du temps?

Le vice-président: Certainement. Monsieur Bossy.

M. Bossy: Ma question est très courte. Il s'agit de votre rapport annuel. Je comprends bien qu'il s'agisse de l'an passé, mais je veux quand même vous poser la question pour ma gouverne. C'est à propos de l'inspection des grains. Je suis aux pages 38 et 39, de même que 22 et 23.

Je me rapporte à la ville qui fait partie de ma circonscription, soit Chatham. Si l'on compare les dépenses engagées pour l'inspection d'une année à l'autre, on remarque qu'il y a une augmentation de $300,000 pour Chatham, mais les revenus ne sont pas ... autrement dit, les dépenses pour 1981-1982 sont beaucoup plus élevées que les revenus, tandis que les revenus sont plus élevés que les dépenses en 1980-1981. J'aimerais avoir confirmation. À Chatham, le nombre d'échantillons inspectés ... toujours pour ces deux années 1980-1981 et 1981-1982, les échantillons à la page 22—est tombé de 4,000 à 1,000 environ. C'est une baisse considérable du nombre d'échantillons inspectés en même temps qu'une hausse sensible des dépenses. Je voudrais savoir à quoi est due la différence des coûts et comment on peut expliquer ces frais supplémentaires pour un nombre d'échantillons moindres.

[*Text*]

Mr. Pound: We increased the staff at Chatham in 1981-1982 because the volume of business was increasing. Unfortunately, had a very short crop in . . . 1981-1982—no, your short crop was this year.

Mr. Bossy: Yes.

Mr. Pound: Listen, I am going to turn it over to Mr. Fast; he can probably do a better job of answering that than I can.

Mr. H. Fast (Director, Grain Inspection Division, Canadian Grain Commission): One of the reasons we had an increase in the personnel there is because the work volumes were increasing to such an amount that we could not cope with them, so what we did was increase our staff marginally. The reason the samples are reduced, and specifically in subject inspectors grade and dockage—which are samples that are submitted where there is a dispute between the country elevator and the person delivering the grain . . . We had some of our people go out and train and assist companies in doing this work themselves, and the samples in that area are down for that reason, because we had people going out in the field and training the elevator operators themselves to do that kind of work.

But the increase in shipments for direct export or transfer at the St. Lawrence increased remarkably, and that is really where our expenses are, to travel to Windsor, Chatham and all these other places—from Chatham to Windsor to Godrich and those places—and do the vessel inspections. That is where our concentration has been.

Mr. Bossy: And this is done from Chatham.

Mr. Fast: It is done out of the Chatham or Toronto office. We only have two offices in southern Ontario.

Mr. Bossy: That is it then, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Bossy. Mr. Hargrave, followed by Mr. Hovdebo, followed by Mr. Mayer.

Mr. Hargrave: I have a very short second-round subject, and it was Mr. Pound's comment that prompted this, when he mentioned Prince Rupert.

• 2110

I wonder if Mr. Pound could tell us how the new addition out there is coming. Is construction on schedule, and when is it expected to come on stream? Could you bring us up to date on that?

Mr. Pound: I am not sure that I am as up to date as I should be on it, but I think they anticipate that it will come on stream in 1985. I think the original estimate was 1984, but I think they have set that back.

Mr. Fast: The last quote I heard was February 1985.

Mr. Hargrave: Another two years.

The other question: I would like to know, dealing with the subject of—I think they referred to it as interline transfers of hopper cars and grain cars . . . Are the two railways swapping cars on their respective lines? I am sure you know what I

[*Translation*]

M. Pound: En 1981-1982, nous avons accru le personnel à Chatham parce le volume du travail s'est accru. Malheureusement, l'année récolte a été très courte en 1981-1982 . . . non, votre année récolte courte, c'est cette année.

M. Bossy: Plutôt, oui.

M. Pound: Ecoutez, je vais laisser M. Fast vous répondre, car il est probablement mieux à même de le faire que moi.

M. H. Fast (Directeur, Division de l'inspection des grains, Commission canadienne des grains): Nous avons dû augmenter le nombre d'employés là-bas parce qu'il y a eu un tel accroissement du volume de travail que nous ne pouvions pas fournir. Le personnel a donc été augmenté sensiblement. C'est le nombre d'échantillon soumis pour classement et pour dépistage des déchets qui a surtout diminué parce que ces échantillons-là sont fournis quand les silos de l'intérieur et celui qui livre le grain ne s'entendent pas. Or, certains de nos employés sont allés montrer à des administrateurs de silo comment faire ce travail eux-mêmes. Voilà pourquoi les échantillons ne sont plus aussi nombreux qu'avant.

Mais l'accroissement des cargaisons destinées directement à l'exportation ou devant être transbordées à la voie maritime du Saint-Laurent a été très élevé, si bien que nos dépenses de voyage vers Windsor, Chatham et d'autres villes pour y faire des inspections de navire ont beaucoup augmenté.

M. Bossy: Tout cela est donc fait à partir de Chatham.

M. Fast: Oui, à partir de notre bureau de Chatham ou de Toronto. Nous n'avons que deux bureaux dans le sud de l'Ontario.

M. Bossy: C'est tout, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, monsieur Bossy. M. Hargrave, suivi de M. Hovdebo et de M. Mayer.

M. Hargrave: J'ai cette fois une très courte question à poser, à la suite de ce qu'a dit M. Pound à propos de Prince Rupert.

M. Pound pourrait-il nous dire si la construction là-bas est conforme au calendrier prévu et quand les installations commenceront d'être utilisées?

M. Pound: Je ne suis pas certain d'être aussi au courant que je le voudrais bien. Je crois qu'on s'attend à ce que le silo devienne utilisable en 1985. On prévoyait au départ pouvoir s'en servir à partir de 1984.

M. Fast: La dernière fois que j'en ai entendu parler, il était question de février 1985.

M. Hargrave: Encore deux ans.

A propos des transferts de wagons-trémies et de wagons de grains entre chemins de fer . . . Les deux sociétés de chemins de fer échangent-elles leurs wagons sur leurs voies respectives? Je suis sûr que vous savez ce que je veux dire. La question a

[*Texte*]

mean. That was a hot topic at one time and it was pointed out, of course, that some considerable efficiencies would result if this were organized. What is the situation on that?

Mr. Pound: I think they are working on interchanges for Rupert. I do not think there is any question about that. You are probably talking about interchanges into Vancouver, as well. That I am not familiar with because I have not been . . .

Mr. Hargrave: And other points, too.

Mr. Pound: Well, Churchill was one of them.

Mr. Hargrave: Well, such as the lines that funnel through both Edmonton and Calgary.

Mr. Pound: Yes. One of the problems you have, of course, is when you are handling a product and you are losing money on it and people ask you to lose more money you do not get too enthused about trying to find methods to handle these things. So I think if we can overcome that problem we can maybe overcome the others a little more easily.

Mr. Hargrave: Mr. Chairman, Mr. Pound, of course, is subtly alluding to a certain freight rate.

That is all. I thank you.

The Vice-Chairman: Thanks, Mr. Hargrave. You showed remarkable restraint in pointing out what what Mr. Pound was doing.

Mr. Hovdebo.

Mr. Hovdebo: The commission has some responsibility for rail cars. Where are we? How are we sitting in rail cars right now? Do we have plenty on line, or are we going to need more?

Mr. Pound: Right now I would say we have plenty; but if you want to talk about sometime down the road a little way, it may be a different subject.

Mr. Hovdebo: It depends on whether you have any grain.

The second one is: The last time you had public hearings on tariffs was about 1977 or 1978. You gave an answer a little earlier that many of the companies that established these rates are farmer owned. If you know those farmer-owned organizations, they are probably just as hard-nosed as any other organization as far as listening to the farmer. Why have you not had public hearings since 1978, or 1977, and will you be having public hearings in the future?

Mr. Pound: Yes, we will be having public hearings in the future; but if you want to know if we are going to have public hearings for next year, the answer is no because you fellows have had public hearings down here and decided that it shall be six and five so we have already had those public hearings.

Mr. Hovdebo: Okay. I think maybe the six and five is a little high, particularly here, if you take a look at the increases and the committee report—I do not have it here right now—which suggested that even the 10¢ increase was a little more than necessary.

The other is the matter of overweighs. What happens now? The company gets those overweighs, and I think in the last report I read—and I could not find it in this one today—72%

[*Traduction*]

déjà été très controversée et on a déjà souligné que la rentabilité serait grandement améliorée si cela devenait possible. Qu'en est-il?

M. Pound: Je crois qu'on envisage de tels échanges pour Rupert. Je crois que c'est même certain. Vous parlez probablement des échanges à Vancouver aussi. Je ne connais pas très bien la situation parce que je n'ai . . .

M. Hargrave: Et à d'autres endroits également.

M. Pound: Il y a aussi Churchill.

M. Hargrave: Comme les trajets qui passent par Edmonton et Calgary.

M. Pound: Oui. Le problème, c'est que lorsqu'on assure le transport d'une denrée et que ce service est déficitaire, vous ne vous emballez pas quand on vous propose de perdre encore plus d'argent. Toutefois, si nous pouvons surmonter cet obstacle, les autres disparaîtront peut-être plus facilement.

M. Hargrave: Je crois que M. Pound fait subtilement allusion à un certain tarif de fret.

C'est tout. Merci.

Le vice-président: Merci, monsieur Hargrave. Je vous félicite de vous être contrôlé de façon aussi admirable en relevant ce que M. Pound faisait.

Monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: La commission a une certaine responsabilité pour les wagons. Où en sommes-nous? Y a-t-il des tas de wagons sur les voies ou devrons-nous en avoir d'autres encore?

M. Pound: En ce moment, nous en avons des tas, mais si vous voulez parler de ce qui adviendra d'ici peu, c'est une tout autre histoire.

M. Hovdebo: Cela dépend si vous avez des céréales ou non.

La dernière fois que vous avez tenu des audiences publiques sur les tarifs, c'était en 1977 ou 1978. Un peu plus tôt, en répondant à une question, vous avez dit que nombre des compagnies qui fixent ces tarifs appartiennent à des agriculteurs. Si vous connaissez bien ces organisations, vous savez qu'elles entendent les agriculteurs aussi mal que les autres organisations. Pourquoi n'avez-vous pas tenu d'audience publique depuis 1978, ou même 1977, et avez-vous l'intention d'en tenir d'autres à l'avenir?

M. Pound: Oui, nous tiendrons des audiences publiques à l'avenir. Si vous voulez savoir si nous en avons prévu pour l'an prochain, la réponse, c'est non, parce que vous-même avez tenu ici des audiences publiques avant de décider que ce sera 6 et 5, et rien d'autre.

M. Hovdebo: C'est bon. Je crois que 6 et 5, c'est même trop, surtout ici, quand on voit les augmentations et le rapport du Comité qui laissait entendre que même une augmentation de 10 cents était supérieure à celle qui était nécessaire.

Qu'advient-il du problème des surcharges? Dans le dernier rapport que j'ai lu, il n'en n'est pas question dans celui que vous nous avez distribué aujourd'hui, on disait que 72 p. 100

[*Text*]

of those overweighs were overweight, and they now go to the company that does the overweighing, that makes the error. Is that an acceptable idea? I looked for it here; I just could not find it.

Mr. Pound: It varies and is something that we monitor on a constant basis. For example, when they started going into consolidation of elevators and single-point deliveries everybody was concerned with the fact that this thing was suddenly going to balloon and we were going to find that we had a lot of overages and a lot of misgrading and everything else.

• 2115

We have not done an analysis on that in the last 12 months, but I can tell you this: In the last analysis we did, we did not find that trend taking place. We found that we had as many short weights at single points and grade losses at single points as we did on points where we had six elevator companies represented.

It is a situation. You are now talking about infinitesimal amounts—you are talking about quarters of 1%, and so on.

Your margin of sampling creates one problem, as far as being dead on is concerned. The ideal would be to have everybody bring in 100 bushels of grain and have the elevator ship out 100 bushels of grain. That is impossible. You know, elevator agents are people, they are human beings, and every once in a while you find a bad apple in the pie. The companies are dealing with this all the time. We have had two in the system within the last two months, where we have had elevator agents who have not been doing a proper job. Obviously, when those elevators are weighed over they are going to come up with either overages or shortages, depending on the position the elevator man has taken. Those are the things that end up in your reports.

Mr. Hovdebo: In your 1980-1981 report, you did not indicate the . . . 72.4% of them were overages, but you did not indicate the amount. You say it is infinitesimal.

Mr. Pound: Well, percentage-wise . . . If you have a country elevator, for example, that handles 2 million bushels of grain and he has an overage of 0.10, or you have another elevator that handles 500,000 bushels of grain and he has an overage of 0.25, the fellow that handles the large volume, with the 0.10, obviously has a bigger carry-over.

But when we look at the thing, on balance within companies—and we run a monthly report on that to find out how they balance—as to the shortages, for example, you may find that you have just as big a shortage, or a bigger shortage, than you have an overage. Against that, you have to take into consideration grade gains and grade losses as well, because all those things enter into the operation of an elevator.

I think the best statement I have seen is the one that is published in Sask Pool's annual report, because they show in

[*Translation*]

des surcharges étaient confirmées et qu'on allait vérifier auprès des compagnies qui étaient responsables de l'erreur. Est-ce acceptable? J'ai recherché dans ce rapport-ci, mais je n'ai rien trouvé.

M. Pound: Cela varie, mais nous exerçons un contrôle permanent. Par exemple, quand ils ont commencé à regrouper des silos et à faire passer toutes les livraisons par un même point, tout le monde a craint que ce problème ne prenne des proportions démesurées et qu'on ne trouve partout des tas de surcharges, de mauvais classements, etc.

Nous n'avons pas fait d'analyse à ce sujet pendant les 12 derniers mois, mais je puis vous dire ceci: Lors de notre dernière analyse, nous n'avons pas trouvé ce genre de tendance. Nous avons trouvé qu'on manquait autant de poids et qu'il y avait autant de pertes dues à la classification, qu'il s'agisse de points uniques ou de groupements d'élévateurs où il y avait six compagnies représentées.

C'est une situation, tout simplement. Il s'agit de quantités infimes . . . Vous parlez de quarts de 1 p. 100 et ainsi de suite.

L'échantillonnage lui-même crée un certain problème, pour ce qui est de l'exactitude. L'idéal serait que tous puissent apporter 100 boisseaux de grain pour que les 100 boisseaux de grain repartent ensuite de l'élévateur. C'est impossible. Comme vous le savez, les agents de silos sont des êtres humains et il arrive à l'occasion que vous trouviez un fruit pourri dans la tarte. Les compagnies ont ce genre de problèmes tous les jours. Dans les deux derniers mois, il y en eu deux dans le système qui faisait mal le travail, c'est-à-dire qu'il y a eu des agents de silos qui ne faisaient pas bien leur travail. De toute évidence, lorsqu'on fait le contrôle de ces élévateurs, il y a soit déficit soit surplus, selon la façon dont l'agent de silos a fait son travail. C'est le genre de choses qui aboutissent dans les rapports.

M. Hobdebo: Dans votre rapport de 1980-1981, vous n'avez pas donné le . . . 72,4 p. 100 étaient en situation de surplus, mais vous ne dites pas de combien. Vous dites qu'il s'agit d'un chiffre infime.

M. Pound: En termes de pourcentage . . . Si vous avez un élévateur, en campagne, où transitent quelque 2 millions de boisseaux de blé et qu'il y ait un surplus de 0,10 ou que vous avez un autre élévateur où transitent 500,000 boisseaux de grains où il y a un surplus de 0,25, il est évident que l'agent qui s'occupe du volume le plus important et qui a des différences de l'ordre de 0,10 aura la différence la plus grande, pour ce qui est de la quantité.

Cependant, lorsqu'on met tout cela ensemble, par compagnie (et nous faisons un rapport mensuel pour contrôler toute cette question) pour ce qui est des déficits, par exemple, vous vous apercevrez que le déficit est peut-être plus important que le surplus. Cependant, en contrepartie, il ne faut pas oublier les gains et pertes dus à la classification, car on doit tenir compte de tout cela aussi.

Je crois que la meilleure présentation en la matière, je l'ai vu dans le rapport annuel de *Sask Pool* parce qu'on y trouve les

[*Texte*]

their report their grade gains and also their gains as far as weigh-overs are concerned.

You are talking—I do not remember the figure now, but I think, for example, in Sask Pool it was something like $2 million. That looks like a heck of a lot of money, when you look at it in isolation. But when you look at that in the total dollar volume that Sask Pool handles in grain, it amounts to not very much.

Mr. Hovdebo: One more thing on grades, Mr. Chairman. Last year, in our particular area, we had almost 100% frost damage, which put most of our grain into the feed level. In fact, in my case 100% and in most of the cases in my area 100% of the wheat was feed. But there was a tremendous variation in those feeds in quality. Some weighed 45 pounds to the bushel and others weighed 63 and 64, or even as high 65, and still they graded feed. That particular grading has been a . . . There are two questions here. First of all, is there a chance that we might split the feed grades? Secondly, many people who hauled the same grade for 3 last year are getting feed for it this year. I can recognize probably the answer for that, but could you answer those, please?

Mr. Pound: In the first instance, as soon as we found the volumes we were going to have on frosted grain this year, we immediately did extensive research in the laboratory on samples that we gathered across the country, to find out what was going to be the best method to market this. You are talking about marketing 20% of the crop, a volume of 800 million bushes, or whatever the production was last year. We are talking about a lot of bushels. So we immediately had to get together with the Canadian Wheat Board and come up with some kind of program that was going to allow us to market, to the best advantage of the western farmers, that very, very poor crop that we had to contend with.

What we did was, we gathered the samples, we took what we considered was the poor, which represented roughly 30% of the crop, and we took what we considered . . . and we are talking now about visually, which included test rate to some extent, which represented 70% of the crop. We did milling and baking tests individually. We put the two lots together and we did milling and baking tests on the composite samples.

• 2120

We found the results we got from the composite samples actually gave us a better product than we got from the 70%, which we considered the high.

We concluded from that that we could put the worst with the best, and actually end up with a better product to put onto the market. The test rate on total and on average was not a problem, because the crop was far enough along and well-enough matured. Frankly, we had such a heavy frost we had

[*Traduction*]

gains dus à la classification tout aussi bien que les gains dus à la pesée.

Je ne me souviens pas des chiffres exacts, mais je crois, par exemple, que pour *Sask Pool* il s'agissait de quelque 2 millions de dollars. Vous me direz que c'est beaucoup d'argent, et c'est vrai si on prend le chiffre en soi. Cependant, si l'on compare ce montant aux ventes globales de grains de *Sask Pool*, ce n'est pas grand-chose.

M. Hovdebo: Encore un mot sur le classement, monsieur le président. L'an dernier, dans notre région, le dégât dû au gel était presque de 100 p. 100, ce qui a ramené presque tout notre grain à la catégorie «provende». À vrai dire, dans mon cas, 100 p. 100 de mon blé et, dans la plupart des cas de ma région, presque 100 p. 100 du blé était de catégorie «provende». Cependant, dans cette catégorie «provende», il y avait d'énormes variations. Certains pesaient 45 livres au boisseau et d'autres 63 et 64, et cela allait même jusqu'à 65 livres au boisseau et c'était quand même dans la catégorie «provende». Ce classement précis a toujours été . . . Il y a deux questions qui se posent ici. D'abord, pourrait-on diviser la catégorie «provende» en sous-catégories? Deuxièmement, bien des gens qui ont récolté la même catégorie ces trois dernières années se font maintenant payer ce blé au prix du grain de provende. Je sais fort probablement quelle sera la réponse à ces questions, mais pourriez-vous tout de même me les donner?

M. Pound: Tout d'abord, dès que nous avons su quelle quantité de grain serait endommagé par le gel cette année, nous avons fait des recherches très poussées en laboratoire sur les échantillons que nous avons pris partout au pays pour savoir quelle serait la meilleure méthode de commercialisation du produit. Il s'agit ici de commercialiser 20 p. 100 de la récolte, quelque 800 millions de boisseaux ou quelque chose du genre selon la production de l'an dernier. Nous avons immédiatement saisi de ce problème la Commission canadienne du blé afin de pouvoir trouver un programme conjoint qui nous permettrait de commercialiser, dans les meilleurs intérêts des agriculteurs de l'Ouest, cette récolte de très faible qualité.

Echantillons en main, nous avons vu qu'environ 30 p. 100 de la récolte était de très faible qualité et nous avons pris ce que nous croyions . . . et ce classement s'est fait à l'oeil, visuellement, quoi qu'il y ait eu certains tests officiels, mais cela représentait 70 p. 100 de la récolte. Quant aux essais à la meunerie et à la boulangerie, cela s'est fait individuellement. Nous avons mis les deux lots ensembles et nous avons ensuite fait ces mêmes tests pour la meunerie et la boulangerie, sur ces échantillons.

Les échantillons composés nous ont donné de meilleurs résultats que ce que nous avons obtenus en ne nous servant que du meilleur produit, c'est-à-dire des 70 p. 100, qui nous semblaient être de meilleure qualité.

Nous en sommes venus à la conclusion que nous pourrions mettre le pire avec le meilleur et obtenir un meilleur produit à commercialiser. La performance moyenne n'a posé aucun problème parce que l'année-récolte était déjà suffisamment avancée et le blé avait acquis une maturité suffisante. Franche-

[*Text*]

deep wrinkling within the kernel, which caused us a problem as far as extract when coming to milling is concerned. Instead of having that 74% or 75% extract we were down to 68% or 70%.

Mr. Hovdebo: I would just like to make a comment. You might, by passing on that information to the farmers, make a lot of people recognize the reason, because a lot of them feel very badly that they have good grain and they get the same price for it as the fellow who got very poor grain.

Mr. Pound: We had our people in the field in your area; not far from your area, at farm meetings out there, explaining in detail the situation. I can tell you this, and I am glad to tell you because the Wheat Board is in the audience tonight. I think they are doing a fantastic job of marketing that product. I think today we have marketed over 50% of what we estimate is in the system, and I think by the end of the crop year there will not be much left. When you consider how we started out on October 1 with a very, very dismal looking future ahead of us. There was a large surplus in the United States facing us or, rather, a world surplus of wheat. Here we are faced with the worst crop basically in the history of western Canada. And suddenly we have to go out onto the market and dispose of it. I am going to take a little credit for the commission as well, because it was a joint effort by the two organizations, and I think when it is all completed the farmers of western Canada will be very proud of those two organizations.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Pound. Mr. Mayer.

Mr. Mayer: Thank you, Mr. Chairman. I was going to ask the same question as Mr. Hovdebo. I take it, then, you anticipate very little carry-over in terms of the wheat that was affected by the frost at the end of the crop year—or the carry-over on a percentage basis probably will not be any larger than any of the other grades that were not affected by late frost. Is that correct?

Mr. Pound: I think we will be in a very good position.

Mr. Mayer: I would agree with Mr. Pound, Mr. Chairman. I think both organizations, the Canadian Grain Commission and the Canadian Wheat Board, deserve a lot of credit, because there was a lot of concern the morning of August 28, after the frost, as to what we were going to do with all this grain that was obviously of a poorer quality than we would have liked. I think there were a lot of concerns initially, but after the assessment was made and the start made at marketing it, I think that the thing has gone a lot better than I suspect even you, yourself, and the board had anticipated when you started looking at what you had to market.

A couple of other things, very quickly. Where are we at as far as licensing some of the semi-dwarfs?

[*Translation*]

ment, le gel a été si néfaste que le grain lui-même était profondément plissé à l'intérieur, ce qui a causé certains problèmes d'extraction à la meunerie. Au lieu d'obtenir une extraction de 74 ou 75 p. 100, cela n'a rendu que 68 ou 70 p. 100.

M. Hovdebo: J'aimerais tout simplement faire un commentaire. En donnant ces renseignements aux fermiers, vous pourriez peut-être amener beaucoup de gens à comprendre le pourquoi de la chose parce que beaucoup d'entre eux croient qu'ils avaient une bonne récolte et qu'on leur en donnait tout simplement le même prix qu'à celui qui avait une récolte de qualité inférieure.

M. Pound: Nous avons envoyé des gens chez vous, enfin, pas très loin de votre région, et ils sont allés aux réunions agricoles là-bas pour expliquer la situation en détail. Je puis vous dire ceci, et je suis heureux de le dire ici ce soir parce qu'il y a des représentants de la Commission canadienne du blé dans l'auditoire. Je crois qu'ils font un travail fantastique pour commercialiser ce produit. Je crois que nous avons réussi à vendre plus de 50 p. 100 de cette récolte et je crois qu'à la fin de l'année-récolte il n'en restera plus beaucoup. Quand vous pensez que le 1er octobre l'avenir nous paraissait des plus sombre: il y avait de gros excédents aux États-Unis, ou plutôt des excédents de blé à l'échelle mondiale. Et nous voici pris avec, fondamentalement, ce qui se révèle être la pire récolte de l'histoire de l'Ouest du Canada. Tout d'un coup, il nous faut aller vendre cette récolte. Je vais quand même aussi vanter un peu la Commission des grains parce que ce fut un effort conjoint de ces deux organismes et je crois que, lorsque tout sera fini, les agriculteurs de l'Ouest du Canada seront fiers de ces deux organismes.

Le vice-président: Merci, monsieur Pound. Monsieur Mayer.

M. Mayer: Merci, monsieur le président. J'allais justement poser la même question que M. Hovdebo. Donc, vous ne prévoyez pas avoir un gros excédent de ce blé touché par le gel à la fin de l'année-récolte . . . ou plutôt, que l'excédent, en pourcentage, ne sera probablement pas plus important que celui qui existe pour les autres catégories qui n'ont pas été touchées par ce gel tardif. C'est exact?

M. Pound: Je crois que nous nous y retrouverons.

M. Mayer: Je suis du même avis que M. Pound, monsieur le président. Je crois que les deux organismes, soit la Commission canadienne des grains et la Commission canadienne du blé méritent des félicitations parce que, le matin du 28 août, après le gel, les gens étaient très inquiets et se demandaient ce qu'on allait faire avec tout ce blé qui était de qualité très inférieure à ce que l'on aurait aimé. Je crois qu'au départ il y avait beaucoup d'inquiétude, mais après l'évaluation qui a été faite de la situation et les premiers efforts de commercialisation, je crois que tout a fonctionné beaucoup mieux que vous vous y attendiez vous même, à la Commission, quand vous avez commencé à étudier la question de la commercialisation.

Quelques autres questions, très rapidement. Qu'en est-il des brevets ou patentes pour certaines des variétés semi-naines?

[*Texte*]

Mr. Pound: About as far away as we were the last time you asked that question.

Mr. Mayer: I take it there is still some concern about people wanting to grow them. Where are you . . . ?

Mr. Pound: It is a difficult situation. In most cases, you get an increased yield because of length of days to maturity. If we, for example, were to increase the length of days to maturity by five days or four days, you would have probably ended up with over 50% of the crop last year as Canada feed. And that is where our problem or dilemma comes in. We could grow some of these other crops. We could sell that number one quality, but what in the dickens are you going to do with the two and the three? Because now you are competing with every other country in the world that is producing—I do not know what kind of language I can use here, but it is—junk, I guess is a good word. The price you are going to get for that—in some years it could be 70% of the crop—is going to be substantially reduced. One of the things that producers do not see is the premium the Wheat Board gets for that good Hard Red Spring wheat, because we have a pooling system. If you want to look at the figures in relation to the markets where we get premiums, and compare that to the United States, for example, Hard Red Spring, because that is the one we compete on one to one, supposedly. We get a premium over our quotas or U.S. Hard Red Springs all the time.

• 2125

Mr. Mayer: Let me ask you this, then, and this overlaps into the Wheat Board area, and I realize, Mr. Chairman, we have had great difficulty in getting the board in front of us for some reason, and I do not think there is any reluctance on behalf of the board to come, but could you foresee a day, then, where we could license for specific areas, or that the board could run on a contracting basis? I mean, there are areas, I think, in southern Manitoba for instance, and probably southern Alberta, where it could be grown; whereas in Stan's area, in northern Saskatchewan, it would be very tough to grow because of the length of day. Is that something that is a possibility as far as the semi-dwarfs are concerned?

Mr. Pound: We work in very close co-operation with the board analysing potential markets. I think if it was the Chief Commissioner of the Wheat Board sitting in front of you, instead of the Chief Commissioner of the Grain Commission, he would tell you exactly the same thing. Today, I do not know what varieties you would use to get a better market than what we have. You may get an increase in yield, part of the time, but if you are going to compare that against the reduction you are going to take in price, Glenlea is a good example.

[*Traduction*]

M. Pound: On en est à peu près au même point que la dernière fois que vous avez posé cette question.

M. Mayer: Si j'ai bien compris, on se demande encore qui voudrait en semer. Quand . . . ?

M. Pound: La situation est délicate. Dans la plupart des cas, le rendement augmente à cause du nombre de jours qu'il faut pour parvenir à maturité. Si, par exemple, nous devions augmenter le nombre de jours qu'il faut pour parvenir à maturité de cinq ou quatre, vous auriez probablement eu plus de 50 p. 100 de la récolte de l'an dernier dans la catégorie provende. Voilà où se trouve le problème ou le dilemme. Nous pourrions cultiver certaines de ces autres récoltes. Nous pourrions vendre cette qualité nº 1, mais que faire des qualités deux et trois? Car vous faites alors concurrence à tous les autres pays du monde qui produisent—je ne sais pas de quel language je peux vraiment me servir ici, mais c'est bien ce dont il s'agit—de la camelote, je crois que ce serait le terme exact. Les prix que vous en obtiendrez, et pour certaines années cela pourrait se monter jusqu'à 70 p. 100 de la récolte, seront vraiment réduites. Une des choses que les producteurs ne voient pas, c'est la prime qu'obtient la Commission des blés pour le bon blé roux dur de printemps à cause de notre système de pool. Si vous voulez faire la relation entre les chiffres et les marchés où nous obtenons ces primes, pour comparer cela aux États-Unis, par exemple, il faut vraiment tenir compte de ce blé roux dur du printemps parce que c'est à ce niveau que nous sommes censés leur faire la concurrence. Nous obtenons toujours une prime pour nos quotas de blé dur roux de printemps des États-Unis.

M. Mayer: Permettez-moi, donc, de vous poser une question qui est liée aux sujets qui intéressent la Commission canadienne du blé; je sais, monsieur le président, que nous avons beaucoup de mal à faire comparaître cette commission devant nous, bien que ce ne soit sans doute pas parce que la commission hésite à venir, mais croyez-vous que le jour viendra où nous pourrions émettre des permis dans certains domaines précis, ou que la commission pourrait passer des contrats? Je crois qu'il y a certaines régions, par exemple dans le sud du Manitoba et sans doute dans le sud de l'Alberta, où cette variété de blé pourrait être cultivée; toutefois dans la région Stan, dans le nord de la Saskatchewan, ce serait très difficile parce que les journées sont courtes. Croyez-vous que ce soit possible en ce qui a trait aux variétés semi-naines?

M. Pound: Nous travaillons en étroite collaboration avec la commission pour analyser les marchés éventuels. Je crois que si le commissaire en chef de la Commission canadienne du blé était devant vous, plutôt que le commissaire en chef de la Commission canadienne des grains, il dirait exactement la même chose que moi. Aujourd'hui, je ne sais pas quelles variétés de blé nous pourrions cultiver dans le but d'obtenir une plus grande part du marché que celle que nous avons déjà. Vous pouvez, certaines fois, améliorer le rendement, mais si vous voulez établir une comparaison entre cette amélioration du rendement et la baisse de prix que vous allez devoir subir, Glenlea en est un bon exemple.

[*Text*]

Mr. Mayer: That was the comparison made with Glenlea.

Mr. Pound: You know, the board worked on that for 10 years trying to develop markets on behalf of the people that were growing it, and, frankly, I think they pretty near beat themselves to death on it. It is a situation where people are looking to Canada for a premium wheat, and when you start going out to them and say, we have a premium wheat, but we have some other stuff we want to sell you, too, they look at you like you have holes in your head. They say: What is wrong with you guys, you have a good product; we want to buy a good product and we are prepared to pay a little extra for it, now why in the devil do you want to sell us some of this other junk?

It is not that we have blinkers on on this thing. We have now, collectively or jointly, gone into a program with a new variety—we do not even have a name on it yet; it is MY 320—which is a different quality. I am not going to say that it is a poor quality, it is a different quality wheat. We have agreed that we are going to go into contract production on that, we are going to jointly go in to test market the thing and to the international markets, and analyse what the situation is. But if at the end of two years it looks like we do not have any place to go, we are going to knock it on the head; we are not going to go down to road 10 years like we did on Glenlea. If it looks like it has potential, then we will start moving ahead and trying to breed improvements in that class of wheat.

Mr. Mayer: One other area, if I can pursue, Mr. Chairman, and then I will be quiet.

You have some responsibility for the Western Grain Stabilization Act, and I wonder if you can answer this question. There has been some concern in the Wheat Board area over the way the act has been, the levels of it have been raised from $25,000 to $60,000. There is some concern from people who are saying, if there is not going to be a pay-out based on the kind of a situation we had in 1982, we really wonder whether the act is really going to stabilize the industry. Is there any review under way that you are aware of within the Western Grain Stabilization Act to look at making the thing more responsive to the kind of conditions that we had last year, so that, in fact, there would be a pay-out for a year like 1982?

Mr. Pound: I do not know. But I can tell you this is one of the people who sat down in the original drafting of that. When we drafted it, we certainly did not anticipate inflaction as it came about after that act was put into place or we would have had something in it at that time to take that into consideration.

Mr. Mayer: Could I ask then for . . . ? Mr. Pound, as part of the group that originally drafted the act, I guess back in when, 1973?

Mr. Pound: No, 1971-1972 we were working on it.

Mr. Mayer: It came into effect in 1973, I think.

[*Translation*]

M. Mayer: C'est la comparaison qui a été établie avec Glenlea.

M. Pound: Vous savez, la commission a tenté pendant dix ans d'obtenir des marchés pour les agriculteurs qui cultivaient cette variété de blé, et, à vrai dire, je crois que tous ses efforts ont été vains. Les gens s'attendent à obtenir du blé de très haute qualité du Canada, et lorsqu'on leur dit, oui, nous avons du blé de très bonne qualité, mais nous en avons aussi de qualité moindre à vous vendre, ces acheteurs vous regardent comme si vous aviez perdu la raison. Ils nous disent: Qu'est-ce qui vous prend, vous avez un bon produit; nous voulons acheter ce bon produit et nous sommes disposés à payer un peu plus cher pour l'obtenir, alors pourquoi diable voulez-vous nous vendre cette camelote?

N'allez pas croire que nous nous mettons des oeillères. Nous avons mis sur pied un programme conjoint pour cultiver une nouvelle variété, que nous n'avons d'ailleurs pas encore nommée; il s'agit du blé MY 320, qui est d'une autre qualité. Je ne veux pas dire qu'il est de mauvaise qualité, mais simplement qu'il s'agit d'un blé d'une qualité différente. Nous nous sommes mis d'accord pour passer des contrats de production, et nous allons, ensemble, faire des essais de mise en marché; nous allons aussi sonder les marchés internationaux et analyser la situation dans son ensemble. Mais, si, au bout de deux ans nous nous apercevons qu'il n'y aura vraisemblablement pas de débouché, nous allons mettre fin à ce projet; nous n'allons pas le reconduire pendant dix ans comme nous l'avons fait pour la variété Glenlea. Si, au contraire, cette variété semble prometteuse, nous allons poursuivre nos efforts et tenter d'améliorer cette variété de blé par des croisements.

M. Mayer: Monsieur le président, une dernière question sur un autre sujet, si vous le voulez bien, et puis je me tairai.

Vous avez une certaine responsabilité quant à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'ouest, et je me demande si vous pourriez répondre à la question suivante. La Commission canadienne du blé a certaines inquiétudes à ce sujet, à savoir que les niveaux sont passés de $25,000 à $60,000. Les gens s'inquiètent, ils se disent: s'il ne doit pas y avoir de versements à la suite de ce qui est arrivé en 1982, cette loi va-t-elle réellement stabiliser l'industrie? Savez-vous si on envisage une révision ou des modifications à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, pour que son application réponde un peu mieux au type de situation que nous avons connue l'an dernier, pour que, de fait, il y ait des paiements de stabilisation pour des années comme 1982?

M. Pound: Je ne le sais pas. Mais, je peux vous dire que j'ai participé à la rédaction du premier jet de cette loi. Lorsque nous l'avons rédigée, nous ne pouvions prévoir l'inflation qui a sévi après sa promulgation, où nous aurions prévu des dispositions pour parer à cette éventualité.

M. Mayer: Pourrais-je, donc, vous poser une question? Monsieur Pound, comme vous faisiez partie du groupe de rédaction de cette loi . . . était-ce en 1973?

M. Pound: Non, c'était en 1971-1972.

M. Mayer: La loi a été promulguée en 1973, je crois.

[*Texte*]

One of the things we have suggested just recently, as a party, is that we change the time period from a five-year average to a three-year average in order to make it more responsive to conditions. Was that one of the things that was looked at in the initial drafting procedures, as far as the timeframe was concerned? I am just wondering what kind of procedures were gone through when you originally developed the western grain stabilization concept.

Mr. Pound: It is a little fuzzy now, my thinking on the thing, but as I remember it, we looked at different time-frames—two years, three years, four years, five years up, and a progression, you know, so you add one on and take one off. I think the feeling at that time was that the time period that was picked was going to be the fairest for everybody concerned in the program.

Mr. Mayer: Because if you look at statistics, you can get into a situation with inflation where the formula continually lags the production costs. So you can get into a situation like we had, I think, in 1982, where producers were basically in very bad shape. Funds sitting there at the end of this year will have accumulated $800 million, or thereabouts, and no payment is triggered. So I for one, and I would think a lot of people, would be willing to take another look at the act to try to make it more accountable or responsive, as I said, to conditions.

Thank you, Mr. Chairman.

• 2130

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Mayer.

On behalf of the committee, I would like to thank the witnesses that have been before us for having provided us with the information, the responses to the questions. On my own behalf, I would like to thank several of the members of the committee who have not only sat at this particular meeting but have been in attendance at subcommittees of this Agriculture committee as well.

I think it has been a long day and I would like to thank you all for your attention and thank the witnesses for having come before us and provided us with their usual cogent evidence. And I would, there being no further business, adjourn the meeting to the call of the Chair. ⊕

[*Traduction*]

Notre parti a proposé tout récemment que nous passions d'une moyenne quinquennale à une moyenne triennale pour que cette loi soit mieux adaptée à la conjoncture. A-t-on envisagé cette modification de la période en cause lors de la préparation de cette première rédaction? Je me demandais simplement quelles étapes vous avez traversées quand vous avez mis au point le concept de la stabilisation du grain de l'Ouest.

M. Pound: Mes souvenirs sont un peu vagues, mais si ma mémoire est bonne, nous avons envisagé différentes périodes—deux, trois, quatre, cinq ans, ou une progression, vous savez, où vous ajoutez un terme et en déduisez un autre. Nous croyions à cette époque, il me semble, que la période retenue était celle qui permettait de traiter tous les intéressés avec équité.

M. Mayer: Si vous étudiez les statistiques, en tenant compte de l'inflation, vous verrez qu'avec cette formule il est possible d'être toujours en-deça des coûts de production. Cela peut mener à des situations comme celle que nous avons connue en 1982, quand les producteurs étaient en très mauvaise posture. A la fin de cette année, les fonds accumulés auront atteint le seuil de $800 millions, ou à peu près, et pourtant on n'effectue aucun paiement. J'aimerais donc, pour ma part, et je suis sûr que de nombreuses personnes pensent comme moi, que nous nous penchions à nouveau sur cette loi afin de la rendre plus sensible, comme je l'ai dit, à la conjoncture.

Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, monsieur Mayer.

Au nom du Comité, j'aimerais remercier vos témoins de l'information qu'ils nous ont fournie, et des réponses qu'il nous ont données. En mon nom propre, j'aimerais remercier plusieurs des membres du Comité, qui ont non seulement siégé à cette réunion mais aussi participé aux réunions des sous-comités du comité de l'agriculture.

La journée a été longue, j'aimerais vous remercier, tous, de votre attention et, encore une fois, remercier les témoins de leur présence et de la force de leurs déclarations. Comme il n'y a aucune autre question à l'ordre du jour, la séance est levée.

Canada Post
Third Troisième
class classe
K1A 0S9
HULL

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 107

Tuesday, April 19, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 107

Le mardi 19 avril 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84, Vote 1 under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984, crédit 1re sous la rubrique AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Canada Post
Postage paid
Postes Canada
Port payé
Third class
Troisième classe
K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Canadian Grain Commission:

Mr. H.D. Pound, Chief Commissioner;

Mr. H. Fast, Director, Grain Inspection Division.

De la Commission canadienne des grains:

M. H.D. Pound, Commissaire en chef;

M. H. Fast, directeur, Division de l'inspection des grains.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 107

Tuesday, April 19, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 107

Le mardi 19 avril 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1 under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 1er sous la rubrique AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

26066—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Jean-Guy Dubois
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Rolland Dion (*Portneuf*)
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
G.M. Gurbin
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 19, 1983
(116)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 3:42 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mrs. Côté, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Althouse, Mrs. Côté, Messrs. Dionne (*Chicoutimi*), Dubois, Ferguson, Neil, Tessier and Wise.

Alternates present: Messrs. Cardiff and Hargrave.

Appearing: The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture.

Witnesses: *From the Department of Agriculture*: Mr. J.P. Connell, Deputy Minister and Dr. H.M. Hill, Director General, Prairie Farm Rehabilitation Administration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 8, 1983, Issue No. 99*).

The Committee resumed consideration of Vote 1.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 5:04 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 19 AVRIL 1983
(116)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 15h42 sous la présidence de Mme Côté, président.

Membres du Comité présents: M. Althouse, Mme Côté, MM. Dionne (*Chicoutimi*), Dubois, Ferguson, Neil, Tessier et Wise.

Substituts présents: MM. Cardiff et Hargrave.

Comparaît: L'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture.

Témoins: *Du ministère de l'Agriculture*: M. J.P. Connell, sous-ministre et M. H.M. Hill, directeur général, Administration du rétablissement agricole des Prairies.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi 8 mars 1983, fascicule n° 99*).

Le Comité reprend l'étude du Crédit 1.

Le ministre fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 17h04, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Tuesday, April 19, 1983

• 1541

Le président: Je vous souhaite la bienvenue au Comité permanent de l'agriculture.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

Le Comité reprend l'étude du crédit 1 sous la rubrique Agriculture au sujet de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme d'administration

Crédit 1—Administration—Dépenses du programme $44,561,000

Le président: Il s'agit d'un programme qui est maintenant administré par Agriculture Canada mais on le retrouve cependant dans les prévisions budgétaires sous la rubrique Expansion économique régionale. L'administration de ce programme ayant été confiée à Agriculture Canada, c'est maintenant le ministre de l'Agriculture qui en est responsable; donc, ce programme fait maintenant partie du crédit 1 du ministère.

Comparaissent aujourd'hui l'honorable Eugene Whelan et certains fonctionnaires de son ministère qu'il nous présentera dans un instant. Mais tout d'abord, avant de donner la parole à M. Whelan, je voudrais vous rappeler que vous avez reçu aujourd'hui toute l'information concernant le Comité spécial du Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes britannique qui sera en visite à Ottawa du 19 au 21 avril. L'information contient le programme de la visite, ainsi que les noms et les *curriculum vitae* des visiteurs, et ceci dans les deux langues officielles. De plus, j'attire votre attention sur un autre événement, soit une visite à l'édifice Sir John Carling qui est le siège d'Agriculture Canada où se tiendra une séance d'information en après-midi.

Les membres du Comité qui sont intéressés à participer à cet après-midi d'information avec les membres de la Chambre des communes britannique, doivent en informer le greffier du Comité. Vous avez également toute la documentation relative à cette séance en après-midi.

Je vous souhaite la bienvenue, monsieur Wise. Je suis heureuse de vous revoir en forme. Je cède maintenant la parole à M. Whelan.

Monsieur le ministre.

Hon. E. Whelan (Minister of Agriculture): Madam Chairman, I have with me today my deputy minister, Mr. Peter Connell, and Dr. Harry Hill, Director General, Prairie Rehabilitation and Administration, from Regina. Dr. Hill has had a long-time association with the Prairie Farm Rehabilitation Administration, and among the three of us—both the

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mardi 19 avril 1983

The Chairman: I am welcoming you to the Standing Committee on Agriculture.

The committee will resume consideration of its order of reference dated Wednesday, February 23, 1983, relating to the main estimates for the fiscal year ending March 31, 1984.

The committee will resume consideration of vote 1 under Agriculture regarding prairie farm rehabilitation administration.

AGRICULTURE

A—Department—Administration Program

Vote 1—Administration—Program expenditures $44,561,000

The Chairman: This program is now headed by Agriculture Canada but in the estimates you will find it under Regional Economic Expansion. Since this program has been entrusted to Agriculture Canada, the Minister of Agriculture is now responsible for it. Therefore, you will find this program under Vote 1 of the department.

Today, we are receiving the hon. Eugene Whelan and several officials from his department; he will introduce them in a moment. But first of all, before yielding the floor to Mr. Whelan, I wish to remind you that you have now received all the information concerning the special committee of the Standing Committee on Agriculture of the British House of Commons; this committee will be visiting Ottawa from April 19 to April 21. In the folder you will find the agenda of the visit as well as the name and curriculum vitae of the visitors and this, in both official languages. I wish to draw your attention to one other thing, the visit to Sir John Carling Building, headquarters of Agriculture Canada where there will be a briefing during the afternoon.

Anyone interested in this afternoon briefing with the members of the British House of Commons must notify the Clerk of the Committee. You have also received all the documents pertaining to this afternoon briefing.

Mr. Wise, you are very welcome. I am happy to see that you are fit again. I now yield the floor to Mr. Whelan.

Mr. Minister.

M. E. Whelan (Ministre de l'agriculture): Madame le président, je suis accompagné aujourd'hui du sous-ministre, M. Peter Connell, ainsi que de M. Harry Hill, directeur général de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies; à nous trois . . . Je devrais plutôt dire que le sous-ministre et moi-

[*Texte*]

deputy and myself will be depending on Dr. Hill for 90% of the answers to the technical questions.

Madam Chairman, this is the first time I have had an opportunity to formally welcome Prairie Farm Rehabilitation Administration back to the bosom of Agriculture Canada. I say, welcome back, because prior to 1968 PFRA was part of the department. The Prime Minister's announcement of its return on March 3 was most welcome. PFRA fits in very well with the things we are doing in the way of research and, increasingly, regional development.

• 1545

The PFRA has a clearly defined and historically proven ability to deliver soil and water conservation programs directly to farmers and rural communities. It has a solid grass roots respect and recognition, and recognition is very important.

I would like to take a few minutes to outline how PFRA came into being, and the range of its activities also. By reviewing the dimensions of the soil and water problem, you will see why there is a continuing need for conservation work on the prairies.

An act establishing the PFRA was passed by the federal government in 1935, in the midst of the most severe drought ever experienced on the prairies. The agency's mandate was to promote soil and water conservation, including the development of dugouts and small dams. As the crisis years passed, the administration got involved in more ambitious projects. Larger dams were constructed, irrigation schemes undertaken, and community water supplies improved.

Dr. Harry Hill will probably be able to give you, or will be able to give you, any details you may want. I would like to just outline the PFRA's major programs.

The tree nursery at Indian Head, Saskatchewan, produces and distributes tree seedlings for farmstead and field shelterbelts. Last year it provided, free of charge, about 6.6 million seedlings; that was about 2.5 million short of the demand.

Community pastures: On nearly a million hectares of marginal land throughout the prairies, PFRA is providing grazing rights, on a cost-recovery basis, for nearly 250,000 head of cattle.

Southwest Saskatchewan irrigation: Nearly 20,000 hectares of farmland have been irrigated through this project. It supplies water to Swift Current, Gravelbourg, LaFlèche, and Eastend.

Demonstration farm at Outlook: This shows farmers how different kinds of irrigation work, and there are demonstrations of crop rotation patterns and specialty crops.

[*Traduction*]

même nous reposerons sur M. Hill pour 90 p. 100 des réponses aux questions techniques.

Madame le président, c'est la première fois que je peux souhaiter la bienvenue en public à l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, qui rentre dans le giron d'Agriculture Canada. Si nous l'accueillons de nouveau, c'est qu'avant 1968 l'ARAP faisait partie du ministère. Le 3 mars, nous avons été enchantés d'entendre le Premier ministre annoncer que cette administration revenait parmi nous. L'ARAP s'intège très bien dans nos activités liées à la recherche et, de plus en plus, au développement régional.

Par le passé, l'ARAP a prouvé qu'elle constituait un outil précieux pour mettre à la disposition des agriculteurs et des collectivités rurales des programmes de conservation des sols et des eaux. C'est un organisme qui jouit d'un respect authentique, sa valeur est reconnue, et cela constitue un facteur très important.

Maintenant, j'aimerais prendre quelques minutes pour vous expliquer l'origine de l'ARAP et la portée de ses activités. Lorsqu'on se familiarise avec l'importance des problèmes de sol et d'eau, on se rend compte à quel point un programme permanent de conservation dans les Prairies est important.

En 1935, le gouvernement fédéral avait adopté une loi créant l'ARAP; c'était au plus fort de la plus terrible sécheresse jamais vue dans les Prairies. On confia au nouvel organisme le rôle de conservation des sols et des eaux, ainsi que des projets d'excavation et de construction de petits barrages. Une fois la crise passée, l'administration commença à s'intéresser à des projets plus ambitieux. Des barrages plus importants furent construits, des réseaux d'irrigation de grande envergure ainsi que des projets d'amélioration des systèmes communautaires d'adduction d'eaux.

J'imagine que M. Harry Hill pourra vous donner tous les détails que vous souhaiterez sur cette question. Pour ma part, je veux passer en revue les principaux programmes de l'ARAP.

L'entreprise de sylviculture de Indian Head en Saskatchewan produit et distribue des semences d'arbres destinées aux maisons de ferme et aux coupe-vent dans les champs. L'année dernière cette entreprise a distribué gratuitement près de 6.6 millions de plants, et il en aurait fallu 2.5 millions de plus pour faire face à la demande.

Pâturages communautaires: Sur près d'un million d'hectares de terre marginale dans toutes les Prairies, l'ARAP offre des droits de pâturage pour près de 250,000 têtes de bétail; les prix sont calculés pour couvrir les frais.

Réseaux d'irrigation du sud-ouest de la Saskatchewan: Près de 20,000 hectares de terre agricole ont été irrigués grâce à projet. Il s'agit d'un réseau d'adduction d'eau destiné à Swift Current, Gravelbourg, LaFlèche et Eastend.

Ferme modèle à Outlook: Dans cette installation, les agriculteurs peuvent voir le fonctionnement de différents types de systèmes d'irrigation, et on y fait des démonstrations sur les schémas de rotation des cultures et sur les cultures spécialisées.

[*Text*]

Rural water development: This program provides technical and financial assistance for all kinds of water development projects, with grants ranging up to $15,000.

Sub-agreements on water development with Manitoba and Saskatchewan: This involves water supply projects and drought-proofing studies to develop long-term strategies in co-operation with the provinces. In Saskatchewan, the agreement adds up to $15.25 million; engineering and construction work are under way at several sites across the province now. In Manitoba, the program has a total budget of nearly $9 million—$8.95 million.

Agricultural service centres programs: These programs have expired or will expire soon. In all, they will have contributed $54 million to help develop the infrastructure of service centres so that they can be effective rural development centres.

South Saskatchewan River Project: Of course, this is the grand-daddy of PFRA ventures. Under it, Canada paid nearly $100 million, and Saskatchewan $25 million, for a network of dams, electricity, and irrigation projects. It includes the Gardiner Dam, which, when it was built, was the world's largest earthfill dam.

Finally, there is the Alberta Irrigation Rehabilitation Agreement. This provides for the repair, rebuilding, and turn-over of on-stream water diversion structures in southern Alberta. This multi-million dollar agreement was recently extended to March 1988.

In addition to those programs, several more in the soil and water conservation and development area are now in the planning or proposal stage. If and when they are approved, they will bring an increased emphasis on soil conservation programs. I will tell you, and I am sure you all know, that this is increasingly more important and needed.

For starters, 80 per cent of Canada's farmland is on the prairies, and they account for half of the nation's farms. This breadbasket of ours has made Canada the world's second largest exporter of grain. Last year, grain exports amounted to $6 billion. On the prairies, agriculture is the largest single source of employment. Heavy use of the land has brought serious environmental problems, much of which could have been avoided if farmers had better technology and if they used more of the technology already available.

Probably the largest single problem is the continued heavy use of summer fallow. It takes up a quarter of the farmlands, and it is the major reason for the alarming increase in soil salinity. Salinity now affects 2.2 million hectares of prairie farm land, and the area is growing at 10% a year. Annual losses to salinity now amount to about $250 million a year in lost production.

[*Translation*]

Développement du système rural d'approvisionnement: Ce programme offre une aide technique et financière pour toutes sortes de projets de développement du système d'eau, les subventions vont jusqu'à $15,000.

Ententes sur les approvisionnements d'eau avec le Manitoba et la Saskatchewan: Il s'agit de projets d'adduction d'eau et d'études anti-sécheresse, qui doivent conduire à des stratégies à long terme en collaboration avec les provinces. En Saskatchewan, les termes de l'entente s'élèvent à près de 15.25 millions de dollars; des travaux de génie et de construction sont en cours à plusieurs endroits dans la province. Au Manitoba, le budget total du programme est de près de 9 millions de dollars—8.95 millions.

Programmes des centres des services agricoles: Ces programmes sont échus ou sur le point de l'être. Dans l'ensemble, on leur devra une contribution de 54 millions de dollars au développement de l'infrastructure de centres de services destinés à devenir des centres de développement rural efficaces.

Projet de la rivière South Saskatchewan: Évidemment, il s'agit de l'ancêtre de toutes les entreprises de l'ARAP. Dans le cadre de ce programme, le Canada a payé près de 100 millions de dollars et la Saskatchewan, $25 millions, pour un réseau de barrages, d'installations électriques et de projets d'irrigation. Cela comprend le barrage Gardiner, qui, au moment de sa construction, était le plus grand barrage à remblai de terre.

Enfin, l'accord de rétablissement de l'irrigation en Alberta. Il s'agit de réparer, de reconstruire des canaux de dérivation dans le sud de l'Alberta. Cette entente de plusieurs millions de dollars vient d'être prolongée jusqu'en mars 1988.

En plus de ces programmes, nous en avons d'autres en cours de préparation, qui porteront sur la conservation des sols et des eaux et sur le développement. S'ils sont approuvés, ils permettront d'intensifier les programmes de conservation des sols. Vous devez tous le savoir, cela devient de plus important et de plus en plus urgent.

Pour commencer, 80 p. 100 des terres agricoles du Canada se trouvent dans les Prairies, et cela représente la moitié des entreprises agricoles du pays. Ce grenier, qui nous appartient, a fait du Canada le deuxième exportateur de céréales du monde. L'année dernière, nous avons exporté pour $6 milliards de céréales. Dans les Prairies, l'agriculture constitue la principale source d'emploi. Cette culture intensive a provoqué de graves problèmes d'environnement qu'on aurait très souvent pu éviter si les agriculteurs avaient pu disposer d'une meilleure technologie, s'ils avaient mieux utilisé la technologie disponible.

Le problème le plus important est probablement l'abus des jachères d'été. Cela occupe un quart des terres agricoles et c'est la principale cause d'une augmentation alarmante de la salinité du sol. Il y a maintenant des problèmes de salinité sur 2.2 millions d'hectares de terre des Prairies, et cette surface grandit de 10 p. 100 par année. Les problèmes de salinité provoquent actuellement une perte de production d'environ 250 millions de dollars par année.

[*Texte*]

• 1550

Wind erosion is another serious problem. It is now damaging about 400,000 hectares of land in Saskatchewan, 110,000 hectares of land in Manitoba, and 230,000 hectares in Alberta. Cultivation has also robbed the native soil of half of its original organic material. Finally, solonetzic and acid soils are a problem on about 13 million hectares of prairie farm land.

Over the past 30 years, with a few exceptions, such as the drought in 1980, rainfall on the Prairies has not been a major problem. That is largely because farmers have learned to cope with difficult conditions by improvements in machinery, crops, fertilizers, herbicides, pesticides, and management techniques. However, these factors have tended to mask the real effects of soil deterioration.

In view of the severity of the problem, and the extent to which Canada and the world rely on the prairies for continuing supplies of grain, I am sure you will agree with me that PFRA has an extremely important job to do in making sure that our productive potential remains strong.

Thank you.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Nous passons maintenant à la période des questions et le premier intervenant est M. Neil.

Mr. Neil: Thank you very much, Madam Chairman. I would first of all like to welcome Dr. Hill to the agriculture committee. We on this side for many years have asked that PFRA be transferred from DREE to the agriculture committee. We could never understand, quite frankly, why it was ever in DREE in the first place; but I am certainly glad to see it back where it belongs and really where it first started.

I have known of the PFRA program, almost from its inception, and I think it goes without saying that everybody in western Canada at least is very proud of the job that PFRA has done over the years. I think, as well, that many people were concerned that in the past few years PFRA has been downgraded to a certain extent, as far as moneys and as far as programs are concerned, but I think as far as agriculture is concerned, it is possibly one of the most important branches of the department.

I understand, in talking to members of the PFRA over the past, that one of the reasons for the downgrading of PFRA was that the provincial governments had entered into some of the programs that PFRA initially was involved in. I wonder if either the minister or Dr. Hill could indicate what progress is being made in the way of talks with the provinces to try to reach a co-operative effort, so that not only the provincial moneys but the federal moneys and the expertise of the personnel in PFRA can be utilized to the maximum.

[*Traduction*]

L'érosion éolienne est un autre problème grave. Cela endommage environ 400,000 hectares de terre en Saskatchewan, 110,000 hectares au Manitoba et 230,000 hectare en Alberta. De plus, les cultures ont enlevé aux terres d'origine environ la moitié de leurs composantes organiques. Enfin, le phénomène Solonetzic et les sols acides posent des problèmes sur environ 13 millions d'hectares de terre agricole dans les Prairies.

Depuis 30 ans, à quelques exceptions près, dont la sécheresse de 1980, les Prairies n'ont pas eu de problèmes majeurs de pénurie de pluie. Cela est dû dans une large mesure au fait que les agriculteurs ont appris à compenser les problèmes posés par les conditions naturelles en améliorant la machinerie, les récoltes, les engrais, les herbicides, les insecticides ainsi que les techniques de gestion des cultures. Mais en même temps, tous ces facteurs ont quelque peu caché la gravité des problèmes de détérioration des sols.

Étant donné la gravité de ce problème et l'importance des Prairies comme source d'approvisionnement en céréales pour le Canada et pour le monde entier, vous conviendrez avec moi que le rôle de l'ARAP est particulièrement crucial puisque cet organisme est là pour assurer l'avenir de notre production.

Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

We are now ready for questions and Mr. Neil will be the first questioner.

M. Neil: Merci beaucoup, madame le président. Pour commencer, je souhaite la bienvenue à M. Hill au Comité de l'agriculture. De ce côté de la Chambre, il y a des années que nous réclamons le transfert de l'ARAP du MEER au Comité de l'agriculture. Franchement, nous n'avons jamais réussi à comprendre pour quelle raison on avait confié cet organisme au MEER. Cela dit, je suis heureux de voir qu'il a repris la place qui lui revient.

Je connais le programme de l'ARAP pratiquement depuis sa création, et il va sans dire que dans l'Ouest du Canada les gens sont particulièrement fiers de la tâche accomplie par cet organisme au cours des années. Également, certaines personnes ont regretté que pendant quelques années on ait relégué l'ARAP dans une certaine position d'infériorité pour ce qui est de l'argent et des programmes, mais si l'on se place du point de vue agricole, c'est peut-être le service le plus important du Ministère.

J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de parler avec des gens de l'ARAP et ils m'ont dit que si leur organisme avait été mis dans une position d'infériorité, c'est parce que les gouvernements provinciaux avaient commencé à s'occuper de programmes dont l'ARAP était auparavant responsable. Est-ce que le ministre ou M. Hill peuvent nous dire si les efforts de coopération entre les provinces et le fédéral font des progrès, ce qui permettrait d'utiliser au maximum, non seulement les fonds provinciaux, mais également les fonds fédéraux ainsi que les compétences du personnel de l'ARAP.

[*Text*]

Mr. Whelan: Madam Chairman, to the hon. member from Moose Jaw, I have not had any meetings with provincial ministers just concerning PFRA. I had a luncheon meeting with the minister from Saskatchewan, and we just talked about some things that we should be doing, etc.. We are going to be having meetings shortly. My deputy minister, though, has been in western Canada and has talked to PFRA officals. Between him and Dr. Hill, I am sure they could probably give you a better breakdown than I can.

You know, PFRA may have seemed to be downgraded, but when one looks at all the projects that they are working on at the present time . . . I just had it in the House of Commons; I should have invited the hon. member over. It is about four pages of their programs that are in different areas all across the prairies; these are ongoing programs, of course, that they are involved in, getting Treasury Board approval so that you do not have to run to somebody every time you are going to put a fence post in or something. This is what we call an omnibus submission for their expenditures within their budget for the year's operations.

• 1555

Mr. Neil: It seems to me, Mr. Minister, that where there is a duplication of effort by a provincial government and by a federal organization, it is a waste of money and a waste of effort. You say that you have not met specifically with the ministers of the various provinces to discuss PFRA as such. It would seem to me that this is such an important aspect of the agriculture program out west that it is important that you do spend at least a day with them and see what kind of co-operation can be worked out to spend the money in the best manner and in the best interests of the farmers in western Canada.

Mr. Whelan: We intend to do that. Dr. Hill can outline some of the programs and proposals that are being made at the present time.

Dr. Hill.

Mr. H. M. Hill (Director General, Prairie Farm Rehabilitation Administration): Thank you, Madam Chairman.

I believe we have excellent working relationships with the provinces, all three prairie provinces. On our ongoing programs we have day-to-day contact with many of them. To give you an example of the co-operation we have, recently we undertook the documentation of the soil conservation problems in the three prairie provinces, and we involved the prairie provinces officials in discussing the problem and in developing our concepts of what the problem was. We are now discussing the report we have written with producers. We will now sit down with the prairie provinces and ensure that in fact there is co-ordination and co-operation, and not an overlap of expenditure of resources. We believe it is part of our job to ensure that happens on an ongoing basis.

[*Translation*]

M. Whelan: Madame le président, monsieur le député de Moose Jaw, je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer des gens de l'ARAP. J'ai par contre déjeuné avec le ministre de la Saskatchewan et nous avons simplement parlé des choses qu'il fallait faire, etc. Nous devons nous revoir bientôt. Le sous-ministre, toutefois, est allé dans l'Ouest et a parlé avec des représentants de l'ARAP. M. Hill ou lui-même pourraient certainement vous donner plus de détails que moi.

Comme vous le savez, il a pu sembler que l'ARAP était en état d'infériorité, mais si l'on tient compte des projets qui sont en cours à l'heure actuelle . . . je viens d'en parler à la Chambre des communes; j'aurais dû inviter l'honorable député qui a soulevé la question. Il s'agit d'environ quatre pages de programmes dans toutes les régions des Prairies, des programmes permanents, bien sûr, pour lesquels l'ARAP a demandé l'approbation du Conseil du Trésor pour éviter de devoir faire des démarches interminables chaque fois qu'on veut installer un poteau de clôture. C'est ce qu'on appelle une requête «omnibus» relative aux dépenses de son budget pour les opérations de l'année en cours.

M. Neil: Monsieur le ministre, il me semble que les efforts du gouvernement provincial et ceux d'un organisme fédéral font double emploi, que c'est un gaspillage d'argent et d'énergie. Vous dites que vous n'avez pas rencontré les ministres des différentes provinces pour discuter de questions relatives à l'ARAP. À mon avis, c'est un aspect tellement important de l'agriculture de l'Ouest que vous pourriez bien lui consacrer au moins une journée pour voir quel genre d'entente de coopération peut être conclue, ce qui permettrait de dépenser l'argent disponible le plus efficacement possible et dans l'intérêt des agriculteurs de l'ouest du Canada.

M. Whelan: C'est précisément ce que nous avons l'intention de faire. M. Hill pourra vous citer un certain nombre de programmes et de propositions qui sont en cours de préparation.

Monsieur Hill.

M. H.M. Hill (directeur général, administration du rétablissement agricole des Prairies): Merci, madame le président.

A mon avis, nos relations avec les provinces, les trois provinces des Prairies, sont excellentes. Pour nos programmes permanents nous sommes en contact pratiquement tous les jours. Pour vous donner un exemple du type de coopération, tout récemment nous avons entrepris de dresser un répertoire des problèmes de conservation des sols dans les trois provinces des Prairies, et dans ce but, nous avons demandé aux fonctionnaires responsables dans les provinces d'en discuter et de nous aider à nous faire une idée de leur nature. Nous discutons actuellement du rapport que nous avons rédigé en collaboration avec les producteurs. Ce qui nous reste à faire, c'est rencontrer les responsables dans les provinces pour nous assurer d'une coopération ordonnée, et pour éviter d'utiliser nos ressources en double. C'est un exercice qui doit être permanent, cela fait partie de nos obligations.

[*Texte*]

Mr. Neil: I would imagine that you have some ideas as to how you would like to see the future of PFRA proceed. Can you give us some idea of what your feelings are, what your plans are, what you would like to see PFRA become in the future?

Dr. Hill: We believe our future is rooted very much in our past, that the fragile soil and water resources will be fragile forever on the prairies. We think it will take a very large effort to maintain that food production capacity on the prairies, so we see our programs in soil and water resources in co-operation with the provinces. We do not see much change in the attitude of the organization. We see ourself as a helpful organization; our job is to help the prairie farmers deal with the climate and the soils on the prairies.

I have not gone into any specifics, but we would hope to concentrate more on the soil in the future, relative to what we have done in the past in terms of soil conservation.

Mr. Neil: I might say, Mr. Minister, that just before Christmas, or just after Christmas, when the question of a water pipeline or a canal for irrigation was being considered by the cities of Regina and Moose Jaw, the PFRA did a very good study of the problem. I had the privilege of attending a meeting when Dr. Hill and his associates made an excellent presentation to about, I suppose, 200 or 300 farmers.

I have another question before my time runs out. There is some concern, Mr. Minister, with respect to community pastures. From time to time there are rumours in communities that some of these pastures will be phased out and the land itself will be transferred to Indian bands to make up for land claims that were never fulfilled under the treaties. I am wondering if you can clarify the situation. Are there, in fact, negotiations going on between your department and the Department of Indian Affairs with respect to some of this land? If so, how many acres of these community pastures are involved, and in what areas are the community pastures that might be affected located?

• 1600

Mr. Whelan: First of all, I just want to say I am aware of the study that Mr. Neil mentioned, Madam Chairman, on the study of supplying the City of Regina with water—and Moose Jaw. Anyone who has visited Regina at certain times of the year can be very concerned about the supply of water. We know that the PFRA has the expertise and their study was an evaluation of the whole project and was accepted. We know also there has been some suggestions by the Interprovincial Steel and Pipe Company that they begin to publicly support the pipeline in arranging financing. I understand the province has now said it would make a contribution of $10 million. But I think the estimate—if I am right, Dr. Hill—is $100 million for the pipeline, and they would probably debenture a part of it. But that is not settled, so the PFRA is still looking into it.

[*Traduction*]

M. Neil: J'imagine que vous devez avoir une idée quant à l'avenir de l'ARAP. Pouvez-vous nous faire part de vos sentiments à ce sujet, quels sont vos plans, comment voyez-vous l'évolution future de l'ARAP?

M. Hill: Nous estimons que notre avenir est une fonction directe de notre passé, que la fragilité des sols et du système hydrographique des Prairies sera toujours une réalité. Nous pensons que pour maintenir la capacité de production alimentaire des Prairies, il faudra faire des efforts considérables, et c'est la raison pour laquelle nous accordons une telle importance à la collaboration avec les provinces pour tous nos programmes de conservation des sols et des ressources en eaux. Le point de vue de l'organisation ne change pas beaucoup. Nous estimons que nous accomplissons un travail très utile, nous sommes là pour aider les agriculteurs des Prairies à faire face aux problèmes causés par le climat et par la nature des sols.

Je ne vous ai pas donné de détails, mais nous envisageons dans l'avenir d'accorder une plus grande importance que par le passé aux questions du sol, de nous intéresser de plus en plus à la conservation des sols.

M. Neil: Monsieur le ministre, juste avant ou après Noël, au moment où les villes de Regina et de Moose Jaw réfléchissaient à la possibilité de construire un canal d'irrigation, l'ARAP a effectué une étude du problème particulièrement utile. J'ai eu l'occasion d'assister à une réunion pendant laquelle M. Hill et ses collègues ont fait un exposé excellent devant 200 ou 300 agriculteurs.

Avant que mon temps ne soit écoulé, je veux poser une dernière question. Monsieur le ministre, les pâturages communautaires inquiètent certaines personnes. Périodiquement, des rumeurs courent selon lesquelles ces pâturages seraient supprimés progressivement et les terres transférées à des bandes indiennes pour régler les revendications territoriales fondées sur les traités non respectés. Pourriez-vous nous donner des détails sur cette situation? Y a-t-il actuellement des pourparlers à ce sujet entre votre ministère et celui des Affaires indiennes? Dans ce cas, combien d'acres de pâturage communautaire sont en cause et où sont-ils situés?

M. Whelan: Madame le président, je peux vous dire tout de suite que je connais l'étude dont M. Neil a parlé, une étude des conditions d'induction d'eau pour les villes de Regina et de Moose Jaw. Quiconque est allé à Regina dans le courant de l'année dernière est en droit de s'inquiéter sérieusement du problème de l'eau. Nous savons que l'ARAP possède les compétences nécessaires et l'étude contenait une évaluation de l'ensemble du projet; ses conclusions ont été acceptées, Nous savons également que la compagnie *Interprovincial Steel and Pipe Company* avait demandé un soutien public du pipe-line sous forme de modalités de financement. Depuis, la province a annoncé qu'elle apporterait une contribution de $10 millions. Mais d'après les évaluations, Monsieur Hill, vous me direz si je me trompe, il y aurait une part sous forme de débentures qui

[*Text*]

Under the native people and the lands in community pastures, as far as I know there has been no discussion taking place that we are going to be getting rid of any of the community pastures. We know about the treaties. You can go way back to 1930, and in 1977, but we do work with the native people quite extensively in different parts of western Canada, even advising them on irrigation, developing—some of them want to develop their own lands, etc.... —and PFRA works very closely with them.

Dr. Hill, you may be able to add more detail to the present status of treaty Indians.

Dr. Hill: Yes; well the issue arose because of unfulfilled treaty claims. There is an agreement between Saskatchewan and the Indian bands concerning how to fulfill those treaties. Some of the pastures we operate were selected for possible transfer, and we informed the patrons that this had happened. There were meetings held and information gathered by Indian affairs, as well as the Indian bands, and we did one fairly in-depth study on the Meeting Lake pasture. That was, if I recollect, a couple of years ago and the issue has not proceeded since then.

Le président: Merci, monsieur Neil.

Monsieur Althouse, vous avez la parole.

Mr. Althouse: Thank you, Madam Chairman.

I wondered if I could get some background information so I can understand a little better the way PFRA works. As we are all aware, there are always problems with jurisdiction in agriculture, whether it is looking after erosion of soil or handling of water and so on. Dr. Hill, or someone else, could you refresh my memory as to just what sort of agreements or authority PFRA works under? Are there agreements or understandings with the various provinces, or do you simply start with the fact that the rivers run across borders, and work from there? Just where is the authority to do some of the projects that could otherwise be construed to be of a provincial nature? How do you manage that balancing act, or is there authority in law?

Dr. Hill: Of course we have the Prairie Farm Rehabilitation Act passed in 1935 that we operate under. I believe, to answer your question, you have to divide the looking after the water resources, I guess, into two areas. One is the regulatory area, and the other is water and soil as it is used for economic development in agriculture as well as in other sectors.

We have no regulatory authorities. We recognize fully the provincial authorities over the water resources and the soil resources and they regulate the use of those resources except in specific cases—international rivers, and there is possibly some federal jurisdiction on interprovincial rivers, but that is relatively undefined.

[*Translation*]

s'élèverait à $100 millions. Quoi qu'il en soit, cela n'est pas encore réglé et l'ARAP suit toujours cette affaire.

Quant aux autochtones et aux pâturages communautaires, que je sache, il n'a jamais été question de nous débarrasser de certains pâturages communautaires. Nous sommes au courant des traités; vous pouvez remonter aussi loin que 1930, et un peu moins loin, en 1977, mais cela dit, nous travaillons en étroite collaboration avec des autochtones dans plusieurs provinces de l'ouest du Canada, nous leur donnons fréquemment des conseils pour des questions d'irrigation, de développement—certains veulent mettre leurs terres en valeur—bref, l'ARAP travaille en étroite collaboration avec eux.

Maintenant, Monsieur Hill, vous aurez peut-être des détails au sujet des traités indiens et de la situation actuelle.

M. Hill: Oui, le problème est venu des dispositions de traités qui n'ont jamais été appliquées. Un accord existe entre la Saskatchewan et les bandes indiennes sur l'application de ces traités. Certains pâturages que nous administrons sont considérés comme susceptibles d'être transférés et nous avons averti les usagers de ces pâturages de cette évolution. Les Affaires indiennes ont organisé des réunions et recueilli des informations; de leur côté les bandes indiennes ont fait la même chose et pour notre part, nous avons fait une étude approfondie sur le pâturage de Meeting Lake. Si je me souviens bien, cela remonte à deux ans et il n'y a pas eu de nouveau depuis lors.

The Chairman: Thank you, Mr. Neil.

Mr. Althouse, you have the floor.

M. Althouse: Merci, madame le président.

Les questions que je vais vous poser vont me servir à mieux comprendre les rouages de l'ARAP. Nous le savons tous, en matière d'agriculture, il y a toujours des problèmes de juridiction, qu'il s'agisse de l'érosion des sols ou des problèmes d'eau. Monsieur Hill ou l'un de ses collègues pourront peut-être me rappeler quels sont les accords ou arrangements qui régissent l'ARAP? Y a-t-il des accords ou des ententes avec les différentes provinces ou bien décidez-vous au départ que, puisque les rivières traversent les frontières, c'est à vous d'intervenir? Qu'est-ce qui vous autorise à faire certaines choses qui, normalement, devraient relever des provinces? Est-ce que vous vous livrez à des exercices d'équilibriste ou bien vous réclamez-vous d'une loi?

M. Hill: Evidemment, nous sommes régis par la Loi de 1935 sur le rétablissement agricole des Prairies. Quant à votre question, on peut dire, je pense, que les ressources hydrographiques se divisent en deux secteurs. D'une part la réglementation, d'autre part la gestion des eaux et des sols nécessaire au développement économique agricole, mais également à d'autres secteurs.

Nous n'avons pas de pouvoir de réglementation; nous reconnaissons pleinement l'autorité provinciale sur les ressources hydrographiques et les sols; ce sont les provinces qui réglementent l'utilisation de ces ressources, à l'exception de cas particuliers, les rivières internationales et une juridiction

[*Texte*]

• 1605

We operate by identifying areas for economic development or stabilization that use water. We then develop the project, and quite often in co-operation with the provinces, possibly under formal or informal agreement, and we get the project to the stage where it can be funded and built. Then we seek funding, under the authority of the PFRA Act quite often, or formally under a combination of DREE Act and the PFRA Act to construct the project. So the authorities we operate under are really economic stabilization, agriculture, rather than the administration of the soil and water resource. Does that answer your question?

Mr. Althouse: I think that helps, yes.

Mr. Whelan: Madam Chairman, to the hon. member, we do have agreements with the provinces, agreements with the native people, which we sign and enter into with them. For instance, the Assiniboia-South Estevan project studies are being undertaken jointly with Manitoba under the provisions of the Canada mandatory interim subsidy agreement on water development for regional economic expansion and drought-proofing. Then you can go to Alberta and you will find that Mr. Cookson, the Alberta environmental minister, wrote to the minister of DREE and PFRA on June 24, 1982, proposing federal involvment in PFRA in the Alberta special areas water development strategy. Proposed federal involvement would be $5 million over four years, plus utilization of PFRA engineering resources. So you have all kinds . . . I should not say all kinds, but you have several agreements with the provinces. You just do not do most of this work helter skelter; it is generally by agreement between the two.

Mr. Althouse: The work on soil salination that has been brought up at previous hearings of the budget estimates, will most of this work be done under the aegis of PFRA, or are there other projects being contemplated as well?

Mr. Whelan: As I said in the opening remarks, PFRA and the agriculture people will be working very closely together. We have talked about the agriculture initiatives program and the development program, or soils and water conservation, whatever you want to call it, that the facilities should be built. We think they should be built perhaps right along side of one another, along side of Agriculture Canada, so you can work closer together, so you utilize every bit of knowledge you have to make it work better.

In response to the severe droughts on the prairies in 1977 and again in 1980, related to soil erosion and water shortage problems, PFRA completed a major reorganization in 1981. This reorganization resulted in the creation of a new soil and water conservation branch that consolidated ongoing conservation branch activities related to on-farm water supplies, utilization of marginal lands within the community pastures

[*Traduction*]

fédérale possible sur les rivières interprovinciales, mais cela reste relativement indéfini.

Nous commençons par délimiter des régions qui ont besoin d'eau pour leur développement économique ou pour des entreprises de stabilisation. Nous mettons ensuite un projet au point, très souvent en collaboration avec les provinces, parfois dans le cadre d'ententes officielles ou officieuses, puis nous parvenons au stade du financement et de la construction. Nous cherchons alors une source de financement, très souvent dans le cadre de la Loi de l'ARAP ou encore dans le cadre des lois combinées du MEER et de l'ARAP. Autrement dit, nos pouvoirs portent sur la stabilisation économique, l'agriculture, beaucoup plus que sur l'administration des sols et des ressources en eau. C'est bien ce que vous vouliez savoir?

M. Althouse: Je pense que c'est utile, oui.

M. Whelan: Madame le président, monsieur le député, nous avons effectivement des ententes avec les provinces, des ententes avec les autocbtones. Par exemple, nous entreprenons actuellement des études sur le projet Assiniboia—South Estevan en collaboration avec le Manitoba et dans le cadre des dispositions des ententes intérimaires obligatoires sur le développement des ressources en eau destinées à l'expansion économique régionale et à la lutte contre la sécheresse. Passez ensuite en Alberta, vous constaterez que M. Cookson, le ministre de l'Environnement de l'Alberta, a écrit au ministre du MEER et de l'ARAP le 24 juin 1982 pour proposer au gouvernement fédéral de participer à la stratégie de développement des ressources en eau dans certaines régions de l'Alberta. La participation fédérale serait de cinq millions de dollars sur quatre ans, plus le recours au service de génie de l'ARAP. Il y a toutes sortes . . . je ne devrais pas dire toutes sortes, mais en tout cas plusieurs ententes avec les provinces. C'est un travail qu'on ne peut pas faire au petit bonheur, il importe de se concerter.

M. Althouse: Les travaux sur le degré de salinité des sols dont nous avons déjà entendu parler au cours de débats sur le budget? Est-ce que dans l'ensemble ces travaux se font sous l'égide de l'ARAP ou bien a-t-on d'autres projets également?

M. Whelan: Comme je l'ai dit au départ, l'ARAP et les gens d'Agriculture Canada vont travailler en étroite collaboration. Nous avons déjà parlé du programme d'initiative agricole et du programme de développement, c,est-à-dire de conservation des sols et des ressources en eau, peu importe comme on l'appelle, l'important, c'est de construire ces installations. Nous pensons qu'on pourrait les construire à proximité des installations d'Agriculture Canada, cela permettrait de travailler en plus étroite collaboration puisque mieux on utilisera la moindre parcelle de savoir, mieux cela marchera.

A la suite des sécheresses graves de 1977 et de 1980 dans les Prairies, et pour faire face à l'érosion des sols et à la pénurie d'eau provoquée par ces périodes de sécheresse, l'ARAP a mené à bien une grande ré-organisation en 1981. Cette réorganisation a abouti à la création d'une nouvelle direction de la conservation des sols et des eaux, qui a regroupé toutes les activités permanentes de conservation dans les domaines de

[*Text*]

and the distribution of trees for shelter-belt plantings—which I have already talked about, the trees at Indian Head. In addition, a soil conservation planning section was established and staffed with soil specialists whose initial responsibility was to generate an evaluation of land degradation problems increasingly perceived as a major threat to the prairie land resource base.

The report on this evaluation has been recently released for public discussion. I do not know if the members have copies, but they can get them if they have not received them. As an extension of this process, and in response to farmers' requests, PFRA has also become involved in several pilot projects involving soil salinity and erosion that are intended to futher test the efficacy and appropriateness of available technology to deal with some of the degradation problems. I have all kinds of notes on this, and we could . . .

Mr. Althouse: I guess I am a little concerned, not with the job that PFRA is doing in the prairie region, but whether the same kinds of ability to do soil and water analysis and provide demonstration projects are available in other parts of the agricultural area of Canada.

• 1610

I know, for instance, there is a lot of soil erosion in some of the corn and potato lands of this country, in both Ontario and Quebec, and quite a bad problem in parts of New Brunswick in the potato area. Does the department have some kind of program similar to PFRA in those regions of the country to address the problems of soil erosion and degredation of our soils in most parts of the country, or is this something we have to wait for?

Mr. Whelan: Madam Chairman, what the hon. member says is so true, because most people, when they think of soil conservation or soil erosion by wind or water, only think of the prairie provinces; but we have a terrible problem, as you say, in the areas where we are growing corn and soy beans, especially the row crops, where we are growing . . . I do not think under the present legislation—we would have to amend it if we were going to expand Prairie Farm Rehabilitation to cover all of Canada. I am a strong believer in . . . if you read the proceedings of the House of Commons, you will see that other members who have spoken over a period of years in the House of Commons have recommended that maybe it should not be called just "Prairie Farm Rehabilitation": it should be called "Canadian Farm Rehabilition".

Mr. Hargrave: Do not get reckless, now.

Mr. Whelan: I would think if we are going to develop, for instance, northern Ontario, northern New Brunswick, and parts of New Brunswick, in that area, there is an expertise that PFRA, for instance, have used in many parts of the world, where they have assisted other . . . Surely we could assist other parts of Canada to use that expertise in developing new land to

[*Translation*]

l'approvisionnement d'eau des fermes, de l'utilisation des terres marginales parmi les pâturages communautaires, de la distribution de plants d'arbres destinés aux coupe-vent et dont je vous ai déjà parlé, l'entreprise de sylviculture d'Indian Head. De plus, un service de planification de la conservation des sols a été créé et confié à un personnel spécialisé dans les sols, dont la première responsabilité a été de préparer une évaluation des problèmes de dégradation des terres qui sont en train de devenir une des principales menaces contre le potentiel agricole des Prairies.

Le rapport sur cette évaluation vient d'être publié; je ne sais pas si vous en avez reçu des exemplaires, mais vous n'aurez aucun mal à les obtenir. En complément de cet exercice, et pour répondre aux demandes des agriculteurs, l'ARAP s'est également occupée de plusieurs projets pilotes sur la salinité des sols et l'érosion; il s'agit de mieux éprouver l'efficacité et l'utilité des techniques actuelles de lutte contre le problème de la dégradation. J'ai des quantités de notes sur la question et nous pourrions . . .

M. Althouse: Ce ne sont pas tant les travaux de l'ARAP dans les Prairies qui m'intéressent que la possibilité d'étendre ces travaux à d'autres régions agricoles du Canada, et je pense plus particulièrement aux analyses des sols et des eaux, aux programmes de démonstration de techniques, etc.

Je sais, par exemple, qu'il y a graves problèmes d'érosion des sols dans certaines terres à maïs et à pommes de terre, à la fois en Ontario et au Québec; c'est aussi un problème assez grave dans certaines régions du Nouveau-Brunswick, dans la région de la pomme de terre. Est-ce que le ministère a pour ces régions des programmes comparables à ceux de l'ARAP pour faire face aux problèmes d'érosion des sols et de dégradation ou bien faudra-t-il encore attendre de tels programmes?

M. Whelan: Madame le président, les observations de l'honorable député sont particulièrement pertinentes parce que, lorsqu'on parle de conservation des sols ou d'érosion des sols par le vent ou par l'eau, on a tendance à penser uniquement aux Prairies, mais, comme vous le dites, nous avons de terribles problèmes dans les régions où l'on cultive le maïs, le soja, en particulier dans les régions où l'on plante en rangées et où on cultive . . . Je ne crois pas que la législation nous permette . . . il faudrait la modifier pour pouvoir étendre l'administration du rétablissement agricole des Prairies au reste du Canada. Personnellement, et si vous lisez le hansard de la Chambre des communes depuis plusieurs années, vous verrez que je ne suis pas le seul, je suis convaincu qu'il faudrait remplacer le titre de rétablissement agricole des Prairies par celui de «Rétablissement agricole canadien».

M. Hargrave: Ne nous énervons pas.

M. Whelan: Je pense que si nous voulons développer, par exemple, le nord de l'Ontario, le nord du Nouveau-Brunswick et d'autres parties de cette province, l'ARAP a certainement des compétences précieuses; elles ont été mises à l'épreuve dans de nombreuses régions du monde et le moins que nous puissions faire, c'est d'aider d'autres régions du Canada, de les faire bénéficier de nos connaissances dans le domaine du

[*Texte*]

make sure we develop it in such a way that that erosion does not take place.

In the heart of southern Ontario—it is the most productive probably of all of Canada—fence rows have been removed and this type of thing. You can go in those areas when there is no snow cover and the roofs of the houses and everything would be covered with a sort of brownish, blackish, topsoil that is blowing. They realize they have to do something there. They are losing—I cannot remember the figure exactly, but in the Great Lakes system, out of Ontario, I think it is over one million tonnes, they estimate, a year, that goes down the Great Lakes system through erosion.

So there are a lot of conservation practices that have to be put into force in that area. I again look to PFRA probably in time as being a body that can cover the needs of most of Canada, and especially some parts of Canada that we are developing.

I was in Newfoundland recently, and Newfoundland has certain agricultural potential that is not being developed. Some of it needs drainage, this type of thing. In certain instances they need assistance for developing and clearing land to do it in a proper fashion. Again I think PFRA has the experience that could be used there—that knowledge.

Mr. Althouse: I think my time is nearly up, but one last question. Could the minister tell us what has become of the projects that did exist, or perhaps do exist, in the Maritimes and central Canada—patricularly, though, the Maritimes—which were under, I think, the DREE program, now that that has been moved around? Are those agricultural projects still ongoing?

Mr. Whelan: Yes. We are renewing the agreements for agricultural development in those areas, under a slightly different program, where the federal government probably gets more recognition. They seem to be working out fairly well. Under the new agricultural initiative programs, they will be expanded, too. As I said, if PFRA, for instance, can work in Indonesia, it can work in New Brunswick or . . .

Mr. Althouse: Have those particular programs developed some expertise, so that they can do a PFRA kind of job, or are they simply administering money?

Mr. Whelan: We think so, yes. It would be up to the experts, Dr. Hill and his people, to be able to say whether they could or they could not. I know some of the projects they have been involved in, in western Canada and in other parts of the world. I think if you give them any challenge, they would accept it.

Mr. Althouse: I was referring to the DREE people in the Maritimes. Do they have experts . . .

[*Traduction*]

défrichage, de tous les moyens que nous avons pour empêcher l'érosion.

Au coeur même du sud de l'Ontario, probablement la région la plus productive du Canada, les clôtures de protection ont été arrachées, c'est un exemple. Allez dans ces régions-là lorsqu'il n'y a pas de neige et vous verrez que tout, jusqu'aux toits des maisons, est recouvert d'une poussière de terre très fine, brun-noir, qui s'est envolée. Les gens se rendent compte qu'il faut faire quelque chose. Je ne me souviens plus du chiffre exact, je crois que l'Ontario perd quelque chose comme un million de tonnes de terre arable par année qui disparaît dans le système des Grands Lacs par érosion.

Par conséquent, c'est une région où il y a tout lieu d'appliquer de sérieuses mesures de conservation. Je le répète, à long terme, c'est probablement l'ARAP qui est le mieux équipée pour faire face aux besoins de la plupart des régions du Canada, en particulier celles qu'on commence à mettre en valeur.

Je suis allé récemment à Terre-Neuve et c'est certainement une région où il y a un potentiel agricole non utilisé. Dans certains cas, il faudrait drainer, etc. Dans certains cas, les gens de Terre-Neuve auraient besoin d'aide pour mettre en valeur et défricher des terres selon des techniques reconnues. Je le répète, l'ARAP a les compétences nécessaires, les connaissances appropriées.

M. Althouse: Je crois que mon temps est presque terminé, mais il me reste une question. Le ministre peut-il nous dire ce que sont devenus ces projets qui relevaient du MEER, je pense, et qui étaient destinés aux Maritimes et au Canada central? Ces projets agricoles existent-ils toujours et que sont-ils devenus avec la réorganisation?

M. Whelan: Oui. Nous reconduisons les ententes de développement agricole dans ces régions dans le cadre d'un programme un peu modifié et qui reconnaît peut-être un peu mieux le rôle joué par le gouvernement fédéral. Ces programmes semblent fonctionner de façon assez satisfaisante. Dans le cadre des nouveaux programmes d'initiative agricole, ils prendront également une nouvelle expansion. Comme je l'ai dit, si l'ARAP peut être utile en Indonésie, elle devrait certainement pouvoir faire quelque chose pour le Nouveau-Brunswick . . .

M. Althouse: Est-ce que ces programmes ont permis d'acquérir de l'expérience, des connaissances comparables à celles de l'ARAP, ou bien s'agit-il simplement d'administrer des fonds?

M. Whelan: Nous pensons que oui. Evidemment, c'est aux experts, à M. Hill et à ses collègues, d'en juger. Personnellement, je connais certains de leurs projets de l'Ouest du Canada et d'autres parties du monde. Je pense que placés devant un défi, ils ne reculent pas.

M. Althouse: Je parlais des gens du MEER dans les Maritimes. Ont-ils des experts . . .

[*Text*]

Mr. Whelan: Practically all those DREE programs, as they come up for renewal, are transferred to the Department of Agriculture.

• 1615

Le président: Merci, monsieur Althouse. Monsieur Ferguson.

Mr. Ferguson: Yes, I was particularly interested in the minister's comments that they are losing about 2.2 million hectares—they have lost that much—through salinity problems. Did I understand him correctly that he said this is increasing about 10% a year?

Mr. Whelan: Yes, that is correct.

Mr. Ferguson: I am particularly interested in the type of drainage systems we have in Ontario, and I know there are some of them working in western Canada now. I am talking about an installation of drainage tile, we call it in Ontario, but yet there are other benefits too, even in the dryland areas, By allowing the aeration of the soil, it gives you much more malleable soil structure and better retention of moisture. Also we find much deeper root penetration in tiled land than we do in untiled land. Even a field that has no drainage problems in our area, if we tile it we increase our productivity. I wonder whether any work is being done on this. I know some tile drainage contractors are working out there, but to date I do not believe there has been any involvement by PFRA or Agriculture Canada to check it out on the salinity. Yet the operators tell us that a very distinct change takes place when they instal this tile and perhaps go around the edge of a slough with it and maybe drain the slough and put in a proper catch basin to avoid the erosion. Has any work been done on this by the Department of Agriculture or PFRA?

Mr. Whelan: I do not know. I will ask Dr. Hill.

Dr. Hill: I believe there is very little research done, although I know of two projects that have used tile in trying to find solutions to the salinity problem. There is a considerable amount of tile going in but there is concern, I guess, from two points. One is that the tile actually works effectively, especially in heavy soils, and it does not plug up and therefore become ineffective, which has happened in some cases. The other concern of course is when that highly saline water is drained, it has to be put someplace and quite often people on the receiving watercourse object to the drainage going into the watercourse.

I know it has not answered the research question, but the process is continuing; more and more is being put in.

Mr. Ferguson: I understand from those who put it in that there is a dramatic change. Do you expect to be doing anything in this area in the next year, or this year in fact, to show the farmers in demonstration areas what can be done?

[*Translation*]

M. Whelan: Pratiquement tous les programmes du MEER qui arrivent à un renouvellement sont transférés au ministère de l'Agriculture.

The Chairman: Thank you, Mr. Althouse. Mr. Ferguson.

M. Ferguson: Oui, ce que le ministre a dit à propos des 2.2 millions d'hectares perdus chaque année à cause des problèmes de salinité m'a particulièrement intéressé. A-t-il bien dit que la surface des terres touchées augmentait d'environ 10 p. 100 par année?

M. Whelan: Oui, c'est exact.

M. Ferguson: La réseau de drainage de l'Ontario m'intéresse particulièrement; je sais qu'il y a également des projets en cours dans l'Ouest du Canada. Je parlais de l'installation de tuiles de drainage, comme on les appelle en Ontario, qui ont d'autres avantages également, même dans les terres les plus sèches. En facilitant l'aération du sol, ces tuiles permettent la formation d'une structure beaucoup plus maléable qui retient beaucoup plus efficacement l'humidité. De plus, on constate que les racines pénètrent beaucoup plus profondément dans les terres où des tuiles de drainage ont été installées. Dans notre région, même lorsqu'il n'y a pas de problème de drainage dans un champ, si des tuiles sont installées, la productivité augmente. Je me demande si on s'occupe de cette question. Je sais qu'il y a des entrepreneurs qui posent des tuiles de drainage dans certaines régions, mais jusqu'à présent, je ne pense pas que l'ARAP ou Agriculture Canada ait vérifié leur effet sur le degré de salinité. Pourtant, les agriculteurs nous disent que ces tuiles le font baisser notablement lorsqu'on les installe en bordure d'un marécage pour le drainer, quitte à la remplacer par un bon bassin de rétention pour éviter l'érosion. Est-ce que le ministère de l'Agriculture ou l'ARAP se sont occupés de cet aspect?

M. Whelan: Je ne sais pas; je vais demander à M. Hill.

M. Hill: Je ne pense pas qu'il y ait eu tellement de recherche, mais je connais toutefois deux projets d'utilisation de tuiles pour résoudre les problèmes de salinité. Je sais qu'on installe actuellement beaucoup de tuiles, mais il semble qu'elles posent encore deux problèmes principaux: d'une part, ces tuiles sont très efficaces, surtout en sol lourd, et alors elles se bouchent et deviennent inutilisables comme cela s'est produit quelquefois. D'autre part, dans les régions où l'eau a un haut degré de salinité, une fois qu'on l'a recueillie, il faut bien la mettre quelque part, et les gens qui sont en aval dans le système hydrographique sont contre ce système de drainage.

Je sais bien que je n'ai pas répondu à votre question sur la recherche, mais je peux vous dire que l'utilisation des tuiles se répand de plus en plus.

M. Ferguson: Des gens qui en ont fait poser m'ont dit que cela faisait un changement étonnant. Avez-vous l'intention de vous pencher sur cela d'ici un an, ou même cette année, par exemple de montrer ce qui peut être fait aux agriculteurs de certaines régions?

[*Texte*]

Dr. Hill: We have no specific plans to do that at this time, but we are going to be looking at several different types of demonstrations and that will be on our list to evaluate.

Mr. Ferguson: One of the contractors I am very familiar with indicated that in some of the work he had seen out there they are installed far too deep to achieve the results. I believe in our area we usually look for about 30 inches of soil cover. That seems to work most effectively, except for the main drains, of course, which have to be much deeper. I believe there is an opportunity there for Agriculture Canada and PFRA to do some demonstration work, and I am keenly interested to see it proceed to see if we can turn this situation around. I believe, from what I have been told by the contractor who has been working there, that it is through the evaporation that the saline salts come to the top, through that process, and if we can reverse the process there would be a distinct advantage, not only to the farmer, but to halt the amount of land going out of production.

Has the PFRA looked at any of the drainage projects in, for example, Ontario? I think there are four other members of Parliament around here who probably have their own lands done.

Dr. Hill: No, we have not done an investigation of Ontario drainage. However, the prairie drainage is a slightly different problem in that quite often the areas are quite small that you are working with. In fact, the bottom of the sloughs quite often are not saline; it is the rim around the slough that becomes saline and then spreads from there. So it is generally believed that the solution to the problem on a global scale or a prairie scale is to reduce the amount of in-flow water going into the recharge areas rather than treating the discharge areas with drainage, although all techniques are being used and will be used in the future. I believe the general feeling is that the best solution is an upland management solution.

• 1620

Mr. Ferguson: The contractor who contacted me about this came from the Kindersley area originally as a young fellow, and he has gone back to see if he can correct it. Apparently they have had a degree of success in this area. I, for one, would certainly like to see more research work done on this type of project, because of the obvious advantages and to arrest this situation. That is all. Thank you, Madam Chairman.

Mr. Whelan: Could I ask Mr. Ferguson just one question? I gathered from what you said that they are putting the tile drainage deeper in western Canada than they do in eastern Canada.

Mr. Ferguson: I was advised that some of the projects put in by the provincial government were put in far too deep to be effective. Consequently, they were very slow in reacting. It is that top 30 inches where we want the aeration to take place—in the malleable soil conditions. Some of the extension people in the various provinces there think they have to be down four or five feet, but this is certainly not the case. He was quite concerned about this philosophy.

[*Traduction*]

M. Hill: Nous n'avons pas de projet dans ce sens pour l'instant, mais nous étudierons plusieurs types de démonstrations pour en évaluer l'utilité.

M. Ferguson: Un entrepreneur que je connais bien m'a dit qu'il a vu des tuiles placées tellement profondément qu'elles perdaient toute efficacité. Dans ma région, je crois qu'en général il s'agit d'environ 30 pouces de terre arable. C'est à cette profondeur-là que cela semble le plus efficace, à l'exception, bien sûr, des drains principaux qui doivent être enterrés beaucoup plus profondément. Je crois qu'Agriculture Canada et l'ARAP pourraient organiser des démonstrations; ce serait très intéressant et j'aimerais beaucoup voir s'il est possible de renverser cette situation. Ce contracteur a travaillé dans la région, et il m'a dit que les sels en question remontaient à la surface par évaporation; s'il était possible de renverser le processus, ce serait une excellente chose, par seulement pour les agriculteurs, mais cela permettrait également de continuer à cultiver des terres qu'on abandonne actuellement.

Est-ce que l'ARAP a étudié certains projets de drainage, en Ontario par exemple? Il doit y avoir quatre autres députés qui sont propriétaires de leurs propres terres, eux aussi.

Dr. Hill: Non, nous n'avons pas étudié les systèmes de drainage en Ontario. Toutefois, les problèmes de drainage des Prairies sont quelque peu différents car très souvent les terres dont vous parlez sont relativement peu étendues. En fait, le fond du marécage n'est pas alcalin, c'est le bord du marécage qui s'alcalinise et cela s'étend. On pense donc en général que la solution au problème est en général ou du moins pour les Prairies, de réduire la quantité d'eau pénétrant dans la zone plutôt que de traiter la zone en la drainant même si l'on utilise toutes les techniques existantes. Le sentiment général semble donc être que la meilleure solution est de s'occuper des terres hautes.

M. Ferguson: L'entrepreneur qui m'a contacté à ce sujet venait de la région de Kindersley et est retourné voir s'il pouvait remédier à la chose. Il semble avoir remporté quelque succès dans cette région. J'aimerais évidemment que l'on effectue plus de recherches de ce genre, étant donné les avantages certains que cela pourrait apporter si l'on parvenait à renverser cette situation. C'est tout. Merci, madame le président.

M. Whelan: Puis-je demander à M. Ferguson quelque chose? Avez-vous dit que l'on enfonce plus profondément les tuiles de drainage dans l'ouest du Canada que dans l'est du Canada?

M. Ferguson: On m'a signalé que certains systèmes de drainage du gouvernement provincial ont été enterrés trop profondément pour être efficaces, et qu'ainsi la réaction est très lente. C'est dans les 30 pouces supérieurs que nous souhaitons l'aération, là où le sol est maléable. Certains spécialistes des diverses provinces estiment qu'il faut les enterrer à quatre ou cinq pieds, mais ce n'est certainement pas le cas. L'entrepreneur s'est déclaré très inquiet.

[*Text*]

Le président: Merci, monsieur Ferguson.

Monsieur Hargrave.

Mr. Hargrave. Thank you.

Mr. Minister and Dr. Hill and Mr. Deputy, I wanted to remind the minister that I have already complimented you on your new responsibilities in another meeting with having PFRA brought back home. I will not enlarge on that, but I would like to just take a moment, as I always do when PFRA specifically are the witnesses, no matter who they are responsible to. I always welcome Dr. Hill very warmly back to the committee. It is nice to see you with us again. I am sorry I was a little late here.

Mr. Minister, I have always raised certain sort of long-range concerns of mine with Dr. Hill, and I would like to do it again, if I may. The first one I want to raise with Dr. Hill is perhaps a brief update, if there is one, on the drought contingency program that PFRA has established and I believe has under its authority and is working at. Could you give us an update on that one?

Dr. Hill: Thank you, Mr. Hargrave, for your words of welcome.

We maintain a surveillance system, and report about this time of the year with regard to surface water and soil moisture on the prairies. This year I am happy to report that, although there are some spotty areas in northern Alberta, generally the water conditions and the soil moisture reserves are fair to normal. So that process goes on. If there is a drought imminent, then we report once a month to ministers on the status in western Canada.

We are also undertaking long-range studies . . .

Mr. Hargrave: That is the one I was particularly interested in.

Dr. Hill: These we are undertaking in Manitoba and Saskatchewan under agreement with the provinces. With the results of these studies we hope to be able to test a number of questions with regard to continuous cropping and with regard to the economic impact of serious drought—two-year drought, one-year drought—and find ways to develop programs to lessen the impacts of drought in the long run.

• 1625

Right now in Saskatchewan and Manitoba we are at the stage of completing what we call phase one; that is, the development of economic models, reports on the state of the art in terms of conservation farming. We are undertaking a consultation now before we go into phase two. We are holding a meeting at the end of this month with leaders from the Province of Saskatchewan to tell them what we have in our bag of tools and invite them to join us in testing what may occur with these fairly sophisticated economic tools.

[*Translation*]

The Chairman: Thank you, Mr. Ferguson.

Mr. Hargrave.

M. Hargrave: Merci.

Monsieur le ministre, monsieur Hill et monsieur le sous-ministre, je voulais tout d'abord vous féliciter à nouveau d'avoir réassumé la responsabilité de l'ARAP. Je n'insisterai pas longtemps, mais chaque fois que nous avons l'ARAP comme témoin, peu importe l'organisme dont elle relève, j'aime prendre le temps de souhaiter la bienvenue à M. Hill. C'est toujours un plaisir que de vous retrouver. Je regrette d'être arrivé un peu en retard.

Monsieur le ministre, j'ai l'habitude de poser à M. Hill des questions d'assez longue portée, et si vous le permettez, c'est ce que j'entends faire à nouveau. Tout d'abord, peut-il nous mettre brièVement à jour sur le programme de lutte contre la sécheresse mis sur pied par l'ARAP et, si je ne m'abuse, dirigé par l'ARAP. Pourriez-vous nous dire où cela en est?

M. Hill: Merci, monsieur Hargrave, de cet accueil chaleureux.

Nous avons établi un système de surveillance et présentons un rapport environ à cette époque-ci sur les eaux de surface et l'humidité du sol des Prairies. C'est avec plaisir que je puis vous indiquer que cette année, même s'il y a quelques zones plus problématiques dans le nord de l'Alberta, le niveau d'eau et les réserves du sol semblent atteindre la normale. C'est donc un processus continu. En cas de sécheresse imminente, nous présentons un rapport mensuel aux ministres.

Nous entreprenons également des études de longue portée . . .

M. Hargrave: C'est ce qui m'intéressait plus particulièrement.

M. Hill: Cela touche le Manitoba et la Saskatchewan, où nous avons des accords avec les gouvernements provinciaux. Nous espérons que le résultat de ces études nous permettra de répondre à un certain nombre de questions touchant la culture industrielle continue et l'incidence économique d'une grave sécheresse—de deux ans ou d'un an—afin de trouver comment élaborer des programmes permettant de diminuer à long terme ses effets.

A l'heure actuelle, en Saskatchewan et au Manitoba, nous terminons ce que nous appelons la première phase; à savoir la constitution de modèles économiques, les rapports sur l'évolution de l'agriculture de conservation. Nous entreprenons maintenant un processus de consultation avant de passer à la deuxième phase. Nous devons avoir une réunion à la fin du mois avec les chefs de la Saskatchewan à qui nous devons dire ce que nous avons à notre disposition, et que nous voulons inviter à tester avec nous ces outils économiques assez complexes.

[*Texte*]

Once that happens we will be able to go through the process of testing different policies and trying to determine what the impact of that would be under different conditions and different policies.

In Manitoba the situation is parallel to that. I used Saskatchewan for an example because we are slightly ahead there and we are going into the consultation phase.

Mr. Hargrave: Dr. Hill, you did not mention Alberta. Is it fair to assume that perhaps Alberta is doing the same type of long-range planning on their own? Is that a fair assumption, or will PFRA eventually include at least the drought areas in the southern part of the province in that same long-range study?

Dr. Hill: When we undertook these studies we invited Alberta to participate with us. They had some similar studies going on, and they also, I believe, wished to wait and see how the studies of Manitoba and Saskatchewan developed and how useful they were going to be. I think probably now is the stage to ask Alberta to come and see what we have done and to see if they wish to participate in the future.

Mr. Hargrave: I am very pleased to hear that this long-range type of planning is indeed under way. I am very pleased to hear that report, Dr. Hill.

Also, I know the minister has already remarked about this land degradation and the soil conservation subject, and I was privileged of course to get that excellent report, dated November 1982, by PFRA on this subject. But could you tell us, in perhaps general terms, is that an ongoing study, or what is the status of it? You have brought out that excellent report, as I said, but what is the status of that whole subject?

Dr. Hill: The study started two years ago, when we had a number of requests from farmers and other people to take a look at PFRA's role in soil conservation. And this is, as Mr. Whelan said, when we reorganized our activities and made way for this soil planning unit. This planning unit produced that report. We are going through the discussion phase now. We have met with, I think, 20-some-odd organizations, and we will continue into the spring meeting with organizations and provincial governments in an attempt to determine whether the report is on base or not and to get a general feedback on where especially farmers think our efforts should be put in soil conservation.

When that is done, we will be able to sit down and take all this advice in and finalize the report and develop concepts of our own, together with provincial government consultation on where we should go with soil conservation programming.

Mr. Hargrave: Within that study, are you also looking at this whole question that is, I think, getting a fair amount of attention now, the question of summer fallowing and whether or not it should be actively pursued, or whether we can indeed get along with it?

Mr. Whelan: Madam Chairman, Mr. Hargrave, we think that is one of the worst problems of all, causing one of our biggest problems. We know it is. We are convincing some

[*Traduction*]

Nous serons ensuite en mesure de tester différentes formules et d'essayer de déterminer ce qu'en serait l'incidence dans diverses situations.

C'est la même chose au Manitoba. J'ai pris l'exemple de la Saskatchewan, car nous sommes un petit peu plus en avance dans cette province puisque nous entamons maintenant la phase de consultation.

M. Hargrave: Monsieur Hill, vous n'avez pas parlé de l'Alberta. Peut-on supposer que l'Alberta fait de son côté ce genre de planification à long terme? Ou faut-il penser que l'ARAP inclura finalement au moins les zones de sécheresse du sud de cette province dans son étude?

M. Hill: Lorsque nous avons entrepris ces études, nous avons invité l'Alberta à y participer. La province avait des études similaires en cours et je crois qu'elle voulait, d'autre part, attendre de voir ce que donneraient les études au Manitoba et en Saskatchewan. Ce serait probablement le moment de redemander à l'Alberta de venir voir ce que nous avons fait et de décider si la province participera dorénavant.

M. Hargrave: Je suis très heureux d'apprendre que ce genre de planification à long terme est en cours. Merci beaucoup de ce rapport, monsieur Hill.

Je sais que le ministre a déjà parlé de la dégradation des terres et de la conservation des sols et que j'ai eu le privilège de recevoir l'excellent rapport publié à ce sujet par l'ARAP en novembre 1982. Pourriez-vous toutefois nous dire, de façon générale peut-être, s'il s'agit d'une étude continue ou d'autre chose? Vous avez publié cet excellent rapport, c'est certain, mais où en sommes-nous dans ce domaine?

M. Hill: L'étude a débuté il y a deux ans après qu'un certain nombre d'agriculteurs et d'autres personnes nous aient demandé d'examiner le rôle de l'ARAP dans la conservations des sols. Comme l'a dit M. Whelan, lorsque nous avons réorganisé nos activités pour nous doter d'un service de planification des sols, ce service a publié ce rapport. Nous en discutons actuellement. Je crois que nous avons déjà eu des rencontres avec quelque 20 organismes et que nous continuerons ces consultations au printemps pour essayer de déterminer si le rapport est exact et pour obtenir l'avis de toutes les instances que nous consultons et particulièrement des agriculteurs, sur la nécessité de concentrer nos efforts sur la conservation des sols.

Nous pourrons ensuite réfléchir à tout ce que nous aurons entendu et finalisé le rapport avant d'arrêter en consultation avec les gouvernements provinciaux certains programmes de conservation des sols.

M. Hargrave: Etudiez-vous entre autres toute la question des jachères d'été et de leur nécessité?

M. Whelan: Madame le président, monsieur Hargrave, nous pensons qu'il s'agit là d'un des problèmes les plus difficiles pour nous. Nous en sommes convaincus. Nous réussissons à

[*Text*]

farmers; but some farmers are hard to convince that this is the right procedure to follow, the right practice to follow, so it is going to take some time.

• 1630

Mr. Hargrave: Let me put this to both you, Mr. Minister, and to Doctor Hill, then. There are some of us in the short grass country, as I always call it, where the evaporation rate is up. It is 40 or 42 inches a year and our precipitation is only 10 or 11 inches, including the snow equivalent. The main reason for summer fallowing a lot of our cultivated areas is to try to conserve moisture, two years in one. You know the story. While we lose a lot of that, some of our long-time farmers would be reluctant to quit that down in the southeast corner of Alberta and the southwest corner of Saskatchewan. Does this present a kind of a conflict of interest in this regard?

Mr. Whelan: Yes. I do not pretend to be an expert on it. Dr. Hill has a great expertise on this. I visited in your province, and we will be visiting in Saskatchewan in about two or three weeks, some farm operations under zero tillage, this type of thing, to conserve soil, to conserve moisture that ... Some of them, I must say, are very appealing to me. We have people from all over the world coming to see how the scientists have developed this program, how the farmers are using it, how successful it is, and what the economics of it are. I would ask Dr. Hill, then, or the deputy minister, to comment on what they think about the advice we are giving to people on summer fallow.

Mr. J.P. Connell (Deputy Minister, Department of Agriculture): Well, Mr. Minister, I do not profess to be an expert either, and even less in Mr. Hargraves' short grass country. However, I was interested, when I was in Regina at a conference on soil conservation a couple of weeks ago, in the degree of support among scientists and among producers for the elimination of summer fallow as it has been practiced for the purpose of conserving moisture and improving the soil.

From my very limited knowledge, having read about the way farming is practised in the west, I always assumed this is what should be done.

Mr. Hargrave: I want to make it perfectly clear ...

The Chairman: Your very last question.

Mr. Hargrave: —that I can see a genuine change coming in those central and more northerly areas. But my question was quite specific to the ... But Harry knows the country and I know it from 10 years of the drought and the depression too.

Dr. Hill: Yes. Madam Chairman, certainly the farmers really summer fallow for three purposes: one is to control weeds, which is not as prevalent now with other weed control matters; another is to convert organic matter into nitrogen to grow the crop; the last is to store the moisture over the winter in order to grow the crop. Certainly the dryer the area one gets into, the more difficult it is to believe that continuous cropping is sustainable through drought periods.

[*Translation*]

convaincre certains agriculteurs, mais certains autres sont difficiles à convaincre. Il faut qu'ils comprennent que c'est la meilleure solution et cela risque de prendre un certain temps.

M. Hargrave: Je pose alors cette question à la fois au ministre et à M. Hill. Certains d'entre nous au pays de l'herbe courte, comme je l'appelle toujours, où l'évaporation est très forte, de 40 ou 42 pouces par an, alors que nos précipations ne sont que de 10 à 11 pouces, neige comprise, j'estime que la principale raison des jachères d'été dans beaucoup de nos régions cultivées est d'essayer de conserver l'humidité, de faire deux années en une. Vous connaissez l'histoire. Si cela se perd beaucoup, certains de nos vieux agriculteurs ne sont pas prêts à changer, dans le sud-est de l'Alberta et dans le sud-ouest de la Saskatchewan. Y a-t-il là un certain conflit d'intérêt?

M. Whelan: Oui. Je ne prétends pas être expert. M. Hill connait beaucoup mieux la question mais je suis allé dans votre province et nous devrions nous rendre en Saskatchewan d'ici deux ou trois semaines. Dans certains cas il s'agit de labourer sous zéro, ce genre de chose pour conserver le sol, pour conserver l'humidité qui ... je dois dire que dans certains cas cela me semble très intéressant. Il y a des gens qui viennent du monde entier voir le genre de programme mis sur pied par nos chercheurs, la façon dont les agriculteurs les utilisent, les résultats obtenus et l'aspect économique de la chose. Je demanderais donc à M. Hill ou au sous-ministre de vous dire ce qu'il pense des conseils que nous donnons sur les jachères d'été.

M. J.P. Connell (sous-ministre, ministère de l'Agriculture): Ma foi, monsieur le ministre, je ne prétends pas non plus être un expert et encore moins lorsqu'il s'agit du pays de l'herbe courte de M. Hargrave. Toutefois lorsque je suis allé à une conférence à Régina sur la conservation du sol il y a environ 15 jours, j'ai trouvé intéressant de voir le nombre de chercheurs et de céréaliculteurs qui préconisaient l'élimination des jachères d'été pour conserver l'humidité et améliorer le sol.

D'après ce que je savais et d'après ce que j'avais lu sur l'agriculture dans l'Ouest, je supposais que c'était nécessaire.

M. Hargrave: Qu'il soit très clair.

Le président: C'est votre derniere question.

M. Hargrave: ... que l'opinion semble véritablement évoluer dans les régions du centre et plus au Nord. Ma question portait néanmoins très précisément sur ... enfin Harry connait le pays et moi aussi avec 10 ans de sécheresse et ce qui s'en suit.

M. Hill: Madame le président, il est évident que les agriculteurs pratiquent les jachères d'été pour trois raisons: d'une part contre le mauvais herbe, ce qui n'est plus aussi important étant donné les autres systèmes existant, d'autre part pour transformer la matière organique en azote propice à la récolte; finalement, pour préserver l'humidité pendant l'hiver afin de préparer la récolte. Il est évident que plus la zone est sèche, plus il est difficile de croire qu'une culture

[*Texte*]

Having said that, continuous cropping is now taking place in Saskatchewan, just north of the Saskatchewan River, in areas not quite as dry as yours, but nearly so. People are finding that with snow trapping, with long stubble, with zero till, moisture efficiency is better under continuous cropping than under summer fallow. They will take a bit of a chance, likely, in a drought year. On average, they feel they produce more product for the input dollar in continuous cropping. How effective it will be in the driest of dry areas, I do not know. It has to be tried and proven, and it will take a long time to do that I am sure.

Mr. Hargrave: Thank you. Put me down a second time.

• 1635

Mr. Whelan: We visited some of the farms in Alberta; of course they were around the High River area, where we were. We visited two. One was practising nearly completely zero tillage, and the other was practising, I would say, a combination probably.

When you looked at the stubble, you would think there was something wrong with their machine, because it was cut purposely this way to trap snow. That was one of the things the Russians who were with us wanted to see; that is, how they kept their moisture, what economy there was in farming this way. These, of course, were the King ranch and . . . I forget what the other ranch was we were at.

But I might add, Madam Chairman, that was where I worked when I was a kid, within about a mile of where these farms were. That is a different kind of soil there, too. It is good soil in that area. It lends itself to this kind of practices with big equipment, etc.

But we are running pilot projects. I believe we have two in Manitoba, one in Alberta, and one in Saskatchewan that are on these kinds of programs, which farmers will be able to go and see. So we will be in a better position.

We would like to expand upon that even more than we are doing at Lethbridge and Swift Current and some of the other areas. We think, if farmers can see and we can show them the benefits, they will pick it up; and the province is working with them because it cannot work unless we work together. It cannot be successful, that is.

We think a lot of that land and a lot of the projects that Dr. Hill says . . . The evidence so far points to that; and we are optimistic that we can stop a lot of erosion and increase productivity at the same time and save money, as far as cultivation, energy and all the things involved in it are concerned.

The Chairman: Thank you, sir.

[*Traduction*]

industrielle continuelle soit possible pendant la période de sécheresse.

Cela dit, la culture industrielle est maintenant une réalité en Saskatchewan, juste au Nord du fleuve du même nom, dans des régions qui ne sont pas tout à fait aussi sèches que la vôtre, mais pas loin. On s'aperçoit qu'en engamasinant la neige, en gardant longtemps le chaume, en labonrant à zéro, l'humidité est mieux maintenue avec la culture industrielle que les jachères d'été. C'est peut-être un peu risqué une année de sécheresse. En moyenne, on estime que la production est supérieure pour les sommes investies lorsqu'une pratique une culture industrielle. Je ne sais pas si cela peut-être aussi efficace dans les régions les plus sèches. Il faut essayer et cela prendra certainement assez longtemps.

M. Hargrave: Merci. Je continuerai au deuxième tour.

M. Whelan: Nous avons visité quelques fermes en Alberta; elles étaient bien sûr dans la région de High River. Nous en avons visité deux. L'une pratiquait presqu'exclusivement le labour à zéro et l'autre combinait les méthodes.

En voyant le chaume, ensuite, vous aviez l'impression que leur machine ne marchait pas bien, parce qu'il était coupé de telle façon que la neige y reste prise. Voilà une des choses auxquelles les Russes qui nous accompagnaient se sont intéressés; c'est-à-dire, la technique permettant de garder l'humidité, et l'économie que cela pouvait représenter dans l'agriculture. Bien sûr, il s'agissait du ranch King et . . . J'ai oublié le nom de l'autre.

Mais je peux ajouter, madame le président, que j'ai travaillé dans cette région lorsque j'étais enfant, à à peu près un mille de ces deux fermes. Le sol y est très différent, mais il est excellent. Il se prête très bien à ce genre de technique, et à l'utilisation du matériel lourd etc.

Mais nous nous intéressons ici à des projets pilotes. Nous en avons deux au Manitoba, un en Alberta et un en Saskatchewan, qui rentrent dans ce type de programmes, et que des agriculteurs pourraient aller visiter pour s'informer. Nous allons donc progresser, dans ce domaine.

Nous aimerions certainement donner plus d'importance à ce type d'expérience que nous ne le faisons à Lethbridge et Swift Current, et dans d'autres régions. Je pense que si les agriculteurs peuvent voir ce qui s'y fait, et que nous pouvons leur en expliquer l'intérêt, ils reprendront ces méthodes; la province y travaille également, car rien ne peut se faire sans collaboration entre nos deux paliers. Les résultats que nous obtiendrons en dépendent.

Nous y pensons beaucoup, et plusieurs projets que le docteur Hill . . . Les preuves sont là, nous avons bon espoir, nous pensons arriver à enrayer ce phénomène d'érosion, accroître la rentabilité des sols en même temps, réaliser des économies, aussi bien dans le domaine des cultures que de l'énergie et de tout ce qui est concerné dans ce domaine.

Le président: Merci.

[*Text*]

Mr. Wise.

Mr. Wise: Thank you very much, Madam Chairman.

I have learned a new term today; and I had to check with my good colleague to make certain that I did, indeed, interpret the term properly. It is the term "snow trapping". It is the first time I have heard the term "snow trapping". I can tell you we have some snow on the lands of southwestern Ontario today that traditionally should not be there; and if you are interested in any snow, it is down there for the taking. I am sure you will not have to have a licence to trap it; however, transportation costs and a few other things might create some difficulty.

I want to associate my opening remarks with those of my colleague from Moose Jaw, in which he expressed a very sincere and warm word of welcome to the officials, particularly Dr. Harry Hill and officials of PFRA, before the committee. He also went on to indicate—as did Mr. Hargrave, I believe—that he certainly welcomed the move. I think the term they used was that the PFRA is now back home.

I would want the record to show for two reasons that we certainly support this move. We supported it in 1979, where the two ministers of that day had agreed this move, indeed, should take place. I am happy to place on the public record that I want to compliment the minister for carrying out those feelings; and also for the public record, I personally support the move to have PFRA back to Agriculture Canada.

It does bring up the question: Why in 1968? What was the reasoning? Perhaps the minister might comment on this, although he was not minister in 1968. But I wonder what the reasoning was in 1968 that they felt PFRA should be removed from Agriculture Canada, and indeed, transferred to DREE.

Mr. Whelan: Madam Chairman, the main thing... I remember some of the discussion that took place at that time by members of Parliament, and with ministers also. The idea was that economic development, with regional development and expansion, could be put together and worked in the kind of fashion that would be most desirable for total economic development.

It has worked fairly well in some instances; in other instances, we think it can work better in agriculture. Of course, you say 1979; I thought I was going to give it back in 1974.

Mr. Wise: That is progress.

Mr. Whelan: For instance, on what Mr. Neil brought up about the program between Moose Jaw and Regina, if that goes ahead, it will still be under that part of DREE—the one that has the financing, the capability, etc.—to contribute to the province.

[*Translation*]

Monsieur Wise.

M. Wise: Merci, madame le président.

J'ai appris un nouveau terme aujourd'hui; et il a fallut que je vérifie auprès de mon cher collègue, ici, pour m'assurer que j'avais bien compris de quoi il s'agissait. Je parle de *snow trapping* (capture de la neige). C'est la première fois que j'entends ce terme. Je peux vous dire qu'il reste encore, aujourd'hui même, de la neige en Ontario, contrairement aux autres années; et si cela vous intéresse, vous pouvez aller vous en charger. Je suis sûr que vous n'aurez pas besoin de permis pour la prendre; mais il y aura bien sûr des frais de transport et autres qui pourraient causer quelques difficultés.

Je voudrais m'associer, dans mon introduction, à mon collègue de Moose Jaw, qui a déjà souhaité chaudement la bienvenue aux hauts fonctionnaires, particulièrement au docteur Harry Hill et au représentant de l'ARAP. Il a également dit—comme M. Hargrave je crois—qu'il était certainement d'accord avec la décision qui a été prise. Ils ont dit, si je ne me trompe, que l'ARAP se retrouvait là où elle doit être.

J'aimerais énumérer pour le compte rendu, les deux raisons pour lesquelles nous appuyons cette décision. Nous l'avions déjà fait en 1979, époque à laquelle les deux ministres du jour concernés s'étaient entendus là-dessus. Je suis heureux que le compte rendu de notre séance puisse noter officiellement, que je félicite le ministre de s'être fait le porte-parole de nos convictions; également pour le compte rendu, je tiens à dire personnellement à quel point j'appuis ce retour de l'ARAP dans le giron d'Agriculture Canada.

Cela soulève une question: pourquoi cette date de 1968? Quelle en était la raison? Peut-être le ministre pourrait-il nous dire, pourquoi, même s'il n'était pas ministre à l'époque. Je ne sais pas quel était le raisonnement suivi en 1968, époque à laquelle on a décidé de soustraire à Agriculture Canada la responsabilité de l'ARAP, qui a été transférée au MEER.

M. Whelan: Madame le président, l'essentiel... Je me souviens de quelques discussions qui ont eu lieu à l'époque entre députés, et ministres. L'idée sous-jacente était que ces questions de développement économique pouvaient être regroupées en même temps que Expansion et Développement régionaux, afin de travailler de façon plus efficace pour le progrès économique global.

Dans certains cas les résultats ont été excellents; dans d'autres, nous pensons que de redonner à l'agriculture cette responsabilité sera préférable. Bien sûr, cela s'est fait en 1979; je pensais que l'ARAP nous reviendrait en 1974.

M. Wise: Voilà le progrès.

M. Whelan: Par exemple, à propos du programme évoqué par M. Neil, entre Moose Jaw et Regina, si les choses vont bien, ce sera toujours cette division du MEER—celle qui dispose des ressources financières, et des divers moyens etc.—d'apporter une contribution à la province.

[*Texte*]

• 1640

The engineering would probably still be—the advice would still be coming from PFRA, because it has the greatest expertise within its body that I think any group could offer. For instance, we see now invitations from the minister of Alberta to participate, advising and assisting them in some of their programs there. We have the programs still with Manitoba and Saskatchewan. We have ongoing programs with Alberta at the present time.

Alberta has greater resources than any other province. They are very rich in Alberta, so they can even hire people away from PFRA, if they so desire. In some instances they have.

Mr. Wise: That leads me to my second question, which I was not going to pose, because I think it had been posed, on the risk of duplication and lack of co-operation and consultation with the provincial governments. But I gathered, listening to Dr. Hill respond to a previous question, that he is pretty satisfied that indeed the co-operation between PFRA and the respective provincial departments is reasonably good and he does not see that as a particular problem. I am certainly glad to hear that.

I want to move on to another area that was really touched on by my colleague at the end of the table, Vic Althouse: the fact that I have been around here for a while and have had the opportunity to listen to the complimentary comments coming from my western colleagues about the job PFRA has done over the years. I want to support those comments, because there is ample evidence that in fact some of the projects in western Canada indeed would indicate that in that case there has been a very excellent investment of public funds and they are turning out some excellent work.

I think Mr. Ferguson spoke earlier about the soil erosion problem we have in Ontario. If we look at the financial assistance coming from the federal government to western Canada—and I want to support that financial assistance going there for this purpose; no question about that—if we look to eastern Canada, then we find that there are other programs, sponsored primarily under DREE in their agricultural development programs—indeed, in eastern Ontario, because I remember in 1979 we signed an agreement here in eastern Ontario . . .

But if we look at our own Province of Ontario, particularly in southwestern Ontario, which is the heavy cash-crop growing area, most of the soil erosion programs are carried on and financed by the farmer himself or herself, or with the help and guidance of our conservation authorities. I suppose if one used a little bit of his imagination, one could equate and see some similarity in the work that is carried on in western Canada by the PFRA and some of the work that is carried on in our own area by the conservation authorities. I am not so sure about Quebec; perhaps Marcel might comment about that as well. But when we come down to the funding, we find that the funding is primarily done by the farmer, or the farmer in co-operation with our conservation authorities. Our conservation authorities are funded primarily by the provincial govern-

[*Traduction*]

Les questions de génie rural reviendraient sans doute à l'ARAP, puisque c'est ce service qui a le plus d'expérience. C'est ainsi que le ministre de l'Alberta nous a invités à participer, à conseiller et à assister, à certains de leurs programmes. Nous avons encore des programmes en cours au Manitoba et dans la Saskatchewan. Nous avons des programmes qui continuent à fonctionner avec l'Alberta.

L'Alberta dispose de plus de ressources que toute autre province. Elle est très riche, et elle peut même recruter et détourner du personnel de l'ARAP, si elle le veut. Dans certains cas c'est ce qui s'est passé.

M. Wise: Cela me mène à ma deuxième question, que je ne vais pas véritablement poser, car je pense qu'elle l'a déjè été; je veux parler du risque du double emploi, et du manque de collaboration éventuelle, et de consultation avec les gouvernements provinciaux. Mais, après avoir entendu le Dr Hill répondre à l'autre question, je suppose qu'il est relativement satisfait du niveau de collaboration entre l'ARAP et les divers ministères provinciaux correspondant, et qu'il ne voit pas de difficultés dans ce domaine. Voilà une réponse qui me réjouit.

Je voudrais passer à un autre domaine soulevé par mon collègue Vic Althouse, au bout de la table: Voilà quelque temps que je suis ici et que j'écoute tous ces compliments qui vous sont adressés par mes collègues de l'Ouest, et qui concernent le travail de l'ARAP depuis quelques années. Je tiens à confirmer ce jugement, étant donné que nous avons maintenant suffisamment de preuves de ce que certains projets mis en oeuvre dans l'Ouest du Canada représentent une utilisation absolument judicieuse des deniers publics, et que les résultats obtenus ont été excellents.

Je crois que M. Ferguson a parlé tout à l'heure de l'érosion des sols, problème que nous rencontrons également en Ontario. Je suis tout à fait d'accord avec le fait que le gouvernement canadien prête une assistance financière à l'Ouest du Canada pour des projets de ce type; rien à dire là-dessus; si nous nous tournons vers l'Est du Canada, nous verrons qu'il y a d'autres programmes, subventionnés par le MEER au titre de ces programmes de développement agricole, je pense par exemple à l'Est de l'Ontario, où en 1979 nous avons signé un accord . . .

Mais si nous considérons l'ensemble de la province de l'Ontario, notamment le sud-ouest, qui est la véritable région productrice de récoltes directement monnayables, on s'aperçoit que les programmes de lutte contre l'érosion sont assumés et financés par les fermiers eux-mêmes, avec parfois l'aide et le conseil des responsables de la conservation. Si l'on faisait preuve d'un peu d'imagination, je pense que l'on pourrait réaliser un certain équilibre, en raison de cette similitude des objectifs de l'ARAP dans l'Ouest du Canada et du travail réalisé dans notre région sous l'égide des responsables de la conservation. Je ne sais pas ce qu'il en est pour le Québec; Marcel pourrait peut-être nous en parler. Mais lorsqu'il est question de financement, nous nous apercevons qu'il est pris en charge essentiellement par les fermiers, ou par celui-ci en

[*Text*]

ments, but in addition to the provincial contribution, there are municipal levies.

So we may have the two bodies doing somewhat similar work, but we find that perhaps the funding is not exactly from the same source. Because of the experience and the expertise of PFRA in western Canada, and a need which exists in our own part of the country, the minister perhaps should be giving some serious consideration to the possibility of making some type of financial contribution to the provinces for the purpose of soil conservation which could be worked down through the system by the conservation authorities in addition to the financial contributions. If that were not possible—and I appreciate the fact that we have a very sizeable deficit coming tonight, and we will not make any further comments about that—if it is not possible at this time to make some type of financial contribution, certainly the advice and the assistance professionally and technically by, I am certain, a number of people at PFRA would be in the interest of soil conservation in our area, southwestern Ontario.

• 1645

Mr. Whelan: Madam Chairman, all I can say is both the hon. member from Elgin and myself have had a lot of experience in the drainage programs that municipalities carry out because you could not farm a big part of southwestern Ontario if you did not have all kinds of drainage programs, etc. I would say this: at one time we used to get one-third, one-third, one-third. It was one-third from the province, one-third from the federal government, and one-third you paid yourself for your drainage programs—for municipal drainage and your main tile drains, etc.

We do have a lot of knowledge, a lot of technology, that is not being used to conserve the soil. We know how to farm on those hills. Instead of going up and down them like they are doing, some of them should not be farmed . . .

An hon. Member: At all.

Mr. Whelan: That is right. They should not be farmed at all. They should be in some kind of crops that . . . At least a crop rotation maintains a heavy humus content so you lessen the erosion.

But, again, that is mainly education. As I was saying, with demonstration farms we can do that, but education is agriculture extension and that is a provincial responsibility.

We have a group today, Madam Chairman, at the Sir John Carling Building, about 124 people. It has to do with food. They are from every province in Canada and they are there to learn about research. A lot of these people are with food processing companies, but they are there to try to understand what we are doing and what scientific and technical information we have that could be passed on to them. I asked how many of them had ever visited a research station, and hardly half a dozen put up their hands out of that 124. It was the

[*Translation*]

collaboration avec les responsables de la conservation. L'administration de la conservation est financée essentiellement par les gouvernements provinciaux, contribution à laquelle s'ajoute la recette d'une taxe municipale.

Il y a peut-être ici deux organismes qui font à peu près le même travail, même si le financement ne vient pas de la même source. Étant donné l'expérience dont peut justifier l'ARAP, dans l'Ouest du Canada, étant donné les besoins réels qui existent dans nos régions, le ministre pourrait peut-être envisager la possibilité d'une contribution financière auprès des provinces, en vue de la conservation des sols, contribution financière qui pourrait être acheminée par le canal de l'administration de la conservation des sols, et qui viendrait s'ajouter aux fonds déjà disponibles. Si cela n'était pas possible—et je comprends très bien que nous avons un déficit énorme qui nous attend ce soir, ce n'est pas la peine d'en parler plus longtemps—si ce n'est pas possible en ce moment, il serait certainement très intéressant de pouvoir bénéficier des conseils et de l'aide professionnelle et technique de certains experts de l'ARAP, tout cela dans l'intérêt de la conservation des sols du sud-ouest de l'Ontario.

M. Whelan: Madame le président, tout ce que je peux dire, c'est que l'honorable député d'Elgin et moi-même avons beaucoup d'expérience en matière de programmes de drainage appliqués par les municipalités, et sans lesquelles toute une partie du sud-ouest de l'Ontario ne serait pas propre à l'agriculture. Je dirai ceci: à une certaine époque, la participation de l'agriculteur, celle de la province, et celle du gouvernement fédéral étaient égales je pense au drainage des municipalités et au coût du drain, etc.

Nous avons des connaissances étendues, des techniques au point qui ne sont pas utilisées pour conserver les sols. Nous savons très bien comment cultiver les sols dans ces régions accidentées. Au lieu de monter et de redescendre comme ils le font, certains types de culture ne devraient pas exister . . .

Une voix: Pas du tout.

M. Whelan: Exactement. Il ne faudrait pas du tout les cultiver. Il faudrait avoir des récoltes qui . . . Au moins une rotation des récoltes permettant de maintenir un humus lourd suffisant à ralentir le phénomène d'érosion.

Mais, encore une fois, c'est une question d'éducation. Comme je le disais, nos fermes-pilotes pourront y travailler, mais cette question de l'éducation en matière agricole est encore de la responsabilité provinciale.

Nous avons aujourd'hui un groupe, madame le président, à l'édifice Sir John Carling, de 124 personnes. Il va y être question d'alimentation. Ils viennent de toutes les provinces du Canada et s'intéressent aux résultats de la recherche. Beaucoup d'entre eux travaillent dans des sociétés de produits alimentaires et ils sont là pour essayer de comprendre ce que nous faisons, et quelles connaissances scientifiques et techniques nous pouvons leur transmettre. Je leur ai demandé combien avaient déjà visité une station de recherches et il y en

[*Texte*]

same thing when I was in Saskatchewan at the SARM, the Saskatchewan Association of Rural Municipalities. When I met their board of directors they all wanted more research, but only two of them had visited a research station in the last two years.

So I am just saying I do not know. I can see under the new agreement that we will be signing with Ontario for eastern Ontario and northern Ontario federal and provincial programs there to develop those lands and improve the lands that are not as advanced as we are in southwestern Ontario, probably. But I agree with the hon. member, Madam Chairman, that something has to be done in a big part of southwestern Ontario or there is not going to be much land left to farm in a few years in some of the regions with the farm practices we are carrying on now. In some areas where the lighter soils are they are going to have to go back to—I do not necessarily say fencerows . . . windbreaks, cover crops, etc., to make sure their land does not erode by wind or by water in the non-productive months of the year, which are not that long . . . There has to be a stepped-up program all over Canada. We can see, even in the Maritime provinces, where their lighter soils are . . . In *la belle province*, where they have light soils, they have the same problem—even in some of the heavier soils.

So I am not saying, Madam Chairman, to the hon. member that there are going to be any more funds available for that part of Ontario that he and I come from, and the other member from Huron or the member from Lambton, Kent. We come from the richest part of Canada.

The Chairman: Mr. Cardiff.

Mr. Cardiff: Following along on the same line of questioning as my colleague Mr. Wise, I would think there is an awful lot of areas that we can share with the PFRA. We talk of the knowledge that we have in Agriculture Canada, well I think that is the knowledge is there, we should be applying it more. And I will talk about Ontario because I know it best and it is the area that I represent. Many times, almost historically, right across that Ontario area, the topsoil is at best an eight inches, and that is getting considerably less. Living along Lake Huron, we know what it costs us to remove that topsoil from the harbour at Goderich, for instance, because the mouth of the river is right there. So we know that that is coming off of our prime agricultural land.

I am aware of soil and crop associations . . . newly formed associations to work specifically with the conservation authorities—but funding is definitely a problem. We have the local expertise there; we have individual farmers who are doing cropping programs such as no tillage. That is something we had a few years ago, but that seems to be coming back. Could

[*Traduction*]

a à peine eu une demi-douzaine à lever la main, parmi 124 personnes. Exactement comme lorsque j'ai visité le SARM, de la Saskatchewan, je parle de l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan (*The Saskatchewan Association of Rural Municipalities*). Lorsque j'ai rencontré leur conseil d'administration, ils m'ont tous dit qu'ils voulaient que l'on fasse plus de recherches, mais simplement deux d'entre eux avaient déjà visité une station de recherches dans les deux années qui viennent de s'écouler.

Ma réponse, pour le moment, est donc que je ne peux rien dire. Je peux imaginer, dans le cadre du nouvel accord que nous allons signer avec l'Ontario pour l'est et le nord de l'Ontario, que l'on prévoit des programmes fédéraux et provinciaux visant à mettre en valeur ces terres, à les bonifier, là où elles sont en retard par rapport à ce qui se fait dans le sud-ouest de l'Ontario; sans doute. Mais je suis d'accord avec l'honorable député, madame le président, quelque chose doit être fait dans toute une partie du sud-ouest de l'Ontario, sinon nous risquons de nous retrouver sans terre arable dans quelques années, si l'on persiste dans ces mêmes pratiques agricoles. Dans certaines régions, là où la terre est la plus légère, il va falloir revenir à . . . je ne dirai pas nécessairement des rangées de haies . . . certainement des coupe-vent, des protège-récolte, etc., afin de s'assurer que le vent n'enlève pas la terre, ni l'eau, pendant les périodes de l'année sans culture, lesquelles ne sont pas si longues que cela . . . Il va falloir donc mettre en place un programme accéléré pour tout le Canada. Même dans les provinces maritimes, là où les sols sont les plus légers . . . Dans la Belle Province, là où les sols sont légers, ils ont les mêmes problèmes, et même parfois avec leurs terres plus lourdes.

Mais je ne dis pas à l'honorable député, madame le président, qu'il va y avoir encore des crédits disponibles pour ces parties de l'Ontario dont lui et moi-même venons, ainsi que l'autre député de Huron ou celui de Lambton, Kent. Nous venons, quant à nous, des parties les plus riches du Canada.

Le président: Monsieur Cardiff.

M. Cardiff: Je vais rester dans le même sujet que mon collègue M. Wise, en disant que je pense qu'il y a de nombreux domaines que l'on peut partager avec ARAP. Nous parlons de toutes ces connaissances amassées par Agriculture Canada: eh bien, je pense qu'il faudrait en faire plus usage. Et je vais parler de l'Ontario, puisque c'est ma région, et que c'est ce que je connais le mieux. En plusieurs endroits . . . et il en a presque toujours été ainsi . . . dans tout l'Ontario, la terre arable fait au plus huit pouces d'épaisseur, et c'est en train de diminuer rapidement. Lorsque l'on connaît les bords du lac Huron, on sait ce qu'il en coûte de libérer le port de Goderich de cette terre arable, par exemple, puisque c'est là que se trouve l'embouchure de la rivière. Nous savons donc très bien que ces alluvions viennent de notre meilleure terre arable.

Je sais qu'il y a des associations pour la défense des sols et des récoltes . . . elles se sont constituées récemment pour collaborer, précisément, avec les responsables de la conservation . . . mais il y a évidemment toujours un problème de financement. Les gens du coin savent ce qu'il faut faire; nous avons des fermiers qui suivent des programmes de culture sans

[*Text*]

some consideration not be given to finding some kind of funding to supplement what they are doing? I do not mean 100% funding. I think to show a commitment—if we could have a portion of money directed towards . . . The soil and crop association is properly structured to work basically with the conservation authorities for soil management. I know we probably do not need new lands developed now, but I think it is necessary to preserve what we have in production today.

• 1650

Mr. Whelan: As I said, Madam Chairman, to the hon. member from Elgin, I will say to the member from Huron—Bruce: A lot of that knowledge is available; a lot of that technology is there. I think Ontario has a pretty good agricultural extension service and they try to make that available to farmers. A lot of farmers are just not using it. They say the soil is theirs and they will farm it the way they feel like . . . But, in essence, we hold it in escrow for the next generation. But if they do not do something in some areas, as you said yourself, there will not be much land to hold there that will be that productive—the top soil will continually disappear.

We could probably put on—if we had the funds again, but that is going to cost us money—demonstration farms, etc., to maybe work with the province on those kinds of programs. We have a pretty close working relationship with the provinces. Dr. Hill could expand upon that if he wants to. Sometimes we think PFRA is a provincial body because it works so closely with the provinces and is accepted by the people and by the provinces as an organization that they can do that with. I do not think there is anything wrong with that.

Mr. Cardiff: In the southwestern Ontario region, all land is being farmed regardless of the hardships we face. Pretty well all land that can be worked is being worked and worked continually, but we are finding it is not being worked by the owners. Quite often there is more and more land every year being worked by another farmer on a short-term lease, and those people do not have the same consideration for our top soil. They are there for a short time—a one-year program or a two-year program, with no consideration for the future and the preservation of that land. But, as I say, we have this knowledge. We have to be doing more. We have to get that knowledge out to those people somehow, and the local people have to do that.

Mr. Whelan: I am sure the hon. member, Madam Chairman, realizes that under the Constitution that is education. We have field days at our farms, and when we get moving out into the field of education—that is why we have, in most instances, people on our experimental farms who work for the provincial departments of agriculture. They are there to see and understand the information available.

[*Translation*]

labour, par exemple. Voilà quelque chose que nous avons fait il y a quelques années et cela revient. Pouvait-on envisager de les aider financièrement? Je ne parle pas d'un financement à 100 p. 100. Mais je pense qu'il faudrait faire un geste—nous pourrions peut-être acheminer une partie de ces crédits . . . L'Association de défense des sols et des récoltes est organisée en vue d'une collaboration, au niveau de la gestion des sols, avec les autorités responsables de la conservation. Nous n'avons pas besoin de mettre en valeur de nouvelles terres, pour le moment, mais je pense qu'il est important de conserver ce dont nous disposons pour la production.

M. Whelan: Ce que j'ai dit, madame le président, à l'honorable député d'Elgin, je le répéterai au député de Huron—Bruce: Nous avons les connaissances nécessaires; nous disposons des moyens techniques également. Je pense que la province d'Ontario a un bon service de développement agricole, qu'elle cherche à mettre à la disposition des fermiers. Mais beaucoup de fermiers n'y ont pas recours. Pour eux, la terre leur appartient, et ils entendent bien la cultiver comme il leur plaît . . . Pourtant, véritablement, nous ne sommes que les gardiens de la terre que nous allons léguer à la génération suivante. Si l'on ne fait rien, dans certaines régions, comme vous l'avez dit vous-mêmes, il ne restera plus guère de terres productives—la couche de terre arable va continuer à s'éroder.

Nous pourrions prévoir que—si nous avions les crédits, encore une fois, et cela va coûter cher—que les fermes pilotes travaillent avec les provinces sur ce type de programme. Nous avons une relation de travail étroite avec les provinces. M. Hill pourrait vous en parler plus longtemps, s'il le désire. Nous travaillons en collaboration tellement étroite avec les provinces, et l'ARAP est tellement bien perçu, que nous avons souvent l'impression que c'est un organisme provincial auquel la province peut toujours s'adresser. A cela, je n'ai rien à redire.

M. Cardiff: Dans le sud-ouest de l'Ontario, toute la terre est toujours cultivée quelles que soient les difficultés que nous connaissions. Presque toute la terre est cultivée, de façon continuelle, mais nous nous apercevons que ce n'est pas toujours par le fermier propriétaire. Il y a de plus en plus de terres, chaque année, louées pour culture à un autre fermier, lequel n'a toujours pas les mêmes égards pour cette fameuse couche de terres arables. Ils ne sont là que pour une saison—un programme d'une année ou deux, sans se soucier de l'avenir ni de la préservation des sols. Mais, comme je le disais, les connaissances sont là. Il va falloir faire plus. Il va falloir que nous transmettions ces connaissances aux intéressés, et que les gens, sur place, s'y mettent.

M. Whelan: Je suis sûr, madame le président, que l'honorable député sait qu'aux termes de la Constitution, cela relève de l'éducation. Nous avons des jours consacrés aux travaux des champs dans les fermes pilotes, mais lorsqu'il est question d'éducation . . . Voilà pourquoi, dans la plupart des cas, il y a des employés des ministères provinciaux de l'agriculture dans nos fermes expérimentales. Ils sont là, précisément, pour voir ce qui se fait et essayer d'acquérir des connaissances.

[*Texte*]

Their job is to bring people to the station, and a lot of our people travel to farm meetings, and generally at the invitation of the provincial people. It is quite a common thing for their soil and crop field days, their meetings during the wintertime, for our people to go there and, in most instances, they are delighted to try to pass on the information that they have for the betterment of agriculture. So I do not know how we can become more involved than we are. We have publications that are available—I am open to suggestion, but I am limited on budget too. I met a group this morning which wants more money for research, and I am trying to convince the private sector that they should put more money into research.

Our budget this year will be $218 million—just in research. That is the largest budget that any department has in the federal system. I am sure my researchers, if I were to give them $400 million, would say that is not enough. I think personally it is one of the best investments we could make in agriculture. But I agree with you that that information has to be put to use; that technology has to be put to use by the farmers or it is not going to do us any good.

We have farmers now, whom you and I both know, who are using every bit of the technology available, and they are doing an excellent job in farming—yourself and Ferguson, sitting at the table. I am not using it, because somebody else is farming my farm, but I agree with you: if you are farming your farm yourself and if it is not one of the huge companies hiring all the help to do it, and cares little what they do when it comes to harvesting in the mud and rain and packing it down with the huge equipment, all these types of things . . . A lot of farmers, for instance, have quit growing contract crops because of what they see happening to their soil.

• 1655

We saw one of the large companies in the Oxford County area give it up as a bad thing because they could not make any money out of it. They are going to let farmers go back to it. Of course, I could have told them that years ago.

Mr. Cardiff: It is difficult making money on good land, without any other reasons.

What I will do, Madam Chairman, to the minister, is submit a request to him for a pilot project.

Mr. Whelan: I would suggest, Madam Chairman, to the members of the committee, they may want to consider this, and Mr. Hargrave may want to hear it before he goes. I am suggesting that maybe the committee, because PFRA is new to the committee, should visit PFRA in the west and visit some of the projects, see some of the things they are doing, so you will have a better understanding of whether it can be used or should be used in other parts of Canada.

An hon. Member: A good idea.

An hon. Member: Excellent.

[*Traduction*]

Leur travail est d'amener des gens à la ferme expérimentale, et beaucoup de nos gens se rendent à des réunions agricoles, à l'invitation de ces responsables provinciaux, généralement. Il n'est pas exceptionnel du tout que pendant ces journées consacrées aux questions de sols et de récoltes—ce sont des réunions qui ont lieu pendant l'hiver—nos gens s'y rendent et, dans la plupart des cas, se félicitent de pouvoir transmettre des connaissances destinées à améliorer l'état de notre agriculture. Je ne vois pas comment nous pouvons mieux faire dans ce domaine. Nous avons des publications que l'on peut se procurer—je suis prêt à recevoir toutes suggestions, mais j'ai également un budget limité. J'ai reçu ce matin, des personnes qui voudraient des crédits de recherche, et je m'emploie à convaincre le secteur privé d'investir plus dans ce domaine.

Notre budget de recherche sera de 218 millions de dollars cette année. C'est le budget le plus important qu'aucun ministère fédéral n'ai jamais eu dans ce domaine. Pourtant, je suis sûr que si l'on mettait 400 millions de dollars à la disposition des chercheurs, ils diraient encore que cela ne suffit pas. Je pense que c'est tout de même l'un des meilleurs investissements que l'on puisse faire au service de l'agriculture. Je suis d'accord avec vous pour dire que les connaissances doivent être ensuite utilisées, et que la technique doit être mise à la disposition des agriculteurs; sinon, tout cela ne sert à rien.

Vous et moi connaissons des fermiers qui ne cessent de recourir à toutes technologies disponibles, et les résultats sont excellents . . . Je pense à vous et à M. Ferguson. En ce qui me concerne, c'est différent, quelqu'un s'occupe de ma ferme, mais je suis d'accord avec vous: si c'est vous-même qui vous occupez de votre exploitation, au lieu d'une de ces sociétés gigantesques qui font appel à des journaliers, et qui se soucient assez peu de ce que ces machines énormes font à la terre lorsque l'on récolte dans la pluie et dans la boue, etc . . . Beaucoup de fermiers, par exemple, ont abandonné ces pratiques des récoltes sous-contrat quand ils ont vu ce qui arrivait à leurs terres.

Nous avons vu d'ailleurs l'une de ces grandes compagnies dans la région du comté d'Oxford abandonner cette pratique, parce que la rentabilité n'était pas suffisante. On va donc laisser les fermiers s'en occuper à nouveau. J'aurais déjà pu le leur dire il y a plusieurs années.

M. Cardiff: Il est difficile de faire un profit sur de la bonne terre, si l'on a que l'argent en tête.

Madame le président, je vais soumettre au ministre une demande de projet pilote.

M. Whelan: Madame le président, je conseillerais aux membres du comité, et à M. Hargrave, avant qu'il ne parte, de se rendre dans les provinces de l'ouest et de visiter certains des projets de l'ARAP, puisque cette administration est quelque chose d'assez nouveau pour ce comité, de voir sur place ce qu'on y fait, et ce qui pourrait servir à d'autres régions du Canada.

Une voix: Très bonne idée.

Une voix: Excellente.

[*Text*]

Le président: Oui, merci beaucoup.

Mr. Cardiff: Thank you very much.

Mr. Wise: Pick a good date, June 11 or something like that.

Some hon. Members: Oh, oh.

Le président: Je vous rappelle que j'ai deux noms . . .

Mr. Whelan: It may be a trial for some; a lot of people might like to get away after that.

Le président: J'ai deux noms sur la liste: M. Althouse et M. Neil. Certains membres m'ont dit qu'ils avaient des engagements à 17h00, alors, si vous avez des questions courtes.., monsieur Althouse?

Mr. Althouse: I just have two short interjections; one is an observation and the next is a question.

The observation is that it seems to me that one of the most useful aspects of PFRA operations in the west is not so much financing, although there is a little bit of that in some of the dugout programs and dam operations and so on. I think the thing that is most appreciated and most consistent, because it is being done by an agency like PFRA, is the engineering work that goes into those. Granted, you could find engineers somewhere in the neighbourhood who could engineer your dam or your ditch or whatever, but PFRA people have experience with the various kinds of soil and various conditions, and those engineering plans are based on virtually 40 years of experience, where a local engineer might miss some very important agricultural aspect that happens in the run-off, the soil and the water and so on, that would be quite obvious to a PFRA engineer but is not so obvious to someone who does not work in that area all the time.

I think I would say that if the minister is proposing to do this sort of thing across Canada—and I hope he would—I hope he would tend to regionalize it as much as possible. You could maybe hook it together, but there are going to be regional problems that are probably better dealt with regionally rather than trying to impose a shortgrass solution onto a maritime problem, or something like that.

So I am pleased we may get the opportunity as a committee to look more closely at PFRA in the next few weeks.

The question is a very simple one. I note the minister mentioned his omnibus submission which has recently gone to Treasury Board, and which listed a great list of projects. I wondered if it would be possible for us to see the kind of projects—in order to understand the kind of project—either that listing, with or without the pertinent Cabinet information expunged from it, or alternatively, if that list of projects could be circulated to us after they are passed by Cabinet, so we could get a little better idea of the depth and range of projects that are being planned for this year.

Mr. Whelan: I am sure each region in western Canada, where PFRA is active, knows of what they are doing right after it is approved by Treasury Board, within the realms of

[*Translation*]

The Chairman: Yes, thank you very much.

M. Cardiff: Merci beaucoup.

M. Wise: Choisissez une bonne date, le 11 juin ou quelque chose comme cela.

Des voix: Oh, oh.

The Chairman: I would like to remind you of the fact that I have two names . . .

M. Whelan: Ca va peut-être être difficile pour certains, après cela beaucoup voudront certainement partir.

The Chairman: I have two names on my list: Mr. Althouse and Mr. Neil. Some members told me they had commitments at 5.00 o'clock. So if you have brief questions . . . , Mr. Althouse?

M. Althouse: J'ai deux interventions rapides; l'une est une observation et l'autre est une question.

J'aimerais d'abord dire que l'un des aspects les plus utiles des interventions de ARAP n'est sans doute pas le financement, même si cela joue un rôle dans les programmes de réservoir, par exemple, ou de barrages etc.. Je pense que ce qui est le plus apprécié et aussi le plus remarquable, dans tout ce que fait l'ARAP, est le travail d'agronomie qui intervient. Je sais, l'on pourrait toujours trouver des ingénieurs dans la région qui pourraient construire le barrage, ou faire les drains etc., mais les spécialistes de l'ARAP ont des connaissances en matière de sol, de conditions d'environnement, et leurs plans d'aménagement s'en inspirent depuis 40 ans, alors que l'ingénieur local pourrait très bien passer à côté d'une question d'agronomie importante, à propos d'écoulement des eaux, de sol ou autres qui serait tout de suite évidente à un ingénieur de l'ARAP.

Si donc le ministre a l'intention de faire ce qu'il a dit, dans tout le Canada, et j'espère qu'il le fera, j'espère aussi qu'il cherchera à régionaliser cette administration. On pourrait peut-être regrouper le tout, mais il y aura des problèmes spécifiquement régionaux, dont il vaudra mieux discuter régionalement, plutôt que de chercher à imposer des solutions générales.

Je me félicite que nous ayons éventuellement la possibilité, en tant que comité, de nous intéresser plus en détail à l'ARAP dans les semaines qui viennent.

La question que j'ai à poser est très simple. Je remarque que le ministre a fait allusion à sa proposition cadre qu'il a fait parvenir au Conseil du Trésor récemment, et où un grand nombre de projets sont inscrits. Je me demande s'il serait possible de prendre connaissance de ces projets, afin de savoir de quoi il s'agit, soit grâce à cette liste, une fois expurgés ou non des renseignements concernant plus particulièrement le Cabinet, ou même, si cette liste ne pourrait pas nous être communiquée après être passée par le Cabinet, afin que nous puissions mieux voir de quels projets on parle pour cette année.

M. Whelan: Je suis sûr que chaque région dans l'Ouest du Canada, là ou l'ARAP est active, sait ce qu'elle va entreprendre dès que l'approbation du Conseil du Trésor aura été

[*Texte*]

public openness. I see nothing wrong with making it available, because it lists what they are doing and is the subject of public scrutiny. It is a public expenditure.

• 1700

I would think one of the things I did not know about PFRA . . . I knew we had some, but for instance I did not know how many bulls we had for the community pastures that we either own or rent. I think you could say, probably, the Minister of Agriculture is the biggest bull shipper in Canada. We have about 4,000 at the present time, or it may be closer to 3,000. Someone told me the other day it is nearly 4,000, with what we own and what we rent. But Dr. Hill is giving me a note. It says:

> Bull-buying activities: 1982-1983 expenditures for livestock acquisition, totalling $1,303,850 for 377 mature bulls and 170 yearling bulls.

We have the breed and quantity: Herefords, 11,041; Charolais, 1,303; Simmenthal, 126; and Angus 56.

Dr. Hill, is that the total?

Dr. Hill: It is the total of what we own, but we rent more than that.

Mr. Whelan: We rent more than that; altogether, we have over 5,000.

Dr. Hill: We have about 110,000 divided by 28, whatever that works out to be, on an active basis in the summer.

Mr. Whelan: You mean one bull has 28 cows.

Dr. Hill: That is right.

Mr. Whelan: He is pretty lucky, is he not?

There are a lot of programs I think the committee would be interested in, especially because we have been disassociated with PFRA for a number of years; it will give us a better understanding. Madam Chairman, I think these programs can be expanded and used in other parts of Canada. They have been successful—that is for sure—in western Canada.

They make representations to the agriculture people from time to time on the kinds of bulls they should have; that is, the breeds, what kind of cross-breeding should be done for the greatest production of beef, etc. This is all very important in the whole structure of the programs.

Le président: Au nom des membres du Comité, je voudrais remercier M. Hill pour sa première visite au Comité. Je vous remercie, monsieur le ministre, monsieur le sous-ministre, des informations que vous nous avez données.

Je vous rappelle que la prochaine réunion aura lieu jeudi le 21 avril à 9h30; nous recevrons alors le ministre et les hauts fonctionnaires de la Commission canadienne du lait.

[*Traduction*]

donnée, dans les limites de ce que permet l'information publique. Je ne vois aucune difficulté à ce que l'on vous fournisse cette liste, puisque cela regroupe les activités de l'ARAP dans ces régions, et que le public a un droit de regard. C'est une dépense publique.

Cela émarge au budget de l'État. Je pense qu'il y a une chose que je ne sais pas, par exemple, à propos de l'ARAP . . . Je savais que nous avions des taureaux, pour les pâturages communautaires, que nous possédons ou louons. Vous pourriez sans doute me dire que le ministère de l'Agriculture est probablement le plus grand marchand de taureaux du Canada. Nous en avons près de 4,000 en ce moment, ou peut-être plutôt près de 3,000. On m'a dit l'autre jour que c'était près de 4,000, entre ce que nous possédons vraiment et ce que nous louons. Mais le Dr Hill me passe une note, ici. D'après celle-ci:

> pour les acquisitions de bétail, total de $1,303,850 pour 377 taureaux adultes et 170 taureaux d'un an.

Nous avons la race et les quantités correspondantes: Herefords, 11,041; Charolais, 1,303; Simmenthal, 126; et Angus, 56.

Est-ce bien le total, docteur Hill?

M. Hill: C'est le total de ce que nous possédons, mais nous louons beaucoup plus que cela.

M. Whelan: Nous en louons plus; en tout, nous en avons plus de 5,000.

M. Hill: Cela fait environ 110,000 à diviser par 28, quel que soit le résultat, de façon permanente pendant l'été.

M. Whelan: Voulez-vous dire que l'on a 28 vaches par taureau.

M. Hill: Exactement.

M. Whelan: Il a de la chance, non?

Il y a encore beaucoup de programmes qui intéresseraient le Comité, notamment parce que nous étions distincts de l'ARAP pendant pas mal d'années; cela nous permettra de mieux comprendre les choses. Madame le président, je pense que ces programmes pourront être élargis et adaptés à d'autres régions du Canada.

L'on fait des démarches de temps en temps auprès des responsables de l'agriculture, pour parler des espèces de taureaux qu'on devrait avoir; je parle de la race, et des croisements qui amélioreraient la production de viande, etc. Tout cela est très important et on en tient compte dans la structure des programmes.

The Chairman: On behalf of the members of the committee, I would like to thank Mr. Hill for his first visit to us. I thank you, Mr. Minister, Mr. Deputy-Minister, for all the information you gave us.

I would like to remind you of the next meeting on Thursday, 21 April, at 9.30 a.m.; the minister and the officials of the Canadian Dairy Commission will be with us.

[*Text*]

Je vous remercie. À la prochaine réunion.

La séance est levée.

[*Translation*]

Thank you. Until Thursday.

The meeting is adjourned.

Canada Postage paid
Poste Canada Port payé
Third Troisième
class classe
K1A 0S7
HULL

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 108

Thursday, April 21, 1983

Chairman: Mrs. Eva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 108

Le jeudi 21 avril 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 35—Canadian Dairy Commission under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 35—Commission canadienne du lait sous la rubrique AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

COMPARAIT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

First Session of the Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Third class
Troisième classe
K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Agriculture:

Mr. J.P. Connell, Deputy Minister;

Dr. H.M. Hill, Director General, Prairie Farm Rehabilitation Administration.

Du ministère de l'Agriculture:

M. J.P. Connell, sous-ministre;

M. H.M. Hill, directeur général, Administration du rétablissement agricole des Prairies.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 108

Thursday, April 21, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 108

Le jeudi 21 avril 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 35—Canadian Dairy Commission under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 35—Commission canadienne du lait sous la rubrique AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

First Session of the

Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la

trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

26073

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Jean-Guy Dubois
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Rolland Dion (*Portneuf*)
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
G.M. Gurbin
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 21, 1983
(117)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 9:46 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mrs. Côté, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Côté, Messrs. Dubois, Hovdebo, McCain, Tessier, Veillette and Wise.

Alternate present: Mr. Cardiff.

Appearing: The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture.

Witness: Mr. Gilles Choquette, Chairman, Canadian Dairy Commission.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 8, 1983, Issue No. 99*)

The Committee resumed consideration of Vote 35.

The Minister and the witness answered questions.

At 11:02 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 21 AVRIL 1983
(117)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 9h46 sous la présidence de Mme Côté, président.

Membres du comité présents: Mme Côté, MM. Dubois, Hovdebo, McCain, Tessier, Veillette et Wise.

Substitut présent: M. Cardiff.

Comparaît: L'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture.

Témoin: M. Gilles Choquette, président, Commission canadienne du lait.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983, portant sur le budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi 8 mars 1983, fascicule n° 99*).

Le Comité reprend l'étude du crédit 35.

Le ministre et le témoin répondent aux questions.

A 11h02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Thursday, April 21, 1983

• 0945

Le président: Je vous souhaite la bienvenue au Comité permanent de l'agriculture.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

Nous poursuivons l'étude du crédit 35 portant sur la Commission canadienne du lait—Dépenses du Programme.

AGRICULTURE

B—Commission canadienne du lait

Crédit 35—Commission canadienne du lait—Dépenses du programme.....$6,103,000

Le président: Nous avons avec nous le président de la Commission canadienne du lait, M. Choquette.

M. Choquette nous présentera son vice-président et M. le ministre de l'Agriculture se joindra à nous dans quelques minutes. On me dit qu'il est en route.

Comme c'est la deuxième fois que la Commission canadienne du lait comparaît devant le Comité, il n'y aura pas de commentaire d'ouverture et nous débuterons avec la période des questions.

May I welcome you, sir.

Alors le ministre de l'Agriculture vient de se joindre à nous et, comme je disais, nous commencerons par la période des questions.

Monsieur Choquette, vous avez la parole pour une minute pour nous présenter votre vice-président et les gens qui sont avec vous.

M. Gilles Choquette (président, Commission canadienne du lait): Ce matin, nous avons avec nous M. Ellwood Hodgins, vice-président de la Commission; le Dr C. McIsaac, commissaire; Chuck Birchard, qui est conseiller en politique laitière; et Paul Simard, qui est directeur des Finances.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Choquette.

Nous commençons la période des questions avec M. McCain.

Je vous rappelle que vous avez 10 minutes au premier tour et cinq minutes par la suite.

Mr. McCain: Madam Chairman, I would like to ask, through you to the commission, did they charter a boat for the movement of product, or for what purpose was the boat chartered? In respect to the export operations of the board, it is my understanding that they did in fact charter a boat for the use of the commission. Is my understanding correct?

Mr. Choquette: When?

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le jeudi 21 avril 1983

The Chairman: Welcome to this meeting of the Standing Committee on Agriculture.

The Committee resumes consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984.

We resume consideration of Vote 35 relating to the Canadian Dairy Commission—Program expenditures.

AGRICULTURE

B—Canadian Dairy Commission

Vote 35—Canadian Dairy Commission—Program Expenditures.....$6,103,000

The Chairman: We have with us this morning the Commission's chairman, Mr. Choquette.

Mr. Choquette is going to introduce his vice-chairman and I am told that the Minister of Agriculture will be here shortly.

Since this is the second time we are receiving the Canadian Dairy Commission, there will be no opening statement and we will thus begin immediately with our question period.

Monsieur, je vous souhaite la bienvenue.

The Minister of Agriculture has just arrived and, as I said, we will now begin with our question period.

Mr. Choquette, you have the floor should you want to introduce your vice-chairman and your other officials.

Mr. Gilles Choquette (Chairman, Canadian Dairy Commission): I have with me this morning Mr. Ellwood Hodgins, the Commission's vice-chairman; Dr. C. McIsaac, Commissioner; Chuck Birchard, our senior dairy policy adviser; as well as Paul Simard, director of finance.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Choquette.

The floor is now Mr. McCain's.

I would remind you that you have 10 minutes each in the first round and 5 minutes each thereafter.

M. McCain: Madame le président, j'aimerais que les gens de la Commission me disent s'ils ont affrété un bateau pour le transport des produits laitiers ou pour toute autre fin. Pour ce qui est des activités de la Commission à l'exportation, je crois savoir que la Commission a effectivement affrété un bateau à ses propres fins. Est-ce exact?

M. Choquette: Quand cela?

[*Texte*]

Mr. McCain: I would say it was while you have been the chairman of the commission; and you would have the date better than I, sir. I understand that you chartered one. Could tell me when, and for what term?

Mr. Choquette: We chartered one in 1980, I suppose, and we have three others chartered at this time.

Mr. McCain: I am not thinking of an individual charter. It was suggested, I believe, by the information in the Auditor General's report, that you chartered a long-term charter of a boat and I would like to know: What was the boat? Is it still in charter? Was the . . .

Mr. Choquette: If you are talking about the first one, we chartered one, which was the *Le Gagné*, which is no longer chartered.

Mr. McCain: And that was a long-term charter.

Mr. Choquette: That was . . .

Mr. McCain: It was intended to be, at least.

Mr. Choquette: We signed a contract. When you charter a boat you sign a contract—it could be for one year, two years, or three years. For the first boat, there was a clause whereby we could end the contract at any time. That is all.

• 0950

Mr. McCain: Why did you go on the long-term charter proposal? Did you have other examples? Did you have a cost-benefit study that would indicate that this was indeed the route to go? Was it intended to save? If so, what examples did you have to show that this would, in fact, save the commission money?

Mr. Choquette: That is not a long-term charter. What we said was that it was three years, which could be terminated, and we were requested by Gillian Company to pay $120 and we were able to get that boat at $76.

Mr. McCain: You had a three-year term, or at least a three-year option, on the boat?

Mr. Choquette: Yes.

Mr. McCain: Did you have a cost-benefit study to indicate that that was the proper route to go?

Mr. Choquette: Listen, we were asked $120 per tonne, and we got that boat at $76. It is not necessary to make a lot of calculations to find the benefit of it.

Mr. McCain: What did you have for a return load for that boat?

Mr. Choquette: We did not have any. We still do not have. The CDC's purpose is to ship the milk; we are not a general transportation company.

[*Traduction*]

M. McCain: Pendant votre mandat, et vous êtes probablement mieux au courant des dates que moi, monsieur. Je crois savoir, disais-je, que vous avez affrété un bateau et j'aimerais savoir quand et pour combien de temps.

M. Choquette: Nous avons effectivement affrété un bateau en 1980 et nous en avons pour l'instant trois autres sous contrat d'affrètement.

M. McCain: Je ne pensais pas aux cas d'affrètement individuels. Les données figurant, je crois, dans le rapport du vérificateur général portent à croire que vous avez signé un contrat d'affrètement de longue durée pour un bateau donné et j'aimerais savoir de quel bateau il s'agissait, si le contrat d'affrètement est toujours valide et si . . .

M. Choquette: Si vous parlez du premier cas, nous avons effectivement affrété un bateau qui s'appelait *Le Gagné*, mais le contrat n'est plus en vigueur.

M. McCain: Il s'agissait d'un affrètement à long terme.

M. Choquette: Il s'agissait . . .

M. McCain: Du moins c'était l'intention au départ.

M. Choquette: Nous avons signé un contrat, c'est exact, et c'est d'ailleurs toujours le cas lorsque vous affrétez un bateau, ce contrat pouvant porter sur un an, deux ans, ou trois ans. Dans le premier cas, le contrat était assorti d'une disposition qui nous permettait d'y mettre fin n'importe quand à notre gré. C'est tout.

M. McCain: Pourquoi avoir choisi la formule de l'affrètement à long terme? Aviez-vous des précédents? Avez-vous procédé à une analyse de rentabilité qui vous avait permis de conclure que c'était effectivement la solution à adopter? Qu'espériez-vous y gagner? Quels étaient les précécents qui vous avaient permis de conclure qu'effectivement cette solution permettrait à la Commission de réaliser des économies?

M. Choquette: Il ne s'agit pas d'un affrètement à long terme. Nous avons bien dit que le contrat portait sur trois ans, mais aussi qu'il pouvait être résilié. La compagnie de navigation Gillian nous demandait $120 alors que nous avons pu obtenir ce bateau à $76.

M. McCain: Vous aviez donc un contrat de trois ans, ou du moins une option de trois ans sur ce navire.

M. Choquette: C'est exact.

M. McCain: Avez-vous procédé à une analyse de rentabilité justifiant cette solution?

M. Choquette: Ecoutez-moi bien, on nous demandait auparavant $120 la tonne et nous avons pu obtenir ce navire pour $76. Il ne faut pas faire énormément de calcul pour se rendre compte de l'intérêt que la formule représentait.

M. McCain: Au voyage de retour, que transportait le bateau?

M. Choquette: Le navire est revenu lège. C'est toujours le cas. L'objectif de la C.C.L. est d'exporter du lait et nous ne sommes pas une compagnie maritime.

[*Text*]

Mr. McCain: Did you have to make alterations in the boat and were they at the expense of the commission?

Mr. Choquette: No, the owner made alterations at his own expense.

Mr. McCain: When the charter was cancelled, were the alterations taken out? If so, were they at the expense of the commission?

Mr. Choquette: No.

Mr. McCain: What was the cost of termination of the lease?

Mr. Choquette: It was $100,000.

Mr. McCain: If that were added to the cost of freight, where would your freight structure be?

Mr. Choquette: Very good.

Mr. McCain: Even though you add the $100,000 to the freight bill that you have already paid?

Mr. Choquette: That is still a saving.

Mr. McCain: Could you tell us, then, what benefits you derived from that boat and from its charter? Did you charter it on a monthly basis, a trip basis, a per tonne moved basis? On what basis did you charter the boat?

Mr. Choquette: When you charter a boat . . . this one was chartered on a cost per tonne basis, plus time for loading, time for unloading.

Mr. McCain: How many trips did the boat make for you?

Mr. Choquette: I think in the first year it made five trips.

Mr. McCain: Fully loaded?

Mr. Choquette: Yes.

Mr. McCain: What were the destinations, do you remember?

Mr. Choquette: Algeria.

Mr. McCain: All to Algeria?

Mr. Choquette: Yes.

Mr. McCain: What was the capacity of the boat?

Mr. Choquette: It was 200,000 cases, which is about 5,000 metric tonnes.

Mr. McCain: In other words, the capacity of the boat was 5,000 tonnes, metric tonnes.

Mr. Choquette: Anyway, the boat was full. I think when you look at the boat you can have a boat of 8,000 tonnes, but that is depending on the product you put in. In that case, the capacity of the boat for evaporated milk was 200,000 cases.

Mr. McCain: If the boat made five trips in three years . . .

[*Translation*]

M. McCain: Avez-vous dû apporter des modifications au navire et, dans l'affirmative, est-ce la Commission qui a dû les payer?

M. Choquette: Non, l'armateur a apporté les modifications nécessaires à ses frais.

M. McCain: Lorsque le contrat a été résilié, le bateau a-t-il dû être remodifié? Commission a-t-elle, dans ce cas, dû payer quelque chose?

M. Choquette: Non.

M. McCain: Que vous en a-t-il coûté pour résilier le contrat d'affrètement?

M. Choquette: $100,000.

M. McCain: Si on ajoute ce dédit au coût du fret, que devient le chiffre que vous nous aviez cité?

M. Choquette: Extrêmement favorable.

M. McCain: Même si vous avez dû ajouter $100,000 à la facture que vous aviez déjà payée?

M. Choquette: Nous avons néanmoins réalisé une économie.

M. McCain: Pourriez-vous alors nous dire ce que vous a rapporté ce navire et son contrat d'affrètement? S'agissait-il d'un affrètement mensuel ou d'un affrètement par voyage, ou encore d'un contrat à la tonne? Sur quelle base avez-vous signé ce contrat d'affrètement?

M. Choquette: Lorsque vous affrétez un navire . . . En l'occurence, nous l'avons affrété moyennant un certain tarif à la tonne, plus les coûts de chargement et de déchargement.

M. McCain: Combien de voyages le navire a-t-il effectués pour votre compte?

M. Choquette: Au cours de la première année, il a fait, je crois, cinq voyages.

M. McCain: À pleine charge?

M. Choquette: À pleine charge.

M. McCain: Vers quelles destinations, si vous vous souvenez?

M. Choquette: L'Algérie.

M. McCain: Rien que l'Algérie?

M. Choquette: C'est exact.

M. McCain: Quel était le tonnage de ce navire?

M. Choquette: Il pouvait transporter 200,000 caisses, c'est-à-dire qu'il jaugeait environ 5,000 tonnes métriques.

M. McCain: En d'autres termes, le bateau jaugeait effectivement 5,000 tonnes métriques.

M. Choquette: Quoi qu'il en soit, le bateau a voyagé à pleine charge. Vous savez, lorsque vous avez, par exemple, un navire de 8,000 tonnes, tout dépend du genre de produits qu'il transporte. En l'occurence, il s'agissait de lait évaporé, et le bateau pouvait en recevoir 200,000 caisses.

M. McCain: Si ce navire a donc fait cinq voyages en trois ans . . .

[*Texte*]

Mr. Choquette: No, in one year.

Mr. McCain: What about the other two years?

Mr. Choquette: It was terminated, because the market for milk and transportation went down. We were able to make a better deal with a bigger capacity, and we chartered boats of the Freedom type, and now the boat we are chartering is about $3,500 per day.

Mr. McCain: You paid $3,500 per day while the boat was loading . . .

Mr. Choquette: No, no. We are saying that the cost for boats is very low these days, and we have the Freedom-type boat at a cost of $3,500 per day.

Mr. McCain: What do you mean by that $3,500 per day?

Mr. Choquette: When you charter the boat you say it will cost this commission $3,500 per day.

Mr. McCain: Throughout the term of the lease?

Mr. Choquette: What?

Mr. McCain: Throughout the full term of the lease? I do not quite understand; I can understand that you might have to pay $3,500 a day while the boat is tied up loading, or while it is tied up unloading, or while it is otherwise detained. You mentioned $76 per tonne as the freight rate; how do you get the $76 per tonne and the $3,500 per day?

• 0955

Mr. Choquette: The first boat was chartered at a rate of $76 per tonne, with so many days for loading, as well as the travelling time from Quebec City to Algeria and so many days for unloading. After that there was a cost of $6,800 per day. What we are saying is that these days you can have a boat where the cost per day is $3,500—a bigger and more suitable boat.

Hon. Eugene F. Whelan (Minister of Agriculture): Why? Well, I think you should tell Mr. McCain why.

Mr. McCain: The shipping market has declined, as he mentioned. There is no question that in the past couple of years the cost of shipping has certainly declined. Competition has been vigorous.

Mr. Whelan: Competition and availability of ships.

Mr. McCain: They are plentiful on the market—no question about that.

Mr. Whelan: I think you could say the same thing, Mr. McCain. Why did they do the same thing with potatoes?

Mr. McCain: They did not do the same thing—in the same sense. This contract has been signed . . .

[*Traduction*]

M. Choquette: Non, la première année.

M. McCain: Et les deux autres années?

M. Choquette: Nous avons résilié notre option, le marché du lait et du transport étant déprimés. Nous avons pu obtenir de meilleures conditions avec un plus gros tonnage, et nous avons dès lors affrété des cargos de type *Freedom*, et celui que nous affrétons actuellement nous coûte environ $3,500 par jour.

M. McCain: Vous avez payé $3,500 par jour pendant que le bateau était en train d'être chargé . . .

M. Choquette: Pas du tout. Nous vous disons qu'actuellement, l'affrètement d'un navire est très bon marché et nous pouvons affréter un cargo de type *Freedom* pour environ $3,500 par jour.

M. McCain: Qu'entendez-vous exactement par $3,500 par jour?

M. Choquette: Eh bien, lorsque nous affrétons un bateau, il coûte à la Commission $3,500 par jour.

M. McCain: Pendant toute la durée du contrat?

M. Choquette: Je vous demande pardon?

M. McCain: Pendant toute la durée du contrat d'affrètement? Je ne comprends pas très bien. Je peux concevoir que vous ayez à payer $3,500 par jour pendant que le bateau est en train d'être chargé ou d'être déchargé, pendant qu'il est immobile en quelque sorte, mais vous avez parlé de $76 par tonne de fret transporté, comment arrivez-vous à réconcilier d'une part $76 la tonne et d'autre part $3,500 par jour?

M. Choquette: Notre premier navire a été affrété au tarif de $76 la tonne, compte tenu d'un certain nombre de jours pour le chargement, d'un certain nombre de jours pour le voyage proprement dit entre Québec et l'Algérie, et d'un certain nombre de jours pour le déchargement. Après cela, cela nous a coûté $6,800 par jour. Nous voulons simplement vous dire qu'à l'heure actuelle, nous pouvons avoir un bateau beaucoup plus gros et qui convient beaucoup mieux à nos besoins pour $3,500 par jour.

L'honorable Eugene F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Pourquoi? Dites donc à M. McCain pourquoi.

M. McCain: Comme il l'a dit, le marché du transport maritime est déprimé. Nous savons fort bien que depuis un ou deux ans le coût du transport maritime a fortement diminué et que la concurrence est très vive.

M. Whelan: La concurrence et le nombre de navires disponibles.

M. McCain: Il y a pléthore, c'est évident.

M. Whelan: Vous auriez pu dire la même chose, monsieur McCain. Pourquoi en a-t-il été de même pour les pommes de terre?

M. McCain: Ce n'est pas la même chose, ils n'ont pas fait cela de la même façon. Le contrat en question a été signé . . .

[*Text*]

Mr. Whelan: Well, in a way they do.

Mr. McCain: I would like to know . . . what were the terms of the contract? What commitment did you make to the boat and what commitment did the boat owner make to you in this contract? What was your commitment? And what was their commitment?

Mr. Choquette: That is very easy. In the contract, the owner agreed that the boat would be at the service of the commission and he had no right to transport anything else unless he got permission from us. That is all. The price for transportation was set at so much per tonne; so much per day for demurrage when it takes more time. And the contract could be terminated on certain bases.

Mr. McCain: I thought your Algerian people provided the boat for your shipment.

Mr. Choquette: Oh, yes. They provided any type of boat, and many times . . . you know, when we sign a contract with the Algerians, the delivery schedule is the responsibility of the Canadian Dairy Commission. What they say is that they would like us to use the Algerian company, but never forget that the schedule is our responsibility. What we had with the Algerians . . . we had boats delayed sometimes by one month; we had boats which were not suitable; we had boats where it cost $35,000 just for wood to prepare the boat to load the product. At one point in time, they were asking $140 per tonne—and $120—and we got an owner who was ready to transport the product to Algeria at $76 per tonne. So we decided that was the only way to serve this customer correctly.

Mr. McCain: Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: *Merci*, Mr. McCain.

Mr. Hovdebo.

Mr. Hovdebo: Thank you, Madam Chairman.

Due to the circumstances of time and condition, I want to ask the minister a question which is—are you listening?

Mr. Whelan: Yes, we are listening to you.

Mr. Hovdebo: —which is not on the CDC, but is on another area, Madam Chairman, which falls very directly into this vote.

Just lately, in Saskatchewan, a court case gave a group of three farmers in Saskatchewan—awarded them $82,000 in a court case for the effects of alafaland herbicide, Mr. Minister. In 1983, these three farmers brought this court case against the Horst Company and they were allowed $82,000. They sued for $110,000—from $8,000 worth of herbicide. This verdict was by a civil jury in Saskatchewan. The verdict said the company and its agents had represented the effectiveness of the herbicide.

[*Translation*]

M. Whelan: Mais si, dans un certain sens, c'est la même chose.

M. McCain: J'aimerais savoir quelles étaient les modalités et les conditions du contrat? Quels engagements avez-vous pris à l'endroit du navire et quels engagements l'armateur a-t-il pris à votre endroit? Qu'avez-vous promis de faire? Qu'est-ce que l'armateur a promis de faire?

M. Choquette: Il est très facile de répondre à cette question. Aux termes du contrat, le propriétaire met le navire à la disposition de la Commission et n'a aucunement le droit de transporter quoi que ce soit d'autre sans notre permission. Voilà tout. Le prix du transport a été fixé par contrat à autant de dollars la tonne, à autant de dollars par jour pour les frais de surestarie lorsque le temps d'immobilisation dépasse le temps prévu. Enfin, le contrat pouvait être résilié moyennant certaines conditions.

M. McCain: Je pensais que c'étaient vos clients algériens qui vous fournissaient les bateaux.

M. Choquette: En effet. Ils nous ont fourni des bateaux de tous les types et, très souvent . . . Vous savez, lorsque nous signons un contrat avec l'Algérie, c'est à la Commission canadienne du lait qu'il incombe de respecter les dates de livraison. Evidemment, les Algériens nous disent qu'ils préféreraient que nous utilisions une compagnie de navigation algérienne, mais il ne faut pas oublier que c'est à nous à respecter les dates de livraison. Ce qui s'est passé avez les Algériens . . . Certains navires ont été retardés parfois d'un mois, certains ne convenaient pas du tout à ce genre de produits, nous avons eu des navires qui nous ont coûté $35,000 rien qu'en bois pour les aménagements intérieurs. À un moment donné même, ils nous demandaient $140 la tonne—$120 également—et nous nous sommes trouvés un armateur qui était tout à fait disposé à nous transporter nos produits vers l'Algérie pour $76 la tonne. Nous avons donc décidé que c'était pour nous la meilleure façon de satisfaire le client.

M. McCain: Merci, madame le président.

Le président: *Thank you*, monsieur McCain.

Monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: Merci, madame le président.

Vu les circonstances et la conjoncture, j'aimerais poser au ministre une question qui—est-ce que vous m'écoutez?

M. Whelan: Oui, oui, nous vous écoutons.

M. Hovdebo: . . . une question qui ne relève pas de la CCL, mais qui porterait plutôt, madame le président, sur un autre secteur, assez directement lié au crédit que nous étudions.

Il y a très peu de temps, un tribunal de la Saskatchewan a accordé à trois agriculteurs de cette province une indemnisation de $82,000 dans une affaire mettant en cause les effets d'un herbicide à luzerne. En 1983, ces trois agriculteurs ont donc poursuivi la compagnie Horst et ils ont obtenu $82,000. Ils avaient demandé $110,000 de dommages-intérêts suite à l'utilisation d'environ $8,000 d'herbicide. Le verdict en question a été rendu par un jury de la Saskatchewan. Le

[*Texte*]

• 1000

Now I wrote you about a case not too long ago which parallels this quite effectively—a farmer who used hoe grass on a piece of land and lost the whole crop because of the ineffectiveness of the herbicide. This particular case amounts to only $15,000, but it is a fairly hefty amount for that particular farmer in our area. What I would like to ask is, will the Department of Agriculture codify the standards for herbicides so that this particular farmer I have in mind and a number of other farmers who are being affected by improper or poor herbicide do not have to go through the process of a long court case to get their money from the companies which do misrepresent their herbicide?

Mr. Whelan: Madam Chairman, to the hon. member, I did not know that he was going to ask that question; I thought the questions today were going to be mostly for the Dairy Commission, but . . .

The Chairman: That is right.

Mr. Whelan: —I just went over a letter, as the first letter that was drafted for the hon. member I did not approve, and I wanted more information. But there is a final draft that I went over last night, so you should receive a response to that. But I can say this, that it is very difficult for a chemical company or the Department of Agriculture to really be able to say how that person who is applying the product applied it—whether or not they did everything according to all the instructions. There is no way that we can tell that on anything, so the letter that I have drafted for you—it sbould be in the mail to you today . . . is about two pages long, explaining the details.

Mr. Hovdebo: What you are suggesting, though, is that if you can prove it, then you have to do it. Unfortunately, the only way you can prove it now is to go to court, because there is no codification as far as the Department of Agriculture is concerned; and that is what I am asking. Will the Department of Agriculture codify the standards so that there is a basis against which judgment can be made?

In this case that I wrote you about in a letter, we have no problem. It was commercially applied. It was commercially mixed. We have tested the pails before and after, and we know exactly that it was bad herbicide. We have no problem with proof of that. But what will happen is that if this case has to go to court, then it will take them three years, in the same way as it took the Webbs in Swift Current three years. Will the department codify it so that they will not take three years?

[*Traduction*]

jugement décrétait que la compagnie et ses agents avaient précisé l'efficacité de l'herbicide.

Je vous ai écrit il y a quelques temps à propos d'un dossier assez semblable à celui-là, il s'agissait du cas d'un agriculteur qui avait utilisé sur une de ses parcelles un herbicide mais qui avait perdu toute sa récolte en raison de son inefficacité. En l'occurence il ne s'agissait que d'environ $15,000, ce qui est quand même une somme assez considérable pour un agriculteur de ma région. J'aimerais vous demander si le ministère de l'Agriculture va codifier les normes relatives aux herbicides de manière à ce que l'agriculteur auquel je pense et plusieurs autres également qui sont les victimes de mauvais herbicides ou d'herbicides qui conviennent mal à leur récolte n'aient pas à passer des années devant les tribunaux pour pouvoir se faire dédommager par les compagnies qui exagèrent les vertus de leurs herbicides.

M. Whelan: Madame le président, j'ignorais que le député allait me poser cette question aujourd'hui: je pensais en effet que nous allions surtout parler de la Commission canadienne du lait, mais . . .

Le président: C'est exact.

M. Whelan: . . . je viens de revoir le premier brouillon d'une lettre à l'intention du député, brouillon que je n'ai pas encore approuvé d'ailleurs, car je voulais en savoir davantage. Toutefois, une version définitive est sortie hier soir et le député devrait donc recevoir une réponse sous peu. Toutefois, je puis vous dire sans plus attendre qu'il est toujours extrêmement difficile pour une compagnie de produits chimiques ou pour le ministère de l'Agriculture de pouvoir déterminer si le plaignant a effectivement procédé à l'épandage du produit selon les instructions du fabricant. Il est impossible de le déterminer, et la lettre que je vais vous faire tenir, et qui devrait être au courrier aujourd'hui, vous l'explique en détail sur environ deux pages.

M. Hovdebo: Vous voulez dire en somme, monsieur le ministre, que si vous parvenez à en faire la preuve, vous devez intervenir. Malheureusement, la seule façon de prouver quoi que ce soit à l'heure actuelle consiste à passer par les tribunaux en raison de l'absence de toute codification de la part du ministère de l'Agriculture, et c'est précisément la raison pour laquelle je vous posais la question. Le ministère de l'Agriculture va-t-il codifier les normes de manière à ce que celles-ci puissent ultérieurement servir d'étalon en la matière?

En l'occurence, le cas que je vous ai soumis par écrit ne présente pas de problème car le mélange avait été préparé à l'usine, nous avons testé les contenants d'épandage avant et après l'épandage, et nous savons pertinemment qu'il s'agissait d'un mauvais herbicide. Nous n'avons aucun mal à le prouver. Toutefois, si le dossier doit être soumis aux tribunaux, il va falloir deux ou trois ans pour arriver à une décision, comme ce fut le cas d'ailleurs dans l'affaire Webbs à Swift Current. Le ministère va-t-il donc codifier les normes de manière à ce que les victimes n'aient pas à attendre trois ans pour obtenir satisfaction?

[*Text*]

Mr. Whelan: I want to correct one thing, Madam Chairman, which the hon. member has stated. No evidence has been given to me as minister that it is bad herbicide.

Mr. Hovdebo: Yes, well, I have that . . .

Mr. Whelan: If you can present that, you should have no problem with me or anybody else. Nothing has been shown to me by my officials or by anyone that . . .

Mr. Hovdebo: I sent you copies of letters showing that . . .

Mr. Whelan: I know, but there is no evidence in anything that I have.

Le président: Monsieur Hovdebo, je voudrais vous rappeler que la séance aujourd'hui était réservée à la Commission canadienne du lait. Le sujet dont . . .

Mr. Hovdebo: Yes, except that we are on book No. 1, Madam Chairman.

Le président: Juste un instant. *Just a minute.* Le sujet que vous traitez actuellement aurait pu l'être certainement à la dernière réunion où nous avions les hauts fonctionnaires du Ministère qui auraient pu, certainement, répondre à cette question-là. Mais je ne pense pas que vous deviez profiter de l'étude du crédit 35, qui concerne la Commission canadienne du lait, pour régler ce problème-là.

Je regrette beaucoup, monsieur Hovdebo, mais je pense qu'on va devoir s'en tenir à la situation de la Commission canadienne du lait. Il vous reste cinq minutes.

Mr. Hovdebo: I have no questions.

Le président: Merci monsieur Hovdebo. Monsieur Dubois.

M. Dubois: Merci, madame le président.

Madame le président, je vais poser quelques questions à M. Choquette. Concernant la situation des quotas de lait, et principalement la situation qui inquiète bon nombre de producteurs du Québec, qu'est-ce qui va arriver, au niveau du quota national et surtout le fait de la situation de la Colombie-Britannique, dans toutes les choses qui se passent à l'heure actuelle en rapport avec d'autres programmes dont le transport des grains et puis les effets futurs sur certaines productions.

• 1005

Les agriculteurs du Québec.., enfin, certains que j'ai rencontrés.., me demandent ce qui se passe avec la Colombie-Britannique. La dernière fois que vous avez comparu, on a parlé d'un montant d'argent, environ 4.5 millions de dollars, c'est-à-dire une dette et le quota de la Colombie-Britannique, et le fait qu'ils ne veulent plus y demeurer. Je sais qu'il y a une réunion qui se tiendra sous peu au niveau des provinces. Quelle est la situation actuellement? Que peuvent faire les gens de la Colombie-Britannique pour, comme on dit communément en bon français «dumper» dans les autres provinces pour que le cheminement se fasse jusque dans la province de Québec?

[*Translation*]

M. Whelan: Le député a dit une chose, madame le président, que j'aimerais rectifier. On ne m'a jamais prouvé en aucune façon qu'il s'agissait d'un mauvais herbicide.

M. Hovdebo: Oui, évidemment, j'ai . . .

M. Whelan: Si vous pouvez me donner des preuves, je ne vous ferai nullement entrave et les autres non plus. Mais personne n'a prouvé, ni à mes fonctionnaires, ni à moi-même, que . . .

M. Hovdebo: Je vous ai envoyé copies de certaines lettres révélant que . . .

M. Whelan: Je sais, mais dans les documents que j'ai, il n'y a aucune preuve.

The Chairman: Mr. Hovdebo, I would like to remind you that this meeting, supposedly, was to be devoted to the Canadian Dairy Commission, which . . .

M. Hovdebo: Effectivement, madame le président, mais je vous rappelle que nous étudions le livre numéro 1.

The Chairman: Just a minute. *Juste un instant.* The matter that you are dealing with right now could have been dealt with at our last meeting, when we had the department's senior offficials who undoubtedly would have been able to answer you. However, I do not believe you should use this consideration of Vote 35 on the Canadian Dairy Commission to further that problem.

I am awfully sorry, Mr. Hovdebo, but I think we will have to stick to the Canadian Dairy Commission's situation. You have five minutes left.

M. Hovdebo: J'en ai terminé.

The Chairman: Thank you, Mr. Hovdebo. Mr. Dubois.

Mr. Dubois: Thank you, madam Chairman.

Madam Chairman, I would like to ask Mr. Choquette a few questions. In terms of milk quotas, and first of all of a situation which has a good number of Quebec producers concerned, what exactly is going to happen to the national quota, with regard particularly to the situation in British Columbia, to all those developments which happen right now with other programs, for instance grain transportation and also with regard to the future effects on certain kinds of production activities?

Quebec farmers . . . , at least some of them, whom I have met . . . , have asked me what is going on with British Columbia. The last time you appeared before the Committee, we spoke about a certain amount of money, approximately $4.5 million, i.e. a debt and the quota for British Columbia, and we also discussed the fact that they do not want to stay in that situation. I know that a provincial level meeting will be held shortly. But I would like to know what the situation is at the present time. What can the people in British Columbia do to, as we say, dump their production in the other provinces, so that the whole chain of events goes all the way to the Province of Quebec?

[*Texte*]

Je m'inquiète à ce sujet, monsieur Choquette, et j'aimerais savoir où on en est et s'il y a des solutions à l'horizon qui pourraient rassurer les producteurs agricoles que je représente, quant à cette affaire-là.

M. Choquette: *Shall I answer*?

La première chose à laquelle il faut songer est la répartition des quotas au Canada, qui est la responsabilité des provinces.

M. Dubois: Oui.

M. Choquette: Lorsque les provinces ont accepté que la Colombie-Britannique se serve d'un certain nombre de quotas qui étaient inutilisés pour une certaine période, la Commission a avisé les provinces qu'à un certain moment, cette possibilité n'existera plus et qu'elles devront faire face à la réalité. C'est effectivement ce qui est arrivé.

Au cours du mois de mai, quatre provinces dont le Québec, l'Ontario, l'Alberta et le Nouveau-Brunswick rencontreront les producteurs de la Colombie-Britannique et nous souhaitons qu'ils reviendront avec une proposition qui sera acceptable pour les provinces et pour la Colombie-Britannique.

M. Dubois: Très bien.

Mr. Whelan: Madam Chairman, if I could answer just a little. They are within the agreement with their right to withdraw if they do not agree with what is going on. Mind you, I am not saying that the legislation is right—I should say within the agreement that the legislation provides for them to be part of the national program. But they had borrowed quota from other provinces; the other provinces agreed they were not using the quota and they said to British Columbia: You use it. So British Columbia increased their production. When you withdraw the production from British Columbia and say we are going to take it back to Alberta and Saskatchewan or whatever provinces they borrowed it from, those provinces that are going to get their quota back from British Columbia are not going to suffer any cutback. But some of the people in British Columbia are going to suffer a cutback of, say, 12% or 13%, so it means they have to disperse some of their herds.

So that program is a very friendly, neighbourly type of thing, allowing them to use the quota when it was not being used. Now it is creating a hardship on them in British Columbia. They have always benefited from the overall national quota. They benefit from the protection because they belong to the national program—or even if they do not belong to the national program, you still have supply management and you can have border controls. For instance, with the problem they have in the United States . . .

You say grain transportation—I do not want to get into that very deeply here today: I say that is the most overestimated thing and it is going to affect any kind of eastern agriculture because the United States and what the European Community

[*Traduction*]

This situation is worrying me, Mr. Choquette, and I would like to know just where we stand at the present time and if there are any solutions on the horizon which could reassure the agricultural producers whom I represent.

Mr. Choquette: Shall I answer?

The first thing to look at is the distribution of quotas in Canada, which is a provincial responsibility.

Mr. Dubois: Yes.

Mr. Choquette: When the provinces agreed to let British Columbia use a certain number of quotas which had not been used over a certain period of time, the Commission advised the provinces that at some point this possibility would no longer exist and that they would have to face up to reality. And that is exactly what happened.

During the month of May, representatives from four provinces, those of Quebec, Ontario, Alberta and New Brunswick, will meet with the producers from British Columbia, and we are hoping that they will come back with a proposal that will be acceptable to British Columbia and to all the other provinces.

Mr. Dubois: Good.

M. Whelan: Madame le président, si vous me permettez d'ajouter quelque chose. L'accord prévoit qu'ils aient le droit de se retirer des arrangements s'ils ne sont pas d'accord avec ce qui se passe. Mais je m'empresse de dire que je veux pas dire par là que la loi est bonne—j'aurais dû dire que l'accord leur permet, en vertu de la loi, de faire partie du programme national. Mais ils ont emprunté des quotas à d'autres provinces; ces dernières savaient qu'elles n'utilisaient pas ces contingents et elles avaient donné la permission à la Colombie-Britannique de les utiliser. Alors les producteurs de la Colombie-Britannique ont augmenté leur production. Lorsque cette production sera retirée de la Colombie-Britannique, pour être rendue à l'Alberta, à la Saskatchewan, ou à d'autres provinces auxquelles les gens de la Colombie-Britannique l'ont empruntée, ces provinces vont donc récupérer leur quota et elles ne subiront aucune réduction. Mais certains producteurs en Colombie-Britannique vont devoir subir des réductions de l'ordre de 12 ou de 13 p. 100, ce qui signifie qu'ils devront réduire leur cheptel.

Il s'agit donc d'un programme très amical, du genre de ceux que l'on négocie entre voisins, programme qui leur permet d'utiliser les quotas qui ne sont pas utilisés ailleurs. Mais à l'heure actuelle, cela pose des problèmes en Colombie-Britannique. Ces gens-là avaient toujours bénéficié du quota national d'ensemble. Et ils étaient protégés parce qu'ils font partie du programme national . . . Et même s'ils n'appartiennent pas au programme national, ils peuvent toujours recourir à la gestion des approvisionnements et il y a également les contrôles aux frontières. Par exemple, avec le problème qui existe à l'heure actuelle aux États-Unis . . .

Vous avez parlé du transport des céréales . . . Je ne voudrais pas trop approfondir cette question aujourd'hui. Je dis qu'on a surestimé la chose et que cela aura une incidence sur toutes les activités agricoles de l'Est, parce qu'avec ce qui se passe aux

[*Text*]

has with . . . The European Community will have 600,000 tonnes of surplus butter by the end of December. The United States will have 300,000 tonnes of surplus butter by the end of December. I do not know what you do with it.

So that is going to make M. Choquette's job and the Dairy Commission's job much harder in Canada, because the United States is putting millions and billions of dollars into that program. You notice we have not had to do that yet in Agriculture Canada because our farmers, in particular our dairy farmers, are pretty healthy. But I am just saying that the program . . . They are trying to iron this out; they are trying to work it out. I think probably we should even be looking at the legislation. They cannot withdraw that easily once they get involved in a program, and a transfer of quotas back and forth between the provinces should be probably looked at a little harder, a little tougher, before you do that again because, as I was saying, they have been good members.

• 1010

The program has been very beneficial to the producers in British Columbia; it will continue to be beneficial, even though they are not going to be contributors to it.

M. Dubois: Ce qui veut dire, tant par vos commentaires, monsieur Choquette, que ceux du ministre, que nos agriculteurs à ce moment-là, de l'est du pays, ou enfin du Québec n'auraient pas à s'inquiéter de cette situation-là. Je comprends que, d'accord, c'est la situation des provinces, mais on a le quota national qui est environ de 100 millions de livres de lait et selon ce que vous me dites, que la Colombie-Britannique ne réintègre—c'est peut-être plus que cela, je ne sais pas—ne réintègre pas la situation, ou ne respecte pas la situation des quotas en ce sens qu'ils décident qu'ils continuent à produire hors de leurs quotas, ou enfin qu'ils ne font pas front commun avec les autres provinces au niveau du quota national, est-ce que ça ne posera pas de problèmes aux gars du Québec?

Mr. Whelan: I do not want to give the impression that either the chairman of the Dairy Commission or myself are happy with it.

Mr. Dubois: No, I know that.

Mr. Whelan: What we are saying is maybe they are being treated not that fairly either, because they used unused quota that belonged to other producers in other provinces. Then, when the national cutback comes because of world conditions, they suffer the worse because the others just pull their quota back home and say, look we are just using our quota we had loaned to British Columbia. So the total cutback affects the British Columbians more than it does anybody else, because they are going to have a 13% cutback, if I remember right, in British Columbia. It may be 12%, 13% or 14%, so it means some of them disperse their herds—maybe one-fifth of their herds in some instances. It is a real hardship. It means a really tough adjustment. But B.C. will still enjoy the fact that there is a Dairy Commission here, because it still stops the cheap imports from other countries.

[*Translation*]

États-Unis et dans les pays de la Communauté européenne—la Communauté européenne aura d'ici la fin décembre un surplus de 600,000 tonnes de beurre. Et à cette même date, les États-Unis auront un surplus de 300,000 tonnes de beurre. Je ne sais ce qu'on pourra en faire.

Cela va beaucoup compliquer le travail de M. Choquette et de la Commission canadienne du lait, parce que les États-Unis versent des millions ou plutôt des milliards de dollars à ce programme. Vous constaterez que je n'ai pas encore eu à faire cela ici au Canada, parce que nos fermiers, et surtout nos producteurs de lait, connaissent une situation plutôt saine. Tout ce que je veux dire, c'est que le programme . . . Ils essaient de régler le problème, d'aplanir les difficultés. Et je pense que nous devrions même regarder du côté de la loi. Il n'est pas si facile de se retirer d'un programme une fois qu'on y est inscrit, et avant de permettre un autre transfert de quota entre provinces, je pense qu'il faudra examiner la situation de plus près, car, comme je le disais, ils ont été de bons membres.

Le programme a été très bénéfique pour les producteurs de la Colombie-Britannique et il continuera de l'être, même si ceux-ci ne vont plus y contribuer.

Mr. Dubois: Your comments, Mr. Choquette, and those of the minister, therefore mean that our farmers in the eastern part of the country, or at least in Quebec, should not worry about the situation. I agree that that is the situation for the provinces, but we have a national quota of about 100 million pounds of milk, and according to what you have just told me, i.e. that British Columbia will not reintegrate itself within the system . . . perhaps it is more than that, I am not sure . . . or that it will not respect the quota system in the sense that if B.C. producers continue to go beyond their quotas, or if they do not join with the other provinces in a common front as far as the national quota is concerned, . . . Will that not cause problems for the people in Quebec?

M. Whelan: Je ne voudrais pas vous donner l'impression que le président de la Commission canadienne du lait et moi-même sommes satisfaits de la situation.

M. Dubois: Non, je le sais bien.

M. Whelan: Ce que nous disons, c'est qu'ils ne sont peut-être pas très bien traités non plus, parce qu'ils ont utilisé des quotas non utilisés qui appartenaient à des producteurs d'autres provinces. Lorsque les conditions du marché mondial exigent une réduction nationale, ce sont eux qui souffrent le plus, car les autres n'ont qu'à rapatrier leurs quotas et dire qu'ils ne font que se servir du quota qu'ils avaient prêté aux gens de la Colombie-Britannique. La réduction va donc davantage toucher les gens de la Colombie-Britannique que les autres producteurs, car, si je me souviens bien, les producteurs de cette province auront à subir une réduction de 13 p. 100. Cette réduction doit être de l'ordre de 12, de 13 ou de 14 p. 100. Cela signifie que certains d'entre eux devront réduire leur cheptel, et ce de peut-être un cinquième dans certains cas. C'est très grave. Cela exigera beaucoup d'adaptation de leur part. Mais la Colombie-Britannique profitera toujours du fait que notre pays soit doté d'une Commission du lait, car celle-ci

[*Texte*]

It is the same in Alberta with the chicken farmers.

Mr. Dubois: Yes.

Mr. Whelan: Broiler producers do not belong to the national program, but they enjoy all the benefits of supply management because of border protection.

Monsieur Choquette, s'il vous plaît.

M. Choquette: Non, je pense que je suis d'accord avec le ministre. Ce n'est pas une situation facile.

M. Dubois: Oui.

M. Choquette: C'est une situation qui peut éventuellement s'aggraver, parce que s'il n'y a pas de solutions, si d'autres provinces décidaient de prendre la même politique, alors, c'est évidemment une inquiétude. Mais par contre, tu te dis, on espère que la négociation de mai devrait résulter en un compromis acceptable à tout le monde.

M. Dubois: Bon. Très bien. Maintenant, l'année dernière, il y a eu une réduction des quotas, il y a eu 2 p.100 à un moment donné et puis un autre 2 p.100 au niveau des quotas, en tout cas au niveau de la province de Québec. Certaines rumeurs.., évidemment c'est sûr que cela dépend de ce que l'on peut répondre à nos agriculteurs du Québec ou autres, c'est que tout dépend surtout de la consommation nationale, c'est bien évident. Et puis évidemment, il y a aussi une question d'exportation, mais certains agriculteurs que je rencontrais se disaient, est-ce que c'est vrai qu'il va y avoir une autre coupure de quotas et qu'il va y avoir d'autres problèmes?

Je ne sais pas comment il me reste de temps, madame le président, il me reste deux minutes? Alors je vais en profiter pour poser mon autre question. J'aimerais avoir des éclaircissements sur cette chose-là.

La deuxième des choses, je me rappelle que lors d'une des séances, mon collègue M. Tessier de Mégantic—Compton—Stanstead, c'est bien, j'ai bien prononcé cette fois—c'est un vieux député alors il faut bien que je respecte son comté. Ce qu'il en est, c'est que . . .

Mr. Wise: À point of order.

M. Dubois: Ce qu'il en est c'est que . . . la fameuse histoire . . . je comprends qu'il y a aussi la situation des provinces et puis des offices de mise en marché . . . le fameux achat des quotas. La première partie de ma question c'est qu'est-ce qui peut arriver s'il y a des coupures?

La deuxième partie de ma question, je comprends que cela ne dépend pas nécessairement de nous autres au niveau de la Commission canadienne du lait, mais monsieur Choquette, j'aimerais avoir vos commentaires ou monsieur le ministre, concernant cette fameuse situation du prix des quotas.

• 1015

Les gens, évidemment, ont eu les quotas au départ, et cela ne leur coûtait rien. Maintenant le prix du quota est de tant

[*Traduction*]

bloque les importations bon marché en provenance d'autres pays.

C'est la même chose en Alberta avec les éleveurs de poulets.

M. Dubois: Oui.

M. Whelan: Les éleveurs de poulets de gril n'appartiennent pas au programme national, mais jouissent de tous les avantages que procure la gestion des approvisionnements à cause de la protection des frontières.

Mr. Choquette, please.

Mr. Choquette: No, I think I am in agreement with the minister. It is not an easy situation.

Mr. Dubois: Yes.

Mr. Choquette: It is a situation which may eventually become more serious, because if there is no solution, if other provinces decide to adopt the same policy, then there will be cause for concern. But what we must say to ourselves is that we have great hopes that the May negotiations will result in a compromise that will be acceptable to all.

Mr. Dubois: Very well. Now last year, the quotas were reduced by 2%, and later on by another 2%, at least in the Province of Quebec. Certain rumours, of course, that all depends on the answers we can give to our farmers in Quebec and elsewhere . . . It all depends, of course, on the level of national consumption. And there is also the question of exports; but certain farmers whom I have met have asked me whether it is true that quotas will be cut once again and that there will be other problems.

I do not know how much time I have left, Madam Chairperson. I have two minutes? In that case, I will take advantage of that time to ask another question. I would like you to give me a few explanations concerning that matter.

Secondly, I remember that during one of our previous meetings, my colleague Mr. Tessier, from Mégantic—Compton-Stanstead . . . I think I pronounced it correctly this time . . . he has been an MP for quite a while, so I have to respect his riding. The fact of the matter is . . .

M. Wise: J'invoque le Règlement.

Mr. Dubois: The point of the matter is . . . that famous story . . . I understand that there is also the situation of the provinces and the marketing boards . . . the famous question of the buying up of quotas. The first part of my question is what could happen if there are reductions?

And now for the second part of my question: I realize that this does not necessarily depend upon what is done at the level of the Canadian Dairy Commission, Mr. Choquette, but I would like your comments, or those of the minister, concerning this famous situation regarding the price of quotas.

Of course, these people have had their quotas from the beginning, and they did not cost them anything. But at the

[*Text*]

l'hectolitre. Le cultivateur moyen qui veut augmenter sa capacité de production doit s'acheter des quotas. Ils disent: Cela n'a plus de bon sens, l'achat des quotas; cela coûte tant de dollars et ainsi de suite.

Est-ce qu'il y aurait moyen de faire une espèce de *pool* concernant les quotas pour que les jeunes cultivateurs n'aient pas à payer des prix astronomiques pour repartir? Cela, c'est un des problèmes auxquels font face nos agriculteurs. Y a-t-il une solution? Avez-vous des commentaires à faire sur cela? J'aimerais entendre vos commentaires, d'abord sur la coupure possible puis deuxièmement sur cet élément-là.

Mr. Whelan: Madam Chairman, Monsieur Choquette may have a different viewpoint than I do, and he can give it if he wants to. I just wanted to say that the total demand for all dairy products, as of February 28, is slightly up—by 4%, as compared to last year. So talking about our own domestic use in Canada, there would probably be no cutbacks there. But we produce skim milk powder because we produce our own butter, so we produce more powder than we do butter. We could be in trouble in the world markets with what is happening in the European community and in the United States, because they do not curtail production, they just subsidize. They have it coming out of their ears, so I think we would have to be guided by what the United States especially decides to do, and the community especially decides to do.

If they decide to start dumping that on world markets, and if you saw what Mr. Black said, I believe, the day before yesterday in Chicago at a press concerence . . . —he said: We may start dumping. I think he is already doing that, because, for instance, when you sell 60,000 tons of skim milk power to a country and you give them 20,000 tons, that is a form of price cutting or dumping or a giveaway, whatever you want to call it. So it is hard to foresee what is going to happen, because farmers increased their production last year when they should not have increased their production, contrary to their quotas in Canada.

Getting to the cost of quotas, every province in Canada controls the cost of quotas. Federally we do not have anything to do with it. Some provinces have programs on which there is really no cost, and they are doing just what you are suggesting, or fairly close to what you are suggesting, which I think is a fair program. It allows for new producers; It allows for young producers to expand into economically viable units. If it were under the jurisdiction of the federal minister and the federal government, it would not take us very long to make a fair quota system for industrial milk, but most of the provinces fear that; they want that authority. That is one thing we are sevevely criticized for, and federally we have very little to do with it.

[*Translation*]

present time, quotas are sold so much per hectolitre. The medium size farmer who wants to increase his production capability has to buy quotas. And people are saying that this buying of quotas does not make any sense, that it costs so many dollars, et cetera.

Would there be any way of creating some type of pool for quotas so that young farmers would not have to pay these astronomical prices in order to get started up? That is a problem that our farmers are now facing. Is there any solution? Do you have any comments to make concerning that? I would like to hear your comments first of all, on the possibility of a further reduction and secondly, on this other element I have brought up.

M. Whelan: Madame le président, M. Choquette ne partage peut-être pas mon point de vue, mais il pourra dire ce qu'il en pense, s'il le souhaite. J'aimerais tout simplement dire que la demande totale pour tous les produits laitiers a légèrement augmenté au 28 février: en effet, nous avons constaté une augmentation de 4 p. 100 par rapport à l'an dernier. Pour ce qui est donc de notre consommation canadienne, il n'y aurait sans doute pas de réduction, mais nous produisons de la poudre de lait écrémé parce que nous produisons notre propre beurre; nous produisons par conséquent davantage de poudre de lait que de beurre. Mais nous pourrions nous trouver mal pris sur les marchés mondiaux compte tenu de ce qui se passe dans les pays de la Communauté européenne ainsi qu'aux États-Unis, parce que ces pays-là ne limitent pas leur production. Ils subventionnent sans fin, et ça commence par leur sortir par les oreilles; alors il nous faudra décider quoi faire en fonction de ce que décideront les États-Unis et plus particulièrement les pays européens.

S'ils décident de faire du dumping sur les marchés mondiaux, et si vous avez entendu ce qu'a dit M. Black, hier je pense, ou avant-hier, à Chicago . . . Lors d'une conférence de presse, il a dit qu'il envisageait de commencer à faire du dumping. Je pense d'ailleurs qu'il le fait déjà, parce que si vous vendez 60,000 tonnes de poudre de lait écrémé à un pays et si vous lui en donnez 20,000 tonnes, c'est une forme de réduction des prix, de dumping, voire de cadeaux, on appelle ça comme on veut. Il est donc difficile de prévoir ce qui va se passer, parce que les fermiers ont augmenté leur production l'an dernier, ce qu'ils n'auraient pas dû faire. Ils n'ont pas de quotas comme au Canada.

Pour ce qui est du prix des quotas, chaque province canadienne contrôle le coût des quotas. Les autorités fédérales n'ont rien à voir avec cela. Certaines provinces ont des programmes qui ne prévoient aucun coût: elles font exactement ce que vous avez proposé, pour ce qui est de la redistribution de leurs quotas, ce qui est, je pense, très juste. Pareil programme permet aux nouveaux producteurs de s'agrandir pour devenir des unités économiques viables. Si cela relevait du ministre et du gouvernement fédéraux, ça ne nous demanderait pas beaucoup de temps pour mettre en place un système de quotas pour le lait industriel qui soit juste; mais la plupart des provinces craignent cela et souhaitent conserver cette autorité. C'est là une des choses pour lesquelles nous sommes sévèrement critiqués, mais le fédéral a très peu à dire là-dessus.

[*Texte*]

Le président: Cela va?

M. Whelan: Monsieur Choquette?

M. Choquette: Non, je suis d'accord. Je suis d'accord, monsieur le ministre. La production est en hausse de 2.4; il n'y a pas de problème à l'heure actuelle et le système des quotas . . . Je voudrais seulement ajouter une chose. Quand les producteurs . . .

M. Whelan: Excusez-moi, s'il vous plaît.

The translator said production is up by 2.4; consumption is up.

Mr. Choquette: Consumption is up by 2.4.

Quant à la valeur des quotas, lorsque la production nationale est de 6 ou 7 p. 100 trop élevée, c'est évident que tout le monde veut des quotas. Mais au début de l'année, chaque producteur s'est fait dire combien il en avait. Alors, les prix des quotas sont très élevés, évidemment, quand tout le monde produit plus que son quota, mais si l'an prochain, au milieu de l'été, on a une année sèche et que les gens ne produisent pas leur quota, le prix des quotas va probablement être coupé de 50 p. 100. C'est à ce moment-là que les gens qui veulent agrandir leur ferme devraient les acheter. Mais, dans une situation come celle de cette année, c'est évident qu'il n'y a pas de prix pour les quotas, parce que tout le monde en a besoin.

Le président: Merci, monsieur Choquette.

The Chairman: Mr. Wise.

Mr. Wise: Thank you very much, Madam Chairman. I want to welcome the chairman and the other commissioners, and the staff of the Canadian Dairy Commission, before us this morning. I apologize for being late. I know all members are under a great deal of pressure these days from large numbers of organizations in town wanting to meet with us; that was the reason I was late.

• 1020

If my understanding is correct, there was no opening statement given by either the minister or by the Chairman of the Canadian Dairy Commission, and I would be interested in posing a general question to try to get on the record sort of an overview of what the position of the industry is now with reference to production versus sales, both on a domestic market and on the export market. I think we all have some indication as to what is happening out there.

We are unfortunately moving into another phase. We have gone through these phases before and will obviously come out of them, but you are moving into a phase now where I believe that production is beginning to exceed domestic consumption and soften export market opportunities. This of course creates difficulties within the industry in trying to equalize these downward factors, which create downward pressures. It makes it more difficult for the Canadian Dairy Commission to oversee, I suppose, the operation of the national dairy policy, which I would not hesitate to place on the record and which has worked extremely well for the dairy farmers of this

[*Traduction*]

The Chairman: Is that all right?

Mr. Whelan: Mr. Choquette?

Mr. Choquette: No, I agree. I agree, Mr. Minister. Production has increased by 2.4%; there is no problem at the present time and the quota system . . . I would simply like to add one thing. When the producers . . .

Mr. Whelan: Excuse me.

L'interprète a dit que la production s'était accrue de 2.4 p. 100; il s'agit de la consommation.

M. Choquette: C'est la consommation qui a augmenté de 2.4 p. 100.

As for the value of quotas, when national production is 6 or 7% too high, it is evident that everyone wants to have quotas. But at the beginning of the year, each producer is told how much he can have. The price of quotas is of course very high when everyone produces more than his quota; but if next year, in the middle of the summer, we realize that we are having a dry year and that people are not producing their quota, the price of quotas will probably come down by 50%. That is when people who wish to enlarge their operation should buy quotas. But in a situation such as the one we have this year, it is evident that there is no price for quotas, because everyone needs them.

The Chairman: Thank you, Mr. Choquette.

Le président: Monsieur Wise.

M. Wise: Merci beaucoup, madame le président. Je tiens tout d'abord à souhaiter la bienvenue au président, aux autres commissaires, et au personnel de la Commission canadienne du lait qui sont venus comparaître devant nous ce matin. J'aimerais par ailleurs m'excuser pour mon retard. Je sais que tous les députés sont très demandés ces jours-ci; il y a beaucoup d'organismes en ville qui veulent nous rencontrer, et c'est la raison pour laquelle je suis arrivé en retard.

Si j'ai bien compris, ni le ministre ni le président de la Commission canadienne du lait n'ont fait une déclaration préliminaire, et j'aimerais vous poser une question d'ordre général afin que figure au procès-verbal une explication de la position de l'industrie quant à la production et aux ventes tant sur le marché canadien que les marchés d'exportation. Je pense que nous avons tous une petite idée de ce qui se passe à ce niveau-là.

Nous entamons malheureusement une nouvelle phase. Nous avons déjà traversé ces phases et nous allons bien sûr nous en sortir, mais nous entamons maintenant une phase dans laquelle, il me semble, la production commence à dépasser la consommation canadienne et où les possibilités qu'offrent les marchés d'exportation s'amoindrissent. Et cela crée bien sûr des difficultés au sein de l'industrie, qui doit essayer d'équilibrer ces facteurs à la baisse qui amènent à leur tour des pressions vers la baisse. Et cette situation complique, je suppose, le travail de la Commission canadienne du lait qui doit superviser l'application de la politique laitière nationale

[*Text*]

country since 1971, its approximate time of implementation, and also worked extremely well for the Canadian consumer. So I wonder if the chairman would be kind enough to place on the record sort of an overview of what is happening out there with reference to production and market opportunities both domestic and in the export market.

Mr. Whelan: Madam Chairman, as the hon. member has stated, there has been no real opening statement by either the chairman or myself. If he is concerned about what is going to happen with production and how it is going to affect us, I repeat, the United States Secretary of Agriculture told me in December he was going to cut production. He has not cut production. He is penalizing, I believe, 50 cents a hundred. His idea of cutting production was also to cut subsidies. He has to have approval of Congress to cut subsidy, and Congress has not given him that approval, so production is staying pretty much the same as it was. This is because, at low commodity prices, farmers are using the cheaper grain and cheaper protein—soya bean meal, etc.—to turn the cows on. But he has a bigger problem now than he did, say, three months ago and he does not know how he is going to get out of it. He is going to use all kinds of assistance, etc. I call it a wasteful program that he is involved in. He does not want to go to what he calls supply management. He wants to go around it by the backdoor system of trying to curtail it by cutting the farmer's income. I told him I did not think he would be successful.

You move to the European community and you will see that their condition is practically the same straight subsidization, without any control over production. Their supplies are getting bigger and bigger all the time. It is a scary situation. So what we should be doing is watching it very closely, which we are doing, and if necessary cut production further.

I am sure Gilles Choquette could give the hon. member, Madam Chairman, more accurate figures on the actual production and where we are at at the present time.

Mr. Choquette: Last January we increased over our quota levy from $20.24 to $27.95. The production of milk, which was at 6.7% higher than last year, one month later came down to 5.4%, and they are sending a lot of cows for slaughter. If it follows that trend, production will not be far from the Canadian requirement. We expected the increase over quota levy by close to $8 would do the job. In fact, it seems it does the job. Over that, as we said, the consumption is up by 2.4%, which is very positive, when it was down by 1% or 2% last November, which would help on the other side.

[*Translation*]

qui, je n'hésite pas à le dire, a très bien fonctionné pour les producteurs laitiers du pays depuis 1971. J'ajouterai par ailleurs que l'échelonnement de son application a également très bien servi les consommateurs canadiens. Le président pourrait-il donc nous donner un tableau d'ensemble de ce qui se passe au niveau de la production et des possibilités de commercialisation sur les marchés tant canadien qu'étrangers?

M. Whelan: Madame le président, comme vient de le dire le député, ni le président ni moi-même n'avons lu de déclaration préliminaire; mais s'il est préoccupé par ce qui va se passer au niveau de la production et des ramifications que cela va entraîner pour nous, je tiens à lui répéter que les États-Unis, ou plutôt le Secrétaire américain à l'Agriculture, m'a dit en décembre qu'il allait réduire la production. Mais il ne l'a pas fait. Il a imposé une pénalité de 50 cents du cent livres. Son idée pour couper la production, c'était de couper les subventions. Il doit avoir l'approbation du Congrès pour pouvoir réduire les subventions, mais le Congrès ne la lui a pas accordée, et la production est demeurée à peu près la même. Et cela s'explique du fait que, compte tenu des bas prix auxquels sont vendues les denrées, les fermiers utilisent les céréales, les protéines, le tourteau de soya, etc., qui se vendent à bon marché, pour activer la production laitière des vaches. Mais il fait face à l'heure actuelle à un problème plus sérieux que celui auquel il était confronté il y a, mettons, trois mois, et il ne sait pas comment il va faire pour s'en sortir. Il va utiliser des tas de programmes d'aide, etc. Moi je trouve que son programme est très gaspilleur. Il ne veut pas recourir à ce qu'il appelle la gestion des approvisionnements. Il veut agir par la petite porte, en essayant de limiter la production en réduisant les revenus des fermiers. Je lui ai dit que je ne pensais pas qu'il y réussisse.

Et si vous regardez du côté de la Communauté européenne, vous constaterez que leur situation est pratiquement la même: il y a des subventions directes, sans aucun contrôle au niveau de la production. Leurs approvisionnements augmentent sans cesse. C'est une situation qui fait peur. Ce que nous devrions donc faire, c'est surveiller de très près la situation, ce que nous faisons déjà, et réduire toute production supplémentaire, si cela s'avère nécessaire.

Madame le président, je suis certain que M. Choquette pourra fournir des chiffres plus précis sur la production actuelle et expliquer au député où nous en sommes à l'heure actuelle.

M. Choquette: En janvier dernier, nous avons augmenté notre pénalité sur les quotas excédentaires, qui est passée de $20.24 à $27.95. La production de lait, qui était supérieure de 6.7 p. 100 à ce qu'elle était l'an dernier, est passée, un mois plus tard, à 5.4 p. 100, et beaucoup de vaches ont été envoyées à l'abattoir. Si cette tendance se maintient, la production correspondra presque aux besoins canadiens. Nous pensions qu'une augmentation de près de $8 de la pénalité pour les quotas ferait l'affaire. D'ailleurs, il semblerait que cela fasse l'affaire. D'autre part, comme nous l'avons déjà dit, la consommation s'est accrue de 2.4 p. 100, ce qui est très positif, parce qu'elle avait baissé de 1 ou de 2 p. 100 en novembre dernier, ce qui aidait de l'autre côté.

[*Texte*]

• 1025

As for the inventory of skim milk powder, at the end of December we were practically sold out, but the problem is what will happen with next summer's production of skim milk powder. We find that the situation in the world market could be very rough, but if during the next month or two we can sell in advance, we will be out of problems; this is what we are trying to do.

The only other point is the butter; we were asked by the minister to look at ways to sell that surplus butter on the domestic market. We met with the dairy farmers of Canada and the processers last week to find ways to get rid of that butter by trying to increase sales of ice cream, fresh cream, butter, and . . . But it is not easy to find the best program to get rid of it. I think the reaction of the industry is very positive. We do not foresee too many problems, except the level of price on the world market.

Mr. Wise: The level of price in the world market, yes. Could you give us some ideas of what has happened to the price of skim milk powder in the export markets?

Mr. Choquette: We can say that last year the price on the world market was about $1,100 U.S.—between $1,000 and $1,100; these days it is about $800, but going rapidly to $750.

Mr. Whelan: I can say that we met during the Easter break with New Zealand, the chairman of their board in New Zealand; they are concerned about what we are doing, and we are concerned about what they are doing. Their main concern is cutting prices with one another to get the market.

Now, New Zealand farmers depend on exports for their main source of livelihood, because they only have 3 million people in New Zealand, but they produce a tremendous amount of dairy products. I have it in a book, but I do not have it with me this morning, how much their production is. Mr. Choquette and myself, and some of our officials, met with the New Zealand board and their officials, trying to work out some kind of a mutual agreement so we do not try to destroy one another.

But when one looks at the figures, for instance from the European Community, EEC production butter is now running 23% higher than last year, and you go on all the things that they are worried about there, the overall production of all of these commodities . . . The major reason for depression is likely to be a serious state of chronic government production in the European Economic Community, which accounts for more than 50% of the world butter trade in the major shares of any other main dairy products. So, you know, it all depends on what the United States is doing. There is a forecast from Agri-

[*Traduction*]

Pour ce qui est de nos réserves de poudre de lait écrémé, à la fin du mois de décembre, nous avions presque tout vendu, mais le problème est de savoir ce qui va se passer au niveau de la production de poudre de lait écrémé l'été prochain. La situation sur les marchés mondiaux pourrait être très difficile, mais si nous parvenons au cours des prochains mois à en vendre en avance, nous nous en sortirons sans problème, et c'est justement ce que nous essayons de faire.

L'autre problème est celui du beurre, et le ministre nous a demandé d'essayer de trouver des moyens de vendre ce surplus de beurre sur le marché canadien. Nous avons, la semaine dernière, rencontré des représentants des producteurs laitiers et de l'industrie de transformation, en vue d'essayer de voir comment nous pourrions liquider ce beurre, par exemple en augmentant nos ventes de crème glacée, de crème fraîche, de beurre et . . . Il n'est pas facile de décider quel est le meilleur programme pour liquider ce stock. Mais je pense que la réaction de l'industrie a été très positive. Nous n'entrevoyons pas trop de problèmes, sauf pour ce qui est du niveau du prix sur les marchés mondiaux.

M. Wise: Oui, le niveau du prix sur les marchés mondiaux. Pourriez-vous nous donner une idée de ce qui s'est passé au niveau du prix de la poudre de lait écrémé sur les marchés d'exportation?

M. Choquette: Ce que je peux vous dire, c'est que l'an dernier, le prix sur le marché mondial était d'environ $1,100 U.S., ou du moins entre $1,000 et $1,100; aujourd'hui, il se situe aux environs de $800, mais il va bientôt atteindre $750 et . . .

M. Whelan: Ce que je peux vous dire, c'est que nous avons rencontré des représentants de la Nouvelle-Zélande, notamment le président de la Commission néo-zélandaise, pendant l'intersession de Pâques, et qu'ils sont très préoccupés par ce que nous faisons et par ce qu'eux font de leur côté. Leur principale préoccupation, c'est de réduire les prix pour obtenir les marchés.

Les fermiers néo-zélandais dépendent principalement des exportations, car le pays ne compte que 3 millions d'habitants; mais il produit énormément de produits laitiers. J'ai leurs chiffres de production dans un livre, mais je ne l'ai malheureusement pas apporté avec moi ce matin. M. Choquette et moi-même et certains autres hauts fonctionnaires avons rencontré les représentants de la Commission néo-zélandaise pour essayer d'en arriver à un accord mutuel, afin d'éviter que nous nous détruisions l'un l'autre.

Mais lorsqu'on tient compte des chiffres, et la production de beurre de la CEE est maintenant supérieure de 23 p. 100 à ce qu'elle était l'an dernier, et lorsqu'on voit tout ce qui les inquiète là-bas, la production globale de toutes ces denrées . . . la principale explication de la dépression réside vraisemblablement dans l'état chronique de la production subventionnée par les gouvernements, qui existe dans les pays de la Communauté économique européenne, qui compte pour plus de 50 p. 100 du commerce mondial de beurre et qui détient la majorité du marché pour tous les autres principaux produits laitiers. Alors,

[*Text*]

Europe that points out that if the United States gets active in disposing of the tremendous surplus they have—because butter has a certain lifetime and then you have to do something with it, either sell it or recycle it, do everything you can to get it in the market—if they start doing that, and everybody knows how old a lot of the butter is, it can be a very treacherous type of game to be involved in.

But that is what some economists approve of, you know, just produce and produce, and the law of supply and demand will rule. Well, in the United States he is putting billions of dollars into his programs to try to save his agricultural industry, because they are still using that old-fashioned economic philosophy.

Mr. Wise: Madam Chairman, when do you want to conclude this meeting this morning?

The Chairman: At 11.00 a.m.

Mr. Wise: Do you have other people on your list?

The Chairman: Two.

Mr. Wise: Okay. Well, just put me down for . . .

The Chairman: Mr. Tessier and Mr. Cardiff . . .

Mr. Wise: I have further questions, but put me down for the second round. I will not take long, but I would like to pose them at the moment.

The Chairman: Okay.

Merci. Monsieur Tessier.

M. Tessier: Merci, madame le président.

Je voudrais évidemment ajouter aux propos de mon collègue, M. Wise, pour féliciter à la fois la Commission, le ministre et le gouvernement pour la façon dont ils se sont acquittés de leur tâche au chapitre de la Commission canadienne du lait qui, parmi les agences gouvernementales, a sans doute une performance tout simplement extraordinaire.

• 1030

Je sais que, particulièrement suite à des enquêtes qui avaient été menées au niveau de la Commission, pour moi, c'était une tentative de porter atteinte à celle-ci et, dans les faits, cela s'est révélé complètement non fondé. D'autre part, ce type de tentative pour porter atteinte à la Commission aurait sans doute comporté un prix élevé à payer autant pour les producteurs et les consommateurs que pour l'économie. Je pense que les résultats ont été heureux.

Mais si l'on ajoute à cela . . . Je pense qu'il faut, et j'aimerais ici que le président ou le ministre, puisse nous dire quelle part des producteurs de lait du Canada ainsi que des organismes de producteurs ont accordé leur soutien au gouvernement, particulièrement durant la crise économique qui se termine et qui, j'espère sera définitivement du passé, particulièrement en ce qui concerne la politique du 6 et 5 p. 100 qui, je pense a été appuyée et appliquée par les producteurs de lait du Canada. Evidemment, cette application de la politique du 6 et 5 est

[*Translation*]

voyez-vous, cela dépend de ce que feront les États-Unis. Des prévisions établies par Agri-Europe disent que si les États-Unis essaient activement de liquider les énormes surplus qu'ils ont . . . car le beurre a une durée de vie bien limitée, après quoi il faut le vendre ou le recycler . . . il faut faire tout ce que vous pouvez pour le mettre sur le marché . . . s'ils essaient de faire cela, et tout le monde sait bien quel «âge» ont beaucoup de ces stocks de beurre, le jeu pourrait devenir assez dangereux.

Mais vous savez, certains économistes approuvent; ils prétendent qu'il faut produire et produire et que les lois de l'offre et de la demande régleront tout. Eh bien, aux États-Unis, ils consacrent des milliards de dollars à leur programme pour essayer de sauver l'industrie agricole, parce qu'ils appliquent toujours cette philosophie économique à l'ancienne.

M. Wise: Madame le président, quand voulez-vous lever la séance de ce matin?

Le président: À 11h00.

M. Wise: Y a-t-il d'autres noms sur votre liste?

Le président: Deux.

M. Wise: Très bien. Dans ce cas, inscrivez mon nom pour . . .

Le président: MM. Tessier et Cardif.

M. Wise: J'ai d'autres questions, mais je vous demanderais d'inscrire mon nom pour le deuxième tour. Ca ne demandera pas longtemps, mais j'aimerais les poser.

Le président: Très bien.

Thank you. Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Madam Chairman.

I would like to join my colleague, Mr. Wise, in congratulating the Commission, the minister and also the government for the way in which they carried out their duties concerning the Canadian Dairy Commission, whose performance is simply extraordinary, compared to that of other government agencies.

I especially think that the inquests that were carried out on the Commission were a way of undermining it and the facts proved that that was completely unfounded. Furthermore, this type of attempt at undermining the Commission would have meant a high price to pay both for the producers and consumers, and the economy. I am happy with the results.

But if we add to that . . . I think we must . . . and I would like the Chairman or the Minister to tell us how much support the milk producers and the organizations which represent them gave to the government, especially throughout the economic crisis which is now coming to an end and which, I hope, will soon be a thing of the past, especially with regard to the six and five policy which I believe was supported and applied by Canadian milk producers. Evidently the application of the six and five policy was profitable both to the consumers and to the Canadian economy.

[*Texte*]

profitable tant pour les consommateurs que pour l'économie du Canada.

Pourriez-vous nous donner, parce que je pense que c'est important de le noter, la part que les producteurs de lait du Canada ont effectivement accordée à l'appui de cette politique. Quels sont les niveaux d'augmentation qui ont été consentis aux producteurs durant la dernière campagne laitière, prouvant ainsi que les producteurs ont vraiment fait leur part pour être plus que raisonnables dans la façon de passer à travers la crise économique actuelle?

Mr. Whelan: Madam Chairman, I just wanted to say to Mr. Tessier that the six and five program was supported by the dairy farmers, by the dairy bureau. I would say that they supported it as much as anybody else in Canada. They probably supported it more than many did. They said they would at the start. I do not know if they did it with any reservations, but I know that we had several meetings with them to discuss how it was working, how it could work. We have been able to convince the powers that be, who are in charge of the six and five program. I think we have appeared before them twice on special programs for the dairy farmers, substantiating our presentation to them on the proposed increases.

I will let the Chairman of the Canadian Dairy Commission explain how the six and five program worked for the dairy farmers of Canada.

One of the things we must remember, and I am sure Mr. Choquette will elaborate on that, is that the subsidy involved is not indexed.

Mr. Choquette.

M. Choquette: En fait, le 6-5 s'applique sur le prix de soutien du beurre et de la poudre de lait écrémé. Quand on essaie de transférer cette augmentation de 6-5 sur le prix du lait, comme le subside n'est pas indexé, le prix du lait est limité à 5.2 et à 4.3. Mais les manufacturiers et les producteurs de lait sont conscients de cela et ont quand même appuyé le programme.

M. Tessier: De fait, quelle a été l'augmentation du revenu du producteur en termes de pourcentage réel?

M. Choquette: Durant la dernière année, à partir du mois d'avril au 31 mars, pas tout à fait 5.2, mais 5.2 si on veut. Et cette année, l'augmentation maximale sera de 4.3. Evidemment on peut compliquer les choses à cause de la relation avec la marge du manufacturier, dont la période commence le 1er avril 1984 et le 1er avril 1985, tandis que les producteurs de lait ont commencé le 1er avril 1983 et le 1er avril 1984. Alors comme cela n'arrive pas tout à fait en même temps, il y-a un jeu de chiffres, si l'on veut. Mais les producteurs et des manufacturiers vont être limités à 5.2 et l'année suivante à 4.3.

M. Tessier: En conclusion, c'est très clair que les producteurs ont quand même, non seulement appuyé, en principe, mais ils ont payé le prix d'une politique qui contribuait à faire baisser le niveau d'inflation.

[*Traduction*]

Could you give us the percentage, because I think it is important, of milk producers in Canada who supported the application of this policy? What increases were granted to the producers during the last dairy year which would prove that the producers really did their share in being reasonable in order that we might pull through the present economic crisis?

M. Whelan: Madame le président, j'aimerais tout simplement dire à M. Tessier que le programme de 6 et 5 pour cent a été appuyé par les producteurs laitiers et par le Bureau. Je dirais qu'ils l'ont appuyé tout autant que quiconque au Canada. D'ailleurs, ils l'ont sans doute appuyé plus que bien d'autres. Ils avaient dit dès le départ qu'ils l'appuieraient. Je ne sais s'ils entretenaient quelques réserves, mais je sais que nous avons eu plusieurs réunions avec eux pour discuter de la façon dont ce programme fonctionnait et pourrait fonctionner. Nous avons d'ailleurs réussi à convaincre les administrateurs de la valeur, du programme des 6 et 5. Je pense que nous avons comparu deux fois devant eux pour discuter de programmes spéciaux pour les producteurs laitiers et pour appuyer la proposition d'augmentation que nous avions faite.

Je céderai maintenant la parole au président de la Commission canadienne du lait afin qu'il explique comment le programme des 6 et 5 a fonctionné pour les producteurs laitiers du Canada.

Il ne faut pas oublier, et je suis certain que M. Choquette vous en parlera, que la subvention dont il est question n'est pas indexée.

Monsieur Choquette.

Mr. Choquette: In fact, the six and five program applies to the support price for butter and skim milk powder. When you try to transfer this 5% or 6% increase to the price of milk, since the subsidy is not indexed, the price of milk is limited to 5.2 and 5.3. But the manufacturing industry and the milk producers were aware of that and supported the program anyway.

Mr. Tessier: What was the increase for milk producers revenue in real percentages?

Mr. Choquette: Last year, from April to March 31, it was nearly 5.2. This year, the maximum increase will be 4.3%. Of course, the situation is a bit more complex because for the manufacturing industry the period starts on April 1, 1984, and goes to April 1, 1985, whereas for the milk producers it started April 1, 1983, and ends on April 1, 1984. These two periods do not quite coincide, so there has to be some readjustment in the numbers. But the producers and some manufacturers would be limited to 5.2 and to 4.3 the following year.

Mr. Tessier: In conclusion, it is very clear that the producers not only supported the program in principle, but also paid the price of this policy which contributed towards bringing down the inflation rate.

[*Text*]

• 1035

Une autre question, madame le président, qui est peut-être davantage politique. Je voudrais savoir si le ministre a une politique du lait, à long terme, c'est-à-dire inscrite dans une loi, un peu à la façon de la politique du blé qui, elle, est fondée sur les politiques de transport et en particulier le tarif du Nid de Corbeau, qui donne plus de 650 millions de subventions par an. Est-ce que, dans le cas de la politique laitière canadienne, on pourrait donner à notre politique la même stabilité pour les années à venir dans le domaine de la politique laitière?

Mr. Dubois: The $64,000 question.

Mr. Whelan: I would say this, Madam Chairman, to M. Tessier: that the dairy farmers have as much security as the wheat farmers do. They have probably one of the best dairy programs in the world, just as the wheat farmers have one of the best grain programs in the world—both because they have Canadian Wheat Board and the Canadian Dairy Commission.

We do not know what is going to happen to the Crow's Nest Pass rates. There are suggestions still being made. The hon. member from Elgin just mentioned what he was doing this morning—that he was late coming because he was meeting a group of people who are in Ottawa today. And, you know, we have said that program would be very fair to all producers in Canada.

If you are suggesting that we change the legislation concerning the dairy industry, do not forget one thing—you are dealing with a completely different production entity. You are dealing with a perishable product in agriculture; you are dealing with a biological entity called a cow. When you are producing grain you can keep it for years and years. You know you can produce all the grain you want to in western Canada, but you can only sell what they tell you to sell—which is by quota. Even the Economic Council of Canada approves of that kind of a marketing board. They do not call it supply management, but I certainly do because you can only feed the market as the market can absorb the product. But when you are producing a dairy product, and if you had a rigid program like that and said produce all you want, but you are only going to sell so much, can you imagine the chaos we would have in Canada? We would have just the same as you have in the United States and in the European community. So we have to have a different kind of a program.

I favour a more permanent type of program than we have at the present time, one you probably would not have to be worrying... maybe just a little bit. When you see how consistent it has been for the last 10 years, it has been a pretty darn good program for the producers. And it has not been one that has cost the government that much, because it has not increased in cost for nearly nine years, I believe, or eight years. It has not kept pace with inflation, the subsidization, etc., that type of thing. If it had not been for what the European community and the United States did, we would not be subsidizing the dairy industry to the tune that we are today,

[*Translation*]

I have another question, Madam Chairman, which is perhaps a bit more political in nature. I would like to know if the Minister has a long-term milk policy, i.e. one which is included in the legislation, in the same way as the wheat policy which is founded upon transportation policies and especially on the Crow's Nest rate, which gives more than $650 million in grants per year. Could we give the Canadian milk policy the same stability for the years to come?

M. Dubois: C'est une question à $64,000.

M. Whelan: Madame le président, je dirais à M. Tessier que les producteurs de lait ont autant de sécurité que les producteurs de blé. Ils jouissent vraisemblablement de l'un des meilleurs programmes laitiers du monde; tout comme les producteurs de blé ont l'un des meilleurs programmes céréaliers du monde, ce à cause de la Commission canadienne du blé et de la Commission canadienne du lait.

Nous ne savons pas ce qui va se passer avec les tarifs du Passage du Nid-de-Corbeau. Les gens proposent toujours de nouvelles solutions. Le député d'Elgin nous a dit ce qu'il avait fait plus tôt ce matin: il est arrivé en retard parce qu'il a rencontré un groupe de personnes qui sont à Ottawa aujourd'hui. Et, vous savez, nous avons dit que le programme serait juste envers tous les producteurs du pays.

Si vous proposez que nous modifiions la loi concernant l'industrie laitière, il y a une chose qu'il ne faudrait pas que vous oubliiez: il s'agit d'une entité de production qui est très bien définie. Dans le domaine agricole, il s'agit de produits périssables. Il s'agit d'une entité biologique qu'on appelle vache. Les céréales, par contre, peuvent être conservées pendant des années. Vous savez, on peut produire toutes les céréales qu'on veut dans l'Ouest canadien, mais on ne peut vendre que ce qu'on nous dit qu'on peut vendre; c'est fixé par les quotas. Même le Conseil économique du Canada approuve ce genre d'office de commercialisation. Il n'appelle pas cela «gestion des approvisionnements», au contraire de moi. Moi, je pense qu'on ne peut donner au marché que ce qu'il peut absorber. Mais lorsqu'il s'agit d'un produit laitier, s'il y avait un programme aussi rigide que cela et si vous disiez aux gens de produire autant qu'ils voulaient mais qu'on n'en vendrait qu'une partie, pouvez-vous imaginer le fouillis que cela entraînerait au Canada? Nous connaîtrions la même situation que celle qui existe aux États-Unis et dans les pays de la Communauté européenne. C'est pourquoi nous avons un programme différent.

Je préfère le genre de programme permanent que nous avons à l'heure actuelle; le genre de programme dont il ne faudrait pas s'inquiéter, peut-être seulement un petit peu, parce que ce programme a eu une performance assez régulière depuis 10 ans, et il a été pas mal bon pour les producteurs. Et ce n'est pas un programme qui a coûté beaucoup d'argent au gouvernement, car en fait, si je ne m'abuse, son coût n'a pas augmenté depuis huit ou neuf ans. Son coût n'a pas augmenté parallèlement à l'inflation, aux subventions, etc. Et si les pays de la Communauté européenne et les États-Unis n'avaient pas fait ce qu'ils ont fait, nous ne serions pas obligés aujourd'hui de

[*Texte*]

either, because we had said that the turn should come from the market place. If you remember, at one time we had the subsidies down to nearly $100 million—we were phasing them out. And then when the European community at that time—in 1974-1975—just rushed the market, dumped the market, with distress selling of their dairy products, the world market collapsed by nearly—what, two-thirds? So we had to move back in with subsidization or the dairy farmers would have been in, what do you say, economic chaos.

Yes, I would favour it. If the members who are concerned about dairy production, on whatever side of the House they may be on, have any suggestions and use their political force as I know they can, who knows, we may be able to get that kind of program. I would support them.

• 1040

M. Tessier: Je voudrais simplement dire, madame le président, que je suis très heureux d'entendre les propos du ministre. Je suis tout à fait d'accord avec lui: je pense qu'on a la meilleure politique laitière au monde. Mais si on pouvait ajouter cet élément de stabilité et de permanence, on n'ajouterait pas de défauts à notre politique. Au contraire, on ajouterait la seule qualité qui lui manque.

Merci, madame le président.

Le président: Merci, monsieur Tessier.

M. Whelan: *Madam Chairman*, un moment, s'il vous plaît.

If I could just say one little word to supplement . . . —not to contradict, but to supplement—I was doing some rough figuring about what the United States of America is doing to interfere in the free market system in the United States. I see maybe some need, but not the need they have. But percentage-wise, our farmers, our population, it works out to just about 10%. So if we are going to do the same thing they do, I would need tomorrow $2 billion for just a payment-in-kind type of program that they have in the United States. But they do not call that interfering in a free market system. I call it as big an interference in a free market system as I ever saw, when they pay you to do nothing and produce nothing so they can short the market so the market will hopefully increase. That is exactly what they are doing in the United States. That is interfering in the free market system in a big big way, of which I do not approve.

I do not approve, for instance, when they say that we should cut back production of grain in Canada. It is a completely different product from dairy products or any perishable horticulture crop or anything. If farmers want to make the decision to produce the crops, they can keep them for years. We have one farmer who brings his sample of wheat. He has one bin that is 15 years old on his farm; every year he brings a sample to the grain commission and the protein content continually goes up. The grain continually gets drier every year, so the protein content . . . That is how long it will last.

[*Traduction*]

subventionner autant l'industrie laitière, parce que nous disions qu'il faudra que cela vienne des marchés mêmes. Vous vous souviendrez qu'à une certaine époque, nous avions réussi à ramener les subventions à près de 100 millions de dollars; nous les éliminions progressivement. Et puis en 1974-1975, la Communauté européenne a recouru au duming pour liquider ses produits laitiers, ce qui a amené un écroulement de près de deux tiers du marché mondial. C'est pourquoi nous avons dû subventionner l'industrie canadienne, sans quoi les producteurs laitiers se seraient retrouvés dans une situation économique des plus désastreuses.

Oui, j'appuierais cela. Si les députés qui s'intéressent à la production laitière, quel que soit leur parti politique, ont des propositions à faire et veulent se servir de leur pouvoir politique comme ils peuvent très bien le faire, qui sait, nous pourrions peut-être obtenir ce genre de programme. En tout cas, je les appuierai.

Mr. Tessier: I would simply like to say, Madam Chairman, that I am very pleased with the remarks the minister has made. I am in complete agreement with him: I believe we have the best milk policy in the world. But if we could add to it a certain element of stability, of permanency, we would not be adding any faults to it. On the contrary, we would be giving it the only quality which it does not have.

Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier.

Mr. Whelan: *Madame le président*, one moment, please.

Si je pouvais ajouter quelque chose, non pas pour contredire, mais pour compléter . . . J'étais en train de faire des petits calculs relativement à ce que font les États-Unis pour entraver le système américain de libre marché. J'y vois certains besoins, mais pas ceux qu'ils ont dit avoir. En pourcentage, nos agriculteurs, notre population . . . cela donne à peu près 10 p.100. Par conséquent, si nous voulions faire la même chose qu'eux, il faudrait que je dispose dès demain de $2 milliards pour pouvoir offrir un programme du genre paiement en nature qu'ils ont aux États-Unis. Mais eux, ils n'appellent pas cele entraver le système du libre marché. Moi, je pense que c'est là la pire ingérence que je n'ai jamais vue: on vous paie pour ne rien faire et pour ne rien produire afin qu'il y ait pénurie sur le marché et que le prix augmente. C'est exactement ce qu'ils font aux États-Unis. Selon moi, c'est de la grosse ingérence, c'est une entrave au système de libre marché, et je n'approuve pas du tout cela.

Je ne suis pas d'accord, par exemple, lorsqu'ils disent que nous devrions réduire notre production céréalière au Canada. C'est un produit qui est tout à fait différent des produits laitiers ou de tout autre produit horticole périssable. Si les fermiers décident de produire de grosses récoltes de céréales, ils peuvent les conserver pendant des années. Nous connaissons un fermier qui nous a amené un échantillon du blé qu'il cultive . . . il en a un lot qui a plus de 15 ans . . . Chaque année il apporte un échantillon à la Commission des grains et le contenu protéique de son blé augmente chaque année. Les

[*Text*]

You cannot do that with a dairy product or a horticultural crop.

Le président: Merci, monsieur Tessier; merci, monsieur le ministre.

Monsieur Wise.

Mr. Wise: Madam Chairman, if you look at the production picture and trends and consumption trends, and take into consideration the falling market, the build-up of stocks in dairy producing countries—primarily the U.S. and the EEC and New Zealand, and so on—and then add to that an unknown quantity that could really have a very significant influence on further downward pressures on the international market, namely the unknown, which would be the decision yet to be made by the U.S. government as to what disposal method they will use, and I guess they have probably tipped their hand a bit, because if they have sold 60 million tons and provided an outright gift of 20 million tons, whatever the quantities are, there is obviously a product on the international market at a third off.

The problem in the dairy industry, domestically and internationally, looms pretty large in my estimation, and I just want to be satisfied, more than I am at the moment. And this is a question directly to the minister: Are you exercising and discharging your responsibilities to the fullest by communicating with your counterparts in the U.K., the EEC, the U.S., and New Zealand to try to get the message out with reference to what could happen? I do not want to describe it as a disaster, but obviously if these trends continue over the next year or so, I think the result will not be much short of a total disaster. To both the minister and the Dairy Commission officials, are you satisfied that the message is getting out to our own domestic producers here what the potential is for the future?

• 1045

Mr. Whelan: I am not going to say that everyone understands the situation, but I would think 99% of the dairy farmers, from the discussions we have had with them . . . It was before Christmas when we met them, late last fall, I believe, when we met them the first time. I would have to go through all the different times. We do have a continual type of meeting with the dairy farmers of Canada, the supply management, MSQ . . .

Mr. Choquette: CMSMC.

Mr. Whelan: Yes. And when we meet with them to discuss these problems . . .

The main reason I was only on a short stay in New Zealand was that both the New Zealand government . . . Our people expressed concern about what is happening to the market . . .

We have talked also to my counterpart in the United States. We have suggested an international dairy meeting, and we did

[*Translation*]

céréales sèchent de plus en plus, et le contenu protéique . . . Ces produits durent longtemps., Mais on ne peut pas faire la même chose avec des produits laitiers ou horticoles.

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier. Thank you, Mr. Minister.

Mr. Wise.

M. Wise: Madame le président, si vous prenez le tableau d'ensemble de la production et les tendances au niveau de la consommation, et si vous tenez compte également de la baisse du marché et de l'accumulation des stocks dans les pays qui sont de gros producteurs laitiers, principalement les États-Unis, les pays de la CEE, la Nouvelle-Zélande, etc., et si vous ajoutez à cela une quantité inconnue qui pourrait exercer de nouvelles tendances à la baisse sur le marché international . . . inconnue qui serait la décision qu'on attend toujours du gouvernement américain quant au choix de la méthode par laquelle ils pourront se débarrasser . . . Je pense qu'ils sont peut-être allés un peu trop loin, car s'ils ont vendu 60 millions de tonnes et s'ils en ont donné 20 millions, quelles que soient les quantités, il y a là un produit vendu sur le marché international à un prix qui a été réduit d'un tiers.

Le problème de l'industrie laitière, tant au Canada qu'à l'échelle mondiale, est assez grave selon moi, et j'aimerais tout simplement être un peu plus satisfait que je ne le suis à l'heure actuelle. Voici maintenant une question que j'adresse au ministre: faites-vous votre maximum pour vous acquitter de vos responsabilités, en communiquant avec vos homologues au Royaume-Uni, dans les pays de la CEE, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, en vue d'essayer de leur faire comprendre ce qui pourrait se produire? Je ne voudrais pas parler de catastrophe, mais il est évident que si ces tendances se maintiennent pendant encore une année, on ne sera pas loin d'une catastrophe. Ma question s'adresse au ministre et aux représentants de la Commission canadienne du lait. Pensez-vous que le message relatif au potentiel pour l'avenir parvient au producteur canadien?

M. Whelan: Je ne veux pas vous dire que tout le monde comprend la situation, mais je suis certain que 99 p. 100 des producteurs laitiers, du moins d'après les entretiens que j'ai eus avec eux . . . C'était avant Noël, nous les avons rencontrés à la fin de l'automne dernier, je crois, pour la première fois. Il faudrait que je remonte en arrière. Nous rencontrons très régulièrement les producteurs laitiers canadiens pour parler de la gestion de l'offre, de la Q.P.L . . .

M. Choquette: Du C.C.G.P.L.

M. Whelan: C'est cela. Et lorsque nous les rencontrons pour en discuter . . .

La principale raison pour laquelle je ne suis resté que très peu de temps en Nouvelle-Zélande, c'était que le gouvernement néo-zélandais . . . Les gens de chez nous s'inquiétaient de l'évolution du marché . . .

Je me suis également entretenu avec mon homologue américain. Nous avons proposé une rencontre internationale

[*Texte*]

that before. But we do not belong to the International Dairy Arrangement, mainly because we see what is happening to the markets. They have no respect for one another's markets, etc., and we had suggested, for instance, to the United States that we have this kind of a meeting. Mr. Butz and Mr. Bergland, former secretaries—because we had thought there should be maybe not an OPEC but some kind of an arrangement to watch what we were doing with production—both said in the United States: We will not have any surplus dairy products; we do not have to belong; we do not have to go to that kind of a meeting. Now they have a bigger problem than we do.

I say, like you do, Madam Chairman, to the hon. member that the situation with world supplies for dairy products is not improving; it is getting worse and it is becoming a very costly thing.

In Europe it is very much of a political thing because they are there mainly to stymie and stop the sweep of socialism or communism so they are scared to cut back their farmers' income. In the United States the Congress probably is taking nearly the same stand. They are saying to the Secretary of Agriculture: We are not going to cut back the farmers' subsidy, etc.

We have a tougher regime rule here. It is run by the dairy farmers themselves and they agreed to the cutback.

I saw where the West German minister of agriculture—and I talked to him when we were at OECD; we talked about this, but he is not there any more. He did not run again, but he was the oldest serving minister of agriculture in the European community, and he had said: We know one way that we can stop; we can let Europe go communist, and then we will have to import the products we have to use. He said it with tongue in cheek, according to the article that was in the West German paper.

I wish I knew how we are going to solve it, because I am very concerned about it.

Mr. Wise: I think, without any exaggeration, if the present trends continue and you take these factors into consideration, the stage is set for—I hope I am wrong, but the potential there is for a repeat of 1976.

Mr. Whelan: It certainly is. We are in a better position in Canada, because I think the producers are fully aware of the danger they are facing; they know the conditions in the world and they know what happened to them before. They had better be keeping their market geared for the production that they are going to have a return for, or they will have utter economic chaos in their system.

I might say that both the European community and the United States have said that maybe they should be going to supply-management instead of just producing and hoping some

[*Traduction*]

sur le lait, comme cela a déjà été fait. Toutefois, nous ne sommes pas partie à l'entente internationale sur le lait, principalement parce que nous avons bien pu constater comment évoluaient les marchés. Les parties n'ont absolument aucun respect pour les autres marchés, si vous me suivez, et nous avons ainsi proposé aux États-Unis une rencontre à ce sujet. MM. Butz et Bergland, les anciens secrétaires américains... Nous avions pensé que peut-être nous pourrions constituer, non pas un genre d'O.P.E.P., mais un secteur d'entente à propos de la production, et tous les deux ont dit qu'aux États-Unis il n'y avait aucun problème d'excédent de produits laitiers, que les États-Unis n'avaient aucune raison de participer ni à un programme, ni à une réunion. Il en reste pas moins qu'à l'heure actuelle les Américains ont un beaucoup plus gros problème que le nôtre.

Je vous dirais, madame le président, qu'à l'échelle mondiale, la situation de l'offre dans le domaine des produits laitiers est loin de s'améliorer, elle empire et tout cela finit par coûter très cher.

En Europe, c'est essentiellement un problème politique en ce sens que les Européens font tout ce qu'ils peuvent pour endiguer la marée socialiste ou communiste et ils ont peur de saper les revenus de leurs agriculteurs. Aux États-Unis, j'imagie que le Congrès adopte à peu près le même genre de position. Le Congrès, à l'heure actuelle, dit au Secrétaire à l'Agriculture qu'il n'est pas question de réduire les subventions à l'agriculture.

Chez nous, le régime est beaucoup plus draconien car il est géré par les producteurs laitiers eux-mêmes qui ont volontairement accepté les réductions.

A l'O.C.D.E, je me suis entretenu avec le Ministre ouest-allemand de l'agriculture, mais malheureusement ce n'est plus lui qui détient le portefeuille car il ne s'est pas représenté, mais c'était le plus ancien de tous les ministres de l'agriculture de la Communauté européenne et il m'a dit ceci: «Nous savons parfaitement comment enrayer tout cela, nous pouvons fort bien laisser l'Europe virer au rouge et à ce moment-là nous devrons importer les produits dont nous avons besoin.» Il l'a dit un peu à la blague, du moins c'est ce que rapporte l'article publié dans le quotidien ouest-allemand.

Je voudrais bien connaître la solution parce que c'est effectivement un problème qui me préoccupe.

M. Wise: Sans exagérer, je pense pouvoir dire que si la tendance actuelle se poursuit et que si vous prenez ces deux facteurs en considération, le décor est en place , et j'espère que je me trompe, pour une répétition de la situation de 1976.

M. Whelan: Vous avez parfaitement raison. Le Canada est en meilleure posture pourtant parce que, à mon avis, les producteurs savent pertinemment bien quels sont les dangers qui les menacent; ils connaissent la situation mondiale et ils savent ce qui leur est déjà arrivé. Il ont intérêt à adapter leur marché à une production rentable pour eux, à défaut de quoi ce sera le chaos absolu.

Je pourrais ajouter que les porte-parole européens et américains ont déclaré qu'ils allaient peut-être devoir recouvrir à la formule de la gestion de l'offre et abandonner la simple

[*Text*]

home is going to be found for the product. Japan also has a problem now with overproducing of dairy supplies, so we see this in many parts of the world. I even had one dairy farmer say the other day that maybe we should not have exported all those high-producing cows and sold the semen all over the world, because . . .

Mr. Wise: It is a vicious circle.

Mr. Whelan: —we have increased production so much. Of course, Japan have been one of the biggest buyers of our Canadian holstein cattle.

So I do not think so. I think there still needs to be a better world distribution system, because there is need for every bit of this product in the world today if it were properly distributed to those people who could use the dairy products.

Mr. Wise: Madam Chairman, I have just received a couple of inquiries—not from my own constituents, but from dairy farmers in eastern Ontario—that baffled me a little. I am aware of the interprovincial transfer of quota, which of course has to be agreed upon by both the producing provinces and the receiving provinces. I know that in the early stages of the national dairy policy there was considerable transfer between Ontario and Quebec, the two major provinces, but I was not aware of any recent transfer of quota which took place. So you might make a comment on that, on the accuracy of these inquiries that I have received.

• 1050

Mr. Choquette: I just want to say one word. There were transfers in 1974 and 1975, because some provinces were producing only 75% of their MSQ. But I think this year all provinces might well produce 100% of their MSQ, which means that there is no more space. There is no MSQ to be transferred because they are all produced.

Mr. Wise: Let me put this question, then: When was the last year that transfer of quota took place between Ontario and Quebec?

Mr. Choquette: In my own mind, the last big change happened in April 1976, when there was a cut of 20% in the adjustment among provinces. Since that time every province has increased its production.

Mr. Wise: Sure.

Mr. Whelan: But I think some of the representation that has been made to me is not just about industrial product, it is about fluid milk. For instance, the producers in Pontiac supply this area . . .

Mr. Wise: I appreciate that, but that pretty well balances out.

[*Translation*]

production sauvage tout en espérant trouver des débouchés pour leur production. Le Japon également a actuellement un problème de surproduction laitière, et la situation se répète dans bien des régions du monde. J'ai même vu le cas d'un producteur laitier qui me disait l'autre jour que peut-être n'aurions-nous pas dû exporter toutes ces vaches extrêmement productrices et vendre du sperme dans le monde entier parce que . . .

M. Wise: C'est un cercle vicieux.

M. Whelan: . . . parce qu'ainsi nous avons contribué à relever la production mondiale. Il est évident que c'est la Japon qui a été l'un des plus gros acheteurs pour les *Holstein*.

Je ne suis donc pas de cet avis. Je pense que ce qu'il nous faut, c'est un meilleur système mondial de distribution parce que le monde a besoin de toute la production; il suffirait d'améliorer la distribution pour que tous les utilisateurs possibles puissent en profiter.

M. Wise: Madame le président, je viens de recevoir une couple de lettres non pas d'électeurs de ma circonscription, mais de producteurs laitiers de l'est de l'Ontario, lettres qui m'ont un peu étonné. Je sais qu'il existe des transferts interprovinciaux de quotas, une formule qui doit recevoir l'assentiment à la fois des provinces productrices et des provinces consommatrices. Au début de la politique laitière nationale, il y avait énormément de transferts entre l'Ontario et le Québec, deux des provinces les plus importantes, mais je n'avais pas connaissance qu'il y en ait eu récemment. Pourriez-vous me dire ce qu'il en est et me préciser si ce que j'ai entendu est effectivement exact?

M. Choquette: J'aurais juste un mot à dire à ce sujet. Il y a eu effectivement des transferts en 1974 et en 1975 en raison du fait que certaines provinces ne produisaient que 75 p. 100 de leur QPL. Cette année, en revanche, je pense que toutes les provinces pourraient fort bien produire 100 p. 100 de leur quota, ce qui ne laisse plus aucune marge de manoeuvre. La production maximale étant atteinte, aucun quota ne peut dès lors être transféré.

M. Wise: Mais, à ce moment-là, j'aimerais vous demander à quel moment au juste eut lieu le dernier transfert de quotas entre l'Ontario et le Québec.

M. Choquette: Si je me souviens bien, le dernier gros changement s'est produit en avril 1976 lorsqu'il y avait eu cette réduction de 20 p. 100 de l'ajustement entre les diverses provinces. Depuis lors, toutes les provinces ont augmenté leur production.

M. Wise: Evidemment.

M. Whelan: Mais j'ajouterais qu'on ne m'a pas seulement parlé de la production industrielle, on m'a également parlé du lait liquide. Ainsi, les producteurs du Pontiac desservent cette région . . .

M. Wise: Je le sais fort bien, mais tout finit par s'équilibrer assez bien.

[*Texte*]

Mr. Whelan: Yes, but there has been some discussion back and forth.

Mr. Wise: That makes me feel better, because the information that I provided to these inquirers was that it was my understanding that there had not been any transfer interprovincially between Ontario and Quebec, at least from 1975-1976. So that is fine.

The final question, Madam Chairman, I would like to put to the minister. I am not so sure if the time permits or not, but I would be extremely interested in receiving the minister's plan as to how he would implement a fair quota-pricing policy across the country. That would be very interesting. He may want to take that question on notice, and next time he appears before us he could elaborate in all full details as to his plan and the timeframe in which he might be able to implement that policy.

Mr. Whelan: There are some provinces, and I am sure the hon. member is as much aware of them as I am, that have some pretty good programs that could be used as a die or a mould, to use that kind of a plan for all of Canada.

Mr. Wise: Do you like Ontario's?

Mr. Whelan: It is not that bad. I like . . . —Manitoba's is probably better. So you could use a combination of them. To put any kind of a national plan into effect would take some pretty tough leadership and some tough decisions would have to be made. But if they wanted to give me that right to do it, I would, because if there is anything that we face in the overall program it is the criticism of quotas.

Mr. Wise: I hope you can.

Mr. Whelan: They generally blame the federal minister for it, but he has very little to do with it, as you know, at the present time; that is, the price of quotas. The main thing he has had to do is make the dairy industry so healthy everybody wants to be in it, so they are bidding for quota. You could say, indirectly, I am responsible maybe.

Mr. Wise: I hope the minister is successful in implementing that policy before he leaves office.

Mr. Whelan: That gives me several years.

Mr. Wise: Do not bank on it.

The Chairman: Mr. McCain.

Mr. McCain: Madam Chairman, I . . .

Mr. Whelan: I just wanted to say to Mr. McCain before he asks the questions, you are aware of what is taking place in public accounts on the transportation, the chartering of ships, etc.?

Mr. McCain: Yes, I am, and you are aware of the report which has been tabled by the public accounts committee. The subject matter I have approached this morning is not subject matter that was dealt with in that report.

[*Traduction*]

M. Whelan: D'accord, mais les discussions se poursuivent dans les deux sens.

M. Wise: Je me sens un peu plus à l'aise, parce que j'avais répondu à ces gens que, selon moi, il n'y avait pas eu de transferts de quotas entre l'Ontario et le Québec, du moins depuis 1975-1976. Je ne me suis donc pas trompé.

Ma dernière question, madame le président, est destinée au ministre. Je ne sais pas si nous en aurons le temps, mais j'aimerais savoir ce que le ministre envisage pour la mise en place d'une politique nationale équitable en matière de quotas et de prix. Ce serait extrêmement intéressant. Peut-être voudra-t-il prendre la question en délibéré et nous expliquer un peu plus en détail la prochaine fois ce qu'il entend faire et quelles sont les échéances qu'il envisage pour la mise en place d'une politique de ce genre.

M. Whelan: Comme le sait fort bien, je n'en doute pas, mon honorable collègue, certaines provinces ont d'ores et déjà d'excellents programmes qui pourraient servir de modèles ou d'étalons pour la formulation d'un plan pro-canadien.

M. Wise: Que pensez-vous du programme de l'Ontario?

M. Whelan: Il n'est pas mal, mais je crois que je préfère celui du Manitoba. On pourrait donc partir d'une combinaison des deux. Toutefois, avant de mettre en oeuvre un plan national, il faudra prendre des initiatives hardies et des décisions qui ne seront pas faciles. Cependant, si on veut bien me donner les coudées franches pour le faire, je n'hésiterai pas parce que, s'il y a une chose qui est avant tout critiquée dans le cadre de ce programme d'ensemble, c'est la question des quotas.

M. Wise: J'espère que vous y parviendrez.

M. Whelan: Le plus souvent, c'est le ministre fédéral qu'on blâme, alors qu'il a finalement fort peu à voir dans tout cela, comme vous le savez, à l'heure actuelle, et j'entends par là le prix des quotas. Jusqu'à présent, sa principale tâche consistait à rendre l'industrie laitière aussi saine que possible, tellement saine que tout le monde voudrait s'y précipiter, que tout le monde s'arracherait les quotas. On pourrait, bien sûr, dire que je suis indirectement responsable, c'est certain.

M. Wise: J'espère que le ministre réussira à implanter cette politique avant d'abandonner son portefeuille.

M. Whelan: Ce qui me donne encore pas mal d'années.

M. Wise: N'y comptez pas trop.

Le président: Monsieur McCain.

M. McCain: Madame le président, je . . .

M. Whelan: Je voudrais ajouter, à l'intention de M. McCain, et avant qu'il ne commence ses questions, qu'il sait sans doute ce que les Comptes publics disent de la question des transports et de l'affrètement des navires.

M. McCain: En effet, et vous êtes sans doute vous aussi au courant du rapport déposé par le Comité des comptes publics. Le sujet que j'ai abordé ce matin toutefois avait été passé sous silence par le rapport.

[*Text*]

Mr. Whelan: Wait a minute, Madam Chairman. The public accounts committee did request copies of the contracts, procedures followed to choose the boat at the lowest cost; they have that information.

Mr. McCain: Yes, they have indeed, and that is not available to me, is it?

Mr. Whelan: Why is it not?

Mr. McCain: Because of the legislation under which they operate, Mr. Minister. If I were to ask a question in respect of a report of the Auditor General, I could not determine whether or not, from their records, I had in fact received an answer that was in correspondence with their thoughts. They are not authorized to argue with a witness before the committee. They are not authorized to do that, so that leaves a person in the position where all he can do is probe with questions that one hopes will exact information. And if one does not ask the right question, one does not get the right answer. Public accounts does not work that way.

• 1055

Mr. Whelan: I agree.

Mr. McCain: I think if there is one thing for the best administration of public funds that is absolutely necessary, it is that the Auditor General should, in fact, be allowed to release any and all information he has in any or all of the incidents he investigates in the management of money by the Canadian government circles. But that is not the case.

Mr. Whelan: I think, Madam Chairman, that you have to realize also, though, for trading you cannot let all your competitors in the world trading arena know exactly what you are doing, either.

Mr. McCain: However, I am asking about an incident that took place. I do want to pursue that. Madam Chairperson, I would like to put some questions on the record.

I would like to know, perhaps because my hearing is not good, what is the name of the boat leased by the Canadian Dairy Commission for the transport of dairy products? And secondly, since the Chairman of the Canadian Dairy Commission has indicated the boat was available on call, were there any charges for this clause in the contract? How many tons of product were transported by this boat? What period of time was the lease intended to cover? Was the boat used for the full period of time? If not, what was the cost of termination of the lease? Sixthly, were moneys paid to the lessor for any other charges he may have been authorized to make? If the boat was not loaded on its return voyage, was the Canadian Dairy Commission given any charge for an empty vessel on its return? And eighth, what was the total expenditure—all moneys paid by the Dairy Commission, for any reason, as a result of this lease agreement?

[*Translation*]

M. Whelan: Un petit instant, madame le président, si vous voulez bien. Le Comité des comptes publics a effectivement demandé copie des contrats et des documents juridiques qui ont présidé au choix du navire au plus bas prix possible. Tous ces renseignements lui ont été fournis.

M. McCain: C'est exact, mais pas à moi, n'est-ce pas?

M. Whelan: Pourquoi pas?

M. McCain: Parce qu'il y a la loi en vertu de laquelle ils fonctionnent, monsieur le ministre. Si je veux poser une question à propos d'un rapport du Vérificateur général, il m'est impossible, d'après les dossiers, de déterminer si la réponse que j'ai obtenue correspond à ce que ces gens avaient en tête. Ils ne peuvent pas en effet en discuter avec un témoin cité devant le comité. Ils n'ont pas l'autorisation de le faire, de sorte qu'il ne me reste qu'à poser mes questions dans l'espoir d'obtenir des renseignements exacts. Si personne ne pose les bonnes questions, personne n'obtient les bonnes réponses. Les Comptes publics ne travaillent pas comme cela.

M. Whelan: Je suis d'accord avec vous.

M. McCain: Je dirais que s'il y a un élément absolument nécessaire pour que nous puissions arriver à la meilleure gestion possible du trésor public, c'est le fait que le Vérificateur général devrait effectivement être autorisé à divulguer toutes les données dont il dispose pour tous les dossiers sur lesquels il fait enquête lorsqu'il s'agit de l'administration financière des milieux gouvernementaux canadiens. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

M. Whelan: Je dirais, madame le président, qu'il faut également bien comprendre que, dans les affaires, il ne serait pas prudent de dévoiler à vos concurrents internationaux tous les tenants et les aboutissants de vos activités.

M. McCain: Il n'empêche que je m'enquiers d'un incident qui s'est effectivement produit et j'aimerais poursuivre dans cette veine, madame le président, en consignant mes questions au compte rendu.

J'aimerais savoir, il est possible que je sois un peu dur d'oreille, comment s'appelait le navire affrété par la Commission canadienne du lait pour le transport des produits laitiers? En second lieu, étant donné que le président de la Commission nous a dit que le navire était à la disposition de la Commission, j'aimerais savoir si le contrat prévoyait une tarification quelconque de cette disponibilité. Combien de tonnes ont été transportées par le navire en question? Quelle était la période initiale de validité du contrat d'affrètement? Le navire a-t-il été utilisé pendant toute la durée du contrat? Dans la négative, combien a coûté la résiliation du contrat? Sixièmement, d'autres montants ont-ils été versés au bailleur suite à d'autres éléments de facturation qu'il aurait pu être autorisé à ajouter? Si le navire est revenu lège, la Commission canadienne du lait a-t-elle été facturée pour les voyages de retour lèges? Huitièmement, quel a été le total de tout ce qui a été payé par la Commission canadienne du lait, quelle qu'en soit la raison, dans le cadre de ce contrat d'affrètement?

[*Texte*]

I want to thank you in advance for the answers I anticipate I will receive, Madam Chairperson. I fully appreciate that there is no way the commission could, in fact, answer these direct and specific questions in this meeting. I would, however, appreciate answers to them.

Mr. Whelan: I think, Madam Chairman, the hon. member has asked a lot of questions. I asked for the Auditor General to make a complete review of the Dairy Commission's operations, and the Auditor General made no report to me on the issue you are making. He made no issue of this at all, so I take it for granted he found it was in order. He was there for months checking what they were doing, and he did not mention that to me at all, either in the report or in the private meeting that we had.

I am a little concerned about the hon. member's line of questioning. Is he trying to imply that he was lying, or is that there something wrong with chartering a ship?

Mr. McCain: No. No, I am not. I think a straightforward answer to the question will establish the case one way or the other. I am making no charges.

Mr. Whelan: I am sure we will provide those for you—all the information.

Mr. McCain: I am making no charges; I do not wish to cast any allusions of indiscretion or anything else. I would just like to have the answers to those questions. I believe, Madam Chairperson . . . I do not like to argue with the minister all the time, just once in a while. But I do not believe the Auditor General's report did, in fact, touch this subject matter. It may in a future report; I believe the time of their report did not include the full transaction to which I refer.

Mr. Whelan: Madam Chairman, in all due respect . . .

Mr. McCain: I guess one could also say that, as a result of the Auditor General's intercession, there seems to be a rumour that there is an RCMP inquiry into some aspects of what may have happened. So I feel obligated to ask some questions.

Mr. Whelan: With all due respect to what the hon. member has said—and I respect him for his many years service to this committee—the Auditor General had a total authority to review, and he reviewed everything that was in the operations of the Dairy Commission. That is what I asked him to do; he did not go in himself. And I am just saying that you are intimating that he did not cover this.

Mr. McCain: I said he did not report on it and he is probably in the process of reporting next. But, there was no specific report on this and I have to say that I can get that information, under the law under which the Auditor General works.

Mr. Whelan: In the Auditor General's report—it is a very thorough report—the Auditor General reported to me on every

[*Traduction*]

J'aimerais vous remercier davance pour vos réponses que j'espère effectivement recevoir, madame le président. Je peux comprendre fort bien qu'il aurait été impossible à la Commission de répondre à des questions si précises et détaillées aujourd'hui, mais je lui saurais néanmoins gré de me fournir les réponses.

M. Whelan: Le député a posé, je crois, madame le président, énormément de questions. J'avais demandé au Vérificateur général de procéder à une analyse approfondie des activités de la Commission du lait, et le Vérificateur général ne m'a rien signalé à propos de ce que vous venez d'évoquer. Il n'a rien contesté et je n'ai donc pris pour acquis qu'il avait conclu que tout était en ordre. Il a vérifié les activités de la Commission pendant plusieurs mois et il ne m'a rien mentionné du tout à ce sujet, ni dans son rapport, ni en privé.

La série de questions que vient de me poser le député m'inquiète un peu, je dois l'avouer. Est-ce qu'il entendrait parler qu'il y aurait eu mensonge ou que l'affrètement d'un navire pose un problème quelconque?

M. McCain: Pas du tout. Je puis vous dire qu'une réponse franche et directe à cette question permettra de conclure dans un sens ou dans un autre, mais je ne porte aucune accusation.

M. Whelan: Vous allez, je n'en doute pas, recevoir tous les détails que vous avez demandés.

M. McCain: Je n'ai porté aucune accusation et je ne veux pas non plus faire d'allusions à une indiscrétion ou à quoi que ce soit d'autre. J'aimerais simplement obtenir les réponses à ces questions et je crois,madame le président . . . Je répugne un peu à discuter sans cesse avec le ministre même si j'y prends plaisir à l'occasion, mais je ne crois pas que le rapport du Vérificateur général ait effectivement abordé ce problème. Le Vérificateur le fera peut-être dans un rapport ultérieur, mais je pense qu'au moment du rapport, la transaction dont je viens de parler n'avait pas été abordée dans son intégralité.

M. Whelan: Avec tout le respect que je dois . . .

M. McCain: On pourrait également ajouter, je pense, que suite à l'intervention du Vérificateur général, du moins c'est ce que semble dire la rumeur, la GRC enquêterait sur certains éléments de ce dossier et je me sens dès lors obligé de poser des questions.

M. Whelan: Avec tout le respect que je dois au député et à ses longues années de service au Comité, je dois néanmoins préciser que le Vérificateur général a les pleins pouvoirs lorsqu'il s'agit de vérifier les comptes, et il a effectivement vérifié toutes les activités de la Commission Commission du lait. C'est ce que je lui avais demandé de faire et il n'a pas pris l'initiative. Je vous répète que vous semblez sous-entendre qu'il n'a pas étudié ce dossier.

M. McCain: J'ai dit qu'il n'en avait rien dit dans son rapport et il est probable qu'il en fera état ultérieurement. Toutefois, rien de précis n'a été signalé à ce sujet et je me dois d'ajouter que je pourrais obtenir ce renseignement en invocant la loi qui régit les activités du Vérificateur général.

M. Whelan: Le rapport du Vérificateur général, qui est extrêmement complet, me renseigne sur toutes les facettes des

[*Text*]

aspect of the Dairy Commission. Madam Chairman, what I am saying is that he did not report to me that there is anything wrong with the chartering of ships.

I was with companies before I came here, and we used to charter ships to haul molasses for us, etc., to make sure we had the molasses for the United Co-operatives of Ontario. I must say at one time we imported more molasses than anybody else did, because we were the biggest users and distributors of feed in Ontario at that time. So I do know a little bit about chartered ships. I do know—and I am sure the hon. member does too—a little bit about why you charter ships: so that you can guarantee the best possible price and so you can guarantee shipment of the product in a high quality position.

• 1100

I can remember one shipment, and I do not believe that was on a charter boat. I do not know if it was or not, the one we had all the trouble with that ran back and forth across the ocean about three times; we would not let him unload it in Canada, and they would not let him unload it in Europe. After they put it back on the boats and left it on a wharf and it deteriorated. So that was a long, long history that was a very bad experience, because it was not on a charter boat.

The Chairman: Okay. Thank you, Mr. McCain.

Mr. McCain: Thank you, Madam Chairman.

Le président: Je remercie aussi M. le ministre de l'Agriculture et les représentants de la Commission canadienne du lait, ceux qui accompagnent M. Choquette.

La présente séance est levée jusqu'à convocation du président, mais j'aimerais vous rappeler que la prochaine réunion aura lieu jeudi le 28 avril, à 20h00, avec le ministre et les hauts fonctionnaires de la Société du crédit agricole.

Mr. Whelan: That is next week, right?

Le président: Jeudi le 28 avril à 20h00.

Mr. Whelan: That is with the Farm Credit Corporation.

The Chairman: *Oui.*

Mr. Whelan: Am I supposed to be here, too?

The Chairman: Yes, sir. Okay? *Merci beaucoup.*

The meeting is adjourned.

[*Translation*]

activités de la Commission canadienne du lait. Ce que je veux dire par là, madame le président, c'est que le Vérificateur général ne m'a signalé aucune irrégularité à propos de l'affrètement des navires.

Avant de faire de la politique, j'ai travaillé pour des entreprises qui avaient coutume d'affrèter des navires pour le transport notamment de la mélasse, car les Coopératives Unies de l'Ontario avaient besoin de mélasse et il fallait que nous en obtenions. À un moment même, nous importions davantage de mélasse que quiconque parce que nous étions à l'époque les plus gros utilisateurs et les plus gros distributeurs d'aliments pour animaux en Ontario. Je m'y connais donc un petit peu en matière d'affrètement de navire. Je sais pertinemment, et mon collègue j'imagine le sait fort bien lui aussi, pourquoi on décide d'affrèter un navire: il s'agit simplement de pouvoir obtenir le meilleur prix possible et de pouvoir garantir la livraison du produit.

Je me rappelle du cas d'une expédition que nous n'avions, je crois, pas faite au moyen d'un navire affrété. Je ne m'en souviens pas, mais je sais que nous avions eu des tas de problèmes parce qu'il avait traversé environ trois fois l'océan dans les deux sens. Le bateau n'avait pas reçu l'autorisation de décharger au Canada, et il n'avait pas non plus reçu l'autorisation de décharger en Europe. Après tout ce temps à bord et sur le quai, la marchandise avait fini par se gâter. Ce fut une très longue histoire, mais en deux mots, une expérience très déplaisante et qui avait été précisément due au fait qu'il ne s'agissait pas d'un navire affrété.

Le président: D'accord, je vous remercie, monsieur McCain.

M. McCain: Je vous remercie, madame le président.

The Chairman: I would also like to thank the Minister of Agriculture as well as the Canadian Dairy Commission's officials who have accompanied Mr. Choquette today.

The meeting is now adjourned to the call of the chair; however, I would like to remind you that our next meeting will be held on Thursday, April 28, at 8.00 p.m., at which time we will hear the minister and the officials of the Farm Credit Corporation.

M. Whelan: C'est bien la semaine prochaine?

The Chairman: Thursday, April 28, at 8.00 p.m.

M. Whelan: À propos de la Société du crédit agricole?

Le président: *Yes.*

M. Whelan: Est-ce que je suis censé y assister?

Le président: Mais oui. D'accord? *Thank you very much.*

La séance est levée.

Canada Post
Canada Poste
Third Troisième
class classe

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 109

Thursday, April 28, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 109

Le jeudi 28 avril 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1 under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 1 sous la rubrique AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

COMPARAÎT:

L'honorable Eugène Whelan, Ministre de l'Agriculture

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN

(Voir à l'endos)

First Session of the Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Third class
Troisième classe
K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacre-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnements et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESS—TÉMOIN

Mr. Gilles Choquette, Chairman, Canadian Dairy Commission.

M. Gilles Choquette, Président, Commission canadienne du lait.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 109

Thursday, April 28, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 109

Le jeudi 28 avril 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Main Estimates 1983-84: Vote 1 under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget principal 1983-1984: crédit 1 sous la rubrique AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

First Session of the

Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la

trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

23012—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Jean-Guy Dubois
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

MEMBRES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Rolland Dion (*Portneuf*)
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
G.M. Gurbin
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 28, 1983
(118)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 8:21 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Robert Daudlin, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Althouse, Daudlin, Ferguson, McCain, Ostiguy and Tessier.

Appearing: The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture.

Witness: Mr. E.H. Anderson, Chairman and Chief Executive Officer, Farm Credit Corporation.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, February 23, 1983 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, March 8, 1983, Issue No. 99*)

The Committee resumed consideration of Vote 1.

The Minister made a statement and, with the witness, answered questions.

In accordance with a motion of the Committee at the meeting held on Tuesday, February 15, 1983 the Chairman authorized that the letters dated April 25, 1983 and attachments from The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture to Mr. V. Althouse, M.P., Mr. Stan Korchinski, M.P. and Mr. Fred McCain, M.P. be printed as appendices to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "AGRI-24", "AGRI-25" and "AGRI-26"*).

At 9:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 28 AVRIL 1983
(118)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 20h21 sous la présidence de M. Robert Daudlin (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Althouse, Daudlin, Ferguson, McCain, Ostiguy et Tessier.

Comparaît: L'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture.

Témoin: M. E.H. Anderson, président et directeur exécutif, Société du crédit agricole.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur le budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbal du mardi 8 mars 1983, fascicule nº 99*)

Le Comité reprend l'étude du crédit 1.

Le ministre fait une déclaration puis, avec le témoin, répond aux questions.

Conformément à une motion du Comité adoptée à la séance du mardi 15 février 1983, le président permet que les lettres en date du 25 avril 1983 et les pièces jointes de l'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture à M. V. Althouse, député, M. Stan Korchinski, député et M. Fred McCain, député, soient jointes aux procès-verbal et témoignages de ce jour (*Voir Appendices «AGRI-24», «AGRI-25» et «AGRI-26»*).

A 21h45, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Thursday, April 28, 1983

• 2021

The Vice-Chairman: We have a quorum for taking evidence. I would like to welcome you all here this evening.

The committee is to resume consideration of its order of reference dated Wednesday, February 23, 1983, relating to the main estimates for the fiscal year ending March 31, 1984. The committee will resume consideration of Vote 1 on program expenditures.

AGRICULTURE

A—Department—Administration Program

Vote 1—Administration—Program expenditures $44,561,000

The Vice-Chairman: I would like to start off by welcoming all those erstwhile members of the subcommittee on Bill C-653 and advise you all and confirm that is not what we are here for this evening.

Our witnesses this evening are obviously the Minister of Agriculture in his "not green suit"—but he tells me he left his green stetson outside—and of course, Mr. Anderson from the Farm Credit Corporation. I am sure Mr. Minister or Mr. Anderson will introduce the other people who have come with Mr. Anderson in due course.

I understand, Mr. Minister, you have a statement to make; but before we get to that, perhaps I could deal with some housekeeping matters that have been left over from other meetings.

There are apparently responses by the Minister of Agriculture to questions asked respectively by Mr. Althouse, Mr. Korchinski and Mr. McCain. We have letters responding to that which they could attach as appendices or exhibits. May I propose to you, if someone were to move a motion requiring that these be appended as appendices, that would permit us to attach them in specie to the record; and as a consequence, there would be some continuity.

Mr. McCain: I so move.

The Vice-Chairman: It is so moved and seconded by Mr. Ferguson. That would be for the letter responding to Mr. Althouse as well as the letter responding to Mr. Korchinski and the letter responding to Mr. McCain.

Mr. McCain: On a point of order . . .

The Vice-Chairman: Yes, Mr. McCain.

Mr. McCain: —I think I asked some questions of the Farm Credit Corporation, when they were last here as witnesses, as to how much money had been available for lending on several years' basis. Maybe it is in my office—it could be—but I do not think I have the answer to that question in the letter.

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le jeudi 28 avril 1983

Le vice-président: Nous sommes suffisamment nombreux pour entendre les témoignages. Je vous souhaite à tous la bienvenue.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983, concernant le Budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. Le Comité en est toujours à l'étude du crédit 1er des dépenses du programme.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme d'administration

Crédit 1er—Administration—Dépenses du programme $44,561,000

Le vice-président: Je voudrais d'abord souhaiter la bienvenue à tous les membres du Comité chargés d'étudier le Bill C-653 et leur rappeler que nous ne sommes pas ici ce soir pour en discuter.

Nous avons comme témoins le ministre de l'Agriculture, évidemment, qui porte son «habit pas vert»—mais il me dit avoir laissé son *stetson* vert à l'extérieur—et évidemment M. Anderson, de la Société du crédit agricole. Je suis certain que le ministre ou M. Anderson présenteront les gens qui les accompagnent au moment opportun.

Monsieur le ministre, je crois comprendre que vous avez une déclaration à faire. Auparavant, toutefois, nous devons régler quelques petites questions d'affaires courantes, qui découlent de d'autres séances.

Il semble y avoir des réponses du ministre de l'Agriculture à des questions posées par M. Althouse, M. Korchinski et M. McCain. Nous avons ici les lettres qui seront annexées au procès-verbal. Je propose donc que quelqu'un présente une motion à cet effet, ce qui nous permettrait de les annexer tels quels au compte rendu. Cela assurerait une certaine continuité.

M. McCain: Je le propose.

Le vice-président: C'est donc proposé, appuyé par M. Ferguson. Il s'agit des lettres en réponse à des questions de M. Althouse, de M. Korchinski et de M. McCain.

M. McCain: J'invoque le Règlement.

Le vice-président: Oui, monsieur McCain.

M. McCain: Je crois avoir posé des questions sur la Société du crédit agricole, lors de sa dernière comparution, afin de savoir de quelle somme elle disposait pour les prêts pendant plusieurs années. La lettre a peut-être été envoyée à mon bureau, c'est possible, mais je ne crois pas que dans cette lettre-ci, il y ait réponse à cette question.

[*Texte*]

Mr. Eiliv H. Anderson (Chairman and Chief Executive Officer, Farm Credit Corporation): It has been mailed, sir.

Mr. McCain: Well, that could take two weeks.

Mr. Anderson: Oh, it is here. Pardon me. It was sent two or three days after the last meeting.

Mr. McCain: I did not stop to pick up my file. It is probably there.

The Vice-Chairman: Mr. McCain, the clerk points out to me that we do have some appendices already. Perhaps I could ask you to consult those to determine whether or not one of those might be the response; and if not, if you could let me know, we could perhaps arrange then to get duplicate copies for you.

Mr. McCain: I believe the witness when he says he sent them out. I will take the blame.

The Vice-Chairman: Good. Thank you. May I then call on the hon. Minister of Agriculture to provide us with his brief?

Hon. Eugene Whelan (Minister of Agriculture): Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to introduce the people who are here from the Farm Credit Corporation: Eiliv Anderson, the Chairman; Mr. Hollingshead, Director of the Lending Operations for Farm Credit Corporation; Terry Kremeniuk, Director of Economics and Liaison Services; Bill Mann, Director of Finance; Mr. J.L. (Jules) Modderman; and Mr. Ralph Ashmead.

Mr. Anderson: The next gentleman, sir, is Mr. George Jones, Regional Manager from Alberta, who is here on a visit.

Mr. Whelan: You had better tell them who he is and I will . . .

Mr. Anderson: Okay.

Mr. Whelan: Then there is Louise Neveu, Director of Public Relations; and John van Abbema who comes from Essex County, or is it Kent?

• 2025

Mr. Anderson: Yes.

Mr. Whelan: —Kent County—he is executive assistant to the chairman of the Farm Credit Corporation. Will you introduce the . . . ?

Mr. Anderson: Yes. We have, if I may sir, a guest here tonight, Mr. George Jones, Regional Manager for the Province of Ontario for the Farm Credit Corporation.

Mr. Whelan: Alberta.

Mr. Anderson: Alberta, pardon me.

Mr. Whelan: They are a lot similar, we know that. Did you say George Jones? It is understandable that you could make that mistake, because one of the researchers in Agriculture, who was with a private company for years and at the University of Guelph, was George Jones. I think he is with one of the private agricultural chemical companies doing research now. Welcome to the fold here.

[*Traduction*]

M. Eiliv H. Anderson (président et directeur général, Société du crédit agricole): La lettre a été mise à la poste.

M. McCain: Je ne la recevrai pas avant deux semaines.

M. Anderson: Oh pardon, elle est ici. Elle a été envoyée deux ou trois jours après la dernière séance.

M. McCain: Je ne me suis pas arrêté à mon bureau pour y prendre mon dossier; elle est probablement dedans.

Le vice-président: Monsieur McCain, le greffier me fait remarquer que nous avons déjà annexé d'autres lettres. Vous pourriez peut-être consulter les autres comptes rendus pour savoir si la réponse à votre question ne s'y trouverait pas. Sinon, faites-le moi savoir et nous nous arrangerons pour que des copies soient faites pour vous.

M. McCain: Si le témoin me dit que la lettre a été mise à la poste, je le crois. C'est moi qui fais erreur.

Le vice-président: Très bien. Merci. Je cède donc maintenant la parole à l'honorable ministre de l'Agriculture.

L'honorable Eugene Whelan (ministre de l'Agriculture): Merci, monsieur le président.

Je voudrais d'abord vous présenter les gens de la Société du crédit agricole qui m'accompagnent: il y a Eiliv Anderson, président; M. Hollingshead, directeur des opérations de prêt à la Société du crédit agricole; Terry Kremeniuk, directeur de la Division de l'économie et de liaison; Bill Mann, directeur des Services financiers; M. J.L. (Jules) Modderman et M. Ralph Ashmead.

M. Anderson: L'autre monsieur est M. George Jones, directeur régional de l'Alberta. Il est ici en visite.

M. Whelan: Vous feriez mieux de leur dire qui il est, et moi, je vais . . .

M. Anderson: Très bien.

M. Whelan: Il y a aussi Louise Neveu, directeur des relations publiques, et John van Abbema, qui est du comté d'Essex, ou du comté de Kent?

M. Anderson: Oui.

M. Whelan: Du comté de Kent; c'est l'adjoint exécutif du président de la Société du crédit agricole. Pourriez-vous présenter . . .

M. Anderson: Oui. Nous avons un invité avec nous ce soir; il s'agit de M. George Jones, directeur régional pour l'Ontario de la Société du crédit agricole.

M. Whelan: De l'Alberta.

M. Anderson: Oui, de l'Alberta, je m'excuse.

M. Whelan: Les deux provinces ont beaucoup en commun, nous le savons. Avez-vous dit George Jones? Il n'est pas étonnant que vous fassiez cette erreur puisque l'un des chercheurs au ministère de l'Agriculture s'appelle George Jones. Il a travaillé de nombreuses années dans l'entreprise privée et à l'Université de Guelph. C'est l'une des compagnies

[*Text*]

It is always a pleasure, Mr. Chairman, for me to appear before the standing committee and I am most pleased to be here this evening to discuss one of tbe topics most dear to me, that of farm credit. This meeting is quite timely, since the preliminary 1982-1983 year-end figures of the activities of the Farm Credit Corporation are now available.

In total, over $619 million was approved in loans to some 6,000 Canadian farmers. These figures are broken down as follows:

Farm Credit Act:

Regular Program, 4,544 ..... $476,593,686;

Special Farm Financial Assistance Program, 970 ..... $140,280,100;

Farm Syndicates Credit Act, 84 ..... $2,288,767;

Total, 5,598 ..... $619,162,553.

I would first like to focus attention on the Special Farm Financial Assistance Program. Between November 12, 1981, and March 31, 1984, the corporation estimates that this program will assist some 2,500 farmers in serious financial difficulty for a total of $345 million in loans and close to $30 million in interest rebates. As of March 31, 1983, 1,349 farmers had received loans under the program for some $179 million, leaving only $66 million for the coming year.

In the federal government's April 19 budget, another $100 million was allocated to the program, along with another $8 million in rebates.

When this program is broken down on an individual basis, it means that those 2,500 farmers will receive an average of $11,500 in interest rebates from the federal government. This is at a time when the viability of their farms was in serious jeopardy. For most of these borrowers, these special loans allow them to amortize their debts over a longer period, thus improving their immediate cash-flow situation.

The breakdown of the loan approvals by FCC region for 1982-1983, under the special program, is as follows:

British Columbia, 51 ..... $11,821,700;

Alberta, 75 ..... $16,265,800;

Saskatchewan, 129 ..... $19,965,800;

Manitoba, 101 ..... $13,120,700;

Ontario, 416 ..... $60,207,800;

Quebec, 152 ..... $14,796,300;

Atlantic, 46 ..... $4,102,000;

Total, 970 ..... $140,280,100.

You can see that Ontario was by far the largest recipient, receiving 416, or $60,207,800.

[*Translation*]

de produits chimiques qui font de la recherche en agriculture. Bienvenue ici.

Monsieur le président, c'est toujours avec plaisir que je comparais devant le Comité permanent pour discuter du crédit agricole, un sujet qui m'est très cher. La séance tombe à point puisque les statistiques préliminaires pour la fin de l'exercice 1982-1983 de la Société du crédit agricole sont maintenant disponibles.

En tout, la Société a approuvé 619 millions de dollars en prêts à quelque 6,000 agriculteurs canadiens. Ces chiffres se répartissent comme suit:

Loi sur le crédit agricole:

Programme ordinaire 4,544 ..... $476,593,686;

Programme spécial d'aide financière à l'agriculture, 970 ..... $140,280,100;

Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, 84 ..... $2,288,767;

Total, 5,598 ..... $619,162,553.

Je voudrais d'abord attirer votre attention sur le Programme spécial d'aide financière à l'agriculture. Entre le 12 novembre 1981 et le 31 mars 1984, la Société estime que ce programme lui aura permis d'aider quelque 2,500 agriculteurs en sérieuses difficultés financières, en leur prêtant 345 millions de dollars et en leur accordant près de 30 millions de dollars en réduction d'intérêts. Au 31 mars 1983, 179 millions de dollars avaient été prêtés, dans le cadre du programme à 1,349 agriculteurs, ce qui laisse seulement 66 millions de dollars pour l'année en cours.

Dans son budget du 19 avril dernier, le gouvernement fédéral a affecté 100 millions de dollars de plus au programme, de même que 8 millions de dollars de plus pour les ristournes sur l'intérêt.

Une ventilation détaillée du programme permet de constater que ces 2,500 agriculteurs recevront du gouvernement fédéral en moyenne $11,500 en ristournes sur l'intérêt. Cette aide leur sera utile puisqu'elle arrive au moment où la rentabilité de leur exploitation est gravement compromise. Pour la majorité de ces emprunteurs, les prêts spéciaux leur permettront d'amortir leur dette sur une période plus longue, et donc d'améliorer leurs liquidités dans l'immédiat.

Les prêts approuvés dans le cadre du projet spécial se répartissent comme suit entre les régions de la SCA:

Colombie Britannique, 51 ..... $11,821,700;

Alberta, 75 ..... $16,265,800;

Saskatchewan, 129 ..... $19,965,800;

Manitoba, 101 ..... $13,120,700;

Ontario, 416 ..... $60,207,800;

Québec, 152 ..... $14,796,300;

Les Maritimes, 46 ..... $4,102,000;

Au total, 970 ..... $140,280,100.

Comme vous pouvez le constater, l'Ontario est la province où l'on profite le plus, et de loin, du programme, puisque 416

[*Texte*]

Under the regular lending program of the Farm Credit Act, a significant percentage of loans, some 37%, were also approved for debt consolidation. There were about 2,100 loans approved for over $225 million in cases where 40% or more of the loan funds were used for debt consolidation. If you add this to the Special Farm Financial Assistance Program loans, it represents over 50% of the lending under the Farm Credit Act. This strongly indicates, Mr. Chairman, that the FCC has recognized the difficulties farmers find themselves in today and has helped reorganize their debts to see them through to better times.

The more traditionally high percentage purposes of loan, the purchase of additional land and of new units, each made up close to 35% of the total. The erection of new buildings made up the fourth largest category of the loan purpose with 5.1% of the total. This indicates a dramatic shift from recent years and again emphasizes FCC's sensitivity to farmers' needs.

The breakdown of regional approvals are as follows:

British Columbia, 161 ..... $21,145,460;
Alberta, 864 ..... $105,134,434;
Saskatchewan, 1,606 ..... $171,788,800;
Manitoba, 444 ..... $40,847,800;
Ontario, 948 ..... $100,564,500;
Quebec, 362 ..... $27,082,600;
Atlantic, 159 ..... $10,030,092;
Total, 4,544 ..... $476,593,686.

The Saskatchewan figures reflect the high level of activity under the province's Farm Purchase Plan. Under this program—if you noticed, it shows 1,606 loans there—eligible borrowers have their mortgage rates on new land acquisitions rebated down to 8% for the first five years and 12% for the five years after that; that is, it is guaranteed that it will not go above 12%, if it does, they will pay it.

• 2030

The FCC was named as lender because it is well known in Saskatchewan and is readily accessible through its network of offices. This arrangement, I must say, was made between the chairman of the board, and myself having some little to do with it, meeting with the provincial minister of agriculture in Saskatchewan in making this arrangement, rather than them setting up offices of their own. I believe this is an excellent example of co-operation between the federal and provincial governments, showing how we can work together without duplicating our efforts.

[*Traduction*]

prêts d'une valeur de $60,207,800 ont été consentis dans cette région.

Une proportion importante des prêts ordinaires approuvés par la Société sous le régime de la Loi sur le crédit agricole, soit quelque 37 p. 100, a aussi servi à la consolidation de dettes. Environ 2,100 prêts, totalisant 225 millions de dollars, ont servi à la consolidation de dettes dans une proportion supérieure à 40 p. 100. Si vous y ajoutez le programme spécial d'aide financière à l'agriculture, vous constaterez que plus de 50 p. 100 des fonds prêtés sous le régime de la Loi sur le crédit agricole ont servi à cette fin. Ces chiffres montrent nettement que la SCA est consciente des difficultés financières qui assaillent les agriculteurs en ce moment et qu'elle les a aidés à restructurer leurs dettes afin qu'ils puissent surnager en attendant la reprise économique.

L'achat de terres aux fins d'agrandissement et l'achat de nouvelles exploitations, deux buts qui ont traditionnellement été les plus courants, représentaient cette année près de 35 p. 100 du total. La construction de nouveaux bâtiments venait au quatrième rang avec 5.1 p. 100 du total. On a donc assisté à un déplacement spectaculaire des besoins depuis quelques années, ce qui démontre à nouveau que la société est sensibilisée au besoin actuel des agriculteurs.

Voici la ventilation, par région, des prêts approuvés:

Colombie Britannique, 161 ..... $21,145,460;
Alberta, 864 ..... $105,134,434;
Saskatchewan, 1,606 ..... $171,788,800;
Manitoba, 444 ..... $40,847,800;
Ontario, 948 ..... $100,564,500;
Québec, 362 ..... $27,082,600;
Maritimes, 159 ..... $10,030,092;
Au total, 4,544 ..... $476,593,686.

Les données pour la Saskatchewan reflètent la fébrilité suscitée par le Programme d'achat de fermes du gouvernement provincial. En vertu de ce programme, remarquez qu'il y a eu 1,606 prêts accordés dans cette province, les emprunteurs admissibles profitent d'une ristourne, qui abaisse à 8 p. 100, les cinq premières années, et à 12 p. 100, les cinq années suivantes, le taux d'intérêt de l'hypothèque contractée pour acheter de nouvelles terres. Autrement dit, on leur assure que le taux d'intérêt ne dépassera pas 12 p. 100, car, le cas échéant, c'est le gouvernement provincial qui paiera la différence.

La Société a été choisie comme prêteur parce qu'elle est bien connue en Saskatchewan et qu'elle est facilement accessible grâce à son réseau de bureaux. Je dois dire que cette entente a été conclue par le président du conseil d'administration, avec une légère intervention de ma part, et le ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan; c'est mieux que d'ouvrir des bureaux chacun de son côté. Je crois que c'est là un bel exemple de collaboration entre les gouvernements fédéral et provincial, ce qui prouve qu'on peut travailler ensemble et éviter ainsi le double emploi.

[*Text*]

Along with some positive signs of an increase in lending activity in some regions, some problems were also highlighted at year-end. The corporation initiated 164 recovery actions last year, compared to 106 in 1981-1982. This course of action is truly, Mr. Chairman, a last resort for the Farm Credit Corporation. Whenever there is a reasonable probability that the farmer can succeed, the corporation carries the account in arrears, refinances, or re-amortizes the loan to assist the borrower. The risk inherent in such a compassionate attitude is reflected in the corporation's increase in losses. In 1982-1983 close to $8 million was recorded as a loss on the sale of recovered properties. The total losses for the previous 21 years was $7.8 million. If you remember, Mr. Chairman, many times in committees many members said that Farm Credit Corporation was not doing a very good job in serving the public; because they almost never showed a loss at all, they did not figure they were taking much risk. Mr. Anderson may tell you they are taking more risks maybe than they should now.

These figures should be placed in the context of the total FCC portfolio to give a true picture. One must remember that the corporation administers some 76,000 accounts, for a total of $4 billion. This helps put the 164 recovery actions in their true perspective, as well as the $8 million loss experienced.

I am confident that the FCC has the sound management to see it through these difficult times. One must remember that if there were no losses it would be an indication, as I said, of very safe lending practices. If the FCC suffers a loss, farmers have to face a far more serious loss, usually a lifetime's effort. So I am not overly worried about this; there will be good years ahead, which will turn the situation around. I am most pleased with the extra effort FCC staff is putting in to help those farmers who are in serious difficulty.

One of the factors affecting the level of losses is land values. Preliminary FCC data indicate that land values have decreased in many areas of Canada and increased slightly in a few areas. Very little land is actually selling, except in Saskatchewan where the provincial program offers a direct incentive for such transactions. However, our most recent reports show signs that the land market activity is starting to pick up. It is rather interesting, Mr. Chairman, but in Saskatchewan they have some of the best laws protecting farmers in case someone is going to put them into receivership. That province has also the best repayment record and has probably the lowest downturn trend, if any downturn trend, in land values.

As I said, our most recent reports show that land market activity is starting to pick up again. But it should be noted that even in areas where land values are declining, FCC is not re-evaluating farmers' loans on the basis of its security unless a farmer is in arrears. The corporation chooses to look at the

[*Translation*]

Même si les données de fin d'année ont fait ressortir certains signes encourageants, étant donné l'augmentation des prêts consentis dans certaines régions, elles ont également fait ressortir certains problèmes. La Société a entrepris 164 actions en recouvrement l'an dernier, par comparaison à 106 en 1981-1982. Cette mesure vient très certainement en dernier ressort pour elle. Tant qu'il reste une probabilité raisonnable de réussite, la société tolère les arréages, accepte de refinancer ou de réamortir un prêt, si cela peut aider l'agriculteur. Cette attitude empreinte de compassion l'expose par contre à des risques plus grands, comme en fait foi l'augmentation de ses pertes. En 1982-1983, elle a en effet connu un manque à gagner de 8 millions de dollars à la suite de la vente des biens recouvrés, tandis qu'au cours des 21 années précédentes, elle n'avait perdu en tout que 7.8 millions de dollars. Vous vous souviendrez, monsieur le président, que plusieurs membres du Comité ont souvent dit que la Société du crédit agricole ne desservait pas très bien la population. Ils croyaient que, parce que celle-ci n'affichait jamais de pertes, elle prenait très peu de risques. M. Anderson peut vous dire qu'elle prend beaucoup plus de risques qu'elle ne le devrait en ce moment.

Il faut cependant replacer ces chiffres dans leur contexte pour se faire une idée plus fidèle de la situation, car le portefeuille de la société comprend quelque 76,000 comptes, qui totalisent 4 milliards de dollars. Ainsi, les 164 actions en recouvrements et les 8 millions de dollars en manque à gagner prennent un tout autre relief.

Je suis persuadé que la société est assez bien administrée pour pouvoir traverser cette période de crise. Il ne faut pas oublier que, s'il n'y avait aucun manque à gagner, cela signifierait qu'elle ne prend pas suffisamment de risques. Lorsque la société accuse un manque à gagner, l'agriculteur encaisse un coup beaucoup plus dur puisqu'il perd généralement les efforts de toute une vie. Je ne suis donc pas trop inquiet de la situation, car il y aura encore, de bonnes années, qui nous permettront de la rétablir. Je suis très fier des efforts supplémentaires que le personnel de la société déploie pour aider les agriculteurs en situation précaire.

L'augmentation du manque à gagner est partiellement attribuable à la valeur foncière. Les données préliminaires de la société indiquent que cette valeur a diminué dans plusieurs régions du Canada et augmenté légèrement dans d'autres. La vente de terres agricoles est en fait au point mort, sauf en Saskatchewan, où le programme provincial stimule directement ce genre de transactions. Toutefois, nos plus récents rapports indiquent un début de reprise. Fait assez intéressant, monsieur le président, c'est en Saskatchewan que les agriculteurs sont le mieux protégés par la loi en cas de mise en tutelle, et pourtant c'est là qu'ils remboursement le plus fidèlement et que le prix des terres a le moins diminué, s'il a même diminué.

Comme je le disais, nos plus récents rapports indiquent une reprise sur le marché des terres. Il est à noter cependant que même dans les régions où la valeur des terres a fléchi, la société n'a pas réévalué les prêts en fonction de la valeur de la garantie, sauf si l'agriculteur a des arrérages. La société a choisi de miser sur la stabilité à long terme et sur la capacité

[*Texte*]

long-term stability and resilience of Canadian agriculture rather than over-reacting to short-term factors.

In reading the transcripts of the committee's recent meetings with FCC officials, I noted that the subject of writing down interest rates was brought up by many members. I have asked the FCC officials to study various options for reducing the interest rate on loans made to farmers during the period from April 1, 1981 to December 9, 1982, when interest rates reached a high of 16.75%. For example, if interest rates on these loans were written down to, say, 13.5%, some 7,120 farmers would be assisted. The total annual cost of this would be in the neighbourhood of $8.1 million for 28 years. The corporation has not been in a position to accumulate a level of retained earnings sufficient to cover this loss because of its limited profit margin, so government action would be necessary. This represents a substantial cost and must be carefully considered before a decision can be made. But I wish to assure members of this committee that the matter is a priority with me and also with the Farm Credit Corporation, and hopefully a positive solution can be arrived at in the very near future. One must remember that for the majority of FCC borrowers over the past 24 years, the fixed interest rate has been a definite advantage.

• 2035

As a final item, I would like to report to members on FCC's first successful venture on the financial markets. In February, the corporation borrowed $50 million at 12 ⅛% on the European market. The notes were issued for a 10-year term in Canadian funds, thus eliminating the need for hedging. The 10-year term was chosen because it offered the best compromise between rate and term. Ten years is still a long enough term to offer farmers the security of a loan with an interest rate fixed for a reasonably long period. Like other Crown corporations, the FCC is only allowed to make private placements in Canada; the public issues are reserved for the Minister of Finance.

I just want to say that I had an experience, Mr. Chairman, in my own constituency in the town of McGregor on Friday night. A farmer came up to me and said, gleefully, I just paid my mortgage off. That man can neither write nor read either English or French, but he knows how to figure.

I can remember the first loan he received from Farm Credit Corporation. I said to him: But that loan is only costing you 6% or 7%. He said: I know, but I do not want to have any debts on my farm; I just want to get rid of that mortgage. He was so proud that he did not owe any money on his farm any longer.

He is a full-time farmer; he raises peas, sweet corn, soybeans, wheat, field corn. He has about 350 acres of land in rich Essex county, fully paid for. Now, mind you, I am sure if somebody did not know him like the field man for Farm Credit knew him, because the field man for Farm Credit used to know

[*Traduction*]

de récupération de l'agriculture canadienne plutôt que de réagir avec trop de sensibilité à des facteurs à court terme.

En lisant le compte rendu des récentes séances du Comité auquel les représentants de la Fédération ont participé, j'ai constaté que de nombreux députés avaient soulevé la possibilité de réduire les taux d'intérêt. J'ai donc demandé à la société d'étudier diverses options qui permettraient de réduire le taux d'intérêt sur les prêts consentis aux agriculteurs entre le 1er avril 1981 et le 9 décembre 1982, alors que les taux d'intérêt avaient atteint 16.75 p. 100. Par exemple, si on abaissait les taux d'intérêt de ces prêts à 13.5 p. 100, cela aiderait quelque 7,120 agriculteurs. Le coût annuel total de cette mesure serait d'environ 8.1 millions de dollars pendant 28 ans. La société n'a pas été en mesure de conserver suffisamment de bénéfices non réinvestis pour compenser ce manque à gagner, étant donné sa mince marge de profits. Il faudrait donc que le gouvernement intervienne. Comme cela coûterait assez cher, l'idée doit être étudiée soigneusement avant qu'on prenne une décision. Je tiens toutefois à vous assurer que j'accorde la priorité à cette question, tout comme la société, et que j'espère en arriver à une solution heureuse très bientôt. Il ne faut pas oublier que pour la majorité des emprunteurs, le taux d'intérêt fixe de la société s'est avéré être un net avantage au cours des 24 dernières années.

En terminant, je voudrais vous parler de la première incursion sur les marchés financiers de la société, qui a remporté un franc succès. En février, celle-ci a emprunté 50 millions de dollars à 12 ⅛ p. 100 sur le marché européen. Les billets comportaient un terme de 10 ans et étaient en devise canadienne. On a donc pas eu besoin de couverture pour parer à la fluctuation des taux de change. On a choisi un terme de 10 ans parce que c'était le meilleur compromis entre le taux et le terme. En effet, 10 ans, c'est suffisamment long pour assurer aux agriculteurs un prêt à un taux d'intérêt fixe d'une durée assez longue. Comme les autres sociétés de la Couronne, la société n'est autorisée à faire que des placements privés au Canada, les émissions publiques étant réservées au Ministre des Finances.

Je voudrais également vous raconter ce qui m'est arrivé dans ma propre circonscription, dans la ville de McGregor, vendredi soir dernier. Un agriculteur s'est approché pour me dire tout heureux qu'il venait de terminer le remboursement de son hypothèque. Cet homme ne sait ni lire, ni écrire l'anglais ou le français, mais il sait compter.

Je me souviens du premier prêt qu'il a reçu de la Société du crédit agricole. Je lui avais alors dit que le prêt ne lui coûterait que 6 ou 7 p. 100. Il m'avait répondu: «Je sais, mais je ne veux pas de dettes; je veux simplement me débarasser de mon hypothèque.» Et maintenant, il est tellement fier de ne plus devoir d'argent pour sa ferme.

C'est un agriculteur à temps plein qui cultive des petits pois, du maïs sucré, des fèves soya, du blé, du maïs fourrage. Il a environ 350 acres de terre, sans dette, dans le riche comté d'Essex. Je peux vous assurer que si les gens ne le connaissaient pas comme le connaît le responsable régional de la

[*Text*]

him when he worked for me and the field man for Farm Credit worked for Green Giant and we used to be commercial operators for Green Giant. Between the co-operation and the understanding the FCC field man had, Mr. Chairman, and knowing this man's ability to work, he never would have got the loan probably if it had not been for that. But he has proven how successful it can be by hard work, painting his barns all red, because he is . . .

Mr. McCain: Misguided.

Mr. Whelan: He is of French-Canadian ancestry, and he said: You can paint my barns any colour as long as they are *rouge*.

I just wanted to report that there are successful farmers and there are farmers in Canada that statistics show that over 50% of them owe no money, about 25% have a high equity in their holdings, and the other 25% are made up of nearly every kind of indebtedness one can think of. Some have a chance of survival, the majority of that 25% would, and then you have about 10% to 5% that are risky.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister. Before we get to the questions, may I take it that I have the concurrence of the committee that the figures referred to and the lists of numbers referred to by the minister on pages 1, 2 and 3 of the statement may be included in the statement as though read? Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Vice-Chairman: The first name on my list is Mr. Ferguson.

Mr. Ferguson: Thank you very much, Mr. Chairman, Mr. Minister and officials from the Farm Credit Corporation. First of all, I want to say how pleased we are to have both you and the chairman and the staff people here tonight; that this is one of the lending institutions that have appeared before some of us this week that I think will be more complementary than some of the others earlier in the week.

I notice you have approximately 76,000 accounts in total, and this would be a reflection out of the some 320,000 farmers across Canada that I am going to ask this question. I was doing some projections today to try to ascertain approximately how many farmers in Canada are in arrears or have some financial difficulty.

• 2040

One group suggested this week that we had 5% of our farmers in severe financial trouble and 10% who are facing financial difficulties of varying amounts. By projecting your figures ahead as to the percentage of loans that you have, do you see approximately the same number? It would amount to about 15,000 in serious financial difficulty and another 30,000 with a degree of financial difficulty.

Mr. Whelan: The figures are . . . I will let Mr. Anderson give you the figures, rather than read them and have him hand them to me. But they are higher than they have been. We

[*Translation*]

Société du crédit agricole, qui le connaissait quand il travaillait pour moi et que, lui, travaillait pour le Géant vert. Sans la collaboration et la compréhension dont a fait preuve ce représentant de la société, qui connaissait la capacité de travail du gars, jamais il n'aurait pu obtenir un prêt. Mais il a prouvé qu'on peut réussir à force de travail acharné, en peignant tous ses bâtiments rouges, parce qu'il est . . .

M. McCain: Mal inspiré.

M. Whelan: Il est d'origine canadienne-française et il m'avait dit: «Vous pouvez peindre mes bâtiments de n'importe quelle couleur, à condition qu'elle soit rouge».

Je voulais simplement vous dire que des agriculteurs canadiens réussissent. D'ailleurs, d'après les statistiques, plus de 50 p. 100 d'entre eux n'ont aucune dette, 25 p. 100 sont propriétaires d'une grande part de leurs avoirs, et les autres 25 p. 100 sont endettés à des pourcentages divers. Certains ont une chance de survie, la majorité d'entre eux, mais 5 à 10 p. 100 sont dans une situation précaire.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre. Avant de passer aux questions, seriez-vous d'accord pour que les tableaux qui se trouvent aux pages 1, 2 et 3 de l'exposé du ministre soient imprimés comme s'ils avaient été lus? C'est d'accord?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: Le premier sur la liste est M. Ferguson.

M. Ferguson: Merci beaucoup, monsieur le président, monsieur le ministre et messieurs les représentants de la Société du crédit agricole. Tout d'abord, je tiens à vous dire le plaisir que j'ai de vous voir tous ici ce soir. La société est l'une des institutions prêteuses qui ont comparu devant certains d'entre nous cette semaine, et je crois qu'elle paraît plus complémentaire que certaines autres.

Je remarque que vous comptez environ 76,000 comptes et je crois qu'il y a quelque 320,000 agriculteurs au Canada. J'essayais de faire des projections aujourd'hui afin de déterminer combien d'agriculteurs environ au Canada ont des arréages ou éprouvent certaines difficultés financières.

Cette semaine, un groupe a laissé entendre que 5 p. 100 des agriculteurs canadiens se trouvaient dans une situation financière grave et que 10 p. 100 faisaient face à des difficultés de gravité variable. En faisant des projections à partir du nombre de prêts que vous avez accordés, arriveriez-vous au même chiffre? Cela signifierait que 15,000 agriculteurs se trouvent dans une situation financière grave et que 30,000 autres éprouvent certaines difficultés financières.

M. Whelan: Je vais laisser M. Anderson vous donner les chiffres, au lieu de vous les lire après lui avoir demandé de me les écrire. Chose certaine, ils sont plus élevés que par le passé.

[*Texte*]

would say we are concerned about them but not alarmed about them. Mr. Anderson . . .

Mr. Anderson: For instance, from January 1 to April 1, we get a varying as we move out from the due date on loans. But in January, the national percentage of arrears of our accounts was 17% and 21%. In 1982 it was 15%. In February of this year 14%; last year 12%. This year in March, 12% and 10%. So you can see that we are about 2% above the previous years. But it is declining because immediately after due date the arrears are high and as we move away, they come down. So they have to be seasonally adjusted almost, or monthly adjusted. But it would appear that we are running about 2% beyond last year in our arrears at Farm Credit Corporation.

Mr. Ferguson: At what time do you consider them to be in arrears? When they are overdue by 30 days or 90 days or what?

Mr. Anderson: Anytime after due date.

Mr. Ferguson: Anytime after due date.

Mr. Anderson: Yes. And that is why if the due date for January 1 will be higher than . . .

Mr. Ferguson: The . . . Yes, go ahead.

Mr. Anderson: It does not reflect accounts of $500 or less. These are over $500.

Mr. Ferguson: Thank you very much. I see you are looking to try and work out some solution for those who get caught with very high interest rates and it is going to be at an annual cost of approximately $8 million. Are you succeeding in coming up with a solution that may help these people? Or . . .

Mr. Whelan: We have, as of this week, made suggestions to the Minister of Finance on how we intend to go about this. As I said in the House, it will not affect his budget or anything. It is just the wizardry of the mathematicians in the Farm Credit Corporation which is going to overcome this. I am quite pleased with the submission we have made but I cannot make it public at this time. We are very hopeful that we can bring it down to within a reasonable rate of interest. But these ones are, as I said in my opening statement, Mr. Chairman, are at 16 ¾%. Our letters are mostly from these people. And as I said in the House, we were loaning that money to them at 16 ¾% when no one else would give them long term money. If they did, they wanted 21% or 22%. We were much below—quite a bit below—what the going rate was at the time. I said at the time that when these interest rates came down . . . and some of you may remember I predicted interest rates would be single digit by the first part of this year. I am not a great mathematician or an economist but my philosophy has proved right and I see the economists for one of the largest banks in Canada are readjusting their figures and saying we are now out of the recession. I predicted that last August when they were predicting we were going to take another year or so, or two years.

[*Traduction*]

Disons que cela nous inquiète sans nous alarmer. Monsieur Anderson.

M. Anderson: Par exemple, du 1er janvier au 1er avril, il y a une divergence puisque nous nous éloignons de la date d'échéance des prêts. En janvier toutefois, le pourcentage national des arrérages sur nos prêts était de 17 p. 100 et de 21 p. 100. En 1982, ce chiffre était de 15 p. 100. En février dernier, il était de 14 p. 100, tandis que l'an dernier, il était de 12 p. 100. Cette année en mars, c'était 12 et 10 p. 100. Vous constatez donc qu'il y en a 2 p. 100 de plus que l'an dernier. De toute façon, le pourcentage diminue graduellement, car au cours de la période qui suit immédiatement la date d'échéance, les arrérages sont élevés, et plus nous nous en éloignons, plus le pourcentage diminue. Il faut donc presque rajuster ces taux à toutes les saisons ou à tous les mois. Il semble donc qu'il y ait 2 p. 100 de plus de comptes en souffrance cette année que l'an dernier à la Société du crédit agricole.

M. Ferguson: À partir de quel moment considérez-vous qu'un compte est en souffrance? Lorsque la date d'échéance est passée depuis 30 jours, 90 jours?

M. Anderson: Dès que la date d'échéance est dépassée.

M. Ferguson: Tout de suite.

M. Anderson: Oui. C'est pourquoi si la date d'échéance est le 1er janvier . . .

M. Ferguson: Le . . . Poursuivez.

M. Anderson: Cela ne tient pas compte des dettes de moins de $500.

M. Ferguson: Je vous remercie. Je vois que vous êtes à la recherche d'une solution pour ceux qui se sont faits coincés par les taux d'intérêt très élevés, et cette solution pourrait vous coûter environ 8 millions de dollars annuellement. Êtes-vous sur le point de trouver cette solution qui aiderait tous ces gens?

M. Whelan: Cette semaine même, nous avons présenté au ministre des Finances certaines suggestions sur la façon dont nous entendons procéder. Comme je l'ai dit à la Chambre, cela n'aura aucun effet sur le budget. C'est la magie des mathématiciens de la Société du crédit agricole qui va se charger du problème. Je suis très fier de ce que nous avons proposé au ministre, mais je ne peux pas en révéler le contenu. Nous espérons arriver à un taux d'intérêt raisonnable. Comme je l'ai dit dans mon allocution d'ouverture, les taux d'intérêt les plus élevés sont de 16 ¾ p. 100. Les lettres que nous recevons viennent surtout de ces gens-là. Comme je l'ai dit à la Chambre, nous avons prêté de l'argent à 16 ¾ p. 100, au moment où personne ne voulait consentir des prêts à long terme, sauf avec un taux d'intérêt de 21 ou 22 p. 100. Notre taux d'intérêt était sensiblement inférieur au taux courant de l'époque. J'avais dit d'ailleurs à ce moment-là que lorsque les taux d'intérêt diminueraient . . . Certains d'entre vous doivent se souvenir que j'avais prédit que les taux d'intérêt seraient inférieurs à 10 p. 100 au cours des six premiers mois de l'année. Je ne suis pas ni grand mathématicien, ni économiste, mais ma théorie était la bonne, et je constate que les économistes de l'une des plus grandes banques du Canada sont en train de rajuster leurs chiffres pour affirmer que la récession est maintenant termi-

[*Text*]

Mr. Ferguson: On the . . .

Mr. Whelan: That is for the benefit of the Press in case they . . .

Mr. Ferguson: On the recovery action, I see it is only taken as a last resort. On the other hand, I see that over 50% of your loans are granted for debt consolidation. This means that most of the loans you have taken on this last year, have been for those in financial difficulty. Is this part of the reason for your recovery actions? Have these started to come back to us yet to reflect on our recovery actions?

• 2045

Mr. Whelan: Mr. Chairman, I will let Mr. Anderson comment in more detail. The ones I have reviewed myself, generally these are — you mean the ones that we have taken the property back?— have been in financial difficulty for quite some time. Their history shows a lengthy period, and there is really no chance of recovery in those instances.

With the refinancing, it used to be about 17% of the funds went for refinancing, and we say it is over 50% at the present time for refinancing loans. In essence what we are doing is taking some of the other lending institutions off the hook. They lent the money. We are working with some of them very closely on arranging refinancing of that farm operation for long-term money and for operating the funds, too. In some instances there is quite a bit of co-operation; in other instances there is not very much. Mr. Anderson, do you want to comment?

Mr. Anderson: No.

Mr. Ferguson: Has any consideration been given to Farm Credit Corporation taking on the role of a guarantor for a private individual who would agree to take back a mortgage on fixed capital assets?

Mr. Anderson: Under our present act we cannot serve as a guarantor of another lender's mortgages. The foreclosures which take place quite often come about because the farmer, either through operating credit or other lending institutions, may have driven his debtload so high that he does not get operating credit. We cannot supply it. He leaves the farm, and we foreclose quite often after the fact. But I do not think many of the loans we did for refinancing have returned to us yet as foreclosures. It is too short a period; they are still playing along.. But as to your question, no; we really do not have the ability under the act to serve as a guarantor.

Mr. Ferguson: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Ferguson. Mr. McCain.

[*Translation*]

née. En août dernier, j'avais prédit cela, alors qu'eux prédisaient qu'il y aurait encore une année ou deux de récession.

M. Ferguson: Pour . . .

M. Whelan: Je dis cela pour la gouverne des journalistes au cas où . . .

M. Ferguson: À propos des actions en recouvrement, vous dites que cette mesure n'est prise qu'en dernier ressort. En revanche, plus de 50 p. 100 des prêts de la société sont accordés pour la consolidation de dettes. Cela signifie que la plupart des prêts obtenus l'an dernier l'ont été par des agriculteurs qui éprouvaient des difficultés financières. Est-ce en partie la raison des actions en recouvrement? Est-ce que cela aurait déjà pu influer sur le nombre d'actions en recouvrement?

M. Whelan: Monsieur le président, je vais peut-être laisser M. Anderson vous donner tous les détails là-dessus. Les cas que j'ai pu examiner moi-même, de façon générale—vous nous parlez des cas où l'on a dû saisir la propriété—sont des cas de difficultés financières persistentes, au point qu'il n'y avait aucune chance de recouvrement des sommes prêtées.

Par le passé 17 p. 100 de nos moyens financiers étaient utilisés pour le refinancement, cela a atteint maintenant 50 p. 100. En gros, ce que nous faisons consiste à soulager les institutions de prêt. Nous travaillons en étroite collaboration avec certaines d'entre elles, pour fixer des conditions de refinancement de prêts à long terme pour telle ou telle exploitation agricole, ainsi que pour l'octroi des fonds. Cette collaboration existe réellement dans certains cas, dans d'autres elle est moindre. Monsieur Anderson, voudriez-vous ajouter quelque chose?

M. Anderson: Non.

M. Ferguson: A-t-on envisagé que la société du Crédit agricole puisse jouer le rôle de garant d'une hypothèque qui serait reprise par un particulier?

M. Anderson: La loi actuelle ne nous permet pas de garantir les hypothèques de prêteurs tiers. Les décisions de foreclusion qui peuvent être prises, le sont très souvent parce que le fermier, à la suite d'une série d'emprunts, s'est endetté au point de ne plus avoir assez d'argent pour faire fonctionner son exploitation. Nous ne pouvons pas lui donner de crédit. Il quitte alors sa ferme, et la décision de foreclusion intervient souvent après coup. Je ne pense pas que certains prêts que nous avons consentis pour refinancer certaines dettes nous soient revenus après qu'il y ait eu saisie. La période est trop courte; ils envisagent encore . . . mais, pour revenir à votre question, la réponse est non; la loi ne nous permet pas de donner notre garantie.

M. Ferguson: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, monsieur Ferguson. Monsieur McCain.

[*Texte*]

Mr. McCain: Mr. Chairman, I would like to ask the minister at what rate will the 12.8% money be lent by the Farm Credit Corporation to farmers.

Mr. Whelan: I will let Mr. Anderson give you the correct rate because it has varied from time to time. If I remember correctly, I think it is 13.25%.

Mr. Anderson: Right.

Mr. Whelan: Yes; 13.25%. So that gives us our handling charge, etc., out of that. That is repayable, Mr. McCain, in Canadian funds. It is for 10 years. We are receiving offers from lending institutions at all times, but I had a meeting with Farm Credit earlier this week or at the end of last week, and I do not think they had received any better offer than that for long term money. You can receive offers for one or two years maybe at a better rate, but not for a 10-year mortgage, and most farmers want a 10- or 20-year mortgage. What we are offering farmers now is a 20-year mortgage with the interest rate to be reviewed in 10 years.

Mr. McCain: Of course, I am still absolutely convinced that the agri-bond was the proper route, rather than this route. I believe it would have stimulated agriculture, employment, and revenue for the Government of Canada more than this system will.

Mr. Whelan: Can I ask you one thing about the agri-bond? Would you have the agri-bond system with the preferred low interest rate for all farmers? for starting farmers? or farmers in economic difficulty?

Mr. McCain: I guess, Mr. Minister, to a limited degree at least, that would depend upon the response. It is not going to be $4 billion initially, that is for sure. But I do think the objective should be that as the source of money for the Farm Credit Corporation.

I have said to you, Mr. Chairman, in the House that, to my knowledge, the impact of interest upon the farmer from 1972 to 1982 was such that, in 1972 you could put your crop at least in the barn for what it would cost in 1982 to finance, let us say, a seed crop. And you would have a pretty good seed crop in 1972 for the cost of interest in 1982.

• 2050

So the impact—and I know that from practical experience because I made up my own budget and borrowed the money and I know what it costs to put an acre of potatoes in the ground and in the barn—of interest rates on the farmer, especially when you are looking at the figure that you have outlined here as being $4.6 billion, I believe, loaned by the Farm Credit Corporation . . . When you add to that the other outstanding indebtedness of farmers, interest is a huge amount of expense for the production of agricultural products.

You mentioned that the fixed interest rate has an advantage, and I agree with you that it certainly does have an advantage, or had an advantage when it was equal to or in many instances

[*Traduction*]

M. McCain: Monsieur le président, je voudrais que le ministre nous dise à quel taux ces fonds empruntés à 12,8 p. 100 seront prêtés aux agriculteurs par la société du Crédit agricole.

M. Whelan: Je vais demander à M. Anderson de vous donner le chiffre exact, qui a pu varier d'une période à l'autre. Si mon souvenir est exact la réponse est 13,25 p. 100.

M. Anderson: Exactement.

M. Whelan: Oui; 13,25 p. 100. Cela nous permet de récupérer nos frais, etc. C'est remboursable, monsieur McCain, en bonds du Trésor du Canada. Sur 10 ans. Les instituts de prêt nous font des offres à tout moment, mais j'ai eu une réunion avec la société du Crédit agricole au début de la semaine, ou à la fin de la semaine dernière, et je ne pense pas qu'ils aient reçu de meilleure offre que cela pour des fonds à long terme. On peut imaginer des conditions plus avantageuses, et la plupart des fermiers veulent des hypothèques à 10 ou 20 ans. Ce que nous offrons aux agriculteurs, en ce moment, ce sont des hypothèques à 20 ans, avec un taux d'intérêt qui sera renégociable au bout de 10 ans.

M. McCain: Bien sûr, je reste convaincu qu'un système de bonds agricoles aurait été bien préférable, Je pense que cela aurait stimulé l'agriculture, l'emploi et les recettes du gouvernement canadien, bien plus que le système actuel.

M. Whelan: Est-ce que ce système d'obligations agricoles aurait accordé des taux préférentiels à tous les agriculteurs? Ou simplement aux débutants? Ou à ceux qui traversent des difficultés économiques.

M. McCain: Je suppose, monsieur le ministre, que dans une certaine mesure, du moins,cela dépendrait du succès de l'opération. Il n'aurait pas été question de 4 milliards de dollars d'emblée, c'est certain. Mais je ne pense pas non plus que ce soit là l'objectif à poursuivre, en matière de moyens de financement de la Société du crédit agricole.

Je vous l'ai dit, monsieur le président, à la Chambre, les taux d'intérêt ont eu de telles répercussions sur l'agriculture de 1972 à 1982, qu'un fermier avait une fois sa récolte terminée dépensé en 1972 la somme qu'il lui faut en 1982 pour simplement acheter ses semis. Or, avec les intérêts de 1982, vous auriez pu acheter une bonne quantité de semis en 1972.

Ces répercussions—et je sais de quoi je parle puisque j'ai moi-même fait mon budget et ai dû emprunter, et je sais donc ce que cela coûte d'ensemencer et de récolter ensuite une acre de pommes de terre—en taux d'intérêt sur le fermier, notamment lorsque l'on considère ce chiffre de $4,6 milliards, prêtés par la société du crédit agricole . . . Si vous ajoutez ce chiffre à la totalité des dettes non remboursées de l'agriculture, vous vous apercevez que l'intérêt représente une part importante des dépenses d'exploitation de l'agriculture.

Vous avez dit que les prêts à taux fixe étaient avantageux, et là-dessus je suis d'accord avec vous, lorsque le taux était égal ou inférieur au taux préférentiel. Lorsque les agriculteurs

[*Text*]

less than the prime rate. When farmers were borrowing from the bank at 6% or 7%, depending on their line of credit, you had a fixed rate, sometimes with a provincial subsidy to make it even lower, of roughly 5% from the Farm Credit Corporation, and that fixed rate was a very major advantage to the farmer—no question about that. But when you get a fixed rate of 16.75%, that becomes a pretty heavy detriment to the farmer, and I think these are the things we have to avoid in the Farm Credit Corporation.

I think we should very definitely explore the agri-bond concept—or, if you wish to go to the United States, I guess they would call it a municipal bond or a revenue bond concept. It would cost revenue expenditure or revenue income, yes, but I think it would generate more income in a prosperous farming community than it would ever cost National Revenue to extend the privilege to the farm, and I do not think you disagree with me, Mr. Minister, in that.

Mr. Whelan: Not very much, Mr. Chairman, to Mr. McCain. Maybe a little because we are actually using a little of that principle of the agri-bond now by about one-third of our money going out to subsidize the interest rate. At present they are getting it for 8.25% for the first two years of the mortgage, and in Saskatchewan you have the Province of Saskatchewan moving in and subsidizing it for five years down to 8%. So if we followed the principle of agri-bond straight, you might get it for 7% or 8%. That would be about the rate, but would that be to every farmer? I know farmers and you know farmers who, if they could borrow at that rate from the Farm Credit Corporation, for 7% or 8%, would probably borrow money that maybe they did not even really need and then reinvest it in some other venture. So I agree with the principle of agri-bond, and I would say for a certain segment of Agriculture Canada we could use that. But you used the terminology of making a little comparison with the United States. Let us be very careful because the United States only uses that in the municipal bond sector.

Mr. McCain: I agree.

Mr. Whelan: They have withdrawn, on their farm credit corporation, about 50% of their staff. They are at least, in most cases, six months behind in all loan applications at present. We know what happens in Canada when the Farm Credit Corporation gets six months behind; it does not have to be six weeks and somebody is calling their member of Parliament and saying the Farm Credit Corporation is not very fast. But I must say we receive very few telephone calls about the Farm Credit Corporation being that slow, unless they are running out of money or something.

Mr. McCain: Yes. Well, they have been known to run out of money—too frequently, as far as I am concerned—and this is another item on which I am very critical. I think the money should be there.

I would like to ask you, for the sake of the record, if the Farm Credit Corporation collects $100 million this year, does that not go into the general revenue fund . . . ?

[*Translation*]

empruntaient aux banques à 6 ou 7 p. 100, selon les cas, la société du crédit agricole consentait des prêts à taux fixes de 5 p. 100 ou moins lorsqu'il y avait une subvention provinciale, et dans ce cas le taux fixe représentait un avantage non négligeable pour l'agriculteur; nous n'en discuterons pas. Mais lorsque ce taux fixe est de 16,75 p. 100, l'agriculteur se voit pénalisé, et c'est précisément ce que nous devons éviter du côté de la société du crédit agricole.

Je pense qu'il faudrait mieux explorer cette idée des obligations agricoles—ou, si vous voulez prendre l'exemple américain, on parlerait d'obligations municipales ou de bons du trésor. Evidemment cela représenterait une dépense pour le trésor, mais je pense que le bénéfice que l'on en tirerait dans les collectivités agricoles serait supérieur à ce qu'il en coûterait au revenu national, et je suis sûr que vous n'êtes pas en désaccord avec moi là-dessus, monsieur le ministre.

M. Whelan: Pas vraiment, Monsieur le président. Un peu, sans doute, parce que nous avons précisément recours en ce moment à ce système des obligations agricoles, pour un tiers de nos fonds qui sont utilisés pour subventionner les taux d'intérêt. En ce moment les fermiers obtiennent de l'argent à 8,25 p. 100 pour les deux premières années de l'hypothèque, et dans la Saskatchewan la province subventionne un plan de cinq ans, qui ramène l'intérêt à 8 p. 100. Si l'on suivait ce principe des obligations agricoles de façon rigoureuse, l'intérêt serait de 7 ou 8 p. 100. C'est à peu près le taux qu'on obtiendrait, mais serait-il le même pour tous les fermiers? Je connais des fermiers, et vous aussi, qui emprunteraient à la société du crédit agricole à 7 ou 8 p. 100, s'ils le pouvaient, sans en avoir véritablement besoin et simplement pour réinvestir dans une entreprise ou une autre en co-participation. Je suis donc d'accord sur le principe des obligations agricoles, et je pense que nous pourrions dans une certaine mesure y avoir recours. Vous avez parlé d'une comparaison avec les États-Unis, du point de vue de la terminologie. Soyons très prudents, parce que les américains ne s'en servent que dans le domaine des obligations municipales.

M. McCain: Je suis d'accord.

M. Whelan: Ils ont supprimé, à leur société du crédit agricole, près de 50 p. 100 du personnel. Dans la plupart des cas, du moins, ils ont six mois de retard sur les demandes de prêts. Nous savons ce qui se passe au Canada lorsque la société du crédit agricole a six mois de retard; il n'y a même pas besoins d'attendre six semaines pour que les députés reçoivent des coups de téléphone de leurs électeurs qui se plaignent des lenteurs de la société. Je dois dire que ce n'est pas le cas, pour le moment, sauf lorsqu'un fermier manque véritablement d'argent ou qu'il est dans une situation difficile.

M. McCain: Je sais. Mais les fermiers ont trop souvent manqué d'argent—quant à moi—et c'est encore quelque chose que je voulais critiquer vivement. Je pense que les fermiers devraient toujours avoir suffisamment de liquide.

Pour le compte rendu, je voudrais vous demander ce qui se passe si la société du crédit agricole prélève $100 millions cette année; est-ce que cela rejoint la recette générale?

[*Texte*]

Mr. Whelan: You mean if the farmers prepay?

Mr. McCain: If the farmers pay $100 million this year, which is a very small . . .

Mr. Whelan: I will let Mr. Anderson reply because it works on a big revolving operation as far as we are concerned. When the farmers are better off, the Farm Credit Corporation runs better. I mentioned the farmer who prepaid his mortgage. That was discontinued when the interest rates were high because they had a better economic position if they took the money they had and invested it just in deposit in the bank and got 17% or 18%. They may have had a mortgage that was 6% or 7% or 8%, and they could have paid it off, but they were not paying it off. So now interest rates have come down there would be a bigger tendency, I would think, Mr. Chairman, there would be farmers prepaying their mortgage, because there is no real incentive for them to have a mortgage on their farm at the present time. I would ask Mr. Anderson, if I could, Mr. Chairman.

• 2055

The Chairman: Mr. Anderson.

Mr. Anderson: Yes, the payments that come back in are used to pay back our loans to the Consolidated Revenue Fund or, now, in this case, it would be the markets. We have to pay the interest back.

If we have prepayments, they are re-lent back out to the farm community, computed as being at the same rate of interest as our general funds at that time. At any given time some of the loans being prepaid could be at 8% or 9%, some could be at 16%. As they come in they are put back out to borrowing, at the computed rate.

Mr. McCain: Current rate?

Mr. Anderson: Yes.

Mr. McCain: I agree, Mr. Chairman, with what the minister has said in respect to the problem of borrowing and reinvesting in the wrong stock. I do believe that the information requested by the Farm Credit Corporation is quite adequate for the lender to determine whether or not, in fact, the farmer does need the money and is he going to spend it for the purpose for which he has reputedly borrowed it. I think you can have a circumstance, guidelines, under which you do not lend to somebody who might be suspected of having that in mind. I do not think it should be loaned to a farmer who wants to participate in a mining operation or a processing operation, or whatever, in another company, even if it was his own.

Mr. Whelan: Even if it was a potash mine?

Mr. McCain: Well, yes, I would say even if it was a potash mine or an oil well. That is not the purpose of the organization, and I think we agree in principle on that, but I do think that the concept of the fixed interest rate which will be favourable to the farmer, as historically it was favourable to the farmer, there was no other source of money which could be borrowed at that rate. I think the Province of New Brunswick, at one point in time, subsidized that rate to the farmers and brought

[*Traduction*]

M. Whelan: Parlez-vous de remboursement anticipé des fermiers?

M. McCain: Si les fermiers vous versent $100 millions cette année, ce qui est une petite part . . .

M. Whelan: Je vais demander à M. Anderson de répondre, étant donné l'importance de toute cette opération. Lorsque les fermiers sont plus riches, la société du crédit agricole l'est aussi. J'ai parlé des fermiers qui remboursaient leur hypothèque avant terme. Cela n'était pas possible lorsque les taux d'intérêt étaient si hauts, puisqu'alors les fermiers pouvaient prêter leur argent aux banques à 17 ou 18 p. 100 au lieu de rembourser. Ils avaient des hypothèques à 6 ou 7 ou 8 p. 100, qu'ils auraient très bien pu rembourser. Les taux d'intérêt ont baissé, et la tendance est donc plus forte, je pense, monsieur le président, à ce que les fermiers remboursent leur hypothèque, puisque rien ne les en dissuade en ce moment. Je demanderai à M. Anderson, s'il veut bien, de répondre là-dessus.

Le président: Monsieur Anderson.

M. Anderson: Oui, les versements qui nous sont faits servent à rembourser nos propres prêts au Fonds du revenu consolidé ou, dans ce cas, auprès du marché. Nous avons aussi des intérêts à payer.

Si nous avons des remboursements anticipés, cela est reprêté aux agriculteurs, au même taux que le reste. Selon le moment, ces taux seront de 8, 9 ou 16 p. 100. Au fur et à mesure que ces emprunts sont remboursés, les sommes sont à nouveau comptabilisées et offertes au taux du moment.

M. McCain: Au taux courant?

M. Anderson: Oui.

M. McCain: Monsieur le président, j'approuve ce que le ministre a dit en ce qui concerne le fait d'emprunter et de réinvestir aux mauvais endroits. Je crois que les renseignements que demande la Société du crédit agricole permettent aux prêteurs de déterminer si oui ou non le fermier a véritablement besoin du prêt, et s'il va effectivement s'en servir là où il doit. Il est possible de prévoir des directives empêchant de prêter à tout fermier suspect. Celui-ci ne doit pas vouloir se servir de cet argent dans des opérations minières ou de transformation quelconque, même s'il s'agissait d'une société qui lui appartienne.

M. Whelan: Même s'il s'agissait d'une mine de potasse?

M. McCain: Exactement, même s'il s'agit d'une mine de potasse ou d'un puits de pétrole. Je pense que nous sommes d'accord là-dessus, ce n'est pas le but de cette société, mais je pense que le concept de taux d'intérêt fixe avantageant les fermiers doit être maintenu, comme à l'époque où il n'était pas possible d'emprunter à ce taux-là ailleurs. La province du Nouveau-Brunswick, à un moment, a subventionné les prêts aux agriculteurs jusqu'à ramener le taux à 3 1/2 p. 100. Avec

[*Text*]

it all down to 3-1/2%. With 22% interest, they had to evacuate that field, the cost was excessive. But I think we should be taking a look at that part of the structure.

Mr. Whelan: Mr. Chairman, as you know, some members of Parliament have already made representation about some of the very things you are talking about to the Minister of Finance and will be meeting him shortly.

Mr. McCain: Some have said that should only come from a farmer who has sold his farm, he puts it in there for a particular advantage. I do not think that would necessarily be an adequate source of money. I think it should be perhaps a market issue.

Mr. Whelan: But I want to be fair with the Minister of Finance, Mr. Chairman. He followed the advice of the—I forget what the name of that committee was, Market Committee . . . ?

Mr. Anderson: Lortie committee.

Mr. Whelan: Well, whatever it was, and they recommended against this agri-bond principle, not only for agriculture but for any business operation in Canada. I mean, we do not necessarily have to agree with him but the . . .

Mr. McCain: Was Lortie a farmer?

Mr. Whelan: Well, three-quarters of the population of Canada have their roots in agriculture someplace, I do not know how far back he goes. So I just say that I did not see very many people . . . Some people made representation about the report not being what they wanted it to be, you know, that would make that recommendation, so, as I said earlier and I have said it many times before, when we see lending institutions . . . One that I like to use as an example is the one they use in France. I am not saying it is perfect but it is one of the biggest lending institutions in all of France, and they loan money for pretty nearly everything. They have a higher rate of interest for people outside agriculture than they do in agriculture; they get a preferred rate of interest. But they run it like a huge banking operation, which it is. I believe it is one of the largest in France, if not the largest.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister.

The time has expired, Mr. McCain. I would be glad to put you down for a second round.

Mr. McCain: Thank you. Do that, please.

The Vice-Chairman: Mr. Althouse.

Mr. Althouse: Yes, I have a couple of comments or questions on some of the answers that have just been made, then I will go into the more direct responses to the original presentation.

It seems to me that when the minister argues that there will be some farmers out there who will borrow money through the Farm Credit Corporation and re-invest it somewhere else, he would be well advised to look at the experience that has occurred with the interest-free cash advances. When they were first offered, there were many opponents who said, oh, the farmers will take those out, whether they need them or not,

[*Translation*]

22 p. 100 d'intérêt de l'autre côté, le coût était excessif, et il a fallu abandonner. Mais je pense qu'il faudrait regarder la question de près.

M. Whelan: Monsieur le président, comme vous le savez, certains députés ont déjà entrepris des démarches dans le sens de ce que vous avez discuté avec le ministre des Finances, qu'ils rencontreront très prochainement.

M. McCain: D'après certains, cela devrait venir d'un fermier qui a vendu sa ferme, pour faire un bénéfice d'une sorte ou d'une autre. Je ne pense pas que l'on doive envisager cela comme source de fonds. C'est peut-être une question de marché.

M. Whelan: Je voudrais être juste envers le ministre des Finances, monsieur le président. Il a suivi le conseil . . . J'oublie le nom de ce comité, Comité du marché . . . ?

M. Anderson: Comité Lortie.

M. Whelan: Bref, ils ont fait des recommandations contre le système des obligations agricoles, non seulement en ce qui concerne l'agriculture, mais de façon générale les entreprises canadiennes quelles qu'elles soient. Nous n'avons pas absolument besoin d'être d'accord avec lui . . .

M. McCain: Lortie était-il fermier?

M. Whelan: Les trois-quarts des Canadiens sont d'une manière ou d'une autre enracinés dans l'agriculture, je ne sais pas pour lui jusqu'où cela remonte. Je voudrais dire que je ne vois pas beaucoup de gens . . . Certains se sont plaints du rapport, et de cette recommandation, et, comme je le disais tout à l'heure, lorsque l'on voit les institutions de prêt . . . Un exemple que j'aime citer est celui de la France. Leur système n'est pas parfait, mais leur organisme de prêt est l'un des plus importants de France, et il prête pour à peu près n'importe quoi. Leur taux d'intérêt est plus élevé lorsqu'il s'agit de non-agriculteurs; pour ceux-ci il y a un taux préférentiel. Mais, fondamentalement, l'affaire fonctionne comme une grande banque. Je crois que c'est l'un des organismes de prêt les plus importants de France, sinon le plus important.

Le vice-président: Merci, monsieur le Ministre.

Votre temps est écoulé, monsieur McCain. Je peux vous inscrire pour un second tour.

M. McCain: Merci. Inscrivez-moi, je vous prie.

Le vice-président: Monsieur Althouse.

M. Althouse: Oui, j'ai quelques remarques ou quelques questions concernant les réponses qui viennent d'être données, et je vais m'intéresser plus particulièrement aux réponses concernant le mémoire.

Lorsque le ministre dit que certains fermiers empruntent à la Société du crédit agricole pour réinvestir ailleurs, je pense qu'il serait bien avisé de regarder ce qui s'est passé du côté des avances de liquidités sans intérêt. Lorsque ces avances ont été offertes, beaucoup s'y sont opposés en disant que les fermiers allaient en profiter, qu'ils n'en avaient pas véritablement besoin, et qu'ils allaient déposer l'argent en banque pour

[*Texte*]

and stick the money in a bank account somewhere and collect interest. In fact, almost none have done that. The cash advances are taken very sparingly in times when economic conditions are good, and they do go up very high when economic conditions are bad and farmers do need money.

• 2100

I think there is still a very clear attempt by farmers—or a built-in life experience and training that most farmers still react to his constituent who has paid off his mortgage even though he only had a 5% or 6% loan. They do not like being in debt, even if it is interest-free debt. I think that is still enough of a factor that it would be a very small percentage of people who would abuse such a system, as has been the case with interest-free cash advances.

I have one more comment on the Lortie recommendations and the implementation of some of those. We are maybe getting away from the topic here tonight a little bit, but it seems to me that Lortie seemed to understand capital gains as it applied to common stock, but did not seem to have any idea of what it did to farmland. I think he had a very huge blind spot there. I will make that speech if I can get on in the budget, but it seems to me that what he has done with the common stock option program that has been proposed in this budget—which is, I think, Lortie's recommendation—is he has established a new V-day for common stocks, but we are still stuck with a 1971 V-day for farmland.

Sorry, Mr. Chairman—back to the topic. We were straying, and I . . .

The Vice-Chairman: Mr. Althouse, you have been trying desperately to not see a stray; I wish you had not pointed to it.

Mr. Althouse: I wondered if the minister alluded to the high-cost loans—and there have been several questions on it. I wondered if they have made the point with the Minister of Finance that Farm Credit Corporation is probably subject to . . . I should ask the question: Is Farm Credit Corporation subject to the same repayment provisions that we have found in the subcommittee all lending institutions are subject to; namely, the payment of three months of the interest will get you out of a contract and you can re-finance? Does that also apply to the Farm Credit Corporation?

Mr. Whelan: I will ask Mr. Anderson to comment on that, Mr. Chairman, but I would like to make a comment first of all to the hon. member about when he talked about the cash advances. One of the reasons farmers will not take cash advances unless they need them is because at the time they receive them it is counted as income; if they get the $15,000 they are going to have to pay income tax on that if it puts them in a taxable bracket. So a lot of them do not take it; it discourages them from doing that. I agree with the hon. member that most of them use it only if they need it, and they do not abuse that program. We find it a very good program. It is, as you said, interest free, and the repayment ability has been pretty darn good with the farmers on it. We have, I think, about $440 million in 1982 put out on that—it would be a

[*Traduction*]

toucher les intérêts. Or, cela n'a presque jamais été le cas. Les avances en liquide sont utilisées de façon très parcimonieuse lorsque la conjoncture est bonne, et de façon plus répandue dès que les conditions s'aggravent et que les fermiers ont besoin de liquidités.

Je ne sais pas si c'est inné, ou si c'est le résultat de l'expérience, mais on constate de façon très claire que les fermiers cherchent à se débarrasser de leur hypothèque même si le prêt n'est qu'à 5 ou 6 %. Ils n'aiment pas être endettés, même s'il n'y a pas d'intérêt. Voilà un facteur qui nous incite à penser qu'il y aurait un très petit pourcentage d'agriculteurs qui abuseraient d'un tel système, comme dans le cas des avances de liquidités sans intérêt.

A propos des recommandations Lortie et de l'application de certaines d'entre elles, j'ai autre chose à dire. Peut-être nous éloignons-nous du sujet ce soir, mais il me semble que Lortie parle de plus-value comme s'il s'agissait d'action ordinaire, sans la moindre idée de ce que cela signifie pour une ferme. Je crois qu'il y a là un énorme point aveugle. J'en parlerai, si je peux me faire inscrire au moment du budget, mais il me semble que ce qu'il a fait en proposant son programme destiné aux actions ordinaires dans ce budget, ce qui correspond à la recommandation Lortie—c'est d'avoir fixé un nouveau jour J pour les actions ordinaires, alors que nous sommes toujours coincés par le jour J fixé en 1971 pour la terre agricole.

Excusez-moi, monsieur le président—revenons à nos moutons. Nous nous écartons . . .

Le vice-président: Monsieur Althouse, vous avez cherché désespérément à ne pas vous perdre; j'aurais préféré que vous n'en parliez pas.

M. Althouse: Je ne sais pas si le ministre voulait parler des prêts à coût élevé. Là-dessus il y a eu plusieurs questions. Est-ce que l'on a parlé au ministre des finances de ce que la société du crédit agricole est sans doute également . . . je devrais poser la question comme ceci: la société du crédit agricole est-elle en matière de remboursement assujettie aux mêmes dispositions que les autres institutions de prêt; à savoir: versement de trois mois d'intérêt, pour pouvoir renégocier le contrat et refinancer la dette? Cela concerne-t-il également la société du crédit agricole?

M. Whelan: Je demanderai à M. Anderson de répondre, M. le président, mais j'aurais tout de même une première remarque à faire à l'honorable député lorsqu'il parle des avances de liquidités. Une des raisons pour laquelle les fermiers n'y ont pas recours s'ils n'en n'ont pas vraiment besoin est que ces avances sont comptabilisées comme revenu; si on leur verse $15,000, leur impôt va être calculé en fonction de cela, notamment s'ils changent de tranche. Voilà qui dissuade de nombreux fermiers d'y avoir recours. Je conviens avec l'honorable député que la plupart d'entre eux ne s'en servent qu'en cas de besoin, et ils n'en abusent pas. Nous trouvons que c'est un programme excellent. Cet argent est prêté sans intérêt, et il a toujours été remboursé comme il faut par les fermiers. La masse ainsi prêtée se montait à 440 million de dollars en 1982, environ, ce qui concernait une partie de 1981, 1981-

[*Text*]

little bit of 1981, 1981-1982, under that program. We are not that unhappy with it.

We do know that if farmers proceed with, for instance, a corn marketing system of some kind in Ontario and can prove they are an economic entity—have ability to repay and collect—we will have to raise that amount of money, because the limit we have for those kinds of crops outside the wheat board is $200 million.

I would ask Mr. Anderson, Mr. Chairman, if he can comment on that. I can show him the land values, for instance, but I just wanted to show him that Saskatchewan, for instance, has the . . . You did not move as fast, for instance, in land value as Ontario did on the other figures we just had here. But they have moved rapidly in the last few years and they held pretty darned steady when the others, especially in 1982, showed a downward trend. So value per acre, for instance, in Saskatchewan from 1974 went from $144 up to $487 in 1981. We do not have the figures for 1982. But Ontario moved rapidly for a while from 1974 and it still was moving on the average into 1981; but in 1982, it took a turndown, and the price for Saskatchewan held steady.

• 2105

Mr. Anderson: Since October 1, any loans would be subject to a three-month interest penalty on prepayment; but before that time, there would be no interest penalty charged. That is up to October 1 last year. So for any of the loans that were before that period, there is no prepayment penalty.

Mr. Althouse: Okay. In doing a little checking on the budget announcement of a week or two ago of the extra $100 million for the 4% write-down loans—Special Farm Financial Assistance Program—I was informed that the $100 million is an internal transfer. Could I get some clarification on that? Is it, in fact, a transfer from the regular FCC allocation to the special program or is it an extra $100 million to the total fund?

Mr. Whelan: Mr. Anderson can give you the total figures, but I know we loaned . . . I used them in my opening remarks. But my quick figures show we have $166 million to loan this year under that subsidized interest rate for the first two years, and that is a new $100 million plus $66 million from last year that was allocated for that program.

Mr. Althouse: Is the allocation in the regular Farm Credit Corporation fund for normal loans still . . .

Mr. Whelan: Not the $166 million that I am talking about.

[*Translation*]

1982, au titre de ce programme. Nous n'en sommes pas du tout mécontents.

Si, par exemple, les fermiers de l'Ontario décidaient de mettre sur pied un système de commercialisation du maïs, en justifiant leur situation économique—ce qui implique la capacité de rembourser—nous allons tout faire pour trouver l'argent, puisque la limite qui nous est imposée pour ce genre de culture, en dehors de la commission du blé, est de 200 million de dollars.

Je demanderai à M. Anderson, monsieur le président, s'il peut nous en parler. Je pourrais lui parler de la valeur de la terre, par exemple, mais je voudrais montrer que la Saskatchewan, par exemple, a . . . Dans votre cas par exemple, la valeur des terres n'a pas augmenté aussi rapidement que les autres chiffres que l'on nous a communiqués il y a quelques instants à propos de l'Ontario. Toutefois, depuis quelques années, les prix ont monté assez rapidement et ils sont restés assez stables, alors que tous les autres, surtout en 1982, ont accusé une tendance à la baisse. Dès lors, en Saskatchewan par exemple, l'acre de terrain est passée de $144 en 1974 à $487 en 1981. Nous n'avons pas encore les chiffres pour 1982. L'Ontario en revanche a connu une flambée rapide mais passagère en 1974, les prix se stabilisant aux alentours de la moyenne jusqu'en 1981, mais en 1982 par contre, les prix ont commencé à fléchir, alors qu'en Saskatchewan ils restaient stables.

M. Anderson: Depuis le 1er octobre, tous les prêts s'assortissent, en cas de remboursement anticipé, d'une pénalité équivalent à trois mois d'intérêt, mais, auparavant, cela n'avait jamais été le cas, c'est-à-dire jusqu'au 1er octobre de l'an dernier. Donc pour tous les prêts consentis avant cette période, le remboursement anticipé ne faisait l'objet d'aucune pénalité.

M. Althouse: D'accord. En faisant mes petites recherches dans le cadre du budget, il y a une semaine ou deux—il s'agissait des 100 millions de dollars supplémentaires destinés à la réduction d'intérêt de 4 p. 100 dans le cadre du programme d'aide financière spéciale aux agriculteurs—j'ai appris que cette somme était simplement un transfert de fonds interne. Pourriez-vous me préciser? S'agit-il effectivement d'un transfert depuis la partition normale de la SCA dont bénéficiera le programme spécial, ou s'agit-il au contraire de 100 millions de dollars de plus venant s'ajouter au total?

M. Whelan: M. Anderson peut vous donner les totaux, mais je sais que nous avons prêté . . . j'en ai parlé dans mon exposé préliminaire; toutefois un calcul rapide révèle que nous avons cette année 166 millions de dollars à prêter en vertu de ce programme de financement des taux d'intérêt réduits couvrant les deux premières années, et qu'il s'agit bien de 100 millions de dollars d'argent frais, qui viennent s'ajouter aux 66 millions de dollars reportés du budget du programme de l'an dernier.

M. Althouse: Les crédits accordés à la caisse de la société du Crédit agricole pour les prêts normaux restent-ils . . .

M. Whelan: Il ne s'agit pas des 166 millions de dollars dont je parle.

[*Texte*]

Mr. Althouse: Is it still as large as it was originally, or does that have to be somewhat smaller because of the allocation to the special . . .

Mr. Whelan: It is a new allocation of $100 million.

Mr. Althouse: A totally new allocation.

Mr. Whelan: Yes.

Mr. Althouse: Okay. I think there has been some misunderstanding in some of your . . .

Mr. Whelan: That was right in line with what the Conservative Party asked for in the program the members devised amongst themselves.

Mr. Althouse: I think we will probably be calling you before another subcommittee, but I am somewhat interested in the experience FCC has had with review committees. Now, I understand review committees, as used by Farm Credit Corporation, are only used at this stage. When a loan has been turned down, a farmer can then apply to a review committee, which may or may not reverse the decision of the credit advisers. Would you just clarify or affirm that system so we understand it, so we will have it on the record again fairly recently, so we do not have to ask for this again if we call you before a subcommittee?

Mr. Whelan: The committee that you have, an appeal board in the Farm Credit Corporation, reviews the loan and makes recommendations; but the Farm Credit Corporation does not necessarily have to follow the recommendations either for or against. Even if the appeal board says no, they can say yes if they want to. I do not know how often they do that. Mr. Anderson has the records on how many appeals are heard in a year. I saw them the other day; but I would have to go by memory and I would rather he used the exact figures, Mr. Chairman. Sometimes I have some reservations. I think the appeal board should be a firm group, Mr. Chairman.

I know a little bit about Saskatchewan, too. There is a certain person I know in Saskatchewan—I know him very well yet—who was chairman of the provincial mediation board in Saskatchewan for several years. His name is Ed Whelan.

• 2110

I have been talking to him on the telephone on how that act works in Saskatchewan, and generally the bank has to give you, for instance, three months' notice. You do not have to go to the appeal board, but you can go to the appeal board. They do not have a real binding authority either, but they generally work out an agreement for the farmer. But they cover everybody in Saskatchewan, not just farmers.

[*Traduction*]

M. Althouse: La caisse est-elle restée intacte ou y aura-t-elle perdu un peu en raison de cet argent supplémentaire qui est attribué au programme spécial . . .

M. Whelan: Il s'agit de 100 millions de dollars d'argent frais.

M. Althouse: C'est du nouveau, donc.

M. Whelan: Oui.

M. Althouse: Merci. Je pense qu'il y a eu malentendu dans une partie de votre . . .

M. Whelan: Cela correspond exactement à ce que le Parti conservateur avait demandé dans le cadre du programme que les membres avaient mis au point entre eux.

M. Althouse: Je pense que nous allons probablement vous faire comparaître devant un autre sous-comité, mais l'expérience de la SCA et des comités de révision ne laisse pas de m'intéresser. Si j'ai bien compris, les comités de révision qu'utilisait la société du Crédit agricole ne servent qu'à ce moment-ci. Dès qu'un prêt a été refusé, l'agriculteur peut s'adresser à un comité de révision qui, selon le cas, confirmera ou infirmera la décision des conseillers en matière de crédit agricole. Pourriez-vous nous préciser ce dont il s'agit au juste afin que nous comprenions bien et que nos comptes rendus soient à jour, ce qui nous évitera d'avoir à vous reposer la question si nous vous faisons comparaître devant un sous-comité?

M. Whelan: Ce comité, qui est en fait le comité d'appel qui fait partie de la société du Crédit agricole, revoit les dossiers de près et formule ses recommandations. Toutefois, la société du Crédit agricole n'est pas obligée de donner suite aux recommandations dans un sens ou dans l'autre. Même si le comité d'appel dit non, la société peut dire oui. Je ne sais pas dans quelle mesure cela se produit souvent. M. Anderson a dans ses dossiers le nombre d'appels entendus chaque année. J'ai vu les chiffres l'autre jour, mais il faudrait que je me les remémore et je préférerais, monsieur le président, qu'il nous donne le chiffre exact. J'ai parfois certaines réserves à formuler. Je dirais, monsieur le président, que le comité d'appel devrait être, somme toute, assez ferme.

Je connais un peu aussi la situation de la Saskatchewan. Il y a quelqu'un dans cette province que je connais, que je connais d'ailleurs très bien, et qui a d'ailleurs présidé pendant plusieurs années le comité provincial de médiation. Il s'agit d'Ed Whelan.

J'ai discuté avec lui au téléphone de la façon dont la loi s'applique en Saskatchewan, et en général la banque doit donner un préavis de trois mois. On n'est pas obligé de se présenter devant la commission d'appel, mais on peut le faire. En outre, cette commission n'a pas de pouvoir contraignant, mais elle réussit quand même à en arriver à une entente favorable à l'agriculteur. Elle couvre aussi tout le monde en Saskatchewan, pas seulement les cultivateurs.

[*Text*]

Mr. Althouse: Could we get for the record from Mr. Anderson or one of the witnesses, either tonight or later . . .

Mr. Whelan: I think it is 180-some appeals last year; 48 were recommended by the . . .

Mr. Anderson: You were right on just about. The number of appeals heard by the board was 234 in 1983. You were right on last year, there was 199 heard. They rejected 153, sustained 11, sustained and head office concurred in 2 . . . appeals sustained in head office did not concur in 2—and the alternative loan recommended and regional management concurs was 24. You can see that on the appeals usually the appeal board agrees with our decision. In cases where they do not . . . We will agree in some and not agree in the others, because each farm is an individual case. But the appeal board is a group of farmers and it gives the chance, I suppose, if they feel that our credit adviser has not been optimistic enough, or too optimistic, but not optimistic enough in land values or in what income could be, that a group of his peers will look and say whether the decision is logical or not. So it is a very good control in that manner, that it keeps sure that we are current with what agriculture is producing at the time.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Anderson, and Mr. Althouse.

Nous retournons maintenant à vous, monsieur Tessier.

M. Tessier: Merci monsieur le président. J'ai cinq petites questions rapides.

Voici la première. Comme vous le savez le projet de loi C-653 est présentement étudié par le Sous-comité de l'agriculture. Je voudrais savoir si cette étude est une perte de temps et, par là, s'il y aura une réponse gouvernementale à l'aide extraordinaire à être accordée aux producteurs, et ce sont les millions de dollars que vous avez annoncés, soit les 100 millions de dollars qui s'additionnent aux 66 autres millions de dollars. Voilà pour ma première question.

Deuxièmement, je voudrais savoir qui est admissible pour les taux spéciaux d'intérêts, à cette fameuse réduction de 4 p. 100, et qui décide qui est admissible. C'est ma deuxième question.

La troisième question . . .

Le vice-président: Vous pourriez vous en tenir d'abord aux deux premières questions, recevoir les réponses et continuer ensuite avec la troisième question.

M. Tessier: Je veux bien.

The Vice-Chairman: Mr. Minister.

Mr. Whelan: I would answer the first one by saying that the subcommittee, Mr. Chairman, that you are so familiar with is dealing with it. A lot depends on what that committee

[*Translation*]

M. Althouse: Est-ce que M. Anderson ou un des autres témoins pourrait préciser à l'intention du Comité, soit ce soir ou demain . . .

M. Whelan: Je crois que l'année dernière il y a eu environ 180 appels; 48 d'entre eux faisaient suite à des recommandations de . . .

M. Anderson: Votre chiffre se rapproche assez du nombre exact. En effet, la commission a entendu 234 appels en 1983. Pour l'année passée, vous aviez raison, il y en a eu 199. La commission en a rejeté 153, retenu 11 et le bureau principal a été du même avis dans deux cas, alors que ce fut le contraire dans deux autres cas, et il y a 24 dossiers où l'on a recommandé un autre prêt avec l'assentiment du bureau de gestion régional. Vous remarquez donc que dans la plupart des cas, la commission chargée d'entendre les appels est d'habitude du même avis que nous en la matière. Dans les cas où elle ne l'est pas . . . Nous approuvons dans certains cas, et pas dans d'autres, car chaque exploitation agricole constitue un dossier distinct. Cependant, la commission d'appel est constituée d'un groupe de cultivateurs, qui estiment, je suppose, que si notre conseiller en matière de crédit n'a pas été assez optimiste, ou trop optimiste, mais surtout pas assez optimiste par rapport à la valeur des terres ou au revenu que l'agriculteur peut obtenir, un groupe de ses pairs examinera la décision pour en vérifier le bien-fondé. C'est donc un excellent mécanisme de contrôle, en ce sens qu'il nous tient au courant de la situation de l'agriculture.

Le vice-président: Merci, monsieur Anderson et monsieur Althouse.

We are now coming back to you, Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Mrs. Chairperson. I have five brief questions to ask.

Here is the first. As you know, Bill C-653 is presently under consideration by a subcommittee of the agriculture committee. I would like to know if this study of Bill C-653 is a waste of time, and if the government response concerning the special aid to be given to producers, is those millions of dollars that you have announced, that is the $100 million to be added to the other $66 million. That was my first question.

Secondly, I would like to know who is eligible to benefit from the special interest rates, meaning here the 4 per cent reduction, and I would like to know who decides who is eligible. This was my second question.

The third question . . .

The Vice-Chairman: You could stop here for the moment, and get your answers to your first two questions, and put your third one after.

Mr. Tessier: That is all right with me.

Le vice-président: Monsieur le ministre.

M. Whelan: En réponse à la première question, monsieur le président, c'est le Sous-comité, que vous connaissez bien, qui s'occupe de cela. Beaucoup de choses dépendent des recom-

[*Texte*]

recommends, I would think, from the hearings on the bill that the hon. member has referred to.

I have said it publicly, and I will say it here that I am very much in favour of the principle of that bill. I think farmers have to have some kind of an independent board or commission, whatever you want to call it, that they can point to if they feel they have been dealt with unjustly in their lending operations.

My idea in the first place was for an appeal board for the Farm Credit Corporation when I was a backbencher. It was put into being, I believe before I was Minister of Agriculture, so farmers could have an independent body that would hear their grievances if they felt they were being dealt with unjustly by the Farm Credit appraiser.

Talking about who is eligible for the loans, it has to be those farmers who can prove they are in dire need and cannot get money any place else. We will loan, probably, this year and last year a total of $350 million to those farmers under a subsidized interest rate.

• 2115

I will let Mr. Anderson elaborate on the criteria that are used for the farmers who are in dire straits.

Mr. Anderson: The criterion for a loan under the special farm assistance program is that after the debt consolidation the farmer cannot carry the payments at the regular interest rate but we can show that if he was given two years under the rebate in the following third year... He will carry his payments for two years and then pick up his payments at the regular interest rate. If a repayment program cannot be shown that is viable, that will work, we cannot give him a loan. If we can show a repayment program by which he can make his payments under the regular rate, then we cannot give him a loan. It is very specifically designed for those who have basically a strong enterprise but need the two years' extra interest rate rebate to give that extra cashflow to get into a position to continue at the regular interest rate afterwards.

Le vice-président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Vous dites que le programme vous aura permis d'aider quelque chose comme 2,500 agriculteurs en sérieuse difficulté financière. Ce que je voudrais savoir, c'est combien de ces 2,500 agriculteurs que vous dites pouvoir protéger, pourront ne pas faire faillite, à cause du programme. On nous parle de 2,500 qui seront aidés, je voudrais savoir combien il y en aura à faire faillite.

Mr. Whelan: We are hoping, Mr. Chairman, to Mr. Tessier, that none of them go bankrupt, but we cannot guarantee that. We know there is a gamble with quite a few of them that are doing this because of the kinds of commodities they are

[*Traduction*]

mandations de ce Sous-comité, et ces dernières dépendront des audiences qui auront porté sur votre projet de loi.

J'ai déjà dit publiquement, et je le répèterai aujourd'hui, qu'en principe, je suis très favorable au projet de loi. À mon avis, les agriculteurs doivent pouvoir s'adresser à une commission ou à un organisme indépendant quelconque lorsqu'ils estiment avoir été traités injustement dans le cas de prêts.

Lorsque j'étais député de l'arrière-ban, je songeais d'abord à une commission d'appel qui se prononcerait sur les agissements de la Société du crédit agricole. Ce projet a été réalisé avant que je devienne Ministre de l'agriculture, et il permit aux cultivateurs de recourir à un organisme indépendant pour y déposer des plaintes s'ils estimaient avoir été traités injustement par l'évaluateur de la Société du crédit agricole.

Maintenant, pour ce qui est des normes d'admissibilité à respecter pour obtenir un prêt, il faut que les agriculteurs prouvent s'ils sont vraiment dans le besoin et qu'ils ne peuvent obtenir de l'argent ailleurs. L'année dernière, nous avons accordé 350 millions de dollars à ces agriculteurs sous forme d'une subvention aux taux d'intérêt, et nous verserons probablement la même somme cette année.

Je vais laisser M. Anderson développer la question des normes auxquelles on se reporte pour accorder de l'aide aux agriculteurs dans le besoin.

M. Anderson: Les normes auxquelles se reporte le Programme spécial d'aide aux agriculteurs exigent qu'une fois la dette du cultivateur unifiée, ce dernier ne soit pas en mesure d'effectuer des paiements aux taux d'intérêts réguliers, mais qu'il puisse les faire au taux réduit pendant deux ans... Il assumera donc des paiements à ce taux spécial pendant deux ans puis il recommencera à payer au taux normal la troisième année... Si toutefois on ne peut établir que son entreprise est rentable, c'est-à-dire que cette forme d'aide sera utile, alors nous ne pouvons pas lui accorder de prêt. Si on peut également établir qu'il est en mesure de rembourser sa dette au taux d'intérêt régulier, alors nous ne pouvons pas non plus lui accorder de prêt. Ce genre d'aide est conçu spécialement pour ceux dont l'entreprise est très faible, mais qui ont besoin de deux années de réduction des intérêts pour obtenir suffisamment de liquidités afin de pouvoir continuer à effectuer leurs paiements au taux d'intérêt régulier.

The Vice-Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: You say that the program will have permitted you to help around 2,500 producers who have serious financial difficulties. What I would like to know, is how many of those 2,500 that you say you want to protect, will avoid bankruptcy because of this program. Also, I would like to know how many of them will become bankrupt anyway.

M. Whelan: Monsieur le président, nous espérons qu'aucun d'entre ces agriculteurs ne fera faillite, mais nous ne sommes pas en mesure de le garantir. Nous n'ignorons pas que nous prenons des risques avec certains d'entre eux, qui obtiennent ce

[*Text*]

producing, and that is generally in the red meat sector, which is very volatile; it fluctuates back and forth, being priced by world commodity prices.

At present, with the subsidized interest rate, lower feed costs, etc., some of them are going to be able to make it; but if something should drastically change—say that those commodity prices take another tumble—some of them are going to be in difficulty. We know that right now, but we do not know how many because each producer is different. Each producer has his or her ways of cutting corners and being more efficient and being better managers, this kind of thing, and that all adds up to the ones that are going to make it and the ones that are not going to make it.

Mr. Anderson, do you wish to make a comment?

Mr. Anderson: No, sir, I think you have described it quite perfectly.

Le vice-président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Il reste une chose, c'est que je pense que vous devriez pouvoir être beaucoup plus précis. Vous nous dites dans votre présentation:

La société estime que ce programme lui aura permis d'aider quelque 2,500 agriculteurs en sérieuse difficulté.

Si vous en aidez, je voudrais savoir dans quelle mesure l'aide est une «cerise sur le gâteau», ou combien de producteurs, par le programme additionnel, on va pouvoir sauver d'une faillite certaine sur ce nombre de 2,500.

Si ces 2,500-là n'étaient pas protégés dans votre programme, est-ce que ça voudrait dire que c'est synonyme de faillite ou si vous en avez seulement 100 qui vont faire faillite sur 2,500?

Mr. Whelan: The vast majority, if not all of them, would have gone bankrupt because we are just not talking about what the bank rate of interest would be. When one reviews some of the applications one will see that some of them are paying interest rates, for instance, on farm machinery that they have bought from finance companies at maybe 24%, even with the lower rates of interest going down. So when you talk about consolidating debts it is just not the loan that they had from the bank. It is a loan maybe that they had from some private person who was taking advantage of a situation and charging them double the interest rate. The lending institution, the bank, for long-term credit was not giving them any great deal at that time.

• 2120

Lately, they are around 10% or 11% for one year; so, as you can see, you have a combination of things whereby when you put them all together, the person is going to pay 8.25% instead of maybe an average of 17% interest for all the indebtedness he has. They have about 10%, nearly; this means they are going to either make it or break it. If they have that much on a fairly sound operation . . . and do not forget this: they are under the guidance of the Farm Credit councillor. They agree

[*Translation*]

genre d'aide à cause de leurs produits, et il s'agit en général de la viande rouge, dont les prix fluctuent très souvent, au gré de l'évolution des prix internationaux.

A l'heure actuelle, compte tenu de la réduction des taux d'intérêt, de la diminution des coûts des grains de provende, etc., certains d'entre eux s'en sortiront; toutefois, si les circonstances extérieures changeaient de façon radicale, ainsi, si les prix chutaient encore une fois, certains d'entre eux seraient en difficulté. Nous savons cela, mais nous ignorons combien d'entre eux seront touchés parce que le cas de chaque agriculteur est différent. Chacun d'entre eux a sa propre manière de couper les coûts, d'être plus efficace et de mieux administrer son entreprise, et c'est tout cela qui fait que certains s'en sortiront, alors que d'autres ne réussiront pas.

Monsieur Anderson, avez-vous quelque chose à dire là-dessus?

M. Anderson: Non, car je crois que vous avez très bien décrit la situation.

The Vice-Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: There is one thing, I think that you should be much more specific. For example, your presentation says the following:

The corporation estimates that this program will assist some 2,500 farmers in serious financial difficulty.

If you help some of them, I would like to know in what measure this aid is really like the icing on the cake, or how many of those 2,500 producers will really be able to avoid certain bankruptcy thanks to this program.

If 2,500 of them were not protected by this program, would that mean that they will have failed, or will you have succeeded if only 100 of them go bankrupt?

M. Whelan: La grande majorité d'entre eux, sinon tous, auraient fait faillite, et il n'est même pas question du taux d'intérêt imposé par les banques. Lorsqu'on examine certaines des demandes, on se rend compte que certains d'entre eux mentionnent les taux d'intérêt qu'ils doivent payer pour des machines agricoles achetées grâce à des prêts de 24 p. 100 peut-être, accordés par des sociétés de finance, et ce, même lorsque les taux d'intérêt sont à la baisse. En conséquence, lorsqu'on parle d'unifier les dettes, cela ne fait pas qu'englober les prêts bancaires. Il s'agit peut-être de prêts obtenus d'un particulier, qui a profité de la situation pour exiger un taux d'intérêt deux fois plus élevé que le taux courant. Ce n'est pas l'établissement de prêt, la banque qui causait beaucoup d'ennuis à l'agriculteur pour les prêts à long terme.

Dernièrement, les taux d'intérêt correspondant à des prêts d'un an s'établissent à 10 ou 11 p. 100; vous voyez donc que toutes sortes de facteurs ont pour effet d'obliger l'agriculteur à payer des intérêts de 8.25 plutôt qu'une moyenne de 17 p. 100 sur l'ensemble de ses dettes. Ils ont à peu près 10 p. 100. Cela veut dire qu'ils vont soit réussir, soit échouer. Or, si leur entreprise est relativement saine et qu'ils aient ces 10 p. 100 . . . et n'oubliez pas qu'ils bénéficient du conseil du

[*Texte*]

to this kind of a program and they go into this special loan program which we provide. If this person goes out and tries to buy something else—say a new combine worth $150,000 or something outside of this agreement he has made—he is not going to be able to make it. He is not going to be able to get the loan either, but if he does that then, in some instances, these are some of the problems we have had.

We have made people . . . or I should not say we have made them . . . maybe I can say that . . . but through the loan programs we have had some of them disburse and get rid of some of their equipment which was not necessary. Maybe they had a huge combine and they could hire custom combining which would not amount to even be the interest rate on the big machine they had in their yard. That is, the cost of combining would not even amount to any more than the interest rate they were paying on the big, huge piece of equipment. They would still not pay anything on the capital cost of the machine. There are all kinds of things we have to take into consideration, Mr. Chairman. All kinds of ramifications that are very difficult to explain at a meeting here. But you can see the job the Farm Credit Corporation people have been doing trying to work out a proper program for that borrower. It is not easy because the accountant, the lawyer, the banker, the co-operative or private farm supplier, the machine companies . . . a lot of them are involved in this when you are consolidating a debt program and they are all involved in trying to save this person.

Le vice-président: Vous voulez poser une dernière question, monsieur Tessier?

M. Tessier: Oui, monsieur le président.

Je voudrais justement tenter d'éclaircir la question qu'on s'est posée, en votre absence toutefois, monsieur le ministre, à savoir dans quelle mesure la Société du crédit agricole peut se comporter en banquier, selon un mandat qu'elle définit comme tel.

La question que je voudrais vous poser à nouveau, c'est comment quelqu'un de sérieux en agriculture, fut-il un banquier, peut-il prêter à long terme à 16.75 p. 100? Aujourd'hui, je vous demande si un montant de 100 plus 66 millions de dollars ne constitue pas un fait suffisant pour que la Société du crédit agricole cesse d'être un banquier et qu'elle soit véritablement l'auxiliaire du producteur agricole.

Mr. Whelan: These loans, Mr. Chairman to Mr. Tessier, are made with the farmer considered first, as we can show by the amount of money that has been lost in the last year. It shows that the Farm Credit Corporation is a very humanitarian organization but it acts within reason also, by the very fact that they become an adviser. In some instances you could probably say they actually become agriculture extension workers. They do work with the agriculture extension people in the provinces where they are located. They work with anybody that can provide assistance in working out a proper financial program that a farmer can operate on and see some light at the end of the tunnel. They may not be right in all instances but they are much different than the banker. Generally, they

[*Traduction*]

représentant de la Société du crédit agricole. Ils acceptent donc ce genre de programme, c'est-à-dire qu'ils acceptent les prêts que nous offrons. Dans de telles circonstances, si quelqu'un essaie alors d'acheter autre chose, comme par exemple une nouvelle moissonneuse-batteuse valant $150,000 ou s'il fait une transaction dépassant les paramètres de l'entente, alors il ne s'en sortira pas. Il ne réussira pas non plus à obtenir un prêt, mais s'il l'obtient quand même, voici quelques exemples des problèmes que nous avons eus.

Dans le cadre de nos programmes de prêt, nous avons demandé à certains agriculteurs de se débarrasser de certaines pièces de leur matériel qui ne semblaient pas nécessaires. Ainsi par exemple, peut-être détenaient-ils une immense moissonneuse-batteuse, alors qu'ils pouvaient en louer une et que cela n'aurait même pas représenté le coût des intérêts s'appliquant à l'achat de l'immense machine qu'ils avaient dans leur cour. En effet, ils n'étaient même pas capables de faire des versements sur le capital de cette machine agricole. Il y a donc toutes sortes de facteurs dont nous devons tenir compte, monsieur le président. Toutes ces choses sont d'ailleurs très difficiles à expliquer, ici. Cependant, vous pouvez vous imaginer quel a été le travail accompli par la société du crédit agricole pour concevoir un programme approprié à cet emprunteur précis. Ce n'est pas facile parce que le comptable, l'avocat, le banquier, la coopérative ou le fournisseur privé, les entreprises vendant le matériel agricole, tout cela doit être pris en ligne de compte lorsqu'il s'agit d'unifier et de refinancer une dette, car tous ces intermédiaires essaient de sauver l'agriculteur.

The Vice-Chairman: Do you want to ask a last question, Mr. Tessier?

Mr. Tessier: Yes, Mr. Chairman.

I would just like to clarify something that we asked ourselves in your absence, Mr. Minister, that is in what measure the Farm Credit Corporation can act as a bank, according to a mandate that it would give itself.

I would also like to ask you how anybody who is serious about agriculture, even a banker, can give a long-term loan at a rate of 16.75 per cent? I am therefore asking you if the $100 million plus the $66 million are not enough so that the Farm Credit Corporation ceases to act as a banking institution, and really be the agricultural producers' helper.

M. Whelan: Monsieur le président, lorsque l'on accorde ces prêts, on songe avant tout aux intérêts de l'agriculteur, comme l'indiquent d'ailleurs les pertes que nous avons accusées l'année dernière. Cela montre bien que la Société du crédit agricole est une organisation très humanitaire tout en agissant de façon raisonnable, ce qui est attesté par le fait qu'elle agit à titre de conseiller. Dans certains cas, on peut probablement dire que ses membres sont par extension en quelque sorte des travailleurs agricoles. En effet, ils travaillent avec les services agricoles d'extension dans les provinces où ils sont affectés. Ils travaillent avec quiconque peut les aider à mettre sur pied un programme financier approprié permettant à un agriculteur de continuer à exploiter son entreprise et de prévoir que les choses

[*Text*]

are dealing with the bankers and lending money to that farmer to help him pay off the bank. I would say some people may have some different ideas, but we are the 17th largest... 17th?

Mr. Anderson: We have moved up to about 12th now.

Mr. Whelan: Mr. Anderson tells me it is the 12th largest lending institution in Canada. It is a very big operation. We have directors from many different regions of Canada. We have expanded the board to give it a different input so they can be more knowledgable of the needs of the nation in the farm lending area.

• 2125

There have been suggestions that we expand the farm improvement loan and give the farm improvement loan administration to the Farm Credit Corporation, that we allow them to loan. Last year, for instance, under the farm improvement loan there were 15,614 loans, and the Minister of Agriculture has to answer for that, and $208,658,000 was loaned in the last half of the year. About $200 million a year is loaned under farm improvement loans. Some people say there is not much being loaned under that program but we think with that program, with some modification of the bill, we may be able to assist farmers, Mr. Chairman, with operating funds.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister. Back to Mr. McCain: second round, five minutes. Mr. McCain.

Mr. McCain: Mr. Chairman, to the minister —charge that to the minister's time.

Mr. Whelan: I would like Mr. Anderson to explain—I think it is of interest, Mr. Chairman, to the committee—the farm improvement loans.

Mr. Anderson: I was just pointing out—because the minister said he could not read my writing, what did I have—that it says here that last year the major increase in farm improvement loan action by the banks took place in the last half of the year. Before that time, they were not using the farm improvement loan to a great degree; during the last half of the year, they started going into the guaranteed type of loan again—I suppose maybe because of the higher risk factor, I do not know.

I will have to write a little more clearly. I guess I do not write in either official language—that is what he tells me.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Anderson.

[*Translation*]

s'amélioreront au sortir de leurs difficultés. Ils n'ont peut-être pas toujours raison, mais leur attitude est tout à fait différente de celle d'un banquier. En général d'ailleurs, ils font affaire avec les banquiers et ils accordent de l'argent à l'agriculteur pour l'aider à rembourser la banque. Certains ont peut-être des idées différentes des nôtres, mais nous sommes tout de même, par ordre d'importance, le dix-septième établissement de prêts... c'est bien le dix-septième?

M. Anderson: Nous sommes maintenant au douzième rang.

M. Whelan: M. Anderson me dit que nous sommes le douzième établissement de prêt au Canada. Nous avons donc des activités très considérables. Nous comptons d'ailleurs des directeurs venant de bons nombres de régions différentes du Canada. Nous avons élargi notre conseil pour que des gens différents en fassent partie, ce qui les mettra davantage au courant des besoins de la nation dans le domaine des prêts agricoles.

On a proposé qu'on étende davantage les prêts accordés au titre de l'amélioration des fermes et que l'administration de ce programme soit confiée à la société du crédit agricole, c'est-à-dire qu'on permette à cette société d'accorder les prêts. L'année dernière, par exemple, il y a eu 15,614 prêts accordés au titre de l'amélioration des fermes, et le ministre de l'Agriculture est responsable de cela. Des prêts d'une valeur de $208,658,000 ont été accordés pendant la deuxième moitié de l'annnée. Environ $200 millions sont versés annuellement sous forme de prêts au titre de l'amélioration des fermes. Certains sont d'avis que ce programme ne donne pas beaucoup d'argent, mais nous estimons que grâce à une modification du projet de loi, nous serons en mesure de venir en aide aux agriculteurs, monsieur le président, grâce à nos fonds d'exploitation.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre. Nous revenons à M. McCain pour un second tour. Vous avez donc cinq minutes, monsieur McCain.

M. McCain: Monsieur le président, mettez ma question sur le temps de parole du Ministre.

M. Whelan: Auparavant, j'aimerais que M. Anderson explique ce qu'il en est de ces prêts accordés au titre de l'amélioration des fermes, car je crois que cela intéressera le Comité.

M. Anderson: Le Ministre a de la difficulté à lire mon écriture, je lui disais donc que, l'année dernière, c'est au cours de la deuxième moitié de l'année que les banques ont commencé à accorder davantage de prêts au titre de l'amélioration des fermes. Auparavant, on ne recourait pas beaucoup à cette mesure; pendant la deuxième moitié de l'année, on a donc recommencé à consentir des prêts garantis, peut-être à cause des risques plus importants, je ne sais pas.

Je crois que je devrais écrire plus clairement. Je n'ai pas non plus écrit dans les deux langues officielles, ce que me rappelle à l'instant le Ministre.

Le vice-président: Merci, monsieur Anderson.

[*Texte*]

Mr. McCain: You have my sympathy.

The Vice-Chairman: That constitutes something like the pot calling the kettle black.

Mr. McCain: Mr. Chairman, the $100 million the minister mentioned has been budgeted for agriculture in this new budget, is it intended to be loaned as part of that two-year, interest-free bit, or is it just to be added to the Farm Credit Corporation's lending capability?

Mr. Whelan: It, plus $66 million—there will be $166 million loaned under that program.

Mr. McCain: How much of that will be available to farmers who are hard hit, such as the potato farmer, a farmer who by virtue of circumstances above and beyond his control this year, in Atlantic Canada and in the west, finds himself in serious difficulty?

Mr. Whelan: They will be treated the same, Mr. Chairman to Mr. McCain, as any other farmer who applies for a loan under the special loans program. They will have to be able to work out a program that, as I said, shows there is some light at the end of the tunnel, that the farmer is going to be able to repay that loan. It is not going to do the farmer, or the Farm Credit Corporation, any good just to loan him or her the money and hope that he or she is going to be able to repay it. You are not doing them any favour and you are not doing the corporation any good either.

Mr. McCain: I do not know that I can argue too too much with that principle, but I think you will find there are some people who have farmed for a good number of years and have expanded and managed their operation quite competently who, as I said, by virtue of weather, literally an act of God, are finding themselves in very, very embarrassing circumstances. They are going to market a very low percentage of the crop, one unheard of since the turn of the century.

Mr. Whelan: I would think, Mr. McCain, for the loans we are talking about, the special loans program, that person should be able to fulfil the qualifications.

Mr. McCain: What time requirement, from application to approval, will be required for that loan? I am thinking of those who might not otherwise be able to plant a crop.

Mr. Whelan: I would think it would be the average time. Going on memory, I think from application time, when their land is not frozen, etc., if they already have had a Farm Credit Corporation loan and the soil tests are known, etc., it does not take very long. Is it six weeks? Two months?

Mr. Anderson: Mr. Hollingshead says that, in the case of approval, if it is urgent we can do it in a week or two. Disbursement would take longer.

Mr. McCain: The approval would get him by.

[*Traduction*]

M. McCain: Vous avez ma sympathie.

Le vice-président: C'est la pelle qui se moque du fourgon.

M. McCain: Monsieur le président, les $100 millions mentionnés par le Ministre figurent dans le nouveau budget. J'aimerais savoir s'ils seront accordés sous forme de prêts de deux ans sans intérêt, ou si cette somme s'ajoutera tout simplement au crédit dont dispose déjà la société du crédit agricole à des fins de consentements de prêts?

M. Whelan: Cela s'ajoutera aux $66 millions, ce qui fera au total $166 millions à accorder sous forme de prêt.

M. McCain: Quelle proportion de cela sera consentie aux agriculteurs connaissant des circonstances très difficiles, comme un cultivateur de pommes de terre, qui, en raison des circonstances incontrôlables connues cette année dans la région de l'Atlantique et de l'Ouest, se trouve dans de très sérieuses difficultés?

M. Whelan: Ce dernier sera traité de la même façon, monsieur le président, que n'importe quel autre agriculteur qui demande à recevoir un prêt dans le cadre du programme spécial. Il devra lui aussi être en mesure d'élaborer un programme qui indiquera que sa situation s'améliorera après cette période, c'est-à-dire qu'il sera en mesure de rembourser sa dette. Cela n'améliorera ni la situation de l'agriculteur, ni celle de la société du crédit agricole que de se contenter d'accorder un prêt dans l'espoir qu'il sera en mesure de le rembourser. Cela n'aide pas l'agriculteur ni la société.

M. McCain: Je ne peux peut-être pas contester ce principe, mais je puis quand même vous dire que certains agriculteurs ont de longues années d'expérience, ont étendu leur exploitation et l'ont très bien administrée, et malgré cela, à cause de conditions climatiques incontrôlables et imprévues, ils se trouvent dans des circonstances très, très difficiles. Ils ne pourront commercialiser qu'une portion très réduite de leur récolte, la fraction la plus faible depuis le début du siècle.

M. Whelan: Monsieur McCain, dans de telles circonstances, je crois que cet agriculteur aura le droit de bénéficier du programme spécial.

M. McCain: Cependant, combien de temps devra-t-il s'écouler entre la demande et la probation? Je pense à ceux qui ne pourront pas planter de récolte sans cet aide.

M. Whelan: Je crois que ce sera une période moyenne. Si ma mémoire ne me trompe pas, si l'on compte à partir du moment de la demande lorsque la terre n'est pas gelée, etc., si l'on tient également compte du fait qu'ils ont déjà obtenu un prêt de la société du crédit agricole et qu'on connaît les résultats des tests effectués sur les sols, etc., tout cela n'est pas très long. Est-ce que c'est six semaines? Deux mois?

M. Anderson: Monsieur Hollingshead nous dit que, s'il est urgent d'obtenir une approbation, on peut faire cela en une semaine ou deux. Cependant, l'envoi de l'argent sera plus long.

M. McCain: L'approbation lui permettra cependant de s'en sortir.

[*Text*]

Mr. Anderson: Yes, but you must realize that the massive backlog of urgent loans to a credit advisory . . . sometimes just gets beyond their capacity to handle. It is difficult now, on urgent ones.

• 2130

Mr. McCain: I appreciate that. I do think, Mr. chairman, that one thing that has resulted from this discussion tonight is that each time, in spite of the inflationary tendencies, any money is made available to the Farm Credit Corporation it is probably more of a revolving thing than it is of a new advance. As payments are made they do go into general revenue, and as advances are made they do appear in the budget; they are in a degree letting people think that there is in fact more money at the disposition of Farm Credit Corporation this year than there was last year. In fact they are getting more money, having paid money into general revenue, as the chairman explained earlier—he said his payments received did go into general revenue.

Mr. Anderson: Just the payments received. Our new money comes from the market as well as general revenue.

Mr. McCain: Yes, that it is exactly what I mean—that your payments go into general revenue.

The Vice-Chairman: I am not certain that was completely received by the people recording for us, Mr. Anderson; I think your comment was for the minister more than for the record. Perhaps you would like to repeat that.

Mr. Anderson: Yes. Now, as we go onto the markets, new money will be coming in and will possibly be going back to general revenue, but in those cases those payments will not . . . they will be going to the bond market. So the only money that comes from the general revenue is what has been advanced to us. While that does revolve, it is a legitimate . . . we borrowed from the Government of Canada, we pay it back with interest. If we borrowed from the bond market, then repayment goes back to the bond buyers.

Mr. McCain: I appreciate that. But basically and historically and up until a single transaction it has been from general revenue to the Farm Credit Corporation and from the Farm Credit Corporation to the general revenue.

The Vice-Chairman: Mr. Anderson.

Mr. Anderson: Yes. Almost every year, sir, we get an increase from general revenue funds. So the revenue in itself that returns over the long period does not cover . . . Every year we have allocated more and more from the general . . .

Mr. McCain: I appreciate that.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Anderson.

[*Translation*]

M. Anderson: Oui, mais vous devez cependant vous rendre compte que les services de crédit font face à un arriéré considérable de prêts urgents, à tel point qu'il leur est parfois impossible d'étudier tous les dossiers. Il est donc difficile d'étudier rapidement les dossiers urgents en ce moment.

M. McCain: Je puis comprendre cela. Par ailleurs, monsieur le président, je crois qu'ici une chose ressort des discussions que nous avons tenues ce soir, c'est qu'en dépit de l'inflation, chaque fois qu'on accorde de l'argent à la société de crédit agricole, il s'agit probablement d'avantage de fonds de roulement que d'une nouvelle avance. Au fur et à mesure que des paiements sont effectués, cela figure au revenu général, alors que lorsque les avances sont accordées, elles figurent dans le budget. Cela revient donc à laisser croire, dans une certaine mesure, que la société du crédit agricole dispose de plus de fonds cette année que l'année dernière. Dans les faits cependant, elle reçoit d'avantage d'argent qui est versé au revenu général, comme le président l'a expliqué plus tôt, car il a bien dit que les paiements étaient versés au revenu général.

M. Anderson: Il ne s'agit que des paiements reçus. Les nouveaux fonds proviennent à la fois du marché et du revenu global.

M. McCain: Oui, c'est précisément ce que je disais, c'est que vos paiements sont versés au revenu général.

Le vice-président: Monsieur Anderson, je ne suis pas certain que vos propos aient été entièrement compris par ceux qui nous enregistrent; peut-être vos commentaires s'adressaient-ils d'avantage au ministre qu'au Comité. Auriez-vous cependant l'obligeance de vous répéter?

M. Anderson: Oui. Au fur et à mesure que nous ferons appel au marché, nous recevrons d'avantage d'argent, et ces sommes seront peut-être ajoutées au revenu général, mais si tel est le cas, ces paiements ne . . . Ils iront sur le marché des obligations. En conséquence, les seuls montants provenant du revenu général sont constitués d'avance. Et bien que cela soit renouvelable, c'est légitime . . . Nous avons emprunté de l'argent au gouvernement du Canada, et nous le remboursons avec les intérêts. Si nous empruntions au marché des obligations, alors le remboursement irait aux acheteurs d'obligations.

M. McCain: Je comprends cela. Cependant, par le passé et jusqu'à il y a une certaine transaction, l'argent passait du revenu global à la société du crédit agricole et de la société du crédit agricole au revenu général.

Le vice-président: Monsieur Anderson.

M. Anderson: Oui. Presque tous les ans, monsieur le président, nous obtenons une augmentation des fonds provenant du revenu global. En conséquence, le revenu en soi qui est remboursé sur une longue période ne couvre pas . . . Chaque année nous avons accordé de plus en plus d'argent à même ce fond général . . .

M. McCain: Je comprends cela.

Le vice-président: Merci, Monsieur Anderson.

[*Texte*]

Mr. McCain: But it appears that if you give $100 million to the Farm Credit Corporation, that is in addition to the moneys it had last year, and it does not show in any balancing entry in the budget structure—or the estimate structure opposite that—that moneys have in fact been paid into general revenue by the Crown corporation that has received payments. That is all I want to make clear. Thank you very much, Mr. Anderson.

The Vice-Chairman: That may be a subjective conclusion that you are reaching. Perhaps the minister and Mr. Anderson would like to indicate whether or not they agree with that conclusion.

Mr. Whelan: Well, I am going to be first. I just wanted to say there was new money both years put in the Farm Credit Corporation, and there is an extra $100 million of new money this year. It is not just a revolving . . .

Mr. McCain: That is under a different program; that is not Farm Credit Corporation per se.

Mr. Whelan: But there is new money; there is $30 million of money that we took, Mr. Chairman, and used for subsidy in the 2 years on the loans.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Mr. Althouse.

Mr. Althouse: Yes. I have been looking at page 1 of the address you began the hearing with tonight. I think maybe I am having a little trouble fitting together all the numbers for the special farm finance assistance program; maybe it would come clearer for me if I could find out how many loans were offered under that program between November 12, 1981, and March 31, 1982. You have already presented that an estimated 970 farmers got assistance under the program in 1982-1983, for a total of $140.82 million. How many loans and for how much money . . . ? How many loans occurred between November 12, 1981, and March 31, 1982?

The Vice-Chairman: Mr. Anderson.

Mr. Anderson: The November 12 . . .

Mr. Whelan: When we started the program . . .

Mr. Althouse: When the program started, according to the notes I have in front of me, which the minister presented, there must have been some presented in there; otherwise I come up with some questions about how you arrive at the figures on the top of page 2.

• 2135

Mr. Anderson: Yes, we have here, on that date you are speaking of, 382 farmers for $48,426,800.

Mr. Althouse: Is that 382 farmers?

[*Traduction*]

M. McCain: Il semble cependant que si vous accordez 100 millions de dollars à la société du crédit agricole, qui dispose donc de cela en plus des fonds qu'elle avait l'année passée, et que si cela ne figure pas en contre-partie dans le budget, ou plutôt dans le budget des dépenses, cela indiquera que la société de la Couronne ayant reçu des paiements a versé ces sommes au revenu général, alors que ce n'est pas le cas. C'est tout ce que je veux tirer au clair. Merci beaucoup Monsieur Anderson.

Le vice-président: Vous tirez probablement ici une conclusion suggestive. Le ministre et M. Anderson voudront peut-être vous dire s'ils sont d'accord sur cela ou non.

M. Whelan: Je parlerai en premier. Je voulais simplement dire que pour les deux ans, on a accordé de nouvelles sommes à la société du crédit agricole et qu'on lui donne 100 millions de dollars de plus cette année. Il ne s'agit pas simplement d'un roulement . . .

M. McCain: Oui, mais cet argent a été ajouté au titre d'un autre programme que la société du crédit agricole en soi.

M. Whelan: Il y a quand même de nouvelles sommes; nous avons prélevé 30 millions de dollars, monsieur le président, et les avons utilisés pour accorder des prêts, et ce pendant deux ans.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre.

Monsieur Althouse.

M. Althouse: Oui. J'ai parcouru la page un de la déclaration que vous avez lu ici ce soir. J'ai peut-être de la difficulté à intégrer tous les chiffres se rapportant au programme spécial d'aide au financement des fermes. En conséquence, mes idées seraient peut-être plus claires si je pouvais savoir combien de prêts ont été accordés en vertu de ce programme entre le 12 novembre 1981 et le 31 mars 1982. Vous avez déjà mentionné qu'environ 970 agriculteurs ont reçu au total 140.82 millions de dollars au titre de l'aide en vertu du programme en 1982-1983. Cela représente combien de prêts et quelles sommes? Combien de prêts ont été accordés entre le 12 novembre 1981 et le 31 mars 1982?

Le vice-président: Monsieur Anderson.

M. Anderson: Le 12 novembre . . .

M. Whelan: La date de mise en vigueur du programme . . .

M. Althouse: Lorsque le programme a été mis en vigueur, d'après les notes que j'ai en main et que le ministre m'a communiquées, il a dû y avoir des chiffres là-dessus. Autrement, je me pose certaines questions sur les données auxquelles vous arrivez au sommet de la page deux.

M. Anderson: Oui, à la date que vous mentionnez, il y a 382 agriculteurs ayant reçu $48,426,800.

M. Althouse: Il s'agit de 382 agriculteurs?

[*Text*]

Mr. Whelan: Yes, that is from November 12 until the end of the fiscal year, March 31, 1982.

Mr. Althouse: Okay.

The Vice-Chairman: And that response was 382, Mr. Anderson?

Mr. Althouse: Yes, and how many million dollars was that? I could not hear that.

Mr. Anderson: It was $48,426,800.

Mr. Althouse: The reason I ask is that I started looking at the number of farmers who were going to be helped by this program and looked at the amount of interest-free bait; and since it is a two-year program, it seemed to me the average loan would have had to be about $143,000 or $144,000 each. I was having great difficulty in coming up with anything in the range of 2,500 farmers who were going to be assisted, unless it were estimated that this year's crop of farmers would need lower amounts of money.

Mr. Anderson: If I may, the total we are talking about was . . . The first was $45 million; then there was another $200 million, and now another $100 million, for a total of $345 million when I am talking 2,500. So as you break them down in each step, they will come on . . .

Mr. Althouse: That is right. I had no trouble with that. It just seemed to me we had just finished a year when 970 farmers received $140 million or a little better, and we were going into a new year with $166 million only; and we still are going to have to try to help almost 1,200 farmers to make the quota. It seems to me the average assistance loan will have to be somewhat smaller to actually achieve the target at 2,500.

Mr. Whelan: Mr. Chairman, if Mr. Althouse reads on in that paragraph on the first page, he will see:

> As of March 31, 1983, 1,349 farmers had received loans under the program of $179 million, leaving only $66 million for the coming year . . . another $100 million was allocated to the program.

Mr. Althouse: So essentially you are saying there are about 1,150 farmers who are expected to receive the benefits of this program in the coming year, and the money will then be gone.

Mr. Whelan: Yes.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Althouse. Mr. Tessier.

M. Tessier: Merci, monsieur le président.

Pouvez-vous me dire—même si cela n'est pas relié directement aux préoccupations du crédit agricole et que ça se rapporte plutôt à la Société—quel est l'état des services offerts en français à la Société, dans les hautes sphères de la Société? Si je me reporte à la liste des témoins, à moins qu'on me dise

[*Translation*]

M. Whelan: Oui, et cela correspond à la période s'étendant du 12 novembre à la fin de l'année financière, soit le 31 mars 1982.

M. Althouse: Très bien.

Le vice-président: Et c'était bien 382, monsieur Anderson?

M. Althouse: Oui, et cela correspond à combien de millions de dollars? Je n'ai pas entendu cette partie de la réponse.

M. Anderson: Cela correspond à $48,426,800.

M. Althouse: La raison pour laquelle je demande cela, c'est que j'ai regardé le nombre des agriculteurs qui bénéficieraient de ce programme et aussi l'appât que constituait la période sans intérêt. Or, étant donné qu'il s'agit d'un programme s'échelonnant sur deux ans, il m'a semblé qu'il faudrait que le prêt moyen s'établisse entre $143,000 ou $144,000. J'avais donc beaucoup de difficulté à concevoir qu'on ait pu venir en aide à 2,500 agriculteurs, à moins qu'on estime que les cultivateurs ont besoin de plus petites sommes cette année.

M. Anderson: Si vous permettez, le premier total que nous avons mentionné est de $45 millions. A cela se sont ensuite ajoutés $200 millions, et maintenant il y a encore $100 autres millions, ce qui donne au total $345 millions à partager entre ces 2,500 personnes. Si vous décomposez donc chaque étape, cela donnera . . .

M. Althouse: C'est exact. Je n'ai pas de difficulté là-dessus. Il m'a simplement semblé que nous venions de sortir d'une année où 970 agriculteurs ont reçu $140 millions ou un peu plus, et que nous allions entreprendre une nouvelle année avec seulement $166 millions de disponibles. Or, il faudra encore que nous venions en aide à près de 1,200 cultivateurs pour que cela respecte les chiffres. J'en concluais donc que le prêt moyen devrait être quelque peu réduit pour qu'on puisse aider chacun de ces 2,500 agriculteurs.

M. Whelan: Monsieur le président, si M. Althouse se reporte au paragraphe relatif à cela à la première page, il verra ce qui suit, et je cite:

> Au 31 mars 1983, 1,349 agriculteurs avaient reçu un prêt dans le cadre du programme, pour un total d'environ $179 millions, ce qui laissait seulement $66 millions pour 1983-1984 . . . une autre tranche de $100 millions a été affectée au programme.

M. Althouse: Ce qui signifie donc que d'après vous, on prévoit qu'environ 1,150 agriculteurs bénéficieront de ce programme pendant l'année qui vient, et il ne restera plus d'argent après cela.

M. Whelan: Oui.

Le vice-président: Merci, monsieur Althouse. Monsieur Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Mr. Chairman.

Even if this is not directly related to the question of farm credit, but rather to the corporation itself, can you tell me what is the situation of services available in French in this corporation, in its higher echelon? If I go back to the list of

[*Texte*]

que tout le monde est bilingue, ces noms ont plutôt une résonance anglaise!

Mr. Anderson: In the head office directors, there are 10; five are bilingual and five are not. In the regional managers, I believe we have three who are bilingual . . . there are seven of them—and five who are not. I should not say they are not, but the degree of proficiency we consider bilingual is very proficient. We have some gentlemen here whose French is capable, but not as capable as we consider. When we say bilingual, they are bilingual in both lanugages. We have five head office directors who are very . . . You cannot always go by the name.

Mr. Whelan: But you just said gentlemen. What about the lady who is with the Farm Credit Corporation?

Mr. Anderson: The lady is very bilingual, even though she is from Alberta.

Mr. Tessier: Okay.

Ma deuxième question sera celle-ci: si je me réfère aux deux tableaux, soit ceux des pages 2 et 3, pourriez-vous, relativement à ces deux tableaux, me faire la preuve d'une quelconque équité? Plus particulièrement au tableau de la page 2, s'il s'agit d'un contexte d'équité, comment peut-on expliquer la grande différence qui existe, par exemple, entre le Québec et l'Ontario? Le Québec obtient 152 prêts pour un montant de 13 millions de dollars comparativement à l'Ontario qui en obtient 416, pour un montant de 56 millions de dollars et plus.

A la page 3, et je voudrais aussi qu'on me rassure sur l'équité, il y est indiqué 22,706 mille dollars pour le Québec, comparativement à des montants de 90, 101, 166 millions de dollars.

• 2140

Je voudrais qu'on me rassure sur l'équité qui existe véritablement au service de l'agriculture au Québec, comparativement aux autres provinces.

The Vice-Chairman: Mr. Minister.

Mr. Whelan: I would just like to say, Mr. Chairman, before Mr. Anderson replies, that Quebec has its own lending program, which is one reason why you see such a discrepancy. Alberta has its own lending program. Several of the provinces have their own lending programs. Ontario has no lending program of its own that I know of. Mr. Anderson.

The Vice-Chairman: Mr. Anderson.

Mr. Anderson: I think the minister has answered part of your question in that the Province of Quebec has its own lending program which covers this. That would explain quite a bit on page 3. On page 2, we must realize that we are talking about a program to help in cases of financial difficulty quite often caused by disaster—such disasters being not always fair or following provincial lines. Last summer, we had some floods

[*Traduction*]

witnesses, unless everyone is bilingual these names are rather English!

M. Anderson: Au bureau central, il y a 10 membres du conseil d'administration dont cinq sont bilingues et cinq ne le sont pas. Parmi les administrateurs régionaux, je crois qu'il y en a trois qui sont bilingues sur un total de sept, et donc cinq qui ne le sont pas. J'ajoute au sujet de ceux qui ne le sont pas que nos exigences en matière de bilinguisme sont très élevées. Nous comptons donc certains témoins ici pouvant s'exprimer en français, mais pas autant que ce qui nous paraît constituer un véritable bilinguisme. Lorsque nous parlons de bilinguisme, nous entendons par là des personnes pouvant s'exprimer dans les deux langues. Nous avons donc cinq membres du conseil d'administration qui le sont . . . On ne peut pas toujours se fier au nom.

M. Whelan: Vous ne parlez cependant que d'hommes. Qu'en est-il de la dame qui fait partie de la Société du crédit agricole?

M. Anderson: Elle est tout à fait bilingue, même si elle vient de l'Alberta.

M. Tessier: C'est bien.

Now to my second question. If I go back to the tables appearing on pages 2 and 3, can you really say that the situation is fair? I refer more particularly to the table on page 2, if this is an example of fairness, how then can one explain the great disparity existing, for example, between Quebec and Ontario? Quebec gets 152 loans, for an amount of $13 million compared to Ontario who get 416 of them, for an amount of more than $56 million.

On page 3, I would also like to be reassured about the fairness of this all, since the table shows $22,706 going out to Quebec, compared to amounts of $90—$101 and $166 million.

I would like to be reassured about the fairness of the measures taken to benefit agriculture in Quebec, compared to the other provinces.

Le vice-président: Monsieur le ministre.

M. Whelan: Monsieur le président, avant que M. Anderson ne réponde, j'aimerais préciser que le Québec est doté de son propre programme de prêt, ce qui explique pourquoi il existe de tels écarts. L'Alberta aussi a mis sur pied son propre programme ainsi que plusieurs autres provinces. L'Ontario toutefois n'est pas dans ce cas, enfin à ma connaissance.

Le vice-président: Monsieur Anderson.

M. Anderson: Je crois que le ministre a répondu en partie à votre question lorsqu'il a précisé que la province de Québec s'est dotée de son propre programme de prêt couvrant le même genre de circonstances. Cela explique pourquoi il y a de tels écarts à la page 3. Pour ce qui est de la page 2, nous devons nous rendre compte qu'il s'agit d'un programme conçu pour venir en aide à ceux qui éprouvent des difficultés financières à la suite de désastres, et de telles circonstances ne sont pas

[*Text*]

and hail storms in the . . . what is it called? . . . mucklands, and down through . . .

Mr. Whelan: In the Bradford marsh and, also, in the Niagara district.

Mr. Anderson: —yes; so in those cases you get a flow into a region because of a natural disaster. The other part is that the province has its own lending program. You would see the same effect, I think, in Alberta and Saskatchewan where Alberta at that time had a lending program; it has a lending agency of its own such as Quebec has but which Saskatchewan, at that time, did not.

Mr. Whelan: Perhaps I should clarify. Those marshes sometimes are referred to as the Holland marsh—the new Holland marshes. They had terrible hailstorms in there; lost crops, etc.; they also had flooding. In some regions of the Niagara area, too, they had frost damage, flooding. And Mr. Anderson has just reminded me, Mr. Chairman, that there is a much higher rate of commercial farmers in Ontario than there is in Quebec, proportionately. You must remember though, if you look at the overall agricultural picture, you will find that Ontario in dollar volume is the largest producer of agriculture products in Canada.

The Vice-Chairman: Thank you Mr. Minister. Mr. Tessier.

M. Tessier: Si je reviens maintenant à la première page, lorsque vous dîtes:

> A la fin du programme, 2,500 producteurs auront reçu $11,500 . . .

Est-ce que ça veut dire entre $3,000 et $4,000 par année, ce qui signifierait qu'en moyenne, on peut dire que les producteurs seraient à court de moins de $4,000 pour régler le grave problème, à ce qu'on dit, qu'ils ont à traverser dans le contexte économique de la crise, ou de l'après-crise?

Mr. Whelan: *Monsieur le Président*; per year?

Mr. Tessier: Per year; yes.

Mr. Whelan: It is $11,500 per year on the average.

Mr. Tessier: Per year, instead of for . . .

Mr. Whelan: Instead of for the two years; yes.

Mr. Tessier: *Merci, monsieur le président.*

Mr. Whelan: Wait a minute, please. The corporation chairman has misinformed me.

Mr. Anderson: I am sorry, sir. It is $6,000.

Mr. Whelan: It is about $6,000 per year. It is $11,500 . . .

The Vice-Chairman: Over the life of the program.

Mr. Whelan: —for the first two years of the program. It is not quite $6,000, but it is not $11,500 per year, as I said. The chairman made a mistake, once.

[*Translation*]

toujours partagées de la façon la plus équitable. L'été dernier, par exemple, il y a eu des inondations et des tempêtes de grêle dans ce qu'on appelle les *mucklands* et jusqu'à . . .

M. Whelan: Dans la région marécageuse de Bradford, ainsi que dans le district de Niagara.

M. Anderson: . . . oui; dans de tels cas il y a un afflux d'aide dans une région donnée à cause d'une calamité naturelle. À cela s'ajoute le fait que la province dispose de son propre programme de prêt. On pourrait constater le même résultat, en Alberta et en Saskatchewan si ces provinces étaient dotées d'un programme semblable, or, ces provinces en ont maintenant un, mais à l'époque la Saskatchewan n'en n'avait pas.

M. Whelan: Je devrais peut-être apporter quelques éclaircissements. On appelle parfois ces marécages les marécages de Hollande ou de Nouvelle-Hollande. On y a connu de terribles chutes de grêle, qui ont entraîné la perte des récoltes etc. On y a également connu des inondations. Dans certaines régions, du Niagara aussi, on a connu des dommages causés par le gel et des inondations. De plus, monsieur le président, M. Anderson vient de me rappeler que le nombre d'agriculteurs commerciaux est beaucoup proportionnellement plus élevé en Ontario qu'au Québec. À cela s'ajoute aussi que par rapport à l'ensemble de la situation agricole, en dollars et en volume l'Ontario est le plus grand producteur agricole du Canada.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre. Monsieur Tessier.

Mr. Tessier: Coming back to the first page again, you say, and I quote:

> When this program is broken down on an individual basis, it means that those 2,500 farmers will receive an average of $11.500.

Does that mean that between $3,000 and $4,000 per year, which would mean that the producers would then only lack $4,000 to overcome this very serious problem, that agricultural producers must face, given the economic situation that we know, a recession or an after recession.

M. Whelan: *Mister Chairman*, par année.

M. Tessier: Par année, oui.

M. Whelan: En moyenne c'est $11,500

M. Tessier: Par année, à la place de . . .

M. Whelan: Plutôt que pour deux ans, oui.

M. Tessier: *Thank you, mister Chairman.*

M. Whelan: Un moment, s'il vous plaît. Le président de la Société m'a mal renseigné.

M. Anderson: Je m'excuse, monsieur, mais il s'agit de $6,000

M. Whelan: Il s'agit de $6,000 par année. C'est $11,500 . . .

Le vice-président: Pendant la durée du programme.

M. Whelan: —pour les deux premières années du programme. Ce n'est donc pas tout à fait $6,000, mais ce n'est pas $11,500 comme je l'ai dit plus tôt. Même le président a déjà fait une erreur une fois.

[*Texte*]

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister, and Mr. Anderson. *Nous sommes arrivés à la fin de la liste.* I would like on behalf of the committee to thank the minister, Mr. Anderson, and his colleagues for having been with us this evening, and for having provided us with not only the brief, but the responses to our questions as well as the written responses to the earlier questions. Gentlemen and lady, we are adjourned to the call of the Chair.

[*Traduction*]

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre, et monsieur Anderson. *We have gone through the hole list.* Au nom du Comité j'aimerais remercier le ministre, M. Anderson et ses collègues d'avoir été présents ce soir, de nous avoir apporté un document, mais également d'avoir répondu à nos questions de vive voix et à celles, par écrit, qu'on vous a présentées lors d'une séance antérieure. Madame et messieurs, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation.

APPENDIX "AGRI-24"

Minister
Agriculture Canada

Ministre
Agriculture Canada

Ottawa, Canada
K1A 0C5

Please quote: 54583

APR AVR 25 1983

Mr. V. Althouse, M.P.
House of Commons
Room 151 WB
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. Althouse:

Attached please find a copy of the response to the questions you raised on March 22, 1983 at the Standing Committee of Agriculture with respect to the main estimates of Agriculture Canada.

I trust that this information will satisfy your requirements.

Yours sincerely,

Original signed by/
Original signé par
E. WHELAN
Eugene F. Whelan
Minister of Agriculture

Attch.

c.c. Chairman of the Standing Committee
Clerk of the Standing Committee

Canada

6&5
working travaillons
together ensemble
Canada

Answers to questions by Mr. V. Althouse

1. The educational levels of the students employed under the Summer Canada Program range from high school to university for those associated with the Projects Component, and for the Public Service Component the levels are those stipulated under the Public Service Commission's Career Oriented Summer Employment Program, i.e., from University Qualifying or Technological 1 up to University 8.

   The types of jobs run the full gambit of those found throughout the Research Branch, e.g., from farm labourers to research assistants.

2. The reason for the annual fluctuations in the totals shown in the Blue Book for the Scientific and Professional Category is because these represent forecasts within the total authorized levels for the Program. The forecasts for each of the categories displayed are based on the current staffing at the time plus anticipated staffing and separations. Variations between years occur because of changing priorities, candidate availability and staff turnover predictions.

ER/23 Mar 83

APPENDICE «AGRI-24»

Minister
Agriculture Canada

Ottawa, Canada
K1A 0C5

Ministre
Agriculture Canada

Le 25 avril 1983

Notre référence: 54583

Monsieur V. Althouse, député
Chambre des communes
Pièce 151
Édifice de l'Ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint un double des réponses aux questions que vous avez posées lors de la séance du 22 mars 1983 du Comité permanent de l'agriculture concernant le Budget principal des dépenses d'Agriculture Canada.

Dans l'espoir que ces renseignements vous seront utiles, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le ministre de l'Agriculture,

Original signé par

Eugene F. Whelan

Pièce jointe

c.c. Le président du Comité permanent de l'Agriculture
Le greffier du Comité permanent de l'Agriculture

REPONSES AUX QUESTIONS DE M. V. ALTHOUSE

1. Les étudiants employés dans le cadre du programme Eté Canada et qui sont affectés à la composante "Projets" proviennent des niveaux secondaire, collégial (CEGEP) et universitaire. Le niveau scolaire des étudiants qui tombent sous la juridiction du Programme de la Commission de la Fonction publique intitulée "Programme d'emploi d'été axé sur la Carrière" va de l'année pré-universitaire ou 1e technologie à la 8e année d'études universitaires.

   Les types d'emplois qui sont occupés par les étudiants couvrent toute la gamme des activités de la Direction générale de la recherche, c'est-à-dire du travailleur agricole à l'adjoint à la recherche.

2. La raison pour laquelle les totaux varient d'une année à l'autre, dans le "Livre Bleu", pour la catégorie scientifique et professionnelle réside dans le fait que les chiffres sont des prévisions faites dans les limites autorisées pour le Programme. Les prévisions pour chacune des catégories sont basées sur les activités de dotation en cours ajustées en fonction des mesures de dotation prévues et des départs anticipés. Les fluctuations annuelles sont le résultat des changements dans les priorités de la disponibilité des candidats et des prévisions de roulement du personnel.

APPENDIX "AGRI-25"

OTTAWA
K1A 0C5
APR 25 1983

Please Quote: 54763

Mr. Stan Korchinski, M.P.
House of Commons
Room 348-WB
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. Korchinski:

Attached please find a copy of the response to the questions you raised on March 24, 1983, at the Standing Committee on Agriculture with respect to the main estimates of Agriculture Canada.

I trust you will find this information satisfactory.

Yours sincerely,
Original Signed by
Original signé par
E. WHELAN

Eugene F. Whelan
Minister of Agriculture

Att.

cc: Chairman, Standing Committee on Agriculture
Clerk, Standing Committee on Agriculture

DJD/dc

Answer to questions by Mr. Korchinski

There has been no actual transfer of research personnel but, rather, a reallocation of person-years between regions of the Research Branch. The Quebec Region gained a total of 33 person-years from the other regions as follows:

Atlantic	4
Ontario	9
Institutes	6
Western	14
	33

Research managers are keenly aware of the sensitivities and needs of the clientele they serve and have been instructed to implement these reductions in a manner that minimizes the impact on ongoing research programs. The reductions will be accomplished through attrition and, in all likelihood, it will be administrative and support jobs that remain vacant, not scientific and technical positions.

The person-years shifted to Quebec will form the core of expertise for the new food research centre to be located at St-Hyacinthe. This new centre will focus on the research problems of the processing, distribution and retailing (PDR) sector of the agri-food industry. This sector was identified in the Agri-Food Strategy as a top priority in terms of requiring additional research support. While the centre is being planned and built, the person-years will be located at existing research stations and universities in Quebec for training purposes and to initiate research programs.

It is important to note that, even though the resources are located in Quebec, the programs are national in scope and impact and will benefit Western producers by the greater diversification of the Canadian agri-food industry and value added to products through processing in Canada.

APPENDICE «AGRI-25»

O T T A W A
K1A 0C5

Le 25 avril 1983

Notre référence: 54763

Monsieur Stan Korchinski, député
Chambre des communes
Pièce 348
Édifice de l'Ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint un double des réponses aux questions que vous avez posées lors de la séance du 24 mars 1983 du Comité permanent de l'agriculture concernant le Budget principal des dépenses d'Agriculture Canada.

Dans l'espoir que ces renseignements vous seront utiles, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le ministre de l'Agriculture,

Original signé par

Eugene F. Whelan

Pièce jointe

c.c. Le président du Comité permanent de l'Agriculture
Le greffier du Comité permanent de l'Agriculture

DJD/dc

Réponse aux questions de M. Korchinski

Il n'y a pas eu de véritable transfert du personnel de recherche, mais plutôt une nouvelle distribution d'années-personnes entre les régions de la Direction générale de la recherche. Le Québec dispose maintenant de 33 années-personnes supplémentaires provenant d'autres régions:

Atlantique	4
Ontario	9
Instituts	6
Ouest	14
	33

Les gestionnaires de la recherche sont fortement conscients des préoccupations et des besoins de leur clientèle et ont eu pour instruction d'appliquer ces restrictions sur le nombre d'années-personnes en évitant autant que possible d'affecter les programmes de recherche en cours. Cette réduction aura lieu par l'érosion normale des effectifs et, selon toute vraisemblance, elle touchera les postes d'administration et de soutien qui demeurent vacants et non les emplois scientifiques et techniques.

Les années-personnes maintenant attribuées au Québec formeront le noyau de compétences du nouveau centre de recherche sur les aliments qui sera créé à Saint-Hyacinthe. Les travaux de ce nouveau centre porteront sur les problèmes de recherche dans le secteur de la transformation, de la distribution et de la vente au détail du circuit agro-alimentaire. Aux termes de la Stratégie agro-alimentaire, une très forte priorité devrait être accordée à l'attribution d'une aide supplémentaire à la recherche dans ce domaine. En attendant que le centre soit conçu et érigé, les années-personnes seront allouées aux stations de recherche et aux universités du Québec et seront utilisées pour des programmes de formation et pour la mise en oeuvre de travaux de recherches.

Il importe de souligner que, bien que les années-personnes soient attribuées au Québec, les programmes ont une portée et des répercussions nationales et profiteront aux producteurs de l'Ouest, en amenant une plus grande diversification du secteur agro-alimentaire canadien et en valorisant les produits par le biais de la transformation au Canada.

APPENDIX "AGRI-26"

Minister
Agriculture Canada

Ministre
Agriculture Canada

Ottawa, Canada
K1A 0C5

Please quote: 54557

APR 25 1983

Mr. Fred McCain, M.P.
House of Commons
Room 217 W.B.
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. McCain:

Attached please find a copy of the response to the questions you raised on March 22, 1983 at the Standing Committee of Agriculture with respect to the main estimates of Agriculture Canada.

I trust that this information will satisfy your requirements.

Yours sincerely,

Original signed by
Original signé par
E. WHELAN

Eugene F. Whelan
Minister of Agriculture

Attach.

cc Chairman of the Standing Committee
Clerk of the Standing Committee ✓

Canada

6&5
working travaillons
together ensemble
Canada

Cereal Varieties Developed by the Research Branch, 1981 and 1982

1. 1982

- In 1982, a total of 41 varieties of agronomic and horticultural crops were licensed or released.
- The 18 cereal crop varieties licensed or released in 1982 included:

- Durum wheat	- Medora
- Barley	- Leger Leduc Diamond
- Oats	- Donald Dumont Kamouraska
- Rapeseed (Canola)	- Westar
- Flax	- Norlin
- Corn	- Nine hybrids or inbreds released to industry.

2. 1981

- In 1981, a total of 29 varieties of agronomic and horticultural crops were licensed or released.
- The 12 cereal crop varieties licensed or released in 1981 included:

- Spring wheat	- Leader Katepwa Milton
- Winter wheat	- Valor
- Oats	- Shaw
- Rapeseed (Canola)	- Tobin
- Corn	- Five hybrids released to industry.

Attached please find yield performance data for the new wheat, barley and oat varieties.

APPENDICE «AGRI-26»

Minister
Agriculture Canada

Ministre
Agriculture Canada

Ottawa, Canada
K1A 0C5

Le 25 avril 1983

Notre référence: 54557

Monsieur Fred McCain, député
Chambre des communes
Pièce 217
Édifice de l'Ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint un double des réponses aux questions que vous avez posées lors de la séance du 22 mars 1983 du Comité permanent de l'agriculture concernant le Budget principal des dépenses d'Agriculture Canada.

Dans l'espoir que ces renseignements vous seront utiles, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le ministre de l'Agriculture,

Original signé par

Eugene F. Whelan

Pièce jointe

c.c. Le président du Comité permanent de l'Agriculture
Le greffier du Comité permanent de l'Agriculture

Variétés de céréales développées par la Direction générale de la recherche, 1981 et 1982

1. 1982

- En 1982, 41 variétés de cultures agronomiques et horticoles ont été homologuées ou rendues disponibles.
- Les 18 variétés céréalières qui ont été homologuées ou rendues disponibles en 1982 comprennent:

- Blé durum	- Medora
- Orge	- Leger Leduc Diamond
- Avoine	- Donald Dumont Kamouraska
- Colza (Canola)	- Westar
- Lin	- Norlin
- Maïs	- Neuf hybrides ou hybrides autofécondés rendus disponibles à l'industrie.

2. 1981

- En 1981, 29 variétés de cultures agronomiques et horticoles ont été homologuées ou rendues disponibles.
- Les 12 variétés céréalières qui ont été homologuées ou rendues disponibles en 1981 comprennent:

- Blé de printemps	- Leader Katepwa Milton
- Blé d'hiver	- Valor
- Avoine	- Shaw
- Colza (Canola)	- Tobin
- Maïs	- Cinq hybrides rendus disponibles à l'industrie.

Vous trouverez ci-annexé les données sur les rendements pour les nouvelles variétés de blé, d'orge et d'avoine.

Wheat/Blé

Yield performance of Medora durum wheat and check varieties 1979-1981
Rendement de la variété de blé durum Medora et des variétés temoins

Variety/Variété	Mean yield/Rendement moyen (100 kg/ha)
Hercules	27.8
Wakooma	30.3
Wascana	30.9
Macoun	30.4
Coulter	29.3
Medora	32.3

Yield performance of Milton spring wheat and check varieties 1979-81
Rendement de la variéte de blé de printemps Milton et des variétés temoins

Variety/Variété	Mean yield/Rendement moyen (100 kg/ha)
Casavant	35.5
Dundas	35.4
Laval 19	34.4
Vernon	36.3
Neepawa	29.9
Milton	37.2

Yield performance of Katepwa spring wheat and check varieties 1979-80
Rendement de la variété de blé printemps Katepwa et des variétés temoins

Variety/Variété	Mean yield/Rendement moyen (100 kg/ha)
Neepawa	26.5
Columbus	27.7
Chester	26.2
Leader	26.3
Katepwa	26.6

Yield performance of Valor winter wheat and check varieties 1976-80
Rendement de la variété de blé d'hiver Valor et des variétés temoins

Variety/Variété	Mean yield/Rendement moyen (100 kg/ha)
Talbot	39.2
Lennox	45.2
Valor	45.2

Barley/Orge

Yield performance of Leger barley and check varieties, 1979-81
Rendement de la variété d'orge Léger et des variétés temoins

Variety/Variété	Mean yield/Rendement moyen (100 kg/ha)
Bruce	42.3
Conquest	38.3
Laurier	43.0
Massey	42.2
Mingo	41.4
Leger	46.7

Yield performance of Diamond barley and check varieties, 1979-81
Rendement de la variété d'orge Diamond et des variétés temoins

Variety/Variété	Mean yield/Rendement moyen (100 kg/ha)
Bonanza	41.0
Johnston	47.6
Diamond	45.3

Oats/Avoine

Yield performance of Kamouraska oats and check varieties 1979-81
Rendement de la variété d'avoine Kamouraska et des variétés temoins

Variety/Variété	Mean yield/Rendement moyeñ (100 kg/ha)
Kamouraska	35.8
Elgin	33.6
Lamar	35.7
Sentinel	34.2
Shaw	35.8

Yield performance of Donald oats and check varieties, 1979-81
Rendement de la variété d'avoine Kamouraska et des variétés temoins

Variety/Variété	Mean yield/Rendement moyen (100 kg/ha)
Elgin	33.7
Lamar	35.7
Sentinel	34.2
Donald	35.8

Yield performance of Dumont oats and check varieties, 1979-81
Rendement de la variété d'avoine Kamouraska et des variétes temoins

Variety/Variété	Mean yield/Rendement moyen (100 kg/ha)
Rodney	34.9
Fidler	37.4
Harmon	38.5
Random	38.3
Dumont	41.1

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Book rate
Tarif des livres
K1A 0S9
OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS—TÉMOIN

Mr. E.H. Anderson, Chairman and Chief Executive Officer, Farm Credit Corporation.	M. E.H. Anderson, Président et Principal fonctionnaire exécutif, Société du crédit agricole.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 110

Tuesday, May 17, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 110

Le mardi 17 mai 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Visit to Canada of the Soviet Parliamentary Delegation

CONCERNANT:

Visite au Canada de la Délégation parlementaire soviétique

APPEARING:

Mikhail S. Gorbachev, Head of Delegation; Member of the Politburo of the Soviet Union.

COMPARAÎT:

Mikhail S. Gorbachev, Chef de la délégation; Membre du Politburo de l'Union soviétique

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

23096

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Jean-Guy Dubois
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

MEMBRES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Rolland Dion (*Portneuf*)
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
G.M. Gurbin
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 17, 1983
(119)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met jointly with members of the Senate Standing Committee on Agriculture at 3:42 o'clock p.m. this day, Mrs. Eva Côté, Chairman of the Standing Committee on Agriculture presiding jointly with the Honourable Senator Herbert O. Sparrow, Chairman of the Senate Standing Committee on Agriculture.

Members of the House of Commons Standing Committee on Agriculture present: Mr. Althouse, Mrs. Côté, Messrs. Daudlin, Dionne (*Chicoutimi*), Dubois, Hovdebo, McCain and Veillette.

Alternates present: Messrs. Berger, Dion (*Portneuf*), Gourde (*Lévis*), Gurbin, Korchinski and Lapointe (*Beauce*).

Other Members present: Messrs. Prud'homme and Tardif.

Members of the Senate Standing Committee on Agriculture present: The Honourable Senators Adams, Inman, LeMoyne, Molgat, Riley, Sparrow, Stewart and Yuzyk.

Present: The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture.

Appearing: Mr. Mikhail S. Gorbachev, Head of Delegation, Member of the Politburo and Secretary of Agriculture in the Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union.

Present: His Excellency Dr. Alexander N. Yakovlev, Ambassador, Union of the Soviet Socialist Republics.

Members of the visiting Soviet Parliamentary Delegation: Mr. Alexander V. Gitalov, Member of the Presidium of the Supreme Soviet of the USSR; Mr. Alexander A. Ezhevsky, Member of the Supreme Soviet of the USSR, Minister of Tractor and Agricultural Machinery Building Industry, Moscow; Mr. Sergei I. Manyakin, Member of the Planning and Budgetary Commission of the Council of the Union, First Secretary of the Omsk Area Committee of the CPSU, Omsk; Mr. Orazbek S. Kuanyshev, Member of the Agricultural Commission of the Council of Nationalities of the Supreme Soviet, First Secretary of the Kockchetav area of the Communist Party of the USSR, Kockchetav; Mr. Alexander A. Zhuchenko, Deputy Chairman of the Commission on Nature Protection and Rational Use of Natural Resources of the Council of Nationalities of the Supreme Soviet, President of the Academy of Sciences of the Moldavian SSR, Kishinev; Mr. Anatoly P. Lutschikov, Assistant to Mr. Gorbachev; Mr. Vladimir N. Sushkov, Deputy Minister, USSR Ministry of Foreign Trade; Mr. Vladimir P. Ulasevich, Senior Representative of the International Department of the Central Committee of the CPSU; Mr. Pavel P. Bezushko, Senior Representative of the Administrative Department of the Central Committee of the CPSU and Mr. Valery N. Zemskov, Head of the Canadian Section of the USSR Ministry of Foreign Affairs.

The Committee considered agricultural matters relating to Canada and the Union of Soviet Socialist Republics pursuant to its Order of Reference dated Wednesday, February 23,

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 17 MAI 1983
(119)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture et des membres du Comité sénatorial permanent de l'agriculture se réunissent à 15h42 sous la présidence conjointe de Mme Éva Côté, président du Comité permanent de l'agriculture, et de l'honorable sénateur Herbert O. Sparrow, président du Comité sénatorial permanent de l'agriculture.

Membres du Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes présents: M. Althouse, Mme Côté, MM. Daudlin, Dionne (*Chicoutimi*), Dubois, Hovdebo, McCain et Veillette.

Substituts présents: MM. Berger, Dion (*Portneuf*), Gourde (*Lévis*), Gurbin, Korchinski et Lapointe (*Beauce*).

Autres députés présents: MM. Prud'homme et Tardif.

Membres du Comité sénatorial permanent de l'agriculture présents: les honorables sénateurs Adams, Inman, LeMoyne, Molgat, Riley, Sparrow, Stewart et Yuzyk.

Présent: L'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture.

Comparaît: Son Excellence M. Mikhail S. Gorbachev, chef de la délégation, membre du Politburo et secrétaire de l'agriculture au sein du Comité central du parti communiste de l'Union Soviétique.

Présent: Son Excellence M. Alexander N. Yakovlev, ambassadeur, Union des républiques socialistes soviétiques.

Membres de la délégation parlementaire soviétique en visite: M. Alexander V. Gitalov, membre du Praesidium du Soviet suprême de l'URSS; M. Alexander A. Ezhevsky, membre du Soviet Suprême de l'URSS, Ministre de l'industrie de construction des tracteurs et de la machinerie agricole, Moscou; M. Sergei I. Manyakin, membre de la Commission de la planification et du budget du Conseil de l'Union soviétique, premier secrétaire du Comité régional d'Omsk du PCUS, Omsk; M. Orazbek S. Kuanyshev, membre de la Commission agricole du Conseil des nationalités du soviet Suprême, premier secrétaire de la région de Kockchetav du parti communiste de l'URSS, Kockchetav; M. Alexander A. Zhuchenko, vice-président de la Commission de la Protection de la nature et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles du Conseil des nationalités du soviet Suprême, président de l'Académie des sciences de la République socialiste de Moldavie, Kishinev; M. Anatoly P. Lutschikov, adjoint de M. Gorbachev; M. Vladimir N. Sushkov, sous-ministre, ministère du Commerce extérieur de l'URSS; M. Vladimir P. Ulasevich, haut fonctionnaire du ministère international du comité central du PCUS; M. Pavel P. Bezushko, haut fonctionnaire du ministère de l'administration du Comité central du PCUS et M. Valery N. Zemskov, chef de la section canadienne du ministère des Affaires étrangères de l'URSS.

Le Comité étudie les questions agricoles concernant le Canada et les républiques socialistes soviétiques conformément à son ordre de renvoi du mercredi 23 février 1983 portant sur

1983 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1984.

The Chairman of the Senate Standing Committee on Agriculture made a statement.

The Chairman of the House of Commons Standing Committee on Agriculture made a statement.

Mr. Gorbachev made a statement and answered questions.

At 4:56 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

Le président du Comité sénatorial permanent de l'agriculture fait une déclaration.

Le président du Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes fait une déclaration.

M. Gorbachev fait une déclaration et répond aux questions.

A 16h56, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Tuesday, May 17, 1983

• 1540

The Joint Chairman (Senator Sparrow): Hon. senators and members of the House of Commons, I want today to welcome you to this special joint session of the Agriculture committee of both Houses, and in so doing I would like in turn to welcome the Hon. Eugene Whelan, the Minister of Agriculture, who is with us for a short period of time; we are very pleased to have you with us, Mr. Whelan.

I want to just give you a bit of the format for the meeting this afternoon. That is to say, there will be three statements made and at that point the meeting will then be opened for questions by members of the House of Commons and members of the Senate. I would appeal to you to keep your questions short and I would also ask the other speakers at the front to keep their answers as short as possible.

Hon. senators and members of the House of Commons, I am pleased to have the opportunity this afternoon to welcome the members of the Soviet delegation and the Soviet Ambassador, His Excellency Dr. Alexander Yakovlev. I am particularly pleased to welcome Mr. Gorbachev, the head of the delegation, who is a member of the Politburo of the Central Committee responsible for agriculture. Mr. Gorbachev holds many other offices as well, but from our point of view this afternoon, as members of two agricultural committees of the Canada Parliament, it is his position as Secretary of Agriculture which is the important one. We are all aware of the high level and the importance of this visit.

I understand Mr. Gorbachev has never been to North America before and that he and his delegation are here because of an interest in Canadian agriculture which he expressed to Mr. Whelan, our own Minister of Agriculture, when Mr. Whelan visited the Soviet Union in 1981.

The delegation is here also because of the agricultural agreement which was signed between Canada and the Soviet Union in 1981. This agreement provides for exchanges exactly of this sort, wherein both parties are able to get firsthand information about the sort of research, development and technology which exists in each other's countries. Canada and the Soviet Union are two large and vigorous nations which share a common appreciation for the hardships associated with developing the agricultural sector in a harsh climate.

There is much we can share by way of our problems and our strengths. Both countries, for instance, must be concerned with dry-land agriculture and the problems associated with it. The Standing Senate Committee on Agriculture, of which I am chairman, is presently involved in a study of soil degradation and conservation in Canada. The Soviet Union has similar problems, and this is perhaps one area where Canada and the USSR can exchange useful and very important information.

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mardi 17 mai 1983

Le co-président (le sénateur Sparrow): Honorables sénateurs et députés de la Chambre des communes, je vous souhaite la bienvenue à cette réunion spéciale mixte du Comité de l'agriculture des deux Chambres, et je souhaite également la bienvenue à l'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture, qui est venu passer un petit moment avec nous; nous sommes très heureux que vous soyez parmi nous, monsieur Whelan.

Je vais vous dire un petit peu comment va se dérouler la réunion de cet après-midi. Il y aura trois déclarations qui seront faites, et ensuite nous passerons aux questions qui seront posées par les députés de la Chambre des communes et les sénateurs. Je voudrais vous demander de poser des questions concises, et je demanderai également aux orateurs de répondre de façon aussi concise que possible.

Honorables sénateurs et députés, je suis heureux de souhaiter la bienvenue aux membres de la délégation soviétique et à l'ambassadeur d'URSS, Son Excellence Alexander Yakovlev. Je suis particulièrement heureux de souhaiter également la bienvenue au chef de la délégation, M. Gorbachev, membre du Politburo du comité central, responsable de l'Agriculture. C'est bien sa position comme secrétaire à l'Agriculture qui sera la plus intéressante pour nous cet après-midi, puisque nous avons réuni ici les membres de deux comités de l'agriculture du Parlement canadien, mais M. Gorbachev cumule également d'autres fonctions importantes. Nous sommes donc tous très conscients du niveau de la représentation soviétique, et de l'importance de cette visite.

M. Gorbachev, si je ne me trompe, n'avait jamais mis les pieds en Amérique du Nord, et sa visite fait suite à l'intérêt qu'il avait exprimé auprès de notre ministre de l'Agriculture, M. Whelan, lors de sa visite en Union Soviétique en 1981, pour tout ce qui touche à l'agriculture canadienne.

Mais la présence de cette délégation s'explique aussi par l'existence d'un accord agricole liant le Canada et l'Union Soviétique, accord signé en 1981. Cet accord prévoit en effet des rencontres comme celle-ci, qui permettront d'écbanger des renseignements de première main relatifs à l'état de la recherche, du développement et des techniques dans chacun des deux pays. Le Canada et l'Union Soviétique sont deux grands pays en pleine santé, bien au courant l'un et l'autre des difficultés que l'on rencontre lorsque l'on veut développer le secteur agricole sous nos latitudes.

Il y a donc là beaucoup d'informations à échanger, aussi bien dans les domaines où nous rencontrons des difficultés que dans ceux où nous marquons des points. L'un et l'autre pays, par exemple, ont des problèmes d'agriculture en terrain sec. C'est ainsi que le comité permanent du Sénat sur l'agriculture, que je préside moi-même, fait en ce moment une étude des questions de dégradation des sols et de leur conservation. L'Union Soviétique a des problèmes tout à fait semblables, et

[*Text*]

Certainly one of the most important aspects of the Canada-Soviet relationship is the agricultural trade link, which goes back close to three decades. Agricultural trade is important to Canada. It represents at least 10% of our entire export trade. In 1982 Canada shipped $1.9 billion worth of feed and food grains to the Soviet Union, which amounted to about 98% of Canada's total exports to the USSR in that year. It also represented about one-third of Canada's overall grain exports. Thus, it is obvious that Canada is a very important trading partner for the Soviet Union. In fact, Canada is the only country which has acted as a grain supplier to the Soviet Union in every year since 1963.

• 1545

Presently, Canada and the Soviet Union are in the third year of a five-year long-term agreement which serves both of our countries well. Canada has an assured market and the Soviet Union an assured supply. This is the sort of arrangement which works for our mutual benefit. We are well aware that the Soviet Union is trying to increase its domestic production of grain, but we are hopeful that we can retain a good trading relationship as a supplier long into the future.

Canada's grain trade with the USSR has traditionally been primarily in wheat, barley and other feed grains. On this tour throughout Canada, I know Mr. Gorbachev and his delegation will see that Canada produces many other agricultural products as well. Canada is very proud of its highly productive, family farm-based agricultural industry, which produces its many varied agricultural products. The delegation will see in the next few days some of the best dairy and beef breeding cattle in the world. They will probably be shown the sort of progress that can be made with the advanced genetic engineering that goes on here.

Personally, I am disappointed that he will not be able to visit my home province of Saskatchewan to see the development of the canola production there, which would be also useful to his country as seed. But I urge him to have a good look at it in Alberta, if he has the opportunity.

Actually, there is another reason I am sorry the delegation will not be able to visit Saskatchewan and Saskatoon, particularly. We are expecting the announcement tonight that the Blues will officially become Saskatchewan's first National Hockey League team. It would have been nice if Mr. Gorbachev had been able to go home and promote Saskatoon as a site for the next round of the Soviet-Canada hockey competition.

Again, I welcome this opportunity for a frank exchange of information in an open forum and would like now to give the floor to the Chairperson of the Standing Committee on Agriculture of the House of Commons, Madame Côté.

[*Translation*]

voilà donc un domaine qui se prête parfaitement bien à un échange extrêmement fécond d'informations.

L'un des aspects les plus importants des relations canado-Soviétiques est bien celui du commerce agricole, qui remonte à près de 30 ans. C'est un commerce qui revêt une importance particulière pour le Canada. Il représente en effet au moins 10 p. 100 de notre chiffre total d'exportations. En 1982 le Canada a livré pour 1,9 milliard de dollars de céréales et de grains de provende à l'Union Soviétique, ce qui représentait environ 98 p. 100 du total des exportations vers l'URSS cette année-là, mais également près d'un tiers du total des exportations canadiennes de céréales. Le Canada est donc de toute évidence un partenaire commercial important de l'Union Soviétique. De fait, le Canada est le seul pays qui ait livré chaque année depuis 1963 des céréales à l'Union Soviétique.

En ce moment, le Canada et l'Union Soviétique en sont à la troisième année d'un accord quinquennal qui donne satisfaction à l'un et à l'autre de nos deux pays. Le Canada peut être sûr de son débouché et l'Union Soviétique a un fournisseur fiable. C'est un accord du genre de ceux qui profitent aux deux parties. Nous savons que l'Union Soviétique cherche à accroitre sa production de céréales, mais nous espérons que nous pourrons rester en bonne position comme fournisseur de ce pays.

Traditionnellement le Canada vend à l'URSS du blé, de l'orge et des céréales fourragères. Lors de leur visite du Canada, M. Gorbachev et sa délégation pourront constater que nous produisons bien d'autres denrées agricoles. Le Canada peut être fier d'une agriculture hautement productive, basée sur l'exploitation familiale et productrice des denrées les plus variées. On pourra montrer dans quelques jours à la délégation certains des meilleurs spécimens au monde en matière de bovins de reproduction destinés à l'industrie laitière et à la boucherie. Ils verront ainsi quels progrès ont pu être faits grâce aux manipulations génétiques les plus modernes.

Personnellement je suis déçu que M. Gorbachev ne puisse visiter ma province natale de la Saskatchewan et y voir l'extension prise par la culture du canola, dont son pays pourrait certainement utiliser la graine. Mais je lui conseillerais de ne pas manquer de s'y intéresser en Alberta, s'il en a l'occasion.

En fait, il y a une autre raison pour laquelle je suis déçu que la délégation ne puisse se rendre en Saskatchewan et notamment à Saskatoon. En effet, c'est ce soir que l'on va annoncer que les Blues vont être la première équipe de Saskatchewan à faire partie de la Ligue nationale de hockey. Je pense qu'il aurait été agréable que M. Grobachev puisse rentrer chez lui et proposer Saskatoon comme lieu de rencontre du prochain match URSS-Canada.

Encore une fois, je me félicite de cette occasion qui nous est donnée d'échanger de l'information dans un climat de franchise et d'ouverture, et vais maintenant donner la parole à la présidente du Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes, Mme Côté.

[*Texte*]

Thank you.

Le coprésident (Mme Côté): Merci, monsieur le président.

Au nom de mes collègues du Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes, et à l'occasion de la visite de la délégation parlementaire soviétique, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à son chef, M. Mikhail Gorbachev, et à chacun de ses collègues. Nous avons également l'opportunité d'accueillir aujourd'hui Son Excellence l'ambassadeur de l'Union des républiques socialistes soviétiques au Canada, M. Alexander Yakovlev, ainsi que ses collègues.

Le Comité permanent de l'agriculture est l'un des 19 comités permanents de la Chambre des communes, et comme le sénateur Sparrow vient de le dire, l'un des plus importants, sinon le plus important. Il se compose d'un président et d'un vice-président choisis au sein du parti qui forme le gouvernement du Canada, de 13 députés représentant tous les partis politiques, ainsi que de 15 substituts qui participent aussi à l'occasion, aux travaux du Comité. Tous les députés et substituts du Comité sont élus à la Chambre des communes par toutes les parties du Canada, à l'instar des députés élus de votre assemblée législative qui forment le soviet de l'Union.

Notre Comité assume plusieurs responsabilités. Chaque année, il examine les programmes de dépenses du ministère fédéral de l'Agriculture prévus pour l'année financière suivante. La Chambre des communes nous remet les projets de loi portant sur l'industrie agricole et les projets de modification aux lois existantes. Nous les étudions et les modifions éventuellement, avant que le Parlement ne les approuve. Le Comité transmet ensuite à la Chambre des communes ses conclusions et ses recommandations sur toutes les questions qu'elle lui a soumises. Le Comité examine en outre les rapports annuels du ministère de l'Agriculture et de ses organismes et, dans le cadre de cet examen, il a le pouvoir d'ordonner la tenue d'enquêtes sur les travaux du ministère.

La création de notre Comité remonte à la Constitution, en 1872, où un comité spécial fut chargé d'enquêter sur la situation de l'agriculture au Canada. Dès 1887, un Comité spécial permanent de l'agriculture et de la colonisation a été créé et il a conservé ce titre jusqu'en 1965. Depuis, son mandat a été centré plus particulièrement sur l'agriculture. Au cours de ces années, le Comité a formulé des recommandations sur la création d'un organisme de commercialisation du blé — cela s'est passé en 1922 ... et a fait rapport sur la catégorisation de cette céréale, en 1928. Il a étudié également quelque 40 lois adoptées par le Parlement et qui prévoient l'application des politiques et des programmes aujourd'hui en vigueur au ministère fédéral de l'Agriculture.

• 1550

Nos deux pays partagent un même intérêt: demeurer les chefs de file dans la production des grains de semence de céréales. Étant donné que se trouvent en U.R.S.S. les centres d'où proviennent les semences les plus importantes, notamment le blé, l'orge et le seigle, et que le climat du Canada et celui de la Russie se ressemblent, votre pays nous a fourni par le passé

[*Traduction*]

Merci.

The Joint Chairman (Mrs. Côté): Thank you, Mr. Chairman.

On behalf of my colleagues from the Standing Committee on Agriculture of the House of Commons, and on the occasion of the visit of the Societ Parliamentary Delegation, I feel honoured to welcome its chief, Mr. Mikhail Gorbachev, and each of his colleagues. We also have the opportunity to welcome today His Excellency the Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics to Canada, Mr. Alexander Yakovlev, and his colleagues.

The Standing Committee on Agriculture is one out of 19 standing committees of the House of Commons. And as Senator Sparrow just said, one of the most important ones, if not the most important one. It is chaired by a chairman and a vice chairman chosen within the government party of Canada, and it counts 13 members of Parliament representing all political parties, as well as 15 alternate members who occasionally participate to the work of the committee. All members and alternate members of the committee are also elected members of the House of Commons coming from all parts of Canada, similar to the elected membership of your Legislative Assembly of the Soviet of the Union.

Our committee has many responsibilities. Each year it takes under scrutiny the programs of expenditures scheduled for the next fiscal year by the Federal Department of Agriculture. The bills on agricultural industry and amendments to existing laws are referred to the committee by the House of Commons. We study those bills and propose amendments, before adoption in Parliament. All conclusions and recommendations concerning questions which were referred to the committee are forwarded to the House of Commons. The committee also studies the annual reports issued by the Department of Agriculture and its agencies, and it has the power, within the terms of reference of the study, to order that enquiries be held on the activities of the department.

The history of our committee goes back as far as the constitution, in 1872, when a special committee was mandated to study the situation of agriculture in Canada. As soon as 1887, the standing special committee on agriculture and colonization was created, and so it was called until 1965. Since that time, its terms of reference were focused more particularly on agriculture. Within those years, the committee issued recommendations to set up an agency for wheat trade, that was in 1922—and published a report on grading of that cereal in 1928. It has also examined some 40 pieces of legislation passed by Parliament providing for the implementation of policies and programs today in force at the federal Department of Agriculture.

Our two countries share a common interest: to remain leaders in the production of seed grain for cereals. As you have in the U.S.S.R. centres from which come the most important crops, more particularly, wheat, barley and rye and as Canada's and Russia's climates are similar, your country in the past, has provided us with seed from those crops so that we

[*Text*]

des semences de ces récoltes afin que nous puissions en incorporer les qualités économiques à nos propres variétés de semences. Les producteurs canadiens de plantes ont encore besoin de recourir aux qualités agronomiques que l'on retrouve dans la nucléolymphe du blé, de l'avoine, du seigle, du maïs, du tournesol et des cultures fourragères de l'Union soviétique.

Compte tenu de l'accord canado-soviétique de coopération agricole, signé le 26 septembre 1981, qui porte sur l'échange de scientifiques, de spécialistes, d'étudiants et de stagiaires, ainsi que de semences et de matières vivantes, de renseignements scientifiques, techniques et économiques, nous osons croire que cette aide mutuelle se poursuivra dans les années à venir. Aux termes de cet accord, une délégation canadienne a eu le privilège de visiter, l'an dernier, l'Institut N.I. Vavilov de l'industrie des plantes, à Leningrad, et la Banque nationale des semences, à la Station d'expérimentation de Kuban. Nos scientifiques espèrent qu'à leur tour, des spécialistes en culture des plantes de l'Union soviétique viendront en visite au Canada.

Comme le Canada et la Russie possèdent tous deux des régions semblables en végétation et propices à l'agriculture, chacun s'intéresse à la façon dont l'autre arrive à les faire produire. Dans les parties les plus au sud de l'Ontario, nous sommes en mesure de présenter le meilleur de la production de légumes obtenus en pleine terre et en serre ainsi que de fruits, tels que les poires, les raisins et les pêches. Malheureusement, nous ne pouvons égaler la variété de fruits que vous cultivez dans le sud de votre pays. Quoi qu'il en soit, une bonne partie des ressources agricoles de nos deux pays proviennent des Prairies de l'Ouest du Canada et des grandes plaines de l'Union soviétique. De fait, vous avez la chance de posséder la plus vaste étendue de sols chernozémiques ou de sols noirs des prairies au monde, sans oublier de vastes zones de steppe plus sèche, comme celles que nous avons dans les régions les plus au sud des provinces des Prairies. Je dois reconnaître que les fermes de nos Prairies ne sont pas toutes aussi vastes qu'un bon nombre de vos *kolhozes* (fermes collectives) ou de vos *sovkhozes* (fermes d'État). Néanmoins, quand vous visiterez cette partie du Canada, vous vous sentirez peut-être un peu comme chez vous à la vue de ces immenses prairies et de l'ampleur de la culture des céréales.

Cette région productrice de céréales est également en grande partie à la base de notre intérêt mutuel pour le commerce agricole. Nous sommes heureux de constater qu'en 1982, environ 20 p. 100 des exportations agricoles canadiennes ont été acheminées vers l'Union soviétique, proportion supérieure à celle de nos exportations vers tout autre pays ou bloc commercial. Bien que plus de 98 p. 100 de ces exportations aient été constituées de céréales, et plus particulièrement de blé acheté aux termes de l'accord à long terme en vigueur d'août 1981 à juillet 1986, nous remarquons que vous avez également acheté certains aliments et légumes traités, de même que des produits de la catégorie des animaux vivants. Nous savons gré à votre pays d'avoir importé du Canada une grande variété de produits agricoles de même que certains produits manufacturés. Par ailleurs, nous vous sommes aussi reconnaissants des machines-outils, des véhicules automobiles, des tracteurs et des autres produits que vous exportez chez nous.

[*Translation*]

might incorporate their economic qualities in our own seed varieties. The Canadian plant producers still need the agronomic qualities that are to be found in the nucleo-lymph of the wheat, oat, rye, corn, sunflower and feed to be found in the Soviet Union.

Considering the Canadian-Soviet agricultural co-operation agreement signed September 26, 1981, having to do with the exchange of scientists, specialists, students and trainees as well as seeds and living organisms, scientific, technical and economic information, we do hope that this mutual aid will continue in the years to come. According to the terms of this agreement, a Canadian delegation had the privilege of visiting, last year, the N.I. Vavilov institute of plant industry in Leningrad as well as the National Seed Bank at the Kuban experimental station. Our scientists hope that specialists in plant cultivation from the Soviet Union will also come to visit Canada.

As Canada and Russia both have similar vegetation zones which are propitious for agriculture, each one is interested in the way the other manages to get and to produce. In the southernmost areas of Ontario, we can show the best production of vegetables cultivated both in ground and in hot houses as well as fruits such as pears, grapes and peaches. Unfortunately, we cannot equal the variety of fruit that you grow in the south of your country. However, a good share of the agricultural resources of our two countries come from the Western Plains in Canada and from the vast plains of the Soviet Union. In fact, you have the opportunity of being the owners of the biggest area of black prairie earth in the world, without forgetting those huge, drier areas of your steppes much as those we have in the southernmost areas of the Prairie Provinces. I must admit that our prairie farms are not all as big as a good number of your *kolkhozes* (collective farms) or your *sovkhozes* (state farms). However, when you visit that part of Canada, you will perhaps feel you are at home when you see those endless prairies and fields of grain.

This cereal producing region is also the major base on which is founded our mutual interest for agricultural trade. We are happy to see that in 1982, approximately 20% of Canadian agricultural exports were directed to the Soviet Union and that is a higher proportion than that of our exports towards any other country or trading block. Although over 98% of those exports were made up of cereals, and more particularly of wheat bought under the long-term agreement in force from August 1981 to July 1986, we do see that you also bought some processed foodstuffs and vegetables as well as products in the live animal category. We are happy your country has imported a great variety of agricultural products from Canada as well as certain other manufactured products. We are also happy for those machine tools, cars, tractors and other products you export into our country.

[*Texte*]

En terminant, au nom du Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes, je souhaite encore une fois la bienvenue à votre délégation. Nous espérons sincèrement que votre visite au Canada sera agréable et intéressante.

Une voix: Merci, madame.

Le coprésident (Mme Côté): Monsieur Gorbachev, vous avez la parole.

Mr. Mikhail S. Gorbachev (Head of Soviet Parliamentary Delegation, Member of the Politburo of the Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union, Secretary of the Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union, Chairman of the Legislative Proposals Commission of the Council of the Union of the Supreme Soviet of the USSR, Moscow): (Interpretation) Thank you.

• 1555

Ladies and gentlemen first of all allow me to express, on behalf of the Soviet delegation and myself, our sincere gratitude to Parliament and the Canadian Government for the invitation to visit your country.

As you know, the main purpose of our visit is to gain some knowledge of your country's agriculture, for its natural peculiarities are similar to our own, and this makes it particularly interesting.

We would like to learn about your achievements and the work of Canadian farmers who are known for their industriousness and efficiency. We also plan to share our experience with you, and together, determine the trends and spheres of activity where our contacts and exchanges could be mutually advantageous and would stimulate the development of extensive co-operation in the field of science, technology, trade and commerce.

We are grateful to the organizers of our visit for the opportunity to begin our intensive but satisfying itinerary with a meeting with you, the members of the Agricultural Committee of both Houses of Parliament, which represent the farmers of the country.

We have been told that many of you grew up on a farm, got to know the difficulties of a farmer's work, and still maintain these ties with the land. This circumstance makes our meeting particularly pleasant, as the majority of our delegation has also been closely linked with agriculture from their early years, and has always devoted all their efforts and knowledge to its development.

I believe that our common professional interests and our dedication to a noble and peaceful purpose, the production of food for people, will make our meetings interesting and beneficial, and will help us find a common language despite the differences in the social forms of our agriculture.

Not all of you have been in our country and may be inadequately informed about Soviet agriculture. Therefore, I

[*Traduction*]

In conclusion, in the name of the Standing Committee on Agriculture of the House of Commons, I would once more like to welcome your delegation. We sincerely hope your visit to Canada will be agreeable and interesting.

An hon. Member: Thank you, Madam.

The Joint Chairman (Mrs. Côté): Mr. Gorbachev, the floor is yours.

M. Mikhail S. Gorbachev (Chef de la délégation parlementaire soviétique, membre du Bureau politique du comité central du parti communiste de l'Union Soviétique, secrétaire du comité central du parti communiste de l'Union Soviétique, président de la Commission des propositions législatives du Conseil de l'Union du Soviet Suprême de l'URSS, Moscou): (Interprétation) Je vous remercie, mesdames et messieurs.

Tout d'abord, permettez-moi d'exprimer au nom de la délégation soviétique et en mon nom propre nos remerciements sincères au Parlement, au gouvernement du Canada pour cette invitation à visiter votre pays.

Le but fondamental de notre visite, comme vous le savez, est d'en apprendre davantage sur l'industrie agricole de votre pays, car ces caractéristiques naturelles partout sont voisines des nôtres, et ceci nous présente un intérêt particulier.

Nous aimerions faire connaissance avec les réalisations, le travail quotidien des fermiers canadiens, dont l'application et l'efficacité sont bien connues. Nous voulons également vous faire part de notre expérience, de définir ensemble les directions et les domaines d'activités, dans lesquelles nos contacts et nos échanges pourraient être mutuellement avantageux et qui fourniraient un bon stimulant au développement d'une vaste collaboration dans les domaines de la science, de la technologie et du commerce.

Nous savons gré aux organisateurs de notre visite de nous permettre de passer à l'exécution de notre lourd programme de travail, dont nous sommes très heureux, de ces rencontres avec vous qui êtes membres du Comité de l'agriculture des deux Chambres du Parlement et les représentants des agriculteurs du pays.

On nous a dit que beaucoup d'entre vous avez grandi à la ferme, avez connu les difficultés du labeur paysan, et que même maintenant vous n'avez pas perdu vos attaches avec la terre. Ces circonstances font que notre rencontre est particulièrement agréable, car la majorité des membres de notre délégation depuis leur plus jeune âge sont liés de façon indissoluble à l'agriculture, et y ont consacré, et lui consacrent encore, tous leurs efforts et toutes leurs connaissances.

Je pense que c'est cette communauté d'intérêts professionnels partout, de ce dévouement à la tâche la plus élevée et la plus pacifique qui soit, la production d'aliments pour l'humanité, qui rend nos rencontres intéressantes et utiles, nous permettra de définir un langage commun, malgré les différences de l'organisation sociale de l'exploitation agricole.

Tous d'entre vous n'ont pas visité notre pays, peut-être ne sont pas aussi bien informés à propos de l'agriculture soviéti-

[*Text*]

would like to tell you briefly about its peculiarities, achievements and problems, about the agrarian policy of our Party, and about the Food Supply Program of the USSR.

During the years of the Soviet regime, our agricultural economy has come a long way in its development, and the path was not an easy one.

From old pre-revolutionary Russia we inherited a backward fragmented agriculture, the main tools of which were the sickle and the wooden plough. 2/3 of the multi-million peasant mass were poor. It is not surprising that the productivity of agriculture at that time was extremely low. The yielding capacity of grain crops was approximately six or seven centners per hectare, while the total harvest amounted to about 70,000,000 tons a year.

Nevertheless, Russia sold grain on the foreign market. With such small grain harvests, the poorest strata of the country's population were doomed to hunger. It was because of this that thousands of Russian and Ukrainian peasants sought refuge from their ill fate and settled in Canada, U.S.A., Australia and other countries.

The October Revolution of 1917 gave the peasant land and freedom from enslaving debts. For the first time, he began to work for himself and experienced real freedom, freedom from hunger.

However, the small poorly equipped peasant farms, though they were free of oppression, could not overcome the century-old backwardness in a short time. Agricultural production had to be reorganized.

On the basis of Lenin's co-operative plan, we carried out radical social and economic changes in the rural areas. In place of 25 million small peasant farms, large collective and state farms were created by the middle of the 1930's. By the way, we now have 26,000 collective farms and more than 21,000 state farms in our country.

• 1600

Each farm has an average 4,700 hectares of arable land, 5,400 head of cattle, 4,300,000 roubles worth of fixed productive capital, 48 tractors, 24 trucks and a 460-man work force. But these are only the average figures.

Our farms are much larger in the steppe regions of the country. On the basis of new socialist enterprises, collective and state farms, our agricultural economy started to climb and began to steadily increase its production; unfortunately, this process, the peaceful process of our country's development, was interrupted by the attack of fascist Germany.

Whether you know or not, the invaders destroyed and burned 70,000 of our villages and hamlets, destroyed or shipped to Germany practically all our cattle and equipment and, in their retreat under the pressure of our forces, the

[*Translation*]

que, et c'est pour cela que je voudrais en bref vous exposer ses particularités, ses réalisations et ses problèmes, vous parler de la politique agricole de notre parti, et du programme d'approvisionnement agricole de l'URSS.

L'économie agricole de notre pays sous le régime soviétique s'est considérablement développée, mais ce ne fut pas toujours facile.

Nous avons reçu comme héritage de la Russie d'avant la révolution une économie agricole arriérée, morcelée, dont les instruments principaux étaient l'araire de bois et la serpe. Les deux tiers de millions de paysans d'alors étaient pauvres. Il ne faut donc pas s'étonner de ce que la productivité de l'exploitation agricole à ce moment-là était exceptionnellement faible. Le rendement des céréales s'élevait à 6-7 quintaux à l'hectare, et nous récoltions alors environ 70 millions de tonnes par an.

Cela n'empêchait pas la Russie de vendre du blé sur les marchés extérieurs. Avec des récoltes aussi faibles, les couches les plus pauvres de la population étaient condamnées à la famine. C'est précisément pour cette raison que des milliers de paysans de Russie et d'Ukraine ont fui leur triste sort pour s'établir au Canada, en Amérique, en Australie et dans d'autres pays.

La révolution de 1917 a donné des terres à la paysannerie, et l'a libérée de dettes écrasantes. Le paysan a commencé à travailler pour lui-même et devait trouver la liberté véritable, l'absence de famine.

Mais il était naturel que les petites exploitations agricoles mal équipées, quoique libres de toute oppression, ne pouvaient être en mesure de rattrapper des siècles de retard. Il fallait donner une nouvelle direction à la production agricole.

Sur la base du plan léniniste dy système coopératif, nous avons modifié de façon radicale la structure socio-économique de la campagne. Vers le milieu des années 30, on a établi, à la place des 25 millions de petites exploitations agricoles paysannes, de grosses exploitations agricoles collectives, les kolkhozes, et des entreprises d'État, les sovkhozes. A ce propos, nous avons à présent 26 000 kolkhozes et plus de 21 000 sovkhozes.

En moyenne une ferme a à sa disposition 4 700 hectares de terre arable, 5 400 têtes de bétail, 4 300 000 roubles en principaux fonds de production, 48 tracteurs, 24 camions et 460 employés. Mais il faut souligner l'expression «en moyenne».

Dans les régions de steppe du pays, nos fermes sont considérablement plus grandes. Basée sur de nouvelles entreprises socialistes—les kolkhozes et les sovkhozes—notre agriculture avait pris un élan, augmentant sans cesse le volume de sa production. Malheureusement ce processus, le développement paisible de notre pays, fut interrompu par une attaque de l'Allemagne fasciste.

Peut-être le savez-vous déjà, mais je dois répéter que les envahisseurs ont détruit et brûlé chez nous 70 000 villages et hameaux, ils ont détruit ou emporté en Allemagne pratiquement tout le bétail et tout l'équipement technique et, pendant

[*Texte*]

fascists left virtually a desert behind them. Great losses were also suffered by our industrial economy. The total material losses amounted to 30% of our country's total national wealth at that time.

Neither can we ignore the main, irreplaceable loss of our country, the death of twenty million Soviet people. You will understand that our people will never forget all this. When the war ended, our farmers and all the Soviet people had to virtually begin restoring the farming economy in vast areas throughout the country all over again, as in the first years of the Soviet regime. However, in a short time, we managed to heal our severe wounds and to restore the pre-war level of agriculture by 1950 and further increase agricultural production.

The opening of virgin lands in the eastern part of our country during the 1950's was an important landmark in the development of our agriculture. In a short time, close to 42 million hectares of virgin lands was added to our country's farmland. The developed areas of the Virgin lands became major suppliers of grain, meat and other agricultural products. As we note all these stages in the development of agriculture, we must single out the year 1965.

That was when the Central Committee of the Communist Party held its March plenum at which it defined the main trends of the current agrarian policy, the development of the material and technical base of agriculture and the improvement of living conditions in rural areas.

Much has been accomplished in the past years. Judge for yourselves. In comparison with the 1965 level, the fixed productive capital has increased four-fold, the power available per worker by a factor of 3.3, amounting today to 28 horsepower per worker, and the output of mineral fertilizers has increased 3.6-fold: mineral fertilizers are currently applied at a rate of 90 kg per hectare.

During this period, the area of improved lands increased from 20 million to 35 million hectares. How did this affect the growth of agricultural and livestock production?

Despite the difficult weather conditions, the average annual output of agricultural products during the last three of the five-year-plan periods increased 1.5-fold and reached 124 billion roubles. At the same time, the average annual output of grain and meat increased 1.6-fold. Whereas 130 million tons of grain was produced initially, the average annual volume of grain production during the last, tenth five-year plan amounted to 205 million tons.

Despite droughty conditions which occur quite frequently in our country, the average annual grain yield increased by 23,400,000 tons during the last five years. The output of all agricultural and livestock products has increased.

When we assess our achievements in agriculture, we realize that there is always room for improvement.

[*Traduction*]

la retraite sous l'avance de nos armées, les fascistes laissèrent derrière eux littéralement un désert. Notre industrie elle aussi souffrit des pertes incalculables. Les pertes matérielles ont atteint 30 p. 100 de la richesse nationale de l'époque.

Il faut mentionner aussi la perte principale, irréparable—la mort de vingt millions de citoyens soviétiques. Vous comprenez que notre peuple ne peut pas oublier tout cela. Une fois que la guerre était finie, les travailleurs agricoles, le peuple soviétique, comme dans les premières années du régime soviétique, durent rétablir de fond en comble l'agriculture dans de vastes zones de notre pays. Mais nous sûmes bientôt guérir les profondes plaies et nous avons, dès 1950, atteint le niveau d'avant-guerre en agriculture et assuré une croissance constante de la production.

Un jalon important dans le développement de notre agriculture a été posé par la mise en valeur au cours des années cinquante de terres vierges dans l'est de notre pays. Dans un temps record, environ 42 millions d'hectares de nouvelles terres furent ajoutées à l'exploitation. Les régions récupérées devinrent un fournisseur important de céréales, de viande et d'autres produits agricoles. En parlant de toutes ces étapes dans le développement de notre agriculture, il faut faire une mention spéciale de l'année 1965.

Au mois de mars, une assemblée plénière du Comité central du Parti eut lieu, au cours de laquelle furent données les principales directives concernant la politique agraire actuelle, la consolidation de la base matérielle et technique de ce secteur et l'amélioration du niveau de vie des villageois.

Beaucoup a été fait jusqu'ici. Vous-mêmes devez en juger. Les principaux fonds d'exploitation de ce secteur, par rapport au niveau de 1965, ont quadruplé, l'utilisation de l'énergie dans la production a augmenté 3,3 fois (pour atteindre à l'heure actuelle 28 chevaux vapeur par ouvrier), la production d'engrais minéraus 3,6 fois (à présent nous utilisons 90 kg d'engrais minéraux par hectare).

La surface de terres améliorées pendant cette période a augmenté de 20 à 35 millions d'hectares. Quel en a été l'effet sur l'augmentation de la production agricole et de l'élevage?

En dépit des conditions atmosphériques difficiles, la production annuelle moyenne de produits agricoles a augmenté 1,5 fois et a atteint 124 milliards de roubles au cours des trois derniers plans quinquennaux. Ajoutons que la production annuelle moyenne de céréales et de viande a augmentée 1,6 fois. Alors que dans la période initiale nous produisions 130 millions de tonnes de céréales, à présent—pendant le dernier (dixième) plan quinquennal—la production annuelle moyenne a atteint 205 millions de tonnes.

Pendant les cinq dernières années, en dépit des périodes de sécheresse très fréquentes chez nous, la récolte annuelle moyenne de céréales a été augmentée de 23,4 millions de tonnes. La production de tous les produits agricoles et d'élevage a augmenté.

En évaluant les succès de notre agriculture, nous nous rendons compte que nous ne devons pas en rester là.

[*Text*]

A rapid growth in the number of city dwellers, as well as a rapid growth in the incomes of the population in recent years with the prices of the basic foods remaining stable—they have remained practically unchanged for almost 20 years—have increased the demand for the best food products.

Taking all these factors into consideration, the 26th Congress of the CPSU acknowledged the necessity of developing a special food supply program. Such a program now exists.

In May 1982, it was approved at a plenum of the Central Committee of the Communist Party. This is a specific and integrated program. For the first time, it encompasses economic, social, organizational, scientific and technical aspects of agriculture in integral unity with all the branches of the agro-industrial complex. Its purpose is to completely solve the food supply problem of the USSR in regard to both quantity and especially quality. I particularly stress quality, and this is why.

The nutritional level of the Soviet people is among the highest in the world. According to FAO data, the daily per capita calorie intake amounts to 3,443 in the USSR, as compared with 2,590 throughout the world and 3,378 in Western Europe.

However, we are not content with the structure of our diet. Our people want more high-quality meat, dairy products, fruits and vegetables, and so our main efforts are directed at increasing the output of these products.

• 1605

By 1990, we plan to increase our consumption of meat to 70 kg per capita, fish to 18 kg, milk to 340 kg—currently 314 kg—eggs to 266, vegetables to 135 kg as compared with 97 kg, and fruits to 70 kg. In order to do so, we shall have to increase the output of these products considerably.

The main thing is grain and fodders. We shall have to produce approximately 250 million tons of grain, i.e., 50 million tons more than at present.

At the same time, we are putting more emphasis on increasing the output of fodder grain, as we have been able to satisfy our own dietary needs for grain for many years now.

We are planning to invest huge sums in fodder production, and to significantly increase the output of plant protein and microbiologically synthesized protein fodders.

A protein industry is being established in our country. According to our estimates, the projected growth in the production of fodder grain and other types of fodders will make it possible to increase the average annual production of

[*Translation*]

La croissance rapide des populations urbaines, l'augmentation rapide des revenus de nos citoyens pendant les dernières années, alors que les prix des principaux produits alimentaires restent au même niveau (ils n'ont presque pas changé chez nous depuis près de vingt ans), ont eu pour résultat une hausse de la demande des produits alimentaires les plus appréciés.

Prenant en considération tous ces facteurs, le 26e congrès de notre parti estima qu'il était nécessaire d'élaborer un programme d'approvisionnement alimentaire spécial. Et un tel programme a été mis sur pied.

Au mois de mai 1982, il a été approuvé par la session plénière du Comité central du Parti. Ce programme est bien défini et intégré; pour la première fois il réunit en une unité organique les questions économiques, sociales, organisationnelles, scientifiques et techniques de l'agriculture avec celles de toutes les branches du complexe agro-industriel. Son but est la solution définitive du problème d'approvisionnement alimentaire en URSS dans son aspect quantitatif et, surtout, qualitatif. Je souligne l'aspect qualitatif du problème et je vais expliquer de quoi il s'agit.

Le niveau d'alimentation des citoyens soviétiques est un des plus élevés du monde. D'après les données de la F.A.O., la consommation journaliàre d'un citoyen soviétique est de 3443 calories, tandis que la consommation mondiale est de 2590 et celle en Europe occidentale, de 3378 calories.

Cependant, c'est la composition de l'alimentation qui ne nous satisfait pas. Les gens veulent plus de viande de haute qualité, plus de produits laitiers, plus de légumes et de fruits. C'est vers l'augmentation de la production de ces produits que nos efforts sont dirigés.

Pour l'an 1990, nous projetons de porter la consommation de viande à 70 kg par personne, la consommation de poisson à 18 kg, celle de lait à 340 kg (la consommation actuelle est de 314 kg), le nombre d'oeufs à 266, la quantité de légumes à 135 kg (comparée à la consommation actuelle de 97 kg) et celle de fruits à 70 kg. Cela demandera, naturellement, un accroissement considérable de la production de ces produits.

Ce qui importe ce sont les céréales et les fourrages. Nous devrions produire à peu près 250 millions de tonnes de céréales, soit 50 millions de tonnes de plus de ce que nous produisons à l'heure actuelle.

Remarquons que nous insistons surtout sur l'augmentation de la production de céréales fourragères, puisque nos approvisionnements en céréales pour la consommation humaine sont entièrement suffisants depuis longtemps.

Nous projetons d'investir des capitaux élevés dans la production de fourrages et d'augmenter considérablement la production de protéines végétales et de fourrages protéiques obtenus par synthèse microbiologique.

Nous sommes en train de créer dans notre pays une industrie pour la production de protéines. Selon nos calculs, l'augmentation prévue de la production de céréales fourragères et d'autres types de fourrages nous permettra de porter la

[*Texte*]

meat to 220,500,000 tons, and the output of milk to 105 million tons. This means 5,700,000 tons more meat and 12,500,000 tons more milk than in 1976 to 1980.

You, who are well aware of the specific nature of agriculture, should know that it is not so simple to solve such major problems in such a short period; it is even more complicated under the conditions in our vast country with its unstable climate. 60% of the arable land in our country is located in the arid and semi-arid zone, and only 1% of all the agricultural lands get 700 mm or more of precipitation.

Droughts are a frequent occurrence, and so the fluctuations in grain production from year to year remain very high. The difference is sometimes as high as 80 million tons.

Drought is not the only scourge of Soviet agriculture. At times, there is enough moisture, but the temperatures are not high enough. The winter crops in many areas often freeze, while the spring crops in Siberia do not always have time to ripen before the frosts set in.

On the whole, specialists believe that the bioclimatic potential of the USSR is only half of that in the United States of America and Western Europe. Therefore, in order to steadily increase agricultural production, we shall continue to invest large sums in agriculture.

The program specifies that during the current decade, the fixed productive capital of agriculture will increase 1.5-fold, the power capacities 1.6-fold, the deliveries of mineral fertilizers 1.7-fold, and the area of irrigated land 1.4-fold.

• 1610

By the end of the 1980's, we estimate that our agricultural economy will have all the latest materials and machinery. At the same time, the program directs our efforts at the more efficient use of land, machinery and other resources. We believe that increasing the yield of agricultural crops is the main instrument for expanding agricultural production. This is especially important if we consider that the per capita availability of arable land is constantly diminishing in the USSR, while the possibilities of putting virgin land to use are quite limited.

In this respect, Canadian agriculture is in a more advantageous position. I think that Mr. Whelan will agree with this.

Naturally, the success of the food supply program predetermines the further development of the industries that provide agriculture with materials and equipment, and those that process its products.

[*Traduction*]

production annuelle moyenne de viande à 220,5 millions de tonnes et celle de lait à 105 millions de tonnes. Cela représente un accroissement de 5,7 millions de tonnes, pour ce qui est de la production de la viande, et de 12,5 millions de tonnes, pour ce qui est de la production de lait, par rapport aux années 1976-1980.

Vous, qui êtes familiers avec la spécificité de l'agriculture, comprendrez que la réalisation de tâches d'une telle envergure dans un délai si bref n'est point facile, surtout quand on considère le climat instable de notre énorme pays. Soixante pour cent de notre terre labourable se trouvent dans une zone sèche ou semi-sèche, tandis que un pour cent seulement de nos terres cultivables bénéficient de précipitations de 700 mm et plus.

La sécheresse est un phénomène très fréquent chez nous, et les variations de la production de céréales continuent à être très considérables d'une année à l'autre. La production s'est déjà montée à 80 millions de tonnes.

La sécheresse n'est pas le seul fléau de notre agriculture. Souvent l'humidité y est, mais la chaleur manque. Il n'est pas rare que les semences hivernales gèlent dans certaines régions et que les semences printanières en Sibérie n'ont pas la chance de mûrir avant le premier gel.

En général, d'après les spécialistes, le potentiel bioclimatique de l'URSS est deux fois plus bas que celui des États-Unis et de l'Europe occidentale. Afin de poursuivre l'intensification de la production agricole, nous nous proposons donc de continuer à faire d'importants investissements dans l'agriculture.

Le programme prévoit que pendant la décennie en cours les principaux fonds de production en agriculture augmenteront d'un facteur de 1,5, les puissances énergétiques de 1,6, les réserves d'engrais minéraux de 1,7, la superficie des terrains irrigués de 1,4.

Nous projetons de terminer vers la fin des années quatre-vingts la réalisation d'une base matérielle et technique moderne pour notre agriculture. En même temps, le programme dirige les efforts vers une utilisation plus efficace de la terre, de la technologie et des autres ressources. La croissance de la production agricole proviendra surtout, à notre avis, d'un rendement plus élevé des cultures agricoles. Cet aspect est extrêmement important si l'on considère que la disponibilité de terres arables par habitant en URSS diminue constamment et que les possibilités d'exploitation de nouvelles terres sont très réduites.

A cet égard, l'agriculture canadienne bénéficie de conditions plus favorables. J'espère que M. Whelan n'aura pas d'objections à ce sujet.

Il est évident que la réalisation réussie du programme d'approvisionnement alimentaire détermine le développement ultérieur des secteurs industriels qui produisent les moyens matériels et techniques pour l'agriculture et celui des secteurs qui transforment les produits agricoles.

[*Text*]

On the whole, we are allocating 500 billion roubles for the ten years of the food supply program; this amounts to approximately 1/3 of the total volume of investments in the national economy. Priority will be given to the development of farm machine building, machine building for the food and dairy industries, as well as processing plants and storage facilities.

In addition to this, the program provides for a complex of measures to strengthen the economy and the principal component of the agricultural-industrial complex of collective and state farms, and to increase the material incentive of the workers.

Developing public production in collective and state farms, we are also striving to utilize the potentials of the private household plots of the rural population to supplement food supplies. Last year, this source provided 32 billion roubles worth of products, i.e., 1/4 of the total output. We would like to point out that the state and collective farms render substantial assistance to the individual farmers, provide them with land, water for irrigation and veterinary services free of charge, supply them with fodders from public lands, seeds and young livestock and poultry, cultivate the land, and purchase their products locally at contract prices. Without this assistance, the individual farmers would not be able to provide this amount of produce from their own modest plots.

Extensive plans have been made to reorganize the rural areas. The sum of 160 billion roubles is being allocated for the whole complex of measures to restructure the rural areas socially. These are large investments even on a USSR scale. This is an expression of the policy of our party and Soviet state, which is aimed at improving the social conditions of the rural inhabitants, and at erasing the social differences between town and country.

This is a general outline of the essence, direction and basic parameters of the USSR food supply program up to 1990. We attach a certain amount of importance in this program to cooperation in trade, commerce, science and technology with other countries.

Canada occupies a special place in these relations. This can be attributed to the similarity of the soil and climatic conditions of our countries, and to the many years of regular contacts and exchanges. The long-term program of Soviet-Canadian co-operation in the field of agriculture is also aimed at this.

Our scientists and specialists have shown an interest in your methods of erosion prevention and minimum soil cultivation, your techniques of cultivating certain crops and the modern technology for this, and your achievements in breeding dairy and beef cattle, as well as your know-how in rural construction and the storage and processing of farm produce. In turn, we

[*Translation*]

En général, nous avons assigné 500 milliards de roubles à la réalisation de ce programme d'approvisionnement alimentaire pour chaque décennie où il sera en vigueur. Cela constitue plus ou moins le tiers de nos investissements dans l'économie nationale. Un développement accéléré aura lieu dans le domaine de la construction de tracteurs et de machines agricoles, de machines utilisées dans l'élevage et la production de fourrage, de machines pour l'industrie alimentaire et laitière, aussi bien que les ressources engagées dans la transformation des produits agricoles et les bases d'entreposage.

En même temps le programme prévoit un ensemble de mesures visant à consolider l'économie, notamment ce maillon agro-industriel principal que sont les kolkhozes et sovkhozes, et à augmenter l'intéressement matériel des employés en ce qui concerne le résultat final.

En développant la production socialisée dans les kolkhozes et les sovkhozes, nous essayons aussi d'exploiter les possibilités des fermes individuelles auxiliaires de la population rurale en vue d'un accroissement des ressources alimentaires. L'année passée, la production dans ce secteur a atteint 32 milliards de roubles, soit un quart de la production totale. Il faut souligner que l'État et les kolkhozes offrent une grande assistance aux fermes individuelles en les pourvoyant gratuitement de terres, d'eau d'irrigation et de services vétérinaires, en les approvisionnant de fourrage provenant des terres socialisées, de jeunes bêtes, de volaille et de semences, en labourant leurs terres et en achetant leurs produits sur place aux prix contractuels. Autrement, les fermes individuelles auxiliaires ne pourraient pas tirer une production si considérable de leurs modestes parcelles.

Le programme prévoit aussi la réorganisation des régions rurales. Cent soixante milliards de roubles ont été assignés à la réalisation de tout le complexe de mesures visant à une restructuration sociale des régions rurales. Ce sont de grands investissements, même d'après les normes de notre pays. Voilà une manifestation de la politique de notre parti et de l'État soviétique, qui s'oriente vers une amélioration des conditions sociales de vie des habitants des régions rurales, vers l'élimination des différences sociales entre la ville et la campagne.

Tels sont, dans les grandes lignes, l'orientation et les principaux paramètres du programme d'approvisionnement alimentaire de l'URSS jusqu'en 1990. Nous accordons une place, dans la réalisation de ce programme, à la coopération avec d'autres pays dans les secteurs commercial, économique, scientifique et technique.

Le Canada occupe une place spéciale à cet égard. Cela s'explique par la similitude des conditions du sol et du climat et aussi par la longue tradition de contacts et d'échanges réguliers entre nos deux pays. Tel est aussi l'objectif du programme à long terme de coopération soviéto-canadienne dans le domaine de l'agriculture.

Nos chercheurs et spécialistes s'intéressent à votre expérience dans la prévention de l'érosion et le labour minimal du sol, aux techniques que vous employez pour diverses cultures et à la technologie moderne qui s'y applique; à vos succès dans l'élevage de bétail pour le lait et la viande, à votre expérience en matière de construction rurale, d'entreposage et de transfor-

[*Texte*]

are prepared to share the results of our basic research in the field of soil science, plant protection and veterinary science, our gene pool, as well as our experience in operating large livestock breeding complexes. By combining the scientific and technological potentials of our two countries, we would be able to speed up the solution of such problems as nitrogen fixing with gramineous plants, increasing soil fertility, integrated plant protection, the development of energy-saving technology, disease prevention in animals and so on.

As you see, we have something to learn from one another, and we have something on which we can work jointly. The scientific and technical potential and the economies of our countries can, to a large degree, supplement one another. Let us develop mutually beneficial relations. We, for our part, support active broad co-operation with Canada and with other states, which emerge as reliable partners ready to develop this kind of co-operation on a long-term stable basis, guarding these relations from political blackmail and pressure from without. We would hope that our approach will meet with understanding on the part of political and business circles in Canada. May I express my confidence that our meeting on this occassion with the Parliamentarians of Canada, as our other encounters and conversations with statesmen, businessmen, farmers, and the ordinary people of your country, will further enhance understanding, trust and allround co-operation between the USSR and Canada in the interests of the people of our countries, and the preservation of peace on earth.

I should like to thank you sincerely for the patience that you have shown, inasmuch as my speech has been unduly long; I have felt, however, that here I am among my colleagues; who will find it in their hearts to hear me out and whose understanding will be readily apparent. I thank you.

• 1615

The Joint Chairman (Senator Sparrow): Thank you, Mr. Gorbachev.

If I may now, I will open the session to questions, and I would appeal to members to restrict their preamble as much as possible. We do have certain time restraints. The meeting was originally scheduled to be over at 4.30 p.m.—we may be able to extend that somewhat. But due to the fact that the meeting was late in starting—I want you to accept my apologies for that.

First of all, could we start with Senator Le Moyne with a question, please.

Senator Le Moyne: *Monsieur le président*, Your Excellency, Mr. Gorbachev, distinguished guests, I am afraid that you will have to forgive me if I repeat myself, but I am very proud to have the honour to propose that our deliberation be put under the aegis of a great Russian scientist, whose work is extremely relevant to agriculture, Vasily Vasilyevich Dokuchayev, who died in 1903. Nothing that will be said probably this afternoon

[*Traduction*]

mation des produits agricoles. De notre côté, nous sommes préparés à vous faire savoir les résultats de nos recherches fondamentales dans les domaines de la pédologie, de la protection des plantes et des sciences vétérinaires, des résultats obtenus avec notre fonds de gènes pour la sélection et de notre expérience d'aménagement de grosses fermes d'élevage. En réunissant les capacités scientifiques et techniques de nos deux pays, nous pourrions trouver plus rapidement la solution à des problèmes comme la fixation de l'azote par les graminées, l'augmentation de la fertilité du sol, la lutte intégrée, le développement de technologies visant à l'économie d'énergie, la prophylaxie animale, etc.

Comme vous le voyez, nous pouvons apprendre énormément de choses les uns des autres; les possibilités de coopération sont vastes. Le potentiel scientifique et technique et les économies de nos pays peuvent se compléter à plusieurs égards. Cultivons les relations mutuellement profitables. Pour notre part, nous favorisons une coopération vaste et active avec le Canada et avec d'autres pays qui peuvent être des partenaires solides, prêts à cultiver une telle collaboration sur une base permanente et stable, et à la préserver contre le chantage politique et les pressions venant de l'extérieur. Nous espérons que cette approche sera bien reçue dans les milieux politiques et dans les milieux d'affaires du Canada. Permettez-moi de vous assurer que cette rencontre avec les parlementaires canadiens, tout comme nos autres rencontres et pourparlers avec des hommes d'État, des hommes d'affaires, des fermiers et de simples gens serviront à promouvoir la compréhension, la confiance et une coopération étroite entre l'URSS et le Canada dans les meilleurs intérêts de nos deux pays et aussi dans l'intérêt de la préservation de la paix dans le monde.

Je vous remercie de votre patience, car j'ai prononcé un discours trop long, mais je savais que je me trouvais dans un cercle de collègues capables d'écouter et de comprendre. Merci.

Le coprésident (le sénateur Sparrow): Merci, monsieur Gorbachov.

Si vous me permettez, nous passons aux questions et je demanderais aux membres du Comité de réduire au minimum leur préambule. Le temps nous impose certaines restrictions. A l'origine, la réunion devait se terminer à 16h30 et nous pourrons peut-être dépasser un peu cette limite. Mais, puisque la réunion a commencé avec un peu de retard, j'aimerais bien présenter mes excuses.

Tout d'abord, nous pourrions demander au sénateur Le Moyne de poser sa question.

Le sénateur Le Moyne: Monsieur le président, monsieur l'ambassadeur, monsieur Gourbachev, distingués invités, pardonnez-moi si je me répète, mais je suis très fier d'avoir l'honneur de proposer que nos délibérations aient lieu sous l'égide d'un grand savant russe, dont le travail est extrêmement important pour l'agriculture, Vasilyevich Dokuchayev, qui est mort en 1903. Rien de ce qui sera probablement dit cette après-midi ne sera étranger à ce que M. Dokuchayev a

[*Text*]

is irrelevant to what Mr. Dokuchayev taught and wrote. So I think it would be a fitting occasion to hail his memory.

That is all, Mr. Gorbachev.

The Joint Chairman (Senator Sparrow): Thank you, Senator Le Moyne.

Madam.

Le coprésident (Mme Côté): Monsieur Dionne, député à la Chambre des communes.

M. Dionne (Chicoutimi): Merci, madame le président.

Monsieur Gorbachev, j'ai porté beaucoup d'attention à votre préambule et je dois vous dire que nous aussi, Canadiens, avons presque tous des liens très étroits avec l'agriculture. Nous avons de très grandes similitudes avec la Russie et suite à la lecture des quelques notes que nous avons reçues, il semblerait que vous avez à peu près les mêmes préoccupations que nous, du Canada, soit d'augmenter la productivité et d'améliorer le sort de tous les producteurs.

Je sais que les accords de coopération entre le Canada et la Russie se sont très bien développés, et plus particulièrement ceux relatifs aux échanges de grain. J'aimerais savoir, sur le plan de l'horticulture, quelle céréale se cultive le plus en Russie et si l'horticulture est un secteur très développé chez vous.

Mr. Gorbachev: (Interpretation) If I have correctly understood the question, grain is our most important crop in terms both of area sown and gross yield. I have already said that during the last five-year plan period our average annual gross yield was 205 million tons.

• 1620

Next we produce large quantities of potatoes, about 1/3 of the total world output. We produce about 9 million tons of cotton and, what is more, our cotton yield level is high. This crop is a feature of our Central Asian Republics. We obtain a yield in the range of 30 centners of cotton from a hectare of irrigated land.

Another crop that I should like to note, and one that covers extensive areas, is sugar beets. Our production of this item ranges from 60 million tons in a poor year to 92 million tons in a normal year. The sugar beet crop of the Ukraine alone is about 50 million tons.

Well, we have extensive areas under vineyards and orchards, and some of our agricultural areas, the ones furthest south, in Georgia and Central Asia, are where we produce citrus crops. These are, perhaps, our major crops. But then again, of course, we have vast areas under fodder crops. Unfortunately, we have very limited opportunities for increasing our gross yields of crops, such as corn, that respond particularly well to industrial technology, to fertilizers, and to the application of herbicides; we have very limited opportunities for obtaining corn grain. This crop is cultivated only in a small belt in the south of our country.

[*Translation*]

enseigné et écrit. Je crois donc qu'il serait bon d'honorer ainsi sa mémoire.

Voilà tout ce que j'avais à dire, monsieur Gorbachev.

Le coprésident (le sénateur Sparrow): Merci, sénateur Le Moyne.

Madame.

The Joint Chairman (Mrs. Côté): Mr. Dionne, Member of the House of Commons.

Mr. Dionne (Chicoutimi): Thank you, Madam Chairman.

Mr. Gorbachev, I listened very attentively to your introductory remarks and I would like to tell you that almost all Canadians also have very close ties to agriculture. We have very great similarities with Russia and after reading the briefing notes we were given, it would seem that you have almost the same concerns as we do in Canada and that is to increase productivity and improve the lot of all producers.

I know that the co-operation agreements between Canada and Russia are very well developed and more particularly those concerning grain exchanges. I would like to know, as far as horticulture is concerned, which is the most commonly grown cereal in Russia and whether horticulture is a very well developed area in your country.

M. Gorbachev: (Interprétation) Si j'ai bien compris la question, chez nous, en ce qui concerne la surface exploitée et le rendement global, la plus grande part revient aux céréales. J'ai déjà mentionné qu'au cours du dernier plan quinquennal, la récolte brute moyenne était de 205 millions de tonnes.

Puis, nous produisons une grande quantité de pommes de terre, à peu près un tiers de la production mondiale. Nous produisons environ 9 millions de tonnes de coton et le rendement à ce chapitre est élevé. La résolte de coton est une caractéristique de nos républiques d'Asie centrale. Nous avons un rendement qui se situe à 30 quintaux de coton par hectare de terre irriguée.

Je dois aussi mentionner les grandes surfaces consacrées à la culture de la betterave. Notre production oscille entre 60 millions de tonnes dans une mauvaise année et 92 millions de tonnes dans une année normale. L'Ukraine à elle seule produit environ 50 millions de tonnes de betteraves.

De grandes surfaces sont utilisées pour la culture de la vigne, de fruits et d'agrumes, ces derniers dans l'extrême sud, en Géorgie et en Asie centrale. Ce sont, pour ainsi dire, les aspects les plus importants de notre culture agricole. Et, ne l'oublions pas, d'énormes surfaces de notre pays servant aux cultures fourragères. Malheureusement, nos possibilités sont très limitées quant à l'augmentation du rendement global des cultures comme le maïs , qui réagissent favorablement à la technologie industrielle, aux engrais, aux herbicides. En effet, nos possibilités de cultiver le maïs grain sont très réduites, si l'on fait abstraction d'une petite zone dans le sud du pays.

[*Texte*]

In this connection I recall an interesting fact which may convey an idea of the way things happen both in our country and here in your western hemisphere. For example, in 1970, we and the United States of America had about the same gross grain yield. We had 185 million tons, while the Americans, in 1970, harvested 187 million tons. Afterwards, however, they began to expand their corn crops greatly, using the opportunities afforded by their climate, and spurted ahead in increasing their gross grain yields due to corn.

But you are, of course, well aware of this. I see that in the southern area of your country as well, where corn can be grown for grain, that the yield is indeed good and in practical terms not less than that obtained by the farmers in the United States of America.

Our problem is this . . . if for example you compare the per capita grain production of France and the Soviet Union, over the past five-year-plan period it has been in the range of 765 kg. The way it works out, however, France gets the same per capita grain production and trades in it, gets more meat per capita and again trades in grain, while we are compelled, with the same per capita consumption, to purchase some of our grain.

Why is this? The fact is that we suffer from two problems which we are in the process of solving.

The first is the problem of protein. There is a lack of balance in our mixed feed: we have too little protein, too few protein constituents. That is why we are presently concerned in our country and we are implementing an entire individual program devoted to the protein problem.

This program involves the production of industrial protein on the basis of biotechnology; growing peas and alfalfa grasses; finally our program calls for growing rape. Even now we are using the spring and winter rape varieties from Canada.

In general, then, these are the measures that we are taking to increase our protein supply.

Our second problem, which is preventing us from getting enough fodder and which is causing us to use up too much of our grain, is the problem of pasture forage. European countries, for a large part of the year, as much as 280 to 300 days, keep their cattle on pastures. We have virtually no such opportunity, even in our southernmost regions. Therefore we have the problem of producing, procuring and storing both coarse and succulent fodders. We are now establishing a major fodder industry which, we hope, will enable us to introduce a technology that will produce prompt practical results and permit us to obtain fodder of the proper quality.

In general, then, the problems are these: plant growing, and unsolved problems within plant growing itself. If I go on this way for long, our time limit will soon be up.

[*Traduction*]

A ce propos, je me rappelle un fait intéressant indicatif des conditions chez nous et dans votre hémisphère occidental. Ainsi, en 1970, le rendement brut de céréales chez nous et aux États-Unis était approximativement égal. Nous avions produit 185 millions de tonnes de céréales et les Américains eux ont récolté en 1970 187 millions. Mais ils ont élargi ensuite considérablement les surfaces ensemencées de maïs en exploitant les possibilités de leur climat, et en faisant ainsi un grand pas en avant quant à l'augmentation du rendement global en céréales, plus précisément en maïs.

Eh bien, vous le savez, je vois que au sud de votre pays, où le maïs grain peut être cultivé, le rendement de cette culture est bon, aussi bon en fait que le rendement obtenu par les fermiers américains.

Notre problème est le suivant. Si on compare par exemple la production de céréales par tête en France et en URSS pour la période du dernier plan quinquennal, on trouve qu'elle oscille aux alentours de 765 kg. Mais, ayant à sa disposition la même quantité de céréales par tête, la France fait le commerce de céréales, obtient plus de viande par personne et poursuit le commerce de céréales, tandis que nous—la consommation par tête étant la même—devons acheter une partie de nos céréales.

De quoi s'agit-il? Nous sommes victimes des deux problèmes dont la solution nous préoccupe à présent.

Le premier, c'est le problème des protéines. Il y a un manque d'équilibre dans les aliments combinés à cause de l'insuffisance des composantes protéiques. Ce problème préoccupe notre pays et c'est pourquoi un programme particulier y a été mis sur pieds pour remédier au problème des protéines.

Nous étudions la possibilité d'utiliser la protéine industrielle dérivable par des procédés biotechnologiques, nous nous sommes penchés sur la production de pois, nous avons pensé à la luzerne, et finalement au colza. Nous cultivons à présent le colza de printemps canadien, ainsi que le colza d'hiver.

Nous nous occupons de tout ce qui nous permettrait d'augmenter notre production de protéines.

Et le second problème, la vraie raison de notre insuffisance au chapitre de la production fourragère et de l'utilisation excessive du grain, c'est la condition de nos pâturages. Dans les pays européens, le bétail peut rester au pâturage pendant une partie considérable de l'année—environ 208 à 300 jours. Chez nous ce serait impossible, même dans les régions de l'extrême sud du pays. Nous faisons donc face au problème de la production, de l'approvisionnement et de l'entreposage de fourrages grossiers et succulents. Nous sommes en train de créer une grande industrie fourragère qui nous permettra d'introduire, nous l'espérons,une technologie apte à donner des résultats dans les délais prescrits et à fournir des fourrages de la qualité voulue.

En général, nos problèmes sont les suivants: la culture des plantes et les problèmes non résolus dans ce domaine. Je prends beaucoup de temps pour répondre, et mon temps de parole risque d'arriver bientôt à son terme.

[*Text*]

• 1625

Le coprésident (Mme Côté): Merci, monsieur.

M. Dionne (Chicoutimi): Madame le président, vu que beaucoup d'autres personnes désirent prendre la parole, je terminerai avec une très très courte question.

Tout d'abord, monsieur Gorbachev, je souhaite ardemment visiter la Russie, un jour, et pouvoir faire le même échange que vous avez fait au Canada. J'aimerais bien visiter votre pays sur le plan de l'agriculture. De plus, pourriez-vous me dire, assez brièvement, quel pourcentage du budget est affecté à l'agriculture en Russie?

Mr. Gorbachev: (Interpretation) Well, I would put it this way: I named the main capital investment characterizing the distribution, so to speak, of material and financial resources. Exactly 33% is used for developing the agrarian industrial sector. Yes, that is a lot, but it is necessary.

Le coprésident (Mme Côté): Merci, monsieur.

Monsieur le sénateur, vous voulez ajouter quelque chose?

The Joint Chairman (Senator Sparrow): No. Proceed.

The Joint Chairman (Mrs. Côté): Mr. Korchinski.

Mr. Korchinski: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Gorbachev, I come from Saskatchewan, and as a farmer from Saskatchewan, I particularly appreciate the type of trade that we have with your country. We produce a fair amount of grain, if I may be modest about it, and ship some of it to your country, as well as the barley. We also import some tractors from your country. Weather plays a very important part in the production of that grain. I just came from Saskatchewan and we have a lot of snow there and it is getting late on in the season. I therefore would suggest that on the way out west you might stop at Winnipeg and perhaps negotiate a long-term deal with the wheat board; it might help both our countries, at the same time as we might export some of the grain; I can assure you there is going to be shortage after this short growing season, because of the frost, and this is not unknown. So you should take note of that very carefully.

I also want to just briefly state to you that your Byloruss tractors are welcome, providing they are at the right price. My wife has bought a Lada, much to the chagrin of the socialist leader here in Canada, who represents an automobile manufacturing plant.

Could I just ask you what the prospects are for signing a long-term agreement with your country, particularly as it affects the export of grain?

Mr. Gorbachev: (Interpretation) Well, first of all, I want to repeat that we value the stability and reliability of Canada as a trade partner and in particular as regards grain deliveries. We forget nothing. We remember everything. And, therefore, our attitude towards Canada remains most friendly. Right now we have an agreement with you. Let us filfil it. And, in the

[*Translation*]

The Joint Chairman (Mrs. Côté): Thank you, sir.

Mr. Dionne (Chicoutimi): Madam Chairman, as many others want to speak, I shall ask one very short question.

First of all, Mr. Gorbachev, my greatest wish is to visit Russia some day, in the same kind of exchange you are now doing with Canada. I should like to visit your country with particular emphasis on the agricultural side. This being said, could you tell me very briefly what percentage of your budget is geared to agriculture?

M. Gorbachev: (Interprétation) Bon, je dirai ainsi: J'ai nommé l'investissement principal qui caractérise, pour ainsi dire, la distribution de ressources matérielles et financières. Trente-trois pour cent très exactement sont utilisés pour le développement du secteur agro-industriel. Oui, c'est beaucoup, mais c'est nécessaire.

The Joint Chairman (Mrs. Côté): Thank you, sir.

Mr. Senator, do you have anything to say?

Le coprésident (le sénateur Sparrow): Non. Continuez.

Le coprésident (Mme Côté): Monsieur Korchinski.

M. Korchinski: Merci, madame le président.

Monsieur Gorbachev, je suis de la Saskatchewan, et, en ma qualité d'agriculteur de la Saskatchewan, j'apprécie tout particulièrement le commerce que nous faisons avec votre pays. Sans vouloir manquer de modestie, nous produisons pas mal de céréales et nous en envoyons une partie à votre pays; de l'orge également. Nous importons également des tracteurs de votre pays. Évidemment, le temps qu'il fait joue un rôle particulièrement important dans la production de ces céréales. Je reviens tout juste de la Saskatchewan, où, malgré que la saison soit bien avancée, il y a beaucoup de neige. Je vous propose donc de vous arrêter à Winnipeg lorsque vous repartirez vers l'Ouest; vous pourriez en profiter pour négocier un accord à long terme avec la Commission du blé. Cet accord pourrait être favorable à nos deux pays, et en même temps, nous pourrions exporter une partie de nos céréales. Je vous assure que cette année, la saison sera si courte, à cause du gel, qu'il va y avoir une pénurie; ce n'est pas un secret. Vous devriez donc en tenir compte.

Je veux également vous dire que vos tracteurs *Byloruss* sont les bienvenus, à condition que leur prix soit satisfaisant. Ma femme a acheté une Lada, ce qui fait beaucoup de peine à notre chef socialiste, ici, au Canada, puisqu'il représente une circonscription où il y a une usine d'automobiles.

Pouvez-vous me dire s'il y a de l'avenir pour un accord à long terme avec votre pays, en particulier sur l'exportation de céréales?

M. Gorbachev: (Interprétation) Eh bien, tout d'abord je voudrais répéter que nous apprécions le caractère solide du Canada en tant que partenaire commercial, en particulier en ce qui a trait aux livraisons de céréales. Nous n'oublions rien. Nous nous souvenons de tout. C'est pourquoi notre attitude envers le Canada est des plus bienveillante. Nous avons un

[*Texte*]

meanwhile, I think, we are even overfilling it. In our agreement we have entered five million tons, and in recent years we have purchased nine million-odd tons a year. I think that such opportunities for maintaining this kind of co-operation also exist for the future. And, after that, we shall see. It is my impression that our long-standing traditions will continue. Does my reply satisfy you?

Mr. Korchinski: I would like to see a long-term agreement.

The Joint Chairman (Senator Sparrow): Senator Yuzyk.

Senator Yuzyk: First of all, I would like to welcome you, Mr. Gorbachev, and your delegation to the prairies of western Canada, which are so well depicted in the paintings in this room by William Kurelek, a Canadian-born Ukranian.

I have two questions. First, last month Mr. Andropov issued a statement on the agricultural situation in the USSR. He admitted that your country faces substantial problems in this industry, due partially to the elements of nature, and that changes were necessary.

• 1630

Could you, Mr. Gorbachev, as the federal minister in charge of agriculture, explain Mr. Andropov's statement, and in particular what is meant by making a transition to the zonal system? That is question No.1.

Question No. 2: in that statement, Mr. Andropov recognized that the small, private landholders were responsible for the overall increase in agricultural production in the past year. Does this mean that privately owned farms will be officially encouraged?

Mr. Gorbachev: (Interpretation) I understand you. I shall answer the first part of the question.

Putting it this way Comrade Andropov, the Secretary General of the Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union, had in mind the following: that we cannot, of course, abstract ourselves from the difficulties stemming from the fact that in recent years we have been literally scourged by drought, and, what is more, severe drought.

But at the same time, we cannot explain everything in terms of drought. This would be wrong. Because, even under these drought conditions, which prevailed over large territories, we had not only tens and hundreds, but even tens of thousands of collective and state farms which on the whole nonetheless operated successfully and prevented a major decline, that is, they proved more capable of conducting agriculture with greater stability.

We analyzed in very considerable detail the reasons why these collective and state farms, which in point of fact are scattered over the entire territory of the country, get better results even under difficult conditions.

[*Traduction*]

accord. Remplissons nos obligations. Jusqu'à présent, il me semble, nous avons dépassé ses termes. L'accord stipule 5 millions de tonnes, et au cours des dernières années nous avons acheté plus de 9 millions de tonnes. Je pense qu'il existe des possibilités de continuer cette coopération à l'avenir. Plus tard on verra. Il me semble que les longues traditions qui existent vont continuer. Êtes-vous satisfaits de ma réponse?

M. Korchinski: Moi aussi, j'aimerais beaucoup que nous signions un accord à long terme.

Le coprésident (le sénateur Sparrow): Sénateur Yuzyk.

Le sénateur Yuzyk: Pour commencer, monsieur Gorbachev, je tiens à vous souhaiter la bienvenue dans les prairies de l'Ouest du Canada, à vous, et à votre délégation. Vous pourrez vous faire une excellente idée des Prairies en regardant dans cette pièce les remarquables peintures de William Kurelek, un Ukrainien né au Canada.

J'ai deux questions à poser. Pour commencer, le mois dernier, M. Andropov a publié une déclaration sur la situation de l'agriculture en URSS. Il a reconnu que votre pays se heurtait à de graves problèmes dans ce secteur, en partie à cause des conditions climatiques; il a dit que des changements s'imposaient.

Monsieur Gorbachev, en tant que ministre fédéral responsable de l'agriculture, pourriez-vous nous expliquer la déclaration de M. Andropov, et notamment ce qu'il entend par transition vers le système de zones? Voilà ma première question.

Question numéro 2: dans cette déclaration, M. Andropov reconnaissait que les détenteurs privés de petites parcelles de terre avaient fourni la totalité de l'accroissement de la production agricole, l'année dernière. Cela signifie-t-il que les petites exploitations privées seront officiellement encouragées?

M. Gorbachev: (Interprétation) Je vous ai compris.

Je réponds à la première partie de la question. En parlant ainsi, le secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'URSS, le camarade Andropov, avait ceci en vue: On ne peut certes pas oublier ces difficultés qui provenaient du fait que, ces dernières années, nous étions littéralement poursuivis par la sécheresse, une sécheresse terrible.

Il est impossible cependant de tout expliquer par la sécheresse. Ce serait une erreur. En effet, même dans ces circonstances et au moment où cette sécheresse affectait de vastes territoires, nous avions non pas des dizaines ou des centaines, mais des dizaines de milliers de kolkhozes et de sovkhozes qui travaillaient dans l'ensemble avec succès et n'ont pas subi de forte baisse de production, c'est-à-dire qui étaient plus aptes à gérer l'agriculture avec une plus grande stabilité.

Nous avons effectué une analyse très profonde pour trouver les raisons pour lesquelles ces kolkhozes et sovkhozes, qui sont disséminés sur tout le territoire du pays, obtiennent même dans des circonstances difficiles, de bien meilleurs résultats.

[*Text*]

We established that these reasons are not all clear and simple; I do not think that I need to expand on this at the moment; after all, I am not giving a lecture, so to speak, but on the basis of our analysis of this concrete experience of our various farms which are achieving good results under difficult conditions, we have developed specific measures.

I will summarize by saying that they boil down to the following: First, we must strictly observe the requirements of agricultural science. We engage in agriculture under different climatic conditions, and this requires quite a specific approach to cultivation, structure, the selection of crops, what must be sown in one zone or another, and so on.

Attempts were made, and they were quite common, to impose fixed, so to speak, crops from above, not taking into account local resources or conditions. These attempts have been condemned, and our efforts are now based on—this is being put into practice—introducing scientific systems of agriculture, that is, those agricultural systems that have been developed for a specific regional zone and even for specific farms with the assistance of scientists and specialists.

Such agricultural systems exist in Kazakhstan; there they have their own methods: they do not plough, but rather cultivate using subsurface cultivators. The same conditions, however, prevail in the Volga River Valley, where they have continued to plough, and this has prevented them from conserving the moisture. Subsurface, ploughless cultivation has now been introduced in the Volga River Valley in these vast open spaces as well. This will enable us to get more stable harvests on many farms in this area.

What we are talking about here, then, is the introduction of minimal cultivation. Finally, a word about fallow.

I know, for example, that you do not go in much for applying fertilizers under grain crops. Strictly speaking, you use your own resources. Your advantage lies in the fact that your per capita extent of ploughed land is greater than in any other country. You make wide use of fallow. We are now reinstating this, as recommended by our scientists; even now we have about 19 million hectares under fallow, while all told we should have in our structure, as our scientists recommend, about 25 million hectares of fallow. What this means is that we shall have the opportunity of insurance against insufficient precipitation, and at the same time we shall establish more fertile holdings to produce a return from intensive crop varieties. Finally, we have laid the groundwork for cultivating perennial grasses and peas on a wide scale.

• 1635

Legumes are good preceding crops and accumulators of nitrogen; they restore the structure and this gives us the opportunity to regulate the fodder balance in the best way. On the whole produce is grown 1/3 crops such as vegetables, 50% potatoes, and so on. We shall encourage this, and, what is more, we are orienting collective and state farms in this direction, and this, as it were, intensifies the co-operation of the personal plots with co-operative farms and integrates them, ensuring general benefit. This, then, is the path that we are following; we believe it to be the correct one, and whatever

[*Translation*]

Nous avons pu voir que ce ne sont pas toujours des raisons uniques, je ne crois pas qu'il faille les passer en revue maintenant, car je ne fais pas de conférence, mais en nous basant sur l'analyse de cette expérience concrète des exploitations qui, malgré des circonstances difficiles, obtiennent de bons résultats, nous avons élaboré des mesures concrètes.

Je résume: cela se ramène à ceci. Premièrement, il faut respecter rigoureusement les exigences de l'agronomie. Nous devons faire face à diverses conditions climatiques, ce qui requiert une approche assez spécifique vis-à-vis des techniques, des structures, du choix des cultures, selon qu'il faut semer dans telle ou telle zone, etc.

Il y a eu des tentatives d'en haut assez fréquentes d'imposer, pour ainsi dire, des cultures de surface déterminées, sans tenir compte des possibilités et des conditions locales. Ces tentatives ont été désapprouvées, et on met aujourd'hui au point des systèmes agricoles scientifiques, c'est-à-dire des systèmes agricoles élaborés pour une zone régionale déterminée, voire pour des exploitations déterminées en collaboration avec des chercheurs et des spécialistes.

De tels systèmes agricoles existent au Kazakhstan, où on a un système particulier: On ne laboure pas, on travaille la terre en surface. Mais, dans la région de la Volga, dans ces mêmes conditions, on continuait de labourer, ce qui empêchait la conservation de l'humidité. Maintenant dans cette région de la Volga, sur ces vastes étendues, on travaille la terre en surface sans utiliser de charrue. Cela permet d'y faire des récoltes plus constantes dans beaucoup d'exploitations.

Donc la solution, c'est l'introduction du labour minimal. Finalement, la jachère.

Je sais, par exemple, que vous n'avez pas fréquemment recours aux engrais pour les céréales. À vrai dire, vous profitez de vos possibilités. Vous avez l'avantage d'avoir plus de terre arable par habitant que n'importe quel pays. Vous utilisez la jachère à une grande échelle. Chez nous, on retourne à présent à cette pratique recommandée par les spécialistes. Environ 19 millions d'hectares sont déjà laissés en jachère. Or, selon les recommandations des spécialistes, le chiffre devrait s'élever à quelque 25 millions d'hectares. Cela veut dire que nous serons assurés contre l'insuffisance des précipitations et qu'en même temps nous obtiendrons un rendement plus élevé et augmenterons nos ressources pour la production de cultures plus intensives. Enfin, nous avons introduit à une grande échelle la culture de plantes vivaces et de pois.

Les légumineuses sont de bonnes têtes d'assolement, elles assimilent l'azote et rétablissent la structure, ce qui permet de mieux obtenir des fourrages plus équilibrés. Dans l'ensemble, la production porte pour un tiers sur les produits tels que les légumes, 50 p. 100 les pommes de terre, etc. Nous allons encourager cette évolution, et ce qui est plus, nous encourageons les kolkhozes et les sovkhozes à en faire autant, ce qui en fait permet d'accroître la coopération entre les exploitations individuelles auxiliaires du système coopératif, les intègre, ce qui profite au bien commun. C'est là notre chemin, nous le

[*Texte*]

people may say about this is their business. People have to write and talk about something, and, of course, they have got to earn a living. Then, too, they do not publish everything. But if something does not look or sound too good, that is what may get around.

• 1640

Senator Yuzyk: I thank you for the reply.

Senator Inman: Mr. Chairman, I would like to ask our guest a question.

The Joint Chairman (Senator Sparrow): I am sorry; there is a question ahead.

I would ask Mr. Gorbachev—we have very limited time restraints, and I would appreciate it if you would cut your answers as quick as you can.

The Joint Chairman (Madam Côté): Mr. Althouse.

Mr. Althouse: Thank you, Madam Chairman. I do not want to ask a long question, but I am afraid the answer may take a fair bit of time. It follows up to some extent on the question asked by the hon. senator.

I noted in the address to us initially that the minister mentioned spot prices being paid for the excess production of the small-holders. I wondered if he could perhaps tell us how—I assume those spot prices are paid under the kind of price guarantees that are under COMECON. We understand here how the European Economic Community's common agricultural policy works. We have less understanding of how COMECON works, and we are not certain—at least I am not certain—how the price guarantees work out, what other policies permit excess product bought under those price guarantees to be shifted across the vast distances of Russia to take product that is in excess in the south to the north, and how the pricing system makes those adjustments.

Mr. Gorbachev: (Interpretation) You have really asked a big question, and it would require a lengthy explanation, but I will try to answer it in a few words. Natually, our price system is different, since in the one case, where we are talking about a market economy, what is going on there is a peculiar price game, so to speak, largely based on socially necessary costs; well, not only that. We know how much agrobusiness, and their middlemen, et cetera, squeeze the farmers' prices.

So that even in a market economy you cannot put it so simply with regard to prices. In our planned system we use prices, self-financing and credit as tools, so to speak, of economic work in order to compare expenditures and final results, to ensure one or another income and to find more economical and advantageous ways of doing things. Still, this is of less importance, and we have prices, if this is what we want to talk about; we can divide our prices, which are based on the sale by collective and state farms of products to the

[*Traduction*]

considérons comme juste, et quant aux opinions des autres, nous leur en laissons la responsabilité. Il faut effectivement écrire à propos de quelque chose, parler de quelque chose, il faut effectivement gagner sa croûte. Et puis de toute façon tout n'est pas publié. Par contre, toute histoire un peu intéressante pourrait trouver un plus large écho.

Le sénateur Yuzyk: Je vous remercie de votre réponse.

Le sénateur Inman: Monsieur le président, pourrais-je poser une question à notre invité?

Le coprésident (le sénateur Sparrow): Je regrette, mais il y a déjà quelqu'un avant vous.

Monsieur Gorbachev, nous ne disposons que d'un temps très limité, et je vous serais reconnaissant de donner des réponses aussi courtes que possible.

Le coprésident (Mme Côté): Monsieur Althouse.

M. Althouse: Je vous remercie, madame le président. Je ne veux pas poser une question trop longue, mais je crains qu'il me faille quand même un peu de temps. Elle est en rapport avec celle posée par l'honorable sénateur.

Dans son discours d'ouverture, le ministre a mentionné les prix locaux auxquels les propriétaires de parcelles de terre écoulent leur production excédentaire. J'imagine que ces prix locaux correspondent aux garanties de prix prévues par le COMECON. Nous savons bien, ici, comment fonctionne la politique agricole commune de la Communauté économique européenne, mais nous connaissons moins bien le fonctionnement du COMECON, et nous ne savons pas—du moins, je ne sais pas—comment fonctionne ce système de prix garantis, quelles autres politiques permettent d'absorber la production excédentaire achetée à ce prix garanti, afin de transporter le produit excédentaire du sud dans le nord, d'un bout de l'Union soviétique à l'autre, et comment le système de prix permet de réaliser ces ajustements.

M. Gorbachev: (Interprétation) Vous avez effectivement posé une question importante qui justifierait des explications plus poussées, mais je m'efforcerai d'y répondre en quelques mots. Evidemment, notre système de fixation des prix est différent, dans la mesure où, lorsque l'on parle de l'économie de marché, elle se caractérise par une formation particulière des prix, pour ainsi dire, dans une mesure importante se trouvent des dépenses sociales indispensables mais cela n'est pas tout. Nous savons combien les prix des fermiers subissent la pression du commerce agro-alimentaire, la pression des courtiers, etc., etc.

De cette façon, la fixation des prix dans une économie de marché n'est pas une question simple. Dans une économie planifiée, nous nous servons des prix, de l'auto-financement, du crédit comme instruments, pour ainsi dire, de la fonction économique pour mettre en rapport les dépenses et les résultats finals, obtenir un revenu sous une forme ou sous une autre, pour trouver des façons plus économiqueset plus avantageuses de faire les choses. Mais quoi qu'il en soit, ces questions ont un caractère secondaire, et si l'on s'attache aux prix, pour la

[*Text*]

state. These sales are at fixed prices, but as for such products as fruit and vegetables, their prices are differentiated by seasons.

In winter they are more expensive, in spring less so, and in summer, when they are shipped in massive quantities, they are quite cheap. What is more, the right to establish prices for most types of vegetables when they are sold, belongs to the local authorities. As regards the produce that is sold from personal plots or by collective and state farms when they meet their planned targets for delivery to the state, all other produce can go on the market, and there it will be sold at realistically based prices. And, if I tell you what the ratio is between purchase prices, fixed prices and those that are established on the market, I will say that as a rule on the market they are higher. Obviously, this is primarily due to the fact that the state trade still cannot satisfy all demands. If not everything is supplied in the state stores, the market, so to speak, gains from this and tries, you might say, to make money. But, as regards purchase prices, in this case, in order to provide incentive to both collective and state farms we have raised purchase prices to meet the targets of the food supply program.

The prices for grain, meat and other products at which collective and state farms will sell to the state, are now much higher. For these purposes we spent 22 billion roubles from our budget. This is a lot of money.

When they meet their planned production and procurement targets for 1983, for example, the collective and state farms are going to have an aggregate profit of about 26%. At the present time, until the new prices are introduced, owing to the fact that machinery, fuel and mineral fertilizers have all risen in price, some collective farms have operated with a low income, while others could not even make it, have operated at a loss and have been forced to use state credit, which must, of course, be recovered.

In general, we are now seeing to it that conditions on collective and state farms are such as to make for expanded production, so that there will be incentives for the development of agricultural production. That is about all I can say for the time being.

• 1645

The Joint Chairman (Mrs. Côté): Mr. Daudlin.

Mr. Daudlin: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Gorbachev, assuming that you are able to travel through southwestern Ontario and through the most southerly part of Canada as planned, you will be getting into the area that I represent. In particular, you will be seeing a part of Canadian agricultural society that is largely resident in my

[*Translation*]

production des kolkhozes et des sovkhozes destinée à l'État, celle-ci est effectuée selon des prix rigoureusement fixés, mais dans le cas de produits tels que les légumes, les fruits, leurs prix vont varier selon les saisons.

En hiver ils seront plus élevés, au printemps ils seront déjà à la baisse, et en été, avec l'abondance des approvisionnements, ils seront tout à fait bas. Par ailleurs, le droit à la fixation des prix pour la majorité des légumes, au niveau de la vente appartient aux autorités locales. Pour ce qui est de les produits à vendre provenant des exploitations individuelles auxiliaires ou de kolkhozes et sovkhozes lors de l'exécution des livraisons prévues pour l'État, tout le reste de la production peut être acheminé pour écoulement sur le marché, à des prix qui s'y fixeront sur place. Et si vous voulez savoir quelle relation existe entre les prix à la vente, les prix fixés et ceux relevés sur le marché, je vous répondrai qu'en règle générale ces derniers sont plus élevés. Visiblement, cela s'explique d'abord que d'abord par le fait que le commerce d'État ne peut encore répondre à tous les besoins. Si les magasins d'État ne peuvent tout fournir, alors le marché pour ainsi dire, va en profiter, ce qui justifie son activité, et pour ainsi dire lui permet de gagner de l'argent. Mais pour ce qui est des prix à l'achat, nous sommes en faveur dans ce cas pour augmenter les mesures d'encouragement offertes aux kolkhozes et sovkhozes, et c'est pourquoi nous avons relevé, lors de la solution des problèmes du programmes d'approvisionnement alimentaire, les prix à l'achat.

Les prix des céréales, de la viande, et des autres produits, prix auxquels les kolkhozes et les sovkhozes vont vendre leur production à l'État ont sensiblement augmenté. Le budget à consacrer à cette fin est de 22 milliards de roubles. C'est une grande somme.

Lors de l'exécution de la production planifiée et des objectifs d'approvisionnement, par exemple, les kolkhozes et les sovkhozes auront une rentabilité globale de l'ordre de 26 p. 100 pour 1983. À l'heure actuelle, avant l'entrée en vigueur des nouveaux prix, et compte tenu du fait que le prix des machines, du carburant, des engrais minéraux ont augmenté, une partie des kolkhozes a dirigé ces affaires avec de faibles revenus, et quelques-uns n'ont pu réaliser leur objectif, d'autres ont fonctionné à perte et ont utilisé le crédit d'État, qu'il faut évidemment rétablir.

Dans l'ensemble, nous veillons à ce que les kolkhozes et les sovkhozes jouissent de conditions leur permettant d'accroître la production, pour qu'ils aient des stimulants nécessaires au développement de la production agricole. Voilà je pense tout ce que j'avais à dire pour le moment.

Le coprésident (Mme Côté): Monsieur Daudlin.

M. Daudlin: Merci, madame le président.

Monsieur Gorbachev, si, comme prévu, vous visitez le sud-ouest ontarien, ainsi que la région la plus au sud du Canada, vous serez dans la région que je représente. Vous verrez en particulier un secteur de l'industrie agricole canadienne qui se trouve en grande partie dans ma circonscription, c'est-à-dire

[*Texte*]

riding, and that is the greenhouse industry of Canada, the glass and plastic houses, of which I understand you have a large number in the Soviet Union.

I should tell you that I have been very pleased to receive the co-operation of your representatives here in Canada in the past in terms of sharing of some research and technology done in the Soviet Union with respect to conservation of heat. That obviously has become even more important with the increasing costs of fuels.

I would be interested in knowing whether any research is being done now in terms of new technology in Russia by reason of conservation of heat in the greenhouse industry, and whether or not we continue to share as we did in the past in that new technology, and in the same vein whether there exists and whether there are plans for sharing the technology for the conservation by way of controlled atmosphere storage or some other methods of our fruit and vegetable product, both here and in your country.

Mr. Gorbachev: (Interpretation) Yes, you are right. In our country, hothouse farming tailored to our conditions has become widespread. Now many Siberian cities get fresh vegetables even in the winter months thanks to the fact that hothouse farming is very widely developed, especially in the major industrial centres. What is more, we have great and diverse experience in this area. We are maintaining extensive communications in this field with Western European countries and are engaged in major co-operative work especially with the Netherlands: we are in constant contact. We are implementing a major program to build hothouses in Third World, developing countries. We do have the experience, and now, actually, the problem has arisen of which you spoke—the problem of saving energy. We are now testing various types of hothouses. Right now I could not begin to list for you what these types are. I can only declare firmly that we could study this problem together and exchange information and experience. I think that you have put this problem the right way. It deserves the closest attention.

• 1650

The Joint Chairman (Senator Sparrow): There is time for one more question. I am sorry for those we will not be able to get to.

For a final question, could I ask Senator Inman, please.

Senator Inman: I wanted to ask our guests what trade is possible in farm machinery between Canada and the Soviet Union.

Mr. Gorbachev: (Interpretation) Family farms, yes, family farms. This is precisely the question we should consider, for, so far, the trade balance is in Canada's favour, which is due mostly to the grain trade, and insufficient goods are moving from the Soviet Union to Canada. We think there are possibilities, including in the area you have already mentioned, namely

[*Traduction*]

l'industrie canadienne de la production en serres, ces maisons de verre et de plastique comme vous en avez en grand nombre, je pense, en Union soviétique.

Je dois vous dire que je suis très heureux de la collaboration que nous avons eue dans le passé de la part de vos représentants ici, au Canada, sur le plan de la recherche et de la technologie soviétique concernant la conservation de la chaleur. Cela est d'autant plus important aujourd'hui, compte tenu des coûts à la hausse des combustibles.

J'aimerais savoir si on effectue présentement, en U.R.S.S., des travaux de recherche sur de nouvelles technologies de conservation de la chaleur pour l'industrie de la production en serres, et si nous continuons d'échanger les nouvelles technologies, comme nous l'avons fait par le passé; et dans le même ordre d'idées, j'aimerais savoir s'il existe, ou si on prévoit établir des programmes de transfert de technologie entre votre pays et le nôtre concernant la conservation de nos fruits et légumes par l'entreposage en atmosphère contrôlée, ou par toute autre méthode.

M. Gorbachev: (Interprétation) Oui, vous avez raison. L'exploitation en serres adaptée à nos conditions climatiques a connu un grand développement. Un grand nombre de villes de Sibérie en hiver reçoivent des légumes frais en raison précisément de ce développement de l'exploitation en serres, en particulier dans les grands centres industriels. Et notre expérience dans notre domaine est vaste et diversifiée. Nous avons des liens étroits dans ce domaine avec l'Europe de l'Ouest, et en particulier nous avons avec les Pays-Bas une grande collaboration, et des contacts constants. Nous avons actuellement un vaste programme de construction de serres dans les pays du Tiers monde, dans les pays en voie de développement. Nous avons l'expérience nécessaire, et à l'heure actuelle, effectivement, se pose le problème dont vous parlé, celui de l'économie de l'énergie. Nous mettons à l'essai en ce moment différents types de serres. Je ne vais pas commencer à énumérer quels sont ces types, je me contenterai tout simplement de dire que nous pourrions étudier ce problème ensemble et échanger des renseignements et l'expérience acquise. Je pense que votre approche est juste. Ce problème mérite une attention particulière.

Le coprésident (le sénateur Sparrow): Nous avons le temps pour une autre question. Je regrette pour ceux qui n'auront pas l'occasion de prendre la parole.

Sénateur Inman, la dernière question, s'il vous plaît.

Le sénateur Inman: Je voulais demander à nos invités quel genre d'échange commercial il était possible d'avoir entre le Canada et l'Union soviétique en ce qui concerne la machinerie agricole.

M. Gorbachev: (Interprétation) Pour les fermes familiales. Nous considérons qu'il s'agit là d'une question sur laquelle il nous faudrait nous pencher, car pour le moment, nous importons plus du Canada, surtout pour ce qui est des céréales, que nous n'exportons vers le Canada. Nous considérons que des possibilités en ce sens existent, y compris le domaine que

[*Text*]

agricultural equipment. We have now devised a 10-year plan in regard to re-organizing the manufacture of agricultural machinery. 12 billion roubles have been allotted to this program. Successful implementation of this program will enable us to convert to integrated machinery for introducing industrial technology applied to different crops. This should create possibilities for wide co-operation and trade in such equipment. In trying to solve these problems, we would like to learn from your experience, particularly in regards to your practice of minimal tillage—or cultivation.

My delegation includes Mr. Alexander Izhevskii, who is our Minister for the production of agricultural machinery. He and the Deputy Minister of Trade, Mr. Vladimir Sushkov, have a particular objective within the framework of our visit. They will visit firms that manufacture agricultural machinery, and I think one of their first tasks will be to purchase some specimens, and perhaps licences for machinery that we are interested in.

Conversely, we would like to expand the delivery of Soviet technology to Canada—technology that Canada may need. I, of course, find it flattering to hear repeatedly that the *Belorus* tractor as already established a certain reputation among Canadian farmers. Actually, we could sell large numbers of this tractor if we had the opportunity, because there is a great demand for the *Belorus* on the world market; but we necessarily have to limit its export so as to enable us better to supply our own collective and state farms with this machine. Still, our capacities for this tractor will expand, and we will have a new plant to produce machines of 150 horsepower, which will make it possible to pull equipment of wider swath.

Also, we are now completing a study, and in a year or two will begin manufacturing new, highly efficient combines for harvesting wheat, suited particularly to your kind of crops, which resemble ours. So, let us take a look, together we should be able to identify mutual requirements. I think you have raised an interesting question—one that will have to be studied within the framework of our co-operative program, our agreement, which was signed by the respective ministers of agriculture.

Senator Inman: Thank you.

The Joint Chairman (Senator Sparrow): Thank you, honourable senators and members of the House of Commons. I would like on your behalf to thank Mr. Gorbachev for appearing before us this afternoon for this very informative session.

Madam Côté.

Le coprésident (Mme Côté): Je vous remercie, monsieur le président.

Au nom de mes collègues de la Chambre des communes, je voudrais, moi aussi, remercier M. Gorbachev ainsi que la délégation soviétique pour l'échange de cet après-midi qui ne

[*Translation*]

vous mentionnez, notamment celui de l'équipement agricole. Nous venons d'élaborer un programme de dix ans concernant la restructuration du secteur des machines agricoles. Douze milliards de roubles y ont été assignés. La réalisation de ce programme nous permettra de passer aux machines combinées pour l'introduction de technologies industrielles dans la production de diverses cultures. Cela ouvre une perspective nouvelle en ce qui concerne une collaboration plus étroite et un échange de tels équipements. Nous voudrions par exemple utiliser l'expérience qui existe au Canada, en particulier en ce qui concerne le labour minimal.

Nous avons ici parmi nous le ministre de l'équipement agricole Alexandre Izhevskii. Il a, avec le sous-ministre du Commerce, Vladimir Sushkov, une mission particulière dans le cadre de notre visite. Ils visiteront vos entreprises de machinerie agricole, et je pense qu'ils s'entendront tout d'abord sur l'achat de certains échantillons et mêeme des licences relatifs aux équipements qui nous intéressent.

D'autre part, nous pourrions perfectionner—car nous avons cette possibilité de perfectionner-les techniques dont le Canada aurait besoin. Enfin, je suis particulièrement heureux d'entendre encore une fois que le tracteur «Byelorus» jouit d'une certaine popularité aurpès des fermiers canadiens. En fait, nous pourrions vendre ce tracteur en grande quantité, si une telle possibilité existait, car la demande de «Byelorus» sur le marché mondial est grande. Mais nous nous voyons obligés d'en limiter l'exportation, car il nous faut mieux approvisionner nos propres kolkhozes et sovkhozes. Néanmoins, nos capacités de production de ce tracteur pourront également être augmentées. Nous construirons une nouvelle usine qui produira des tracteurs d'une puissance de 150 CV, ce qui nous permettra d'utiliser des machines agricoles combinées de grande envergure.

Nous sommes en train d'achever le travail préliminaire et bientôt, d'ici un ou deux ans, nous commencerons la production de moissonneuses-batteuses très efficaces pour la récolte du blé, convenant particulièrement à des récoltes comme les vôtres, qui sont semblables aux nôtres. En général, il faut découvrir nos besoins communs. Je crois que vous avez soulevé une question intéressante, qui doit être étudiée dans le cadre de l'accord de coopération signé par nos ministres de l'Agriculture.

Le sénateur Inman: Merci.

Le coprésident (le sénateur Sparrow): Merci, honorables sénateurs et députés de la Chambre des communes. J'aimerais en votre nom remercier M. Gorbachev d'être venu cet après-midi pour cette réunion très instructive.

Madame Côté.

The Joint Chairman (Mrs. Côté): Thank you Mr. Chairman.

On behalf of my colleagues of the House of Commons, I would like also to thank Mr. Gorbachev and the Soviet Delegation for this afternoon's fruitful meeting which can only

[*Texte*]

peut qu'intensifer les relations commerciales et d'amitié entre nos deux pays.

Je vous remercie, monsieur Gorbachev.

• 1655

Mr. Gorbachev: (Interpretation) I would like to wish the Canadian farmers a good harvest.

[*Traduction*]

promote better trade relationships and a greater friendship between our two countries.

Thank you Mr. Gorbachev.

M. Gorbachev: (Interprétation) Je souhaite une bonne récolte aux fermiers du Canada.

Canada Post Canada
Postage paid Port payé
Book Tarif
Parcel rate Tarif des livres
K1A 0S9
OTTAWA

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 111

Tuesday, June 28, 1983

Chairman: Mrs. Eva Côté

Available from the Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Agriculture

RESPECTING:

Bill C-653, An Act to amend the Farmers' Creditors Arrangement Act

INCLUDING:

The Tenth Report to the House: (Farm Credit Arrangements)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 111

Le mardi 28 juin 1983

Président: Mme Eva Côté

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

l'Agriculture

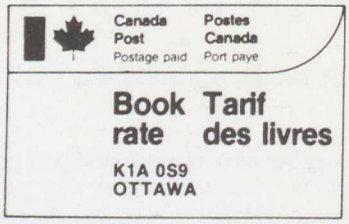
CONCERNANT:

Projet de loi C-653, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers

Y COMPRIS:

Le dixième rapport à la Chambre (Accords relatifs au crédit agricole)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 111

Tuesday, June 28, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 111

Le mardi 28 juin 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Bill C-653, An Act to amend the Farmers' Creditors Arrangement Act

INCLUDING:

The Tenth Report to the House (Farm Credit Arrangements)

CONCERNANT:

Projet de loi C-653, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers

Y COMPRIS:

Le dixième rapport à la Chambre (Accords relatifs au crédit agricole)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

23208—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Jean-Guy Dubois
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan J. Hovdebo
Charles Mayer
Fred McCain
Doug Neil
Marcel Ostiguy
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Murray Cardiff
Rolland Dion (*Portneuf*)
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
G.M. Gurbin
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

REPORT TO THE HOUSE*

Wednesday, June 29, 1983

The Standing Committee on Agriculture has the honour to present its

TENTH REPORT

In accordance with its Order of Reference of Wednesday, March 16, 1983, your Committee assigned responsibility for the study of Bill C-653, An Act to amend the Farmers' Creditors Arrangement Act, to a Sub-committee consisting of six (6) members and six (6) alternates.

The Sub-committee on Farm Credit Arrangements has submitted its FIRST REPORT to the Committee. Your Committee has adopted this report without amendment and the text of the report reads as follows:

The Sub-committee on Farm Credit Arrangements has the honour to present its FIRST REPORT.

In accordance with the authority delegated to it by the Standing Committee on Agriculture on Tuesday, March 22, 1983, your Sub-committee has to date held twenty (20) meetings and heard testimony from fifty-seven (57) witnesses, commencing with the Sponsor of the Bill, Mr. Ralph Ferguson, M.P.

Your Sub-committee wishes to compliment Mr. Ferguson for initiating this measure which permitted the focusing of the attention of the House and your Sub-committee on the problems surrounding financing in the farm community, and the further problem associated with realizing security on farm related debts and its impact on the viability of agriculture generally. This measure is viewed as particularly timely, given the seriousness and continuing nature of financial difficulties being experienced in the farming community.

In testimony received to date by your Sub-committee, there is a clear divergence of opinion between borrowers and lenders as to the merits of the proposed legislation. Your Sub-committee, however, has learned of the degree of equity that has been exercised in a number of difficult cases and it has also taken note of the grave concerns expressed by the majority of witnesses about the ultimate impact on lending, should this measure be adopted. As a result of your Sub-committee's work, better lines of communication have been established between certain borrowers and lending institutions. This has also resulted in a satisfactory resolution of a number of situations which had reached impasse and seemed clearly to be doomed to the route of foreclosure, or other collection means, which would have resulted in the loss by the farmer of his farm. In view of these positive developments, your Sub-committee humbly requests that the House consider reinstating Bill C-653 at the Committee stage should the current Committee stage proceedings be terminated by a new session.

Based on the evidence heard to date, which in large measure supported the concept common to Bill C-12, An Act respecting bankruptcy and insolvency, and the expressed preference for more all-encompassing legislation, your Sub-committee is of

RAPPORT À LA CHAMBRE*

Le mercredi 29 juin 1983

Le Comité permanent de l'agriculture a l'honneur de présenter son

DIXIÈME RAPPORT

Conformément à son ordre de renvoi du mercredi 16 mars 1983, le comité a confié la responsabilité de l'étude du projet de loi C-653, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers, à un Sous-comité comprennant six (6) membres et six (6) substituts.

Le sous-comité chargé d'étudier les accords relatifs au crédit agricole a remis son PREMIER RAPPORT au Comité. Le Comité a adopté sans modification ce rapport dont le texte suit:

Le Sous-comité chargé d'étudier les accords relatifs au crédit agricole a l'honneur de présenter son PREMIER RAPPORT.

En vertu des pouvoirs qui lui a confiés le Comité permanent de l'agriculture le mardi 22 mars 1983, le Sous-comité a organisé jusqu'à présent vingt (20) réunions et a entendu le témoignage de cinquante-sept (57) personnes, en commençant par le parrain du projet de loi, M. Ralph Ferguson, député.

Le Sous-comité tient à féliciter M. Ferguson d'avoir pris l'initiative de cette mesure qui permet d'attirer l'attention de la Chambre et du Sous-comité sur les problèmes de financement qui se posent aux agriculteurs, ainsi que sur le problème découlant de la réalisation des garanties sur les dettes agricoles et les conséquences que cela entraîne pour l'agriculture en général. Cette mesure est présentée à un moment particulièrement opportun, vu la gravité des difficultés financières qu'éprouvent les agriculteurs depuis déjà un certain temps.

D'après les témoignages que le Sous-comité a reçus jusqu'à présent, il est évident qu'il existe une grande divergence d'opinions entre emprunteurs et prêteurs en ce qui a trait aux avantages du projet de loi. Le Sous-comité s'est cependant rendu compte que les intéressés avaient souvent fait preuve d'équité dans un certain nombre de situations difficiles, et il a également constaté que la majorité des témoins craignaient que l'adoption de cette mesure ait en fin de compte de graves conséquences sur les prêts. Grâce au travail du Sous-comité, de meilleurs communications ont été établies entre certains emprunteurs et des institutions de prêt. Cela a aussi permis de régler de façon satisfaisante diverses situations, alors que l'on était dans une impasse et que le recours à la saisie ou à un autre moyen de recouvrement semblait inévitable à plus ou moins long terme, ce qui aurait fait perdre son exploitation à l'agriculteur. Compte tenu de ces aspects positifs, le Sous-comité demande humblement à la Chambre d'envisager de rétablir le projet de loi C-653 à l'étape de l'étude en comité si une nouvelle session venait mettre un terme aux travaux actuels à cette étape.

Compte tenu des témoignages entendus jusqu'à présent, lesquels soutiennent dans une large mesure le concept commun au projet de loi C-12, Loi concernant la faillite et l'insolvabilité, et de la préférence qui a été manifesté pour une législation

the view that the Government give consideration to the advisability of advancing Bill C-12, An Act respecting bankruptcy and insolvency.

Your Sub-committee is currently preparing to examine specific cases of complaint to acquaint itself with the specifics of the problems being experienced in the financing of the farming sector and, to that end, is currently compiling a list of potential examples of difficulties that have been encountered by the farming community. Further, to that end, we are now awaiting the submission of examples from various sources, following which, further meetings are anticipated. In the interim, your Sub-committee stands ajourned *sine die*.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence of the Sub-Committee on Farm Credit Arrangements (*Issues Nos. 1 to 19 inclusive*) and a copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Agriculture (*Issues Nos. 103 and 111*) are tabled.

Respectfully submitted,

plus complète, le Sous-comité estime que le gouvernement devrait songer à faire progresser le projet de loi C-12, Loi concernant la faillite et l'insolvabilité.

Le Sous-comité s'apprête à étudier des plaintes précises afin de mieux connaître les problèmes qui se posent dans le financement des exploitations agricoles; à cette fin, il est en train de dresser une liste d'exemples de problèmes auxquels ont dû faire face les agriculteurs. Toujours à cette fin, nous attendons que diverses sources nous donnent d'autre exemples de ces problèmes, après quoi il devra y avoir d'autres réunions. Entre-temps, le Sous-comité est ajourné *sine die*.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages du Sous-comité chargé d'étudier les accords relatifs au crédit agricole (*fascicules nos 1 à 19 inclusivement*) et un exemplaire des procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de l'agriculture (*fascicule nos 103 et 111*) sont déposés.

Respectueusement soumis,

Le président

ÉVA CÔTÉ

Chairman

*On Wednesday, June 29, 1983, the Speaker ruled the report out of order and that it would not be received by the House. (*See Votes and Proceedings, Wednesday, June 29, 1983 page 6114 and Commons Debates, Wednesday, June 29, 1983 page 26943*).

*Le mercredi 29 juin 1983, le Président a déclaré que le rapport était irrecevable et que la Chambre ne l'accepterait donc pas. (*Voir procès-verbaux du mercredi 29 juin 1983, page 6114 et Débats du mercredi 29 juin 1983, page 26943*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 28, 1983
(120)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met *in camera* at 3:47 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mrs. Eva Côté, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Côté, Messrs. Althouse, Daudlin, Dionne (*Chicoutimi*), Dubois, Ferguson, Gustafson, Neil and Wise.

Alternates present: Messrs. Berger, Cardiff, Gurbin and Hargrave.

The Committee resumed consideration of Bill C-653, An Act to amend the Farmers' Creditors Arrangement Act.

The Committee proceeded to consider a draft report to the House.

The draft report was adopted.

Ordered,—That the Chairman report the TENTH REPORT of the Standing Committee to the House.

It was agreed,—That the FIRST REPORT of the Sub-committee on Farm Credit Arrangements be printed in the appropriate issue of the Sub-committee and that the TENTH REPORT of the Standing Committee be printed in the appropriate issue of the Standing Committee once the Chairman of the Standing Committee has presented the TENTH REPORT to the House.

It was agreed,—That the letter addressed to the Clerk of the Standing Committee from Mr. Gilles Choquette, Chairman of the Canadian Dairy Commission dated June 22, 1983 and the letter from the Minister of Agriculture to Mr. Douglas Neil, M.P. dated May 3, 1983 be printed as appendices to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendices "AGRI-27" and "AGRI-28"*).

At 4:07 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 28 JUIN 1983
(120)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à huis clos à 15h47 sous la présidence de Mme Eva Côté (président).

Membres du Comité présents: Mme Côté, MM. Althouse, Daudlin, Dionne (*Chicoutimi*), Dubois, Ferguson, Gustafson, Neil et Wise.

Substituts présents: MM. Berger, Cardiff, Gurbin et Hargrave.

Le Comité reprend l'étude du projet de loi C-653, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers.

Le Comité entreprend l'étude d'un projet de rapport à la Chambre.

Le projet de rapport modifié est approuvé.

Il est ordonné,—Que le président fasse rapport du DIXIÈME RAPPORT du Comité permanent à la Chambre.

Il est convenu,—Que le PREMIER RAPPORT du Sous-comité chargé d'étudier les accords relatifs au crédit agricole soit joint au fascicule pertinent du Sous-comité et que le DIXIÈME RAPPORT du Comité permanent soit joint au fascicule pertinent du Comité permanent dès que le président aura présenté le DIXIÈME RAPPORT à la Chambre.

Il est convenu,—Que la lettre adressée au greffier du Comité permanent par M. Gilles Choquette, président de la Commission canadienne du lait en date du 22 juin 1983 et la lettre du ministre de l'Agriculture à M. Douglas Neil, député, en date du 3 mai 1983 soient jointes aux procès-verbal et témoignages de ce jour (*Voir Appendice «AGRI-27» et «AGRI-28»*).

A 16h07, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Peter M. Hucal

Clerk of the Committee

APPENDIX "AGRI-27"

Canadian Dairy Commission
Commission canadienne du lait

June 22, 1983

Your file Votre référence

Our file Notre référence

Mr. Peter M. Hucal
Standing Committee on Agriculture
180 Wellington
5th Floor
Ottawa, Ontario

Dear Mr. Hucal:

During the April 21, 1983 proceedings of the Standing Committee on Agriculture, Mr. McCain posed a number of questions concerning the activities of the Canadian Dairy Commission. I would like to respond to these, specifically those on record on page 27 of the minutes of that session.

1. The name of the boat in question leased by the Canadian Dairy Commission for the transport of dairy products was the "Mathilda Desgagnés".

2. The vessel was under a contract agreement: it was not on call. Therefore no charges or clause to that effect were in the agreement.

3. The Mathilda Desgagnés hauled a total of 28,256.52 metric tons of dairy products in six trips between Canada and Algeria.

4. The agreement was intended to cover the period October 1980 to September 1983.

5. The vessel was not used for the entire period of the contract however it did make 6 trips between October 16, 1980 and November 24, 1981. The cost of termination of contract agreement was $100,000.

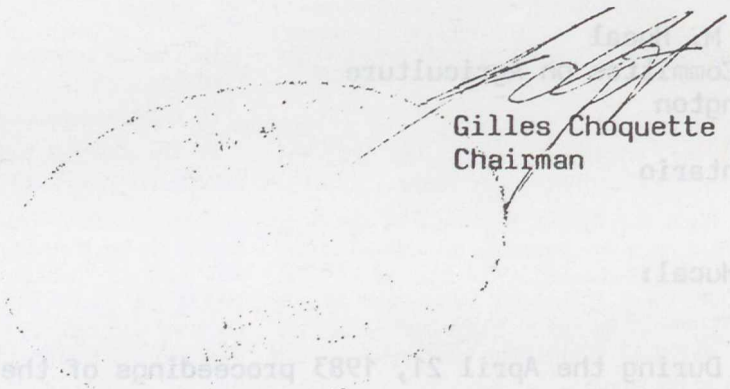
6. The Canadian Dairy Commission did not authorize the lessor for any extra charges in that period.

7. There were no extra charges for the empty vessel on the return trip to Canada.

8. The total expenditure paid by the Canadian Dairy Commission as a result of the contract agreement which included transportation, demurrage and Canadian tax paid on fuel was $3,557,597.16. The termination agreement was $100,000 for a total of $3,657,597.16.

I trust this is the information you were seeking. Should you have any further questions, I will be pleased to have them addressed.

Yours truly,



Gilles Choquette
Chairman

2197 Riverside Dr.
Ottawa, Canada
K1A 0Z2

2197 Promenade Riverside
Ottawa, Canada
K1A 0Z2

APPENDIX ''AGRI-28''

Minister
Agriculture Canada

Ministre
Agriculture Canada

Ottawa, Canada
K1A 0C5

Please quote: 55475

May 3 1983

Mr. Douglas Neil, M.P.
House of Commons
Room 534 N
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. Neil:

Attached please find a copy of the response to the question you raised at the Standing Committee of Agriculture with respect to person-years allocated to scientific and professional category.

I trust that this information will satisfy your requirement.

Yours sincerely,

(Orinal Signed by)
Eugene F. Whelan
Minister of Agriculture

Attch.

c.c. Chairman of the Standing Committee
Clerk of the Standing Committee

YEAR-END STRENGTH FOR SCIENTIFIC & PROFESSIONAL CATEGORY
BY PROVINCE

	NFLD.	P.E.I.	N.S.	N.B.	QUE.	ONT.	MAN.	SASK.	ALTA.	B.C.	N.W.T.	YUKON	TOTAL
*1982-83	5	24	36	27	93	389	70	84	100	70	—	—	898
1981-82	6	17	31	25	81	378	67	87	100	69	—	—	861
1980-81	6	18	33	26	69	379	73	89	98	69	—	—	860
1979-80	6	18	31	28	66	371	71	90	104	66	—	—	851
1978-79	6	18	34	31	67	381	76	91	117	63	—	—	884
1977-78	6	15	36	29	62	387	74	94	101	66	—	—	870
1976-77	6	18	38	28	59	392	73	90	97	62	—	—	863
1975-76	6	19	38	27	65	395	75	90	93	63	—	—	871
1974-75	7	19	38	31	68	389	76	99	98	69	—	—	894
1973-74	7	20	37	32	65	387	75	96	97	73	—	—	889

*February A.P. 11 used

APPENDICE «AGRI-27»

Le 22 juin 1983

Monsieur Peter M. Hucal
Comité permanent de l'agriculture
180, rue Wellington
5e étage
Ottawa (Ontario)

Monsieur,

Au cours de la séance du 21 avril 1983 du Comité permanent de l'agriculture, M. McCain a posé un certain nombre de questions au sujet des activités de la Commission canadienne du lait. J'aimerais répondre à ces questions, et plus particulièrement à celles qui figurent à la page 27 du compte rendu de cette séance.

1. Le navire affrété par la Commission canadienne du lait pour le transport de produits laitiers est le Mathilda Desgagnés.

2. Le navire a été affrété par contrat, il n'était pas de garde. Par conséquent, l'entente ne prévoyait aucun frais ni aucune disposition à cet effet.

3. Le Mathilda Desgagnés a transporté au total 28 256,52 tonnes métriques de produits laitiers en six traversées entre le Canada et l'Algérie.

4. L'entente devait couvrir la période allant d'octobre 1980 à septembre 1983.

5. Le navire n'a pas servi pendant toute la durée du contrat, mais a fait six traversées entre le 16 octobre 1980 et le 24 novembre 1981. Il en a coûté 100 000 $ pour résilier ce contrat.

6. La Commission canadienne du lait n'a pas fait droit à la demande du fréteur eu égard à des frais supplémentaires pour cette période.

7. Aucun frais supplémentaires n'ont été exigés pour le retour au Canada du navire vide.

8. Les dépenses totales couvertes par la Commission canadienne du lait dans le cadre de l'entente contractuelle qui prévoyait le transport, les frais de surestarie et les droits canadiens à payer sur le carburant s'élevaient

à 3 557,16 $. Les frais de résiliation de l'entente contractuelle s'élevant à 100 00 $, le total est passé à 3, 657,16 $.

Dans l'espoir que ces renseignements sauront vous satisfaire, je vous rappelle que si vous avez d'autres questions à poser, je me ferai un plaisir d'y répondre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le président,

Gilles Choquette

APPENDICE «AGRI-28»

Minister
Agriculture Canada

Ministre
Agriculture Canada

Ottawa, Canada
K1A 0C5

Référence: 55475

Le 3 mai 1983

Monsieur Douglas Neil, député
Chambre des communes
Pièce 534 N
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint la réponse à la question que vous avez posée au Comité permanent de l'agriculture au sujet des années-personnes affectées à la catégorie du personnel scientifique et professionnel.

J'espère que ces renseignements vous conviennent et je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le ministre de l'Agriculture

(Original signé par)
Eugene F. Whelan

P.j.

c.c. Président du Comité permanent
Greffier du Comité permanent

EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE POUR LA CATÉGORIE SCIENTIFIQUE ET PROFESSIONNELLE PAR PROVINCE

	T.-N.	I.-P.-É	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.	T.-N.-O.	YUKON	TOTAL
*1982-83	5	24	36	27	93	389	70	84	100	70	—	—	898
1981-82	6	17	31	25	81	378	67	87	100	69	—	—	861
1980-81	6	18	33	26	69	379	73	89	98	69	—	—	860
1979-80	6	18	31	28	66	371	71	90	104	66	—	—	851
1978-79	6	18	34	31	67	381	76	91	117	63	—	—	884
1977-78	6	15	36	29	62	387	74	94	101	66	—	—	870
1976-77	6	18	38	28	59	392	73	90	97	62	—	—	863
1975-76	6	19	38	27	65	395	75	90	93	63	—	—	871
1974-75	7	19	38	31	68	389	76	99	98	69	—	—	894
1973-74	7	20	37	32	65	387	75	96	97	73	—	—	889

*Période comptable #11, février

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes
Postage paid / Port payé
Canada
Book Tarif
Tarif des livres
K1A 0S9
OTTAWA

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 112

Tuesday, November 23, 1982

Chairman: Mrs. Eva Côté

Available from the Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

Agriculture

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B) 1982-83: Votes 5b, 15b and L166b - Department - Agri-Food Development Program under AGRICULTURE

WITNESSES:

(See back cover)

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 112

Le mardi 23 novembre 1982

Président: Mme Eva Côté

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

l'Agriculture

CONCERNANT:

Budget des dépenses supplémentaires (B) 1982-1983: crédits 5b, 15b et L166b - Ministère - Programme de développement du secteur agro-alimentaire sous la rubrique AGRICULTURE

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé

Book rate
Tarif des livres

K1A 0S9
OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 112

Tuesday, November 22, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 112

Le mardi 22 novembre 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B) 1983-84: Votes 5b, 15b and L16b—Department—Agri-Food Development Program under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget des dépenses supplémentaire (B) 1983-1984: crédits 5b, 15b et L16b—Ministère—Programme de développement du secteur agro-alimentaire sous la rubrique AGRICULTURE

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

23376—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Bob Daudlin

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Bob Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Murray Cardiff
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Jean-Guy Dubois
Ralph Ferguson
Stan Hovdebo
Charles Mayer
Douglas Neil
Marcel Ostiguy
Stan Schellenberger
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Rolland Dion (*Portneuf*)
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
Len Gustafson
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Fred McCain
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Bernard G. Fournier

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(*b*):

On Wednesday, September 21, 1983:
Murray Cardiff replaced Douglas Neil;
Douglas Neil replaced Murray Cardiff;
Stan Schellenberger replaced Fred McCain;
Fred McCain replaced G.M. Gurbin.

On Tuesday, November 22, 1983:
Douglas Neil replaced Len Gustafson;
Len Gustafson replaced Douglas Neil.

Conformément à l'article 69(4)(*b*) du Règlement:

Le mercredi 21 septembre 1983:
Murray Cardiff remplace Douglas Neil;
Douglas Neil remplace Murray Cardiff;
Stan Schellenberger remplace Fred McCain;
Fred McCain remplace G.M. Gurbin.

Le mardi 22 novembre 1983:
Douglas Neil remplace Len Gustafson;
Len Gustafson remplace Douglas Neil.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

ORDER OF REFERENCE

Thursday, November 3, 1983

ORDERED,—That Agriculture Votes 1b, 5b, 15b, L16b and 20b for the fiscal year ending March 31, 1984, be referred to the Standing Committee on Agriculture.

ATTEST

Le Greffier de la Chambre des communes

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Le jeudi 3 novembre 1983

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1b, 5b, 15b, L16b et 20b, Agriculture, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, soient déférés au Comité permanent de l'agriculture.

ATTESTÉ

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, NOVEMBER 22, 1983
(121)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 11:19 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mrs. Côté, presiding.

Members of the Committee present: Mr. Althouse, Mrs. Côté, Messrs. Cardiff, Hovdebo, Neil, Schellenberger and Veillette.

Alternates present: Messrs. Bockstael, Hargrave and King.

Other Member present: Mr. Gurbin.

Witnesses: *From the Department of Agriculture*: Mr. J.P. Connell, Deputy Minister; Dr. R.L. Halstead, Director General, Program Co-ordination Directorate, Research Branch; Mr. Y. Jacques, Assistant Deputy Minister, Marketing and Economics Branch; Dr. J.W. Morrison, Director General, Institutes Research Branch; Mr. A. Chambers, Director, Finance; Mr. C.E. Hill, Director, Marketing Services Division, Marketing and Economics Branch; Dr. B.B. Perkins, Director General, Development Policy, Regional Development Branch.

The Order of Reference dated Thursday, November 3, 1983, relating to the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 1984, being read as follows:

Ordered,—That Agriculture Votes 1b, 5b, 15b, L16b and 20b for the fiscal year ending March 31, 1984, be referred to the Standing Committee on Agriculture.

It was agreed,—That the following meetings be scheduled in relation to the Supplementary Estimates (B) 1983-84:

—TUESDAY, November 22, 1983 at 11:00 a.m. on the Votes relating to the Agri-Food Development Program with Officials of the Department of Agriculture;

—TUESDAY, November 22, 1983 at 8:00 p.m. on all the Votes under Agriculture with the Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture; and

—WEDNESDAY, November 23, 1983 at 3:30 p.m. and/or THURSDAY, November 24, 1983 at 3:30 p.m. with Officials of the Department of Agriculture and representatives of the Canadian Wheat Board.

By unanimous consent, the Chairman called Votes 5b, 15b and L16b.

The witnesses answered questions.

At 12:45 o'clock p.m., the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m. this day.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 22 NOVEMBRE 1983
(121)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit, ce jour à 11h19, sous la présidence de Mme Côté (président).

Membres du Comité présents: M. Althouse, Mme Côté, MM. Cardiff, Hovdebo, Neil, Schellenberger et Veillette.

Substituts présents: MM. Bockstael, Hargrave et King.

Autre membre présent: M. Gurbin.

Témoins: *Du ministère de l'Agriculture*: M. J.P. Connell, sous-ministre; M. R.L. Halstead, directeur général, Direction des instituts et de la coordination des programmes, Direction générale de la recherche; M. Y. Jacques, sous-ministre adjoint, Direction générale de la commercialisation et de l'économie; M. J.W. Morrison, directeur général, Instituts, Direction générale de la recherche; M. A. Chambers, directeur, Finances; M. C.E. Hill, directeur, Division des services de commercialisation, Direction générale de la commercialisation et de l'économie; M. B.B. Perkins, directeur général, Direction du développement régional.

L'ordre de renvoi du mardi 3 novembre 1983 concernant le budget des dépenses supplémentaire (B) pour l'année financière qui prendra fin le 31 mars 1984 se lit comme il suit:

Il est ordonné,—Que les crédits 1b, 5b, 15b, L16b et 20b pour l'année financière qui prendra fin le 31 mars 1984, soient renvoyés au Comité permanent de l'agriculture.

Il est convenu,—Que le Comité se réunisse aux jours indiqués ci-dessous au sujet du budget des dépenses supplémentaire(B) 1983-1984:

—Le MARDI 22 novembre 1983, à 11 heures, avec les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, concernant le Programme de développement du secteur agro-alimentaire;

—Le MARDI 22 novembre 1983, à 20 heures, avec l'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture, concernant tous les crédits réunis sous la rubrique de l'agriculture; et

—Le MERCREDI 23 novembre 1983 à 15h30, ou le JEUDI 24 novembre 1983 à 15h30, ou les deux jours, avec les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et les représentants du Comité canadien des grains.

Par consentement unanime, le président met en délibération les crédits 5b, 15b et L16b.

Les témoins répondent aux questions.

A 12h45, le Comité interrompt les travaux pour se réunir de nouveau, le même jour, à 20 heures.

Le greffier du Comité

Bernard G. Fournier

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Tuesday, November 22, 1983

• 1118

Le président: À l'ordre!

Je désire vous souhaiter la bienvenue à cette réunion du Comité permanent de l'agriculture. Le Comité entreprend aujourd'hui l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 3 novembre 1983 concernant le Budget des dépenses supplémentaires (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. Je demanderais au greffier du Comité de lire l'ordre de renvoi.

Le greffier du Comité:

Il est ordonné que les crédits 1b, 5b, 15b, L16b et 20b, Agriculture, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, soient déférés au Comité de l'agriculture.

Le président: Je vous remercie, monsieur le greffier.

Avant de débuter la réunion avec nos témoins, je voudrais vous soumettre le rapport de la réunion du Sous-comité du programme et et de la procédure, réunion qui s'est tenue hier après-midi.

• 1120

Naturellement, ce rapport que je viens de vous soumettre, c'est-à-dire cet horaire des réunions concernant le Budget supplémentaire, tel que je vous le propose, si les membres du Comité sont d'accord et s'il est accepté par le Comité permanent, nous permettrait de poursuivre selon cet horaire.

Monsieur Schellenberger.

Mr. Schellenberger: Yes. I would agree that the report is acceptable to us. I would like to move that we accept this as our agenda for the week.

The Chairman: Mr. Bockstael.

Mr. Bockstael: Madam Chairman, I would like to propose an amendment to the report, that 8 p.m. on Thursday is not realistic and I would just as soon see that stricken from the report.

Le président: Nous avons jusqu'au 25 novembre pour traiter des crédits. Je suis d'accord avec vous. Mais si nous avons proposé mercredi à 15h30 ou jeudi à 15h30 ou 20h00, avec les hauts fonctionnaires, c'était parce qu'hier après-midi nous ne connaissions pas la disponibilité des personnes que nous désirions entendre comme témoins.

Alors, je demande au greffier, s'il a des nouvelles à nous faire part concernant les témoins que nous souhaitons entendre de nous le dire et vers quelle heure nous pourrions les accueillir.

Le greffier: Ce n'est pas encore confirmé mais il semble qu'il n'y ait aucun problème. Pour ce qui est de mercredi . . .

Mr. Neil: We can go back on Friday morning on the early flight.

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mardi 22 novembre 1983

The Chairman: Order.

I would like to welcome you to this meeting of the Standing Committee on Agriculture. The committee is beginning consideration of its Order of Reference dated Thursday, November 3, 1983 with respect to Supplementary Estimates (B) for the Fiscal Year ending March 31, 1984. I will now ask the Clerk of the Committee to read the order of reference.

The Clerk of the Committee:

It is ordered that Votes 1b, 5b, 15b, L16b and 20b, under Agriculture, for the Fiscal Year Ending March 31, 1984, be referred to the Agriculture Committee.

The Chairman: Thank you.

Before we begin hearing the witnesses, I would like to table the report of the Subcommittee on Agenda and Procedure on the meeting that it held yesterday afternoon.

The report that I have just tabled sets the agenda for a meeting on the supplementary estimates. If committee members agree and if the report carries, we will continue according to the agenda.

Mr. Schellenberger.

M. Schellenberger: Oui. Nous acceptons le rapport. Je propose qu'il soit adopté et que nous respections le calendrier.

Le président: Monsieur Bockstael.

M. Bockstael: Je propose, madame le président, que le rapport soit modifié. Il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que l'on siège jeudi à 20h00. Je propose donc que cette séance soit supprimée.

The Chairman: We have until November 25 to deal with these estimates. I agree with you. But we proposed that the committee meet Wednesday at 3.30 p.m. or Thursday at 3.30 p.m. or 8 p.m., because we did not know yesterday afternoon whether the witnesses that we wanted to hear would be available.

I will ask the clerk to tell us whether he has any news about the witnesses and when we would be able to hear them.

The Clerk: It has not yet been confirmed, but it seems that there will be no problem. As for Wednesday . . .

M. Neil: Nous pourrions rentrer le vendredi matin, en prenant un vol très tôt.

[*Text*]

Le président: Il semblerait qu'il y ait des problèmes pour demain après-midi au sujet de la disponibilité des personnes qu'on désire entendre, mais les chances seraient plus grandes pour jeudi après-midi ou pour une réunion à 20h00.

Si vous décidez de ne pas avoir de réunion jeudi à 20h00, nous pourrons insister pour en avoir une jeudi après-midi à 15h30.

M. Bockstael: Ce serait mon choix, madame le président.

J'appuie le rapport, si on inclut cet amendement.

Le président: Formellement, il y a la réunion d'aujourd'hui à 11h00, celle de ce soir à 20h00 avec le ministre et jeudi après-midi à 15h30. Est-ce que ça va?

Mr. Schellenberger: We should not just drop the Wednesday meeting. We may not finish here today. If we could have the officials back . . . It will depend upon how the meeting goes today.

Le président: Nous pourrions conserver la réunion prévue pour mercredi après-midi à 15h30 et jeudi après-midi à 15h30 également. Est-ce que ça va? Merci beaucoup.

Le rapport est adopté.

(Voir le *procès-verbal de la réunion*).

Le président: Je mets maintenant en délibération les crédits qui sont à l'ordre du jour aujourd'hui.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme d'administration

Crédit 1b—Administration—Dépenses du programme— ..... 1,457,500$

A—Ministère—Programme de développement du secteur agro-alimentaire

Crédit 5b—Développement du secteur agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement .....7,210,000$

Crédit 15b—Développement du secteur agro-alimentaire—Subventions inscrites au Budget et contributions..... 25,399,000$

Crédit L16b—Prêts conformément aux ententes conclues avec les provinces.....100,000$

Le président: J'aimerais maintenant vous présenter les témoins que nous recevons aujourd'hui. Il s'agit de M. Peter Connell, qui est sous-ministre au ministère de l'Agriculture; M. Yvan Jacques, sous-ministre adjoint; M. Claude E. Hill, directeur du Service de la commercialisation; M. Andy Chambers, administrateur des finances; Dr Brian Perkins, directeur général au développement régional; Dr J.W. Morrison, directeur général des instituts de recherche en agro-alimentaire et Dr R.L. Halstead, directeur général de la coordination des programmes de recherche.

Le sous-ministre me signale que les fonctionnaires n'ont pas de déclaration à faire à ce moment-ci. Si les membres sont d'accord, nous allons commencer immédiatement avec la période des questions. Le premier intervenant est M. Neil.

Vous disposez de dix minutes, monsieur Neil.

[*Translation*]

The Chairman: It seems that there may be problems for tomorrow afternoon insofar as the availability of witnesses is concerned, but we would have a better chance Thursday afternoon, or at 8 p.m.

If you decide not to meet Thursday at 8 p.m., we could insist on having a meeting Thursday afternoon at 3.30.

Mr. Bockstael: That would be my choice, Madam Chairman.

I support the report, if this amendment is included.

The Chairman: Officially, there was a meeting today at 11 o'clock, one this evening at 8 with the minister and one Thursday afternoon at 3.30. Is that all right?

M. Schellenberger: Il ne faudrait pas laisser tomber la séance du mercredi matin. Il se peut que nous ne terminions pas aujourd'hui. Si les fonctionnaires pouvaient revenir . . . Cela dépendra de ce que l'on fera à la séance d'aujourd'hui.

The Chairman: We could keep the Wednesday and Thursday afternoon meetings. Is that all right? Thank you very much.

The report is carried.

(See transcript)

The Chairman: I now call the votes that are under consideration today.

AGRICULTURE

A—Department—Administration Program

Vote 1b—Administration—Program expenditures ..... $11,457,500.

A—Department—Agrifood Development Program

Vote 5b—Agrifood development—Operating expenditures ... $17,210,000

Vote 15b—Agrifood development—Grants listed in the estimates and contributions.....$125,399,000

Vote L16b—Loans under agreement with the provinces ..... $100,000.

The Chairman: I would now like to introduce today's witnesses. They are Mr. Peter Connell, Deputy Minister of Agriculture; Mr. Yvan Jacques, Assistant Deputy Minister; Mr. Claude E. Hill, Director of Marketing Services; Mr. Andy Chambers, Director of Finance; Dr. Brian Perkins, General Director of Regional Development; Dr. J.W. Morrison, Director General of Agrifood Research Institute and Dr. R.L. Halstead, Director General of Research Program Co-ordination.

The deputy minister tells me that the officials have no statement to make at this time. If the members agree, we will begin immediately with questioning. Mr. Neil is first on my list.

Mr. Neil, you have 10 minutes.

[*Texte*]

Mr. Neil: Thank you.

The Chairman: Just a minute, sir, please.

J'aimerais rappeler aux membres du Comité que le sous-ministre, M. Connell, devra nous quitter à 11h45, mais les gens qui l'accompagnent peuvent demeurer avec nous jusque vers 12h30 et peut-être même un peu plus tard. Je vous remercie.

Je m'excuse, monsieur Neil. Vous avez la parole.

• 1125

Mr. Neil: Thank you, Madam Chairman.

Madam Chairman, I am interested in the item of $9.067 million shown as a contribution to the Western Grains Research Foundation, which, of course, is a foundation that was set up as a result of pressure put on the government from this side to make available the $9 million that was contributed over the years by the western grain producers to the old Prairie Farm Assistance Act. I understand that the moneys were paid over to the foundation earlier this year, I think perhaps in April. My understanding is that the Department of Agriculture has representatives on the board of the Western Grains Research Foundation. I would like to know who these representatives are. I would also like to find out what has transpired with respect to the organization of the foundation and whether or not any moneys have been expended from the foundation up to the present time.

Mr. J.P. Connell (Deputy Minister, Department of Agriculture): Madam Chairman, I would ask Dr. Halstead to reply to that, with your permission.

Dr. R.L. Halstead (Director General, Program Coordination Directorate, Research Branch, Department of Agriculture): Madam Chairman and members, the situation with respect to the funds is that, as you have said, Mr. Neil, they were transferred last April, or some time ago. The members on the executive committee of the Research Branch are the director general of the prairie region, Dr. W. Pelton and Dr. Andrews, who was the one who was named but who is no longer the director general of the prairie region. There is a saw-off of responsibilities there and that will be coming downstream, so the two people have been indicated as being representatives.

With respect to plans for expenditure of the money, none has been expended to date. Following the Outlook Conference, it is my understanding that the Canadian Federation of Agriculture, which has responsibility in the secretariat sense for this, will be setting up a symposium. General expenditure plans will be developed and projects will be initiated following that.

Mr. Neil: I would like to address this question to Mr. Connell, the deputy minister. For many years, this $9.067 million has been held in a trust account and shown annually in the public accounts. This money, of course, was held in trust on behalf of the producers and, presumably, the funds must have existed. I am having a great deal of difficulty in under-

[*Traduction*]

M. Neil: Merci.

Le président: Un moment, s'il vous plaît.

I would like to remind members of the committee that the deputy minister, Mr. Connell, has to leave at 11.45, but his officials can stay until 12.30 and maybe even a little later. Thank you.

I apologize, Mr. Neil. You have the floor.

M. Neil: Merci, madame la présidente.

Madame la présidente, je m'intéresse à l'article de 9.067 millions de dollars indiqué comme contribution à la Fondation de recherche sur le grain de l'Ouest, organisme créé, on le sait, à la suite des pressions exercées sur le gouvernement par les députés de notre côté pour que puissent être utilisés les 9 millions de dollars constituant les cotisations cumulatives des producteurs de grain de l'Ouest à l'ancienne Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies. Je crois savoir que cet argent a été versé à la Fondation plus tôt au cours de cette année, en avril, je pense. Si je comprends bien, le ministère de l'Agriculture compte des représentants au conseil d'administration de la Fondation de recherche sur le grain de l'Ouest. J'aimerais savoir quels sont ces représentants. J'aimerais aussi savoir ce que l'on peut savoir au sujet de l'organisation de la fondation et si la fondation a elle-même déboursé de l'argent jusqu'à présent.

M. J.P. Connell (sous-ministre, ministère de l'Agriculture): Madame la présidente, j'aimerais demander au Dr Halstead de répondre à cette question, avec votre permission.

Dr R.L. Halstead (directeur général, Direction générale de la coordination des programmes, Direction de la recherche, ministère de l'Agriculture): Madame la présidente et messieurs les membres, la situation en ce qui concerne les fonds c'est que, comme vous l'avez dit, monsieur Neil, ils ont été transférés en avril dernier, ou il y a un certain temps. Les membres du comité exécutif de la Direction de la recherche sont le directeur de la région des Prairies, le Dr W. Pelton et le Dr Andrews, celui qui a été nommé mais qui n'est plus directeur général de la région des Prairies. Il y a une répartition des responsabilités qui va se répercuter sur le reste de l'organisation et c'est pourquoi ces deux personnes sont indiquées comme représentants.

En ce qui concerne les projets de dépense, rien n'a été dépensé jusqu'à présent. À la suite de la Conférence des perspectives agricoles, je crois savoir que la Fédération canadienne de l'agriculture, qui est chargée du travail de secrétariat, va organiser un colloque. Des plans généraux de dépense seront établis et des projets seront lancés par la suite.

M. Neil: J'aimerais adresser cette question à M. Connell, le sous-ministre. Pendant de nombreuses années, cette somme de 9.067 millions de dollars a été gardée dans un compte de fiducie et indiquée chaque année dans les comptes publics. Cette somme a évidemment été gardée en fiducie au nom des producteurs et il est à supposer que les fonds existaient. J'ai

[*Text*]

standing why, if these funds were held in a trust account on behalf of the producers, the item of $9.067 million is shown in the agricultural estimates. It is producers' money, it was turned back to producers. Why do we have to show this $9.067 million as an estimate? Why is it not a $1 item, if you have to have some authorization to transfer it?

Mr. Connell: Madam Chairman, I am not sure that I can comment on all the technicalities. Whether it was a trust account or not I am not sure, but it certainly was a special account in the consolidated revenue fund. One of the major factors contributing to the delay in transferring this money was finding a legal way to do that. As I say, all the intricacies and the legalities of these impediments I do not have in my mind at the moment, although I would be pleased to see that it was put in writing and perhaps one could understand it that way.

• 1130

At any rate, after a lot of discussion and consideration of various methods, which at one time seemed to indicate that we would have to have special legislation to get that $9 million-odd out of the Consolidated Revenue Fund, legal and other advisers finally determined that it could be done without legislation and that the way to proceed was by way of these supplementary estimates, which being put in a sense as a credit in the Agriculture estimates and presumably an offsetting debit somewhere to this special account in the Consolidated Revenue Fund would then permit the Minister of Agriculture to make a grant or a contribution, whichever one it is, to the Western Grains Research Foundation. The important part, I think, was once we had found a way, a window, that was acceptable to get his money out there, we did not ask any more questions.

Mr. Neil: I will have to ask the minister tonight, but I think the minister was quite aware that there would be no problems, at least on this side, if he had brought in a bill to arrange for the transfer of this money. What bothers me is the fact that the minister and your department are showing in the supplementary estimates that the Department of Agriculture is making a contribution of $9 million to the Western Grains Research Foundation, when in fact the Department of Agriculture is not making a contribution, it is simply turning across money that belonged to producers. What you have done here, as I see it, is you have inflated your estimates by $9 million. I can visualize the minister—and I will tell him this to his face tonight—when he is going around the country, when he talks about research and development, talking about all the money he has spent. And he will include in that figure $9 million which is not departmental money; it is producers' money.

Mr. Connell: Certainly the money was collected from producers, although it was difficult in the event to identify which producers paid how much money. But the money is

[*Translation*]

beaucoup de mal à comprendre pourquoi, si ces fonds étaient gardés dans un compte de fiducie au nom des producteurs, l'article de 9.067 millions de dollars est indiqué dans le budget des dépenses de l'Agriculture. C'est l'argent des producteurs et cet argent a été retourné aux producteurs. Pourquoi faut-il indiquer cette somme de 9.067 millions de dollars dans le budget des dépenses? Pourquoi pas un article de 1$ s'il faut une autorisation quelconque pour ce transfert?

M. Connell: Madame la présidente, je ne suis pas sûr de pouvoir présenter de commentaire sur toutes les questions techniques. Qu'il ce soit agit d'un compte de fiducie ou non, je n'en suis pas certain, mais il s'agissait à coup sûr d'un compte spécial du Fonds du revenu consolidé. Une des principales raisons qui expliquent le retard du transfert de la somme en question, c'est qu'il fallait trouver un moyen légal de le faire. Je le répète, je ne me souviens pas pour l'instant de tous les délais ni de toutes les particularités juridiques de ces obstacles, mais je me ferais un plaisir d'indiquer cela par écrit et peut-être, ainsi, pourrait-on comprendre la situation.

Quoi qu'il en soit, après beaucoup de discussions et l'examen de diverses méthodes, ce qui a fait croire un certain temps qu'il fallait une loi spéciale pour faire sortir cette somme de quelque 9 millions de dollars du Fonds du revenu consolidé, les conseillers juridiques et autres ont enfin établi que cela pourrait se faire sans mesure législative et que le moyen à utiliser était constitué par ce budget supplémentaire: en en faisant une certaine manière un crédit du budget de l'Agriculture et, je suppose, un début correspondant quelque part dans ce compte spécial du Fonds du revenu consolidé, on autoriserait le ministre de l'Agriculture à faire une subvention ou une contribution , quel que soit le cas, à la Fondation de recherche sur le grain de l'Ouest. L'important, je pense, c'est que, après avoir trouvé un moyen acceptable de placer là cet argent, nous n'avons pas posé d'autre question.

M. Neil: Je vais le demander au ministre ce soir, mais je pense que le ministre savait bien qu'il n'y aurait pas de problème, du moins de notre part, s'il avait déposé un projet de loi pour organiser le transfert de cette somme. Ce qui m'ennuie, c'est que le ministre et votre ministère indiquent dans le budget supplémentaire des dépenses que le ministère de l'Agriculture fait une contribution de 9 millions de dollars à la Fondation de recherche sur le grain de l'Ouest alors que, en réalité, le ministère de l'Agriculture ne fait pas de contribution mais retourne tout simplement de l'argent qui appartenait aux producteurs. Ce que vous venez de faire, selon moi, c'est que vous avez grossi votre budget de 9 millions de dollars. Je puis imaginer le ministre—et je vais le lui dire directement ce soir—se promenant à travers le pays, parlant de recherche et de développement, parlant de tout l'argent qu'il y a consacré. Et il va englober dans ce chiffre les 9 millions de dollars qui ne sont pas des fonds du ministère: c'est l'argent des producteurs.

M. Connell: Il est certain que l'argent a été recueilli auprès des producteurs, mais il est difficile en l'occurrence de savoir quelle somme a été contribuée par chaque producteur. Mais

[*Texte*]

being paid now not to producers directly but to the Western Grains Research Foundation.

As far as what the money represents, where it comes from, I think there are very few people in the country who are at all knowledgeable or interested in this $9 million and who do not know where it came from and how it got there, and why it has been paid.

Mr. Neil: Maybe this is true. I was one, and my father, over the years, who paid many dollars into the PFAA fund, and I have no objection. I think the farmers across the country have no objection to its going into research and development. It is the way it is being done. It has been done by charging this as an estimate. If it were a $1 item, I would understand it, because it would not then inflate the estimates. Basically it is producers' money, not taxpayers' money.

Mr. Connell: Yes.

Mr. Neil: If that were a $1 item, I could understand it, but where it is a $9 million item, I have difficulty. I look in the same account in Public Accounts and I see immediately below the $9,067,000 the $600 million or $800 million of producers' money that is held in trust under the Western Grain Stabilization Plan. When that money is being paid out, is that going to be shown as an estimate under the Department of Agriculture?

Mr. Connell: I do not believe so. This $9 million was, as far as I can determine, and is, a special case; and I am sure, in fact I know, that the minister and others were very anxious for a long period of time to get the money paid to the Western Grains Research Foundation. I do not think the minister can claim, or would claim, credit for the precise method that has been adopted, but rather he accepted the advice that this was the way it could best now be done.

• 1135

Mr. Neil: I would not say either the minister or the government was very interested in having that money paid. It sat there for a number of years, until such time as I brought forward a private member's bill to set up a trust to make use of it. Then suddenly the minister got interested in doing something about it. What bothers me is that he is going to attempt to take the credit by having this included in the estimates, when it is money that is not Agriculture department money but in effect is producers' money that was held in trust as a result of a 1% levy, a check-off under the—when you sold grain, the same way as the Western Grain Stabilization premiums are a check-off.

Thank you very much.

Mr. Connell: As you say, sir, you are going to face the minister with that tonight, and he will be able to answer on the degree to which he is going to try to take the credit.

[*Traduction*]

l'argent est remis non pas aux producteurs directement mais à la Fondation de recherche sur le grain de l'Ouest.

Quant à savoir ce que représente cet argent, d'où il vient, je pense qu'il y a au pays très peu de gens renseignés et intéressés par ces 9 millions de dollars, qui ne savent pas d'où vient cette somme, comment elle a abouti là et pourquoi elle a été versée.

M. Neil: C'est peut-être vrai. Moi-même, et mon père, sommes de ceux qui, avec les années, ont versé bien des dollars au Fonds de la LAAP et je n'ai pas d'objection à formuler. Je pense que les agriculteurs du pays ne s'opposent aucunement à ce que cette somme soit consacrée à la recherche et au développement. Ce qui est contestable, c'est la manière. On l'a fait en imputant cette somme au budget des dépenses. S'il s'agissait d'un article d'un dollar, je comprendrais car cela n'aurait pas alors pour effet de grossir le budget. Au fond, c'est l'argent des producteurs et non l'argent des contribuables.

M. Connell: Oui.

M. Neil: S'il s'agissait d'un article d'un dollar, je comprendrais mais, dans le cas d'un article de 9 millions de dollars, je comprends moins bien. J'examine le même compte des comptes publics et je vois immédiatement après les 9,067,000$ les 600 à 800 millions d'argent des producteurs qui sont gardés en fiducie en vertu du Plan de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Lorsque cet argent sera versé, va-t-on l'indiquer dans le budget du ministère de l'Agriculture?

M. Connell: Je ne le crois pas. Ces 9 millions de dollars, autant que je puisse voir, ont été et demeurent un cas spécial; et je suis sûr, je sais même, que le ministre, avec d'autres personnes, était très désireux depuis longtemps de verser cette somme à la Fondation de recherche sur le grain de l'Ouest. Je ne crois pas que le ministre puisse s'approprier, ou qu'il le ferait, le mérite de la méthode particulière qui a été adoptée, mais il a plutôt accepté le conseil selon lequel c'était là la meilleure marche à suivre en l'occurrence.

M. Neil: Je n'ai pas l'impression que le ministre ou le gouvernement était très désireux de verser cet argent. Il est demeuré là plusieurs années, soit jusqu'à ce que je présente un projet de loi privé pour la création d'un fonds de fiducie et l'utilisation des sommes en question. Ce qui m'ennuie, c'est qu'il va vouloir s'en attribuer le mérite en incorporant la somme à son budget alors qu'il ne s'agit pas de l'argent du ministère de l'Agriculture mais en réalité de l'argent des producteurs, gardé jusque-là en fiducie à la suite d'une cotisation de 1 p. 100, soit une vérification applicable à la vente du grain de la même manière que les primes de stabilisation concernant le grain de l'Ouest constituent un moyen de vérification.

Merci beaucoup.

M. Connell: Vous l'avez dit, monsieur, vous allez soumettre ce cas au ministre ce soir et celui-ci pourra vous répondre au sujet du mérite qu'il voudra s'attribuer à cet égard.

[*Text*]

Mr. Neil: Yes. And your officials will be in to brief him.

The Chairman: Mr. Hovdebo.

Mr. Hovdebo: Thank you, Madam Chairman.

Just to follow along on Mr. Neil's line of questioning, where will the balancing entry be in revenue? Will there be a balancing entry in the revenue as well as the expenditures as far as that particular amount of money, that $9 million, is concerned? Will it show up in revenue in the Department of Agriculture?

Mr. Connell: I suppose, Madam Chairman, one could say that it is showing up in revenue now, in the sense that we are asking for a supplementary estimate of $9 million and some dollars.

Mr. Hovdebo: I do not quite understand. For instance, you have in the estimates a revenue analysis . . .

Mr. Connell: Yes.

Mr. Hovdebo: —as far as the department is concerned. This particular amount of money did not appear in the revenue analysis in the last estimate. Will it appear in the next one?

Mr. Connell: No, I do not believe so. It is not revenue in the commonly accepted sense. It is money being transferred by this route from the Consolidated Revenue Fund, where it has reposed for several years, and being put in the estimates so it can, through the form of a contribution, be paid to the Western Grains Research Foundation.

Mr. Hovdebo: In the area here of several of these amounts—well, let us take the total vote, votes 5b and 15b. You have a total there of an increase of almost 6% on the total on this—vote 15b, an increase of 8%. Is this not rather a large increase, or mis-estimate in the original estimates? Is this a usual level of requirement for supplementary estimates? That is almost an 8% increase between the original estimates and these estimates.

Mr. Connell: Mr. Hovdebo, I am not quite sure what the percentages have been in previous years. It is possible, however, indeed maybe likely, that it might be somewhat higher than usual. There is the $9 million you speak of, and there is another $7 million for the Apple Industry Compensation Re-establishment Program. If one takes those two items out, there is $15 million or $16 million by which that increase will be reduced.

• 1140

Mr. Hovdebo: Just to go through some of the specific items there: Contribution towards construction of fruit and vegetable storage facilities has been an ongoing program. If you are now asking for $2.5 million for it, why did you not ask for that money in the original estimates? There was a zero amount in the original estimates.

Mr. Connell: In the original estimates the program, which had been funded for several years, was coming to an end March 31, 1983, and at the time of the preparation of the

[*Translation*]

M. Neil: Oui. Et vos hauts fonctionnaires seront là ou le conseiller.

Le président: Monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: Merci, madame le président.

Pour donner suite aux questions de M. Neil, où va-t-on trouver l'inscription correspondante dans les recettes? Y aura-t-il une inscription correspondante dans les recettes comme dans les dépenses en ce qui concerne cette somme d'argent en particulier, ces 9 millions de dollars? Cela va-t-il apparaître dans les recettes du ministère de l'Agriculture?

M. Connell: On pourrait dire, je pense, madame le président, que cela apparaît déjà dans les recettes puisque nous demandons un budget supplémentaire de 9 millions de dollars et quelques.

M. Hovdebo: Je ne comprends pas très bien. Par exemple, vous avez dans le budget une analyse des recettes . . .

M. Connell: Oui.

M. Hovdebo: . . . qui intéressent le Ministère. Cette somme particulière n'apparaissait pas dans l'analyse des recettes du dernier budget. Va-t-elle apparaître dans le prochain?

M. Connell: Non, je le crois pas. Il ne s'agit pas de recettes selon le sens habituel de ce terme. C'est de l'argent qui est transféré par ce moyen à partir du Fonds du revenu consolidé, où il se trouvait depuis plusieurs années et que l'on fait passer au budget pour que, sous la forme d'une contribution, il puisse être versé à la Fondation de recherche sur le grain de l'Ouest.

M. Hovdebo: Au sujet de plusieurs des sommes indiquées ici—examinons le crédit total, soit les crédits 5B et 15B. On a ici au total une augmentation de près de 6 p. 100 et, crédit 15B, une augmentation de 8 p. 100. N'est-ce pas là une augmentation assez considérable ou un mauvais calcul du budget original? Est-ce là un niveau normal des besoins dans le cas d'un budget supplémentaire? C'est une augmentation de près de 8 p. 100 entre le budget original et celui-ci.

M. Connell: Monsieur Hovdebo, je ne sais pas quels étaient exactement les pourcentages des années antérieures. Il est possible, toutefois, et même probable, que ce soit un peu plus que d'habitude. Il y a les 9 millions de dollars dont vous parlez et il y a 7 autres millions de dollars pour le programme d'aide à la reconstitution des vergers de pommes. Si l'on enlève ces deux articles, cela fait de 15 à 16 millions de réduction de la hausse.

M. Hovdebo: Je passe à d'autres points particuliers: la contribution pour la construction d'entrepôts de fruits et légumes est un programme qui se continue. Si vous demandez aujourd'hui 2.5 millions de dollars pour ce programme, pourquoi ne pas avoir demandé cette somme dans le budget original? La somme inscrite dans le budget original est de zéro.

M. Connell: Dans le budget original, le programme, qui était financé depuis plusieurs années, devait se terminer le 31 mars 1983 et, au moment de la préparation du budget de 1983-1984,

[*Texte*]

1983-84 estimates we were not sure, or at least we had not had confirmation, that that program would be funded for a continuing and subsequent period of time. It was not, I think, until May or June of this year that the program was continued. Indeed, the annual amount expanded from $3 million to $5 million for the subsequent three years so it has become necessary for us to ask for supplementary estimates.

Mr. Hovdebo: The next item there is the payment under the Farm Loans Interest Rebate Act. You had $6.4 million in the original estimates. You are asking for another $4,566,000, which makes a total of about $11 million. It would seem to me that with the dropping of the interest rates the Farm Credit Corporation would have an income difference in that they were borrowing money more cheaply than they were loaning it out. Why do you need that extra $6 million when you are making money on every loan you have out right now or you are putting out right now—or they are?

Mr. Connell: If I may just refer to my notes for a moment... This provides for a payment under the Farm Loans Interest Rebate Act. Because of the demand under the Special Farm Financial Assistance Program, loans have been approved in excess of the original expectations. That being so, an extra demand has been placed upon the financial resources of the FCC in order to make payments to farmers in this farm loan interest rebate. The amount of money that the FCC would make would be, I suppose one could say, minimal in that the spread between the amount they charge and the amount they borrow is not very great and was not enough in the beginning in order for them to accommodate this special program of interest loan rebates because not only did the Farm Credit charge, and have to charge, higher interest rates when interest rates were up but also they of course had to pay higher interest rates for the money they borrowed.

Just to take some figures, which may or may not be the appropriate ones, if some farm loans were made at 16% and if the Farm Credit Corporation had to pay, say, 13.5% for that money. Today those 16% loan borrowers from Farm Credit are receiving an interest rate rebate of 4%. That money has been provided in the estimates originally, but because of the heavier demand another $4 million or $4.5 million is required. The Farm Credit Corporation to the degree that it borrowed money at 15% is still paying 15% for the money they borrowed.

• 1145

Mr. Hovdebo: That makes sense on the surface, but it does not make sense as far as the total financial situation in the Farm Credit Corporation is concerned. The Farm Credit Corporation have been telling us often and widely that they borrowed $250 million at less than 13%—I think it was 12.75%, if I am not mistaken, or 13.5%, some of it—which means that they are borrowing at less than the new money that

[*Traduction*]

nous n'étions pas sûrs, ou du moins, cela n'avait pas été confirmé, que le programme serait financé pour une période ultérieure. C'est seulement en mai ou juin de cette année, je crois, que le programme a été continué. Au fait, le montant annuel des dépenses est passé de 3 à 5 millions de dollars pour les trois années subséquentes et c'est pourquoi il nous a fallu demander des crédits supplémentaires.

M. Hovdebo: Le prochain article est constitué par les paiements relevant de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés. Vous aviez 6.4 millions de dollars dans le budget original. Vous demandez 4,566 millions de dollars de plus, ce qui fait au total environ 11 millions de dollars. Il me semble que, à cause de la baisse des taux d'intérêt, la Société de crédit agricole devrait accuser une différence de revenu puisqu'elle empruntait l'argent meilleur marché qu'elle ne le prêtait. Pourquoi avez-vous besoin de ces 6 millions de dollars additionnels alors que vous faites des profits dans le cas de chacun de vos prêts actuels ou de ceux que vous consentez actuellement. Est-ce bien le cas?

M. Connell: J'aimerais consulter mes notes un instant... Il s'agit ici d'un paiement relevant de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés. À cause de la demande dont a été l'objet le programme spécial d'aide financière aux exploitations agricoles, le montant des prêts a dépassé les attentes. À cause de cela, il y a eu un appel additionnel aux ressources financières de la SCA du fait des paiements faits aux agriculteurs pour l'atténuation de l'intérêt sur les prêts agricoles. Les profits de la SCA seraient minimes, j'imagine, puisque l'écart entre l'intérêt sur les emprunts et l'intérêt sur les prêts n'est pas très grand et n'était pas suffisant à l'origine pour s'appliquer à ce programme spécial de réduction de l'intérêt sur les prêts, car non seulement la Société du crédit agricole imposait et devait imposer des taux d'intérêt suérieurs lorsque les taux d'intérêt étaient élevés mais encore il lui fallait évidemment payer des taux d'intérêt plus élevés à l'égard des sommes qu'elle empruntait.

Pour vous donner quelques chiffres, qui peuvent ou non être exacts, des prêts agricoles ont pu être consentis à 16 p. 100 et la Société du crédit agricole a pu devoir payer, par exemple, 13.5 p. 100 d'intérêt pour obtenir cet argent. Aujourd'hui ces personnes qui ont fait un emprunt auprès de la Société du crédit agricole à un taux de 16 p. 100 reçoivent un remboursement d'intérêts de 4 p. 100. Cet argent était prévu à l'origine dans le budget principal mais vu l'accroissement de la demande, il nous faudra une somme supplémentaire de 4 millions de dollars ou de 4.5 millions de dollars. La Société du crédit agricole continue à payer un taux de 15 p. 100 pour l'argent qu'elle a emprunté à ce taux.

M. Hovdebo: C'est une réponse qui semble raisonnable à prime abord mais pas dans le contexte financier global de la Société du crédit agricole. Celle-ci a beaucoup parlé de son emprunt de 250 millions de dollars à un taux inférieur à 13 p. 100, je crois qu'il s'agissait de 12.75 p. 100, si je ne m'abuse ou 13.5 p. 100, ce qui veut dire que ces emprunts lui coûtent moins que les prêts qu'elle consent. Donc ces prêts devraient

[*Text*]

they are putting out. So they should be making money actually on this, and they are making money on all those people who were turned down, and thousands of them were turned down for the rebate. Those fellows are still paying 16.25%.

So it just seems almost incorrigible that you need another $4 million to pay for rebates on a program that is barely working, if it is working at all, and also on money that you are getting more cheaply than the rebate level.

Mr. Connell: It certainly is true that subsequently the Farm Credit Corporation was able to borrow money at lower interest rates as interest rates in the money market fell, but that money has immediately been turned around and loaned to farmers at lower interest rates.

I am not sure of this, but I would think the Farm Credit Corporation would be normally prevented perhaps by their law from using that money for the interest rebate program. That is why special funds, special authority, was provided in the beginning: so they could give the people who had borrowed at high rates the interest rebate—I believe it is 4%—as interest rates generally fell. This is sort of a special program outside the normal lending program of the FCC, and the money they borrow at 12.75% or whatever they are suppose to use in their normal lending program of financing farm operations, not for the special interest rate rebate program.

Mr. Hovdebo: Madam Speaker, could we . . .

The Chairman: Last question, Mr. Hovdebo.

Mr. Hovdebo: —have tabled a statement of the details of that farm loans interest rebate program if possible?

Mr. Connell: Surely. I will ask the FCC to provide that.

The Chairman: Thank you, sir.

Monsieur Veillette.

M. Veillette: Madame le président, je vous remercie. Je serai très bref.

J'aimerais tout simplement avoir des renseignements concernant le développement des marchés et l'analyse économique. Vous parlez de contributions de 2,420 mille dollars aux groupes de producteurs pour les frais de construction d'entrepôts frigorifiques. Ces entrepôts frigorifiques sont-ils déjà construits ou sont-ils en voie de construction?

M. Connell: Monsieur Jacques, s'il vous plaît.

Le président: Monsieur Jacques.

M. Yvan Jacques (sous-ministre adjoint, Direction générale de la commercialisation et de l'économie, ministère de l'Agriculture): Ordinairement, les gens font la demande avant de construire, parce qu'ils préfèrent évidemment savoir s'ils vont bénéficier du programme ou pas. Dès qu'ils ont notre réponse, ils mettent les choses en marche.

M. Veillette: Est-ce que le montant de 2,420 mille dollars sert à des subventions ou au paiement total de la construction du silo?

[*Translation*]

être rentables, surtout en ce qui concerne les milliers de personnes à qui l'on a refusé la remise. Ces emprunteurs continuent à payer 16.25 p. 100.

Il me semble inconcevable de demander encore 4 millions de dollars pour payer des remises dans le cadre d'un programme qui ne fonctionne guère, pour ne pas dire pas du tout, d'autant plus qu'il est possible d'emprunter cet argent à un taux inférieur à celui qui est prévu pour la remise.

M. Connell: Certes, la Société des crédits agricoles a pu par la suite emprunter de l'argent à des taux d'intérêt inférieurs étant donné leur chute sur les marchés monétaires mais cet argent a été immédiatement prêté aux cultivateurs à des taux d'intérêt inférieurs.

Sauf erreur, je crois que la loi sur les Sociétés du crédit agricole empêche celles-ci d'utiliser cet argent pour le programme de remise d'une partie des frais d'intérêt. C'est pour cette raison qu'un fonds spécial a été prévu au départ afin de permettre l'octroi de cette remise de 4 p. 100, je crois, aux personnes ayant fait des emprunts à des taux élevés. Il s'agit d'un programme spécial dans le cadre des activités de la SCA et l'argent qu'elle emprunte à 12.75 p. 100 dans le cadre de leurs activités financières normales ne s'applique pas à ce programme spécial de remboursement.

M. Hovdebo: Madame le président, pourrions-nous . . .

Le président: Votre dernière question, monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: . . . recevoir une déclaration détaillée concernant ce programme de remise, si cela est possible?

M. Connell: Certainement. Je vais le demander à la SCA.

Le président: Merci, monsieur.

Mr. Veillette.

Mr. Viellette: Madam Chairman, thank you. I will be very brief.

I would just like to have some information concerning market development and economic analysis. You refer to contributions of $2,420,000 for producers for expenses related to cold storage facilities. Are these cold storage facilities already built or in the process of construction?

Mr. Connell: Mr. Jacques, please.

The Chairman: Mr. Jacques.

Mr. Yvan Jacques (Assistant Deputy Minister, Marketing and Economic Branch, Department of Agriculture): Normally people apply before building because they prefer to know whether they will be eligible for the assistance or not. As soon as they get an answer, they begin to work.

Mr. Veillette: Is this amount of $2,420,000 used for partial subsidies or complete payment of the construction cost?

[*Texte*]

M. Jacques: Vous savez que dans le cadre du programme, on ne peut donner qu'un tiers du coût de la construction jusqu'à un maximum de 500,000 dollars. On ne peut pas aller au-delà de 500,000 dollars.

• 1150

M. Veillette: Êtes-vous en mesure de nous dire aujourd'hui dans quel secteur du pays les demandes sont les plus nombreuses? Est-ce au Québec, en Ontario, dans l'Ouest ou aux Maritimes? On parle de pommes de terre. Ce doit être pour l'Ile-du-Prince-Édouard ou encore pour le Québec.

M. Jacques: Je pourrais peut-être vous donner quelques chiffres. Il y a déjà 2.4 millions de dollars qui ont été approuvés. Je pourrais peut-être vous donner des ordres de grandeur, si vous le désirez.

A l'Ile-du-Prince-Édouard, il y a eu un projet pour 31,000 dollars; en Nouvelle-Écosse, il y a eu deux projets pour 302,000 dollars; au Nouveau-Brunswick, il y a eu un projet pour 82,000 dollars; au Québec, il y a eu sept projets pour 515,000 dollars; au Manitoba, il y a eu six projets pour 340,000 dollars; en Saskatchewan, il n'y en a pas d'approuvés pour le moment, mais il y en a qui sont en marche; en Alberta, il y en a eu quatre pour 668,000 dollars; et en Colombie-Britannique, il y en a eu un pour 495,000 dollars.

M. Veillette: Monsieur Jacques, merci.

Le président: Merci, monsieur Veillette.

Mr. Schellenberger.

Mr. Schellenberger: Thank you, Madam Chairman.

My first question will be on the $500,000 contribution to western grain producers item. In the main estimates there was an $8 million figure. Is the calculation done by the Department of Agriculture or is the calculation done by the Canadian Wheat Board of the differentiation between what the prices should be on the Prairies as compared to the corn competitive formula? Could I ask who does that calculation?

M. Jacques: Ordinairement, c'est fait par les gens de ma direction . . .

I am sorry. I will talk in English.

Mr. Schellenberger: It is okay. Go ahead.

Mr. Jacques: I am sorry. Usually it is done by the people from my branch, and we are . . .

Mr. Schellenberger: So it is done by the Department of Agriculture.

Mr. Jacques: Yes.

Mr. Schellenberger: I would ask the chairman of the committee whether the committee could have those calculations tabled as quickly as possible, hopefully before we meet the Canadian Wheat Board either on Wednesday or Thursday, for reference to members of the committee so that we can look at how those calculations were made.

Le président: Il semble que les documents seront déposés à temps.

[*Traduction*]

Mr. Jacques: Under the program, we may only grant one-third of the construction costs to a maximum of $500,000. We cannot go beyond this sum.

Mr. Veillette: Can you tell us today from which area of the country there are the most applications? Is it in Quebec, Ontario, the west or the Maritimes? There is reference to potatoes. It must apply to Prince Edward Island or perhaps to Quebec.

Mr. Jacques: I can give you some figures. There is already the sum of $2.4 million which has been approved. I can give you some idea of the amounts involved, if you would like to know.

In Prince Edward Island, there was one project for $31,000; in Nova Scotia, two projects for $302,000; in New Brunswick, one project for $82,000; in Quebec, seven projects for $515,000; in Manitoba, six projects for $340,000; in Saskatchewan, none have been approved for the time being but there are some under consideration; in Alberta, there were four for a value of $668,000; and in British Columbia, one for $495,000.

Mr. Veillette: Mr. Jacques, thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Veillette.

Monsieur Schellenberger.

M. Schellenberger: Merci, madame le président.

Ma première question porte sur la contribution de 500,000 dollars aux producteurs de céréales de l'Ouest. Dans le budget principal, il y avait un crédit de 8 millions de dollars. Le calcul est-il fait par le ministre de l'Agriculture ou par la Commission canadienne du blé, je parle de la différence des prix dans la région des Prairies compte tenu de la formule tenant compte du prix concurrentiel du mais? Qui est-ce qui se charge de faire ce calcul?

Mr. Jacques: Normally it is done by people in my branch . . .

Je m'excuse, mais je vais vous répondre en anglais.

M. Schellenberger: Je vous en prie.

M. Jacques: Ordinairement, c'est fait par les gens de ma direction et nous sommes . . .

M. Schellenberger: Il est donc fait par le ministère de l'Agriculture.

M. Jacques: Oui.

M. Schellenberger: Je voudrais demander au président du Comité s'il serait possible d'avoir, aussi rapidement que possible, les détails concernant ces calculs, préférablement avant notre réunion avec les représentants de la Commission canadienne du blé, mercredi ou jeudi, pour que nous puissions avoir une idée de comment on procède pour faire ces calculs.

The Chairman: I think that these documents will be tabled on time.

[*Text*]

Mr. Schellenberger: Good.

The Chairman: You will get those documents in time for the meeting.

Mr. Schellenberger: It is difficult to question the officials without knowing how the calculations are made as between the two—the corn competitive formula and what would be the price out on the Prairies if that formula did not exist.

Could I ask the department whether they are presently studying the whole feed grains pricing mechanism, and—well, let us leave it at that. Are you presently studying the whole feed grain pricing mechanism as to whether these estimates should continue?

Mr. Connell: I do not know, Madam Chairman, whether I could say there is a particular or a special study on the whole feed grains pricing mechanism. Certainly we try to keep current with the state of the market of the business, and from time to time we have special studies on any particular aspect of it.

Mr. Schellenberger: So what you are telling me then is that the minister has not asked that the department look at this difficulty at this time, that really the department is satisfied with the corn competitive formula and making the adjustment.

Mr. Connell: Well, Madam Chairman, I do not know that I am saying that either.

• 1155

Aspects of the corn competitive formula have certainly been looked at, particularly in connection with feed grain policy, feed freight assistance and various aspects of that kind. I think there likely are refinements, adjustments that could be made in the corn formula, but there would be arguments pro and con as to whether it would be worthwhile doing or not worthwhile doing, whether it would accurately reflect what the protein value of one of the grains is versus another grain. In the final analysis, I suppose it will be a judgment, made not only by us but by producers, by the Wheat Board, the Livestock Feed Board and others as to whether it would be worthwhile doing that, considering the effect on the market, the availability of grains and so on. The feed grain policy certainly is under review, but I took your original question to be regarding a broader study than that.

Mr. Schellenberger: Okay. I appreciate that.

The inquiries that the department is doing into the ongoing pricing, are those done in confidence for the minister, or are they transmitted to the industry, which is very concerned about the difficulties in feed grain pricing, particularly on the Prairies, at this time?

Mr. Connell: I guess, Madam Chairman, the answer to that is both. A lot of the information, a lot of the possible changes, are certainly developed in consultation with the industry and

[*Translation*]

M. Schellenberger: Très bien.

Le président: Vous recevrez ces documents avant la réunion.

M. Schellenberger: Il est difficile de poser des questions aux fonctionnaires sans savoir comment on détermine la différence de prix et quel serait le prix dans la région des Prairies si la formule du prix concurrentiel du mais n'existait pas.

J'aimerais demander au ministère si on étudie actuellement tout le mécanisme d'établissement des prix des céréales fourragères et . . . je vais m'arrêter là. Examinez-vous actuellement le mécanisme d'établissement des prix des céréales fourragères pour déterminer si on continuera les pratiques actuelles?

M. Connell: Je ne sais pas, madame le président, s'il y a une étude spéciale concernant l'établissement des prix des céréales fourragères. Nous essayons de rester au courant de l'évolution du marché et, de temps à autre, nous nous penchons sur un aspect particulier.

M. Schellenberger: Donc, le ministre n'a pas encore demandé au ministère d'étudier cette difficulté, le ministère est satisfait de la formule du prix concurrentiel du maïs et des ajustements.

M. Connell: Ce n'est pas tout à fait ce que je dis, madame le président.

Certains aspects de la formule concurrentielle dans le secteur du maïs ont bien sûr été examinés, particulièrement en ce qui a trait à la politique des grains de provende, à l'aide apportée pour le transport des grains et à divers éléments de ce genre. Je pense qu'il y aurait probablement des précisions et des rajustements à apporter à la formule relative au maïs, mais il y aurait sûrement des arguments positifs et négatifs à l'égard de la valeur de ces précisions et rajustements et de la justesse qu'ils auraient quant à la valeur protéinique d'un type de grain par rapport à un autre. Dans l'analyse finale, je suppose qu'il reviendra non seulement à nous, mais aux producteurs, à la Commission canadienne du blé, à l'Office canadien des provendes et aux autres parties impliquées, de juger de la valeur d'une telle chose, compte tenu des affaires au niveau du marché, de la disponibilité des grains, et ainsi de suite. La politique relative aux grains de provende est en effet à l'étude, mais j'avais compris que votre question du début touchait une étude plus vaste que cela.

M. Schellenberger: Bon. Je comprends.

À propos des enquêtes que mène le ministère au sujet de l'établissement actuel des prix, je voudrais savoir si elles ne sont faites que pour le ministre ou si les résultats en sont transmis à l'industrie qui s'inquiète beaucoup à l'heure actuelle au sujet des difficultés au niveau de l'établissement du prix des grains de provende, particulièrement dans les Prairies?

M. Connell: Je pense, madame la présidente, que je pourrais répondre que les deux se font. En effet, beaucoup de renseignements et de modifications possibles sont élaborés en consulta-

[*Texte*]

options are communicated to the industry. At the same time, once a lot of those studies are done and the consultation and feedback have taken place, the recommendations of the department would be made in confidence to the minister.

Mr. Schellenberger: Yes. The options that you present to the industry, are those options in the form of written documents, or are they done by way of public meeting exchanges? If they are done by way of written documents, would it be possible to have circulated to members of Parliament any present or past documents that have been submitted to the industry for study, and their reaction?

Mr. Connell: Madam Chairman, I would, of course, think any documents that have been offered to the industry would be available to members of Parliament.

Mr. Schellenberger: Could they be added to the request I have made for the figures that have been used in establishing the estimate? Would that be all right?

Mr. Connell: Yes.

Mr. Schellenberger: I would like to ask a further question regarding the number of person-years being asked for under this estimate. We see that the estimate is asking for an additional 41 employees and that 30 employees, who I assume were to be terminated, are asked to be continued as well. The estimate is very unclear as to where those people will be working in the department and many of us have a lot of difficulty with such things as meat inspectors, people at research establishments across this country, and so on and so on. Is it possible for the department to provide us with some detail as to where they require additional staff? If that is possible, could it be tabled with the committee at the next meeting with the minister or the officials?

Mr. Connell: May I ask, Madam Chairman, just where that figure of 30 is?

Mr. Schellenberger: I am reading from page 14 . . . person-years and strength. I may be reading the estimate incorrectly. On page 12, only 41 people were required, but on page 14 I see, in black, 30.

• 1200

Mr. Connell: There, Madam Chairman, that simply reflects a difference between person-years, on the one hand, and the expectation of how many additional full-time continuing employees will be on strength on March 31, 1984.

Mr. Schellenberger: You are making an estimate in advance of your full estimate?

Mr. Connell: Yes.

Mr. Schellenberger: As I read the estimate, you are asking for 41, or paying for an additional 41 people, at this time, or will be hiring before March 31, 1984 an additional 41 people. Is that correct?

[*Traduction*]

tion avec l'industrie et les options lui sont communiquées. En même temps, lorsque plusieurs de ces études ont été faites et que la consultation et la rétroaction ont eu lieu, les recommandations du ministère sont transmises au ministre de façon confidentielle.

M. Schellenberger: Oui. Les options que vous offrez à l'industrie se présentent-elles sous forme de documents écrits ou s'agit-il d'options élaborées à partir d'échanges survenus lors d'audiences publiques? S'il s'agit de documents écrits, serait-il possible de faire circuler parmi les députés tous les documents que vous avez entre les mains que l'industrie a présentés pour étude et la réaction de celle-ci?

M. Connell: Madame la présidente, je pense, évidemment, que tous les députés peuvent avoir accès à tout document présenté par l'industrie.

M. Schellenberger: Serait-il possible de les ajouter à la demande que j'ai faite pour obtenir les chiffres dont on s'est servi dans la préparation du budget? Cela serait-il possible?

M. Connell: Oui.

M. Schellenberger: J'aimerais poser une autre question au sujet du nombre d'années-personnes demandées dans le présent budget. Je constate qu'on demande 41 employés additionnels et qu'on demande aussi de conserver 30 employés qui, je pense, devaient être mis en disponibilité. Le budget est très confus quant à l'endroit où ces personnes vont être affectées dans le ministère et nombre d'entre nous comprennent mal ce que font les inspecteurs des viandes, les personnes qui travaillent dans les centres de recherche du pays, et ainsi de suite. Serait-il possible que le ministère nous donne certains détails à propos des endroits où il a besoin de personnel supplémentaire? Si la chose était possible, ces renseignements pourraient-ils être fournis au Comité lors de la prochaine rencontre avec le ministre ou les hauts fonctionnaires?

M. Connell: Pourrais-je savoir, madame la présidente, où se trouve ce chiffre de 30 années-personnes?

M. Schellenberger: À la page 15, «années-personnes et effectif». Je comprends peut-être mal le budget. À la page 13, il ne s'agit que de 41 annéespersonnes, mais à la page 15, je vois bel et bien le chiffre 30.

M. Connell: Madame le président, il ne s'agit que de la différence entre les années-personnes, d'une part, et la prévision du nombre d'employés constants additionnels à temps plein qui feront partie de l'effectif au 31 mars 1984.

M. Schellenberger: Vous faites des prévisions préliminaires à votre budget total?

M. Connell: Oui.

M. Schellenberger: Selon ce que je vois dans votre budget, vous demandez 41 années-personnes ou vous engagez déjà des fonds pour 41 années-personnes additionnelles à l'heure actuelle, ou vous allez engager 41 personnes de plus avant le 31 mars 1984. C'est bien cela?

[*Text*]

Mr. Connell: We certainly intend to; hope to.

Mr. Schellenberger: Could you provide us with details as to the . . .

Mr. Connell: Surely. I can give you very quickly, orally, those figures, and supply them on a piece of paper later.

Mr. Schellenberger: If you can give them to me orally, fine.

Mr. Connell: Two person-years are being requested for research in support of the National Energy Program, research and development, and the contribution of the Department of Agriculture to research for better energy utilization. One person-year is being asked for the toxic chemicals management program. There are 21 person-years, additional resources, for the administration of regional development subsidiary agreements, agriculture development agreements under the ERDAs—Economic and Regional Development Agreements—3 person-years in connection with the collection of data for the poultry industry and marketing operations; another 2 person-years for additional operating and contribution expenditures related to existing agri-food regional development plans; 12 person-years for the apple industry compensation and re-establishment program. Those 12, I believe, are term person-years.

Mr. Schellenberger: Investigators?

Mr. Connell: Yes. And they should add up to 41.

Mr. Schellenberger: Could you explain ERDA a little better for us?

Mr. Connell: The Economic and Regional Development Agreements are those agreements entered into actually by the minister of state for economic and regional development, which replaced the general development agreements.

Mr. Schellenberger: Why is he asking for them for agriculture?

Mr. Connell: Under those general agreements, the ERDAs, which are really umbrella agreements, various so-called sectoral departments then enter into subsidiary agreements with the provinces, and the Department of Agriculture would hope to enter into an agreement with each of the provinces, actually, for agricultural development. These 21 person-years are being asked for for those agricultural development agreements.

Mr. Schellenberger: Madam Chairman, my final comment would be, if we could have copies of those agreements just to see how agriculture is benefiting from those agreements, the committee would appreciate it.

[*Translation*]

M. Connell: C'est exactement notre intention. Nous espérons pouvoir le faire.

M. Schellenberger: Serait-il possible d'avoir plus de détails au sujet . . .

M. Connell: Certainement. Je peux vous donner ces chiffres très rapidement de façon orale et vous les fournir plus tard sous forme écrite.

M. Schellenberger: Si vous pouvez me les donner oralement, ça ira.

M. Connell: On a besoin de deux années-personnes pour la recherche effectuée dans le contexte du programme national de l'énergie, recherche et développement, et pour la participation du ministère de l'Agriculture à la recherche en vue d'une meilleure utilisation de l'énergie. On demande une année-personne pour le programme de gestion des produits chimiques toxiques. On a ensuite besoin de 21 années-personnes de plus pour l'administration des ententes subsidiaires relatives au développement régional, les ententes pour le développement de l'agriculture reliées aux ententes pour le développement économique et régional, trois années-personnes pour la cueillette de données concernant l'industrie de la volaille et pour les activités de commercialisation; deux autres années-personnes à la rubrique des dépenses additionnelles à l'égard du fonctionnement et des subventions reliées au plan de développement régional actuel dans le secteur agro-alimentaire; 12 années-personnes pour le programme de compensation et de rétablissement de l'industrie pommicole. Ces 12 années-personnes, je crois, sont affectées à des postes d'une durée déterminée.

M. Schellenberger: Des enquêteurs?

M. Connell: Oui. Pour un grand total de 41 années-personnes.

M. Schellenberger: Pourriez-vous nous expliquer un peu mieux en quoi consiste les ententes pour le développement économique et régional?

M. Connell: Ce sont des ententes qui ont été conclues, en fait, par le ministre d'État au développement économique et régional qui ont remplacé les ententes générales pour le développement.

M. Schellenberger: Qu'ont-elles à voir avec l'agriculture?

M. Connell: Aux termes de ces ententes générales, les ententes pour le développement économique et régional, qui sont aussi en réalité des ententes générales comportant divers sous-secteurs, se ramifient ensuite en ententes secondaires avec les provinces, et le ministère de l'Agriculture espère arriver à des ententes avec chacune des provinces pour le développement de l'agriculture. Ces 21 années-personnes sont demandées en fonction des ententes de développement de l'agriculture en question.

M. Schellenberger: Madame le président, en conclusion, si nous pouvions mettre la main sur des copies de ces ententes simplement pour voir de quelle façon l'agriculture profite de ces ententes, le Comité apprécierait la chose.

[*Texte*]

Mr. Connell: Many of those prospective agreements, Madam Chairman, have not yet been signed. Mr. Schellenberger may be aware that we have one in operation in Prince Edward Island. We signed one last year with the Province of Nova Scotia. We have had one, for example, in Manitoba, which was expiring at the end of March. I am sure we would hope to enter into discussions and negotiations with the province to have one . . .

Mr. Schellenberger: You need to employ these 21 people somehow. We would like to know exactly how they are being employed. So if we could have some details on that beyond what you have given us, that would be important to the voting on the estimate.

Mr. Connell: Okay.

The Chairman: Mr. Althouse.

Mr. Neil: Madam Chairman, on a point of order, it has not been traditional to recognize the NDP every time we go around.

Mr. Althouse: It is traditional to do three Conservatives and if necessary four Liberals before we go on our second round.

• 1205

Mr. Neil: We should be going to another Conservative.

Mr. Althouse: If they have one.

The Chairman: Yes, I know.

Mr. Althouse: We do the three parties in the first round and then go to . . .

The Chairman: Thank you, sir.

Mr. King.

Mr. King: Thank you, Madam Chairman.

There was a question raised by Mr. Schellenberger which could stand a little development. I am wondering what aspect of agricultural development we are talking of with respect to these 21 provisions. Agricultural development covers a pretty wide range of possibilities. What are we actually developing?

Mr. Connell: Madam Chairman, for example, in Nova Scotia, regarding the agreement we signed last year, the Province of Nova Scotia and the Departments of Agriculture for Nova Scotia and Canada analysed the state of agriculture, I suppose one could say, in that province. They determined there were various things that could and should be done and which types of programs would be delivered, as we say, by Nova Scotia and by the federal Department of Agriculture, and we signed an agreement where each party is providing about $23 million or $24 million for the delivery of certain programs.

As for the programs we are involved in, I think there are four or five so-called programs in Nova Scotia. One has to do

[*Traduction*]

M. Connell: Plusieurs de ces ententes futures n'ont pas encore été signées, madame le président. M. Schellenberger est peut-être déjà au courant qu'une de ces ententes fonctionne déjà dans l'Île-du-Prince-Édouard. Nous en avons signé une l'année dernière avec la Nouvelle-Écosse. Nous en avons eu une avec le Manitoba, par exemple, qui expirait à la fin de mars. Nous aimerions bien pouvoir entamer des discussions et des négociations avec la province afin d'en conclure . . .

M. Schellenberger: Vous devez employer ces 21 personnes d'une façon ou d'une autre. Nous aimerions savoir exactement comment vous allez les utiliser. Donc, si vous pouviez nous donner plus de détails, en plus de ceux que vous nous avez déjà fournis, cela serait important pour le vote sur le budget.

M. Connell: Très bien.

Le président: Monsieur Althouse.

M. Neil: Madame le président, j'en appelle au Règlement. Nous n'avons jamais eu l'habitude d'accorder la parole au N.P.D. à chaque tour de table.

M. Althouse: Nous avons l'habitude d'accorder la parole à trois députés du Parti conservateur et, si nécessaire, à quatre députés du Parti libéral, avant de passer au second tour de table.

M. Neil: Nous devrions passer la parole à un autre député conservateur.

M. Althouse: S'il y en a un.

Le président: Oui, je sais.

M. Althouse: Nous passons la parole aux 3 partis lors du premier tour de table et ensuite . . .

Le président: Merci, monsieur.

Monsieur King.

M. King: Merci, madame le président.

Il y a une question soulevée par M. Schellenberger que j'aimerais bien voir développer davantage. Je me demande de quel aspect du développement de l'agriculture nous parlons en ce qui a trait à ces 21 dispositions. Le développement de l'agriculture recouvre bien des possibilités. Qu'est-ce que nous développons en fait?

M. Connell: Madame la présidente, par exemple, en Nouvelle-Écosse, concernant l'entente que nous avons signée l'année dernière, la province de la Nouvelle-Écosse et les ministères de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse et du Canada ont fait une analyse de l'état du secteur de l'agriculture de la province. Ils ont établi qu'il y avait certaines choses qui pourraient et devraient être faites et les genres de programmes qui seraient mis en oeuvre par la Nouvelle-Écosse et le ministère de l'Agriculture fédéral. Nous avons ensuite signé une entente selon laquelle chacune des parties fournit environ 23 ou 24 millions de dollars pour la mise en oeuvre de certains programmes.

Quand aux programmes auxquels nous participons, je crois qu'il y en a 4 ou 5 qui touchent la Nouvelle-Écosse. L'un d'eux

[*Text*]

with technology development, where a lot of submissions are made. I am just trying to recall some I have seen mention of in recent weeks. I remember one that had to do with improved manure storage and handling, and it was a project for experimentation.

There have been other programs having to do with market studies or improved marketing processes. I would be glad to make available the kinds of programs we have.

Mr. King: There is no limitation prescribed.

Mr. Connell: They may have to do with drainage; they might have to do with systems of crop rotation. The Province of Nova Scotia, for its part, is spending a lot of its money on land clearing and development.

Mr. King: I may pursue that a little later, but before I run out of time, I want to get to the Canadian Horticultural Council, $21,000 provided. Has there been any assistance provided, through the Canadian Horticultural Council or directly, to the legal costs which are incurred by the potato industry in New Brunswick and British Columbia?

Mr. Connell: The Canadian Horticultural Council certainly is providing direct assistance, financial funding if you will, of many of the legal costs in connection with the New Brunswick main situation. There has been no direct contribution by the Department of Agriculture to those legal expenses.

Mr. King: Is it against the policy of the department to assist a commodity group in that particular circumstance?

Mr. Connell: In that particular circumstance, yes. I am given to understand it would not be authorized for us to do so. Certainly, the matter has been discussed, and we have concluded that we have no means in order to do this kind of thing; for example, to underwrite legal costs on the part of a complainant.

Mr. King: Are there any requests made for assistance?

Mr. Connell: No formal requests.

Mr. King: On another subject, what is the $336,000 thát is noted here for information expenditures? What would this on page 10 mean? I refer to the figure 336 under Vote 1(*b*)—Administration, in the section referring to Objects of Expenditure and itemized as "Information".

• 1210

Mr. Connell: I believe that is for a communications program to make more visible to the public concerns about toxic chemicals, their risks and their benefits, and tell of initiatives which are being taken in this area. A fair amount of money is spent by the research branch; a fair amount of money is spent by the food production and inspection branch in respect of toxic chemicals. A considerable amount of public concern

[*Translation*]

concerne le développement de la technologie pour lequel beaucoup de présentations sont faites. J'essaie de me souvenir de certains programmes dont il a été fait mention dans les dernières semaines. Je me souviens d'avoir entendu parler d'un projet expérimental mené pour améliorer l'entreposage et la manutention du fumier.

Il y a aussi eu d'autres programmes ayant à voir avec les études de marché ou l'amélioration des méthodes de commercialisation. Je serais heureux de vous faire part des genres de programmes que nous avons.

M. King: Il n'y a aucune limite prescrite?

M. Connell: Il peuvent avoir trait autant au drainage qu'au système de rotation des cultures. La Nouvelle-Écosse, quant à elle, consacre beaucoup de son argent à la mise en valeur et au défrichage des terres.

M. King: Je reviendrai probablement à ce sujet un peu plus tard, mais avant que le temps dont je dispose ne soit écoulé, j'ai quelques questions à poser à propos des 21 000$ affectés au Conseil canadien d'horticulture. Y a-t-il quelqu'aide que ce soit accordée, par l'entremise du Conseil canadien d'horticulture ou directement, relativement aux frais légaux que doivent supporter les producteurs de pommes de terre du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique?

M. Connell: Le Conseil canadien d'horticulture offre certainement une aide directe, un certain financement, si vous préférez, pour aider à régler une bonne partie des frais légaux qu'entraîne la situation que l'on connaît au Nouveau-Brunswick. Le ministère de l'Agriculture n'a pas contribué de façon directe au règlement des frais en question.

M. King: C'est contre la politique du ministère que d'apporter une aide à un groupe de producteurs dans cette situation particulière?

M. Connell: Dans ce cas particulier, oui. Je crois comprendre que nous ne serions pas autorisés a le faire. Nous avons évidemment étudié la question et nous avons conclu que nous ne pourrions pas faire ce genre de chose; par exemple, éliminer les frais légaux d'un plaignant.

M. King: Avez-vous reçu des demandes d'aide?

M. Connell: Aucune demande officielle.

M. King: Sur un autre sujet, pourriez-vous nous donner des explications à propos des 335 000$ qui figurent ici au poste «information»? Qu'est-ce que cela veut dire à la page 10? Je parle du chiffre 336 qui se trouve au crédit 1(*b*)—Administration, à la partie des articles de dépenses, la rubrique «Information».

M. Connell: Je crois qu'il s'agit d'un programme d'information destiné à faire mieux connaître au public les questions relatives aux produits chimiques toxiques et aux dangers et avantages qu'ils présentent, et à faire connaître les initiatives entreprises à cet égard. Les directions générales de la recherche et de la production et de l'inspection des aliments dépensent des sommes assez considérables au sujet des produits

[*Texte*]

exists, and it is our feeling that, in light of that interest and concern, the public should be made aware of what is being done and where the problems are.

Mr. King: On this subject not of information but of toxic chemicals, I see there is one person-year devoted to toxic chemical. What is he doing? What is the purpose of that one person-year?

Mr. Connell: I will ask Dr. Morrison if he would reply to that.

Mr. King: I might say that in the Okanagan there is great concern amongst farmers there over the slowness in which registrations can take place. Farmers feel they are at a distinct disadvantage to their neighbours in the State of Washington, and this is one aspect of the whole question that Okanagan farmers would like to see addressed. How do we speed up the process?

Dr. J. W. Morrison (Director General, Institutes Research Branch, Agriculture Canada): Madam Chairman, gentlemen, the one person-year in this case is support. The original request was for more people for support, but this will be support for an ongoing program at the London research station. They are involved in the testing of chemicals which are insecticides and also fungicides. As part of their program to reduce the amount of chemicals that we use, they are doing a very finite study of the doses required, and so forth, to make the most effective use of the insecticides, or the biocides if you like.

With respect to the rest of our program though, we have people at most of our major stations. We would have them at Vancouver; we certainly have them at Summerland working on similar problems. We have them at Saskatoon; we have them at London, Winnipeg, here in Ottawa, and some in Fredericton and elsewhere. So the request was for additional support to increase our capability of providing information.

Mr. King: Is there recognition of the urgency which farmers generally feel towards some degree of accelerating the process in chemical registration? Is there some recognition that we put our Canadian farmers very often at a disadvantage in compararison to our neighbouring farm community?

Dr. Morrison: Madam Chairman, certainly, I think the whole research community, in which I would include the people at universities, as well as the people in the industry who are involved in any type of testing program, are very much aware of the needs of the industry. They are very much aware of the effects of these poisons, because they are poisons, in the environment. They are working for their most efficient and effective use which would make the production that much cheaper and safer.

[*Traduction*]

chimiques toxiques. Le public s'intéresse beaucoup à cette question et nous pensons, compte tenu de cela, qu'il y a lieu de l'informer de ce qui se fait et des secteurs où les problèmes se trouvent.

M. King: Parlant des produits chimiques toxiques, je vois qu'il y a une année-personne affectée à cet aspect. Que fait cette personne? Pourquoi avez-vous besoin de cette année-personne?

M. Connell: Je vais demander au docteur Morrison s'il veut bien répondre à cela.

M. King: Je pourrais dire que dans la région d'Okanagan, les fermiers s'inquiètent beaucoup de la lenteur avec laquelle les enregistrements peuvent être faits. Les fermiers ont l'impression d'être très désavantagés par rapport à leurs voisins de l'État de Washington et cela est un aspect de l'ensemble de la question que les fermiers de la région d'Okanagan voudraient que nous examinions. Que faisons nous pour accélérer le processus?

M. J.W. Morrison (directeur général, Direction générale de la recherche et des instituts, Agriculture Canada): Madame le président, messieurs, l'année-personne en question est affectée au soutien. Au début on demandait plus de personnel de soutien, mais ce sera de l'aide pour un programme continu en cours à la station de recherche de London. On est en train d'y faire des tests sur des produits chimiques qui sont des insecticides et aussi des fongicides. Dans l'une des partie du programme de recherche mené pour réduire la quantité de produits chimiques que nous utilisons, on étudie de façon très précise le dosage nécessaire, et ainsi de suite, pour utiliser le mieux possible les insecticides ou les biocides, si vous aimez mieux.

En ce qui concerne le reste de notre programme, cependant, nous avons des gens dans la plupart de nos stations principales. Nous en avons à Vancouver et nous en avons aussi à Summerland qui travaillent sur les mêmes problèmes. Nous en avons à Saskatoon, London, Winnipeg, ici à Ottawa, et un certain nombre à Fredericton et dans certains autres endroits. Notre demande était donc faite dans le but d'obtenir du personnel de soutien supplémentaire pour augmenter nos possibilités à l'égard de la communication de l'information.

M. King: Êtes-vous conscient du sentiment d'urgence que les fermiers ressentent de façon générale à l'égard de l'accélération du processus d'enregistrement des produits chimiques? Êtes-vous conscient que nous mettons souvent nos fermiers canadiens dans une position désavantageuse par rapport à celle des agriculteurs chez nos voisins?

M. Morrison: Sûrement, madame le président, je pense que l'ensemble des chercheurs, dans lequel j'incluerais ceux des universités et les gens de l'industrie impliqués dans toutes sortes de programmes d'essais, est très conscient des besoins de l'industrie. Les chercheurs connaissent très bien les effets de ces poisons, parce que ce sont véritablement des produits qui contaminent l'environnement. Ils cherchent les moyens de les utiliser de la façon la plus efficiente et la plus efficace possible qui en rendrait la production aussi peu chère et aussi sécuritaire que possible.

[*Text*]

• 1215

Mr. King: The irony is, of course, that we may be denied the use of an insecticide, say, and within 10 miles of us, American farmers are using it and are shipping their produce onto our market. That fact does not seem to be recognized. This is the type of situation which is annoying farmers who basically have run out of materials in Canada in many cases that are effective.

Mr. Jacques: I know that as far as B.C. is concerned, the issue has been brought up to the minister by producers. On the technical side and as to how it is working and why we might be holding back approval of one chemical versus another chemical, that is something else. I know the issue has been raised by some B.C. producers.

Mr. King: We would like to see more than one person-year applied to something with a sense of urgency about it.

Mr. Jacques: I do not know if you are talking about one person-year. Are you talking about one additional person-year? It does not mean that we do not have some other people working on it. I am not in research, but I know also that we have been buying some pretty sophisticated equipment very recently, and we are trying to get even more to answer the issues. Dr. Morrison, I do not know if you want to make any more comments?

The Chairman: Dr. Morrison.

Dr. Morrison: I have just one comment, Madam Chairman. I think you should know that in the research branch where I operate, I think perhaps that as much as one quarter of our effort is devoted to what we call "protection", and this is the study of epidemiology of diseases; it is the study of insects, their behaviour, methods of control, methods of weed control, and so forth. Other teams as well are involved in the Canadian scene. So as I indicated, our request was for additional support for one particular program.

But this is not the total effect we have in the research branch nor of what is going on in Canada. There are very many people involved. The reason why we do not have the same number of chemicals as those available in the United States is that we have to register our herbicides and our insecticides under our own Canadian conditions; to do that, of course, we must have data applicable to our particular environment. Sometimes it takes considerable time before we can get those data.

The Chairman: Thank you, sir. Mr. Althouse.

Mr. Althouse: Thank you, Madam Chairman. I have three or four short questions ranging over several different areas. I want, first of all, to go back to the estimate on the moneys to

[*Translation*]

M. King: Ce qui est ironique, évidemment, est que nous pouvons nous faire interdire d'utiliser un insecticide et voir, en même temps, 10 milles plus loin, des fermiers américains l'utiliser et nous envoyer leur produit chez nous. On ne semble pas se rendre compte de cela. C'est le genre de chose qui ennuie les fermiers qui ne peuvent plus faire usage de certains produits au Canada, produits qui, dans bien des cas, sont efficaces.

M. Jacques: Je sais qu'en Colombie-Britannique la question a été soulevée au ministre par les producteurs. En ce qui concerne l'aspect technique et la question de savoir comment cela fonctionne et pourquoi nous devrions approuver un produit chimique plutôt qu'un autre, c'est bien différent. Je sais que la question a été soulevée par certains producteurs de la Colombie-Britannique.

M. King: Nous souhaiterions voir affecter plus d'une année-personne à une question qu'il est urgent de régler.

M. Jacques: Je ne sais pas si vous parlez d'une année-personne. Parlez-vous bien d'une année-personne additionnelle? Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas d'autres personnes qui travaillent sur la question. Je ne suis pas en recherche, mais je sais que nous avons acheté tout dernièrement certains appareils passablement élaborés et nous essayons d'en avoir encore plus pour résoudre les problèmes. Docteur Morrison, je ne sais pas si vous avez d'autres remarques à ajouter?

Le président: Docteur Morrison.

M. Morrison: Je n'ai qu'une autre observation à faire, madame le président. Il faudrait que je vous dise qu'à la Direction générale de la recherche que je dirige, je crois qu'environ 25 p. 100 de nos efforts sont consacrés à ce que nous appelons la «protection», et cela consiste en l'étude épidémiologique des maladies. Il s'agit de l'étude des insectes, de leur comportement, des méthodes de contrôle, des méthodes de contrôle des mauvaises herbes et ainsi de suite. Il y a aussi d'autres équipes qui sont impliquées dans le secteur canadien. Donc, comme je l'ai indiqué, notre demande n'était faite que pour obtenir de l'aide additionnelle pour un programme en particulier.

Mais cela ne reflète pas vraiment tout le travail qui s'accomplit à la Direction générale de la recherche, ni ce qui se fait au Canada. Il y a un très grand nombre de personnes impliquées. La raison pour laquelle nous n'avons pas le même nombre de produits chimiques qu'aux États-Unis est que nous devons enregistrer nos herbicides et nos insecticides selon les conditions qui prévalent au Canada. Évidemment, pour y arriver, nous avons besoin de renseignements qui s'appliquent à notre environnement spécifique. Il faut parfois beaucoup de temps pour obtenir ces renseignements.

Le président: Merci beaucoup, monsieur. Monsieur Althouse.

M. Althouse: Merci beaucoup, madame le président. J'ai trois ou quatre petites questions à poser dans plusieurs domaines différents. Tout d'abord, je veux revenir au budget à

[*Texte*]

offset the deficit for the corn competitive fund. I did not really understand from the previous answer whether the problem with the shortage of funds was due to an increased usage of feedgrains from the Canadian Wheat Board as consumption of barley and wheat versus corn increased, or whether it due simply to the rather higher margins between the price of corn and the price of barley for export. Was it a combination of both? Which, please?

Mr. Jacques: I think it is a combination of both.

Mr. Althouse: Do you have any numbers?

Mr. Jacques: No, I do not.

Mr. Althouse: Will we have to wait for the board?

• 1220

Mr. Jacques: I will make sure you get a full explanation on this. You said you wanted to see this tomorrow?

The Chairman: Tomorrow at 3:30 p.m.

Mr. Jacques: We will make sure that you get all the answers.

Mr. Althouse: I have another minor question. I notice that the grant to Agribition in Regina has been one of some $50,000 per year and, this year, that was allocated again. Now under the supplementaries we are making 2 grants in one year. Is this due to a special circumstance, or will this now become the norm for Agribition in Regina?

The Chairman: Mr. Chambers.

Mr. A. Chambers (Director, Finance, Agriculture Canada): The grant to the Agribition in Regina in the past was $50,000, and it has now been increased to $100,000, which is what this $50,000 achieves. It will continue at that level in the future.

Mr. Althouse: I see. I guess I did not bring enough paper with me to look up the Vote 16b material. Previous estimates had it at a $1, and we are now adding $100,000. I think this has something to do with the transferal of DRI into the Department of Agriculture but could we be more specific? Is it to continue with some funding for projects which was committed, or is it going to staff? Just where are these funds going?

The Chairman: Mr. Chambers.

Mr. Chambers: It is actually a program administered by the Prairie Farm Rehabilitation Administration in Regina and it is in accordance with the Canada—Manitoba and Canada—Saskatchewan Agricultural Service Centres Agreements. The moneys are mostly for municipal water and sewerage facilities. We make a 50% contribution ourselves, federally, towards the whole project, and provide the other 50% as a loan. This item

[*Traduction*]

propos des sommes prévues pour effacer le déficit relativement à la contribution à l'égard des prix concurrentiels du maïs. Je n'ai pas vraiment compris, suite à la réponse précédente, si le problème, au niveau du manque de fonds, était dû à une consommation accrue de céréales fourragères de la Commission canadienne du blé en même temps que l'augmentation de la consommation de l'orge et du blé par rapport au maïs, ou s'il provenait simplement de l'écart plutôt prononcé entre le prix du maïs et le prix de l'orge à l'exportation. Était-ce une combinaison des deux? À quoi tenait le problème, s'il vous plait?

M. Jacques: Je crois que les deux facteurs jouaient.

M. Althouse: Pouvez-vous nous donner des chiffres?

M. Jacques: Non, je ne peux pas.

M. Althouse: Allons-nous devoir attendre la commission?

M. Jacques: Je vais faire en sorte que vous ayez tous les détails voulus sur la question. Vous avez dit que vous vouliez avoir une réponse demain?

Le président: Demain à 15h30.

M. Jacques: Nous allons voir à ce que vous obteniez toutes les réponses que vous désirez.

M. Althouse: J'ai une autre petite question. Je remarque que la contribution à la *Canadian Western Agribition* de Regina a été de quelque 50,000$ par année et qu'elle a encore été accordée cette année. Or, avec le budget des dépenses supplémentaires, nous accordons maintenant deux subventions à l'intérieur d'une même année. Est-ce exceptionnel ou cela deviendra-t-il habituel pour la *Canadian Western Agribition* de Regina?

Le président: Monsieur Chambers.

M. A. Chambers (directeur, Finances, Agriculture Canada): Par le passé, la subvention que nous accordions à l'*Agribition* de Regina était de 50,000$. Nous avons décidé maintenant de l'augmenter à 100,000$. La subvention sera donc dorénavant de 100,000$.

M. Althouse: Je vois. Je crois que je n'ai pas apporté suffisamment de documentation pour me référer à ce qu'il y avait au crédit 16*b*) à la rubrique «matériel». Le budget précédent prévoyait $1 et nous ajoutons maintenant 100,000$. Je pense que cela a à voir avec le transfert du MEIR au ministère de l'Agriculture, mais serait-il possible d'être plus précis? Est-ce pour poursuivre le financement de certains projets au niveau desquels on s'était déjà engagé, ou est-ce pour du personnel? Enfin, où ces sommes sont-elles affectées?

Le président: Monsieur Chambers.

M. Chambers: Il s'agit en fait d'un programme administré par la *Prairie Farm Rehabilitation Administration* de Regina qui va dans le sens des ententes relatives aux centres de services agricoles conclues entre le Canada et le Manitoba et le Canada et la Saskatchewan. L'argent est attribué surtout pour des projets d'installation de systèmes d'alimentation en eau et d'égout municipaux. Nous offrons une subvention qui équivaut

[*Text*]

is the 50% being provided as a loan as against the 50% contribution which, federally, is contributed directly.

Mr. Althouse: So then the loans will be paid back over how long?

Mr. Chambers: I cannot answer that question but we could find out. I am not sure.

Mr. Althouse: Is each agreement slightly different?

Mr. Chambers: Yes. There are individual agreements with the Prairie Farm Assistance Program.

Mr. Althouse: Okay. I think this is my last question. I was a little curious about the increase to the man-years component for foreign service positions. What sorts of positions are these? Are they of a wide variety? It looks like a sudden jump in that area. I just wondered if there is a whole new set of programs being brought in or whether it is just reconstitution of old programs.

Mr. Chambers: Madam Chairman, the administration of foreign service is a broad category of employees, and it has nothing to do in our case with foreign service. People like administrative officers and financial officers, myself, are part of the administrative and foreign service group. So quite often, when we are employing specific groups, they come under broad categories of scientific, professional, or administrative and foreign service and, in these cases, they are mostly people like administrative officers, financial officers and the like.

Mr. Althouse: So there has been an increase to the component of financial officers in actuality?

Mr. Chambers: Not necessarily financial officers, no. They are only one of the groups within the administrative and foreign service. There are many groups within that category. If you want the specifics of the type of group of person it was, we could find that for you, but "admin and foreign service" is one of about five broad categories, scientific and professional, administrative and foreign service, administrative support, and technical. All types of employees come within that broad range of categories.

Mr. Althouse: In general, then, there is no real thrust at anything; this is just refurbishing old positions more or less?

Mr. Chambers: Yes.

Le président: Merci beaucoup. *Thank you, Mr. Althouse.*

Monsieur Cardiff.

[*Translation*]

à 50 p. 100 de tout le projet et nous accordons les autres 50 p. 100 sous forme de prêt. Ce poste correspond au 50 p. 100 accordé sous forme de prêt par opposition à l'autre partie de 50 p. 100 qui est une subvention offerte directement au niveau fédéral.

M. Althouse: Dans combien de temps les prêts seront-ils remboursés?

M. Chambers: Je ne peux vous donner de réponse, mais nous pourrions le savoir. Je n'en suis pas certain.

M. Althouse: Les ententes sont-elles quelque peu différentes les unes des autres?

M. Chambers: Oui. Il y a des ententes individuelles avec le *Prairie Farm Assistance Program.*

M. Althouse: Très bien. Je pense que c'est ma dernière question. Je me posais certaines questions à propos de l'augmentation à la rubrique des années-personnes pour des postes affectés au service extérieur. De quel genre de postes s'agit-il? Sont-ils très variés? Cela m'apparaît comme une hausse assez subite dans ce secteur. Je me demandais si c'était parce qu'on avait l'intention de mettre en oeuvre un nouvel ensemble de programmes ou s'il s'agissait tout simplement d'un dépoussiérage d'anciens programmes.

M. Chambers: Madame le président, l'administration du service extérieur comporte un très vaste éventail d'employés et cela n'a rien à voir dans le cas qui nous occupe avec le service extérieur. Des gens comme les agents d'administration et les responsables des finances et moi-même faisons partie du groupe de l'administration et du service extérieur. Donc, assez souvent, quand nous employons des groupes spécifiques, ce sont des gens qui appartiennent à de grandes catégories comme les catégories scientifique, professionnelle, administration et service extérieur et, dans ces cas, ce sont pour la plupart des gens comme des agents d'administration, des agents affectés aux finances, et le reste.

M. Althouse: Donc, il y a vraiment eu une augmentation dans le secteur des agents affectés aux finances?

M. Chambers: Pas nécessairement dans ce secteur-là, non. Il ne s'agit en fait que de l'un des groupes faisant partie de l'administration et du service extérieur. Il y a plusieurs groupes dans cette catégorie. Si vous désirez des détails précis à propos du genre de groupes de personnes dont il s'agissait, nous pourrions vous les fournir, mais la catégorie «administration et service extérieur» fait partie d'environ cinq grandes catégories: scientifique et professionnelle, administration et service extérieur, soutien administratif et catégorie technique. Tous les genres d'employés appartiennent à l'une de ces grandes catégories.

M. Althouse: Dans l'ensemble, alors, il n'y a rien de nouveau, il ne s'agit en fait que d'un rétablissement d'anciens postes, plus ou moins?

M. Chambers: Oui.

The Chairman: Thank you very much. *Merci, monsieur Althouse.*

Mr. Cardiff.

[*Texte*]

Mr. Cardiff: Thank you, Madam Chairman. Following some on the line of questioning of Mr. Hovdebo earlier on the Special Farm Financial Assistance Program, are the rebates made there only to farm credit loans?

Mr. Chambers: You mean the $4-million item to do with the Farm Loans Interest Rebate Act?

Mr. Cardiff: Yes; $4.566 million.

Mr. Chambers: In the November budget of 1981 and the April budget of 1982, there were specific sums of moneys allocated to the Farm Credit Corporation to lend to farmers at a reduced rate of interest. This was not in accordance with the way the programs under farm credit normally operate, and the Department of Agriculture picked up as a charge the difference between the rate applied to these special loans and the full mortgage rate applicable at that time.

• 1225

What happened was that about $20 million was the amount of the interest rebate over a long period of time, from 1982 through, I think, 1985-1986. When the program became operative, it proved very popular and the moneys were moved forward from subsequent years to this year. We had the program funded for the amount of the rebates in the first place at $3.3 million for 1982-1983, $6.4 million in 1983-1984, $8.2 million in 1984-1985, and $2.4 million in 1985-1986 for a total of $20.4 million. With the program increasing in application, all that has happened is that the $20.4 million over the period from 1982-1983 to 1985-1986 has meant a difference in cash flow, and we have now gone to a $3.3-million requirement for last year which, of course, is gone and, instead of $6.4 million for 1983-1984, we have gone with $10.999 million or $11 million, which is the $4.5 million we are talking about now in these supplementaries. For next year, to offset this increase of $4.5 million for this year, the amounts of monies have gone down from the $8.2 million I mentioned in 1984-1985 to only $6.1 million—a reduction of $2 million. In 1985-1986 there was $2.4 million allocated for the program which will now be zero. So, over the total period of the program, the amount of interest rebate we are supplying to farm credit for reduced interest rate on loans remains the same. It is the difference in the cash flow that we are looking at here.

Mr. Jacques: On a yearly basis.

Mr. Cardiff: Are loans still being given out under that program? New loans?

Mr. Chambers: I cannot say precisely, but I very much doubt it.

Mr. Cardiff: They are not supposed to be.

Mr. Chambers: That was for a specified period of time, and I think that time has elapsed.

[*Traduction*]

M. Cardiff: Merci, madame le président. Dans la même veine que les questions demandées par M. Hovdebo plus tôt au sujet du programme spécial d'aide financière au secteur agricole, je voudrais savoir si les bonifications ne sont accordées que sur les prêts agricoles?

M. Chambers: Vous voulez parler du paiement de $4 millions versé en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés?

M. Cardiff: Oui, les $4.566 millions.

M. Chambers: Dans le budget de novembre 1981 et dans celui d'avril 1982, il y avait des sommes précises accordées à la Société du crédit agricole qu'elle devait prêter aux fermiers à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché. Cela n'était pas conforme à la façon dont les programmes du crédit agricole fonctionnent normalement et le ministère de l'Agriculture a pris à son compte la différence entre le taux appliqué à ces prêts spéciaux et le taux hypothécaire en vigueur à ce moment.

Ce qui est arrivé est que le montant de 20 millions de dollars pour le rabais de l'intérêt était une somme affectée pour une longue période, de 1982 à 1985-1986, je crois. Quand le programme est entré en vigueur, il a été très populaire et nous avons dû prendre de l'argent prévu pour les années subséquentes et en réaffecter une certaine partie à cette année. Au début, nous avions affecté 3,3 millions de dollars pour 1982-1983, 6,4 millions pour 1983-1984, 8,2 millions pour 1984-1985 et 2,4 millions pour 1985-1986, pour un grand total de 20,4 millions de dollars. Avec la grande popularité du programme, il a fallu réorganiser la distribution des sommes des 20,4 millions de dollars prévus pour la période de 1982 à 1986 et il nous a fallu accorder une somme de 3,3 millions de dollars pour l'année dernière, qui a bien sûr été dépensée et, au lieu des 6,4 millions de dollars prévus pour 1983-1984, nous en sommes maintenant à 10,999 millions ou 11 millions de dollars, et c'est de là que provient la somme de 4,5 millions que nous avons prévue dans le présent budget des dépenses supplémentaires. Pour l'année prochaine, afin d'éliminer cette augmentation de 4,5 millions de dollars pour cette année, les sommes sont descendues de 8,2 millions de dollars, comme je l'ai mentionné, pour 1984-1985, à seulement 6,1 millions de dollars—soit une diminution de 2 millions. Pour 1985-1986, une somme de 2,4 millions avait été prévue dans le cadre du programme, et ce montant est maintenant éliminé. Donc, pour la totalité du programme, le montant prévu reste le même. Ce que nous avons ici est la différence dans la distribution des sommes.

M. Jacques: Sur une base annuelle.

M. Cardiff: Est-ce que de nouveaux prêts sont encore accordés en vertu de ce programme?

M. Chambers: Je ne puis vous répondre de façon précise, mais j'en doute beaucoup.

M. Cardiff: Il n'est pas censé y en avoir.

M. Chambers: Il y avait une période déterminée et je crois que cette période est écoulée.

[*Text*]

Mr. Cardiff: I understood it had elapsed at the end of June this year.

Mr. Chambers: But as the repayments on the loans are made, then we supply the interest difference that the producer is no longer paying as mortgage interest. We supply it.

Mr. Cardiff: If I remember correctly though, those rebates were to be for only a two-year period.

Mr. Chambers: It was extended in April 1982.

Mr. Cardiff: I see.

Mr. Chambers: In November 1981 there was a program budget, and in April 1982 there was a further budget.

Mr. Cardiff: Thank you very much.

Mr. Gurbin: Just on that point, Madam Chairman, I have a point of order. There was a further budget but, as I understand it, it was still only a two-year program. The program was extended in itself—that is to say you could still get a loan under the program in 1982; but it was still a two-year program. That is the way it is defined.

Mr. Chambers: The repayments on the mortgages extend over the period of 1985-1986, or did in the first place. The loans may be given over a specific time but, when you take a mortgage, the repayments come in; then these loan interest rebates are paid at the time the payments come into the Farm Credit Corporation.

Mr. Cardiff: If I, for instance, got a loan under the Farm Credit Corporation Loan Act and qualified for the rebate, there is only two years of interest maximum which could be rebated.

Mr. Chambers: Yes.

Mr. Cardiff: I see. In the supplementary estimates somewhere, although, I did not find it, is there a budget where funds could be withdrawn under the Agricultural Products Co-operative Marketing Act as payments to producer groups? Agricultural Products Co-operative Marketing Act guarantees initial payments, and then charges . . .

Mr. Chambers: Are you talking about advance payments for marketing . . . a guaranteed price, for instance, on white beans?

Mr. Jacques: He is talking about the advance.

Mr. Cardiff: It is not called an advance payment.

Mr. Jacques: No, it is advance payment for . . . It is the Agricultural Products Co-operative Marketing Act.

Mr. Chambers: Is it on beans? I could answer that if it were on beans.

[*Translation*]

M. Cardiff: J'avais compris que la période s'était terminée au mois de juin de la présente année.

M. Chambers: Mais au fur et à mesure que les remboursements se font, nous comblons la différence au niveau de l'intérêt, que le producteur n'a désormais plus à payer. Nous déboursons cette différence.

M. Cardiff: Si je me souviens bien, cependant, ces rabais ne valaient que pour deux ans.

M. Chambers: La période a été prolongée en avril 1982.

M. Cardiff: Je vois.

M. Chambers: En novembre 1981 un budget a été établi pour le programme et en avril 1982 il y en a encore eu un autre.

M. Cardiff: Merci beaucoup.

M. Gurbin: À ce propos, justement, madame le président, j'en appelle au Règlement. De la façon dont je comprends les choses, il y a en effet eu un deuxième budget, mais il ne s'agissait encore que d'un programme de deux ans. Le programme s'est prolongé en soi—c'est-à-dire qu'il était encore possible d'obtenir un prêt en vertu du programme en 1982; mais c'était encore un programme de deux ans. C'est de cette façon qu'il est défini.

M. Chambers: Les remboursements des prêts vont jusqu'en 1985-1986 ou c'est de cette façon que la chose était prévue au début. Les prêts peuvent être accordés pour une certaine durée, mais quand vous contractez un prêt, les remboursements se font, et c'est ensuite que les rabais d'intérêt sur les prêts sont déboursés quand les paiements arrivent à la Société du crédit agricole.

M. Cardiff: Par exemple, si j'obtenais un prêt en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés et que je pouvais recevoir le rabais, il n'y a que deux années d'intérêt au plus qui pourraient être bonifiés.

M. Chambers: Oui.

M. Cardiff: Je vois. Dans le budget des dépenses supplémentaires, cependant, je n'ai rien vu à ce sujet. Existe-t-il un budget d'où on pourrait retirer des sommes en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles en guise de paiements aux groupes de producteurs? La Loi sur la vente coopérative des produits agricoles garantit les paiements initiaux et impute ensuite . . .

M. Chambers: Est-ce que vous parlez des paiements anticipés pour la vente . . . d'un prix garanti, par exemple, des haricots blancs?

M. Jacques: Il parle des avances.

M. Cardiff: Ce n'est pas ce qu'on appelle des paiements anticipés.

M. Jacques: Non, il s'agit d'un paiement anticipé pour . . . Il s'agit de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.

M. Chambers: Cela concerne-t-il les haricots? Je pourrais répondre si c'était le cas.

[*Texte*]

• 1230

An hon. Member: Agricultural producers co-operative market.

Mr. Chambers: I can answer that, Madam Chairman. The item is a statutory item. It is already covered by an Act of Parliament and the payments will be made as they are required. They are put into the supplementary estimates as information items at the time they are likely to occur. We did have such an item in here that is now being inserted in final supplementary estimates because the payments are more likely to occur before final supplementary estimates are tabled later on in February.

Mr. Jacques: But it is covered by an Act and we have to pay.

Mr. Chambers: Yes, it is a statutory item covered by an existing act. It is put in these estimates for information purposes only.

Mr. Cardiff: What department administers that Act?

Mr. Chambers: The Department of Agriculture.

Mr. Cardiff: The Department of Agriculture. Okay. Is there a board of directors or could I be supplied with the names of that group?

Mr. Jacques: It is in this division. It is under marketing economics. It is under my branch and more specifically under Mr. Hill's branch.

Mr. Cardiff: But is there not one specific group to deal solely with that?

Mr. Jacques: Yes, we have an internal board.

Mr. Cardiff: The people that make up that internal board, is that information we could be supplied with?

Mr. Jacques: I beg your pardon?

Mr. Cardiff: Could we, as members of parliament, be supplied with the names of that internal board?

Mr. Jacques: Oh sure, of course. No problem.

Mr. Cardiff: That make these decisions.

Mr. Jacques: Yes, but in this case do not forget it is an agreement between the Minister of Agriculture and the co-op. Like it has been said, right now it is a statutory program and the government has to make the agreement. I have to tell you, under this program, we have not paid any funding for 34 or 40 years. I think it is now the first time in 40 years that we have to pay.

Mr. Cardiff: Who develops the regulations for that program?

Mr. Jacques: I beg your pardon?

[*Traduction*]

Une voix: Le marché coopératif des producteurs agricoles.

M. Chambers: Je peux répondre à cela, madame le président. Il s'agit d'un poste prévu sous le régime d'une loi. Il est déjà prévu dans une loi, et les paiements nécessaires seront faits. Ils ne seront inscrits au budget des dépenses supplémentaires qu'à titre d'information relativement au temps où ils sont censés se présenter. Nous avions un poste de ce genre ici que nous sommes en train d'inscrire, à l'heure actuelle, dans le budget final des dépenses supplémentaires parce qu'il est plus probable que les paiements aient à être faits avant le dépôt du budget final des dépenses supplémentaires en février.

M. Jacques: Il y a toutefois une loi qui prévoit ces paiements et nous devons les faire.

M. Chambers: Oui, il s'agit en effet d'un poste prévu dans une loi existante. Nous ne l'avons inscrit dans le présent budget qu'à titre d'information seulement.

M. Cardiff: Quel ministère s'occupe de l'application de cette loi?

M. Chambers: Le ministère de l'Agriculture.

M. Cardiff: Le ministère de l'Agriculture. Très bien. Y a-t-il un conseil d'administration ou serait-il possible d'avoir les noms des personnes qui font partie de ce groupe?

M. Jacques: C'est une division faisant partie de la Direction générale de la commercialisation et de l'économie qui s'en occupe. Il s'agit d'une division qui fait partie de ma direction générale et dont M. Hill est le directeur.

M. Cardiff: Mais n'y a-t-il pas un groupe affecté de façon spécifique à cette question?

M. Jacques: Oui, en effet, nous en avons un.

M. Cardiff: Serait-il possible d'avoir les noms des personnes qui font partie de ce groupe?

M. Jacques: J'ai mal entendu.

M. Cardiff: Serait-il possible, en qualité de députés, d'obtenir les noms des personnes qui font partie du groupe en question?

M. Jacques: Oui, évidemment. Cela ne présente aucune difficulté.

M. Cardiff: Les noms de ceux qui prennent ces décisions.

M. Jacques: Oui, mais dans ce cas, n'oubliez pas qu'il s'agit d'une entente entre le ministre de l'Agriculture et la coopérative. Comme on l'a déjà dit, à l'heure actuelle, il s'agit d'un programme prévu dans une loi et le gouvernement doit produire l'entente. Je dois vous dire que dans les 34 ou 40 dernières années, nous n'avons accordé aucun financement en vertu de ce programme. Je crois que c'est la première fois en 40 ans que nous devons payer.

M. Cardiff: Qui élabore les règlements de ce programme?

M. Jacques: Pourriez-vous répéter, je vous prie?

[*Text*]

Mr. Cardiff: Is it your group, this internal board of directors, that make the regulations?

Mr. Jacques: No, it is an Act. It is legislation.

Mr. Chambers: Madam Chairman, it is a statutory item covered by the applicable act. Of course, any regulations that are made to an Act either have to go through the Governor General in Council or the House proper. We do not make the regulations. Either the Governor General in Council or the House in full.

The Chairman: Mr. Chambers, would it be possible to identify that bill or that Act?

Mr. Chambers: Oh yes.

The Chairman: Mr. Hill.

Mr. Hill: Just give him a little more explanation.

Mr. Chambers: The Act is the Agricultural Products Cooperative Marketing Act, under which we give guarantees to co-operative organizations and producer organizations, which cover initial payments to growers plus the operating costs of that organization. This guarantee is given early in the season so that the organizations can make payments to their members and thus not unload the product onto the market at harvest time. The whole reason for the act is orderly marketing, to make sure the product is marketed in a reasonable fashion according to the needs of the market, not haphazardly because of the need of the producers to have working capital to run their business. It has been said that this year we should be giving guarantees of something like $60-odd million. I am speaking off the top of my head.

The program has been very successful and, as we said, until this year there has never been a payment. It has been a great boon to co-operative organizations, who can guarantee their operating costs without having to worry that the market value of their products will throw their own organizations into jeopardy.

Mr. Cardiff: What time of the year is that guarantee given?

Mr. Chambers: It is given before marketing, before the crop year.

Mr. Cardiff: Is it given before it is planted?

Mr. Chambers: No, not before it is planted, but when the organization is in a position to give some sort of estimate as to what the yields may be. We have got to be able to come to a reasonable agreement with that organization as to what the likely market price is. We relate this to the past marketing prices.

• 1235

The initial payment to growers is then related to, say, approximately 50% or 60% of the likely market price. In other words, what we are giving is a guarantee for an advanced

[*Translation*]

M. Cardiff: Est-ce votre groupe, ce conseil d'administration interne, qui fait les règlements?

M. Jacques: Non, c'est une loi. Cela fait partie de la législation.

M. Chambers: Madame le président, il s'agit d'une question prévue par une loi. Évidemment, tous les règlements qui découlent d'une loi doivent être approuvés par le gouverneur en conseil ou la Chambre. Nous ne faisons pas les règlements. Ils sont faits par le lieutenant gouverneur en conseil ou la Chambre.

Le président: Monsieur Chambers, serait-il possible de nous dire de quel projet de loi ou de quelle loi il s'agit précisément?

M. Chambers: Bien sûr.

Le président: Monsieur Hill.

M. Hill: Donnez-lui juste un peu plus d'explications.

M. Chambers: Il s'agit en fait de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles en vertu de laquelle nous donnons des garanties aux coopératives et aux associations de producteurs qui suffisent à défrayer les coûts des paiements initiaux aux producteurs et les frais de fonctionnement de l'organisme en question. Cette garantie est donnée tôt au début de la saison afin que les associations puissent verser les sommes prévues à leurs membres et que les produits ne soient pas mis sur le marché au moment de la récolte. Cette loi existe pour que la vente s'effectue de façon ordonnée, pour faire en sorte que les produits soient vendus de façon raisonnable selon les besoins du marché et non pas à la va comme je te pousse en raison des besoins d'argent qu'ont les producteurs pour l'exploitation de leurs entreprises. On a dit que cette année, nous allions verser quelques 60 millions de dollars en garanties. Je ne suis pas trop sûr du chiffre que j'avance.

Le programme a très bien réussi et, comme nous l'avons déjà dit, jusqu'à maintenant, nous n'avons jamais eu à faire de paiements. Le programme a été d'un très grand bienfait pour les associations coopératives qui peuvent ainsi garantir leurs frais d'exploitation sans avoir à s'inquiéter que la valeur marchande de leurs produits ne mette leurs propres groupes en danger.

M. Cardiff: À quel moment de l'année cette garantie est-elle donnée?

M. Chambers: Avant la vente, avant la campagne agricole.

M. Cardiff: Est-elle donnée avant les semences?

M. Chambers: Non, pas avant les semences, mais quand l'association est en mesure de prévoir à peu près ce que la production sera. Il nous faut ensuite parvenir à une entente raisonnable avec l'association en question au sujet du niveau où le prix du produit s'établira probablement. Pour ce faire, nous nous basons sur les prix de vente des années antérieures.

Le premier paiement fait aux producteurs est donc lié à quelque 50 ou 60 p. 100, mettons, du prix probable du marché. En d'autres termes, ce que nous donnons, c'est la garantie d'un

[*Texte*]

payment of 50% to 60% plus the operating cost of the organization. This together often comes to between 80% and 90% of the final market value of the product.

Mr. Cardiff: Are there changes anticipated in that 80% or 90% value of the marketing value?

Mr. Hill: Not really. What we are trying to do, if you look at this, is to make sure that when a co-operative organization gives initial payment, together with operating costs, that this is a reasonable figure which is safe from the government's and the minister's points of view, that we are not giving a guarantee for public funds for an unreasonable market value.

In other words, this is based on the previous experience of the past four or five years. On the other hand, it is sufficient to give the organization the guarantee to run its organization efficiently and effectively. What we are really doing is a negotiation of an agreement on what is a reasonable level of activity. As I say, there have been no problems with this until this year in this one particular case, of which you are well aware.

Mr. Cardiff: Yes I am. Thank you.

Le président: Merci, monsieur Cardiff.

J'ai encore deux noms sur ma liste, ceux de M. Hargrave et de M. Gurbin.

Monsieur Hargrave.

Mr. Hargrave: How long are we going to continue?

The Chairman: I do not know. I would also like to know.

Mr. Hargrave: Madam Chairman, in the interests of doing something about lunch time, it would be better for my purposes if my line of questioning were handled tonight when the minister is here.

The Chairman: Okay. Mr. Gurbin.

Mr. Gurbin: Just a couple of real short ones in the interest of time and then maybe I can also spend some time with the minister tonight.

To follow up, Mr. King was into the area of the registration of pesticides, biocides. The minister or the department one month ago . . . First of all, the department is responsible for registering whatever biocides are used—I believe that is correct in Canadian agriculture?

Mr. Jacques: Yes.

Mr. Gurbin: There was one product removed one month ago. What is the federal responsibility for informing the provinces, who really control it under the regulations of the federal government, that—?

Mr. Jacques: . . . that the product has been dropped?

Mr. Gurbin: Yes, right.

The Chairman: Dr. Morrison.

[*Traduction*]

paiement anticipé de 50 à 60 p. 100 plus le coût de fonctionnement de l'organisation. Globalement cela fait souvent de 80 à 90 p. 100 de la valeur commerciale finale du produit.

M. Cardiff: Ces changements sont-ils prévus dans ces 80 à 90 p. 100 de la valuer marchande?

M. Hill: Pas vraiment. Ce que nous essayons de faire à ce sujet, c'est de veiller à ce que, lorsqu'une organisation coopérative effectue le paiement initial, ajouté au coût de fonctionnement, cela constitue un chiffre raisonnable qui soit sûr aux points de vue du gouvernement et du ministre; nous ne voulons pas fournir à l'égard des deniers publics une garantie correspondant à une valeur marchande peu raisonnable.

En d'autres termes, cela se fonde sur l'expérience des quatre ou cinq dernières années. Par contre, il suffit de donner à l'organisation la garantie qui lui permette de fonctionner d'une manière efficiente et efficace. Il s'agit en somme de la négociation d'une entente sur ce qui constitue un niveau raisonnable d'activité. Je le répète, il ne s'est pas présenté du problème à ce sujet avant cette année et il s'agit ici d'un cas particulier, que vous connaissez bien.

M. Cardiff: Oui. Je vous remercie.

The Chairman: Thank you, Mr. Cardiff.

I have two more names on my list, Mr. Hargrave and Mr. Gurbin.

Mr. Hargrave.

M. Hargrave: Allons-nous continuer encore longtemps?

Le président: Je ne sais pas. J'aimerais bien le savoir, moi aussi.

M. Hargrave: Madame la présidente, pour que nous puissions agir au sujet de l'heure du lunch, il vaudrait mieux que je garde ma série de questions pour ce soir, car le ministre sera alors ici.

Le président: D'accord. Monsieur Gurbin.

M. Gurbin: J'aimerais seulement poser quelques questions très courtes pour sauver du temps et je pourrais peut-être garder du temps pour le ministre ce soir.

Pour donner suite à ce qui a été dit, M. King parlait de l'enregistrement des pesticides et des biocides. Il y a un mois, le ministre ou le ministère . . . Tout d'abord, c'est le ministère qui est chargé d'enregistrer tous les biocides qui sont utilisés. C'est exact, n'est-ce pas, dans l'agriculture canadienne?

M. Jacques: Oui.

M. Gurbin: Il existe un produit qui a été retiré il y a un mois. Quelle est la responsabilité du gouvernement fédéral pour ce qui est d'informer les provinces, car ce sont elles, en réalité, qui exercent le contrôle en vertu des règlements du gouvernement fédéral, que . . .

M. Jacques: . . . que le produit a été retiré?

M. Gurbin: Oui.

Le président: Docteur Morrison.

[*Text*]

Dr. Morrison: Well, Madam Chairman, I am not speaking for the Food Production and Inspection Branch, which handles that, but I think there would be an announcement made by the minister about the withdrawal of a particular chemical and the reasons why it would be withdrawn.

Mr. Gurbin: Would you always let the provinces know?

Dr. Morrison: Oh, I am certain he would. I do not see any reason why he would not.

Mr. Gurbin: Is there any formal way of his doing that other than with the press release?

Dr. Morrison: There are formal organizations, such as pesticide groups, but I do not know whether he would reserve that for particular meetings with the ministers when he meets them or advise them at that particular time. I am not certain of that particular procedure.

Mr. Gurbin: There was a product removed about one month ago. Did the department let the provincial departments know that product was removed?

Dr. Morrison: I am sorry, sir, it is not in my area. I cannot tell you whether this is right or not.

Mr. Jacques: Could you tell us which product that was?

Mr. Althouse: Du-Ter. *D-u-hyphen-T-e-r* is how it is spelled, I think.

Mr. Jacques: Okay. Would you hold your question? We will try to make sure that somebody from the Food Production and Inspection will be here tonight.

Mr. Gurbin: My second short question, because of the line of questioning here, concerns the Farm Credit Corporation. When you were answering questions from Mr. Cardiff . . . In these estimates, you are talking about an additional amount of money that goes within that framework of $20 million the government dedicated in 1981. I cannot understand from this whether individuals involved in that Farm Credit Corporation's program of interest rate reduction, who will after the end of two years be faced with a 16 3/4% interest rate, are going to have to go to that interest rate or continue to be considered under this program?

Mr. Chambers: Madam Chairman, that is more an administrative arrangement that the Farm Credit Corporation itself deals with, and we have no representatives from the Farm Credit Corporation with us.

• 1240

We in Agriculture are only dealing with the interest rebate portion that was authorized in those two budgets and cannot answer really for the administrative arrangements of the way Farm Credit Corporation is giving its loans, but we can certainly take the question again and obtain an answer.

[*Translation*]

Dr Morrison: Madame la présidente, je ne parle pas au nom de la Direction de la production et de l'inspection des aliments, qui s'occupe de cela, mais je pense qu'une annonce serait faite par le ministre au sujet du retrait d'un produit chimique particulier et que l'on donnerait alors les raisons de ce retrait.

M. Gurbin: En avisez-vous toujours les provinces?

Dr Morrison: Oh, je suis sûr qu'il le ferait. Je ne vois pas de raison pour qu'il ne le fasse pas.

M. Gurbin: Y a-t-il un moyen officiel selon lequel il puisse le faire autrement que par le communiqué?

Dr Morrison: Il existe des organisations officielles, par exemple les groupes qui s'occupent des pesticides, mais je ne sais pas s'il garderait cela pour des réunions particulières avec les ministres lorsqu'il les rencontre ou s'il les en aviserait au moment même de la décision. Je ne suis pas sûr de la méthode qui est alors suivie.

M. Gurbin: Il y a eu un produit de retiré il y a environ un mois. Le ministère a-t-il fait savoir aux ministères provinciaux que ce produit avait été retiré?

Dr Morrison: Je suis désolé, monsieur, cela n'est pas de mon rayon. Je ne puis vous dire si cela est exact ou non.

M. Jacques: Pourriez-vous nous dire de quel produit il s'agit?

M. Althouse: Du-Ter, voilà comment cela s'épelle, je pense.

M. Jacques: D'accord. Pourriez-vous garder votre question en attente? Nous allons tâcher que quelqu'un de la Production et de l'inspection des aliments soit là ce soir.

M. Gurbin: Ma deuxième brève question, qui fait suite aux autres qui ont été posées, intéresse la Société du crédit agricole. Lorsque vous répondiez aux questions de M. Cardiff . . . Dans ce budget supplémentaire, vous parlez d'une somme additionnelle qui fait partie des 20 millions que le gouvernement a affectés en 1981. Je ne peux pas comprendre d'après cela si les particuliers qui relèvent de ce programme de réduction des taux d'intérêt de la Société du crédit agricole et qui, à l'expiration des deux années, vont se trouver aux prises avec un taux d'intérêt de 16 3/4 p. 100, vont devoir accepter ce taux d'intérêt ou s'ils vont continuer de pouvoir relever de ce programme?

M. Chambers: Madame le président, il s'agit plutôt là d'une disposition administrative dont s'occupe la Société du crédit agricole elle-même et nous ne comptons ici aucun représentant de la Société du crédit agricole.

Au ministère de l'Agriculture, nous traitons uniquement de la partie de la remise de l'intérêt qui a été autorisée dans ces deux budgets et nous sommes vraiment incapables de répondre au sujet des dispositions administratives selon lesquelles la Société du crédit agricole dispense ses prêts, mais nous pouvons certes revenir sur cette question et obtenir une réponse.

[*Texte*]

Mr. Gurbin: I beg to differ on that one point, because that is a two-year program, and the end of two years will be up for many people in this coming year. As far as I can understand the supplementary estimates here, there is no way of having any sense at all of whether those people are going to be dropped from the program or what is going to happen there.

Mr. Chambers: Mr. Perkins can answer that.

The Chairman: Mr. Perkins.

Mr. B.B. Perkins (Director General, Development Policy, Regional Development Branch, Department of Agriculture): Madam Chairman, I think I can provide a point of clarification on that. It is correct that the way matters presently stand, as soon as the two years are up those interest rates indeed will rise to the higher level. I think it is an issue which has been clearly identified publicly, and the minister is fully aware of it and well concerned. It is another matter to be able to do something about it, and he is in effect trying to do something about it.

But as was explained earlier, the original program was set up on that basis, and it is a matter which is not readily resolved now. We do recognize, in fact, those farmers will be facing a difficult situation because of higher interest rates.

Mr. Gurbin: I am glad you clarified it in that way, because that is exactly . . . But is there nothing in these estimates that accounts or that can account for an extension of that to those people?

Mr. Perkins: Yes. I am not sure that is so much the issue, though, Madam Chairman, because these estimates are concerned with the current fiscal.

Mr. Gurbin: Okay. My final question is short. The Agricultural Stabilization Act, represented in the original estimates at $70 million in payments going out, is not represented at all in these supplementary estimates. Does that mean none of the products that are considered under the Agricultural Stabilization Act will be able to expect any payments?

The Chairman: Mr. Chambers.

Mr. Chambers: I assume the $70 million is the nine votes under the Agricultural Stabilization Act to which you are referring.

Mr. Gurbin: I see.

Mr. Chambers: There are two aspects of the Agricultural Stabilization Act. There are nine commodities which are statutory again, and those votes are automatically paid under the Agricultural Stabilization Act authority. That is $70 million, and yes, whatever payments were anticipated probably will be made, and possibly more or less to some degree. But that will probably be tidied up as an information vote in final supplementary estimates, because the item is covered under the authority of the act itself as a statutory vote.

[*Traduction*]

M. Gurbin: Je ne suis pas d'accord sur ce dernier point, car il s'agit d'un programme de deux ans et la fin des deux ans va survenir pour bien des gens au cours de l'année qui vient. Si je comprends bien le présent budget supplémentaire, il n'y a absolument pas moyen de savoir si ces gens-là vont être écartés du programme ni de savoir ce qui va vraiment se passer.

M. Chambers: M. Perkins peut répondre à cela.

Le président: Monsieur Perkins.

M. B.B. Perkins (directeur général, Politique de développement, Direction du développement régional, ministère de l'Agriculture): Madame le président, je crois que je puis fournir des éclaircissements à ce sujet. Il est exact que, selon la situation actuelle, dès que les deux années seront terminées, ces taux d'intérêt vont effectivement être portés au niveau supérieur. Je crois que c'est une question qui a été nettement posée publiquement; le ministre en est pleinement conscient et il s'en préoccupe. Quant à agir à ce sujet, c'est autre chose et il essaie effectivement d'agir à ce sujet.

Mais, comme cela a été expliqué plus tôt, le programme a été créé sur cette base à l'origine et c'est une question qui ne se règle pas facilement pour l'instant. Nous reconnaissons effectivement que ces agriculteurs vont se trouver dans une situation difficile à cause du niveau plus élevé des taux d'intérêt.

M. Gurbin: Je suis heureux de cet éclaircissement, car c'est exactement . . . Mais n'y a-t-il rien dans le budget que nous étudions qui tienne compte ou qui puisse tenir compte d'un prolongement du programme à l'intention de ces personnes?

M. Perkins: Oui. Je ne suis pas sûr, toutefois, que ce soit vraiment là le fond de la question, madame le président, puisque ce budget intéresse l'exercice courant.

M. Gurbin: D'accord. Ma dernière question sera courte. La Loi sur la stabilisation des prix agricoles, représentée dans le budget original par 70 millions de dollars de versements, n'est plus représentée dans ce budget supplémentaire. Cela veut-il dire qu'aucun des produits qui sont examinés en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles ne pourra faire l'objet de versements?

Le président: Monsieur Chambers.

M. Chambers: Je suppose que les 70 millions de dollars constituent le crédit neuf de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles dont vous parlez.

M. Gurbin: Je vois.

M. Chambers: Il y a deux aspects à la Loi sur la stabilisation des prix agricoles. Il y a neuf produits qui sont statutaires de nouveau et ces crédits sont automatiquement versés en vertu des pouvoirs de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles. Ce sont là 70 millions de dollars et, effectivement, tous les paiements qui ont été prévus seront probablement effectués et ce sera peut-être un peu plus ou un peu moins. Mais cela sera probablement regroupé comme un crédit d'information dans le budget supplémentaire définitif puisque cet article relève de la loi elle-même à titre de crédit statutaire.

[*Text*]

Mr. Gurbin: Can you tell us if there is any payment for beef or hogs this year?

Mr. Chambers: Again, no, I am not close to that myself. I would have to take this . . .

Mr. Jacques: Usually when there is any payment, it is announced by the minister through a press communiqué.

Le président: Je voudrais remercier les hauts fonctionnaires qui étaient avec nous ce matin. Je vous souhaite la bienvenue pour ce soir si vous y êtes encore.

Ce soir à 20h00, dans cette salle, nous recevrons le ministre de l'Agriculture concernant les crédits du Budget des dépenses supplémentaire sous la rubrique Agriculture.

Le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20h00 ce soir.

[*Translation*]

M. Gurbin: Pouvez-vous nous dire si des paiements s'appliquent cette année au boeuf ou au porc?

M. Chambers: Encore une fois, non, je ne m'occupe pas moi-même de cela. Il faudrait que je soumette cela . . .

M. Jacques: Habituellement, lorsqu'un paiement est effectué, le ministre l'annonce par un communiqué.

The Chairman: I would like to thank the management people who have been with us this morning. I welcome you for tonight if you are still there.

Tonight at 8 o'clock, in this room, we shall welcome the Minister of Agriculture about the Supplementary Estimates votes under the heading Agriculture.

The Committee is adjourned to 8 p.m. tonight.

Book Tarif
rate des livres

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 113

Tuesday, November 22, 1988

Chairman: Mrs. Eva Côté

Agriculture

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B) 1988-89: Votes under AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan,
Minister of Agriculture

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86-87-88

Available from the Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 113

Le mardi 22 novembre 1988

Président: Mme Eva Côté

Agriculture

CONCERNANT:

Budget des dépenses supplémentaires (B) 1988-1989: crédits sous la rubrique AGRICULTURE

COMPARAIT:

L'honorable Eugene Whelan,
Ministre de l'Agriculture

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-85-86-87-88

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Book rate
Tarif des livres
K1A 0S9
OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Agriculture:

Mr. J.P. Connell, Deputy Minister;

Dr. R.L. Halstead, Director General, Program Co-ordination Directorate, Research Branch;

Mr. Y. Jacques, Assistant Deputy Minister, Marketing and Economics Branch;

Dr. J.W. Morrison, Director General, Institutes Research Branch;

Mr. A. Chambers, Director, Finance;

Mr. C.E. Hill, Director, Marketing Services Division, Marketing and Economics Branch;

Dr. B.B. Perkins, Director General, Development Policy, Regional Development Branch.

Du ministère de l'Agriculture:

M. J.P. Connell, sous-ministre;

M. R.L. Halstead, directeur général, Direction des instituts et de la coordination des programmes, Direction générale de la recherche;

M. Y. Jacques, sous-ministre adjoint, Direction générale de la commercialisation et de l'économie;

M. J.W. Morrison, directeur général, Direction générale de la recherche;

M. A. Chambers, directeur, Finances;

M. C.E. Hill, directeur, Division des services de commercialisation, Direction générale de la commercialisation et de l'économie;

M. B.B. Perkins, directeur général, Direction du développement régional.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 113

Tuesday, November 22, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 113

Le mardi 22 novembre 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B) 1983-84: Votes under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget des dépenses supplémentaire (B) 1983-1984: crédits sous la rubrique AGRICULTURE

APPEARING:

The Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture

COMPARAÎT:

L'honorable Eugene Whelan, Ministre de l'Agriculture

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

23377—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Murray Cardiff
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Jean-Guy Dubois
Ralph Ferguson
Stan Hovdebo
Charles Mayer
Douglas Neil
Marcel Ostiguy
Stan Schellenberger
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Rolland Dion (*Portneuf*)
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
Len Gustafson
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Fred McCain
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Bernard G. Fournier

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, NOVEMBER 22, 1983
(122)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 8:13 o'clock p.m., this day, the Chairman, Mrs. Eva Côté, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Althouse, Cardiff, Mrs. Côté, Messrs. Ferguson, Mayer, Neil and Schellenberger.

Alternates present: Messrs. Bockstael, Gustafson and Hargrave.

Other Members present: Messrs. Gurbin and MacDougall.

Appearing: The Honourable Eugene Francis Whelan, Minister of Agriculture.

Witnesses: *From the Department of Agriculture*: Mr. J.P. Connell, Deputy Minister; Mr. A. Ross, Assistant Deputy Minister, Finance and Administration Branch; Mr. W. Ormrod, Director, Pesticides Division; and Mr. P. Couse, Director General, Market Development.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, November 3, 1983, relating to the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, November 22, 1983, Issue No. 112*).

By unanimous consent, the Committee resumed consideration of Votes 5b, 15b and L16b, and the Chairman called Votes 1b and 20b under AGRICULTURE.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 10:38 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. on Wednesday, November 23, 1983.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 22 NOVEMBRE 1983
(122)

[*Traduction*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit, ce soir à 20h13, sous la présidence de Mme Eva Côté (président).

Membres du Comité présents: MM. Althouse, Cardiff, Mme Côté, MM. Ferguson, Mayer, Neil et Schellenberger.

Substituts présents: MM. Bockstael, Gustafson et Hargrave.

Autres membres présents: MM. Gurbin et MacDougall.

Comparaît: L'honorable Eugene Francis Whelan, ministre de l'Agriculture.

Témoins: *Du ministère de l'Agriculture*: M. J.P. Connell, sous-ministre; M. A. Ross, sous-ministre adjoint, Direction générale des affaires financières et administratives; M. W. Ormrod, directeur, Division des pesticides; et M. P. Couse, directeur général, Développement des marchés.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 3 novembre 1983 concernant le budget des dépenses supplémentaire (B) pour l'année financière qui prendra fin le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbaux du mardi 22 novembre 1983, fascicule n° 112*).

Par consentement unanime, le Comité reprend l'étude des crédits 5b, 15b et L16b, et le président met en délibération les crédits 1b et 20b inscrits sous la rubrique de l'agriculture.

Le Ministre fait une déclaration et, assisté par les témoins, répond aux questions.

A 22h38, le Comité suspend les travaux pour les reprendre le mercredi 23 novembre 1983, à 15h30.

Le greffier du Comité

Bernard G. Fournier

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Tuesday, November 22, 1983

• 2010

Le président: Je vous souhaite la bienvenue au Comité permanent de l'agriculture.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi daté du jeudi 3 novembre 1983, portant sur le Budget de dépenses supplémentaire (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

Du consentement unanime, le Comité reprend l'étude des crédits 5b, 15b et L16b sous la rubrique Agriculture. Sont ajoutés également, pour délibération, les crédits 1b et 20b sous la rubrique Agriculture.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme de développement du secteur agro-alimentaire

Crédit 5b—Développement du secteur agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement ..... 7,210,000$

Crédit 15b—Développement du secteur agro-alimentaire—Subventions inscrites au Budget et contributions..... 25,399,000$

Crédit L16b—Prêts conformément aux ententes conclues avec les provinces..... 100,000$

A—Ministère—Programme d'administration

Crédit 1b—Administration—Dépenses du programme ..... 1,457,500$

A—Ministère—Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires

Crédit 20b—Réglementation et inspection agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement ..... 664,000$

Le président: Ce soir, nous accueillons à titre de témoin, l'honorable Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture. Je demanderais au ministre de bien vouloir nous présenter les hauts fonctionnaires qui l'accompagnent. J'aimerais ajouter que le ministre a une courte déclaration à nous soumettre.

Monsieur le ministre.

There will be a short statement. Mr. Whelan.

The Hon. Eugene Whelan (Minister of Agriculture): Madam President, with me is—and everyone knows him, he was here this morning at the committee meeting—Peter Connell, the Deputy Minister. The other officials I have with me are: Mr. A Chambers, Director of Finance; Alan Ross, Assistant Deputy Minister of Finance, Administration; the man in charge of pesticides, Wayne Ormrod, Director, Pesticides Division; George Forrester, Director General, Regional Development Directorate; Paul Couse, Director General, Market Development; Claude Hill, Director of Marketing Services; John Groenewegen, Marketing and Economics Branch; Ron Halstead, Director General, Program

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mardi 22 novembre 1983

The Chairman: I would like to welcome you to the Standing Committee on Agriculture.

The committee resumes consideration of its Order of Reference dated Thursday, November 3, 1983, relating to the Supplementary Estimates B for the fiscal year ending March 31, 1984.

By unanimous consent, the committee resumes consideration of Votes 5b, 15b and L16b under Agriculture and the chairman also calls Votes 1b and 20b under Agriculture.

AGRICULTURE

A—Department—Agri-Food Development Program

Vote 5b—Agri-Food Development—Operating expenditures $7,210,000

Vote 15b—Agri-Food Development—The grants listed in the Estimates and contributions..... $25,399,000

Vote L16b—Loans made under agreement with the provinces..... $100,000

A—Department—Administration Program

Vote 1b—Administration—Program expenditures $1,457,500

A—Department—Agri-Food Regulations and Inspection Program

Vote 20—Agri-Food Regulation and Inspection—Operating expenditures $664,000

The Chairman: This evening we welcome as our witness, the Honourable Eugene Whelan, Minister of Agriculture. I would ask the minister to introduce the senior officials who accompany him. I would like to add that the minister has a short statement to make.

Mr. Minister.

Il y aura une courte déclaration. Monsieur Whelan.

L'honorable Eugene Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le président, je suis accompagné de M. Peter Connell, le sous-ministre, que tout le monde le connait puisqu'il était là ce matin. Les autres hauts fonctionnaires qui m'accompagnent sont M. A. Chambers, direction des Finances; M. Alan Ross, sous-ministre adjoint des Finances, administration, le responsable des pesticides, M.Wayne Ormrod, directeur de la Division des pesticides; M. George Forrester, directeur général, direction du développement régional; M. Paul Couse, directeur général de la commercialisation; M. Claude Hill, directeur de la Commercialisation; M. John Groenewegen, de la direction générale de la Commercialisation et de l'Economie; M. Ron Halstead, directeur général, Directorat de la co-

[*Texte*]

Co-ordination Directorate, Research Branch. Those are the officials I have with me.

The Chairman: Thank you.

Mr. Whelan: Madam Chairman, I will be as short as I can. I appreciate this opportunity to appear before the committee tonight, and I apologize for my inability to come this morning. I realize this is somewhat unorthodox, making opening remarks after you have already had the opportunity to question my officials, but I feel it is important to set this request for an additional $34.8 million in context.

Agriculture Canada administers one of this nation's most productive and essential industries on a budget of just over a billion dollars. My department costs the taxpayers of Canada less than almost every other sector of the government. Madam Chairman, that is a tribute both to the efficiency and self-sufficiency of the farming community, as well as to the dedication and responsibility of Agriculture Canada's 11,000 employees.

The supplementary estimates for the work of my department that will be asked to vote for represent an increase of only 3.1% of the estimates originally asked in the Blue Book. I think you will agree that represents a very careful and responsible figuring in a very volatile economy.

Madam Chairman, let me just take a few minutes to summarize what items are covered by these additional expenditures. Only $1.45 million of it goes for administrative costs of the department. About half of that is for salaries to add 24 person-years of staff, a very small increase in a department the size of Agriculture Canada. The next largest expenditure is $336,000 for an information program to back up the toxic chemical program.

• 2015

There are $664,000 in the supplementary estimates for our Agri-Food Regulation and Inspection Program. The largest part by far, more than $32.7 million of the supplementary spending, goes for our Agri-Food Development Program. It is money spent directly to improve and increase the production of food.

It includes, for instance, $2.5 million to extend the Fruit and Vegetable Construction Assistance Program. This has been one of our most successful programs and has meant a great deal to many producers since the program was established in 1973. It has contributed more than $20 million towards the construction of cold storage and controlled atmospheric storage facilities. It means producers may now store their produce in such a way that they can market it all year round. It has reduced our dependence on imports and contributed substantially to increased farm income.

[*Traduction*]

ordination des programmes de la direction générale de la recherche. Ce sont les hauts fonctionnaires qui m'accompagnent.

Le président: Merci.

M. Whelan: Madame le président, je serai aussi bref que possible. Je vous suis très reconnaissant de pouvoir comparaître ce soir, et je m'excuse d'avoir été dans l'impossibilité de venir ce matin. Je sais qu'il n'est pas très orthodoxe de faire une déclaration d'ouverture après que vous ayez déjà posé des questions à mes fonctionnaires, mais je pense qu'il est très important d'insérer cette demande de 34,8 millions de dollars supplémentaires dans son contexte.

Agriculture Canada administre une de nos industries les plus productives et les plus essentielles avec un simple budget d'un peu plus de 1 milliard de dollars. Mon Ministère coûte moins cher aux contribuables canadiens que presque tout autre secteur du gouvernement ou presque. Madame le président, c'est la preuve de l'efficacité et de l'autonomie des agriculteurs, et du dévouement et de la responsabilité des 11,000 employés d'Agriculture Canada.

Les prévisions supplémentaires pour mon Ministère ne représentent qu'une augmentation de 3.1 p. 100 par rapport aux prévisions originelles qui figurent dans le Livre bleu. Vous conviendrez que cela témoigne de la responsabilité et du soin avec lesquels nous avons fait nos calculs dans une conjoncture très difficile.

Madame le président, permettez-moi de résumer ce qui sera défrayé par ces dépenses supplémentaires. Seuls 1.45 million de dollars sont alloués aux dépenses administratives de notre ministère. La moitié environ de cette somme est destinée aux salaires de 24 années-personnes supplémentaires, une augmentation très faible, dans un ministère de la taille d'Agriculture Canada. La seconde dépense par ordre d'importance, ce sont 336,000$ destinés à un programme d'information pour accompagner le programme sur les produits chimiques toxiques.

Dans le budget supplémentaire, il y a 664,000$ pour le Programme de réglementation et d'inspection du secteur agro-alimentaire. La plus grosse part des 32.7 millions de dollars du budget supplémentaire sont destinés à notre Programme de développement du secteur agro-alimentaire. Cet argent sera dépensé directement pour améliorer et augmenter la production de produits alimentaires.

Cela comprend, par exemple, 2.5 millions de dollars pour le Programme de construction dans le secteur des fruits et des légumes. C'est l'un des meilleurs programmes que nous ayons eu; il a été très utile aux producteurs depuis sa création en 1973. Depuis cette époque, plus de 20 millions de dollars ont été consacrés à la construction d'entrepôts frigorifiques et d'entrepôts à atmosphère contrôlée. Cela signifie que les producteurs peuvent aujourd'hui entreposer leur production et étaler la mise en marché sur toute l'année. Par conséquent, nous sommes moins dépendants des importations et les revenus agricoles en ont augmenté d'autant.

[*Text*]

Another item in that $32.7 million is $7.46 million in compensation to apple growers in New Brunswick, Nova Scotia, Quebec and eastern Ontario. Most of you are familiar with the critical frost damage to orchards in the winter of 1981. The loss of trees was substantial and the federal government, in co-operation with the provinces, established an assistance program to help growers re-establish their orchards.

Members of the committee will recall that the Farm Credit Corporation instituted a program of interest rate rebates on loans to farmers particularly hard hit by high interest rates. The supplementary estimates include $4.56 million to help cover those interest rebates. That is money that can be said to relate directly to preserving the viability of the Canadian family farm community.

I will not go into any more detail, Madam Chairman. Committee members are familiar with Agriculture Canada's program of grants to farm organizations, exhibitions and associations which contribute so much to the healthy development of the agriculture industry and the rural community life. I am sure they will all be pleased to see the $9 million going to the Western Grains Research Foundation and the contribution to western grain producers for the operation of corn-competitive formula, which is part of our feed grains policy.

In closing, Madam Chairman, I would like to re-emphasize the importance of the agri-food industry to Canada. Canadians are well served by their agriculture industry. They not only enjoy high-quality, wholesome and varied food at reasonable prices, but they also benefit from the economic activity and the export sales generated by the agri-food industry.

Canadian farmers are amongst the most productive and efficient in the world and they have developed their industry with a minimum of support from the government. Agriculture Canada's programs are designed to help farmers achieve their goals and to ensure that the public interest is served.

Thank you, Madam Chairman. I would be pleased to try to answer any questions, along with my officials.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Nous débutons la période des questions avec le critique de l'Opposition officielle, M. Mayer, qui agit à ce titre pour la première fois au Comité de l'agriculture. Je voudrais, en votre nom, lui souhaiter la bienvenue et la meilleure des chances, et profiter de l'occasion pour remercier aussi M. Wise qui a été avec nous plusieurs années.

Monsieur Mayer, vous avez la parole.

Mr. Mayer: Thank you very much, Madam Chairman. You are very kind. My colleague beside me says he hopes that is not

[*Translation*]

Un autre poste dans ces 32.7 millions de dollars, 7.47 millions de dollars qui seront versés en guise de compensation aux producteurs de pommes du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, du Québec et de l'est de l'Ontario. La plupart d'entre vous sont au courant des graves dommages aux vergers causés par le gel pendant l'hiver 1981. Beaucoup d'arbres ont été perdus et le gouvernement fédéral, en collaboration avec les provinces, a mis sur pied un programme d'assistance pour aider les producteurs à reconstituer leurs vergers.

Les membres du Comité se souviendront que la Société du crédit agricole avait institué un programme de prêts à faible intérêt à l'intention des agriculteurs qui avaient été frappés très sérieusement par les taux d'intérêt élevés. Le budget supplémentaire comprend 4.56 millions de dollars pour couvrir ces escomptes des taux d'intérêt. C'est de l'argent qui servira directement à sauvegarder la viabilité des entreprises agricoles familiales canadiennes.

Madame le président, je ne veux pas entrer plus avant dans les détails; les membres du Comité connaissent le programme d'Agriculture Canada qui accorde des subventions aux organismes agricoles, finance les expositions et les associations qui participent si utilement au développement harmonieux de l'industrie agricole et de la vie communautaire rurale. Je suis certain qu'ils seront heureux de voir 9 millions de dollars consacrer à la Fondation pour la recherche sur les céréales dans l'Ouest ainsi qu'une contribution aux producteurs de céréales pour l'adoption d'une formule d'établissement des prix des céréales qui est liée au prix du maïs.

En terminant, madame le président, je tiens à rappeler l'importance de l'industrie agro-alimentaire pour le Canada. Non seulement les Canadiens disposent-ils de produits alimentaires variés, d'excellente qualité et à des prix raisonnables, mais ils profitent également de toute l'activité économique et des exportations de produits agro-alimentaires.

Les agriculteurs canadiens occupent une place parmi les producteurs les plus compétents du monde et ils ont construit leur industrie avec un minimum de soutien du gouvernement. Les programmes d'Agriculture Canada sont là pour aider les agriculteurs à atteindre leurs objectifs et pour s'assurer que l'intérêt public est préservé.

Merci, madame le président. Maintenant, tout comme mes collègues, je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

We shall begin our questions with the critic of the Official Opposition, Mr. Mayer, who is acting in this capacity for the first time in the Agriculture Committee. On your behalf, I want to welcome him and to wish him good luck and also, I want to thank Mr. Wise who has been with us several years.

Mr. Mayer, you have the floor.

M. Mayer: Merci beaucoup, madame le président. Vous êtes très aimable. Mon collègue me dit qu'il espère que ce n'est pas

[*Texte*]

the last time we say anything kind about you. I assure you that is not going to be the last time.

The Chairman: Maybe it is a beginning.

Mr. Mayer: I want to welcome the minister here. There are many things to talk about as far as agriculture is concerned.

Madam Chairman, the first thing I would like to ask the minister is if he could give us an indication as to whether or not there is going to be any pay-out under the Agricultural Stabilization Act for hogs for the current year we are in or if he has some kind of indication, if the department is up to date with figures, as to where the price level is in the market relative to what the ASA would pay out, so we would have some kind of idea and producers would have a little bit of an idea as to where we sit.

• 2020

Mr. Whelan: The fiscal year for the hog marketing ends at the end of March, 1984. We continue to tabulate and watch what is going on, using the five-year 90% average with current year input costs. The warnings are that there could be a pay-off, but we have no idea how big it would be at the present time. It all depends on what prices do in the next three months or four months.

Mr. Mayer: Thank you. Madam Chairman, a couple things. I believe in 1976 there were quarterly payments for beef under the ASA. I wonder if the minister or any of his officials have given any consideration to doing that in this case with hogs?

Mr. Whelan: Under the proposals we are discussing now with the provinces, that proposal is being put forward. I do not know if you remember, but I was chastised by the Auditor General for doing that at that time, using the quarterly payments, because I had no authorization to do so. If we go ahead with the plan for the provinces for red meat stabilization, we have to change the legislation to make it. They are proposing quarterly payments for both beef and hogs.

Mr. Mayer: So does that mean the department is considering making payments? I mean, you have been chastised many times in the past by the Auditor General and it does not seem to have stopped you from doing some of the things that he criticizes you for. I think it would be useful to producers to know if the department was interested in making a quarterly payment.

Mr. Whelan: At the present time we have no intention of doing it. I could possibly get into more serious trouble than I did before. I was reprimanded once, you know, for doing it and not having legislation to guide me. But as you say, when it is for goodness, it generally does not stop me.

Mr. Mayer: You said that Mr. Minister, I did not.

Mr. Whelan: I am sure you know what I meant.

[*Traduction*]

la dernière fois que nous avons quelque chose d'aimable à dire à votre sujet. Je vous assure que ça ne sera pas le cas.

Le président: C'est peut-être un début.

M. Mayer: Je souhaite la bienvenue au ministre. Il y a beaucoup de choses à dire à propos de l'agriculture.

Madame le président, pour commencer, le ministre pourrait-il nous dire si on a l'intention de faire des versements dans le cadre de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles pour les porcs pour l'année en cours? Le ministère a-t-il une idée du rapport entre les prix payés sur le marché et les versements qui seraient éventuellement effectués pour que nous ayons, pour que les producteurs aient une idée de la situation.

M. Whelan: L'année de commercialisation du porc se termine à la fin de mars 1984. Nous continuons à calculer et à surveiller la situation en nous fondant sur une moyenne de 90 p. 100 des cinq dernières années et en tenant compte des coûts pour l'année en cours. Apparemment, il est possible qu'il y ait des versements, mais nous n'avons encore aucune idée de leur importance. Tout cela dépend de l'évolution des prix au cours des trois ou quatre prochains mois.

M. Mayer: Merci. Madame le président, encore une chose ou deux. Je crois qu'en 1976 il y avait eu des versements dans le cadre de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, des versements trimestriels. Le ministre ou l'un de ses collègues ont-ils envisagé de refaire cela dans le cas du porc?

M. Whelan: C'est une des propositions dont nous discutons actuellement avec les provinces. Je ne sais pas si vous vous en souvenez, mais j'avais été réprimandé par le vérificateur général lorsque j'avais fait cela la première fois, les versements trimestriels, parce que je n'avais pas eu d'autorisation. Si nous mettons sur pied un plan de stabilisation des prix de la viande rouge en collaboration avec les provinces, nous serons forcés de modifier la législation. On nous propose des versements trimestriels à la fois pour le boeuf et pour le porc.

M. Mayer: Est-ce que cela signifie que le ministère envisage de faire ces versements? Après tout, vous vous êtes fait réprimander si souvent par le vérificateur général et, jusqu'à présent, cela n'a pas eu l'air de vous gêner beaucoup. Les producteurs aimeraient beaucoup savoir si le ministère envisage de faire des versements trimestriels.

M. Whelan: À l'heure actuelle, nous n'envisageons pas de le faire. Je risque d'avoir encore plus d'ennuis que la dernière fois. J'ai déjà été réprimandé, vous le savez, pour avoir fait quelque chose qui n'était pas prévu par la législation. Mais comme vous le savez, quand c'est pour une bonne cause, ce n'est pas ce qui m'arrête.

M. Mayer: C'est vous qui l'avez dit, monsieur le ministre, pas moi.

M. Whelan: Vous m'avez compris.

[*Text*]

Mr. Mayer: I would like to raise one other issue. You mentioned the stabliization program currently under consideration by the provinces and the federal government. I would like to ask you briefly if I could about the situation in the Okanagan with regard to apples. It is my understanding that they are eligible for a pay-out under the 1982 crop and that their proposal has just gone to Treasury Board, either yesterday or today. I wonder if you could bring us up to date on that. It seems to me to be a particularly ridiculous situation, if I can use that word, when producers still do not know in fact whether they are going to get a pay-out for the 1982 crop when the 1982 crop is probably 13 months—the last apples delivered from the orchards would have probably been delivered in October of 1982.

Mr. Whelan: We made several payments on the 1982 crop, and one was about four months late because of some technicality in the Privy Council. Those are commodities that we named; they are not statutory ones. I doubt if there is a payment that is supposed to be made. They are arguing with me now about being prepared for one for the 1983 crop.

Mr. Mayer: It is my understanding, though, that there has been an acceptance by the Agricultural Stabilization Board for a payment and that that request has gone forward to Treasury Board.

Mr. Whelan: For the 1982-1983 crop?

Mr. Mayer: No, for the 1982 crop.

Mr. Whelan: Yes, but it is 1983, because they keep them for a year. From the time they harvest they are still coming out of controlled atmospheric temperature storage for nearly 11 months to up as high as 12 months. Your crop in British Columbia does not end until July-August. What you pick this year you will not finish selling for pretty near a year from the time you harvest. So it ends in 1983. Those figures are in. That is right, what you are saying is right. It does show that there possibly should be a pay-out for the 1983 crop. After it ends, it generally takes about six weeks, two months, to tabulate all the figures and facts, etc., on them; and we do it on a regional basis too. So we have to do it in all the different regions of Canada at the same time. In British Columbia it is fairly easy to figure it out because they have probably the most sophisticated marketing system of all.

Mr. Mayer: That is right. But to use your own timeframe, if the last apples in the 1982 crop were sold, let us say, in July or even August, and if it takes two or three months to tabulate all the figures, we are still past that two or three months' time period. The industry, as I understand it, is in some pretty serious condition out there based on the markets they have had this year, so anything the department could do to speed up this stabilization payment, if in fact they are eligible for one . . .

Mr. Whelan: But you do realize it is not a commodity that is statutory. It is a commodity for which the minister may put

[*Translation*]

M. Mayer: Je passe à une autre question. Vous avez parlé des programmes de stabilisation des prix qui sont à l'étude dans les provinces et au gouvernement fédéral. Que pouvez-vous nous dire de la situation dans la région de l'Okanagan, je veux parler des pommes. Je crois que la récolte de 1982 leur donne droit à un versement et que leur office vient d'envoyer, hier ou aujourd'hui, une demande au Conseil du Trésor. Pouvez-vous nous mettre au courant des derniers développements? La situation me semble particulièrement ridicule, si vous me permettez l'expression, puisque les producteurs ne savent toujours pas s'ils auront des versements pour la récolte de 1982 qui date d'il y a plus de 13 mois; j'imagine que les dernières pommes ont dû quitter les vergers vers octobre 1982.

M. Whelan: Nous avons déjà effectué plusieurs versements pour la récolte de 1982, l'un d'entre eux avec environ quatre mois de retard à cause d'un problème technique au Conseil privé. Ce sont des produits que nous avons choisi de soutenir, les pommes ne font pas partie de la liste statutaire des produits. Je doute qu'il reste des versements à faire. On me dit que je dois me préparer à faire un versement pour la récolte de 1983.

M. Mayer: Mais j'avais compris que l'Office de stabilisation des prix agricoles avait accepté d'effectuer un versement et que la demande avait été soumise au Conseil du Trésor.

M. Whelan: Pour la récolte de 1982-1983?

M. Mayer: Non, pour la récolte de 1982.

M. Whelan: Oui, mais c'est en réalité celle de 1983, car ils gardent les pommes pendant un an. Après la récolte proprement dite, on conserve les pommes dans des entrepôts à atmosphère contrôlée pendant près de 11 mois et jusqu'à 12 mois. Votre récolte en Colombie-Britannique va jusqu'à la fin de juillet-août. Ce que vous récoltez cette année sera complètement vendu un an seulement après la récolte. Par conséquent, cela prend fin en 1983. Ces chiffres-là sont prêts. C'est exact, vous avez parfaitement raison. Il est possible qu'il y ait des versements pour la récolte de 1983. Après la fin de la récolte, il faut, en général, six semaines, deux mois, pour calculer tous les chiffres, regrouper tous les faits, et cetera. Nous faisons également des calculs régionaux. Par conséquent, il faut faire les calculs dans toutes les régions du Canada en même temps. En Colombie-Britannique, c'est relativement facile parce que le système de commercialisation est probablement le plus avancé qu'il y ait.

M. Mayer: C'est exact. Mais avec votre calendrier, si les dernières pommes de la récolte de 1982 ont été vendues en juillet ou même en août, par exemple, et s'il faut deux ou trois mois pour calculer tous les facteurs, nous devrions déjà avoir des résultats. Je crois que la situation des producteurs est actuellement très difficile à cause des conditions de marché cette année et tout ce que le ministère pourrait faire pour accélérer ces versements, si toutefois . . .

M. Whelan: Mais n'oubliez pas que ce n'est pas un produit statutaire. Le ministre peut décider de recommander la

[*Texte*]

forward recommendations for stabilization, and we are doing that.

• 2025

Mr. Mayer: Could you give us any kind of indication as to when a payment to the people might be forthcoming?

Mr. Whelan: It will be as soon as we find some money, probably. How quick that would be I do not know, because we have many requests for stabilization payments for commodities outside the statutory requirements.

Mr. Mayer: You could not give us any kind of idea at all as to whether it would be two months, or two weeks, or six months, or . . . ?

Mr. Whelan: I would hope it would be before Christmas.

Mr. Mayer: That is useful.

Mr. Whelan: You see, they have income assurance in that province also, which they are using. I think they announced last night, for instance, that there would be a payment on peaches under the income assurance. They just announced that. I think they said it would be around $7 million.

Mr. Mayer: The minister mentioned briefly the current stabilization proposal by the four provinces to do with red meat. There was a proposal there to make quarterly payments, I believe, for hogs and for . . .

Mr. Whelan: Sheep products.

Mr. Mayer: —for sheep products and I think slaughter cattle as well.

Mr. Whelan: Yes.

Mr. Mayer: Am I right on that?

Mr. Whelan: Yes. They have named everything, I think.

Mr. Mayer: Could the minister give us some idea of when he would like to see that plan operative? Is it something that we can look forward to, again, in the next few months? Do you have any kind of timeframe?

Mr. Whelan: It will require a legislative change, so I do not think it would be in force before some time in the new year because of the consultations. They have agreed to consult and we have agreed to consult with the organizations, the national . . . The provincial ministers want to discuss it with their provincial organizations. I understand that some of those consultations have taken place, if not all of them. I have not seen anything official, but I understand that some of the producers are saying: We like our provincial plan; we do not want your producer provincial-federal plan. I do not know how authentic that is going to be, but they have some pretty rich plans. This plan that we are putting forward . . . when I say "we", it is because it has been proposed by the provinces and we have gone along with it—is not a very rich plan. It is not what a lot of people think it is, which would be such as to guarantee their not going bankrupt. I do not think it is going to be that kind of plan—I know it is not.

[*Traduction*]

stabilisation du prix de ce produit, c'est précisément ce que nous faisons.

M. Mayer: Avez-vous une idée de la date de ces versements?

M. Whelan: Probablement dès que nous trouverons de l'argent. Je ne saurais vous dire quand avec précision parce que nous avons eu beaucoup de demandes de stabilisation des prix pour des produits qui ne font pas partie de la liste statutaire.

M. Mayer: Pouvez-vous nous donner un ordre d'idée, s'agit-il de deux mois, deux semaines, de six mois, ou bien . . . ?

M. Whelan: J'espère que ce sera avant Noël.

M. Mayer: C'est déjà quelque chose.

M. Whelan: Vous comprenez, dans cette province, il y a également une assurance-récolte qui peut être utilisée. Ils ont annoncé hier soir, par exemple, qu'il y aurait un versement sur les pêches dans le cadre du programme d'assurance-récolte. Ils viennent tout juste de l'annoncer. Je crois qu'ils ont parlé d'environ sept millions de dollars.

M. Mayer: Le ministre a parlé très rapidement de la proposition de stabilisation du prix de la viande rouge qui vient d'être faite par quatre provinces. On avait parlé de faire des versements trimestriels pour le porc et pour . . .

M. Whelan: Le mouton.

M. Mayer: . . . pour le mouton et également pour le bétail de boucherie, je crois.

M. Whelan: Oui.

M. Mayer: C'est bien ça?

M. Whelan: Oui. À peu près tout.

M. Mayer: Le ministre peut-il nous dire quand on peut s'attendre à voir ce plan en place? Là encore, d'ici quelques mois? Avez-vous une idée du calendrier?

M. Whelan: Comme cela exige une modification législative, je ne crois pas qu'il soit possible d'agir avant la nouvelle année à cause des consultations. Ils ont accepté les consultations et nous avons convenu que nous consulterions les organisations, les organismes nationaux . . . Les ministres provinciaux veulent en discuter avec leurs organismes provinciaux. Je crois que certaines de ces consultations ont déjà eu lieu, sinon toutes. Je n'ai encore rien vu d'officiel, mais certains producteurs sont très satisfaits de leur plan provincial et ne veulent rien savoir du plan fédéral-provincial. Je ne sais pas à quel point cette opinion est généralisée, mais certains plans provinciaux sont particulièrement attrayants. Celui que nous proposons, et quand je dis «nous» c'est qu'il a été proposé par les provinces et que nous l'avons accepté, ce n'est pas un plan extrêmement généreux. Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, ça ne servirait pas à sauvegarder les gens de la faillite. Je crois que le plan n'ira pas jusque là, ou plutôt je le sais.

[*Text*]

Mr. Mayer: Do I take it from the minister's comments that he is not very supportive of the plan?

Mr. Whelan: I think it is a plan—I have used this terminology before and I will use it again . . . that is probably an aspirin for a sickness that needs major surgery. We offered an even better plan in 1977, but this is what they have come up with and we are going along with it.

Mr. Mayer: We have heard that . . .

Mr. Whelan: It is not as good, I am sure, Madam Chairman. If the hon. member wants to check with some of the plans that you have in your own province and the plan that Saskatchewan has and the plan that Quebec has, they are superior, and the one that B.C. has is superior too.

Mr. Mayer: In terms of pay-out I guess you could say that it is superior, but there are other areas of concern than simply that of the level of pay-out.

Mr. Whelan: Madam Chairman, to the hon. member, the main idea is to make the plan such that it will not be an incentive for production.

Mr. Mayer: We realize that. One of the concerns I have heard expressed about it is that immediately, if there is going to be a plan in effect, it is going to be in a deficit position, based on the kinds of conditions that are current in the red meat industry. To my knowledge, there has been no statement given by the federal government that they are willing to step forward with money. There has been no indication that they are willing to guarantee the solvency of the plan in the first couple of years of operation. We know, for instance, from what Mr. Axworthy said—the Minister of Transport—that supposedly the $205 million egg adjustment fund is still in the envelope. From that, I would take it that there are some funds available to the government as far as the red meat industry is concerned. Would the minister be prepared to tell us whether he would be willing to step forward and guarantee the solvency of the plan in the first couple of years of operation?

Mr. Whelan: If we go ahead with the plan, there is, I would think, what you would call a gentlemen's agreement between the provincial ministers and myself that, between us, we would make sure that took place. You cannot start a plan up and have it go bad, it has to be actuarily sound and we think, as far as the workings of it go, it is actuarily sound. For instance, if some of the producers do not have funds to join it, we would make arrangements so that when they sold their product, their contribution to the plan would be deducted at that time. We do that with crop insurance for cash crops in Ontario. When you sign a contract for peas or sweet corn or tomatoes and many other kinds of things, most of the time you do not pay for your crop insurance, but it is deducted. Your other expenses are deducted when your first deliveries are made. We think that can be worked out.

• 2030

We have made a sort of gentlemen's agreement not to give all the details of the plan. At least, I have not yet been authorized to do that by my provincial colleagues. When they

[*Translation*]

M. Mayer: Est-ce que je peux conclure que le ministre n'aime pas tellement ce plan?

M. Whelan: À mon avis, c'est une image que j'ai déjà utilisée, je vais le répéter, c'est un peu comme de donner de l'aspirine à quelqu'un qui a perdu un bras. En 1977, nous avions offert un plan bien plus intéressant, mais voilà ce qu'on nous propose aujourd'hui, et nous avons accepté.

M. Mayer: Nous avons entendu que . . .

M. Whelan: Madame le président, je suis certain que ce n'est pas aussi attrayant. Si l'honorable député étudie certains plans provinciaux, celui de votre province, et celui de la Saskatchewan, sans parler de celui du Québec et de la Colombie-Britannique: ils sont tous bien supérieurs.

M. Mayer: Ils sont supérieurs quant aux versements mais les versements ne sont pas la seule chose qui compte.

M. Whelan: Madame le président, honorables députés, le principe c'est que le plan ne doit pas servir à encourager la production.

M. Mayer: Nous le savons. Certains pensent que si ce plan entre en vigueur, il se trouvera immédiatement dans une situation de déficit à cause des conditions actuelles dans le secteur de production de la viande rouge. Que je sache, le gouvernement fédéral n'a pas annoncé son intention d'intervenir financièrement. On n'a pas dit qu'on avait l'intention de garantir la solvabilité du plan pendant les deux premières années. Nous savons que le ministre des Transports, M. Axworthy, a déclaré que les 205 millions destinés à la stabilisation du prix des oeufs se trouvaient toujours dans l'enveloppe. J'imagine donc que le gouvernement doit disposer de fonds pour le secteur de la viande rouge. Est-ce que le ministre serait disposé à garantir la solvabilité du plan pendant les deux premières années?

M. Whelan: Si nous décisons de mettre le plan en vigueur, j'ai avec les ministres provinciaux ce que l'on peut appeler une entente d'honneur pour assurer sa survie. On ne peut pas mettre un système en place et le laisser dégénérer. Il faut s'assurer qu'on construit sur des bases solides, des bases actuarielles solides. Par exemple, si certains producteurs n'ont pas suffisamment d'argent pour y adhérer, nous faisons en sorte que leur contribution au plan est déduite au moment où ils vendent leurs produits. Nous faisons cela avec l'assurance-récolte en Ontario, pour ce qui est des cultures commerciales. Lorsque vous signez un contrat, qu'il s'agisse de pois, de maïs, de tomates ou autres, dans la plupart des cas, vous ne payez pas l'assurance en soi, mais celle-ci est déduite. Vos autres dépenses sont déduites au moment de la première livraison. Nous pensons que c'est donc possible.

Nous avons conclu, avec nos collègues provinciaux, une sorte d'accord à l'amiable et je ne peux donc pas vous donner tous les détails de ce plan. Lorsqu'ils en auront arrêté les moindres détails, ils vous feront peut-être d'autres recommandations.

[*Texte*]

work out all the nitty-gritty, they may come back with some further recommendations.

For instance, in the Province of Saskatchewan, I am told by one of the people in that organization, not the minister, that their producers do not want to give up their plan. That plan is not actuarially sound, either. It is in deficit all the time. The one in Quebec is, too. It has a big deficit. But if you read *Country Guide*, you will see an article in there about an Ontario farmer who had left Ontario, went in to Quebec and produced his cattle up in Témiscamingue, on the Quebec side. He is very successful. He ships his cattle to Ontario, but he still gets his payment from Quebec. I see the farmers up in that area, just across the Ontario border, demanding that they have the same kind of plan that Quebec has. They ask how they can survive on the plan we are proposing. Just from the little bit of information I have, I can say there is not general satisfaction or elation over the plan.

Mr. Mayer: Thank you. Put me down for the second round, Madam Chairman.

The Chairman: Okay. Mr. Althouse.

Mr. Althouse: Thank you, Madam Chairman. I wonder if the minister would tell us a little bit more about the stabilization plan that is being proposed. We only have what we read in the press. It has been reported as being the kind of a plan that is not cost-based in any way, but some reports quote various ministers who are involved in the negotiations as saying that it recognizes costs. I wonder if you could try to explain to us just how it goes about recognizing costs, or if costs are indeed part of the plan, so that we would have it a little more clearly.

Mr. Whelan: If I had known you were going to discuss this tonight I would have brought Dr. Trant and Mr. Lacroix, who has been in on all the meetings with the provincial people from the very beginning, since last July, since the provincial ministers meeting and the meeting I attended took place in Charlottetown. He has attended all those meetings.

It is somewhat similar to western grain stabilization. Some of the principles are in there, the costs, etc., that type of thing. The one main difference involved in it is that it is a plan worked out on quarterly payments, worked out on the market for each quarter. Your delivery has to be within the confines of each quarter. Your production costs are figured out for that quarter, or can be figured out for the whole year. It is not yet decided at the present time, from the limited discussions I was involved in.

Only three of the ministers showed up at that meeting because the other minister from Manitoba did not participate in that meeting. I did meet him afterwards and did discuss the plan with him. He was of the opinion that his plan, which again is not actuarially sound because it will always be in a deficit position, is a much better plan and he would have a hard time convincing his producers to go for this plan. But he was part and parcel of the development of it.

Mr. Althouse: Madam Chairman, when the discussion ranged briefly over the possibility of a payment out to B.C. apple producers, the minister indicated there might be such a payment by Christmas. He has mentioned that it is a non-

[*Traduction*]

Par exemple, en Saskatchewan, quelqu'un m'a dit, mais ce n'était pas le ministre, que les producteurs de cette province ne voulaient pas renoncer à leur plan. Or, la gestion de ce plan n'est pas saine d'un point de vue actuariel. Il est toujours déficitaire. Celui du Québec également. Dans le numéro de *Country Guide*, un article parle d'un agriculteur ontarien qui a quitté l'Ontario pour aller s'installer au Québec, à Témiscamingue, exactement, pour y faire de l'élevage. Il réussit très bien. Il expédie ses bovins en Ontario, mais il reçoit toujours des paiements du Québec. Je sais que des agriculteurs de l'autre côté de la frontière, c'est-à-dire en Ontario, réclament le même genre de plan que celui qui existe au Québec. Ils se demandent comment ils pourront survivre avec le genre de plan que nous leur proposons. D'après le peu que je sais, le plan est loin de susciter un enthousiasme général.

M. Mayer: Merci. Pouvez-vous m'inscrire pour le second tour, madame le président?

Le président: D'accord. Monsieur Althouse.

M. Althouse: Merci, madame le président. Le ministre pourrait-il nous donner plus de précisions au sujet de ce plan de stabilisation qui est actuellement proposé. On en a parlé dans la presse, en disant que ce plan n'était nullement fondé sur les coûts. Par contre, d'autres rapports indiquent que, selon certains ministres qui ont participé aux négociations, ce plan tient compte des coûts. Pourriez-vous nous dire ce qu'il en est exactement?

M. Whelan: Si j'avais su que vous alliez aborder cette question ce soir, j'aurais demandé à M. Trant et à M. Lacroix de m'accompagner, car ce dernier a assisté à toutes les réunions qui ont eu lieu avec les provinces, depuis juillet dernier, c'est-à-dire depuis la réunion des ministres provinciaux à laquelle j'ai assisté, à Charlottetown.

Ce plan ressemble un peu au plan de stabilisation des céréales de l'Ouest. Ce sont les mêmes principes, le même type de coûts, etc. La différence principale est que ce plan prévoit des paiements trimestriels. Vos livraisons doivent donc se faire dans le cadre de chaque trimestre. Beaucoup de productions sont calculées pour le trimestre en question, ou pour l'année entière. Cela n'a pas encore été déterminé, à en juger du moins par les discussions limitées auxquelles j'ai participé.

Trois ministres seulement ont assisté à cette réunion car l'autre ministre du Manitoba était absent. Je l'ai rencontré par la suite pour discuter du plan, et il estimait toujours que le sien, qui est pourtant constamment déficitaire, est bien meilleur que celui que nous proposons; il me disait également qu'il aurait beaucoup de mal à convaincre ses producteurs d'adhérer à ce nouveau plan. Toutefois, il a participé aux négociations.

M. Althouse: Madame le président, lorsqu'on a parlé tout à l'heure brièvement de la possibilité de verser des paiements aux producteurs de pommes de la Colombie-Britannique, le ministre a indiqué que cela se fera peut-être d'ici Noël. Il a

[*Text*]

statutory product and that there would be ministerial discretion involved. How could the minister reconcile a payment to apple producers when B.C. still has its . . .

• 2035

Mr. Whelan: Income assurance?

Mr. Althouse: —income assurance program? This has created problems for payments under some of the statutory products.

Mr. Whelan: Any payment we make to apple growers in Canada . . . if they have a provincial plan like British Columbia, they subtract it from the farmer's income. They are entitled to the payments, so they subtract it in the same way as when we make a payment on hogs where there is a provincial plan. British Columbia has this too. They take this in as income. It is part of the farmer's income for that year. They subtract it from his income. They subtract it from any payment they may make to him. The two cannot add up to any more than what would be the total the province would pay out. It saves the province some money.

Mr. Althouse: Would the five year average, and the 90% of market based average price, still be the formula that would have to be followed even on the non-statutory products? Or could you go beyond this? Is there ministerial discretion to go beyond that on non-statutory . . .

Mr. Whelan: Do you mean for beef?

Mr. Althouse: No. For apples, since it is not . . .

Mr. Whelan: You can go over 100 if you want to. As long as you can get approval, you can go 90, 95, 100 . . .

Mr. Althouse: The non-statutory ones, then, are strictly under ministerial discretion.

Mr. Whelan: That is right. You can go down to 80 if you want to.

Mr. Althouse: Could you not do the same thing . . .

Mr. Whelan: But you would not dare go to 80.

Mr. Althouse: To which?

Mr. Whelan: You would not dare go below 90, which is the statutory rate. You would not dare for any ones you were going to put forward and recommend for payment. You would not put them below 90. At least, I never have, anyway.

Mr. Althouse: Could the statutory ones, like the meats, be paid out above the 90 with ministerial discretion, as you read the act?

Mr. Whelan: Yes. Yes, they could.

Mr. Althouse: But apparently that is not in the cards at the moment?

[*Translation*]

signalé qu'il s'agissait d'un produit non statutaire et que, par conséquent, le ministre avait toute discrétion en la matière. Comment le ministre peut-il parler de verser un paiement aux producteurs de pommes de Colombie-Britannique, alors que cette province a toujours son . . .

M. Whelan: Son programme d'assurance du revenu?

M. Althouse: . . . programme d'assurance du revenu? Cela a déjà créé des problèmes avec certains produits statutaires.

M. Whelan: Lorsque nous versons un paiement à des producteurs de pommes canadiens, la somme en est déduite du revenu de l'agriculteur en question si ce dernier bénéficie d'un plan semblable à celui de la Colombie-Britannique. Ces agriculteurs ont droit à ces paiements, mais le montant de ces derniers est déduit du versement auquel ils ont droit s'ils adhèrent déjà à un plan provincial, comme ce fut le cas pour les porcs il y a quelque temps. La Colombie-Britannique a un plan de ce genre également. Ces paiements sont donc considérés comme faisant partie du revenu de l'agriculteur pour une année donnée, et la province les soustrait de son revenu. Le versement fédéral et le versement provincial ne sont donc pas cumulatifs, et cela permet à la province d'économiser un peu d'argent.

M. Althouse: Garderez-vous, pour ces produits non statutaires, la même formule avec la moyenne de 5 ans et 90 p. 100 du prix commercial moyen? Êtes-vous prêts à aller plus loin? Le ministre a-t-il toute discrétion pour dépasser ce seuil en ce qui concerne les produits non statutaires?

M. Whelan: Voulez-vous parler de la viande de boeuf?

M. Althouse: Non. Je veux parler des pommes, étant donné que ce n'est pas un produit statutaire.

M. Whelan: On pourrait aller jusqu'à 100, si on voulait. Du moment que c'est approuvé, vous pouvez aller jusqu'à 90, 95 ou 100 . . .

M. Althouse: Les produits non statutaires relèvent donc strictement de la discrétion ministérielle.

M. Whelan: C'est exact. On pourrait même descendre à 80, si on voulait.

M. Althouse: Ne pourriez-vous pas en faire autant . . .

M. Whelan: Mais vous n'oseriez pas descendre à 80.

M. Althouse: À combien?

M. Whelan: Il serait imprudent de descendre en dessous de 90, qui est le taux statutaire; en tout cas, moi, je n'oserais pas le faire.

M. Althouse: Les produits statutaires, comme les viandes, pourraient donc faire l'objet de paiements supérieurs à 90 si vous le décidiez, selon les dispositions de la loi.

M. Whelan: Oui.

M. Althouse: Cependant, il n'en est apparemment pas question pour l'instant?

[*Texte*]

Mr. Whelan: Mainly because of a lack of funds.

Mr. Althouse: There are a couple of other areas which were dealt with briefly in the supplementary estimates which I would like to jump to. One is the information program funds for the Toxic Chemical Program. I wanted to get a little bit more information on just what that entails. I have been concerned with the publicity and the activities that have led up to the Du-Ter process in Ontario where the provincial Department of Agriculture did not seem to be made aware that Du-Ter registration had been lifted in 1981 because the tests had been done by Industrial-Biotest Laboratories, and the tests had been ruled invalid. In fact, the Ontario 1983 vegetable production recommendations booklet continued to recommend Du-Ter as one of the fungicides for use on Ontario potatoes. We have had stories back and forth, quoted in the press, where the head of the Ontario Pesticide Residue Laboratory claimed that Ontario had never been notified by Ottawa that Du-Ter had been taken off the market in 1981, and allegations that department officials admitted they forgot to notify us that it was de-registered. Mr. Frank is quoted as having said that. We are also told—this was on November 5—that Agriculture Canada is investigating the incident, and I wondered if, a couple of weeks later, there is something more to report on that particular incident involving a chemical that had been de-registered and did continue to be used in some of the provinces for a couple of years.

Mr. Whelan: Madam Chairman, I thought I had written the hon. member a letter on that. Maybe there should have been a follow-up letter on it.

Mr. Althouse: You did write an explanation of what had happened. We do not yet know the results of the investigation. We do not know the problem that resulted in communication between the two departments of agriculture at this point.

• 2040

Mr. Whelan: I will just make a very short statement that we did inform the province. We followed our general procedure that we do in cases like this. The company did not sell any more of it in Canada. It is not banned in the United States and it was shipped back to the United States and, I understand, used in the United States.

But Mr. Ormrod is here and Wayne can explain that exact procedure. Wayne, please.

The Chairman: Mr. Ormrod, yes, please.

Mr. Wayne Ormrod (Director, Pesticides Division, Agriculture Canada): Thank you, Madam Chairman.

I believe we have two questions before us and perhaps if I could address them separately it would assist in clarifying the point.

The first point I believe had to do with funds indicated for public information regarding pesticides. This is not related to

[*Traduction*]

M. Whelan: Essentiellement parce que nous n'avons pas les fonds nécessaires.

M. Althouse: J'aimerais aborder rapidement plusieurs autres sujets dont il est question dans le budget supplémentaire. J'aimerais parler tout d'abord du financement du programme d'information sur les produits chimiques toxiques. J'aimerais en savoir davantage sur ce programme. On a beaucoup parlé du produit Du-Ter, en Ontario, où le ministère provincial de l'Agriculture ignorait apparemment que le produit Du-Ter avait été rayé des listes en 1981, à la suite des résultats négatifs des tests effectués par *Industrial-Biotest Laboratories*. En fait, la brochure agricole publiée par le gouvernement de l'Ontario en 1983 continuait de recommander l'utilisation du produit Du-Ter comme fongicide dans la culture des pommes de terre. Des articles ont paru dans la presse, selon lesquels le chef du *Ontario Pesticide Residue Laboratory* prétendait que l'Ontario n'avait jamais été informée par Ottawa que le produit Du-Ter avait été retiré du marché en 1981; d'aucuns ont même reproché aux fonctionnaires du ministère fédéral de ne pas avoir averti le ministère ontarien que ce produit avait été retiré de la liste. C'est M. Frank qui a dit cela. Le 5 novembre, nous avons appris que le ministère fédéral de l'Agriculture faisait une enquête à ce sujet et je me demande, puisque cela remonte à quelques semaines, si vous avez des résultats particuliers à nous communiquer sur cette affaire. Je répète qu'il s'agit d'un incident où un produit chimique a été retiré du marché mais a continué d'être utilisé dans certaines provinces pendant plusieurs années.

M. Whelan: Madame le président, je pensais avoir adressé une lettre au député à ce sujet. On aurait peut-être dû y donner suite.

M. Althouse: Vous m'avez bien envoyé des explications sur ce qui s'était passé, mais nous ne savons toujours pas si l'enquête a donné des résultats. Nous ne savons rien de ce problème de communication qui s'est produit entre les deux ministères de l'Agriculture.

M. Whelan: Permettez-moi de vous dire très succinctement que nous avons bien informé la province. Nous avons observé la procédure générale qui s'applique à ce genre de cas. La société en question a cessé de vendre ce produit au Canada. Cependant, il n'est pas interdit aux États-Unis et il a donc été renvoyé dans ce pays où, d'après ce qu'on m'a dit, il continue à être utilisé.

Je vais cependant demander à M. Ormrod de vous donner plus de précisions. Wayne, vous avez la parole.

Le président: Monsieur Ormrod, allez-y.

M. Wayne Ormrod (directeur, Division des pesticides, Agriculture Canada): Merci, madame le président.

La question qui a été posée comprend deux parties bien distinctes et, si vous me le permettez, je vais y répondre séparément.

Tout d'abord, le député a demandé des précisions en ce qui concerne les fonds consacrés au programme d'information du

[*Text*]

the Du-Ter question specifically. It reflects the recognized fact that the public at large has a very strong interest in pesticides. It reflects an effort to take initiative to explain to the public the department's role in pesticide regulation and the work that is done.

In my experience, the department's efforts in pesticide regulation are widely recognized in the scientific community not only here in Canada but world wide. In the lay community I do not believe that is the case. I believe we should be making efforts to tell our story, and it was in that direction that these funds were pointed.

If I can come to the Du-Ter, the Du-Ter experience in Canada has been a rather chequered one in many respects, not only the regulatory aspects that I am involved with personally, but also the marketing interests of the product. It went up and down like a yo-yo—I think that is an easy way to describe it—both in terms of its regulatory history and its acceptance in the marketplace.

There were communications with the province. One particular special effort I am personally aware of. There are many pesticides that we are regulating, approximately 4,000 different products; the province is involved in regulating a lesser number, but I can speak from firsthand experience that it is a difficult thing to keep every one of these right on the track all of the time. I think it is only fair to acknowledge that there was some slippage in communication on this particular case. The particular message we sent out obviously was not received and recorded. We in turn in the course of our routine work did not recognize that this error had crept into the Ontario publication, and you are quite right in saying that inconsistency did exist.

The situation came to light here recently, as you know, and there was follow-up on it. My understanding is based on the feedback I have that everyone involved acted honourably and sincerely and there was no malintent on the part of any of the various parties involved.

There is a very small quantity of this material that in fact still exists. This has been collected for return to the U.S. I am not sure it has actually left the country yet, but that is the intent. The product is still used in the U.S. It had IBT implications, and that was a factor in its demise here in Canada. As you know, the IBT situation has not been dealt with as aggressively in the U.S. as it has been here in Canada.

Perhaps that background will be of assistance. I am not sure that I have responded directly to your question, but that gives you some of the parameters within which this particular item fell.

The Chairman: Your last question, please.

Mr. Althouse: I think maybe I will make the last one a follow-up. I would like to ask some questions about the feed grain policy, for which maybe I could go on the second round.

[*Translation*]

public relativement à l'utilisation des pesticides. Cette question ne concerne donc pas directement l'affaire Du-Ter. Le public s'intéresse de très près à tout ce qui concerne l'utilisation des pesticides et ce programme d'information montre que notre ministère a pris l'initiative de répondre à cette demande.

Les efforts qu'a déployés notre ministère dans le domaine de la réglementation des pesticides ont été bien accueillis par les milieux scientifiques, non seulement au Canada, mais dans le monde entier. Par contre, je ne pense pas que ce soit le cas dans l'opinion publique. C'est la raison pour laquelle j'estime que nous devons faire des efforts pour mieux informer le public de l'utilisation que nous faisons de ces fonds.

J'en arrive maintenant à l'affaire Du-Ter. Cette affaire a eu de nombreux rebondissements au Canada, non seulement en ce qui concerne l'aspect de la réglementation qui m'intéresse personnellement, mais aussi en ce qui concerne la commercialisation du produit.

Nous avons bien communiqué le résultat de nos tests à la province en question. Nous réglementons un grand nombre de pesticides, environ 4,000; la province, elle, en réglemente un peu moins, mais je dois vous dire, et je le sais par propre expérience, que c'est très difficile de garder un dossier à jour sur chacun de ces pesticides. Il se peut que la communication ait été insuffisante dans le cas qui nous occupe aujourd'hui et, manifestement, le message que nous avions transmis à la province n'a pas été reçu en bonne et due forme. Par la suite, nous ne nous sommes pas rendu compte que cette erreur s'était glissée dans la publication du gouvernement de l'Ontario et vous avez donc tout à fait raison de dire que c'était une anomalie.

Cette affaire a refait parler d'elle récemment et on y a donné suite. D'après ce qu'on m'a dit, tout le monde s'est comporté de façon sincère et honorable et il n'y avait aucune mauvaise intention de la part de l'une des parties intéressées.

Il reste une quantité infime de ce produit sur le marché et elle a été réexpédiée aux États-Unis. Je ne sais pas si cela est déjà fait, mais, en tout cas, c'est ce qu'il est prévu de faire. Ce produit est toujours utilisé aux États-Unis, même s'il pose des risques au niveau de l'IBT, raison pour laquelle il a été retiré du marché au Canada. Comme vous le savez, l'IBT n'a pas donné lieu à des expériences aussi nombreuses aux États-Unis qu'au Canada.

J'espère que ces explications vous seront utiles. Je ne suis pas sûr d'avoir répondu directement à votre question, mais j'espère vous avoir donné une idée un peu plus précise des différents paramètres qui interviennent dans cette affaire.

Le président: Ce sera votre dernière question.

M. Althouse: J'aimerais aborder votre politique sur les grains de provende, mais je crois que j'attendrai le second tour.

[*Texte*]

The minister indicated that it appeared that some of the Du-Ter, or maybe all of it, that was used in Ontario had been imported through the United States.

• 2045

Is that channel now effectively covered with the information bulletins and regulations and so on, so it would not happen by accident again, or until such time as Du-Ter has been cleared of any problems? Can it happen again? I know it is hard to say never, but have most of the shortcomings you have found been stopped?

Mr. Ormrod: All pesticides are, at one time or another, imported into the country. The Du-Ter situation we are looking at now is the clean-up of a residual that entered the country some several years ago.

Mr. Althouse: Prior to 1981.

Mr. Ormrod: Yes, I believe so. I cannot remember the date precisely.

I think you have expressed it very well: the likelihood of this particular slippage occurring again is very remote.

Mr. Althouse: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Ferguson: Thank you, Madam Chairman.

I am in a bit of a quandary here whether I should address our witness as "Dr. Whelan" or "Mr. Minister". Could you clarify that for me at this point?

The Chairman: Are you a doctor now?

Mr. Ferguson: My first question is on the Dutch onion set industry, where they were requesting some form of inspection regulations to be imposed on their industry about a year ago. The growers themselves were asking us to have their sets inspected to establish grade criteria. Has any progress been made on that to this point?

Mr. Whelan: I cannot answer that. We would have to find an answer for the member. I am well aware of the request. I did not think that would come up tonight. If I had been forewarned, we would have had someone here to give you an exact answer. But we can find that out and let you know.

Mr. Ferguson: Thank you. I also recently had requests to have some additional slaughtering plants inspected to meet the criteria of some of the countries in the European Common Market. How do our slaughtering plants normally measure up to the criteria established by other countries?

Mr. Whelan: Generally ours are superior. "Very well" I think would be a very easy way of summing it up. I have visited some of their plants—not all of them, that is for sure. Proportionately we have more plants that we can export, for instance, to the United States, which has some pretty strict rules, than the United States has that can export to Canada. Ours are, I believe, some 500 plants—I am going by memory now—that can export to the United States, and I believe the United States has some 140 that can export to Canada. It is under that kind of an inspection system, where our inspectors go there and their inspectors come to Canada.

[*Traduction*]

Toujours au sujet de l'affaire Du-Ter, le ministre a indiqué qu'une partie, voire la totalité des quantités qui avaient été utilisées en Ontario, avait été importée des États-Unis.

Les bulletins d'information et les règlements tiennent-ils maintenant compte de cette éventualité? Est-il maintenant possible de prévenir des cas de ce genre, du moins jusqu'à ce que l'on ait éclairci les problèmes qui entourent le Du-Ter? La situation pourrait-elle se reproduire? Je sais qu'il est difficile de répondre par un non absolu, mais a-t-on réussi à pallier la plupart des défauts du système?

M. Ormrod: Tous les pesticides sont, à un moment donné, importés au Canada. Le cas Du-Ter qui nous occupe actuellement, c'est tout simplement le nettoyage d'un résidu importé au pays il y a plusieurs années.

M. Althouse: Avant 1981.

M. Ormrod: Oui, je pense. Mais je ne me rappelle pas la date avec précision.

Comme vous l'avez dit vous-même, il est fort peu probable qu'une erreur de ce genre se reproduise.

M. Althouse: Merci, madame le président.

M. Ferguson: Merci, madame le président.

Je suis quelque peu dans l'embarras, car je ne sais si je dois appeler notre témoin «monsieur le docteur Whelan» ou «monsieur le ministre». Pouvez-vous m'aider?

Le président: Vous avez obtenu un doctorat?

M. Ferguson: Ma première question porte sur le secteur hollandais des oignons de repiquage, secteur pour lequel on avait demandé, il y a à peu près un an, d'imposer quelques règlements d'inspection. C'étaient les producteurs eux-mêmes qui nous avaient demandé d'inspecter leur secteur afin qu'il soit possible d'établir des critères de qualité. Où en est-on?

M. Whelan: Je ne puis vous donner de réponse immédiate, mais nous chercherons à vous répondre. Je sais qu'il y a eu une demande, mais je ne savais pas qu'on en parlerait ce soir. Si vous m'aviez averti, j'aurais demandé aux personnes informées de m'accompagner. Mais nous vous transmettrons la réponse.

M. Ferguson: Merci. On m'a également demandé récemment de faire inspecter quelques autres abattoirs afin de s'assurer qu'ils répondent aux normes de certains pays de la CEE. Les abattoirs répondent-ils normalement aux critères établis par les autres pays?

M. Whelan: Nos critères à nous sont généralement plus élevés que les leurs. Je pourrais même résumer ma réponse en vous disant que nos abattoirs sont dans un état excellent. J'en ai visité quelques-uns, mais pas tous bien sûr. Le Canada compte proportionnellement plus d'abattoirs pour l'exportation vers les États-Unis que ces derniers ont d'abattoirs d'exportation vers le Canada, puisque les règlements américains sont assez stricts. Si je me rappelle bien, nous avons 500 abattoirs environ, qui peuvent exporter de la viande aux États-Unis, alors que les États-Unis n'en comptent qu'environ 140. Notre

[*Text*]

But we maintain our standard—if it is good enough for Canadians, it is good enough for export.

Mr. Ferguson: Yes. Then normally there would be no problem for Canadian plant export into Europe, for example, if there is a market.

Mr. Whelan: Any plant that is under the CDA inspection should be able to meet the standards set by the other countries. Some of them can be a pretty sticky wicket, though. Mainly it is because they do not want the imports.

Mr. Ferguson: Yes. In one example there is a market that has just opened up for several hundred tonnes of meat product. It appears to be of an ongoing nature at this point, because the European market just does not produce this type of a processed product. Is any assistance available for the development of this new product process, new product development, and to help them break into a new market?

Mr. Whelan: You mean for export? Before I answer that, I must say this. We have never had any difficulty shipping, for instance, horse meat to Europe, because they want it. But we have had difficulty shipping beef and other meat products, because they do not want it. That is just about what it amounts to.

You say this is processed meat. Can you give a better explanation of what you have in mind?

• 2050

Mr. Ferguson: Further processed poultry meat.

Mr. Whelan: Poultry meat. I do not know if there is any . . .

Mr. Couse, did you know of any assistance that IT&C or we have that we would assist an exporter in meeting the standards and helping them to put a product on the market in, say, Britain or some part of Europe? If you are going to answer you have to get by the microphone.

Mr. Paul Couse (Director of Marketing, Agriculture Canada): Thank you. Our poultry people, your poultry people, would be available and have been available to assist producers to improve their product and work with the research group. As far as actually providing a mission or whatever to a foreign country to assist in the marketing in that way, we would have to go to the PEMD program, which is now External.

Mr. Whelan: The PEMD program has what, about $25 million a year they spend on that kind of program?

[*Translation*]

réseau d'inspection prévoit que nos inspecteurs peuvent se rendre aux États-Unis et vice versa.

Nos normes d'exportation sont telles que si les produits sont de qualité suffisante pour les Canadiens, ils sont également de qualité suffisante pour l'exportation.

M. Ferguson: Oui. Par conséquent, il ne devrait y avoir aucun problème d'exportation vers l'Europe, s'il existe un marché.

M. Whelan: Tout abattoir inspecté par le ministère de l'Agriculture devrait répondre aux normes établies par les autres pays. Cependant, certains pays ont des critères extrêmement élevés, justement parce qu'ils veulent restreindre les importations.

M. Ferguson: En effet. Je pense justement à un marché qui vient d'ouvrir ses portes à plusieurs centaines de tonnes de viande. L'importation semble se faire jusqu'à maintenant de façon assez continue, justement parce que le marché européen ne produit pas ce genre d'aliment transformé. Votre ministère aide-t-il ceux qui mettent au point de nouveaux procédés de transformation pour les aider à pénétrer de nouveaux marchés?

M. Whelan: Vous parlez d'exportation? Avant de répondre, je dois préciser que nous n'avons jamais eu de difficultés à exporter de la viande de cheval vers l'Europe, justement parce que cette viande est très en demande là-bas. Cependant, nous avons eu beaucoup de difficulté à expédier des produits alimentaires à base de boeuf, entre autres, justement parce que les Européens n'en sont pas friands. Au fond, tout dépend de la demande.

Vous parlez de viande transformée. Pouvez-vous me donner plus de détails?

M. Ferguson: De la viande de volaille transformée.

M. Whelan: De la viande de volaille. Je ne sais s'il existe . . .

Monsieur Couse, savez-vous si mon ministère ou le ministère de l'Industrie et du Commerce aide les producteurs qui voudraient pénétrer les marchés étrangers, en Grande-Bretagne ou ailleurs en Europe, pour leur permettre de répondre aux normes de ces pays? Approchez du microphone, si vous voulez répondre.

M. Paul Couse (directeur de la commercialisation, Agriculture Canada): Merci. Nos experts des produits de volaille sont en effet disponibles, comme ils l'ont toujours été, pour aider les producteurs qui veulent améliorer leurs produits et qui désireraient travailler avec notre groupe de recherches. Pour ce qui est d'une mission à l'étranger pour aider à la commercialisation, il faudrait s'adresser au Programme de développement des marchés d'exportation qui relève maintenant des Affaires extérieures.

M. Whelan: Combien d'argent le Programme de développement des marchés d'exportation dépense-t-il par année pour cela? Vingt-cinq millions de dollars?

[*Texte*]

Mr. Couse: Yes. So the program is there for promotion and for missions and so on, which we do not have specifically in Agriculture Canada at this moment.

Mr. Whelan: But we do promote Canadian food products in another way, by sponsoring international chefs' cuisine competitions with Canadian chefs who go to Europe but must use Canadian food—and they win many prizes. So we think that is one avenue of showing the other people we do have superior chefs, but we also have superior food. We did have difficulty when they went, I believe, to Frankfurt to get them to accept our beef, even under those conditions where the chefs were going to use it themselves. The Minister of Agriculture had to intervene.

Mr. Ferguson: Yes. Going one step further in the new product development, new market development, we have a situation at the present time where a new market has been developed here in Canada and there will be a temporary shortage of the product until the producers gear up to produce and fill that gap. I am quite concerned about the fact that some of these importers who hold the permits are charging a fee. They regard it as a quota; they are charging a fee to anybody who wants to import that product, because they are the traditional importers. Is there anything that can be done about this? It is a real ripoff of the system, as far as I am concerned.

Mr. Whelan: You mean because they have the quota?

Mr. Ferguson: They have the import quota, the import permit, and they are charging so many cents a pound for the use of that quota. Is there any way that a commodity group and a . . .

Mr. Whelan: We do not issue those permits, you know; that is under IT&C. But I can remember the same thing happened with cheese quotas at one time. If they were not using it they would sell their cheese quota for so much a pound to someone else who wanted to use the cheese. They may not use it themselves, but they would sell it to someone else; say 1,000 pounds at a certain rate per pound went that way. At that time we turned out and reported that. I have not heard of it again since that time. I had never heard of this on poultry meats before.

Mr. Ferguson: I was advised that it is happening. Is there any way that a departmental committee could work with the producers' organization to avoid this kind of thing?

Mr. Whelan: I think if we had evidence that this was being done we could certainly report it to the authorities who are in charge of issuing the permits. They could overcome it very easily by cutting that person's permits off and allowing the other person, who is the one who needed the product, to be allowed a certain quota.

[*Traduction*]

M. Couse: Oui. Ce programme aide à la promotion des produits et à la mise sur pied de missions commerciales, ce que nous ne faisons pas précisément à Agriculture Canada, à l'heure actuelle.

M. Whelan: Cependant, nous faisons la promotion des produits alimentaires canadiens d'une autre façon: nous parrainons des chefs canadiens lors de concours internationaux de chefs cuisiniers en Europe, concours au cours desquels nos chefs doivent se servir d'aliments et de produits canadiens et au cours desquels ils ont déjà gagné plusieurs prix. C'est une façon de montrer aux autres pays que nous avons des chefs supérieurs, d'une part, mais aussi des produits alimentaires supérieurs. Mais je crois me souvenir que nous avons eu de la difficulté à faire accepter notre boeuf lors de la foire de Francfort, même si c'étaient nos chefs à nous qui devaient l'apprêter eux-mêmes. Le ministre de l'Agriculture a dû intervenir.

M. Ferguson: Oui. Je poursuis avec la question des nouveaux produits et des nouveaux marchés: actuellement, un nouveau marché a été établi au Canada; cependant, il y aura une pénurie temporaire de l'aliment en question, tant que les producteurs ne se seront pas mis à produire suffisamment pour combler la pénurie. Je m'inquiète du fait que certains importateurs fixent un droit d'obtention du permis d'importation qu'ils considèrent comme une cotisation. Ceux qui se considèrent comme les importateurs traditionnels fixent donc cette cotisation à quiconque désire importer ce produit. Est-il possible de faire quelque chose? En ce qui me concerne, c'est une véritable façon de frauder le système.

M. Whelan: À cause de la cotisation?

M. Ferguson: On leur impose une cotisation d'importation, c'est-à-dire un permis d'importation, puis on leur demande tant de cents la livre pour utiliser ce permis. Est-ce qu'un groupe de producteurs et un . . .

M. Whelan: Ce n'est pas nous qui délivrons les permis, vous savez, c'est le ministère de l'Industrie et du Commerce. Mais je me rappelle que la même chose s'est produite avec les producteurs de fromage à un moment donné. S'ils ne l'utilisaient pas, les producteurs de fromage vendaient leur quota à tant de la livre à ceux qui voulaient l'utiliser. S'ils ne l'utilisaient pas eux-mêmes, ils le vendaient; ainsi, ils pouvaient se départir d'environ 1000 livres de fromage à tant de la livre. Nous avons fini par constater ce «trafic» et en avons rendu compte; depuis, nous n'en avons pas entendu parler. Mais je ne savais pas que ça se produisait dans la viande de volaille.

M. Ferguson: On m'a fait savoir que cela se produisait. Un comité de votre ministère ne pourrait-il pas travailler avec les organismes de producteurs pour tenter d'éviter cette situation?

M. Whelan: Si l'on peut nous fournir des preuves de ce que vous avancez, nous en rendrons certainement compte aux autorités responsables d'émettre les permis. Il est très facile de régler la situation en retirant au producteur délinquant son permis et en accordant le quota à ceux qui en ont besoin.

[*Text*]

Mr. Ferguson: Is there provision to allow for new importers to take the place of that one, or is there a new . . . ? Maybe they could do it, but it is a fairly new . . .

Mr. Whelan: I would put it this way: There is provision to make sure that the quota is run legitimately, because there is no real law that is bound by that, it is just an historical pattern that has been followed by that importer being given the rights for sharing the quota. We do the same thing with meats. I believe it is the same way right now with the program that we are monitoring with the United States on beef products. The trade has asked for that kind of a quota system to have it monitored.

Mr. Ferguson: Thank you.

Mr. Whelan: That is a difficulty that I recognize, Madam Chairman, on any kinds of quotas that are not run by the government or patrolled by the government. For instance, any dairy products that you bring into Canada are imported by the Canadian Dairy Commission, but we have not imported any for a long, long time. They are imported and put on the market at the domestic price here, but the profit goes to the Receiver General; it does not go to anybody else. If they brought in a commodity, let us say butter, and it happened to be 30¢ a pound less than the domestic price here, the person who is buying that, the retailer or the wholesaler, whoever is buying it, would have to charge the domestic price. And they would be charged the domestic price themselves by the Dairy Commission when it imports the product for them.

• 2055

Mr. Ferguson: Could that same system be implemented for other commodities?

Mr. Whelan: It works very well for dairy commodities. But as I said, we hardly ever import any dairy commodities anymore. However, it worked very well when we were importing butter and other dairy products. We do not use it for cheese in Canada. The Dairy Commission does not have control over imports of cheese.

Mr. Ferguson: Thank you.

The Chairman: Thank you, sir. Mr. Hargrave.

Mr. Hargrave: Thank you, Madam Chairman. Mr. Minister, I have a story out of today's Ottawa *Citizen* on meat inspection that I want to refer to, for your benefit and your staff people who are here, and I hope that you can make a comment about it. I will refer to it as quickly as I can, Madam Chairman.

It is in today's *Citizen* and it talks about pesticide levels, and states:

More than half the 85 imported meat samples tested for pesticides in 1982 by federal inspectors were judged unfit for

[*Translation*]

M. Ferguson: Est-ce que vos dispositions prévoient qu'il est permis à de nouveaux importateurs de prendre la place des anciens, ou bien est-ce que . . . ? Peut-être pourrait-on procéder ainsi, mais c'est assez nouveau . . .

M. Whelan: Laissez-moi vous expliquer: nous avons des dispositions qui permettent d'assurer que le quota est respecté légalement, même s'il n'y a pas de loi à dire vrai qui fasse autorité: il s'agit tout simplement d'un mode de fonctionnement qui au cours des ans a été suivi par l'importateur à qui l'on a donné les droits de partager le quota. La même chose se passe pour les viandes. Je pense que c'est la même chose dans le cas d'un programme que nous avons mis sur pied conjointement avec les États-Unis pour les produits à base de boeuf. Ce sont les producteurs qui ont demandé que le système soit vérifié par la mise en place de quotas.

M. Ferguson: Merci.

M. Whelan: Madame le président, c'est en effet la difficulté que posent les quotas qui ne sont pas émis par le gouvernement ni surveillés par ce dernier. Ainsi, tous les produits laitiers importés au Canada le sont par l'intermédiaire de la Commission canadienne du lait; nous-mêmes n'en avons pas importé depuis fort longtemps. Ces produits sont importés et mis en marché au prix canadien, mais les profits vont au Receveur général et à personne d'autre. Si un produit devait être importé, par exemple le beurre, à 30 cents de moins la livre qu'au Canada, l'acheteur, qu'il soit le détaillant ou le grossiste, serait dans l'obligation de le vendre au prix canadien. D'ailleurs, la Commission canadienne du lait qui fait l'importation en ce moment, lui vendrait le produit au prix canadien.

M. Ferguson: Pourrait-on appliquer ce même système à d'autres produits?

M. Whelan: Le système donne de très bons résultats pour les produits laitiers. Mais je le répète, nous n'en importons que très peu aujourd'hui. Mais cela marchait très bien lorsque nous importions du beurre et d'autres produits laitiers. Nous ne le faisons pas pour le fromage au Canada. D'ailleurs, la Commission canadienne du lait n'a pas droit de regard sur les importations de fromage.

M. Ferguson: Merci.

Le président: Merci, monsieur. Monsieur Hargrave.

M. Hargrave: Merci, madame le président. Monsieur le ministre, j'ai sous les yeux un article paru aujourd'hui dans le *Citizen* d'Ottawa qui traite de l'inspection des viandes et que je voudrais vous lire en partie pour votre gouverne ainsi que celle des fonctionnaires du ministère qui vous accompagnent. J'espère que vous pourrez le commenter. Madame le président, je le lirai le plus rapidement possible.

Il s'agit donc de l'édition d'aujourd'hui. Au sujet des niveaux de pesticides, l'article déclare ceci:

Plus de la moitié des 85 échantillons de viande importée qui ont été examinés en 1982 par des inspecteurs fédéraux pour en déterminer la quantité de pesticides ont été considérés

[*Texte*]

consumption because chemical levels were well above federal health limits.

That is as a result of Agriculture Canada's reports. This was obtained, I think rather interestingly, under the new access to information law. It talks about 48 pork samples taken from shipments of canned meat from China that contained up to 130 times more hexachlorolbenzine than allowed. It talks about some meat introduced from China —250 ,000 pounds were shipped back to China after contamination was discovered and so on. It makes this rather alarming statement:

> ... it is impossible to know the true contamination rate. Nor can the department estimate how much chemically contaminated food is consumed by Canadians.

Now, it goes on and mentions a number of other things. But the point that I want to emphasize is not so much the story itself—that may be a little alarming. I think the last thing our Canadian beef industry needs right now is something to throw a scare into our consumers—still further reducing their consumption. The demand for our product now, for obvious reasons, the economy, and the fact that it is the highest of the three principal meats, and has been for some time, has reduced our consumption to a low for a good number of years. This is the last thing we need to happen right now. I would like some comment from you. Are you short of inspectors? Is the Department of National Health and Welfare short of inspectors? Are these new sources of imports that we seem compelled to accept? What can you tell us about it?

Mr. Whelan: First of all, I want to ask you a question. You are talking about imported meats. Why do you feel imported meats will hurt the consumption of domestic-produced meats in Canada? I think it would help the consumption of domestic-produced meats.

Mr. Hargrave: If the meat is tainted or contaminated, there is no way it will help.

Mr. Whelan: Mr. Chairman, to the hon. member, you are talking about imported meats.

Mr. Hargrave: Yes.

Mr. Whelan: I think the publicity that is received would naturally detour consumers away from imported meats; that consumers would demand Canadian meats. You are not talking about Canadian meats; you are talking about imported meats.

Mr. Hargrave: Mr. Minister, you know as well as I do that in the supermarkets meats are not labelled as to the country of origin.

Mr. Whelan: But you do not find anything in . . .

Mr. Hargrave: They may be someday. If one kind of meat is tainted, consumers might easily assume that all are tainted. That is the concern.

[*Traduction*]

comme étant impropres à la consommation, les niveaux des additifs chimiques dépassant de beaucoup les limites établies par le ministère de la Santé.

Cela se trouve dans les rapports du ministère de l'Agriculture et a été obtenu, ce qui est assez intéressant, en vertu de la nouvelle Loi sur l'accès à l'information. On mentionne 48 échantillons de porcs prélevés de cargaisons de viande en boîte provenant de Chine qui contenaient jusqu'à 130 fois la quantité d'hexachlorolbenzine permise. Il s'agit donc de viande importée de Chine, et on dit même que l'on a renvoyé 250,000 livres de viande en Chine après que l'on a eu découvert la contamination. L'article fait également la déclaration suivante qui est assez alarmante:

> ... il est impossible de connaître le taux exact de contamination. Le ministère n'est pas non plus en mesure d'évaluer combien d'aliments contaminés du point de vue chimique sont consommés par les Canadiens.

L'article mentionne plusieurs autres exemples. Mais je ne veux pas tellement insister sur l'exemple choisi par l'article, qui peut être alarmant en soi. Nos producteurs canadiens de boeuf n'ont certainement pas besoin d'une histoire d'horreur de ce genre qui inciterait davantage les consommateurs à réduire leur consommation de boeuf. La demande de boeuf est à la baisse depuis déjà un certain nombre d'années pour diverses raisons évidentes, dont l'économie et le fait que ce soit la viande la plus coûteuse. Donc, pas besoin d'histoire d'horreur. J'aimerais que vous commentiez l'article. Êtes-vous à court d'inspecteurs? Le ministère de la Santé et du Bien-être l'est-il aussi? S'agit-il de nouvelles sources d'importation que nous sommes obligés d'accepter? Que pouvez-vous nous dire?

M. Whelan: D'abord, j'aimerais vous poser une question. Vous parlez de viandes importées. Pourquoi pensez-vous que l'importation de viandes nuira à la consommation de viandes canadiennes? Je crois au contraire que cela peut aider la consommation des produits canadiens.

M. Hargrave: Si la viande a une odeur anormale ou est contaminée, cela ne l'aidera certainement pas.

M. Whelan: Monsieur le président, et l'honorable député, vous parlez de viandes importées.

M. Hargrave: En effet.

M. Whelan: La publicité qui en découlerait inciterait naturellement les consommateurs à laisser de côté les viandes importées et à choisir les viandes canadiennes. Vous ne parlez pas de viandes canadiennes, mais bien de viandes importées.

M. Hargrave: Monsieur le ministre, vous savez aussi bien que moi que les étiquettes des viandes vendues en supermarchés ne mentionnent aucunement le pays d'origine.

M. Whelan: Mais on ne trouve rien dans . . .

M. Hargrave: Peut-être cela se produira-t-il un jour. Si une coupe de viande a une odeur anormale, le consommateur pourra facilement conclure qu'elles sont toutes contaminées. C'est ça qui m'inquiète.

[*Text*]

Mr. Whelan: You do not find any fresh meats imported from any other country but the United States of America.

Mr. Hargrave: We do from the United States.

• 2100

Mr. Whelan: That is the only one. You do not find that kind of meat in the United States either, so it is imported canned meats that you are talking about, processed meats that are coming into Canada, generally in a can. If I remember the article . . . I have a report on my desk on this . . .

Mr. Hargrave: Well let us hear about it then.

Mr. Whelan: I did not know you were going to bring that up or I would have brought it. I just glanced over it very quickly today because it was just rushed to me this afternoon. I actually had it for orders of the day in the House, I thought maybe you would ask the question today in the House on it and they had given me some brief notes but I will have more details on it tomorrow. We do need more inspectors. It is a combination of inspectors who look after the imports. It is Agriculture Canada, Consumer and Corporate Affairs and Health and Welfare who do this.

Mr. Hargrave: Are we short in both departments?

Mr. Whelan: I do not know about the others, but we could use more to do a better job in our own department, I am not denying that. Because of restrictions on expenditures, we have not added the amount of people we should. There is always a need for more inspectors to do the kind of job that I think we want, you want and that everybody wants. The thing is too that there is no real school in Canada that trains inspectors the way that we want them. We are proposing that now with one or two schools in Canada. I do not know whether it is going to get off the ground because the province where we are proposing this has some jurisdiction in putting in those kinds of programs into their colleges and we are hoping to get one of those off the ground very shortly.

Mr. Hargrave: Mr. Minister, during the restraint period that we have been in and we all know about it, has your department had to lay off any inspectors or any people that are involved in this kind of work?

Mr. Whelan: Not in meat inspection that I know of. For instance, when a plant closes down, they are generally transferred some place else if they want to move, but if they do not, we cannot force them to move if they will not go where the work is.

Mr. Hargrave: But we are short?

Mr. Whelan: I would think, yes; we could use more man-years. We are actually making an application for more man-years. Not just for meat inspection but for vegetable inspection and fruit inspection.

Mr. Hargrave: Do I have time for one more, Madam Chairman?

[*Translation*]

M. Whelan: La seule viande fraîche que l'on importe, c'est celle qui vient des États-Unis.

M. Hargrave: Des États-Unis.

M. Whelan: Seulement des États-Unis. Comme on ne trouve pas non plus d'autre viande fraîche aux États-Unis, il doit s'agir de viande de conserve importée, de viande mise en conserve. Si je me souviens bien . . . J'ai d'ailleurs un rapport sur mon bureau . . .

M. Hargrave: Eh bien, parlez-nous en.

M. Whelan: Je ne savais pas qu'il en serait question, sans quoi je l'aurais apporté. On me l'a communiqué à la toute dernière minute cet après-midi, et je n'ai eu que le temps d'y jeter un coup d'oeil. En fait, ce rapport devait me servir à la Chambre, à la période des questions: Vous auriez peut-être pu m'interroger aujourd'hui à ce sujet, c'est même pour cela qu'on m'avait donné des notes d'information. Je pourrai vous fournir plus de détails demain. Il est vrai que nous avons besoin d'un plus grand nombre d'inspecteurs. En fait, les importations sont inspectées par un ensemble d'inspecteurs d'agriculture Canada, de consommation et corporations et de Santé et bien-être.

M. Hargrave: Les autres ministères sont-ils également à cours d'inspecteurs?

M. Whelan: Je ne puis parler pour les autres, mais il ne fait pas de doute que le travail serait mieux fait si nous en avions plus chez nous. Nous n'avons pu embaucher de nouveaux inspecteurs à cause des restrictions de dépenses. Il est toujours nécessaire d'avoir plus d'inspecteurs pour parvenir au résultat que nous voulons, que vous réclamez et que le public réclame. En outre, il n'existe pas de véritable école au Canada formant les inspecteurs que nous voulons. Nous proposons la création d'une ou deux écoles de ce genre. Je ne sais si cela se fera car l'inclusion de ces programmes de formation dans les collèges est du ressort de la province que nous avons pressenti. Nous espérons néanmoins que ce programme démarrera d'ici très peu.

M. Hargrave: Monsieur le ministre, au cours de la période de restriction que nous avons connue et que tout le monde connait, votre ministère a-t-il dû mettre à pied certains inspecteurs ou certains autres employés aux tâches similaires?

M. Whelan: Pas pour l'inspection des viandes, que je sache. Ainsi, lorsqu'un abattoir ferme, les inspecteurs sont en général mutés, s'ils le désirent; mais s'ils refusent d'être mutés, nous ne pouvons les obliger à travailler dans un autre abattoir.

M. Hargrave: Mais vous êtes bien à court d'inspecteurs?

M. Whelan: Je dirais que oui: Nous aurions besoin de plus d'années-personnes. En fait, nous sommes en train de présenter une demande pour obtenir plus d'années-personnes, non seulement pour l'inspection des viandes, mais aussi pour l'inspection des fruits et des légumes.

M. Hargrave: Madame le président, ai-je le temps de poser une autre question?

[*Texte*]

The Chairman: Two minutes, sir.

Mr. Hargrave: Mr. Minister . . .

Mr. Whelan: I am working longer hours and you know what happens to people when they work longer hours and that type of thing; they do not perform as well. However, we still have in our packing plants—and as far as we are concerned—ample inspection because we are very conscious of what could happen if we did not have the kind of inspection that we should have there.

Mr. Hargrave: I wanted to bring up . . .

Mr. Whelan: But where we miss out is where the product comes into the ports. Generally it is on the shelves when we find it because that is where it goes . . .

Mr. Hargrave: I am sure it does.

Mr. Whelan: Consumer and Corporate Affairs are partly involved in that also and if it is brought to our attention, we are involved in it too.

Mr. Hargrave: I want to bring up another new topic and it relates to the bean industry in southern Alberta, not the soybeans of course—we do not have any of those—but we do have a small but flourishing irrigated bean crop. Every bean that is produced has to be irrigated. My colleage Blaine Thacker from Lethbridge and I, throughout the growth season last summer, had several meetings with our bean producers. They have contacted the stabilization board on several occasions with rather discouraging results, at least, in getting some comment from the board about two items: the 1981 stabilization pay-out or the possibility of a pay-out for those particular beans, and the 1982 crop. Now does that ring a bell with you, Mr. Minister?

Mr. Whelan: Yes it does and I am going by memory again, but if I can remember the facts as they were presented, and they were not very factual, it was very difficult to work out a program for such a small production entity and we looked at that very closely, Mr. Hargrave.

Mr. Hargrave: Well, you usually couple it with the total production across Canada, principally from Ontario, do you not?

Mr. Whelan: If it is a nationally produced product . . .

Mr. Hargrave: Yes.

Mr. Whelan: —we do use reasonable production entities. For instance, B.C. apples are kept by themselves generally because they serve a wide area.

Mr. Hargrave: I am talking about beans now.

Mr. Whelan: Yes, I know, but . . .

Mr. Hargrave: Was there a pay-out in Ontario this year?

Mr. Whelan: —beans and apples and stabilization and regionalism are all the same.

[*Traduction*]

Le président: Deux minutes, monsieur.

M. Hargrave: Monsieur le ministre . . .

M. Whelan: Mes journées de travail sont très longues, et vous savez ce qui arrive à ceux qui travaillent trop fort: leur rendement n'est pas aussi bon. Néanmoins, dans nos conserveries, nous insistons sur la qualité de l'inspection car nous sommes très justement conscients de ce qui pourrait se produire si ce n'était pas le cas.

M. Hargrave: Je voulais vous parler . . .

M. Whelan: Mais là où le bât blesse, c'est à l'arrivée des produits sur nos quais. En général, nous trouvons ces produits déjà sur les étagères, parce que c'est là qu'on les place . . .

M. Hargrave: J'en suis sûr.

M. Whelan: Cela relève également du ministère de la Consommation et des Corporations, mais si un problème est porté à notre attention, nous entrons en jeu également.

M. Hargrave: Je voudrais passer à un autre sujet, à l'industrie de la fève dans le Sud de l'Alberta. Je ne parle évidemment pas des fèves soya, que nous ne cultivons pas, mais de la culture irriguée de la fève, culture assez limitée mais néanmoins florissante. Toute culture de fève doit être irriguée. Ma collègue Elaine Thacker de Lethbridge et moi-même, tout au cours de la saison agricole de cet été, avons rencontré à diverses reprises nos producteurs de fèves. Même si ces derniers avaient communiqué avec l'Office de stabilisation à plusieurs reprises, l'Office n'avait pas été très encourageant à leur égard au sujet de la possibilité d'un paiement de stabilisation pour les fèves de 1981, d'une part, et au sujet de la récolte de 1982. Monsieur le ministre, cela vous dit quelque chose?

M. Whelan: En effet. Si je me rappelle bien les rapports que l'on m'a présentés à ce sujet et qui n'étaient pas très détaillés, il était très difficile de mettre sur pied un programme pour une si petite production, même si nous avons étudié cette possibilité de très près, monsieur Hargrave.

M. Hargrave: Oui, mais est-ce que l'on ne considère pas en général la production pour l'ensemble du Canada, puisque l'on trouve surtout des fèves en Ontario?

M. Whelan: S'il s'agit d'un produit récolté à l'échelle nationale . . .

M. Hargrave: C'est le cas.

M. Whelan: . . . les catégories de productions sont en général raisonnables. Ainsi, les pommes de Colombie-Britannique forment une catégorie par elle-même, parce qu'elles sont cultivées sur une surface très grande.

M. Hargrave: Mais je parle des fèves.

M. Whelan: Je sais, mais . . .

M. Hargrave: A-t-on compensé les producteurs ontariens cette année?

M. Whelan: . . . les fèves et les pommes ainsi que les paiements de stabilisation et les différences régionales sont tous mis dans le même panier.

[*Text*]

Mr. Hargrave: Was there a pay-out in white beans for example, or any of the others in Ontario this year?

• 2105

Mr. Whelan: This year we are paying out under the agreement we have with them under the Farm Products Marketing Cooperative . . . We guarantee the initial price, and if they do not meet that, we make a payment. The white bean producers in Ontario will receive this year $6 million and some.

Mr. Hargrave: Is our industry in Alberta covered by the same arrangements?

Mr. Whelan: No, we do not have that kind of agreement with them. They are a marketing board in Ontario, and they agreed . . .

Mr. Hargrave: What about the stabilization, then, for southern Alberta?

Mr. Whelan: For stabilization under that kind of commodity, the minister may recommend to the government that a payment be made if he thinks it is warranted. But he has to have a lot of evidence. He has to have a lot of facts on sales. I am sure if you checked it out—I am going by memory again—there was not very much good factual evidence about sales and marketing and that which was carried out in a . . .

Mr. Hargrave: Mr. Minister, all I know . . . and I have checked it out—is that for the 1981 crop the producers there felt they were entitled to a stabilization pay-out under the discretionary clause of the minister. When the 1982 crop came along it was worse still, more discouraging still, and they do not have anything yet. All I am doing is passing on an expression of how they feel about this.

Mr. Whelan: Okay, I will tell you what I will do. I will review it again, and you and I will have a meeting over it. If you want to bring them in on it, I think I have already met one of those people in Alberta . . .

Mr. Hargrave: I am sure you have.

Mr. Whelan: —maybe two of them, and discussed it with them. But I will review it again and . . .

The Chairman: You are on the list, Mr. Cardiff.

Mr. Hargrave: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Whelan: I would like to have Mr. Cardiff's comments, because I know he knows more about those beans than I do.

An hon. Member: Hear, hear!

The Chairman: A supplementary, Mr. Cardiff.

Mr. Whelan: He used to be chairman of that marketing board.

[*Translation*]

M. Hargrave: Y-a-t-il eu des paiements de stabilisation versés aux producteurs de haricots blancs, ou à tout autre producteur ontarien cette année?

M. Whelan: Cette année, les versements se font aux termes de l'entente que nous avons conclue avec eux et avec la Coopérative de commercialisation des produits agricoles . . . Nous leur garantissons un prix initial; s'ils ne peuvent obtenir ce prix-là, nous leur versons un paiement compensatoire. Les producteurs de haricots blancs de l'Ontario recevront d'ailleurs cette année quelque 6 millions de dollars.

M. Hargrave: Notre secteur agricole en Alberta est-il protégé par les mêmes ententes?

M. Whelan: Non, nous n'avons pas conclu d'entente de ce genre avec l'Alberta. L'Ontario a un Office de commercialisation qui a accepté . . .

M. Hargrave: Que faites-vous des paiements de stabilisation pour le sud de l'Alberta?

M. Whelan: Pour ce qui est des paiements de stabilisation pour ce genre de produits, le ministre peut recommander au gouvernement de verser des paiements compensatoires s'il pense que la situation le justifie. Mais pour ce faire, il doit avoir en main des preuves en ce sens, comme les chiffres des ventes. Je me fie encore une fois à ma mémoire, mais je suis sûr que si vous vouliez bien vérifier, vous constateriez que les chiffres des ventes et de la commercialisation n'abonderaient pas nécessairement dans votre sens, de même que les chiffres sur tout ce qui a été entrepris . . .

M. Hargrave: Monsieur le ministre, j'ai bien vérifié: je sais pertinemment bien qu'à la suite de la récolte de 1981, les producteurs estimaient avoir droit à des versements de stabilisation en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre. Puis, après la récolte de 1982 qui était encore plus désastreuse, les producteurs n'avaient toujours rien reçu. Tout ce que j'essaie de faire, c'est de vous transmettre leur découragement.

M. Whelan: Très bien, voici ce que je vais faire: je vais revoir la situation, et vous et moi nous rencontrerons à ce sujet. Si vous voulez inclure à notre réunion vos producteurs, je crois en avoir déjà rencontré quelques-uns en Alberta . . .

M. Hargrave: Je suis sûr que vous les connaissez.

M. Whelan: . . . avec qui j'en ai déjà discuté. Mais je reverrai la situation et . . .

Le président: Monsieur Cardiff, vous êtes sur la liste.

M. Hargrave: Merci, madame le président.

M. Whelan: J'aimerais bien entendre ce qu'en pense M. Cardiff, parce qu'il s'y connaît beaucoup plus en matière de fèves que moi.

Une voix: Bravo!

Le président: Monsieur Cardiff, une question supplémentaire.

M. Whelan: Il a déjà été président de l'Office de commercialisation.

[*Texte*]

Mr. Cardiff: It is just a very short supplementary. When would the minister expect to make an announcement towards the stabilization plan on the 1982 crop of beans?

Mr. Whelan: The 1982 crop of beans?

Mr. Cardiff: Yes. There is an application before you at the present time.

Mr. Whelan: I do not know. Do you mean for white beans?

Mr. Cardiff: For white beans, the same beans as Mr. Hargrave was talking about.

Mr. Whelan: We made the payment making the $6.4 million under the other . . .

Mr. Cardiff: That is under the Agricultural Products Cooperative Marketing Act. This is stabilization, which has nothing to do with the other.

Mr. Whelan: Yes, I do not have a report back, Mr. Cardiff, from the board. I do not think we have.

Mr. Cardiff: Is it not true that, if the White Pea Bean Board of Ontario makes application and if stabilization is granted, that same payment would be allowed to all white bean producers anywhere in Canada?

Mr. Whelan: I am not positive about that. I would have to check that out. If it is . . .

Mr. Cardiff: If there is an application made here in Ontario, that would apply to any white pea bean producer in Canada, the same figure.

Mr. Whelan: You see, you go by the records, the performance, the receipts and all the things. I could not see any reason why. if they had all the same things . . . But we do have an arrangement with the white bean board, because it is a board, and you know how that has worked for many years; it has worked quite satisfactorily. We have paid them stabilization payments before, but at that time, maybe there were no other producers in any other part of Canada.

Mr. Cardiff: I would plead with the minister, then, that all beans produced in Canada be included if there is a stabilization payment going to white bean producers.

Mr. Whelan: But again, you use regional marketing for a different commodity. Now, what you are suggesting to me might be contrary to the principles of regional marketing, because I do not think the beans we are talking about, for instance, would be marketed in western Canada. Do you market white beans from Ontario in western Canada? I do not know. I would think most of the beans that are marketed in western Canada come from Michigan, probably.

Some hon. Members: No, no, never!

[*Traduction*]

M. Cardiff: Une question très brève. Quand le ministre prévoit-il de faire une déclaration relativement au plan de stabilisation pour la récolte de fèves de 1982?

M. Whelan: La récolte de fèves de 1982?

M. Cardiff: Oui. On vous a déjà envoyé une demande.

M. Whelan: Je ne sais pas. Vous voulez dire les haricots blancs?

M. Cardiff: Oui, pour les haricots blancs, c'est-à-dire les mêmes fèves dont parle M. Hargrave.

M. Whelan: Nous avons versé 6.4 millions de dollars aux termes de l'autre . . .

M. Cardiff: Oui, aux termes de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles. C'est de la stabilisation cela, mais cela n'a rien à voir avec ce dont je parle.

M. Whelan: Oui, mais je n'ai pas reçu de rapport de l'Office. Je ne pense pas que nous l'ayons.

M. Cardiff: N'est-il pas vrai que si l'Office de commercialisation du petit haricot blanc de l'Ontario fait une demande de stabilisation qui est agréée, il faudrait permettre les mêmes versements de stabilisation à tous les producteurs de haricots blancs au Canada où qu'ils soient?

M. Whelan: Je n'en suis pas sûr; il faudrait que je vérifie. Si . . .

M. Cardiff: Si une demande est présentée ici en Ontario, ne s'appliquerait-elle pas à n'importe quel producteur de haricots blancs au Canada?

M. Whelan: Pour juger, il faut se fier aux dossiers, au rendement, aux reçus, etc. Je ne vois pas pourquoi on leur refuserait, si tous les éléments sont les mêmes . . . Mais nous avons conclu une entente avec l'Office de commercialisation du haricot blanc, justement parce que c'est un Office de commercialisation: Cela a donné d'excellents résultats depuis de nombreuses années. Nous avons déjà versé à l'Office des paiements de stabilisation, mais peut-être était-ce à une époque où il n'y avait pas d'autres producteurs ailleurs au Canada.

M. Cardiff: Dans ce cas, j'exhorterais le ministre à mettre sur un pied d'égalité tous les producteurs de fèves, quels qu'ils soient, s'il devait décider de verser des paiements de stabilisation aux producteurs de haricots blancs.

M. Whelan: Mais je le répète, la commercialisation se fait régionalement pour les différents produits. Ce que vous proposez me semble être contraire aux principes de la commercialisation régionale; ainsi, je ne pense pas que les fèves que vous mentionnez soient commercialisées dans l'ouest du Canada. Est-ce que l'on met en marché dans l'ouest du Canada les haricots blancs produits en Ontario? Je n'en sais rien. J'imagine que la plupart des fèves mises en marché dans l'ouest du Canada proviennent du Michigan, fort probablement.

Des voix: Jamais de la vie!

[*Text*]

Mr. Mayer: Just on a point of information, Madam Chairman, there are provisions in the act to have regional stabilization.

Mr. Whelan: That is right.

Mr. Mayer: I would agree totally with what Mr. Cardiff said, but . . .

Mr. Whelan: I think that is what we have used always in the past with the white bean board in Ontario, and of course, we have had a very harmonious relationship with them. But I will certainly review that and see if it is possible, if they are marketed in a proper fashion. There was some question about the marketing and how it was carried on at that time. My discussion is over a year ago with the people in Alberta about the commodity on which they wanted stabilization, so I would have to review that.

For instance, on Manitoba potatoes, if you make a payment on potatoes in eastern Canada you do not involve Manitoba or Alberta in that payment. They are in a western region by themselves. They do come in with potatoes as far as Thunder Bay probably, with marketing potatoes from that region. Where they produce and market them, if it is confined within that region, you use that region for that commodity; but if it is a national marketing commodity, you use a national formula for it.

Mr. Cardiff: Thank you, Madam Chairman.

• 2110

Le président: Bienvenue, M. Cardiff. M. Neil.

Mr. Neil: Thank you, Madam Chairman. Mr. Minister, I would like to pose a few questions with respect to the $9.067 million which is shown as an estimate on page 16, and which you indicated was a contribution by your department to the Western Grains Research Foundation. Over the years, the sum of money referred to has been shown in the Public Accounts of Canada under the designation Deposits and Trust Accounts and, under the heading of Agriculture. It would seem to me that, if it is shown in Public Accounts as such, this is money that your department was holding on deposit or in trust on behalf of the producers. Yet, when I look at the estimates, it seems that the money is not coming out of a deposit or trust account. Otherwise, it seems to me it would be a one-dollar item. In my opinion, what has happened is that there has been inflation of the estimates by the inclusion of this item.

I might say that on the same page, under Public Accounts, the Western Grain Stabilization account is shown. When there was a payment out of the moneys under the Western Grain Stabilization Act in 1979 and 1980, there was an item shown in Industry, Trade and Commerce of $60 million, which was the government's contribution to the plan. But nowhere in the estimates can I find, nor can research apparently find, a corresponding item for the payment out of the producer's share of the moneys which were earmarked under the plan.

[*Translation*]

M. Mayer: Madame le président, j'aimerais vous informer que la Loi prévoit la stabilisation régionale.

M. Whelan: C'est exact.

M. Mayer: Je serais entièrement d'accord avec M. Cardiff, mais . . .

M. Whelan: C'est ainsi que nous avons procédé par le passé avec l'Office de commercialisation des haricots blancs de l'Ontario, ce qui nous a permis de développer des relations de travail très harmonieuses. Mais je reverrai la situation, soyez-en sûr, et je verrai si votre proposition est possible, dans la mesure où la mise en marché se fait correctement. Au moment de nos discussions, on s'était justement interrogé sur la mise en marché et la façon dont elle procédait. Mais comme mes discussions avec les producteurs albertains qui demandaient la stabilisation pour leur produit remontent à plus d'un an, je suis bien d'accord pour revoir la situation.

Ainsi, dans le cas des pommes de terre du Manitoba, si l'on verse un paiement de stabilisation pour les pommes de terre de l'est du Canada, il n'est pas nécessaire d'inclure le Manitoba ni l'Alberta. Ces deux provinces font partie de la région de l'Ouest, même si leurs pommes de terre sont sans doute commercialisées avec celles qui proviennent de la région de Thunder Bay. Si un produit provient d'une région donnée et y est mis en marché, on se sert comme base de la région; mais si le produit est mis en marché à l'échelle nationale, il faut alors utiliser une formule nationale.

M. Cardiff: Merci, madame le président.

The Chairman: Welcome, Mr. Cardiff. Mr. Neil.

M. Neil: Merci, madame le président. Monsieur le ministre, j'aimerais poser quelques questions sur les 9.067 millions de dollars à la page 17 du budget qui, dites-vous, représentent une contribution de votre ministère à la *Western Grains Research Foundation*. Cette somme a toujours apparu dans les Comptes publics du Canada sous la rubrique Dépôts et Comptes de fiducie, au chapitre de l'Agriculture. Il me semble que si c'est ainsi indiqué aux Comptes publics, il s'agit de sommes que votre ministère avait en dépôt ou en fiducie pour les producteurs. Toutefois, si je considère le budget, il semble qu'il ne s'agisse pas d'un dépôt ou d'un compte de fiducie. Sinon, je crois qu'il devrait s'agir d'un poste d'un dollar. On a donc ainsi gonflé le budget en incluant ce poste.

Je dirais qu'à la même page, sous Comptes publics, on trouve le compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Lorsque les sommes étaient tirées de ce compte conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, en 1979 et 1980, il y avait un poste de 60 millions de dollars sous Industrie et Commerce qui représentait la contribution du gouvernement. Mais je ne puis trouver nulle part dans le budget, et les documentalistes ont également cherché, un poste correspondant pour le paiement effectué sur la part des producteurs désignés à cet effet dans le plan.

[*Texte*]

Now, I would like to ask why, Mr. Minister, under the circumstances I have mentioned, is there an item of $9.067 million, which is producer's money, shown as an item in the estimates?

Mr. Whelan: When the government ended the program in the 1970s, it set aside the residue for safekeeping in a special account in the Consolidated Revenue Fund. So it has always been in the Consolidated Revenue Fund. It has never been in my department; it has been in the Consolidated Revenue Fund. I will ask Mr. Alan Ross, my director of finance, to explain it because he is more familiar with that. But I always understood it went into the Consolidated Revenue Fund; it was there and Agriculture Canada could not use it.

Mr. Neil: Of course not. It is trust money.

Mr. Whelan: It was in the Consolidated Revenue Fund, as all funds such as that do go in there. Mr. Ross.

Mr. Alan Ross (Assistant Deputy Minister, Finance Administration, Agriculture Canada): Madam Chairman, the $9 million is now in supplementary estimates in order that we may make the payment to the Western Grains Research Foundation. It cannot be paid out until the act is repealed. We do not have the authority until that happens. It is my understanding that we are funding this through the contingency vote at this point in time; then subsequently there will be the repayment to that contingency.

Mr. Neil: So, what you are saying is . . .

Mr. Ross: We cannot make that payment in accordance with the terms of the Prairie Farm Rehabilitation Act. Therefore, if we want to make a payment, we have to get your authority, and this is the method by which we are doing that and until the act is repealed or changed; then the money will shift back. If you will, this is an interim arrangement that will allow us to make the payment, as you have agreed.

• 2115

Mr. Whelan: We did that because you were so persuasive, Mr. Neil. You wanted the money for research, etc., so we tried to find a way without repealing the act.

Mr. Neil: We told you, Mr. Minister, we were quite prepared to agree to the repeal of the PFA act if you would pay the money out.

Mr. Whelan: Well, we paid it out. You are talking on a technicality at the present time.

Mr. Neil: It is not really a technicality. The government held that money for 10 years without any interest.

Mr. Whelan: It is really nothing more, Madam Chairman, than hair-splitting. He wanted the money, he has it, and we did not waste the time of the House of Commons giving it to him.

Mr. Neil: I hardly think it would be a waste of the time of the House of Commons.

[*Traduction*]

Je voudrais donc savoir pourquoi, monsieur le ministre, dans ces circonstances, il y a un poste de 9.067 millions de dollars au budget alors qu'il s'agit de l'argent des producteurs?

M. Whelan: Lorsque le gouvernement a mis fin au programme dans les années 1970, il a conservé ce qui restait dans un compte spécial du fonds de revenu consolidé. Cette somme a donc toujours été au fonds du revenu consolidé. Mon ministère ne l'a jamais eue. Je demanderais à M. Alan Ross, directeur des finances, d'expliquer cela car il s'y connaît mieux que moi. J'ai toujours pour ma part compris que cette somme était au fonds du revenu consolidé et qu'Agriculture Canada ne pouvait l'utiliser.

M. Neil: Bien sûr. Il s'agit d'argent en fiducie.

M. Whelan: C'était au fonds de revenu consolidé, comme tous les autres fonds semblables. Monsieur Ross.

M. Alan Ross (sous-ministre adjoint, Administration des finances, Agriculture Canada): Madame le président, les 9 millions de dollars sont maintenant au budget supplémentaire pour que nous puissions effectuer le paiement à la *Western Grains Research Foundation.* On ne peut pas payer tant que la Loi n'aura pas été abrogée. Nous n'y sommes pas autorisés avant. Je crois qu'à l'heure actuelle, nous finançons cela sur le crédit d'éventualité qui sera ensuite renfloué.

M. Neil: Vous dites donc que . . .

M. Ross: Nous ne pouvons effectuer ce paiement conformément à la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies. Si nous voulons donc effectuer un paiement, il nous faut obtenir votre autorisation et c'est la méthode qu'il nous faut suivre tant que la Loi n'aura pas été abrogée ou modifiée; l'argent sera alors retransféré. Il s'agit d'une disposition temporaire qui nous permet d'effectuer le paiement que vous aurez approuvé.

M. Whelan: C'est parce que vous étiez tellement convaincant que nous l'avons fait, monsieur Neil. Vous vouliez de l'argent pour la recherche, etc., si bien que nous avons essayé de trouver un moyen de le faire sans que la loi ne soit abrogée.

M. Neil: Nous vous avons dit, monsieur le ministre, que nous étions tout à fait prêts à ce que la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies soit abrogée si vous acceptiez de payer.

M. Whelan: Nous avons payé. Vous parlez maintenant d'un détail technique.

M. Neil: Pas vraiment. Le gouvernement a conservé cet argent pendant 10 ans sans intérêt.

M. Whelan: Madame le président, c'est vraiment couper les cheveux en quatre. Il voulait l'argent, il l'a et nous n'avons pas fait perdre de temps à la Chambre des communes pour le lui donner.

M. Neil: Je ne pense vraiment pas que ce serait une perte de temps pour la Chambre des communes.

[*Text*]

My concern is this, Mr. Minister. In making your opening statement, you indicated that the department was paying out this money for research and development, and I do not want you running around the country telling people that your department is putting up $9 million dollars for western Canada research and development when it is the producers' money.

Mr. Whelan: It is partly government money too. You keep using the word "producers'", but it was a joint contribution fund, if you remember.

Mr. Neil: It was not a joint contribution fund. It was 1%. If you look under the public accounts, you will find there is no mention of any government contribution.

Mr. Whelan: There never is in those kinds of reports.

Mr. Neil: It was a 1% levy.

Tell me this, Mr. Minister. When this money is paid back, will it be shown as a credit item in the estimates, eventually?

Mr. Whelan: Mr. Chambers is shaking his head, saying no.

The Chairman: Mr. Ross.

Mr. Ross: The estimates are an annual document. We will get the authority and we will respond accordingly. That is the end of it. We would not have a credit, no.

Mr. Neil: So when you go to Finance next year with your budget, and if there is a limitation on the increase in your budget, this budget has been inflated by $9 million. Will you tell Finance there is $9 million in there that belongs to the producers?

Mr. Ross: I am not sure of the bookkeeping arrangement, if you will, at this . . .

Mr. Whelan: I am trying to follow Mr. Neil. I would say that there is $9 million there that belongs to the department which it should be allowed to spend on something else next year if we used our funds this year for the replacement of the funds that you say the proper procedure was not followed for by going through the PFA act. You know, the PFA act was in front of Parliament how many times? I can remember twice, for sure. It was never allowed to be wiped off of the books, except for that type of a repayment plan being made. I can remember it being twice before the House of Commons in my time here, and all that happened was that it was debated and debated and . . .

Mr. Neil: It was not debated and debated and debated.

Mr. Whelan: You go and check the records, and you will find it was.

Mr. Neil: My point is this, Mr. Minister, I think it should be made perfectly clear to the public and to the producers in western Canada that the $9,067,000 that has been turned across to the Western Grain Research Foundation and shown as a contribution from the Department of Agriculture is not a contribution from the Department of Agriculture but is producers' money that has been held in trust for some 10 or 11 years in a non-interest-bearing account; it is their money, and it is not Agriculture Canada money.

[*Translation*]

Voilà ce qui m'inquiète, monsieur le ministre. Dans votre déclaration préliminaire, vous avez indiqué que le ministère payait la recherche et le développement et je ne veux pas que vous alliez dire à tout le pays que votre ministère consacre 9 millions de dollars à la recherche et au développement dans l'ouest du Canada alors qu'il s'agit d'argent appartenant aux producteurs.

M. Whelan: C'est en partie aussi de l'argent du gouvernement. Vous dites toujours que c'est aux producteurs mais il s'agissait, si vous vous en souvenez, d'une caisse mixte.

M. Neil: Non. Il s'agissait de 1 p. 100. Si vous regardez les comptes publics, vous constaterez qu'il n'est pas question de contributions gouvernementales.

M. Whelan: Il n'y a jamais rien dans ce genre de rapports.

M. Neil: Il s'agissait d'un droit de 1 p. 100.

Monsieur le ministre, lorsque cet argent sera remboursé, sera-t-il un jour indiqué comme un crédit au budget?

M. Whelan: M. Chambers nous fait signe que non.

Le président: Monsieur Ross.

M. Ross: Le budget est un document annuel. Nous obtiendrions l'autorisation et agirons alors. C'est tout. Cela ne sera pas ensuite considéré comme un crédit.

M. Neil: Si bien que lorsque vous présenterez l'année prochaine votre budget aux Finances, si on limite son augmentation, celui-ci est gonflé de 9 millions de dollars. Allez-vous dire aux Finances qu'il y a là 9 millions de dollars qui appartiennent aux producteurs?

M. Ross: Je ne sais pas comment se fait exactement la comptabilité mais . . .

M. Whelan: J'essaie de suivre M. Neil. Je dirais qu'il y a là 9 millions de dollars qui appartiennent au ministère et que celui-ci devrait être autorisé à les dépenser à autre chose l'année prochaine si cette année ces fonds sont utilisés pour remplacer les fonds qui, d'après vous, n'auraient jamais dû être prélevés aux termes de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies. Vous savez que le Parlement a considéré plusieurs fois cette loi. Au moins deux fois. Le Parlement n'a jamais voulu qu'elle soit abrogée, seulement que l'on adopte ce plan de remboursement. Je sais que depuis que je suis à la Chambre des communes, nous avons étudié la loi deux fois et cela n'a jamais mené à rien d'autre qu'à des débats interminables.

M. Neil: Ce n'est pas vrai.

M. Whelan: Allez vérifier, vous verrez.

M. Neil: Monsieur le ministre, je crois qu'il devrait être bien précisé à la population et aux producteurs de l'Ouest canadien que les 9,067,000$ versés à la *Western Grain Research Foundation* et figurant comme une contribution du ministère de l'Agriculture ne sont pas une contribution de ce ministère, mais l'argent des producteurs que le gouvernement garde en fiducie depuis quelque 10 ou 11 ans dans un compte ne portant pas intérêt; c'est leur argent et non pas celui d'Agriculture Canada.

[*Texte*]

Mr. Whelan: You are suggesting that I would be so dishonest and so political that I would try to take credit for that. You know as well as I do . . .

Mr. Neil: I did not say "dishonest".

Mr. Whelan: You are suggesting that, that I would be so politically dishonest, when I have already said several times publicly that this was the producers' money and they were entitled to it. I made a statement the other day. I thought for sure they would have found several programs of research to put some of it into force. They say possibly next year they will. They are meeting I believe maybe now, or in the next few weeks, to discuss programs of research and what they may use it for next year. I had thought they would probably be rushing ahead with programs already this year. I thought, for instance, they might use it on the wheat mite in Saskatchewan. That would be an excellent place to turn $1 million of that money loose, to control the wheat mite that is in that area. That is a good project. And they said they were going to consider it. However, they have not considered it, I think, in a meeting with all the members on the advisory board or the board that are looking after that. So I have made it very clear that it is their money and they are entitled to do what they want with it, and I really thought I had heard the last of it, but there is no other way we can do that and do it in the fashion we did last spring if we had not followed the procedures that we did here.

• 2120

It shows as it comes out of the department. That is all we are saying here. You and I both know—everybody here knows—that is rightfully theirs and it is theirs and I am not going to be so political that I would say anything that would be damaging to the hard work you have put in to make sure that this money was turned over to the producers.

Mr. Mayer: You cannot say that with a straight face yourself.

Mr. Neil: I just wanted it on the record, and you have now put it on the record, Mr. Minister; but I wish you would not be critical of the Western Grains Research Foundation because, after all, they did not get the money until late April, I understand, and I suppose by the time they got the cheque and got it deposited and held their meetings . . . It is rather difficult in a very short time suddenly to decide how the money should be spent, and I understand they put it in an interest-bearing account or interest-bearing securities and their intention is to use the interest only at this time. If they had had the interest over the 11 years that the government held that money they would have had about $30 million in that account today.

Mr. Whelan: No, they would not have had that because they would have been spending it all the time.

The Chairman: Thank you, Mr. Neil. Mr. Schellenberger.

Mr. Whelan: I am sure Mr. Neil, Madam Chairman, is not suggesting they would have just left that money because he wanted it for research.

[*Traduction*]

M. Whelan: Essayez-vous de dire que vous craignez que malhonnêtement j'essaie de tirer un avantage politique de cette mesure? Vous savez aussi bien que moi que . . .

M. Neil: Je n'ai pas parlé de malhonnêteté.

M. Whelan: Si, et vous avez dit que je serais politiquement malhonnête alors que j'ai déjà déclaré à plusieurs reprises publiquement qu'il s'agit de l'argent des producteurs et qu'ils y ont droit. Je le disais encore l'autre jour. Je pensais qu'ils auraient trouvé un certain nombre de programmes de recherche où utiliser une partie de ces fonds. Ils disent qu'il est possible qu'ils en aient l'année prochaine. Je crois qu'ils ont à l'heure actuelle une réunion à moins que ce soit dans quelques semaines pour discuter des programmes de recherche et de l'utilisation qu'ils pourraient faire de ces fonds l'année prochaine. Je pensais qu'ils se seraient précipités déjà cette année pour mettre des programmes en oeuvre. Que par exemple ils pourraient l'utiliser sur les acariens du blé en Saskatchewan. Ce serait un excellent projet auquel consacrer un million de dollars. Ils m'ont dit qu'ils y réfléchiraient. Je ne crois toutefois pas qu'ils en aient parlé lors d'une réunion avec tous les membres du conseil consultatif ou du conseil qui s'occupe de cela. Je leur ai donc dit très clairement qu'il s'agissait de leur argent et qu'ils pouvaient faire ce qu'ils en voulaient et je croyais que c'était réglé une fois pour toutes mais il n'existe pas d'autre moyen pour nous de procéder.

Cela paraît au moment où cela sort du ministère. C'est tout ce que cela dit. Nous savons l'un et l'autre, tout le monde sait, que cet argent est à eux et que je ne vais pas m'amuser à faire de la politique avec cela et dire quelque chose qui risquerait de porter préjudice à l'issue de vos efforts pour que cet argent revienne aux producteurs.

M. Mayer: Vous ne réussissez même pas à garder votre sérieux en disant cela.

M. Neil: Je voulais simplement que ce soit déclaré publiquement et c'est chose faite, monsieur le ministre; j'aimerais bien toutefois que vous ne critiquiez pas la *Western Grains Research Foundation* car, après tout, elle n'a obtenu cet argent qu'à la fin avril, si je ne m'abuse, et je suppose que lorsqu'elle a reçu ce chèque et qu'il a été déposé, il lui a fallu tenir des réunions . . . Il est assez difficile de décider soudainement de la façon d'utiliser cet argent et je crois que la Fondation a décidé de le verser à un compte porteur d'intérêt ou dans des actions semblables afin de n'utiliser pour le moment que l'intérêt. Si elle avait eu cet intérêt depuis 11 ans que le gouvernement détient cet argent, elle aurait aujourd'hui quelque 30 millions de dollars à ce compte.

M. Whelan: Non, parce qu'elle l'aurait dépensé.

Le président: Merci, monsieur Neil. Monsieur Schellenberger.

M. Whelan: Je suis sûr que M. Neil ne veut pas dire que la Fondation aurait juste laissé cet argent à ne rien faire parce qu'il est bien évident que c'était pour la recherche qu'il voulait qu'elle bénéficie de cet argent.

[*Text*]

Mr. Neil: I said if the government had paid the interest on the producers' money, which they did not do.

The Chairman: Okay. Mr. Schellenberger.

Mr. Schellenberger: Before I begin, I would like to raise a point of order with the chairman. My point of order is that tomorrow in the steering committee I intend to raise, as I am raising tonight, publicly the dissatisfaction that I and many members of this side feel with the Wheat Board and the Wheat Board minister not taking these estimates seriously enough to appear before this committee. So my suggestion is that we consider calling them before the committee on the basis of the annual report so they can answer questions regarding the corn-competitive formula and whether they are satisfied with the estimate and, as well, other questions that are of great interest to the Wheat Board producing area. So I raise that as a point of order, Madam Chairman, and if we have a steering committee tomorrow, as you suggested, perhaps we might look at that suggestion. Pardon me, on Thursday.

The Chairman: On Thursday, okay. I agree.

Mr. Schellenberger: Thank you.

If I might start with the minister, regarding the estimate of a $500,000 payment to the Canadian Wheat Board, the situation on feed grains pricing has changed dramatically. The minister failed initially, when the Crow bill was before the House, to sell his colleagues in eastern Canada regarding the benefit of paying the producer to get some reason in the pricing of feed grains in western Canada.

Now, given the change in world prices and the way the minister responsible for the Wheat Board and the Wheat Board are acting, there is total chaos in the feed grain pricing in western Canada. The quotas are too small. The basis between the price on the open market in Thunder Bay and the street price at the elevator is higher than it has ever been, and the profits taken by grain companies are inordinate. The Wheat Board is borrowing from feed grains . . .

Mr. Whelan: I did not hear what you said about profits.

Mr. Schellenberger: The basis between the . . . The spread . . .

Mr. Whelan: You used a word, though, to describe it. I did not hear what you said. The profits are . . . ?

Mr. Schellenberger: Are inordinate. They are high. They are some $30 a tonne. That is higher than they have ever been, and that is really a profit to the grain companies.

The whole situation is out of control, and what I am getting at to the minister . . . A lot of this is not under his jurisdiction, but the feed grain pricing mechanism under the corn competitive formula is under the Minister of Agriculture's jurisdiction. Now that the Crow bill is basically through the House and

[*Translation*]

M. Neil: Je dis que si le gouvernement avait payé l'intérêt sur l'argent des producteurs, contrairement à ce qu'il a fait, c'est le chiffre que cela aurait donné.

Le président: Bien. Monsieur Schellenberger.

M. Schellenberger: Avant de commencer, j'aimerais tout d'abord faire un rappel au Règlement. A la réunion du Comité directeur demain, j'ai l'intention de parler d'une question que je voudrais aborder publiquement ce soit. En effet, comme beaucoup de députés de ce côté, je regrette sérieusement que la Commission du blé et le ministre responsable n'aient pas pris ce budget suffisamment au sérieux pour comparaître devant notre Comité. Je suggère donc que nous envisagions de les convoquer à venir nous parler du rapport annuel afin qu'ils puissent répondre à des questions sur la formule devant assurer la compétitivité du maïs et sur le budget ainsi que sur d'autres domaines intéressant beaucoup le côté producteur de la Commission du blé. Je considère donc qu'il s'agit là d'un rappel au Règlement, madame le président et, si nous avons une réunion du Comité directeur, demain, nous pourrions peut-être envisager cette suggestion. Excusez-moi, c'est jeudi.

Le président: Jeudi, d'accord.

M. Schellenberger: Merci.

Je m'adresse maintenant au ministre. On prévoit un paiement de 500,000$ à la Commission canadienne du blé. La situation touchant l'établissement des prix des grains de provende a considérablement changé. Lorsque le projet de loi sur le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau était débattu à la Chambre, le ministre n'a pas réussi à convaincre ses collègues de l'est du Canada de l'avantage qu'il y avait à payer le producteur pour obtenir des prix des grains de provende raisonnables dans l'ouest du Canada.

Maintenant, étant donné que les prix internationaux ont changé et la façon dont agissent le ministre responsable de la Commission et la Commission elle-même, la situation des prix des grains de provende dans l'ouest du Canada est une pagaille des plus complètes. Les contingentements sont trop faibles. La différence entre le prix du marché à Thunder Bay et le prix de vente à l'élévateur est plus forte qu'elle n'a jamais été et les bénéfices qu'en tirent les sociétés de grain sont extraordinaires. La Commission du blé emprunte au . . .

M. Whelan: Je n'ai pas entendu ce que vous disiez à propos des bénéfices.

M. Schellenberger: L'écart entre . . .

M. Whelan: Vous avez pourtant qualifié ces bénéfices. Je n'ai pas entendu ce qualificatif. Vous avez dit que les bénéfices sont . . . ?

M. Schellenberger: Extraordinaires. Très élevés. Quelque 30$ la tonne. C'est plus que ça n'a jamais été et c'est vraiment un bénéfice pour les sociétés de grain.

La situation n'est absolument plus contrôlée et je sais bien que beaucoup ne relève pas de la juridiction du ministre, mais le mécanisme d'établissement des prix des grains de provende compris dans la formule touchant la compétitivité du maïs relève bien de son autorité. Maintenant que le projet de loi du

[*Texte*]

these types of manipulations in the feed grain market are running rampant in the country, to the detriment of the livestock producer, we have asked him a number of times whether he will speed up his study in this whole area of feed grain pricing, which has been going on for some time, and make some announcements, put some pressure on the minister responsible for the Wheat Board, who is not acting in a proper fashion regarding the Wheat Board area, and try to get some reason into feed grain prices, which are totally out of control in western Canada.

• 2125

This study has been going on for some time. I asked the deputy this morning. He was not sure just how long or what was going on. Perhaps the minister can respond by saying when he intends to have this completed, when he is going to make some announcements as to whether he is satisfied with the pricing mechanism or what changes he is prepared to make to that mechanism?

Mr. Whelan: Madam Chairman, to the hon. member, first of all I have not received any large number of complaints about the feed grain policies, about the prices. I would like him to explain to me in greater detail what he means by "totally out of control". What do you want? What kind of control do you want?

Mr. Schellenberger: The control of feed grains moving into the feed grain market at the present time is through the Canadian Wheat Board with the off-board quota. That off-board quota was set at the beginning of the year and has not moved. Traditionally, the off-board quota is always 10 bushels higher than the board quotas so that grains can move into Quebec, the Maritimes, B.C. and into the feedlot markets of western Canada.

The off-board quota and board quota are the same today, when there is always a 10- to 15-bushel differentiation. Feedlots, hog producers and producer-car movements into other parts of this country are going to be in jeopardy in the near future. These complaints are going to start rolling in very soon. If you read *The Barley Grower* in western Canada, the Commodity Coalition, all these groups are now calling in desperation, wanting some order in this system.

The basis price or the spread between purchases by elevators on the Prairies and the open market in Winnipeg and Vancouver is between $25 and $35 differentiation. That is money that should be in the farmers' hands, not in the grain company's hands. That spread has narrowed very rapidly in the last few weeks. That is only because the grain companies are embarrassed about it. As I say, without some direction in the pricing of feed grains, we have no order in the system out there.

Mr. Whelan: Can you then explain again to me why the grain companies are embarrassed?

Mr. Schellenberger: They are making such high profits on these . . .

[*Traduction*]

Pas du Nid-de-Corbeau a été adopté et que ce type de manipulation du marché des grains de provende se développe dans tout le pays et gêne les producteurs de bétail, nous avons déjà demandé plusieurs fois au ministre s'il ne voudrait pas accélérer son étude de tout ce problème de l'établissement des prix des grains de provende et annoncer quelque chose, exercer certaines pressions sur le ministre responsable de la Commission du blé qui ne fait pas ce qu'il devrait à propos de cette commission afin que l'on arrive à obtenir des prix de grains de provende un peu plus raisonnables dans l'ouest du Canada.

L'étude se poursuit depuis un certain temps. J'ai posé ce matin la question au sous-ministre. Il n'était pas sûr et ne savait pas ce qui se passait. Peut-être que le ministre pourrait répondre et nous dire quand il entend mettre fin à cette étude et nous annoncer quelque chose sur le mécanisme d'établissement des prix, nous dire s'il est satisfait ou s'il envisage d'y apporter certains changements?

M. Whelan: Madame le président, tout d'abord, je n'ai jamais reçu beaucoup de plaintes sur la politique des prix des grains de provende. J'aimerais qu'il m'explique un peu mieux ce qu'il veut dire par «totalement déraisonnable». Que veut-il? Quel genre de contrôle souhaite-t-il?

M. Schellenberger: À l'heure actuelle, c'est la Commission canadienne du blé qui contrôle les grains de provende arrivant sur le marché en imposant un contingentement aux grains ne passant pas par la Commission. Ce contingentement a été fixé au début de l'année et n'a pas changé. Habituellement, il s'agit de 10 boisseaux de plus que les contingentements de la Commission de sorte que les grains peuvent aller au Québec, dans les Maritimes, en Colombie-Britannique et sur les marchés d'élevage de l'ouest du Canada.

Le contingentement pour les grains ne passant pas par la Commission et le contingentement des grains passant par la Commission sont aujourd'hui les mêmes alors qu'il y a toujours une différence de 10 à 15 boisseaux. Les élevages, les producteurs de porcs et les transports de wagons de producteurs vers d'autres régions du pays vont tous se trouver menacés dans un avenir très proche. Les plaintes vont débuter très vite. Si vous lisez *The Barley Grower* dans l'ouest du Canada, la *Commodity Coalition* et tous ces groupes appellent désespérément à l'aide, veulent que l'on régularise ce système.

L'écart entre les achats des élévateurs dans les Prairies et le marché ouvert à Winnipeg et à Vancouver est de 25 dollars à 35 dollars. Il s'agit d'argent qui devrait appartenir aux agriculteurs et non pas aux sociétés de grains. Cet écart s'est rapidement réduit ces dernières semaines. Seulement parce que les sociétés de grains sont gênées. Si l'on ne réglemente pas un peu l'établissement des prix des grains de provende, c'est la pagaille.

M. Whelan: Pourriez-vous alors encore m'expliquer pourquoi les sociétés de grains sont gênées?

M. Schellenberger: Tellement leurs bénéfices là-dessus sont élevés . . .

[*Text*]

Mr. Whelan: Why are they making such high profits?

Mr. Schellenberger: I should not have to explain this to the minister. If I am a grain agent and I buy at $125 at my elevator gate, and then can hedge that on the Winnipeg market at $150, I have made myself a nice, handy profit.

Mr. Whelan: Do you mean the grain merchant is not treating the farmers very fairly?

Mr. Schellenberger: He really has not much choice because the Wheat Board is borrowing grain to ship offshore out of his off-board quota. He has to protect himself in some fashion until he gets that grain back. The borrowing is going on a great deal now.

A few days ago they opened the quota to four bushels per acre. But that is not moving the barley into the elevator system because the initial price for barley is too low. Every farmer who watches markets knows that the asking price in the export markets is between $150 and $170 a tonne. He is getting $110 a tonne at the elevator gate at this time. That is a $40 to $60 spread. Members from this side of the House have been asking the minister to raise that initial price, but he is reluctant to do that for some unknown reason.

• 2130

Mr. Whelan: But we did raise the initial price.

An hon. Member: But not enough.

Mr. Schellenberger: Far too low, far too low.

Madam Chairman, no one could predict that world prices would go the way they have, so the initial price that was announced six or seven months ago no one could argue with. But that whole situation has turned around, completely turned around, and the government is responding far too slowly; and, I say again, the situation in western Canada, farmers do not know what to do, and they need cash. As a result they are losing money that should be theirs as they involve themselves in the feed grain market.

Mr. Whelan: The domestic price on the Prairies in western Canada to a feeder, does he or she pay $110, $150, $160 a tonne? What do they pay?

Mr. Schellenberger: The market is about $125 to $130 a tonne, as I see it now, for feed grains; whereas the board price is about $20 a tonne lower than that. So farmers do not want to deliver to the board; they need the cash. They would rather deliver off-board at this time because of the differentiation in price. The Wheat Board apparently knows that and is not issuing any off-board quotas until they get sufficient grain to meet their export commitments. In fact, they are borrowing out of the off-board market. As a result, many elevators are empty and there are no feed grains for our domestic feed market unless they buy directly from the farms. Most smart grain farmers on the Prairies are sitting on their grain right now until there is some order in the system.

[*Translation*]

M. Whelan: Pourquoi font-elles tellement de bénéfices?

M. Schellenberger: Je ne devrais pas avoir à expliquer cela au ministre. Si je suis courtier en grains et que j'achète à 125 dollars à l'élévateur et que je puis revendre au marché de Winnipeg à 150 dollars, je me réserve un bon petit bénéfice.

M. Whelan: Vous dites que les commerçants de grains ne traitent pas très honnêtement les agriculteurs?

M. Schellenberger: Il n'a pas vraiment le choix parce que la Commission du blé emprunte du grain pour l'expédier à l'étranger et l'emprunte sur le contingentement ne passant pas par la Commission. Il doit se protéger d'une façon ou d'une autre en attendant de récupérer ce grain. Il y a maintenant beaucoup d'emprunts.

Il y a quelques jours, le contingentement a été porté à quatre boisseaux l'acre. Cela n'amène pas l'orge à l'élévateur parce que le prix initial est trop faible. Tout céréaliculteur qui surveille les marchés sait que le prix à l'exportation est de 150 dollars à 170 dollars la tonne. A l'heure actuelle, il n'obtient que 110 dollars la tonne à l'élévateur. Soit un écart de 40 dollars à 60 dollars. Les députés de notre côté demandent au ministre de relever ce prix initial, mais il semble hésiter à le faire pour une raison qui nous est inconnue.

M. Whelan: Mais si, nous avons relevé le prix initial.

Une voix: Mais pas assez.

M. Schellenberger: Il est beaucoup trop bas.

Madame le président, personne ne pouvait prévoir que les prix internationaux évolueraient comme ils l'ont fait si bien que le prix initial annoncé il y a six ou sept mois ne pouvait être discuté. Toutefois, la situation a entièrement changé et le gouvernement ne réagit que beaucoup trop lentement; je répète que dans l'Ouest canadien, les agriculteurs ne savent pas quoi faire, ils ont besoin de liquidités. Ainsi ils perdent de l'argent sur le marché des grains de provende.

M. Whelan: Quel est le prix intérieur dans les Prairies pour un éleveur, 110$, 150$, 160$ la tonne? Que paie-t-il?

M. Schellenberger: Le prix est d'environ 125$ à 130$ la tonne pour les grains de provende; or le prix de la Commission est d'environ 20$ la tonne de moins. Les agriculteurs ne veulent donc pas livrer à la Commission; ils ont besoin de liquidités. Ils préféreraient livrer sans passer par la Commission parce qu'il y a une grosse différence de prix. La Commission apparemment le sait et n'a pas l'intention de fixer des contingentements pour les grains ne passant pas par elle tant qu'elle n'aura pas obtenu suffisamment de grains pour satisfaire ses engagements à l'exportation. En fait, elle emprunte sur le marché de grains ne passant pas par la Commission. Le résultat est que de nombreux élévateurs sont vides et qu'il n'y a pas de grains de provende pour notre marché intérieur si l'on achète pas directement aux céréaliculteurs. Les plus malins d'entre eux dans les Prairies gardent leur grain en attendant que le système soit rétabli.

[*Texte*]

Mr. Whelan: Madam Chairman, a lot of this is maybe not that new, but there has not been that much representation made to my office. The last telegram that I received from Alberta was from the provincial Minister of Agriculture. He wanted a larger percentage of cars for canola to be shipped, but he did not say anything about—I do not remember him saying anything, let us put it that way—about the situation with barley. I did see something in the press about barley in Alberta. But there has been, as far as I know, and I do not know if the deputy knows anything about the position on shortages of barley, etc., but I would still think that the price of corn would rule on the price of barley to a certain extent.

Mr. Schellenberger: That is why the study you are doing on the corn competitive pricing is so important. My question really was not to chastise you for the faults of the Wheat Board and the Wheat Board minister, but to ask, since this is all related, whether your ministry is going to speed up this study that you are doing on the corn competitive pricing, and whether the recommendations will establish a new feed grain pricing system on the Prairies that is more in tune with the marketplace, because this year, in my opinion, the formula is not working. There is no mechanism on the Prairies that is allowing the corn competitive price—the feed markets in Ontario are reflecting the world price, they are not reflecting the world price in the Prairies.

Mr. Whelan: The feed markets in Ontario, or the corn crop is down, but still the import corn is practically duty free and there is a free movement of corn from the United States. But again their crop is down 54%. So I would think what you said about farmers, those smart farmers sitting on their barley are probably wise farmers also, that they are going to . . .

Mr. Hargrave: Some of them have to sell.

Mr. Schellenberger: The point is, people have to sell to pay their bills.

Mr. Whelan: Yes, I know that, but they can also get advance payments on their grain if they want to pay some of their bills. The mad rush to get advance payments is not taking place at the present time, where we are running out of money for advance payments for the other crops in Canada that are not grain crops.

Mr. Schellenberger: Well, I just would like the answer to my question, Mr. Chairman.

Mr. Whelan: We will. The study, Madam Chairman, I will report to the hon. member on when the study will be finished.

The Chairman: Okay.

Mr. Whelan: But I do not think we are going to interfere in the marketplace. I gather from everything that the hon. member said, or practically everything he said, he wants me to interfere more in the marketplace. I do not intend to do that. In essence, what you are saying is that the marketplace is not working right at the present time.

[*Traduction*]

M. Whelan: Madame le président, tout cela n'est peut-être pas tellement nouveau, mais je ne peux pas dire que l'on en ait encore beaucoup parler à mon Cabinet. Le dernier télégramme que j'ai reçu de l'Alberta venait du ministre provincial de l'Agriculture. Il voulait obtenir un pourcentage plus important de wagons pour le canola, mais il n'a absolument pas parlé, du moins je ne me souviens pas, de la situation de l'orge. J'ai bien vu quelque chose à ce sujet dans les journeaux albertains. Toutefois, à ma connaissance, je ne sais pas si mon sous-ministre est mieux au courant que moi là-dessus, mais je crois que le prix du maïs détermine dans une certaine mesure le prix de l'orge.

M. Schellenberger: C'est pourquoi l'étude que vous faites sur l'établissement des prix visant à maintenir la compétitivité du maïs est tellement importante. Je ne voulais pas vous critiquer à la place de la Commission du blé et du ministre responsable mais vous demander, étant donné que tout cela est lié, si votre ministère ne pourrait pas accélérer cette étude sur l'établissement des prix visant à maintenir la compétitivité du maïs, et si certaines recommandations porteront sur l'établissement d'un nouveau système de prix pour les grains de provende dans les Prairies afin que ce système corresponde mieux à la situation du marché car, à mon avis, cette année, la formule ne marchait pas. Il n'existe pas dans les Prairies de mécanisme qui permette un prix compétitif pour le maïs. Les marchés de provende en Ontario reflètent le prix international et non pas le prix international dans les Prairies.

M. Whelan: Les marchés de provende en Ontario sont déterminés par une récolte de maïs très mauvaise, 54 p. 100 de moins que d'habitude, compensée presque sans droits de douanes par des importations venues des États-Unis. Ce que vous dites des agriculteurs, de ces agriculteurs malins qui gardent leur orge montre qu'en effet ils sont probablement également très sages car ils vont . . .

M. Hargrave: Certains doivent vendre.

M. Schellenberger: Le fait est qu'il faut vendre pour payer les factures.

M. Whelan: Oui, je sais mais ils peuvent également obtenir des avances sur leurs grains s'ils veulent payer une partie de leurs factures. Il n'y a pas actuellement de ruée vers les avances alors que nous n'avons pratiquement plus d'argent disponible pour les avances sur les récoltes non céréalières.

M. Schellenberger: Je vous demande simplement de répondre à ma question, monsieur le ministre.

M. Whelan: Nous y venons. Madame le président, je vais dire aux députés quand cette étude sera finie.

Le président: D'accord.

M. Whelan: Mais je ne pense pas que nous allons aller nous interposer sur le marché. D'après tout ce qu'a dit le député, ou pratiquement tout ce qu'il a dit, j'ai l'impression qu'il veut que j'intervienne davantage sur le marché. Je n'en ai pas l'intention. Vous me dites en fait essentiellement que le marché ne fonctionne pas convenablement à l'heure actuelle.

[*Text*]

• 2135

Mr. Schellenberger: This is why the government is here to give it some guidance. If that study was prepared, it might offer some assistance to the marketplace.

Mr. Whelan: I would be the last one to want to interfere in the marketplace.

The Chairman: Thank you, Mr. Whelan. Mr. Bockstael.

Mr. Bockstael: Mr. Minister, Madam Chairman, I wanted to get some clarification on feed grains at corn competitive prices. When we discussed it in another context, they said it was not a great factor because the eastern livestock raisers were using corn, and you mentioned they are bringing in their corn from the U.S. almost duty free. This $500,000—does it represent a great volume of feed grain?

Mr. Whelan: I think the hon. member who asked the question before you knows full well there probably will not be any payment on that because it is higher than the price. They are not selling at a lesser price.

Mr. Bockstael: Are they not selling the feed grain at a lesser price than corn at the moment?

Mr. Whelan: If I understand correctly, yes.

Mr. Bockstael: But that is this crop year.

Mr. Whelan: Yes. It changes from year to year, you know. Some years there would be no pay-out; some years there would be a substantial pay-out.

Mr. Bockstael: Is this $500,000 simply a provisional amount?

Mr. Whelan: It is an estimate.

Mr. Bockstael: An estimate. I see.

My second question concerns the item just above it . . . income stabilization. Payments to the Farm Loans Interest Rebate Act: $4,566,000. Does this represent a certain number of points of interest?

Mr. Whelan: This represents 4 percentage points on those farmers who were given the loans under the special provision in that program. They had those four points for two years.

Mr. Bockstael: Oh, I see. When interest rates were at 15% they were getting it at 11%?

Mr. Whelan: Yes. That is right, and they may have got it even lower than that. Some of them were still getting them not too many weeks ago.

Mr. Bockstael: So that represents 4% of . . .

Mr. Whelan: Say 4% rebate on the market.

Mr. Bockstael: Yes. Then the mortgages represent several billion dollars to bring up that much interest.

[*Translation*]

M. Schellenberger: C'est la raison pour laquelle le gouvernement existe, pour lui donner une certaine orientation. La place du marché recevra une certaine aide, si cette étude était publiée.

M. Whelan: Je serais le dernier à vouloir m'ingérer sur le marché.

Le président: Je vous remercie, monsieur Whelan. Monsieur Bockstael.

M. Bockstael: Monsieur le ministre, madame le président, j'aimerais quelques précisions au sujet des céréales fourragères pour savoir si leurs prix concurrencent ceux du maïs. Lorsque nous en avons discuté, dans un autre contexte, ils ont répondu que ce n'était pas un facteur important puisque les éleveurs de bétail de l'Est utilisaient du maïs, et vous avez souligné qu'ils faisaient venir leur maïs des États-Unis sans presque payer de douane. Ces 500,000$ représentent-ils une grosse quantité de céréales fourragères?

M. Whelan: Je crois que le député qui pose la question sait très bien qu'il n'y aura pas de paiement parce que le prix est plus élevé. Ils ne vendent pas à un prix moindre.

M. Bockstael: Est-ce qu'ils ne vendent pas des céréales fourragères à un prix inférieur à celui du maïs présentement?

M. Whelan: Si j'ai bien compris, c'est exact.

M. Bockstael: Il s'agit bien de la présente campagne agricole.

M. Whelan: Oui. Cela change d'une année à une autre, comme vous le savez. Certaines années, il n'y a pas de décaissements, d'autres fois il y en a d'importants.

M. Bockstael: Cette somme de 500,000$ représentait simplement un montant provisoire?

M. Whelan: Il s'agit d'une estimation.

M. Bockstael: Une estimation. Je vois.

Ma deuxième question a trait au poste juste au-dessus—Stabilisation du revenu. Paiements en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés: 4,566 millions de dollars. Est-ce que cela représente un certain nombre de choses intéressantes?

M. Whelan: Cela représente 4 p. 100 pour les agriculteurs à qui on a consenti des prêts en vertu de la disposition spéciale de ce programme. Ils ont eu ces 4 p. 100 pendant deux ans.

M. Bockstael: Je vois. Lorsque les taux d'intérêt s'élevaient à 15 p. 100, ils obtenaient 11 p. 100, n'est-ce pas?

M. Whelan: Oui. C'est exact, et leurs taux d'intérêt étaient peut-être inférieurs à cela. Certains avaient toujours ces mêmes taux d'intérêt il y a quelques semaines.

M. Bockstael: Cela représente donc 4 p. 100 de . . .

M. Whelan: Disons un rabais de 4 p. 100 comparativement au marché.

M. Bockstael: Oui. Les hypothèques représentent donc plusieurs milliards de dollars pour donner un tel intérêt.

[*Texte*]

Mr. Whelan: Several millions of dollars. I think about $250 million, as I remember.

Mr. Bockstael: This morning, when you were not present, we talked about farm and regional development. We referred to the federal development strategy in P.E.I. The deputy minister spoke about the ERDA projects. There is a portion of the ERDA project that comes under other ministers, but there is an agricultural component. Is there an ERDA project about to be signed in Manitoba?

Mr. Whelan: We are negotiating with Manitoba and we hope that, shortly, one will be signed.

Mr. Bocksteal: I see. In my last question, I will follow up on what my colleague asked about meat inspection. What are the criteria for qualification as a meat inspector? For example, if someone has worked in a packing plant or as a meat cutter, and has ten or fifteen years experience in that industry, and he took the necessary short courses, night classes, and so on, and applied as a meat inspector, would he be accepted or does he have to have a college or university degree?

Mr. Whelan: No, he does not have to have a college or a university education. We call them technicians.

Mr. Bockstael: Oh, they are technicians.

Mr. Whelan: They are generally trained on the job, but if they have training, as you say, as a meat cutter or have worked in a packing plant, and they want to upgrade their position by applying for a job with the department, they naturally would have a little bit of a preference from their experience.

Mr. Bockstael: I see.

Mr. Whelan: There is no school that really trains them for this as far as diploma issuing is concerned. If people want to take that on themselves, there are none in Canada that provide the kind of course we think should be provided at the present time.

Mr. Bockstael: Thank you.

Mr. Whelan: We think food and meat inspection is not going to lessen. It is going to become greater because we maintain that we have, probably, the highest quality meat products and food products in the world. We think that, by maintaining that high quality, it will put us in even a better position to export with Canagrex.

Mr. Bockstael: Excuse me. Perhaps one more short question.

The Chairman: You have time.

• 2140

Mr. Bockstael: In a place like Red River College in Winnipeg, they would have the meat-cutting course and they have a lot of training along those lines. Would there be any possibility of adding to that course so that people could become qualified to be meat inspectors or food inspectors?

[*Traduction*]

M. Whelan: Plusieurs millions de dollars. Si je me souviens bien, il s'agit de 250 millions de dollars.

M. Bockstael: Vous n'étiez pas ici ce matin, mais nous avons discuté de l'expansion rurale et régionale. Nous avons fait allusion à la stratégie d'expansion du gouvernement fédéral dans l'Île-du-Prince-Édouard. Le sous-ministre nous a parlé des projets EDER. Une partie du projet EDER relève d'autres ministres, mais il existe quand même une composante agricole. Y a-t-il un projet EDER qui sera bientôt signé au Manitoba?

M. Whelan: Nous sommes en train de négocier avec le Manitoba, et nous espérons qu'un de ces projets sera signé très bientôt.

M. Bockstael: Je vois. Pour ma dernière question, je voudrais reprendre cette question qu'a soulevée mon collègue au sujet de l'inspection de la viande. Quels sont les critères de compétence exigés pour les inspecteurs de la viande? Si, par exemple, quelqu'un a travaillé dans une salaison, ou alors comme boucher, s'il a dix ou quinze ans d'expérience dans cette industrie, s'il suivait les cours nécessaires qui ne soient pas très longs, des cours du soir par exemple, s'il a présenté une demande pour devenir inspecteur, serait-il accepté ou exige-t-on qu'il ait un diplôme collégial ou universitaire?

M. Whelan: Non, il n'a pas besoin d'avoir de formation collégiale ou universitaire. Nous les appelons des techniciens.

M. Bockstael: Oh, ce sont des techniciens.

M. Whelan: Ils sont habituellement formés sur le tas, mais s'ils ont déjà une formation en tant que bouchers, s'ils ont travaillé dans une salaison, s'ils veulent une promotion et présentent une demande au ministère, naturellement ils ont habituellement un peu la préférence à cause de leur expérience.

M. Bockstael: Je vois.

M. Whelan: Il n'y a pas vraiment d'école où on peut vraiment les former pour qu'ils obtiennent un diplôme. Si certains voulaient obtenir cette formation, il n'y a aucun endroit au Canada où on peut suivre ce genre de cours présentement.

M. Bockstael: Je vous remercie.

M. Whelan: Nous ne croyons pas qu'il y aura moins d'inspection pour les aliments et la viande. Au contraire, il y en aura davantage, car nous prétendons que nous avons la meilleure qualité de viande et de produits alimentaires au monde. En conservant cette qualité élevée, nous sommes mieux placés pour exporter dans le cas de Canagrex.

M. Bockstael: Excusez-moi. Je pourrais peut-être vous poser une courte question.

Le président: Vous avez le temps.

M. Bockstael: Au Collège Red River de Winnipeg, on offre le cours de boucher, et on offre une bonne formation. Est-ce qu'il serait possible d'améliorer encore ce cours, afin que les gens puissent se perfectionner pour devenir inspecteurs de la viande ou inspecteurs d'aliments?

[*Text*]

Mr. Whelan: As I said earlier, we are reviewing it. At the present time, I believe there are two provinces and they are the ones who run the educational facilities or faculties in each province. But we can work out a joint program with the province to train inspectors, not for meat inspection but for general food inspection. We are going to try to do that.

Mr. Bockstael: Thank you.

The Chairman: Which provinces?

Mr. Whelan: Which provinces? I do not think I am at liberty to say at the present time. Probably tomorrow I will have 10 of them that want to do it.

The Chairman: Okay. Mr. Gurbin.

Mr. Gurbin: Thank you, Madam Chairman. I wonder if the minister or one of his officials could just clarify as a supplementary question along the line of questioning Mr. Althouse had. The Minister of the Environment of Ontario maintains that he has not had official notification, or did not have official notification, when the federal government de-registered that product. I cannot really tell from what you said whether you are saying that is true or that is not true.

Mr. Whelan: I understand we followed the usual practice, the usual way in which we inform them. Mr. Ormrod could add to that or clarify it for you.

The Chairman: Mr. Ormrod.

Mr. Ormrod: Thank you. To respond directly to your question, the routine procedure when a product is withdrawn, cancelled or suspended would not be a ministerial letter to the Minister of Environment in a province. In a routine situation, these are handled at administrative levels. That was the case in the Du-Ter situation as well.

Mr. Gurbin: I still do not know if we have had an answer to the question.

Mr. Whelan: I am never the one that informs the provinces about this. It is under people like Mr. Ormrod and his people, who inform the provincial people responsible for administering the laws pertaining to pesticides in that province.

Mr. Gurbin: So he is correct in saying that he was never officially notified by you.

Mr. Whelan: Not himself, and not by me either, because I do not ever remember doing that with any minister. Unless the minister wrote to me directly about something, then I would respond to that minister directly. But I answered 18,000 letters last year and, my God, if I tried to answer every bit that we had between officials, provincially and federally, I would probably have 118,000.

Mr. Gurbin: Are you satisfied that this arrangement continues to be satisfactory?

Mr. Whelan: It has generally worked pretty darn well. You know, there is a general mutual understanding and respect between the provincial departments of agriculture and the

[*Translation*]

M. Whelan: Je le répète, nous sommes en train d'étudier la chose. Pour le moment, deux provinces offrent cet enseignement ou ont des facultés qui s'en occupent. Nous pouvons cependant établir un programme conjoint avec la province pour former des inspecteurs, pas tant pour les inspections de la viande, comme pour l'inspection des aliments en général. Nous allons essayer de le faire.

M. Bockstael: Je vous remercie.

Le président: De quelles provinces s'agit-il?

M. Whelan: De quelles provinces? Je ne suis pas en mesure de vous répondre pour le moment, probablement que demain dix provinces voudront offrir cette formation.

Le président: Très bien.

M. Gurbin: Merci, madame le président. Je me demande si le ministre ou un de ses hauts fonctionnaires pourrait apporter quelques précisions quant à la question qu'a soulevée M. Atlhouse. Le ministre de l'Environnement de l'Ontario soutient ne pas avoir été informé officiellement lorsque le gouvernement fédéral a décidé d'abolir l'enregistrement de ce produit. Je n'ai pas vraiment compris votre réponse, à savoir si c'est vrai ou non.

M. Whelan: Je crois comprendre que nous avons suivi la méthode habituelle, nous les avons informés de la façon normale. M. Ormrod peut peut-être ajouter une remarque ou préciser cette réponse.

Le président: Monsieur Ormrod.

M. Ormrod: Je vous remercie. Pour répondre directement à votre question, la procédure habituelle lorsqu'un produit est retiré, annulé ou exclu, n'est pas d'envoyer une lettre ministérielle au ministre de l'Environnement d'une province. Habituellement, ces questions sont traitées au niveau administratif. C'est également ce qui s'est produit dans le cas du produit Du-Ter.

M. Gurbin: Je ne sais toujours pas si on a répondu à la question.

M. Whelan: Ce n'est jamais moi qui informe les provinces. Ce sont des personnes comme M. Ormrod ou ses employés qui avisent les responsables provinciaux de l'application des lois concernant les pesticides dans cette province.

M. Gurbin: Il a donc raison de prétendre que vous ne l'avez jamais averti officiellement.

M. Whelan: Je ne l'ai pas averti lui-même, car je ne me souviens pas de l'avoir fait pour aucun ministre. Si le ministre m'écrit directement sur un sujet quelconque, je lui réponds directement. J'ai répondu à 18,000 lettres l'an dernier, et ma foi si j'essayais de répondre à toute la correspondance que nous avons avec les hauts fonctionnaires, aux niveaux provincial et fédéral, je répondrais probablement à 118,000 lettres.

M. Gurbin: Êtes-vous d'avis que cet arrangement est toujours satisfaisant?

M. Whelan: De façon générale, il fonctionne fichument bien. Vous savez qu'il y a une compréhension et un respect mutuels entre les ministères provinciaux de l'Agriculture et les

[*Texte*]

federal people. They certainly have a very harmonious relationship and I think it is a joint responsibility, administering agriculture in Canada under the Constitution, and that is the way it should be. I am satisfied. I do not think that I should have to be—and neither should the provincial ministers have to be—the one who should be informed under those conditions.

Mr. Gurbin: I guess the only problem with all that is it did not seem to work.

Mr. Whelan: But it generally does work. I would think it works 99.99% of the time.

Mr. Gurbin: I would like to go to the question of the stabilization act. In answering questions from Mr. Mayer, the minister implied—but I do not know whether I misinterpreted it or not—that he was going to use the Agricultural Stabilization Act to work with the provinces for the stabilization program in the red meat industry that is being proposed. Is that true?

Mr. Whelan: That is what is being proposed. That is right.

Mr. Gurbin: But the act itself would be . . .

Mr. Whelan: Yes. The act we have now, SA-75, would have to be amended.

Mr. Gurbin: So that actual act as it stands now—as the federal minister responsible, you have unilateral control, if you will, over what level of payment is established for any given year and, with some criticism from the auditor general or not, the ability to pay out in a certain period of time or not.

Mr. Whelan: There is, as you know, certain commodities that are automatic. They are statutory in the legislation. I do not even have to be involved in that. The chairman of the Agricultural Stabilization Board will report to me. For instance, he did the other day for soybeans. He reported that there would be a payment of $12 million for soybeans in Ontario. They automatically work that out at the year's end with the soybean board, which keeps very accurate statistics on the marketing of soybeans in Canada. So pretty near bang, bang, bang, like that it is automatic. But if I were going to change it from 90% to 95%, I would have to go to the government with even one of those commodities that are in the legislation . . .

• 2145

Mr. Gurbin: With what—an order in council?

Mr. Whelan: I would have to go through Treasury Board, and possibly even through a Cabinet committee if it is a large amount of money.

Mr. Gurbin: Okay. And I think the sense you gave to us was that as far as the red meat sector for 1983, you do not feel you will be doing that.

Mr. Whelan: Oh, no, I did not say that. I did not say that for 1983. The new plan that we are talking about, whether it will be in force for 1983 or not, I do not know. But beef, for

[*Traduction*]

responsables fédéraux. Je dirais que leurs rapports sont très harmonieux et ils ont une responsabilité mixte, celie d'administrer, en vertu de la Constitution, l'agriculture au Canada, et c'est comme cela que les choses doivent se passer. Je suis satisfait. Je ne crois pas que je devrais être—et les ministres provinciaux non plus—celui qui doit être informé dans les circonstances.

M. Gurbin: La seule difficulté c'est que cela n'a pas semblé fonctionner.

M. Whelan: En général, cela fonctionne. Je dirais que cela marche dans 99.99 p. 100 du temps.

M. Gurbin: Je voudrais maintenant soulever la question de la Loi sur la stabilisation. En répondant à M. Mayer, le ministre a laissé entendre—je ne sais pas si j'ai mal compris ou non—qu'il allait se servir de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles pour travailler avec les provinces au programme de stabilisation proposé pour l'industrie de la viande rouge. Est-ce que c'est vrai?

M. Whelan: C'est ce qui est proposé. C'est exact.

M. Gurbin: Cependant, la Loi elle-même serait . . .

M. Whelan: Oui. La loi que nous avons présentement, FA-75, serait modifiée.

M. Gurbin: Ainsi la loi existante, telle qu'elle est présentement—et en tant que ministre fédéral responsable, vous avez un contrôle unilatéral, si vous le voulez, sur le paiement établi pour une année donnée et, que le vérificateur général soit d'accord ou non, sur le pouvoir de payer ou non dans un certain délai.

M. Whelan: Comme vous le savez, à cause de certains articles de la loi, pour certains produits c'est automatique. Je n'ai même pas à m'en mêler. Le président de la Commission de la stabilisation des prix agricoles me fait rapport. Il l'a fait l'autre jour, au sujet des fèves soja. Il m'a fait rapport qu'il y aurait un versement de 12 millions de dollars pour les fèves soja en Ontario. Tout est automatiquement calculé à la fin de l'année avec le concours de l'Office pour les fèves soja, celui-ci conserve des statistiques très exactes sur la commercialisation des fèves soja au Canada. Ainsi tout se fait automatiquement, sans difficulté. Si je devais changer la formule de 95 p. 100 à 90 p. 100, il me faudrait m'adresser au gouvernement même pour un de ces produits qui est mentionné dans la loi . . .

M. Gurbin: De quelle façon . . . par le biais d'un décret du Conseil?

M. Whelan: Il nous faudrait passer par le Conseil du Trésor, et même probablement aussi par un Comité du Cabinet vu qu'il s'agissait d'une somme d'argent importante.

M. Gurbin: Très bien. Vous nous avez dit que pour le secteur de la viande rouge, vous ne le ferez probablement pas en 1983.

M. Whelan: Oh non, je n'ai pas dit cela. Je n'ai pas dit pour 1983. Je ne sais pas si le nouveau projet dont nous discutons sera ou non en vigueur en 1983. Pour ce qui est du boeuf, du

[*Text*]

instance slaughter beef, I have to; if it triggers, it is automatic at 90% too—and so is pork.

Mr. Gurbin: But when we are talking about the new plan that is being proposed and the existing plan right now, we are really talking about apples and oranges maybe.

Mr. Whelan: It is a lot different, the plan we are talking about, because it is going to be quarterly and is going to cover beef, cow-calf, slaughter beef, pork, winter pigs, sheep, lamb . . .

Mr. Gurbin: I think the minister will know that particularly in the Province of Ontario, because there are not top-loading plans and because the industry is in a great deal of difficulty, there is a great deal of interest in some payment for 1983. So under either of those mechanisms are you saying it is possible, or it is not likely?

Mr. Whelan: It is not likely that the new program would be working for 1983 production.

Mr. Gurbin: And there is no possibility or no sense . . .

Mr. Whelan: I am not saying that is a 100% guarantee, because we do not seem to be moving very rapidly on that. But when we do get the program, I will be going to my House Leader and to your House Leader and saying: Look, we want this legislation; how quick can we get it passed? If we can get it passed very quickly once it is finalized in form to bring to Parliament, I would expect the utmost co-operation . . .

Mr. Gurbin: I think you would get it, too. You do not expect that there would be any consideration for retroactivity in that?

Mr. Whelan: I do not know at this time.

Mr. Gurbin: Okay. I guess the final point in that particular area would be the question if you have a sense whether or not it will be on a pounds gain—in other words, would stockers' short-keep cattle be included in any plan? There are four parts to the program you outlined in your press release; missing from that were the short-keep cattle.

Mr. Whelan: You mean if a person sells their cattle, say, at 850 pounds . . . Say if I sold them and you bought them at the auction yard and took them home and made them up to 1,050 or 1,100 pounds . . .

Mr. Gurbin: A good deal of the producers in my area buy cattle at 400 to 500 pounds and sell them anywhere from 800 to 1,000 pounds, and then they are fattened by someone else.

Mr. Whelan: We discussed that at the meeting we held with the provincial ministers in the latter part of October. That was one of the things they were trying to iron out to make sure the returns would be given to the producer.

Mr. Gurbin: So you think that will happen.

Mr. Whelan: We are hopeful, but the mechanics of it are going to be difficult.

Mr. Gurbin: I can appreciate that.

[*Translation*]

boeuf de boucherie par exemple, je dois le faire; et si cela marche, c'est automatiquement à 90 p. 100 également . . . de même que pour le porc.

M. Gurbin: Lorsque nous parlons du nouveau projet et de celui qui existe présentement, il s'agit en réalité de serviettes et de torchons peut-être.

M. Whelan: Il est très différent, le projet dont nous discutons, étant donné qu'il serait trimestriel et qu'il s'appliquera pour le boeuf, la génisse, le boeuf de boucherie, le porc, les porcs d'hiver, le mouton, l'agneau . . .

M. Gurbin: Le ministre le sait probablement, surtout pour la province de l'Ontario, étant donné qu'il n'y a pas de projets au sommet et que l'industrie éprouve de graves difficultés, on s'intéresse beaucoup à recevoir un paiement pour 1983. En vertu d'un mécanisme ou l'autre, est-ce que c'est possible d'après vous, ou est-ce que ce n'est pas probable?

M. Whelan: Ce n'est pas probable car le nouveau programme ne s'appliquera que pour la production de 1983.

M. Gurbin: Ce n'est donc pas possible, on ne peut pas s'attendre . . .

M. Whelan: Je ne dis pas que ce soit tout à fait garanti, car nous ne semblons pas faire beaucoup de progrès à ce sujet. Lorsque nous aurons le programme, je m'adresserai au leader à la Chambre et au vôtre également pour leur dire: «Ecoutez, nous voulons cette loi, pouvez-vous l'adopter rapidement?» Si c'est possible, une fois qu'elle sera présentée en forme finale devant le Parlement, je m'attends à avoir la plus grande coopération . . .

M. Gurbin: Je crois également que vous l'obtiendrez. Vous ne vous attendez pas à ce qu'il y ait une rétroactivité?

M. Whelan: À ce moment-ci, je ne sais pas.

M. Gurbin: Très bien. Je vous demanderai finalement si à votre avis on se basera sur les livres obtenues . . . autrement dit, est-ce que le bétail gardé peu de temps est inclus dans ce programme? Votre programme comporte quatre parties, vous les avez mentionnées dans votre communiqué, mais vous ne parlez pas de ceux qui gardent les bestiaux pendant une courte période.

M. Whelan: Vous voulez parler d'une personne qui vendrait son bétail lorsqu'il atteint 850 livres . . . Si je le vendais et que vous l'achetiez aux enchères pour amener ce bétail chez vous et l'engraisser à 1,050 ou 1,100 livres . . .

M. Gurbin: Beaucoup d'éleveurs de ma région achètent du bétail à 400 ou 500 livres et le vendent à 800 ou 1,000 livres, ce bétail est ensuite engraissé par quelqu'un d'autre.

M. Whelan: Nous en avons discuté à la réunion de fin d'octobre avec les ministres provinciaux. C'est une des choses que nous voulons régler, pour nous assurer que les profits iraient à l'éleveur.

M. Gurbin: Vous croyez donc que cela va se produire.

M. Whelan: Nous l'espérons, mais ce serait difficile de trouver les mécanismes pour le faire.

M. Gurbin: Je comprends.

[*Texte*]

My question to the minister regarding the Farm Credit Corporation is in line with questions I asked this morning of his officials. The allocation under the supplemental estimates—as you mentioned, I think, in your introductory remarks—I think is in the neighbourhood of $4.6 million or $5 million, somewhere in that neighbourhood. It was explained to us this morning that is part of the allocation of the original $20 million the government would have given to reduce the interest rates for prevailing Farm Credit loans as of Mr. MacEachen's infamous budget in 1981.

Now, that program will be catching a number of farmers because the two-year period will be up in the near future. As I understand it from the explanation this morning, and as far as I can interpret from looking at the figures, there is no provision anywhere to accommodate those people who will be facing now the 16.75% interest rate. So I would like to ask the minister if he—I know he has given it some thought, because he has indicated he has, and his officials have mentioned that they know the problem is going to exist. I would like to ask really several questions. First, I would like to ask if he knows how many people are affected by this. Secondly, can he give us any indication of how many of those people who are under that program are actually able to make payments either at 12.75% or at a somewhat lower rate? Finally, does he feel that there is going to be any response to the problem they are going to face as their loans start to finish the two-year period?

• 2150

Mr. Whelan: I am going by memory again, but I think in my last discussion, in the last briefing I had on the Farm Credit Corporation, which was not too many days ago, the percentage of those in default was about the same as that over the whole spectrum of the Farm Credit Corporation. I think about 20% are in default. We are hearing from a lot of farmers whose mortgages are about to hit 16.25%, where they were at 12.25% before. It appealed to them at that time to get the mortgage even at 12.25%, or 16.25% for some of the others, because the interest rate that anyone else was giving on long-term mortgages was in the twenties. It was 21%, 21.5%, 22% at that time, so it appeared to be a pretty good contract that they were making.

We are reviewing that and I am hoping that we can come up with some kind of plan so that we can recycle those mortgages somehow, in some way, so that they do not have that encumbrance of a 16.25% mortgage. Fewer than 1,000 producers have that, I think the number is 800 and some.

Mr. Gurbin: But it would be around 1,000 people who are involved in that program. My indications are somewhat higher than yours, although it might be just in the region that I come from where those people are not able to make payments.

With all respect, just for the record, I think 16.75% was the highest rate Farm Credit went to.

[*Traduction*]

La question que je pose au ministre concernant la Société du crédit agricole rejoint la question que j'ai posée ce matin à ses hauts fonctionnaires. L'affectation de crédits dans le budget supplémentaire . . . ainsi que vous le mentionnez dans vos remarques préliminaires . . . se situe à quelque 4.6 millions de dollars ou 5 millions de dollars, aux alentours de ce montant. On nous a dit ce matin que cela fait partie de l'attribution de 20 millions de dollars qu'a faite initialement le gouvernement pour réduire les taux d'intérêt pour les prêts actuels de crédits agricoles accrus par le budget abominable de M. MacEachen en 1981.

Ce programme attrapera un certain nombre d'agriculteurs puisque la période de deux ans arrivera à échéance très bientôt. Si j'ai bien compris l'explication donnée ce matin, et si j'interprète bien les chiffres, il n'y a aucune disposition de prévue pour accommoder ces personnes qui feront face maintenant à des taux d'intérêt de 16.75 p. 100. Je demande donc au ministre s'il . . . je sais qu'il y a réfléchi, car il a dit de même que ses hauts fonctionnaires être au courant que ce problème se posera. Je voudrais vous poser plusieurs questions en réalité. Premièrement, j'aimerais vous demander combien de personnes sont touchées par cet état de chose. Deuxièmement, peut-il nous dire combien de personnes dans ce programme peuvent présentement effectuer des demandes soit à 12.75 p. 100 ou à un taux légèrement inférieur? Finalement, est-il d'avis qu'on trouvera une solution aux problèmes auxquels feront face les agriculteurs dès que leurs prêts arriveront à échéance à la fin de la période de deux ans.

M. Whelan: Je me fie à ma mémoire de nouveau, je crois qu'au cours de ma dernière discussion, au cours de la dernière séance d'information que j'ai eu au sujet de la Société du crédit agricole, il y a quelques jours, le pourcentage de ceux qui avaient manqué à leurs obligations était environ le même que celui qu'a connu la Société du crédit agricole depuis son existence. Je crois qu'il s'agit de 20 p. 100. Beaucoup d'agriculteurs dont les taux d'hypothèques atteindront 16.25 p. 100 s'addressent à nous, précédemment ces taux étaient de 12.25 p. 100. Il était intéressant pour eux à l'époque d'obtenir une hypothèque même à 12.25 p. 100 ou à 16.25 pour certains, car les taux d'intérêt accordés pour les hypothèques à long terme s'élevaient à ce momentlà à 21, 21.5 et 22 p. 100. C'était donc pour eux une assez bonne affaire.

Nous sommes en train de revoir la question et j'espère pouvoir présenter un plan de reconversion de ces hypothèques afin qu'ils n'aient pas à subir ces taux de 16.25 p. 100. Moins de 1000 agriculteurs sont dans cette situation, je crois qu'ils sont 800 environ.

M. Gurbin: Toutefois, quelques 1000 agriculteurs participeraient au programme. Les chiffres dont je dispose sont plus élevés que les vôtres, bien que ce soit peut-être seulement pour ma région ou les gens ne peuvent pas effectuer ces paiements.

Avec tout le respect que je vous dois, j'aimerais dire publiquement qu'à mon avis le taux de 16.75 p. 100 est le taux le plus élevé consenti par la Société de crédit agricole.

[*Text*]

Mr. Whelan: Yes, that is right, a lot of them are at 16.75% and a lot of them are at 16.25%. It is probably evenly divided.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Whelan: The last money that we borrowed . . . there was a notice in the paper the other day that Farm Credit had borrowed—was at 11 point-something per cent for 10 years on $75 million.

Mr. Gurbin: That makes a good point too, there were a number of people who did not get that 4%.

Mr. Whelan: That is right.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Gurbin. Mr. Gustafson.

Mr. Gustafson: Thank you, Madam Chairman.

Mr. Minister, I am glad that you are before the committee. In returning from the Prairies just today, having talked to a good number of farmers last evening, it was indicated to me that their number one problem is one of cashflow. They are strapped for cash . . . machine dealers, fuel dealers, are unable to collect the bills that farmers owe because the farmers are strapped for money simply to pay those bills.

I would be interested in knowing what recommendations the minister has made to the government and to the Cabinet—simply because we have three outlets, two of which are in the House of Commons, the Minister of Transport and yourself, and the minister who is responsible for the Canadian Wheat Board, who is in the Senate.

We have outlined in the past few weeks, I think, from our side, several ways in which we felt that cashflow could be put into the agricultural economy. In fact, at times we have made what you might consider to be an accusation that you were playing a bit of politics with some of the farmers' money. We outlined some of those areas—namely the Western Grain Stabilization and some of the areas that my colleagues mentioned earlier in terms of initial payment. In addition to that, there is a lack of quotas, when there is room in the elevators—and this may not come directly under your department. Also there are energy costs and the federal tax on fuels used for the production of food. There are advance payments. There are a number of ways, which we can identify, through which there could be some relief in terms of cashflow. I believe it has been identified that there is about $860 million in the western grain stabilization. There is something like $1.1 billion in terms of initial payments.

• 2155

Right now in the southern part of Saskatchewan, at least, I I phoned a good number of elevator operators who were indicating they could not even load out a car of wheat because the elevators were empty. We have a three-bushel quota now;

[*Translation*]

M. Whelan: Oui, c'est exact, beaucoup de ces prêts sont à 16.75 p. 100 et beaucoup à 16.25 p. 100. C'est divisé à peu près également.

Le président: Je vous remercie.

M. Whelan: La dernière somme d'argent que nous avons empruntée—il y avait un avis dans le journal l'autre jour au sujet de l'emprunt de la Société de crédit agricole—c'était une somme de 75 millions de dollars pour 10 ans et à 11. quelque chose p. 100.

M. Gurbin: C'est une bonne chose, car beaucoup de gens n'ont pas obtenu le 4 p. 100.

M. Whelan: C'est exact.

Le président: Je vous remercie beaucoup monsieur Gurbin. Monsieur Gustafson.

M. Gustafson: Merci madame le président.

Monsieur le ministre, je suis heureux que vous comparaissiez devant le Comité. Je reviens des Prairies aujourd'hui, et j'ai parlé à un bon nombre d'agriculteurs hier soir qui m'ont dit que leur problème principal se situait au niveau de la trésorerie. Ils n'ont pas de liquidités, les marchands de machines agricoles, les vendeurs de carburant, ne peuvent percevoir les sommes qui leur sont dûes parce que les agriculteurs n'ont pas d'argent pour payer leurs factures.

J'aimerais bien savoir quelles recommandations le ministre a faites au gouvernement et au Cabinet simplement parce que nous avons trois personnes à qui nous addresser, deux étant à la Chambre des communes, le ministre des Transports et vous-même, et une, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé étant au Sénat.

Au cours des dernières semaines, nous avons indiqué, de notre côté du moins, plusieurs façons qui permettraient d'alimenter financièrement l'économie agricole. En réalité, nous avons même à certains moments, porté ce qui peut être vu comme étant une accusation, que vous jouez un peu à la politique avec une partie de l'argent des agriculteurs. Nous avons mentionné certains domaines, par exemple celui de la stabilisation des céréales de l'Ouest et d'autres domaines que mes collègues ont mentionnés plus tôt, les paiement initiaux. De plus, il semble y avoir une absence de contingentement, alors qu'il y a de la place dans les élévateurs il est possible que cela ne relève peut-être pas directement de votre ministère. Il y a aussi les coûts énergétiques et l'impôt fédéral sur les carburants utilisés pour la production alimentaire. Il y a les paiements par anticipation. Nous pouvons identifier un certain nombre de moyens qui permettraient d'apporter un certain répit sur le plan financier. Il y a je crois, quelques 860 millions de dollars attribués à la stabilisation des céréales de l'Ouest. En paiements initiaux, la somme s'élève à quelques 1.1 milliards de dollars.

Dans le sud de la Saskatchewan où j'ai téléphoné à un bon nombre d'exploitants d'élévateurs, on m'a répondu ne pouvoir même pas charger un wagon de blé, les élévateurs étaient vides. Nous avons un contingentement de trois boisseaux cette

[*Texte*]

at this time last year, we had a nine-bushel quota. Right here, in terms of the report that comes from the grains people, they are telling us farm deliveries are down 19.4% from last year, while at the same time, our exports are up. It almost indicates that there seems to be a direct intention of your government, Mr. Minister, to hold up cashflow.

Now, is it the intention of your government to turn the floodgates loose come spring for an election, or just exactly what is the . . . ? The Minister of Transport said in the House in reply to a question I asked him . . . I believe the words he used were that it will come at the opportune time. I believe the words were "opportune time" or words to that effect. Has this been part of your recommendations as Minister of Agriculture for Canada? What are your recommendations in this cashflow area?

Before you answer that, I have one more question I would like to ask, and it is in terms of the Crow rate, Bill C-155, with regard to the area of the feed grains policy which affects so very vitally the cattle producer. On the weighted average, you have inflicted yet another problem in terms of higher freight rates on oats and barley and the lighter grains that are going to be shipped, which is going to create another major problem for the cattlemen and the red meat industry.

Mr. Neil: And the feed grain producers.

Mr. Gustafson: And the feed grain producer. What were your recommendations on these very vital subjects to your Cabinet?

Mr. Whelan: First of all, I want to tell you of a little experience I had at Toronto airport the other day. I met a couple who were from Saskatchewan. Their son said: I want you to meet the Minister of Agriculture. So he introduced his parents to me; they were coming to visit him in Toronto. I asked them if they had any complaints, and he said he had not a one. Then he thought again and said: I would like my quota increased, because all my grain is in the bin and it is good and dry, and I am not worrying too much about it.

Mr. Gustafson: In some areas, at least.

Mr. Whelan: Yes, but when you were saying the elevators had room, I believe you told me you were going to meet the Canadian Wheat Board or some members of the Canadian Wheat Board when I talked to you one day last week. Have they filled their quotas? Have the quotas all been delivered which people have to deliver?

Mr. Gustafson: Most of them are filled. I called two or three elevators, and Mr. Neil has inquired in his area. We have all inquired, particularly across the areas we know.

Mr. Whelan: Western grain stabilization, as you know—and of course, you know it very well—has a huge sum of money, as you pointed out, I believe over . . .

[*Traduction*]

année, à cette date l'an dernier, ce contingentement était de neuf boisseaux. D'après les rapports des céréaliers, reçus ici même, les livraisons des agriculteurs ont baissé de 19.4 p. 100 comparativement à l'an dernier, mais en même temps les exportations sont à la hausse. Il semble bien que l'intention de votre gouvernement, monsieur le ministre, soit de bloquer le financement.

L'intention de votre gouvernement est-elle d'ouvrir toutes grandes les écluses lorsque viendront les élections, ou que veut-on faire exactement? Le ministre des Transports répondant à une de mes questions à la Chambre—m'a dit, je crois, que les choses se feraient en temps opportun. Je crois qu'il a bien dit «en temps opportun» ou quelque chose du genre. Est-ce que cela fait partie de vos recommandations en tant que ministre de l'Agriculture du Canada? Quelles sont vos recommandations en matière de financement?

Avant que vous ne répondiez, je voudrais vous poser une autre question au sujet du tarif du Nid-de-Corbeau, du projet de loi C-155 et de la politique en matière de céréales fourragères qui touche essentiellement les éleveurs de bovins. Selon la moyenne pondérée, vous avez créé encore un autre problème en imposant des tarifs de fret plus élevés pour l'avoine et l'orge et les céréales plus légères qui seront expédiées, et les éleveurs de bovins et l'industrie de la viande rouge devront faire face à de plus graves difficultés encore.

M. Neil: De même que les producteurs de céréales fourragères.

M. Gustafson: Et les producteurs de céréales fourragères. Quelles ont été vos recommandations au cabinet sur ces sujets vitaux?

M. Whelan: Permettez-moi tout d'abord de vous raconter ce qui m'est arrivé à l'aéroport de Toronto l'autre jour. J'ai rencontré un couple de la Saskatchewan. Leur fils a dit: Je voudrais vous présenter le ministre de l'Agriculture. Il m'a donc présenté ses parents, qui venaient le visiter à Toronto. Je leur ai demandé s'ils avaient des plaintes à formuler et il m'a répondu qu'il n'en avait pas. Il a réfléchi, puis il m'a dit: J'aimerais que mon contingentement soit augmenté, car toutes mes céréales sont entreposées, elles sont sèches et de bonne qualité, et cela ne m'inquiète pas beaucoup.

M. Gustafson: Dans certaines régions du moins.

M. Whelan: Oui, mais vous me dites qu'il y a de la place dans les élévateurs, et je crois que vous m'avez dit la semaine dernière vouloir rencontrer les représentants de la Commission canadienne du blé. Ont-ils rempli leur contingentement? Est-ce que tous les contingentements ont été livrés à ceux à qui ils devaient l'être?

M. Gustafson: La plupart. J'ai appelé deux ou trois exploitants d'élévateurs, et M. Neil a fait enquête dans sa région. Nous avons tous fait enquête surtout dans la région que nous connaissons.

M. Whelan: Quant à la stabilisation des céréales de l'Ouest, comme vous le savez—et vous le savez évidemment très bien—il y a une somme d'argent énorme, vous l'avez souligné, je crois qu'il s'agit de plus . . .

[*Text*]

Mr. Gustafson: It will be over $1 billion by the middle of next winter.

Mr. Whelan: Yes, it is over $800 million at the present time, and that is $2 federal and $1 producer that is put into that program. As you and other members have suggested and as farm organizations have suggested, we are reviewing a pay-out that would be maybe for three years instead of five years. But it requires a change in legislation to make that recommendation also, to make that not a recommendation but to make that a fact, actually. The advance payments are being . . .

Mr. Neil: There would be no debate on that bill.

Mr. Gustafson: On that western grain stabilization, Mr. Minister, before you go on, one of the farmers suggested to me there was a possible thought in his mind that the hold-back on quotas was to trigger the western grain stabilization payments so you could make a good payment out in an election year. Did that enter your mind?

Mr. Whelan: It has not until now. You sound like a very suspicious politician to me, but . . .

Mr. Gustafson: Not at all.

• 2200

Mr. Whelan: You also talked about advanced payments—they are being reviewed. However, we have the same program for other crops, too, that are not under the jurisdiction of the Canadian Wheat Board. We have interest-free programs and, as you know, we have advanced it for other crops such as canola, lentils—different crops. We are rapidly running out of money. If my memory serves me correctly, I was told not too many days ago that the advance payments program administered by the Wheat Board—there is not a wild rush to get money for that at the present time. There is a proposal that has been considered to increase that.

Mr. Gustafson: And one of the reasons for that is because by the time they get through the red tape and get the applications back—I got this from just chatting with an elevator man the other day. He said that the red tape they have to go through to get this back is ridiculous.

Mr. Whelan: I understand that it does not take them very long, a week or 10 days at the very most.

Mr. Gustafson: That is not what he told me.

Mr. Whelan: We allow the commodity groups, for instance, for the other crops, to administer the program for us. They get their cheques almost as quickly as as they make the application because of this arrangement we have with the banks to loan the money out for that kind of program.

Mr. Gustafson: That in fact is not what is happening down at the country elevator.

Mr. Whelan: We will loan out . . . for other crops, other than those under the Wheat Board. It was about $300 million this year, so we are going to run short of funds. We know that

[*Translation*]

M. Gustafson: Ce sera plus d'un milliard de dollars vers le milieu de l'hiver prochain.

M. Whelan: Oui, c'est près de 800 millions de dollars à ce moment-ci, 2$ du fédéral et 1$ du producteur sont placés dans ce programme. Vous même et d'autres députés l'ont suggéré de même que les organisations agricoles, nous sommes en train de revoir un décaissement qui couvrirait une période de trois ans au lieu de cinq. Il faut cependant modifier la loi pour pouvoir faire cette recommandation également, pour en faire non pas une recommandation mais plutôt pour que ce soit un fait. Les paiements par anticipation sont . . .

M. Neil: Il n'y aura pas de discussion sur ce projet de loi.

M. Gustafson: Monsieur le ministre, avant que vous ne poursuiviez, au sujet de la stabilisation des céréales de l'Ouest, un des agriculteurs m'a dit qu'à son avis la retenue des contingentements devait déclencher les paiements de stabilisation des céréales de l'Ouest, afin que vous puissiez faire de bons paiements pendant l'année d'élections. Est-ce que cette idée vous a passée par la tête?

M. Whelan: Pas jusqu'à maintenant. Vous me semblez un politicien assez soupçonneux, mais . . .

M. Gustafson: Pas du tout.

M. Whelan: Vous avez également parlé de paiements anticipés. Nous sommes en train de passer en revue cette question. Cependant, il existe le meme programme pour d'autres récoltes qui ne relèvent pas de la Commission canadienne du blé. Nous avons des programmes de paiements sans intérêt qui, comme vous le savez, s'appliquent à d'autres récoltes comme le canola et les lentilles. Nos fonds diminuent rapidement. Si je me souviens bien, on a dit, il n'y a pas si longtemps, que le programme de paiements anticipés administré par la Commission canadienne du blé ne fait pas l'objet de beaucoup de demandes à l'heure actuelle. On a étudié une proposition d'augmentation des fonds.

M. Gustafson: Et une des raisons pour lesquelles la demande n'est pas très importante est due à toute la paperasserie, c'est ce que m'a dit un propriétaire d'élévateur. Il trouvait cela ridicule.

M. Whelan: Je crois comprendre, au contraire, que l'étude de la demande ne prend qu'une semaine ou dix jours au plus.

M. Gustafson: Ce n'est pas ce que cette personne m'a dit.

M. Whelan: Les groupes des denrées administrent le programme pour nous dans le cas des autres récoltes. Les personnes présentant une demande reçoivent leur chèque presque immédiatement, étant donné l'entente que nous avons conclue avec les banques en matière de prêts.

M. Gustafson: Ce n'est pas ce qui se passe aux élévateurs régionaux.

M. Whelan: Nous consentons des prêts dans le cas d'autres récoltes que celles qui relèvent de la Commission canadienne du blé. Nous avons prêté environ 300 millions de dollars cette

[*Texte*]

because the other crops, the commodities, are very low compared to what they were. The prices are very depressed for some of their commodities. The only one that shows an increase this year of any substantial merit—however you want to say it . . . is potatoes. However, a lot of other crops are very depressed. So there is a high demand for advanced payment.

Mr. Gustafson: What recommendation, Mr. Minister, did you make on the cashflow problems that have been raised?

Mr. Whelan: We are considering all the things that you suggested at the present time. However, I must repeat what I said earlier today, at another meeting. For instance, Saskatchewan, when you say how poor it is . . . We had a meeting with the bank that is going to open 14 new branches in Saskatchewan. Some of them have already been opened. That is the Royal Bank, and I think it shows that the economy is pretty strong there.

Mr. Gustafson: I never said that Saskatchewan was poor. I said that there was a major cashflow problem in operation. When the Western Grain Stabilization Program came in . . . For instance, Mr. Otto Lang introduced it on the basis that it was not an insurance program; it was in fact a program that would facilitate in low-cash periods. I just reread his document the other day.

Mr. Whelan: I want to ask you this. The ASA is for five years, too, for stabilization programs. It is slightly different—we know that—because it is a straight federally funded program. If we are going to change the Western Grain Stabilization Program to, say, three years, should we not change the ASA to three years?

Mr. Gustafson: The only trouble with our research is that . . .

Mr. Connell: It is the volume of inflation. It is not the five- or three-year problem at all. It is volume of inflation and the formula. If you made adjustments on that, there would be proper pay-outs.

Mr. Whelan: It is the Agriculture Canada people who do all the work on the Western Grain Stabilization Act. We have been in contact with them, and I do not think there would be any pay-out, using the inflation factor that you are talking about, unless you changed the number of years.

Mr. Mayer: How are we going to get a pay-out?

The Chairman: Just a minute, please.

Mr. Mayer: It is like a big black hole. You just put money into it and none of it ever comes out.

Mr. Whelan: But the formula is very clear for you to understand; it is there.

Mr. Gustafson: Have you read it? The formula has to be changed, Mr. Minister, to fit the day in which we live.

[*Traduction*]

année et, bientôt, les fonds nous manqueront. En effet, les autres récoltes sont particulièrement peu importantes par rapport à ce qu'elles étaient précédemment. Les prix sont très bas pour certaines d'entre elles. La seule qui accuse une augmentation assez importante cette année est celle des pommes de terre. Par conséquent, la demande de paiements anticipés est très forte.

M. Gustafson: Quelle recommandation avez-vous faite, monsieur le ministre, au sujet de ces problèmes de liquidités dont on a parlé?

M. Whelan: Nous étudions toutes les choses que vous avez suggérées à l'heure actuelle. Cependant, je dois répéter ce que j'ai dit précédemment à une autre réunion. Vous vous plaignez de la situation en Saskatchewan. Nous avons eu une réunion avec la banque qui ouvrira 14 nouvelles succursales dans cette province. Certaines d'entre elles ont déjà été ouvertes. Il s'agit de la Banque Royale. Cela montre que l'économie est assez forte dans cette province.

M. Gustafson: Je n'ai jamais dit que la Saskatchewan était pauvre. J'ai dit qu'il y avait un problème important de liquidités. Lors de l'instauration du programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, M. Otto Lang a précisé qu'il ne s'agissait pas d'un programme d'assurance, mais plutôt d'un programme d'aide en périodes de faibles liquidités. Je viens de vérifier.

M. Whelan: J'aimerais vous poser une question. La Loi sur la stabilisation des prix agricoles porte sur des périodes de cinq ans. Nous savons qu'il s'agit là d'un programme quelque peu différent puisqu'il est financé directement par le gouvernement fédéral. Si nous voulons changer le programme de stabilisation des grains de l'Ouest pour en faire un programme qui s'applique pendant trois ans, ne devrions-nous pas modifier également la Loi sur la stabilisation des prix agricoles?

M. Gustafson: Le seul problème quant à notre recherche . . .

M. Connell: Tout est une question d'inflation et non pas de durée du programme, que celui-ci soit de cinq ou de trois ans. Le problème est au niveau de l'importance de l'inflation et de la formule à utiliser. Si vous procédiez à des rajustements à cet égard, les versements seraient convenables.

M. Whelan: C'est Agriculture Canada qui s'occupe de l'administration de la loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. D'après les renseignements, je ne crois pas qu'il y aurait de versements, si l'on utilise le facteur d'inflation dont vous parlez, à moins de modifier le nombre d'années.

M. Mayer: Comment les versements vont-ils se faire?

Le président: Un instant, s'il vous plaît.

M. Mayer: C'est comme un grand trou noir, on y engloutit tout et il n'y a rien qui en ressort.

M. Whelan: Mais la formule est très claire, vous devriez la comprendre.

M. Gustafson: Et vous l'avez lue, vous? Il faut modifier la formule, monsieur le ministre, pour qu'elle s'adapte à la situation actuelle.

[*Text*]

The Chairman: I still stop the meeting, sir.

Mr. Whelan: But, Madam Chairman, what the hon. member said . . .

The Chairman: I would like to have one at a time. Mr. Gustafson has the floor . . .

Nous aurons un deuxième tour, si vous le désirez. Je vous rappelle qu'il est 22h04. J'aimerais bien que ce soit la personne qui a la parole qui pose les questions et que les réponses soient les plus courtes possible.

Monsieur Gustafson, votre temps est écoulé. Nous sommes au deuxième tour.

Mr. Cardiff, you have 10 minutes.

Mr. Whelan: I did not finish answering Mr. Gustafson's question. I wanted to say this, that Saskatchewan's land values have gone down the least of any province in Canada and the repayment ability . . .

The Chairman: Gentlemen!

Mr. Whelan: The repayment ability and the bankruptcies are less proportionate per capita there than they are in any other province in Canada, so you are pretty well off. According to the Royal Bank, that is a good sign.

• 2205

Le président: Merci.

Monsieur Cardiff.

Mr. Cardiff: Madam Chairman, is this coming out of my 10 minutes?

The Chairman: It is your 10 minutes.

Mr. Cardiff: Madam Chairman, I will be very brief, I really have only one question.

The Chairman: Thank you in advance.

Mr. Cardiff: In 1982, the Ontario wheat crops suffered from one of the moulds, I do not know which one, and as a result that crop sold at somewhat less than had been anticipated. Is any special consideration going to be given to that crop in Ontario for stabilization?

Mr. Whelan: Yes. We have made an application to compensate them for their loss.

Mr. Cardiff: Do you have any idea when an announcement could be expected on that as well?

Mr. Whelan: I hope before Christmas.

Mr. Mayer: Which Christmas?

Mr. Whelan: This one. He would be suspicious that I would say before the election. I just wanted to say also that I heard Mr. Neil make a comment, and that is probably on the record—that will all change with the Crow. I am sure the Royal Bank checks the effect the Crow is going to have too. They are not that dumb you know.

Mr. Cardiff: One Farm Credit Corporation question. As Mr. Gurbin had mentioned, there are some loans at 16 3/4 on

[*Translation*]

Le président: Je vais ajourner la séance, monsieur.

M. Whelan: Mais, madame le président, ce que dit l'honorable député . . .

Le président: Veuillez prendre la parole un à la fois. M. Gustafson a la parole.

There will be a second round of questioning, if you so wish. I remind you that it is now 10:04. The person who has the floor is the only one who is supposed to ask questions and the answer should be as short as possible.

Mr. Gustafson, your time is up. We are now starting on the second round.

Monsieur Cardiff, vous avez dix minutes.

M. Whelan: Je n'ai pas fini de répondre à la question de M. Gustafson. Je voudrais préciser que c'est en Saskatchewan que la valeur des terres a le moins baissé parmi toutes les provinces canadiennes et les capacités de remboursement . . .

Le président: Messieurs!

M. Whelan: Le taux de faillite est le moins élevé per capita de toutes les provinces canadiennes, le taux de remboursement est le meilleur également. Ainsi donc, votre situation est assez bonne. C'est un bon signe, d'après la Banque Royale.

The Chairman: Thank you.

Mr. Cardiff.

M. Cardiff: Madame le président, est-ce que cette intervention sera soustraite de mes 10 minutes?

Le président: Vos 10 minutes commencent.

M. Cardiff: Madame le président, je serai tres bref, je n'ai en fait qu'une seule question à poser.

Le président: Merci d'avance.

M. Cardiff: En 1982, on a trouvé de la moisissure sur la récolte de blé ontarien; ce blé s'est donc vendu à un prix inférieur à ce qui avait été prévu. J'aimerais savoir si l'on pense à stabiliser le prix de cette récolte en Ontario.

M. Whelan: Oui. Nous avons demandé que ces agriculteurs soient dédommagés de leur perte.

M. Cardiff: Quand peut-on s'attendre à une annonce à ce sujet?

M. Whelan: Avant Noël j'espere.

M. Mayer: Noël de quelle année?

M. Whelan: De cette année. Je ne veux pas vous rendre méfiants et dire avant les élections. M. Neil a fait un commentaire à ce sujet qui a probablement été enregistré. Il a dit que tout changerait à la suite des négociations concernant le Nid-de-Corbeau. Je suis sûr que la Banque Royale se tient au courant de cette situation, les banquiers ne sont pas si bêtes que cela.

M. Cardiff: J'aimerais poser une question sur la Société de crédit agricole. Comme l'a mentionné M. Gurbin, il existe

[*Texte*]

which there was nº 4% rebate. Is the minister giving any consideration to those types of loans with the possibility of some assistance?

Mr. Whelan: We are reviewing and trying to work out a program for all those loans over 12%.

Mr. Cardiff: Madam Chairman, thank you very much.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Cardiff.

Nous sommes au deuxième tour. Monsieur Mayer, vous m'aviez demandé de mettre votre nom sur la liste pour le deuxième tour. Vous avez cinq minutes.

Mr. Whelan: Just a minute. We are reviewing the loans between 12% and 14%.

The Chairman: Five minutes, Mr. Mayer, on the second round.

Mr. Mayer: My colleague from Bruce—Grey has asked, Madam Chairman, if I would like to ask the minister when the Liberal leadership convention is going to be called and see if he would answer before Christmas on that one.

The Chairman: You will know when it will happen.

Mr. Mayer: This is a serious matter—this cashflow situation for farmers right across the country is no laughing matter. I think what all of us find rather discouraging is that there are some things the government could do that would alleviate it. We all agree and I think most farmers realize it, and the producers realize it, that there are no magic solutions, but Mr. Gustafson points out that there is going to be close to a billion dollars by the middle of next spring in the Western Grain Stabilization Fund and no indication of whether there is going to be a payout. There is clearly some money there that could be used. If we just even eliminate what the total figure is and talk about the producers' contribution, it is something like $275 million dollars and that is a lot of money that the government holds on behalf of the producers. If you want to work it back, it is about an average of $2,000 per permit holder on the Prairies and it is even more than that because only about 75% of the producers participate. It is a considerable amount of money. We have raised it continually for a year. We have done some work on it—some of the things we think would work. I do not think it is good enough that we simply get answers to say that the government is reviewing it. In the meantime, there are a lot of young producers there who cannot afford to pay some of their fertilizer bills. It is a serious situation, and anything that can be done to speed up getting some of those funds in circulation is certainly very useful.

Mr. Whelan: I just want to say, Madam Chairman, that we found through some of the investigations that some of those young farmers that you refer to, are the very ones who, maybe because of the economic conditions, do not belong to the program.

Mr. Mayer: Well, there are a lot of young farmers in my area—whether you are young or old—that have a cashflow problem. I do not think those kinds of answers serve the . . .

[*Traduction*]

certains prêts à 16 3/4 p. 100 auxquels cette défalcation de 4 p. 100 ne s'applique pas. Le ministre étudie-t-il la possibilité de faire quelque chose pour réduire ce montant d'intérêt?

M. Whelan: Oui, nous essayons de mettre au point un programme qui s'appliquerait à tous les prêts portant un intérêt de 12 p. 100.

M. Cardiff: Je vous remercie, madame le président.

The Chairman: Thank you, Mr. Cardiff.

Mr. Mayer, you asked for your name to be put on the list for the second round. You have the floor for five minutes.

M. Whelan: Un instant. Nous étudions la question des prêts ayant un intérêt qui se situe entre 12 et 14 p. 100.

Le président: Vous avez cinq minutes, monsieur Mayer, pour le second tour.

M. Mayer: Mon collègue de Bruce—Grey m'a demandé de poser la question suivante au ministre: quand la convention au leadership au fédéral aura-t-elle lieu? Il m'a demandé de voir s'il pourrait répondre à cette question avant Noël.

Le président: Vous n'avez qu'à attendre les événements.

M. Mayer: C'est une question importante car la situation des liquidités des fermiers de notre pays est vitale. Ce que nous trouvons tous décourageant c'est qu'il y aurait des solutions que le gouvernement pourrait adopter en la matière. Nous réalisons tous, agriculteurs et producteurs qu'il n'existe pas de solutions magiques, mais M. Gustafson fait remarquer qu'il y aura au milieu du printemps prochain 1 milliard de dollars dans le fonds de stabilisation concernant le grain de l'Ouest alors que l'on n'a aucune indication des déboursés qui seront faits à même ce fonds. Il est certain que cet argent pourrait être utilisé. Si l'on oublie ce chiffre important et que l'on pense seulement aux contributions des producteurs, celles-ci représentent environ 275 millions de dollars; c'est un montant très important d'argent que le gouvernement détient au nom des producteurs. En fait, cela représente en moyenne 2,000 dollars par détenteur de permis habitant dans les Prairies; en fait, peut-être plus qe cela étant donné que seulement 75 p. 100 des producteurs participent à ces fonds. Il s'agit donc là d'un montant considérable d'argent. Nous n'avons cessé de soulever cette question depuis un an. Nous avons fait pas mal de travail à cet égard et nous croyons que c'est certainement une possibilité. Nous en avons assez de nous entendre dire que le gouvernement étudie la question. Entre-temps, il y a pas mal de jeunes producteurs qui ne peuvent payer leurs factures d'engrais. La situation est grave et tout ce qui pourrait être fait pour accélérer les choses et mettre ces fonds en circulation serait certainement très utile.

M. Whelan: Je veux tout simplement dire qu'après enquête nous nous sommes rendu compte que certains de ces jeunes agriculteurs dont vous parlez sont précisément ceux qui ne participent pas au programme, ceci peut-être évidemment à cause de la situation économique.

M. Mayer: Il y a pas mal de jeunes agriculteurs de ma région, et des vieux également qui ont un problème de

[*Text*]

Mr. Whelan: No, but I think it is not going to help them all. I wish they were all in it because . . .

Mr. Mayer: We realize that. It is not going to help them all, but on the other side, the people who are not in it, who have not contributed $2,400 in the past two years, they have that money to work with. Now if the program is going to work, let us see what we can do as a government to make the thing work. Otherwise, let us put it in the ash can and identify it for what it is, a useless program, and that is what a lot of producers are beginning to think it is.

Mr. Whelan: For the dollar invested in the Western Grain Stabilization, it has not been that bad an investment up until the last year. I will give you the figures we have, all the calculations, tabulations, and so on; and they show it has not been that bad of an investment.

• 2210

Mr. Mayer: I could go on around the mulberry bush with you all night on that but I do not think it would serve anything. Let me suggest that if you want to come forward with an amendment to terminate the PFAA to make what you are doing here as far as these estimates are concerned—we would be more than happy to co-operate with you on that. I do not think you need to worry about the opposition holding that thing up. But I would say it is unfortunate that kind of thing was not brought forward a long time ago, because we are certainly not interested in doing anything but . . .

Mr. Whelan: I think you would find that we had House agreement once before, but when it went to the House, there was no agreement by some of your members. That was not when you were there.

Mr. Mayer: I have been here for almost five years, and I have never seen any . . .

Mr. Whelan: It was before that.

Mr. Mayer: Well, five years is a long time.

Mr. Whelan: Then you can make the same commitment if we bring in amendments to the Western Grain Stabilization Act.

Mr. Mayer: Sure. We have already suggested that we are prepared to look at something, whatever the government brings forward, as long as it is going to . . .

Mr. Whelan: Agree to time allocation.

Mr. Mayer: What kind of garbage is that? We have a serious situation in western Canada, right across the Prairies, with producers in a cashflow problem, and you are talking about a deal on time allocation and closure before we even see what you have? That is incredible. Let us take your responsibility seriously.

Mr. Whelan: I am not talking about garbage at all.

[*Translation*]

liquidités. Je ne crois pas que le genre de réponse que vous nous donnez sert . . .

M. Whelan: Je crois que cela ne servira pas à ceux qui ne participent pas au programme. J'aimerais qu'ils participent tous car . . .

M. Mayer: Oui, nous savons cela, tous ne participent pas. Cependant, ce dont nous nous rendons compte, c'est que ceux qui ne contribuent pas ont gardé 2,400 dollars au cours des deux dernières années dont ils peuvent se servir. Si le programme ne fonctionne pas, abolissons-le, rendons nous compte qu'il s'agit d'un programme inutile, ce que commencent à penser d'ailleurs beaucoup de producteurs.

M. Whelan: Pour le montant d'argent investi dans ce programme, la situation n'a pas été mauvaise jusqu'à l'année passée. Je pourrais vous donner tous les chiffres qui montrent bien clairement qu'il ne s'agit pas là d'un mauvais investissement.

M. Mayer: Je pourrais continuer éternellement, sans que cela aboutisse à rien. Si vous voulez proposer un amendement pour abroger la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, nous serions très heureux de collaborer avec vous. Ne vous inquiétez pas, nous ne ferons pas d'obstruction, c'est certain. Cependant, il est malheureux que ce genre de proposition n'ait pas été faite il y a longtemps, car nous ne sommes certainement pas intéressés à faire quoi que ce soit . . .

M. Whelan: Nous avions eu l'agréement de la chambre auparavant à ce sujet, cependant lorsque la question a été mise aux voix, certains des membres de votre parti n'étaient plus d'accord. Je veux parler d'une époque antérieure à la vôtre.

M. Mayer: Je suis ici depuis 5 ans et je n'ai rien vu . . .

M. Whelan: Je dis bien antérieure.

M. Mayer: Cinq ans, c'est quand même longtemps.

M. Whelan: Alors vous pourriez vous engager de la même façon dans le cas des amendements à la loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.

M. Mayer: Evidemment. Nous avons déjà dit que nous serions prêts à étudier les propositions du gouvernement pourvu que . . .

M. Whelan: Vous devriez être d'accord sur la durée du débat.

M. Mayer: Quelle idée saugrenue? La situation dans l'ouest du Canada, dans toutes les Prairies est sérieuse, le producteurs ont des difficultés en matière de liquidité et vous venez nous parler de durée et de clôture avant que nous ayons même pu nous rendre compte de quoi il s'agit. C'est incroyable. Prenez vos responsabilités au sérieux.

M. Whelan: Ce n'est pas une idée saugrenue du tout.

[*Texte*]

Mr. Mayer: Well, good grief.

Mr. Whelan: If you are willing to say, look, we are going to allow two hours of House debate, as they do in the mother Parliament in Great Britain, for any important legislation—that is what they do, they agree to time allocation; it is not called "closure".

Mr. Mayer: Nobody in their right mind is going to agree to something before they know what it is they are agreeing to.

Mr. Whelan: That is how they do business. That is how they do business.

Mr. Mayer: They stopped buying cattle in the dark a long time ago in this country. That is what you are asking us to do in that comment. Bring forward the legislation, and we are on the record as saying we would . . .

Mr. Whelan: I did not say that either, Mr. Mayer. I said would you agree if the changes were brought about; agree to time allocation in the changing of the legislation. I said it as plainly as that.

Mr. Mayer: If it is a good bill, we are prepared to sit down and talk about it and do whatever we can to facilitate passage through the House. But I cannot really take that kind of a thing seriously when this committee has not met virtually since April 28. We are here to do—and you can tell by the attendance on this side who is serious about agriculture in this country. If you have some legislation that is going to help the industry, we are more than prepared to sit down and look at it on a reasonable basis. But do not come around here telling us that we should accept some form of closure before we even see what we are talking about.

Mr. Whelan: It is not a form of closure; it is a form of time allocation, a business procedure that is used in the British parliament, the mother Parliament for centuries.

Mr. Mayer: Whatever you want to call it.

Let me ask the minister another, I think, serious matter. When we can go down the street here to the chartered banks and put money in the bank, or people deposit it, at 8%, 8.25%, and 8.5%, depending on whether you are going to leave it there for a year or five years, and the Farm Credit Corporation is charging 13.5%, I want to know what kind of answer I can give to the producers I have talked to, for why there should be virtually a 5% spread between what the chartered banks pay for money off the street and what the Farm Credit Corporation has to charge for it when it loans it to farmers.

Mr. Whelan: First of all, Mr. Mayer, that is short-term money you are talking about. I met with the Royal Bank, which has, as I say, one of the best farm programs, just last week, and they will not give you any longer than a three-year mortgage, and if you are lucky you get it for about 11% at the present time from the Royal Bank for a three-year mortgage. That is the longest. They are hoping they are going to swing into a longer type of mortgage, but we are offering 20-year mortgages with a 10-year renewal clause; a review clause after the first 10 years. Most of the farmers want that. They want

[*Traduction*]

M. Mayer: Pour l'amour du ciel.

M. Whelan: Si vous êtes prêt à accepter deux heures de débat à la Chambre, comme on le fait au parlement britannique, le modèle des parlements, et ce pour toutes les lois importantes, et il s'agit de temps limité et non de clôture . . . ils ne disent pas «clôture».

M. Mayer: Il faut être fou pour être d'accord avec quelque chose de ce genre avant de savoir à quoi on s'engage.

M. Whelan: C'est pourtant comme cela que les affaires se passent en Grande-Bretagne.

M. Mayer: Cela fait longtemps qu'on achète plus de bovins sans les voir dans ce pays. C'est pourtant ce que vous voudriez que nous fassions. Montrez-nous de quelle loi il s'agit et nous pourrons vous assurer . . .

M. Whelan: Ce n'est pas cela que j'ai dit non plus, monsieur Mayer. Je vous ai demandé si vous seriez d'accord pour limiter le débat consacré à ces modifications de la loi. Je me suis exprimé bien clairement.

M. Mayer: S'il s'agit d'un bon projet de loi, nous sommes prêts à l'étudier et à en discuter afin d'en faliciter l'adoption à la Chambre. Cependant, comment est-il possible de prendre les choses au sérieux quand on se rappelle que le Comité n'a presque pas siégé depuis le 28 avril. Nous sommes ici pour faire du travail et vous pouvez sans doute vous rendre compte qui prend le domaine de l'agriculture au sérieux en regardant autour de cette table. Si vous proposez une loi qui aidera le secteur agricole, nous serons plus que prêts de l'étudier de façon raisonnable. Cependant, ne venez pas nous dire que nous devrions accepter une sorte de clôture avant même que l'on sache de quoi on parle.

M. Whelan: Ce n'est pas de clôture mais de temps limité qu'il s'agit, d'une procédure utilisée par le parlement britannique, modèle des parlements depuis des siècles.

M. Mayer: Peu importe l'appellation que vous lui donnez.

J'aimerais attirer l'attention du ministre sur une autre question sérieuse. L'intérêt donné par les banques à charte s'élève à 8.25 et 8.50 p. 100 selon le nombre d'années pendant lesquelles on immobilise cet argent. La société du crédit agricole impose un intérêt de 13.5 p. 100. J'aimerais savoir ce que je dois dire aux producteurs qui me demandent pourquoi il devrait exister un écart de presque 5 p. 100 entre l'intérêt versé par les banques à charte et l'intérêt qu'exige la société du crédit agricole pour ses prêts aux agriculteurs.

M. Whelan: Tout d'abord, monsieur Mayer, vous parlez de transactions à court terme. Comme je l'ai dit la Banque Royale a un des meilleurs programmes de prêts aux agriculteurs. Je leur ai parlé la semaine passée et ils m'ont précisé que les hypothèques ne dépassaient pas une période de 3 ans et que le taux le plus bas était de 11 p. 100. Cette banque espère prolonger la durée de ses hypothèques. Il ne faut pas oublier que nous, nous offrons des hypothèques sur une période de 20 ans avec clause de renouvellement après 10. C'est ce que la plupart des agriculteurs désirent. Ils veulent une stabilité, ce

[*Text*]

some kind of stability for the planning of their program, and I think that is what we should have.

We are borrowing money on the private money market, and as I said, the best rate we have been able to get was, just recently, $75 million in American funds at 11.58%, I think it was, or something like that.

Mr. Neil: We told you a long time ago where you would find it cheaper than that. Look at the agri-bond program.

Mr. Mayer: Why can the Farm Credit Corporation not, for instance—and it is not that we want to see the Farm Credit Corporation take over all the lending, but I think it would be more useful in the credit business if it could provide some competition to the banks. When the chartered banks are able to pay 8.5% on a five-year term, are you saying there needs to be a 5% spread between what is offered on a five-year term for a depositer and what the Farm Credit Corporation is charging on a 20-year term? And I believe I am right that the Bank of Montreal is offering 10-year or longer fixed-rate mortgages on . . .

• 2215

Mr. Whelan: I am not aware whether any other bank is offering such a long-term mortgage. I am not aware of that. I have been continually in contact with, not all the banking institutions, but practically all of them, as well as with the Farm Credit Corporation, because we are concerned about high interest rates. Even farmers who are in some of the production entities with 13%, 11%, 12.75%, or whatever it happens to be at the present time, are still finding it very difficult to pay and they are pointing that out to us.

Mr. Mayer: Why can the Farm Credit Corporation not go to the domestic market?

Mr. Whelan: The domestic market has not offered us anything. The offers we advertised for through the bonding companies . . . and we borrowed, what . . . ?

Mr. Mayer: You borrowed $100 million U.S. last month.

Mr. Whelan: We borrowed $25 million Canadian domestic at 12.25% in Canadian funds. This was the best we could get in Canadian funds.

Mr. Mayer: Why would the Farm Credit Corporation have to pay 12.25% when the last Canada savings bond, I believe, was 9.25%? Why would there have to be a 3% spread? If you are going to give me the answer again that one is short term and one is long term, then let me ask if the Farm Credit Corporation is looking at, say, a five-year renewable term? Is that one of the things they are looking at?

Mr. Whelan: All I can say about the Farm Credit Corporation is that they are doing their darndest to make sure that they get money at the most reasonable terms they can. Most of the farmers who deal with them want a fixed mortgage for at least 10 years and they are offering them a 10-year mortgage

[*Translation*]

qui leur est tout à fait nécessaire pour leur planification. Nous sommes d'accord avec cette façon d'envisager les choses.

Nous empruntons de l'argent sur les marchés privés et comme je l'ai dit, le meilleur taux que nous avons pu obtenir récemment était de 11.58 p. 100 pour 75 millions de dollars américains, si je ne me trompe.

M. Neil: Nous vous avons dit il y a longtemps où vous pourriez vous procurer de l'argent moins cher. Vous devriez vous inspirer du programme *agri-bond*.

M. Mayer: Nous ne voudrions certainement pas que la société du crédit agricole soit seule responsable de tous les prêts en la matière, mais je crois qu'il serait bon que ses taux soient compétitifs avec ceux des banques. Quand les banques à charte peuvent verser un intérêt de 8.5 p. 100 sur une période de 5 ans, voulez-vous dire qu'il doit y avoir un écart de 5 p. 100 entre ce qui est offert de cette façon et ce que la société du crédit agricole exige pour une hypothèque de 20 ans? Je ne crois pas me tromper en disant que la Banque de Montréal offre des hypothèques à taux fixes pour une période de 10 ans ou plus.

M. Whelan: Je ne suis au courant d'aucune autre banque qui offre des hypothèques à si long terme. Je suis toujours en communication avec les institutions bancaires, presque toutes, de même qu'avec la Société du crédit agricole. En effet, nous nous préoccupons des taux élevés d'intérêt. Même les agriculteurs qui doivent débourser du 13, 11, ou 12.75 p. 100 ont de la difficulté à rembourser et ils ne manquent pas de nous le dire.

M. Mayer: Pourquoi la Société du crédit agricole ne peut-elle emprunter sur le marché intérieur?

M. Whelan: Parce que ce marché ne nous a rien offert. Les offres pour lesquelles nous avons fait de la publicité par l'entremise des compagnies de sûreté . . . et nous avons emprunté . . .

M. Mayer: Vous avez emprunté 100 millions de dollars américains le mois passé.

M. Whelan: Nous avons emprunté 25 millions de dollars canadiens sur le marché canadien à 12.25 p. 100. C'était le meilleur taux que nous pouvions obtenir ici.

M. Mayer: Pourquoi le taux de la Société du crédit agricole est-il de 12.25 p. 100 alors que le taux des dernières obligations d'épargne était de 9.25 p. 100? Pourquoi cet écart de 3 p. 100? Et ne me dites pas qu'il s'agit dans un cas d'emprunt à long terme et dans l'autre à court terme. Dans ce contexte, j'aimerais vous demander si la Société du crédit agricole étudie la possibilité de prévoir des échéances renouvelables de cinq ans. Est-ce que c'est le genre de possibilité qu'entrevoit la Société?

M. Whelan: Ce que je peux dire au sujet de la Société du crédit agricole, c'est qu'elle fait tout son possible pour obtenir l'argent au taux le plus raisonnable possible. La plupart des agriculteurs qui font affaires avec la Société veulent une hypothèque à taux fixe d'au moins dix ans. Et c'est cela que

[*Texte*]

with a fixed interest rate and review at the end of 10 years. They will review the interest rate at that time.

Mr. Mayer: Let me ask you, just briefly, to close . . .

The Chairman: Mr. Mayer, please. I would appreciate very much your co-operation with the time allocation.

Mr. Mayer: Madam Chairman, with all due respect, this is the first time the minister has been here. We are here and we have some serious concerns to raise. The minister—and we give him credit for it . . . has said he is prepared to stay. There are some very important questions we would like to ask him. If our committee system is going to work, I see nothing wrong with extending the time we are going to be here.

Le président: Monsieur Mayer, si vous désirez poser des questions à un deuxième, un troisième ou même un quatrième tour, j'accepte volontiers, mais à condition que tout le Comité accepte. Cependant, le temps alloué est de cinq minutes, et j'espère qu'à l'avenir je pourrai davantage compter sur votre collaboration. Si vous acceptez, M. Ferguson pourrait utiliser ses cinq minutes, et vous pourriez ensuite avoir un troisième tour, après M. Schellenberger.

Mr. Mayer: You know that I always co-operate with you.

The Chairman: Thank you very much. Mr. Ferguson.

Mr. Ferguson: Thank you. Madam Chairperson, I notice on page 16, under Contributions, at the third item under that heading, the Regional Policy Development and Economic Analysis paid out something like $6.9 million for the apple growers to compensate for frost damage and to establish the reproduction capabilities of the commercial orchards. Is this type of funding normal in the event of a disaster such as can happen on a local basis? Or is it only available on a regional basis?

Mr. Whelan: The payment in this program to the apple producers was because those trees that suffered frost damage were not covered by crop insurance. You cannot get coverage for that kind of tree. The trees they are replanting are the hardier trees, the new varieties, etc. It is not a normal thing, but it is something you could liken to the Herd Maintenance Program we got involved in. The forage production pastures were not covered in western Canada by crop insurance either.

Mr. Ferguson: What would be the situation, for example, with an orchard destroyed in a tornado? Would this same type of compensation apply there?

Mr. Whelan: It would have to be considered on its merits, but if one orchard is destroyed by a tornado, it would depend on whether you could get enough pressure brought to bear to make government act for one orchard. I do not know but . . .

Mr. Ferguson: I am talking of several.

Mr. Whelan: —if there is insurance available for that kind of thing and they did not buy it, there would not be any compensation by the government. If there is insurance

[*Traduction*]

leur offre la Société avec possibilité de renouvellement après dix ans et nouveau calcul de l'intérêt.

M. Mayer: Pour terminer, j'aimerais vous demander . . .

Le président: Monsieur Mayer, à l'ordre. J'aimerais votre collaboration pour ce qui est du temps de parole.

M. Mayer: Madame le président, malgré tout le respect que je vous dois, c'est la première comparution du ministre. Nous avons des questions très sérieuses à lui poser. Le ministre, et nous lui en savons gré, a dit qu'il était prêt à rester. Il y a des questions très importantes que nous aimerions lui poser. Si nous voulons que notre système fonctionne convenablement, il devrait être possible de dépasser le temps qui nous est imparti.

The Chairman: Mr. Mayer, if you want to ask questions on the second, third or even fourth round, I would not object to it if the committee agrees. However, you have five minutes at your disposal and I hope that in the future I will be able to count on you. If you agree, Mr. Ferguson could use his five minutes and you could have the floor during the third round after Mr. Schellenberger.

M. Mayer: Vous savez que je collabore toujours avec vous.

Le président: Merci. Monsieur Ferguson.

M. Ferguson: Merci. Madame le président, je remarque à la page 17, sous la rubrique contributions, le troisième poste de cette rubrique, analyses économiques et élaboration des politiques rurales et régionales un crédit de 6.9 millions de dollars sous forme de contribution aux pomiculteurs en compensation des pertes subies par le gel et pour le rétablissement de la pomoculture. Ce genre de contribution est-elle normale sur une base locale ou bien seulement régionale?

M. Whelan: Les versements faits aux pomiculteurs aux termes de ce programme ont été faits parce que les pommiers en question n'étaient pas couverts par une assurance-récolte. Ce genre d'assurance ne couvre pas les pommiers. Quant aux nouveaux pommiers qui ont été replantés, il s'agit d'une nouvelle variété beaucoup plus résistante. Il ne s'agit là donc pas de quelque chose d'habituel, mais de versements que l'on pourrait comparer à ceux qui ont été faits dans le cadre du programme de préservation des troupeaux. Dans ce cas en effet les pâturages à herbe fourragère de l'ouest du Canada n'étaient pas couverts par une assurance-récolte non plus.

M. Ferguson: Que se passerait-il par exemple dans le cas d'un verger détruit à la suite d'une tornade? Ce même genre de dédommagement s'appliquerait-il?

M. Whelan: Il faudrait étudier la situation précise. Cependant dans le cas d'un seul verger qui serait détruit dans de telles circonstances, on pourrait se demander si la pression exercée sur le gouvernement en vue d'obtenir des remboursements pourrait être assez forte. Je ne le sais pas.

M. Ferguson: Non je veux parler de plusieurs vergers.

M. Whelan: S'il existe une assurance pour ce genre de choses et que les agriculteurs ne s'en sont pas prévalue, le gouvernement ne verserait pas d'indemnisation. Je veux parler

[*Text*]

available for anything under crop insurance we share with producers, we would not be involved in a payment.

• 2220

Mr. Ferguson: With the type of orchards that were destroyed, it was not an economically viable situation to try to ensure the individual trees. Consequently, many of them did not have this. We had a very serious situation with a tornado last spring at Reeces Corners, Ontario, where the tornado cut a swath through several orchards and destroyed them, literally twisted the trees.

Mr. Whelan: Have they made representations to you about that?

Mr. Ferguson: Not to me in particular, but there has been a disaster fund established to try and assist them.

Mr. Whelan: We would consider an application that would be made to us, but I am not aware of any representation being made to us about that.

Mr. Ferguson: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Ferguson. Mr. Schellenberger.

Mr. Schellenberger: Under the estimates, this morning I was questioning the 41 additional man-years that your department is asking for. There were two additional people asked for, to do research under the National Energy Program. Are these people asked for by the Department of Energy, Mines and Resources through the Department of Agriculture, or do they have something that they can contribute to agriculture under the National Energy Program by studying fuel consumption in the agricultural area? I do not understand the need for the two people to do work under that program.

Mr. Whelan: We have an engineering department that works very closely with people from all across Canada under the different projects. If it has to do with agriculture and energy conservation, our engineering department is involved in it. Maybe you did or did not see it at the plowing match, but they had demonstrations in a tent that Agriculture Canada had showing the different kinds of energy conservation projects that we were involved in. Our engineering people are some very capable people. My deputy minister told me earlier that you had made an inquiry about the man-years and what they were being used for. Maybe Mr. Connell has something further he can add to it.

Mr. Schellenberger: If your deputy is getting that for me tomorrow, that would be fine. I think he said he was. I just wondered if you knew whether there was some co-ordination between the two departments.

Mr. Whelan: We work very closely together because they have to be okayed by both departments. They have the funding, but our people become involved in the engineering and recommendations. If our people okay it as a feasible type of program to be involved in sponsoring, it generally goes ahead. But they have to be people who are knowledgeable and understand something about it.

[*Translation*]

d'assurance-récolte où nous cotisons de même que les producteurs.

M. Ferguson: Étant donné le genre de vergers qui ont été détruits, il n'était pas économique d'assurer les différents arbres. C'est pourquoi beaucoup de pomiculteurs ne se sont pas assurés. Nous avons connu une tornade très sérieuse au printemps passé à Reeces Corners en Ontario la tornade a littéralement dessiné une brèche dans plusieurs vergers et les arbres ont été complètement tordus.

M. Whelan: Les agriculteurs se sont-ils plaints auprès de vous?

M. Ferguson: Pas auprès de moi en particulier, mais un fonds de secours a été établi.

M. Whelan: Nous pouvons toujours étudié des demandes qui nous sont présentées, mais je ne me rappelle pas qu'il y en ait eues à ce sujet.

M. Ferguson: Merci.

Le président: Merci, monsieur Ferguson. Monsieur Schellenberger.

M. Schellenberger: Ce matin, j'ai posé des questions au sujet des 41 années-personnes supplémentaires que demande votre ministère. On demandait deux personnes supplémentaires pour la recherche aux termes du programme énergétique national. Ces personnes relèvent-elles du ministère de l'Energie, des Mines et des Ressources par le truchement du ministère de l'Agriculture ou bien relèveront-elles du programme énergétique national en faisant des études sur la consommation de carburant dans le domaine agricole? Je ne vois pas pourquoi on aurait besoin d'engager deux chercheurs dans le cadre de ce programme.

M. Whelan: Notre section du génie collabore très étroitement avec d'autres chercheurs du Canada dans le cadre de différents projets. Notre section participe aux recherches en tout ce qui touche l'agriculture et la conservation énergétique. Peut-être ne vous en êtes-vous pas aperçus à la foire, mais Agriculture Canada avait une tente dans laquelle on pouvait voir les différents projets en matière de conservation énergétique auxquels nous participons. Notre personnel est très compétent. Mon sous-ministre m'a dit plus tôt que vous aviez posé une question au sujet de ces années-hommes supplémentaires et de la raison d'être de cette augmentation. Peut-être M. Connel pourrait-il ajouter quelque chose.

M. Schellenberger: Il pourra me communiquer les résultats demain. C'est ce qu'il m'a d'ailleurs dit qu'il allait faire. Je me demandais simplement si selon vous il existerait une certaine coordination entre les ministères.

M. Whelan: Nous travaillons en étroite collaboration étant donné que les projets doivent faire l'objet d'approbation de la part des deux ministères. Ce ministère dispose des fonds, mais notre personnel s'occupe de l'aspect génie et des recommandations. Ainsi, s'il est d'accord pour dire qu'un programme est valable et qu'il faudrait l'appuyer, nous sommes généralement

[*Texte*]

Mr. Schellenberger: You have other man-years in the apple program because of the frost. This is more for my information. Is there an insurance program under which horticultural people like the apple growers can get insurance for a crop like that?

Mr. Whelan: Yes, they can for most of the new varities of trees that are hardy trees. These were older orchards, etc., in New Brunswick, Quebec, Nova Scotia and part of Ontario. The bulk of them were in the Province of Quebec.

Mr. Schellenberger: So under that program you would now have certain people hired to sell the insurance and look at the orchards. What are you really requiring if there is a weather disaster like has happened, that they would need extra investigators to look at the trees.

Mr. Whelan: This program is to make sure that they plant the trees and make sure they plant the right kind of trees. The whole program is over a period of three years.

Mr. Connell: Yes.

Mr. Schellenberger: Is it a relatively new program?

Mr. Whelan: I hope it is only a one-shot program because it is a program for a disaster.

Mr. Schellenberger: Yes.

Mr. Whelan: It was not covered by insurance.

The Chairman: Mr. Althouse.

Mr. Althouse: I have a couple of very brief questions about the feed grain marketing policy. We are going to be having the Wheat Board before us, I understand. We can discuss terminal stocks and the price spread and so on with them. Given the story that Mr. Schellenberger told to the minister and the committee today concerning the very large spreads in profits that are being made with the two-track feed system, where we have an open market running alongside of the Wheat Board market, and given the fact that the minister has been promising to complete a review and announce a decision on the Domestic Feed Grain Program that we are into now, which was originally considered to be a temporary one that was going to be reviewed in a few years, can the minister tell us when we can expect an announcement of the end of the review and is there going to be some policy announcement by Christmas, like the other announcements he is going to make, or when can we expect it? If it is by Christmas, which Christmas?

• 2225

Mr. Whelan: I have learned never to put dates on anything. I would just say soon.

In the preliminary reports on the feed grain industry I have seen, there are a lot of different opinions expressed by people

[*Traduction*]

d'accord. Evidemment, il faut que ces personnes sachent de quoi elles parlent.

M. Schellenberger: Vous prévoyez également d'autres années-personnes sous la rubrique contributions et indemnisations des pomiculteurs à la suite de pertes subies par le gel. J'aimerais que vous m'informiez sur cette question: existe-t-il une assurance qui permettrait aux horticulteurs, aux pomiculteurs d'assurer leur récolte?

M. Whelan: Oui, et cette assurance s'applique à la plupart des nouvelles variétés d'arbres résistants. Dans ce cas précis, il s'agissait d'anciens vergers au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Nouvelle-Écosse et dans une partie de l'Ontario, la majorité étant dans la province de Québec.

M. Schellenberger: Ainsi dans ce contexte, où vous allez engager certaines personnes pour vendre l'assurance et examiner les vergers. Dans le cas de tels désastres, ces personnes supplémentaires examineront donc les arbres.

M. Whelan: Ce programme a pour but de s'assurer que les arbres et les bons ont bien été plantés. Il s'agit d'un programme d'une durée de trois ans.

M. Connell: Oui.

M. Schellenberger: Un programme relativement nouveau?

M. Whelan: J'espère que ce programme sera ponctuel car c'est pour remédier à un désastre.

M. Schellenberger: Oui.

M. Whelan: Et il n'y avait pas d'assurance.

Le président: Monsieur Althouse.

M. Althouse: J'aurais quelques brèves questions à poser au sujet de la politique en matière de commercialisation des graines fourragères. Si je comprends bien, la Commission canadienne du blé viendra témoigner devant nous. Nous pourrons discuter avec elle des stocks dans les élévateurs de tête de ligne et de l'écart des prix et caetera. M. Schellenberger a abordé aujourd'hui la question de l'écart très important en matière de bénéfices qui sont dus à ce double régime en matière de graines fourragères, d'un côté le marché libre et de l'autre la Commission canadienne du blé; de plus, le ministre a promis de réétudier et d'annoncer quelles décisions il prendrait en ce qui concerne le programme des graines fourragères, programme qui ne devait être au départ qu'un programme temporaire sur lequel on devrait se pencher après quelques années; le ministre, dans ce contexte, pourrait-il nous dire quand nous devons nous attendre à avoir des précisions à ce sujet. Est-ce que ce sera avant Noël, comme pour les autres choses qu'il doit nous annoncer? Quand pourrons-nous nous attendre à quelque chose de sa part? S'il s'agit de Noël, de quel Noël?

M. Whelan: J'ai appris à ne jamais donner de date pour quoi que ce soit. Je dirai simplement: bientôt.

Dans les rapports préliminaires concernant l'industrie des grains de provende que j'ai vus, diverses opinions sont expri-

[*Text*]

all across Canada. A year ago, we had the most detailed review of all the different users and suppliers all across Canada. Never were that kind of hearings held before. They were very well attended, too. Some of the strongest representations came from the Prairie provinces about wanting us to maybe not interfere, but regulate or manage the feed grain industry in a better fashion in the Prairie provinces. I would think some of the strongest representations came from there. That was generally from the feeding industry, though, not the people who are producing the feed grains. There were some from the feed grain, but mainly the feed industry, the people who are using the feed grain for producing livestock and poultry.

Mr. Althouse: I think "soon" is a very similar answer to almost the same question I asked when I first got here in 1980. I am just wondering if it can be sooner, rather than soon.

Mr. Whelan: We will do our very best.

The Chairman: Thank you, Mr. Althouse. Mr. Mayer, five minutes.

Mr. Mayer: Thank you very much, Madam Chairman. I have one short question and it pertains to Section 31 of the Income Tax Act. I am sure the minister is aware of a recent court case in Ontario, where the court found in favour of a farmer against the Department of National Revenue. I wonder if I could get the minister's opinion on it.

Let me briefly outline what I think our concerns are. Until the government decides whether or not to proceed with an appeal and until such time as the court process is exhausted, I think a lot of us would feel more comfortable if the Department of National Revenue would cease reassessing farmers under Section 31 of the Income Tax Act. I think everybody would be appreciative of any influence the minister could have on his colleague, the Minister of National Revenue, to see that kind of thing stops. Ideally, I think we would like to see the Act amended or, until such time as it is amended, see that the government accept the ruling recently handed down here in Ontario and not proceed until the whole thing is straightened out.

It seems to me to be foolish to have the department, on the one hand, setting programs up to start young farmers out or to get people established, and on the other hand, to have the Department of National Revenue coming from another angle discouraging or disallowing people from assessing income earned off the farm against farm expenses. It would interest me to know what the minister thinks, along those lines.

Mr. Whelan: I must say I am very familiar with the case because it was in Lambton-Middlesex and the member, Mr. Ferguson, just left here. We discussed it at length before it went to court.

[*Translation*]

mées d'un bout à l'autre du Canada. Il y a un an, nous avons fait l'étude la plus détaillée qui soit sur l'utilisation et la distribution de ces grains. Nous avons tenu des audiences comme jamais jusqu'ici. Elles ont d'ailleurs attiré beaucoup de monde. Certaines des interventions les plus vigoureuses venaient des provinces des Prairies, qui préfèreraient que nous n'intervenions pas directement, mais que nous appliquions une réglementation ou que nous gérions l'industrie des grains de provende de façon plus rentable dans ces provinces. Je crois que c'est de là que venaient les demandes les plus appuyées. En général, elles émanaient du secteur industriel consommateur de grains de provende et non pas des producteurs eux-mêmes. Il y en a eu quelques-uns, mais, pour l'essentiel, ces interventions venaient de ceux qui utilisent les grains de provende pour engraisser le bétail et la volaille.

M. Althouse: Je pense que «bientôt» me rappelle une réponse semblable que vous avez donnée à une question presque identique que j'ai posée la première fois que je me suis trouvé ici, en 1980. J'aimerais peut-être que ce soit «très bientôt», plutôt que «bientôt».

M. Whelan: Nous ferons de notre mieux.

Le président: Merci, monsieur Althouse. Monsieur Mayer, cinq minutes.

M. Mayer: Merci beaucoup, madame le président. J'ai une question très courte à poser sur l'article 31 de la Loi de l'impôt sur le revenu. Je suis sûr que le ministre connaît la décision récente d'un tribunal de l'Ontario, donnant raison à un cultivateur contre le ministère du Revenu national. J'aimerais savoir ce qu'en pense le ministre.

Laissez-moi dire rapidement quelles sont ici nos préoccupations. Jusqu'à ce que le gouvernement décide s'il doit faire appel ou non et, puisqu'en attendant le tribunal a rendu sa décision, je pense que nous nous sentirions rassurés si le ministère du Revenu national cessait de réévaluer la situation des fermiers en appliquant l'article 31 de la Loi de l'impôt sur le revenu. Je pense que tout le monde apprécierait beaucoup que le ministre puisse éventuellement intervenir auprès de son collègue, le ministre du Revenu national, pour qu'il soit mis un terme à ce genre de pratiques. Il serait bien sûr idéal que la loi soit remaniée ou, en attendant, que le gouvernement s'en tienne à la décision récemment rendue en Ontario et qu'il n'entreprenne rien jusqu'à ce que l'ensemble de la situation soit véritablement clarifiée.

Je pense que l'on est dans une situation absurde ici où un ministère, d'un côté, crée des programmes pour aider les jeunes fermiers à s'établir, tandis que, d'un autre côté, le ministère du Revenu national, prenant un autre point de vue, interdit au fermier de déduire ses frais d'exploitation agricole des revenus gagnés à l'extérieur de la ferme. J'aimerais donc savoir ce qu'en pense le ministre.

M. Whelan: Je dois dire que je connais très bien ce cas dont vous parlez ici, puisque cela se passait à Lambton—Middlesex, dont le député, M. Ferguson, vient juste de quitter la salle. Nous en avons beaucoup discuté avant que l'affaire ne soit portée devant le tribunal.

[*Texte*]

I must say I agree with the decision that was handed down. I have made the kind of representation you have talked about to the Minister of Revenue. He makes that decision, you know. But I think we have to live in 1983. Our farming operations are much different than they were when that section was first put in the act. It should be changed.

Mr. Mayer: We would all agree with you on that, Mr. Minister. We appreciate that answer.

Just to conclude on Section 31, are there any plans in the upcoming session, whenever it happens, to see that act is amended so the $5,000 exemption is raised to a little more reasonable kind of figure?

Mr. Whelan: I am not aware of all the legislation, but I know that was, at one time, one of the pieces of legislation being considered for amendment. I do not know if the minister has brought that forward or not.

• 2230

Mr. Mayer: And you do not know whether the Department of Revenue is planning an appeal procedure.

Mr. Whelan: The last I heard, they were planning an appeal procedure, but I am not sure.

Mr. Mayer: Thank you, Madam Chairman. Do you see how I co-operate with you?

The Chairman: Thank you very much.

A very short one, Mr. Gurin.

Mr. Gurbin: Just in keeping with that, the auditors who have gone out to do the reassessments on those from the Department of Revenue seem to me to be one of the biggest parts of the problem, and I do not know whether the minister has considered whether or not he might in some way make sure that those auditors either are better informed or have access to some realistic farm situations so people who are being viewed are viewed in a reasonable way for, as he says, 1983 because their decisions are really quite arbitrary and depending on which auditor you get and I guess how his own personal record is he may come down with almost anything at any time.

Mr. Whelan: I think, Madam Chairman, the hon. member answered part of it himself. All the auditors are individuals themselves and some of them have a different procedure, a different way of going about their job, than others. Some of the stories I hear are not that complimentary, but at other times I hear stories saying the person was nice, it was no difficulty dealing with him, etc., this type of thing. So I really think I hear as many good ones as I do bad ones, and that is an odd thing to hear about anything because you generally just hear about the bad ones. But we are in pretty close touch with the rural community.

Eighty per cent of the farmers I represent in my own constituency have other jobs besides running their farm and so I hear a lot about the income tax people and the auditors and what they are doing in my own constituency, but it is not all bad.

[*Traduction*]

Je dois dire que je suis d'accord avec la décision qui a été rendue. J'ai moi-même fait des démarches dans le sens que vous venez de décrire auprès du ministre du Revenu. C'est de lui que dépend la décision, vous le savez. Mais je pense qu'il faut vivre avec son temps. Nos exploitations agricoles sont fort différentes de ce qu'elles étaient à l'époque où l'article a été inclus dans la loi. Il devrait donc être modifié.

M. Mayer: Nous serions tous d'accord avec vous là-dessus, monsieur le ministre. Nous apprécions beaucoup votre réponse.

Pour clore le débat sur cet article 31, j'aimerais savoir si l'on prévoit, pour la prochaine session, une modification de la loi, augmentant de façon suffisamment raisonnable cette exemption de 5,000 dollars.

M. Whelan: Je ne suis pas au courant de tous les projets de loi ou de modification de loi, mais je sais qu'à une certaine époque on avait inscrit cette loi au programme des lois à modifier. Je ne sais pas si le ministre en a déjà fait la proposition.

M. Mayer: Vous ne savez donc pas si le ministère du Revenu envisage de faire appel.

M. Whelan: Ce que j'ai entendu, aux dernières nouvelles, c'est q'il devait faire appel, mais je n'en suis pas certain.

M. Mayer: Merci, madame le président. Vous voyez à quel point je fais preuve d'esprit de collaboration?

Le président: Merci beaucoup.

Une question très courte, monsieur Gurbin.

M. Gurbin: Pour rester dans le sujet, j'ai l'impression que le problème vient surtout des vérificateurs qui ont dû vérifier les évaluations du ministère du Revenu, et je ne sais pas si le ministre a déjà pensé à la façon de s'assurer que ses vérificateurs sont bien, ou mieux informés, ou bien au fait des réalités agricoles, afin que la situation des fermiers soit évaluée de façon raisonnable, comme nous dit le ministre, en fonction des réalités d'aujourd'hui, car je crois que les décisions de ces vérificateurs sont parfois très arbitraires, et dépendent beaucoup du vérificateur, de sa formation et de son expérience personnelle.

M. Whelan: Je pense, madame le président, que l'honorable député a en partie répondu à sa question. Les vérificateurs ne sont pas infaillibles, en tant qu'individu, et ils ont les uns et les autres des façons différentes de procéder et de remplir leurs fonctions. Certaines des histoires que j'ai pu entendre n'étaient pas très flatteuses, mais par ailleurs j'ai également entendu dire que tel vérificateur était sympathique, facile d'accès, et caetera. J'entends donc les deux sons de cloche, alors que de façon générale on entend plutôt les critiques purement négatives. Mais nous restons en relation étroite avec la communauté rurale.

Quatre-vingt pour cent des agriculteurs que je représente dans mon propre comté ont d'autres sources de revenu en dehors de leur exploitation agricole, et j'entends donc beaucoup parlé des percepteurs et des vérificateurs, et de ce qu'ils

[*Text*]

Mr. Gurbin: No, but is not that an argument to make my point that there should be some fair consistency there and that that arbitrary personality or the difference between the different auditors . . . Should not the even-handed application be a major point in any legislation?

Mr. Whelan: I think that is true of any enforcement of any government laws: it is in how you enforce them. If the person takes the right attitude and they generally do not offend people, they can get their job done just as well, and that is why we brag so much about Agriculture Canada and the officials we have working for us.

The Chairman: *Merci*, Mr. Gurbin. Mr. Gustafson.

Mr. Gustafson: Just one short comment on that. That price has come at the expense of the farmer because many of those young farmers have wanted to be on the farm full time but could not. They had no other way out. A young man who gave witness in Regina to the Crow committee said, with next to tears in his eyes, he had worked for years wanting to get back and devote full time to agriculture but he had not been able to. He has had to roughneck on the oil rigs and take all kinds of other jobs to keep body and soul together in those terms.

The question I have . . .

Mr. Whelan: It is not uncommon since the beginning of agriculture in Canada that there have been lots of farmers who always had some other kind of an occupation right from the beginning.

Mr. Gustafson: That is the point.

The Chairman: Your question?

Mr. Gustafson: It is my contention and the contention of many in our party that the federal tax on fuel is counterproductive to agriculture; in other words, that farmers would do a better job of farming and would produce many more goods for the surplus of export, in which we created, I believe, according to the government's figures something like $6 billion to $8 billion in the balance of payments to this country. Does the minister consider the possibility of removing that heavy-handed tax, and has he made that representation to the Cabinet?

Mr. Whelan: Which tax are you talking about?

Mr. Gustafson: I am talking about the federal fuel tax. The minister knows very well what I am talking about. I believe it is 66¢ to 77¢. There is some discrepancy about that.

Mr. Whelan: But you are using a description of a tax which is not really a tax.

Mr. Gustafson: It is absolutely a tax . . .

Mr. Whelan: There is a federal excise . . .

[*Translation*]

font donc dans ma propre circonscription, et tout n'est pas négatif.

M. Gurbin: Non, mais cela n'est pas un argument, et je pense que l'on devrait s'assurer qu'un minimum d'uniformité et de justice règne, et que soit évitée toute décision arbitraire tenant à la personnalité de tel ou tel vérificateur . . . Ne devrait-on pas tenir fermement au principe de l'égalité devant la loi?

M. Whelan: Je pense que cela est vrai de n'importe quelle loi ou réglementation: tout dépend de la façon de s'y prendre en la faisant appliquer. Si le responsable a la bonne attitude, il n'offense en général personne, le travail s'en fait d'autant mieux, et voilà pourquoi nous vantons tant les mérites d'Agriculture Canada et de nos hauts fonctionnaires.

Le président: *Thank you*, monsieur Gurbin. Monsieur Gustafson.

M. Gustafson: J'ai une petite remarque à faire là-dessus. Ce sont les fermiers qui en font les frais, et il y a beaucoup de jeunes fermiers qui voulaient rester à la terre et qui n'ont pas pu. Ils n'ont pas eu le choix. Je me souviens d'un jeune homme qui est venu temoigner à Regina, au comité sur le Nid-de-Corbeau, et qui nous a expliqué, des sanglots dans la voix, qu'il avait travaillé pendant des années pour essayer de revenir à la terre, et être agriculteur à temps plein, sans en avoir été capable. Il avait trimé sur les puits de pétrole, il avait pris des tas d'autres emplois pour essayer de se maintenir.

La question que je voulais poser . . .

M. Whelan: Le cas n'est pas si rare, et depuis le début de l'agriculture au Canada, il y a toujours eu des tas de fermiers qui étaient obligés d'avoir une occupation extra-agricole.

M. Gustafson: C'est exactement cela.

Le président: Quelle est votre question?

M. Gustafson: Je pense, et nous sommes nombreux dans notre parti à le penser, que la taxe fédérale sur le carburant nuit à l'agriculture, autrement dit, les fermiers s'en tireraient beaucoup mieux dans leur exploitation, et produiraient beaucoup plus d'excédents a l'exportation, excédents qui figurent d'ailleurs pour 6 à 8 milliards de dollars dans notre balance des paiements. Est-ce que le ministre envisage la supression de cet impôt très lourd, et est-ce qu'il en a parlé au Cabinet?

M. Whelan: De quel impôt parlez-vous?

M. Gustafson: Je parle de la taxe fédérale sur le carburant. Le ministre sait très bien de quoi je veux parler. Je crois qu'elle est de 66 à 77c. Je crois qu'il y a là une anomalie.

M. Whelan: Vous parlez ici d'un impôt qui n'en est pas véritablement un.

M. Gustafson: C'en est bien un . . .

M. Whelan: Il y a une taxe d'accise fédérale . . .

[*Texte*]

Mr. Gustafson: —and a very simple example of it is in Saskatchewan where there is no provincial tax because the only tax there is the federal tax and that is what it amounts to.

• 2235

Mr. Whelan: You called it a tax, but we do not call it a tax. That is one of the buy-back programs for the total energy industry that we say should be at least 75% Canadian owned by 1990. That is a buy-back program we have in there. Are you suggesting that that part of it . . .

Mr. Gustafson: It is still a tax, Mr. Minister, on the food industry of this country.

Mr. Whelan: But everybody pays that in Canada. And you know, Peter Lougheed, who has the largest resources as far as energy is concerned, says that the energy program is a good program. I heard him on the radio say that himself.

Mr. Gustafson: Mr. Minister, on that point, if I may just clarify, when we went home to fight the election after we were defeated, and that was somewhat of a clouded moment, I will admit, fuel was 98¢ a gallon. Today, it is close to $2, and that is your federal tax.

Mr. Whelan: It is part of an energy program. It is an energy program that you and I both know, and everyone in this room, was developed with the energy-producing provinces, including yours.

Mr. Gustafson: Against the better will of western Canada, Mr. Chairman. I sat on that committee.

Mr. Whelan: Against the provincial will of the Province of Saskatchewan and the Province of Alberta?

Mr. Gustafson: I sat on that committee; I heard the rows that went on on the national enegery policy.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Whelan: Thank you.

Le président: La prochaine réunion du Comité aura lieu demain après-midi à 15h30, à la pièce 371 de l'Edifice de l'Ouest, et portera sur tous les crédits du ministère. Nous invitons les hauts fonctionnaires à assister à cette séance.

Le Comité ajourne ses travaux.

[*Traduction*]

M. Gustafson: . . . et on en a un très bon exemple en Saskatchewan, où il n'y a pas de taxe provinciale, et la seule dont on ait à s'acquitter est la taxe fédérale.

M. Whelan: Vous en avez parlé comme d'un impôt, ce n'est pas ainsi que je l'appelle. Cela fait partie d'un des programmes de rachat, qui concerne l'ensemble du secteur énergétique, qui, d'après nous, devrait être à 75 p. 100 canadien d'ici à 1990. Voulez-vous donc nous dire que . . .

M. Gustafson: Il s'agit tout de même d'une redevance, monsieur le Ministre, qui frappe l'industrie alimentaire de notre pays.

M. Whelan: Mais elle frappe tout le monde au Canada. Et savez-vous que Peter Lougheed, qui dispose des plus grosses ressources énergétiques, pense le plus grand bien du programme énergétique. Je l'ai entendu le dire lui-même sur les ondes.

M. Gustafson: Monsieur le Ministre, je vais m'expliquer plus clairement; lorsque nous sommes rentrés chez nous pour les élections, après notre défaite, la situation n'était pas très gaie, le mazout était à 98c. le gallon. Aujourd'hui il est à près de 2$, et cela à cause de votre redevance fédérale.

M. Whelan: Tout cela fait partie du programme énergétique. C'est un programme dont vous savez, comme moi-même et comme quiconque ici présent, qu'il a été mis au point en consultation avec les provinces productrices d'énergie, y compris la vôtre.

M. Gustafson: Contre la volonté des provinces de l'Ouest, monsieur le président. Je faisais partie de ce comité.

M. Whelan: Contre la volonté de la province de la Saskatchewan et de l'Alberta?

M. Gustafson: Je faisais partie de ce comité; je me souviens du tollé soulevé par la politique nationale de l'énergie,

Le président: Merci beaucoup.

M. Whelan: Merci.

The Chairman: The next committee meeting will be held tomorrow afternoon at 3.30 p.m., in Room 371, West Block and will deal with all the votes of the department. The senior officials are kindly requested to attend.

The meeting is now adjourned.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 114

Wednesday, November 23, 1983

Chairman: Mrs. Eva Côté

Agriculture

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B) 1983-84: Vote under AGRICULTURE

WITNESSES:

(See back cover)

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 114

Le mercredi 23 novembre 1983

Présidente: Mme Eva Côté

l'Agriculture

CONCERNANT:

Budget des dépenses supplémentaires (B) 1983-1984: crédit sous la rubrique AGRICULTURE

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

Available from the Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Book rate
Tarif des livres
K1A 0S9
OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Agriculture:

Mr. J.P. Connell, Deputy Minister;

Mr. A. Ross, Assistant Deputy Minister, Finance and Administration Branch;

Mr. W. Ormrod, Director, Pesticides Division;

Mr. P. Couse, Director General, Market Development.

Du ministère de l'Agriculture:

M. J.P. Connell, sous-ministre;

M. A. Ross, sous-ministre adjoint, Direction générale des affaires financières;

M. W. Ormrod, directeur, Division des pesticides;

M. P. Couse, directeur général, Développement des marchés.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 114

Wednesday, November 23, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 114

Le mercredi 23 novembre 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B) 1983-84: Votes under AGRICULTURE

CONCERNANT:

Budget des dépenses supplémentaire (B) 1983-1984: crédits sous la rubrique AGRICULTURE

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

23383—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Murray Cardiff
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Jean-Guy Dubois
Ralph Ferguson
Stan Hovdebo
Charles Mayer
Douglas Neil
Marcel Ostiguy
Stan Schellenberger
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Rolland Dion (*Portneuf*)
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
Len Gustafson
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Fred McCain
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Bernard G. Fournier

Clerk of the Committee

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, NOVEMBER 23, 1983
(123)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 4:00 o'clock p.m., this day, the Chairman, Mrs. Éva Côté, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Althouse, Cardiff, Mrs. Côté, Messrs. Mayer, Schellenberger and Tessier.

Alternates present: Messrs. Anguish, Gustafson, King and Leduc.

Witnesses: *From the Department of Agriculture*: Mr. J.P. Connell, Deputy Minister; Mr. C. Lalonde, Agricultural Advisor, Agricultural Stabilization Board/Agricultural Products Board; Mr. J. McCrea, Director General, Finance Directorate, Finance & Administration Branch; Dr. S. Borland, Director General, Market Analysis & Trade Policy Directorate, Marketing & Economics Branch; and Dr. M.G. Morissette, Director, Meat Hygiene Division.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, November 3, 1983, relating to the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 1984. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, November 22, 1983, Issue No. 112*).

By unanimous consent, the Committee resumed consideration of the Votes under AGRICULTURE.

The witnesses answered questions.

At 5:41 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 23 NOVEMBRE 1983
(123)

[*Texte*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 16 heures, sous la présidence de Mme Éva Côté (présidente).

Membres du Comité présents: MM. Althouse, Cardiff, Mme Côté, MM. Mayer, Schellenberger et Tessier.

Substituts présents: MM. Anguish, Gustafson, King et Leduc.

Témoins: *Du ministère de l'Agriculture*: M. J.P. Connell, sous-ministre: M. C. Lalonde, conseiller agricole, Office de la stabilisation des prix/Office des produits agricoles; M. J. McCrea, directeur général, Directorat de la finance, Direction générale des Affaires financières et administratives; Dr. S. Borland, directeur général, Analyse des marchés et politique sur le commerce international, Direction de la commercialisation et de l'économie; et Dr. M. G. Morissette, directeur, Division de l'hygiène des viandes.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du jeudi 3 novembre 1983 portant sur le Budget des dépenses supplémentaire (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. (*Voir procès-verbaux du mardi 22 novembre 1983, fascicule n° 112*).

Du consentement unanime, le Comité reprend l'étude des crédits sous la rubrique AGRICULTURE.

Les témoins répondent aux questions.

A 17h41, le Comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Bernard G. Fournier

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Wednesday, November 23, 1983

• 1559

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît!

La séance du Comité permanent de l'agriculture débute. Nous poursuivons aujourd'hui l'étude de l'ordre de renvoi daté du 3 novembre 1983, portant sur le Budget des dépenses supplémentaires (B), pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984. Le Comité, avec le consentement unanime de tous les membres, reprend l'étude des crédits, sous la rubrique Agriculture.

AGRICULTURE

A—Ministère—Programme d'administration

Crédit 1b—Administration—Dépenses du programme $1,457,500

A—Ministère—Programme de développement du secteur agro-alimentaire

Crédit 5b—Développement du secteur agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement $7,210,000

Crédit 15b—Développement du secteur agro-alimentaire—Subventions inscrites au Budget et contributions..... $25,399,000

Crédit L16b—Prêts conformément aux ententes avec les provinces.....$100,000

A—Ministère—Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires

Crédit 20b—Réglementation et inspection agro-alimentaire—Dépenses de fonctionnement $664,000

Le président: Nous accueillons, aujourd'hui, les hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture. Je vous présente le sous-ministre, M. Peter Connell et je lui demanderais de nous présenter les gens qui l'accompagnent en suivant l'ordre selon lequel ils prennent place à la table, s'il le veut bien.

Comme il n'y aura pas de déclaration d'ouverture, la présentation qui sera faite par le sous-ministre sera suivie de la période de questions. La première partie sera de dix minutes pour chacun et au deuxième tour, ce sera cinq minutes.

Je vous remercie et je vous cède la parole, monsieur le sous-ministre.

• 1600

Mr. J.P. Connell (Deputy Minister, Department of Agriculture): Thank you, Madam Chairman. With me today from the department is Dr. J.W. Morrison, who is Director General of the Institutes Research Branch, Dr. J.E. McGowan, Assistant Deputy Minister with the Food Production and Inspection Branch, Dr. M.G. Morissette, Director of the Meat Hygiene Division, Dr. B.B. Moir, Associate Director, Scientific and Technical Programs of the Meat Hygiene Division, Dr. S.W. Borland, who is Director General of the Market

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mercredi 23 novembre 1983

The Chairman: Order, please.

The standing committee on Finance is resuming consideration of its order of reference dated November 3, 1983 on the Supplementary Estimates B for the fiscal year ending March 31, 1984. With unanimous consent, the committee resumes consideration of the Votes under Agriculture.

AGRICULTURE

A—Department—Administration Program

Vote 1b—Administration—Program Expenditures $1,457,500

A—Department—Agri Food Development Program

Vote 5b—Agri Food Development—Operating Expenditures $7,210,000

Vote 15b—Agri Food Development—The grants listed in the estimates and contributions.....$25,399,000

Vote L16b—Loans in Accordance with Agreements entered into with the provinces $100,000

A—Department—Agri Food Regulation and Inspection program

Vote 20b—Agri-Food Regulation and Inspection—Operating expenditures.....$664,000

The Chairman: We are welcoming today the officials from the Department of Agriculture. May I introduce to you the Deputy Minister, Mr. Peter Connell whom I will ask to introduce the people who are with him in the order that they are seated around the table.

Since there will not be any opening statement the comments by the Deputy Minister will be followed by the question period. Each member will have ten minutes for the first round and five for the second round.

Thank you and you have the floor, Mr. Deputy Minister.

M. J.P. Connell (sous-ministre, ministère de l'Agriculture): Merci, madame le président. Je suis accompagné aujourd'hui de M. J.W. Morrison, directeur général du directorat des Instituts de recherche, M. J.E. McGowan, sous-ministre adjoint, Direction générale de la production et de l'Inspection des aliments, M. M.G. Morissette, directeur de la Division de l'hygiène des viandes, M. B.B. Moir, directeur associé, programme scientifique et technique de la Division de l'hygiène des viandes, M. S.W. Borland, directeur général de

[*Texte*]

Analysis and Trade Policy Directorate, Mr. P.W. Couse, Director General, Market Development Directorate, Mr. C. Hill, Director of the Marketing Services Division, Mr. G.W. Forrester, Special Projects Coordinator, Regional Development Branch, Mr. C. Lalonde, Agricultural Adviser of the Agricultural Stabilization Board, Mr. John McCrea, Director General of the Finance Directorate, Mr. A. Chambers, Director of Financial Management in that directorate and Mr. T. Hall, Senior Secretariat Officer.

I thank you, Madam Chairman. I have no opening statement, except perhaps to say that I have deposited with the clerk answers to at least some if not all of the questions that were asked when I was here yesterday. I think the only ones missing are any papers in connection with the feed grain policy study, but I stand to be corrected.

Le président: Je vous remercie, monsieur le sous-ministre. Ces documents ont déjà été distribués à chacun des membres du Comité.

Monsieur King, s'il vous plaît.

Mr. King: Thank you, Madam Chairman. I have Mr. Roy Shuler with me today as a guest and an observer He is a member of the B.C. Tree Fruit Marketing Board, which functions largely in the central part of British Columbia. Mr. Shuler is a fruit grower in the Creston area. My questions are going to be maybe rather parochial and perhaps limited more specifically to that part of agriculture in Canada.

I would like some information on the apple industry compensation program, where it applies and what it actually seeks to accomplish. Perhaps an explanation of what is going on in assistance to growers in Nova Scotia and maybe in other areas with respect to new plantings could be incorporated in that answer. I think it is a per tree assistance. Is this a federal program, federal-provincial or is it part of the apple industry compensation program? Is it part of a freeze-damage payment?

The other question I have relates to stabilization payments. It is causing a great deal of concern in our area. I know many of you and the officials are aware and share the type of alarm that is felt in British Columbia with what is happening presently with the tree fruit industry and what it signifies as the future of the British Columbia tree fruits industry.

One of the problems we are continually faced with is the fact that while there are established programs such as stabilization, delivery of those programs are protracted and largely dilute the benefit to the grower by the length of time in which delivery can be made. For instance, the 1983 apple triggering mechanism is in place for stabilization payment. Apples were delivered in September and October. The growers have no idea when stabilization payments may be expected. In fact, they have no commitment that they can expect them, although we certainly expect and live with that expectation.

• 1605

We understand that part of the problem may be that regional differences add a complexity to the calculations. I

[*Traduction*]

la Direction générale de la commercialisation et de l'économie, M. P.W. Couse, directeur général, Direction du développement des marchés, M. C. Hill, directeur de la Division des services de commercialisation, M. G.W. Forrester, coordonnateur des projets spéciaux, Direction du développement régional, M. C. Lalonde, conseiller de l'Office de stabilisation des prix agricoles, M. John McCrea, directeur général des finances, M. A. Chambers, directeur de l'administration financière de cette direction et M. T. Hall, premier secrétaire.

Merci, madame le président. Je n'ai pas de déclaration préliminaire et je me contenterai donc de dire que j'ai déposé auprès du greffier les réponses à certaines sinon à toutes les questions qui m'ont été posées hier. Je crois que les seuls documents manquants sont ceux qui touchent l'étude de la politique des grains de provende.

The Chairman: Thank you, Mr. Deputy Minister. These papers have already been distributed to all members of the committee.

Mr. King, if you please.

M. King: Merci, madame le président. J'ai aujourd'hui un invité en la personne de M. Roy Shuler qui est membre du *B.C. Tree Fruit Marketing Board* dont les activités sont essentiellement concentrées sur la partie centrale de la Colombie-Britannique. Il est fruiticulteur dans la région de Creston. Mes questions seront peut-être un peu limitées à ce secteur particulier de l'agriculture au Canada.

J'aimerais avoir quelques renseignements sur le programme d'indemnisation de l'industrie de la pomme. À quoi s'applique-t-il et que doit-il réaliser. Peut-être pourrait-on notamment expliquer ce que l'on fait pour aider les pommiculteurs de la Nouvelle-Écosse et peut-être d'autres régions qui veulent planter de nouveaux arbres. Je crois qu'il s'agit en effet d'aider à la plantation d'arbres. S'agit-il d'un programme fédéral, d'un programme fédéral-provincial ou cela fait-il partie du programme d'indemnisation de l'industrie de la pomme? Est-ce un élément du dédommagement pour faire suite au gel?

Mon autre question porte sur les paiements de stabilisation. Cela inquiète beaucoup dans notre région. Je sais que nombre d'entre vous et que les fonctionnaires sont au courant des problèmes ressentis en Colombie-Britannique dans ce secteur de l'industrie des arbres fruitiers et que cela représente pour l'avenir de cette industrie.

Un des problèmes qui se pose continuellement est que s'il existe des programmes établis comme ceux de stabilisation des prix, leur mise en oeuvre est très lente et ceux-ci sont beaucoup donc moins avantageux pour les bénéficiaires. Par exemple, le mécanisme de déclenchement pour les paiements de stabilisation a été mis en route pour 1983. Les pommes ont été livrées en septembre et octobre. Les pommiculteurs ne savent absolument pas quand ces paiements de stabilisation leur reviendront. En fait, rien ne leur garantit qu'ils vont les recevoir, bien qu'ils s'y attendent effectivement.

Nous savons qu'un élément du problème pourrait être la complexité qu'ajoutent les disparités régionales aux calculs.

[*Text*]

want to pursue that just a little and ask whether the act permits for recognition of regional differences in costs so that this does not necessarily have to represent an obstacle to payment. The B.C. Tree Fruits industry is totally different from that which exists anywhere else in Canada. It is highly organized and, as a result of its organization, it enters into promotional activities that others cannot match. For instance, 1.2 million 40-lb. boxes of apples were sold overseas by B.C. Tree Fruits Limited last year; $1.68 million was spent on sales promotion by the tree fruits industry. So, it is not the same industry as exists in Ontario and we think that this should be recognized in the calculations. I wonder if we could have comments on those several subjects.

Mr. Connell: Madam Chairman, I will certainly try. If I am not adequate to the task, there should be someone in the array of officials from the department who can deal with it in more depth.

Just a quick comment on the second part of the question, the apple industry in B.C., before I get back to the Apple Frost Damage Program. Simply, a little note of regret on my part that your question does not permit me to wax eloquent on the merits of the Nova Scotia Gravenstein. That being said, perhaps we had better get onto the Eastern Canada Apple Producers' Compensation Program, as it is called.

This is a special program—that is to say, I think a one-time program—that was approved in order to make some payments to growers in several of the eastern provinces for frost damage that occurred to their apple orchards, for dead trees that had to be destroyed and removed from their orchards, which is one part of the program, and also for the re-establishment of those orchards by giving a certain amount for the purchase and planting of new trees.

We originally expected that there would be about 850 eligible growers in Ontario, Quebec, New Brunswick and I believe a few in Nova Scotia, although our estimates now indicate that there may be something over 1,000 producers who will be covered by the program. I think there will be something in excess of 451,000 dead tree units that would be eligible for compensation and re-establishment payments. The majority would be in Quebec, with Ontario and New Brunswick being distant seconds and Nova Scotia, an even further distant third. I expect the program will cost somewhere between $25 million and $35 million in total by the time it is finished. Some of the questions that were asked about person-years yesterday, I believe, where we showed that there were 12 person-years and in this fiscal year a supplementary estimate of $7 million—almost $500,000 has to do with that. Those 12 person-years, as in the handout that was given earlier, are for the administration of this program, the inspection of orchards, the assistance in the preparation of claims by farmers, and some small amount for administrative support.

[*Translation*]

J'aimerais m'attarder un peu sur ce point et demander si la Loi prévoit l'existence de différences régionales dans les coûts, de façon à ce qu'elles ne représentent pas nécessairement un obstacle au paiement. L'industrie des arbres fruitiers de la Colombie-Britannique est entièrement différente de toutes les autres au Canada. Elle est très structurée, ce qui lui permet d'entreprendre des activités de promotion au-delà des moyens des autres. À titre *B.C. Tree Fruits Limited* a vendu outre-mer 1,2 million de caisses de pommes de 40 livres, en consacrant 1,68 millions de dollars à la promotion. Il ne s'agit donc pas d'une industrie comparable à celle de l'Ontario et nous croyons que les calculs devraient en tenir compte. J'aimerais connaître votre opinion sur ces divers sujets.

M. Connell: Madame le président, je vais tenter d'y répondre. Si j'éprouve trop de difficultés, il devrait y avoir quelqu'un parmi la brochette de représentants du ministère qui pourrait absorber le sujet plus en profondeur.

Je vais commencer brièvement par une remarque sur la deuxième partie de la question, au plan de l'industrie de la pomme en Colombie-Britannique, avant de revenir au programme d'indemnisation des pomiculteurs. En fait, je regrette simplement que votre question ne me donne pas l'occasion de chanter les louanges de la Gravenstein de Nouvelle-Écosse. Cela dit, nous devrions peut-être revenir au Programme d'indemnisation des pomiculteurs de l'Est du Canada.

Il s'agit d'un programme spécial, c'est-à-dire non permanent, qui a été approuvé afin de verser quelque chose aux pomiculteurs de plusieurs provinces de l'Est dont les vergers ont été décimés par le gel, afin de détruire et de sortir des vergers les arbres endommagés, ce qui représente un volet du programme, et de repeupler ces vergers en consacrant un certain montant à l'achat et à la plantation de nouveaux arbres.

Nous avions prévu au départ qu'il y aurait environ 850 pomiculteurs admissibles en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick, avec je crois quelques-uns en Nouvelle-Écosse, mais nous estimons maintenant qu'il pourrait y avoir plus de 1,000 pomiculteurs admissibles au programme. Je crois qu'il y aura un peu plus de 451,000 arbres morts qui pourraient être visés par les paiements d'indemnisation et de repeuplement. La majorité de ces arbres se retrouveraient au Québec, avec une proportion beaucoup moins importante en Ontario et au Nouveau-Brunswick, et encore moins en Nouvelle-Écosse. Je crois que le programme aura coûté en tout entre 25 et 35 millions de dollars lorsqu'il sera terminé. Certaines des questions d'hier portaient sur les années-personnes et nous avions répondu qu'il y avait 12 années-personnes, avec pour la présente année financière un budget supplémentaire de 7 millions de dollars, dont près de 500,000$ à cette fin. Comme l'indique le document distribué plus tôt, ces 12 années-personnes visent l'administration du programme, l'inspection des vergers, l'aide accordée aux pomiculteurs dans la préparation de leurs demandes et un petit montant consacré au soutien administratif.

[*Texte*]

• 1610

It is perhaps interesting, although I am not sure how relevant, that the only precedent that could be found for the establishment of this program, and in the end it was deemed sufficient, was a program of similar kind that had taken place in British Columbia some 20 years ago I think.

Mr. King: May I interject?

Mr. Connell: Yes.

Mr. King: What I think is troubling some tree fruit farmers in British Columbia is the fact that that type of ad hoc program will no longer be suggested for British Columbia because, under the crop insurance program, the growers there have been told that this is being offered you, an insurance program that will cover your trees. Take it or leave it, but you are on your own after this. We wonder why that kind of policy is not extended to other areas and encouraged in other areas.

Mr. Connell: Madam Chairman, this particular policy—I suppose, in a sense one could say that, while the government was happy to do it, in another sense, they were reluctant to do it. I think it would be far better . . . the department wants to promote insurance to cover this kind of loss by producers, rather than having to rely on ad hoc programs, grace and favour, if you will, which does not really provide a great deal of assurance or stability to the apple industry or any other industry. Hence, the reason for the stabilization programs, which is the second part of your question, and which I will ask our stabilization expert to deal with.

This is Mr. Lalonde, who is a staff member of the Agricultural Stabilization Board and the Agricultural Products Board, and is far more of an expert to deal with your question than I am, sir.

Mr. C. Lalonde (Agricultural Adviser, Agricultural Stabilization Board, Agricultural Products Board): Madam Chairman, I believe the hon. member addressed a number of specific questions. The first one I have noted is whether the Agricultural Stabilization Act allows for regional payments at different payment rates. The answer: Over the years there have been on occasion programs where payment rates were different for various reasons across Canada. However, when a commodity is marketed nationally, such as apples . . . in other words, when B.C. producers share the Canadian market with producers in Ontario, Quebec and the Maritimes, not only on the fresh market but also on the juice market, as well as compete among producers of other provinces for international markets, such as the market in the U.S., the eastern seaboard market, the Agricultural Stabilization Programs have been applied in a uniform manner in order not to advantage or disadvantage producers from various provinces.

• 1615

The second question is one relating to promotion and whether it could be addressed through stabilization. The act is

[*Traduction*]

Je ne sais pas à quel point cela est pertinent, mais le seul précédent que nous avons pu trouver en vue de la mise au point du programme était un programme du même genre en Colombie-Britannique, il y a vingt ans je crois, qui est réputé avoir atteint ses objectifs.

M. King: Puis-je intervenir?

M. Connell: Oui.

M. King: Selon moi, ce qui préoccupe les pomiculteurs de Colombie-Britannique, c'est que l'on n'offrira plus de programme spécial de ce genre en Colombie-Britannique parce qu'on dira aux producteurs, vous avez déjà un programme d'assurance-récolte, qui protégera vos arbres. C'est à prendre ou à laisser, mais c'est tout ce que vous aurez. Nous nous demandons pourquoi ce genre de politique n'est pas encouragé dans d'autres secteurs.

M. Connell: Madame le président, au sujet de cette politique précise, on pourrait dire que d'un côté, le gouvernement était heureux de l'adopter mais que d'un autre côté, c'est avec réticence qu'il l'a fait. Je crois qu'il serait beaucoup mieux—le ministère désire promouvoir le recours à l'assurance comme protection à l'endroit de ce genre de perte, plutôt que d'avoir à recourir à des programmes spéciaux, dépendant si l'on veut du bon vouloir des élus, ce qui n'offre pas vraiment beaucoup d'assurance ou de stabilité, que ce soit dans l'industrie de la pomme ou ailleurs. C'est pourquoi il existe des programmes de stabilisation des prix, ce qui rejoint la deuxième partie de votre question, et je demanderai à notre spécialiste de la stabilisation d'y répondre.

Il s'agit de M. Lalonde, qui fait partie de l'Office de stabilisation des prix agricoles et de l'Office des produits agricoles; il pourra vous répondre beaucoup mieux que moi.

M. C. Lalonde (conseiller agricole, Office de stabilisation des prix agricoles, Office des produits agricoles): Madame le président, je crois que le député a abordé plusieurs questions précises. Dans la première que j'ai relevée, il demandait si la Loi sur la stabilisation des prix agricoles prévoyait des paiements différents selon les régions. Avec les années, certains programmes ont offert à l'occasion des paiements différents selon les régions, pour diverses raisons. Toutefois, lorsqu'un produit est commercialisé nationalement, comme dans le cas des pommes—autrement dit, lorsque les producteurs de Colombie-Britannique se partagent le marché canadien avec des producteurs de l'Ontario, du Québec et des Maritimes, non seulement pour le marché des fruits frais mais également pour celui du jus, en plus d'entrer en concurrence avec les producteurs d'autres provinces pour le marché étranger, comme le marché américain et celui de la côte est, les programmes de stabilisation des prix s'appliquent alors de façon uniforme pour ne pas avantager ou désavantager les producteurs des diverses provinces.

La deuxième question visait la possibilité d'intégrer la promotion aux paiements de stabilisation. Les dispositions de

[*Text*]

very specific in providing legal authority to make contributions to producers according to a stabilization formula. It does not provide the legal authority to provide funds for promotion. However, the calculations for stabilization are based on 90% of the previous five years' average market returns, an index for changes in cash costs of production. The indexing factor, the cash cost factor, may include marketing charges that the producer has incurred in selling his apples when the price series is collected at the point where the apples have been marketed. In British Columbia, we refer to a naked fruit price which would include marketing charges but would not include advertising charges.

Mr. King: I do not want to monopolize this. I just want to know why it takes so long to make the calculation and get the money to the producer. They are going broke in British Columbia. They are being put to the wall.

Mr. C. Lalonde: All right. First of all, I would point out that the 1982 apple crop, although delivered within two months as you originally indicated, was marketed over a 12-month period. So, the 1982 crop was marketed up to the end of June 1983, at which time a Stats Canada survey at the producer level, in co-operation with the producing provinces, was done in order to determine the market price. This exercise has taken place. We have obtained an estimate of grower returns which is currently being challenged by growers, including those from British Columbia, and the re-examination of a price series is taking place now but is also delaying a final decision on possible support.

Mr. King: I just encourage you to get the ball rolling and keep it rolling and get the money out because it is doing no good to the growers as a promise. But, anyway, I have exceeded my time and I appreciate it.

The Chairman: Thank you, Mr. King. You will have the opportunity to come back on a second round. Mr. Anguish.

Mr. Anguish: Thank you, Madam Chairperson. Through you, I have some questions I would like to direct to the officials from the Department of Agriculture concerning the Western Grain Stabilization Program. I have had a number of representations lately from constituents of mine who are concerned about this program, people who came in—or I guess everyone was eligible to come in as of April 1, 1976. If I am not mistaken, there was one payout under the Western Grain Stabilization Program which happened before the opting out period came, which was December 31, 1978. So, it did entice some farmers to stay involved in the Western Grain Stabilization Program but, since then, it is my understanding that there has not been a payment made out of that program because the income has not gone under the five-year average which is required to trigger a payment. I further understand there is about $800 million in the program at this time and many farmers are wishing they could opt out at this point in time

[*Translation*]

la Loi portant sur le pouvoir légal de verser des contributions aux producteurs à partir d'une formule de stabilisation sont très précises et elles ne donnent pas le pouvoir de consacrer des fonds à la promotion. Toutefois, le calcul des paiements de stabilisation se fonde sur 90 p. 100 de la moyenne des recettes commerciales des cinq années précédentes, ce qui donne un indice de la variation des frais de production. Ce facteur d'indexation, la variation des frais de production, peut comprendre des frais de commercialisation du producteur dans la vente des pommes si les prix servant au calcul sont recueillis au point de commercialisation des pommes. En Colombie-Britannique nous utilisons un coût de production qui comprendrait les frais de commercialisation, mais pas les frais de publicité.

M. King: Je ne veux pas monopoliser votre attention, mais j'aimerais simplement savoir pourquoi il faut si longtemps pour effectuer les calculs et verser la contribution au producteur. Les producteurs de Colombie-Britannique n'ont plus d'argent, ils sont au pied du mur.

M. C. Lalonde: Très bien. Tout d'abord, je voudrais préciser que la récolte de pommes de 1982, bien qu'elle ait été livrée en deux mois comme vous l'avez indiqué tout à l'heure, a été commercialisée tout au long d'une période de 12 mois. Par conséquent, la récolte de 1982 a été commercialisée jusqu'à la fin de juin 1983, moment où Statistique Canada, en collaboration avec les provinces productrices, effectue un sondage auprès des producteurs pour déterminer la valeur marchande. Cette étape est franchie. Nous avons obtenu une estimation des recettes des producteurs, que contestent actuellement ces derniers, y compris les producteurs de Colombie-Britannique, et l'on travaille actuellement à revoir les séries de prix choisis pour le calcul, ce qui retarde évidemment la décision finale sur un soutien éventuel.

M. King: Je ne puis que vous encourager à mettre les choses en marche et à commencer à verser des paiements, parce que les promesses n'apportent rien aux producteurs. De toute façon, j'ai dépassé la période qui m'était allouée et je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur King. Vous aurez l'occasion de reprendre la parole au deuxième tour. Monsieur Anguish.

M. Anguish: Merci, madame le président. Par votre entremise, j'aimerais poser aux représentants du ministère de l'Agriculture quelques questions sur le Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest. Récemment, plusieurs de mes commettants m'ont fait part de leurs préoccupations à l'égard de ce programme, des gens qui se sont joint au programme, en fait je crois que tout le monde pouvait s'y joindre à partir du 1er avril 1976. Sauf erreur de ma part, il y a eu un paiement en vertu du Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest avant le début de la période de retrait, qui commencait le 31 décembre 1978. Cela a donc encouragé quelques agriculteurs à continuer de participer au Programme, mais j'ai appris que depuis il n'y avait pas eu d'autre paiement parce que le revenu n'avait pas baissé sous la limite de la moyenne de cinq ans, ce qui aurait provoqué le versement d'un paiement. J'ai également appris qu'il y avait actuellement environ 800 millions de dollars dans

[*Texte*]

unless there are some changes made to the Western Grain Stabilization Program.

Still others, I think, are wondering whether or not the ever-increasing amount that goes into that program, the current $800 million and whatever it will be in future years, will go into a farmers' retirement plan of some kind because that is the only way they see of ever getting their money back out of the program. I am wondering if there is any fact to rumours that have lately come out through the press that there are changes being contemplated in the Western Grain Stabilization Program. I would like the officials here today to tell me first off whether or not they are considering a new formula under the Western Grain Stabilization Program and whether or not the things I have stated so far are correct.

• 1620

Mr. Connell: Madam Chairman . . . Perhaps I, too, should say Madam Chairperson.

The Chairman: No, not Chairlady, either.

Mr. Connell: I will have to watch how I pronounce that.

The Western Grain Stabilization Plan was perhaps explained by various speakers in rather extensive detail last evening. There is about $800 million in the fund, which is made up of contributions from producers and the federal government in the ratio of one-third to two-thirds, I believe. $1.00 from the producers is matched by $2.00 from the federal government.

I believe there have in fact been two payments, one in 1977 and one in 1978. There have not been any payments since that time. There are three main factors that really go to determine a pay out, as I understand the plan. There is the price of grain, the cost of production and the volume marketed.

This year and last year, while the price might have been down, the volume sold more than offset either high costs or lower price. As a result of that, the formula, based as it is on five-year average and the various factors that go into the calculation, did not produce a pay out for producers based on total income from grain.

The Western Grain Stablization Program has been the subject of what we call a program evaluation. It has been looked at to see the degree to which it is considered effective. That evaluation has made some suggestions and some that I suppose could be called recommendations, one of which I believe the Minister referred to last night, that a three-year average should be used instead of a five-year average because a three-year average would result in a pay out, whereas the five-year does not under current conditions.

Of course, this would be a good thing I guess if and only if the objective of the fund is to make a payment. It might be an awkward thing in another sense, if one considers that all of the

[*Traduction*]

les fonds du Programme et que de nombreux agriculteurs aimeraient pouvoir se retirer, à moins que l'on n'apporte des modifications au Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest.

Je crois que d'autres encore se demandent si les fonds toujours croissants qu'amasse le Programme, les 800 millions de dollars actuels et l'argent qui s'ajoutera au cours des prochaines années, pourraient aller dans un genre de régime d'épargne-retraite pour agriculteurs, car il voient là la seule façon de récupérer l'argent qu'ils ont versé. Je me demande s'il existe un fondement aux rumeurs récemment reproduites dans la presse, à l'effet que l'on envisagerait de modifier le Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest. J'aimerais que les fonctionnaires ici présents me disent clairement s'ils envisagent ou non une nouvelle formule pour le Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest et si ce que j'ai déclaré jusqu'à maintenant est exact.

M. Connell: Madame le président . . . Peut-être devrais-je dire «madame la présidente» mois aussi.

Le président: Non, c'est «madame le président».

M. Connell: Je tâcherai de m'en rappeler.

Hier soir, divers intervenants ont expliqué en long et en large le régime de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest. Le fonds contient environ 800 millions de dollars, qui proviennent, si je me souviens bien, de contributions respectives d'un tiers ou de deux tiers des producteurs et du gouvernement fédéral. Chaque dollar versé par un producteur entraîne une contribution fédérale de deux dollars.

Je crois qu'il y a eu en fait des paiements à deux occasions, en 1977 et en 1978, et qu'il n'y a pas eu d'autres paiements depuis. Si je comprends bien le régime, trois facteurs principaux servent à déterminer s'il y aura ou non un paiement, soit le prix du grain, les frais de production et le volume commercialisé.

Cette année et l'an dernier, les prix étaient peut-être à la baisse, mais la quantité vendue faisait plus que compenser la baisse du prix ou la hausse des frais. Par conséquent, la formule, qui se fonde sur une moyenne de cinq ans et d'autres facteurs, ne permettait pas un paiement aux producteurs compte tenu du revenu total tiré du grain.

Le Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest a fait l'objet d'une évaluation de programme, c'est-à-dire qu'on l'a étudié pour déterminer à quel point il était efficace. Cette évaluation a donné lieu à certaines suggestions, certaines pouvant peut-être être qualifiées de recommandations, dont celle qu'a, je crois, mentionnée le ministre hier soir, soit l'utilisation d'une moyenne de cinq ans, parce que cette nouvelle moyenne entraînerait le versement d'un paiement dans la situation actuelle, ce que ne permet pas la moyenne de cinq ans.

Evidemment, cela serait souhaitable, mais seulement si l'objectif du fonds est le versement d'un paiement. D'un autre côté, la situation serait délicate car tous nos autres program-

[*Text*]

other stabilization plans we have are five years. If the Western Grain Stabilization Plan were changed to three years, then I think there would be a considerable amount of pressure to have the other plans, which were basically modelled on that five-year average, changed to a three-year average. I am sure the result would be more costly.

Some of these recommendations, including the three-year average, are under consideration. I do not know that it has reached the point where I could use the term "contemplated," but certainly that is one thing under consideration, as I believe Mr. Whelan indicated last night.

In just very quickly looking over some rudimentary facts about the western grain stabilization fund before I came down here, I notice not only the two payments that I talked about, 1977 and 1978. But it is my understanding that if a farmer has participated in the Western Grain Stabilization Program at the maximum level of entitlement since it began, he would have paid levies of $6,300 to date and would have collected $2,200 in 1977 and $4,700 in 1978.

• 1625

Mr. Mayer: Would you repeat those figures again, please?

Mr. Connell: The levies paid would have been $6,300, and the farmer would have received in payments from the fund $2,200 in 1977 and $4,700 in 1978. If one disregards the interest or whatever, I guess there is about $600 left, a lot of $600 making up $800 million.

Mr. Mayer: If I do my arithmetic correctly, just for clarification, Madam Chairman, the producer would have been $600 to the good.

Mr. Connell: Yes.

Mr. Mayer: Thank you.

The Chairman: Wait a minute; that is the time allocated to Mr. Anguish.

Mr. Anguish: Under the changes that are being contemplated, both of the payments that were made happened in years before the opting out period actually closed, and many farmers stayed in the program. If there were changes to be made to the Western Grain Stabilization Program, there could in fact be many farmers who want to opt back into the program. Would this be a provision as to any changes as something that is being contemplated—that farmers that are now out of the program can come back in?

The other question, before we leave western grain stabilization, I would like to know in terms of the $800 million that sits there at the current time: First off, has the federal government actually put that cash into the program, or do they owe that money to the program? In addition to that, where is the $800 million, and what rate of return is being gathered by that money on an annual basis?

Mr. Connell: As far as changes to the plan are concerned, it certainly would be possible to permit farmers, perhaps under some conditions, to re-enter the program for the future.

[*Translation*]

mes de stabilisation fonctionnent avec une moyenne de cinq ans. Si l'on ramenait la moyenne du programme des céréaliculteurs à trois ans, je crois que nous aurions à subir des pressions considérables pour ramener la moyenne des autres régimes, qui est habituellement de cinq ans, à une période de trois ans. Je suis certain que les conséquences en seraient très coûteuses.

Certaines de ces recommandations, dont celle portant sur la moyenne de trois ans, sont à l'étude. Je ne sais pas si l'on pourrait dire qu'il s'agit d'une mesure que l'on envisage, mais elle est certainement à l'étude, comme l'a indiqué, je crois, M. Whelan hier soir.

Avant de venir ici, j'ai étudié très rapidement quelques faits généraux sur le fonds de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest et j'ai remarqué que la question ne s'arrêtait pas aux deux paiements que j'ai mentionnés, ceux de 1977 et de 1978. Si un agriculteur a participé au Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest au niveau maximum depuis le début, il aura payé des contributions de 6,300$ jusqu'à maintenant et il aura reçu 2,200$ en 1977 et 4,700$ en 1978.

M. Mayer: Pouvez-vous répéter ces chiffres s'il vous plaît?

M. Connell: Les contributions versées atteindraient 6,300$ et l'agriculteur aurait reçu du fonds des paiements de 2,200$ en 1977 et 4,700$ en 1978. Si l'on oublie l'intérêt et tout cela, je crois qu'il y a une différence de 600$, beaucoup de tranches de 600$ qui s'aditionnenent pour atteindre 800 millions de dollars.

M. Mayer: Seulement pour éclaircir la question, madame le président, si mes calculs sont exacts, le producteur aurait reçu 600$ de plus que ce qu'il a versé.

M. Connell: En effet.

M. Mayer: Merci.

Le président: Un instant, c'est à M. Anguish de parler.

M. Anguish: Sur le plan des changements envisagés, les deux paiements verés l'ont été avant la fin de la période de retrait et plusieurs agriculteurs ont continué de participer au programme. Si l'on modifiait le Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest, plusieurs agriculteurs pourraient en fait désirer revenir au programme. Est-ce qu'une disposition permettant aux agriculteurs qui se sont retirés de revenir au programme fait partie des changements à l'étude?

Une dernière question sur le Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest. À propos des 800 millions de dollars que contient actuellement le fonds, tout d'abord, le gouvernement a-t-il effectivement versé sa contribution au programme ou doit-il cet argent au programme? En deuxième lieu, où sont ces 800 millions de dollars et quel est le taux d'intérêt annuel qu'ils rapportent?

M. Connell: Sur le plan des changements envisagés pour le programme, il serait certainement possible de permettre plus tard aux agriculteurs de réintégrer le programme, peut-être à

[*Texte*]

Whether that will be one of the recommendations, whether that will be one of the changes that might be made, I really do not know. Certainly in some programs gradual re-entry is a possibility, but I think it would be undesirable for farmers to be able to opt in and opt out as the fortunes of the crop might dictate. The money is kept in that western grain stabilization account. I do not know what the interest rate might be. Maybe . . .

Mr. C. Lalonde: The interest rate is roughly between 10% and 11% at the present time, based on various bonds.

Mr. Mayer: The prescribed rate—is it 20%?

Mr. Connell: If I am not mistaken, I believe the rate may vary. It is determined in relation to the periodic interest rates payable on Government of Canada bonds.

Mr. Anguish: On Government of Canada bonds.

The Chairman: Your last question, sir.

Mr. Anguish: Okay, if my time is almost out—and I understand it is, Madam Chairperson—I would like to move to what I believe is referred to officially as the Prairie Farm Advance Payment Program, or more commonly referred to as the cash advance program. I have also had representations from constituents who feel that program needs to have some revision in a couple of areas. First off, a number of them have been asking that the maximum amount that currently can be given out under the cash advance is $15,000. They would like that amount increased substantially, even if you took the rate of inflation over the years since that program came into being through the act to be somewhere, I imagine, in the area of $40,000 to $45,000 maximum.

• 1630

The second thing I have been asked to convey to the Department of Agriculture today is that many farmers feel it to be unfair that it is tied to a farm unit and not the members who actually work that farm land. They are asking that it could be also be increased to not only go to the farmer, he or her whichever the case might be, but also that the maximum, a separate allocation, be placed on the spouse who is involved in the activities of that farming operation. I wonder if any of those things are being contemplated by the Department of Agriculture.

Mr. Connell: Madam Chairman, I believe that they are and that there is consideration being given to changes of the type the hon. Member indicates. I mean particularly in respect of the total amount of contingent liability attached to that plan, and to the amount involved in raising the limit from $15,000 to some higher limit. Suggestions certainly have been made for $45,000, $50,000, even $60,000, as a limit being more appropriate but whether or not those changes, at least in those amounts, will be the ones which come about, I do not know.

I do know that changes in the advanced payment for crops, which is a plan for other crops similar to the advanced payment for grains legislation, as the minister indicated, also

[*Traduction*]

certaines conditions. Cependant, je ne sais vraiment pas si cela constitue l'une des recommandations ou l'un des changements envisagés. Il est possible de réintégrer certains autres programmes mais je crois qu'il ne serait pas souhaitable que les agriculteurs puissent entrer et sortir du programme selon l'état de leur récolte. L'argent est conservé au compte de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest. Je ne connais pas le taux d'intérêt. Peut-être . . .

M. C. Lalonde: Le taux d'intérêt oscille actuellement entre 10 et 11 p. 100 à partir de diverses obligations.

M. Mayer: Le taux prescrit est-il de 10 p. 100?

M. Connell: Sauf erreur de ma part, je crois que le taux peut varier. Il est déterminé relativement aux taux d'intérêt périodiques payables à l'égard des obligations d'épargne du Canada.

M. Anguish: Des obligations du gouvernement du Canada.

Le président: Votre dernière question, monsieur.

M. Anguish: Très bien, si mon temps est presque écoulé, et je crois que c'est le cas, madame le président, j'aimerais passer à ce que l'on appelle officiellement, je crois, le Programme de paiements anticipés dans les Prairies. Certains de mes commettants m'ont déclaré que ce programme devrait également être révisé sous certains aspects. Ainsi, plusieurs d'entre eux m'ont indiqué que le montant maximal qui peut actuellement être versé à titre de paiement anticipé est de 15,000$. Ils aimeraient que ce montant soit accru considérablement, car même en ne tenant compte que de l'inflation survenue depuis la création du programme, ce montant pourrait atteindre les 40,000$ à 45,000$.

Il y a une deuxième chose dont on m'a demandé de faire part au ministère de l'Agriculture aujourd'hui. Beaucoup d'agriculteurs estiment qu'il est injuste que cela soit lié à l'unité de production agricole et non pas aux ouvriers agricoles qui travaillent la terre. Ils demandent également que l'augmentation ne soit pas versée seulement à l'agriculteur, un homme ou une femme selon le cas, mais également que le maximum, sous forme d'allocation distincte, soit versé au conjoint qui participe aux travaux de la ferme. Le ministère de l'Agriculture envisage-t-il de telles mesures?

M. Connell: Madame le président, je crois que oui et je crois qu'on envisage d'apporter les modifications auxquelles le député a fait allusion. Il s'agit en particulier de la somme totale de l'engagement conditionnel afférent au régime et du supplément qui majorera la limite actuelle de 15,000$. On a parlé de 45,000$, 50,000$ et même 60,000$, qui seraient désormais la limite mais je ne saurais pas vous dire quelle somme sera fixée en définitive car je ne sais pas.

Je sais, car le ministre l'a annoncé, qu'on envisage des modifications dans les paiements anticipés pour d'autres récoltes, suivant un régime semblable aux paiements anticipés

[*Text*]

are being considered, but I am not in a position to indicate with any greater certainty than that just what will come about.

Mr. Anguish: Do both the Western Grain Stabilization Program and the Prairie Farm Advance Payment Program for the changes we have talked about, require parliamentary or legislative action? Or can they be changed within regulation of the department?

Mr. Connell: No. They would require legislative action.

Mr. Anguish: Is that being prepared now?

Mr. Connell: Not that I am aware of. The changes are under consideration, but I do not think the legislation has actually been drafted.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Anguish: Thank you.

Le président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Merci, madame le président.

Il me fait plaisir de revoir le sous-ministre de l'Agriculture que j'ai connu au ministère du Revenu national. Selon mon habitude, je commencerai par une remarque que je ne voudrais pas désobligeante, mais qui risque de l'être. Si j'étais un complexé et un frustré, péquiste par surcroît, je protesterais de toutes mes forces contre le dépôt d'un document uniquement en anglais. Mais, comme je ne suis ni péquiste, ni frustré, ni complexé, je voudrais simplement attirer l'attention du Comité sur ce fait afin d'obtenir un maximum de collaboration, pour qu'on arrive à déposer tous les documents dans les deux langues officielles. Monsieur le sous-ministre, je ne veux être ni désobligeant, ni malin; je veux simplement passer le message de circonstance. Je pense que du côté de nos amis conservateurs, qui voulaient absolument avoir les renseignements rapidement, on ne voulait pas provoquer cet incident entre francophones et anglophones.

On est toujours devant la même situation quand on arrive à l'étude de ces crédits, particulièrement au niveau des budgets des dépenses supplémentaires. On se demande ce que cela donne. On se demande si tout n'est pas déjà engagé et s'il ne s'agit que d'une formalité. Je voudrais savoir quelle est la marge de manoeuvre réelle quand on nous présente un budget supplémentaire de ce type-là. Au niveau du ministère de l'Agriculture, quelle est la marge de manoeuvre du gouvernement et quelle est la marge de manoeuvres du ministère? Y a-t-il place pour des décisions ou si c'est purement et simplement la continuation du budget initial qu'on ne fait qu'appliquer au niveau des besoins de crédits?

Mr. Connell: Madam Chairman, first, I can consider myself reprimanded by my friend, Mr. Tessier, and correctly so I apologize for overlooking, in the press of events, the desirability and, indeed, the requirement for tabling documents before a committee in both official languages.

• 1635

Insofar as the supplementary estimates are concerned, I do not know that it would be for me to say what leeway the government has, but I believe that if the committee were not to

[*Translation*]

pour le grain prévus dans la loi. Je ne puis cependant pas vous dire avec certitude ce qu'on décidera ultimement.

M. Anguish: Le programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et les paiements anticipés pour l'agriculture des Prairies exigent-ils d'être modifiés par voie législative ou par l'intervention du Parlement? Peut-on se contenter de règlement du ministère pour cela?

M. Connell: Non. Il faut une mesure législative.

M. Anguish: En a-t-on commencé la préparation?

M. Connell: Que je sache, non. On envisage ces modifications mais je ne pense pas qu'on ait déjà rédigé les dispositions législatives.

Le président: Merci.

M. Anguish: Merci.

The Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Madam Chairman.

It is a pleasure to meet again with the Deputy Minister of Agriculture whom I knew when he was with Revenue Canada. As usual, I would like to make a comment that I wish were not negative but which might just be. If I had complexes, frustrations, and if I were a member of the P.Q. party on top of that, I would protest vehemently that a document be presented only in English. I am not a member of the P.Q. party, I have no frustrations nor complexes, but I would like nevertheless to bring to the committee's attention the fact that we need total cooperation in order that all documents be produced in both official languages. Mr. Deputy Minister, I do not wish to be negative or malicious. I would simply want the message to get across. I think it is because the members opposite wanted the information as quickly as possible that things were done that way and not out of a desire to create an incident between francophones and anglophones.

We always found ourselves facing the same situation when we examined estimates, especially supplementary estimates. We are wondering what the purpose is. We are wondering if everything is not already in process and if we are not asked to simply rubber-stamp. I would like to know what is our real margin given that type of supplementary estimates. From the point of view of the Department of Agriculture, from the point of view of the government, what is the leeway? Can decisions still be made or are we simply continuing with the initial budget except with greater financial needs?

M. Connell: Madame le président, j'accepte la réprimande de mon ami, M. Tessier. Je suis désolé que dans notre hâte de déposer des documents pour répondre aux souhaits et en fait aux exigences des membres du Comité, nous ayons négligé de le faire dans les deux langues officielles.

Pour ce qui est du budget supplémentaire, maintenant, il ne m'appartient pas de dire de quelle marge dispose le gouvernement, mais je crois que, si les membres du Comité n'adoptaient

[*Texte*]

vote these estimates, and if that committee report were not to be accepted by the House, the Department of Agriculture would not get the money. Then we would be in deep trouble. Somehow we would have to try to scrape things together and do what we had to do.

I hope the programs being talked about here in the Supplementary Estimates, the reasons therefor and the justifications we are able to offer by way of answering questions or giving further explanations, will not lead to such an unfortunate result—at least, unfortunate from my perspectiVe.

M. Tessier: Madame le président, au niveau de l'administration des fonds publics, il y a des engagements qui sont faits, qui sont tenus, qui sont compris dans le budget initial. Je voudrais qu'on me précise s'il y a eu des initiatives additionnelles de prises et, si c'est le cas, je voudrais qu'on me les justifie. C'est le sens de ma question. Quelle est la marge de manoeuvre qui existe dans ce budget de 32 millions de dollars qu'on demande au Parlement? Je pense qu'il doit certainement y avoir des réponses à cette question. Est-ce qu'il s'agit d'initiatives particulières ou simplement de fonds qui sont demandés pour le fonctionnement du ministère, pour des initiatives qui sont déjà entreprises et qui commandent une injection de fonds additionnels? Pour nous, le pouvoir réside dans cette capacité de dépenser, et je vous demande de me préciser quel pouvoir nous avons face à ces 32 millions de dollars. Est-ce que ces 32 millions de dollars sont engagés ou si on peut exercer un certain *input* au niveau des priorités gouvernementales ou au niveau des préoccupations ministérielles?

Mr. Connell: Well, Madam Chairman, there are new initiatives; for example, there are the payments under the Farm Loans Interest Rebate Act where we are asking for a supplementary estimate of $4.5 million in 1983-1984. It is a revised cash flow, actually, because it will be offset in the two subsequent years. If that were not to be voted, then that program of the Farm Credit Corporation would take place according to the original cash flow, and those producers which, otherwise, might get their interest rate rebate in 1983-1984 would not do so. However, that is quite within the authority of the committee and of Parliament. If the payment to the Western Grains Research Foundation of $9 million were not to be approved in the normal process of approving the estimates, then that payment would not be made. Somehow, however, we would have to recover it, because I believe a cheque already has been given. If the Apple Industry Compensation and Re-establishment Program were not to be approved, then those payments either would not be made or would have to be recovered. I must admit that work is under way on the assumption that these supplementary estimates will in large part, if not in whole, be approved but, in the whole scheme of things, we are perhaps, if not assuming too much, taking a bit of a chance.

• 1640

M. Tessier: J'aurais une seule chose à ajouter, madame le président: ce n'est surtout pas le temps de vous refuser des crédits.

[*Traduction*]

pas ces prévisions budgétaires ou encore si le rapport du Comité n'était pas voté à la Chambre, le ministère de l'Agriculture n'obtiendrait pas l'argent. Cela signifierait que nous serions dans la gêne, pour ainsi dire. Il nous faudrait rogner pour faire ce que nous avons à faire.

J'espère que les programmes dont nous discutons ici à l'occasion des prévisions budgétaires supplémentaires, le fondement et les explications que nous en donnons en répondant à vos questions et en vous donnant de plus amples détails, ne seront pas rejetés, car, de mon point de vue du moins, ce serait regrettable.

Mr. Tessier: Madam Chairman, as far as managing public moneys, I know there are commitments made, and kept, resulting from the initial budget. I would like to know if there were additional initiatives taken and, if so, I would like some justifications. This is the purpose of my question. What is the leeway possible in this $32 million budget Parliament is asked to vote on? I think there are certainly answers to this question I am asking. Are we facing particular initiatives or rather, are the funds requested for departmental operations, for initiatives that have already been started and are requiring now the injection of additional funds? From our point of view, the capacity to make expenditures is a power and I would like you to give me details on the power we have in the case of those $32 million. Is that amount already extended or can we apply a certain amount of input in terms of government priorities or department concerns?

M. Connell: Madame le président, il y a de nouvelles initiatives comme, par exemple, des paiements en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés pour lesquels nous demandons une somme supplémentaire de 4.5 millions de dollars en 1983-1984. Il s'agit d'une révision dans notre encaisse qui, en fait, sera équilibrée au cours des deux années qui viennent. Si cette somme n'était pas votée, le programme de la Société du crédit agricole se déroulerait suivant l'encaisse fixée au départ et les agriculteurs qui pourraient avoir droit à un prêt bonifié en 1983-1984 ne pourraient pas en profiter. Quoi qu'il en soit, nous devons respecter le pouvoir que détient le Comité et le Parlement. Si on n'approuvait pas le paiement de 9 millions de dollars destiné à la Fondation de recherches sur le grain de l'Ouest, suivant le processus normal d'adoption des prévisions budgétaires, ce paiement ne pourrait pas être fait. Cependant, il nous faudrait prendre des mesures, car je pense qu'on a déjà envoyé le chèque. De même, pour le programme de redressement et de compensation de l'industrie de la pomme, car les paiements ont déjà été faits. Je dois avouer que le travail est déjà bien amorcé car on suppose que ces prévisions budgétaires seront, en grande partie, sinon totalement, approuvées, mais on peut dire que, sans trop présumer, nous courons quand même un certain risque.

Mr. Tessier: Madam Chairman, I have only one thing to add: this is certainly not the time to refuse you money.

[*Text*]

Merci.

Le président: Merci, monsieur Tessier.

Monsieur Mayer.

Mr. Mayer: Thank you very much, Madam Chairman. I have a couple of things to start out with. I think we all very much appreciate the fact that the department was so quick with some fairly detailed responses to the concerns raised yesterday. I think we all take . . . Mr. Tessier's concern over the information not being available in both official languages. I am sure we accept the deputy minister's statement, when he said—I forget his exact his words—that it would have been desirable; in fact, I think it is mandatory that they be in both official languages. I am sure the department will do whatever they can, as quickly as they can, to make this kind of information available in both official languages. For those of us who function primarily in English, by the same token, we appreciate having received the information as quickly as we have.

Let me ask a couple of questions, again, on the Western Grain Stabilization Fund. We have heard several times in the House and we heard yesterday from the minister or the officials, I forget which, that there is a review under way. Could you give us any kind of idea as to when that review will be complete?

Mr. Connell: Madam Chairman, I would expect—I must say that I am guessing now and sometimes I tend to be a bit optimistic in these things—that within the next month or so the program evaluation review and recommendations would be complete. I would not want to speculate, however, on how long it will take for those recommendations to be considered and acted upon.

Mr. Mayer: Let me impress, as forcefully as I can, on the department and on the officials who are here that there is a serious situation, as far as cash flow is concerned, in the grains industry and in the area in which the Western Grain Stabilization Act was designed to work, in that when the producers see numbers of hundreds of millions of dollars there, I think it is a logical assumption to wonder how the plan is working and to feel that, if there is going to be a review process carried out, it should be done as quickly as possible. We, on this side, would certainly not hold up or obstruct, or do anything to delay, legislation that would, in fact, put some of that money into circulation. So anything that can be done . . . I believe there is a review provision in the act. It is automatic. I think there is a provision that the act be reviewed every five years, if I am not mistaken.

In the course of that, one of the things we should be considering is the inflation factor, in the sense that a dollar in net income, as far as the plan is concerned, is not the same now as it was in 1976, when the act was originally proclaimed. There are several ways of looking at the act. Certainly the objective is not to make a payout. The objective, at least in my mind, should be that the act provide for some stability of income in the region and, as a result of that, there should be a payout when there is a need for a payout. It seems to me that

[*Translation*]

Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier.

Mr. Mayer.

M. Mayer: Merci beaucoup, madame le président. Il y a une ou deux questions que je voudrais aborder d'emblée. Nous sommes très reconnaissants au ministère d'avoir donné si rapidement des réponses aux questions posées hier. Nous nous joignons tous aux propos de M. Tessier sur le fait que ces renseignements ne nous ont pas été fournis dans les deux langues officielles. Nous acceptons la réponse du sous-ministre dont je ne peux pas citer les paroles, mais qui a dit que cela aurait été souhaitable. En fait, il est obligatoire que les renseignements soient fournis dans les deux langues officielles. Je suis sûr que le ministère fera l'impossible, dans les plus brefs délais, pour fournir ces renseignements dans les deux langues officielles. Pour ceux d'entre nous dont la langue principale est l'anglais, nous vous sommes très reconnaissants de nous avoir fourni ces renseignements aussi rapidement.

Je voudrais poser quelques questions sur le fonds de stabilisation du grain de l'Ouest. À la Chambre, on a dit à plusieurs reprises, et nous l'avons entendu de la bouche même du ministre ou des fonctionnaires du ministère, je ne sais plus, qu'on était en train de réexaminer toute la question. Pouvez-vous nous dire quand cet examen sera terminé approximativement?

M. Connell: Madame le président, je vais vous dire ce que j'espère actuellement mais parfois j'ai tendance à être plutôt optimiste. Je pense que d'ici un mois environ l'évaluation du programme et des recommandations sera prête. Néamoins, je ne puis pas vous dire combien de temps il faudra pour étudier ces recommandations et les concrétiser.

M. Mayer: Je vais essayer, avec toute la vigueur possible, de signaler aux fonctionnaires du ministère qui sont ici, combien la situation est grave, du point de vue de l'encaisse, dans l'industrie du grain et dans le secteur où la Loi sur la stabilisation du grain de l'Ouest est destinée à être appliquée, car quand les producteurs considèrent les centaines de millions de dollars en cause, il est logique qu'ils se demandent comment le programme va être mis en oeuvre et qu'ils estiment, face à un processus de réexamen, qu'il faille mener ce dernier le plus rapidement possible. Quant à nous, nous ne faisons rien qui puisse entraver ou retarder l'adoption de mesures législatives qui signifieraient une injection d'argent. Tout ce qu'on pourra faire . . . Je crois que la loi prévoit une disposition de réexamen. C'est automatique. Si je ne m'abuse, la loi doit être réexaminée tous les cinq ans.

Ce faisant, il faudra envisager le facteur inflation car un dollar en revenu net, du point de vue du programme, ne vaut pas ce qu'un dollar valait en 1976, quand la loi a été proclamée. On peut aborder la loi sous divers angles. Il ne s'agit certainement pas de faire l'aumône. Selon moi, du moins, le but de la loi est d'offrir une certaine stabilité de revenu dans la région et, par conséquent, il faudrait faire des versements au besoin. Il me semble que l'an dernier, la situation était telle qu'elle justifiait un versement et la prochaine année civile en

[*Texte*]

there was a need for a payout last year and, I would submit, there is one for the coming calendar year and anything we can do to speed up the review process would certainly be welcomed by everybody.

Mr. Connell: Certainly, Madam Chairman, I would agree that the inflation factor is one of the important factors in the whole formula, or the fact that it is not adequately taken care of in the formula is one of the things that is being addressed and would make a difference in whether payouts were made and how how often and how much. Many of the stabilization programs designed before inflation reached the proportions that it did in the last few years suffer from that same deficiency.

Mr. Mayer: I would make one other comment with regard to the Western Grain Stabilization Act, and that is that there is not a lot of staff in Winnipeg—and I visited their office on more than one occasion. I think the staff there is excellent.

• 1645

I am suggesting that we do everything we can to speed up the information-gathering process that will occur right after the beginning of the new year, when in effect the costs will be determined.

I think that in today's age of being able quickly to gather information, we should be able to determine very quickly in the new year what the eligible costs, what the different figures are to fit into the formula that is in the bill. I think they should be able to be calculated very quickly so we do not have to wait till April or May to make a pay-out or to determine if there is going to be a pay-out. I would suggest that the department be prepared to do whatever it can to see that that information is available in a couple of months instead of three or four months. That would go a long way toward speeding up the process.

Mr. Connell: Madam Chairman, the department certainly will do whatever it can. I am not an expert on that bill; but, from the review that I did have of it with some of the people in the evaluation, one of the difficulties in getting a pay-out made quickly when a pay-out should be made is a difference between the crop year and the pay-out or financial year, if you will. That, too, is one of the changes under consideration in order that when pay-outs are justified they can be made with a minimum of delay.

Mr. Mayer: May I ask one further question, Madam Chairman, and change the topic a little?

I do not notice any figure in the estimates for Canagrex. We have had the head of Canagrex announced last week. I understand from the minister that an advisory board has been appointed or is well on the way to being appointed, and I understand that they are going to meet fairly quickly. Could you give us an update as to where Canagrex is in its organizational process to start Canagrex off? I would have liked to ask

[*Traduction*]

justifiera un autre. Tout le monde applaudira certainement une accélération du processus de réexamen.

M. Connell: Madame le président, je reconnais que le facteur inflation est un facteur important dans l'application de la formule totale mais le fait que ce facteur n'intervienne pas comme il se doit dans la formule actuelle est une chose que nous prenons en compte car cela fait une différence du point de vue de l'importance de la fréquence des versements. Beaucoup de programmes de stabilisation ont été conçus avant que l'inflation prenne les proportions gigantesques qu'elle a connues depuis quelques années et ils souffrent donc tous de la même lacune.

M. Mayer: J'ai autre chose à ajouter au sujet de la Loi sur la stabilisation du grain de l'Ouest; en effet, nous n'avons pas beaucoup de personnel à Winnipeg. Je suis allé à ce bureau une fois et je dois dire que le personnel qui s'y trouve est fort compétent.

Je vous exorte à faire l'impossible pour accélérer le processus de collecte des renseignements qui se déroulera au début de la nouvelle année, quant il s'agira de déterminer les coûts.

De nos jours, il existe des techniques qui permettent d'assembler rapidement les renseignements et nous devrions donc pouvoir déterminer très rapidement au début de la nouvelle année les coûts admissibles et les différents chiffres qui interviendront dans la formule prévue dans le projet de loi. On devrait donc pouvoir procéder rapidement pour éviter que ce ne soit qu'en avril ou en mai qu'on fasse les versements ou qu'on détermine s'il y aura effectivement versements. J'exhorte donc le Ministère à faire tout ce qu'il pourra pour que ces renseignements soient prêts d'ici quelques mois et non pas dans trois ou quatre mois. Cela fera beaucoup pour activer les choses.

M. Connell: Madame le président, le Ministère fera certainement tout ce qu'il peut. Je ne suis pas expert dans les dispositions de ce projet de loi mais après les renseignements que j'ai obtenus auprès de ceux qui s'occupent de l'évaluation, une des difficultés qui empêche que les versements soient faits rapidement, quand ils s'imposent, est la différence de période considérée entre une campagne agricole et un exercice financier. C'est là une autre modification envisagée pour que l'on puisse avec un minimum de retard, faire les versements quand ils s'imposent.

M. Mayer: Madame le président, je voudrais poser une autre question sur un autre sujet.

Les prévisions budgétaires ne contiennent pas de poste pour Canagrex. La semaine dernière, on a annoncé le nom de celui qui dirigera Canagrex. Le ministre nous a dit qu'un Conseil consultatif avait été nommé ou le sera bientôt et il se réunira sous peu. Pouvez-vous nous dire où en sont les choses dans la mise sur pied de Canagrex? J'aurais voulu poser la question au ministre, hier au soir, mais je n'ai pas pu. Un des fonctionnai-

[*Text*]

the minister last night, but perhaps some of the officials could bring us up to date as to where we stand and when we might see some figures in the estimates as to moneys that will be used by Canagrex.

Mr. Connell: As far as the organization of Canagrex is concerned, Madam Chairman, as has been indicated, the president has been selected and appointed effective November 21, Mr. Story. I would anticipate, would expect, that within a matter of days the minister will announce the names of the board of directors and of the policy advisory committee. Work is under way to locate and rent temporary quarters for Mr. Story and for the staff he will hire. That, of course, will be his responsibility.

As far as the estimates are concerned, I can find out quickly just where they are, but perhaps the hon. member will recall that $12 million was voted for Canagrex for a three-year period, and that is still the estimates, the budget, the allocation for Canagrex and will, I guess, run for 1983-84, 1984-85 and 1985-86.

Mr. Mayer: Correct me if I am wrong, Madam Chairman—and perhaps I show my lack of understanding: I know that the amount of money was mentioned in the bill, but does that mean that kind of money does not have to show up in the estimates? I am not aware—and I stand to be corrected—if there was any money in the main estimates for Canagrex for this fiscal year, and I do not see any in the supplementaries, which speaks to Mr. Tessier's concern about the department actually spending money before it is authorized through the House.

Mr. Connell: I might ask, Madam Chairman, Mr. McCrea perhaps to enlighten us on the exact state of the estimates for Canagrex.

Mr. J. McCrea (Director General, Finance Directorate, Finance and Administration Branch, Agriculture Canada): Madam Chairman, an item to fund Canagrex will be brought to the House in final supplementary estimates. In the meantime, the expenses that are being paid on behalf of Canagrex are being covered right now by the department. Additional funding that is required will be provided out of Treasury Board Vote 5, which, if you look in the main estimates blue book, provided $315 million to Treasury Board to pay for salary and other unforeseen expenditures.

• 1650

Mr. Mayer: They were in the main estimates?

Mr. McCrea: Not Canagrex itself sir, but . . .

Mr. Mayer: But there was a vote in the Treasury Board estimates?

Mr. McCrea: Yes, Vote 5.

[*Translation*]

res peut-il nous dire où nous en sommes et quand nous trouverons dans le budget une somme réservée à Canagrex.

M. Connell: Madame le président, comme on l'a dit le président de Canagrex a été choisi et nommé le 21 novembre. Il s'agit de M. Stollery. Je m'attends à ce que d'ici quelques jours le ministre annonce le nom des membres du Conseil d'administration et du Comité consultatif sur la politique. On s'occupe actuellement de trouver des locaux temporaires pour M. Story et son personnel. C'est lui qui doit en fait embaucher son personnel.

Pour ce qui est des prévisions budgétaires, je peux découvrir assez rapidement où les choses en sont mais vous vous souviendrez qu'on a adopté un crédit de 12 millions de dollars pour une période de trois ans, et je suppose donc que cela vaudra pour Canagrex au cours des exercices financiers 1983-1984, 1984-1985 et 1985-1986.

M. Mayer: Reprenez-moi si je me trompe, car peut-être que je ne comprends pas, Mme le président. Je sais que la somme d'argent était citée dans le projet de loi mais est-ce que cela signifie qu'on n'a pas besoin de la prévoir dans les prévisions budgétaires? Qu'on me reprenne si je me trompe mais, que je sache, rien n'est prévu dans le budget principal pour Canagrex; pour cet exercice financier-ci, et je ne vois rien non plus dans le budget supplémentaire, ce qui reprend la préoccupation de M. Tessier, à savoir que le Ministère dépense avant d'avoir obtenu l'autorisation de le faire de la part de la Chambre.

M. Connell: Madame le président, puis-je demander à M. McCrea de nous donner des précisions sur les prévisions budgétaires concernant Canagrex.

M. J. McCrea (directeur général, section des Finances, direction des Finances et de l'Administration, Agriculture Canada): Madame le président, il y aura un poste budgétaire pour Canagrex dans les prévisions budgétaires supplémentaires définitives qui seront présentées à la Chambre. En attendant, toutes les dépenses concernant Canagrex sont imputées à d'autres postes budgétaires du Ministère. Les sommes supplémentaires qu'il faudra proviendront du crédit 5 du conseil du Trésor, qui, si vous vous reportez au budget principal, au Livre bleu, prévoit 315 millions de dollars permettant au conseil du Trésor de verser les traitements et de couvrir les faux frais.

M. Mayer: Des fonds étaient prévus dans le budget principal?

M. McCrea: Pas au titre de Canagrex comme tel, monsieur, mais . . .

M. Mayer: Mais il y avait un crédit dans les prévisions du Conseil du Trésor?

M. McCrea: Oui, le crédit 5.

[*Texte*]

Mr. Mayer: Okay. So in this case, to speak to Mr. Tessier's point, we cannot accuse you of spending money before the main estimates have been approved?

Mr. Connell: You can accuse sir, but you would be wrong.

Mr. Mayer: I know, but you are not guilty as charged. You have passed with flying colours in any event. Then I guess the answer to my question is that we will have an announcement shortly as to the board of directors, plus the advisory board to the main board. Can you give us a date on that?

Mr. Connell: No.

Mr. Mayer: Well, just to tell you where I am coming from, my understanding is that there is going to be a meeting of the advisory board in Ottawa sometime around . . . I think they are to call it the "Outlook Conference" in 10 days. So I would assume from that the announcements should come fairly quickly.

Mr. Connell: Madam Chairman, that is the minister's plan, and he had hoped to be able to make those announcements this week. Not haVing been able to do that to date, I am sure he hopes to do so next week.

Mr. Mayer: Just for the record, briefly could you give us the number of people on the advisory board and the breakdown of it? I understand there is both provincial representation and federal representation.

Mr. Connell: I believe there are 11 persons on the board of directors.

Mr. Mayer: Yes, we know that for the board, but I am talking about the adVisory board.

Mr. Connell: I think the minister intends an advisory committee of 27 to 28 members.

Mr. Mayer: I see. How would that be broken down? How are they to be selected?

Mr. Connell: I do not haVe that distribution.

Mr. Mayer: I mean, that is a very large advisory board. But thank you, Madam Chairman. See how we co-operate?

The Chairman: Thank you very much, Mr. Mayer. Mr. Althouse.

Mr. Althouse: I would like to thank the . . .

The Chairman: Excuse me, Mr. Althouse, I must interject.

Je ne comprends plus le fonctionnement du Comité de l'agriculture. Je le répète, j'en suis rendue à ne plus comprendre le fonctionnement de notre Comité.

Nous avions l'habitude de faire le tour de chacun des côtés de la table et, par la suite, on passait ceux qui restaient et tout le monde avait le même temps, soit 10 minutes au premier tour. Hier vous m'avez dit: Eh bien, nous sommes plus nombreux; vous devriez donc donner la parole à plus de nos représentants.

[*Traduction*]

M. Mayer: Très bien. Alors dans ce cas, pour revenir à la question de M. Tessier, nous ne pouvons pas vous accuser de dépenser de l'argent avant que le budget principal soit approuvé?

M. Connell: Vous pouvez toujours nous accuser, mais vous auriez tort.

M. Mayer: Je sais, mais vous n'êtes pas coupable. Vous avez très bien réussi l'épreuve. Alors la réponse à ma question est qu'on nous annoncera prochainement la création du Conseil d'administration et celle du Conseil consultatif. Pourriez-vous nous donner une date?

M. Connell: Non.

M. Mayer: Je crois savoir qu'il y aura une réunion du Conseil consultatif à Ottawa autour du . . . Je pense qu'il s'agira de la Conférence sur les perspectives qui devrait avoir lieu dans dix jours. Alors je suppose que l'annonce devrait être faite très bientôt.

M. Connell: Madame le président, c'est ce que prévoyait le ministre; il espérait annoncer cela cette semaine. Comme il n'a pas eu l'occasion de le faire encore, je suis sûr qu'il le fera la semaine prochaine.

M. Mayer: Aux fins du compte rendu, pourriez-vous nous dire brièvement combien il y aura de membres au sein du conseil consultatif et qui en fera partie? Je pense qu'il doit y avoir une représentation provinciale et fédérale.

M. Connell: Je pense qu'il y a 11 personnes au sein du conseil d'administration.

M. Mayer: Oui, ça nous le savons, mais je parle du conseil consultatif.

M. Connell: Je pense que le ministre aimerait que le comité consultatif réunisse 27 ou 28 membres.

M. Mayer: Je vois. Quelle en serait la répartition? Et comment seront-ils choisis?

M. Connell: Je ne sais pas quelle en sera la composition.

M. Mayer: C'est un conseil consultatif très important. Je vous remercie, madame le président. Vous voyez comment nous collaborons?

Le président: Merci beaucoup, monsieur Mayer. Monsieur Althouse.

M. Althouse: J'aimerais remercier le . . .

Le président: Excusez-moi, monsieur Althouse, je dois vous interrompre.

I do not understand how the agricultural committee works any more. I repeat, I have come to the point where I do not understand how our committee works.

We used to have one round for each side of the table and then the remaining members all had 10 minutes for the first round. Yesterday you told me there were more members and that more of your representatives should have time for questioning.

[*Text*]

S'il faut fonctionner ainsi à chaque séance, nous convoquerons le Sous-comité du programme et de la procédure pour demain matin, et nous allons en parler. Je suis ici depuis trois ans, et les choses ont toujours fonctionné de cette façon. Si vous me remettez en cause chaque fois, dès qu'on termine un tour de table . . . Le Nouveau parti démocratique a droit à deux représentants. Je les ai passés dans l'ordre, au même titre que les libéraux et les conservateurs. Normalement, ce devrait être M. Althouse; comme aucun libéral n'a donné son nom, ce sera ensuite à vous, monsieur Schellenberger.

Mr. Schellenberger: On a point of order, Madam Chairman.

Le président: Oui, monsieur Schellenberger.

Mr. Schellenberger: The committee generally functions in the same manner as the House of Commons. What you are suggesting here is that, as you notice in the House of Commons, the members are recognized for debate in a ratio according to the numbers they have. As a result, no one argues that, for the first round, it should be one representative from each party, but for each round of questioners after that, there should be a recognition of two members from the Conservatives, two members from the Liberals and, then, go back to the NDP. I think that is even being gracious; maybe it should be three and three.

You have discretion, Madam Chairman, but I think you will find that in most committees that is the way recognition has been developed in accordance with House rules. So with that being only fair, and given the numbers we have on the committee . . . let me say we have more numbers on the Agriculture committee than does the NDP party by the numbers that are elected in the House. Therefore, I think you would find that we would not argue with you each time if you followed those numbers.

Mr. Mayer: May I speak on the same point of order, Madam Chairman?

Le président: Monsieur Tessier.

M. Tessier: Merci, madame le président.

Je ne sais pas au juste ce qui pique ou anime les conservateurs, mais, tout à coup, ils découvrent le Comité. Je pense que c'est clair. Le premier tour, pour chaque parti, est de 10 minutes. Pour le reste, à quoi sert-il de poser des questions? Même si je reprenais toute la démonstration qu'on a faite sur les pommiers qui ont gelé . . . Je vois le montant qui est là, et j'espère qu'on va le leur verser. Je ne veux pas le remettre en cause.

• 1655

Si l'Opposition veut qu'on lui donne tout le temps, et la preuve est là, je serais pas mal plus utile dans mon bureau, à travailler à un projet d'industrie qui est en train de m'échapper, qu'ici à perdre mon temps.

Si les conservateurs sont là, qu'on leur donne la parole. C'est toujours assez court avec le N.P.D. Alors, qu'on passe les néo-démocrates à leur tour, et on n'offensera par le parti conservateur. Je pense que la règle qui s'applique en Chambre n'est pas

[*Translation*]

If this is the way it is going to be, at each meeting, we will call a meeting of the Committee on Procedure and Organization for tomorrow morning, and discuss this matter. I have been here for three years now and this is the way things have always worked. If you question this procedure at the end of every round—the New Democratic Party is entitled to two members. I have recognized them in order, just as I recognized the liberals and the conservatives. Normally, I should recognize Mr. Althouse; and since no liberal has given me their name, the next person will be Mr. Schellenberger.

M. Schellenberger: Un rappel au Règlement, madame le président.

The Chairman: Yes, Mr. Schellenberger.

M. Schellengerger: Le Comité fonctionne habituellement de la même façon que la Chambre des communes. Ce qui arrive ici, comme vous l'avez remarqué à la Chambre des communes, le nombre de députés participant au débat est fonction de la représentation de leur parti à la Chambre. Personne ne conteste cela; pour le premier tour de table, un représentant de chaque parti a droit de parole, mais pour les autres tours, la parole devrait aller à deux députés conservateurs, deux députés libéraux et ensuite à un néo-démocrate. Je pense que c'est même généreux; la distribution pourrait être de trois et trois.

C'est à votre discrétion, madame le président, mais vous verrez que la plupart des comités fonctionnent ainsi conformément au Règlement de la Chambre. Donc, le Règlement étant juste, et comme nous sommes plus nombreux au sein du Comité . . . Il y a plus de conservateurs que de néo-démocrates au sein du Comité de l'agriculture, proportionnellement à la représentation des députés à la Chambre. Alors, si vous suiviez cette procédure, vous ne seriez pas toujours remise en cause.

M. Mayer: Puis-je intervenir également là-dessus, madame le président?

The Chairman: Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Thank you, Madam Chairman.

I do not know exactly what is going on with the conservatives, but it seems that suddenly they are discovering the committee. I think that it is clear. Each party has 10 minutes on the first round. For the rest, what is the use of asking questions? Even if I were to repeat all that was said on the apple trees that froze—I see that the amount is there and I hope that it will be allocated. I do not wish to discuss it.

If the opposition wants more time, it is clearly the case, I would be much more useful in my office where I could work on an industrial project that I am in the process of losing, rather than staying here.

If the conservatives are there, we should recognize them. The NDP are always relatively brief. So, let us recognize the NDP, when their time comes, so that the Conservative Party may not be offended. I think that the House rules are not those

[*Texte*]

celle qu'on a vu s'appliquer au niveau du Comité. Je voudrais qu'on s'en tienne à cela.

Le président: Merci, monsieur Tessier.

Monsieur Mayer.

Mr. Mayer: Madam Chairman, thank you. I agree totally with what Mr. Tessier says. It did not take us until four o'clock to discover the committee. We were here ready to go long before the hon. member arrived. I totally agree with him when he says that we should move to the NDP on their turn, and their turn is in the ratio of five members for the Conservatives; two members for the NDP and eight for the government. That is the breakdown of the committee. If the committee is going to function, then I think it is incumbent upon the chairman to recognize members in that ratio. That is the way any committee has functioned since I have been in this place, and it is getting very close to five years, and that is the way I think it should continue to function. To do otherwise I think is exactly what Mr. Schellenberger refers to, to deny the way the House of Commons works—the committee is basically an extension of the House of Commons.

Again, I hope that next time we meet it does not take the members from the government party, or the government side, until four o'clock to discover the committee. We will be happy to see that they know where the committee is so we do not have to keep all the officials waiting for a government member to show up.

Le président: Monsieur Althouse.

Mr. Althouse: On a point of order; we have no objection. In fact, I think yesterday when this came up we had I believe three Conservatives before we got our second speech. That is fine with us. I think to keep the ratio correct, because of the balance in the committee, the next time it would be two Conservatives and then us.

I was unaware that a Conservative wanted to speak. I recognize your job includes keeping a list. I did not intend to bump some other speaker. So if there is another one available, I will step aside for one turn and come on afterwards. It was a very short intervention, but I can do it then rather than now.

Le président: Avant de donner la parole à M. Tessier, je voudrais simplement dire que je préside le Comité de l'agriculture depuis près de deux ans et que nous n'avons jamais procédé de la façon suggérée par M. Schellenberger.

Monsieur Tessier.

M. Tessier: Madame le président, étant donné que chaque comité semble avoir maintenant sa propre procédure, est-ce qu'il serait possible que vous nous soumettiez par écrit, noir sur blanc, dans les meilleurs délais, la procédure que vous entendez suivre? On votera au sujet de cette procédure, et on s'en tiendra à cette procédure à l'avenir. Je pense que la procédure, dans les comités, appartient aux comités, et on pourra certainement s'entendre sur une procédure. Mais une chose est certaine: elle doit être suffisamment claire pour que chacun

[*Traduction*]

which have been implemented in this committee. I would like it to remain this way.

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier.

Mr. Mayer.

M. Mayer: Merci, madame le président. Je suis entièrement d'accord avec M. Tessier. Il ne nous a pas fallu jusqu'à 04h00 pour découvrir le Comité. Nous étions là bien avant l'arrivée de l'honorable député. Je suis entièrement d'accord avec lui lorsqu'il dit que les Néo-Démocrates devraient avoir la parole à leur tour, et leur tour vient suivant leur représentation au sein du Comité: il y a cinq conservateurs, deux Néo-Démocrates et huit Libéraux. Voilà la composition du Comité. Si l'on veut que le Comité fonctionne bien, je pense que le président doit tenir compte de ce rapport. C'est comme cela que le Comité a toujours fonctionné depuis que j'y suis, et cela fait près de cinq ans, et c'est ainsi qu'il devrait continuer à fonctionner. Si on procède autrement, je pense que, exactement comme M. Schellenberger l'a dit, c'est remettre en cause la procédure de la Chambre des communes dont le Comité constitue essentiellement une extension.

Je le répète, j'espère que la prochaine fois que nous nous réunirons les députés du parti au pouvoir, les députés du gouvernement trouveront le Comité avant 04h00. Nous espérons qu'ils sauront où se tient la réunion du Comité pour que les fonctionnaires n'aient pas à attendre un membre du gouvernement pour commencer.

The Chairman: Mr. Althouse.

M. Althouse: Un rappel au règlement: Nous n'avons pas d'objection. En fait, je pense qu'hier lorsque la question a été soulevée, trois conservateurs avaient pris la parole avant que deux des nôtres n'aient eu la chance de s'exprimer. Cela est très bien. Mais pour respecter la règle de la représentation, compte tenu de la composition du Comité, la prochaine fois, il faudrait que ce soit deux conservateurs ensuite nous.

Je ne savais pas qu'un Conservateur avait demandé la parole. Je sais que vous devez tenir une liste des noms. Je ne voulais pas m'interposer. Alors, si quelqu'un d'autre veut parler, je lui céderai ma place et passerai après lui. J'avais une très brève intervention à faire, mais je peux toujours attendre à plus tard.

The Chairman: Before recognizing Mr. Tessier, I would just like to say that I have been chairing the Agriculture Committee for close to two years, and that we have never proceeded the way that Mr. Schellenberger suggested.

Mr. Tessier.

Mr. Tessier: Madam Chairman, in view of the fact that every committee seems to have its own rules of procedure, would it be possible for you to give us, in writing, as soon as possible, the procedure that you intend to use? We could then vote on this procedure and adopt it for the future. I think it is encumbent upon the committees to decide on what procedure to follow, and we should be able to agree on such a procedure. But this procedure must obviously be clear enough so that everyone knows what is going on without having to constantly question the chair. Thank you.

[*Text*]

sache à quoi s'en tenir, sans continuellement remettre la présidence sur les épines. Merci.

Le président: Merci, monsieur Tessier.

Je vous remercie, monsieur Althouse, pour vos commentaires. Je cède la parole à M. Schellenberger. Mais je dois dire que cela ne crée pas de précédent et que la discussion devra être poursuivie au Sous-comité du programme et de la procédure demain matin.

Monsieur Schellenberger.

Mr. Schellenberger: I will accept that ruling. I cannot believe this committee has functioned in that manner before. I am sorry I was not a member of it last year. Previous to that I was a member for many years and we always recognized ratios, but I will bow to your wishes, Madam Chairman.

I appreciate the document on the corn competitive formula, and I have one question.

• 1700

On the estimate of $500,000 and the previous estimate of $8 million, if I look at the documentation you gave me, am I right in assuming that the foreign competitive formula establishes the price that the grain agents on the prairies offered to pay for feed grains? The difference that the department is making up is the difference between that price and the price which could be established if that farmer sold on the future's market or the trading market in Thunder Bay or Vancouver. Is that right or is there some differentiation between, say, the price on the Prairies and what that price would be in Ontario? It is not clear to me; I do not see where we get this differentiation.

Mr. Connell: Madam Chairman, Mr. Schellenberger is not correct. But to tell him what is correct, I would like to call on Dr. Borland to explain to both of us the corn competitive formula.

Dr. S. Borland (Director General, Market Analysis & Trade Policy Directorate, Marketing and Economics Branch, Agriculture Canada): Madam Chairman, the corn formula establishes the price for western feed grains based on Toledo prices for U.S. corn, backed off to Montreal and then, in turn, backed off to Thunder Bay and then to prairie points. It becomes effective only when off-board prices rise above that level, because as long as off-board prices are below the corn formula price at prairie points, users are not interested in purchasing from the Canadian Wheat Board at formula levels. It simply does not pay them to do that. Now, when the off-board prices rise above corn formula levels, the board is then asked to supply at corn formula prices so as to offer a certain price security to feed grain purchasers. Have I made that clear to the hon. Member?

Mr. Schellenberger: Yes. So, if the off-board price on the prairies, the asking price of farmers, is higher than the price

[*Translation*]

The Chairman: Thank you, Mr. Tessier.

I wish to thank you, Mr. Althouse, for your comments. I will now give the floor to Mr. Schellenberger. But I must say that this is not a precedent and that the matter will be discussed tomorrow morning in the Agenda and Procedure Committee.

Mr. Schellenberger.

M. Schellenberger: J'accepte cette décision. Je ne peux pas croire que le Comité ait pu fonctionner comme cela. Je n'en étais pas membre l'an dernier. J'ai été membre du Comité pendant de nombreuses années avant cela, et on a toujours tenu compte de la représentation. Mais je me plie à votre décision, madame le président.

J'ai une question au sujet de la formule des prix concurrentiels du maïs.

Au sujet de la prévision de 500,000$ et du budget précédent de 8 millions de dollars, d'après la documentation que vous m'avez remise, ai-je raison de dire que la formule des prix concurrentiels étrangers établit le prix que les acheteurs de céréales fourragères des Prairies sont prêts à payer? La différence que fait le ministère est la différence entre ce prix et le prix qui serait fixé si l'agriculteur vendait son produit sur le marché prospectif ou au marché de Thunder Bay ou de Vancouver. Est-ce bien cela la différence ou y en a-t-il une autre disons entre le prix des Prairies et le prix de l'Ontario? Ce n'est pas tout à fait clair dans mon esprit; je ne comprends pas la différence de prix.

M. Connell: Madame le président, ce que dit M. Schellenberger n'est pas exact. Pour lui dire ce qui est juste, j'aimerais demander à M. Borland de nous expliquer la formule des prix concurrentiels du maïs.

M. S. Borland (directeur général, Direction de l'analyse des marchés et politiques sur le commerce international, Direction générale de la commercialisation et de l'économie, Agriculture Canada): Madame le président, la formule des prix concurrentiels du maïs établit le prix des céréales fourragères de l'Ouest en fonction des prix du maïs américain fixés à Toledo, rajustés à Montréal puis à Thunder Bay ensuite dans les Prairies. Cette formule est utilisée seulement lorsque les prix sont supérieurs à ce niveau, parce que tant que les prix du marché sont inférieurs à ceux de la formule du maïs dans les Prairies, les utilisateurs ne sont pas intéressés à acheter leurs produits de la Commission canadienne du blé aux prix de la formule. Ce n'est tout simplement pas rentable pour eux. Maintenant, lorsque les prix du marché dépassent les prix établis suivant la formule des prix concurrentiels du mais, la commission doit fournir les grains de provende aux prix concurrentiels du maïs de manière à assurer une certaine sécurité des prix aux acheteurs de céréales fourragères. Est-ce bien clair pour l'honorable député?

M. Schellenberger: Oui. Donc, si le prix du marché dans les Prairies, le prix qu'exigent les agriculteurs est supérieur au

[*Texte*]

the formula states it should be, then that difference is paid by the Department of Agriculture to the Canadian Wheat Board?

Dr. Borland: The difference arises when the off-board price has risen above formula levels so that the Canadian Wheat Board is being asked to make sales at formula levels. Allright. The wheat board is now making sales at formula levels, but situations may arise, because of supply conditions offshore where the export price for feed grains delivered to the wheat board is above the corn formula level. At that point, when they make sales at the corn formula level, they are taking a loss in the sense that they are missing an opportunity to maximize producer returns by selling on the export market rather than by selling domestically at corn formula prices. It is that difference between Canadian Wheat Board export prices and corn formula prices which results in a claim for compensation.

Mr. Schellenberger: I have read this damn thing so many times over the years and I have always had trouble keeping it straight in my mind. I say respectfully that perhaps I was not wrong. If what you are saying is true, and if the asking price on the prairies now which is about $120 or $124 a tonne for barley, the price the companies can get, or the producer could get, at Thunder Bay or Vancouver is about $20 to $25, $15 to $20 a tonne higher. So really, the board is being asked to purchase feed grains below what it could get if it put that grain into the market or sold it through the future's market, put it into the export market. Is that the difference you are talking about?

• 1705

Dr. Borland: No, it is not. The difference I am talking about is that there exists at all points in time a price at which the Wheat Board feels it could supply additional grains on the export market. That price is not easy to determine because the Wheat Board does not announce it for good and sufficient reasons having to do with competition. But they know what it is. They know what price they could get if they offered additional supplies of western feed grains on the export market.

Let us say that price is $140 a ton f.o.b. Thunder Bay, just to put a figure into it. Let us say at the same time that backing off corn prices in the United States to prairie points results in a $130 price at Thunder Bay. I am sorry. I should not have said "backing off to prairie points." Let us just back it off to Thunder Bay. There is then a $10 difference. The Wheat Board is being asked to supply at $130 and has an obligation to do so. But from it's perspective it could, instead of selling on the domestic market, sell that grain for $10 more at export. Therefore it claims it is losing $10 a ton by having that obligation to supply the domestic market, with some justification.

Mr. Schellenberger: That differentiation would be the volumes of grain that would move into B.C. and eastern Canada from the prairies.

[*Traduction*]

prix établi suivant la formule, le ministère de l'Agriculture paie la différence à la Commission canadienne du blé?

M. Borland: La différence c'est quand le prix du marché est plus élevé que le prix établi suivant la formule, alors on demande à la Commission canadienne du blé de vendre au prix de la formule. Bon. La commission vend au prix de la formule, mais il peut arriver, suivant les conditions d'approvisionnement de l'étranger que le prix d'exportation des grains de provende livrés à la commission soit supérieur au prix établi en fonction de la formule des prix concurrentiels du maïs. À ce moment-là, lorsque la commission vend au prix de la formule, elle perd de l'argent parce qu'elle ne peut maximiser les revenus des céréaliculteurs en vendant sur les marchés d'exportation plutôt que sur le marché intérieur aux prix concurrentiels du maïs. Voilà la différence entre les prix d'exportation de la Commission canadienne du blé et les prix concurrentiels du maïs qui explique les demandes de compensation.

M. Schellenberger: J'ai lu ce document je ne sais trop combien de fois depuis des années, et j'ai toujours du mal à le comprendre. Je n'avais peut-être pas entièrement tort. Si ce que vous dites est vrai, et si le prix de l'orge exigé dans les Prairies est d'environ 120$ ou 124$ dollars la tonne, les compagnies ou les producteurs peuvent avoir, à Thunder Bay ou à Vancouver, entre 20$ et 25$, ou encore entre 15$ et 20$ de plus la tonne. Alors, en réalité, on demande à la commission d'acheter les céréales fourragères à un prix inférieur à celui qu'elle pourrait obtenir si elle les vendait sur le marché ou si elle les exportait. Est-ce bien ça la différence?

M. Borland: Non, ce n'est pas cela. La différence dont je parle, vient de ce que la Commission canadienne du blé sait à chaque instant à quel prix elle pourrait approvisionner le marché de l'exportation en quantités supplémentaires de grain. Ce prix n'est pas facile à connaître, car la Commission ne le publie pas, pour des raisons évidentes ayant trait à la concurrence. Mais elle connaît ce prix. Elle sait à quel prix elle pourrait offrir des céréales fourragères au marché de l'exportation, en quantités supplémentaires.

Supposons que le prix soit de 140 dollars la tonne f.o.b. à Thunder Bay pour fixer un ordre de grandeur. Supposons maintenant que le prix du maïs, fixé aux États-Unis, puis ramené aux conditions des Prairies, soit de 130 dollars à Thunder Bay. Excusez-moi. Je n'aurais pas dû dire «ramené aux conditions des Prairies». Faisons le rajustement à Thunder Bay. Il y a alors une différence de 10 dollars. On demande donc à la Commission de fournir à 130 dollars, et elle a l'obligation de le faire. De son point de vue, elle pourrait, au lieu d'approvisionner le marché intérieur, vendre ces céréales pour 10 dollars de plus à l'exportation. Elle prétend donc qu'elle perd 10 dollars la tonne, de part cette obligation d'approvisionner le marché intérieur, et d'une certaine manière c'est vrai.

M. Schellenberger: Cette différence donc correspond aux quantités de grain qui serait transporté des Prairies en Colombie-Britannique et dans l'est du Canada.

[*Text*]

Dr. Borland: No, it would include those, but it can also include sales made to prairie users, providing they are made of corn formula.

Mr. Schellenberger: So this year, that differentiation will be in place almost right from the beginning of the crop year. You would then look at a substantial payout under this.

Dr. Borland: No, because after about the end of January 1983 the price relationships were not such as to trigger any such difference. In fact, the corn formula price was consistently higher than off-board prices and in fact quite a bit higher in the early parts of the year, although that difference is narrowed.

What I am saying is that no buyer of feed grains would have wanted to pay the corn formula price because he could get the grain cheaper on the off-board market. Therefore the Wheat Board did not make any corn formula sales and therefore they could not have taken any losses.

Mr. Schellenberger: Do you have the calculation for today's corn formula price? Do you have that or last week's?

Dr. Borland: I do not have it with me, but we do track it every day. I can supply the committee with the chart showing the tracking of that price since the first of the year.

Mr. Schellenberger: What you are then telling me is, at the beginning of the crop year, because corn has risen so high in price in the U.S. market, the corn formula price backed off to the prairies is higher than . . .

Dr. Borland: Than off-board prices.

Mr. Schellenberger: —what the off-board price is.

Okay. Then the opposite is true, that we would require perhaps less money this year if that type of differentiation continues.

Dr. Borland: Oh yes. But in the previous crop year the $8 million fund was used up. This crop year we do not expect the actual claim from the Wheat Board to exceed something in the neighbourhood of $150,000.

Mr. Schellenberger: I see. That is very helpful and I appreciate that. I hope I can keep that for a few months now before I lose it.

I would like some more time. Perhaps I can go on the second round.

The Chairman: Okay.

Mr. Althouse.

Mr. Althouse: Thank you. I was about to thank the department officials for circulating to us the description of how the corn competitive price works and point out that while this is quite useful, and the previous set of questions showed how useful it can become, the specifics as to whether the $8 million will be adequate with the additional half a million or whatever it is that we have in the Estimates, those kinds of figures of hard data are not included and perhaps it cannot be. Perhaps we have to wait to get this from the Wheat Board.

[*Translation*]

M. Borland: Non, ces quantités seraient certainement incluses, mais il faudrait y ajouter des ventes faites à des consommateurs des Prairies, à condition qu'elles correspondent à la formule du maïs.

M. Schellenberger: Cette année, par exemple, ce différentiel joue depuis le début de la campagne agricole. Cela entraîne donc des déboursements importants.

M. Borland: Non, car dès la fin du mois de janvier 1983, les prix étaient tels que cette différence ne jouait pas véritablement. En fait, le prix du maïs selon la formule était beaucoup plus élevé que le prix du marché, notamment tout au début de l'année, bien que la différence ait diminué.

Je dis donc que personne n'aurait voulu acheter de céréales au prix du maïs fixé selon la formule, puisque le marché permettait de se les procurer moins chères. La Commission canadienne du blé n'a donc rien vendu au prix de la formule, et elle n'a donc subi aucune perte.

M. Schellenberger: Pouvez-vous nous dire quel est le prix du maïs selon la formule? Celui d'aujourd'hui, ou de la semaine dernière?

M. Borland: Je ne l'ai pas avec moi, mais nous le suivons jour après jour. Je peux donner au Comité un tableau qui vous en donne l'évolution, depuis le premier jour de l'année.

M. Schellenberger: Vous nous dites donc qu'au début de la campagne agricole, en raison des sommets atteints par le maïs aux États-Unis, le prix du maïs, fixé selon la formule, et ramené aux Prairies est plus élevé que . . .

M. Borland: Que les prix du marché.

M. Schellenberger: . . . que les prix du marché.

Très bien. Le contraire doit donc pouvoir jouer, et nous aurons besoin de moins d'argent cette année, si ce type d'écart se maintient.

M. Borland: Oui. Mais l'année précédente, nous avons utilisé les 8 millions de dollars du fonds. Cette campagne-ci nous ne pensons pas que la Commission réclamera plus de 150,000 dollars environ.

M. Schellenberger: Je vois. Vos explications ont été très utiles, merci. J'espère pouvoir m'en souvenir encore pendant quelques mois.

J'aurais aimé disposer d'encore un peu de temps. Je pourrais peut-être reposer des questions au second tour.

Le président: Très bien.

Monsieur Althouse.

M. Althouse: Merci. Je voulais remercier les hauts fonctionnaires du ministère de nous avoir distribué une note expliquant la façon dont fonctionne le prix concurrentiel du maïs; les questions qui ont été posées montrent à quel point cela peut être utile. Je les remercie également de nous avoir indiqué que l'on ne peut pas encore disposer de chiffres absolument certains, permettant de savoir si les 8 millions de dollars, plus le demi million de dollars supplémentaires du budget, suffi-

[*Texte*]

• 1710

It seemed to me that the specific information we need to determine whether an increase will or will not be required is not the differentiation between the corn competitive price and prices on the prairies. It seems to me those are pretty well irrelevant to all of this. What really matters is what is happening with the corn competitive price vis-à-vis the export price of barley. Dr. Borland did indicate that he could produce a chart that marked the route of the corn competitive price. We would find that most useful. Would it also be possible to find something that would be, albeit an estimate, the export price of barley as well so we could find out just what is happening there to see whether there is an increasing gap? If so, it is quite clear we would need more money.

Dr. Borland: Madam Chairman, in response to the hon. member's question, we keep track—on the same graph, as a matter of fact—of not just the corn competitive formula but also of off-board prices, which is particularly relevant to what you are asking because only when off-board prices rise above corn formula prices will the Wheat Board be asked to make sales.

About the export price, the only thing we can give members on a daily basis or a regular basis are Wheat Board asking prices. They call them card prices. I must say that they have to be treated with a certain amount of caution because it is something like what you see when you go into a car dealer's show-room and there is a list price on the window of the car. You know that you can talk to the dealer and get something less, and buyers in the export market usually know that they can talk to the Wheat Board and get something different from the card price. But we can give you that, and it does show a relative movement change over a certain period of time. In other words, the card prices do track the trend, but in absolute dollars they are generally higher than transaction prices.

Mr. Althouse: I guess we will know when we get the charts, but have there been very many occasions in the past in this fiscal year when the corn competitive price was triggered because the board was required to supply grain? Were there any occasions up to this point in time?

Dr. Borland: Only very early in the year.

Mr. Althouse: Okay. In the fiscal year, in April or May?

Dr. Borland: I am thinking, actually, of the crop year.

Mr. Althouse: Okay.

Dr. Borland: The first few months were the only occasions.

Mr. Mayer: Of the crop you were presently . . .

Mr. Althouse: This current crop year?

Dr. Borland: No, the last crop year.

Mr. Althouse: Okay, I can comprehend how that might have happened. Correct, okay.

[*Traduction*]

ront. Peut-être faudra-t-il attendre que la Commission nous fournisse là-dessus les chiffres définitifs.

J'ai l'impression que les renseignements, dont nous avons véritablement besoin pour savoir s'il faudra augmenter ou non le budget, n'ont rien à faire avec l'écart entre le prix concurrentiel du maïs et les prix dans les Prairies. Je pense que cela n'a pas beaucoup d'importance, en l'occurrence. Ce qui compte surtout, c'est ce qui se passe entre le prix concurrentiel du maïs et le prix de l'orge à l'exportation. M. Borland a dit qu'il pourrait nous donner un graphique nous montrant l'évolution du prix concurrentiel du maïs. Ce serait certainement très utile. Serait-il aussi possible d'avoir, même sous forme estimative, le prix d'exportation de l'orge, pour voir si relativement l'écart se creuse? Dans l'affirmative, nous aurons, de toute évidence, besoin de plus d'argent.

M. Borland: Madame le président, en réponse à la question posée par l'honorable député, je répondrai que nous suivons . . . sur le même graphique, d'ailleurs . . . non seulement l'évolution du prix du maïs selon la formule, mais également les prix du marché, et cela rejoint votre question puisque la commission n'est appelée à vendre que lorsque les prix du marché dépassent ceux qui sont calculés selon la formule.

En ce qui concerne le prix à l'exportation, la seule chose que nous puissions fournir aux députés, quotidiennement ou de façon régulière, ce sont les prix de la Commission canadienne du blé. C'est ce qu'ils appellent leurs prix marqués. Il faut être prudent et c'est un peu comme lorsque vous allez voir un concessionnaire automobile, qui vous indique un prix inscrit sur le pare-brise de la voiture. Vous savez très bien que vous pourrez ensuite négocier et obtenir un prix inférieur et il se passe la même chose pour les acheteurs du marché d'exportation qui négocient ensuite avec la commission. Nous pouvons tout de même vous donner ces chiffres indicatifs qui enregistrent une certaine évolution dans le temps. Autrement dit, les prix marqués suivent une tendance, mais ils sont, en général, supérieurs aux prix réels auxquels la transaction s'est négociée.

M. Althouse: Je pense que nous pourrons le voir à l'aide de ces graphiques, mais j'aimerais déjà savoir s'il a été très fréquent que l'on ait à se servir du prix concurrentiel du maïs, parce que l'on aurait demandé à la commission de vendre des céréales.

M. Borland: Au tout début de l'année seulement.

M. Althouse: Très bien. Parlez-vous de l'exercice comptable, en avril ou au mois de mai?

M. Borland: Je veux parler, en fait, de la campagne agricole.

M. Althouse: Très bien.

M. Borland: Seulement au cours des tous premiers mois.

M. Mayer: Vous parlez de la campagne . . .

M. Althouse: Cette campagne-ci?

M. Borland: Non, celle de l'an dernier.

M. Althouse: Très bien, je peux comprendre comment cela a pu se produire. Très bien.

[*Text*]

Le président: Merci, monsieur Althouse.

Monsieur Gustafson.

Mr. Gustafson: A supplementary to the same question: In terms of the asking price of the Canadian Wheat Board, on an average what are the averages that relate to the real price—or can you answer that?

Dr. Borland: Madam Chairman, I cannot really answer that. It depends on so many factors, including the creditworthiness of the buyer, the volume involved in a particular trade, the competition that is in the market at the time. So there really is no such thing as a meaningful average difference between card prices and transaction prices.

Mr. Gustafson: Another question relating to the corn competitive price: In our country a good deal of grain comes across the line, corn that comes into Canada for feed and so on. What regulations regulate that movement?

Dr. Borland: Well, there is a small tariff.

Mr. Gustafson: There is a small tariff?

Dr. Borland: Yes.

Mr. Gustafson: What percentage would that be?

Dr. Borland: It is very, very tiny. I do not have the exact figures, but it is less than 5%. It is a tariff per bushel, and I think it is something like 8¢. It is a very tiny amount.

Mr. Gustafson: Does that relate only to corn? What about the cases of barley or wheat?

• 1715

Dr. Borland: Those grains can only come in by the issuance of a permit, which is controlled by the Wheat Board. The Wheat Board can keep them out or let them in, depending on special circumstances. Normally, the trade between the U.S. and Canada in any grains other than corn is insignificant.

Mr. Gustafson: Other than seed.

Dr. Borland: Yes.

Mr. Gustafson: One further question relating specifically to the estimates and not to the Canadian Wheat Board. Has your Department of Agriculture a figure that you can give us in regard to the costs of operating the Canadian Wheat Board, the amounts of money designated as under the Canadian Wheat Board or under grain specifically. If you go through the estimates, I find four places that relate in research to grains, payments or the Canadian Wheat Board or the Grain Stabilization, which amounts to $446,175,000. Can the department supply us with the figures of the estimates that relate specifically to the Canadian Wheat Board?

Mr. Connell: Mr. Chairman, I would rely on Mr. McCrea, but I believe those are separate estimates not included in the department's estimates.

Mr. Gustafson: Fine.

[*Translation*]

The Chairman: Thank you, Mr. Althouse.

Mr. Gustafson.

M. Gustafson: Je pose une question complémentaire de celle-là: En parlant du prix demandé par la Commission canadienne du blé, en moyenne, comment celui-ci se situe-t-il par rapport au prix réel? Pouvez-vous répondre à cela?

M. Borland: Madame le président, je ne peux pas véritablement répondre. Cela dépend de tant de facteurs, dont le crédit de l'acheteur, les quantités en cause et la situation du marché au moment de la transaction. On ne peut donc pas parler de moyenne en ce qui concerne cet écart entre les prix affichés par la commission et le prix réel à la transaction.

M. Gustafson: Une autre question concernant le prix concurrentiel du marché. On importe beaucoup de céréales au Canada, notamment pour les céréales fourragères et cetera. Comment ces échanges sont-ils réglementés?

M. Borland: Il y a une petite taxe douanière.

M. Gustafson: Une petite taxe douanière?

M. Borland: Oui.

M. Gustafson: Quel pourcentage?

M. Borland: Très faible. Je n'ai pas les chiffres exacts, mais c'est inférieur à 5 p. 100. Cela s'applique au boisseau, et je crois que c'est de 8 cents. C'est donc une somme très faible.

M. Gustafson: Cette taxe frappe-t-elle seulement le maïs? Qu'en est-il de l'orge ou du blé?

M. Borland: Ces céréales ne peuvent entrer que s'il y a un permis, et c'est la Commission du blé qui contrôle ces permis. La Commission du blé peut laisser entrer ou non les céréales, cela dépend des circonstances. Le commerce entre le Canada et les États-Unis pour les autres céréales que le maïs est habituellement peu important.

M. Gustafson: Si ce n'est pas des semences.

M. Borland: Oui.

M. Gustafson: J'ai une autre question concernant plus précisément le budget et non pas la Commission canadienne du blé. Est-ce que le ministre peut nous donner des chiffres concernant les coûts d'exploitation de la Commission canadienne du blé, pour des sommes qui ont été attribuées pour la Commission canadienne blé ou pour les céréales plus précisément. En relisant le budget, je me rends compte qu'à quatre endroits il est question de recherche pour les céréales, de paiements ou de la Commission canadienne du blé ou de la Stabilisation des céréales, pour une somme totale de 446,175,000$. Le ministère peut-il nous fournir des chiffres qui ont trait dans le budget, précisément à la Commission canadienne du blé?

M. Connell: Monsieur le président, je demanderais à M. McCrea de répondre, mais je crois qu'il s'agit de budgets distincts qui ne font pas partie du budget du ministère.

M. Gustafson: Bien.

[*Texte*]

Mr. Chambers: We are going to get them.

Mr. Connell: If you will come to the microphone, they will be figures that are in the blue book of estimates. That is the only place we have them.

Mr. McCrea: Madam Chairman, those payments are not made by the Department of Agriculture. They are not voted to the Department of Agriculture. I assume the member is speaking about the votes to Industry, Trade and Commerce.

Mr. Gustafson: Well could you supply the total amount that is paid out to that area, the Canadian Wheat Board, relating to grains. Could you supply us with that figure?

Mr. Connell: Madam Chairman, we could not. Maybe I should say that we should not because it is not a Department of Agriculture vote. There is a minister of state responsible for the Wheat Board. The votes are in Industry, Trade and Commerce. It is still called Industry, Trade and Commerce.

Mr. Gustafson: One further question relating to the Western Grain Stabilization and your figures and comments in regard to three years triggering the program. If you do some quick mathematical figures, a farmer who came in during 1979, in which no payment was made, would pay the maximum of $900 a year in four years and $1,200 in one year. He would pay $4800 into the program. Some quick research has shown that if he invested that money at going prime bank interest rates, his investment would be worth $6,143, of which he has never received a payment. Now, I know that sounds a little contradictory to the statement you made earlier, but that is very simple arithmetic.

Mr. Connell: Madam Chairman, I do not regard them as contradictory. They cover payments made over a different time-frame and I have no doubt they are correct.

Mr. Gustafson: Has the Department of Agriculture done enough research to know that a payment would in fact be triggered on three years?

Mr. Connell: Madam Chairman, I suspect we have, but I must say honestly that I do not have it in my mind as to whether there would be or not.

Mr. Gustafson: The member from Wetaskiwin can bear thiis out because I raised it some time ago with him. In looking at it just from what I am familiar with, the scenes on the prairies, the escalation of costs and so on, it is my contention that it will not trigger, unless . . . I am familiar with the scenes on the Prairies and the escalation of costs and so on. But it is my contention that it will not trigger unless you have some inflation formula added to the formula.

[*Traduction*]

M. Chambers: Nous allons les obtenir.

M. Connell: Si vous voulez bien vous approcher du microphone, il s'agit de chiffres publiés dans le Livre bleu du budget. C'est le seul endroit où ces chiffres paraissent.

M. McCrea: Madame le président, ce n'est pas le ministère de l'Agriculture qui effectue ces paiements. Ces crédits ne sont pas votés au ministère de l'Agriculture. Je suppose que le député veut parler des crédits appartenants au ministère de l'Industrie et du Commerce.

M. Gustafson: Et bien vous pourrez nous fournir la somme totale qui est versée dans ce domaine, pour la Commission canadienne du blé, tout ce qui a trait aux céréales. Pouvez-vous nous donner ces chiffres?

M. Connell: Madame le président, ce ne serait pas possible. Je devrais peut-être répondre que nous ne devrions pas le faire, puisqu'il ne s'agit pas d'un crédit du ministère de l'Agriculture. Il y a un ministre d'État responsable de la Commission canadienne du blé. Il s'agit des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce. On appelle toujours ce ministère Industrie et Commerce.

M. Gustafson: Je voudrais vous poser une autre question concernant la stabilisation des céréales de l'Ouest et connaître vos chiffres et vos commentaires relatifs aux trois années qui ont déclenché le programme. Si on fait un calcul rapide on se rend compte qu'un agriculteur qui a débuté en 1979, l'année où aucun paiement n'a été effectué, versait un maximum de 900$ par année pendant quatre an et 1200$ en une seule année. Il verserait donc 4,800$ au programme. Après une brève recherche on s'est rendu compte que s'il avait investi cet argent aux taux préférentiels des banques, son investissement vaudrait 6,143$ pour lequel il n'a jamais reçu de paiement. Je sais que cela contredit un peu la déclaration qui a été faite plus tôt, mais c'est de l'arithmétique pure et simple.

M. Connell: Madame le président, je ne vois pas la contradiction. La déclaration concerne les paiements qui ont été faits pour une période différente et je ne doute pas qu'ils soient exacts.

M. Gustafson: Est-ce que le ministère de l'Agriculture a fait suffisamment de recherches pour savoir qu'un paiement serait vraiment versé pour les trois ans.

M. Connell: Madame le président, j'estime que oui, mais je dois vous dire honnêtement ne pas me souvenir que ce soit le cas ou non.

M. Gustafson: Le député de Wetaskiwin peut le confirmer car je lui en ai parlé il y a quelque temps. En tenant compte de ce que je sais déjà, de ce qui se passe dans les Prairies, de la montée des prix par exemple, je prétends que cela ne va pas déclencher les paiements, à moins . . . . . à moins qu'on ajoute une composante inflation à la formule.

[*Text*]

• 1720

Mr. Connell: Madam Chairman, I suspect the member may be right, but it is only an opinion from bad memory.

Mr. Gustafson: I just raise at this point probably the fallacy of proceeding at great length with the assumption that it would be triggered without some important research into this area. I think that probably in this committee it would be proper to at this point in time call for that kind of responsible action by the department so we would know exactly what would happen.

Those are all the questions, Madam Chairman.

Le président: Merci, monsieur.

Nous entreprenons le deuxième tour de questions avec des périodes de cinq minutes.

Monsieur Schellenberger.

Mr. Schellenberger: I have some questions to follow up those that were asked last night. I noticed you have some people on the meat inspection branch here. A question that I do not think was answered last night was when meats arrive from offshore—and the minister stated he did not have sufficient inspectors to look at all the quantities arriving—is he then saying that those meats that are we are incapable of inspecting are allowed to go to the consumer shelf, or are they held up until they are inspected?

Mr. Connell: I will ask Dr. Morissette to answer that question.

M. M.G. Morissette (directeur, Division de l'hygiène des viandes, Agriculture Canada): Si vous me le permettez, madame le président, j'aimerais faire un tour d'horizon et donner des explications supplémentaires pour bien expliquer le travail qui est exécuté au niveau du programme de l'inspection des viandes.

Avant de permettre l'importation de viande d'un pays étranger, on procède par un système de revue. Il s'agit d'une revue des établissements qui est effectuée au niveau du pays exportateur, ce qui inclut une revue de leurs programmes de contrôle des résidus. C'est la responsabilité du pays exportateur d'établir et de maintenir des contrôles adéquats et de rencontrer nos normes.

Lorsqu'on donne notre approbation pour un tel pays, les premières expéditions sont analysées pour déterminer s'ils rencontrent nos normes. Après avoir établi un niveau de crédibilité, nous poursuivons avec une évaluation du programme par échantillonnage, ce qui veut dire que nous acceptons la certification du pays en question et qu'à l'occasion, nous échantillonnons le produit, pour maintenir l'honnêteté des exportateurs.

Donc, tous les produits ne sont pas nécessairement analysés mais tous les produits sont certifiés par le pays. L'étiquetage du produit est revu de façon visuelle, c'est-à-dire par le procédé organoleptique, mais il n'est pas analysé dans tous les cas.

Mr. Schellenberger: So the important factor would then be the people from the branch that we send to the countries that

[*Translation*]

M. Connell: Madame le président, le député a peut-être raison, mais ce n'est qu'une opinion car ma mémoire n'est pas fidèle.

M. Gustafson: J'ai soulevé assez longuement l'aspect trompeur de cette question en pensant que cela déclencherait peut-être une recherche importante dans ce domaine. Il faudrait probablement que le Comité, à ce moment-ci, demande que des mesures responsables soient prises par le ministère afin que nous sachions exactement ce qui se passera.

C'est toutes les questions que j'avais madame le président.

The Chairman: Thank you, sir.

We are starting our second round of questions, you have five minutes each.

Mr. Schellenberger.

M. Schellenberger: Je voudrais poser quelques questions pour faire suite à celles que j'ai posées hier soir. Je remarque que vous avez ici des représentants de la Direction de l'inspection de la viande. On n'a pas répondu à une question hier soir, lorsque les viandes arrivent de l'étranger—le ministre a déclaré ne pas avoir suffisamment d'inspecteurs pour examiner tout ce qui arrive—est-ce qu'il prétend que ces viandes que nous ne pouvons inspecter peuvent quand même se retrouver sur la table du consommateur, ou est-ce qu'elles sont retenues jusqu'à ce qu'elles soient inspectées?

M. Connell: Je vais demander à M. Morrissette de répondre à cette question.

Mr. M.G. Morissette (Director, Meat Hygene Division, Agriculture Canada): If you will allow me, Madam Chairman, I would like to give an outlook, and some additional explanation so that members will understand how the work is done at the meat inspection level.

Before we import meat from a foreign country, we have a review process. We review all the installations in the export countries, and this includes a review of their control programs for these reviews. The export country is responsible for the establishment and maintenance of suitable controls to meet our standards.

When we receive the approval for these countries, the first exports are analyzed to see if they meet our standards. When this level of credibility has been established, we pursue our evaluation of the program by sampling. In other words, we accept the certification of the country and occasionally we sample the product to establish the honesty of the exporter.

Consequently, it is not all the products that are necessarily analyzed, but they are all certified by the country. The label on the product is examined visually, by the organoliptic procedure, but the product itself is not analyzed in all cases.

M. Schellenberger: L'important serait donc les gens du service que nous envoyons dans les pays où l'on se propose

[*Texte*]

intend to export to us to see to it that their facilities and their operations are sufficient for our standards. That is the most important aspect; other than that, it is just basically a sampling effort.

• 1725

If you start finding in your sampling there are certain chemicals that are over our standards, what would be the procedure? Would you simply reject the sample, as I imagine would be done, and then go back through the process again? Or would you just continue to reject the sample if nothing is done about it?

M. Morissette: Il existe deux possibilités. Au départ, les premières expéditions sont analysées et relâchées après analyse. Donc, si le produit lui-même n'est pas conforme à nos normes, il est retourné au pays d'origine. Lors d'une analyse de routine, si nous découvrons un problème, le produit en question est distribué mais si le risque est important, il peut y avoir un rappel et si le risque est moindre, eh bien, à ce moment-là, une autre formule peut être employée avec l'importateur pour retracer le produit.

Toutes les autres expéditions suivantes sont arrêtées et analysées avant d'être relâchées. Si nous découvrons des échantillons qui sont positifs comme dans le cas de certains résidus ou toute autre chose, le pays en est averti et on peut suspendre la possibilité d'expédition vers le Canada. Cela s'est déjà produit d'ailleurs.

Mr. Schellenberger: Are you satisfied that the department has adequate staff today to protect the Canadian consumer from contaminated foods?

M. Morissette: Vous avez cité les paroles de l'honorable M. Whelan et je ne crois pas pouvoir commenter de telles déclarations.

Mr. Schellenberger: Yes, I guess you are right.

The Chairman: Your five minutes has expired. *Merci, monsieur Schellenberger. Monsieur Mayer.*

Mr. Mayer: Thank you very much, Madam Chairman. I would like to ask a couple of questions of our witness about the feed grains policy again, if I could. If I remember correctly, when the policy was announced, I believe, in 1976, there were a couple of things that were supposed to happen. One of them was that the Canadian Wheat 8oard was no longer going to be able to issue permits for grain coming into Canada. It was going to be given to the Department of Industry, Trade and Commerce. It is my understanding that this has never happened. The second was that the eight cent corn tariff on American corn coming into Canada was going to be removed. This is in the process of being taken off as a result of the last GATT Round. In the review that is underway, is there any discussion being given specifically to allowing Industry, Trade and Commerce to look after permits of grain coming into Canada rather than the board?

Dr. Borland: Madam Chairman, in answer to the hon. member's question, he is quite right when he says that the

[*Traduction*]

d'exporter des produits chez nous, pour nous assurer que leurs installations et leurs méthodes d'exploitation satisfont à nos normes. Voilà l'aspect le plus important. Il s'agit là somme toute de procéder à un échantillonnage.

Si vous vous rendez compte dans vos échantillons qu'il y a certains produits chimiques non mentionnés dans nos normes, que faites-vous? Est-ce que vous rejetez simplement l'échantillon, j'imagine que vous le faites, pour continuer ensuite votre examen? Ou est-ce que vous rejetez simplement l'échantillon si rien n'est fait?

Mr. Morissette: There are two possibilities. At the start, the first exports are analyzed and released after that. Then, if the product itself does not satisfy our standards, it is returned to the country where it came from. During routine analysis, if we discover there is a problem, the product is distributed, but if there is a serious risk, they could be recalled, but if the risk is not significant, we can use it as a formula for the importer to trace the product.

All the following consignments are stopped and analyzed before being released. If we discover that some samples are positive, as is in the case of some residues or anything else, we inform the country and we stop all shipping to Canada. It has already happened.

M. Schellenberger: Êtes-vous d'avis que le ministère a suffisamment de personnel pour protéger le consommateur canadien contre tout élément contaminé?

Mr. Morissette: You have quoted the Honourable Mr. Whelan, and I do not believe that I could comment on this statement.

M. Schellenberger: Oui, j'imagine que vous avez raison.

Le président: Vos cinq minutes sont écoulées. *Thank you, Mr. Schellenberger. Mr. Mayer.*

M. Mayer: Je vous remercie beaucoup, madame le président. Je voudrais poser quelques questions à notre témoin, au sujet de notre politique en matière de céréales fourragères, si vous me le permettez. Je crois me souvenir que lorsque la politique a été annoncée, c'était je crois en 1976, certaines choses devaient se produire. Une de ces choses était que la Commission canadienne du blé ne devait plus pouvoir émettre de permis pour les céréales entrant au Canada. Ce pouvoir devait être transféré au ministère de l'Industrie et du Commerce. Je crois comprendre que ce transfert ne s'est jamais effectué. Deuxièmement, le tarif de 8c. imposé au maïs américain entrant au Canada devait être aboli. On est en train de s'occuper de la chose suite à la dernière négociation du GATT. Dans la revue qui se fait actuellement, est-ce qu'il est question de permettre à l'Industrie et au Commerce de s'occuper des permis pour les céréales entrant au Canada pour que ce ne soit plus la Commission du blé qui s'en occupe.

M. Borland: Madame le président, je dirai au député qu'il a tout à fait raison en disant que le tarif de 8c. est diminué

[*Text*]

eight cent tariff is being reduced in stages as a result of the last GATT Round. It will not go to zero, if my memory serves me correctly, but it goes to some very nominal figure.

Mr. Mayer: Over a seven year period, I think.

Dr. Borland: Yes, that is right.

With respect to the issuance of permits, this was an issue that came up during our cross-country series of consultations at the official level with interested groups last summer. We concluded, at the official level, that there was not sufficient grounds for a justified complaint against the way the system now works, which vests the power in the Wheat Board. In practice, it works out that they consult with the Livestock Feed Board of Canada when permits are requested, so that the two boards agree on the issuance of the permits. Therefore, the proposals we have put forward do not seek a change in the system.

Mr. Mayer: A couple of other questions. The formula provides for a whole host of things in order to determine the price, one being what is called a "fudge factor." Can you tell us how that has worked, or how much effect it has had on the price.

• 1730

Dr. Borland: A fudge factor . . .

Mr. Mayer: If I remember correctly, there was a fudge factor, an interesting name for an allowance of adjustment in price, based on the kind of livestock that is going to be used. In other words, corn is worth more to young poultry and hogs than it is to [*inaudible*—Editor]. There was an adjustment to be made in the formula price, based on . . . That was my understanding. I think I am right in my terminology. Is that where the fudge factor would come into play?

Dr. Borland: Well, the formula attempts to balance the various uses of western feed grains for various livestock types and to take account of the protein and energy requirements. That aspect of the formula is reviewed periodically. But once that has been built into the formula, the price that comes out the end is invariable, irrespective of what the end use is.

There is something in there that may be called a fudge factor, although that is the first time I have heard those particular words used. There is a flexibility of 2% up or down around the price that the formula cranks out. In other words, let us say that the formula cranks out a price of $110 a tonnes, which can be adjusted up or down 2% by the two boards before they announce the price. Whether they change it up, down or not at all depends on their assessment of the supply and demand situation at the time.

Mr. Mayer: My final question, Madam Chairman: One of the ironic parts about your whole rate setting mechanism, as far as the corn formula prices, is that the whole thing is promised. It seems to me this is shared by many people but it is a question that I have not really been able to answer. On the

[*Translation*]

progressivement suite aux dernières négociations du GATT. Il ne sera pas aboli complètement, si je me souviens bien, mais il sera ramené à un montant insignifiant.

M. Mayer: Au cours d'une période de sept ans, je crois.

M. Borland: C'est exact.

Pour ce qui est de la délivrance des permis, la question a été soulevée l'été dernier, lors d'une discussion que nous avons eue au niveau de l'administration, avec les groupes intéressés. Nous avons décidé, au niveau de l'administration, qu'il n'y avait pas suffisament de preuves pour déposer une plainte bien fondée quant à la façon dont le système fonctionne présentement, et qui accorde ce pouvoir à la Commission du blé. En pratique, la commission consulte l'Office canadien des provendes lorsque des permis sont demandés, afin que la commission et l'office soient d'accord pour délivrer les permis. Par conséquent, nos propositions ne visent pas à modifier le système.

M. Mayer: Quelques autres questions, la formule prévoit toute une série de choses qui permettent de déterminer le prix, une d'elles étant appelée «la marge de sécurité». Pouvez-vous nous dire comment ça fonctionne, est-ce que cela a eu beaucoup d'effets sur le prix?

M. Borland: Une marge de sécurité . . .

M. Mayer: Si je me souviens bien, ce facteur est en quelque sorte une allocation pour rajuster le prix qui se fonde sur le genre de provende utilisée. Autrement dit, le mais vaut davantage pour les jeunes volailles et le porc que . . . on a fait un rajustement au prix de la formule, qui se fondait sur . . . enfin c'est ce que j'ai cru comprendre. Je crois me servir de la bonne terminologie. Vous vous demandez quand cette marge de sécurité entre en ligne de compte?

M. Borland: Eh bien la formule tente d'équilibrer les diverses utilisations des céréales fourragères de l'Ouest pour le divers genre de bétail et de tenir compte des besoins énergétiques et de protéines. On revise périodiquement cet aspect de la formule. Une fois que la formule en tient compte, le prix qui est établi finalement ne varie pas, quelle que soit l'utilisation finale.

Il est peut-être aussi un élément qu'on peut appeler «marge de sécurité«, même si c'est la première fois qu'on se sert de cette terminologie. On peut faire preuve d'une certaine souplesse, augmenter ou diminuer de 2 p. 100 le prix que la formule établit. Autrement dit, disons que la formule établit un prix de 110$ la tonne, prix qui pourrait être diminué ou augmenté de 2 p. 100 par l'Office et la Commission avant l'annonce du prix. Qu'ils le changent en hausse ou en baisse, ou pas du tout, cela dépend de leur évaluation de l'offre et de la demande à ce moment-là.

M. Mayer: Je voudrais poser une dernière question, madame le président. Ce qui est assez ironique au sujet de ce mécanisme pour établir le taux, et pour l'établissement du prix du mais selon la formule, c'est que tout cela constitue une promesse. J'ai l'impression que bien des gens sont impliqués,

[*Texte*]

basis that, Canada is a net importer of feed grains. We are in fact not; we are net exporters.

When I see, and you say in an answer to Mr. Althouse, that there have not been many times in the past crop year when this has come into play, when the board has had to sell to the offboard at below export price levels. When we know that Ontario is basically self-sufficient in corn and is in fact an exporter of corn and barley, why do we need a domestic feed grain policy?

Why do we need something that sets prices or attempts to set prices based on external markets, when Canada is basically a major exporter of feed grains, and there are and have been occasions—and I suspect will again be occasions in the future—when barley has commanded the premium over corn?

Madam Chairman, that may be an unfair question to ask, because I am asking the departmental officials for an opinion; but it is a question I am not so sure I . . . I ask it rhetorically, I guess.

Dr. Borland: Madam Chairman, the answer goes back to the period before the corn formula was introduced, to a situation which then arose on several occasions, in which western barley had a premium on the export market.

The pricing of grain for domestic use was in the hands of the board. It set the domestic price at that high export level. By doing so, those feed grain users who did not have easy access to U.S. corn as an alternative or were feeding rations that demanded western barley thought they were being disadvantaged—in fact they felt that they were being disadvantaged in relation to those Canadian users who had access to U.S. corn.

Mr. Mayer: If I understand that, Madam Chairman, my comment then would go back to allow as open a border as we could with the United States; so that if the domestic users felt they are being disadvantaged, they would then have access to their corn. I do not think the cattlemen would want to have it both ways.

If the barley producers can get a better price on the export market and our competitors for livestock production are Americans who have access to cheaper corn, then just give our feeders access as readily as possible within reason to U.S. corn. That solves the problem, and we do not need all of this fancy domestic feed-grain policy. Again, that is an unfair question and statement to ask the departmental people to comment on. But that is one of the things I would hope the review is looking at in terms of domestic feed grain policy.

Dr. Borland: Well, Madam Chairman, if I could just comment briefly, I do not think it is unfair at all. It is simply a reflection of the fact that the feed grain policy was seen

[*Traduction*]

mais je ne tiens pas à trouver vraiment une réponse à cette question. Sur cette base, le Canada est strictement un importateur de provendes, mais nous ne sommes pas en réalité strictement des exportateurs.

Lorsque je vois, et vous l'avez dit en réponse à une question de M. Althouse, à plusieurs reprises au cours de la dernière campagne agricole, ce facteur est entré en ligne de compte alors que la Commission a dû vendre à l'extérieur à des niveaux inférieurs au prix de l'exportation. Nous savons que l'Ontario se suffit, fondamentalement, dans le secteur du maïs, et qu'il est en réalité un exportateur de maïs et d'orge, pourquoi alors nous faut-il une politique interne pour les provendes?

Pourquoi nous faut-il établir des prix ou tenter de le faire en nous fondant sur des marchés extérieurs, alors que le Canada est surtout un exportateur important de provendes, et qu'il y a, et qu'il y a eu des occasions—j'imagine qu'il y en aura à l'avenir—où l 'orge avait plus de valeur que le maïs.

Madame le président, ce n'est peut-être pas une question équitable, puisque je demande l'opinion aux hauts fonctionnaires du Ministère, mais c'est une question pour laquelle je ne suis pas tellement certain . . . qu'il s'agisse de simple rhétorique.

M. Borland: Madame le président, la réponse remonte à la période avant que la formule du mais soit établie, à une situation qui a existé à plusieurs reprises, et où l'orge de l'Ouest avait plus de valeur sur le marché de l'exploitation.

L'établissement du prix des céréales pour la consommation interne relevait de la Commission. Celle-ci établissait le prix canadien à ce haut niveau d'exportation. Ce faisant, les utilisateurs de provendes qui n'avaient pas accès au maïs américain comme solution de rechange ou s'alimentaient en orge à l'Ouest, se croyaient défavorisés—en fait ils se sentaient défavorisés par rapport aux utilisateurs canadiens qui avaient accès au maïs des États-Unis.

M. Mayer: Si j'ai bien compris, madame le président, je ferais remarquer qu'on pourrait permettre l'ouverture de la frontière avec les États-Unis, afin que si les utilisateurs canadiens se sentent défavorisés, ils puissent avoir accès à leur propre mais. Je ne pense pas que les éleveurs veulent jouer sur les deux tableaux.

Si les producteurs d'orge peuvent obtenir un meilleur prix sur le marché d'exportation et si nos concurrents pour l'élevage du bétail sont des Américains qui ont accès au mais moins cher, donnons simplement aux responsables l'accès au maïs américain aussi vite que possible, mais d'une façon raisonnable. Cela pourrait résoudre le problème, ils n'auront pas du tout besoin de cette politique fantaisiste pour les provendes. De nouveau il se s'agit peut-être pas d'une question. équitable à poser au responsable du Ministère. Cependant, c'est une des questions à examiner en même temps que la politique interne concernant les provendes.

M. Borland : Eh bien, madame le président, permettez-moi une courte remarque. Je ne crois pas du tout que ce soit une question peu équitable. Cela traduit simplement le fait que la politique des provendes est vue de façon différente par divers

[*Text*]

differently by different groups. That is why it keeps coming back to—if I can use the word—haunt us.

• 1735

The feed grains policy is seen differently by different groups, and that is why it keeps coming back—if I can use the word—to haunt us, because it is very difficult to arrive at a policy that satisfies every participant in that market.

Mr. Mayer: Okay. Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: *Merci, Monsieur Mayer.*

Mr. Schellenberger, very short, please.

Mr. Schellenberger: Yes, it will be very short.

In the Supplementary Estimates (B), there are two new votes for information: one in the Agricultural Administration Program, an original vote of $1,097,000 and a needed addition of $336,000; and in the Agricultural Food Development Program, an original vote of $1,479,000 and an addition of $60,000.

Could the deputy minister tell us if he could make available to the committee what new need has come to the Department of Agriculture for the distribution of information that would cost those kinds of funds?

Mr. Connell: I am sorry, Madam Chairman, may I have those again?

Mr. Schellenberger: On page 10 of the estimates, there is an asking for information under operating of $336,000, and on page 14, another addition to the vote of $60,000 for information.

Mr. Connell: Madam Chairman, I believe that relates to the Toxic Chemicals Program.

Mr. Schellenberger: Which one, the $60,000?

Mr. Connell: The $336,000.

Mr. Schellenberger: What would you be distributing, information to farmers or . . . ?

Mr. Connell: No, this question essentially was asked and answered last night by Mr. Ormrod, you may remember.

Mr. Schellenberge: Yes, I remember, but it was not clear to me.

Mr. Connell: This is to make available to the public information on the role, the responsibilities, the problems, the actions taken by Agriculture Canada in its administration of pesticide registration, toxic chemicals . . .

Mr. Schellenberger: Is it advertising you do?

Mr. Connell: Advertising? No.

Mr. Schellenberger: What type of expenditure is it?

Mr. Connell: One could envisage pamphlets or other means of written communication of a factual nature as to what the procedures are, the precautions we take in registration.

[*Translation*]

groupes. C'est la raison pour laquelle elle revient—si je peux m'exprimer ainsi—nous hanter.

La raison en est qu'il est très difficile d'en arriver è une politique qui peut satisfaire tous les participants à ce marché.

M. Mayer: Très bien. Je vous remercie madame le président.

Le président: *Thank you Mr. Mayer.*

Monsieur Schellenberger, vous pouvez poser une courte question.

M. Schellenberger: Oui, elle sera très courte.

On trouve dans le budget supplémentaire (B) deux nouveaux crédits pour information: un sous Programme d'administration, un crédit initial de $1,097,000 et un montant additionnel nécessaire de $336,000, et aussi au Programme de développement du secteur agro-alimentaire, un crédit initial de $1,479,000 et une somme additionnelle de $60,000.

Le sous-ministre pourrait-il nous dire pourquoi il en coûte tant au ministère de l'Agriculture pour disséminer l'information?

M. Connell: Excusez-moi, madame le président; puis-je entendre ces chiffres de nouveau?

M. Schellenberger: On trouve à la page 10 du budget, sous fonctionnement, la rubrique information et le montant $336,000, et à la page 14 sous information encore une somme additionnelle de $60,000.

M. Connell: Madame le président, je crois que ces montants ont trait au Programme des produits chimiques toxiques.

M. Schellenberger: Quel montant, les $60,000?

M. Connell: Les $336,000.

M. Schellenberger: Quel serait le montant accepté à l'information des agriculteurs ou . . . ?

M. Connell: Non, la question a été posée hier soir et vous vous souviendrez que M. Ormrod y a répondu.

M. Schellenberger: Oui, je me souviens, mais ce n'était pas très clair.

M. Connell: Il s'agit de donner publiquement des renseignements concernant le rôle, la responsabilité et les problèmes du ministère de l'Agriculture, et les mesures que prend ce ministère qui administre l'enregistrement des pesticides, les produits chimiques toxiques . . .

M. Schellenberger: Est-ce que vous faites de la publicité?

M. Connell: De la publicité? Non.

M. Schellenberger: De quelle sorte de dépense s'agit-il?

M. Connell: Il peut s'agir de brochures ou d'autres formes de communications écrites concernant les faits et les méthodes

[*Texte*]

Mr. Schellenberger: Was it the chemical we . . . ? I have forgotten the term. Is that the reason for the extra vote?

Mr. Connell: No, no. The reason really arises from the greatly enhanced interest of the public and of certain interest groups, one might say, within the public, a greater awareness of pesticides, toxic chemicals and so on, and a desire to respond to that express need for information.

Mr. Schellenberger: So you have spent that whole amount of money, or intend to spend it, in toxic chemical information and distribution?

Mr. Connell: Yes.

Mr. Schellenberger: And the $60,000 in Agricultural Food Development Program?

Mr. Connell: The $60,000 in Agricultural Food Development Program . . .

Mr. Schellenberger: That is on page 14, at the top: information, $60,000.

Mr. Connell: Madam Chairman, I will have to get the details of that $60,000. I do not have it at my fingertips.

The Chairman: *Merci*, Mr. Schellenberger.

Mr. Schellenberger: Thank you.

Le président: Je voudrais remercier le sous-ministre pour sa présence aujourd'hui, ainsi que les hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture du Canada qui l'ont accompagné.

La séance est levée. La la prochaine réunion aura lieu à la convocation de la présidence.

Merci beaucoup. *Thank you very much.*

[*Traduction*]

utilisées, les précautions que nous devons prendre lors de l'enregistrement.

M. Schellenberger: S'agit-il du produit chimique que nous . . . ? J'ai oublié l'expression. Est-ce la raison de ce crédit additionnel?

M. Connell: Non, non. C'est à cause d'un intérêt beaucoup plus marqué que portent le public et certains groupes d'intérêt à la chose, le public est beaucoup plus au courant des pesticides et des produits chimiques toxiques ou autres qu'il ne l'était, c'est pourquoi nous lui donnons l'information qu'il désire.

M. Schellenberger: Vous avez donc dépensé tout cet argent, ou du moins vous avez l'intention de la dépenser, pour l'information et la distribution de cette information concernant les produits chimiques toxiques?

M. Connell: Oui,

M. Schellenberger: Et les $60,000 du Programme de développement du secteur agro-alimentaire?

M. Connell: Les 60,000$ du Programme de développement du secteur agro-alimentaire . . .

M. Schellenberger: Au haut de la page 14, sous la rubrique information, 60,000$.

M. Connell: Madame le président, je n'ai pas ces renseignements en main, je vais les obtenir.

Le président: *Thank you*, monsieur Schellenberger.

M. Schellenberger: Merci.

The Chairman: I wish to thank the minister for coming today, and also the officials of the Department of Agriculture who accompany him.

The meeting is adjourned. The next meeting will be at the call of the Chair.

Thank you.

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Book rate
Tarif des livres
K1A 0S9
OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Agriculture:

Mr. J.P. Connell, Deputy Minister;

Mr. C. Lalonde, Agricultural Advisor, Agricultural Stabilization Board/Agricultural Products Board;

Mr. J. McCrea, Director General, Finance Directorate, Finance & Administration Branch;

Dr. S. Borland, Director General, Market Analysis & Trade Policy Directorate, Marketing & Economics Branch;

Dr. M.G. Morissette, Director, Meat Hygiene Division.

Du Ministère de l'Agriculture:

M. J.P. Connell, sous-ministre;

M. C. Lalonde, conseiller agricole, Office de la stabilisation des prix/Office des produits agricoles;

M. J. McCrea, directeur général, Directorat des finances, Direction générale des Affaires financières et administratives;

Dr. S. Borland, directeur général, Analyse des marchés et politique sur le commerce international, Direction de la commercialisation et de l'économie;

Dr. M.G. Morissette, directeur, Division de l'hygiène des viandes.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 115

Tuesday, November 29, 1983

Chairman: Mrs. Éva Côté

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 115

Le mardi 29 novembre 1983

Président: Mme Éva Côté

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Agriculture

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de

l'Agriculture

RESPECTING:

Report of the Canadian Wheat Board for the Crop Year ended July 31, 1982, together with the Auditors' Report, pursuant to subsection 7(2) of the Canadian Wheat Board Act, chapter C-12, R.S.C. 1970.—Sessional Paper No. 321-1/259C.

CONCERNANT:

Rapport de la Commission canadienne du blé, pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1982, y compris le rapport des vérificateurs, conformément à l'article 7(2) de la Loi sur la Commission canadienne du blé, chapitre C-12, S.R.C. 1970.—Document parlementaire nº 321-1/259C.

APPEARING:

The Honourable Hazen R. Argue,
Minister of State (Canadian Wheat Board).

COMPARAÎT:

L'honorable Hazen R. Argue,
Ministre d'État (Commission canadienne du blé).

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82-83

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982-1983

23402—1

STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE

Chairman: Éva Côté

Vice-Chairman: Robert Daudlin

MEMBERS/MEMBRES

Vic Althouse
Murray Cardiff
Marcel Dionne (*Chicoutimi*)
Jean-Guy Dubois
Ralph Ferguson
Len Gustafson
Stan Hovdebo
Charles Mayer
Marcel Ostiguy
Stan Schellenberger
Claude Tessier
Michel Veillette
John Wise

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE

Président: Éva Côté

Vice-président: Robert Daudlin

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Doug Anguish
David Berger
Robert Bockstael
Rolland Dion (*Portneuf*)
Douglas Fisher
Alain Garant
Gaston Gourde (*Lévis*)
Bert Hargrave
Fred King
Stan Korchinski
Normand Lapointe (*Beauce*)
Jean-Louis Leduc
Fred McCain
Douglas Neil
Nelson A. Riis

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 69(4)(*b*):

On Tuesday, November 29, 1983:
Len Gustafson replaced Douglas Neil;
Douglas Neil replaced Len Gustafson.

Conformément à l'article 69(4)*b*) du Règlement:

Le mardi 29 novembre 1983:
Len Gustafson remplace Douglas Neil;
Douglas Neil remplace Len Gustafson.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

ORDER OF REFERENCE

Pursuant to Standing Order 46(4) the following paper was deemed referred to the Committee:

Monday, April 18, 1983

Report of the Canadian Wheat Board for the Crop Year ended July 31, 1982, together with the Auditors' Report, pursuant to subsection 7(2) of the Canadian Wheat Board Act, chapter C-12, R.S.C. 1970.—Sessional Paper No. 321-1/259C.

ORDRE DE RENVOI

Conformément aux dispositions de l'article 46(4) du Règlement, le document suivant était réputé déféré au Comité:

Le lundi 18 avril 1983

Rapport de la Commission canadienne du blé, pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1982, y compris le rapport des vérificateurs, conformément à l'article 7(2) de la Loi sur la Commission canadienne du blé, chapitre C-12, S.R.C., 1970.—Document parlementaire nº 321-1/259C.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, NOVEMBER 29, 1983
(124)

[*Text*]

The Standing Committee on Agriculture met at 3:45 o'clock p.m., this day, the Chairman, Mrs. Éva Côté, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Althouse, Cardiff, Mrs. Côté, Messrs. Ferguson, Gustafson, Hovdebo, Mayer, Ostiguy, Schellenberger and Veillette.

Alternates present: Messrs. Bockstael and Neil.

Other Member present: Mr. Towers.

Appearing: The Honourable Senator Hazen Robert Argue, Minister of State (Canadian Wheat Board).

Witnesses: *From the Canadian Wheat Board*: Mr. Esmond Jarvis, Chief Commissioner; Mr. Jim Leibfried, Commissioner; and Mr. David Olfert, Treasurer. *From the Department of External Affairs*: Mr. N.A. O'Connell, Director General, Grain Marketing Bureau.

The Committee proceeded to consider, pursuant to S.O. 46(4), the Report of the Canadian Wheat Board for the Crop Year ended July 31, 1982, together with the Auditors' Report, deemed referred to the Committee on Monday, April 18, 1983.

On motion of Mr. Mayer, it was agreed,

That the Standing Committee meet on Tuesday, November 29, 1983, at 3:30 p.m. with the Honourable Senator Hazen R. Argue, Minister responsible for the Canadian Wheat Board, to discuss the Annual Report of the Canadian Wheat Board and, if time permits, Bill S-6, An Act to amend the Two-Price Wheat Act; and

That, during the questioning of witnesses, on the first round of 10 minutes to each member, the Chairman shall recognize the members in the following order: one P.C., one N.D.P., one Liberal, one P.C. two Liberals, one P.C., one N.D.P., and then alternate between a Liberal and a P.C. member until all members have been recognized on the first round before proceeding to the second round of 5 minutes to each member who will be recognized in the same order.

The Minister and Mr. Jarvis each made a statement and, with the other witnesses, answered questions.

At 5:56 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 29 NOVEMBRE 1983
(124)

[*Texte*]

Le Comité permanent de l'agriculture se réunit aujourd'hui à 15h45, sous la présidence de Mme Éva Côté (présidente).

Membres du Comité présents: MM. Althouse, Cardiff, Mme Côté, MM. Ferguson, Gustafson, Hovdebo, Mayer, Ostiguy, Schellenberger et Veillette.

Substituts présents: MM. Bockstael et Neil.

Autre député présent: M. Towers.

Comparaît: L'honorable sénateur Hazen Robert Argue, ministre d'État (Commission canadienne du blé).

Témoins: *De la Commission canadienne du blé*: M. Esmond Jarvis, commissaire en chef; M. Jim Leibfried, commissaire; et M. David Olfert, trésorier. *Du ministère des Affaires extérieures*: M. N.A. O'Connell, directeur général, Bureau de commercialisation des grains.

Le Comité entreprend l'étude, en conformité de l'article 46(4) du Règlement, du Rapport annuel de la Commission canadienne du blé pour la campagne céréalière terminée le 31 juillet 1982 ainsi que le rapport du vérificateur s'y rapportant, réputé déféré au Comité le lundi 18 avril 1983.

Sur motion de M. Mayer, il est convenu,

Que le Comité permanent tienne une séance le mardi 29 novembre 1983, à 15h30, avec l'honorable sénateur Hazen R. Argue, ministre responsable de la Commission canadienne du blé, pour discuter d'abord du rapport annuel de la Commission canadienne du blé et, si le temps le permet, du projet de loi S-6, Loi modifiant la Loi sur le double prix du blé; et

Que, durant la période des questions des témoins, au cours du premier tour de 10 minutes accordées à chaque membre, la présidente donnera la parole aux membres dans l'ordre suivant: un représentant du P.C., un représentant du N.P.D., un représentant du parti libéral, un représentant du P.C., deux représentants du parti libéral, un représentant du P.C., un représentant du N.P.D. et ensuite on alternera entre un représentant du parti libéral et un représentant du P.C. jusqu'à ce que tous les membres aient été reconnus au premier tour avant de procéder au deuxième tour de 5 minutes à chaque membre durant lequel les membres seront reconnus dans le même ordre.

Le Ministre et M. Jarvis font des déclarations et, avec les autres témoins, répondent aux questions.

A 17h56, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

[*Texte*]

Tuesday, November 29, 1983

• 1540

Le président: À l'ordre!

Je souhaite la bienvenue à tous les membres au Comité permanent de l'agriculture. Nous poursuivons l'étude de notre ordre de renvoi.

• 1545

Conformément à l'article 46.(4) du Règlement, le Comité entreprend l'étude du rapport annuel 1981-1982 de la Commission canadienne du blé réputé déféré au Comité permanent de l'agriculture le lundi, 18 avril 1983.

Avant de procéder à l'audition des témoignages avec nos témoins d'aujourd'hui, que je vous présenterai dans quelques instants, j'aimerais vous faire part d'une réunion du Sous-comité du programme et de la procédure qui s'est tenue le 24 novembre 1983, pour discuter des travaux futurs du Comité permanent.

Une copie de ce rapport a été remise à chacun des membres.

Si vous êtes d'accord avec les notes qui vous ont été transmises, on pourrait les adopter en tant que règles régissant le fonctionnement du Comité. Toutefois, vu que le quorum n'avait pas été atteint au Sous-comité, il sera nécessaire d'obtenir une décision du Comité permanent de l'agriculture.

Mr. Towers: I just have one question, Madam Chairman. What are you going to do when you play the lone Liberal member. He cannot fill all those spots.

Le président: Ce ne m'inquiète nullement. De toute façon, vous pourrez sûrement combler le temps!

Alors, est-ce que quelqu'un désire proposer l'adoption de cette méthode de fonctionnement?

M. Mayer, appuyé par M. Bockstael, propose l'adoption du rapport du Sous-comité du programme et de la procédure.

Le rapport du Sous-Comité du programme et de la procédure est adopté.

(Voir le *procès-verbal de la réunion*).

Le président: Je voudrais maintenant vous présenter les témoins qui sont ici aujourd'hui relativement au rapport de la Commission canadienne du blé ainsi qu'au sujet du projet de loi S-6. Nous accueillons donc le ministre, l'honorable sénateur Hazen Argue, ministre responsable de la Commission canadienne du blé ainsi que M. Esmond Jarvis, commissaire en chef de la Commission; M. Jim Leibfried, commissaire; M. Davis Olfert, le trésorier et M. Peter Thomson, l'assistant exécutif de la Commission. Il y a aussi M. N.A. O'Connell, qui est le directeur général du Bureau de commercialisation des grains au ministère des Affaires extérieures.

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

[*Traduction*]

Le mardi, 29 novembre, 1983

The Chairman: Order please!

I would like to welcome all the members of the Standing Committee on Agriculture. We are resuming consideration of our order of reference.

In accordance with Standing Order 46.(4), the committee will begin consideration of the annual report for 1981-1982 of the Canadian Wheat Board referred to the Standing Committee on Agriculture on Monday, April 18, 1983.

Before we hear our witnesses today, whom I will introduce to you shortly, I would like to inform you that a meeting of the sub-committee on Agenda and Procedure was held on November 24, to discuss the future work of the committee.

A copy of this report has been distributed to each of the members.

If you agree with its content, the report can be adopted and used to guide the committee in its work. However, as there was no quorum at the sub-committee meeting, I shall have to seek approval from the Standing Committee on Agriculture.

M. Towers: Madame le président, j'ai une seule question à vous poser. Que faites-vous lorsque vous n'avez qu'un député libéral? Il ne pourra pas occuper tout le temps accordé.

The Chairman: I have no worries whatsoever about that. In any event, you will certainly be able to fill in the time!

So, would someone move the adoption of the proposed procedure?

Mr. Mayer, seconded by Mr. Bockstael, moves the adoption of the report from the Sub-Committee on Agenda and Procedure.

The report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure is carried.

(see the *Minutes of the Meeting*).

The Chairman: I would now like to introduce to you our witnesses today who are appearing on the report of the Canadian Wheat Board as well as on Bill S-6. So we welcome the minister responsible for the Canadian Wheat Board, the Honourable Senator Hazen Argue, as well as Mr. Esmond Jarvis, Chief Commissioner of the board; Mr. Jim Leibfried, Commissioner; Mr. Davis Olfert, Treasurer and Mr. Peter Thomson, Executive Assistant to the Board. There is also Mr. N.A. O'Connell, Director General of the Grain Marketing Board with the Department of External Affairs.

[*Text*]

Je crois que M. Argue a un mémoire à nous présenter en premier lieu, et par la suite, nous enchaînerons avec la période des questions.

Vous avez la parole, sénateur.

Hon. Senator Hazen R. Argue (Minister of State (Canadian Wheat Board)): Madam Chairperson, members of the House of Commons Standing Committee on Agriculture, I am sure we all welcome the Canadian Wheat Board with us this afternoon, as well as some officers from the Grains Group to discuss, amongst other things, the annual report of the Canadian Wheat Board.

I have a rather short statement here. Perhaps I should go through it. I just want to say that it is a pleasure to be here and it is a pleasure to work .with the Canadian Wheat Board in its very very important operations. I think it is I think it is a highly successful marketing agency that has obtained very large sales for Canadian grain and is returning all that is available in the market to our producers.

• 1550

The last crop year, 1982-83, was a record one for grains and oil seeds exports. At 29.5 million tonnes total exports of grains and oil seeds and their products approached the 30-million-tonne target which the Wheat Board had proposed for 1985. Producers' deliveries established a new record. This performance was achieved in spite of a severely frost-damaged wheat crop and the work disruption which occurred early in the crop year.

The Canadian Wheat Board and all members of the grain industry deserve credit for this performance.

To date in the current crop year exports of grains and oil seeds are running ahead of last year's levels. As of mid-November total exports were some 24% higher than year-earlier levels with all grains except durum showing increases relative to last year. Although these early export results cannot be used as a firm indication of what total 1983-84 will be, there is room for optimism that export performance will at least be close to last year's level.

World grain production for 1983 is expected to be similar to last year's 480 million tonnes. A 14% reduction in the U.S. wheat crop has been balanced by higher output in other important production areas such as Australia and the U.S.S.R. Production is still expected to exceed consumption for 1983-84, and ending stocks will likely again increase by up to 7 million tonnes or 7%.

Canadian wheat production fell slightly to 26.6 million tonnes this year, and total wheat supply is 36.6 million tonnes, about the same as last year. A notable feature of this year's crop is the high quality, which is in direct contrast to last year's crop, which suffered a considerable degree of frost damage late in the growing season. Exports are off to a good

[*Translation*]

I believe Mr. Argue has a brief to present and then we will move on to question period.

You have the floor, Senator.

Le sénateur Hazen R. Argue (ministre d'État pour la Commission canadienne du blé): Madame le président, messieurs les membres du Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes, je sais que nous accueillons tous chaleureusement les représentants de la Commission canadienne du blé cet après-midi ainsi que des fonctionnaires du Bureau de commercialisation des grains pour discuter, entre autres questions, du rapport annuel de la Commission canadienne du blé.

Mon exposé est assez court, alors je me permettrai de lire mon mémoire. Je tiens à vous dire que c'est un plaisir pour moi d'assister à la réunion et de travailler avec la Commission canadienne du blé dans l'accomplissement de son travail si important. La commission a réussi à vendre d'énormes quantités de céréales canadiennes au meilleur prix possible.

La campagne de 1982-1983 a constitué un record des exportations de céréales et d'oléagineux. Ces exportations se sont élevées à 29,5 millions de tonnes, ce qui n'est pas loin d'atteindre l'objectif de 30 millions de tonnes fixé par la Commission du blé pour 1985. Les livraisons des producteurs ont également constitué un nouveau record. Or ces records ont été réalisés en dépit des pertes occasionnées par le gel et des interruptions de travail intervenues en début d'année.

Je tiens donc à féliciter la Commission canadienne du blé ainsi que tous ceux qui, à un titre quelconque, ont participé au secteur céréalier.

Les exportations de céréales et d'oléagineux pour la campagne en cours dépassent d'ores et déjà les niveaux atteints l'an dernier. À la mi-novembre et à l'exception du blé dur, les exportations de toutes les céréales avaient enregistré une hausse de 24 p. 100 par rapport à l'an dernier à la même date. Bien que ces chiffres ne nous permettent pas encore de prévoir le montant global des exportations pour 1983-1984, on peut espérer que le niveau des exportations atteindra celui de l'an dernier.

La production mondiale de céréales pour 1983 devrait atteindre quelque 480 millions de tonnes comme l'an dernier. Une réduction de la production de blé de 14 p. 100 aux États-Unis a été compensée par une hausse de la production en Australie et en Union Soviétique. La production devrait continuer à dépasser la consommation en 1983-1984, ce qui devrait entraîner la constitution de stocks de 7 millions de tonnes, soit 7 p. 100.

La production canadienne de blé a enregistré une légère baisse cette année et se situe à 26,6 millions de tonnes, les stocks globaux de blé s'élevant à 36,6 millions de tonnes, c'est-à-dire à peu de chose près au niveau de l'an dernier. La récolte de cette année est d'excellente qualité, alors que l'an dernier des gelées en fin de saison ont provoqué de gros dégats. Les

[*Texte*]

start with November 16 level at 6.7 million tonnes, about 28% ahead of last year.

The Wheat Board last year concentrated on moving out lower quality special bin and the carry-over of this type from last year's crop has been largely cleared out.

Overall for 1983-84 Canada's wheat exports are expected to be close to the record level achieved last year.

Wheat prices continue to be soft as a result of continuing high stock levels, particularly in the U.S. Prices are expected to remain stable for the balance of the year with a major factor being the level of participation in the U.S. wheat program. The current proposals for the program do not appear to be as attractive to producers.

Feed grains: In contrast to the wheat market, the world feed grain situation has changed substantially in the past few months. Large PIK-induced corn acreage reductions in the United States plus sharply reduced yields due to prolonged drought and heat resulted in a 49% reduction in U.S. corn production from earlier levels.

In addition, 1983 coarse grain production in the EC and in Eastern Europe suffered as a result of weather-induced problems. This changed situation on the supply side underlies the strength in prices for coarse grains which has been evident on the world markets over the past few months. Coarse grain trade is expected to increase only marginally in the current crop year, but coarse grain exports from the major exporters has a potential to increase, mainly because of reduced exportable supplies in Brazil and the EEC.

Coarse grain production in Canada is estimated to be about 22% lower in 1983. Barley production, in particular, has dropped with prairie barley production estimated at 9.4 million tonnes compared to 12.7 million tonnes in 1982. Total supplies of Canadian barley are therefore reduced in 1983-84 to about 15.7 million tonnes as compared to 18.2 million tonnes in 1982-83.

Export opportunities for Canadian barley are excellent for this year. There have been concerns, in fact, that the Canadian Wheat Board and their accredited exporters might be limited by supply in their ability to pursue these opportunities. This concern was exacerbated during the first several weeks of the crop year, when price relationships favoured producer delivery to the non-board market in preference over the Canadian Wheat Board. In response to the changed market situation, the government authorized an increase in initial payments for barley and oats, effective October 24. This action appears to have corrected the imbalance in domestic price relationships, and producer deliveries to the Canadian Wheat Board have increased in volume.

• 1555

Although exports this year will likely reach record levels, further substantial price increases are not anticipated. The relatively unattractive corn program in the United States

[*Traduction*]

exportations sont parties sur un bon pied, 6,7 millions de tonnes ayant déjà été vendues au 16 novembre, soit 28 p. 100 de plus que l'an dernier à pareille époque.

L'an dernier la Commission du blé a fait un gros effort pour écouler le blé de qualité inférieure si bien que les stocks de l'année précédente sont pratiquement épuisés.

Nos exportations de blé pour 1983-1984 devraient donc approcher les records enregistrés l'an dernier.

Les stocks de blé, toujours aussi élevés surtout aux États-Unis, continuent à peser sur les prix. Ces prix devraient rester stables pendant le reste de l'année étant donné le taux de participation au programme américain de blé. Or le programme actuellement proposé ne devrait pas être très intéressant pour les producteurs.

Contrairement à ce qui s'est passé sur le marché du blé, le marché des céréales fourragères a sensiblement évolué au cours des derniers mois. Le programme de paiement en nature aux États-Unis a entraîné une forte baisse des emblavures aux États-Unis; à quoi il faut ajouter une longue période de sécheresse, qui a provoqué une baisse de la production américaine de maïs de 49 p. 100 par rapport au niveau précédent.

La production de céréales secondaires en 1983 dans les pays du marché commun et de l'Europe de l'est s'est ressentie du mauvais temps. Cette baisse de l'offre a fait monter les prix des céréales secondaires au cours des derniers mois. Le commerce des céréales secondaires ne devrait augmenter que légèrement au cours de l'actuelle campagne, mais les possibilités d'exportation devraient s'améliorer en raison de la baisse des stocks au Brésil et dans les pays du marché commun.

La production canadienne de céréales secondaires est d'environ 22 p. 100 inférieure à celle de 1983. Ainsi la production d'orge des Prairies est passée de 12,7 millions en 1982 à 9,4 millions de tonnes. Notre production globale d'orge est donc passée de 18,2 millions de tonnes en 1982-1983 à 15,7 millions de tonnes en 1983-1984.

Les perspectives d'exportation d'orge canadienne sont excellentes pour l'année en cours. Il se pourrait d'ailleurs que la Commission canadienne du blé et ses exportateurs accrédités ne parviennent pas à satisfaire la demande. Ces craintes ont été avivées au cours des premiers mois de la campagne agricole au moment où le barème des prix encourageait les producteurs à écouler leur orge en dehors de la Commission canadienne du blé. Tenant compte de l'évolution de la situation, le gouvernement a autorisé une majoration des paiements initiaux pour l'orge et l'avoine à partir du 24 octobre. Cette mesure a corrigé le déséquilibre des prix intérieurs, ce qui a entraîné une augmentation du volume des ventes à la Commission canadienne du blé.

Même si les exportations devaient battre tous les records cette année, on ne prévoit pas de nouvelles fortes augmentations de prix. Les programmes peu attrayants offerts aux

[*Text*]

raises prospects for increased corn plantings in the U.S. in 1984.

Overall, therefore, the outlook for grain exports and quotas is fairly good this year, with the major negative factor being wheat prices. The magnitude of the Canadian Wheat Board's export program for wheat and barley is reflected in quota levels and farmer's deliveries. To meet export sales commitments for barley, Wheat Board quotas have reached a cumulative level of 285 kilograms or 13 bushels per acre compared to 130 kilograms or 6 bushels a year ago. Farmers' deliveries of barley are ahead of last year by almost 50%. The non-board market attracted significant supplies in the early part of the crop year and has sufficient stocks to meet requirements. This has been reflected in a decline of street prices in Prairie positions.

Wheat deliveries have been lagging behind last year's level, and the Wheat Board on November 24 opened a further quota for wheat in 38 out of the 49 shipping blocks in the Prairies. This brings cumulative wheat quotas to 160 kilograms or 5.9 bushels per acre in addition to the 2.9-bushel supplementary quota for Canada feed wheat, which was in effect for a few weeks during the fall. Last year at this time, there were similarly cumulative wheat quotas of 5.9 bushels in effect, with a supplementary 2.9-bushel quota for higher grades established on December 6.

Oilseed prices have increased sharply since July as a consequence of a 30% reduction in soybean production in the United States. U.S. carry-over stocks at the end of this crop year are expected to be cut to a minimal level of 120 million bushels. Some further price strengthening may yet occur, but with expectations of a larger U.S. crop in 1984, prices will likely weaken in the latter part of 1983.

Now, I have some notes here related to the visits I made to various countries, some of the issues that were discussed and some of the prospects arising out of those visits for increased quantities of sales within those various countries. I do not intend to go over that in detail, but I would say I think a ministerial mission to some of our main customers is a good thing for Canada. I think it is welcomed, and whatever administration may be in office from time to time, I think those kinds of initiatives are in the interests of Canada and in the interests of the grain producers.

Now, I know we are all delighted to have with us Mr. Esmond Jarvis and his associates from the Canadian Wheat Board. Esmond Jarvis is the Chief Commissioner. Madam Chairperson, I am not sure; Mr. Jarvis will probably want to make his own statement. But in any event, that concludes my statement. Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much, Senator.

Moi aussi, monsieur le sénateur, je voudrais souhaiter la plus cordiale bienvenue à la Commission canadienne du blé et

[*Translation*]

États-Unis devraient entraîner une augmentation des emblavures de maïs dans ce pays en 1984.

Donc dans l'ensemble les perspectives d'exportation de céréales sont plutôt bonnes pour cette année, seuls les prix du blé laissant à désirer. Le programme d'exportation de blé et d'orge fixé par la Commission canadienne du blé se répercute sur le niveau des quotas et des livraisons des producteurs. Pour pouvoir exécuter les ventes d'orge à l'exportation, les quotas de la Commission canadienne du blé ont été fixés à 285 kilos soit 13 boisseaux à l'hectare contre 130 kilos ou six boisseaux à l'hectare l'an dernier. Les livraisons d'orge dépassent actuellement celles de l'an dernier de près de 50 p. 100. Le marché libre a été largement approvisionné au début de l'actuelle campagne et les stocks sont donc suffisants pour satisfaire la demande. Ceci a entraîné une baisse des prix courants dans la région des Prairies.

Les livraisons de blé sont inférieures à celles de l'an dernier, et la Commission a donc décidé d'accorder de nouveaux quotas pour le blé à partir du 24 novembre, dans 38 des 49 zones de transport des Prairies. Ceci porte le montant global des contingents de blé à 160 kilos, soit 5,9 boisseaux à l'acre, en plus des 2,9 boisseaux de quotas supplémentaires pour le blé destiné à l'alimentation du bétail, qui avait été mise en application pendant plusieurs semaines au cours de l'automne dernier. L'an dernier à pareille époque, les quotas de blé cumulés atteignaient également 5,9 boisseaux, des quotas supplémentaires de 2,9 boisseaux pour les qualités supérieures ayant été créés le 6 décembre.

Les prix des oléagineux ont enregistré une très forte hausse depuis le mois de juillet dernier à la suite d'une baisse de 30 p. 100 de la production du soya aux États-Unis. Les stocks américains à la fin de l'actuelle campagne n'atteindraient que 120 millions de boisseaux. Les prix pourraient être augmentés encore légèrement, mais comment prévoir une meilleure récolte américaine en 1984, les prix vont sans doute fléchir vers la fin de 1983.

J'ai ici quelques notes concernant mes déplacements à l'étranger, les questions qui ont été soulevées et les nouvelles perspectives de vente dans ces différents pays. Je n'ai pas l'intention d'en parler en détail; qu'il me suffise donc de vous dire qu'il est bon, à mon avis, d'envoyer des missions ministérielles chez nos principaux clients de temps à autre. Je trouve que des missions de ce genre devraient être envoyées périodiquement, quel que soit le gouvernement au pouvoir, car les producteurs en particulier et le Canada en général ne peuvent qu'y gagner.

Nous sommes tous heureux d'avoir parmi nous aujourd'hui M. Esmond Jarvis et ses adjoints, de la Commission canadienne du blé. M. Jarvis, le commissaire en chef de la Commission, a sans doute une déclaration à faire lui aussi. Pour ma part j'ai terminé.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le sénateur.

I want to welcome the Canadian Wheat Board, and we are very happy to have you with us today.

[*Texte*]

dire que nous sommes très honorés de vous avoir en notre compagnie aujourd'hui.

Si le commissaire en chef a une déclaration à faire, nous serions très heureux de l'entendre.

Monsieur Jarvis.

Mr. Esmond Jarvis (Chief Commissioner, Canadian Wheat Board): Madam Chairman and members of the committee, I think it is evident that Mr. Argue is well informed on the business of the board, the program we have carried out in the last year and the progress to date this year. Much of what I might say about that subject would only be redundant, and so we can leave it to questions.

I would certainly want to take advantage of this opportunity to thank the committee for the invitation of being here, and we hope we will be able to clarify any issues you have in mind. We always look forward to opportunities of meeting with members of Parliament, reporting to Parliament as we do.

• 1600

We say to our producers in the country that we report to Parliament and we have put a very high priority on that, at the same time feeling fully accountable to producers. We do spend a lot of time accounting to producers across the west, and we welcome these opportunities to talk to the members of this committee.

The other colleagues from the board have been introduced. There are five commissioners on the board, as you know, only one of whom, besides myself, is here today: Dr. Leibfried. The other officials have been introduced.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Jarvis.

Mr. Schellenberger.

Mr. Schellenberger: Thank you, Madam Chairperson. I know 10 minutes will go by too quickly.

I appreciate the commissioners being in attendance today. I know last week was short notice, so we really appreciate their effort to be here today. I know this will assist members of Parliament and their constituents in understanding some of the things that have gone on in the past few months.

I want to begin by asking something about the past year, and then go into some of the things that I think are important in this coming year. The first question that comes to mind is that prairie farmers are having difficulties with their cash-flows, with getting sufficient moneys into their bank accounts to meet large payments in the fall, and they are very concerned about reports out about final payments and the timing of the closing of the pools, as to whether any cash from this year's better prices is finding its way into the pools from last year to make the losses not as large as they might be. Perhaps the minister or the commissioner might just bring us up to date on what the situation is in final payments; if the pools are closed, how long, with the new computers, it will take to come up with final tallies; and can he be optimistic about the size of any

[*Traduction*]

If the Chief Commissioner has an opening statement, we will be pleased to hear it.

Mr. Jarvis.

M. Esmond Jarvis (commissaire en chef, Commission canadienne du blé): Madame le président, comme vous avez tous pu le constater, M. Argue est parfaitement au courant du fonctionnement de la Commission, de ses activités passées et des progrès réalisés à ce jour. Pour ne pas répéter ce qu'il vient de dire, je pense qu'il est préférable de passer aux questions.

Je tiens néanmoins à remercier le Comité de m'avoir invité à comparaître devant vous, ce qui devrait nous permettre de clarifier certains problèmes. C'est toujours pour nous un plaisir de répondre à votre invitation.

Nous disons à nos producteurs que nous faisons rapport au Parlement et que nous accordons une très grande importance à cela, tout en nous sentant tout à fait responsables envers eux. Il est vrai que nous consacrons beaucoup de notre temps à répondre de ce que nous faisons devant les producteurs de l'Ouest, et nous sommes heureux de pouvoir parler aux membres du Comité.

On a déjà présenté les autres collègues de la commission. Vous n'ignorez pas que cinq personnes font partie du conseil de la commission, et qu'a part moi, une seule d'entre elles est ici aujourd'hui; il s'agit de M. Leibfried. On vous a présenté les autres hauts fonctionnaires.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Jarvis.

Monsieur Schellenberger.

M. Schellenberger: Merci, madame le président. Je suis certain que mes 10 minutes s'écouleront trop rapidement.

Je suis reconnaissant aux commissaires d'être ici aujourd'hui, surtout que nous les avons avisés à brève échéance, c'est-à-dire la semaine dernière. Je suis sûr que leur présence ici aidera les députés et les électeurs de ces députés à comprendre certaines des choses qui se sont passées au cours des derniers mois.

J'aimerais d'abord commencer par vous interroger au sujet de l'année dernière, puis aborder certaines choses qui me paraissent importantes pour l'année prochaine. Ce qui me vient d'abord à l'esprit, c'est que les agriculteurs de l'Ouest ont des difficultés à s'autofinancer, c'est-à-dire à mettre suffisamment d'argent en banque pour pouvoir effectuer des paiements considérables à l'automne; et ils sont très préoccupés par les rapports relatifs aux derniers versements à faire et au moment choisi pour fermer les pools. Enfin, ils aimeraient savoir si l'argent qui résultera de la majoration des prix de cette année pourra retourner aux pools de l'année dernière afin d'éponger quelque peu leurs pertes. Les ministres ou hauts commissaires peuvent-ils nous dire où l'on en est par rapport à cette situation des derniers paiements, si les pools sont fermés, et combien de

[*Text*]

final payments that might be moving towards the prairie farmers.

Senator Argue: I would like Mr. Jarvis to answer that.

Mr. E. Jarvis: We are happy to comment on this subject. As for when final payments can be made, you may be aware that the Canadian Wheat Board Act provides that the final payments shall not be made before January 1 in the year following the crop year closing. So we will not be making final payments before January 1, as provided. We are closing our pools as of October 31.

We can go into this subject in as much detail as you like. Our treasurer is with us.

The grain that constitutes the pool that closed on October 31—in the case of wheat or in the case of durum or in the case of barley or oats, the grain that constitutes that pool is that which is delivered in the 12-month crop year, and only that grain. Of course, if it is delivered in the system in July, there is still bueiness to be done on that grain. It may be priced by that time or it may not. It certainly is not shipped. We carry on for a period after the delivery period, before we actually close the pool account.

Any rumours that we hear in the country—and we hear them perhaps as you do, Mr. Schellenberger—or suggestion that in some fashion we are transferring from one pool to the other—we have absolutely no capability to do that under the Canadian Wheat Board Act. It is very precise, and our accounts are audited, so we have no latitude in that regard, nor do we want such latitude. But we do not have any latitude, and it is a thorough calculation, which is audited, and our auditors follow the trail to check to make sure that the accounts meet their satisfaction as we go through these calculations, and then the actual final payments are approved by order in council, as is also provided under our act.

About the size of final payments, the only speculation I would share with you at this point is that any barley payment on the feed grain pool would be extremely small, if there is any at all. We are not expecting a final payment there. But in the case of the others of course we are, and we would not speculate at this time as to how large the payments will be. The calculations are only being carried out at the present time.

Mr. Schellenberger: Is there any feeling that as more modern equipment is used by the Wheat Board, final payments can be speeded up closer to the January 1 deadline?

• 1605

Mr. E. Jarvis: With the current closing of October 31, we are working on a 60-day time frame to finalize all the accounts, finalize the numbers, and have them into the process for the order in council, so I cannot see that being shortened up. There is a question of bringing forth the closing earlier

[*Translation*]

temps il faudra aux nouveaux ordinateurs pour en arriver aux derniers comptes? En dernier lieu, prévoient-ils qu'on accordera des versements intéressants aux agriculteurs des Prairies?

Le sénateur Argue: J'aimerais que M. Jarvis réponde.

M. E. Jarvis: Avec plaisir. Pour ce qui est des derniers versements, vous n'ignorez probablement pas que la Loi sur la Commission canadienne du blé dispose qu'ils ne seront pas effectués avant le 1er janvier de l'année suivant, celle de la fermeture de la récolte. Nous n'effectuerons donc pas de paiement avant le 1er janvier, tel qu'exigé. Les pools ferment à partir du 31 octobre.

Nous pouvons aborder tous les détails que vous voulez au sujet de cette question, étant donné que notre trésorier est avec nous.

La céréale correspondant au pool qui s'est fermé le 31 octobre, qu'il s'agisse du blé, du blé dur ou encore de l'orge ou de l'avoine, est uniquement celle qui est livrée au cours de l'année de la récolte échelonnée sur 12 mois. Bien entendu, si cette céréale est livrée au mois de juillet, il reste encore à faire certaines choses. En effet, il se peut que son prix ait été établi, mais le contraire est vrai aussi. De toute façon, il n'est certainement pas encore expédié. Nous sommes donc encore actifs pendant un certain temps après la livraison, c'est-à-dire avant que nous ne fermions le compte du pool.

Pour ce qui est des rumeurs que nous entendons tout comme vous, monsieur Schellenberger, et d'après lesquelles nous effectuons des transferts d'un pool à l'autre, la Loi sur la Commission canadienne du blé ne nous le permet absolument pas. Cette dernière est en effet très précise, et nos comptes sont vérifiés, ce qui ne nous laisse aucune latitude à cet égard. De toute façon, nous n'en voulons pas. Enfin, nous n'avons pas cette possibilité, et l'on effectue des calculs très méticuleux, puis une vérification, et nos vérificateurs s'assurent que les comptes et les livres soient bien tenus, puis les derniers paiements sont approuvés par décret, comme cela est également prévu par la loi.

Pour ce qui est de l'importance de ces derniers versements, tout ce que je puis vous dire en ce moment, c'est que tout paiement relatif à l'orge faisant partie du pool des grains de provende sera extrêmement faible, à supposer qu'il y en ait un, car nous ne nous attendons pas à ce qu'il y en ait. Pour ce qui est des autres cependant, nous prévoyons, bien entendu, qu'il y en aura, sans toutefois pouvoir dire quels montants ils atteindront. On est en train d'effectuer les calculs relatifs à cela en ce moment.

M. Schellenberger: Est-on d'avis qu'au fur et à mesure que la commission se sert de matériel moderne, on pourra accélérer les derniers paiements, c'est-à-dire les effectuer un peu plus près de la date limite du 1er janvier?

M. E. Jarvis: Notre date de fin des opérations étant le 31 octobre, nous avons donc 60 jours pour finaliser tous les comptes en vue du décret ministériel. Je ne peux donc imaginer que cette période soit raccourcie. On a pensé que l'on pourrait peut-être avancer la date de fin des opérations. Celle-ci

[*Texte*]

than October 31. That could vary from year to year. In a year of slow sales, October 31 could be postponed; in other words the closing of the pools could be later indeed because it is a matter of minimizing the transfer of grain that has not yet been priced or exported from one pool to another. I could not see much latitude there; maybe some, but it is limited.

Mr. Schellenberger: Have you recommended to the . . . ?

Mr. Jim Leibfried (Commissioner, Canadian Wheat Board): I think, Mr. Schellenberger, also that once we get past January 1, we are getting them out faster. We are working on that. With their programs and their combining the checks, I think this year the final payment will have all the payments on one cheque with a full record on it, whether it is wheat, oats, barley or what, from the board. Last year we combined wheat and durum and, I think, then the feed grains. This year they are working to combine it, so you will get a cheque, regardless of where you delivered in the province and things of this nature. I think they are speeding up the routine. Usually, I think, the Post Office and how fast they can take them has been one of the factors limiting us. I think the adjustment payment on barley, we are going to make it December 5, and it is going to go on one day from the board.

Mr. Schellenberger: That brings to light a question. I guess this is not a fair question and you may tell me so. Has the board recommended an increase in initial payments for wheat, durum, feed barley, malting barley to the minister—an increase in initial payment, an interim increase?

Mr. E. Jarvis: Are you referring to a further increase than the increase that has already been implemented?

Mr. Schellenberger: Yes. You have only put one increase on barley that I am aware of.

Mr. E. Jarvis: Yes.

Mr. Schellenberger: All the other indications are that world prices have increased substantially and yet initial prices to farmers still remain, I might say, very low.

Mr. E. Jarvis: Generally we do not announce when and if we have made a recommendation to the minister on these matters, but I can certainly indicate to you that we have not recommended any increases beyond those that have been made so far this year.

In the case of durum wheat which has moved up in price—it was selling below hard red spring wheat top grades and is now at a premium—we have indicated that we would review those numbers and will be doing so and sharing the results of that with the minister.

We have had a number of questions, for example, about malting barley's being raised, I am sure, because the initial price of feed barley was raised. I think we have to recognize that we are talking about two totally different markets which have moved quite independently. The dramatic turnaround in the feed grain market which was associated with the small corn crop in the United States has not been reflected through

[*Traduction*]

pourrait varier d'année en année. Au cours d'une année de vente lente, on pourrait reporter la date du 31 octobre à plus tard. En d'autres termes, la fin des opérations aux silos de mise en commun pourrait être reportée à plus tard dans l'année afin de minimiser le transfert des grains d'un silo de mise en commun à un autre dans le cas de grains dont le prix n'a pas encore été établi ou de grains destinés à l'exportation. La latitude dont nous disposons n'est pas très grande.

M. Schellenberger: Avez-vous recommandé au . . .

M. Jim Leibfried (commissaire, Commission canadienne du blé): Une fois dépassée la date du 1er janvier, les choses s'accélèrent. On n'émet également qu'un seul chèque au lieu de plusieurs, et cette année, les ajustements de fin de campagne feront état, sur un seul chèque, des différentes livraisons, qu'il s'agisse de blé, d'avoine, d'orge etc. L'année passée, nous avons regroupé le blé et le blé dur et aussi, si je ne me trompe, les céréales fourragères. Cette année, nous voulons également procéder au regroupement des différentes livraisons. Nous n'émettrons donc qu'un seul chèque. Il y a donc accélération des choses. Evidemment, tout dépend de la rapidité avec laquelle la poste canadienne peut fonctionner. Dans le cas du paiement de rajustement portant sur l'orge, la commission émettra ces chèques le 5 décembre.

M. Schellenberger: J'aimerais dans ce contexte vous poser une question. Vous ne trouverez peut-être pas que je devrais vous la poser, et vous pourrez me le dire. La commission a-t-elle recommandé au ministre une augmentation des acomptes portant sur le blé, le blé dur, l'orge fourragère, l'orge de brasserie? Je veux parler de quelque chose de temporaire.

M. E. Jarvis: Voulez-vous parler d'une autre augmentation que celle qui a déjà été consentie?

M. Schellenberger: Oui. Si je ne me trompe, vous n'avez consenti qu'une seule augmentation pour ce qui est de l'orge.

M. E. Jarvis: Oui.

M. Schellenberger: Les primes ont dû augmenter de façon considérable et pourtant les acomptes aux céréaliculteurs restent toujours très bas.

M. E. Jarvis: Nous n'avons pas pour politique d'annoncer les recommandations que nous faisons au ministre. Je puis cependant vous indiquer que nous n'avons pas recommandé d'augmentation à l'exception de celles qui ont déjà été appliquées cette année.

Dans le cas du blé dur, dont le prix a augmenté, il se vendait à un prix inférieur aux meilleures classes de blé roux dur de printemps, et il est très demandé, dans le cas du blé dur donc, nous avons dit que nous réétudierions la question des acomptes et que nous ferions part de nos constatations au ministre.

On nous a très souvent demandé pourquoi les acomptes concernant l'orge de brasserie n'avaient pas été augmentés, alors que cela avait été le cas pour l'orge fourragère. Il ne faut pas oublier cependant qu'il s'agit-là de deux marchés tout à fait différents, qui ont eu une évolution différente également. Les changements très importants sur le marché des céréales fourragères, que l'on associe à la faible récolte de maïs aux

[*Text*]

to the malting barley market which is really quite separate. It has not made a move that caused us to recommend an increase there.

Mr. Schellenberger: The situation of the Wheat Board, and I have been a bit of a critic of this, being so secretive in what the global picture is as far as price is concerned, the only thing that the farmer can go by is the futures prices, the prices of feed grains in eastern Canada and the United States are selling for; using those prices there is an inordinate amount of money being saved by the pools in this country. This is shown by deliveries to elevators, particularly in the feed grains area where the board has had to borrow from off-board stocks to meet commitments. As I understand it, it has had to defer sales. It has created a substantial difficulty in the farmer's understanding whether he ought to deliver to the pool or to the Wheat Board, or whether he ought to deliver to the off-board. With the quotas, which are traditionally much larger to the off-board, remaining the same as the board, the only indication the farmer can get is that you are forcing him to deliver to the board. I might say that I believe part of the problem is that the initial price is not adequate for barley. That opens up that whole question of whether manipulation is taking place now, and it is because the government is not prepared to take the risk to raise the initial price to where it should be.

• 1610

Mr. E. Jarvis: I would like to comment on those points, Madam Chairman. I can assure you there is no manipulation on our part, nor, I am sure, is the government associated with this question. We have deferred some sales of barley; some on the request to customers and some on our initiative, not large quantities. However, we were short of barley to meet our contracts and our commitments earlier this fall. Fortunately, we are now back in the position where the deliveries to the board are sufficient—adequate might be a better word to use—to meet our commitments. We are anxious to have a good and steady flow of barley from producers because they have a very large export program. We do not want to have to postpone further contracts and look at large deliveries later in the year, when indeed the market may be a different one than the one we are operting in at the present time.

We are using terminating quotas this year to try to signal to producers that they may not have indeed an opportunity to deliver to the board later in the year, in large quantities, if they have passed up early delivery opportunities, because those quotas will have terminated by that time. So we are doing our best to signal to producers that the market is there; they should be taking advantage, in our judgment, of commercial deliveries to the system—five-sixths is usually exported and only about one-sixth is required for the domestic market of those which are delivered commercially. So it is obvious that if they want to move quantities of barley, it has to go into the export market. We should take advantage of those markets and look after our customers.

[*Translation*]

États-Unis, n'ont pas eu de répercussion sur le marché de l'orge de brasserie. Il s'agit en fait de deux céréales très différentes et nous n'avons pas estimé qu'il était nécessaire de recommander des augmentations.

M. Schellenberger: J'ai souvent critiqué la façon dont la Commission canadienne du blé entoure de mystère la question des prix. Le céréaliculteur, pour avoir une idée des prix futurs, ne peut se baser que sur les céréales fourragères dans l'est du Canada et aux États-Unis. Si l'on tient compte de ces prix, les silos de mise en commun épargnent pas mal d'argent. La commission a dû, pour respecter ses engagements, puiser dans les stocks des indépendants. Si je comprends bien, elle a dû retarder des ventes. Cela a causé pas mal de difficultés aux céréaliculteurs, qui ne savaient plus s'ils devaient livrer leurs céréales aux silos de mise en commun, à la Commission ou aux indépendants. En effet, les quotas pour les indépendants sont restés les mêmes que pour la Commission, alors que traditionnellement, ceux des indépendants étaient plus importants. Rien d'étonnant alors à ce que le céréaliculteur estime qu'on le force à livrer à la Commission. Je pense que le problème est causé en partie par des acomptes insuffisants, dans le cas de l'orge. On peut se poser des questions; on peut se demander si le gouvernement n'a pas manipulé tout ceci et s'il n'a pas eu peur d'augmenter les acomptes.

M. E. Jarvis: J'aimerais faire quelques commentaires, madame le président. Je puis vous assurer qu'il n'y a eu aucune manipulation de notre part ni de la part du gouvernement. Nous avons retardé certaines ventes d'orge, dans certains cas à la demande de nos clients, dans certains autres de notre propre initiative; il ne s'agissait cependant pas de grandes quantités. Pourtant, nous avons eu une pénurie d'orge par rapport à nos engagements au cours de cet automne. À l'heure actuelle, les livraisons à la Commission sont suffisantes pour nous permettre de respecter nos engagements. Nous tenons à ce que les céréaliculteurs nous fournissent de façon continue de l'orge de bonne qualité, étant donné le programme d'exportation très important pour cette céréale. Nous ne voulons pas remettre à plus tard d'autres contrats ni envisager des livraisons importantes plus tard au cours de cette année, alors que le marché pourrait se trouver dans une situation différente de ce qu'il est à l'heure actuelle.

Cette année, nous avons établi des quotas définitifs pour faire comprendre aux producteurs qu'ils ne pourront peut-être plus livrer de grandes quantités de céréales à la Commission plus tard dans l'année s'ils n'ont pas saisi leur chance au début. Donc, nous faisons de notre mieux pour faire comprendre aux céréaliculteurs que le marché existe, qu'ils devraient se prévaloir des possibilités de livraison aux silos, cinq sixièmes allant généralement à l'exportation et un sixième au marché intérieur commercial. Il est donc évident que les producteurs qui voudront écouler de grandes quantités d'orge pourront le faire dans le cadre des programmes d'exportation. Il faudrait donc se prévaloir de telles possibilités et courtiser nos clients.

[*Texte*]

We have not borrowed from the off-board market.

I realize that elevator companies have had bins of barley in their system, and it has certainly been suggested at times, in loading board cars, that they have loaded out of grain which they had purchased from the non-board. These things are not reconciled every day, by any means. I am sure if they did, they covered off through purchases to board account at an early time. I can assure you of this, that we have not paid any company for grain in greater quantities than they had purchased to the account of the board. We get the producer's certificate record from the country to show what is purchased to our account, and the grain is delivered to us at terminal position. Those figures have always been reconcilable and we have not paid beyond the quantities which have actually been purchased to our account.

So any borrowing, whatever word is used . . . if there was any pooling of these grains, bought to these two different accounts, it was certainly of the limited timeframe which could be accounted for in that process I have just mentioned. We did not borrow any barley at forward position, at Thunder Bay, for example, as was rumoured.

Senator Argue: I would like to add something to that. The board and I endeavour to work quite closely together. If we are going to have the result of increasing the initial price, the current price, of any grain that comes in the process or recommendation from the board to myself as minister . . . from there I take it on through the system, and if I have good luck and so on, then it happens.

An hon. Member: Based on luck . . .

Senator Argue: To me the Wheat Board system is a very good system. I think over the years it can be demonstrated that the producer of barley, who operates and sells his barley through the Wheat Board, receives overall a better return than through the off-board market. I think it is generally accepted that the initial price should be a reasonable proportion of the selling price or the likely selling price, and at the same time should not provide an undue risk to the treasury, but should return a reasonable proportion of the funds to the farmer. I guess with those kinds of considerations that is what we endeavour to do. But, as Mr. Jarvis has said, no recommendation has come to me since the last recommendation on which I was able to act and the announcement is now public knowledge.

The Chairman: Okay, thank you. *Un second tour?*

Mr. Schellenberger: Of course; I just got started.

The Chairman: Monsieur Hovdebo.

• 1615

Mr. Hovdebo: I want to follow up on Mr. Schellenberger's question there a little, except I think this one goes to the Senator-Minister.

[*Traduction*]

Nous n'avons pas emprunté sur le le marché des indépendants.

On a dit que les compagnies d'élévateur ont utilisé de l'orge provenant des indépendants pour approvisionner la Commission. Il faut envisager les choses sur une longue période. Si tel a vraiment été le cas, ces compagnies avaient sans doute procédé à des achats auprès de la Commission précédemment. Je puis en tout cas vous assurer que nos déboursés n'ont pas excédé nos rentrées de fonds. Le dossier des céréaliculteurs à leur élévateur régional fait état des livraisons portées à notre compte, et le grain est acheminé jusqu'à l'élévateur de tête de ligne. On a toujours pu vérifier les chiffres, qui concordent d'ailleurs, et nos versements n'ont jamais dépassé nos achats.

Ainsi donc, que l'on dise que nous avons emprunté ou que l'on utilise un autre mot . . . S'il y a eu mise en commun des grains portés aux différents comptes, il s'agissait là de quelque chose de limité et dont on peut faire état en se reportant au dossier des céréaliculteurs, comme je l'ai dit. Nous n'avons emprunté aucune orge directement aux silos de tête de ligne, à Thunder Bay, comme on l'a dit.

Le sénateur Argue: J'aimerais ajouter quelque chose. La Commission et moi-même essayons de travailler en très étroite collaboration. Si, par exemple, la Commission veut me recommander une augmentation des acomptes dans le cas d'une céréale particulière, une telle recommandation doit être approuvée à différents paliers. Si j'ai de la chance, si tout marche convenablement, une telle augmentation entre alors dans les faits.

Une voix: Si vous avez de la chance . . .

Le sénateur Argue: La Commission canadienne du blé fonctionne bien et dans le cas des producteurs d'orge, par exemple, on peut se rendre compte qu'ils obtiennent de meilleurs résultats en passant par la Commission qu'en vendant directement aux indépendants. Quant à l'acompte, on a convenu qu'il devrait représenter une partie raisonnable du prix de vente tout en ne mettant pas en danger le trésor public. C'est ce que nous essayons de faire. Cependant, comme M. Jarvis l'a dit, je n'ai reçu aucune autre recommandation de la Commission depuis celle qui a fait l'objet d'une déclaration publique de ma part.

Le président: Merci. *Are-we going to have a second round?*

M. Schellenberger: Evidemment, je viens de commencer.

Le président: Monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: J'aimerais continuer sur la lancée de M. Schellenberger. Je m'adresserai cependant au sénateur ministre.

[*Text*]

The recognition of that differential in the initial grain price, that the initial price was too low, was early in August or well into August, and everybody recognized it then, including yourself. The Wheat Board made a recommendation—I think early in September—that the initial price be increased, and, Mr. Minister, I think you made a recommendation about the middle of September, but it was well toward the end of October before the initial price increased. Now, that is a slowly moving operation. Is there any way that can be speeded up?—because that made a considerable difference in the amount of grain that was purchased off board.

Senator Argue: I understand the point you are making, Mr. Hovdebo. I guess it is really all part of our Cabinet structure and our governmental system. After the board makes a recommendation to me—and let us say I am favourable to it, and I think that is my pattern—the officials in the Grains Group put together a paper which outlines all of the various aspects and come to some conclusions as to the soundness of going forward at this time. Let us say the recommendation is to go forward. I sign that paper, and, as I understand it, then it goes to a meeting of officials and then it goes to a deputy ministers meeting or a meeting of deputies, and this is the normal process for all of the Cabinet material of the same stature.

Usually there are a couple of meetings of deputies and then perhaps it goes to the Western Affairs Committee of the Cabinet—or perhaps not to the Western Affairs Committee, perhaps bypassing that—and then on to the Economic Development Committee of the Cabinet, and if it gets through there then on to the full Cabinet for a final conclusion. So that is the kind of a process. It takes maybe four or five or six weeks.

I think the fact is this last time . . . I believe we bypassed one meeting of deputies. I do not know if they agreed to it or who agreed to it, but they were able to convince themselves it was the right way to go with one meeting instead of two.

I understand the problem you have put forward, but it takes that amount of time and then as the announcement is made . . . and then the method that has to be used, let us say, at this time to get out the payments; then there is another delay . . . So I suppose you are looking at more than two months, maybe three months, maybe more.

Mr. Hovdebo: It seems like a little more democracy than necessary.

Senator Argue: Pardon?

Mr. Hovdebo: Or a little more bureaucracy than necessary.

Senator Argue: Or a little more care or whatever. The government is cautious; I have found that out. They save our money; they look after the taxpayers' money very carefully.

The Chairman: Mr. Hovdebo . . .

Mr. Hovdebo: My next question . . .

The Chairman: Just a minute, please.

[*Translation*]

Tout le monde a reconnu au début ou au cours du mois d'août, y compris vous-même, que l'acompte était trop peu important. La Commission a présenté une recommandation, en septembre, je crois, en vue de son augmentation. Monsieur le ministre, je crois que vous avez fait une recommandation au milieu du mois de septembre, mais que ce n'est qu'à la fin d'octobre qu'on l'a augmenté. Ne trouvez-vous pas que c'est un peu lent? Ne pourrait-on accélérer ce processus? Cela fait une grande différence en ce qui concerne le montant de céréales achetées auprès des indépendants.

Le sénateur Argue: Je comprends votre argument, monsieur Hovdebo. Mais cela vient sans doute du fonctionnement du cabinet et du gouvernement. Quand la Commission me fait une recommandation sur laquelle je suis d'accord, ce qui est habituellement le cas, les fonctionnaires du groupe céréalier rédigent un document présentant les différents aspects de la question et donnent leur avis sur l'adoption de cette recommandation. Je signe ce document, qui est ensuite étudié au cours d'une réunion de fonctionnaires, puis d'une réunion de sous-ministres. C'est comme cela que tout se passe généralement.

D'habitude, il y a deux réunions de sous-ministres, après quoi la recommandation est soumise au Comité du cabinet portant sur les affaires de l'Ouest ou peut-être directement au Comité du cabinet portant sur le développement économique. Si la recommandation est acceptée par ce comité, elle est ensuite soumise au cabinet en tant que tel. Tout ceci prend de quatre à six semaines.

Dans le cas qui nous occupe, il n'y a eu qu'une seule réunion des sous-ministres puisque ceux-ci approuvaient la recommandation.

Je comprends le problème que vous expliquez, cependant, les choses ne vont pas plus vite. Ensuite, il faut se mettre d'accord sur les modalités de paiement, ce qui représente un autre délai. Il faut donc compter deux mois, parfois trois ou plus.

M. Hovdebo: Il me semble que tout ce processus démocratique est peut-être un peu exagéré.

Le sénateur Argue: Pardon?

M. Hovdebo: Il me semble que ce processus bureaucratique n'est peut-être pas tout à fait nécessaire.

Le sénateur Argue: Le gouvernement est prudent. Il ne veut pas dépenser inutilement l'argent des contribuables.

Le président: Monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: Ma question suivante . . .

Le président: Un instant, s'il vous plaît.

[*Texte*]

I would like to ask you if you are ready to sit tonight with La commission canadienne du blé and the minister.

Mr. E. Jarvis: The board heard there was a possibility you might like to be with us this evening and we have prepared for that possibility.

Mr. Mayer: We would certainly be agreeable on this side.

The Chairman: Okay, *parce que nous avons une heure de tombée pour envoyer les avis nécessaires.*

We have a deadline for . . .

Mr. Mayer: Sending out notices?

The Chairman: Yes.

Mr. Mayer: Sure, we would be prepared. That would be great. We very much appreciate it.

Le président: Alors, à 20 heures ce soir, nous pourrions revenir pour une autre réunion.

Senator Argue: Maybe an hour and a half or something like that.

The Chairman: I do not know . . .

Monsieur Bockstael, vous dites que vous ne pourrez . . .

M. Bockstael: Je ne pourrai pas venir ici ce soir parce que j'ai déjà entrepris quelque chose ne sachant pas qu'il y aurait autre chose ce soir. Il y a d'autres membres de disponibles, je suppose, dans notre parti.

Le président: Monsieur Ferguson.

Keep your time, Mr. Hovdebo. I will keep your time.

Mr. Schellenberger, yes.

Mr. Schellenberger: On a point of order. I think it is important that we know whether we will have a quorum because nothing is worse than having witnesses wait until we establish a quorum. So if you could determine from the parties whether that is possible then I think it would be very important to meet tonight and I look forward to that. Would that be in order?

Mr. Bockstael: Madam Chairman.

The Chairman: Mr. Bockstael.

• 1620

Mr. Bockstael: Madam Chairman, that was the purpose of my intervention. I cannot help you make quorum this evening, because I have a long-standing engagement and was not aware that we were anticipating any meeting this evening. Now, I do not know about others, but it would be up to our Whip to find other members to be here this evening.

The Chairman: Mr. Ferguson.

Mr. Ferguson: Madam Chairman, I find myself in the same situation, but I will check and see if there can be. Mr. Ostiguy, are you available tonight?

The Chairman: Mr. Ostiguy.

[*Traduction*]

Seriez-vous prêts à siéger ce soir avec *The Canadian Wheat Board* et le ministre.

M. E. Jarvis: La Commission s'est rendu compte que vous aimeriez peut-être nous rencontrer ce soir et nous avons prévu une telle éventualité.

M. Mayer: Nous serions d'accord, quant à nous.

Le président: Très bien, *we have one hour to send the notices.*

Nous avons un délai . . .

M. Mayer: Pour envoyer les avis de convocation?

Le président: Oui.

M. Mayer: Nous sommes prêts. Nous serions très contents de cette possibilité.

The Chairman: So we could have another meeting tonight at 8 o'clock.

Le sénateur Argue: Celle-ci pourrait peut-être durer une heure et demie environ.

Le président: Je ne sais pas . . .

Mr. Bockstael, you are saying that you would not be . . .

Mr. Bockstael: I am not free tonight, I have other commitments and I did not know there was going to be a meeting tonight. However, there are other members from my Party who might come.

The Chairman: Mr. Ferguson.

N'abandonnez pas votre, Monsieur Hovdebo. Je l'utiliserai.

M. Schellenberger. Oui.

M. Schellenberger: J'invoque le Règlement. Je crois qu'il est important de savoir si nous aurons le quorum, car rien n'est plus désagréable que de faire attendre les témoins jusqu'à ce que nous ayons le quorum. Il faudrait donc vérifier auprès des différents partis, ne croyez-vous pas? Je crois qu'il est très important que nous ayons cette réunion ce soir et je m'en réjouis.

M. Bockstael: Madame le président.

Le président: Monsieur Bockstael.

M. Bockstael: Madame le président, c'est précisément pourquoi je suis intervenu. Je ne pourrai vous aider à obtenir le quorum ce soir étant donné que je dois respecter un engagement pris de longue date et que j'ignorais que nous allions nous réunir ce soir. Je ne sais ce que font les autres, mais ce sera à notre «rabatteur» de trouver d'autres députés pour ce soir.

Le président: Monsieur Ferguson.

M. Ferguson: Madame le président, je me trouve dans la même situation, mais je vais vérifier s'il y a moyen de faire quelque chose. Monsieur Ostiguy, êtes-vous disponible ce soir?

Le président: Monsieur Ostiguy.

[*Text*]

M. Ostiguy: Non, je ne serai pas disponible parce que, d'abord il est 16h15, et de plus vous ne me l'annoncez que maintenant, et j'ai déjà des engagements de pris pour ce soir, moi aussi.

An hon. Member: As he is he will check.

The Chairman: Okay, The deputy Whip will check. Thank you very much. Mr. Hovdebo is next.

Mr. Hovdebo: Thank you. The second question I have has to do with estimates. During the year for payments against corn-competitive price differential, we had an $8-million item, and in the supplementary estimates we had a $500,000 item. It seems to me that, since April last year, there has not been that great a differentia, so I wonder why the huge amount and why the extra amount? Thirdly; how much besides that $8.5 million is coming out of the farmer's pockets?

Mr. E. Jarvis: It was formalized in an agreement between the Canadian Wheat Board and the Agricultural Products Board, through which the government undertook to pay us the difference, when the corn competitive price was lower than our export price. We have claimed from the government for the period January 1 to July 31 a very small amount against that Vote; it was actually $7,200. You are quite correct in saying, Mr. Hovdebo, that the two markets moved very closely during that period and most of the time—in fact, almost totally—the corn competitive price was higher than the export price. So, the $7,200 account, if you like, has been sent to Ottawa for payment. It has actually been paid. I have confirmed that we have received the money.

Mr. Hovdebo: In the estimates, the amount of money put into that item in the 1983-1984 year was $8 million, and another $500,000 in the supplementary estimates. What is all this money for?

Mr. E. Jarvis: Mr. Minister and Madam Chairman, I cannot speak to the government budgeting process. The $8 million was a number established at the end of a period when we had seen considerable losses, if you like, through the relationship in these prices, and the $8 million was established at that time, I believe, as an outside figure as to what might be incurred during the coming months. As it turned out, the price relationships changed dramatically and it was not called upon. But as I say, I cannot speak further for the government budgeting or the estimate process.

Mr. Hovdebo: Well, in the supplementary estimates which we are just going to be passing tonight, there is another $500,000. If you did not use the $8 million, what is the $500,000 for?

Mr. E. Jarvis: I cannot speak to the $500,000 personally.

[*Translation*]

Mr. Ostiguy: No, I will not be available tonight, because, first of all it is only now at 4:15 p.m. that you announce it, and secondly, I am also otherwise engaged tonight.

Une voix: Il va vérifier.

Le président: C'est bien, l'adjoint du whip vérifiera. Merci beaucoup. Monsieur Hovdebo.

M. Hovdebo: Merci. J'aimerais poser une question au sujet des prévisions budgétaires. Au cours de l'année, pour les paiements correspondant à l'écart avec les prix indexés sur celui du maïs, nous avions observé un poste de 8 millions de dollars, et aux prévisions budgétaires supplémentaires, figurait un poste de 500,000$. Or, il me semble que depuis avril de l'année dernière, l'écart n'est pas aussi grand, je me demande donc pourquoi la somme est aussi considérable et pourquoi il y a un montant supplémentaire. Troisièmement, à part ces 8.5 millions de dollars, quel montant les agriculteurs devront-ils payer?

M. E. Jarvis: Une entente officielle est intervenue à ce sujet entre la Commission canadienne du blé et l'Office des produits agricoles, d'après laquelle le gouvernement s'engage à nous payer la différence lorsque le prix indexé sur celui du maïs est inférieur à notre prix à l'exportation. Nous avons donc réclamé du gouvernement une très petite somme, soit 7,200$ en fonction de ce crédit. Par ailleurs, vous avez tout à fait raison, monsieur Hovdebo, lorsque vous affirmez que les deux marchés se sont sensiblement rapprochés pendant cette période et même presque tout le temps, en effet, le prix indexé sur celui du maïs a été supérieur au prix à l'exportation. Le compte de 7,200$ a donc été envoyé à Ottawa, en vue du paiement. Il y a eu paiement, et j'ai confirmé que nous avions reçu la somme.

M. Hovdebo: D'après les prévisions budgétaires, le montant accordé à ce titre pour 1983-1984 atteignait 8 millions de dollars, et 500,000$ figuraient également aux prévisions budgétaires supplémentaires. A quoi sert tout cet argent?

M. E. Jarvis: Monsieur le ministre et madame le président, je ne suis pas en mesure d'aborder la question de l'établissement du budget par le gouvernement. Le montant de 8 millions de dollars a été retenu à la fin d'une période où nous avions accusé des pertes considérables en raison des rapports entre ces catégories de prix. On a donc estimé que la somme de 8 millions de dollars pouvait correspondre aux pertes qu'on subirait pendant les mois suivants. Or, les rapports entre les prix ont radicalement évolué, et cette somme n'a pas été utilisée. Cela dit, je le répète, je ne suis pas en mesure de me prononcer sur la façon dont le gouvernement établit son budget.

M. Hovdebo: Eh bien, les prévisions budgétaires supplémentaires que nous allons adopter ce soir comportent une somme supplémentaire de 500,000$. Si vous ne vous êtes pas servis des 8 millions de dollars, à quoi doivent servir les 500,000$?

M. E. Jarvis: Je ne suis pas en mesure de répondre à cela moi-même.

[*Texte*]

Mr. Schellenberger: The minister said on the estimates when I asked him that question, that they had spent it and they needed additional to finish up.

Mr. Hovdebo: Well, he says they have not spent it.

Mr. Schellenberger: Well, I think he had better check.

Mr. E. Jarvis: Excuse me, I am just reminded . . . it has nothing to do with the current period and the current calendar year when I indicated we have called for $7,200, but we were paid $8 million last year during the period up to December 31, 1982. Then the $8 million was carried over again into this new year when we have claimed a very small part. So that is additional background to it.

• 1625

Mr. Hovdebo: Are you suggesting that maybe this $8 million was for last year's?

Mr. E. Jarvis: We received $8 million in 1982, or for the period March 15 to December 31, 1982; and the government had a similar amount in their estimates, apparently, from the numbers that you have given us, and certainly it was a commitment up to $8 million. But we have only called for $7,200 out of it.

Mr. Hovdebo: I wonder if the minister could give us a reckoning on that, because the additional $500,000 just does not seem to fit at all, if you have spent only a very small part of the $8 million. And could we have some kind of suggestion there as to why—was it last year that $2 million came out of the pool accounts?

Mr. E. Jarvis: We estimated for the period March 15 to December 31 that the losses, by the definition we have been discussing, were actually $10.3 million, and we received $8 million against that. So there is a $2.3 million difference. But the agreement with the government was for $8 million as a maximum.

Mr. Hovdebo: So $2.3 million came out of pool accounts—out of the farmers?

Mr. E. Jarvis: That is correct.

Senator Argue: If I might interrupt, my impression is that the prices that have been in effect since on the basis of the formula that was in place in that particular period of time would not call for substantial sums of money. So the relationship is different. So the loss—I will call it a loss—was there, but that kind of current loss is not being experienced. I am informed that this item is with the Minister of Agriculture, and we do not see a call for it at the present time and there is no policy in effect that would call on that estimate or that quantity of money at the present time.

I do not know; maybe I should not speculate.

[*Traduction*]

M. Schellenberger: Lorsque j'ai posé la question au ministre, il m'a répondu qu'on avait dépensé les 8 millions de dollars et qu'on avait besoin d'une somme supplémentaire.

M. Hovdebo: Eh bien, il dit qu'on ne les a pas dépensés.

M. Schellenberger: Eh bien, je crois qu'il ferait mieux de vérifier.

M. E. Jarvis: Excusez-moi, on me rappelle à l'instant que cela n'a rien à voir avec l'exercice actuel ni avec le calendrier de l'année en cours, j'entends par là lorsque j'ai indiqué que nous avons demandé 7,200$, mais qu'on nous a accordé 8 millions de dollars l'année dernière, pour la période se terminant le 31 décembre 1982. Les 8 millions de dollars ont alors été reportés sur la nouvelle année, pendant laquelle nous n'avons réclamé qu'une très petite portion. Voilà donc pour certains renseignements supplémentaires.

M. Hovdebo: Voulez-vous dire que ces 8 millions de dollars étaient prévus pour les besoins de l'année dernière?

M. E. Jarvis: Nous avons reçu 8 millions de dollars en 1982, soit pour la période du 15 mars au 31 décembre 1982. Une somme semblable figurait aux prévisions budgétaires du gouvernement, enfin tout au moins d'après les chiffres que vous nous avez cités, et il s'agissait d'engagements atteignant jusqu'à 8 millions de dollars. Cependant, sur cette somme nous n'avons demandé que 7,200$.

M. Hovdebo: Le Ministre peut-il nous donner son évaluation, car les 500,000$ supplémentaires ne semblent pas cadrer avec le reste, étant donné que vous n'avez dépensé qu'une très petite portion des 8 millions de dollars. Par ailleurs, peut-on nous expliquer pourquoi l'année dernière, on a retiré 2 millions de dollars du compte des pools?

M. E. Jarvis: Nous avons estimé que pour la période du 15 mars au 31 décembre les pertes subies atteignaient 10.3 millions de dollars, et nous avons reçu 8 millions de dollars pour éponger cela. Il reste donc une différence de 2.3 millions de dollars. Cependant, l'entente intervenue avec le gouvernement prévoyait un maximum de 8 millions de dollars.

M. Hovdebo: En conséquence, 2.3 millions de dollars ont été tirés des comptes des pools, c'est-à-dire des agriculteurs?

M. E. Jarvis: C'est exact.

Le sénateur Argue: Si vous le permettez, j'ai l'impression que les prix en vigueur depuis l'établissement de cette formule ne nécessiteront pas qu'on fournisse des sommes très importantes. Les rapports sont donc différents. Il y a bien eu une perte, et c'est ce terme que je vais utiliser, mais on n'observe pas le même genre de chose en ce moment. On me dit que ce poste relève du ministre de l'Agriculture, or nous ne voyons pas qu'on le réclame en ce moment, et il n'existe aucune politique exigeant ce genre de prévisions budgétaires, c'est-à-dire des montants semblables à l'heure actuelle.

Enfin, je l'ignore; je ne devrais peut-être pas réfléchir tout haut.

[*Text*]

Mr. Hovdebo: Well, $8.5 million is a pretty big contingency.

Could you find out for us what the $500,000 extra is for, let alone the $8 million that was already in the budget, so we have some kind of an understanding of something we are going to vote for tonight, which is a little late?

Senator Argue: Mr. O'Connell will endeavour to get that information.

Mr. Schellenberger: I might suggest that if it is possible to read the agricultural report of last Tuesday night, he might find the answer. He was not in attendance. The questions were asked by myself.

Mr. Hovdebo: I should have read it too, then, I guess.

On July 28 of this year the ambassador from Poland made a request for credit, which he I gather has had no reply on. So we have for all intents and purposes lost the Polish market. Poland owes $1.3 billion to Canada, mostly in grain, and it has a total debt of $25 billion. Why has it not been considered for credit?

Mr. E. Jarvis: I think you would recognize that the government sets the limits on countries individually under which we give credit, or to whom we give credit. We appreciate that credit program very much. It is absolutely essential in operating in today's market, when our competitors are offering credit and we hope they will not go any further than they are now. But about the individual ceilings on individual countries, we certainly respect the need for that, and the government's decision apparently not to go further and increase the limit to Poland is reflected, of course, in our doing very little business with them, only as they can raise cash for their purchases. We do have a very substantial credit line, as you have indicated, with that country; but it has been fully used.

Mr. Hovdebo: The comparison has to be recognized, because Brazil has a debt of over $90 million and we are giving it credit without any question. Mexico has a debt of over $85 billion, and we are giving them credit without any question. Here we are with a country that was our third largest purchaser, and we are not giving them credit and are consequently losing that market.

• 1630

Senator Argue: As I understand it, we are looking at the rescheduling of Poland's credit obligations to Canada, and when that has been completed, I guess we can have a look at the broad question of whether or not there should be additional credits. I think part of it, at least until this point, has been an assessment that additional credits are a very, very high risk and probably of sufficiently high risk that it would not warrant

[*Translation*]

M. Hovdebo: Eh bien, 8.5 millions de dollars constituent un joli fonds de prévoyance.

Pouvez-vous essayer de savoir à quoi doivent servir les crédits supplémentaires de 500,000$, à part les 8 millions de dollars figurant déjà au budget, cela afin que nous comprenions un peu ce sur quoi nous allons voter ce soir, même s'il est un peu tard?

Le sénateur Argue: M. O'Connell essaiera d'obtenir ces renseignements.

M. Schellenberger: S'il lui est possible de lire le rapport du Comité de l'agriculture déposé mardi soir dernier, il y trouvera peut-être la réponse. Il n'était pas ici, et c'est moi-même qui ai posé les questions relatives à cela.

M. Hovdebo: J'aurais dû le lire, moi aussi, alors.

Le 28 juillet dernier, l'ambassadeur de la Pologne a demandé des facilités de crédits, et je crois qu'on ne lui a pas répondu. Cela signifie donc qu'en tout état de cause, nous avons laissé filé le marché polonais. Or, la Pologne doit 1.3 milliard de dollars au Canada, particulièrement pour des ventes de céréales, et sa dette totale est de 25 milliards de dollars. Pourquoi n'a-t-on pas envisagé de lui accorder des facilités de crédit?

M. E. Jarvis: Vous reconnaîtrez volontiers que c'est au gouvernement d'établir les limites au crédit que nous accordons à certains pays, et que c'est à lui qu'il revient de choisir les pays en question. Cela dit, nous estimons beaucoup le programme de crédit, qui nous paraît essentiel compte tenu du fonctionnement du marché d'aujourd'hui, où nos concurrents offrent, eux aussi, du crédit, ce qui nous fait espérer qu'ils n'iront pas plus loin. Cependant, nous convenons volontiers qu'il faut établir des limites de crédit dans le cas de certains pays précis, et le fait que le gouvernement ait décidé de ne pas hausser la limite accordée à la Pologne s'est traduit par des transactions très minimes avec ce dernier pays. En effet, nous ne nous engageons dans des transactions que si la Pologne est en mesure de trouver de l'argent pour payer ses achats. Nous lui avons bien accordé des facilités de crédit considérables, comme vous l'avez d'ailleurs précisé, mais elles ont été utilisées jusqu'au bout.

M. Hovdebo: Il importe ici de faire des comparaisons, car le Brésil est endetté de plus de 90 millions de dollars, et malgré cela nous lui accordons du crédit sans lui poser la moindre question. Le Mexique a une dette de plus de 85 milliards de dollars, et nous lui accordons du crédit sans poser de question. Cependant, nous refusons du crédit à notre troisième acheteur en importance et, en conséquence, nous sommes en train de perdre ce marché.

Le sénateur Argue: Je pense que nous sommes en train d'étudier une nouvelle formule d'échelonnement des engagements de la Pologne envers le Canada; une fois que nous aurons terminé, nous pourrons aborder la question plus vaste de savoir s'il convient ou non d'étendre son crédit. Je pense qu'on estime, jusqu'à présent, que l'octroi de tout crédit supplémentaire comporte beaucoup de risques, et probable-

[*Texte*]

the provision of additional credit. However, as I have already said, the rescheduling is being considered, and after that is done we can have a look at the question of additional credit for Poland. But I would not hold out any hope that such credit will be forthcoming.

Mr. Hovdebo: The International Monetary Fund . . .

The Chairman: I am sorry, Mr. Hovdebo . . .

Mr. Hovdebo: —considers Brazil and Mexico higher risks than Poland.

Senator Argue: Pardon?

Mr. Hovdebo: The International Monetary Fund considers both Brazil and Mexico higher risks than Poland. So it is a Canadian policy not to give them . . .

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Bockstael.

Mr. Bockstael: Thank you very much, Madam Chairman.

Mr. Minister, Mr. Jarvis and representatives of the Wheat Board, I realize you have come here at the invitation of the standing committee. We are dealing with a report that is a year old; it is from the 1981-1982 crop year ending July 31, with a further three months of operations taking it to October 31, 1982. From the report of the auditors, Deloitte, Haskins & Sells Associates, they verifed this report back in March 11, 1983.

For the guidance of the steering committee and the Agriculture committee—I know we are not limited to discussing the report because other topics are raised continuously—would would it not be preferable to have a meeting of this nature earlier in the year, such as May or June, in anticipation of the new crop year, the initial payments and so on? I just ask that for the guidance of the committee.

Mr. E. Jarvis: Certainly speaking for the board, we welcome these meetings, as indicated to you earlier. I would remind you that at one point in time the committee used to go through a rather formal process of discussing and approving the annual report from the board. That kind of process we welcome, because I think the exchange we have here is very important in clearing up any questions which exist.

So if it were the committee's wish to meet with us more promptly after our annual report is tabled, certainly we would do our best to be available at your convenience to do so.

Mr. Bockstael: Very good.

On page 11 of this report, it refers to the International Wheat Agreement. It says this is the sixth extension of that agreement, and the current agreement runs out on June 30, 1983. Now, I may have had access to information saying it has been extended again, but has there been a further agreement? Is there a seventh extension, or is there a new agreement?

Senator Argue: I believe there is another extension in exactly the same terms as previous extensions, so . . .

Mr. Bockstael: So it is July 1984, June 1984?

[*Traduction*]

ment assez pour qu'on en n'accorde pas. Cependant, comme je l'ai déjà dit, nous sommes en train d'examiner de nouvelles possibilités d'échelonnement des engagements de la Pologne, et après cela, nous pourrons déterminer s'il convient d'étendre son crédit. Mais je ne compterais pas là-dessus.

M. Hovdebo: Le Fonds monétaire international . . .

Le président: Pardon, monsieur Hovdebo . . .

M. Hovdebo: . . . considère que le Brésil et le Mexique comportent plus de risques que la Pologne.

Le sénateur Argue: Pardon?

M. Hovdebo: Le Fonds monétaire international considère que le Brésil et le Mexique comportent plus de risques que la Pologne. Alors la politique du Canada est de ne pas leur donner . . .

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Bockstael.

M. Bockstael: Merci beaucoup, madame le président.

Monsieur le ministre, monsieur Jarvis et messieurs les représentants de la Commission du blé, je sais que vous êtes venu sur invitation du Comité permanent. Nous discutons d'un rapport vieux d'un an; il porte sur la campagne céréalière de 1981-1982 se terminant le 31 juillet, avec une extension de trois mois, ce qui nous amène au 31 octobre 1982. Les vérificateurs *Deloitte, Haskins & Sells Associates* ont examiné le rapport le 11 mars 1983.

Dans l'intérêt du Comité directeur et du Comité de l'agriculture, je sais que nous ne sommes pas limités à la discussion de ce rapport, parce que d'autres sujets sont soulevés continuellement, ne vaudrait-il pas mieux avoir une réunion comme celle-ci plus tôt dans l'année, en mai ou juin, en prévision de la nouvelle campagne céréalière, des paiements initials et ainsi de suite? Je pose la question simplement dans l'intérêt du Comité.

M. E. Jarvis: Je sais que je parle au nom de la Commission quand je dis que nous sommes favorables à ce genre de réunion. Je vous rappellerai que le Comité avait l'habitude, à un moment donné, de procéder à un examen formel du rapport annuel de la Commission avant de l'approuver. Mous voyons cela d'un bon oeil, parce que je pense que nos discussions sont très importantes pour éclaircir certaines questions.

Alors, si le Comité souhaite nous rencontrer plus vite après le dépôt de notre rapport annuel, nous ferons certainement de notre mieux pour vous accommoder.

M. Bockstael: Très bien.

A la page 11 du rapport, il est question de l'Accord international sur le blé. On dit qu'il a été prorogé six fois et qu'il sera en vigueur jusqu'au 30 juin 1983. Maintenant, j'ai appris que l'accord avait été prorogé de nouveau, mais il ne s'agit pas d'un nouvel accord? S'agit-il d'une septième prorogation, ou d'un nouvel accord?

Le sénateur Argue: Je pense qu'il s'agit d'une autre prorogation, aux mêmes termes que les autres, alors . . .

M. Bockstael: Alors, l'accord reste en vigueur jusqu'en juillet ou juin 1984?

[*Text*]

Senator Argue: Yes, it is really a meeting to provide for meetings of the council and the keeping of certain records and keeping contact. But as we all know, there is not in place a formal international wheat agreement.

Mr. Bockstael: I see. Thank you. Did you want to add something to that?

Mr. N.A. O'Connell (Director General, Grain Marketing Bureau, Department of External Affairs): No, that is correct. It has been extended again.

Mr. Bockstael: Okay.

Senator Argue: For three years.

Mr. Bockstael: Three years. It has been extended for three years.

On page 33 we talk about hopper car leases, and of course, you are saying in the 1981-1982 crop year they were reimbursed. There are 2,000 cars which you as an agent for Her Majesty are leasing, 2,000 cars for the government for 20 to 25 years. Has there been any addition to that? We know of the order the government has placed for more hopper cars, but are there more cars than this leased in this past year?

Mr. E. Jarvis: Could I ask Mr. Olfert, our treasurer, to comment on that? Mr. Olfert.

Mr. D. Olfert (Treasurer, Canadian Wheat Board): No, these 2,000 cars to which we have referred are the only cars leased by the government at this point.

• 1635

Mr. Bockstael: But the fleet has been increased . . .

Mr. Olfert: Since that time 1,280 cars were purchased a year ago, and there are 1,380 cars being purchased right now.

Mr. Bockstael: There was 1,280 a year ago and now there are 1,380 in addition?

Mr. Olfert: That is right.

Mr. Bockstael: So the fleet is going to augment by 2,660?

Mr. Olfert: Yes.

Mr. Bockstael: Okay.

I have a question which is more pertinent, I guess, to a Manitoban. It is regarding the shipments on page 24, table 27, the shipments through Churchill. Of course we are dealing again with the year previous where 438,000 tonnes were shipped through Churchill. This year, was that number surpassed?

Mr. E. Jarvis: Mr. Bockstael, through you, Madam Chairman, I was looking at something else that was passed to me and I did not catch the number you quoted, but in terms of the Churchill number this year, we were just over 600,000 tonnes.

[*Translation*]

Le sénateur Argue: Oui, c'est vraiment une réunion en vue de prévoir des réunions du conseil, de discuter de la conservation de certains dossiers et de demeurer en contact. Mais comme nous le savons tous, il n'existe pas d'accord international comme tel sur le blé.

M. Bockstael: Je vois. Merci. Avez-vous quelque chose à ajouter?

M. N.A. O'Connell (directeur général, Bureau de commercialisation du grain, ministère des Affaires extérieures): Non, c'est bien cela. L'accord a été prorogé de nouveau.

M. Bockstael: Merci.

Le sénateur Argue: Pour une période de trois ans.

M. Bockstael: Trois ans. L'accord a été prorogé pour trois ans.

A la page 33, il est question de la location des wagons-trémies, et évidemment, vous dites que tous les frais associés à la location de ces wagons pour la campagne céréalière de 1981-1982 ont été recouvrés. À titre d'agent de Sa Majesté, vous louez au gouvernement, pour une période de 20 à 25 ans, 2,000 wagons-trémies. En a-t-on loué davantage? Nous savons que le gouvernement en a commandé un plus grand nombre, mais en a-t-on loué davantage cette année?

M. E. Jarvis: Pourrais-je demander à M. Olfert, notre trésorier, de répondre à cette question? Monsieur Olfert.

M. D. Olfert (trésorier, Commission canadienne du blé): Non, seuls les 2,000 wagons-trémies dont on a parlé ont été loués par le gouvernement jusqu'à présent.

M. Bockstael: Mais le parc de wagons-trémies a été accru . . .

M. Olfert: Il y a un an, on a acheté 1,280 wagons, et il y en a encore 1,380 de commandés.

M. Bockstael: On en a donc acheté 1,280 il y a un an, et on en aura 1,380 autres?

M. Olfert: C'est exact.

M. Bockstael: Alors, le parc de wagons-trémies sera grossi de 2,660 wagons?

M. Olfert: Oui.

M. Bockstael: Très bien.

J'ai une question plus pertinente, je pense, pour un Manitobain, elle porte sur les expéditions de grains par le port de Churchill, dont il est fait état au tableau 27 de la page 24. Le chiffre de 438,000 tonnes de grains expédiées par le port de Churchill porte sur l'année précédente, est-ce que cette année, ce chiffre a été dépassé?

M. E. Jarvis: Monsieur Bockstael et madame le président, j'étais en train de lire une note qu'on m'avait transmise, et je n'ai pas compris le chiffre que vous avez cité, mais pour ce qui est des exportations par le port de Churchill cette année, elles sont légèrement supérieure à 600,000 tonnes.

[*Texte*]

Mr. Bockstael: Well, table 27 shows 438,000 tonnes for 1981. But for 1982-1983 then it was over 600,000 tonnes?

Mr. E. Jarvis: I believe the final number was just over 600,000 tonnes. Is that right, Mr. Leibfried?

Mr. Leibfried: 556,000 in 1982, and 621,000 in 1983.

Mr. Bockstael: I see. Okay.

We were aware of the problems we had in getting the grain shipped from the catchment area in northern Manitoba, northern Saskatchewan, which would normally be the area to deliver grain to Churchill. But because of quotas and the need of filling orders, and the limited shipping season through Churchill, it is not always practical to collect the grain in what we refer to as the catchment area, and it has to come from a greater distance. Would there be provisions in the new crop year we will be facing, and I am looking a year ahead when I am asking that question, to make greater use of Churchill? I understand the Province of Manitoba, the CNR and the port of Churchill are working on improving access to the port. Would it be the aim of the Canadian Wheat Board to try to increase even that 621,000 tonnes in the 1984 year?

Mr. E. Jarvis: Perhaps I should comment that it is our objective each year to maximize our returns to the producers and to service our customers as effectively as we can with their interests in mind as well. We do find that our situation relative to Churchill varies a great deal from year to year. It is a 10-week shipping program that commences just at the end of the old crop year and is largely completed before we can count on having grain from the new crop available for shipping. Because there is just the one terminal, we cannot deal through that port with our customers who call for protein segregation on high quality wheats, and so we are limited to lower quality wheats or to barley. Now the program through there has been mostly barley in the last year or two with lesser amounts of wheat.

As we look at the 1984 year, we know, if farmers keep up the deliveries of barley during the year with the export program that we have, our stocks of barley should be relatively low at the end of the crop year. So that might well affect the Churchill program.

I guess all I can say to you at this point in time is that a lot of factors come to bear on how large the Churchill program can be, largely because of the very unfortunate, perhaps for Churchill, timing of their shipping season, right at the end of the crop year. We really cannot forecast at this time how large and what nature that program might be.

Mr. Bockstael: I see.

I have one last question, and I fully recognize that you are not the author of the shipment required, because looking at Canadian food aid shipments, and they are sent out by different government agencies—UNICEF and so on—you are not the shipper unless you receive an order to do that. Because

[*Traduction*]

M. Bockstael: Eh bien, le tableau 27 fait état de 438,000 tonnes pour 1981. Et pour 1982-1983, c'était au-delà de 600,000 tonnes?

M. E. Jarvis: Je pense que le dernier chiffre était légèrement supérieur à 600,000 tonnes. Est-ce exact monsieur Leibfried?

M. Leibfried: C'était 556,000 tonnes en 1982, et 621,000 tonnes en 1983.

M. Bockstael: Je vois. Très bien.

Nous étions au courant des difficultés que nous avions a expédier à Churchill les céréales du bassin de réception du Nord du Manitoba et du Nord de la Saskatchewan. Mais, à cause des quotas et de l'obligation de satisfaire aux commandes, à cause aussi de la courte saison de transport par le port de Churchill, il n'est pas toujours pratique de recueillir le grain dans ce que nous appelons le bassin de réception, et il doit venir de régions plus lointaines. Prévoyons-nous utiliser davantage le port de Churchill pour la nouvelle campagne céréalière, je veux dire pour l'an prochain? Je sais que la province du Manitoba, le CN et le port de Churchill travaillent actuellement à améliorer les accès au port. La Commission canadienne du blé veut-elle dépasser le chiffre de 621,000 tonnes de grain en 1984?

M. E. Jarvis: Notre objectif est d'augmenter le plus possible chaque année les revenus des producteurs et de servir nos clients aussi efficacement que possible en tenant compte de leurs intérêts. Nous constatons que notre situation par rapport à Churchill varie énormément d'une année à l'autre. Il s'agit d'un programme d'expédition de 10 semaines, qui commence tout juste à la fin de l'ancienne campagne céréalière et qui se termine bien avant les récoltes de la nouvelle campagne. Comme il n'y a qu'un seul terminal dans ce port, nous ne pouvons pas accommoder les clients qui demandent la ségrégation de protéines pour les blés de haute qualité, et nous sommes donc limités à l'expédition de blés de qualité inférieure ou à l'expédition d'orge. Depuis un an ou deux, il s'est agi surtout d'expédition d'orge plutôt que de blé.

Pour 1984, si les céréaliculteurs continuent à livrer de l'orge dans le cadre de notre programme d'exportation, nos approvisionnements d'orge seront relativement faibles à la fin de la campagne céréalière. Cela risque d'avoir une incidence sur le programme de Churchill.

Tout ce que je peux vous dire, pour le moment, c'est qu'il y a beaucoup de facteurs qui déterminent l'ampleur du programme de Churchill, surtout, malheureusement peut-être pour Churchill—à cause de l'époque—malheureusement—à laquelle la saison d'expédition arrive, à la fin de la campagne céréalière. Nous ne pouvons vraiment pas prévoir à ce stade-ci l'ampleur et la nature du programme.

M. Bockstael: Je vois.

J'ai une dernière question, et je comprends bien que vous n'êtes pas responsable de l'expédition de produits canadiens à titre d'aide alimentaire, puisque cela relève d'autres services gouvernementaux comme l'UNICEF et ainsi de suite, en fait, vous n'êtes pas l'expéditeur à moins qu'on vous en donne

[*Text*]

it is of interest to me, I witnessed a television program showing the famine currently on in Mozambique and here we show, and of course we are looking at 1981, 15,000 tonnes of wheat and flour to Mozambique.

• 1640

Can anyone tell me if there has been any more?

Mr. E. Jarvis: The question is whether there is any aid under way at the present time to Mozambique? I cannot tell you offhand. We can certainly check to see whether we have any orders. The person who follows that most closely is not here. He would know right off. But we can get that information for you.

Mr. Bockstael: I would appreciate knowing what the contribution is at the current time.

Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: Mr. Gustafson.

Mr. Gustafson: Thank you, Madam Chairman.

I would like to apologize for Mr. Neil and myself being late. We were away in Winnipeg, as the minister may or may not know, meeting with some of his officials and other players in the grain industry.

I particularly would like to welcome the minister and his officials here on the part of the minister, because he is a constituent of mine.

Senator Argue: You had better treat me gently, now; better treat me gently.

An hon. Member: Do you suppose he votes for you, Len?

Mr. Gustafson: There was some question about that.

The questions that I am going to ask refer basically, I suppose, Mr. Minister, to cashflow problems that exist very seriously for the farmers, and probably a group of younger farmers, and relating to your work in your relations with the Cabinet and what can be done about it. In the area of western grain stabilization, which may not relate so specifically to the Wheat Board division but which, however, relates to your communications with the Cabinet, what have you to tell us today? We were talking to the Minister of Agriculture in questioning about a week ago, and I think the indications were that not a great deal of research has been done in that area. Some of our research shows, for instance, that the formula, even if it were changed from three to five years, would probably not trigger a pay-out according to that formula. What does the minister have in mind and what is he recommending to Cabinet?

Senator Argue: A study has been going on within the Grains Group and within the Western Grain Stabilization Act. We had a major meeting in Regina some weeks ago with the advisors, and certainly within government circles I have in a general way recommended that steps be taken to change some

[*Translation*]

l'ordre. La question m'intéresse, j'ai écouté à la télévision une émission faisant état de la famine qui sévit actuellement au Mozambique, et selon les chiffres de 1981, 15,000 tonnes de blé et de farine ont été expédiées dans ce pays.

Peut-on me dire si des expéditions sont en route vers le Mozambique?

M. E. Jarvis: Si des expéditioins sont en route vers le Mozambique? Je ne le sais pas. Nous pouvons vérifier pour voir s'il y a des commandes à cet égard. La personne qui s'occupe surtout de ce dossier n'est pas ici. Elle le saurait. Mais nous pouvons toujours vous obtenir l'information.

M. Bockstael: J'aimerais savoir quelle est notre contribution à l'heure actuelle.

Merci, madame le président.

Le président: Monsieur Gustafson.

M. Gustafson: Merci, madame le président.

J'aimerais présenter des excuses en mon nom et en celui de M. Neil pour être arrivés en retard. Nous étions à Winnipeg, comme le ministre le sait peut-être, afin de rencontrer quelques hauts fonctionnaires de son ministère et d'autres personnes de l'industrie céréalière.

J'aimerais souhaiter la bienvenue au ministre et à ses collaborateurs, parce que le ministre est un de mes électeurs.

Le sénateur Argue: Vous feriez mieux de me traiter gentiment; attention.

Une voix: Pensez-vous qu'il vote pour vous, Len?

M. Gustafson: On s'est déjà posé la question.

La question que je vais poser porte essentiellement, monsieur le ministre, sur les problèmes de liquidités qui touchent très sérieusement les cultivateurs, et probablement un groupe de jeunes cultivateurs en particulier, et je me demande ce que vous faites au cabinet pour remédier à cette situation. Qu'avez-vous à nous dire aujourd'hui au sujet de la stabilisation des prix du grain de l'Ouest, je sais que cela ne se rapporte pas spécifiquement à la Division de la Commission du blé, mais cela fait partie des questions que vous abordez au cabinet. Nous avons rencontré le ministre de l'Agriculture il y a environ une semaine, et il ne semble pas qu'on fasse tellement de recherches sur ce sujet. D'après certaines conclusions d'études qu'on a effectuées, même si cette formule portait sur une période de cinq ans plutôt que sur trois, les avantages ne seraient probablement pas plus marqués. Quels sont les projets du ministre, et quelles recommandations a-t-il faites au cabinet?

Le sénateur Argue: Une étude a été effectuée sur le groupe des grains et sur la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Nous avons eu une importante réunion des conseillers il y a quelques semaines à Regina, et j'ai recommandé que le gouvernement prenne des mesures pour changer certaines

[*Texte*]

of the basis on which the act is established, hopefully to trigger a payment, and trigger it quite soon.

I look at this act as a broad act, as an important act. I look at it as an act to which the farmer has contributed substantial sums over the years. The Government of Canada, as we all know, has doubled that sum, so that the government's contribution has been very, very large and important. The information I have is that to reduce the base period from five years to three years would be helpful; that to change the contributory period for farmers' contributions from the calendar year to the crop year would also be helpful.

I think it is perhaps not fully decided, but anyway, the studies are going on as to whether those two amendments by themselves would bring about, let us say, what most of us might consider to be a desirable result. But it is perhaps possible that with some modification, or some additions, perhaps I should say, to those two main amendments, this might be accomplished. As we all know, I guess it has been four years since a payment has been triggered, and the cashflow situation and the cost of production, etc., are such out there that producers feel they need some additional moneys. They feel, and I think they are right in their belief, that this in a sense is their act; that they have made their contribution. They recognize the government has made its contribution, but it is really getting to the point where amendments are required to enable the farmers to benefit from part of the large sums of money that are currently in that act, or benefit soon from some of the moneys that are in that act. So that all I can say in a general way is that I am supportive of changes. If and when a precise decision is made, we will all know about it.

• 1645

Mr. Gustafson: The minister may, or may not, know that, in questioning the Minister of Transport in the House in these areas, on two occasions the answer we have been receiving has been "at the opportune time". Now, there may be some risk to us raising that . . .

Senator Argue: Why would that be?

Mr. Gustafson: Well, just consider the fact that an election may be coming along. I do not suppose it ever entered the minister's mind.

Mr. Mayer: He is a senator. Those kinds of things do not bother him at all.

Senator Argue: I thought you were going to get rid of our place. That is just what I hear, I do not know.

Mr. Gustafson: May I suggest the sooner the better, in terms of cash flow for the farmers?

Senator Argue: Well, I have received that kind of question—I do not say from you because it was not put that way at all—but some people were saying, Oh, well, you know, it is related to an election; it is just an election gimmick. But the way I look at it is this: I think it should stand on its merit. If it is a payment before an election that is the situation; if it is a payment after the election, that is the situation. But amend-

[*Traduction*]

dispositions fondamentales de la loi dans le but de pouvoir effectuer un paiement, et ce bientôt.

Je considère cette loi comme une loi générale et importante. Je considère que les cultivateurs ont, à ce titre, versé des sommes importantes au cours des années. Le gouvernement du Canada, comme nous le savons tous, a doublé ces montants, de sorte que la contribution du Canada a été très substantielle. Selon mes renseignements, il serait utile que la période de référence passe de cinq à trois ans et que la période de versement des contributions des cultivateurs suive le calendrier des campagnes céréalières plutôt que celui de l'année civile.

Il n'y a encore rien de décidé, mais de toute façon, des études sont en cours afin de déterminer si ces deux amendements ne pourraient pas apporter les résultats que la plupart d'entre nous jugent souhaitables. Il se pourrait bien que ces résultats puissent être atteints grâce à certaines modifications ou additions aux deux amendements principaux. Comme nous le savons tous, je pense que cela fait quatre ans qu'un paiement a été versé, et les liquidités et les coûts de production étant ce qu'ils sont, certains producteurs estiment qu'il faut du financement supplémentaire. Ils estiment, et je pense qu'ils ont raison, cette loi est la leur, et qu'ils ont contribué à ce titre. Ils reconnaissent que le gouvernement a fait sa part, mais le moment est venu d'apporter des amendements pour permettre aux cultivateurs de profiter d'une partie des fonds considérables prévus actuellement dans la loi, ou d'en retirer une certaine partie. Alors, de façon générale je suis favorable à des changements. Quand une décision sera prise, le cas échéant, nous serons tous mis au courant.

M. Gustafson: Le ministre sait peut-être que la réponse du ministre des Transports à la Chambre des communes a été à deux occasions que l'on verrait «en temps opportun». Maintenant, il est peut-être imprudent de soulever cette question . . .

Le sénateur Argue: Pourquoi?

M. Gustafson: Eh bien, il y aura des élections prochainement. Vous n'y avez probablement jamais pensé.

M. Mayer: Il est sénateur. Cela ne le dérange pas.

Le sénateur Argue: Je pensais que vous alliez supprimer notre institution. C'est ce que j'ai entendu dire, je ne sais pas.

M. Gustafson: Au sujet des liquidités pour les cultivateurs, je pense qu'il vaudrait mieux que cela se fasse le plus tôt possible?

Le sénateur Argue: Eh bien, ce genre de question m'a déjà été posée, je ne dis pas qu'elle venait de vous, parce qu'elle n'a pas été posée de la même façon, mais certains prétendent qu'on en parle à cause de l'imminence d'une élection. Mais d'après moi, cela n'a rien à voir. Qu'il y ait paiement avant ou après les élections, cela ne change rien. Mais des amendements s'imposent, et le plus vite nous nous mettrons à la tâche dans l'intérêt

[*Text*]

ments are required to the act, and the sooner we can all get together to consider these amendments, from the farmers' point of view, the better. Hopefully, we can expeditiously go forward with them and see to it that some action is taken. Somebody might say, well, it has to do with an election, but I do not really believe that. And if you do not do it before an election at a given prospective date in the future, then it is certainly not going to be forgotten in any election campaign that I can envisage. It is going to be in the political arena as all these things are in any event. So I would think we agree that amendments are required; the matter should go with the objective of making some moneys available to the producers from that fund at the earliest possible date.

Mr. Gustafson: I have one further question which is on cash advances. There seems to be a lot of call, particularly from young farmers, while I understand the numbers are not high in terms of the use of cash advances but, is there any consideration on the part of the minister in terms of increasing the amount of cash advance for cash flow?

Senator Argue: Yes. I have had a recommendation before me for some time from the advisory committee of the Canadian Wheat Board, and their recommendation was that the maximum should go from $15,000 to $50,000 for an individual permit bookholder. I have looked over the statistics involved and, as you suggest, Mr. Gustafson, in a percentage way, the act has not been used by the vast majority. We all know, I guess, that you just do not automatically double or triple the advance on a given unit of grain. It is related to acres; it is related, perhaps more specifically, to prospective quotas and prospective sales. So it has been my own judgment that the doubling of the cash advance with whatever changes seem to be appropriate in the basis on which it is made, would be an appropriate action at the present time. Doubling it would create access to a greater number; it would extend the base on which the advance is made. And in the estimates I am given, it is stated to be—and, I guess, experience shows it might cost that—$10 million to $15 million or $16 million a year for the current system. This addition, it is estimated, would not cost more than $2 million, as an additional drain on, or charge to, the treasury.

So I think it is just pretty reasonable all round. I cannot say if and when, but I am hopeful that action will be taken, and that it will be taken in the relatively near future. Certainly I am supporting that kind of action. I think it is correct to say that there is a group of farmers out there in the main, although not exclusively the smaller farmers and the younger farmers, who have a difficult cash flow problem. I have talked about other ideas I have had, but as far as I am concerned, we need to address this problem of getting larger sums of money, to those particular types of farmers, earlier in the crop year.

• 1650

Mr. Gustafson: One of the major problems we seem to have discovered in the discussions on the Crow debate was that of subsidies from other countries, about which, obviously, we must relate some concern to the Canadian Wheat Board,

[*Translation*]

du cultivateur, mieux ce sera. J'espère que nous pourrons faire adopter rapidement ces amendements pour passer à l'action le plus tôt possible. Certains diront peut-être que c'est à cause des élections, mais je ne suis pas d'accord. Si on ne le fait pas avant les élections qui doivent avoir lieu à une date non encore été précisée, alors on va certainement s'en souvenir durant la campagne électorale. Cette question va faire l'objet d'un débat politique comme c'est toujours le cas, de toute façon. Alors je pense qu'on est d'accord, des amendements s'imposent; il faudrait maintenant viser à débloquer des fonds dès que possible à l'intention des céréaliculteurs.

M. Gustafson: J'ai une autre question qui porte sur les avances de fonds. Il semblerait qu'il existe une forte demande, particulièrement de la part de jeunes cultivateurs, alors que le nombre d'avances consenties n'est pas tellement élevé. Le ministre a-t-il l'intention d'augmenter les avances au titre des liquidités?

Le sénateur Argue: Oui. Le Comité consultatif de la Commission canadienne du blé m'a recommandé de porter la limite de 15,000$ à 50,000$. J'ai examiné les statistiques et, comme vous l'avez indiqué, monsieur Gustafson, en pourcentage, une faible majorité s'est prévalue de ce programme. Nous savons tous, je pense, qu'on ne peut pas automatiquement doubler ou tripler les avances pour des approvisionnements de grains. Les avances sont fonction du nombre d'acres cultivées, et peut-être de façon plus précise, elles sont fonction des quotas et des ventes que l'on prévoit. Aussi il m'a semblé approprié à ce moment-ci, de doubler les avances. Cela permettrait de rejoindre un plus grand nombre de cultivateurs et d'étendre les conditions d'admissibilité aux avances. D'après les chiffres qu'on m'a donnés, il semble que ce programme coûte actuellement entre 10 millions et 15 ou 16 millions de dollars par année. Cette mesure ne coûterait pas plus de 2 millions de dollars au Trésor public.

Alors je pense que c'est très raisonnable, en général. Je ne peux pas vous dire quand cette mesure sera mise en oeuvre, mais j'espère que, le cas échéant, ce sera dans un avenir assez rapproché. De toute façon, je suis favorable à cette mesure. Je pense qu'il est juste de dire qu'il y a un certain groupe de cultivateurs, pas exclusivement les petits et les plus jeunes, mais il y a un groupe de cultivateurs qui a des problèmes de liquidités. J'ai parlé des autres idées que j'avais, mais, en ce qui me concerne, j'estime qu'il nous faut absolument augmenter les paiements versés à ces types d'agriculteurs au début de la saison.

M. Gustafson: Au cours du débat sur le tarif du Nid-de-Corbeau, nous avons constaté que l'un des principaux problèmes résultait des subventions accordées par les autres pays, et il faut, bien sûr, que la Commission canadienne du blé et le

[*Texte*]

particularly, and to the minister. I think, to draw on some figures, the United States is subsidizing it farmers by about 33%. The European Common Market has large subsidies, as do Australia and Argentina, and countries like that, in other directions. Does the minister see this as a challenge to the Canadian industry? Just exactly what is the outlook in that regard?

Senator Argue: Certainly other countries have very major subsidies. I do not suppose I am any authority on what subsidies they may have. I guess the United States has spent and committed vast sums of money for its PIK program. My reading of the prospect of action for another year is a tendency to cut back on its commitment, or to cut back on its subsidies; but, from a Canadian point of view, that carries another set of problems, because it may result in a drive for even greater production in the future. So while they may be reducing their subsidies, and I think that is the trend, nonetheless, that by itself creates problems. As I understand the European Economic Community, they do have very, very large subsidies in place, you might say two or three times, in some instances, the relative return that we get for our grain. But, again, as I read what they are doing and as I am told what they are doing, there is a drive there to bring those subsidies under some measure of control. If there is any trend that is being established, my understanding is that it is likely to be a trend to reduce them, because some of the major countries have budgetary problems. I agree with you, the subsidies of other countries pose problems.

I think I should say that I think the trend, even in those countries, is likely to be down instead of up. We have been talking around here this afternoon about this problem. There have been suggestions about increased initial payments and more quotas, I guess, or quotas that are out there to take the grain, and increased cash advances and WGSAs. So in our own system, which perhaps does not have the same mammoth subsidies that they perhaps have in other countries, there are, nevertheless, many, many subsidies of one size or another along the way. We have been talking about various aspects of our own program, but they are directed at helping the problem to which you have referred.

The Chairman: Thank you, Mr. Gustafson. Mr. Ferguson.

Mr. Ferguson: Thank you, Madam Chairperson. I have a couple of concerns I would like to ask about and perhaps have an updating on. I notice that on pages 30 and 31 we refer to the accounts payable or the receivables. Could we have an updating on that, something more up to date than what is here? It is rated up to July 31, 1982. How has that progressed since that time?

Mr. Olfert: There is always a significant number of sales that fall over the year end, where you may be collecting in the year after and, since those amounts are out over the month end, you need to show them as receivables.

[*Traduction*]

ministre en soient parfaitement informés. À titre d'exemple, je voudrais vous dire que les États-Unis subventionnent leurs agriculteurs d'environ 33 p. 100. La Communauté économique européenne leur verse également des subventions importantes, tout comme l'Australie et l'Argentine, notamment. Le ministre estime-t-il qu'il s'agit là d'un défi lancé à l'indutrie canadienne? Que pensez-vous de tout cela?

Le sénateur Argue: Il est évident que certains pays versent des subventions très importantes à leurs agriculteurs, mais je vous avoue que je ne suis pas un spécialiste en la matière. Je sais, bien sûr, que les États-Unis ont consacré des sommes très importantes à leur programme PIK. J'ai l'impression, par contre, qu'ils ont décidé, pour l'année prochaine, de réduire leurs engagements, ou plutôt leurs subventions; toutefois, pour le Canada, cela pose d'autres problèmes, car cela risque d'inciter les agriculteurs à produire davantage. Donc, même si les États-Unis semblent avoir décidé de réduire leurs subventions, c'est en tous cas la tendance qui semble se dessiner, c'est une décision qui, déjà en soi, pose des problèmes. Les pays de la communauté économique européenne ont des programmes de subventions très importants et peuvent obtenir deux à trois fois le taux de rendement que nous avons pour nos céréales. Toutefois, d'après ce qu'on m'a dit, j'ai l'impression qu'ils essaient de contrôler davantage ces subventions. Donc, la tendance qui semble se dessiner favorise la réduction de ces subventions, en raison des problèmes budgétaires que connaissent certains pays. J'admets avec vous que les subventions offertes par les autres pays à leurs agriculteurs nous posent des problèmes.

A mon avis, la tendance dont je viens de vous parler va se maintenir à la baisse plutôt qu'à la hausse. Nous avons parlé plusieurs fois de ce problème cet après-midi, et certains ont même proposé d'augmenter les paiements initiaux, les quotas, les avances en liquide et les allocations pour l'entreposage des céréales de l'Ouest. Donc, notre système, même s'il n'offre pas des sommes aussi astronomiques que dans certains autres pays, comporte néanmoins un grand nombre de subventions plus ou moins importantes. Nous avons parlé des différents aspects de notre programme, mais ils s'adressent justement au problème dont vous avez parlé.

Le président: Merci, monsieur Gustafson. Monsieur Ferguson.

M. Ferguson: Merci, madame le président. J'aimerais vous faire part de plusieurs questions qui me préoccupent. Aux pages 30 et 31, il est question des comptes à recevoir. Pourrions-nous avoir des chiffres plus récents? En effet, cela date du 31 juillet 1982. Que s'est-il passé depuis?

M. Olfert: Il y a toujours un nombre important de ventes qui sont reportées l'année suivante, ou dont les paiements sont perçus l'année suivante, et comme les sommes ont été engagées pendant un mois donné, il faut les indiquer dans la colonne des comptes à recevoir.

[*Text*]

Mr. Ferguson: Has our position deteriorated since that time? I am referring here to some of the countries who have had problems with . . .

Mr. Olfert: No, I should clarify that. This has nothing to do with the credit accounts; this has strictly to do with operational activities resulting from the recording of sales. It has nothing whatsoever to do with the credit sales.

Mr. Ferguson: What is the credit position of some of those countries where we have large amounts outstanding? Are they meeting their obligations?

• 1655

Mr. Olfert: On the credit sales, the Soviet Union account is totally paid up now. China has been paid off for well over a year.

As you well know, we have had problems with Poland for some time. The Department of Finance is well aware of this and we are working with them on that.

More recently we have had some problems with Brazil; and a few lesser problems with Haiti and Jamaica. Other than that, all countries are up to date. Jamaica is also up to date at this point.

Mr. Ferguson: Thank you.

One other area that I want to refer to very briefly is the marketing costs that include administration, of course, transportation—handling and all this variety of procedures we have to go through from the time the grain is dumped at the local country elevator until it is loaded on board ship at Vancouver, or Thunder Bay, or Churchill. What is the average cost per tonne of handling this grain going into the export market?

Mr. E. Jarvis: We should turn to the specific statements on individual board accounts, if you like. Perhaps you could turn to page 34, for example, which is the wheat account. We show there the buildup of the individual items that contribute to the charges against the grain which we handle for the producer. Most of the costs which are incurred are associated with elevator and storage costs, and then our bank interest and demurrage and those kinds of items. And if you look down the account, in the middle of the page, on page 34, we have given it both by total amount and by amount per tonne. So you notice that the deductions run in the area of $9 per tonne, but the bulk of that, over $7 of that, is going against major items such as terminal storage charges.

You may be interested to know, if I might be permitted a short commercial while we are before your committee, that if you do a calculation on the cost to the average producer who sells grain through the board . . . of the board's operation per se, that is, staff costs, building costs, travel costs, that kind of thing, it costs the average producer about the price of a cup of coffee per day. We are happy to see these costs kept at this level and we work very hard to keep them at the minimum that is commensurate with doing the very large job that is required to compete in the world market.

[*Translation*]

M. Ferguson: Notre position s'est-elle détériorée depuis lors? Je veux parler de certains pays qui ont des problèmes . . .

M. Olfert: Permettez-moi de tirer tout cela au clair. Cela n'a rien à voir avec les comptes de crédit; cela concerne strictement la comptabilisation de ces ventes. Cela n'a donc rien à voir avec les ventes à crédit.

M. Ferguson: J'aimerais savoir si les pays qui ont contracté une dette importante avec le Canada honore leurs obligations?

M. Olfert: En ce qui concerne les ventes à crédit, le compte de l'Union Soviétique a été complètement payé. Celui de la Chine l'a également été il y a plus d'un an.

Comme vous le savez, nous avons, depuis quelques temps, des problèmes avec la Pologne. Le ministère des Finances en est parfaitement informé et nous collaborons avec lui dans la recherche d'une solution.

Plus récemment, nous avons eu des problèmes avec le Brésil, et quelques petites difficultés avec Haiti et la Jamaique. A part cela, tous les autres pays nous paient régulièrement, la Jamaique y compris.

M. Ferguson: Merci.

J'aimerais maintenant aborder brièvement la question des coûts de commercialisation, qui comprennent l'administration, les transports, la manutention et toutes les formalités que nous devons accomplir à partir du moment où les céréales sont déversées dans l'élévateur régional, jusqu'à ce qu'elles soient chargées sur un bateau à Vancouver, à Thunder Bay ou à Churchill. Quel est le coût moyen, par tonne, de la manutention de ces céréales destinées à l'exportation?

M. E. Jarvis: Il serait bon de nous reporter aux états financiers de la commission, si vous le voulez bien. À la page 34, par exemple, vous avez le compte relatif au blé. Y sont indiqués, les différents coûts auxquels sont assujetties les céréales que nous transportons au nom du producteur. La majeure partie de ces coûts représente les frais d'entreposage et d'élevateur, auxquels il faut ajouter les intérêts imposés par les banques, les surestaries, etc. Au milieu de cette colonne, toujours à la page 34, vous avez le coût total ainsi que le coût par tonne. Vous pouvez constater que les déductions sont de l'ordre de 9$ par tonne, dont la majeure partie, c'est-à-dire plus de 7$, représente des coûts importants comme les frais d'entreposage au terminal.

A ce propos, si vous faites un petit calcul du coût que cela représente pour le producteur moyen qui veut vendre ses céréales par l'intermédiaire de la commission, et ce coût comprend les dépenses de fonctionnement de la commission, ses coûts salariaux, ses coûts de construction, ses frais de déplacement etc., vous constaterez que le coût que doit payer un producteur moyen équivaut à peu près au prix d'une tasse de café par jour. Nous sommes heureux de pouvoir maintenir ces coûts à ce niveau et nous nous efforçons du mieux que nous pouvons d'imposer les frais les moins élevés possible par

[*Texte*]

Mr. Ferguson: Yes. Thank you, Madam Chairman. I will leave more time to the other members over here from western Canada.

The Chairman: Thank you, Mr. Ferguson.

Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Madam Chairman.

With the high price of corn in the United States now, is the barley that is being put through the Canadian Livestock Feed Board being passed through at a comparative figure with regard to the corn competitive pricing formula?

Mr. E. Jarvis: Now, we are not being called upon to sell at the present time. We only sell at the corn competitive price, and we are not being called upon at the present time for stocks at the corn competitive price, which means that the market is operating below that level in the case of barley at the present time.

Mr. Towers: Mr. Minister, would this not be a good time to abolish that policy? It would seem to me that it has been a sore spot for a long time. Since it is not being used at the present time, would it not be a good time to just abolish that policy?

Senator Argue: Are you asking me if it is a good time to abolish the off-board market, or are you . . . ?

Mr. Towers: No, no . . .

Senator Argue: I am not trying to be facetious.

Mr. Towers: I am talking about the corn competitive prices.

Senator Argue: Oh, I see.

Mr. Mayer: You kind of lead with your chin on that one.

The Chairman: *Un a la fois, s'il vous plaît.*

Mr. Towers: Come out west and some farmers will poke you.

Senator Argue: Pardon?

Mr. Towers: If you lead with your chin—some farmers will poke you if you come out west.

Senator Argue: My own feeling is that in any of these discussions, the western feed grain producer should not be put at a disadvantage . . . being forced to contribute at lower than world market prices to the market in Canada. At least for a period of time the principle of compensation above the corn competitive price where the export market was above the corn competitive price was in effect.

• 1700

A lot of discussions have been going on recently about what kind of a policy we should have and with the corn competitive price what range the board should be required to sell, let us say, above or below that corn competitive price. I think it is one thing for the west to be asked to make supplies available; I

[*Traduction*]

rapport à la tâche immense que nous devons exécuter si nous voulons faire face à la concurrence sur les marchés étrangers.

M. Ferguson: Merci, madame le président. Je vais maintenant laisser la parole aux autres députés qui représentent l'Ouest du Canada.

Le président: Merci, monsieur Ferguson.

Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, madame le président.

Étant donné le net redressement du prix du maïs aux États-Unis, l'orge qui est exportée dans ce pays par l'intermédiaire de l'Office des provendes du Canada y est-elle vendue à un chiffre comparatif, compte tenu de la formule de calcul du prix du maïs?

M. E. Jarvis: Pour l'instant, les États-Unis ne nous ont pas passé de commande. Nous ne vendons qu'au prix compétitif du maïs, mais nous n'avons pas reçu de commande pour l'instant, ce qui signifie que la demande d'orge connaît actuellement un certain fléchissement.

M. Towers: Monsieur le ministre, le moment est peut-être alors venu d'abroger cette politique? J'ai l'impression que c'est une source de problèmes depuis pas mal de temps. Étant donné qu'elle ne sert pas à l'heure actuelle, on pourrait peut-être en profiter pour l'abroger.

Le sénateur Argue: Vous me demandez si l'on devrait en profiter pour supprimer le marché hors commission?

M. Towers: Non . . .

Le sénateur Argue: Je ne cherchais pas à plaisanter.

M. Towers: Je parle des prix compétitifs du maïs.

Le sénateur Argue: Je comprends.

M. Mayer: Vous essayez de nous pousser . . .

Le président: *One at the time, please.*

M. Towers: Allez dans l'Ouest, et vous verrez comment les agriculteurs réagiront.

Le sénateur Argue: Pardon?

M. Towers: Si vous essayez de nous pousser . . . Les agriculteurs ne manqueront pas de réagir.

Le sénateur Argue: À mon avis, le producteur de grain de provende de l'Ouest ne devrait pas être défavorisé, c'est-à-dire forcé à vendre son produit au Canada à des prix inférieurs aux prix internationaux. Pendant un certain temps au moins, on a appliqué le principe du versement d'une indemnisation lorsque le prix compétitif du mais était inférieur au prix à l'exportation.

On a beaucoup parlé récemment de la politique que nous devrions adopter et, en ce qui concerne le prix compétitif du mais, de l'écart que la commission devrait être obligée de respecter, au-dessus ou en dessous du prix compétitif du mais. C'est une chose de demander à l'Ouest de fournir les approvi-

[*Text*]

think it is another thing to be asked in such a way as to require a financial contribution from the operations of the board.

In the discussions I have had I am prepared to put forward an argument that the economic position of the producers of barley out there operating through the Wheat Board system should be considered and should be protected. I have no objection to the eastern market to have access to our supplies in western Canada, but I think those economic questions related to the advantage—and there is one—of selling on the export market in relation to the domestic market should be available to our producers.

Mr. Towers: I have no quarrel with that at all, but at present it is working to the disadvantage of the western grain grower. As Mr. Jarvis just said, when the price is high you cannot sell your barley at the corn competitive pricing formula, but it is to the disadvantage of the western grain grower that you can. I would think in all fairness that now is the proper time to make a move and to abolish the policy because, as I say, it is a continuing sore spot.

Senator Argue: Well, I thought there is a lot of merit to say that it would be a good policy if the Canadian Wheat Board were dealing with the Canadian Livestock Feed Board and the two of them got together to handle the supplies in Canada, but that has not been agreed to.

In any event, I come back to my original position; namely, whatever the refinements of the policy happen to be, those who wish to sell their grain through the Canadian Wheat Board system should not per se be required to make a financial contribution. That is of course part of what the discussion is about, and the board has had its own particular recommendations from time to time as to a band around the corn competitive within which it could operate satisfactorily and so on.

Mr. Towers: Would it be fair to assume that it is the Minister of Agriculture who is drawing his feet on this?

Senator Argue: It is which? Drawing his feet?

Mr. Towers: Yes.

Senator Argue: Dragging.

Mr. Towers: Dragging his feet.

Senator Argue: He has big feet; I do not know if he is dragging them or not.

The Minister of Agriculture, I think it is fair to say, takes a pretty strong position in any discussions he is engaged in, and I think he is looking after the interests of the livestock people and the people of eastern Canada who wish to have access to the western market, and I think that is very much in order. In the perspective from which I come I feel the arguments or the position or the considerations that affect the feed producers of western Canada should also be put forward, but . . .

We have had a lot of meetings on it, but we have not yet arrived at a definitive policy. In the meantime, as the chief commissioner says, I guess the numbers are there. The numbers are such that with regard to the corn competitive

[*Translation*]

sionnements nécessaires, mais c'en est une autre d'exiger une contribution financière au financement des activités de la commission.

J'estime que la situation économique des producteurs d'orge qui sont affiliés à la Commission canadienne du blé devrait être sérieusement étudiée et protégée. Je suis tout à fait d'accord que les marchés de l'Est aient accès aux approvisionnements de l'Ouest, mais je pense que ces questions portaient sur l'intérêt qu'ont nos producteurs, et cet intérêt est indéniable, de vendre sur les marchés d'exportation plutôt que sur nos marchés intérieurs.

M. Towers: Je suis tout à fait d'accord avec vous, mais à l'heure actuelle, cela se fait au détriment du producteur de céréales de l'Ouest. Comme vient de le dire M. Jarvis, lorsque le prix est élevé, vous ne pouvez pas vendre votre orge selon la formule du prix compétitif du mais, et si vous le faites, c'est au détriment du producteur de céréales de l'Ouest. À mon avis, donc, nous devrions en profiter pour abolir cette politique qui, comme je l'ai dit, est une source continuelle de difficultés.

Le sénateur Argue: Vous avez certainement raison de dire qu'il serait souhaitable que la Commission canadienne du blé et l'Office canadien des provendes s'occupent, ensemble, de la manutention des approvisionnements au Canada, mais aucune entente n'a encore été conclue à ce sujet.

Quoiqu'il en soit, j'en reviens à ma position initiale, à savoir que, quelles que soient les modalités de cette politique, ceux qui veulent vendre leurs céréales par l'intermédiaire de la Commission canadienne du blé ne devraient pas, théoriquement, être obligés de lui verser une cotisation. Voilà le fond du débat, et la commission a elle-même proposé, à plusieurs reprises, de prévoir une certaine marge par rapport à ce prix compétitif du mais, ce qui lui permettrait de fonctionner de façon plus satisfaisante.

M. Towers: Doit-on en conclure que c'est le ministre de l'Agriculture qui fait la sourde oreille?

Le sénateur Argue: La sourde oreille?

M. Towers: Oui.

Le sénateur Argue: Vous croyez?

M. Towers: Oui, il fait la sourde oreille.

Le sénateur Argue: Il a de grandes oreilles, mais je ne sais pas comment il s'en sert.

On peut dire en tout cas que le ministre de l'Agriculture sait affirmer nettement ses positions dans tous les débats auxquels il participe, et je sais qu'il essaye de protéger les intérêts des éleveurs et des consommateurs de l'est du Canada qui veulent avoir accès au marché de l'Ouest, ce qui est tout à fait logique. Étant donné la région d'où je viens, j'estime qu'il faut également défendre la position des producteurs de grains de provende de l'ouest du Canada, mais . . .

Nous avons eu beaucoup de réunions à ce sujet, mais n'avons pas encore arrêté une politique définitive. En attendant, comme l'a dit le commissaire en chef, les chiffres sont là, qui indiquent qu'en ce qui concerne la formule du prix compétitif

[*Texte*]

formula those who wish to sell to the board are not at current prices being asked to make a financial contribution.

Mr. Towers: Just last fall I made it a point to go down into the States to see just exactly what was happening on the barley market down there. We had heard lots of rumours. I found that the barley grower in Montana was receiving approximately 45¢ a bushel more for his barley than the grower in Alberta was receiving as it related to comparable barley. Why should this be?

Senator Argue: Was that on the off-board market, or is that in relation to the initial price?

Mr. Towers: That was the board price.

Senator Argue: The board initial price?

Mr. Towers: The initial board price. This is after the increased price.

• 1705

Senator Argue: I think there has been a suggestion around here already this afternoon that perhaps that initial price is too low in relation to the market and should be higher, at least I kind of got that inference. But you know, you may not be comparing, you know, this apples and oranges stuff. It is the first time I have ever used it; I kind of do not know what it means, but anyway. They may not be exactly comparable, because if we knew, or if you knew and I knew, what the producer of barley selling through the Wheat Board was to get as a final payment, then we would be in a position to be able to compare it to the price the producer in the United States gets, which, I guess, is his final payment. I do not think he is in a pooling system, so it may not be strictly comparable. I think our system of marketing, the principles attached to it, will compare favourably with the American system of marketing.

Mr. Towers: It would possibly if you could get the initial price high enough. Then you would not be having the problems that you are, and certainly you would not have me criticizing it. But I will tell you, it certainly triggers a lot of resentment in western Canada when this is happening.

But I would like to spend a little time on our problem with Poland. We just got into that. What is the present situation with regard to our sale of grain to Poland? How far are they behind on their payments?

Senator Argue: If I just might make a very brief comment on the barley situation and the suggestion that if the initial price were still higher there would not need to be this kind of an argument going on today. I really think the proof of the pudding and the final consideration is the total price the farmer receives. I understand quite well that if he has to wait for part of it, until he gets the final payment, that is an interest cost to finance his operations at best, and the board's money is worth a certain amount and the farmer's costs are a bit higher that it is nice to get as much of the total payment as possible.

[*Traduction*]

du maïs, ceux qui veulent vendre leurs produits à la commission ne sont pas, étant donné le prix actuel, tenus de faire une contribution financière.

M. Towers: L'automne dernier, je me suis rendu aux États-Unis pour voir exactement ce qui se passait sur le marché de l'orge. Nous avons entendu beaucoup de rumeurs. J'ai constaté que le producteur d'orge du Montana touchait environ 45 cents de plus par boisseau d'orge qu'un producteur en Alberta, pour une qualité d'orge comparable. Pourquoi?

Le sénateur Argue: S'agissait-il de boisseau d'orge hors commission, ou bien faites-vous une comparaison avec le prix initial?

M. Towers: C'était le prix de la commission.

Le sénateur Argue: Le prix initial de la commission?

M. Towers: Oui, après qu'il ait été augmenté.

Le sénateur Argue: Certains ont prétendu, cet après-midi, que le prix initial était trop bas par rapport au marché, et qu'il faudrait donc le hausser; en tout cas, c'est ce que j'ai pu comprendre. Toutefois, en faisant des comparaisons de ce genre, on compare peut-être des torchons et des serviettes. Or, il se peut que ces deux situations ne soient pas tout à fait comparables; si vous saviez ce que touche, comme paiement final, le producteur d'orge qui vend à la Commission canadienne du blé, on pourrait comparer ce prix à celui que reçoit le producteur américain, prix qui, d'après ce que je sais, constitue son paiement final. Les producteurs américains n'appartiennent pas à un système de groupe et, par conséquent, leur situation m'est pas strictement comparable à celle des producteurs canadiens. Notre système de commercialisation, ainsi que les principes qui le sous-tendent, se compare tout à fait favorablement au système américain.

M. Towers: Ce serait le cas si vous pouviez hausser suffisamment le prix initial. Ainsi, vous n'auriez pas les problèmes auxquels vous êtes obligés de faire face et, en tout cas, je ne serai pas là à vous critiquer. Mais croyez-moi, cette situation suscite beaucoup de ressentiment dans l'Ouest du Canada.

Revenons maintenant au problème de la Pologne. Nous l'avions à peine abordé tout à l'heure et j'aimerais donc savoir où en sont nos ventes de céréales à la Pologne. Ce pays a combien de retard dans ses paiements?

Le sénateur Argue: Permettez-moi de répondre brièvement à ce que vous avez dit au sujet de l'orge et de la nécessité de hausser le prix initial, ce qui réglerait tout à votre avis. À mon avis, l'élément clé de toute cette discussion est le prix total que touche le producteur. Je comprends parfaitement que, s'il doit attendre avant de recevoir la totalité du paiement, tant qu'il ne l'a pas, il doit payer des intérêts, qui lui coûtent proportionnellement plus à lui qu'à la Commission. Cependant, l'élément clé de toute cette discussion est le paiement total qui lui est versé.

[*Text*]

But in any event, a major consideration is what the total payment will be.

Now, about Poland, I do not know if I put forward those particular details of where we are at at this time.

Mr. E. Jarvis: Madam Chairman, I would like to comment a little further on the barley pricing question if I might, and then ask Mr. Olfert if he could bring the members up to date on where we stand with Poland.

At the present time, and these are November 24 figures—I do not have figures for this week—the Alberta street price for No. 1 feed barley in Alberta is $3 above the initial price worked back to Alberta. But I would suggest that is not an unusual relationship, having regard for the fact that one is a final return and the other one, hopefully, is not, and usually it certainly is not.

Relative to the 45¢ premium in markets in Montana, the one thing we know is that in terms of the overall market we are meeting head on with Pacific western barley in the world market, and so the prices for similar quantities are comparable. We do know also, though, when you go back, and it is true in part in the Prairies of Canada as well as in areas in neighbouring barley producers in the United States, that for reasons of local market pressures you can get different prices. And, on occasion, we have had reason to look at prices that were being offered in particular areas down there, and there may be a particular barley processor or other users of that product, which provide a particular premium in a particular area which may make the price different than it is in another area a few miles away. So I think we have to take that into account; and it may be one of those communities that you observed, I do not know.

Mr. Towers: Well actually, my colleague was just telling me that Portland is $170 a tonne, and we are $110 out in Alberta.

Mr. E. Jarvis: Well, you are comparing initial prices with world prices, I take it. I am not sure about apples and oranges either, Mr. Minister, but that does sound like apples and oranges.

Perhaps we can comment on Poland, if you would like us to, as to where that account now stands.

Mr. Olfert: On the question on Poland, first of all there are 81 rescheduled amounts. On that there is approximately $10 million of interest owing at this point; and then all 1982 amounts and 1983 maturities have not been paid. At this point there is approximately $463 million Canadian, plus about $50 million of accrued interest. And then there is about $184 million U.S., plus accrued interest again which I would think could be another $10 million or $12 million. This is scheduled to be rescheduled very soon.

• 1710

Mr. Towers: Well, is there ever a time that the rescheduling stops and that some kind of an agreement is made? The

[*Translation*]

En ce qui concerne la Pologne, je ne sais pas si je vais vous exposer tous les détails de la situation.

M. E. Jarvis: Madame le président, permettez-moi d'intervenir brièvement au sujet du prix de l'orge avant de demander à M. Olfert de vous exposer brièvement où en sont les choses avec la Pologne.

A l'heure actuelle, et il s'agit-là des chiffres du 24 novembre car je n'ai pas ceux de cette semaine, le prix albertain de l'orge fourragère de première catégorie est supérieur de 3 dollars au prix initial versé à l'Alberta. Un tel écart n'est pas rare étant donné que, dans un cas, il s'agit d'un paiement final, mais pas dans l'autre, il faut l'espérer.

En ce qui concerne le boisseau d'orge qui se vend à 45c de plus au Montana, je peux vous dire que nous avons la concurrence directe de l'orge de l'ouest du Pacifique, sur les marchés internationaux, et que les prix sont comparables, pour des quantités semblables. Par contre, il est possible que, en raison de certaines pressions locales, vous ayez des prix différents dans les Prairies et dans les régions américaines productrices d'orge et voisines de la frontière. Il est arrivé que nous nous soyons renseignés sur les prix offerts dans ces régions-là, et nous y avons constaté qu'un producteur d'orge ou d'autres consommateurs offraient un meilleur prix, d'où la différence avec le prix offert à quelques milles de là. Donc, il se peut que cette différence de prix que vous avez constatée ne concerne qu'une ou deux localités particulières.

M. Towers: Mon collègue vient de me dire qu'à Portland, l'orge vaut 170 dollars la tonne, alors qu'elle ne vaut que 110 dollars en Alberta.

M. E. Jarvis: Vous comparez des prix initiaux avec des prix mondiaux. Cela revient à comparer des torchons et des serviettes.

En ce qui concerne la Pologne, je vais demander à mon collaborateur de vous faire état de la situation.

M.Olfert: Au sujet de ce pays, 81 remboursements ont été rééchelonnés. Pour l'instant, ce pays nous doit une dizaine de millions de dollars en intérêt; aucun des remboursements parvenant à échéance en 1982 et en 1983 n'a été payé. A l'heure actuelle, la dette totale de la Pologne au Canada est d'environ 463 millions de dollars, plus une cinquantaine de millions de dollars d'intérêts courus. La Pologne a également une dette d'environ 184 millions de dollars américains, pour les intérêts courus, ce qui doit faire 10 ou 12 millions de dollars de plus. Ces remboursements devraient être rééchelonnés très bientôt.

M. Towers: N'allez-vous jamais arrêter de rééchelonner tous ces paiements pour en arriver définitivement à une entente? Ce

[*Texte*]

question I do want to know here is, where does the federal government step in? I understand the federal government backs some of these sales and they guarantee the credit. Now at what point does the federal government trigger payment on that?

Mr. E. Jarvis: Madam Chairman, there is not a specific defined point at which the federal government would reimburse the board for the outstanding debt if such were declared in default and our money paid to us. We do have the confidence and the producers can have the confidence that we do have the benefit of the government guarantee and were maintained whole through one process or another for both the money plus the interest costs through the period it is out. But we have not, happily, to this time had to call on the government for a reimbursement on any of these accounts and we hope that does not happen. Obviously you can only let it go on so long, and the payments could not be rescheduled, etc., but it is not firmly defined in any fashion, either in our agreement or in the act, how you define that.

Mr. Towers: One short one, Madam Chairman, with regard to this. Then that means that the western farmers' pool payout, the final payment, is going to be less than it would be otherwise because these payments are not coming in then.

Mr. E. Jarvis: No, perhaps Mr. Olfert should comment on it. It affects our borrowings at the bank rather than the actual payments to the pool account. Mr. Olfert.

Mr. Towers: Who pays the interest on this then?

Mr. Olfert: You pay the interest by further borrowings and adding to that bank loan so the farmer himself will not suffer; it simply adds to the ultimate liability for Poland or maybe even our own government. We continue to borrow to pay the interest and in fact keep the producer up to date.

Mr. Towers: Then could I just go back. When does the government step in? You said it has to be triggered some time. At what point does the government step in and have to pay that?

Senator Argue: I think the government is going on the assumption and certainly on the hope that for Poland as for Brazil as for Mexico, in the life of a country, it is a temporary thing and there will be a turn-around and they are some day going to repay; that it is not to our advantage to say they have gone bankrupt and it is a bad account and we are thinking of writing it off. So, the way it is handled at the present time is to do rescheduling, hoping the economy of the world will improve generally and that in particular the Polish economy will improve so that they can get back to meeting their interest payments on time and, hopefully, at some point also reducing the principal amount of the loan.

The Chairman: Mr. Althouse

Mr. Althouse: Thank you, Madam Chairman. I have a couple of questions concerning the initial opening statement. It was stated that with regard to Canadian barley, supply could

[*Traduction*]

que j'aimerais savoir, c'est à quel moment le gouvernement fédéral va se décider à intervenir. Je sais qu'il appuie une partie de ces ventes et qu'il garantit le crédit consenti. J'aimerais savoir à quel moment le gouvernement fédéral va décider de rembourser la Commission?

M. E. Jarvis: Madame le président, il n'y a pas de moment précis auquel le gouvernement fédéral doit rembourser la Commission de l'en-cours de la dette, si l'on déclare qu'il y a défaut de paiement. Nous avons également la garantie du gouvernement. Heureusement, jusqu'à présent, nous n'avons pas dû demander au gouvernement d'intervenir pour rembourser une partie de cette dette, et nous espérons ne jamais avoir à le faire. Evidemment, cette situation ne peut pas s'éterniser et l'on ne peut pas constamment rééchelonner les paiements . . . Toutefois, l'entente ne définit pas clairement le genre de mesure à prendre dans ces situations.

M. Towers: Toujours sur le même sujet, madame le président, j'aimerais poser une brève question. Cela signifie donc que le paiement final qui sera versé aux agriculteurs de l'Ouest sera en fin de compte inférieur à ce qu'il aurait dû être étant donné que la Pologne ne rembourse pas ses dettes.

M. E. Jarvis: Non, mais je vais demander à M. Olfert de vous répondre. En effet, ce défaut de paiement influe plutôt sur nos emprunts à la banque que sur les paiements que nous versons aux agriculteurs. Monsieur Olfert.

M. Towers: Qui paie les intérêts?

M. Olfert: Vous payez les intérêts en empruntant davantage à la banque, de sorte que l'agriculteur n'en pâtit pas; cela ne fait qu'augmenter la dette ultime de la Pologne, ou peut-être celle de notre propre gouvernement. En tout cas, nous continuons d'emprunter pour payer les intérêts, afin de ne pas en faire souffrir le producteur.

M. Towers: J'en reviens à ma question de tout à l'heure, quand le gouvernement va-t-il se décider à intervenir? À quel moment le gouvernement va-t-il décider de payer?

Le sénateur Argue: Je suppose que le gouvernement part du principe que, pour ce qui est de la Pologne, du Brésil, du Mexique ou de tout autre pays, ces difficultés ne sont que temporaires et qu'ils connaîtront un jour une certaine prospérité qui leur permettra de rembourser leurs dettes. En effet, nous n'avons pas intérêt à dire qu'ils ont fait faillite, que leurs créances sont véreuses et que nous songeons donc à les radier. Donc, pour l'instant, nous nous contentons de rééchelonner les paiements, en espérant que l'économie mondiale s'améliorera, et plus particulièrement celle de la Pologne afin qu'elle puisse rembourser ses dettes.

Le président: Monsieur Althouse.

M. Althouse: Merci, madame le président. J'ai plusieurs questions à poser en ce qui concerne la déclaration préliminaire qui a été faite. On nous a dit, au sujet de l'orge cana-

[*Text*]

limit our exports this year. We have been hearing quite a bit in the press and from various special interest groups about the amount of quota available both for non-board and board barley. Specifically with regard to the non-board barley, what is the position with regard to storage? Have stocks of non-board barley built up? Are they higher than last year or higher than most years and where is that non-board barley located? Is it in the country elevators or is it at terminal positions or is there a good mix of both?

Mr. Leibfried: Stocks are up in both positions, both in the country elevators and in the Thunder Bay terminal. This year the non-board stocks of barley, for example, are up 589,000 tons. This is at the middle of November; the previous year they were just over 122,000 tons at that time. This is off-board barley.

• 1715

Thunder Bay at that date was showing 116,000 tonnes in store as against 42,000 for the previous year at that time. Country elevators were showing 408,000 tonnes in store on November 16 as against almost 64,000 tonnes on November 17, 1982. So the stocks are substantially higher in all of these positions.

Also, east of Thunder Bay the non-boards this year at that date were about 64,000 tonnes as against not quite 17,000 tonnes a year ago.

So they are much higher in all positions from the barley.

Mr. Althouse: About three to four times higher than the previous year.

Mr. Leibfried: I would say over four times higher in total.

Mr. Althouse: Is this creating some problems in moving grains through the system at the moment? Is this acting as an impediment or providing filled bins in places where grain should be moving?

Mr. Leibfried: We would have liked, of course, to have had more board stocks to move through the system, particularly at Thunder Bay at times; but, as I say, we have had to defer some sales and make do. It would have been preferable if we had had more stocks in order to make those sales commitments and to keep this moving.

Mr. Althouse: Has the board been unwilling to increase quotas for board grain for fear of upsetting any previous action to make non-board quotas much higher? Is there a policy, written or unwritten, of maintaining higher quotas for non-board grains than for board grains? If not, why have board grain quotas not been opened up faster, or are there constraints in the country?

Mr. Leibfried: No, we have always had a rather—I guess what we would call sort of a generous approach toward the off-

[*Translation*]

dienne, que les approvisionnements étaient tels que nos exportations risquent d'être limitées cette année. On a beaucoup parlé dans la presse et ailleurs du quota établi pour l'orge hors commission et pour l'orge assujettie à la Commission. En ce qui concerne l'orge hors commission, qu'en est-il de l'entreposage? A-t-on accumulé des stocks d'orge hors commission? Sont-ils plus importants que l'année dernière ou qu'en général, et où sont-ils entreposés? Le sont-ils dans les élévateurs locaux, dans les terminaux ou dans les deux?

M. Leibfried: Ces stocks sont entreposés à la fois dans les élévateurs locaux et dans le terminal de Thunder Bay. Cette année, les stocks d'orge hors commission s'élèvent à 589 000 tonnes. Nous sommes à la mi-novembre et, l'année dernière, à la même époque, ces stocks étaient d'un peu plus de 122 000 tonnes. Il s'agit d'orge qui ne passe pas par l'entremise de la Commission.

Thunder Bay, à cette date indiquait 116 000 tonnes en entrepôt par rapport à 42 000 pour l'année précédente à la même époque. En outre, le 16 novembre dernier, les silos de campagne comptaient 408 000 tonnes entreposées contre 64 000 le 17 novembre 1982. Vous voyez donc que les stocks sont beaucoup plus élevés à tous ces endroits.

En outre, à l'est de Thunder Bay, les stocks qui ne passaient pas par la Commission étaient d'environ 64 000 tonnes à cette date par rapport à 17 000 tonnes l'an dernier.

Les stocks d'orge sont donc beaucoup plus élevés partout.

M. Althouse: Environ trois à quatre fois plus élevés que l'an dernier.

M. Leibfried: Je dirais, au total, qu'ils l'étaient plus de quatre fois.

M. Althouse: Cela n'engendre-t-il pas en ce moment des problèmes pour le transport du grain? Est-ce que cela vous empêche de le transporter? Cela ne crée-t-il pas un embouteillage des silos là où le grain devrait être déplacé?

M. Leibfried: À quelques reprises, nous aurions bien voulu pouvoir déplacer dans notre réseau une plus grande quantité des stocks de la Commission, en particulier à Thunder Bay; cela nous a même obligé à reporter certaines ventes et à faire comme si de rien n'était. Il aurait été sans doute préférable de pouvoir emmagasiner plus de stocks pour respecter nos engagements, et pour conserver le mouvement.

M. Althouse: La Commission était-elle réfractaire à l'idée d'augmenter les quotas pour ses propres grains de crainte d'aller à l'encontre de mesures prises précédemment visant à augmenter les quotas ne passaient pas par elle? Existe-t-il une politique, écrite ou non, qui vise à maintenir les quotas du grain ne passant pas par la Commission à un niveau plus élevé que ceux du grain de la Commission? S'il n'en existe pas, pourquoi n'a-t-on pas élargi plus tôt les quantités autorisées de grain de la Commission? Serait-ce parce qu'il s'exerce certaines restrictions sur les marchés canadiens?

M. Leibfried: Non, nous avons toujours eu une approche généreuse, si j'ose dire, à l'égard de la partie du marché qui ne

[*Texte*]

board side of the market so if an open market is going to be operating we did not act as the main constraining force in it and other factors were regulating it rather than the quota to any great extent. So we have always had a big base open on off-board grains.

This year we happen to be moving the board side of it up faster than in some of the other years so we have not maintained the gap between them because we had such a large base open for deliveries on both sides. Whether it is board grain or non-board, the potential amount of grain that could be delivered on the quotas is very great in both cases relative to what has actually come in. So there are big opportunities for delivery on both sides at this time, and we have terminated the lower board quotas in order to help bring in the deliveries at the time we need them, and we are going to be opening our board quotas as we go along to try and bring it in. However, I would say we have had relatively large quotas on both sides.

Mr. Althouse: Are the non-board grains moving out of the system four or five times faster than they were a year ago? What is the position there?

Mr. Leibfried: I think the domestic disappearance is up somewhat on them, but not in proportion to the amount the stocks are up in the western system or in Thunder Bay. So, yes, there has been some increase in the domestic utilization, but there are very generous stocks in the system as far as the domestic market is concerned.

Mr. Althouse: Most of us in the prairies going around constituencies find a lot of comments from farmers that individual elevator points are cleaned virtually empty, to listen to the stories. Would you explain to the committee how you monitor the amount of space available? Is it done only on a bloc-by-bloc basis, or do you actually get down to the elevator and delivery point statistics, as well, to attempt to get equity that way?

• 1720

Mr. Leibfried: The Wheat Board basically now . . . since the bloc shipping system operates under the bloc statistics as you say and, normally, we use a figure like 30% or 35% space in a bloc as meaning that there is enough space there to open major quotas on, say, wheat or barley or something of this nature. Generally, that is the way we would operate. We would not get down to a point-by-point basis. The operation of the distribution of the cars within the blocs we have left to the elevator companies, for the most part, in order to let them manage that part of the system. We do get involved if you have congestion in a bloc. For instance, if an elevator has congestion in a bloc, then we would have them name, I think, the elevator, particular points, and see to it that the cars allocated to them under congestion would go to those points. Then certain points could not be deliberately kept congested; they would go just into competitive points. But generally, we stay out of the points.

[*Traduction*]

passait pas par la Commission. S'il doit y avoir un marché libre, nous n'agissons pas comme force limitative; plutôt que d'imposer des quotas, nous laissons surtout d'autres facteurs le réglementer. Nous avons toujours laissé le champ assez libre au grain qui ne passait pas par la Commission.

Cette année, il se trouve que nous accélérions la livraison du grain de la Commission plus rapidement que les autres années; par conséquent, l'écart entre les deux groupes de marchandises n'est plus aussi élevé, surtout parce que le marché était aussi ouvert pour l'un que pour l'autre. Qu'il s'agisse de grain de la Commission ou non, la quantité qu'il est possible de livrer à même les quotas est très élevée dans les deux cas par rapport aux entrées de grain que nous avons connues. Par conséquent, les possibilités de livraison des deux groupes de marchandises sont très grandes actuellement, et nous avons mis fin aux quotas les plus faibles autorisés par la Commission afin de permettre les livraisons au moment voulu. La Commission autorisera en outre d'autres quotas au fur et à mesure des livraisons. Mais je précise que les quantités autorisées sont assez élevées pour les deux groupes.

M. Althouse: Le grain qui ne passe pas par la Commission s'écoule-t-il de notre réseau quatre à cinq fois plus rapidement que l'année dernière? Que se passe-t-il dans le réseau?

M. Leibfried: L'écoulement canadien a peut-être augmenté un peu, mais pas proportionnellement à l'augmentation des stocks à l'ouest du réseau ou à Thunder Bay. Mais il y a eu en effet augmentation de la consommation au Canada, même si les contingentements prévus pour le marché canadien sont très élevés.

M. Althouse: La plupart de mes collègues députés et moi-même qui circulons dans nos circonscriptions des Prairies entendons souvent dire de la part des agriculteurs que les silos élévateurs pris indivuduellement sont complètement vidés, à les en croire. Comment faites-vous pour vérifier combien de place il reste dans les silos? Effectuez-vous la vérification par zone de transport ou encore regardez-vous quels sont vos chiffres par silo-élévateur et point de livraison afin que ces derniers soient, dans la mesure du possible, sur un pied d'égalité?

M. Leibfried: En fait, la Commission du blé . . . Le système d'expédition par zone de transport dépend des statistiques établies par zone; normalement, le chiffre de 30 ou 35 p, 100 d'espace libre dans une zone signifie pour nous qu'il y a suffisamment de place pour élargir les grands contingents d'orge ou de blé, par exemple. C'est ainsi que nous procédons en général. Nous ne détaillons pas par silo. La distribution des wagons par zone de transport est laissée entre les mains des entreprises de silos, afin de leur permettre de gérer ce secteur-là du réseau. Nous n'intervenons que s'il y a encombrement dans une zone de transport. Ainsi, si dans un bloc un silo souffre d'encombrement, nous demandons à l'entreprise de nous donner le nom du silo en question afin de nous assurer que les wagons qui lui sont accordés sont bien envoyés aux endroits où l'encombrement existe. On ne pourrait donc pas maintenir délibérément la saturation dans certains silos; les entreprises doivent répartir la marchandise dans d'autres silos

[*Text*]

Mr. Althouse: Is there a procedure that individual producers, or groups of producers, could follow at a particular point, or group of points, so that they could move to have their point or points declared congested points? Is there any procedure?

Mr. Leibfried: Just that they would work with their local elevator manager, I guess, in making sure that his company is aware of his situation. But overall, first, the company as a whole, would have to be showing what we call "congestion in the bloc" and, then, at the individual points, they would be looked at to see that some cars went to those particular problem points.

Mr. Althouse: So there is no congestion on a company-by-company basis, until such time as one company maybe has only 10% open space, and all the other companies in the bloc would have 25 or 30?

Mr. Leibfried: Yes; there is a figure they use for what is congestive for an elevator company in a bloc and, once they hit that point, then they would be eligible to get so many cars over and above the regular allocation or the first call, in order to relieve their congestion and to keep them open so that farmers could have the elevator of their choice.

Mr. Althouse: So basically, what you are telling me is that individual delivery points that are congested should be contacting their company head office to clear their particular point?

Mr. Leibfried: Yes, yes.

Mr. Althouse: The last comment I have concerns the prospects of barley and sales in the domestic market. The board, I take it, given the current conditions, would not be selling in the domestic market at all?

Mr. Leibfried: No.

Mr. Althouse: There would be virtually no sales?

Mr. Leibfried: The off-board prices are under this current competitive level on barley, and you can still buy it at about $15 a tonne or something.

Mr. Althouse: And they have plenty of reserves to supply the demand?

Mr. Leibfried: Yes. On wheat it is getting closer, I would say, since there is not that much feed wheat around anymore. I would say that there it is getting a little closer but, on barley, there is still a gap in there.

Mr. Althouse: So in the board's opinion, does the world market price for barley specifically appear to be improving, or do you see it holding at about the same?

Mr. Leibfried: No, it went up with the corn etc. rather dramatically in those early months; then it has just flattened

[*Translation*]

afin de permettre la concurrence. Mais en général, ce qui se passe dans les silos individuels ne nous regarde pas.

M. Althouse: Existe-t-il un procédé qui permettrait à des producteurs, pris individuellement ou en groupe, de faire déclarer saturés un ou plusieurs de leurs silos? Est-il possible de faire cela?

M. Leibfried: Ils n'ont qu'à communiquer avec leur gérant local du silo, pour s'assurer que l'entreprise est mise au courant de la situation, Cependant, il faudrait que l'entreprise, en bloc, détermine qu'elle a une zone de transport saturée pour que l'on décide ensuite à quels silos il faut envoyer les wagons supplémentaires.

M. Althouse: Une entreprise est donc dite saturée seulement lorsqu'elle atteint 10 p. 100 d'espace libre, par exemple, alors que toutes les autres de la même zone de transport en ont 25 ou 30 p. 100, n'est-ce pas?

M. Leibfried: En effet. C'est ce chiffre qui détermine pour nous si une entreprise de silo dans une zone de transport donnée souffre d'encombrement. Une fois ce niveau atteint, l'entreprise a droit de se faire envoyer tant de wagons de plus que ce qu'elle se fait accorder normalement en première instance, afin de lui permettre de diminuer son encombrement et de libérer ses silos, et afin que les agriculteurs puissent opter pour le silo de leur choix.

M. Althouse: Donc, en fait, ce sont les silos ou les points de livraison pris individuellement qui doivent communiquer avec leur maison-mère pour que celle-ci les aide à diminuer leur encombrement?

M. Leibfried: En effet.

M. Althouse: Mon dernier propos porte sur les prévisions de vente d'orge sur le marché canadien. Si j'ai bien compris, dans les conditions actuelles, la commission n'en vendrait pas sur le marché canadien?

M. Leibfried: Non,

M. Althouse: Il n'y aurait donc aucune vente?

M. Leibfried: Les prix non établis par la commission sont moindres que les prix courants de niveau compatible avec la concurrence; vous pouvez toujours acheter de l'orge à quelque 15$ la tonne.

M. Althouse: Vous avez suffisamment de réserves d'orge pour répondre à la demande?

M. Leibfried: Oui. Le prix du blé, quant à lui, se rapproche du prix concurrentiel, étant donné qu'il y a de moins en moins de blé de provende sur le marché. Cependant, pour l'orge, il existe toujours un écart.

M. Althouse: D'après la commission, le prix de l'orge sur le marché mondial semble-t-il reprendre ou se maintient-il au même niveau?

M. Leibfried: Non; il a grimpé assez considérablement avec celui du maïs au cours des premiers mois. Puis, il a atteint un plateau et a même diminué un peu ces derniers temps.

[*Texte*]

out or even levelled off a bit down. So it has been rather flat and even down a little bit in the last while.

Mr. Althouse: Do you generally have a lot of competition from the southern hemisphere countries on grains which would compete with barley, or is that contributing to the flatness?

Mr. Leibfried: I would say there are large barley crops coming off in Australia particularly. They have large supplies after their good rains this year. Everybody is watching very much on the Argentinian and the Brazilian situations, but those corn crops will not come off until about April—in that period. But no, the corn has come off and the U.S. markets have come down. They went up and then they were . . . it is a very interesting situation now, whether . . . they have slackened off over the last few weeks both in the soy beans and the corn—most dramatically in the soy beans. Many people feel that they have fallen off too much and they are going to have to go back again. Time will tell on that one. The feeding rates have kept on at a higher rate than people anticipated and so have the crushing rates on the oil seeds. So now the question is, are they going to have to really ration it by higher prices through the winter-spring months or is the consumption somehow going to fall off? Is the southern supply going to come in fast enough? It is a big question now. The biggest question I think is with regard to soybeans, followed by corn.

• 1725

Mr. Althouse: So farmers who are going by one of the recent newsletters from Cargill, which recommended to their customers that further barley shipments should be to the board, could perhaps understand that that recommendation is made by Cargill not so much on the expectation of increases in barley prices, but simply to avoid the further burdening of the domestic market.

Mr. Leibfried: I think they would recognize that the export prices are better than the domestic market prices.

Mr. Althouse: Or what they are going to be.

Mr. Leibfried: Yes, what they are going to be.

Mr. Althouse: Okay.

The Chairman: Thank you, Mr. Althouse. Mr. Mayer.

Mr. Mayer: Thank you very much, Madam Chairman.

I certainly welcome the board here. Many of us think that we do not get a chance to ask you questions often enough and I am sure the board would agree with that. There are many things in the Wheat Board area that need to be answered and I think one of the ways to do that, in fact one of the most effective ways, is to have the board in front of the committee. So we certainly welcome you here.

Five minutes goes very quickly, Madam Chairman, and I would like to ask two or three questions. Is there any reason, to follow up on what Mr. Schellenberger said, why the final payments for the 1982-1983 crop year could not be made very quickly in the new year?—I am saying two or three weeks in the new year. Is there a mechanical problem in terms of

[*Traduction*]

M. Althouse: Les pays de l'hémisphère sud concurrencent-ils notre orge avec d'autres grains? Cela contribue-t-il au plateau en question?

M. Leibfried: J'admets que l'Australie en particulier met sur le marché de grandes récoltes d'orge. Leurs réserves sont très bonnes à cause des pluies considérables qu'ils ont eu cette année. Nous regardons de très près la situation en Argentine et au Brésil, bien que les récoltes de maïs ne soient pas mises en marché avant le mois d'avril. Non, en fait, elles le sont déjà, et les marchés américains ont même baissé. C'était assez intéressant: ils ont augmenté, puis ont ralenti ces dernières semaines dans le cas des fèves soya et du maïs, mais surtout pour le soya. Beaucoup sont d'avis que les prix ont beaucoup trop baissé et qu'ils devront remonter. Le temps seul nous dira s'ils ont raison. Les prix des aliments de provende se sont maintenus à un niveau beaucoup plus élevé que prévu, de même que les prix de broyage des oléagineux. Pensez-vous qu'il faudra rationner la consommation en augmentant les prix au cours des mois d'hiver et de printemps, ou bien pensez-vous que la consommation diminuera d'elle-même? L'approvisionnement nous arrivera-t-il du sud suffisamment vite? C'est une question d'importance. C'est surtout très important dans le cas des fèves soya, puis du maïs.

M. Althouse: Ainsi, les agriculteurs qui suivent les recommandations d'une récente circulaire de Cargill qui expédie plus d'orge à la commission devraient peut-être lire entre les lignes: Cargill n'espère pas tant que le prix de l'orge augmentera, mais cherche plutôt à éviter d'encombrer encore plus le marché canadien.

M. Leibfried: Il reconnaîtrait sans doute que les prix à l'exportation sont meilleurs que les prix canadiens.

M. Althouse: Ou ce que seront les prix canadiens.

M. Leibfried: Oui, ce qu'ils seront.

M. Althouse: Très bien.

Le président: Merci, monsieur Althouse. Monsieur Mayer.

M. Mayer: Merci beaucoup, madame le président.

Je suis heureux de souhaiter la bienvenue à la commission. Bon nombre d'entre nous pensons que nous n'avons pas suffisamment l'occasion de vous interroger, ce dont la commission conviendra certainement. Le fonctionnement de la commission fait l'objet de beaucoup de questions, et la meilleure façon de procéder, c'est de convier la commission à comparaître devant nous. Voilà pourquoi je vous souhaite la franche bienvenue.

Madame le président, comme le temps passe très vite, j'aimerais poser dès maintenant deux ou trois questions. Pour poursuivre dans la même veine que M. Schellenberger, pourquoi ne serait-il pas possible d'envoyer très rapidement au début de la prochaine année les derniers paiements pour l'année récolte 1982-1983? Dans les deux ou trois premières

[*Text*]

printing the cheques or is there an information-gathering problem, as far as determing what the payment is going to be? I think anything that you could do that would speed it up would certainly be appreciated by people in the board area.

Mr. E. Jarvis: I think certainly that is our objective. We will have our calculations all completed in time to have the final payment certified by January 1. Certainly that is our anticipation. That depends on steps involving the process in Ottawa as well as in Winnipeg, but usually we have been achieving that on a regular basis in recent years. So it is a matter of turning the machines on as quickly as possible after that. With the new processes we have, through the computer as you have mentioned, of mobilizing information, bringing deliveries from different elevator points, as well as different kinds of grains, together . . . the account of one producer being brought together in the same cheque is certainly going to relieve the pressure on the mails as well as in the processes in our building.

Mr. Leibfried: On the information side though, I think you have to appreciate that we are talking about the selling periods that go way into 1984. What we are saying is that with the prospects for large acreages in the United States next spring, we could see quite a different market. When and where those prices move—how early in 1984, we do not know. So there is a big question on price levels as we get into 1984.

Mr. Mayer: I am talking about the previous crop year. I am talking about the final payments that . . .

Mr. Leibfried: Oh, on the final payments; I am sorry. I thought you were talking about adjustment payments.

Mr. Mayer: But I guess then, without trying . . . To make the distinction between the political side of it and the board side of it, if there is a hold up, then, as far as the board is concerned, you have done your work or will have done your work by the 31 of December or January 1. So then the onus becomes political, and I would hope, Mr. Minister, that that is producers' money. There should be absolutely no reason, maybe with the exception this year of the barley pool, why there should be any governmental or Cabinet hold-up with the money's being distributed *toute de suite* after the board has come up with their final calculation.

Senator Argue: I agree with you 100% and that is what I have always done, done it as quickly as possible. The process with regard to the order in council required to authorize the board to make the payments is not at all cumbersome.

• 1730

It is not in any way like increasing the initial prices. The government operation, I think I can assure you, will in no way be an impediment. I think it is the physical thing of putting the cheques together and all that process, and the board has been addressing that point in response to your questions. But let us

[*Translation*]

semaines de l'année? Est-ce un problème technique dans l'impression des chèques qui vous en empêche? Ou est-ce un problème que vous auriez à recueillir l'information qui vous permette de déterminer à qui envoyer les paiements? Les agriculteurs desservis par la commission vous seraient certainement reconnaissants d'accélérer le versement des chèques.

M. E. Jarvis: C'est certainement là notre objectif. Nos calculs seront terminés à temps pour que le dernier paiement soit garanti le 1er janvier. C'est du moins ce que nous espérons. Tout dépend de la rapidité avec laquelle on recueille les informations à Ottawa et à Winnipeg; cependant, nous avons en général respecté cet échéancier au cours des dernières années. Il s'agit ensuite de faire démarrer l'impression des chèques le plus rapidement possible. Les nouveaux procédés informatisés qui nous permettent de réunir sur un même chèque les données sur la répartition des livraisons des divers silos, par catégorie de grain, ainsi que les renseignements émanant du compte d'un agriculteur ont réduit considérablement le nombre d'envois par la poste ainsi que les opérations dans nos édifices.

M. Leibfried: Lorsque vous parlez d'information, n'oubliez pas qu'il s'agit de périodes de vente qui peuvent aller jusqu'à la fin de 1984. N'oubliez pas qu'avec la perspective de voir augmenter les surfaces cultivées aux États-Unis au cours du printemps prochain, le marché pourrait avoir une allure bien différente. Nous ne savons pas encore quant et comment les prix changeront, et à quel moment de 1984. Même au seuil de 1984, nous n'en savons toujours pas plus sur les niveaux de prix.

M. Mayer: Je parle de l'année récolte précédente et des derniers paiements qui . . .

M. Leibfried: Oh, pardon, il s'agit des derniers paiements. Je pensais que vous parliez des paiements de rajustement.

M. Mayer: Dans ce cas, sans tenter de . . . Faisons la distinction entre l'aspect politique de la question et l'aspect de son administration par la commission: S'il devait y avoir retard dans les paiements, la commission estime qu'elle a bien fait son travail ou qu'elle l'aura fait d'ici le 31 décembre ou le 1er janvier. La balle est donc lancée dans le camp de politiciens, et j'espère, monsieur le ministre, que l'argent doit bien aller aux agriculteurs. A l'exception peut-être du syndicat de l'orge, il n'y a aucune raison pour que le gouvernement ou le cabinet ne distribue pas immédiatement l'argent aux agriculteurs, une fois les calculs établis par la commission.

Le sénateur Argue: J'en conviens tout à fait avec vous, et nous avons toujours procédé ainsi le plus rapidement possible. Le décret en conseil qui autorise la commission à verser l'argent aux agriculteurs n'est pas si difficile que cela à obtenir.

Ce n'est pas du tout comme augmenter les prix initiaux. Ce que fera le gouvernement, je vous en assure, ne constituera pas une entrave. Il s'agit plutôt de détails concrets comme la préparation des chèques et la commission s'en est occupée en réponse à vos questions. Il n'y a pas de malentendu: il n'y a pas

[*Texte*]

have no misunderstanding: there has not been, and there will not be, any governmental delay in putting forward the necessary order in council so that those cheques can be paid out as quickly as it is physically possible for the board to put them together.

Mr. Mayer: That is certainly good news.

I know it used to be the case that the board borrowed at prime minus one-quarter. Is that still the rate you borrow at?

Mr. E. Jarvis: That is correct.

Mr. Mayer: That leads me into the other area that I wanted to pick up on, which Mr. Gustafson started. It has to do with cash advances. The board administers the Cash Advance Program and it is the government that picks up the interest rate. Briefly, could you outline what the position has been with regard to losses under the cash advance? It is my understanding that it has been fairly minimal. Is that a fair comment?

Mr. E. Jarvis: Do you want to comment on that, Mr. Olfert?

Mr. Olfert: Yes. Again, if there are losses you go back, I think it is, five years. Each year you clean up the amounts that are outstanding, where the companies put up 2% and the federal government 98%. The entire experience of the cash advances, of course, is in the annual report and you will notice that it is a very minimal amount.

Senator Argue: On what page?

Mr. E. Jarvis: Page 62.

Mr. Mayer: You are presently carrying money accumulated under some interest charged on overdue accounts; it amounts to how many millions of dollars?

Mr. Olfert: It is $7 million or so. That money serves to reduce the bank loan on which the government is paying interest, but the government pays the interest on the cash advance daily balance.

Mr. Mayer: At the board's rate.

Mr. Olfert: At the board's rate, so we are fully reimbursed.

Mr. Mayer: Which makes the point, Mr. Minister, which I would hope you would take to Cabinet. We did have a commitment from the previous Minister of Transport, when he was responsible for the Cash Advance Program, which was that we would see some legislation this fall, meaning in September, when the House came back, that there would be some changes in the level of cash advances. The point is that if the government picks up the interest rate at prime minus one-quarter, which is less interest than that at which individual producers can borrow, the more money you can put into circulation and put into producers' hands under that program the better, because it not only does not cost the producers any money, but it puts money into circulation—I am sure at a preferred rate, as far as the government is concerned, because you are borrowing on the strength of the board's ability to borrow at prime minus one-quarter.

[*Traduction*]

eu et il n'y aura pas de retard de la part du gouvernement dans l'adoption du décret du conseil nécessaire si bien que ces chèques pourront être versés dès que ce sera matériellement possible pour la commission.

M. Mayer: Bonne nouvelle!

Autrefois, la commission empruntait au taux de base moins un quart de pour cent. Est-ce encore le cas?

M. E. Jarvis: C'est juste.

M. Mayer: Cela m'amène à une autre question dont M. Gustafson a déjà parlé. Il s'agit des paiements anticipés. La commission administre le programme des paiements anticipés mais c'est le gouvernement qui fait les frais de l'intérêt. Brièvement, pouvez-vous nous dire quelle est la position de la commission pour ce qui est des pertes en vertu de ce programme? Je crois savoir que les pertes sont insignifiantes. Est-ce que je me trompe?

M. E. Jarvis: Monsieur Olfert, avez-vous une remarque à faire là-dessus?

M. Olfert: Oui. S'il y a des pertes, on remonte à cinq ans en arrière. Chaque année, on supprime les sommes qui sont dues et les sociétés en assument 2 p. 100 tandis que le gouvernement fédéral en assume 98 p. 100. Vous trouverez dans le rapport annuel un rapport complet sur les paiements anticipés et vous pourrez remarquer qu'il s'agit d'une somme assez insignifiante.

Le sénateur Argue: À quelle page?

M. E. Jarvis: À la page 62.

M. Mayer: Vous avez actuellement un report accumulé provenant des intérêts perçus sur les comptes en souffrance. De combien de millions de dollars s'agit-il?

M. Olfert: Il s'agit d'environ 7 millions de dollars. Cet argent sert à rembourser le prêt à la banque pour lequel le gouvernement verse des intérêts mais le gouvernement verse des intérêts quotidients sur les paiements anticipés.

M. Mayer: Au taux de la commission?

M. Olfert: C'est cela, si bien que nous obtenons un remboursement total.

M. Mayer: Monsieur le ministre, cela m'amène à vous parler d'une chose que je voudrais que vous fassiez valoir au conseil des ministres. L'ex-ministre des Transports s'est engagé, quand il était responsable du programme des paiements anticipés, à présenter un projet de loi cet automne, au mois de septembre donc, à la reprise, qui occasionnerait des modifications dans la somme des paiements anticipés. Si de fait le gouvernement verse des intérêts au taux de base moins un quart de pour cent, ce qui est un taux inférieur au taux dont jouissent les producteurs, on pourrait croire que plus il y a d'argent à distribuer aux producteurs, mieux cela vaut. En effet, cela ne coûte rien aux producteurs mais cela permet de distribuer plus d'argent et ce serait à un taux préférentiel, du point de vue du gouvernement, parce que vous jouissez de la possibilité qu'a la commission d'emprunter au taux de base moins un quart de pour cent.

[*Text*]

We are on record, on this side, as offering to put through some increases in limits on the Cash Advance Program very, very quickly and we have seen nothing from the government in terms of moving in that direction. Again, I am making the offer to you that our side would not hold that up. We would welcome it. We would do whatever we could to facilitate it. It has just been pointed out that the program is well run, the losses have been minimal, and the fact that the board borrows at prime minus one-quarter would lead me to believe the government should do everything it can to get that kind of money into circulation at that kind of interest rate.

Senator Argue: I am very pleased to have the indication of that strong, enthusiastic and forthright support and challenge to do it. I hope that when . . .

Mr. Mayer: You have had that in writing from me for two years. I can produce the letter.

Senator Argue: That is great. That is good news. As long as there are no amendments, and I am sure there will not be, that is great. I hope that when the legislation is printed—and I am confident that it will be . . .

Mr. Mayer: When?

Senator Argue: —action can be forthcoming. I suppose it will have to be in the new session. I do not think it is likely to be in this one, but I would hope as early as possible in a new session. I appreciate your comments, I really do—and I do not want to be facetious in my answer.

Mr. Mayer: No, no.

Senator Argue: I think it is important that that legislation move forward. I am hopeful that, if and when you see that legislation, you will be of precisely the same mind then that you are now and that it can go through the other place—which is not my responsibility—forthrightly, with a general debate but without taking any undue length of time.

• 1735

The Chairman: This is your last question.

Mr. Mayer: Providing that it is straightforward and it deals with the act to increase the limits on that basis, I would not see any problem with it on our side. Anyway, let us see the legislation. We would be more than happy to look at it.

Let me then go to another area, and it has to do with the board. You announced an increase in hard red last Thursday on the 24th. There were areas in the constituency I represent that had cars sitting there with no grain in the elevator—and I will give you the town, Glossop, and I am sure the chief commissioner would be familiar with that area and the Shoal Lake area—that were filled up the afternoon the quota was announced, the point being that the elevator was empty, there were empty cars there. That was largely the case on that whole CP line, and I just speak very narrowly for the area I am familiar with.

[*Translation*]

Quant à nous, nous avons déjà dit que nous sommes favorables à des augmentations dans les limites prévues dans le cadre du programme des paiements anticipés et cela dans le plus bref délai. Le gouvernement n'a rien fait dans ce sens. Une fois de plus, nous vous signalons que notre parti ne vous mettrait pas des batons dans les roues, au contraire. Nous ferions tout en notre pouvoir pour faciliter les choses. On a dit que le programme était bien administré, que les pertes étaient insignifiantes, si bien que le fait que la commission peut emprunter au taux de base moins un quart pour cent m'amène à croire que le gouvernement devrait faire tout ce qu'il peut pour redistribuer cet argent à ce taux d'intérêt-là.

Le sénateur Argue: Je suis ravi que vous me signaliez cet appui ferme, enthousiaste et sincère et que vous nous exhortiez à faire quelque chose. J'espère que quand . . .

M. Mayer: Il y a deux ans que je vous ai écris à ce propos. Je puis vous donner copie de la lettre.

Le sénateur Argue: À la bonne heure. Bonne nouvelle. Si vous m'assurez qu'il n'y aura pas d'amendement, et je suis sûr qu'il n'y en aura pas, c'est très bien. J'espère que quand le projet de loi sera imprimé, et je m'attends à ce qu'il le soit . . .

M. Mayer: Quand?

Le sénateur Argue: . . . nous pourrons alors faire quelque chose. Je suppose qu'il faudra attendre la nouvelle session. Je ne pense pas que nous puissions l'étudier maintenant mais nous pourrons le faire au début de la nouvelle session, je l'espère. Je vous remercie des remarques que vous avez faites et je ne suis pas ironique ici.

M. Mayer: Je le sais.

Le sénateur Argue: Je pense qu'il est important que ce projet de loi avance. Quand nous l'aurons en main, j'espère que vous serez dans le même état d'esprit qu'actuellement et que nous pourrons l'envoyer au Sénat, ce qui ne m'incombe pas, rapidement, après un débat général mais sans retard injustifié.

Le président: Ce sera votre dernière question.

M. Mayer: Bien sûr, si les choses sont claires et si les modifications permettent d'augmenter les limites prévues dans la loi, notre parti ne fera pas d'opposition. De toute façon, attendons de voir le projet de loi. Nous nous ferons un plaisir de l'étudier.

Je voudrais passer à une autre chose qui a trait à la commission. Vous avez annoncé une augmentation pour le blé rouge jeudi dernier, le 24. Dans certains secteurs de ma circonscription, il y avait des wagons qui étaient arrêtés près d'un élévateur où il n'y avait pas de grain. Il s'agit de la ville de Glossop, que vous connaissez certainement monsieur le commissaire en chef car vous connaissez bien la région et celle de Shoal Lake. Ces wagons avaient été remplis l'après-midi même où on a annoncé le quota, et l'élévateur était donc vide. Il y avait aussi des wagons vides. C'était en général la situation sur toute la ligne du CP dans la région que je connais bien.

[*Texte*]

I want to know why we had to wait that long to get a quota—first question—when it seems to me that there were situations . . . The CP line on either side did not have that kind of space, as I was informed, but producers can deliver to different lines depending on where they want to haul.

The second point I want to make and have some comment on is that I think it would be to the board's advantage if they could give an indication ahead of time as to when they think quotas might open up because you would get away from all the rumours that fly around to do with not having quotas until the end of the crop year to equalize everybody's increase in transportation charges because of Bill C-155. A number of rumours are given unnecessary credence by the fact that the board does not want to come forward and indicate that quotas are going to show up, and I do not think it would matter very much if people knew that there were going to be additional quotas a week or 10 days ahead of time. Why not announce two weeks ago that there was going to be a quota on November 24?

I would like some comments on those things because I think it would do the board's image and reputation some good if you could be more forthcoming with information that is as basic and elementary and harmless as the things I have referred to.

Mr. E. Jarvis: Well, let us comment on this area. We certainly did not open with our second quota on wheat this year as early as we normally do and have been able to do in most recent years, but it was for some very good reasons, and we recognize there was quite a difference between blocks. The situation varied considerably between one area and another.

Mr. Mayer: And even railways.

Mr. E. Jarvis: And certainly between railways. Generally on the CNR we have been running very tight on space and on the CPR we have had a fair amount of space available.

But we did have a very heavy barley program. We have had a very heavy durum program. You would be interested to know that about half of the cars loaded in our Thunder Bay program a week ago and two weeks ago were durum, which is a highly unusual percentage, but we had a very heavy durum program. We did not want to move on another quota on hard red spring wheat until we had that push of durum into the system because we needed that as a priority for markets and for ships that were coming in. That applied also to barley in a considerable part of the prairies.

So we could perhaps have moved on the odd individual block a little sooner, but we felt that we should not move in any significant way on further red spring until we had the durum and the barley programs further advanced.

Mr. Mayer: But, Mr. Commissioner, why could you not . . . ?

The Chairman: Mr. Mayer . . .

Mr. Mayer: This is a healthy exchange. Why could you not . . .

[*Traduction*]

Je voudrais savoir pourquoi nous avons dû attendre si longtemps qu'on annonce un quota quand à mon avis, il y avait des situations . . . la ligne du CP, d'un côté et de l'autre, n'offrait pas assez de place, comme on me l'a rapporté, mais les producteurs peuvent livrer leur grain à diverses lignes suivant la destination.

Je voudrais aussi ajouter et, j'aimerais recueillir vos remarques, que la commission aurait tout intérêt à annoncer davance le moment où les quotas seront déterminés pour faire taire toutes sortes de rumeurs qui veulent que les quotas ne soient pas annoncés avant la fin de la campagne agricole pour permettre à chacun d'augmenter ses frais de transports suite à l'application des dispositions du Bill C-155. Certaines rumeurs affirment sans besoin que la commission ne veut pas annoncer une augmentation des quotas mais pour ma part, j'estime que personne ne souffrirait si on annonçait des quotas supplémentaires sept ou dix jours d'avance. Pourquoi ne pas avoir annoncé deux semaines d'avance qu'il y aurait un nouveau quota le 24 novembre?

Je voudrais recueillir vos remarques à ce sujet parce que je pense que l'image et la réputation de la commission profiteraient du fait que des renseignements aussi fondamentaux et élémentaires et inoffensifs que cela soient donnés.

M. E. Jarvis: Prenons l'exemple de cette région. Nous n'avons pas annoncé notre deuxième quota sur le blé cette année aussi tôt que d'habitude mais nous avions de bonnes raisons d'agir ainsi même si nous reconnaissons qu'il y avait une différence énorme entre les blocs. La situation varie considérablement d'une région à l'autre.

M. Mayer: Du point de vue des chemins de fer aussi.

M. E. Jarvis: Sans aucun doute. En général le CN n'a pas beaucoup d'espace tandis que le CP en a pas mal.

Nous faisions face à des problèmes avec notre programme concernant l'orge. Le programme du blé dur est très gros. Il vous intéressera certainement de savoir qu'environ la moitié des wagons de Thunder Bay ont été chargés il y a une ou deux semaines avec du blé dur ce qui est un pourcentage inhabituel mais, je vous le dis, notre programme pour le blé dur est énorme. Nous ne voulions pas annoner un nouveau quota pour le blé roux de printemps tant que nous n'avions pas terminé l'expédition du blé dur car ce dernier constitue une priorité sur les marchés et sur les bateaux. Cela s'appliquait également à l'orge dans une grande partie des Prairies.

Il est vrai que nous aurions peut-être pu être plus rapides pour certains blocs particuliers mais nous estimions qu'il ne fallait pas aller trop vite pour ce qui est du blé roux tant que les programmes du blé dur et de l'orge n'étaient pas plus avancés.

M. Mayer: Monsieur le commissaire, pourquoi ne pouviez-vous pas . . .

Le président: Monsieur Mayer . . .

M. Mayer: Il s'agit d'un échange fructueux. Pourquoi ne pouviez-vous pas . . .

[*Text*]

The Chairman: Just a minute, please. If you want an answer, you should have a short question. I still have on my list Mr. Neil and the bell will ring in four or five minutes.

Mr. Mayer: About 10 minutes.

The Chairman: I do not mind if you want to share the time with Mr. Neil.

Is there an answer or not?

Mr. Mayer: I was just going to ask you why you could not have made that statement two weeks ago.

Mr. E. Jarvis: We did make that statement to farm meetings we were attending. We did not actually put out any press releases in that regard.

I perhaps owe you a comment on why we cannot forecast with precision quotas two weeks ahead. That is really not practical as a general rule because we review the numbers every week and sometimes twice a week depending on the deliveries and how the loadings are going in the country. So we could see the situation developing, and we were saying to farm audiences that certainly we were going to be going with a further wheat quota at an early date, but we were not able to put a date on it.

There was certainly speculation, and we participated a little in that speculation about what should happen and what should be the right thing to do relative to January 1 and the freight rate increase. So we participated in a bit of a dialogue with producers on that. Our conclusion, however, was that we should go with quotas, business as usual.

• 1740

Mr. E. Jarvis: That the freight rate . . .

Mr. Mayer: Absolutely;no question.

Mr. E. Jarvis: —increase should not interrupt that, and that is what we have done.

Mr. Mayer: It should not even have been a consideration.

Mr. E. Jarvis: Well, it was a consideration, but it did not hold up any quotas. It did not hold up any quotas.

Mr. Mayer: Just a final comment, Madam Chairman—we have five minutes—I think the board would do itself some good if you would be more cognizant of your public relations so that people understood. People understand when there is space in an elevator and there are cars sitting empty. Producers will understand what is coming up and what is . . . It does not have to be precise as far as an accurate date, but at least you could give people a general indication of this.

Le président: Vous aviez un commentaire, monsieur O'Connell?

Mr. O'Connell: Thank you, Madam Chairperson. I do not want to take up your time but just to provide some information that was requested earlier during the proceedings, as time is

[*Translation*]

Le président: Un instant. Si vous voulez obtenir une réponse, il faudrait que votre question soit courte. M. Neil veut prendre la parole et la cloche sonnera d'ici quatre ou cinq minutes.

M. Mayer: Dans 10 minutes environ.

Le président: Si vous pouvez convaincre M. Neil de partager votre temps, allez-y.

Attendez-vous une réponse?

M. Mayer: J'allais demander pourquoi on ne pouvait pas annoncer cela il y a deux semaines.

M. E. Jarvis: Nous l'avons annoncé dans les réunions agricoles où nous sommes allés. Nous n'avons cependant pas publié de communiqué de presse.

Peut-être me dois-je de vous expliquer pourquoi nous ne pouvons pas dire avec précision, deux semaines d'avance, quels seront les quotas. En règle générale, ce n'est pas pratique parce que les chiffres sont revus toutes les semaines et parfois deux fois par semaine, suivant les livraisons et suivant que les chargements vont bon train. Nous pouvions envisager que la situation évoluait dans ce sens et c'est pourquoi nous disions aux agriculteurs que nous étions sur le point d'annoncer une augmentation du quota, sous peu, mais que nous ne pouvions pas donner de date précise.

On a certainement fait de la spéculation et nous y avons contribué, sur ce qui allait se passer sur ce qui était la bonne chose à faire d'ici le 1er janvier, d'ici l'augmentation des tarifs de transport. Nous avons donc amorcé un dialogue avec les producteurs et en conclusion, néanmoins, nous nous sommes dit que nous devions annoncer les quotas, que tout continuait comme d'habitude.

M. E. Jarvis: Les tarifs de transport des marchandises . . .

M. Mayer: Tout à fait.

M. E. Jarvis: . . . qui augmenteront ne devraient pas interrompre quoi que ce soit et c'est ce que nous avons fait.

M. Mayer: On n'aurait même pas dû prendre cela en compte.

M. E. Jarvis: Nous devions le faire mais cela n'a pas empêché l'augmentation des quotas. Cela n'a rien changé.

M. Mayer: Une dernière remarque, madame le président. Il reste cinq minutes. Je pense que la Commission se rendrait un service si elle s'occupait un peu de relations publiques pour que les gens comprennent les mesures qu'elle prend. Les gens comprennent ce qui se passe quand un élévateur est vide et qu'il y a des wagons vides qui ne roulent pas. Les producteurs comprendront ce qui se passe et ce qui . . . Il ne s'agit pas de donner des dates précises mais au moins de donner aux gens une idée générale de ce qui arrivera.

The Chairman: Mr. O'Connell, you had a remark?

M. O'Connell: Merci, madame le président. Je ne veux pas vous retarder mais je voudrais donner quelques renseignements concernant une question qui a été posée tout à l'heure. Il s'agit

[*Texte*]

running out. One is in response to the question posed by Mr. Bockstael on Mozambique. The allocation this year is $6.5 million. That compares with $5.5 million last year. Apparently the amount of wheat in that is about 14,000 tonnes and the remainder is made up of skim milk powder.

The other question that I wanted to refer to was the one raised by Mr. Hovdebo. On checking with Agriculture, they confirm, as Mr. Jarvis has indicated—I am not sure what estimates figures you were quoting there—that in 1982-1983, the figure was $8 million which is being paid out. For 1983-1984, there is $500,000 and of course there has not been a requirement to draw on that.

Thank you, Madam Chairperson.

The Chairman: Thank you sir. Mr. Jarvis, on the last question from . . .

Mr. E. Jarvis: Well, let me just say we welcome suggestions on how we can improve our communication with producers. We have noted your comments and we do, at various meetings we participate in, try to give farmers as much indication as we can of what quota levels they are likely to move to and how quickly they might move there. It would be very difficult, I am sure, to be as precise as you might like us to be, but we certainly note your point.

The Chairman: Mr. Neil.

Mr. Neil: Thank you, Madam Chairman.

I just have a few quick questions. Mr. Jarvis, when is your annual report for 1982-1983 due and when do you expect it will be tabled in the House?

Mr. E. Jarvis: I think we normally have the report completed about March 31, and make it available for tabling about that time. Is that correct, Mr. Olfert?

Mr. Olfert: We are required to have it to our minister by March 31.

Mr. Neil: March 31. Looking at some of the statements in your report, I note country elevator charges, terminal storage charges. Does every elevator company charge you the same as far as their country elevator charges are concerned or their terminal charges, or does it vary from company to company?

Mr. E. Jarvis: I think basically they are the same. I was just asking myself the question whether there is any variance at all. From time to time there are different charges filed, but I think, as the year starts, it usually sorts itself out and they end up charging the same amount. I do not know, Dr. Leibfried, whether you have any further information on that. Basically it works out to be the same charge for different companies at both these levels in the system.

Mr. Neil: They have a tariff range they can use as far as the producer is concerned, but as far as the charges to the Wheat Board, are they variable as well?

Mr. E. Jarvis: Well they have to live within a maximum, which is determined by the Canadian Grain Commission, and

[*Traduction*]

d'une question posée par M. Bockstael sur le Mozambique. L'affectation cette année est de 6.5 millions de dollars alors qu'elle n'était que de 5.5 millions de dollars l'année dernière. Cela représente environ 14 000 tonnes de blé et pour le reste, c'est de la poudre de lait écrémé.

D'autre part, je voudrais répondre à une question posée par M. Hovdebo. Le ministère de l'Agriculture confirme ce qu'a dit M. Jarvis. Monsieur Jarvis, je ne sais pas quels chiffres des prévisions budgétaires vous avez cités. En 1982-1983, 8 millions de dollars ont été versés et pour 1983-1984, on prévoit 500 000$ mais on n'a pas encore touché à cette somme.

Merci, madame le président.

Le président: Merci, monsieur. Monsieur Jarvis, pour ce qui est de la dernière question de . . .

M. E. Jarvis: Toute suggestion sur la façon d'améliorer nos communications avec les producteurs est toujours bien accueillie. Nous prenons note de vos remarques et lors des diverses rencontres, nous essayons de donner aux agriculteurs le plus de renseignements possibles sur les quotas et sur le moment où ils pourront en disposer. Je suis sûr qu'il serait très difficile d'être aussi précis que vous le souhaiteriez mais nous prenons bonne note de ce que vous avez dit.

Le président: Monsieur Neil.

M. Neil: Merci, madame le président.

Je n'ai que quelques brèves questions. Monsieur Jarvis, quand votre rapport annuel pour 1982-1983 doit-il être présenté et quand vous attendez-vous à pouvoir le déposer à la Chambre?

M. E. Jarvis: En général, notre rapport est terminé vers le 31 mars et il peut être déposé immédiatement. C'est cela, n'est-ce pas, monsieur Olfert?

M. Olfert: Nous devons le présenter à notre ministre avant le 31 mars.

M. Neil: Je vois. Si je me reporte à ce qu'on lit dans votre rapport, je remarque qu'il y a des frais fixes pour les silos de collecte et pour les silos portuaires. Est-ce que toutes les sociétés perçoivent la même chose pour les silos de collecte ou pour les silos portuaires ou est-ce que cela varie d'une société à l'autre?

M. E. Jarvis: Je pense que ces frais sont essentiellement les mêmes. Je me posais moi-même la question. De temps à autre, les frais varient mais au début de l'année, après une période de rajustement, on constate que les frais sont les mêmes. Monsieur Leibfried, avez-vous plus de détails là-dessus? Au bout du compte, les sociétés exigent les mêmes frais pour un silo ou pour un autre.

M. Neil: Il y a des barèmes à l'intention du producteur mais y en a-t-il pour les frais perçus auprès de la Commission canadienne du blé?

M. E. Jarvis: Il faut qu'ils respectent un maximum établi par la Commission canadienne du grain et les sociétés doivent

[*Text*]

file their charges accordingly and they do not have to file the same numbers.

Le président: Si les les membres du Comité sont d'accord . . .

Mr. Neil: Are you cutting me off?

Le président: Non. Si les membres du Comité sont d'accord, nous pourrions siéger jusqu'à 17h55, étant donné qu'il n'y aura pas de séance ce soir. Mais il y a un vote à 18h00. Alors, il faudra se rendre à la Chambre des communes. D'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Neil.

Mr. Neil: Now with respect to the financing of the 2,000 Wheat Board hopper cars—and I gather there is some doubt as to whether the producer owns them, the board owns them or the Government of Canada owns them, but we will not go into that—what interest rate are you paying? Is it a fixed rate over a long term or is it a variable rate?

Mr. E. Jarvis: These are primarily financed out of our regular loan account and that rate at the present time is 10.75%, but it would vary with the prime rate. We get a quarter under prime. We did go into the market for $50 million, which is not directly associated with the cars, but is contributing to our overall borrowings, and that money is at 11.25%.

• 1745

Mr. Neil: So it is all bulked together in other words?

Mr. E. Jarvis: Yes.

Mr. Neil: In looking at your pool accounts, you allocate to each pool account interest and depreciation on Wheat Board hopper cars. Now, I am no accountant, I do not profess to be, but you deduct . . . I can understand the interest as an expense, because that is an amount that is paid. Depreciation is a book figure; it is not an amount that is taken out unless there is a reserve for depreciation. I am wondering, in examining these balance sheets there is no reserve for depreciation. What happens to the depreciation that you deduct from each pool account? Where does it go?

Mr. E. Jarvis: Perhaps I could have Mr. Olfert explain how we are paying these cars off over the 30-year period.

Mr. Olfert: If you look on page 31 of our report, we show our cars, as shown on the balance sheet, at cost less depreciation, and we disclosed on there the accumulated depreciation to July 31. We do depreciate them at 3.33% a year, over 30 years in other words, and that is charged to the accounts and in effect expensed.

Mr. Neil: So in effect the depreciation charged to each account is the amount that is paid on account of the capital loan each year. Is this right?

Mr. Olfert: I am not sure I quite understand your question. What we do charge is depreciation for the year and the

[*Translation*]

annoncer les frais qu'elles percevront mais ce n'est pas forcément les mêmes d'une société à l'autre.

The Chairman: If the membres agree . . .

M. Neil: Est-ce que vous m'interrompez?

The Chairman: *Non.* If the members agree, we can sit until 5h55, since there is no meeting tonight. There is however a vote at 6h00. We will then have to go to the House. Do you agree?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Mr. Neil.

M. Neil: Pour ce qui est du financement des 2 000 wagons-trémies de la Commission canadienne du blé, et je pense qu'on se demande qui du producteur ou du gouvernement du Canada en est propriétaire, quel taux d'intérêt payez-vous? S'agit-il d'un taux fixe à long terme ou d'un taux variable?

M. E. Jarvis: Ces wagons sont surtout financés à même notre emprunt ordinaire et actuellement le taux est de 10.7 p. 100 mais cela varie suivant le taux de base. Nous obtenons le taux préférentiel moins un quart p. 100. Nous sommes allés sur le marché pour trouver 50 millions de dollars, un prêt qui n'est pas directement lié aux wagons mais qui s'ajoute à nos emprunts totaux. Le taux d'intérêt que nous versons est de 11.25 p. 100.

M. Neil: En d'autres termes, tout est mis ensemble?

M. E. Jarvis: Oui.

M. Neil: Au sujet de vos comptes de mise en commun, je remarque que vous imputez à chacun des frais d'intérêt et d'amortissement pour les wagons-trémies de la Commission. Je ne suis pas comptable, loin de là, mais vous déduisez . . . Je vois bien que les intérêts sont une dépense, car c'est un montant qui est versé. Cependant, l'amortissement n'est qu'une dépense au livre; il ne s'agit pas d'une dépense réelle à moins qu'il n'y ait une réserve d'amortissement. Or, dans vos bilans, il n'y en a pas. Quel est l'amortissement que vous imputez à chacun des comptes de mise en commun? Ou cet argent va-t-il?

M. E. Jarvis: J'aimerais demander à M. Olfert d'expliquer comment nous payons ces wagons sur 30 ans.

M. Olfert: Si vous vous reportez à la page 31 du rapport, vous verrez un paragraphe intitulé wagons-trémies couverts au prix coûtant moins l'amortissement au 31 juillet. Autrement dit, l'amortissement est calculé sur une base de 3.33 p. 100 par an, autrement dit sur 30 ans, et c'est ce montant qui est imputé au compte.

M. Neil: Donc, en fait, l'amortissement imputé à chaque compte représente le paiement annuel effectué à l'égard de l'emprunt. Est-ce bien cela?

M. Olfert: Je ne suis pas sûr de bien comprendre votre question. Nous imputons un amortissement annuel ainsi que

[*Texte*]

interest on the undepreciated amount. Some of that is allocated to the particular pool accounts. And again this will not tie in precisely on a 12-month period, for the simple reason that any crop starts in the one pool account and in fact runs into the next one. So you have to do some accrual work here as well.

Mr. Neil: Well, just to get it straight in my mind, you are paying these cars off over a long-term basis; you are charging interest and depreciation. I can understand paying the interest on the loan, but is the amount that is paid on the capital of the loan the depreciation that you charge?

Mr. Olfert: Yes.

Mr. Neil: So you have amortized the loan in such a manner that you pay 3.5% . . .

Mr. Olfert: 3.33%.

Mr. Neil: —3.33% each year on account of the purchase price.

Mr. Olfert: That is right.

Mr. Neil: Thank you very much.

Le président: Merci beaucoup, monsieur.

Pour le deuxième tour, j'ai les noms de MM. Schellenberger, Hovdebo et Mayer. Alors, si vous voulez vous séparer le temps . . .

very short questions so you will have . . .

Mr. Mayer: We are always short.

The Chairman: Short questions, and short answers, too.

Mr. Schellenberger.

Mr. Schellenberger: Thank you, Madam Chairperson.

I only get one question; I do not know where to start. I guess my question then would be to try to put an optimistic light on what farmers should anticipate for the remaining of this year and into next year as far as markets are concerned, and price.

There is a feeling out in the Prairies that they should be optimistic; that things might look better than they have in the past. I am wondering if the Wheat Board, because they are travelling and they know the world markets, anticipate that; that because we now have an edge in getting into some of those markets that that will benefit farmers in the future. We do have supplies of feed grains and wheat we can move into the markets and, hopefully, a transportation system that is meeting the needs. I would ask whether there is a feeling they can give an optimistic indication to the farmers to produce and that prices will be stable and may even increase, and whether there is any problem with any of these new markets there may be as to abilities to pay for the markets that are there?

Mr. Leibfried: I guess that was the question I was starting to answer before when I misunderstood the question.

[*Traduction*]

les intérêts sur le montant non amorti. Une partie de ces frais est imputée au compte de mise en commun. Encore une fois, cela ne se calcule pas précisément sur 12 mois, pour la simple et bonne raison qu'une récolte commence dans un compte et se termine dans un autre. Il faut donc faire certains calculs.

M. Neil: Donc, en définitive, vous payez ces wagons à long terme; vous imputez des frais d'intérêt et un taux d'amortissement. Je comprends que vous payez des intérêts pour votre emprunt, mais cet argent que vous versez pour le principal de l'emprunt représente-t-il l'amortissement que vous imputez?

M. Olfert: Oui.

M. Neil: Donc, l'amortissement de l'emprunt se fait de telle sorte que vous remboursez 3,5 p. 100 . . .

M. Olfert: 3,33 p. 100.

M. Neil: . . . 3,33 p. 100 par année du prix d'achat.

M. Olfert: En effet.

M. Neil: Merci beaucoup.

The Chairman: Thank you very much.

For the second round, I have the names of Mr. Schellenberger, Hovdebo and Mayer on my list. You will have to split among yourselves the time left . . .

vous devrez poser de très courtes questions . . .

M. Mayer: Nous le faisons toujours.

Le président: Les questions devront être courtes tout comme les réponses.

Monsieur Schellenberger.

M. Schellenberger: Merci, madame le président.

Je ne peux poser qu'une seule question, je ne sais par où commencer. Je vais essayer de donner une lueur d'espoir aux agriculteurs pour le reste de l'année et l'année prochaine, du moins pour ce qui est des prix.

Un vent d'optimisme souffle dans les provinces des Prairies; on pense que les affaires vont mieux aller. Les représentants de la Commission canadienne du blé voyagent, ils connaissent les marchés mondiaux et j'aimerais savoir s'ils partagent cet optimisme; nous nous sommes taillés un créneau dans certains marchés qui ne pourront que profiter aux agriculteurs. Nous avons des réserves de céréales fourragères et de blé que nous pouvons amener aux marchés grâce à un réseau de transport satisfaisant. Je me demande si les représentants de la Commission canadienne du blé pensent pouvoir encourager les agriculteurs à produire, parce que les prix se maintiendront ou augmenteront peut-être; j'aimerais savoir si ces nouveaux marchés seront aussi capables de faire face à leurs engagements financiers que les marchés actuels?

M. Leibfried: C'est la question à laquelle j'avais commencé à répondre avant de me faire dire que j'avais mal compris la question.

[*Text*]

Mr. Schellenberger: Now, do not be too pessimistic. The way you started before, I was a little worried about your answer.

• 1750

Mr. Leibfried: Yes, I guess I was reflecting my own worries. I made a presentation at the UGG annual meeting and the headline came out that I was softening them up for bad news.

But as we look ahead I think we are quite optimistic on the volumes. We have a good place in the world as a very dependable supplier, both quality, service, the rail capability looking good and things of this nature. So on the volume side and with three good crops in a row . . . and it looks like we have the ability to produce more so I would say we are very optimistic on that side of it.

The price side is another matter. We have had this upturn now in the corn and the feed grains side, but there will not be a big United States corn program, PIK program, in the next year, and everybody is already figuring there are going to be huge corn and soya bean crops next fall. What is going to be the full price impact on that?

In wheat we have had a continuing big supply in the world. Wheat prices have not gone up. Wheat prices have been very flat. The United States is lowering their loan rate for next year 30¢ a bushel.

So it is hard to be optimistic on the price outlook at this time as you look, and just where this 1984 crop influence will start coming in is a matter of timing. So we do have concerns, I would say, on the price side and we are letting people know that through these annual meetings we have been attending.

The Chairman: Mr. Hovdebo, one question.

Mr. Hovdebo: There has been a problem as far as the British Columbia government attempting to collect sales tax on hopper cars. Just exactly where are we on that particular situation now?

Mr. E. Jarvis: On that matter, as we have indicated, we have appealed the assessment and the first level of appeal is to the Minister of Finance of the Province of British Columbia. So far as I know, we have not had a response to that appeal. At present we are very hopeful that he will withdraw the request to pay the tax.

Mr. Hovdebo: Is any other provincial government in the same position?

Mr. E. Jarvis: No. We have been contacted by one or two of the provincial governments on previous occasions seeking information with a view presumably to assessing a similar kind of a tax, but those fronts are quiet at present.

The Chairman: Thank you, Mr. Hovdebo.

Mr. Mayer.

[*Translation*]

M. Schellenberger: Il ne faut pas être pessimiste; dans votre réponse précédente, vous m'avez un peu inquiété.

M. Leibfried: Oui, je vous transmettais mes propres préoccupations. J'ai prononcé un discours à l'assemblée annuelle de la *United Grain Growers* et le lendemain j'ai lu dans les journaux que j'allais préparer à recevoir de mauvaises nouvelles.

Pour l'avenir, nous pouvons être assez optimistes quant au volume. Nous nous sommes taillés une bonne place dans le monde en tant que fournisseur très fiable, tant pour ce qui est de la qualité, du service, que de notre réseau de transport ferroviaire, notamment. Donc, pour ce qui est du volume et compte tenu que nous avons connu trois bonnes récoltes d'affilée . . . Il semblerait d'ailleurs que nous pouvons produire encore plus, donc on peut dire que nous sommes très optimistes pour cet aspect de la chose.

La question des prix est tout à fait différente. Nous avons connu un renversement pour ce qui est du maïs et des céréales forragères, mais l'année prochaine, nous n'aurons pas le programme américain massif de maïs, le programme PIK et tout le monde calcule déjà que les récoltes de maïs et de soya seront très bonnes. Comment tout cela se répercutera-t-il sur les prix?

Les réserves mondiales de blé se sont maintenues à un niveau élevé. Le prix du blé a stagné. Les États-Unis réduisent leur taux d'emprunt de 30c. le boisseau pour l'année prochaine.

Donc, il est difficile de faire preuve d'optimisme quant au prix; il faut voir quand se fera sentir l'influence de cette récolte de 1984. Donc, nous avons des inquiétudes pour ce qui est du prix et c'est ce que nous disons aux agriculteurs lorsque nous assistons aux réunions annuelles.

Le président: Monsieur Hovdebo, une question.

M. Hovdebo: J'aimerais vous saisir d'un problème: Le gouvernement de la Colombie-Britannique essaie de percevoir une taxe de vente sur les wagons-trémies. Qu'en est-il exactement de cette situation?

M. E. Jarvis: À ce sujet, comme nous le disons, nous en avons appelé de l'évaluation; la première instance d'appel est le ministre des Finances de la province de la Colombie-Britannique. Pour autant que je sache, nous n'avons pas encore eu de réponse. Nous espérons qu'il retirera sa demande de perception de taxes.

M. Hovdebo: D'autres gouvernements provinciaux ont-ils adopté la même position?

M. E. Jarvis: Non. Un ou deux gouvernements provinciaux nous ont déjà approchés précédemment pour obtenir des renseignements dans ce sens, mais à l'heure actuelle, la situation est calme.

Le président: Merci, monsieur Hovdebo.

Monsieur Mayer.

[*Texte*]

Mr. Mayer: A final, concluding comment, Madam Chairman.

I think it is very important that people understand how important the board is in western Canada. Your responsibility is something like $4 billion, or in excess of that, as far as sales, and that is considerably more than the individual budgets of either Manitoba or Saskatchewan. So you are a very, very large factor in western Canada—in economic terms a very large factor in anybody's book. On that basis I think it is very important that we have an opportunity on a regular basis to have the board be in front of the committee so they can explain some of the things that are going on not only internationally but as far as the workings of the board are concerned.

So we certainly welcome the opportunity to have the board here, and I would hope that we would be able to have the board back on a regular basis. I am suggesting as quickly as we can in the new year. There are many things on which questions can be asked on a day-to-day basis, and again I think it is to everybody's advantage—the producers, Parliament, the minister, the board itself—that we have an opportunity on a regular basis.

If my memory is right, I think the last time the board was down here was in April of 1981, which is a long time ago. It is not our fault. We would welcome the board at any time. In fact, we have done what we could to get the committee going.

So I serve that as a comment and an observation and a notice, Madam Chairman, that we will be asking very quickly in the new year that the board be back and that we have a chance to question them at length, and hopefully then we will have some government members who are willing to stay for longer than one meeting so we can have two or three meetings in one day and we can probably have them here for more than one day.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Mayer.

Senator Argue: Before we adjourn, I think you would like a response to that proposition from me.

Mr. Mayer: I say yes.

Senator Argue: Before I do that, I want to say, if I might put in my two bits' worth about the outlook by way of price for the future . . . Any time I have talked to the board, either together or privately or individually, part of the answer has always been the weather and the world weather. The weather in the major producing countries is a very, very important factor, and I think that is something that nobody can forecast. Nobody would have forecast the situation with regard to the corn crop in the United States. I will endeavour to work with this committee. I will be favourably disposed to inviting the board, if and when I receive a motion from the committee or an invitation to do so.

• 1755

Some hon. Members: Hear, hear!

[*Traduction*]

M. Mayer: Une observation en guise de conclusion, madame le président.

Il est de toute première importance que les gens reconnaissent le rôle de la commission dans l'ouest du pays. Vous avez un chiffre de vente d'au moins 4 milliards de dollars, ce qui est beaucoup plus élevé que les budgets provinciaux du Manitoba ou de la Saskatchewan. Vous êtes donc dans ce sens, un partenaire économique très important dans l'ouest du pays. C'est pourquoi il me semble essentiel que nous puissions recevoir régulièrement en comité, les représentants de la commission qui pourraient nous expliquer non seulement la situation internationale, mais également le fonctionnement de la commission.

Nous sommes très heureux d'avoir pu recevoir la commission aujourd'hui et j'espère que nous en rencontrerons les représentants régulièrement. À mon sens, nous devrions recommencer au début de l'année prochaine. Il y a beaucoup de questions de cuisine courante à expliquer et encore une fois, à mon sens, tous, le producteur, le Parlement, le ministre et la commission, profiteraient de rencontres régulières.

Si j'ai bonne mémoire, la commission est venue nous rencontrer la dernière fois en avril 1981, il y a déjà longtemps. Ce n'est pas de notre faute. Nous sommes toujours prêts à recevoir les représentants. De fait, nous avons fait tout ce que nous pouvions pour les recevoir.

Donc, cette intervention, madame le président, se veut une observation et un avertissement; au début de l'année prochaine, nous demanderons très rapidement que la commission revienne pour que nous puissions interroger ses représentants; à ce moment-là, nous aurons peut-être certains députés gouvernementaux qui accepteront de siéger pendant plus d'une séance; nous pourrons peut-être avoir deux ou trois séances dans la journée et la commission pourrait venir nous rencontrer plus souvent.

Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Mayer.

Le sénateur Argue: Avant que la séance ne soit levée, j'aimerais répondre à cette proposition.

M. Mayer: Faites.

Le sénateur Argue: Avant de le faire, cependant, j'aimerais ajouter mon grain de sel quant aux prix futurs . . . Dans toutes mes discussions privées ou officielles avec les représentants de la Commission, on m'a toujours dit qu'il fallait tenir compte du facteur météorologique canadien et mondial. Le temps qu'il fait dans les principaux pays producteurs joue un rôle très important; or, il est impossible de les prédire. Personne n'aurait pu prédire la situation quant au maïs aux États-Unis. Je m'engage à collaborer avec le Comité. Je suis prêt à inviter les représentants de la Commission, si je reçois une motion ou une invitation en ce sens du Comité.

Des voix: Bravo, bravo!

[*Text*]

The Chairman: Thank you, sir, because we have to go.

Avant de quitter, j'aimerais remercier les gens de la Commission canadienne du blé ainsi que le ministre, le sénateur Argue.

La prochaine réunion du Comité permanent de l'agriculture aura lieu sur convocation de la présidence.

Le sénateur Argue: Merci beaucoup. Vous êtes très efficace.

Le président: La séance est levée.

[*Translation*]

Le président: Merci, monsieur. Nous devons partir.

Before adjourning, I would like to thank the officials of the Canadian Wheat Board and the minister responsible, Senator Argue.

The chair will call the next meeting of the Standing Committee on Agriculture.

Senator Argue: Thank you very much. You are a very good chairperson.

The Chairman: The meeting is adjourned.

Canada Post Postage paid
Postes Canada Port payé
Book rate
Tarif des livres
K1A 0S9
OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Canadian Wheat Board:

Mr. Esmond Jarvis, Chief Commissioner;

Mr. Jim Leibfried, Commissioner;

Mr. David Olfert, Treasurer.

From the Department of External Affairs:

Mr. N.A. O'Connell, Director General, Grain Marketing Bureau.

De la Commission canadienne du blé:

M. Esmond Jarvis, commissaire en chef;

M. Jim Leibfried, commissaire;

M. David Olfert, trésorier.

Du Ministère des Affaires extérieures:

M. N.A. O'Connell, directeur général, Bureau de commercialisation des grains.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

CANADA

INDEX

STANDING COMMITTEE ON

Agriculture

HOUSE OF COMMONS

Issues 1-115 • 1980-1983 • 1st Session • 32nd Parliament

Chairman: Mrs. Éva Côté

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Canadian Government Publishing Center, Supply and Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

INDEX

HOUSE OF COMMONS COMMITTEES—OFFICIAL REPORT

FIRST SESSION—THIRTY-SECOND PARLIAMENT

Abbreviations: A.=Appendices. Amdt.=amendment. M.=motion. S.O.=standing order.

DATES AND ISSUES

—1980—

April: 23rd, 1.

May: 29th, 1.

June: 3rd, 2; 5th, 3; 10th, 4; 11th, 5; 12th, 6; 17th, 7.

July: 18th, 8.

October: 16th, 21st, 9; 28th, 10; 29th, 11; 30th, 12.

November: 4th, 13; 20th, 14; 25th, 15; 26th, 16; 27th, 17.

December: 2nd, 18; 4th, 19.

—1981—

March: 5th, 20; 31st, 21.

April: 1st, 22; 2nd, 23; 9th, 24; 14th, 25; 15th, 26.

May: 13th, 27; 19th, 28; 21st, 29; 26th, 30; 27th, 31; 28th, 32.

June: 2nd, 33; 9th, 34; 10th, 35; 11th, 36; 16th, 37; 17th, 38; 18th, 39; 23rd, 40; 25th, 41.

October: 28th, 42; 29th, 43.

November: 3rd, 44; 5th, 45; 19th, 46; 25th, 47; 26th, 48.

—1982—

February: 10th, 49; 16th, 50; 18th, 51; 25th, 52.

March: 18th, 53; 23rd, 43; 25th, 55; 31st, 56.

April: 6th, 57; 8th, 58; 22nd, 59; 27th, 60; 28th, 61; 29th, 62, 63.

May: 6th, 64, 65; 11th, 66; 7th, 67; 17th, 68; 18th, 69; 20th, 70; 25th, 71, 72; 26th, 73; 27th, 74, 75.

June: 1st, 76; 2nd, 77; 3rd, 78; 7th, 79; 9th, 80; 10th, 81; 15th, 82; 23rd, 83; 29th, 84.

July: 6th, 85; 7th, 86; 8th, 87; 14th, 88; 15th, 89; 28th, 90.

November: 17th, 90; 18th, 91; 24th, 92; 25th, 93; 30th, 94.

December: 7th, 95; 8th, 96; 9th, 97.

—1983—

February:	15th, 98.
March:	8th, 99; 10th, 100; 15th, 101; 16th, 102; 22nd, 103; 24th, 104; 29th, 105.
April:	14th, 106; 19th, 107; 21st, 108; 28th, 109.
May:	17th, 110.
June:	28th, 111.
November:	22nd, 112, 113; 23rd, 114; 29th, 115.

ARDA, *see* Agricultural and Rural Development Act

Abell, Mr. Eric (President, Alberta Beekeepers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 77:4-6, 11-20

Adams, Mr. D. (General Manager, Canadian Meat Council)
Canagrex Bill (C-85), 57:4-25
Meat Import Bill (C-46), 34:6-7, 12-7, 25-6, 31

Addeman, Mr. Ross (General Manager, Ontario Wheat Producers' Marketing Board)
Canagrex Bill (C-85), 74:14-5, 19, 30-1

Advance Payments for Crops Program, 1:21; 6:5-6; 14:9-10, 18-22; 14A:1-2; 15:7; 21:8; 23:23; 32:5, 9-11; 47:8-10, 24-5; 48:26-30; 52:17; 61:15; 91:6-7, 16-7; 92:12, 18-9, 24, 27-8; 93:5-8, 31-3
See also Beans—White beans; Maple syrup

Advertising, *see* Agriculture Department; Beef; Dairy industry; Freight rates—Crow's Nest Pass rates

Afghanistan, Dec. 27/79 invasion by Soviet Union, in support of Karmal regime, *see* Grain—Exports

Agassiz, B.C., *see* Experimental farms

Agribonds, *see* Farm Credit Corporation—Investment

Agribusiness
Sectors involved, etc., 33:13; 43:23, 26-8
See also Committee

Agricultural and Rural Development Act, *see* Regional development incentives—Special ARDA program

Agricultural Development Initiatives Program, soil salinization, funds, etc., 107:11-3, 23

Agricultural export corporation, *see* Canagrex

Agricultural Export Credit Revolving Fund, *see* United State

Agricultural Outlook Conferences, 32:6, 12; 103:14

Agricultural products, *see* Farm products

Agricultural Products Board Act, 14:22; 78:17-8; 81:23-6; 82:19-21, 24; 84:11, 16; 87:13; 89:24

Agricultural Products Co-operative Marketing Act, 112:24-7

Agricultural Products Standards Bill (amdt.)—C-98. Minister of Agriculture
Consideration, 95:5-20; 96:5-15; 97:5-16; as amended, 97:16, carried, 4; report to House with amdt., 97:16, agreed to, 4
Clause 1, amdt. (Mr. Ostiguy), 97:15-6, carried, 4
Clause 2, 97:16, carried, 4
Reprint, as amended, M. (Mr. Bockstael), 97:16, agreed to, 4
Title, 97:16, carried, 4

Agricultural Stabilization Act, 1:14; 14:22; 99:10-2; 104:10; 112:29-30; 113:7
See also Cattle; Pork; Potatoes

Agriculture
Computer industry, assisting, 21:18-21
See also Canfarm Co-Operative Services; Television
Land
Marginal, 12:27
Ownership policy, 13:28-9
Price, 25:19-20
Use policy, 12:31-2
See also Energy resources—Biomass
Ministerial discretion, 62:25-6

Agriculture—*Cont.*
Oil and oil products, rationing program, contingency plans, 1:20-2; 5:26, 29
Pipelines, construction, effects, 19:20-1
Research and development, 5:27-9; 12:5; 19:11-2; 53:35
Agriculture Canada Development Committees, 103:11
Atlantic provinces, 12:12-4
Crop varieties, pulse crops, etc., 92:22-3; 103:11-2, 19-20; 104:9
Energy
Renewable, expenditures, 4:17-8; 23:10; 47:8-11, 28-9; 48:10-3
Renewable from waste and low grade farm products, 4:16; 6:19-21; 23:24-5
See also National Energy Program
Exchange program, Soviet Union, 1981 agreement, etc., 47:27-8; 48:14-8; 110:5, 8, 16-8
Funding, expenditures, etc., 1:13, 20-1; 12:6, 20-1, 28-9; 16:5-6; 19:14-5, 19-21; 21:8-9; 30:4-5, 11-3; 48:19-24; 66:40-9; 99:11
Photosynthesis, *see* Soybeans
Privatization, 16:22
Quebec, 19:17-9; 30:18-9; 103:31-2
Soil salinization, 91:25-7; 93:8; 104:21-3; 107:14-5
See also Agricultural Development Initiatives Program; Experimental farms—Western provinces; Prairie Farm Rehabilitation Adinistration
Soil surveys, 12:7; 92:29-30
Thematic hybridization, 12:31
See also Animals; Barley; Bees; Canadian Broadcasting Corporation; Cattle; Cheese; Committee—Travel; Corn; Experimental farms; Feed grain; Food; Fruits and vegetables; Gasoline; Grain; Hog industry; Livestock; Maple syrup; Meat; New Crop Development Program; Oats; Oilseeds; Plant breeders rights; Potatoes—Seed; Prairie Farm Emergency Fund; Rapeseed; Soybeans; Universities and colleges; Veterinary colleges; Weed control
Yukon Territory/N.W.T., developing, federal assistance, etc., 3:9, 16
See also Australia; European Economic Community; New Zealand; Regional development incentives; Soviet Union

Agriculture Canada Development Committees, *see* Agriculture—Research and development

Agriculture Committee, *see* Committee

Agriculture Department
Advertising
Publicity programs, expenditures, 22:23-5; 23:12-3
See also Freight rates—Crow's Nest Pass rates
Agri-food development program (regional and international development), 31:4-33; 66:11-3; 91:6-7; 93:30-1; 99:9-11; 112:16; 113:5; 114:30-1
Agri-food regulation and inspection program, 66:11; 99:10-1
Budget
1980-1981, 1:13; 13:5-6
1981-1982, 21:6-13
1982-1983, 66:10-4, 32-3; 91:6
1983-1984, 9:9-12
Buildings/facilities, modernizing, expenditures, etc., 103:12
Contracting out program, 103:12, 21
Estimates
1980-1981, main, 1:11-40; 4:7-27; 5:4-36; 6:4-30; 9:8-37; 11:4-20; 12:4-32; 13:5-35
1980-1981, supplementary (B), 14:6-26; 15:5-32; 16:4-27; 17:4-20; 18:4-29; 19:4-22
1981-1982, main, 20:7-35; 21:5-28; 22:4-31; 23:4-28; 24:4-25; 27:4-30; 30:4-28; 31:4-33; 32:4-28
1981-1982, supplementary (C), 47:8-13, 17-31; 48:4-36
1982-1983, main, 66:6-50; 68:4-40; 71:4-24

Agriculture Department—*Cont.*
Estimates—*Cont.*
1982-1983, supplementary (B), 91:5-36; 92:4-31; 93:4-35
1983-1984, main, 99:7-31; 100:4-29; 101:4-37; 103:9-36; 104:4-32; 107:4-28; 109:4-31; 110:5-25
1983-1984, supplementary (B), 112:4-30; 113:4-53; 114:4-31
Expenditures, accountability, annual report published on high quality paper, in-depth study, 101:32, 36
Information dissemination, press releases, etc., availability, 14:12-3; 32:8
Market information services, 1:14; 30:22; 32:8
Official languages policy, francophone scientists, number, increasing, 68:19-20, 29; 92:16-7; 103:34
Reorganization, administrative, 1:15-7, 20; 9:10-1, 15-6; 12:5-6, 20; 13:6-7, 13-4; 21:9-10; 31:10-2; 32:23-4
Staff
Additional, expenditures, tabling, 112:15-6; 113:5
Administrative and foreign service, 92:23-4; 112:22
Benefit plans, 9:18-20; 66:12
Scientists, 92:5-10, 16; 103:12-3, 21-3
Auditor General report "reclassify positions downwards", 104:18-20
Retirements, 103:23-4, 30
Statistics, 104:17; 109A:5-6; 111A:3-4
Western provinces, cutbacks, 87:19-21; 104:5-7, 20-1
See also above Official languages policy
See also Canadian International Development Agency; Committee; Exhibitions and fairs; Experimental farms; External aid; Farm improvement loans—Jurisdiction; Feed grain—Storage facilities; Food—Inspection system—Research and development; Food prices; Metric conversion; National Enegy Program; Oilseeds; Organizations/individuals appearing and briefs submitted; Pesticides; Prairie Farm Rehabilitation Administration; Regional development incentives; Veterinary inspectors

Agri-food strategy, 45:11; 47:16; 48:22; 50:13, 28; 52:19, 26, 44; 53:6-7, 18, 32; 54:33; 61:6, 22-3; 75:23; 76:8-10, 22; 84:22; 91:6-7, 26, 33; 99:9-12; 103:10-1; 104:7-9, 20-3
See also Agriculture Department; Experimental farms—St. Hyacinthe, Que.

Airports, *see* Animals—Prevention

Alafaland, *see* Herbicides

Alberta, *see* Canadian Chicken Marketing Agency; Cattle—Mange; Drought; Grain transportation—Hopper cars; Milk—Quotas; Rapeseed—Transportation

Alberta Beekeepers' Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Alberta Canada All Breeds Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Alberta Canola Growers' Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Alberta Cattle Commission, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Agriculture Department estimates—Canagrex Bill

Alberta Cattle Feeders' Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Alberta Grain Commission, *see* Grain

Alberta Heritage Savings Trust Fund, 49:8; 50:10, 14; 52:21-2, 39

Alberta Swine Breeders' Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Alcohol
Excise and sales taxes, increasing, Dec. 11/79 budget measures, re-introducing, wine industry effects, etc., 5:26-9; 11:14; 14:23
See also Energy resources; Gasoline—Gasohol

Algeria, *see* Dairy Commission—Ships

Althouse, Mr. Vic (NDP—Humboldt-Lake Centre)
Agricultural Products Stndards Bill (C-98), 95:10-3; 96:12-4; 97:5-9
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 4:12-5; 5:4-7; 6:14-5; 9:21-3, 31-3; 11:13, 16-7; 13:18-20
1980-1981, supplementary (B), 14:11-3; 16:26; 17:4, 17-9
1981-1982, main, 20:16-18, 33-5; 22:11-4; 23:13-6; 27:17, 24-5; 31:15-8; 32:19-21
1981-1982, supplementary (C), 48:10-2
1982-1983, main, 66:30-1, 36-8; 68:10-4; 71:13-6
1982-1983, supplementary (B), 92:18-9; 93:10-3, 17, 28-31
1983-1984, main, 99:16-20; 103:20-5; 104:9-12; 107:10-3, 26; 109:16-20, 27-8
1983-1984, supplementary (B), 112:17, 20-2, 28; 113:11-5, 49-50; 114:17-9, 22-3
Canagrex Bill (C-85), 53:32-4; 55:13-5; 56:19, 28-30; 57:11-4; 58:22-5; 61:11-3; 62:15-20; 63:13-5; 64:8-10, 35-7; 65:11-4, 24-5, 28-31; 67:11-3, 28-9; 69:14-8, 26, 39-42; 70:9-13, 19-21, 35-8; 72:8-11; 74:19-22; 76:11-4; 77:14-7; 78:12-6; 79:9-12; 80:13, 24; 82:13-4; 83:15-9, 30; 84:8, 24-5, 48; 86:31-2, 36-7; 87:69; 88:11-2; 89:38-40, 50-1
Dairy Commission estimates
1980-1981, main, 10:7-8, 20-1
1980-1981, supplementary (B), 15:42-4
1982-1983, main, 75:11-4
1982-1983, supplementary (B), 94:7-9
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:20-3; 51:10-3, 33; 52:6-9, 32
Farm Credit Arrangements Subcommittee, 103:7
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:11-4
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:10-2
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:16-9
Grain Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 18:8-10
Grain Commission estimates, 1982-1983, main, 73:16-20, 34-5
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:26-7
Livestock Feed Board estimates, 1980-1981, main, 7:24-5
Meat Import Bill (C-46), 34:13-5, 33; 35:14-7; 36:11-3, 25-7; 37:19-22; 38:20-3; 39:9-14; 40:13-6, 22-4; 41:10-3; 43:11-4, 21-3; 46:10-1, 18-20
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:11, 16
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, establishing, 98:16
Agenda and procedure subcommittee reports, 80:13, 24; 83:15-9; 88:11-2; 103:7
Amdt., 56:19
M. (Mr. M. Dionne), amdt. (Mr. Schellenberger), amdt. to amdt., 83:30
Bills, 2:10
Corrigendum, 66:30-1
Documents, 4:15; 5:7; 93:10
Members, alternates, 98:10
Questioning of witnesses, 114:19
Quorum, 51:33
Witnesses, 80:13, 24; 83:15-9, 30
Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:21-2
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:30-2
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:31-5

Anderson, Mr. Donald G. (General Manager, Prince Edward Island Potatoe Marketing Board)
Canagrex Bill (C-85), 79:8-12, 16-29

Anderson, Mr. Eiliv H. (Chairman, Farm Credit Corporation)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, supplementary (B), 92:25; 93:11-23
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 100:4-29; 101:4-31, 34-5; 109:5, 11-30
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:11-33

Anderson-Vandermuelen report, *see* Beef—Marketing

Anguish, Mr. Doug (NDP-The Battlefords-Meadow Lake)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, supplementary (B), 114:8-12

Animals, diseases
Compensation, amending legislation, etc., 15:15-6; 17:6-8
Genetic improvement program, 31:6
Import permits, 27:7
Prevention, airports required to build incinerators for wastes from commercial international flights, 27:25-6
Quarantine, 68:23-5
Grosse Île station, Que., 27:6-7, 24-5; 68:24, 27
Rabies, control, 92:15; 93A:1-2
Research and control, Health of Animals Directorate responsibility, etc., 9:10; 27:5-6; 68:26
See also Birds; Cattle; Experimental farms; Hog industry; Poultry industry; Sheep, Veterinary colleges; Veterinary inspectors

Appendices
Advance payments for crops program, 14A:1-2
Agenda and procedure subcommittee report, ninth, 39A:1
Agriculture Department, staff, 109A:5-6; 111A:3-4
Animals, diseases, 93A:1-2
Canagrex, 54A:1-3; 55A:1-4; 57A:1-11; 70A:1-3; 78A:1-62; 85A:1-4
Canfarm Co-operative Services, 15A:1-6
Cattle, 93A:1, 6
Dairy Commission, 111A:1-2
Experimental farms and research stations, 93A:1, 6
Farm Credit Corporation, 102A:1-9; 103A:1-4
Farm improvement loans, 2A:1-2
Feed grain, 3A:1-3; 71A:1-12; 105A:1-16; 109A:9-15
Fertilizers, 93A:1, 5
Fruits and vegetable, 93A:1, 4
Grain transportation, 7A:1
Hog industry, 103A:5-7
Meat, 35A:1-8; 36A:1-2; 93A:1-3
Trade, import/export statistics, 67A:1-11
See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted and *particular subject*

Apple Industry Compensation Re-establishment Program, *see* Fruits and vegetables—Apples

Apples, *see* Fruits and vegetables

Argue, Senator Hazen Robert (L—Minister of State for the Wheat Board)
Barley, 115:7-8, 13, 27-30
Cabinet ministers, Senators, 26:42-3
Drought, western provinces, 26:24-6, 34
Feed grain, 115:7, 14, 17-8, 25-9
Freight rates, Crow's Nest Pass rates, 26:35-6
Grain
Exports, 115:6-7, 18-9, 30-1
Market assurance plan, 26:34-5, 39-40
Price, 26:11-3, 27-8, 45-6; 115:14, 45
Producers, 115:38

Argue, Senator Hazen Robert—*Cont.*
Grain—*Cont.*
Quality, 115:7
Quotas, 26:36; 115:8
Subsidies, 115:25
United States comparison, 115:7
Wheat Board final payments, 115:36-7
International Wheat Agreement, 115:19-20
Oilseeds, 115:8
Point of order, meetings, scheduling, 115:15
Railways, branch lines, Hall (Emmett) report recommendations, etc., 26:35
References, *see* Freight rates—Crow's Nest Pass rates
Western Development Fund, 26:35
Western grain stabilization program, 115:22-4
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:5, 11-3, 21, 24-8, 34-6, 39-46, 49
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:6-10, 13-31, 36-8, 45-6

Ashmead, Mr. R. (Chief, Research, Farm Credit Corporation)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 101:29-30

Atlantic provinces, *see* Agriculture—Research and development; Barley—Stabilization program; Experimental farms; Feed grain—Freight assistance; Veterinary colleges

Atomic energy, heat generated, *see* Fruits and vegetables—Greenhouse industry

Auditor General reports, *see* Agriculture Department—Staff, Scientists; Dairy Commission; Wheat Board—Annual reports, 1981-1982

Ausenhaus, Mr. Cal (First Vice President, Western Barley Growers Association)
Canagrex Bill (C-85), 60:6-24

Australia, agriculture industry, 44:4-26; 45:7

Australian Meat and Live-Stock Corporation, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Meat Import Bill

Automobiles, fuel consumption, using non-conventional energy source, *see* Gasoline

Babey, Mr. Paul (Vice Chairman, Farm Credit Corporation)
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:5, 20, 25-6, 35; 50:10-3, 17, 24; 52:8-9, 14, 20, 30, 38-42
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:13-4, 18-9, 25-6

Baker, Mr. George (L—Gander-Twillingate)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 22:15-8

Bankruptcies, *see* Farmers; Grain—ECON Consulting Ltd.—Producers; Hog industry—Producers

Banks and banking, loans to farmers on security of products or production equipment, livestock, etc., 91:18-20

Banting, Mr. Elmer (Executive Vice President, Canadian Food Processors Association)
Canagrex Bill (C-85), 58:4-15

Barley
Canagrex role, 60:4-24
Contracts, deferral, Wheat Board price, etc., 26:21-3
Exports, 60:10-1; 65:26; 73:27; 115:7
Competition, 115:34-5
Inspection system, 29:14

Barley—*Cont.*
Exports—*Cont.*
Permits, Wheat Board issuing, 8:14-5; 28:11-3, 18-20, 24-5, 31; 60:14
Grading system, 18:9
Imports, 7:15-6, 26
Off board stocks, storage, statistics, 115:31-3
Price, 28:5, 9-13; 60:16-8, 21
Corn competitive formula, etc., 91:8, 31-3; 92:12, 18, 23-7; 115:27-9
Initial, Wheat Board/off board differential, quotas, reviewing, 3:24-5; 60:12-4, 19-21; 115:12-3, 29-33
Producers, U.S. grain embargo to Soviet Union, effects, compensation, 13:10; 21:16-8
Production, 115:7
Quality, 18:8-9, 28
Quotas, 7:17; 26:48-9
Wheat Board responsibility, 115:8, 12-3
Research and development, new varieties, 105:15, 35-7
Stabilization program, Ont./Atlantic provinces, year-end, changing, 6:5-6

Baron, Mr. Don (Executive Director, Palliser Wheat Growers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 65:4-7, 27

Barrie, Mr. Ralph (Director, Canadian Federation of Agriculture)
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 51:7-24, 28-32

Beans
Black beans, Man. government program, 78:11, 16-7
Canagrex role, 64:30-51
External aid, 64:31, 35-6
White beans
Crop year end change, 6:6
Grain Commission testing, grading, 29:8-11; 95:18-9
Producers, interest free advance payments, 48:29-30
Producers, stabilization payments, requesting, 113:21-4

Beauchamp-Niquet, Mrs. Suzanne (L—Roberval)
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 52:24
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:31
Point of order, bills, 90:31

Beef
Advertising, promoting, etc., 20:28-31; 28:17; 33:12-4; 44:14-6
Canagrex role, 67:5, 8-9, 14-26; 72:4-24
Consumption pattern, etc., 20:18-9; 33:8-14; 34:7-9, 17, 20; 42:10-3; 43:5, 9, 17, 22; 44:14-5; 57:9, 12-3
Cycle, domestic/international pattern, 42:9-10; 43:6-7; 44:4-10, 24; 45:7-9, 19-22; 46:22-3; 57:9, 13
United States study, 44:4-5, 8
Exports, 33:26; 42:9-10
Carcasses, compulsory grading regulations, reviewing, 104:27-9
GATT negotiations, Common Market arrangement, 44:6-8, 18-9, 25; 45:15; 57:14; 58:24
GATT negotiations, guaranteed minimum access/human population growth factors, 37:5-9; 38:10-3, 16-7, 21-5; 39:4-20; 40:5; 42:9; 43:6; 47:15
Grading system, review, 27:26-9
Imports, quotas, legislation, etc., 20:15-7; 22:13-4; 23:14; 33:5, 9, 12-4; 34:26-7, 30-2; 36:5-7, 13, 16-27; 37:16-23; 38:5-6; 39:21-2; 40:9-10, 17; 42:6, 11; 43:4-5, 7; 44:6-12, 20, 23-5; 47:17-8; 87:26
See also Meat Import Bill (C-46)

Beef—*Cont.*
Marketing system, establishing, 16:22; 22:13; 24:20-1; 32:19-20; 33:15-9; 34:7-8, 18-9; 37:19-20; 39:22-4; 40:7-8, 17, 21-3; 41:18; 44:24-5; 45:15-8; 48:21-2, 34-5; 51:7, 19-20, 31-2; 57:20; 66:11, 15
Anderson-Vandermuelen report, releasing, 99:16
Price spread, producer to consumer, 44:15
Prices, increase, supermarkets profiteering, 20:19, 26-7; 34:15-7, 21-3; 38:20; 43:10-2, 16-7, 19-20
Producers
Advance payments, 91:15-20
See also Banks and banking
Bank rate increase effects, etc., 20:9-10; 34:20; 44:20-3
Income tax regulations, effects, 45:21-2
Quebec, 41:6-10, 13-4, 17-8
Stabilization payments, national program, establishing, 99:12-9; 104:10-3; 113:7-11, 35-6
United States meat import law (1964), Canada exports restricted, 20:16, 33-5; 37:19; 38:6, 14-5; 39:16-7; 40:10 43:5-7; 45:12-3
1976 situation, 43:9-10, 13; 44:6-11, 18; 57:9
1980 situation, production, prices, factors affecting, 43:23, 26-7; 44:17-8
See also Grain—Production; Trade

Bees
Honey, Canagrex role, 77:4-6, 11-4, 17-20; 84:44-5
Research and development, 12:7

Benoît, Mr. Garry (Director, Government Affairs, Canadian Cattlemen's Association)
Meat Import Bill (C-46), 38:14, 21-3; 39:6, 12-3, 18-22

Bergeron, Mr. André (Canadian Sheep Council)
Meat Import Bill (C-46), 35:12-4, 17-24

Beswick, Mr. A.H. (Director, Canadian Meat Council)
Canagrex Bill (C-85), 57:10-20, 25
Meat Import Bill (C-46), 34:19-22

Bienvenue, Mr. J. (Vice President, Canadian Meat Council)
Canagrex Bill (C-85), 57:14, 17-8, 22-5
Meat Import Bill (C-46), 34:8-9, 23-5

Bilingualism, *see* Official languages policy

Bills, *see titles of particular bills*
Government
C-15. Livestock Feed Assistance. Minister of Agriculture
C-27. Farm Improvement Loans Act amdt. Minister of Agriculture
C-46. Meat Import. Minister of Agriculture
C-85. Canagrex. Minister of Agriculture
C-88. Farm Credit Act amdt. and Farm Loans Interest Rebate. Minister of Agriculture
C-98. Agricultural Products Standards Act amdt. Minister of Agriculture
C-134. Farm Loans Interest Rebate. Minister of Agriculture
S-6. Two-Price Wheat Act amdt. Minister of Transport
Private members
C-653. Farmers' Creditors Arrangement Act amdt. Mr. Ferguson
See also Orders of reference; Organizations/individuals appearing and briefs submitted

Biomass, *see* Energy resources

Birchard, Mr. Charles (Policy Advisor, Dairy Commission)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, main, 75:10, 19-20

Birds, pet, U.S. imports, Newcastle disease, compensation, 27:6

Bisanz, Ms. Christine (Research Officer, Association Policy and Activities, Consumers' Association of Canada)
Canagrex Bill (C-85), 76:4-8, 11, 14-9, 25, 31-2, 37-8
Meat Import Bill (C-46), 43:4-11, 16-7

Bishop, Dr. C.J. (Research Co-ordinator, Production, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 30:25
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 103:16-20, 26-7

Black beans, *see* Beans

Bloomfield, Mr. Garnet M. (L—London-Middlesex)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 97:13-4
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 6:28; 11:19; 12:4-5
1980-1981, supplementary (B), 14:6, 17-8; 16:20-2; 17:8-10
1981-1982, main, 20:22-5; 23:24-5; 24:18; 32:28
1981-1982, supplementary (C), 48:26-7
1982-1983, main, 68:13-5, 18-9
1982-1983, supplementary (B), 91:30; 92:13-5; 93:15, 27
Canagrex Bill (C-85), 56:36-7; 57:15-8; 58:32; 59:11-2; 60:12-5, 23-4; 61:22-4; 63:32-3; 64:45-6; 67:22-5; 69:18-20; 70:44-6; 74:28-31; 76:37-9; 83:9; 87:55
Dairy Commission estimates, 1982-1983, main, 75:17, 22
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 51:14-6
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:26-7
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:15-6
Grain Commission estimates, 1981-1982, main, 29:18
Meat Import Bill (C-46), 34:28-9; 35:17-9, 25; 36:10; 38:17-20; 41:13; 43:16-8; 46:15-7
Points of order, agenda and procedure subcommittee reports, 8:10; 83:9
Points of order, witnesses, 14:6-7; 83:9

Blue tongue, *see* Cattle

Bockstael, Mr. Robert (L—St. Boniface; Parliamentary Secretary to Minister of Transport)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 96:12; 97:16
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 103:34-6
Agriculture Department estimates, 1983-1984, supplementary (B), 113:32-4
Canagrex Bill (C-85), 59:40; 60:8-10; 63:30-1; 65:23-6; 84:73
Committee, travel, 8:8-9
Organization meeting, 1:8-10
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:15
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, establishing, 98:15
Agenda and procedure subcommittee reports
Amdt., 112:5-6
Ms., 8:8-9; 96:12
Meetings, 115:15
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:15, 19-22

Bonneau, Mr. Jacques (Director, Special Production Section and Secretary, Fédération des producteurs d'agneaux et de moutons du Québec)
Meat Import Bill (C-46), 41:14-6

Borland, Dr. S.W. (Director General, Market Analysis & Trade Policy Directorate, Marketing & Economics Branch, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1981-1982, main, 32:5-8, 12-3, 17-9, 26-7
1983-1984, main, 103:13-5, 24-5, 28, 33
1983-1984, supplementary (B), 114:20-4, 27-30

Bossy, Mr. Maurice (L—Kent; Parliamentary Secretary to Minister of Supply and Services; Vice Chairman; Chairman)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 11:19; 13:28
1980-1981, supplementary (B), 14:6-7
1982-1983, supplementary (B), 93:21-3
Canagrex Bill (C-85), 56:17; 60:17-9; 62:23-7; 64:26-8; 74:35-6; 80:10; 81:10-3; 83:12, 26-30; 86:25; 87:64; 88:18
Committee, travel, 8:14-5
Election as Chairman, 9:7
Election as Vice Chairman, 1:10
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 51:26-8; 52:22
Grain Commission estimates, 1983-1984, main, 106:21-2
Livestock Feed Board estimates, 1980-1981, main, 7:25-6
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 8:14-5; 80:10; 81:10-3; 83:12, 26-30
M., 88:18
Bills, 83:39
Witnesses, 80:10; 81:10-3; 83:12, 26-30

Bouchard, Mr. Jean-Guy (Executive Secretary, New Brunswick Potato Agency)
Canagrex Bill (C-85), 59:17-21, 25-6, 31, 34-6

Bouris, Mr. Peter (Associate Director, Fresh Products Section, Dairy, Fruit and Vegetable Division, Agriculture Department)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 96:9-11; 97:9-10, 14

Boyd, Mr. Jim (President, Canadian Cattlemen's Association)
Meat Import Bill (C-46), 38:4-6

Boynton, Mr. James (Vice Chairman, National Farm Products Marketing Council)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 24:11-3, 17-25

Bradley, Mr. Bud (PC—Haldimand-Norfolk)
Organization meeting, 1:9

Brandon, Man., *see* Experimental farms

Brandy, *see* Wine industry

Brassard, Mr. Jean (Legal Counsel, Farm Credit Corporation)
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 50:23-4; 52:31-7, 41-2

Brazil, *see* Grain—Exports

Breau, Mr. Herb (L—Gloucester)
Canagrex Bill (C-85), 81:13-5
Points of order, agenda and procedure subcommittee reports, 81:13-5
Points of order, witnesses, 81:13-5

Brink, Mr. Lars (Associate Director, Farm Business Development, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 14:13-5, 20-1
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 31:23
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:23

Note: See pages 1 and 2 for Dates and Issues

Britain House of Commons Agriculture Committee, Apr. 19-21/83 visit to Canada, 99:7; 107:4

British Columbia, *see* Farm products—Stabilization programs; Feed grain—Alfalfa seed—Freight assistance; Fruits and vegetables; Gasoline; Milk—Quotas

British Columbia Tree Fruit Marketing Board, *see* Fruits and vegetables

Broadwell, Mr. Charles E. (Manager, Ontario Bean Producers' Marketing Board)
Canagrex Bill (C-85), 64:35-7, 40-1, 44

Brouillard, Mr. C.F. (Assistant Deputy Minister, Regional Development and International Affairs, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 31:4-31

Brucellosis, *see* Cattle

Budget, Dec. 11/79, previous Clark government, *see* Alcohol

Budget, Nov. 12/81, *see* Farm Credit Corporation

Budget, June 28/82, *see* Dairy industry—Wage and price control; Farm Credit Corporation

Budget, Apr. 19/83, *see* Farm Credit Corporation

Bullock, Mr. Richard (Member, Executive Council, Canadian Horticultural Council)
Canagrex Bill (C-85), 70:8-9, 12-3

Bulmer, Dr. W.S. (Associate Director, Disease Control Section, Animal Health Division, Food Production and Inspection Branch, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 17:5-6, 17-9

Burns, Mr. T.M. (President, Canadian Export Association)
Canagrex Bill (C-85), 56:5-8, 28-33, 37

Butter
Imports, 52:21
Inventory, losses, etc., 102:9-10
Packaging, foil wrappings, regulations, etc., 15:44-5
Production, consumption, comparing to margarine, etc., 10:13, 16-20; 15:37-9, 48-9; 102:16-7
Promoting, 75:21; 102:5, 17
Surplus, 108:11-2, 17-8

Butterwick, Mr. Bernie (Secretary-Manager, Western Stockgrowers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 67:9-27, 33

CANFAX, *see* Canadian Cattlemen's Association

CAP, *see* Cash Assurance Program

C.C.F. (Dutch co-operative), *see* SODISPRO

CEMA, *see* Canadian Egg Marketing Agency

CIDA, *see* Canadian International Development Agency

COMECON, *see* European Economic Community

CP Rail, *see* Grain transportation

CPI, *see* Consumer Price Index

Cabinet, committees, *see* Drought—Alleviating

Cabinet ministers, Senators, special House committee to question, establishing, 26:42-3

Caisses populaires, *see* Co-operatives, credit unions and caisses populaires

Calgary, *see* Grain—Inspection system

Canada Packers Limited (Toronto), 36:5-6, 10-1, 16; 40:6; 56:9-13, 28-31
Prince Edward Island operations, plant closure, 99:19-20; 105:16
See also Cattle—Brucellosis

Canada Savings Bonds, farmers, extra point on interest, 21:23

Canada-United States relations, *see* Beef; Birds; Cattle—Imports; Chickens—Imports; Grain—Exports—Marketing; Meat—Exports; Potatoes—Exports; Poultry industry—Imports; Turkeys—Imports

Canadian Broadcasting Corporation, programs, *Country Canada,* Israel agricultural research projects, 66:40-3

Canadian Cattlemen's Association, 20:7-8, 12-3; 45:4-6, 17-20; 47:17
Market analysis system (CANFAX), 20:17; 32:19-20
Publication, *The cattle cycle,* 39:28
See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Agriculture Department estimates—1981-1982, main—Canagrex Bill—Meat Import Bill

Canadian Chicken Marketing Agency, 24:11, 16-7
Alberta, opting out, 24:19-20

Canadian Dairy Commission, *see* Dairy Commission

Canadian Egg Marketing Agency (CEMA), 24:12, 16; 43:21-2
See also Chickens; Eggs

Canadian Export Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Canadian Farm Survival Association, *see* Farmers—Bankruptcies

Canadian Federation of Agriculture, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill—Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill—Meat Import Bill

Canadian Food Processors Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Canadian Fruit Wholesalers' Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Agricultural Products Standards Bill

Canadian Grain Commission, *see* Grain Commission

Canadian Horticultural Council
Grants, 30:25; 32:5, 11, 27-8; 112:18
See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Agricultural Products Standards Bill—Canagrex Bill

Canadian Importers Association Inc., (Meat Import Committee), *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Meat Import Bill

Canadian International Development Agency (CIDA)
Seeds of the earth, $36,000 funding, Agriculture Department inquiry, 4:8-9, 12-5
See also External aid; Pesticides—Vitavax

Canadian Livestock Feed Board, *see* Livestock Feed Board

Canadian Meat Council, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill—Meat Import Bill

Canadian Pork Council, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Canadian Seed Trades Association, 95:17

Canadian Sheep Council, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Meat Import Bill

Canadian-Soviet Agricultural Co-operative Agreement (1981), *see* Agriculture—Research and development, Exchange program

Canadian Turkey Marketing Agency, 24:16-7

Canadian Wheat Board, *see* Wheat Board

Canagrex, 1:14, 25, 34-5; 13:14, 22; 15:42; 21:9, 12-5, 18-9, 26; 22:29; 23:12; 32:24-5; 33:14; 34:5, 9-10, 24; 35:10; 36:16; 37:11, 29-30; 55A:1-4; 57A:1-11; 66:14, 23; 68:37-8; 70A:1-3; 78A:1-62; 94:6-7
- Accountability, financial management and control, annual report, 53:8-9, 12-5; 54:16-8, 31, 38; 55:5, 14, 18-9; 61:7-11, 30-2; 63:8-9, 14; 64:50; 76:8, 17-8; 84:13, 25; 87:9, 38-9, 50-3, 68-9; 89:34-5
- Administration, board of directors, chairman, vice chairman, president, members, remuneration, etc., 53:8, 11; 54:13-4, 32-3, 36-7; 54A:3; 55:5-6, 10; 56:7; 57:6; 60:5-6; 62:6-11, 20-3, 26; 63:5-6; 69:7, 12-4, 19; 70:6-11, 28-9, 41-5, 50; 74:7, 28, 34-5; 76:17; 80:20; 82:27, 33; 84:13, 27, 51-4, 62; 85:7, 11-2, 19-35; 86:7-21, 26-42; 87:9, 38-41; 89:36-7; 114:15-7
  - Conflict of interest, 84:54-5; 86:42; 87:7; 89:34-5
  - Quebec representation, 63:6, 9-14, 21, 26-7
- "Agricultural product", definition, 84:67-82
- Co-operation with government departments, provinces, etc., 53:7, 17-8, 23, 34; 54:22, 26, 29; 55:5, 9, 13, 17; 56:34-5; 57:6, 21-4; 58:6-7, 19; 59:18-9, 26; 60:15; 61:13, 21, 27; 62:6-9; 63:7-8, 11-2, 21-4; 70:48-9; 72:7-9, 15-6; 78:31; 84:23-4, 45; 87:16, 47-8
- Correspondence between Whelan/A. McCain, 85:25-6; 85A:1-4; 87:7-9
- Expenditures, budget, 53:10-1; 55:14; 61:8-9; 76:14; 114:15-7
- Farmers, benefits, 53:7; 54:15, 31; 57:22-3; 58:32; 59:13; 61:4-32
- Financing, access to credit unions and caisses populaires, 84:25; 87:51, 65-6, 69; 89:53
- Joint ventures, 81:26-9; 82:5, 8-12, 19-20, 32-4; 84:82-3; 85:5; 87:12-4, 24-5, 33, 51, 59-66; 88:7; 89:19-30, 48, 52-3
- Legislation
  - Advisory committee establishing, 54:37-40; 56:24; 57:6; 58:8, 12-5, 26, 32-5; 59:6-7, 12-7, 36-7; 60:5-8, 22
  - Delay in introducing, 53:10-2
  - Language changes, 82:6-8, 12-3; 85:6-7; 86:40; 89:10
  - Sunset clause, including, 53:11; 54:37; 56:7, 24, 29-30; 61:9, 29-30; 62:23; 64:8, 49; 69:12-3, 23-5; 82:8, 13, 28-35; 84:13, 24, 49, 54; 87:9, 50-3, 69-70; 89:34-5, 39-40, 50-1
- Loans and guarantees, 87:65-7
- Market research, 58:12, 16-8, 23-7; 61:21, 30-1; 72:6-7, 11-4, 22-4; 76:13-4, 29-30, 35; 78:32-3; 84:32
- Marketing boards role, 53:7, 16-7; 55:21; 56:11, 15, 30-1; 58:5-7, 27; 59:30-3; 61:9-10, 18-20, 25-31; 63:7-8, 15-8, 24; 64:5, 17-8; 69:16-7, 26, 42; 76:15, 28-32; 84:10, 68; 87:39-44; 89:26
- Operating objectives, 53:6-7, 11-2, 15; 54:5, 8, 15-6; 55:5, 14-5; 56:6, 12; 59:25-6, 29, 32, 38-9; 60:9-10; 61:11-3, 20, 26-9; 62:7-8, 23; 70:6, 23, 39
- Powers, purposes, 54:11; 54A:1-2; 63:6-8, 24; 64:4-5; 65:21, 27-8, 30; 67:5, 8-14; 69:7-8, 23, 27-33, 40, 43-7; 70:16, 22-4, 29-31, 42; 72:5-10, 20; 74:23-5, 32-5; 76:5-12, 24, 27, 35-6; 77:5, 19; 78:11-2, 18-21; 79:19-23; 80:5-8; 81:22-7; 82:5-8, 13-4, 21-6; 83:13-4, 17; 84:11-6, 28-30, 44, 49-51, 55-64; 85:4-5; 86:10, 17, 31-3; 87:7-64; 88:5-7; 89:12-3, 22-8, 48-53
- Private sector involvement, 53:7, 14, 17-23, 30-2; 54:9-13, 20-1; 55:6-12; 56:6-16, 24-36; 57:16-8, 23; 58:9-10, 13, 18, 24-5, 28-31; 59:13-4; 60:16; 61:22; 64:16; 65:6-9, 22-3; 67:4-6, 13-5,

Canagrex—*Cont.*
- Private sector involvement—*Cont.*
  24-5; 69:7, 17, 22-3, 28-30, 33-8; 70:30, 34-41; 72:4-7, 11-7; 75:5-12, 16, 23-6; 78:5, 9, 17-21, 28-9, 35; 79:19, 25-6; 81:20-1; 82:15-7, 21, 26; 87:7-8, 39-42; 89:20-1, 37
- Production areas, intruding upon, 54:4-5; 57:5, 17-8; 60:9, 20; 63:29-30
- Profits, 53:5, 8; 54:18-9, 31; 55:16; 76:13, 16-7, 20-2; 82:33-4; 84:83-4
- Progressive Conservative position, 84:9-17, 48-50
- Provincial ministers, concerns, etc., 89:13-22, 37, 40-1
- Stabilization payments, subsidies, limitation, 81:21, 25-7; 82:9-11
- Staff, salaries, offices, etc., 53:8-12, 24-5; 54:39; 65:14; 67:18; 69:20, 41-2; 76:34; 86:30; 89:35-6
- Trade role, 53:6-7, 15, 18-34; 54:27-8, 34-41; 54A:2; 55:19-22; 56:6-7, 34-5; 57:6, 10-1, 15, 24-6; 58:8, 19-22; 59:10, 13, 25-6, 30; 60:9, 14, 18-9, 23-4; 62:6-7, 26; 63:8, 19-20, 23-5, 29-33; 65:7, 23-6; 67:7; 69:6, 21; 70:6; 76:16; 78:7-8, 34-5; 82:16-8; 84:49; 85:12-3, 18-9, 25-6; 89:31-3
  - Foreign countries, 85:8-11; 89:38-45
- *See also* Barley; Beans; Beef; Bees—Honey; Cattle; Committee—Travel; Farm products—Exports; Fish products; Flax; Food; Food processing industry; Fruits and vegetables; Grain; Hog industry; Livestock; Maple syrup; Meat; Oilseeds; Petro-Canada; Pork; Potatoes; Rapeseed; Soybeans; Tobacco industry

Canagrex Bill—C-85. Minister of Agriculture
- Consideration, 53:5-36; 54:4-41; 55:4-23; 56:5-37; 57:4-26; 58:4-35; 59:4-41; 60:4-24; 61:4-23; 62:5-28; 63:4-34; 64:3-51; 65:4-31; 67:4-33; 69:4-52; 70:5-52; 72:4-25; 74:4-43; 76:4-40; 77:4-20; 78:4-38; 79:4-30; 80:5-28; 81:5-30; 82:4-39; 83:7-38; 84:4-86; 85:4-35; 86:7-45; 87:7-72; 88:5-18; 89:12-55; as amended, 89:54, carried, 10; report to House with amdts., 89:54, agreed to, 10
- Clause 1, 84:64-5, stood; 89:53, carried on division, 10
- Clause 2, 84:66-86; 85:4-11, carried
- Clause 3, 85:11-35; 86:7, carried
- Clause 4, amdt. (Mr. Wise), 86:7-21, negatived on recorded division, 3; 86:21-8, carried
- Clauses 5 to 9, 86:28, carried, 3
- Clause 10, 86:29-33, carried, 3
- Clause 11, amdt. (Mr. Wise), 86:33-4, negatived on recorded division, 3; 86:34-9, carried
- Clause 12
  - Amdt. (Mr. Dion), 86:40, agreed to, 4
  - Amdt. (Mr. Wise), 86:40, withdrawn
  - As amended, 86:40-2, carried, 4
- Clause 13, 86:42-3, carried, 4-6
- Clause 14, 87:7-30, 64, stood; 88:7, stood; 89:12-3, stood
  - Admts. (Mr. M. Dionne), 87:51-64, stood
  - Amdt. (Mr. Ferguson), 89:52-3, agreed to on division, 9-10
  - Amdt. (Mr. Hovdebo), 89:53, agreed to, 9
  - Amdt. (Mr. Veillette), 89:52, agreed to on division, 9
  - Amdts. (Mr. Wise), 87:30-51, stood, 3-4; 89:48-52, negatived on division, 8-9
  - As amended, 89:53, carried on division, 10
- Clause 15, 87:64, carried, 4
- Clause 16, 87:65, stood, 4; 88:7, stood
  - Amdt. (Mr. M. Dionne), 89:53, agreed to on division, 10
  - Amdts. (Mr. Wise), 89:48-52, negatived on division, 8-9
  - As amended, 89:53, carried on division, 10
- Clauses 17 to 24, 87:65, carried, 4
- Clause 25, 87:65, stood, 4; 88:7, carried on division, 3
- Clause 26, 87:65-7, stood, 4; 88:7-8, carried, 3
- Clause 27, 87:67, stood, 4; 88:8, carried, 3
- Clause 28, 87:68, carried, 4
- Clause 29, amdt. (Mr. Hovdebo), 87:68, agreed to, 4; as amended, 87:68, carried, 4

Canagrex Bill—C-85. Minister of Agriculture—*Cont.*
Clause 30, 87:4, carried
Clause 31, amdt. (Mr. Wise), agreed to, 4; as amended, 87:68, carried, 4
Clauses 32 to 38, 87:68, carried, 4
Clause 39, 87:69, carried, 4
Clause 40
Amdt. (Mr. Wise), as amended, 87:69, agreed to, 5
Amdt. to amdt. (Mr. Dion), 87:69, agreed to, 5
As amended, 87:69, carried, 5
New clause, M. to add (Mr. M. Dionne), 87:70, agreed to, 6
New clause, M. to add (Mr. Wise), 87:69-70, negatived on recorded division, 5-6
New sub-clause, M. to add (Mr. M. Dionne), 89:53, agreed to on division, 10
New sub-clauses, M. to add (Mr. Wise), 86:42-3, agreed to, 4-6
Reprint, as amended, M. (Mr. M. Dionne), 89:54, agreed to, 10
Title
Amdt. (Mr. Dion), 89:54, agreed to on division, 10
Amdt. (Mr. Wise), 89:48-52, negatived on division, 9
As amended, 89:54, carried on division, 10

Canfarm Co-Operative Services (computer-based accounting system for farmers)
Crown corporation status, Mar. 31/79 privatization, 16:21-2
Federal assistance, discontinuing, 15:24-8; 16:22-3; 47:11
Correspondence *re,* 15A:1-6
Viability, 16:12, 20-1; 21:20
$1.2 million federal contribution, 15:7; 16:5; 47:8

Canola, *see* Rapeseed

Captan fungicide, *see* Pesticides

Cardiff, Mr. Murray (PC—Huron-Bruce)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 95:18-9
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 6:4-7, 30
1981-1982, main, 23:21-3
1981-1982, supplementary (C), 48:29-30
1983-1984, main, 100:6-10; 107:23-6
1983-1984, supplementary (B), 112:23-7; 113:23-4, 42-3
Canagrex Bill (C-85), 82:22-5; 87:43-7
Committee, travel, 8:13-4
Dairy Commission estimates, 1983-1984, main, 102:25-7
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 50:22-4; 52:31, 45
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:23
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:15-6
Grain Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 18:26-7
Meat Import Bill (C-46), 41:17-9
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:17
Points of order, agenda and procedure subcommittee, establishing, 98:17
Points of order, agenda and procedure subcommittee report, 8:13-4

Cargill Co. Ltd. (Winnipeg), *see* Regional development incentives

Carney, Mr. Des (Vice Chairman, Alberta Cattle Commission)
Canagrex Bill (C-85), 69:32-3, 43-4 47-8

Cartier, Mr. J. (Director General, Ontario, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 12:29-30
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 30:20

Cash Assurance Program (CAP), *see* Farm income—Stabilizing

Caskey, Mr. P. (Director General, Regional Development Directorate, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 31:10, 15-7, 22-4, 26, 29-30

Cattle
Agricultural Stabilization Act average live fed market price, 104:29-31
Blue tongue disease, 15:15-6; 68:16-7
Brucellosis
Eradication and compensation program, 1:14; 6:10-4; 9:37; 15:14-6; 16:15-6; 17:6-7; 27:7, 28-9; 93:24-7
Government-industry committee, recommendations, 6:12-3; 93:24-5
Lethbridge, Alta., Canada Packers Limited employees contracting, 9:32-3
Canagrex role, 69:27-51; 70:28-52; 72:4-24; 83:34-5
Cow-calf producers, 4:26; 6:24; 20:8; 44:5-6; 47:15
Diseases, auctions, health certification requirements, etc., 16:15-7; 93:25-7
Exports, Israel, Agrexco trading company role, etc., 57:21; 70:28-30, 39-40; 81:22; 82:16-7
Feeding losses, 20:27-8
Foot-and-mouth disease, 27:7, 22-3; 40:20-1; 68:24-5
Growth stimulants, imports, tariff protection, removing, 20:11-2; 42:10
Imports from U.S., slaughtering, etc., 20:13-6, 31-2; 21:24; 22:12-4; 23:11-5; 33:9, 14-7; 34:29; 38:25-7; 40:4-5, 8-13, 16, 19-20; 42:8; 43:15-6; 69:38
Industry
Bank rate increase effects, etc., 20:8-12, 19; 22:11-2; 38:17-20; 39:25-6; 42:9; 43:9-10, 24-7; 44:5-6; 45:9; 48:24-6
Calf sales, 42:8
Infectious thromboencephalic meningitis (ITEME), 93:28
Mange disease, southern Alta., eradication and compensation program, cost, etc., 9:12-5, 19-21; 15:14-7; 17:6-7
Producers, protection from foreclosures, need, 43:9
Producers, stabilization payments, 14:15-7; 20:12, 29-30; 66:15-9, 27-9, 34-6; 89:17-8, 22
Research and development
Embryo transfers, cloning, etc., 91:28-30; 92:20-1; 93:5; 93A:1, 6
Foreign cattlebreed evaluation program, 30:20-1
Insecticide-impregnated plastic eartag, systemic additive, 30:16-8, 22-5
Tuberculosis, eradication and compensation program, 15:15-6; 16:15-7
See also Beef; Drought; Farmers—Efficiency; Income tax; Trade

Chairman and Vice Chairman, decisions and statements, *see* Procedue and decisions of the Chair

Chambers, Mr. A. (Director, Financial Management, Financial Administration Division, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, supplementary (B), 14:7-9, 12
1982-1983, main, 66:49
1982-1983, suppplementary (B), 91:22; 92:11-3, 18-9, 24; 93:34-5
1983-1984, supplementary (B), 112:21-30; 114:25

Cheese
Albert Perron Company Inc. (Que.), 10:17
Cheddar, exports, etc., 10:19; 75:18-20
Consumption, 15:38; 43:23; 102:17-8
Exports/imports, quotas, GATT/Common Market arrangement, 10:23-4, 27-8; 15:40-1, 47; 23:14-5; 33:20-1; 45:16; 75:9-10, 16; 94:24-5; 103:14
Processing facilities, gearing to 12 month production, 10:20
Research and development, curd utilization, 30:14-6
Specialty, exports, etc., 15:38; 75:20; 94:24

Chemicals
DPX—"4189", 12:27
Prices, 32:27
Testing, standardization, 17:16-7
Toxic chemicals management program, funding, 112:16-20, 27-8; 113:3-5, 13-5, 34-5; 114:30-1
See also Hazardous products

Cherries, *see* Fruits and vegetables

Chickens
Exports, promoting, CEMA role, etc., 11:6
Imports, quotas, Canada-U.S. negotiations, 36:11-2; 43:20
Quotas, 24:13-5; 108:13
See also Canadian Chicken Marketing Agency; Eggs

Chicoutimi, Que., *see* Fruits and vegetables—Greenhouse industry

Children, *see* Developing countries

China, *see* Grain—Exports; Hog industry—Research and development; Rabbit

Chisholm, Mr. Timothy (President, Ronald A. Chisholm, Ltd.; Canadian Export Association)
Canagrex Bill (C-85), 56:13-6, 26-8, 36

Choquette, Mr. Gilles (Chairman, Dairy Commission)
Dairy Commission estimates
1980-1981, main, 10:4-29
1980-1981, supplementary (B), 15:33-52
1982-1983, main, 75:4-18, 21-7
1982-1983, supplementary (B), 94:4-27
1983-1984, main, 102:4-29; 108:4-24
1983-1984, main, 102:4-29; 108:4-24

Churchill, Man. port, utilizing for grain exports
Increasing capacity, 26:43; 29:24-5
Shipments, statistics, 115:20-1

Clarey, Mr. Norman (Vice Chairman, Prince Edward Island Potatoe Marketing Board)
Canagrex Bill (C-85), 79:4-8, 11-4, 20-3, 26, 30

Clifford, Mr. Larry (President, Manitoba Cattle Producers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 70:28-52

Coal, *see* Prince Rupert, B.C.

Cochran, Mr. H. (A/Director General, Production Development Directorate, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 31:18, 28-9

Commission of Inquiry into Certain Allegations Concerning Commercial Practices of the Canadian Dairy Commission (Gibson), *see* Dairy Commission

Committee
Agribusiness, studying, Whelan appearing, 48:36
Joint meeting with Senate Agriculture Committee *re* Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:5-25
Responsibilities, history, etc., 110:7
Travel, 8:5-9; 55:7-8, 11
Bus rental for Nov. 13/80 trip to Agriculture Department, M., 13:28, agreed to, 4
Canagrex, studying, 67:10-1
Drought, western provinces, studying, 8:7-10, 14-5
Hearings, procedure, 8:5-6
Intersession, 8:7
Postponed, 9:6
Pork, production, studying, 8:11

Committee—*Cont.*
Travel—*Cont.*
Schedule, 8:12-3, 16
Staff, 8:9-12
Subcommittee, 56:19-22
Western provinces
M. (Mr. Althouse), 86:43-5
Research and development, studying, 88:6-18
M. (Mr. Ferguson), 88:17, agreed to, 3-4
See also Farmers' Creditors Arrangement Act; Livestock Feed Board—Annual report; Wheat Board—Annual reports

Common Market, *see* European Economic Community

Communications Department, *see* Television

Communications/telecommunications, *see* Television

Computer industry, *see* Agriculture; Canfarm Co-Operative Services; Television

Conflict of Interest, *see* Canagrex—Administration

Connell, Mr. J.P. (Deputy Minister, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1982-1983, main, 66:31-41, 45-50
1982-1983, supplementary (B), 91:22, 30
1983-1984, main, 107:18
1983-1984, supplementary (B), 112:7-19; 113:41, 49; 114:4-17, 20, 24-6, 30-1

Consumer Price Index (CPI), *see* Food prices

Consumers' Association of Canada, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill—Meat Import Bill

Co-operatives, credit unions and caisses populaires, *see* Canagrex—Financing; Farm improvement loans

Copyright, *see* Plant breeders rights

Corbin, Mr. Eymard (L—Madawaska-Victoria)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, main, 68:27-9, 32-5
Canagrex Bill (C-85), 56:8, 18-21, 37; 58:28-30, 34; 61:13-7, 30-2; 64:42-5, 49-50; 74:37-41; 79:23-7, 29-30
Points of order
Agenda and procedure subcommittee report, amdt., 56:20
Division bells, 56:37
Questioning of witnesses, 59:15

Corn
Freight assistance, 28:31-2
Imports, inspection system, quarantine, 18:10-2
Price, tariff, competitive formula, etc., 28:5, 9-10, 15-6, 19; 51:20; 56:31-2
Research and development, 30:21-2; 105:36-8
Smut disease, controlling, compensation, 17:9-10; 18:27
See also Feed grain—Price

Corporations, multinationals, *see* Developing countries

Corriveau, Mr. Léopold (L—Frontenac)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 97:13
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 1:33-4; 5:10-3
Canagrex Bill (C-85), 86:23-7
Committee, travel, 8:6-8, 12-3
Dairy Commission estimates, 1982-1983, supplementary (B), 94:25-7
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:13-6, 27
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:11-3
Meat Import Bill (C-46), 35:5-6

Corriveau, Mr. Léopold—*Cont.*
Points of order
Agenda and procedure subcommittee report, 8:6-8, 11-3
M., 1:11
Documents, 35:4-6

Côté, Mrs. Eva (L—Rimouski; Vice Chairman; Chairman; Joint Chairman)
Agricultural Products Standard Bill (C-98), 95:17-9
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 4:26; 5:18-20
1980-1981, supplementary (B), 16:25-6; 19:17-9
1982-1983, main, 66:6-10, 19, 22, 27-32
1983-1984, main, 100:4, 24, 29; 101:8, 20, 32, 36-7; 103:34
Canagrex Bill (C-85), 53:5, 10; 54:4, 11, 16, 24-6, 34, 40-1; 55:4, 7; 56:5, 8-9, 16-23, 27, 37; 59:4-5, 10, 15, 19-26, 31, 37, 40-1; 67:4-5, 9-10, 32-3; 69:27, 32, 35, 50-2; 83:33-5; 86:19-20, 44; 87:8, 30, 41, 64-5, 68, 71; 88:5-9, 15-6; 89:12, 52-4
Dairy Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 15:46
Election as Chairman, 56:16; 98:6
Election as Vice Chairman, 9:7
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:5, 18, 29; 50:4, 9, 13, 29; 51:4, 33-4; 52:6, 18-9, 24, 27-34, 37-8, 45
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:10-1, 17-9
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:21
Livestock Feed board estimates, 1983-1984, main, 105:23
Meat Import Bill (C-46), 37:16-8
Milk, 25:17-9
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:6-21
Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:7-9, 16-8, 21-5

Cotterill, Mr. Ralph (Director, Farm Development, Food Production and Inspection Branch, Agriculture Department)
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:9-27

Couse, Mr. P.W. (Director General, Market Development Directorate, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 32:8-9, 17, 25
Agriculture Department estimates, 1983-1984, supplementary (B), 113:16-7
Canagrex Bill (C-85), 89:23-4

Cousineau, Mr. René (L—Gatineau; Parliamentary Secretary to Minister of State for Small Businesses and Tourism)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, supplementary (B), 94:11

Credit unions, *see* Canagrex—Financing; Farm improvement loans

Crop Insurance Program, western provinces, drought assistance, etc., 1:13; 5:23-5; 6:17, 23-4; 15:6-7; 16:5, 18-9; 17:12-6; 21:7-8; 22:18-9; 23:7-9, 13; 32:11-2; 47:8-10, 19-21; 66:13-4, 49; 73:16; 99:10-2

Crops, *see* Agriculture—Research and development; Satellite

Crown corporations, *see* Canagrex; Canfarm Co-operative Services; National trading corporation; Petro-Canada

Crow's Nest Pass rates, *see* Freight rates

Csinos, Mr. Tony (Member, Executive Council, Canadian Horticultural Council)
Canagrex Bill (C-85), 70:9-10

Customs tariff, *see* Cattle—Growth stimulants; New Zealand; Potatoes—Trade; Rabbit

Dairy Commission
Accountability, 94:7-9, 15-6
Annual reports
Delay in tabling, 94:7-9, 16
1980-1981, 102:6
1981-1982, publishing, 102:6
Auditor General comprehensive audit report, 75:12-4; 94:7-12, 16-8, 25-6; 108:26-8
Budget
1980-1981, decrease, 5:10-4, 35-6; 6:9-10
1981-1982, 21:6
1982-1983, 75:24-6; 91:6-8, 21-3
Consultative committee, 94:13-8
Contracts abroad, agents/sub-agents, role, 94:6-7, 21-3
Estimates
1980-1981, main, 10:4-29
1980-1981, supplementary (B), 15:32-52
1982-1983, main, 75:4-28
1982-1983, supplementary (B), 94:4-27
1983-1984, main, 102:4-29; 108:4-28
Fiscal year, 94:16
Gibson inquiry, legal fees, 15:17, 43, 46
Gibson inquiry, report, etc., 15:33, 43-4; 94:7, 11-2
Kates report, 75:11-3; 94:7, 12
Losses, 75:17-8
Management committee, role, 94:8-9, 26
Mismanagement, RCMP investigation, etc., 75:11-3; 91:23; 108:27
Policy/procedure manuals, 94:17
Ships used for export operations, chartered/rented, expenditures, 94:4-7, 10-3, 20-1; 102:7; 108:25-8; 111A:1-2
Damages, losses, M.V. *Biban*, etc., 102:18-23
M.V. *Le Gagné*, Quebec City to Algeria destination, 108:4-8
Staff, additional, expenditures, increase, 94:4, 10-1; 102:7, 27
Status, 6:10; 53:25-9; 54:35-6; 63:27
See also SODISPRO

Dairy industry
Advertising, promotion program, etc., 10:4-5, 9; 15:17-9, 33-4, 37, 41-2, 45-6; 75:16; 102:17, 28-9
Cows, surplus, slaughtering, 102:13-6
Integration program, 10:17-8
Policy, dairy year, change, Aug. 1-July 31, 5:12; 6:8-9; 10:13; 102:6-7
Policy, interdepartmental review, quotas, subsidies, etc., 10:12-5, 28; 13:14-5; 15:34-6, 42-3; 21:13-5, 19-21; 37:28, 31, 34; 68:22; 75:10-1, 26-7
Quebec, 5:11-2; 10:9-11; 41:10, 13
Quotas, 113:18
Record of performance program, 47:8, 11-2, 19-20; 68:6
Subsidies, 66:13; 108:20-1
Wage and price control, ⊕6 and 5 provisions⊕, June 28/82 budget measures, application, 108:18-9
See also Metric conversion

Dairy producers, "4 a.m. start milking time" regulation, 27:20-1

Dairy products
Consumption, decrease, 75:4-5, 20-1
Exports, 75:5-6, 19
Promoting, 5:11-3; 6:9-10; 15:47-9; 21:8
Production, increase, 75:4-5
See also Butter; Cheese; Ice cream; Margarine; Milk; Yogurt

Damon, Mr. Bill (Executive Vice President, Canadian Horticultural Council and The Canadian Fruit Wholesalers' Association)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 95:5-20
Canagrex Bill (C-85), 70:13-4

Daudlin, Mr. Robert (L—Essex-Kent; Parliamentary Secretary to President of the Treasury Board; Vice Chairman)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, supplementary (B), 93:13-9, 34-5
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 100:13-6; 101:22-4, 32-7; 104:13-5, 32
Canagrex Bill (C-85), 54:12-5
Election as Vice Chairman, 98:8
Farm Credit Arrangements Subcommittee, 103:6-8; 104:32
M., 103:8
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:9-21
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, establishing, 98:12-3
M., 98:14-7
Agenda and procedure subcommittee report, 103:6-8
Amdt., 103:8
Documents, 101:37
Members, alternates, 98:9-10
Minister, 101:32-3
Orders of reference, 101:35-6
Quorum, meeting and printing evidence without, 98:17-20
Witnesses, 98:21; 101:33-4
Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:22-3

Debt, public, 63:18-9

de Cotret, Mr. G.R. (Director General, Program Coordination, Livestock Feed Board)
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:27
Livestock Feed Board estimates, 1980-1981, main, 7:11, 22-4
Livestock Feed Board estimates, 1983-1984, main, 105:28-9

de Jong, Mr. Simon (NDP—Regina East)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 15:19-23; 16:7-10, 17-8; 17:10-2, 20
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 50:9-13, 28-9

de Leeuw, Mr. A.J. (Acting Chief, Trade Policy Section, Marketing and Economics Branch, Agriculture Department)
Meat Import Bill (C-46), 45:8-10

de la Roche, Dr. I.A. (Director, Chemistry and Biology Research Institute, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 30:23

de Valk, Mr. Robert (Advisor, Consumers' Association of Canada)
Meat Import Bill (C-46), 43:11-28

Developing countries (third world)
Children, multinational food corporations infant formula (breast milk substitutes), WHO international code, Canada position, 10:21
North-south relations, disparities, etc., meat trade, promoting, 34:32-3

Diamond, Mr. Shel (Member, Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange)
Canagrex Bill (C-85), 78:14-9, 36-7

Dion, Mr. Rolland (L—Portneuf)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 6:22-3; 13:24-5
1980-1981, supplementary (B), 17:15-20
1981-1982, main, 20:28
Canagrex Bill (C-85), 81:6-9; 83:36; 86:24; 87:30, 69-70; 89:54
Meat Import Bill (C-46), 46:17, 25
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:8, 12, 19

Dion, Mr. Rolland—*Cont.*
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, establishing, 98:12
Agenda and procedure subcommittee reports, 81:6-9; 83:36
Election of Vice Chairman, M., 98:8
Witnesses, 81:6-9; 83:36

Dionne, Mr. M. (L—Chicoutimi; Parliamentary Secretary to Minister of Agriculture)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 95:13, 16
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 1:25-6; 4:16-7; 5:34-6; 6:17-9; 9:28-31, 34-6
1981-1982, main, 20:16, 28-31; 21:18-21, 27; 23:5, 19-20; 27:11-5, 19; 30:18-20; 32:13-5
1981-1982, supplementary (C), 47:19-22
1982-1983, main, 66:8-9, 23-5
1982-1983, supplementary (B), 91:35; 93:20
1983-1984, main, 100:19, 27-8; 103:18; 104:24-6
Canagrex Bill (C-85), 53:35; 54:10-1, 26-8, 41; 55:7-11, 18-9; 56:17-23, 27; 57:15, 21-3, 26; 58:18-22; 62:7-23, 27-8; 63:15-8; 64:16-8, 28-9, 47-50; 67:13-8, 24; 70:13-4, 39-42, 52; 74:42; 76:14-7, 31, 34; 78:17-21; 79:17-20; 80:9-10-21; 81:10, 16-7; 83:9-10; 84:6-7, 38-41, 73, 86; 86:23, 27, 42; 87:41, 51-2, 55, 60, 67, 70; 88:6-9, 14-5; 89:53
Committee, travel, 8:6, 9-11; 55:7-8
Dairy Commission estimates, 1982-1983, main, 75:20-4, 28
Dairy Commission estimates, 1983-1984, main, 102:27-9
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:24-8, 34-5; 52:32-4, 37-40
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:24-6
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:22-5
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:12, 31
Grain Commission estimates, 1982-1983, main, 73:15-6, 23
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:16-7
Livestock Feed Board estimates, 1980-1981, main, 7:17-9
Livestock Feed Board estimates, 1981-1982, main, 28:11, 15-8, 22-3
Meat Import Bill (C-46), 33:12-4; 34:6-11; 35:4-6; 36:9-10, 21; 37:26-8, 36; 39:23-4; 45:10-1, 21, 23-4; 46:10, 17, 20; 47:13, 16-7
Organization meeting, 9:7
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 8:6, 9-11; 81:10, 16-7; 83:9-10; 88:9, 14-5
Ms., 21:27; 80:8; 103:8
Bills
Amendments, tabling, 83:38-41
Amendments, withdrawal, 52:5, 38
Clauses, 52:32
Documents, 2:22; 35:4-6
Estimates, 66:8-9
Letter of appreciation, 49:24
Questioners, 53:35-6
Witnesses, 55:7-8; 80:9-10, 21; 81:10, 16-7; 83:9-10
Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:16-8

Diseases, *see* Animals

Dobson, Dr. G.J. (Director, International Trade Policy Division, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 32:20-1

Drought, western provinces, 28:4-5
Alleviating, federal-provincial assistance, compensation to farmers, etc., 1:17, 21-2, 25, 33-5, 38; 4:19-20; 5:13-5; 21:8; 66:13
Aid program, 16:23
Alberta, 16:13-5
Ammoniated straw program, 15:31-2; 16:19-20
Cabinet committee, studying, 4:24
Fodder and water transportation program, 16:14-5
Fodder procurement program, 16:13-5, 23

Drought, western provinces—*Cont.*
Alleviating, federal-provincial assistance,...—*Cont.*
Herd maintenance assistance program, 13:27; 15:29-31; 16:13-5; 22:6-14, 18-22; 23:6-10, 16-8; 26:23-6, 33-4; 31:23; 34:5
Manitoba, hay transportation assistance program, 13:26-7
Cattle, effects, transportation assistance, etc., 1:28-9, 34; 4:22-4; 5:14
Cattle emergency sales, 4:24-5; 5:14
See also Income tax—Farmers
Contingency plans, 1:22-4
Feed grain and fodder, Wheat Board ensuring sufficient supply, 1:23-4, 29, 32, 36-7; 4:20-3; 5:32-4
Task force (1977) studying, 1:30-5; 2:13; 4:23, 26
See also Committee; Crop Insurance Program; Irrigation; Prairie Farm Rehabilitation Administration

Drugs and pharmaceuticals, *see* Hazardous products

Dubois, Mr. Jean-Guy (L—Lotbinière)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 99:7, 20-4; 101:18-20
Canagrex Bill (C-85), 63:21-3; 80:14, 25-6; 81:12; 83:7, 11, 24, 27-8, 31-2, 36-7; 84:40-2; 85:32, 35
Dairy Commission estimates, 1982-1983, main, 75:24-7
Dairy Commission estimates, 1983-1984, main, 102:23-5; 108:10-4, 20
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:9, 12-21
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, establishing, 98:14, 17
M., 98:12-3
Agenda and procedure subcommittee reports, 80:14, 25-6; 81:12; 83:7, 11, 24, 27, 31-2, 36-7
M., 99:7
M. (Mr. M. Dionne), amdt. (Mr. Schellenberger), amdt. to amdt., 83:27-8
Bills, 83:40-2
Members, alternates, 98:9
Quorum, 98:18
Witnesses, 80:14, 25-6; 81:12; 83:7, 11, 24, 27-8, 31-2; 98:20-1

Duke, Mr. Vern (Director, Grain Inspection, Grain Commission)
Grain Commission estimates, 1981-1982, main, 29:10

Dumais, Mr. Mario (Economist and Assistant Director of Study and Research Service, Union des producteurs agricoles du Québec)
Meat Import Bill (C-46), 41:9-10, 17-8

ECON Consulting Ltd. (Man.), *see* Grain

Easter, Mr. Wayne (Vice President, National Farmers' Union)
Canagrex Bill (C-85), 61:4-10, 14-32

Eastern Canada Potato Producers' Council, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Economic Council, *see* Farm products—Marketing boards

Eggs
Quotas, 24:11-2; 25:4
Manitoba, 24:21-2
Surplus production, CEMA control, etc., 29:33
Surplus production, CEMA paying producers to slaughter hens, 37:38
See also Canadian Egg Marketing Agency

Elofson, Mr. Robin (First Vice President, Alberta Cattle Feeders' Association)
Canagrex Bill (C-85), 72:11, 15-7, 20-4

Employment, *see* Research and development; Students

Energy resources
Alcohol, fuel, 6:19; 30:26-7
Biomass, agricultural land producing fuel, 6:19-20; 12:16-7
Ethanol, 6:19-21; 23:10
Methanol, 6:21; 23:10
Non-conventional sources, *see* Gasoline
Prices, farmers, fertilizers, 43:27; 47:28-9; 62:12, 22-3
Renewable, *see* Agriculture—Research and development; Fruits and vegetables—Greenhouse industry
See also National Energy Program

Epp, Mr. Peter (Chairman, Ontario Soya Bean Grower's Marketing Board)
Canagrex Bill (C-85), 77:6-10, 16-7

Estimates
1980-1981, main, reports to House, 8:3; 13:3
See also Agriculture Department; Dairy Commission; Livestock Feed Board; Orders of Reference

Ethanol, *see* Energy resources

European Economic Community (Common Market)
Common agricultural policy, Soviet Union COMECON comparison, 110:21-2
See also Beef—GATT negotiations; Cheese—Exports; Farm products—Trade; Feed grain—Coarse grain—Substitutes; Meat—Inspection service; Potatoes—Seed, Exports

Everett, Mr. Wayne (Board member, Livestock Feed Board)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, main, 71:23-4

Excise taxes, *see* Alcohol; Gasoline

Exhibitions and fairs, Agriculture Department budget, 11:11-2; 47:21-3; 48:8-9; 66:45-6

Experimental farms and research stations
Agassiz, B.C., 22:28; 88:12
Atlantic provinces, 12:12-4
Brandon, Man., 103:12
Fort Simpson, N.W.T., 3:9
Fredericton, 23:27
Funding, 19:14-7; 21:9
Guelph, Ont., 99:12
Haines Junction, Y.T., 3:9
Harrow, Ont., 93:34-5
Soybean marketing, 77:8
Staff vacancy, etc., 23:21-2
See also Fruits and vegetables—Apples
Kapuskasing, Ont., 19:19
Kemptville, Ont., 30:7, 11-2
Kentville, N.S., 12:12; 21:9; 23:25-7; 103:19-20
Lacombe, Alta., meat research, 12:11-2; 22:27-8; 30:6-8, 16; 66:13; 92:29; 104:9
La Pocatière, Que., 5:18-20
Lennoxville, Que., 19:18; 30:8-10, 20; 92:20-1; 93A:1, 6; 103:12
Lethbridge, Alta., Animal Disease Research Institute, 9:18-20; 12:7-10; 27:7; 66:14, 47-8; 99:12; 103:29
London, Ont., 103:12
Morden, Man., 103:12
New Brunswick, Senator Michaud Farm, etc., 21:9; 23:27; 105:38
Ottawa, 93:33-4; 103:12
Quebec City, 5:18
Rimouski, Que., establishing, 103:34
Sackville, N.B., 99:12
Saint John, 12:12
St. Hyacinthe, Que., 9:20; 19:19; 21:9; 30:9; 92:20-1
Food research centre, establishing, 103:10-2, 31-2

Experimental farms and research stations—*Cont.*
St. Hyacinthe, Que.—*Cont.*
Swine, garlic-fed, confiscating, 103:26
Veterinary Medical School addition, funds, 91:35-6; 92:21; 93A:1-6
St. Jean, Que., 5:18; 19:18-22; 21:9; 30:20, 24; 66:14; 92:21; 99:12; 103:12
St. John's, 12:12-3
Ste. Foy, Que., 92:21
Staff, salary rates, etc., 22:22-3
Summerland, B.C., 5:21; 21:9; 30:23-4; 66:14; 103:12
Universities and colleges, relationship, researchers, etc., 5:18-22
Western provinces, soil and water research centre, planning, 103:11-2, 29

Export and Import Permits Act, 43:4-5, 8, 15; 45:15

Exports
Program for export market development (PEMD), Industry, Trade and Commerce Department administering, 54:7-8; 61:28; 76:5, 8, 15, 23; 78:6, 10, 20, 37; 113:16-7
See also Barley; Beef; Canagrex; Cattle; Cheese; Chickens; Dairy products; Export and Import Permits Act; Farm products; Feed grain; Food; General Agreement on Tariffs and Trade; Grain; Meat; Milk; New Zealand—Lamb; Pork; Potatoes; Trade

External aid, food
Self-sufficiency programs, Tanzania, Agriculture Department/CIDA assistance, etc., 4:8; 31:6-9, 18, 21-2, 25-6
See also Beans; Grain

FAO, *see* Food and Agriculture Organization of the United Nations

Farm credit, 13:29
Bank rate increase effects, countermeasures, 1:19; 5:26, 30
Programs, federal/provincial, 1:20-1; 50:9-13

Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill—C-88.
Minister of Agriculture
Consideration, 49:5-35; 50:4-29; 51:4-34; 52:6-45, report to House without amdts., 52:45, agreed to, 5
Clause 1, 52:29, carried on division, 4
Clause 2, 52:29-33, carried on division, 4
Clause 3 to 4, 52:33, carried on division, 4
Clause 5, amdt. (Mr. Ferguson), 52:33-6, withdrawn, 52:37, carried, 4
Clause 6, amdt. (Mr. M. Dionne), 52:37-8, withdrawn with unanimous consent, 4-5; carried
Clause 7, 52:38-45, carried, 5
Clauses 8 to 9, 52:45, carried, 5
Clause 10, 52:45, carried on division, 5
Clauses 11 to 25, 52:45, carried, 5
New clause, M. to add (Mr. Ferguson), 52:33-6, withdrawn, 4
Title, 52:45, carried, 5

Farm Credit Arrangements Subcommittee, 109:20-1
Establishing, 103:6-8
Meetings, 104:32; 109:4
Membership, 103:7
Name, M. (Mr. Daudlin), 103:8, agreed to, 4
Order of reference, Farmers' Creditors Arrangement Bill (C-653), 103:6-8; 111:5
Report to Committee, 103:7
Draft, 111:5
First, 111:3-4
Session cessation, outliving, 103:8
Witnesses, requesting, 103:6-8
See also Index to Farm Credit Arrangements Subcommittee

Farm Credit Corporation
Accountability, 101:31-3
Accounts, 109:10
Annual report, *see* Agriculture Department—Expenditures
Board membership, increasing, 49:14; 51:17-8
Budget
Nov. 12/81, effects, 49:10-1, 14; 50:21, 24-5; 51:10; 52:25; 90:13-5; 91:7; 92:12, 18
June 28/82 measures, farm financial assistance program, $200 million additional funding for 1982-1983, 1983-1984, loans at 4% rebate below normal interest rate for 2 years, 90:11-34; 91:7-8; 92:12, 18; 93:11; 99:22-3; 100:6, 10-1, 14, 17-23, 28; 101:18, 29-30; 109:6
Appropriation legislation for rebate, *see* Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134)
Funds, details, tabling, 112:11-2, 23-4, 28-9; 113:6, 32, 37-8, 42-7; 114:13
Apr. 19/83 measures, farm financial assistance program extended, 109:6, 18-30
Capital gains investment opportunity, establishing, 50:5-7, 14; 68:10; 90:24-5, 29
Estimates, 1981-1982, main, 25:4-27
Farming, defining, new flexibility, 49:13-4
Funding, increasing, private sector, legislation, etc., 1:19-21; 5:26-9; 13:30; 21:6-8, 12-4, 22; 22:4-6, 29-30; 25:9, 14-6; 37:33, 36-7; 49:5-35; 50:4-29; 51:4-34; 52:6-45; 66:12, 33-4, 46; 90:14, 31-2; 99:24-5; 101:4-5
Ministerial discretion, 49:16, 19; 51:9; 52:43-4
$50 million borrowings on European markets, 100:5; 101:16-8; 109:9
See also Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88)
Income tax, payments, 25:17
Investment, agribonds, opportunity, etc., 49:8-11, 16; 50:4-10; 51:4-10, 18; 52:20, 38-40; 68:10-1; 90:13-6, 24-5, 28-9; 101:30-1; 109:13-6
Lortie committee recommendations, 109:16-7
Loans
Absentee foreign owners, 25:23-4; 50:22-4
Accelerated repayment plan, 25:25
Advisory services program, 49:8; 100:15
Amount, 49:12; 52:6
Appeals, 52:33-8; 90:21-3; 100:20; 109:19-21
Approvals/refusals, 25:16, 27; 49:8; 51:11; 52:11-3
Arrears, 25:6-7, 13-4, 26; 49:7; 50:11-3; 90:19; 93:12, 18; 100:9; 101:10; 109:10-1
Assets/debts, 49:7; 51:21; 52:15-7
Capital limit, 49:12, 26-7; 51:21, 29; 52:20
Cash advances, 109:16-8
Criteria, 52:29-33; 90:26; 93:10-1, 21
Defaults, foreclosures, land re-sale, policy, 25:12-3; 51:16-7; 93:12-9; 100:9-10; 101:6-8; 109:12
"Establishing economic units in the hands of competent managers", definition, 25:11-2; 49:13, 30
Equity, 101:11
Farm starts, promoting, 2:19; 13:29-30; 25:10-1, 21
Guarantee program, establishing, cost, 101:9-10
Inadequacy, interest rates, excessive security, young farmers, affecting, 50:15; 51:11, 19; 52:12-3
Interest rates, 25:22-3; 49:9-10, 17-20, 25-6, 31; 50:5, 8-11, 15-7; 51:4-8; 52:15
Decrease to 12.75%, 21:12-4
Increase to 13%, 1:20-1; 5:30
Increase to 14%, 22:5; 25:23
Preferred rate, 51:6-8, 18-9; 52:15
Review, fixing semi-annually, writing down, etc., 100:5-8, 11-4; 101:8-12, 19-20, 23-8, 33-5; 109:9-16

Farm Credit Corporation—*Cont.*
Loans—*Cont.*
Land values, 93:20-2; 100:16; 101:21-6, 30; 109:8-9
Losses, 49:7-8; 100:21-2
Moratorium, 49:10-1
Non-farmers acquiring, profiteering, 50:23; 52:19
Offices, regional, 100:19; 101:13-5, 19
St. Hyacinthe, Que., investigating, 100:20
Ontario, 50:20-1, 24-6
Prepayment, 100:7-8, 16-8; 109:15
Penalty clause, 100:11-3; 109:18
Quebec, 90:20-1; 101:12-3, 18-9; 109:29-30
See also Fruits and vegetables—Apples
Refinancing, 25:6, 21-2; 93:21-2; 100:8; 109:12
Penalty, 101:10, 20
Repayment, 93:12-3, 22
Re-writing, 100:14-6
Security required, 49:7
Short/intermediate/long-term, 49:14, 19, 25-6; 50:9-10, 13, 19, 26-7; 51:5-6, 11-2, 21, 28, 33; 52:7-10, 14; 100:18-9, 25-7
Small farm operations, 50:21
Statistics, 49:6; 93:23; 101:28; 102A:1-9; 103A:1-4; 109:4-8, 27-8
Taxation, 21:20-1; 100:28-9
Wives, full partner eligibility, 22:30-1; 25:23; 50:23; 52:31-3
Role, objectives, etc., 49:6, 9; 53:16
Special farm financial assistance program, *see above* Budget, June 28/82—Budget, Apr. 19/83
Staff, official languages policy, 109:28-9
Staff, reduction, 25:6, 13-4
See also Milk—Quotas; Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Agriculture Department estimates, 1982-1983, supplementary (B)—Agriculture Department estimates, 1983-1984, main—Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill—Farm Loans Interest Rebate Bill; Saskatchewan

Farm Financial Assistance Program, *see* Farm Credit Corporation—Budget, June 28/82—Budget, Apr. 19/83

Farm improvement loans, 109:24
Availability, refusals, reviewing, etc., 2:10-7, 26-7; 50:19-22; 68:12-3
Ceiling, raising to $100,000, 1:15; 2:7-8, 13-5, 19-23, 26
Credit unions, participation, 2:24
Farms, family farms, partners, 2:13-4
Information program, need, 2:8, 25
Interest rates, prime lending rate plus 1%, 2:16, 26; 52:22
Jurisdiction, transferring from Finance Department to Agriculture Department, 2:7, 11, 24-6
Legislation
Extension from July 1/80 to June 30/83, 2:7
See also Farm Improvement Loans Bill (C-27)
Lending institutions, role, federal guarantees, etc., 2:6-7, 16, 26; 15:13-4, 23-4; 50:18-20, 27; 52:18, 25
Scope, extension, farm machinery, land, etc., 2:7, 10, 19-20, 24-5
Security required, 2:23
Statistics, number, amount, claims, recoveries, etc., 2:8-10, 16-20; 2A:1-2
1981-1982, 31:7
See also Quebec Farm Improvement Loans Act

Farm Improvement Loans Bill (amdt.)—C-27. Minister of Agriculture
Consideration, 2:6-28; report to House without amdt., 2:28, agreed to, 5
Clause 1, 2:27, carried, 4
Clause 2, amdt. (Mr. Althouse), 2:27-8, not in order, 4
Clauses 2 to 5, 2:28, carried, 4
Title, 2:28, carried, 4

Farm income, 5:28-9; 43:17
Stabilizing, cash assurance program, implementing, 6:18

Farm Loans Interest Rebate Bill—C-134. Minisrer of Agriculture
Consideration, 90:11-34; report to House without amdt., 90:31, agreed to, 6
Clause 1, 90:6, carried, 92:3
Clause 2, 90:12-31, carried, 6
Clauses 3 and 4, 90:31, carried, 6
Title, 90:31, carried, 6

Farm machinery and equipment
Price increases, repairs, etc., 2:19-24; 51:15
Trade, Soviet Union, 110:23-4
See also Farm improvement loans—Scope

Farm products
Exports, promoting, 1:15; 11:6-7; 13:6; 31:6; 56:32-3
Canagrex role, 56:5-16, 24-37
See also General Agreement on Tariffs and Trade
Marketing boards, 1:15; 11:16-7; 34:28-9; 41:4-5; 43:12, 25-6; 53:17, 25, 29; 61:20-4; 66:38-9
Economic Council report, *Reforming regulation*, supporting, 37:9-11, 16-7, 20, 27-31, 37-40; 66:23-5, 39-40
Establishing, criteria, procedure, 24:14-5, 18-9; 69:39
See also Beef; Canagrex; Lamb/mutton; National Farm Products Marketing Council; Pork; Potatoes; Poultry industry
Overproduction, using as energy resource, *see* Agriculture—Research and development
Stabilization programs, 1:14; 11:16; 23:19
Promoting, expenditures, etc., 6:17-8; 11:10; 21:7; 23:20; 48:20-1, 26, 34-5; 66:36-8
Provinces, "top loading", etc., 3:13; 6:24-5; 11:18-9; 50:12; 104:10
Senate Agriculture Committee recommendations, 48:25, 34-5
1965 tree and vine program, B.C. provincial government/federal compensation, debt cancellation, 14:7-8
See also Agricultural Stabilization Act; Barley; Canagrex; Cattle; Fruits and vegetables—Apples; Hog industry; Lamb/mutton; Livestock; Milk; Pork; Potatoes; Soybeans; Western Grain Stabilization Program; Wine industry
Trade, Common Market, 60:8
See also Agricultural Products Co-operative Marketing Act; Agricultural Products Standards Bill (C-98); General Agreement on Tariffs and Trade

Farm Products Marketing Act, 87:45; 89:42-3

Farm Purchase Program, *see* Saskatchewan

Farmers
Bankruptcies, increase, 21:22-4; 22:14-5; 43:18, 22, 24-5; 49:11; 50:20-1
Canadian Farm Survival Association, President Allan Wilford, jailed for conducting penny auction, hunger strike, 100:29
Debts, moratorium, proposing, 5:24-5; 49:10-1; 52:11-2, 19
Efficiency, promoting grass-fed cattle, 43:20-2
Indebtedness, statistics, interest rates effects, countermeasures, 22:4-5; 37:31-3; 43:22, 25; 49:15-6, 20; 51:12, 22-4; 52:15-6
Isolation, developing, 51:29-30
Production costs, interest rates effects, 21:21-2; 43:24, 27; 48:31-3; 51:7, 12-4
Productivity increase, 43:18, 20; 49:24, 27-8
Young farmers, 50:13-4; 52:44; 54:21
See also Banks and banking; Canada Savings Bonds; Canagrex; Canfarm Co-Operative Services; Energy resources; Farm Credit Corporation; Gasoline; Grain—Producers; Income tax

Farmers' Creditors Arrangement Act, amending, legislation, 52:11-2, 26-7
Committee, referral, 103:6

Farmers' Creditors Arrangement Act, amending,...—*Cont.*
Order of reference, requesting, 100:29
Subcommittee referral, *see* Farm Credit Arrangements Subcommittee

Farmers' Creditors Arrangement Bill (amdt.)—C-653, *see* Farm Credit Arrangements Subcommittee—Order of reference

Farms
Canada Plan service, 2:25
Family farms, *see* Farm improvement loans
Prices, increases, 49:13, 22; 50:4-6, 9; 51:14-5, 25-8; 52:16-7
See also Income tax—Capital gains

FarmStart Corp. Loan & Grant Program, Sask., 13:30; 50:20-1

Fast, Mr. H. (Deputy Director (West); Director, Grain Inspection Division, Grain Commission)
Grain Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 18:8-10, 24
Grain Commission estimates, 1983-1984, main, 106:22

Federal-provincial relations, *see* Soil conservation

Feed grain and fodder
Alfalfa seed, verticillium wilt disease, B.C., precautions, 5:16-7
Coarse grain production, Common Market competition, 115:7
Exports/imports, permits, 28:14, 19-20, 32
"Fudge factor", 114:27-9
Exports, statistics, 105:6-7
Freight assistance, 7:23; 13:16; 54:33; 91:13-5, 32; 105:4, 7, 10-1
Adjustment fund, 11:10-1, 15-6; 13:7; 14:13-5; 15:9-11; 31:7, 22-3; 66:13, 26; 73:15
Atlantic provinces, 3:5, 10-1, 15, 19; 15:10; 23:26-7; 71:10-3, 20-4; 105:12-5, 30-5
British Columbia, 3:5; 7:7; 14:13-5, 25; 15:9-10; 71:21-4; 105:12
Claim procedure, 3:11; 71:12-3
Cost, per ton, etc., 3:7-11, 16, 23; 7:7; 105:12-7
Livestock Feed Board administering, 3:23; 7:7, 21, 25; 28:7, 13-7; 71:4-7, 10; 105:7
Meat, comparitive costs, 3:15-6, 20-1; 3A:1-3; 28:28; 71:5-6, 13-5, 19; 105:6, 27-8
Ontario/Que., 3:14-5; 4:5-7; 14:13-5, 20, 25; 15:9-12; 28:23-5, 31; 71:10-1, 19-22; 105:12-5
Yukon Territory/N.W.T., legislation including, 1:15; 2:8; 3:4-27; 4:5-7; 28:29-30
Delivery points, concentrated production areas, 3:12
Eligible products, 3:27
Trucking system, 3:12-3
See also Livestock Feed Assistance Bill (C-15)
Freight rates, 7:7-8, 18, 23; 28:9
Grading system, protein testers, 18:20-1
Hopper cars, availability, 28:32-3; 71:8; 105:31
Imports, 71:17-8
See also above Exports
Information publications, *Weekly feed grain market report, Grain facts,* Livestock Feed Board disseminating, cost, etc., 7:8-11; 28:8-9, 33; 71:8, 15-6; 105:8
Marketing, Wheat Board jurisdiction, shifted to open market, restoring, Wheat Board/Livestock Feed Board joint meeting, 3:23-5; 11:4-6; 13:18-23, 30-3; 105:22-3, 31-2
Movement, 7:9; 28:9
Polychlorinated biphenyls, inspection system, 9:22-3
Policy, reviewing, 105:23-6; 106:12-3
Price
Corn competitive formula, etc., 28:9-16, 22; 71:21; 91:6-10, 20-1, 30-3; 92:12, 18, 23-7; 105:24-5, 31-4; 106:12-3; 115:27-9
Documents/calculations, tabling, 112:13-5, 20-1; 113:28-32, 49-50; 114:20-4, 27-30; 115:16-8

Feed grain and fodder—*Cont.*
Price—*Cont.*
Initial
Wheat Board increasing, 115:11-4
Production, market situation, consumption decrease, meat effect, etc., 7:5-7; 28:5-7, 14, 17; 105:4-6
Wheat Board/off-board differential, 7:12-3, 19-20; 71:18
Research, 7:27-8; 11:15; 13:7; 28:30-1; 71:23; 103:17-9; 109A:9-15
Statistics, 105A:1-16
1979-1980, 1980-1981, 1981-1982, 71A:1-12
Stock levels in elevators, statistics, 7:14-5, 21, 25-7; 71:16-7
Storage facilities, 3:22; 7:17-8, 23
Inland elevator programs, 7:7-8; 28:7-8, 18, 29; 71:7, 10; 91:13-4; 105:8, 28-9
Livestock Feed Board/Agriculture Department administering, 7:7-8; 28:7
Local feed grain security program, 7:7-8, 19; 28:7-8, 29; 71:7-10; 105:7-8
Substitutes, promoting access to Common Market, 103:14-5
Supplies, projections, 28:23-4
United States policies affecting, PIK program, etc., 105:6, 36-7; 115:7, 25, 44
Wheat Board handling charges, 26:37-8; 71:6
See also Drought; Freight rates—Crow's Nest Pass rates, Revision

Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Ferguson, Mr. Ralph (L—Lambton-Middlesex; Parliamentary Secretary to Minister of State for Small Business; Vice Chairman)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 1:38-9; 9:23-4; 13:21-2, 34
1980-1981, supplementary (B), 14:9-11; 15:12-4; 16:10-2; 19:11-3
1981-1982, main, 23:13-5; 30:22-3; 31:14-5
1981-1982, supplementary (C), 48:12-3
1982-1983, main, 66:38-40, 50; 68:4, 8, 15-7, 28-9, 40; 71:16-8
1983-1984, main, 107:14-5; 109:10-2
1983-1984, supplementary (B), 113:15-8, 47-8
Canagrex Bill (C-85), 53:16-20; 55:23; 56:30-3; 59:12-5, 27-8, 38, 41; 62:21-2; 63:28; 64:10-3, 37-40; 65:14-7; 69:4, 8-9, 14, 17, 26-7, 44-8; 70:21-4; 72:16-21; 74:23-6; 76:31-5; 78:22-7; 79:12-3; 80:13; 81:11-2; 82:14; 83:18; 84:20-4, 71; 87:27-9, 59-60; 88:17; 89:52-3
Committee, travel, M., 88:17
Dairy Commission estimates, 1980-1981, main, 10:22-3; 13:21-2, 34
Dairy Commission estimates, 1982-1983, supplementary (B), 94:23-4
Election as Vice Chairman, 56:16-7
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 50:16-7; 51:18-20; 52:33-4
Grain Commission estimate, 1980-1981, supplementary (B), 18:10-2
Grain Commission estimates, 1981-1982, main, 29:8-11
Livestock Feed Board estimates, 1981-1982, main, 28:23-5, 31
Meat Import Bill (C-46), 34:16-7, 29; 36:15-8; 37:38-40; 44:15-7
Organization meeting, 9:7
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:6, 19
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 80:13; 83:18
Ms., 81:11-2
Election of Chairman, M., 98:6
Meetings, 115:15
Quorum, 98:19
Witnesses, 80:13; 81:11-2; 83:18
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:16-8
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:15, 25-7

Fertilizers
Benefits, yield per acre production, etc., 92:29-31; 93:5; 93A:1, 5
Controls, segregation, etc., 27:5-6
See also Energy resources—Prices

Finance Department, *see* Farm improvement loans—Jurisdiction

Fish products, Canagrex including, 53:18; 84:67

Flaten, Mr. Glen (President, Canadian Federation of Agriculture)
Canagrex Bill (C-85), 55:4-23
Meat Import Bill (C-46), 37:4-5, 14-23, 26-7, 30, 37-40

Flax
Canagrex role, 64:4-29, 47; 65:9, 19, 29
Jurisdiction, transferring to Wheat Board, 64:5

Flax Growers Western Canada, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Fletcher, Mr. George (President, Palliser Wheat Growers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 65:7-31

Food
Additives, *see* Hazardous products
Canagrex role, 76:4-40
Exports, regulations, 9:30-1
Inspection system, 76:20, 25
Agriculture Department funds, cost recovery, etc., 5:27; 9:10-1, 16-7, 28-9; 21:10; 27:5-6; 68:4-7, 35-7
See also Meat; Potatoes; Veterinary inspectors
Pesticides affecting, testing, etc., 9:29, 34-6; 92:14-5
Production, promoting self-sufficiency, 1:12; 43:24-5
Research and development
Agriculture Department funds, etc., 30:4-5; 104:7-9
See also Experimental farms—St. Hyacinthe, Que.
Trade, 32:7-9; 53:6; 54:9; 58:11-2, 19, 23; 61:4-5, 18-9
Using as tool for political power, 89:46
See also Agri-food strategy; Developing countries; External aid; World Food Council; World Food Day

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), 45:9, 24

Food prices
Consumer price index, Statistics Canada publishing, 32:16-7
Increase, supermarkets profiteering, 13:21-2; 22:25-9; 43:10-1
See also Beef—Prices
Producer/consumer retail price index, Agricutlure Department publishing, 13:21-2; 32:7, 10-3, 16-8; 66:24-5
Production, market situation, etc., 58:7-8, 12, 15-6, 20-1, 28-30; 60:15-8; 61:6
Transportation, freight assistance, etc., 58:11, 22-3

Food processing industry
Canagrex role, 58:4-35
Statistics, 58:32-3
United States, plant closures, 58:24
See also Metric conversion

Foot-and-mouth, *see* Cattle

Foreign Cattlebreed Evaluation Program, *see* Cattle—Research and development

Fort Simpson, N.W.T., *see* Experimental farms

Fredericton, *see* Experimental farms

Freight rates
Crow's Nest Pass rates (1925 statute)
Argue position, 26:35-6
Gilson task force, 90:12; 99:29-31; 105:20; 106:11
Government subsidizing difference between rates and railway costs, 52:15
Livestock, effects, 20:9, 21-6, 32-3
Processed raw materials, eligibility, 13:16
Retention, cost, Hall (Emmett) report recommendations, 13:16-8; 26:33
Revision, new rates, Feb. 1/83 announcement, 99:25-6; 103:14, 24; 108:20
Advertisements, Agriculture Department funds, 99:26-31; 104:20; 105:25
Feed grain, effects, 105:11, 17-28; 106:12-5
Livestock Feed Board role, 105:21-2, 25-6; 106:13
Grain Commission role, 106:6-13
Quebec farmers, effects, 103:32-3; 105:20; 106:8-10
Western provinces, adverse effects, 13:16
Whelan position, 23:18-9
See also Feed grain; Food prices; Livestock—Transportation; Potatoes—Transportation; Rapeseed

Fruits and vegetables
Apples
Apple industry compensation re-establishment program, 112:10, 16; 113:6-12, 47-9; 114:5-8, 13
Quebec, frost damage, compensation, 47:20-1; 99:23-4
Quebec, special Farm Credit Corporation loan program, refinancing/debt consolidation, 99:24; 101:15-6
Research and development, 103:26-8; 104:17
Southwest Ont., poor growing conditions, Harrow Research Station studying, 104:13-5
Surplus, inadequate storage/processing facilities, stabilizing, etc., 14:22-4
British Columbia Tree Fruit Marketing Board, 53:19; 54:4-5, 20-1
British Columbia tree fruits industry, 114:5-8
Canagrex role, 70:5-15; 72:19-20; 87:21-2
Cherries, surplus, processing, etc., 11:19
Grapes, *see* Wine industry
Greenhouse industry
Chicoutimi, Que., recycled heated water as energy resource, 4:16-7
Research and development, 104:15-7
Southern Ont., Bruce atomic energy generating plant heating, 4:18
Imports, pesticide residues, testing, 97:6-8
Onion industry, 45:18; 48:5-7, 12-3
Inspection regulations, grade criteria, establishing, 113:15
Producers, interest free advance payments, 21:25
Refrigerated warehouses, need, 5:34; 6:22-3
See also below Storage construction financial assistance program
Research and development, 12:7
Peas, flat, 92:28; 93:4; 93A:1, 4
See also above Apples; Greenhouse industry
Storage construction financial assistance program, 1:27; 5:34-5; 6:22-3; 11:19-20; 14:8-11, 20-1; 15:7-8; 23:26; 32:5, 9-11, 14-5, 27-8; 54:6-7; 112:10-3; 113:5
Transportation, perishable goods, deterioration, buyer/seller compensation, arbitration procedure, legislation, 95:5-20; 96:5-15; 97:5-16
Honey, legislation including, 97:9-10
See also Agricultural Products Standards Bill (C-98)
See also Beans; Potatoes

GATT, *see* General Agreement on Tariffs and Trade

Galenzoski, Mr. Lloyd (Chief, Loan Development, Farm Credit Corporation)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 100:10

Gambling, *see* Race tracks

Gasohol, *see* Gasoline

Gasoline
Excise tax, farmers, removing, 113:52-3
Fuel consumption for automobiles, B.C. research, economic viability, 6:21-2
Gasohol, research and development, funds, etc., 12:14-7; 23:10, 25

Gaudet, Mr. Pierre (First Vice President, Canadian Federation of Agriculture, President, Union des producteurs agricoles du Québec)
Meat Import Bill (C-46), 37:10-2, 15-9, 25-6, 29; 41:4-18

General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), 23:15-6; 46:10-1
Farm products, exports, promoting, 1:15
Farm products, 1982 negotiations, 45:5, 9, 16, 22-4; 47:15
See also Beef; Cheese—Exports; Pork—Exports

Gibson inquiry, *see* Dairy Commission

Giebelhaus, Mr. Dan (Vice President and Chairman, Alberta Pork Producers' Marketing Board; Canadian Pork Council)
Canagrex Bill (C-85), 69:10-1, 14, 17

Gifford, M.N. (Assistant Director, International Trade Policy Division, Agriculture Department)
Meat Import Bill (C-46), 46:8-16, 22-4

Gilson task force, *see* Freight rates—Crow's Nest Pass rates

Girt, Mr. J. (Regional Development Directorate, (Regional Development Branch), Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, supplementary (B), 92:19-20; 93:30-1

Gorbachev, Mr. Mikhail S. (Member of Politburo; Secretary of Agriculture in the Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union; Head of Soviet Parliamentary Delegation)
Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:9-25

Gordon, Mr. R.C. (Chairman, Canadian Sheep Council)
Meat Import Bill (C-46), 35:6-29

Gourde, Mr. Gaston (L—Lévis)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 99:30
Canagrex Bill (C-85), 56:16
Dairy Commission estimates, 1982-1983, supplementary (B), 94:10-3

Government
Clark government, previous, *see* Alcohol; Railways, branch lines
Regulation, Economic Council report, *Reforming regulation, see* Farm products—Marketing boards

Government contracts, purchases, etc., *see* Wine industry

Government departments, boards, agencies and commissions *see* Canagrex—Co-operation

Gracey, Mr. Charles (Manager, Canadian Cattlemen's Association)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 20:16-8, 27-8, 34
Meat Import Bill (C-46), 38:6-21, 26-7; 39:4-18, 21-6

Grain
Acreage reduction, LIFT program, 26:33; 89:46
Alberta Grain Commission, jurisdiction, 29:23-4, 27
Canagrex role, 65:4-31; 74:10-5, 19-21, 30-1; 76:30; 78:4-37

Grain—*Cont.*
Dealers, 18:13-4
Durham, 65:9
ECON Consulting Ltd., Man., bankruptcy, farmers, assistance, etc., 66:19-22; 68:18; 73:4-13, 16-20, 27-35; 84:58-9; 106:5, 15-6
Exports, 18:8; 26:6; 28:4; 53:6; 60:10-1; 65:5-6, 9-10, 15
Brazil, credit program, 115:18
China, 65:18, 23
Goal, 30 million metric tonnes by 1985, 26:7, 17, 20, 27-9
Poland, credit program, 115:18, 29-31
Soviet Union, 110:6, 18-9
Agreement, May 26/81 announcement, 31:26-7
Restraining, U.S. embargo, Soviet invasion of Afghanistan, compensation to producers, 5:22-4, 27-8; 11:9, 13; 13:10-2; 21:15-8; 26:6, 13-6; 28:5; 47:8-9, 23-7; 66:13; 73:16; 78:25-7
Western Development Fund, 47:23-6
See also Barley; Oilseeds; Rapeseed; Soybeans
Wheat Board role, 26:17-20, 28-9; 60:10-1; 61:9-10, 14, 22-4, 27-8; 62:12-3; 74:10-1, 14; 84:22, 29; 115:6-7
See also Churchill, Man.; Grain transportation—System and *see also below* Inspection system
External aid, Mazambique, etc., 115:21-2, 41
Grading system, 18:9-10; 29:32; 66:43-4; 73:21-3
Protein testers, 18:18-20; 29:32; 106:20-1, 25-8
Inspection system
Exports, 29:14
Grain Commission role, 106:17-22
Imports, 18:10-2
Calgary/Lethbridge, Alta., 18:24-5
Inspectors, increase, 29:14
Market assurance plan, proposal, 20:19-20; 26:33-5, 39-40
Marketing, Canada-U.S. relations, Washington May 9/81 meeting, 24:7
Ontario, 1980 winter wheat crop, vomitoxin outbreak, compensation, etc., 9:24-6; 18:8, 26-7; 29:18
Ontario, 1982 wheat crop, mould outbreak, compensation, etc., 113:42
Pool, account, 26:18
Price, 5:22-4, 31; 7:5-6; 115:45
Initial, announcing, pre-seeding policy, changing, 26:11-3, 18-21, 26-8, 33, 45-6; 37:40
Initial, Wheat Board increasing, 13:25-6; 115:11, 14
Two-price system, domestic floor price and consumer subsidy, legislation, etc., 5:22; 90:7-11
See also Two-Price Wheat Bill (S-6)
Producers, bankruptcies, increase, 65:21
Producers, interest free advance payments, 52:16-7; 115:37-8
Production
Beef imports affecting, 43:12
Costs, 65:11-2
Target, projections, 7:4-6
Quality, 115:7
Quotas, 26:46-7
Extended crop year deliveries, final payment pooling, Wheat Board act amending, farmer compensation, etc., 26:36-9
Wheat Board increasing, 113:38-9; 115:8, 38-40
Research and development, 12:7; 23:26-7; 30:28; 73:16, 21-4; 93:10; 103:30-1; 105:34-7; 106:20-1
Nitrogen fixation, 12:30
Wheat Board seminar, 19:16-7
See also Plant breeders rights; Prairie Farm Emergency Fund
Subsidies, U.S. comparison, etc., 115:24-5
United States comparison, 115:7
See also above Subsidies
Wheat Board
Final payments to producers, pools, closing, etc., 115:9-11, 35-7

Grain—*Cont.*
Wheat Board—*Cont.*
Responsibility, 65:5, 12-3, 24-8
See also above Exports; Price; Quotas; Research and development
See also Barley; Corn; Feed grain; International Wheat Agreement; Metric conversion; Oats; Prairie Grain Advance Payments Act; Trade

Grain Commission, 99:10-1
Annual report for 1981, tabling, 73:13-4
Annual report for 1982, 106:4, 12
Bonding policy, 106:5-6
Budget, 1982-1983, 66:11
Estimates
1980-1981, supplementary (B), 18:4-29
1981-1982, main, 29:5-33
1982-1983, main, 73:4-35
1983-1984, main, 106:4-29
Licenses, review, 106:6, 26-7
Staff, 106:16
Shortage, 5:27-8
See also Beans—White beans; Freight rates—Crow's Nest Pass rates, Revision; Grain—Inspection system; Grain elevators; Grain transportation—System

Grain elevators
Companies, charges, variance, etc., 115:41
Country system, congestion, *see* Grain transportation—CP Rail labour-management dispute
Drying facilities, *see below* Vancouver
Grain Commission tariffs, increase, grading/checking/testing, etc., 4:9-10; 29:14-6; 106:7-8, 18-26; 115:41-2
Inland, *see* Feed grain
Lomond, Alta., congestion, increasing capacity, etc., 29:28-9
Montreal, 18:21-2
Moose Jaw, Sask., maintaining, 1:36-8; 5:17-8; 13:7-10; 18:4-10; 29:5-7; 73:14-5
Privatization, 89:30
Saskatoon, 29:7-8
Thunder Bay, Ont., port operations, etc., 18:17; 26:8; 29:11-2, 25
Vancouver, drying facilities, 29:12
Vancouver, unloading capacity, congestion, etc., 18:17; 29:25
Wheat Board tariffs, increase, country system, etc., 26:18-9
See also Churchill, Man.; Prince Rupert, B.C.; Railways, branch lines

Grain transportation
CP Rail
Labour-management dispute, congestion/delayed shipments, 18:18
See also below Hopper cars
Co-ordinator
Appointing, 18:28-9; 29:21-2
Horner, Dr. Hugh, resignation, 18:16
Radke interim replacement, 29:33; 65:17-8
Mandate, terms of reference, etc., 29:21-2
Demurrage charges, 5:9-10, 22
Hopper cars, increasing, 18:15-6
Alberta, 29:11
CP Rail purchases, 18:18
Government, purchases, 26:33-5
Private enterprise purchasing, 29:29-30
Wheat Board purchasing 2,000, 26:29-30, 40-2; 115:20, 42-3
Railway box cars and hopper cars, "one producer per car" rule, changing, 29:16-7
Railway box cars and hopper cars, statistics, 7:18-9; 7A:1; 106:18-23
Shipping, Wheat Board alleged laker acquisition, 26:29-30; 29:12

Grain transportation—*Cont.*
System, Grain Commission role, 18:16-7; 73:25-6
System, inefficiency, relationship to exports, etc., 65:15-6
Wheat Board
Handling charges, 115:26
See also below Hopper cars; Shipping

Grains Group Marketing Office, Industry, Trade and Commerce Department
National industry-wide conference, October, 1982, 103:14
See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Two-Price Wheat Bill

Grapes, *see* Wine industry

Greenhouse industry, *see* Fruits and vegetables

Grosse Île, Que., *see* Animals

Groundwater, Mr. Richard (Director, Alberta Canola Growers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 62:5-10, 13-7, 20-7

Guelph, Ont., *see* Experimental farms

Gurbin, Mr. Gary (PC—Bruce-Grey)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 6:19-22
1981-1982, main, 21:21-3; 30:25-7; 31:30-3
1981-1982, supplementary (C), 48:18-20
1982-1983, main, 66:10
1983-1984, supplementary (B), 112:24, 27-30; 113:34-8, 51-2
Canagrex Bill (C-85), 54:26; 78:34-8; 81:15-6, 30; 82:12, 19-21; 84:61, 79-82; 85-6; 87:24-7, 55-8; 88:10-1; 89:22-4
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 50:24-9; 51:28-32
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:33
Livestock Feed Board estimates, 1981-1982, main, 28:25-8
Meat Import Bill (C-46), 36:24-5; 39:21-2; 42:11; 43:9-10; 44:17-9
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 8:12; 81:15-6; 88:10-1
Minister, 66:10
Witnesses, 78:37-8; 81:15-6

Gustafson, Mr. Len (PC—Assiniboia)
Agriculture Department estimates
1981-1982, supplementary (C), 48:31-3
1983-1984, main, 100:17-8; 101:24-5
1983-1984, supplementary (B), 113:38-41, 52-3; 114:24-6
Canagrex Bill (C-85), 78:36; 81:12; 82:33-4; 83:15, 18-9, 30; 84:35-6, 58, 75; 85:27; 89:37-40
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 52:23-4
Meat Import Bill (C-46), 43:19-21; 45:20-2
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:12-9
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, establishing, 98:12-6
Agenda and procedure subcommittee reports, 83:15, 18-9, 30
M. (Mr. M. Dionne), amdt. (Mr. Schellenberger), amdt. to amdt., 81:12
Quorum, 98:18-9
Witnesses, 81:12; 83:15, 18-9, 30
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:22-5

Haines Junction, Y.T., *see* Experimental farms

Hall, Mr. Barry (President, Canadian Meat Council)
Meat Import Bill (C-46), 34:4-6, 13-5, 18, 26-7

Hall (Emmett) commissions, *see* Freight rates—Crow's Nest Pass rates; Railways, branch lines

Halstead, Dr. R.L. (Research Co-ordinator, Resources; Director General, Program Co-ordination Directorate, Research Program (Research Branch), Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 12:31-2
1982-1983, supplementary (B), 92:30-1; 93:8
1983-1984, supplementary (B), 112:7

Hamilton, Hon. Alvin (PC—Qu'Appelle-Moose Mountain)
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:36-9

Hamilton, Mr. Frank (PC—Swift Current-Maple Creek)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 1:12
Grain Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 18:18-21

Hamilton, Mr. William (Secretary, Canadian Pork Council)
Canagrex Bill (C-85), 69:4-8, 14, 21-3, 26

Hanley, Mr. Gavin (President, Flax Growers Western Canada)
Canagrex Bill (C-85), 64:4-13, 18-29

Hanson, Mr. George (President, New Zealand Lamb Company, New Zealand Meat Producers' Board)
Meat Import Bill (C-46), 42:11

Hargrave, Mr. Bert (PC—Medicine Hat)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 1:28-32, 35; 4:21-4; 9:12-5; 11:4-6, 9-10; 12:17-9; 13:30-3
1980-1981, supplementary (B), 14:6, 15-7; 16:13-5
1981-1982, main, 20:12-5; 21:28; 22:6-11; 24:19-21; 27:7-11, 17, 21-3, 29; 30:16-8
1981-1982, supplementary (C), 47:18; 48:28-9, 33-4
1982-1983, main, 66:7-8, 14-9, 36; 68:40; 71:19-22
1982-1983, supplementary (B), 91:15-9; 93:24-7
1983-1984, main, 104:27-31; 107:12, 16-9
1983-1984, supplementary (B), 112:27; 113:18-22, 31
Canagrex Bill (C-85), 55:11-3; 57:7-11; 58:30-1; 64:14-6, 41-2; 65:7-11, 27; 67:7-9, 29-33; 69:35-9; 70:7, 15, 24-7, 46-50; 77:10-4; 78:21-2; 80:8-12; 81:5-7, 10-2; 82:9-12; 83:11-3, 32-4, 38; 84:19-20, 34-5; 85:28-9; 88:8, 14; 89:15-8, 46, 51
Committee, travel, 8:6-9
Dairy Commission estimates, 1983-1984, main, 102:13-6
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:29-33; 50:6; 51:32-3
Farm Credit Arrangements Subcommittee, 103:6-7
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:31-2
Grain Commission estimates
1980-1981, supplementary (B), 18:16-8, 28-9
1981-1982, main, 29:18-21
1983-1984, main, 106:5, 11-4, 22-3
Livestock Feed Board estimates, 1983-1984, main, 105:20, 23-6
Meat Import Bill (C-46), 33:8-11; 36:5-9; 37:6-9; 38:14-6, 27; 39:13, 27-8; 40:8-11, 19-20; 41:7-10; 42:4-5, 8-9; 43:7-9; 44:5-8; 45:7-9, 12-3; 46:5, 14-25; 47:13-7
Organization meeting, 9:8
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 8:6-9; 80:8-12; 81:5-7, 10-2; 83:11-3, 32-4, 38; 88:14; 103:6-7
M., 29:20
Documents, 67:9
Estimates, 66:7-8
Meetings, 48:28-9
Questioning of witnesses, 18:23; 106:11
Witnesses, 14:6; 80:8-12; 81:5-7, 10-2; 83:11-3, 32-4, 38
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:23-6

Harrow, Ont., *see* Experimental farms

Hasselaar, Mr. John (Member, Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange)
Canagrex Bill (C-85), 78:20-5, 28-36

Hawkins, Mr. Kerry (Chairman, Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange)
Canagrex Bill (C-85), 78:4-5, 21, 24, 31, 36

Hazardous products
Chemicals/drugs/food additives/pesticides, health hazards, IBT laboratories (U.S.) testing, publicizing results, etc., 27:15-6; 48:5-7
See also Chemicals; Herbicides; Insecticides; Pesticides; Polychlorinated biphenyls

Health and Welfare Department, *see* Pesticides

Henderson, Mrs. Dorene (Women's President, National Farmers' Union)
Canagrex Bill (C-85), 61:17-8

Heney, Mr. M.J. (Assistant Deputy Minister, Food and Agriculture Marketing, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 1:32-3; 4:20-1

Herbicides, 62:16-7
Alafaland, Sask. farmers court case, codifying standards, etc., 108:8-10
2, 4-D, testing, etc., 12:11-2, 17-20; 16:18; 22:16-8; 27:5, 21-2; 92:14
2, 4, 5-T, testing, etc., 22:15-8

Herd Maintenance Assistance Program, *see* Drought

Hill, Mr. C.E. (Director, Marketing Services Division, Marketing and Economics Branch, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, supplementary (B), 112:27

Hill, Mr. Gordon (Chairman, Ontario Bean Producers' Marketing Board)
Canagrex Bill (C-85), 64:29-50

Hill, Dr. H.M. (Director General, Prairie Farm Rehabilitation, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 107:8-11, 14-9, 27

Hodgins, Mr. E. (Vice President, Dairy Commission)
Dairy Commission estimates, 1980-1981, main, 10:24
Dairy Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 15:36, 41, 47

Hog industry
Canagrex role, 70:15-27; 72:17, 20
Farrowing operations, stabilization payments, 5:31-2; 6:4-5; 11:8; 13:12-3; 14:19-20, 24-5; 15:8-9; 23:23-4
Producers
Bankruptcies, 93:19-20
Quebec, 4:26-7
Stabilization payments, 1:14, 38-9; 2:14, 18; 3:14; 11:7-16; 13:12-3; 14:15-7; 21:7; 22:12-3; 23:23-4; 30:27-8; 31:15-6; 37:31, 34-6, 41; 66:11; 91:9; 113:7
Research and development
Cross-breeding with Chinese swine, 103:34-6; 103A:5-7
Genetic, 17:19-20
"White muscle" disease, etc., 12:24-6, 29-30; 30:5, 8-11
Western provinces, adverse effects, 28:20-2, 28
See also Pork

Hollingshead, Mr. Gordon (Director, Lending Operations, Farm Credit Corporation)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 100:7-10, 22-4; 101:11, 14-6
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:7-8, 12-3, 16-8, 22
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:15, 23

Honey, *see* Bees; Fruits and vegetables—Transportation

Horner, Dr. Hugh M., *see* Grain transportation—Co-ordinator

Horse races, *see* Race tracks

Horticulture industry, *see* Canadian Horticultural Council; Fruits and vegetables

Hovdebo, Mr. Stan J. (NDP—Prince Albert)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 1:22-5; 5:22-4; 11:8-9; 12:11-3, 27-8; 13:10-2
1980-1981, supplementary (B), 14:18-20; 19:8-11
1981-1982, main, 21:15-8; 27:15-9; 32:26-8
1981-1982, supplementary (C), 47:25-7; 48:35-6
1982-1983, main, 66:19-22
1982-1983, supplementary (B), 91:9-13; 92:10-3
1983-1984, main, 99:27-30; 100:10-3, 29; 104:20-2
1983-1984, supplementary (B), 112:10-2
Canagrex Bill (C-85), 53:12-6; 54:16-9; 61:24-6; 76:20-2
Committee, travel, 8:9, 12
Dairy Commission estimates
1980-1981, main, 10:15-6
1982-1983, supplementary (B), 94:15-8
1983-1984, main, 108:8-10
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 52:14-8
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:22-4, 27
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:26
Grain Commission estimates
1980-1981, supplementary (B), 18:14-6, 22
1981-1982, main, 29:13-6, 23-4
1983-1984, main, 106:11-8, 23-6
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:8-11
Livestock Feed Board estimates
1980-1981, main, 7:14-7
1981-1982, main, 28:13-5
1983-1984, main, 105:17-20, 31-2, 38-9
Meat Import Bill (C-46), 33:15-8; 37:36-7; 44:9-11; 45:14-7; 47:25-7
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, report, 8:9, 12
Orders of reference, 100:29
Questioning of witnesses, 106:11-2; 108:10
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:13-6
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:13-9, 44

Hunter, Mr. Ken (Marketing Co-ordinator, Marketing and Economics Branch; National Marketing Co-ordinator for Horticultural Products, Agriculture Department)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 96:10-1; 97:11-2
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 14:7-13

Ice cream, standards, etc., 15:36

Ilsley commission, *see* Royal Commission on Patents, Copyright and Industrial Designs

Imports, *see* Animals; Barley; Beef; Birds; Butter; Canadian Importers Association Inc.; Cattle; Cheese; Chickens; Corn; Export and Import Permits Act; Feed grain; Fruits and vegetables;

Imports, *see—Cont.*
Grain—Inspection system; Lamb; Meat; Pork; Poultry industry; Sheep; Soybeans; Trade; Turkeys; Veal

Income tax
Capital gains, farms
Abolishing 51:25
Transferring within family, 47:30; 49:7, 22-3; 50:4, 10; 51:25; 52:23
Valuation day, changing from Dec. 31/71 to Dec. 31/74, 37:24-6; 49:21-3; 50:4-6; 109:17
See also Farm Credit Corporation
Farmers
Cattle, emergency sales, deferred income averaging trust account, etc., 1:29, 32; 4:21-3; 5:14-5; 20:10-1; 49:8, 29
Incentives, need, 1:26-7; 21:19-21
Reclassification and audit, off-farm income, Section 31 of Income Tax Act, effect, prosecutions, 113:50-2
Small business development bonds up to $500,000 for business and farmers, interest treated as dividends, 21:24-5; 48:22; 51:32; 52:13-4
Unincorporated businesses/farmers, including, 20:10-1; 21:23; 37:33, 37; 49:17; 50:8; 52:13
See also Beef—Producers; Farm Credit Corporation

India, *see* Pesticides—Vitavax

Industry Trade and Commerce Department, *see* Exports—Program for export market development; Grains Group Marketing Office; Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill—Two-Price Wheat Bill

Infectious thromboencephalic meningitis (ITEME), *see* Cattle

Inman, Senator Florence (L—Murray Harbour)
Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:21-5

Insecticides
Lindane, labelling, banning, etc., 15:19-22; 16:7-12
Matacil, 22:15-7
See also Cattle—Research and development

Interest rates
Bank rate increases by Bank of Canada, etc., *see* Beef—Producers; Cattle—Industry; Farm credit; Farmers
See also Farm Credit Corporation—Loans; Farm improvement loans

International Wheat Agreement, extending, 115:19-20

Irrigation, western provinces
Agriculture, 19:21
Community pastures, 107:9-10
Moose Jaw, Sask., PFRA study, 107:9-10, 20
Regina, PFRA study, 107:9-10, 20
See also Drought; Prairie Farm Rehabilitation Administration

Israel, *see* Canadian Broadcasting Corporation; Cattle—Exports

Jacques, Mr. Y. (Assistant Deputy Minister, Marketing and Economics, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 11:4-7, 10-2, 15-20
1980-1981, supplementary (B), 14:18, 23
1981-1982, main, 32:4-5, 10-28
1983-1984, supplementary (B), 112:12-3, 20-30
Canagrex Bill (C-85), 53:26-7; 54:31, 35, 39-40; 55:16; 84:5, 43; 85:6-7; 86:9, 28, 40, 43; 87:59-69

Jarvis, Mr. W.E. (Chief Commissioner, Wheat Board)
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:5-23, 28-32, 36-49

Jarvis, Mr. W.E.—*Cont.*
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:9-17, 20-2, 27, 30-1, 36-44

Jefferies, Mr. Brian (North American Director, New Zealand Meat Producers' Board)
Meat Import Bill (C-46), 42:4-13

Jones, Mr. Gary (First Vice President, Canadian Cattlemen's Association; President, Canadian Cattlemen's Association)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 20:7-34
Canagrex Bill (C-85), 69:27-32, 38-46, 49-51

Justice Department, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Kapuskasing, Ont., *see* Experimental farms

Kates report, *see* Dairy Commission

Kelly, Mr. Peebles (Treasurer-Comptroller, Wheat Board)
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:9-10, 19-20, 41-2

Kemptville, Ont., *see* Experimental farms

Kentville, N.S., *see* Experimental farms

King, Mr. Fred (PC—Okanagan-Similkameen)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 30:23-5; 32:27-8
Agriculture Department estimates, 1983-1984, supplementary (B), 112:17-20; 114:5-8
Canagrex Bill (C-85), 53:19, 35; 54:4-7; 70:17-8, 50-1; 74:26-8
Livestock Feed Board estimates, 1983-1984, main, 105:30
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:10-3
Points of order, agenda and procedure subcommittee, 98:13
Points of order, members, 98:10-1

King, Mr. John (President, Alberta Cattle Feeders' Association)
Canagrex Bill (C-85), 72:4-8, 11, 14, 19

Kirk, Mr. David (Executive Secretary, Canadian Federation of Agriculture)
Canagrex Bill (C-85), 55:8-10, 14-5, 22
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 51:4-6, 10-3, 17-33
Meat Import Bill (C-46), 37:5-8, 16, 19-25, 28-30, 38-40

Knoeer, Mr. D. (Second Vice President, Canadian Federation of Agriculture)
Meat Import Bill (C-46), 37:20

Korchinski, Mr. Stanley (PC—Mackenzie)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 4:24-5
1981-1982, main, 23:16-9
1982-1983, supplementary (B), 92:16-7, 28-9; 93:5-9, 16, 28
1983-1984, main, 100:25-6; 104:5-9, 17, 20-1, 24, 32
Canagrex Bill (C-85), 54:20-6, 40-1; 55:21-3; 70:13-4; 83:20-1, 28-30; 84:27-31, 38-9, 47, 58-61, 65-70, 79
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:26; 50:17-21; 51:21-4; 52:18-20, 38-44
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:24-7
Meat Import Bill (C-46), 36:21-4; 37:23; 44:23-5; 45:13-4; 46:12-5, 19, 23-5
Points of order
Agenda and procedure subcommittee report, 83:20-1, 28-30
Bills, 83:38-9
Witnesses, 83:20-1, 28-30
Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:18-9
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:42-4

Kremeniuk, Mr. Terry (Director, Economics and Liaison Services, Farm Credit Corporation)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 100:14

Kristjanson, Mr. R.L. (Assistant Chief Commissioner, Wheat Board)
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:13-4, 22, 44

Kullman, Mr. A. (Senior Financial Officer, Executive Division, Grain Commission)
Grain Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 18:10

LIFT, *see* Lower Inventories for Tomorrow

Labelling, *see* Packaging and labelling

LaBerge, Dr. Don (Grain Research Laboratory, Grain Commission)
Grain Commission estimates, 1982-1983, main, 73:22

Lacombe, Alta., *see* Experimental farms

Ladly, Mr. F. (Executive Vice President, Canada Packers Ltd.; Canadian Export Association)
Canagrex Bill (C-85), 56:9-13, 24-37

Lalonde, Mr. C. (Agricultural Advisor, Agricultural Stabilization Board/Agricultural Products Board, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, supplementary (B), 114:7-8, 11

Lamb/mutton
Imports, quotas, legislation, etc., 21:25-7; 22:13; 23:10-2; 33:12-5, 20-7; 34:10-2, 15-6; 35:7-29; 36:6-12, 15-9; 37:11-2, 15-9; 39:12-3, 16, 19-20; 41:4-7, 15-7; 42:6-8; 43:18-9, 23; 45:10-4, 18-9, 22-4; 46:6-14
Marketing, Que., etc., 41:14-6
Marketing system, establishing, 45:12
Protein content, 45:11
Stabilization program, 43:18-9
See also Meat; New Zealand

Land
Banking, 52:18-20, 23
Values, statistics, 52:18, 23-4
See also Agriculture; Farm improvement loans—Scope

Lapierre, Mr. Jean (L—Shefford; Parliamentary Secretary to Secretary of State)
Organization meeting, 1:10

La Pocatière, Que., *see* Experimental farms

Lapointe, Mr. Normand (L—Beauce)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 96:12
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 5:15
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 22:4-6; 30:8-11; 32:21-3
Canagrex Bill (C-85), 54:24-5; 55:16
Dairy Commission estimates, 1980-1981, main, 10:16-7
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:18
Point of order, agenda and procedure subcommittee report, M., 96:12
Quebec Farm Improvement Loans Act, 2:18

LaSalle, Hon. Roch (PC—Joliette)
Canagrex Bill (C-85), 59:21, 24-7, 39-40; 63:4-5, 9-13
Points of order, questioning of witnesses, 63:4-5
Points of order, quorum, 63:5

Lavoie, Mr. G. (Director General, (Farm Income Services Branch), Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, supplementary (B), 92:23-7; 93:29-30

Leckie, Mr. David (Member, Canadian Food Processors Association)
Canagrex Bill (C-85), 58:11-8, 21-7, 31, 34

L'Ecuyer, Dr. C. (Director General, Health of Animals, Food Production and Inspection Branch, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, main, 68:17, 24-6

Leduc, Mr. Jean-Louis (L—Richelieu)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 5:31

Leibfried, Mr. Jim (Commissioner, Wheat Board)
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:11, 21, 32-6, 43-4

Lemay, Mr. André-Côme (Director, Marketing Service, Union des producteurs agricoles du Québec)
Canagrex Bill (C-85), 63:12-3, 20-1, 25-6, 33

Le Moyne, Senator Jean (L—Rigaud)
Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:15-6

Lennoxville, Que., *see* Experimental farms

LeRoux, Dr. E.J. (Assistant Deputy Minister, Research Program, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 12:4-22, 25-32
1980-1981, supplementary (B), 19:4-22
1981-1982, main, 30:4-28
1982-1983, main, 66:41-4, 47-8
1982-1983, supplementary (B), 91:26-7; 92:4-17, 20-4, 27-30; 93:4-5, 8-9, 33
1983-1984, main, 103:9-13, 16, 20-36; 104:5-9, 14-6, 19, 26

Lethbridge, Alta., *see* Cattle—Brucellosis; Exerimental farms; Grain—Inspection system

Lewycky, Mr. Laverne (NDP—Dauphin-Swan River)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 15:29-31
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 101:8-11, 28-30
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:21-2
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:11, 20
Points of order, members, 98:11
Points of order, quorum, 98:20

Lindane, *see* Insecticides

Livestock
Canagrex role, 67:6-13, 16-23, 26-32; 72:17-8
Improvement program, breeding, registration, etc., 31:6-7, 17-8, 28-9
National showcase herd, 31:7
Producers, stabilization payments, 3:13-4, 17
Research and development, parental blood typing, 9:23-4
Transportation, freight rates, western provinces, discriminatory policies, etc., 13:15-8; 20:23-4; 28:21-3
See also Hog industry
Transportation, railway stock cars, inspection program, 27:7-11
See also Agriculture—Research and development; Cattle; Freight rates—Crow's Nest Pass rates; Hog industry; Sheep

Livestock Feed Assistance Bill—C-15. Minister of Agriculture
Consideration, 3:4-27; 4:5-7; report to House without amdt., 4:7, agreed to, 4
Clauses 1 to 3, 4:7, carried, 4
Clause 4, 4:7, carried, 4
Title, 4:7, carried, 4

Livestock Feed Board
Annual report, 1981-1982, distributing to Committee, 105:20-3
Budget, 1981-1982, 21:6; 28:9; 71:8-9
Budget, 1982-1983, 66:11-2; 71:9
Estimates
1980-1981, main, 7:4-28
1981-1982, main, 28:4-34
1983-1984, main, 105:4-39
Information service, director, appointing, automation, expenditures, 105:8-9
Mandate, terms of reference, objectives, etc., 3:17-23; 7:11-4, 22-5; 28:7
Enlarging, 105:22-3
Operating expenditures, 7:9, 26-7; 28:7-9, 13; 105:9
Staff, 105:9-10, 38-9
Status, 6:10
See also Feed grain; Freight rates—Crow's Nest Pass rates, Revision; Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Agriculture Department estimates, 1982-1983, main—Livestock Feed Assistance Bill

Local Feed Grain Security Program, *see* Feed grain—Storage facilities

Lomond, Alta., *see* Grain elevators

London, Ont., *see* Experimental farms

Lonsdale, Mr. Bruce (L—Timiskaming)
Organization meeting, 1:8-9

Lortie committee, *see* Farm Credit Corporation—Investment

Lower Inventories for Tomorrow (LIFT) Program, *see* Grain—Acreage reduction

Lussier, Mr. G. (Deputy Minister, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 1:11-2, 23; 5:12-3, 19-20, 35; 6:5-6, 29; 13:21-2
1981-1982, main, 21:9-11; 22:24-5; 23:21, 24-5
1981-1982, supplementary (C), 47:24-7; 48:13-6, 18, 21, 27, 30
Canagrex Bill (C-85), 53:13-5, 22

MacDonald, Mr. Joseph A. (President, Thomas Borthwick & Sons (Canada) Ltd., Meat Import Committee of the Canadian Importers Association Inc.)
Meat Import Bill (C-46), 36:8-12, 15, 25-6

MacKenzie, Mr. Ian (Licensing and Arbitration Officer, Dairy Fruit and Vegetable Division, Food Inspection Directorate, Agriculture Department)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 97:14

MacRae, Mr. D. (Advisor, Taxation and Finance; Development Policy Directorate (Regional Development Branch), Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, supplementary (B), 91:18
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:23, 26

Mair, Mr. Arly (Board member, Livestock Feed Board)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, main, 71:11-3, 21-3
Livestock Feed Board estimates, 1983-1984, main, 105:32-3

Malcolm, Mr. Howard (Vice President, Canadian Pork Council)
Canagrex Bill (C-85), 69:9-10, 21-2

Malone, Mr. Arnold (PC—Crowfoot)
Canagrex Bill (C-85), 87:18-24, 27-8, 33, 40-2, 48-9, 54-5, 59-61; 89:21, 24-8, 45-7, 50-1

Mange, *see* Cattle

Manitoba, *see* Beans—Black beans; Drought; Eggs—Quotas; Experimental farms; Pesticides; Potatoes; Triticale

Manitoba Cattle Producers' Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Manly, Mr. Jim (NDP—Cowichan-Malahat-The Islands)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 16:22
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 24:25

Mann, Mr. William G. (Director, Financial Services, Farm Credit Corporation)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 100:21-2, 26-7; 101:5, 17-8
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:23-4

Maple syrup
Canagrex role, 64:25; 67:26; 69:20; 72:16
Producers, interest free advance payments, 22:5; 48:8-10
Research and development, products, promoting, etc., 30:20; 32:21-3; 53:27-8; 54:24-5; 55:16; 57:23

Margarine, *see* Butter

Marine life, *see* Veterinary colleges

Market assurance plan (MAP), *see* Grain

Market Sharing Quota Program, *see* Milk—Quotas

Marketing boards, *see* Farm products

Marshall, Mr. J.W. (Saskatchewan Federation of Agriculture)
Meat Import Bill (C-46), 37:8-9

Matacil, *see* Insecticides

Mayer, Mr. Charles (PC—Portage-Marquette)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 5:13-4; 6:7, 28-30; 13:15-8, 32-4
1980-1981, supplementary (B), 15:5-6, 28, 31-2
1981-1982, main, 20:19, 31-2; 22:18-22; 24:23; 27:25-9; 30:20-2, 27-8; 31:10, 20-7
1981-1982, supplementary (C), 48:21-6, 28
1983-1984, main, 101:16-7, 20, 30-3, 36-7
1983-1984, supplementary (B), 113:6-11, 24, 27, 41-7, 50-1; 114:10-1, 14-9, 23, 27-30
Canagrex Bill (C-85), 54:9, 29-33; 56:23, 37; 57:18-21, 25-6; 67:22; 74:9, 31-5; 76:17-20; 78:25; 82:27-30; 88:9-10, 13; 89:30-6, 54
Committee, travel, 8:16
Grain Commission estimates
1981-1982, main, 29:21-3, 31-3
1982-1983, main, 73:4-8, 27-34
1983-1984, main, 106:5-8, 15, 18-21, 26-9
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:14-21
Livestock Feed Board, estimates, 1980-1981, main, 7:9-14
Livestock Feed Board, estimates, 1981-1982, main, 28:10, 16-23, 27, 31-4
Meat Import Bill (C-46), 34:26-7, 30-2; 35:19-22; 39:16-20; 40:11-3, 20-5; 45:18-20; 46:7-9, 24
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 8:15-6; 88:12-3
Division bells, 56:37
Documents, 101:37; 114:14
Meetings, 90:10; 115:15
Minister, 101:31-3
Orders of reference, 101:36
Questioning of witnesses, 114:18-9

Mayer, Mr. Charles—*Cont.*
Points of order—*Cont.*
Witnesses, 29:33; 115:15
Two-Price Wheat Bill (S-6), 90:7-10
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:44-9
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:15, 23, 27, 35-40, 43-5

Mazankowski, Hon. Don (PC—Vegreville)
Canagrex Bill (C-85), 78:27-31; 80:15-6, 20, 23-8
Points of order, agenda and procedure subcommittee report, 80:15-6, 20, 23-8
Points of order, witnesses, 80:15-6, 20, 23-8
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:18-23, 42

McAnulty, Mr. John (Director of Transportation, Livestock Feed Board)
Livestock Feed Board, estimates, 1891-1982, main, 28:32-3

McBride, Mr. B. (Associate Diretor, Production Development, Farm Development Division, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 16:12, 21-2

McCain, Andrew, *see* Canagrex—Correspondence

McCain, Mr. Fred (PC—Carleton-Charlotte)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 95:8-10, 14-20; 96:8-15
Agriculture Department estimates
1981-1982, main, 23:25-7, 24:24-5
1982-1983, main, 66:9-10, 26-9; 68:4-10
1982-1983, supplementary (B), 91:9
1983-1984, main, 100:27; 101:4-8, 30, 34-7; 103:15-20; 104:16, 22, 29, 32; 109:4-5, 10, 13-6, 24-7
Canagrex Bill (C-85), 53:35; 58:33-4; 59:7-12, 15, 28-33, 36-41; 60:5-8; 64:23-4, 46-7; 70:7-10, 15; 72:13-6, 21-4; 79:13-7, 27-9; 80:10-1, 20, 25-8; 82:31-2, 37-9; 84:19-21, 31-4, 41, 77-9; 86:37-9; 87:7-8, 28-9, 34-8, 48-9
Dairy Commission estimates
1982-1983, main, 75:18-20, 27-8
1982-2983, supplementary (B), 94:20-2
1983-1984, main, 102:18-22; 108:3-8, 25-8
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 50:13-6; 52:28-31, 35, 40-4
Livestock Feed Board estimates, 1983-1984, main, 105:10-6, 30, 33-8
Meat Import Bill (C-46), 37:13-5; 39:20-1; 44:13-5; 45:24-5
Points of order
Agenda and procedure subcommittee report, 80:10-1, 20, 25-8
Bills, 83:41
Documents, 101:36-7
M., 109:4-5
Minister, 101:36
Orders of reference, 101:36
Estimates, 66:9-10
Witnesses, 80:10-1, 20, 25-8

McCoy, Mrs. S. (A/Director, Overseas Projects Division, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 31:25

Mc Crea, Mr. J. (Director General, Finance Directorate, Finance & Administration Branch, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, supplementary (B), 114:16, 25

McGowan, Dr. J.E. (Assistant Deputy Minister, Food Production and Inspection, Agriculture Department)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 96:13-4

McGowan, Dr. J.E.—*Cont.*
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 5:7-9; 6:12-4; 9:9-12, 16-24, 27-37
1980-1981, supplementary (B), 15:15-6; 16:4-8, 16-23; 17:4-10, 14-5, 19-20
1981-1982, main, 27:4-22, 27-9
1981-1982, supplementary (C), 48:13
1982-1983, main, 68:5-6, 14-7, 24, 27-8
1982-1983, supplementary (B), 91:28-30, 34-6

McGregor, Mr. Otis (Secretary-Manager, Ontario Soya Bean Growers' Marketing Board)
Canagrex Bill (C-85), 77:15-6; 80:5-8

McIsaac, Dr. Cliff (Commissioner, Dairy Commission)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, main, 75:22

McKenzie, Mr. Donald N. (Member, Prince Edward Island Potatoe Marketing Board)
Canagrex Bill (C-85), 79:8, 11-6, 21-2, 24, 27-30

McKnight, Mr. Bill (PC—Kindersley-Lloydminster)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 4:8-12
1981-1982, main, 22:31; 23:4-9
1982-1983, supplementary (B), 92:4, 22-31
Canagrex Bill (C-85), 81:13-4; 84:8, 61-3, 76-7; 85:7, 19-24; 87:18, 51, 59-60, 70; 89:40-5
Grain Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 18:12-3
Meat Import Bill (C-46), 33:25-7; 35:26-7; 40:16-9
Points of order
Agenda and procedure subcommittee report, 81:13-4
Questioning of witnesses, 18:24; 23:4
Witnesses, 81:13-4
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:8-13, 39, 44, 48

McLean, Mr. Walter (PC—Waterloo)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, supplementary (C), 47:18-9

McNeil, Mr. Don (Second Vice President, Western Barley Growers Association)
Canagrex Bill (C-85), 60:4-7, 12-7, 20-3

McWilliam, Mr. Jim (Chairman, Ontario Wheat Producers' Marketing Board)
Canagrex Bill (C-85), 74:10-4, 21, 31, 43

Meat
Canagrex role, 57:4-26
Consumption pattern, etc., 34:6-7
Exports, 34:5; 57:5-9, 17-8
Exports/imports, Canada-U.S., withdrawal of quotas, 45:24-5
Imports, legislation, introducing, 1:14, 29-32; 15:23; 20:11, 16-8, 32; 21:24; 22:12-4; 32:20-1; 33:5-27; 34:4-34; 35:6-29; 36:4-27; 36A:1-2; 37:4-41; 38:4-27; 39:4-28; 40:4-25; 41:4-19; 42:4-13; 43:4-28; 44:4-26; 45:4-26; 46:5-25; 47:13-7
Advisory committee, establishing, 33:11, 23; 34:5; 35:28; 36:5, 14-5; 39:15, 18; 40:13; 43:6, 15-6; 45:10; 46:15-8; 47:14
Alternative protein sources, including, 43:6, 22-4
Lamb, including, 33:6, 23-7; 34:10-1, 23; 35:10-1, 20-3, 26-8; 35A:1-8; 37:11-2; 39:12-3, 16; 41:10; 42:6-8; 43:16, 18; 45:10-4, 18-9, 22-4; 46:6-14
Ministerial discretion, 43:5-6, 8-9; 45:4-7, 13-4, 22
Packing industry, 43:13-4
Inspection service, 5:27; 9:31-2; 16:23; 20:33-5; 27:6; 68:5-8, 37-8
Common Market comparison, 113:15-6
Federal/provincial responsibility, duplication, etc., 5:7-9; 9:33-4
Imports, contamination, etc., 113:18-21; 114:26-7

Meat—*Cont.*
Inspectors, qualifications, training, etc., 113:33-4
Packing industry, *see* Cattle—Brucellosis and *see above* Imports
Price, production, market situation, etc., 7:5-6; 43:20-2; 57:7-8, 12
Research
Facilities, need, 22:26-9
Quality, steers/bulls, 92:28-9; 93:5; 93A:1-3
See also Experimental farms—Lacombe, Alta.
See also Beef; Chickens; Developing countries; Feed grain—Freight assistance—Price; Lamb/mutton; Metric conversion; Pork; Turkeys; Veal

Meat Import Bill—C-46. Minister of Agriculture
Consideration, 33:5-27; 34:4-34; 35:4-29; 36:4-27; 37:4-41; 38:4-27; 39:4-28; 40:4-25; 41:4-19; 42:4-13; 43:4-28; 44:4-26; 45:4-26; 46:5-25; 47:13-7; report to House with amdts., 47:14-7, agreed to, 7
Clause 1, 46:21; 47:14, carried, 7
Clause 2, amdt. (Mr. Neil), 46:5-14, negatived on recorded division, 3; 46:14, carried, 3
Clauses 3 to 5, 46:14-5, carried, 3
Clause 6
Amdt. (Mr. Althouse), 46:18-9, not in order, 4
Amdt. (Mr. Ostiguy), as amended, 46:15-8, agreed to, 3
Amdt. to amdt. (Mr. Hargrave), 46:17-8, agreed to, 3
Amdts. (Mr. Hargrave), 47:14, agreed to, 7
As amended, 46:20, carried, 4
Clauses 7 to 9, 46:21, carried, 4
Reprint, as amended, 47:14-7, agreed to, 7
Schedule, 46:21-5, stood
Amdt. (Mr. M. Dionne), 47:13-4, agreed to, 6
As amended, 47:14, carried, 7
Title, 47:14, carried, 7

Menzies, Mrs. S. June (Chairman, National Farm Products Marketing Council, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 24:8-25
Agriculture Department estimates, 1982-1983, main, 66:39-40

Meredith, Mr. Tom (President, Canadian Pork Council, Canadian Federation of Agriculture)
Canagrex Bill (C-85), 69:4, 9-26
Meat Import Bill (C-46), 37:34-5, 41

Methanol, *see* Energy resources

Metric conversion
Agriculture Department role, 27:19; 91:33
Dairy industry, 15:49-50
Food processing industry, 58:22
Grain, 18:24-6; 29:22-3
Meat sector, 27:19-20; 34:6, 12-3, 27-8
Pakaging and labelling, 91:33-5
Pesticides, 27:16-9

Mexico, *see* Milk—Powered

Migie, Mr. Howard (Director, Food Markets Analysis Division, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 103:32-3

Milk
Consumer subsidies, 10:5-6, 18-9; 15:34-5, 44; 68:22-3
Evaporated, manufacturing, losses, etc., 102:7-9
Exports, subsidy, increasing, 6:8; 10:8-9
Fluid, 10:19; 15:36
Consumption decrease, 102:5, 16; 108:15-6
Promotion program, 15:41-2

Milk—*Cont.*
Industrial, 15:36-8; 49:33-4
Production cost, Price Waterhouse Associates report, 47:20; 75:21-3, 27-8
Production, increase, 102:5, 16; 108:15-6
Promotion program, 15:41-2
Subsidy, increasing, 6:8
Packaging, plastic containers, regulations, etc., 15:47
Powdered
Exports, 10:24-5; 15:40; 75:5-6, 14-6, 24-5; 108:17
Mexico, 102:5, 27
Inventory, surplus, etc., 15:40; 75:6-9, 13-7, 25-6; 102:8; 108:17
Quebec, fluid/industrial, unifying, 15:50-1
Quebec, surplus production, 1:25
Quotas, Farm Credit Corporation considering value as guarantee for loans, proposal, 6:25-7; 25:17-9, 24-6; 100:24
Quotas, market sharing quota program, 10:6-9, 14-6, 22-8; 15:35, 38; 49:33-4; 75:5-7, 20; 102:5, 23-5; 108:22
Alberta, 10:6
British Columbia share, increasing, 102:6, 11-3, 25; 108:10-3
Interprovincial transfers, 108:24-5
Ontario, 102:14-5
Price, auctioning, 102:10-1; 108:13-5
Quebec, 5:15-6; 6:26-7; 10:11-2, 16-7, 25-6; 15:51-2; 102:10-2; 108:10-3
Stabilization program, 11:18
Ultra high temperature (U.H.T.), production, distribution, promotion, 75:18
United States surplus flooding world market, Canada position, 94:13-4; 102:18, 23-4; 108:16-8, 20-4

Milk Supply Management Committee, 94:14-8, 23-4; 102:6, 12-5

Miller, Mr. Ron (Commerce Officer, Food Branch, Industry, Trade and Commerce Department)
Canagrex Bill (C-85), 74:9

Mills, Mr. Chris (Manager, Alberta Cattle Commission)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 20:25-6, 32-5

Mitges, Mr. Gus (PC—Grey-Simcoe)
Dairy Commission estimates, 1982-1983, supplementary (B), 94:13-4
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 52:25-6
Meat Import Bill (C-46), 34:17-8

Modderman, Mr. J.L.A. (Chief, Loan Administration, Farm Credit Corporation)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 100:24

Montreal, port, *see* Grain elevators

Moose Jaw, Sask., *see* Grain elevators; Irrigation

Morden, Man., *see* Experimental farms

Morin, Mr. Pierre (Director of Finance, Livestock Feed Board)
Livestock Feed Board estimates, 1981-1982, main, 28:30-1

Morissette, Dr. Maurice (Director, Meat Hygiene Division, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 27:19
Agriculture Department estimates, 1983-1984, supplementary (B), 114:26-7

Morrison, Dr. J.W. (Acting Assistant Deputy Minister; Director General (Institutes), (Research Branch), Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 5:16-7, 21-2; 6:7-8; 12:11, 22-4, 27-8
1980-1981, supplementary (B), 19:7-14, 19

Morrison, Dr. J.W.—*Cont.*
Agriculture Department estimates—*Cont.*
1981-1982, main, 22:22, 28; 23:21-2; 30:19-21
1982-1983, supplementary (B), 92:17, 22, 28; 93:9-10, 33-4
1983-1984, suplementary (B), 112:19-20, 28

Morrissey, Dr. J.B. (Director-General, Food Inspection Directorate, Agriculture Department)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 96:11-2; 97:5-9, 14-5
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 27:27-8
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 104:28-9

Morse, Mr. Richard (Chairman, Eastern Canada Potato Producers' Council)
Canagrex Bill (C-85), 59:5-17, 26-37

Mozambique, *see* Grain—External aid

Murray, Mr. K.G. (Director, Canadian Meat Council)
Canagrex Bill (C-85), 57:11, 15
Meat Import Bill (C-46), 34:15-6, 19, 22-3, 28, 31-2

Murta, Mr. Jack (PC—Lisgar)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 4:15, 19-21; 5:32-3; 6:23-5; 13:19, 25-8, 34
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 20:19-21; 21:11; 24:7, 10-3, 21-4; 31:10-4, 17-25
Canagrex Bill (C-85), 53:18, 29-31; 54:10, 34, 37-9; 57:24-6; 64:25-6; 65:17-21; 67:10; 69:13-4, 21-6; 70:31-5, 38, 47, 51; 76:35-7; 77:20; 78:7-13, 18, 37; 82:6, 34-7; 83:21-2, 25-8, 34-7; 85:17-8, 30-3; 88:6, 9-12, 15-7
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:4-9, 18
Grain Commission estimates, 1981-1982, main, 29:14-7, 29, 32-3
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:21-5
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 83:21-2, 25-8, 34-7; 88:9-12, 17
Documents, 4:15
Questioners, 54:34
Witnesses, 29:33; 78:37; 83:21-2, 25-8, 34-7
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:8, 22, 26-9

Mutch, Mr. A. Douglas (Secretary, Livestock Feed Board)
Livestock Feed Board estimates, 1980-1981, main, 7:21
Livestock Feed Board estimates, 1983-1984, main, 105:33-4

Mutton, *see* Lamb

NEED, *see* New Employment Expansion and Development Program

Nadeau, Mr. Robert C. (President, Canadian Meat Council)
Canagrex Bill (C-85), 57:4, 23, 26

National Energy Program Agriculture Department funds, 91:6-8, 12-3, 20; 92:10-2; 103:12; 112:16; 113:48, 53

National Farm Products Marketing Council
Budget
1981-1982, 24:10
1982-1983, 66:39-40
1983-1984, 103:20, 24-5
Grants, $100,000 contribution to new agencies, 14:9; 24:10; 32:26-7
Role, powers, organization, structure, 1:27; 24:8-9
See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Agriculture Department estimates, 1982-1983, main; Potatoes

National Farmers' Union, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill—Meat Import Bill

National trading corporation, *see* Trade

Natural Sciences and Engineering Research Council, 5:22

Neil, Mr. Douglas (PC—Moose Jaw)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 1:35-8; 5:16-8; 11:14-20; 12:22-4, 30-1; 13:7-10
1980-1981, supplementary (B), 15:31; 16:18-20; 19:4-7, 17
1981-1982, main, 21:5-6, 25-7; 23:4-5; 24:6; 30:5-6, 11-3, 28; 31:9, 27-30; 32:5, 9-12, 20, 26
1981-1982, supplementary (C), 47:23-5; 48:13-8, 28-9
1982-1983, main, 66:6-9, 31, 40-3; 68:12, 21, 29-32; 71:22-3
1982-1983, supplementary (B), 91:19-24, 35; 92:5-10, 22, 28; 93:17-21, 31-5
1983-1984, main, 99:24-7, 31; 100:20-2, 28; 103:15; 104:17-20, 29; 107:7-9
1983-1984, supplementary (B), 112:7-10, 17; 113:24-8, 39, 46
Canagrex Bill (C-85), 54:7-8, 11-2; 55:19-21; 58:15-8; 61:26-9; 62:23-5; 63:23-5; 64:6-8, 28-35; 65:21-2; 69:11-3; 70:21; 72:6-7; 78:31-2, 37; 80:5-14, 19-22; 82:32-4; 84:7, 17-9, 37, 42-4, 56, 63-6; 85:5, 10-4, 18-9, 26, 32; 86:8-11, 28, 37; 87:27-34, 39, 55, 59-68; 88:7, 14, 18; 89:29-30
Dairy Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 15:38-41, 49-50
Dairy Commission estimates, 1983-1984, main, 102:6-10
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:22-3, 26-9; 50:4-5, 8-9; 51:24-6
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:19-21
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:23-5, 30-1
Grain Commission estimates
1980-1981, supplementary (B), 18:4-8
1981-1982, main, 29:5-8, 24-7, 32
1982-1983, main, 73:13-5, 34
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 4:5-6
Livestock Feed Board estimates
1980-1981, main, 7:26-8
1981-1982, main, 28:28-31
1983-1984, main, 105:17, 27-31
Meat Import Bill (C-46), 33:23-4; 34:10-3; 35:6, 22-4; 36:18-20; 39:14-6, 27-8; 43:18-9; 46:5-6, 13-21
Organization meeting, 1:8-10
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:8-21
Plant breeders rights, 12:22-4; 19:6-7
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, establishing, 98:11-7
Agenda and procedure subcommittee reports, 80:8-10; 88:18; 112:5
M. (Mr. M. Dionne), amdts., 80:12-4, 19-22
Bills, 83:37; 90:30-1
Corrigendum, M., 92:22
Documents, appending, 54:11
M., 85:26
Documents, briefs, 35:6
Estimates, 66:6-9
Meetings, 48:28; 105:29
Members, 98:8-10
Questioning of witnesses, 66:31
Parliamentary secretary participation, 23:5
Rotation by party, 23:5
Time limit, 18:23-4
Quorum, 98:17-20
Witnesses, 54:12; 78:37; 80:8-14, 19-22; 98:20-1
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:39-42
Wheaat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:41-3

Neil task force, *see* Railways, branch lines

Nelson, Mr. Roy (President, Canadian Food Processors Association)
Canagrex Bill (C-85), 58:4, 19-35

Nepal, *see* Pesticides—Vitavax

New Brunswick, *see* Experimental farms; Potatoes—Inspection service

New Brunswick Potato Agency, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

New Crop Development Program
Budget, 1:13; 11:11; 13:7; 19:12-3; 31:7
See also Peanut industry; Soybeans; Triticale

New Employment Expansion and Development Program (NEED), 93:34-5

New Zealand
Agriculture industry, 42:4-13; 45:12-3, 19
Lamb, exports, tariff free, 45:20; 46:8

New Zealand Meat Producers' Board, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Meat Import Bill

Nicholson, Mrs. M. (Solicitor, Agriculture Department)
Canagrex Bill (C-85), 82:23-5, 30-2; 84:60-1; 85:6-8; 89:42

North-south disparities, *see* Developing countries

Northrup, Mrs. Shirley (Director of Association Policy and Activities, Consumers' Association of Canada)
Canagrex Bill (C-85), 76:8-40

Northwest Territories, *see* Agriculture; Feed grain—Freight assistance

Nowlan, Mr. Patrick (PC—Annapolis Valley-Hants)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 9:26-8, 31

Oats
Pool, Wheat Board marketing, etc., 26:8-13; 29:17-8
Price, 28:9
Research and development, 93:33-4

O'Connell, Mr. N.A. (Director General, Grains Group Marketing Office, Industry, Trade and Commerce Department; Director General, Grain Marketing Bureau, External Affairs Department)
Two-Price Wheat Bill (S-6), 90:7-10
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:20, 40-1

Official languages policy/bilingualism, *see* Agriculture Department; Farm Credit Corporation—Staff

Oil and oil products, allocation and rationing program, *see* Agriculture

Oilseeds
Canagrex role, 78:4-37
Market analysis/feeding information, Agriculture Department role, 32:12-3
Price, 115:8
Initial, production costs as basis, 53:6
Producers, U.S. grain embargo to Soviet Union, effects, compensation, 13:11; 21:16-8
Research and development, 30:28; 104:9
See also Prairie Farm Emergency Fund
See also Flax; Rapeseed; Regional development incentives; Soybeans

Olfert, Mr. David (Treasurer, Wheat Board)
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:20, 25-6, 30-1, 36-7, 41-3

Onion industry, *see* Fruits and vegetables

Ontario, *see* Barley—Stabilization program; Farm Credit Corporation—Loans; Feed grain—Freight assistance; Fruits and vegetables; Grain; Milk—Quotas

Ontario Bean Producers' Marketing Board, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Ontario Flue-Cured Tobacco Growers' Marketing Board, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Ontario Soya Bean Grower's Marketing Board, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Ontario Wheat Producers' Marketing Board, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Orders of reference, 98:3
- Agricultural Products Standards Bill (C-98), 95:3
- Canagrex Bill (C-85), 53:3
- Estimates
  - 1980-1981, main, 1:4; 20:3
  - 1980-1981, supplementary (B), 14:3
  - 1981-1982, main, 20:3
  - 1981-1982, supplementary (C), 47:3
  - 1982-1983, main, 66:3
  - 1982-1983, supplementary (B), 91:3
  - 1983-1984, main, 99:3
  - 1983-1984, supplementary (B), 112:3
- Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:3
- Farm Improvement Loans Bill (C-27), 1:4
- Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:3
- Farmers' Creditors Arrangement Bill (C-653), 103:3
- Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 1:4
- Meat Import Bill (C-46), 33:3
- Prairie Farm Assistance Bill (C-245) (subject matter), 20:3
- Two-Price Wheat Bill (S-6), 90:3
- Wheat Board annual report (1979-1980), 26:3
- Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:3
- *See also* Procedure and decisions of the Chair

Organizations/individuals appearing and briefs submitted
- Agricultural Products Standards Bill (C-98)
  - Agriculture Department, 96:5-15; 97:5-15
  - Canadian Fruit Wholesalers' Association, 95:5-20
  - Canadian Horticultural Council, 95:5-20
- Agriculture Department estimates
  - 1981-1982, main
    - Alberta Cattle Commission, 20:25-6, 32-5
    - Canadian Cattlemen's Association, 20:7-34
  - 1982-1983, main
    - Livestock Feed Board, 71:4-24; 71A:1-12
    - National Farm Products Marketing Council, 66:39-40
  - 1982-1983, supplementary (B)
    - Farm Credit Corporation, 92:25; 93:11-23
  - 1983-1984, main
    - Farm Credit Corporation, 100:4-29; 101:4-35; 102:1-9; 109:5, 11-30
    - Prairie Farm Rehabilitation Administration, 107:8-11, 14-9, 27
    - Soviet Union Parliamentary Delegation, 110:9-25
- Canagrex Bill (C-85)
  - Agriculture Department, 53:5-36; 54:5-41; 55:16; 81:18-30; 82:4-39; 84:5, 50-64, 67-73, 77-85; 85:7-35; 86:7-22, 28-45; 87:8-34, 38-71; 88:7-8; 89:12-48, 51-5
  - Alberta Beekeepers' Association, 77:4-6, 11-4, 17-20

Organizations/individuals appearing and briefs...—*Cont.*
- Canagrex Bill (C-85)—*Cont.*
  - Alberta Canada All Breeds Association, 67:5-7, 10-3, 16-32
  - Alberta Canola Growers' Association, 62:5-28
  - Alberta Cattle Commission, 69:32-8, 43-8
  - Alberta Cattle Feeders' Association, 72:4-25
  - Alberta Swine Breeders' Association, 70:15-27
  - Canadian Cattlemen's Association, 69:27-32, 38-46, 49-51
  - Canadian Export Association, 56:5-16, 24-37
  - Canadian Federation of Agriculture, 55:4-23; 55A:1-4
  - Canadian Food Processors Association, 58:4-35
  - Canadian Horticultural Council, 70:5-15; 70A:1-3
  - Canadian Meat Council, 57:4-26; 57A:1-11
  - Canadian Pork Council, 69:4-26
  - Consumers' Association of Canada, 76:4-40
  - Correspondence between Whelan/A. McCain, 85A:1-4
  - Eastern Canada Potato Producers' Council, 59:5-17, 26-37
  - Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec, 59:4-5, 21-4, 32, 35-40
  - Flax Growers Western Canada, 64:4-29
  - Industry, Trade and Commerce Department, 74:9
  - Justice Department, 86:8, 30, 40, 43
  - Manitoba Cattle Producers' Association, 70:28-52
  - National Farmers' Union, 61:4-33
  - New Brunswick Potato Agency, 59:25-6, 31, 34-6
  - Ontario Bean Producers' Marketing Board, 64:29-51
  - Ontario Flue-Cured Tobacco Growers' Marketing Board, 74:4-43
  - Ontario Soya Bean Grower's Marketing Board, 77:6-10, 15-7; 80:5-8
  - Ontario Wheat Producers' Marketing Board, 74:10-5, 19-21, 30-1, 43
  - Palliser Wheat Growers' Association, 65:4-31
  - Prince Edward Island Potatoe Marketing Board, 79:4-30
  - Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange, 78:4-38; 78A:1-62
  - Union des producteurs agricoles du Québec, 63:4-34
  - Western Barley Growers Association, 60:4-24
  - Western Stockgrowers' Association, 67:4-5, 8-27, 33; 67A:1-11
- Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88)
  - Agriculture Department, 49:23, 26
  - Canadian Federation of Agriculture, 51:4-33
  - Farm Credit Corporation, 49:5, 20, 25-6, 35; 50:10-3, 17, 23-4; 52:8-9, 14, 20, 30-7, 38-42
- Farm Improvement Loans Bill (C-27)
  - Agriculture Department, 2:6-28
- Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134)
  - Farm Credit Corporation, 90:11-34
- Livestock Feed Assistance Bill (C-15)
  - Agriculture Department, 4:5-7
  - Livestock Feed Board, 3:4-27
- Meat Import Bill (C-46)
  - Agriculture Department, 33:5-27; 34:34; 45:8-9; 46:5-25
  - Australian Meat and Live-stock Corporation, 44:4-25
  - Canadian Cattlemen's Association, 38:4-27; 39:4-26
  - Canadian Federation of Agriculture, 37:4-41
  - Canadian Importers Association Inc. (Meat Import Committee), 36:4-27; 36A:1-2
  - Canadian Meat Council, 34:4-33
  - Canadian Sheep Council, 35:6-29; 35A:1-8
  - Consumers' Association of Canada, 43:4-28
  - National Farmers' Union, 40:4-24
  - New Zealand Meat Producers' Board, 42:4-13
  - Union des producteurs agricoles du Québec, 41:4-18
- Two-Price Wheat Bill (S-6)
  - Grains Group Marketing Office, Industry, Trade and Commerce Department, 90:7-11

Ormrod, Mr. S.W. (Director, Pesticides Division, Plant Products and Quarantine Division, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 9:29, 34
1980-1981, supplementary (B), 16:8-12, 17-8; 17:11-2, 17, 20-1
1981-1982, main, 22:16-7; 27:13-7, 21
1982-1983, main, 68:15
1983-1984, supplementary (B), 113:13-5, 34

Ostiguy, Mr. Marcel (L—St.-Hyacinthe-Bagot; Parliamentary Secretary to Minister of Agriculture)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 96:15; 97:9-15
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 9:25-6; 11:6-8, 11-2; 12:24-6
1980-1981, supplementary (B), 16:15-7, 25; 19:21-2
1981-1982, main, 22:29-30; 23:5-6; 30:28; 31:10
1982-1983, supplementary (B), 91:13-4, 35-6; 92:27-8
1983-1984, main, 100:18-20; 101:11-5; 103:25-8
Canagrex Bill (C-85), 56:19-20; 76:22-5; 77:18-9; 80:11-2; 83:23-4, 29, 37; 84:86; 88:13-4
Dairy Commission estimates
1980-1981, main, 10:25-8
1982-1983, supplementary (B), 94:18-20, 24-5
1983-1984, main, 102:16-8, 21
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 51:15; 52:31-2
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:6-14, 18-22, 25-6
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:19-22, 27
Grain Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 18:21-2
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:4-5
Livestock Feed Board estimates, 1983-1984, main, 105:27-9
Meat Import Bill (C-46), 34:23-5; 37:9-12, 29-30; 41:13-7; 42:10-1; 43:14-6; 44:11-3; 46:6-10, 23-5
Organization meeting, 9:8
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:12
Points of order
Agenda and procedure subcommittee, establishing, 98:12
Agenda and procedure subcommittee reports, 80:11-2; 83:23-4, 29, 37; 88:13-4
Documents, 2:22
Meetings, 115:16
Questioning of witnesses, 23:5-6
Witnesses, 80:11-2; 83:23-4, 29, 37
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:16

Oswald, Ms. Charlene (General Manager, Manitoba Cattle Producers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 70:37-8

Oswald, Mr. Ron (Vice President, Canadian Cattlemen's Association)
Meat Import Bill (C-46), 38:18-9, 25-6

Ottawa, *see* Experimental farms

Oxtoby, Mr. Wayne (Director, Alberta Canola Growers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 62:13-23

PCBs, *see* Polychlorinated biphenyls

PFRA, *see* Prairie Farm Rehabilitation Administration

PIK program, *see* Feed grain—United States

Packaging and labelling, *see* Butter; Insecticides; Metric conversion; Milk; Pesticides

Palliser Wheat Growers' Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Patents, *see* Plant breeders rights

Payne, Mr. Frank (Director General, Production Development Division, Food Production and Inspection Branch, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 15:29-32
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:11-2, 15-9, 26

Peanut industry, new crop development program encouraging, 19:12-4, 21-2

Pearson, Mr. Murray (Production Development Officer, Regional Development and International Affairs Branch, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 14:9-10, 18-9

Peas, *see* Fruits and vegetables—Research and development

Pender, Mr. T. (Agricultural Officer, Agricultural Stabilization Board, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 16:7, 13-5, 18-20, 23; 17:12-6

Perkins, Mr. B. (Director General, Development Policy, Regional Development Branch, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 31:31-3
Agriculture Department estimates, 1983-1984, supplementary (B), 112:29

Perreault, Mr. Roger (Chairman, Livestock Feed Board)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, main, 71:4-11, 14-23
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:5-19, 22-6
Livestock Feed Board estimates
1980-1981, main, 7:4-11, 14-28
1981-1982, main, 28:4-33
1983-1984, main, 105:4-14, 17, 20-5, 28-33, 39

Pest control, *see* Herbicides; Insecticides; Pesticides

Pest Control Products Act, amending, 17:20-1

Pesticides
Captan fungicide, health hazard, banning, documents, tabling, etc., 68:14-5
Regulations, registration, bans, testing, etc., 37:26-7
Agriculture Department role, etc., 12:11, 17-9; 17:17; 27:5, 12-5; 92:13-4; 95:19; 112:27-8; 113:13-5
Health and Welfare Department role, 15:22-3; 17:20-1; 27:15; 95:19
TOK, banning, labelling, etc., 17:10-2
Vitavax, dangers, labelling, Man. farmer death, CIDA shipment to Nepal and India, etc., 16:7-10, 17-8
See also Food; Fruits and vegetables—Imports; Hazardous products; Metric conversion

Peterson, Mr. Jim (L—Willowdale; Parliamentary Secretary to Minister of Justice, Attorney General and Minister of State for Social Development)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 31:24-7

Petro-Canada, Canagrex, comparing, 89:24-7

Pipelines, *see* Agriculture

Plant breeders rights, 27:5; 71:23; 103:19, 30-1; 105:37-8
Copyright, patents, etc., 12:27; 19:10-1
Germ plasmas, banks, etc., 12:22-4, 27-8; 19:10
Ilsley commission report, 5:5
Information publication, alleged $20 million cost, failure to mail, 4:13-5; 5:4-7, 25

Plant breeders rights—*Cont.*
Legislation, 1:14; 4:14-5; 5:5-7, 22; 19:9-11; 23:22-3; 27:6; 73:24; 79:11, 15-6; 91:23-4; 92:17
Private sector, competition, etc., 6:6-7, 30; 19:10
Quarantine program, *see* Plant quarantine
Research, 19:6-9; 48:17-8; 93:9
See also Canadian International Development Agency—*Seeds of the earth*
See also Agriculture—Research and development, Crop varieties

Plant quarantine
New seeds, etc., 6:7-8; 9:11; 17:8-9; 27:5
See also Corn

Poirier, Dr. Rolland (Chairman, Farm Credit Corporation)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 22:30-1
Farm Credit Corporation estimates, 1981-1982, main, 25:4-27

Poland, *see* Grain—Exports

Pollution, swine manure, studies, 103:25

Polychlorinated biphenyls (PCBs), *see* Feed grain; Prince Rupert, B.C.

Pork
Agricultural Stabilization Act, payments, 4:27
Canagrex role, 69:5-26, 44-5; 87:21-2
Consumption pattern, etc., 34:7-10
Exports, markets, GATT negotiations, etc., 34:23-5; 35:9; 37:12; 42:11; 53:23-4, 27-8; 56:9, 12-3; 57:12-4, 17
Grading system, 27:27
Imports, quotas, legislation, etc., 22:13; 23:20-1; 41:11-3, 16; 42:6; 43:23; 46:7-11
Marketing board, establishing, 1:38-40; 6:15; 33:15-6; 34:18-9; 37:20; 41:5-6, 11-2, 16
National stabilization program, establishing, 93:28-30
Production, forecast, 7:5-6
See also Committee; Trade

Potatoes
Agricultural Stabilization Act, payments, 6:28-30
Canagrex role, 59:4-40; 70:7; 79:4-30; 87:7-8, 21
Exports, 79:9-12
Disease free, 59:11-2, 19-20, 23-4
United States, 52:16; 54:27; 59:15, 18
Maine restrictions, 104:24-6, 32
See also below Seed
Inspection service
New Brunswick seed potato stock, Que. allegations, 68:32-5
See also below Seed
Manitoba marketing board, jurisdiction, 24:23-4
Market prices, 23:25-6
Marketing board, establishing, 6:14-9, 23; 13:24-5; 23:19-21; 24:10-1, 14, 24-5; 59:7, 14, 20-1, 24-5, 34-5; 61:14-6, 25-6; 103:20, 25
Eastern Canada, 59:4-7, 17-8, 22, 27-8; 61:14-5
National Farm Products Marketing Council hearings, 6:14-5; 24:9
Provinces co-operating, 59:5, 8-10, 14, 22-7
Quebec, 79:17-20, 24
See also above Inspection service
Seed
Exports, 79:6-12, 24
Common Market, 103:14-7
Promoting, 21:8; 32:15-6; 59:8-11
Inspection service, fees, etc., 68:5-9
Multiplication, stem-cutting program, establishing, 23:26
Research and development, 30:5; 103:17-20
Storage, 32:14-5; 59:12

Potatoes—*Cont.*
Surplus production, stabilizing, 1:25-6; 14:22-3
Trade, tariff protection effects, etc., 37:13-4; 45:24-5
Transportation, freight assistance, etc., 13:24-5

Poultry industry
Data collection/marketing operations, funds, 112:16
Imports from U.S., contamination, 9:37
Marketing boards role, 41:5; 45:15; 65:5, 10
Processing, 113:16-7
Salmonella contamination, inspection program, 9:21-2
See also Chickens; Turkeys

Pound, Mr. H.D. (Chief Commissioner, Grain Commission)
Grain Commission estimates
1980-1981, supplementary (B), 18:4-28
1981-1982, main, 29:5-32
1982-1983, main, 73:4-35
1983-1984, main, 106:4-29

Prairie Farm Assistance Bill (repeal)—C-245 (subject matter), *see* Orders of reference

Prairie Farm Commodity Coalition, 64:23

Prairie Farm Emergency Fund, grain producers levy, 1972 phase out, transferring moneys into trust fund and utilizing interest for cereal grains/oilseeds research, repealing legislation, 21:5-6; 24:6; 68:12, 29-31; 104:18-20 112:7-10
See also Prairie Farm Assistance Bill (C-245); Western Grains Research Foundation

Prairie Farm Rehabilitation Administration
Downgrading, 107:7-8
Expenditures, 1983-1984, 107:5-27
Jurisdiction, transfer from DREE to Agriculture Department, 1:29-30, 36; 91:11; 92:18; 104:27; 107:5-7, 10, 16, 20-1
Legislation, amending to include all of Canada, changing name to "Canadian Farm Rehabilitation Administration", 107:12-3
Mandate, role, drought contingency program, etc., 1:24, 29-31, 36-7; 31:15; 107:5, 10-1
Projects, 107:26-7
Reorganization, 107:11-2
Report *Land degradation and soil conservation issues on the Canadian Prairies*, 107:8, 12
Soil conservation studies, 107:16-8
See also Drought; Irrigation; Organizations/indidivuals appearing and briefs submitted—Agriculture Department estimates, 1983-1984, main

Prairie Grain Advance Payments Act, amending, marital status, discrimination, 114:11-2

Preugschas, Mr. Jurgen (Past President, Alberta Swine Breeders' Association)
Canagrex Bill (C-85), 70:17-27

Price Waterhouse Associates report, *see* Milk—Industrial

Prince Edward Island, *see* Canada Packers Limited

Prince Edward Island Potatoe Marketing Board, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Prince Rupert, B.C.
Grain elevators, PCBs, contamination, 18:22
Ridley Island grain and coal terminal development, 26:29, 33; 29:13; 106:18, 22

Private enterprise/privatization, *see* Agriculture—Research and development; Canagrex; Canfarm Co-Operative Services; Farm

Private enterprise/privatization, *see—Cont.*
Credit Corporation—Funding; Grain elevators; Grain transportation—Hopper cars; Plant breeders rights

Procedure and decisions of the Chair
Agenda and procedure subcommittee
Establishing, 98:11-7
M. (Mr. Lapierre), 1:10, agreed to
Meetings, 115:5
Meetings, notice requirement, M. (Mr. Daudlin), 98:16-7, agreed to, 4
Members and alternates, rules, same as those governing Committee's representation, 98:14-5
Members, party representation, M. (Mr. Dubois), 98:12-3, agreed to, 4
Quorum, 98:13
Party representation, M. (Mr. Daudlin), 98:14-7, agreed to, 4
Reports
First, M. (Mr. Corriveau), 1:11, agreed to, 6-7
Second, 8:5-16, M. (Mr. Bockstael), 8-9, agreed to, 4
Third, M. (Mr. Tessier), 9:8-11, agreed to, 3-4
Fourth, 14:4-5
Fifth, M. (Mr. Wise), 20:15-6, agreed to, 4-5
Sixth, M. (Mr. M. Dionne), 21:27, agreed to, 3-4
Seventh, 24:5-6
Eighth, M. (Mr. Hargrave), 29:20, agreed to, 3-4
Ninth, 39A:1, informal report, M. (Mr. Tessier), 62:19, agreed to, 4
Ninth, 56:18-23, agreed to as amended, 3-4, amdts. (Messrs. Althouse, Corbin), 19-22, agreed to, 3-4
Tenth, 62:19, agreed to, 3-4
Eleventh
M. (Mr. M. Dionne), 80:8-12, 21; 81:5-18, stood, 81:4; 83:32-8, agreed to, 5
*Amdt. (Mr. Schellenberger), 81:9-18, stood, 4; 83:7-25, negatived on recorded division, 3-4
Amdt. to amdt. (Mr. Gustafson), 81:12, out of order, 4
*Amdt. (Mr. Schellenberger), 83:26-32, negatived on recorded division, 4-5
Amdt. to amdt. (Mr. Althouse), 83:30-1, negatived on recorded division, 4
Amdt. to amdt. (Mr. Dubois), 83:27-8, out of order
Amdts. (Mr. Neil), 80:12-28; 81:5-9, negatived on recorded division, 80:3-4; 81:3-4
M. (Mr. Ferguson), 81:11-2, out of order, 4
Twelfth, 83:35-7; 90:5-6, 11
M. (Mr. Bockstael), 96:12, agreed to, 3-4
M. (Mr. Cyr), 83:38, agreed to, 5-6
Thirteenth, 88:8-18
M. (Mr. Bossy), 88:18, agreed to, 3-4
M. (Mr. Lapointe), 96:12, agreed to, 4
Fourteenth, M. (Mr. Dubois), 99:7, agreed to, 4-5
Fifteenth, 103:6-8
Amdt. (Mr. Daudlin), 103:8, agreed to, 4
As amended, (Mr. M. Dionne), 103:8, agreed to, 4
Sixteenth, 112:5-6
Amdt. (Mr. Bockstael), 112:5-6, agreed to
As amended, 112:6, agreed to
Seventeenth, M. (Mr. Mayer), 115:5, agreed to, 4
Bills
Amendments
French version, 46:5
Infringing upon financial initiative of Crown, 2:27-8, not in order, 4; 46:18-9, not in order, 4
Standing and refer amdt. to Justice Department for drafting, 46:25
Tabling, 83:4, 9, 36-42, 47-51; 85:4-7; 86:7
Withdrawal, with unanimous consent, 52:5, 38

Procedure and decisions of the Chair—*Cont.*
Bills—*Cont.*
Clause by clause study, 83:8-10, 14, 17, 27, 30, 34-5; 84:4-5, 8-9, 37-40, 48-51; 90:30-1
Discussion before, 2:10
Clauses, previous, reverting to, wasting time, 52:32
Reprinting for report stage, 47:14, agreed to, 7
Chairman, resignation letter, 9:6-7
Corrigendum, 66:30-1
M. (Mr. Neil), 92:22, agreed to, 3
Division bells, 56:37; 57:7-8
Divisions, recorded, 46:3; 80:4; 81:3-4; 83:3-5; 86:3; 87:6
Documents
Additional information, requesting, 2:20-2
Appending to minutes and evidence, 35:3-4; 36:3, 27; 54:11, 16; 55:23; 57:26; 67:9; 70:6; 71:9; 93:10; 101:36-7; 102:4; 103:9, 36; 105:27; 111:5
Ms., 3:16, agreed to, 3; 7:28, agreed to, 3; 15:27, agreed to, 3
Ms. (Mr. Wise), 2:8-9, agreed to, 4; 14:22, agreed to, 5; (Mr. Thacker), 78:7, agreed to, 3; (Mr. Neil), 85:26, agreed to, 3; (Mr. McCain), 109:4-5, agreed to, 3
Briefs, distributing in both official languages, 35:4-6; 36:4
Briefs, distributing in English only, 42:5; 60:4
Distribution, 105:20-3
Tabling, 4:15; 5:7, 20-1; 52:18
In both official languages, 114:12-4
Election of Chairman
And Vice Chairman, Ms. (Mr. Bockstael; Mr. Lapierre), 1:5, 8-10, agreed to; (Mr. Veillette; Mr. Ferguson), 9:7, agreed to; (Mr. Ferguson; Mr. Gourde), 56:16-7, agreed to, 3; (Mr. Ferguson; Mr. Dion), 98:6-8, agreed to, 4
M. (Mr. Neil), 1:5, 9-10, superseded
Estimates, discussing, allowing sufficient time, 66:6-10, 29-30
Letter of appreciation, Chairman to send on behalf of Committee, M. (Mr. Wise), 49:15, 24, 28, 35, agreed to, 4
Meetings
Adjourning, 90:9-11
Agenda, amending, M., 103:6, agreed to
Cancelling, 105:29
Extending hours, 105:29
Hours, 48:28-9
Scheduling, 105:27; 115:15-6
Members
Alternates
Meetings, attendance, 98:7
Member replacement
Notifying Clerk at beginning of meeting, 98:7, 11
Selection, chief party spokesman, duty, 98:7, 11
Voting, losing right upon late arrival of full member, 98:8-11
Voting, only when full complement of full members from own party not present, 98:7
Participation in debate, 98:7
Party representation, 98:7
Questioning of witnesses, 98:7
Other than Committee members, request to become member or alternate, notice received privous day by 6 p.m., 98:7
Party representation, 98:6-7
Message to Chairman Maurice Bossy for speedy recovery, Committee sending, M. (Mr. Wise), 48:5, agreed to, 3
Minister
Appearance before Committee, requesting, 101:31-6
Statement, figures/lists of numbers referred to, including as though read, 109:10
Statement, lengthy, appending to minutes and evidence instead of reading, 66:10
Motions, amdt. to amdt., new amdt., not in order, 81:12-3; 83:28
Motions, not in order, 81:4

Procedure and decisions of the Chair—*Cont.*
Orders of reference
Annual reports
Automatic referral, 98:8; 101:35-6
Government response, obtaining by including a request in report concerned, 98:8
Inquiries, initiating, 98:8
Requesting, 88:17; 100:29
See also below Questioning of witnesses
Printing, minutes and evidence, M. (Mr. Bockstael), 1:10, agreed to
Proceedings, clerk participation, 56:16
Questioners, list, 53:35-6; 54:34
Questioning of witnesses, 59:15; 66:31
Members, recognizing according to ratio of representation, 114:17-20
Order of reference, beyond scope, 106:10-2; 108:10
Parliamentary secretary participation, 23:5-6
Rotation by party, 23:4-5; 90:27; 99:7; 115:5
Time limit, 18:22-4; 48:33; 54:10-1; 63:4-5
Quorum, lack, 55:23; 56:5; 63:5
M. cannot be put, 51:33
Quorum, meeting and printing evidence without, M. (Mr. Wise), 1:10, agreed to; M. (Mr. Veillette), 98:17-20, agreed to, 4
Reports to House
Draft, 111:5
Irreceivable, 111:4
First, 2:28, agreed to, 5
Second, 4:7, agreed to, 4
Third, M. (Mr. Bockstael), 8:8-9, agreed to, 4
Fourth, 13:34-5, agreed to, 3
Fifth, 47:14-7, agreed to, 7
Sixth, 52:45, agreed to, 5
Seventh, 89:54, agreed to, 10
Eighth, 90:31, agreed to, 6
Ninth, 97:16, agreed to, 4;
Tenth, 111:3-4, irreceivable, 4
Witnesses, appearance before Committee, 3:27; 14:6-7; 29:33; 53:23; 54:12; 55:7-8; 78:37-8; 80:8-28; 81:5-18; 83:7-38; 84:17-9; 101:33-7; 112:5-6; 115:15-6
Substitution, 48 hours notice or by unanimous consent, M., 98:20-1, agreed to, 4

Profits, *see* Beef—Prices; Canagrex; Food prices—Increase

Program for Export Market Development (PEMD), *see* Exports

Progressive Conservative Party, *see* Canagrex

Proulx, Mr. A.E. (Secretary Manager, Agricultural Stabilization Board)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 14:11-3, 16-25

Proulx, Mr. Jacques (President, Union des producteurs agricoles du Québec)
Canagrex Bill (C-85), 63:5-31

Provinces, *see* Canagrex; Meat—Inspection service; Potatoes—Marketing Board

Prussky, Mr. Larry (Chairman, Prime Packers Ltd., Meat Import Committee of the Canadian Importers Association Inc.)
Meat Import Bill (C-46), 36:4-27

Public accounts, adjusting, redefining certain items as expenses rather than assets, etc., legislation, 21:7

Public Service, labour-management relations, *see* Veterinary inspectors

Pulse crops, *see* Agriculture—Research and development

Quebec, *see* Agriculture—Research and development; Beef—Producers; Canagrex—Administration; Dairy industry; Farm Credit Corporation—Loans; Feed grain—Freight assistance; Freight rates; Fruits and vegetables—Apples; Hog industry; Lamb/Mutton; Milk; Potatoes; SOQUIA

Quebec City, *see* Dairy Commission—Ships; Experimental farms

Quebec Farm Improvement Loans Act, 2:18

ROP, *see* Record of Performance Program

Rabbit, imports, China, tariff protection, 45:11

Rabies, *see* Animals

Race tracks, pari-mutuel betting, 9:11, 17-8; 15:12-3; 16:23-6

Railways, branch lines, grain dependent lines, abandonment, Hall (Emmett) report recommendations, etc.
Neil task force report, previous Clark government, studying, 4:12
Rehabilitation program, previous Clark government initiative, 26:33-5
Elevator companies servicing, 4:10-2

Rapeseed
Canagrex role, 62:5-28
Crushing plants, 62:18-22
Freight rates, subsidy, 13:16; 62:18-20
Jurisdiction, transferring to Wheat Board, 62:12-5; 65:26
Price, free stocks, producers/dealers, etc., 18:12-3; 29:30-1
Producers, U.S. grain embargo to Soviet Union, effects, compensation, 13:10-1; 21:16-8
Production, 62:17-8; 73:26-7; 78:28-9
Quality, moisture content, lowering, etc., 18:27-8; 29:12
Research and development, 12:7; 19:6-7; 30:5
Transportation, 73:25-6
Alberta, hopper cars, disposition, 26:31-2, 46; 29:18-20, 23
Trucking, 26:43-4; 62:20

Raytrowski, Mr. Ted (Chairman, Ontario Flue-Cured Tobacco Growers' Marketing Board)
Canagrex Bill (C-85), 74:4-10, 13-43

Record of Performance Program (ROP), *see* Dairy industry

Reed, Dr. I. (Director General, Veterinary Inspection Operations, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 9:13-5, 32-3

Regina, *see* Irrigation

Regional development incentives, designated regions
Agricultural subsidiary agreements, transfer from DRE to Agriculture Department, expenditures, 91:7, 10; 92:10-1, 19-20; 99:11, 20-2; 107:13-4, 21-2; 112:16-8, 21-2; 113:33
See also Agricultural Development Initiatives Program
Saskatchewan, Cargill Co. Ltd. oilseed plant, constructing, grants, 54:23-6
Special ARDA program, 91:10-2

Regional Economic Expansion Department, *see* Prairie Farm Rehabilitation Administration; Regional development incentives

Regulatory reform, *see* Government—Regulation

Reid, Dr. I.R. (Director, Animal Health Division, Health of Animals Directorate, (Food Production and Inspection Branch), Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, supplementary (B), 16:16; 17:7
1981-1982, main, 27:10-1, 22-6
1982-1983, supplementary (B), 93:24-8

Renwick, Mr. W. (Vice Chairman, Canadian Sheep Council)
Meat Import Bill (C-46), 35:13; 16-9, 23

Reports to Committee, Farm Credit Arrangements Subcommittee, first, 111:3-4

Reports to House
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 97:3
Canagrex Bill (C-85), 89:3-7
Estimates, 1980-1981, main, 8:3; 13:3
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 52:3
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:3
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:4
Farmers' Creditors Arrangement Bill (C-653), 111:3-4
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 4:3
Meat Import Bill (C-46), 47:4-5
See also Procedure and decisions of the Chair

Research and development
Specialists, encouraging, 12:7-9, 21-2
Summer youth employment program, 12:10-1; 103:22
See also Agriculture; Experimental farms; National Energy Program; Natural Sciences and Engineering Research Council; Prairie Farm Emergency Fund; Universities and colleges

Richardson, Mr. David (Member, Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange)
Canagrex Bill (C-85), 78:5-7, 10, 13, 26, 30-1, 33

Riel, Dr. R.R. (Research Co-ordinator, Food, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 12:25-6
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 30:9-10, 14-6

Riis, Mr. Nelson (NDP—Kamloops-Shuswap)
Meat Import Bill (C-46), 44:19-22

Riley, Mr. K.P. (Director, Finance and Administration, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 9:19-20
1980-1981, supplementary (B), 16:5-6
1981-1982, main, 27:18-9

Rimouski, Que., *see* Experimental farms

Roberts, Mr. E.J. (Vice President, Canadian Meat Council)
Meat Import Bill (C-46), 34:7-18, 27-33

Ross, Mr. A. (Assistant Deputy Minister, Finance and Administration Branch, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, supplementary (B), 113:25-6

Rossi, Mr. Carlo (L—Bourassa; Parliamentary Secretary to Minister of State for Multiculturalism)
Canagrex Bill (C-85), 80:16-7
Points of order, agenda and procedure subcommittee report, 80:16-7
Points of order, witnesses, 80:16-7

Royal Canadian Mounted Police, *see* Dairy Commission

Royal Commission on Patents, Copyright and Industrial Designs (Ilsley), *see* Plant breeders rights

Ryan, Mr. J.E. (Director, Finance and Administration Division, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 12:10-1
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 30:12

SODISPRO Company, closing, SOQUIA/C.C.F. shares, Dairy Commission role, 94:18-20

SOQUIA (Quebec Agriculture Department organization), *see* SODISPRO

Sackville, N.B., *see* Experimental farms

Saint John, *see* Experimental farms

St. Hyacinthe, Que., *see* Experimental farms; Farm Credit Corporation—Loans, Offices

St. Jean, Que., *see* Experimental farms

St. John's, *see* Experimental farms

Ste. Foy, Que., *see* Experimental farms

Sales taxes, *see* Alcohol

Salmonella, *see* Poultry industry

Saretsky, Mr. Tony (Secretary-Treasurer and General Manager, Alberta Canada All Breeds Association)
Canagrex Bill (C-85), 67:5-7, 10-3, 16-32

Sargeant, Mr. Terry (NDP—Selkirk-Interlake)
Grain Commission estimates, 1982-1983, main, 73:8-13

Saskatchewan
Farm purchase program, Farm Credit Corporation role, 92:25; 100:6, 17-8; 109:7, 19
See also FarmStart Corp. Loan & Grant Program; Herbicides; Regional development incentives

Saskatoon, *see* Grain elevators; Veterinary colleges

Satellites, crop disease detection use, 104:26-7

Saynor, Mr. Don (Manager, Alberta Cattle Feeders' Association)
Canagrex Bill (C-85), 72:11-9

Schellenberger, Mr. Stan (PC—Wetaskiwin)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 6:10-3
1981-1982, main, 22:25-30
1983-1984, supplementary (B), 112:13-7; 113:28-32, 48-9; 114:18-22, 26-7, 30-1
Canagrex Bill (C-85), 80:17-9, 22-3, 27-8; 81:5-17; 82:14-7; 83:7-12, 16-7, 24-7, 31, 35; 85:8-10, 14-7, 34-5; 86:11-23, 25-36, 40-3; 87:17, 29; 88:7; 89:28, 49-50
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:10, 19-22
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:27-9, 33-4
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:13-4
Livestock Feed Board estimates, 1980-1981, main, 7:19-22
Meat Import Bill (C-46), 34:20-3; 35:4; 36:14-5
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 80:17-9, 22-3, 27-8; 81:5-8; 83:35; 112:5-6
M. (Mr. M. Dionne), amdt., 81:9-17; 83:7-12, 16-7, 24-5
M. (Mr. M. Dionne), amdt., 83:26-7, 31
Bills, 2:10
Documents, 2:20-2; 35:4
Meetings, 115:15
Questioning of witnesses, 90:27; 114:18-20
Witnesses, 80:17-9, 22-3, 27-8; 81:5-17; 83:7-12, 16-7, 24-7, 31, 35
Wheat Board annual report (1979-1980), 26:32-4
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:9-12, 15-8, 43-4

Schroder, Mr. Jim (L—Guelph; Parliamentary Secretary to Minister of State for Science and Technology and Minister of the Environment)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, main, 68:23-7

Schultz, Mr. Oscar (Member, Canadian Food Processors Association)
Canagrex Bill (C-85), 58:14-9, 23

Scott, Mr. Geoff (PC—Hamilton-Wentworth)
Canagrex Bill (C-85), 76:39-40

Seeds Act, amending, 5:7

Seeds of the earth, *see* Canadian International Development Agency

Semen, *see* Trade

Senate Agriculture Committee (Hays), *see* Committee—Joint meeting; Farm products—Stabilization programs; Soil conservation

Senators, *see* Argue; Cabinet ministers; Inman; Le Moyne; Sparrow; Yusyk

Sheep
Imports, contagious diseases, eradication, compensation, 16:26; 17:4-6, 17-9
Industry, slaughtering facilities, assistance, etc., 35:7-13, 18, 24-9; 36:9; 37:18; 41:6
See also Canadian Sheep Council; Lamb/mutton

Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Shipping, *see* Grain transportation

Ships, *see* Dairy Commission

Sloan, Mrs. D.J. (Secretary Manager, Canadian Sheep Council)
Meat Import Bill (C-46), 35:25

Small business development bonds, *see* Income tax

Smith, Mr. Grant (Dairy Farmers of Canada, Canadian Federation of Agriculture)
Meat Import Bill (C-46), 37:34

Smith, Mr. Russel E. (Director, Flax Growers Western Canada)
Canagrex Bill (C-85), 64:7-10, 14-26

Soil conservation
Funding, federal-provincial co-operation, 107:23-5
Senate Agriculture Committee studying, 110:5
Summer fallow, 107:18-9
See also Agricultural Development Initiatives Program; Agriculture—Research and development; Experimental farms—Western provinces; Irrigation; Prairie Farm Rehabilitation Administration; Western provinces

Sonneveld, Mr. Gus (Vice Chairman, Livestock Feed Board)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, main, 71:14-9
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:9, 20-1, 24-5
Livestock Feed Board estimates
1980-1981, main, 7:12-6, 26-7
1981-1982, main, 28:10-2, 24-32
1983-1984, main, 105:16-8, 31-2

Soviet Union
Agriculture, policy, etc., 110:9-21

Soviet Union—*Cont.*
Parliamentary Delegation visit, 110:5-25
See also Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Agriculture Department estimates, 1983-1984, main
See also Agriculture—Research and development, Exchange programs; European Economic Community; Farm machinery; Grain—Exports

Soybeans
Canagrex role, 77:6-10, 15-7; 80:5-8
Imports, inspection system, 18:10-2
New crop development program, 19:13-4, 21-2
Price, marketing, production, etc., 78:23-4
Producers, stabilization payments, 113:35
Producers, U.S. grain embargo to Soviet Union, effects, compensation, 13:11; 21:16-8
Research and development, 77:7
Photosynthesis, 30:19-20, 23
See also Experimental farms and research stations—Harrow, Ont.

Sparrow, Senator Herbert O. (L—Saskatchewan; Joint Chairman)
Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:5-6, 15-24

Special Farm Financial Assistance Program, *see* Farm Credit Corporation

Stabilization programs, *see* Farm products

Statistics Canada, *see* Food prices—Consumer price index

Storage Construction Financial Assistance Program, *see* Fruits and vegetables

Strain, Mr. Ted (President, National Farmers' Union)
Meat Import Bill (C-46), 40:4-24

Students, summer youth employment program
Funds, 27:18-9; 103:21-2
See also Research and development

Subcommittee, *see* Farm Credit Arrangements Subcommittee

Sugar
National policy, developing, 68:20-1
Refineries, 87:34

Summer Youth Employment Program, *see* Research and development; Students

Summerland, B.C., *see* Experimental farms

Swartz, Mr. C.E. (Chairman, Canagrex subcommittee, Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange)
Canagrex Bill (C-85), 78:8-11, 19, 22, 25-8, 31-3

Swine, *see* Experimental farms—St. Hyacinthe, Que.; Hog industry; Pollution

TOK, *see* Pesticides

Tanzania, *see* External aid

Tardif, Mr. Alain (L—Richmond; Parliamentary Secretary to Solicitor General)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 12:14-7, 28-9
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 23:10-3
Dairy Commission estimates, 1980-1981, main, 10:25-7
Dairy Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 15:36-8, 47-51

Tariffs, *see* Corn—Price; Customs tariff; Grain elevators

Taxation, *see* Excise taxes; Farm Credit Corporation—Loans; Sales taxes

Taylor, Mr. Gordon (PC—Bow River)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 5:7-10
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 14:24-6; 15:8-12; 17:12-4; 19:19-21
Canagrex Bill (C-85), 64:18-20, 28-9; 84:8, 19, 37-8, 44-7
Committee, travel, 8:10-1
Dairy Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 15:35-6, 46-7
Grain Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 18:12, 28-9
Grain Commission estimates, 1981-1982, main, 29:27-9
Meat Import Bill (C-46), 34:26-8
Organization meeting, 9:8
Points of order
Agenda and procedure subcommittee report, 8:10-1, 14
Bills, 83:37-8
Questioning of witnesses, 18:23

Teeter, Mr. Michael (Executive Assistant, Canadian Food Processors Association)
Canagrex Bill (C-85), 58:33-4

Telecommunications, *see* Television

Television, Telidon (two-way TV, information retrieval, developed by Communications Department), 21:20

Telidon, *see* Television

Tessier, Mr. Claude (L—Mégantic-Compton-Stanstead; Parliamentary Secretary to Minister of National Revenue; Chairman)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 6:8-10; 9:15-8; 12:20-1; 13:12-5
1981-1982, main, 22:22-4
1981-1982, supplementary (C), 48:8-9, 29, 33
1982-1983, main, 66:44-6
1982-1983, supplementary (B), 91:28; 92:20-1
1983-1984, main, 101:25-7; 103:31-3; 109:20-3, 28-30
1983-1984, supplementary (B), 114:12-3, 18-20
Canagrex Bill (C-85), 53:25-8; 54:34-7; 63:26-7, 33; 80:26-8; 81:7, 10, 14-8; 85:26; 86:24, 43-5; 88:10, 15-6
Committee, travel, 8:5-16
Dairy Commission estimates
1980-1981, main, 10:9-12, 28
1980-1981, supplementary (B), 15:33-5, 41-2, 50-1
1983-1984, main, 102:10-3; 108:18-21
Election as Chairman, 1:8-9
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:27-8
Grain Commission estimates, 1983-1984, main, 106:8-11
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 4:7
Livestock Feed Board estimates, 1983-1984, main, 105:20-3
Meat Import Bill (C-46), 46:20
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 8:5-16; 80:26-8; 81:7, 10, 14-8; 88:10, 15-6
M., 9:11
Documents, 114:12
Meetings, 48:29
Questioning of witnesses, 48:33; 106:10-1; 114:18-9; 115:5
Witnesses, 80:26-8; 81:7, 10, 14-8
References, chairman, resignation letter, 9:6-7

Thacker, Mr. Blaine (PC—Lethbridge-Foothills)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 5:21-2; 9:18-20; 11:10, 17; 12:7-10, 17, 26-7
1980-1981, supplementary (B), 14:7-9; 15:14-7; 16:5-7; 17:6-8

Thacker, Mr. Blaine—*Cont.*
Agriculture Department estimates—*Cont.*
1981-1982, main, 20:32-3
1981-1982, supplementary (C), 47:28-30
1982-1983, main, 66:46-9; 68:19-23, 27-8; 71:9-13
1982-1983, supplementary (B), 92:23-7
1983-1984, main, 103:28-31
Canagrex Bill (C-85), 53:21-5; 55:16-9; 58:25-7; 60:10-1; 61:8-10; 62:25-6; 63:18-20; 69:11, 20-3; 76:9-10; 78:7, 32-3; 79:21-3; 82:25-7; 87:60, 68
Dairy Commission estimates, 1980-1981, main, 10:4-6, 19
Dairy Commission estimates, 1982-1983, supplementary (B), 94:5-7, 14-5
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 51:16-8
Grain Commission estimates, 1980-1981, supplementary (B), 18:24
Grain Commission estimates, 1982-1983, main, 73:21-3
Livestock Feed Board estimates, 1980-1981, main, 7:22-4
Meat Import Bill (C-46), 37:24-5; 39:4-6
Organization meeting, 1:8-9
Points of order, documents, 5:21
M., 78:7
Points of order, witnesses, 53:23

Thiesson, Mr. Stuart (Executive Secretary, National Farmers' Union)
Canagrex Bill (C-85), 61:8-9, 12-3, 21-6, 30-1

Third world, *see* Developing countries

Thunder Bay, Ont., *see* Grain elevators

Thurm, Mr. Nelson (Legislative Draftsman, Justice Department)
Canagrex Bill (C-85), 86:8, 30, 40; 87:66-7

Tobacco industry, Canagrex role, 74:4-43; 76:27; 84:43-4

Toews, Mr. Bud (Director, Race Track Administration, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1980-1981, main, 9:18
Agriculture Department estimates, 1980-1981, supplementary (B), 16:24-6

Toole Mr. D.E. (Lending Officer, Farm Credit Corporation)
Agriculture Department estimates, 1983-1984, main, 101:11

Tourillon, Mr. Jules (Member, Canadian Food Processors Association)
Canagrex Bill (C-85), 58:13-4, 20-1, 29-30

Tousignant, Mr. Henri (L—Témiscamingue; Parliamentary Secretary to Minister of Public Works)
Canagrex Bill (C-85), 85:16

Towers, Mr. Gordon (PC—Red Deer)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 9:33-4; 13:19-23, 33
1980-1981, supplementary (B), 14:13-5
1981-1982, main, 20:26-7; 27:19-21; 30:6-8, 16; 32:16-8
1982-1983, main, 66:9, 24; 68:29, 35-9
1982-1983, supplementary (B), 91:23, 30-5; 92:20, 25-7
Canagrex Bill (C-85), 56:21, 33-6; 60:4, 15-7; 61:18-22; 62:11-5, 27; 64:21-2; 67:26-8, 31-2; 69:47; 81:6-8, 11-3, 16; 82:7; 83:8; 84:25-7, 56-7, 64-5, 70-5; 85:24-7; 89:18-21, 27, 52
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 52:20-2
Grain Commission estimates
1980-1981, supplementary (B), 18:14, 27-8
1981-1982, main, 29:11-3, 24, 30-3
1982-1983, main, 73:24-7
Livestock Feed Board, estimates, 1981-1982, main, 28:9-13

Towers, Mr. Gordon—*Cont.*
Meat Import Bill (C-46), 33:22-3; 34:32-3; 35:11-3, 27-8; 36:4, 6, 20-1, 26; 37:22; 39:7-8, 26-7; 42:12-3; 45:5-6
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 81:6-8, 11-3, 16; 83:8
Documents, 36:4; 60:4
Estimates, 66:9
Questioning of witnesses, 18:22-4
Witnesses, 29:33; 81:6-8, 11-3, 16; 83:8
Wheat Board annual report (1981-1982), with Auditor's report, 115:5, 27-31

Toxic Chemicals Management Program, *see* Chemicals

Trade
Import/export statistics, beef, pork, cattle, semen, grain, 67A:1-11; 69:35, 39
National trading corporation, establishing, 89:28-9, 32
See also Canagrex; Exports; Farm machinery; Farm products; Food; Imports; Potatoes

Trade Commissioner Service, 32:8, 25; 78:5, 9, 13-4, 18-9, 37

Trade missions, 103:14

Transportation
Policy, national goals, 3:8
See also Food prices; Fruits and vegetables; Grain transportation; Livestock; Potatoes; Rapeseed

Trant, Mr. G.I. (Assistant Deputy Minister, Farm Income Services Branch, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 11:5-19
1980-1981, supplementary (B), 15:8-10
1981-1982, main, 21:26-7; 23:12, 15-6, 24
1982-1983, main, 66:18-9, 36-7, 49; 68:39
1982-1983, supplementary (B), 91:9, 31-2
1983-1984, main, 104:30-1
Meat Import Bill (C-46), 34:34

Triticale, new crop development program, Man., promoting, etc., 1:14; 19:12

Trucking industry, *see* Feed grain—Freight assistance; Rapeseed

Trudel, Mr. K. (Chief, Operating Programs, (Marketing & Economics Branch), Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1982-1983, supplementary (B), 92:24, 27-8; 93:5-7, 31-3

Tuberculosis, *see* Cattle

Turkeys
Imports, permits, Canada-U.S. negotiations, 47:18-9; 53:19
Processing facilities, $3.7 million federal contribution, 14:11-3, 17-8; 15:8
Quotas, 24:13-4
See also Canadian Turkey Marketing Agency

Turner, Mr. Don (Director, Alberta Beekeepers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 77:12-9

Two-Price Wheat Bill (amdt.)—S-6. Minister of Transport Consideration, 90:7-11

Unemployment countermeasures, job creation programs, *see* New Employment Expansion and Development Program

Union des producteurs agricoles du Québec, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill—Meat Import Bill

United Kingdom, *see* Britain

United Nations, *see* Food and Agriculture Organization of the United Nations

United States
Agricultural export credit revolving fund, 82:17-9, 37-9
See also Canada-United States relations; Feed grain; Food processing industry; Grain; Hazardous products; Milk

Universities and colleges
Agricultural research and development, funds, 1:13; 4:18; 19:4-8, 14-5; 30:13; 92:5-10; 103:21
See also Experimental farms

Vaags, Mr. William (Chairman, Manitoba Pork Producers' Marketing Board; Canadian Pork Council)
Canagrex Bill (C-85), 69:10, 15-8, 25

Valois, Mr. Arthur (President, Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec)
Canagrex Bill (C-85), 59:4-5, 21-4, 32, 35-40

Vancouver, port, *see* Grain elevators

Veal, imports, quotas, legislation, *see* Meat Import Bill (C-46)

Veillette, Mr. Michel (L—Champlain)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 6:25-7; 13:28-9
1980-1981, supplementary (B), 15:17-9
1981-1982, main, 30:14-5
1983-1984, main, 100:23-4
1983-1984, supplementary (B), 112:12-3
Canagrex Bill (C-85), 63:28-30; 72:11-3; 85:7; 86:30; 89:52
Dairy Commission estimates
1980-1981, main, 10:17-9
1980-1981, supplementary (B), 15:45-6
1982-1983, main, 75:15-7
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:33-4
Meat Import Bill (C-46), 36:19-20; 44:22-3
Organization meeting, 9:7
Organization meeting in relation to Standing Orders 69(2) and 69(4)(a), 98:6, 14, 17-9
Points of order, agenda and procedure subcommittee, 98:14
Points of order, quorum, M., 98:17

Veterinary colleges
Fourth, establishing in Atlantic provinces, animal/marine health prevention emphasis, 9:26-8; 68:26-7
Saskatoon, 88:12; 103:29
See also Experimental farms—St. Hyacinthe, Que.

Veterinary inspectors, 9:10, 16; 20:33-5; 34:18
Salary dispute, strike action, etc., 27:6; 34:6
Women, 68:27-9

Visser, Mr. Bill (President, Canadian Horticultural Council)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 95:5
Canagrex Bill (C-85), 70:5-8, 11-5

Vitavax, *see* Pesticides

Voisey, Mr. P. (Director, Engineering and Statistical Research Institute, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 12:14-7
1981-1982, main, 30:26-7
1981-1982, supplementary (C), 48:11
1982-1983, supplementary (B), 91:12
1983-1984, main, 103:25

WHO, *see* World Health Organization

Wage and price control, "6 and 5 provisions", June 28/82 budget measure, *see* Dairy industry

Ware, Dr. D. (Special Policy Adviser, Marketing and Economics, Senior Program Co-ordinator, Agriculture Department)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 22:29
Canagrex Bill (C-85), 54:16, 19; 87:55, 69; 88:7-8

Watson, Mr. Ian (L—Châteauguay)
Canagrex Bill (C-85), 85:33

Watt, Mr. Ian (President, Western Stockgrowers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 67:4-5, 8-11, 16, 21, 25-6

Weather, monitoring, 32:26

Weber, Mr. Walter (President, Alberta Swine Breeders' Association)
Canagrex Bill (C-85), 70:15-7, 20

Weed control
Research and development, 30:24-5
See also Pesticides

Western Barley Growers Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Western Development Fund, 26:33-5
See also Grain—Exports

Western Grain Stabilization Program, 5:23-4; 6:4, 18; 16:6-7; 33:22; 106:28-9; 113:24
Payments, requesting, amending legislation to decrease pay-out from 5 years to 3 years, 113:38-44; 114:8-11, 14-5, 25-6; 115:22-4

Western Grains Research Foundation, establishment, funding, representatives, etc., 112:7-10; 113:6, 24-8; 114:13

Western provinces
Soil conditions, 1981, 26:16-7; 31:14-5
See also Agriculture Department—Staff, Scientists; Committee; Crop Insurance Program; Drought; Experimental farms; Freight rates; Irrigation; Hog industry; Livestock; Prairie Farm Rehabilitation Administration

Western Stockgrowers' Association, *see* Organizations/individuals appearing and briefs submitted—Canagrex Bill

Wheat, *see* Grain

Wheat Board
Annual reports
Committee meeting promptly after tabling, 115:19
1979-1980, 26:5-49
1981-1982, with Auditor's report, 115:5-46
1982-1983, tabling, 115:41
Cash advance program, statistics, 115:37-8
Credit accounts with other countries, 115:25-6
Operating costs, 114:24-5
Quotas, 6:26
Responsibilities, jurisdiction, 26:30-2, 36-7; 53:25-7; 65:5; 91:24-5
See also Barley; Drought—Feed grain; Feed grain; Flax; Grain; Grain elevators; Grain transportation; Oats; Rapeseed—Jurisdiction

Whelan, Hon. E.F. (L—Essex-Windsor; Minister of Agriculture)
Advance payments for crops program, 1:21; 15:7; 21:8; 23:23; 47:8-10, 24-5; 48:26-30; 91:6-7, 16-7
Agricultural development initiatives program, 107:11-3, 23
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 96:5-15; 97:5-15
Agricultural Stabilization Act, 1:14; 99:10-2; 104:10; 113:7

Whelan, Hon. E.F.—*Cont.*
Agriculture
Computer industry, assisting, 21:20-1
Land, ownership policy, 13:29
Oil and oil products, rationing program, 1:22; 5:29
Research and development, 1:13, 21; 5:29; 21:8-9; 47:27-8; 48:10-20, 23-4; 53:35; 99:11
Energy resources, renewable, 4:17-8; 6:19-21; 47:8-11, 28-9
Soil salinization, 91:25-7; 104:22-3
Agriculture Department
Advertising, 22:23; 23:12-3
Agri-food development program, 113:5
Budget
1980-1981, 1:13; 13:5-6
1981-1982, 21:6-9, 13
1982-1983, 66:10-4; 91:6
1983-1984, 99:9-12
Estimates
1980-1981, main, 1:11-40; 4:8-27; 5:5-35; 6:4-29; 13:5-34
1980-1981, supplementary (B), 15:5-32
1981-1982, main, 21:5-9, 13-28; 22:4-30; 23:7-28
1981-1982, supplementary (C), 47:8-13, 17-31; 48:6-36
1982-1983, main, 66:10-28; 68:4-39
1982-1983, supplementary (B), 91:5-35
1983-1984, main, 99:8-31; 104:4-32; 107:4-27; 109:5-30
1983-1984, supplementary (B), 113:4-53
Market information services, 1:14
Official languages policy, 68:19-20
Reorganization, 1:15-7; 13:6-7, 13-4
Staff, scientists, 104:5, 17-20; 113:5
Agri-food strategy, 53:6-7, 18, 32; 54:33; 91:6-7, 26, 33; 99:9-12; 104:7-8, 22-3
Alcohol, excise and sales taxes, 5:29
Animals, diseases, 15:15-6; 68:23-6
Banks and banking, 91:18-9
Barley, 6:5-6; 91:8, 31-3; 105:15, 38
Beans, 113:21-4
Beef, 22:13; 33:5, 10-6; 45:5, 15-6, 22-3, 25; 48:22, 35; 66:11; 91:16-9; 99:13-9; 104:10-3, 27-9; 113:7-11, 35-6
Butter, 108:11-2, 17-8
Canada Packers Limited, 99:20; 105:16
Canagrex, 1:14, 34-5; 13:14, 22; 21:9, 14-5, 26; 22:29; 23:12; 33:14; 66:14; 68:37-8
Canagrex Bill (C-85), 53:5-36; 54:5-41; 81:18-30; 82:4-39; 84:50-64, 67-73, 77-85; 85:7-35; 86:7-22, 28-45; 87:8-34, 38-71; 89:12-48, 51-5
Canfarm Co-Operative Services, 15:7, 25-8; 21:20; 47:8, 11
Cattle
Agricultural Stabilization Act average live fed market price, 104:30-1
Blue tongue disease, 68:16
Brucellosis, 1:14; 6:12
Foot-and-mouth disease, 68:25
Imports from U.S., 21:24; 23:11-2, 15; 33:14, 17
Mange disease, 15:15-7
Producers, stabilization payments, 66:17-9, 27-9; 89:17-8, 22
Research and development, 91:28-30
Cheese, 23:14-5; 33:20-1; 45:16
Chemicals, 113:5, 13, 34-5
Chickens, 108:13
CIDA, *Seeds of the earth,* funding, 4:9, 12-5
Corn, 105:36-8
Crop insurance program, 1:13; 5:23-5; 6:17; 15:6-7; 21:7-8; 22:18-9; 23:9, 13; 47:8-10, 19, 21; 66:13-4; 99:10-2
Dairy Commission
Auditor General comprehensive audit report, 108:27-8
Budget, 1980-1981, 5:11-3; 6:9-10

Whelan, Hon. E.F.—*Cont.*
Dairy Commission—*Cont.*
Budget, 1982-1983, 91:6-8, 21-2
Estimates, 1983-1984, main, 108:7-28
Gibson inquiry, 15:17
Mismanagement, RCMP investigation, etc., 91:23; 108:27
Ships used for export operations, 108:7-8, 25-8
Status, 6:10; 53:29; 54:36
Dairy industry
Advertising, promotion program, etc., 15:17-9
Policy, 6:8-9; 13:15; 21:15, 21; 68:22
Quebec, 5:12
Quotas, 113:18
Record of performance program, 47:8, 11-2, 19-20; 68:6
Subsidies, 66:13; 108:20-1
Wage and price control, 108:19
Dairy products, exports, promoting, 5:11-3; 6:9-10; 21:8
Drought, western provinces, 1:17, 23-5, 30-2, 35-7; 4:19-20, 23-6; 5:14-5, 33-4; 13:26-7; 15:29-32; 21:8; 22:8-14, 18-22; 23:7-10, 17-8; 66:13
Energy resources, 6:19; 47:28-9
Exhibitions and fairs, 47:21-3; 48:8-9
Experimental farms
Agassiz, B.C., 22:28
Fredericton, 23:27
Funding, 21:9
Guelph, 99:12
Kentville, N.S., 23:27
Lacombe, Alta., 22:28; 66:13
Lethbridge, Alta., 66:14; 99:12
New Brunswick, Senator Michaud Farm, 23:27; 105:38
Sackville, N.B., 99:12
St. Hyacinthe, Que., 91:35
St. Jean, Que., 66:14; 99:12
Staff, salary rates, etc., 22:22
Summerland, B.C., 5:21; 21:9; 66:14
Universities and colleges, relationship, 5:18-21
Exports, 113:16-7
External aid, food, 4:8
Farm credit, 1:21; 5:30
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:5-35; 50:6-29; 52:6-45
Farm Credit Arrangements Subcommittee, 109:20-1
Farm Credit Corporation
Budget
Nov. 12/81 measures, 91:7
June 28/82 measures, farm financial assistance program, 91:6-7; 99:22-3; 109:6; 113:6, 32, 37-8, 43-7
Apr. 19/83 measures, farm financial assistance program, 109:6, 18-30
Funding, increasing, 1:21; 5:28-9; 13:30; 21:6-8, 13-4; 22:5-6, 30; 49:5-14; 52:6-45; 66:12; 99:25; 109:9
Investment, agribonds, opportunity, etc., 68:10-1; 109:13-6
Loans
Appeals, 109:19-21
Arrears, 109:10-1
Cash advances, 109:17-8
Farm starts, 13:29-30
Interest rates, 1:20-1; 5:30; 21:12; 22:5; 49:9-10, 18-20; 50:8, 11, 15-6; 109:9-16
Land values, 109:8-9
Prepayment, 109:15
Quebec, 109:29-30
Refinancing, 109:12
Statistics, 109:6-8, 27-8
Taxation, 21:21
Staff, official languages policy, 109:28-9

Whelan, Hon. E.F.—*Cont.*
Farm improvement loans, 1:15; 15:14, 24; 68:13
Farm income, 5:28-9; 6:18
Farm products
Exports, promoting, 1:15; 13:6
Marketing boards, 1:15; 66:25; 68:39
Stabilization programs, 1:14; 6:18, 24-5; 21:7; 23:20; 48:20-1, 34-5
Farm Products Marketing Act, 87:45
Farmers
Bankruptcies, 21:23-4; 22:14-5; 49:11; 50:20-1
Debts, moratorium, 5:25
Indebtedness, statistics, interest rates effects, 22:5
Production costs, interest rates effects, 48:31-3
FarmStart Corp. loan & grant program, 13:30
Feed grain
Alfalfa seed, disease, 5:17
Freight assistance, 1:15, 4:5-7; 13:7; 15:9-12; 23:27; 54:33; 66:13; 91:13-5; 105:13-6
Marketing, Wheat Board jurisdiction, 13:18-23, 31-3
Policy, reviewing, 105:24-6
Price, corn competitive formula, 91:6-10, 20-1, 30-3; 105:24-5, 32; 113:28-32, 49-50
Research, 13:7
United States policies, 105:36-7
Food
Inspection system, 68:4-7, 35-7
Production, 1:12
Using as tool for political power, 89:46
Food prices, 22:25-9; 66:24-5
Freight rates, Crow's Nest Pass rates, 13:16-8; 23:18-9; 99:25-31; 105:18-20, 24-6; 108:20
Fruits and vegetables
Apples, 47:20-1; 99:23-4; 104:13-7; 113:6-9, 12, 47-9
British Columbia Tree Fruit Marketing Board, 53:19; 54:4-5, 20-1
Greenhouse industry, 4:18; 104:15-7
Onion industry, 45:18; 48:6-7, 12; 113:15
Producers, interest free advance payments, 21:25
Refrigerated warehouses, need, 5:34; 6:22-3
Storage construction financial assistance program, 1:27; 5:34-5; 6:22-3; 15:7-8; 54:6-7; 113:5
Transportation, perishable goods, deterioration, etc., 96:5-15; 97:5-15
Gasoline, 6:21-2; 113:52-3
GATT, 45:5, 16, 22-4
Grain
Acreage reduction, LIFT program, 89:46
ECON Consulting Ltd., 66:20-2; 68:18
Exports to Soviet Union, restraining, 5:23-4, 28; 13:10-2; 21:16-8; 47:8-9, 23-7; 66:13
Ontario, 1982 mould outbreak, 113:42
Price, 5:24, 31; 13:26
Quotas, 113:39
Research and development, 105:35-6
Grain Commission, 5:27-8; 66:11; 99:10-1
Grain elevators, Grain Commission increasing charges, 4:10
Grain elevators, Moose Jaw, Sask., maintaining, 1:37-8; 5:17-8; 13:8-10
Grain transportation, demurrage charges, 5:9-10
Hazardous products, 48:6-7
Herbicides, 22:16-8; 108:9-10
Hog industry
Farrowing operations, 5:31-2; 6:4-5; 15:8; 23:23
Producers, Que., 4:26-7
Producers, stabilization payments, 1:14, 39; 13:12-3; 21:7; 22:12-3; 23:23-4; 66:11; 91:9; 113:7

Whelan, Hon. E.F.—*Cont.*
Income tax
Farmers
Cattle, emergency sales, 4:22-3
Incentives, need, 1:27; 21:21
Reclassification and audit, 113:50-2
Small business development bonds, 21:24-5; 48:22
Insecticides, 15:19-22
Irrigation, western provinces, 107:9-10, 20
Lamb, 21:26-7; 22:13; 23:11-2; 33:14-5, 20-1, 24-7; 45:11-3
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 4:5-7
Livestock Feed Board, 6:10; 66:11-2
Estimates, 1983-1984, main, 105:11-20, 24-32, 35-9
Livestock, transporation, freight rates, 13:16-8
Maple syrup, 22:5; 48:10; 53:28; 54:25
Meat
Imports, legislation, introducing, 1:14, 31; 15:23; 21:24; 22:12-3
Inspection service, 5:7; 68:7-8, 37-8; 113:15-6, 19-21
Inspectors, 113:33-4
Research facilities, need, 22:27-9
Meat Import Bill (C-46), 33:5-27; 45:5-17, 20-5; 47:15-7
Metric conversion, 91:33-5
Milk
Consumer subsidies, 68:22-3
Exports, subsidy, 6:8
Industrial, 6:8; 47:20; 49:34; 108:16
Powdered, 108:17
Quotas, 5:15-6; 6:26-7; 108:11-3, 22-5
United States surplus, 108:16-8, 20-4
National energy program, 91:6-8, 12-3, 20; 113:48, 53
National Farm Products Marketing Council, 1:27
New crop development program, 1:13; 13:7
Oilseeds, 13:11; 21:16; 53:6; 104:9
Pesticides, 15:23; 68:14-5; 113:34-5
Petro-Canada, 89:26-7
Plant breeders rights
Information publication, failure to mail, 4:13-5; 5:4-7
Legislation, 1:14; 4:14-5; 5:6-7; 23:22-3; 91:23-4
Private sector, competition, 6:6-7
Research, 48:17-8
Plant quarantine, 6:7-8
Points of order, documents, tabling, 5:20-1
Points of order, letter of appreciation, M. (Mr. Wise), 49:28
Pork, 1:40; 4:27; 22:13; 23:20-1; 33:16; 53:23-4, 28
Potatoes
Agricultural Stabilization Act, payments, 6:28-9
Exports to U.S., Maine restrictions, 104:24-6
Inspection service, 68:32-5
Marketing board, establishing, 6:14-7; 13:24-5; 23:21
Seed, exports, promoting, 21:8
Seed, inspection service, 68:5-9
Transportation, freight assistance, etc., 13:24-5
Prairie Farm Emergency Fund, 21:5; 68:12, 30-1; 104:18-20
Prairie Farm Rehabilitation Administration, 1:24, 30-1, 37; 91:11; 107:4-27
Public accounts, 21:7
Rabbit, 45:11
Race tracks, pari-mutuel betting, 15:12-3
Railways, branch lines, Hall (Emmett) report recommendations, etc., 4:11
Rapeseed, 13:16
References, *see* Canagrex—Correspondence; Committee—Agribusiness; Freight rates—Crow's Nest Pass rates; World Food Council
Regional development incentives, 91:7, 10-2; 99:11, 21-2; 107:13-4; 113:33
Saskatchewan, 109:7, 19

Whelan, Hon. E.F.—*Cont.*
Satellites, 104:26
Seeds Act, amending, 5:7
Soil conservation, 107:18-9, 24-5
Soybeans, 13:11; 21:16; 113:35
Sugar, 68:21; 87:34
Television, Telidon, 21:20
Trade, national trading corporation, establishing, 89:28-9, 32
Triticale, 1:14
Turkeys, 15:8; 47:18-9; 53:19
Universities and colleges, agricultural research and development, funds, 1:13; 4:18
Veterinary colleges, Atlantic provinces, establishing, 68:27
Veterinary inspectors, women, 68:28-9
Western grain stabilization program, 5:23-4; 6:4, 18; 33:22; 113:39-44
Western Grains Research Foundation, 113:6, 25-7
Wheat Board, 6:26; 91:25
Wine industry, 13:7
Wise, Mr., references, 105:39

White beans, *see* Beans

White, Mr. Glen (Commodity Officer, National Farm Products Marketing Council)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 24:15

White, Mr. Ron (Ontario Federation of Agriculture)
Meat Import Bill (C-46), 37:32-3, 36-7

Whitty, Mr. Brian C. (Vice Chairman, Meat Import Committee of the Canadian Importers Association Inc.)
Meat Import Bill (C-46), 36:7, 12, 20-1

Wight, Mr. R.E. (Director General, Plant Health and Plant Products, Food Production and Inspection Branch; Director General, Plant Products and Quarantine, Agriculture Department)
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 97:6-8
Agriculture Department estimates
1980-1981, main, 9:21-6, 36
1980-1981, supplementary (B), 17:9-10
1982-1983, main, 68:8-9, 15-6, 34

Wilford, Allan, *see* Farmers—Bankruptcies

Wilkinson, Dr. Keith (Commodity Officer, National Farm Products Marketing Council)
Agriculture Department estimates, 1981-1982, main, 24:19-20

Wilson, Mr. Stan (Director, Alberta Cattle Commission)
Canagrex Bill (C-85), 69:36-8, 46-7

Wine industry
Grapes, surplus, stabilizing, brandy production, contracts, etc., 11:14-8; 13:7; 14:22-3
See also Alcohol

Winnipeg Commodity Exchange, *see* Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange

Wise, Hon. John (PC—Elgin)
Advance payments for crops program, 14:21-2
Agricultural Products Board Act, 14:22
Agricultural Products Standards Bill (C-98), 95:13-5; 97:13
Agricultural Stabilization Act, 14:22
Agriculture Department
Estimates
1980-1981, main, 1:12, 18-22; 5:25-30; 9:36-7
1980-1981, supplementary (B), 14:20-6; 15:23-8; 16:22-4; 19:14-5
1981-1982, main, 20:16; 21:11-3; 24:15-6; 32:23-4

Wise, Hon. John—*Cont.*
Agriculture Department—*Cont.*
Estimates—*Cont.*
1981-1982, supplementary (C), 48:4-8
1982-1983, main, 66:26, 32-5
1983-1984, main, 99:7-8, 12-6, 25-7; 100:15; 103:36; 107:20-2, 26
Alcohol, 5:26-7
Beef, 38:24-6; 51:7; 99:12-6
Canadian Chicken Marketing Agency, 24:16
Canadian Turkey Marketing Agency, 24:16
Canagrex, 21:12; 32:24
Canagrex Bill (C-85), 53:9-11; 56:18-9, 22-7; 60:20-3; 67:18-21; 69:48-50; 70:9; 74:13-9; 76:26-30; 79:6-9; 80:13-4; 82:4, 8; 83:13-5, 17-8, 31, 35; 84:4-17, 40, 48-55, 59-63; 85:4-8; 86:7-8, 23, 42-3; 87:9-11, 14-6, 21-2, 28, 47-8, 52-4, 58, 61-2, 65-72; 88:5-8; 89:12-3, 48-9
Canfarm Co-Operative Services, 15:24-8; 16:22-3
Cattle, 9:37; 66:34-5
CEMA, 24:16
Cheese, 10:23-4; 75:9-10
Dairy Commission estimates
1980-1981, main, 10:12-5, 23-4, 28
1982-1983, main, 75:6-11
1983-1984, main, 108:13-8, 22-5
Dairy industry, 21:13; 37:31; 75:10-1
Drought, western provinces, 1:18; 16:23
Experimental farms, 19:14-5
Farm credit, 1:19; 5:26
Farm Credit Act and Farm Loans Interest Rebate Bill (C-88), 49:15-9, 28, 35; 51:7-10, 24-6, 34; 52:10-4, 18-9, 22, 34-5
Farm Credit Arrangements Subcommittee, 103:8
Farm Credit Corporation
Budget, June 28/82 measures, 90:12-5
Estimates, 1981-1982, main, 25:14-6, 24
Funding, increasing, 1:19; 5:26; 21:12; 49:16-7; 51:8-9; 52:10-2, 18, 34-5; 66:33-4
Loans, interest rates, 5:30; 21:12; 49:17-9; 51:8-9
Farm improvement loans, 15:23-4
Farm Improvement Loans Bill (C-27), 2:7-10
Farm Loans Interest Rebate Bill (C-134), 90:12-5, 30
Farm products, marketing boards, 37:31; 43:25-6
Farmers, 37:31-2; 43:24-7; 49:15-6
Feed grain, 2:8; 3:6-8; 14:20
Food, 5:27; 43:24-5
Freight rates, Crow's Nest Pass rates, 99:27
Fruits and vegetables, 14:20-4; 48:5-6
GATT, 45:23
Grain Commission, 5:27
Grain, exports to Soviet Union, restraining, 5:27-8
Hazardous products, 48:5-6
Hog industry, 37:31, 41
Lamb, 35:24-6

Wise, Hon. John—*Cont.*
Livestock Feed Assistance Bill (C-15), 3:6-8; 4:7
Meat, 5:27; 16:23
Meat Import Bill (C-46), 33:18-20; 35:5, 24-6; 37:31-2, 41; 38:24-6; 39:27; 43:24-7; 45:4-5, 10-2, 23
Milk, 10:24, 29; 75:7-9; 108:13-7, 22-5
Organization meeting, 1:10
Peanut industry, 19:14
Plant breeders rights, 5:25
Points of order
Agenda and procedure subcommittee reports, 80:13-4; 83:13-5, 17-8, 31, 35; 103:8
M., 20:16
Bills, 83:40; 90:30
Documents, appending, 14:22
M., 2:9
Documents, briefs, , 35:5
Letter of appreciation, M., 49:15
Message to Chairman Maurice Bossy, M., 48:5
Witnesses, 80:13-4; 83:13-5, 17-8, 31, 35
Potatoes, 14:22; 79:6-9
Poultry industry, 9:37
Prairie Farm Rehabilitation Administration, 107:20-2
Race tracks, pari-mutuel betting, 16:23-4
References, sickness, 105:39
Regional development incentives, 107:21-2
Sheep, 35:24-5
Wine industry, 14:22-3

Women, *see* Farm Credit Corporation—Loans; Veterinary inspectors

Wood, Mr. P.M. (Director, Region of the Americas, Australian Meat and Live-stock Corporation)
Meat Import Bill (C-46), 44:4-25

World Food Council meeting, Yugoslavia, May 1981, Whelan attending, 31:5-6, 18-9

World Food Day, October 16 proclamation, 31:20

World Health Organization (WHO), *see* Developing countries

Yogurt, production, consumption, demand, etc., 15:47-8

Youth, *see* Research and development

Yugoslavia, *see* World Food Council

Yukon Territory, *see* Agriculture; Feed grain—Freight assistance

Yuzyk, Senator Paul (PC—Fort Garry)
Soviet Union Parliamentary Delegation visit, 110:19-21

Zwaenepoel, Mr. Louise (Secretary-Treasurer, Alberta Beekeepers' Association)
Canagrex Bill (C-85), 77:11

"6 and 5 provisions", *see* Wage and price control

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

CANADA

INDEX

DU

COMITÉ PERMANENT DE

l'Agriculture

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicules nos 1-115 • 1980-1983 • 1re Session • 32e Législature

Président: Mme Éva Côté

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

INDEX

COMITÉ DE LA CHAMBRE DES COMMUNES—COMPTE RENDU OFFICIEL

PREMIÈRE SESSION, TRENTE DEUXIÈME LÉGISLATURE

Abréviations: A.=appendice. Am.=amendement. Art.=article. M.=motion

DATES ET FASCICULES

—1980—

Avril: le 23, f.1.

Mai: le 29, f.1.

Juin: le 3, f.2; le 5, f.3; le 10, f.4; le 11, f.5; le 12, f.6; le 17, f.7.

Juillet: le 18, f.8.

Octobre: les 16 et 21, f.9; le 28, f.10; le 29, f.11; le 30, f.12.

Novembre: le 4, f.13; le 20, f.14; le 25, f.15; le 26, f.16; le 27, f.17.

Décembre: le 2, f.18; le 4, f.19.

—1981—

Mars: le 5, f.20; le 31, f.21.

Avril: le 1er, f.22; le 2, f.23; le 9, f.24; le 14, f.25; le 15, f.26.

Mai: le 13, f.27; le 19, f.28; le 21, f.29; le 26, f.30; le 27, f.31; le 28, f.32.

Juin: le 2, f.33; le 9, f.34; le 10, f.35; le 11, f.36; le 16, f.37; le 17, f.38; le 18, f.39; le 23, f.40; le 25, f.41.

Octobre: le 28, f.42; le 29, f.43.

Novembre: le 3, f.44; le 5, f.45; le 19, f.46; le 25, f.47; le 26, f.48.

—1982—

Février: le 10, f.49; le 16, f.50; le 18, f.51; le 25, f.52.

Mars: le 18, f.53; le 23, f.54; le 25, f.55; le 31, f.56.

Avril: le 6, f.57; le 8, f.58; le 22, f.59; le 27, f.60; le 28, f.61; le 29, f.62 et f.63.

Mai: le 6, f.64 et f.65; le 11, f.66; le 12, f.67; le 17, f.68; le 18, f.69; le 20, f.70; le 25, f.71 et f.72; le 26, f.73; le 27, f.74 et f.75.

Juin: le 1er, f.76, le 2, f.77; le 3, f.78; le 7, f.79; le 9, f.80; le 10, f.81; le 15, f.82; le 23, f.83; le 29, f.84.

Juillet: le 6, f.85; le 7, f.86; le 8, f.87; le 14, f.88; le 15, f.89; le 28, f.90.

Novembre: le 17, f.90; le 18, f.91; le 24, f.92; le 25, f.93; le 30, f.94.

Décembre: le 7, f.95; le 8, f.96; le 9, f.97.

—1983—

Février: le 15, f.98.

Mars:	le 8, f.99; le 10, f.100; le 15, f.101; le 16, f.102; le 22, f.103; le 24, f.104; le 29, f.105.
Avril:	le 14, f.106; le 19, f.107; le 21, f.108; le 28, f.109.
Mai:	le 17, f.110.
Juin:	le 18, f.111.
Novembre:	le 22, f.112 et f.113; le 23, f.114; le 29, f.115.

Abattoirs. *Voir* Bétail; Porc

Abeilles. *Voir* Apiculture

Abell, M. Eric (président, Alberta Beekeepers' Association)
Canagrex, société, Loi, 77:4-6, 11-2, 14-7, 19-20

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négociations, Genève (Tokyo Round)
Allusions, 1:15; 69:30
Céréales de provende et fourrage, 28:16, 19; 78:35-6
Fromage, 23:14; 39:6; 45:16; 75:9-10
Fruits et légumes, 58:24
Industries canadiennes, protection, 37:13
Oeufs, 23:16
Pommes de terre, 37:13; 45:24-5
Président, M. Dunkel, entretiens avec M. Whelan, 23:11
Produits de ferme, 32:7; 74:32; 78:35-6
Produits laitiers, 75:8
Viande, boeuf, etc., 23:14-6; 34:30-1; 39:6, 17; 40:5; 72:22
Volaille, 45:15
Voir aussi Bétail—Importations des États-Unis, contingentements; Moutons—Importations de Nouvelle-Zélande, prix, contingentement; Soya—Exportations; Viande, importation, mesure législative

Adams, M. D.M. (gérant général, Conseil des viandes du Canada)
Canagrex, société, Loi, 57:4-12, 14, 16, 18-21, 25
Viande, importation, Loi, 34:6-7, 12-3, 15-7, 25-6, 31

Addeman, M. Ross (directeur-général, Ontario Wheat Producers' Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 74:14-5, 19, 30-1

Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP)
Allusions diverses, 1:36-7; 22:7, 9-10
Assistance dans d'autres régions du Canada, 107:12-3, 22-4
Évolution, projets futurs, etc., 107:9
Fonctionnement, 107:10-1
Historique, activités, etc., 107:5-7
Programme. *Voir* Sécheresse—Provinces de l'Ouest—Rétablissement
Projets, liste, approbation par le Conseil du Trésor, 107:8, 26-7
Provinces, coopération, accords, etc., 107:7-8, 11, 21, 24
Régionalisation, 107:26
Voir aussi Saskatchewan; Terres—Terres agricoles

Aéroports, déchets des vols internationaux, incinérateurs, construction, 27:25-6

Afghanistan
Relations avec le Canada, 85:10
Voir aussi Céréales—Union soviétique, vente—Restrictions

Agence canadienne de développement international (ACDI)
Document, *Seeds of the Earth,* fonds, affectation, enquête, etc., 4:9, 12-3
Rôle, 4:12
Voir aussi Denrées alimentaires—Programme mondial d'aide; Pays en voie de développement

Agence de la pomme de terre du Nouveau-Brunswick. *Voir* Pommes de terre—Nouveau-Brunswick *et* Office de commercialisation, création; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Création—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Agneau
Élevage, 21:26-7; 37:18-9; 43:18-9

Agneau—*Suite*
Et mouton, office de commercialisation, création, 45:12
Prix, stabilisation, programme, 43:19
Tarif des douanes, 45:20
Voir aussi Moutons; Viande; Viande, importation, mesure législative

Agriculteurs
Assurance-revenu, programme de 1977, 52:17
CEE, subventions, 51:13
Dettes, 49:15-6, 20, 24; 52:15-7; 61:11
Disposant d'un revenu autre que celui de la ferme, assistance. *Voir* Crédit agricole
Éducation, 107:24-5
Énergie, coût, augmentation, répercussions, 43:27; 47:28-30; 51:7
Faillites, 1:40; 4:21-3; 22:14-5; 50:20-1; 51:15; 52:11-2; 61:8; 65:21; 90:29
Répartition par province, 101:6-7
Voir aussi Fermes—Ventes forcées, saisies, etc.
Intérêts, taux, augmentation, répercussions, contre-mesures, etc., 1:19-21; 21:21-5; 22:4-5, 14-5; 37:31-2; 39:25-6; 43:27; 51:7; 76:25
Jeunes agriculteurs. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes; Crédit agricole
Nombre, augmentation, statistiques, etc., 50:13
Paiements anticipés, sans intérêt. *Voir* Prêts sans intérêt *sous le titre susmentionné*
Prêts, programmes, 1:39
Prêts sans intérêt, 22:5; 48:26-7, 29-30; 49:29; 50:26; 52:17; 81:19
Productivité, taux, augmentation, 43:18
Revenus, stabilisation, programme, 66:12, 36-8
Rôle, encouragement, etc., 32:13-4
Situation, 109:10-1
Amélioration, mesures, 47:16-7
Difficultés, causes principales, 90:28-9
Inflation, etc., répercussions, 51:7, 12-4, 16, 22-4, 29-30; 66:10
Ontario et Québec, 51:15
Saskatchewan, 48:32-3; 51:7, 15
Voir aussi Banques et opérations bancaires; Crédit agricole; Cultivateurs et créanciers, arrangements, modification de la loi; Fermes—Revenu; Impôt sur le revenu; Offices de commercialisation—Établissement, rôle, fonctionnement, etc.

Agriculture
Agriculture organique, méthodes, rentabilité, 93:7-8
Amélioration, programme. *Voir* Pays en voie de développement
Assistance, programme spécial, 49:10-1, 14; 90:13, 26; 91:7; 100:6, 10-1, 22-3; 101:9
Date d'entrée en vigueur, 100:22
Fonds alloués, ventilation par province, 109:6-7
Québec, agriculteurs, participation, 9:22
Coûts de production, 104:21-2
Développement agro-alimentaire, plans, 91:7
Exploitation agricole, définition, 49:13
Fonds, affectation, etc., 52:25
Inspection, services, fonds alloués, 81:19
Inspection, services, recouvrement des coûts, programme, 66:33-4, 44-5; 67:13; 68:4-7, 35-8
Nouvelle-Écosse, développement, programmes, 93:30-1
Prix, stabilisation, programmes, fonds alloués, 21:7
Voir aussi Fermes—Revenu
Programmes et politique, 1:12-5; 23:19-20; 52:16
Recherche et développement, programmes, 16:22; 76:18
Comités de développement, 103:11
Comparaisons avec d'autres pays, 12:21-2; 19:11-2
Radio-Canada, émission *Country Canada,* 66:40-1, 43

Agriculture—*Suite*
Recherche et développement, programmes—*Suite*
Déchets agricoles et denrées de deuxième qualité, utilisation, 4:16
Diminution, 92:5
Direction générale de la recherche, rapport, 12:7
Document intitulé *Évolution de la recherche en 1979,* 30:6
Document intitulé *Recherche agricole au Canada, priorités, financement et main d'oeuvre,* 12:7
Échanges internationaux, accords
Canada, Mexique, Israël, Brésil, etc., 2:15; 48:15-6; 82:16-7
Canada-États-Unis, 48:14-5
Canada-Union soviétique, 47:27-8; 48:15-6
Effectifs, recrutement, etc., 12:22; 13:6; 68:20, 29
État de la recherche, document, 103:11
Fonds alloués, 1:20, 22, 26; 4:18-9; 19:11, 15-7, 19-20; 30:5, 11-3; 48:19, 23-4; 66:12, 40-2; 81:19; 91:24; 99:11; 103:10; 107:25
Comité, étude, 68:30-2
Contributions des provinces et de l'entreprise privée, etc., 12:28-9
Par contrats, 12:6, 13-5, 20-1
Provinces de l'Atlantique, 12:12-4
Haricots, nouvelles variétés, 64:44
Herbicides et pesticides, 9:28-9
Information, diffusion, 104:22-5
Jeunes agriculteurs, encouragement, 5:21-2; 19:18
Laboratoires, 12:9
Construction et/ou rénovation, coût, etc., 18:26; 19:15-6; 103:12-5
Fredericton, N.-B., 68:5
Kentville, N.-É., 12:7, 12; 21:9; 30:7, 11-2, 23-4
Lethbridge, Alb., 9:18-20; 27:7; 66:14, 47-8
Provinces des Prairies, centre sur le sol et les eaux, 103:11, 28-9
Sainte-Anne-de-Bellevue, Qué., déménagement à St-Hyacinthe, Qué., 9:20
Sainte-Hyacinthe, Qué., 103:10-1
Saint-Jean, Qué., 21:9; 66:14
Summerland, C.-B., 21:9; 30:23-4; 66:14
Voir aussi Fermes expérimentales—Sénateur Michaud, N.-B.; Viande—Station de recherche; Zootechnie, Institut de recherches zootechniques, St-Hyacinthe, Qué.
Harrow, station, personnel, embauche, etc., 104:13-4
Ontario, Stewart Grains et Warwick Hybrid Corns, vente à des multinationales, 4:14
Voir aussi Plantes—Recherche de nouvelles plantes; Porc
Priorités, 12:20; 19:5, 15
Québec, 103:31-2
SOQUIA, société, 77:19-20
Récoltes, mise en valeur, 1:13
Remplacement des équipements, programme, fonds alloués, 66:48-9
Réorganisation, 12:5-6, 9, 20-1; 30:5
Exposé de M. LeRoux, 12:5-7
Secteur privé, participation accrue, etc., 4:14; 12:6; 104:7-9
Semences, luzerne, brome, fléoles, etc., 1:13-4
Structure, comités de coordination, priorités, etc., 48:13, 18
Suppression ou report, 103:30-1
Transformation et empaquetage, 104:7
Voir aussi Comité de coordination des services agricoles canadiens; Relations fédérales-provinciales—Programmes à frais partagés; Universités et collèges *et les noms des produits particuliers*
Revenu. *Voir* Fermes—Revenu

Agriculture—*Suite*
Salon de l'agriculture, Montréal, Qué., participation fédérale, 47:21-3
Saskatchewan, situation, 104:23
Symposium tenu à Saskatoon, Sask., allusions, 31:27
Territoires du Nord-Ouest et Yukon, expansion, 3:9-10, 16, 26
Kings Junction et Fort Simpson, centres expérimentaux, 3:9
Voir aussi Constitution, révision, rapatriement, etc.; Pétrole et gaz, approvisionnements; Union soviétique

Agriculture, Fédération canadienne
Comité consultatif. *Voir* Offices de commercialisation—Ontario
Flaten, M. Gleen, réélection à la présidence, 55:11
Statut, rôle, membres, etc., 51:28-9, 31; 55:7-8
Voir aussi Appendices; Conseil économique du Canada, rapport; Crédit agricole—À court. à moyen et/ou à long terme; Crédit agricole, modification de la loi; Crédit agricole, Société—Agriculture *et* Financement; Produits de ferme—Exportations; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution; Viande, importation, mesure législative—Comparution de divers organismes, associations, etc.

Agriculture, ministère
Administration, programme, fonds alloués, 99:9, 11
Bilinguisme, politique, 68:19-20; 92:16-7
Budget principal
1980-1981, 1:11-40; 4:8-27; 5:4-36; 6:4-30; 7:4-28; 9:9-37; 10:4-29; 11:4-20; 12:4-32; 13:5-35
Allusions, 3:21-2; 16:5-7
1981-1982, 20:7-35; 21:5-28; 22:4-31; 23:4-28; 24:5-25; 27:4-30; 30:4-28; 31:4-33; 32:4-29
1982-1983, 66:6-50; 68:4-40; 71:4-24; 73:4-35
1983-1984, 99:7-31; 103:9-36; 107:4-28
Budget supplémentaire (B)
1980-1981, 14:6-26; 15:5-32; 16:4-27; 17:4-21; 19:4-22
1982-1983, 91:5-36; 92:4-31; 93:4-35
1983-1984, 112:5-30; 113:4-53; 114:4-31
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 47:8-13, 17-47; 48:4-36
Commercialisation et économie, Direction générale, budget, etc., 103:13-5
Comptabilité, méthode, modification, 21:7, 9-10
Crédits non utilisés, réaffectation, 5:27-8
Dépenses, 66:12, 32-3, 35, 46-7; 113:5; 114:12-3
Comparaisons avec celles d'autres ministères, 1:13
Contrôle, 92:12-3
Développement agro-alimentaire, programme, fonds alloués, 99:9-10
Document, *Le défi des années 80: une stratégie agro-alimentaire pour le Canada,* 58:6; 61:5; 76:5; 91:6-7
Employés
Administration et service extérieur, catégorie, 91:21-2; 92:23-4
Années-personnes, nombre, augmentation, 112:15-7, 19-20, 22; 113:48-9; 114:6
Chercheurs
Années-personnes, réduction, etc., 103:22-3; 104:13-7, 20
Congés d'études, coût, Direction de la recherche, paiement, 104:18-20
Postes à temps plein, 104:4-6
Rémunération, 92:9-10
Nombre, compétence, appréciation, etc., 1:11-2, 18; 21:9
Recrutement, 103:30
Francophones, pourcentage, 103:34
Régime de prestations. *Voir* Denrées alimentaires—Production et inspection des aliments, programme
Retraites anticipées, 103:23, 30

Agriculture, ministère—*Suite*
Employés—*Suite*
Transfert, 104:5-6, 13-4, 20-1
Étudiants, emplois d'été, Été-Canada, programme, 103:21-2
Étudiants, encouragement, programme. *Voir* Universités et collèges, recherche—Étudiants
Fonds, affectation, 82:35-6; 91:6-8; 92:10-2; 99:12
Ontario et Québec, 1:21
Fonds, augmentation, 99:10
Fonds alloués, progressiste conservateur, parti, position, 92:22
Information, services, 1:14; 5:5; 14:12; 22:23-5; 23:12-3; 30:22
Produits chimiques toxiques, fonds, affectation, 112:18-20; 113:5, 13-4; 114:30-1
Juridiction, 87:19-20
Sociétés de la Couronne, liste, etc., 84:34-5; 85:34-5; 86:12
Recherche et développement, programmes. *Voir* Agriculture
Réglementation et inspection agro-alimentaire, programme, 99:10-1
Réorganisation, 1:15-6, 20; 13:6, 13-4; 21:9-10; 32:13-4, 23, 25; 91:6-7, 24-5
ARDA et ARAP, programmes, administration, 91:10-1; 104:27; 107:5, 7, 20-1
MEER, responsabilités, transfert, années-personnes et fonds alloués, 91:6; 92:11, 19-20; 107:13-4; 112:21-2
Voir aussi Développement régional et des affaires internationales
Séance d'information, 13 novembre 1980, 13:28, 34
Services, droits, augmentation, 4:10
Voir aussi Céréales—Classification et inspection; Viande—Inspection
Stratégie agro-alimentaire, 91:26; 99:10; 103:10; 104:7-8
Saskatchewan, producteurs, position, lettre envoyée au ministre, 104:21-2
Voir aussi Documents *sous le titre susmentionné*
Vérificateur général, rapport, allusion, 104:18
Voir aussi Emploi, création—Programme; Holstein, cercle; Produits agricoles, normes, mesure législative

Alberta. *Voir* Crédit agricole, Société—Financement; Énergie—Programme national; Sécheresse—Provinces de l'Ouest—Plans d'urgence, programmes d'aide, ententes fédérales-provinciales; Société canadienne d'exportation des produits agricoles; Terres—Terres agricoles; Volaille—Poulet—Gestion et approvisionnement, programme

Alberta Beekeepers' Association
Statut, membres, activités, etc., 77:4-5, 11-2
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Alberta Canada All Breeds Association. *Voir* Bétail; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Création—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Alberta Canola Growers' Association
Structure, activités, membres, financement, etc., 62:15-6, 21
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Alberta Cattle Commission. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Alberta Cattle Feeders' Association. *Voir* Bétail; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Création—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Alberta Linseed Oil Co. *Voir* Lin—Traitement

Alberta Report, magazine. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Création

Alberta Swine Breeders' Association
Statut, activités, membres, etc., 70:15-7, 19-22, 24-5; 85:44-5
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Alimentation
Fast food, utilisation. *Voir* Viande—Transformation, secteur
Voir aussi Denrées alimentaires

Alimentation, Conseil mondial
Conférence tenue à Novi Sad, Yougoslavie, participation de M. Whelan, 31:5
InterAmerican Institute for Co-operation in Agriculture, San José, Costa Rica, siège social, 31:18-9

Alimentation, journée internationale, 16 octobre 1981, 31:20

Aliments. *Voir* Bétail; Denrées alimentaires—Production et inspection

Althouse, M. Vic (Humboldt—Lake Centre)
Administration du rétablissement agricole des Prairies, 107:10, 12, 26
Agence canadienne de développement international, 4:12
Agriculteurs, 49:20; 51:13; 61:11; 66:36-8
Agriculture, 3:26; 93:30
Agriculture, ministère, 14:12; 92:19; 103:21-3; 107:13; 112:21; 113:13
Budget principal
1980-1981, 4:12-3, 15; 5:4-7; 6:14-5; 9:21-3, 31-3; 11:12-3, 16-7; 13:18, 20
1981-1982, 20:16-8, 33, 35; 22:11-2, 14; 23:13-6; 27:17, 24-5; 31:15-8; 32:19-21
1982-1983, 66:36-8; 68:10-4; 71:13-6; 73:16-20, 34-5
1983-1984, 99:16-7, 19; 103:20-5; 104:9-12; 107:10-3, 26
Budget supplémentaire (B)
1980-1981, 14:11-3; 16:26; 17:4, 17-9
1982-1983, 92:18-9; 93:10-3, 17, 28-30
1983-1984, 112:20-2, 28; 113:11-5, 49-50; 114:22-3
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:10-2
Améliorations agricoles, prêts, 2:10, 12-3
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:10-2
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:26-7
Apiculture, 77:14-5, 17
Bétail, 14:12; 22:11-2, 14; 23:14; 27:24-5; 31:17-8; 32:20; 40:22-4; 43:13, 21, 23; 67:28-9; 70:38
Blé, Commission canadienne, rapport annuel 1979-1980, étude, 26:30-2
Blé, Commission canadienne, rapport annuel 1981-1982, étude, 115:31-5
Boeuf, 20:16-7; 32:20; 70:37
Budget, 92:18-9
Canada Packers Ltd., 99:19
Canadian Western Agribition, 112:21
Canagrex, société, Loi, 53:32-4; 55:13-5; 56:28-30; 57:11-4; 61:11-3; 62:15-20; 63:13-5; 64:8-10, 35-7; 65:11-4, 28-31; 67:11-3, 28-9; 69:14-7, 26, 39-42; 70:10-3, 19-21, 35-8; 72:8-11; 74:19-22, 41;

Althouse, M. Vic—*Suite*
Canagrex, société, Loi—*Suite*
76:11-4, 21; 77:14-7; 78:12-6; 79:9-12; 82:13-4; 84:24-5; 86:30-2, 36-7; 87:69; 89:38-40, 50-1
Céréales, 11:13; 18:8-9; 26:30-2; 37:21-2; 65:11-4, 28-9; 73:16-9; 74:21; 92:18; 93:10; 115:32-4
Céréales de provende et fourrage, 3:26-7; 7:24-6; 13:18, 20, 22, 32-3; 18:9; 71:13-5; 92:18; 112:21; 113:49-50; 114:22-3; 115:32, 34-5
Colza et produits du colza, 62:15-20
Commerce, 57:14; 78:13, 15
Commission canadienne des grains, 73:16, 20
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:8-10
Commission canadienne du lait, 15:43-4; 75:11-3; 94:7-9
Budget principal 1980-1981, 10:7-8, 20-1
Budget principal 1982-1983, 75:11-4
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:42-5
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:7-9
Conseil national de commercialisation des produits de ferme, 10:16-7
Consolidated Seed Exports, 73:16-9
Crédit agricole, 49:20; 51:11; 109:18-9
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 49:20-3; 51:10-3, 33; 52:6-7, 9, 32
Crédit agricole, Société, 68:10; 90:16-9; 93:10-3, 17; 109:6-7, 16-7, 19-20
Budget principal 1981-1982, 25:11-3
Budget principal 1983-1984, 109:16-20, 27-8
Cultivateurs et créanciers, arrangements, modification de la loi, 68:11-2
Cultivateurs et créanciers, arrangements, sous-comité, 103:7
Développement régional, ententes auxiliaires, fonds alloués, 112:22
Développement régional et des affaires internationales, 31:15-8
ECON Consulting Ltd., compagnie céréalière, faillite, 73:19, 34-5
Énergie, ressources, recherche de nouvelles sources, 48:10-2
Fermes, 61:11; 109:27-8
Fruits et légumes, 58:22-3; 64:35-7; 95:10-2; 96:12-4; 97:5-8; 103:28; 113:11-2
GATT, négociations, 23:14-6
Herbicides et pesticides, 112:29; 113:13, 15
Impôt sur le revenu, 49:21-3
Inflation et productivité, 15:44
Internationale socialiste, 89:38
Lait, 10:7-8, 21; 75:11-4
Lait, industrie, 15:42-3
Lin, 64:8-10; 65:29
Moutons, 16:26
Nouvelle-Zélande, porc, 46:11
Office canadien des provendes, 71:15-6
Budget principal 1980-1981, 7:24-5
Offices de commercialisation, 43:22
Pétrole et gaz, 72:8-9
Plantes, producteurs, droits, 4:13, 15; 5:4-5, 7
Pommes de terre, 6:14-5; 79:9-12; 103:20, 24-5
Porc, 6:15-6; 11:12-3; 31:15-6; 40:15; 69:15-7; 70:19-21; 93:28-30
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:16-9
Procédure, 51:33; 56:19; 66:30-1; 80:13, 24-5; 83:15-7, 19, 30; 84:8, 48; 88:11-2; 98:11, 16; 112:17; 114:19
Produits agricoles, normes, Loi, 95:10-3; 96:12-4; 97:5-9
Produits chimiques, 68:14
Produits de ferme, 11:16; 70:12-3; 75:15-6
Produits laitiers, 10:20; 15:44
Salmonellose, 9:21-3
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, création, etc., 53:32-4; 55:13-5; 56:28-9; 58:25; 63:13-5; 65:29-30; 67:11-3,

Althouse, M. Vic—*Suite*
Société canadienne d'exportation des produits...—*Suite*
29; 69:14-5, 26, 39-42; 70:10-1, 35-8; 72:8, 10-1; 76:12-3; 78:12-3, 16; 84:24-5; 86:31-2, 36-7; 89:50-1
Soya, 77:15-6
Tabac, 74:20-2
Tarifs-marchandises, 71:14
Terres, 76:12; 107:11-2, 26
Union soviétique, délégation parlementaire, visite au Canada, 110:22-3
Universités et collèges, recherche, 103:21-2
Viande, 20:16-8, 33; 23:13-4; 32:19-20; 34:14-5; 35:14-7; 36:11-3, 25-7; 37:19-22; 39:10-1; 40:14, 23; 43:11-4, 22; 57:11-3; 93:28-9; 104:9-12; 113:11
Viande, importation, Loi, 34:13-5, 33; 35:14-7; 36:11-3, 25-7; 37:19-22; 38:21-3; 39:9-12, 14; 40:13-6, 22-4; 41:10-3; 43:11-4, 21-3; 46:10-1, 18-20
Viande, importation, mesure législative, 32:20-1; 36:11; 37:19; 38:21-3; 39:9-10, 12-4; 40:13-6; 41:10-3; 43:23; 46:10
Volaille, 14:11-3; 36:11

Amatraz. *Voir* Bétail

Ambassades, consulats et missions diplomatiques à l'étranger, activités des attachés commerciaux, etc. *Voir* Commerce—Délégués commerciaux

Amélioration des récoltes, programme, 1:24-5

Améliorations agricoles, prêts
Association des banquiers canadiens et fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, rencontre, 2:17
Banques, affectation à taux d'intérêt réduit, 2:19
Banques, attitude, 2:8-10, 14-7, 26-7; 68:12-3
Bâtiments de ferme, utilisation commune, 2:24
Bétail, élevage, fonds alloués, 2:10-1
Consentis par province, statistiques, 2:8-9, 17-22
Voir aussi Appendices
Coopératives de crédit, position, 2:24
Fonds, diminution, 22:4
Intérêt, taux, 2:9-10, 16
Juridiction, transfert du ministère des Finances au ministère de l'Agriculture, 2:7, 11, 16, 26
Montant maximal, augmentation à $100,000, 2:7-8, 12-3, 19-21, 26
Octroi, modalités, garanties, etc., 2:7, 13, 16, 23-4; 15:13-4
Fermes familiales, 2:13-4
Ontario, 1:15, 17-8
Pertes, défaut de remboursement, etc., 2:18
Plans de bâtiments, application, 2:24-5
Programme, reconduction jusqu'au 30 juin 1983, 2:7
Québec, mesure législative, 2:18-9
Statistiques, 68:13

Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification)—C-27. Ministre de l'Agriculture
Art. adoptés, 2:27-8
Art. 2, am. (M. Althouse), irrecevable, 2:27-8
Étude, 2:6-28
Rapport à la Chambre, 2:28

Aménagement rural et développement agricole (ARDA)
Rogers Food of Armstrong, faillite, prêts, remboursement, etc., 91:11-2; 92:10
Voir aussi Agriculture, ministère—Réorganisation

Ammoniaque. *Voir* Céréales de provende et fourrage

Anderson, M. Donald G. (directeur général, Prince Edward Island Potato Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 79:8-12, 16-29

Anderson, M. Eiliv (président, Société du crédit agricole du Canada)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 92:25; 93:11-23
Crédit agricole, Société, budget principal 1983-1984, 100:4-8, 11-21, 23-9; 101:4, 6-13, 15-20, 22-31, 34-5; 109:5, 11-3, 15-6, 18, 20-2, 24-30
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:11-23, 25-34

Anderson-Vandermuelen, rapport. *Voir* Boeuf—Commercialisation—Commission

Anguish, M. Doug (The Battlefords—Meadow Lake)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1983-1984, 114:8-12
Céréales, 114:11-2
Fermes, 114:10
Grain de l'Ouest, prix, stabilisation, programme, 114:8-11

Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification)—C-15. Ministre de l'Agriculture
Art. adoptés, 4:7
Étude, 3:4-27; 4:5-7
Rapport à la Chambre, 4:7

Apiculture
Abeilles
Importations, 77:5, 13
Mégachiles, 77:14
Vente à l'Union soviétique, 82:13, 16; 87:58
Alberta, 74:4-5, 11; 84:44-5
Miel, exportations, classification, normes, etc., 77:12-4, 17-8
Miel, production, statistiques, 77:19
Voir aussi Alberta Beekeepers' Association

Appendices
Agriculture, Fédération canadienne, 55A:5-8
Agriculture, ministère, réponses aux questions des députés lors de la séance du 24 novembre 1982, 93A:7-11
Améliorations agricoles, prêts, consentis par province, statistiques, 2A:3-4
Association des Importateurs canadiens, Inc., Comité sur l'importation de la viande, mémoire, 36A:1-2
Bétail, exportations, statistiques, 67A:18
Bétail, spermes, exportations, statistiques, 67A:19
Bockstael, M. Robert, documents soumis, 103A:8-10
Canfarm Limitée, gouvernement fédéral, appui financier, retrait, directeur, M. Peter Hannam, correspondance échangée avec M. Whelan, 15A:1-6
Céréales, exportations, statistiques, 67A:20-2
Céréales, wagons-trémie et wagons couverts en service, fin d'année 1977-1985, statistiques, 7A:2
Céréales de provende et fourrage
Et viande, transport, coûts comparés, statistiques, 3A:1-6; 71A:23-4
Statistiques, 71A:13-6, 20-2
Transport, subventions, programmes, statistiques, 71A:18-9
Commission canadienne du lait, président, M. Gilles Choquette, lettre adressée au greffier du Comité, 111A:5-6
Conseil canadien de l'horticulture, déclaration concernant Canagrex, 70A:4-9
Conseil des viandes du Canada, mémoire, 57A:12-20
Conseil du mouton du Canada, mémoire, 35A:9-18

Appendices—*Suite*
Ministre de l'Agriculture, lettre adressée à M. Douglas Neil, député, 111A:7-8
Office des provendes du Canada, Comparaisons sur une base hebdomadaire des prix du marché—Valeurs intérieures par rapport aux valeurs d'exportation sur l'orge, en date du 24 mars 1983, document, 105A:32
Office des provendes du Canada, tableaux figurant au document intitulé *Remarques préliminaires,* 105A:17-31
Pommes de terre, exportations, correspondance échangée entre MM. Whelan et Andrew H. McCain, 85A:5-8
Procédure, comité directeur, neuvième rapport (rapport officieux), 39A:1
Produits de ferme, paiements anticipés, programme, récoltes 1979-1980, fonds alloués, intérêts perçus, etc., 14A:3-4
Société canadienne d'exportation des produits agricoles
Attributions et politiques comparatives, 54A:5
Conseil d'administration, structure proposée, 54A:6
Société du crédit agricole, Dimensions moyennes de la ferme selon le prêt, document, 103A:3-4
Société du crédit agricole, Nombre et montant des prêts aux taux de 16.5 et 16.75 p 100 approuvés entre le 1er octobre 1981 et le 30 septembre 1982, document, 103A:1-2
Société du crédit agricole, réponses aux questions du Comité permanent de l'Agriculture le 15 mars 1983, document soumis par la Société du crédit agricole, 102A:1-9
Viande
Importations et exportations, Canada-États-Unis en 1981, 57A:24
Importations et exportations, situation en 1981, 57A:21-2; 67A:13-7
Production, commerce et consommation au Canada, 57A:23
Winnipeg Commodity Exchange, expéditeurs et exportateurs, Association, commentaires concernant CANAGREX, 78A:63-130

Arachides
Commerce du Canada avec la Chine, 78:8
Huile d'arachides, importation, 19:14
Simcoe, Ont., usine de production et de transformation, 19:12-4, 22

ARAP. *Voir* Administration du rétablissement agricole des Prairies; Agriculture, ministère—Réorganisation; Sécheresse—Provinces de l'Ouest

ARDA. *Voir* Aménagement rural et développement agricole

Argue, l'hon. sénateur Hazen R. (ministre d'État (Commission canadienne du blé))
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:5, 11-3, 21, 24-8, 34-7, 39-40, 42-3, 45-6, 49
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:6-8, 13-4, 17-20, 22-5, 27-31, 36-8, 45
Céréales
Assurance-marché, programme, 26:34-5, 39
Commercialisation, 26:34
Exportations, 26:27
Prix initial, 26:12-3, 27-8, 45-6
Prix mondial, 26:12
Chemins de fer, provinces de l'Ouest, réseau, amélioration, 26:35
Sécheresse, provinces de l'Ouest, bétail, troupeaux, entretien, programme, 26:24-6, 34
Tarifs-marchandises, Pas du Nid-de-Corbeau, 26:35-6
Voir aussi Sécheresse—Provinces de l'Ouest—Céréales de provende et fourrage, approvisionnement—Importations des États-Unis

Arrangements entre cultivateurs et créanciers. *Voir* Cultivateurs et créanciers, arrangements

Ashmead, M. R. (chef des recherches, Société du crédit agricole)
Crédit agricole, Société, budget principal 1983-1984, 101:29-30

Assistance à l'agriculture des Prairies
Fonds, distribution, approbation par le Conseil du Trésor, 105:27
Mesure législative, 21:5; 24:6; 68:29-31
Modification et suppression de la loi, 68:12; 104:20

Association canadienne de l'exportation. *Voir* Exportation, Association canadienne

Association canadienne des éleveurs de bétail. *Voir* Bétail—Éleveurs—Association canadienne

Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires (CFPA). Voir Produits alimentaires, manufacturiers, Association canadienne

Association des banquiers canadiens
Comparution au Comité, 52:10
Voir aussi Améliorations agricoles, prêts

Association des consommateurs du Canada. *Voir* Consommateurs du Canada, Association

Association des éleveurs de porcs de l'Alberta. *Voir* Alberta Swine Breeders' Association

Association des expéditeurs et des exportateurs du Winnipeg Commodity Exchange. *Voir* Winnipeg Commodity Exchange, expéditeurs et exportateurs, Association

Association des Importateurs canadiens, Inc. *Voir* Appendices; Viande, importations, mesure législative—Comparution de divers organismes, associations, etc.

Assurance-récolte, programme
Agriculteurs, méthodes de culture, répercussions, 93:7-8
Allusions, 32:10-2; 47:9-10
Fonds alloués, 1:13; 15:6-7; 16:18-9; 17:12; 21:7-8; 22:19; 47:8; 66:13-4, 49; 73:16; 81:19; 99:10-1
Manitoba, 5:23; 6:23-4
Nouveau régime, suggestions, 17:12-4
Participation, primes, etc., 16:18-9; 17:12, 14-6
Programmes, répercussions sur le prix du blé, 5:24
Programmes à frais partagés, ententes fédérales-provinciales, etc., 1:16; 6:17-8; 15:7; 16:5; 23:19
Manitoba et/ou Saskatchewan, 22:19-21; 23:13
Voir aussi Fruits et légumes—Pommes—Colombie-Britannique; Sécheresse—Provinces de l'Ouest—Bétail—Troupeaux, entretien, programme

Assurance-revenu, nouveau programme, 6:17-8; 48:21

Ausenhaus, M. Cal (premier vice-président, Western Growers Association)
Canagrex, société, Loi, 60:6-24

Australie
Australian Meat and Livestock Corporation, 36:19; 44:11-2
Voir aussi Viande, importation, mesure législative—Comparution de divers organismes, associations, etc.
Énergie, coût, 44:17
Inflation, taux, 44:18
Intérêt, taux, 44:10
Pommes de terre frites, industrie, création, 44:13-4

Australie—*Suite*
Saumon fumé, vente, 62:9
Terres agricoles, coût, 44:17
Viande
Boeuf, production, commercialisation, coût, etc., 44:10-1, 15-6, 22-3
Cheval et kangourou, exportation, 44:21-2
Importation, critères, contrôle, etc., 44:12, 16-7
Porc, importation du Canada, 44:12
Voir aussi Commerce; Nouvelle-Zélande—Et Australie

Autochtones et réserves indiennes
Bandes, financement. *Voir* Crédit agricole—Autochtones
Revendications territoriales. *Voir* Pâturages communautaires—Transfert

Autorité du transport des grains, 29:20-1
Voir aussi Céréales—Transport

Babey, M. Paul (vice-président, Société du crédit agricole)
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 49:20, 25-6, 35; 50:10-1, 13, 17, 24; 52:8-9, 20, 30, 38-9, 41-2
Crédit agricole, Société, budget principal 1981-1982, 25:13-4, 18-9, 25-6

Baker, M. George (Gander—Twillingate)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 22:15-8
Herbicides et pesticides, 22:15-7

Banques et opérations bancaires
Banques suisses. *Voir* Crédit agricole, Société—Financement
Intérêt, taux, 50:18-9
Prêts et garanties, agriculteurs, 37:32-3; 50:5
Voir aussi Crédit agricole

Banting, M. Elmer (vice-président exécutif, Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires)
Canagrex, société, Loi, 58:4, 11, 13-5

Baron, M. Don (directeur exécutif, Palliser Wheat Growers' Association)
Canagrex, société, Loi, 65:4-7, 27

Barrie, M. Ralph (directeur, Fédération canadienne de l'agriculture)
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 51:7-10, 12-8, 20-1, 23-4, 28, 30-2

Beauce, circonscription. *Voir* Crédit agricole

Beauchamp-Niquet, Mme Suzanne (Roberval)
Procédure, 52:24; 90:31

Benoît, M. Garry (directeur, Affaires gouvernementales, Association canadienne des éleveurs de bétail)
Viande, importation, Loi, 38:14, 21-3; 39:6, 12-3, 17-22

Bergeron, M. André (Conseil du mouton du Canada)
Viande, importation, Loi, 35:12-3, 17, 19, 21, 23-4

Beswick, M. A.H. (directeur, Conseil des viandes du Canada)
Canagrex, société, Loi, 57:10, 12-3, 15-7, 19-21, 25
Viande, importation, Loi, 34:19-22

Bétail
Abattoirs, 104:12-3
Inspection, critères, 113:15-6
Provinces de l'Ouest, 20:22
Alberta, exportations, 69:34, 36-7
Alberta, vaches de boucherie, boeufs et veaux, nombre, 72:11-2

Bétail—*Suite*
Alberta Canada All Breeds Association et ACABA Sales Limited, statut, mandat, activités, etc., 67:5-6, 11, 20-1, 28-30; 70:20; 89:51
Voir aussi Société canadienne d'exportations des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution
Alberta Cattle Feeders' Association, statut, membres, activités, etc., 72:4, 24
Amatraz, utilisation sur les bouvillons américains, niveau, contrôle à l'importation, 97:7
Assurance-maladie, programme, 15:15-6; 17:7-8
Bovins de boucherie
Éleveurs, Ontario, situation, 21:22-4
Exportations, 72:7, 13
Importations des États-Unis, répercussions sur les prix, etc., 40:4-5, 8, 10, 12, 16, 20; 43:13-4
Industrie, crise, etc., 42:9-10
Vaches laitières et veaux, élevage, Québec, situation, statistiques, etc., 41:8-10, 13
Brucellose
Dépistage, prises de sang lors de ventes aux enchères, 93:25-6
Dépistage, programme, 1:14; 15:16; 16:16; 27:7, 28-9; 68:24
Gouvernement-Industrie, comité, rapport, recommandations, etc., 6:10-1, 13
Indemnisation des éleveurs lésés, 6:10-3; 17:7
États-Unis, situation, 93:25
Provinces de l'Est et de l'Ouest, situation, 93:24-5
Vaccination, 93:26-7
Commercialisation, 32:20; 66:37; 68:18-9; 84:56-9
De race, classement, programme, 30:20-1; 31:17-8, 27-9; 70:33
Élevage
Coût, intérêt, taux, Canada et États-Unis, comparaison, 38:19-20
Exposé de M. Gary Jones, 20:7-12
Provinces de l'Atlantique et Terre-Neuve, 71:11-2
Provinces des Prairies, 20:9
Québec, 22:5
Éleveurs
Association canadienne, 20:7-9, 12-3; 21:22; 39:27-8; 40:24; 45:9; 55:12-3; 69:50-1; 84:34-5
Ontario, nouveau plan, présentation, 47:17; 48:24-6
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution; Viande, importation, mesure législative—Comparution de divers organismes, associations, etc.
Colombie-Britannique, 6:24
Concurrence, Office canadien des provendes, rôle de surveillance, 105:20-2
Faillites, imputations aux taux d'intérêts élevés et/ou à la sécheresse, 22:11; 31:31-3; 43:24-5
Grève, 40:23-4
Intérêt, taux, augmentation, répercussions, 44:20
Prêts sans intérêt, 22:12
Revenu minimum garanti, 33:19-22
Revenus, stabilisation, programme, 66:11; 89:22
Saisies et faillites, moratoire, 43:9
Ventes, paiement immédiat, États-Unis, loi, 91:15-6, 18-20
Ventes, paiement immédiat, mesures, gouvernements fédéral et provinciaux, juridiction, 91:15-8
Embryons, transfert, 93:5
États-Unis, recherche, comparaison, etc., 91:28-9
Voir aussi Appendices—Agriculture, ministère

Bétail—*Suite*
Engraissement, céréales de provende et fourrage, etc., utilisation, 40:21-2; 43:20-3
Épizooties
Gale, etc., dépistage, programme, 9:12-4, 19-21
Gale, etc., indemnisation des éleveurs lésés, 9:12-3, 15, 19; 15:14-7; 17:6-8
Modification de la loi, 9:19-21
Office international, réunion tenue à Ottawa, avril 1981, 27:7
États-Unis, American Packers and Stockyards Act, 73:33-4
Et viande, commercialisation, rapport, publication, retard, 14:12-3; 23:14
Exportations, statistiques, 27:6; 67:15, 29
Voir aussi Appendices
Fièvre aphteuse, situation, répercussions sur les importations, etc., 27:22-5; 38:23; 40:20-1; 68:24-5; 91:29
Fièvre catarrhale maligne, épidémie, contre-mesures, 68:18-9
Hygiène vétérinaire, programme, 9:10; 13:6; 27:5; 34:5
Importations
De l'Amérique du Sud, 27:23
Des États-Unis, contingentements, négociations dans le cadre du GATT, etc., 21:24; 22:11-2, 14; 23:11-2, 14-5; 33:16-7; 69:3
Et exportations entre le Canada et les États-Unis, prix, statistiques, etc., 22:14, 21; 23:15; 33:7, 11, 14, 18; 38:25-7; 48:24-5; 67:15; 69:37-9
Stations de quarantaine, utilisation, règlements, etc., 27:6-7, 24; 68:23-6
Insecticides contre les mouches des cornes et de la face, utilisation, recherche, etc., 30:16-8, 23
Manitoba Cattle Producers' Association, activités, membres, etc., 70:28, 38-9
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution
Marché, renseignements, CANFAX, etc., 20:17
Méningite tromboencéphalique, 93:28
Office de commercialisation, création, 22:12-3; 39:24-5; 69:31
Pedigree, établissement, programme, 9:23-4
Voir aussi Chevaux
Prix, stabilisation, programme, 14:15-7; 48:21-2, 34-5; 72:19-21; 82:29; 89:17-8, 22
Programmes à frais partagés, ententes fédérales-provinciales, 1:16
Reproduction, cycles, 38:17-8, 23
Étude de la National Cattlemen's Association intitulée *Beef Business Bulletin,* 44:4-5, 8
Sperme, importations. *Voir* Venezuela *sous le titre susmentionné*
Spermes, exportations. *Voir* Appendices
Taureaux, nombre appartenant au ministère de l'agriculture, 107:29
Transport
Avions, 67:31
Camions, 20:24; 27:10
Chemins de fer, 27:7-9
Tuberculose, dépistage, programme, 1:14; 16:15-7; 17:7
Venezuela, expédition et croisement d'animaux, importations de sperme, etc., entente, 87:44-5; 89:23-4
Ventes
Aux enchères. *Voir* Brucellose—Détection *sous le titre susmentionné*
Japon, prix, etc., 67:30-2
McIntyre Sailyard, participation, cas, 91:16-7
Wagons à bestiaux, 20:23-4; 27:9, 11; 38:26

Bétail—*Suite*
Western Stockgrowers Association, statut, membres, activités, politique, etc., 67:7-8, 11
Voir aussi Améliorations agricoles, prêts; Boeuf; Porc; Sécheresse—Provinces de l'Ouest; Système métrique, conversion, programme; Veau; Viande, importations, mesure législative

Biban, navire. *Voir* Commission canadienne du lait—Exportations—Navires

Bienvenue, M. Jean (vice-président, Conseil des viandes du Canada)
Canagrex, société, Loi, 57:14, 17-8, 22, 24-5
Viande, importation, Loi, 34:8-9, 23-5

Bills déférés
C-15. Animaux de ferme, aide à l'alimentation. Ministre de l'Agriculture
C-27. Améliorations agricoles, prêts. Ministre de l'Agriculture
C-46. Viande, importation. Ministre de l'Agriculture
C-85. Canagrex, société. Ministre de l'Agriculture
C-88. Crédit agricole et Prêts agricoles bonifiés. Ministre de l'Agriculture
C-98. Produits agricoles, normes. Ministre de l'Agriculture
C-134. Prêts agricoles bonifiés. Ministre de l'Agriculture
C-245. Assistance à l'agriculture des Prairies. M. Neil
C-653. Cultivateurs et créanciers, arrangements (modification). M. Ferguson
S-6. Blé, double prix (modification). Ministre des Transports

Birchard, M. Charles (conseiller en politiques, Commission canadienne du lait)
Commission canadienne du lait, budget principal 1982-1983, 75:10, 19-20

Bisanz, Mlle Christine (chargée de recherche, Association des consommateurs du Canada)
Canagrex, société, Loi, 76:4-8, 11, 14-6, 18-9, 25, 31-2, 37-8
Viande, importation, Loi, 43:4-48, 10-1, 16-7

Bishop, M. C.J. (coordonnateur de recherche, Production, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 30:25
Agriculture, ministère, budget principal 1983-1984, 103:16-8, 20, 26-7

Blé. *Voir* Céréales

Blé, Commission canadienne
Canagrex, création, répercussions, 53:25-7; 60:9, 22-3; 61:9, 25; 63:8, 27; 64:11
Déficit, 105:31-3; 115:17
Fonds alloués, 7:26-7; 115:16-8
Frais d'administration, 26:18-9, 47-8; 114:24-5
Provinces de l'Ouest, aliénation, répercussions, 29:27
Rapport annuel
1979-1980, étude, 26:5-49
1981-1982, étude, 115:5-46
1982-1983, présentation, date, 115:41
Rôle, pouvoirs, etc., 40:16-7; 60:12, 22; 61:14; 64:17; 84:60-2; 87:35-6
Voir aussi Céréales—Production, augmentation—Recherches; Céréales de provende et fourrage

Blé, double prix, mesure législative, étude, 90:7-11

Bloomfield, M. Garnet M. (London—Middlesex)
Agriculteurs, 43:18; 51:15-6
Agriculture, ministère

Bloomfield, M. Garnet M.—*Suite*
Agriculture, ministère—*Suite*
Budget principal
1980-1981, 6:28; 11:19
1981-1982, 20:22-5; 23:24-5; 24:18; 32:28
1982-1983, 68:13, 15-6, 18-9
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 14:17-8; 16:20-1; 17:8-10
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:30; 92:13-5; 93:15, 27
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:26-7
Améliorations agricoles, prêts, 2:26-7
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:26-7
Bétail, 20:23-4; 34:29; 38:17-20; 68:18; 93:27
Boeuf, 34:28
Canada Packers Ltd., 56:36
Canagrex, société, Loi, 56:36-7; 57:15-8; 59:11-2; 60:12-5, 23-4; 61:22-4; 62:16-7; 63:32-3; 64:45-6; 67:22-5; 69:18-20; 70:44-6; 74:28-31, 39; 76:37-9; 87:55
Canfarm, Limitée, 16:20-1
Céréales, 29:18; 48:26; 61:22; 74:30
Céréales de provende et fourrage, 17:9-10; 60:12-4
Colza et produits du colza, 48:27
Commission canadienne des grains, budget principal 1981-1982, 29:18
Commission canadienne du lait, budget principal 1982-1983, 75:17, 22
Conseil des viandes du Canada, 57:16-8
Crédit agricole, 51:14
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 51:14-6
Crédit agricole, Société, 90:15-6; 93:15, 23
Denrées alimentaires, 76:37
Denrées alimentaires, prix, 61:22-3
Dollar, taux de change, 38:18-9
Fermes, 51:16; 75:22
Fruits et légumes, 11:19; 32:28; 56:36; 70:46; 97:13
Herbicides et pesticides, 92:13-5
Lait, 75:17-8
Machineries agricoles, 2:26; 51:15
Moutons, 35:18
Plantes, 91:30
Porc, 69:19-20
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:15-6
Procédure, 14:6-7; 83:8-9
Voyage à l'intérieur du Canada, 8:10
Produits agricoles, normes, Loi, 97:13
Produits de ferme, 76:37-8
Rage, 92:15
Semences, 17:8-9
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 57:15-6; 58:32; 60:23-4; 67:22-4; 69:18-9; 70:44-5; 74:30
Tabac, 68:15-6; 74:29
Tarifs-marchandises, 20:24-5
Terres agricoles, 51:14-5
Viande, 35:18-9; 36:10; 38:20; 43:16-7
Viande, importation, Loi, 34:28-9; 35:11, 17-9, 25; 36:10; 38:17-20; 41:13; 43:16-9; 46:15-6
Viande, importation, mesure législative, 34:28-9
Volaille, 14:17-8; 24:18

Bockstael, M. Robert (Saint-Boniface; secrétaire parlementaire du ministre des Transports)
Agriculture, ministère, budget principal 1983-1984, 103:34-6
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1983-1984, 113:32-4

Bockstael, M. Robert—*Suite*
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:19-22
Canagrex, société, Loi, 60:8-10; 63:30-2; 65:23-6
Céréales, 65:23-6; 115:19-22
Céréales de provende et fourrage, 113:32
Crédit agricole, 113:32
Développement régional, ententes auxiliaires, fonds alloués, 113:33
Palliser Wheat Growers' Association, 65:24
Pétrole et gaz, 60:8
Porc, 103:34-6
Procédure, 1:8; 59:40; 84:73; 96:12; 98:15; 115:15
Voyage à l'intérieur du Canada, 8:8-9
Produits agricoles, normes, Loi, 97:16
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 60:8-10; 63:30-2; 65:25-6
Viande, 113:33-4

Boeuf
Approvisionnements, 43:24; 69:30
Canada-États-Unis, commerce, accroissement, 34:20, 32-3; 38:26
Classification, système, 27:26-9; 104:27-9
Commercialisation, 32:20; 69:43
Commission Anderson-Vandermuelen, rapport, 89:17-8; 99:16
Élevage. *Voir* Céréales de provende et fourrage—Transport—Et entreposage, subventions, programmes—Ontario
Engraisseurs, rentabilité pour 1980, comparaison entre l'Est et l'Ouest, 20:27-8
Exportations, 72:12-3
Canagrex, création, répercussions, etc., 69:39-41; 70:34-8, 40-1
Fièvre aphteuse, Danemark et pays voisins, 70:33, 44
Importations, comité consultatif constitué sous le gouvernement progressiste conservateur précédent, 45:19
Importations des États-Unis, quotas, tarifs des douanes, etc., 20:13-7; 45:24
Industrie, Ontario, 43:24-5
Industrie, provinces des Prairies, 20:9; 70:31-2
Office de commercialisation, établissement, 24:20-1; 34:18-9, 28; 41:18; 45:17
Prix, 66:15-9, 34, 36; 70:32-3, 44; 72:5, 8, 19
Stabilisation, programme, 16:22; 20:29; 41:17-8; 43:25-6; 48:20; 66:17, 27-9, 34-5; 69:50-1; 70:48-9; 82:25-6, 36
Propos tenus par M. Whelan à Vita, Alb., 72:5
Statistiques, communication par le ministre, 104:29-31
Voir aussi Viande—Viande rouge—Prix, stabilisation, programme
Voir aussi Volaille—Surproduction, répercussions
Recherche, programme, 12:9
Subvention, programme, 13:17; 28:23
Subventions de CEE, prix mondial, répercussions, etc., 70:44
Voir aussi Japon; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Juridiction; Viande; Viande, importations, mesure législative

Boissons alcooliques
Brandy canadien et autres boissons, production et commercialisation, etc., 11:14-5, 17-8; 13:7; 14:23; 54:9
Voir aussi Céréales—Servant à la production

Bonneau, M. Jacques (directeur du secteur des productions spéciales, Union des producteurs agricoles du Québec; secrétaire, Fédération des producteurs d'agneaux et de moutons du Québec)
Viande, importation, Loi, 41:14-6

Borland, M. S.W. (directeur général, Direction de l'analyse des marchés et de la politique sur le commerce international, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal 1981-1982, 32:5-8, 12-3, 17-9, 26-7
Budget principal 1983-1984, 103:13-5, 24-5, 28, 33
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 114:20-4, 27-9

Bossy, M. Maurice (Kent; président)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 93:21-3
Allusions à M. Bossy, intervention chirurgicale, voeux de prompt rétablissement, etc., 48:4-5; 56:17
Canagrex, société, Loi, 60:17-9; 62:23-4, 26-7; 64:26-8; 74:35-6; 87:64
Céréales de provende et fourrage, 60:17-8
Commission canadienne des grains, 106:21-2
Budget principal 1983-1984, 106:21
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 51:26-7
Crédit agricole, Société, 93:21-2
Élection à titre de président, 9:7
Démission, 56:16-7
Élection à titre de vice-président, 1:10
Lin, 64:26-7
Office canadien des provendes, budget principal 1980-1981, 7:25-6
Pommes de terre, 8:15
Procédure, 80:10; 81:10-3; 83:11-2, 26, 28, 30; 84:8, 39; 86:25; 88:18
Voyage à l'intérieur du Canada, 8:14-5
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 7:26; 8:14-5
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 60:18-9; 62:23-4, 26-7; 64:27-8; 74:36
Tabac, 74:36
Terres agricoles, 51:26-7

Bouchard, M. Jean-Guy, (secrétaire-gérant, Agence de la pomme de terre du Nouveau-Brunswick)
Canagrex, société, Loi, 59:17-21, 25-6, 31, 34-6

Bouris, M. Peter (directeur associé, Section des fruits frais, Division du lait, des fruits et des légumes, ministère de l'Agriculture)
Produits agricoles, normes, Loi, 96:9-11; 97:9-10, 14

Boyd, M. Jim (président, Association canadienne des éleveurs de bétail)
Viande, importation, Loi, 38:4-6, 24

Boynton, M. James (vice-président, Conseil national de commercialisation des produits de ferme)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 24:11-3, 17-8, 20-1, 23-5

Bradley, M. Bud (Haldimand—Norfolk)
Procédure, 1:9

Breau, M. Herb (Gloucester)
Procédure, 81:13-5

Brésil. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Échanges internationaux, accords—Canada, Mexique, Israël

Brink, M. Lars (directeur intérimaire, Division du développement des exploitations, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 31:23
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 14:13-5, 20-1, 25
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:23-4

Broadwell, M. Charles E. (directeur, Ontario Bean Producers' Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 64:35-7, 40-1, 44

Brossard, M. Jean (conseiller juridique, Société du crédit agricole)
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 50:23-4; 52:31-2, 34-7, 41-2

Brouillard, M. C.F. (sous-ministre adjoint, Développement régional des Affaires internationales, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 31:5-16, 18-32

Brucellose. *Voir* Bétail

Budget
Déficit, 61:8; 63:18-9; 79:22; 84:12, 28
Prévisions, établissement, délai, 92:18-9

Budget des dépenses. *Voir les noms particuliers des ministères, agences gouvernementales, etc.*

Bullock, M. Richard (membre, Conseil exécutif, Conseil canadien de l'horticulture)
Canagrex, société, Loi, 70:8-9, 12-3

Bulmer, Dr W.P. (directeur associé, Section du contrôle, Division de la protection de la santé des animaux, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 17:5-6, 17-9

Burns, M. T.M. (président, Association canadienne de l'exportation)
Canagrex, société, Loi, 56:5-8, 28-31, 33

Butterwick, M. Bernie (secrétaire-gérant, Western Stockgrowers' Association)
Canagrex, société, Loi, 67:9, 11-2, 14-5, 17-9, 21-5, 27

Café, importation, prix, etc., 54:40-1

Canada Packers Ltd.
Australie, usine de salaison, 81:21, 29; 82:9
États financiers, 56:22
Île-du-Prince-Édouard, usine de salaison, fermeture, 99:19-20
Structure, statut, membres, activités, etc., 56:9-10, 28, 36-7
Voir aussi Fruits et légumes—Maïs; Produits de ferme—Exportations; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Canadian Association of Pesticide Control Officials. *Voir* Herbicides et pesticides—Étiquetage

Canadian Western Agribition, Regina, Sask., subventions, 112:21

Canagrex. *Voir* Boeuf—Exportations; Denrées alimentaires—Denrées périssables, exportation *et* Exportations, cartel, établissement; Denrées alimentaires, industrie; Japon—Boeuf, commercialisation; Lapins—Commercialisation; Lin—Commercialisation; Société canadienne d'exportation des produits agricoles; Soya—Exportations; Tabac—Exportations; Terres—Terres agricoles—Acquisition par le gouvernement

Canagrex, société, Loi—C-85. Ministre de l'Agriculture
Art. adoptés, 85:4, 11, 28; 86:7, 28, 33, 39, 42-3; 87:64-5, 68-9; 88:8
Art. 1, adopté sur division, 89:53
Art. 4, am. (M. Wise), 86:7-20, rejeté, 3, 21
Art. 11, am. (M. Wise), 86:33, rejeté, 3, 34
Art. 12, am. (M. Dion), 86:4, adopté, 40
Art. 13.1-4, am. (M. Wise), 86:4-6, adopté, 43

Canagrex, société, Loi—C-85. Ministre de...—*Suite*
Art. 14, am. (M. Wise), 87:30-63, réservé, 64; 89:48-51, rejetés, 52; am. (M. Veillette), adopté, 89:9, 52; am. (M. Hovdebo), 89:9, adopté, 53; am. (M. Ferguson), adopté, 89:10, 53
Art. 16, adopté sur division, 89:53
Am. (M. Wise), 89:48, rejetés, 52; am. (M. M. Dionne), adopté, 89:53
Art. 25, adopté sur division, 88:7
Art. 29, am. (M. Althouse), 87:4, adopté, 68
Art. 31, am. (M. Wise), 87:4, adopté, 68
Art. 40, am. (M. Wise), 87:4-5, sous-am. (M. Dion), adopté, 69
Art. 41, nouvel article, ajout, am. (M. Wise), 87:5, rejeté, 6, 70; am. (M. M. Dionne), adopté, 87:70
Étude, 53:5-36; 54:4-41; 55:4-23; 56:5-16, 23-37; 58:4-35; 59:4-41; 60:4-24; 61:4-33; 62:5-28; 63:4-34; 64:6-51; 65:4-31; 67:4-33; 69:4-52; 70:5-52; 72:4-25; 74:4-43; 75:4-40; 77:4-20; 78:4-38; 79:4-30; 80:5-8; 81:18-30; 82:4-39; 83:7-38; 84:4-86; 85:4-35; 86:7-45; 87:7-72; 88:5-8; 89:8-55
Rapport à la Chambre avec amendements, 89:54
Réimpression, m. (M. M. Dionne), 89:10, adopté, 54
Titre, am. (M. Wise), 89:48-9, rejeté, 52, 54; am. (M. Dion), adopté sur division, 89:54

Canaux d'irrigation, fuites possibles, revêtement, etc., 19:21

Canfarm, Limitée
Fonds, affectation, 15:7; 16:5; 47:8, 11
Gouvernement fédéral, appui financier, retrait, 15:25-8; 16:21
Directeur, M. Peter Hannam, correspondance échangée avec M. Whelan, 15:24-7
Voir aussi Appendices
Organisation et structure, services offerts, effectifs, etc., 16:12-3, 20-3

Canfax. *Voir* Bétail—Marché, renseignements

Captan, fongicides. *Voir* Produits chimiques

Cardiff, M. Murray (Huron—Bruce)
Administration du rétablissement agricole des Prairies, 107:23-4
Agriculteurs, 107:24
Agriculture, 100:10-1
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 6:4-8, 30
1981-1982, 23:21-3
1983-1984, 107:23-5
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 112:23-7; 113:23, 42-3
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:29-30
Améliorations agricoles, prêts, 2:16
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:15-7
Boeuf, 41:17-8
Canagrex, société, Loi, 82:22-5; 87:43-7
Céréales, 18:26; 23:23; 113:42
Céréales de provende et fourrage, 6:5-6; 8:14; 18:26-7
Commission canadienne des grains, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:26-7
Commission canadienne du lait, 102:27
Budget principal 1983-1984, 102:25-7
Crédit agricole, 50:22-3; 52:31; 100:7; 112:23-7; 113:43
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 50:22-4; 52:31, 45
Crédit agricole, modification de la loi, 25:23
Crédit agricole, Société, 100:7-8, 10
Budget principal 1981-1982, 25:23
Budget principal 1983-1984, 100:7-8, 10, 15

Cardiff, M. Murray—*Suite*
Fermes, 50:22
Fruits et légumes, 48:29-30; 95:18-9; 113:23-4
Herbicides et pesticides, 112:28
Offices de commercialisation, 82:22
Plantes, 6:6-7, 30; 23:21-2
Plantes, producteurs, droits, 23:22
Porc, 6:4-5; 23:23; 41:17
Procédure, 98:17
Voyage à l'intérieur du Canada, 8:13-4
Produits agricoles, normes, Loi, 95:18-9
Produits laitiers, 102:25-6
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 82:22-5; 87:44-7
Terres, 107:23-4
Viande, importation, Loi, 41:17-9

Cargill Grain Co. Ltd.
Allusions, 78:24
Melfort, Sask., huilerie, construction, subventions, etc., 54:22-6
Québec, ville, céréales de provende et fourrage, entrepôt, construction, subvention du MEER, etc., 54:23-4

Carney, M. Des (vice-président, Alberta Cattle Commission)
Canagrex, société, Loi, 69:32-4, 43-4, 47-8

Cartels multinationaux. *Voir* Oeufs—États-Unis; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Création; Tabac, industrie

Cartier, M. J.J. (directeur général, région de l'Ontario, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 12:29
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 30:20

Caskey, M. P. (directeur général, Direction du développement régional, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 31:10, 15-7, 22, 24, 26, 29-30

Cayer, Rapport. *Voir* Oeufs—Prix

CEE. *Voir* Communauté économique européenne

Céréales
Assurance-marché, programme, 20:19-20; 26:33-5, 39-40
Blé, 18:28
Accord international, prorogation, 115:19-20
Blé *Columbus,* nouvelle variété, 48:17
Blé d'automne, 105:35-6
Blé d'hiver cultivé en Ontario
Commercialisation, entreposage, etc., 74:10-2; 30-1
Contamination par la toxine, (vomatoxine) procédé de nettoyage, recherches etc., 9:24-5; 12:29-30; 18:8, 26; 21:17-8; 29:18
Voir aussi Meuneries—Ogilvy, Montréal, Qué.
Gel, résistance, 93:10
Récolte de 1981-1982, dommages causés par la température, etc., 74:19; 76:30
Blé Durum, commercialisation, coût, etc., 26:18
Blé Durum, prix, 65:9
Blé rouge de printemps, fixation d'azote, recherches, 12:30
Blé rouge de printemps, quotas, fixation, 115:38-41
Chine, vente, 64:27; 65:18, 23
Classification, 18:9-10
Entreposage, 7:13-4
Exportations, 73:21-2; 115:7-8
Irrigation des sols, répercussions sur la production, etc., 73:21, 23

Céréales—*Suite*
Blé—*Suite*
Nouvelles variétés, recherches, 73:16, 22-3; 106:26-8
Ontario, récolte de 1982, 113:42
Prix, 5:23-4, 31; 18:14-5; 62:11; 78:23-4
Double prix, régime, 5:22; 60:14; 62:12; 90:7-9
Voir aussi Assurance-récolte—Programme, répercussions
Production, coût, prix, répercussions, etc., 65:11-2; 115:7
Qualité, 106:20-1
Stock, réduction, programme, 89:46
Commercialisation, 26:17, 19, 30-1, 34; 43:12; 65:23-4, 28; 115:26
Canada et États-Unis, comparaison, 65:9, 13, 15; 82:37-8
Commission canadienne du blé, rôle, etc., 65:5, 12-4, 20, 24-8; 67:24-5; 78:31-2; 82:28; 115:45
Précompte procentuel, système, 65:19-20
Contingents de livraison, 26:46-9
Conversion au système métrique, 18:24-5; 29:22-3
Derniers paiements, fermeture des pools, date, etc., 115:9-11, 35-7
Entreposage
Livraisons différées, indemnisation, modification de la loi, 26:36-9
Moose Jaw, Sask., 29:6
Silos de collecte et portuaires, frais, 115:41-2
Et graines oléagineuses, commercialisation, 32:12-3, 25; 61:5, 24; 115:8
Et graines oléagineuses cultivées dans l'Ouest, recherches, fonds alloués, etc., 19:6-9, 12; 30:28
Excédent de poids, 29:25-6
Expéditions
Accélération, mesures, 5:9-10; 26:6; 29:11
Churchill, Man., port, 26:43; 29:24-5; 115:20-1
Thunder Bay, Ont., 18:17
Exportations, 26:6-7, 20, 27-9; 29:21; 53:6; 67:15; 76:29; 78:31-2; 82:21; 84:70; 115:6-8, 26
Concurrence, 115:24-5
Document préparé par la Bibliothèque du Parlement, 61:10
Voir aussi Appendices; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Juridiction—Lait et/ou
Reportées, comptes à recevoir, etc., 115:25-6
Frais de surestarie, 5:9-10, 22; 26:10
Gel, répercussions, 93:9-10; 106:25-6
Inspection, services
Droits, 4:9-10; 68:9
Lethbridge et Calgary, Alb., 18:24-5
Ontario, 29:8, 14
Marchés, contrôle, 76:34
Maturité, période, recherches, 93:9-10
Mise en marché, entretiens avec les États-Unis, rencontre à Washington, 9 mai 1981, 24:7
Nouvelles cultures, blé, maïs, orge, sorgho, etc., mise en valeur, fonds alloués, 11:11; 48:17
Paiements anticipés, mesure législative, 115:37-8
Paiements anticipés sans intérêt, programme, 50:26; 52:15-7; 113:38-41; 114:11-2; 115:37
Pays en voie de développement, approvisionnement, 31:26
Mozambique, 115:22, 41
Pologne, vente à la, 115:18-9, 29-31
Prix
Fixation en fonction du coût de production, 59:27
Initial, 13:26; 26:11-3, 18, 20-1, 26-8, 33, 45-6; 115:11, 13-4
Mondial, 26:6-7, 12; 65:8, 18, 30; 115:7-8
Prévisions, 115:43-5
Producteurs, saisie, protection, mesures, 73:33-4
Commission canadienne des grains, rôle, etc., 66:20, 22; 73:5-7, 19-20, 29-33

Céréales—*Suite*
Production, 37:21-2; 65:25; 71:5, 17; 115:6, 43-4
Prévisions météorologiques, utilisation, 32:26
Recherches, colloque tenu par la Commission canadienne du blé, 19:17
Qualités, normes, 74:21
Recherches, 19:6-8, 12, 16-9; 23:26-7; 48:23; 66:42-4
Récolte 1979-1980, qualité, 18:27-8
Récolte 1980-1981, États-Unis, prévisions, 7:5
Récolte 1982-1983, prévisions, etc., 65:17; 105:4-7
Récolte mondiale 1980-1981, prévisions, répercussions sur les prix, etc., 7:4-6
Récoltes, paiements anticipés, programme, fonds alloués, etc., 11:15-6; 47:8, 10, 24-5; 48:26-7, 29-30; 91:7-8, 16; 92:12, 18-9, 24
Agriculteurs, défauts de remboursement, causes, etc., 93:5-7, 32
Conditions, 93:32-3
Distribution, méthodes, 93:31-2
Québec, U.P.A., administration, 92:27-8
Reçus de livraison, 66:22; 73:17-8, 28-9
Sarrazin, 78:11-2; 84:76
Servant à la production de boissons alcooliques, paiements anticipés sans intérêt, 54:30
Sociétés céréalières, faillites, 73:11-2, 16
Voir aussi Consolidated Seed Exports; ECON Consulting Ltd.
Teneur en protéines, classification, exportations au Japon et au Royaume-Uni, 18:20
Teneur en protéines, classification, versements aux producteurs, etc., 18:18-9
Transport, 115:32-4
Amélioration, mesures, 65:15-6, 18
Coordonnateur
Horner, M. Hugh, démission, remplacement, etc., 18:16-7, 28; 29:21-2; 85:31
Radke, M., remplaçant temporaire, nomination, 67:17-8
Rôle, mandat, accroissement, 65:18, 23
Et manutention, amélioration, mesures, etc., 18:16-8; 26:29, 33, 46; 29:20, 24, 28-30
Et manutention, Commission des grains de l'Alberta, création, 29:23, 27
Grands lacs, navires, achat par la Commission canadienne du blé, 26:29-30; 29:12
Thunder Bay vers les provinces de l'Est, coût supplémentaire, etc., 26:8; 28:12; 29:11
Tritical, production, recherche, etc., 1:14; 48:15
Union soviétique, vente, 31:27; 47:9
Embargo des États-Unis, répercussions, 26:6, 13-5, 18; 28:5, 15, 24-5; 47:27; 78:24-6
Restrictions en guise de protestation contre l'invasion en Afghanistan, 26:15-6, 49
Producteurs, pertes subies, indemnisation, etc., 5:22-3, 27; 11:13; 13:10-2; 21:15-8; 47:8-9, 23-7; 73:16; 78:26
Document *Dédommagements des agriculteurs affectés par la restriction des exportations de céréales à destination de l'URSS*, 47:27
Wagons-trémies, 18:16-8; 26:28-30, 33; 29:11, 18, 21, 29
Colombie-Britannique, taxe, imposition, 115:44
Commission canadienne du blé, achat, répartition entre le CN et le CP, coût, financement, etc., 26:31-2, 40-2; 115:20, 42-3
Et wagons couverts
En service, fin d'année 1977-1985, statistiques, 7:18-9
Voir aussi Appendices

Céréales—*Suite*
Wagons-trémies—*Suite*
Et wagons couverts—*Suite*
Pénurie, disponibilité, etc., 7:8, 24; 29:16-7
Voir aussi Colza
Voir aussi Énergie, ressources, recherche de nouvelles sources; Lin; Plantes, producteurs, droits—Protoplasme de gènes, préservation, recherche, etc.; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Juridiction—Lait; Tarifs-marchandises

Céréales de provende et fourrage
Ammoniaque, utilisation dans le traitement de la paille, recherche, subventions, etc., 16:19-20
Approvisionnement, Office canadien des provendes, rôle, mandat, etc., 7:11-4, 22-5; 28:7, 9, 14, 20-2
Approvisionnements locaux, sécurité, programme
Comité d'approbation, création, 71:7
Fonds alloués, 7:7-8; 71:7-8
Avoine
Prix, déficit, etc., 26:9-10
Production et commercialisation, 26:11, 13, 23; 29:17-8
Sauvage, programme de recherche, 93:33-4
Blé
Commission canadienne, juridiction, 3:22-5; 7:12; 13:18-23; 28:19
Communiqué de presse intitulé *Communiqué conjoint émis par des comités consultatifs*, 13:30-3
Sénateur Argue, propos, 13:19-20
Contaminé par la toxine, exportations destinées à Cuba et à l'Italie, 18:8-9
Vendu au Japon, 18:21
Classification, 28:22; 106:24-5
Commercialisation, 7:6-7; 11:4-6; 13:20-1, 23; 28:13-4; 71:6; 113:49-50
Criblures, 1:36-7; 3:27; 13:9; 18:6-7
Entreposage
Programmes, comité d'approbation, composition, etc., 7:8
Programmes, Ontario et Québec, fonds alloués, 3:14-5
Statistiques, 7:14-5, 27
Voir aussi Appendices
Entrepôts, construction. *Voir* Cargill Grain Co. Ltd.—Québec, ville
Et viande, transport, coûts comparés, statistiques, etc., 3:15-6, 20-1; 28:26-8; 71:5-6, 13-5, 19-20
Voir aussi Appendices
Exportations, CEE, subventions, répercussions, 71:17-8
Exportations et importations, permis, comité, établissement, 28:20
Exportations et importations, permis, émission, responsabilité, 114:24, 27-8
Hors Commission canadienne du blé, entreposage, commercialisation, etc., 7:15, 21, 25-6; 28:6-7, 12, 24; 71:6, 17
Importations
Taxe douanière, imposition, 114:24, 27
Voir aussi Exportations *sous le titre susmentionné*
Inspection, services, 18:10-2
Luzerne. *Voir* Sécheresse, provinces de l'Ouest
Maïs
Approvisionnement, prix, comparaison avec les États-Unis, etc., 18:11-3, 21; 28:14-6
Cultivé en Ontario, contamination par la toxine, 18:26-7
Importé des États-Unis et destiné à l'exportation, inspection, etc., 18:10-2
Importé des États-Unis et entreposé au port de Montréal, 18:22
Maïs hybride, recherches, 19:13, 19
Mise en marché, prêts sans intérêt, etc., 51:20
Prix, 26:21-3; 28:5, 9, 15-6, 25

Céréales de provende et fourrage—*Suite*
Maïs—*Suite*
Prix—*Suite*
Concurrentiels, politique, 105:33-4; 112:13-4, 21; 113:6, 28-32; 114:20-4, 28-9; 115:27-9
Voir aussi Orge—Vente *sous le titre susmentionné*
Production, 60:13; 70:32, 46-7; 84:76-7
Recherche, 30:21
Récoltes, paiements anticipés, programme, Québec, agriculteurs, défauts de remboursement, 93:6
Semences contaminées, importations des États-Unis, interdiction, etc., 17:9-10
Manutention, 28:14
Manutentionnaires de grain du port de Montréal, grève, 3:25; 7:18, 24; 18:22
Orge, 7:16; 18:18, 28; 20:20; 29:14; 60:21; 63:8; 64:21, 28; 65:10; 73:25-7
Approvisionnement, 28:12-3
Commission canadienne du blé, Comité, comparution, 5:32-3
Commercialisation, comparaison avec les États-Unis, etc., 60:21
Entreposage, 7:13-5
Est du Canada, 31 juillet, fin de l'année-récolte, 6:5-6
Exportations, 8:14; 28:11, 18-9, 24-5, 31; 60:10, 13-4, 20; 106:12; 115:7-8, 12, 32
Concurrence, 115:35
Orge de brasserie, moisissures, fusarium, etc., 18:26
Prix, 7:8, 11-2, 15-6; 13:22-3; 26:21-3; 28:5, 9-12, 25; 60:16-8; 71:18; 114:23; 115:29-30, 34
Producteurs. *Voir* Western Barley Growers Association
Production, augmentation, 106:13-4
Production, Ontario, région du Nord, 54:33
Semences d'Europe occidentale, importations, etc., 71:22-3
Utilisation dans la fabrication de la bière, 6:9
Variétés, 105:15, 34-5
Vente aux prix concurrentiels du maïs, 112:21; 113:31; 115:27-8
Producteurs, compensation, fonds de $8 millions, 91:8, 20-1, 30-3; 92:12, 18, 23, 25-7
Vente par la Commission canadienne du blé, 60:12; 92:26-7; 115:12-3, 34
Paiements initiaux, augmentation, 115:11-4
Paiements initiaux et paiements définitifs, 26:8-9
Politique, révision, 99:30; 105:20-1, 23-5; 106:9
Agriculture, ministère, comité d'étude, 106:12-3
Politique d'achat par l'Office canadien des provendes, 3:22-6
Prix, 28:5; 71:6-7; 115:8
Concurrence, politique, etc., 7:5, 25; 71:20-2
Établissement, formule, publication, etc., 7:10-2; 28:9-11; 112:14-5
Politique, 114:28-30
Comité, création, etc., 92:23
Provinces des Prairies, 20:9
Production, 28:4-5, 13, 30-1; 115:7
Coût de l'énergie, répercussions, 105:15-6
Locale, provinces de l'Ouest et États-Unis, utilisation, 71:23
Provinces de l'Atlantique, nouvelles variétés, recherche, etc., 103:18-20
Québec
Autosuffisance, 71:22
Voir aussi Transport *sous le titre susmentionné*
Recherches, 19:19; 28:30-1; 71:23; 105:36-8
Voir aussi Universités et collèges
Seigle, 73:17
Silos
Programmes d'aide, etc., 105:28-31

Céréales de provende et fourrage—*Suite*
Silos—*Suite*
Surcharges, 106:23-5
Tarifs d'utilisation, hausse, 106:7-8
Teneur en protéines, 18:20; 29:32
Transport
Coût, augmentation, subventions, etc., 7:25; 28:4, 7, 9, 11-2, 15
De l'Ontario vers d'autres provinces, 28:31-2
États-Unis, programme, 105:36-7
Et entreposage, subventions, programmes, 3:7-9, 12, 20, 23; 31:22, 29; 81:19
Colombie-Britannique, Ontario et Québec, 14:13-5, 20, 25; 15:9-12; 31:7-8, 22; 71:7-9, 19-20, 24
Ententes avec les provinces, remboursement, modalités, etc., 3:10-1, 14
Est du Canada et Colombie-Britannique, 3:10, 15; 4:5-6; 23:26; 28:27, 29
Fonds alloués, 3:5, 8; 4:6; 7:23-4; 11:9-10; 28:7-8, 14, 17, 20-1; 66:13, 26; 71:8
Ontario, boeuf, élevage, répercussions, 28:25-7
Yukon et Territoires du Nord-Ouest, 1:15; 2:8; 3:4-8, 9-10, 16; 4:7; 28:29-30
Produits admissibles, moulées, etc., 3:26-7
Historique, 105:10-2
Ontario, région de l'Est, entente, 91:14-5
Politique, provinces, consultation, 91:10
Provinces de l'Atlantique, 105:13-4, 30, 34
Québec, 105:14-5
Entente, renégociation, 91:13-4
Subventions, programme, 3:8; 7:4, 7, 21-3, 27; 11:10-1, 15; 13:7; 71:4, 7, 10-1; 73:15; 91:31-2; 105:16-7
Importations, exclusion, 7:20
Paiements de péréquation, 7:7, 25
Provinces de l'Atlantique, maïs de l'Ontario, approvisionnement, répercussions, 7:24; 71:6
Statistiques. *Voir* Appendices
Ventes libres, entreposage à Thunder Bay, Ont., etc., 3:26
Wagons appartenant aux producteurs, nombre, diminution, 106:18-20
Wagons-trémies et wagons couverts, utilisation, etc., 28:9, 32-3; 105:31
Voir aussi Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négociations, Genève; Bétail—Engraissement; Sécheresse, provinces de l'Ouest; Universités et collèges, recherche

Chaînes d'alimentation. *Voir* Consommateurs; Denrées alimentaires, prix

Chambers, M. A. (directeur, Finances, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 66:49
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B)
1980-1981, 14:8, 12
1982-1983, 91:22; 92:11-3, 18-9, 24; 93:34-5
1983-1984, 112:21-30

Charte des droits et libertés. *Voir* Fruits et légumes—Commerce interprovincial ou international, normes

Chemins de fer
Embranchements, abandon, rapport Neil, recommandations, mise en oeuvre, etc., 4:10-2
Provinces de l'Ouest, réseau, amélioration, 26:33, 35; 29:28-9
Sociétés, wagons, échanges, 106:22-3

Chevaux
Dopage, recherche, surveillance des hippodromes, etc., 16:25-6

N.B. Voir pages 1 et 2 pour dates et fascicules

Chevaux—*Suite*
Pedigree, établissement, programme, 9:23-4
Voir aussi Australie—Viande, exportation

Chèvre. *Voir* Viande, importation, mesure législative

Chiens, courses, 16:25

Chine. *Voir* Arachides—Commerce; Céréales—Blé; Commerce

Chipping Candem Research Station. *Voir* Fruits et légumes—Herbicides et pesticides

Chisholm, M. Timothy (président, Ronald A. Chisholm Ltée; Association canadienne de l'exportation)
Canagrex, société, Loi, 56:13-6, 28, 36

Choquette, M. Gilles (président, Commission canadienne du lait)
Commission canadienne du lait
Budget principal
1980-1981, 10:4-29
1982-1983, 75:4-18, 21-7
1983-1984, 102:4-19, 22-9; 108:4-8, 11, 13, 15-7, 19, 24
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:33-52
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:4-27

Churchill, Man., port. *Voir* Céréales—Expéditions

Clarey, M. Norman (vice-président, Prince Edward Island Potato Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 79:4-8, 11-5, 20-1, 23, 26, 30

Clifford, M. Larry (président, Manitoba Cattle Producers' Association)
Canagrex, société, Loi, 70:28-51

Clonage, techniques. *Voir* Plantes

Cochran, M. H. (directeur général intérimaire, Direction du développement de la production, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 31:18, 28-9

Coffin, Dr. *Voir* Universités et collèges, recherche—Céréales de provende et fourrage, approvisionnement, commercialisation, etc.—Macdonald, collège

Colombie-Britannique
East-Kootenay, pâturages, fonds alloués, 92:10
Voir aussi Fruits et légumes—Pommes; Lait—Gestion des approvisionnements; Volaille—Dinde—Industrie *et* Dindon, transformation, industrie

Colza et produits du colza
Canola
Commercialisation, 62:15-6, 21
Huile de canola, commercialisation, fonds, affectation, etc., 57:20
Voir aussi Alberta Canola Growers' Association
Commercialisation, 29:30-1; 61:5, 22; 62:21; 64:28-9; 73:26-7; 84:61, 63-4
Cultivateurs, Syndicat national, position, 62:12-4
ECON Consulting Ltd., faillite, répercussions, 62:20
Cultivé en Alberta, herbicides, utilisation, dangers pour la santé, etc., 62:16-7
Entreposage, 18:6
Exportations, statistiques, 78:29
Hamilton, Ont., nouvelle installation de broyage, construction, fonds, affectation, 48:27-8; 62:21-2
Huile de colza, prix, 62:14, 22-3
Huilerie, construction. *Voir* Cargill Grain Co. Ltd., Melfort, Sask.
Prix, 54:31

Colza et produits du colza—*Suite*
Prix—*Suite*
Tarifs-marchandises, répercussions, 62:7, 16, 18-20
Production, 62:16-7, 21; 64:14-5; 78:28-9
Recherche, 19:6-7; 30:5
Teneur en humidité, 18:27; 29:12-3
Transport, 13:16-7; 26:43-4; 73:25-6
Vente au Japon, 60:24; 62:14
Vente au Mexique, prix, etc., propos tenus par M. Whelan à Edmonton le 29 janvier 1981, 60:4-7; 62:5, 16; 70:16; 72:5, 8, 18
Ventes libres, prix, etc., Vancouver, C.-B., cartels possibles, 18:13-4
Wagons-trémies, 29:18-9

Comité. *Voir* Procédure et questions de Règlement

Comité de coordination des services agricoles canadiens (CCSAC), composition, fonctionnement, etc., 5:19-20; 12:6; 19:5-6

Commerce
Accords de troc, 61:12, 19-20
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Échanges commerciaux
Australie-Canada, libre échange, 44:13-4, 17-8
Balance, excédent, 61:4-5
Balance commerciale agricole, 53:6, 23; 54:21
Barrières non tarifaires, 57:5, 19
Chine-Canada, 56:35-6
Concurrence, 57:20; 78:29-31
Délégués commerciaux à l'étranger, spécialistes en agriculture, etc., 31:21-2; 54:37-8; 55:20-1; 56:10, 34-5; 57:14-5; 58:7; 61:21, 28; 62:6, 8, 25-6; 64:31, 34, 40-2; 65:9; 67:6, 16, 18-20; 76:16, 27-30, 36-7; 77:9; 78:5-6, 9, 13-5, 18-9; 79:14, 21-2; 81:28; 87:36; 89:43-5
D'État à État, 78:7-8; 89:37-8
Échanges interprovinciaux, réglementation, etc., 76:35
Entreprises en coparticipation, 82:10-2, 19, 32-3
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles
États-Unis, exportations, programme PL-480. *Voir* États-Unis—Produits de fermes
Exportations, développement, etc., 56:15
International, corruption, sociétés de la Couronne, situation, 94:6-7
Japon-Canada, co-entreprise, 56:26-7
Libre échange, 76:7, 12, 19-21, 38
Mexique-Canada, échanges, 21:15
Nouvelle-Zélande-Canada, libre échange, 23:10-1
Pologne-Canada, 85:10
Secteur privé et gouvernement, coopération, etc., 78:31
Voir aussi Pommes de terre—Maladies; Viande—Exportations

Commission canadienne des grains
Audiences sur les tarifs, 106:23
Budget principal 1981-1982, 29:5-33
Budget principal 1983-1984, 106:24-9
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:4-29
Effectifs, augmentation, 106:18
Fonds alloués, 66:11; 99:10-1
Augmentation, 106:16-7
Inspection, services, fonds alloués, effectifs, etc., 5:27-8; 7:26-7
Chatham, Ont., 106:21-2
Loi, modification, suggestion, 106:17-8
Permis, octroi, 73:16, 20
Politique, conditions, etc., examen, 106:5-6, 16
Prince-Rupert, C.-B., terminus, construction, 106:18, 22
Rapport annuel, 29:5; 73:13-4, 29; 106:4

Commission canadienne des grains—*Suite*
Statut, rôle, responsabilités, etc., 66:19-21; 73:28-9; 106:6-7
Voir aussi Céréales—Producteurs, protection; ECON Consulting Ltd., compagnie céréalière, faillite
Wagons, 106:23

Commission canadienne du blé. *Voir* Blé, Commission canadienne

Commission canadienne du lait
Années-personnes supplémentaires, 91:6, 8, 21; 94:4-5, 10-1
Budget, établissement, révision, etc., 94:25-6
Budget principal 1980-1981, 10:4-29
Budget principal 1983-1984, 102:4-29; 108:4-28
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:32-52
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:4-27
Comité consultatif, rôle, membres, etc., 94:13-5, 17-8
Commercialisation, méthodes, GRC, enquête, délai, 91:23
Déficit, 75:5-6
Enquête Gibson, allusions, 94:7-11
Enquête Gibson, avocats, services, etc., fonds alloués, 15:33, 43-4
Enquête Kates, 75:11-3
Et Tudor-Price, M. Richard, relations, 75:11
Exportations
Agents, système, comparaison avec d'autres pays, 94:22-3
Agents canadiens, responsabilités, statut, etc., Industrie et Commerce, ministère, directives, 94:7, 21-2
Navires
Affrètement, politique, 94:12-3; 108:28
Comptes publics, Comité, examen, 108:25-6
Biban, cargaison endommagée, pertes, enquêtes, etc., 102:19-23
Le Gagné, affrètement, contrat, modalités, résiliation, etc., 94:5-6, 20-1; 108:4-8, 26
Type *Freedom,* affrètement, coût, etc., 108:7
Personnel-cadre, 102:27
Pertes, 102:8-9, 19
Fonds alloués, 1:13; 5:10-2, 35-6; 6:9; 21:6; 66:11; 75:23-4; 91:6, 8
Lait évaporé, fabrication, 102:7-8
Mesure législative, modifications, suggestions, 94:13-5
Missions commerciales canadiennes, services, utilisation, 102:27
Personnel, années-personnes, nombre, augmentation, 102:7
Politiques et procédures, manuels, 94:17
Producteurs laitiers, position, 94:11-2, 26-7
Rapport annuel, publication, délai, etc., 94:7-9, 15-7; 102:6-7
Retenues, système de contrôle, 94:9-10
Services professionnels et spéciaux, publicité, etc., fonds alloués, 10:4-5; 15:17-8, 46-7
Statut, rôle, pouvoirs, etc., 6:10; 40:14; 53:25-7; 54:35-6, 64:17; 84:60
Vérificateur général, rapport, 75:12-3; 94:7-8, 12, 16-7; 108:26-8
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles

Communauté économique européenne (CEE). *Voir* Agriculteurs; Boeuf—Subventions; Céréales de provende et fourrage—Exportations; Produits de ferme—Exportations—Canada et; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Concurrence; Viande—Boeuf—Exportations *et* Importations

Conférences fédérales-provinciales
Ministres de l'Agriculture, 54:26; 85:12-5, 18
Halifax, juillet 1982, 88:5; 89:13-6
Ministres des Transports, 3 juin 1980, 4:11-2
Toronto, 16 juillet 1980, 86:9-10
Ministres du Commerce, 85:12-4

Conflits d'intérêt, règlements, Sociétés de la Couronne, cadres supérieurs, application, etc., 84:54-5

Connell, M. J.P. (sous-ministre, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal 1982-1983, 66:31-5, 37-9, 41, 45-9
Budget principal 1983-1984, 107:18
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:22
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 112:7-12, 14-9; 113:41, 49; 114:4-7, 9-17, 20, 25-6, 30-1

Conseil canadien de la recherche agricole, 19:5

Conseil canadien de l'horticulture. *Voir* Horticulture, Conseil canadien

Conseil canadien des grains, conférence, Vancouver, C.-B., 7 décembre 1980, 9:8

Conseil canadien du porc. *Voir* Porc, Conseil canadien

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG)
Étudiants, encouragement, bourses, etc., 12:8; 92:7-8
Fonds, affectation, 19:5

Conseil des producteurs de pommes de terre de l'Est du Canada. *Voir* Pommes de terre de l'Est du Canada, producteurs, Conseil

Conseil des viandes du Canada. *Voir* Viandes du Canada, Conseil

Conseil du mouton du Canada. *Voir* Viande, importations, mesure législative—Comparution de divers organismes, associations, etc.

Conseil économique du Canada, rapport
Agriculture, Fédération canadienne, position, etc., 37:9-11, 20
Voir aussi Offices de commercialisation—Établissement, rôle, fonctionnement, etc.; Produits de ferme—Exportations

Conseil mondial de l'alimentation. *Voir* Alimentation, Conseil mondial

Conseil national de commercialisation des produits de ferme
Audiences tenues, coût, etc., 66:39
Fonction, rôle, etc., 1:27; 6:14-5; 10:16-7; 14:9; 23:21; 24:8-9, 14, 17-8
Fonds alloués, 24:10; 32:6, 11; 66:38-9
Modification de la loi, 25:11

Consolidated Seed Exports, Ltd., société céréalière, faillite, 66:20; 73:16-9

Consommateurs, chaînes d'alimentation, prix, répercussions, 43:10

Consommateurs du Canada, Association
Structure, statut, membres, activités, etc., 76:9-10; 87:14, 16
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution; Viande, importation, mesure législative—Comparution de divers organismes, associations, etc.

Constitution, révision, rapatriement, etc., agriculture, répercussions, 1:16-7

Coopérative des services Canfarm Limitée. *Voir* Canfarm, Limitée

Corbin, M. Eymard (Madawaska—Victoria)
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 68:27-9, 32-5
Blé, Commission canadienne, 61:14
Canagrex, société, Loi, 59:15-9, 23-4, 32-6, 38-9; 61:13-7, 30-2; 64:42-5, 49-50; 74:37-42; 79:23-7, 29-30
Fruits et légumes, 64:43-5
Pommes de terre, 59:17-9, 23-4, 33-6; 61:14-6; 68:32-5; 79:23-5, 29-30

Corbin, M. Eymard—*Suite*
Procédure, 56:4, 8, 20-1, 37; 58:34; 59:15; 68:27-8; 74:41
Produits de ferme, 58:28-30
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 59:16-7, 32-4, 38-9; 61:30-2; 64:50; 79:25-6
Vétérinaires, 68:28-9

Corporation commerciale canadienne (CCC). *Voir* Produits de ferme—Exportations

Corriveau, M. Léopold (Frontenac)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 1:33-4; 5:10-3
Améliorations agricoles, prêts, 2:13-5
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:13-5, 27
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:11-3
Céréales de provende et fourrage, 3:12
Commission canadienne du lait, 5:10-1; 94:25-7
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:25-7
Lait, industrie, 5:11
Procédure, 35:4-6, 56; 86:23-7; 97:13
Voyage à l'intérieur du Canada, 8:6, 8, 11-3
Produits de ferme, 1:34
Produits laitiers, 5:12-3
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 1:33-4
Yukon, Territoire, 3:12

Côté, Mme Éva (Rimouski—Témiscouata)
Agneau, 37:18
Agriculture, ministère, 103:34
Budget principal
1980-1981, 4:26; 5:18, 20
1982-1983, 73:24
1983-1984, 103:34
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 16:25; 19:17-8
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:21
Céréales, 19:18
Chevaux, 16:25-6
Commission canadienne du lait, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:46
Commission canadienne du lait, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:27
Crédit agricole, 25:10-1, 18-9
Crédit agricole, Société, budget principal 1981-1982, 25:10-1, 17-9
Élection à titre de président, 56:16
Élection à titre de vice-président, 9:7
Impôt sur le revenu, 25:17
Porc, prix, stabilisation, programme, 4:26
Produits agricoles, normes, Loi, 95:17
Produits laitiers, 15:46
Relations fédérales-provinciales, 19:17-8
Semences, 95:17
Syndicat national des agriculteurs, 61:17-8
Union soviétique, délégation parlementaire, visite au Canada, 110:6-9
Universités et collèges, recherches, 5:18, 20; 19:17
Viande, importation, Loi, 37:16-8

Cotterill, M. Ralph (directeur, Développement des exploitations, Production et inspection des aliments, ministère de l'Agriculture)
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:9-10, 12-5, 17-25, 27

Couse, M. P.W. (directeur général, Direction du développement des marchés, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 32:8-9, 17, 19, 25
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1983-1984, 113:16-7
Canagrex, société, Loi, 89:23-4

Crédit agricole
À court, à moyen et/ou à long terme, 49:14, 18-9, 27; 50:9-10, 19, 25-7; 51:11-2, 14, 21; 52:7-9, 24; 100:18-9, 26-7; 101:9-10
Agriculture, Fédération canadienne, position, 52:7
Agriculteurs disposant d'un revenu autre que celui de la ferme, 52:30, 32-3
Autochtones, bandes, intérêt, taux, garanties excessives, etc., 49:7, 10, 12, 16, 20, 25-6
Banques, attitude, 50:6-8, 13, 27; 51:9-10; 52:10-1, 13-4
Banques, prêts, 49:17-9, 32; 52:8
Beauce, circonscription, situation, 22:4
Conjoint, époux ou épouse, discrimination, modification de la loi, 22:30-1; 25:23; 50:23; 52:31-3
Coopératives et associations de producteurs, garanties accordées en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles, 112:24-7
Demandes, terres agricoles, valeur, répercussions, 25:19-21, 26; 93:20-3; 100:16; 101:22; 109:8-9
Entreprise agricole et entreprise privée, enquête comparée, 25:25
Fonds, affectation, 52:13-4; 81:19
Hypothèques, transfert aux propriétaires absentéistes, 25:23
Hypothèques à taux préférentiel, 51:18-9
Intérêt, taux, 5:26, 30; 21:12-4; 22:5-6; 25:6, 22-3; 37:36-7; 50:4-5, 8, 14-7, 22; 51:4-6, 8; 52:15, 28, 43; 113:45-6
De 1959-1981, tableau comparatif, document, dépôt, 52:18
Fixation, nouveaux règlements, négociations, etc., 90:17, 22-3, 33; 100:5, 13, 17-9, 25-6; 101:10, 18
Fixe, 109:13-5
Réduction, coûts, etc., 100:5-7, 10-1, 13-4; 101:8-9, 12-3, 19-20, 23-4, 26-7, 34-5; 109:9, 11-2; 113:43
Subventions de 4%, programme, 90:24-5, 27; 92:11-2; 100:10-1; 101:8-9, 18
Admissibilité, critères, 90:15; 109:20-3, 25
Bénéficiaires, nombre, situation, etc., 109:21-2
Fonds alloués par agriculteur, 109:39
Fonds de $100 millions, 109:18-9, 25
Lortie, Commission, position, 90:13-4; 109:16-7
Paiements en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés, fonds supplémentaire de $4.5 millions, 112:11-2, 23-4, 28-9; 113:6, 32, 37-8; 114:13
Québec, statistiques, 101:18-9
Jeunes agriculteurs, assistance, etc., 1:39; 2:19; 22:4, 6; 25:8, 10-2, 21; 49:6-7; 50:14-5, 22; 52:11-3, 29-30; 66:46; 101:21
Jeunes agriculteurs, prêts, quotas de lait, valeur, répercussions, 6:26-7; 13:28-30; 25:17-9, 25-6; 49:33-4
Manitoba, Société, nouveau programme, 101:9
Mesure législative, titre, modification, 51:33
Mesure législative de 1959, 49:6
Pays étrangers, programmes, 101:24-5
Prêts consentis aux/ou par les provinces, 50:16
Ontario, 50:20, 24-6, 28-9
Saskatchewan, Farm Start, programme, 50:11-3, 20; 92:25
Remboursement, versements supplémentaires exempts d'impôt, 21:20-1; 25:25
Saisies hypothécaires, 5:25; 25:27

Crédit agricole—*Suite*
Secteur privé, investissement, 21:13; 50:13-5, 26-8; 51:4, 8; 52:28, 42-3

Crédit agricole, modification de la loi, 25:23; 50:17, 19; 51:18; 101:25-6
Agriculture, Fédération canadienne, position, recommandations, etc., 49:5; 51:33-4; 52:7
Mémoire présenté par M. Whelan, 49:15, 29

Crédit agricole, Loi (modification) **et Prêts agricoles bonifiés, Loi**—C-88. Ministre de l'Agriculture
Art. 5, am. (M. Ferguson) retiré, 52:36, adopté, 37
Art. 6, am. (M. MDionne) retiré, 52:37, adopté, 38
Articles adoptés, 52:29, 33, 37, 45
Étude, 49:5-35; 50:4-29; 51:4-34; 52:6-45
Rapport à la Chambre, 52:3, 45
Voir aussi Crédit agricole—Intérêt, taux—Subventions de 4%, programme

Crédit agricole, Société
Agriculture, Fédération canadienne et Fédération ontarienne, relations, 90:30
Budget principal 1981-1982, 25:4-27
Budget principal 1983-1984, 100:4-29; 101:4-37; 109:4-31
Bureaux régionaux, agents, attitude, 100:19-20; 101:13-4
Commission d'appel, 52:33-8; 90:21-3; 100:20; 109:19-21
Conseil d'administration, membres, augmentation, etc., 49:14; 51:17; 86:12
Effectifs, 21:9; 25:6, 13-4
Bilinguisme, 109:28-9
Et banques, prêts, comparaison, 50:28
Financement, 25:9-10; 37:33, 36-7; 49:11, 20; 50:13, 21, 25-6; 52:28-9, 40; 113:46-7
Agriculteurs canadiens, participation, 100:27-9; 101:25
Agriculture, Fédération canadienne, mémoire, 51:4-6, 18
Alberta, emprunts à même le Fonds du patrimoine, 49:8; 50:10; 52:21, 39
Banques suisses, investissement, 52:20-1
Capitaux, administration, 90:19
Capitaux canadiens, disponibilité, Dominion Securities Ames Limitée et Wood Gundy Limitée, étude, 90:25, 28-9
Emprunts sur les marchés financiers internationaux, 49:9-10; 50:18-9; 52:21, 39, 43-4; 66:12; 90:14-6, 19, 23-4, 31-2; 99:22; 100:5; 101:16-8; 109:9, 13
Fonds du revenu consolidé (FRC), 49:9-10, 16; 50:11; 51:8; 52:9-10, 15; 90:19; 100:25-7
Fonds supplémentaires, 109:26-7
Insuffisance, 101:4-6
Intérêt, taux, 49:9, 21; 50:10-1
Investissements, stimulation, mesures, 49:8-9; 68:10
Obligations, programme, 49:8, 10, 16; 52:38-40; 68:10; 90:13-4, 24-5, 28; 99:25; 101:30-1; 109:13-4, 16
Plafond de capitalisation, 52:20
Propositions, 99:24; 100:20
Régime enregistré d'épargne-retraite, système, 49:10
Sources anonymes, 50:18, 24
Fonds 1:13, 19, 21; 5:26, 29; 21:6, 8, 12; 22:4-5; 25:5, 14-5; 51:21; 52:41-3; 53:16; 66:12
Disponibles, 90:16
Supplémentaires, 49:16; 50:11, 27; 52:19, 22, 42; 66:33-4; 68:10-1; 90:12-3, 22; 112:11-2, 23
Mandat, 109:23-4
Paiements, arrérages, 25:6-8, 12-3, 26-7; 90:19
Pouvoir d'emprunt, 49:7-9, 11-2

Crédit agricole, Société—*Suite*
Prêts
Approbation, délai, 109:25-6
Avances de liquidités, 109:16-7
Bénéficiaires, nombre total, 90:13
Créances irrécouvrables, provision, statistiques, etc., 93:18, 23; 100:21-2
Date, 93:18
Défauts de remboursement, propriétés saisies, faillites, etc., 51:16-7, 23; 93:12-3, 18-9; 101:6-7, 10
Avocats, service, 93:17
Québec, élevages de porcs, nombre, etc., 93:14, 17, 19-20
Vente, publicité dans les journaux agricoles, 93:16-7
Vente, soumission, Multiple Listing Service (MLS), utilisation, etc., 93:14-6
Diminution, statistiques, etc., 25:14-6; 90:14-6, 33-4
Emprunteurs, abus, fraudes, etc., 109:15-7
Emprunteurs, terres, dimension, 101:29-30
Fonds alloués, insuffisance, 100:17-8
Intérêt, taux. *Voir aussi* Crédit agricole—Intérêt, taux
Lait, quotas, utilisation comme garantie, 100:24
Limites de prêts, 49:11-2, 26; 52:6; 99:23
Manitoba, 101:10, 28-9
Nouveau programme, mise sur pied, 100:18
Politique, critères, conditions, etc., 25:11-2, 21-2; 49:6-8, 13-4; 52:23-5; 90:15, 20-2, 26-7; 93:10-3; 100:8; 101:8, 11
Québec, 101:12-4
Recouvrement, politique, pertes, etc., 100:9-10, 13, 15-6; 109:8, 12
Refinancement, 100:7-10, 13-6; 101:7-8, 10, 12, 20; 109:12
Remboursements
Anticipés, amendes, imposition, 90:17-9; 100:11-2; 109:18
Programme spécial, suggestion, 100:8, 11, 15
Utilisation, 109:14-5
Renouvelables, période de dix ans, 100:12-3, 26; 101:11-2
Sans intérêt, fonds, affectation, 49:15-6; 50:26; 51:6, 13
Saskatchewan, entente, collaboration, etc., 99:23; 100:17-8
Ventilation par province, 109:7, 29-30
Rapport annuel, étude en Comité, 101:35-6
Rapport annuel, publication, papier utilisé, 101:32
Recommandations, 90:28-30
Rôle, services intégrés, etc., 49:30-2; 51:6, 11, 22
Service consultatif, 49:8; 51:18
Statut, 50:10
Voir aussi Fermes—Transfert à un acheteur étranger; Impôt sur le revenu; Saskatchewan—Achats

Crédits. *Voir* Ordres de renvoi

Csinos, M. Tony (membre, Conseil exécutif, Conseil canadien de l'horticulture)
Canagrex, société, Loi, 70:9-10

Cuba. *Voir* Tabac—Vente

Cultivateurs, Syndicat national
Femmes, rôle, 61:17-8
Statuts, activités, membres, situation financière, etc., 61:17-8
Voir aussi Colza et produits du colza—Commercialisation; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution; Viande, importation, mesure législative—Comparution de divers organismes, associations, etc.

Cultivateurs et créanciers, arrangements, modification de la loi, 52:11-2, 26-7; 68:11-2

Cultivateurs et créanciers, arrangements, sous-comité, création, mandat, etc., 103:6-9

Daman, M. Bill (vice-président exécutif, Conseil canadien de l'horticulture et Association canadienne des grossistes en fruits)
Canagrex, société, Loi, 70:13-4
Produits agricoles, normes, Loi, 95:5-20

Danemark. *Voir* Viande—Porc

Daudlin, M. Robert (Essex—Kent, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor)
Agriculture, 104:13
Agriculture, ministère, 104:13-5
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 93:13-5, 18-9, 34-5
Canagrex, société, Loi, 54:12-5
Crédit agricole, 100:13-4; 101:23-4
Crédit agricole, Société, 93:14-6, 18-9; 100:14-6; 101:34-6
Budget principal 1983-1984, 100:13-6; 101:22-4, 32-7; 104:13-5, 32
Cultivateurs et créanciers, arrangements, sous-comité, 103:3-7
Emploi, création, 93:33-4
Fruits et légumes, 104:13
Procédure, 98:9-10, 12-20
Serres, 104:15
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 54:12-5
Société canadienne d'hypothèques et de logement, 93:15

Décorations et distinctions. *Voir* Ordre du Canada

de Cotret, M. G.R. (directeur général, Coordinateur du programme, Office canadien des provendes)
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:27
Office canadien des provendes, budget principal 1980-1981, 7:11, 22, 24
Office canadien des provendes, budget principal 1983-1984, 105:28-9

Décrets du conseil. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Abolition

de Jong, M. Simon (Regina-Est)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:19-23; 16:7-10, 17-8; 17:10-2, 20
Crédit agricole, 50:9-11
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 50:9-13, 28
Crédit agricole, Société, 50:10, 28
Herbicides et pesticides, 15:19-23; 16:7-9, 17-8; 17:10-2
Porc, 50:12-3
Produits antiparasitaires, modification de la loi, 17:20
Produits chimiques, 16:17-8

de la Roche, M. I.A. (directeur, Institut de recherches de chimie et biologie)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 30:23

de Leeuw, M. A.J. (chef intérimaire, Division de la politique commerciale, Direction générale de la commercialisation et de l'économie, ministère de l'Agriculture)
Viande, importation, Loi, 45:8-10

Del Pound, M. (Commissaire principal, Commission canadienne des grains)
Agriculture, ministère, crédit principal 1982-1983, 73:4-35

Denrées alimentaires
Aliments pour bébés, biscuits, etc., composition, blé d'hiver contaminé, danger pour la santé, interdiction de l'usage, etc., 9:25
Exportations, promotion, etc., 72:7; 78:27-8
Denrées périssables, exportation, Canagrex, rôle, etc., 61:21-2; 70:9-10
Exportations, cartel, établissement, Canagrex, rôle, etc., 89:45-8
Exportations, N.W. Groves & Co. Ltd. et Stokely Van Camp of Canada Ltd., 58:11, 15-6
Inspection, services, fonds alloués, 5:27; 113:5
Politique, 43:27-8; 68:32
Production
Coûts réels, études, 48:33
Et commercialisation, 1:17; 13:6; 32:5-14, 24-5
Et inspection des aliments, programme
Direction générale, réorganisation, objectifs, priorités, fonds alloués, etc., 9:10-1, 15-7
Employés, régime de prestations, fonds alloués, 9:18-20; 66:12
Fonds alloués, 66:11-2
Produits canadiens, achat, encouragement, etc., 32:9, 11
Programme mondial d'aide, participation de l'ACDI, 31:6, 8-9, 19, 25-6
Recherche et développement, programme, fonds, affectation, 76:9
Transport, coût, répercussions, 58:11
Voir aussi Yukon, Territoire

Denrées alimentaires, industrie
Canagrex, création, répercussions, 76:7
Firmes étrangères, installation au Canada, 32:7
Pratiques frauduleuses, contrôle, enquête, etc., 13:21-2; 51:20
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles

Denrées alimentaires, prix
Chaînes d'alimentation, contrôle, 76:37
Contrôle, 13:22; 22:25; 32:7, 10, 12, 16-8
Négociations, 58:5
Politique, 61:22-3
Rapport *Global 2000* des États-Unis, 76:31
Prix payés aux agriculteurs et prix à la consommation, écart, 43:17

Dette nationale, 63:18; 69:20; 78:33

de Valk, M. Robert (conseiller, Association des consommateurs du Canada)
Viande, importation, Loi, 43:11-28

Développement régional, ententes auxiliaires, fonds alloués, 99:11
Employés, nombre, 112:16-8
Manitoba, 113:33
Québec, ventilation, 99:20-2

Développement régional et des affaires internationales
Création, mandat, fonction, effectifs, etc., 1:16-7; 31:5-33
Exposé de M. Brouillard, 31:5-9
Voir aussi Relations fédérales-provinciales

Diamond, M. Shel (membre, Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange)
Canagrex, société, Loi, 78:14-20, 36-7

Dion, M. Rolland (Portneuf)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 6:22-3; 13:24-5
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 17:15-7, 19-20
Assurance-récolte, 17:15-6
Canagrex, société, Loi, 86:24; 87:69-70; 89:54

Dion, M. Rolland—*Suite*
Fruits et légumes, 6:22-3
Herbicides et pesticides, 17:16-7
Pommes de terre, 13:24-5
Porc, 17:19
Procédure, 46:25; 81:6-7, 9; 83:36; 87:30
Produits chimiques, 17:16
Viande, importation, Loi, 46:17

Dionne, M. Marcel (Chicoutimi)
Agriculteurs, 32:13-4; 47:16-7; 49:24, 28
Agriculture, 3:16; 23:19-20; 47:21; 104:25
Recherche et développement, programmes, 1:26; 4:16-7
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 1:25-7; 4:15-7; 5:34-6; 6:17, 19; 9:28-31, 34-6
1981-1982, 20:28-31; 21:18-21, 27; 23:5, 19-20; 27:11-5, 19; 30:18-20; 32:13-5
1982-1983, 66:23, 25; 73:15-6, 23
1983-1984, 103:18; 104:24, 26
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:35; 93:20
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 47:19-23
Allusion à M. Bossy, démission de la présidence, 56:17
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:22, 24-5
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:16-7
Assurance-récolte, 6:17; 23:19; 73:16
Assurance-revenu, 6:17
Bétail, 30:18; 33:12-3
Boeuf, 20:28-30; 70:39-40
Canagrex, société, Loi, 53:35; 54:26-8; 55:7-10, 18-9; 56:27; 57:15, 21-4, 26; 62:7-11, 13, 27-8; 63:11, 15-8; 64:16-8, 28-9, 47-50; 67:13-6, 18, 24; 70:13-4, 39-42; 76:14-7, 31, 34; 78:17-21; 79:17-20, 22, 24; 86:42; 87:41, 51-2, 55, 60, 67, 70; 88:6, 8; 89:53
Céréales, 32:26; 73:16, 23
Céréales de provende et fourrage, 7:18-9; 28:11, 15-7; 73:15
Commerce, 67:16
Commission canadienne du lait, 5:35-6; 75:23-4
Budget principal 1982-1983, 75:20-4
Budget principal 1983-1984, 102:27-9
Crédit agricole, 21:20; 25:24-6; 49:25
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 49:24-5, 27-8; 52:32, 34, 37-40
Crédit agricole, Société, 49:27; 52:37, 39-40; 93:20; 100:27-8
Budget principal 1981-1982, 25:24-6
Budget principal 1983-1984, 100:19, 27
Denrées alimentaires, 32:13-4
Élévateurs à grain, 28:18
Fédération canadienne de l'agriculture, 55:7-8
Fruits et légumes, 5:34; 9:31; 47:20; 64:48-50
GATT, négociations, 28:16
Herbicides et pesticides, 9:28-9; 27:12-5; 37:26-7
Horticulture, Conseil canadien, 70:13-4; 95:13
Impôt sur le revenu, 21:19-20
Lait, 1:25; 5:36; 20:28; 75:20-3, 28
Lait, industrie, 21:19; 37:28; 47:19-20
Meuneries, 7:17
Nouvelle-Zélande, porc, 46:10
Oeufs, 66:25
Office canadien des provendes, budget principal 1980-1981, 7:17-9
Office canadien des provendes, budget principal 1981-1982, 28:11, 15-8, 22-3
Offices de commercialisation, 63:17; 64:17, 50; 66:23, 25; 76:31; 78:17-8

Dionne, M. Marcel—*Suite*
Pommes de terre, 1:25; 6:19; 9:30-1; 23:19; 32:14-5; 54:27; 79:17-20; 104:24
Porc, 8:11; 37:36; 91:35
Procédure, 8:6, 9, 11; 23:5; 26:22-3; 34:11; 35:4, 6; 53:35; 54:10-1; 56:17, 19, 21-3; 66:8-9; 80:8-10, 21; 81:10, 16-7; 83:9-10; 84:6-8, 21, 38-41, 66, 73; 86:23-4, 27; 87:55; 88:6, 9, 14-5; 90:12, 31; 98:12; 103:8-9
Produits agricoles, normes, Loi, 95:13, 16
Produits de ferme, 6:17; 23:19; 30:18; 37:27; 55:18-9
Produits laitiers, 20:28-30; 62:27-8; 75:20-1; 102:28-9
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 1:26
Sirop d'érable, 30:30
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 21:18; 34:9; 54:28; 55:8-10; 56:27; 57:16, 21-3; 58:18-22; 63:16, 18; 64:17-8; 67:13-8; 70:41-2; 76:14-7; 78:17-20
Soya, 30:19
Système métrique, conversion, programme, 27:19; 58:21-2
Télévision, 21:19
Union soviétique, délégation parlementaire, visite au Canada, 110:16, 18
Viande, 3:17; 20:28, 30; 23:20; 28:17; 33:12-4; 34:6-7, 9; 36:9-10, 21; 39:23
Viande, importation, Loi, 33:12-4; 34:6-9, 11; 36:9-10, 21; 37:26-8, 36; 39:23-4; 45:10-1, 21, 23-4; 46:10, 17, 20; 47:13, 16-7
Viande, importation, mesure législative, 34:7; 36:10; 46:10

Dioxannes. *Voir* Herbicides et pesticides; Produits chimiques

Dobson, M. G.J. (directeur, Division de la politique sur le commerce international, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 32:20-1

Dollar, taux de change, comparaison avec les États-Unis, répercussions, etc., 38:18-9; 58:24

Dome Petroleum Limited, emprunt de $100 millions garanti par Petro-Canada, 84:26

Dominion Securities Ames Limitée. *Voir* Crédit agricole, Société—Financement—Capitaux canadiens

Dubois, M. Jean-Guy (Lotbinière)
Agriculture, ministère, budget principal 1983-1984, 99:20-3
Canagrex, société, Loi, 63:5, 16, 21-3, 26, 29; 85:14
Commission canadienne du lait, budget principal 1982-1983, 75:24-7
Commission canadienne du lait, budget principal 1983-1984, 102:23-5; 108:10-4
Crédit agricole, 101:18-20
Crédit agricole, Société, 101:20
Budget principal 1983-1984, 101:18-20
Développement régional, 99:20
Fruits et légumes, 99:23-4
Lait, 75:24-7; 102:23-5; 108:10-1, 13-5
Lait, industrie, 75:26; 102:24-5
Procédure, 80:8, 10, 14, 25-6; 81:12; 83:4, 7, 11, 24, 27-8, 31-2, 36-7; 84:40-2; 85:34-5; 98:9, 12-5, 18; 99:7
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 63:21-3

Duke, M. Vern (directeur de l'inspection des céréales, Commission canadienne des grains)
Commission canadienne des grains, budget principal 1981-1982, 29:10

Dumais, M. Mario (économiste et directeur adjoint du Service d'étude et recherche, Union des producteurs agricoles du Québec)
Viande, importation, Loi, 41:9-10, 17-8

Easter, M. Wayne (vice-président, Syndicat national des cultivateurs)
Canagrex, société, Loi, 61:4-11, 14-20, 22-32

ECON Consulting Ltd., société céréalière, faillite
Blackwell, rapport, 73:7, 31
Commission canadienne des grains, responsabilités, enquête, etc., 66:20-2; 73:4-11, 19-20, 27-35; 106:15-6
Répercussions, 66:19-22; 68:18; 73:12-3, 19; 84:58-9; 106:5
Voir aussi Colza et produits du colza

Égypte. *Voir* Tabac—Vente

Élévateurs à grain
Anti-pollution, système, installation, etc., 13:9-10; 18:7-8
Cession à l'Alberta, exploitation, etc., 13:9; 85:21
Construction, 55:12
Électro-aimants, instruments de pesage, installation, 29:7-8
Lethbridge, Alb., 13:8
Moose Jaw, Sask., 1:37-8; 5:17-8; 13:7-10; 18:4-8, 10; 29:5-7; 73:14-5; 85:21; 87:64
Prince-Rupert, C.-B., 18:22; 26:33; 29:13
Sainte-Rosalie, Qué., 7:18
Saskatoon, Sask., 13:7-8; 29:7
Silos intérieurs, construction et agrandissement, programme, fonds alloués, 7:7-8, 19; 28:7-8, 18; 71:7
Voir aussi Meuneries
Tarifs, 29:14-6
Terrains, Alberta, location du CP, coût, augmentation, déménagement possible, 18:15-6
Utilisation par des petites sociétés, 29:30-1
Vancouver, C.-B., nouveau terminus, Pioneer Grains, 18:17
Vente au secteur privé, 13:9; 29:7
Windsor, Ont., gaz naturel, utilisation, 6:21-2

Elofson, M. Robin (premier vice-président, Alberta Cattle Feeders' Association)
Canagrex, société, Loi, 72:6-7, 9-11, 15-7, 20-4

Emploi, création
Programmes, Agriculture, ministère, participation, 93:33
RELAIS, programme, station de recherches Harrow, admissibilité, 93:33-4

Emprunts du gouvernement. *Voir* Finances, gouvernement

Énergie
Conservation, technologie, contrats de recherche, 91:12-3, 20
Coût, augmentation, répercussions, 51:12
Pénurie, 20:22
Programme national, Alberta, 79:16; 80:16; 82:34-5
Voir aussi Agriculteurs

Énergie, Office de répartition des approvisionnements, rapport. *Voir* Pétrole et gaz—Approvisionnements, répartition en cas d'urgence, priorités

Énergie, ressources, recherche de nouvelles sources
Biomasse, 6:19-20; 12:17
Denrées alimentaires, céréales, utilisation, répercussions, 6:19-20
Éthanol (alcool éthylique), production à partir de produits de ferme, céréales, pommes de terre, etc., 4:17; 6:19-22; 12:14-7; 23:10, 25; 28:27-8; 48:10-1
Fonds alloués, 47:8, 10-1; 48:10-2; 91:8, 12; 92:11-2
Gazohol (essence contenant un pourcentage d'alcool), 23:25

Énergie, ressources—*Suite*
Gazohol (essence contenant un pourcentage d'alcool)—*Suite*
Alambics, possession, légalisation, etc., 30:26-7
Méthane. *Voir* Porc—Purin
Méthanol (alcool), à partir de déchets de bois, écorces, etc., 4:17; 6:19-20; 12:16; 23:10; 48:11
Voir aussi Fruits et légumes—Culture hors saison, eau chaude, récupération; Machines agricoles

Engrais
Utilisation, avantages économiques, 92:29-31; 93:5
Voir aussi Appendices—Agriculture, ministère
Voir aussi Tarifs-marchandises—Produits chimiques

Entrepôts frigorifiques. *Voir* Fruits et légumes

Environnement, qualité, recherche, fonds, affectation, 4:16-7

Épizooties. *Voir* Bétail

Epp, M. Peter (président, Ontario Soya Bean Grower's Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 77:6, 16-7

États-Unis
Produits de ferme, exportations, mesures législatives, 76:34; 78:10; 87:16-7, 21, 26-7, 31-2, 34-5, 39; 89:41-3
Voir aussi Bétail; Boeuf—Canada *et* Importations; Céréales—Mise en marché, entretiens; Céréales de provende et fourrage—Maïs—Importés *et* Transport; Commerce; Denrées alimentaires, prix—Politique—Rapport *Global 2000*; Fruits et légumes—Coût *et* Haricots blancs—Production, augmentation, comparaison; Oeufs; Produits laitiers; Sécheresse—Provinces de l'Ouest—Céréales de provende et fourrage, approvisionnement—Importations; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Comparaison; Sucre—Prix, comparaison; Viande

Été Canada, programme. *Voir* Agriculture, ministère—Étudiants, emplois d'été

Étudiants
Emploi d'été, programme, 27:18-9
Voir aussi Conseil national de recherches en sciences naturelles et en génie; Universités et collèges, recherche

Everett, M. Wayne (membre, Office canadien des provendes)
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 71:23-4

Expansion économique régionale, ministère (MEER), responsabilités, transfert. *Voir* Agriculture, ministère—Réorganisation

Exportation, Association canadienne. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Exportation et importation, licences, modification de la loi. *Voir* Viande, importation, Loi (C-46)

Expositions et foires agricoles, fonds alloués, 11:10-2; 31:29; 48:7-8; 66:45-6

Fast, M. H. (directeur adjoint, Division de l'inspection des grains, Commission canadienne des grains)
Commission canadienne des grains, budget principal 1983-1984, 106:22
Commission canadienne des grains, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:9-10, 24

Fédération canadienne de l'agriculture. *Voir* Agriculture, Fédération canadienne

Ferguson, M. Ralph (Lambton—Middlesex; secrétaire parlementaire du ministre d'État (Petites entreprises))
Agriculteurs, 66:38; 109:10
Agriculture, 19:11
Agriculture, ministère, 13:34
Budget principal
1980-1981, 1:38-9; 9:23-4; 13:21-2, 34
1981-1982, 24:13-5; 30:22-3; 31:14-5
1982-1983, 66:38-40; 71:16-8
1983-1984, 107:14-5
Budget supplémentaire (B)
1980-1981, 14:9-11; 15:12-4; 16:10-2; 19:11-3
1982-1983, 93:17
1983-1984, 113:15-8, 47-8
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:12-3
Améliorations agricoles, prêts, 15:13-4
Arachides, 19:12-3
Australie, viande, 44:15-7
Bétail, 1:39; 9:23; 30:23; 72:19-21; 113:15-6
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:16-8
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:25-7
Canada Packers Ltd., 56:32
Canagrex, société, Loi, 53:16-7, 19-20; 56:30-3; 59:12-4, 27-8, 38; 62:17, 21-3; 63:28; 64:10-1, 37-40; 65:14-7; 69:44, 46-8; 70:21-4; 72:16-21; 74:23-6; 76:31-5; 78:22-7; 79:12-3; 82:14; 84:20-4, 71; 87:27, 59-60; 89:52-3
Canfarm, Limitée, 16:12
Céréales, 9:24; 26:16-8; 29:8; 59:27; 65:15-7; 71:17; 78:24-7; 115:25-6, 29-31
Céréales de provende et fourrage, 18:10-2; 19:13; 28:23-5, 31; 51:20; 71:16-8
Chevaux, 9:23-4
Colza et produits du colza, 62:17, 21-2
Commerce, 44:17
Commission canadienne des grains, budget principal 1981-1982, 29:8-11
Commission canadienne des grains, budget supplémentaire (B), 18:10-2
Commission canadienne du lait, budget principal 1980-1981, 10:22-3
Commission canadienne du lait, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:23-4
Conseil national de commercialisation des produits de ferme, 66:38-9
Crédit agricole, 50:16-9; 109:11
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 50:16-7; 51:18-20; 52:33-4
Crédit agricole, Société, 52:33-4; 93:17; 109:12
Budget principal 1983-1984, 109:10-2
Denrées alimentaires, industrie, 13:21; 51:20
Denrées alimentaires, prix, 13:22
Développement régional et des affaires internationales, 31:14
Élection à titre de vice-président, 56:19-20
Fermes, revenu, 76:33
Fruits et légumes, 14:10-1; 29:8-11; 48:12-3; 64:37-40; 65:16; 113:15, 47-8
Impôt sur le revenu, 51:19
Lait, 10:22; 94:24
Lait, industrie, 10:22

Ferguson, M. Ralph—*Suite*
Lin, 64:10
Oeufs, 24:15; 66:39-40; 76:32-3
Office canadien des provendes, budget principal 1981-1982, 28:23-5, 31
Offices de commercialisation, 24:13-5; 37:38-40; 59:28; 76:32
Pistes de course, 15:12-3
Plantes, recherche, 19:12
Pommes de terre, 59:12-4, 27-8; 79:12
Porc, 1:38-9; 70:24
Procédure, 59:41; 80:13; 81:11-2; 83:18; 84:71; 87:27; 88:17; 98:19; 115:15
Produits de ferme, 13:22; 14:8-10; 66:40; 78:23
Produits laitiers, 94:24
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, création, etc., 53:16-7, 20; 56:30-1; 59:13-4, 38; 63:28; 64:11-3; 69:46-7; 70:21-4; 72:19-20; 74:23-6; 76:31, 34-5; 78:26; 82:14; 84:20-4
Soya, 18:10-2; 19:13; 30:23; 56:32-3; 62:21-2
Tarif des douanes, 56:33
Terres agricoles, 31:14-5; 107:14-5
Viande, 34:16-7; 36:15-8; 44:15; 69:44; 72:16-7; 113:15-6
Viande, importation, Loi, 34:16-7, 29; 36:15-8; 37:38-40; 44:15-7
Volaille, 24:13-4; 76:32; 113:17-8

Fermes
Amélioration, prêts, programme, 109:24, 27-8
Fermes familiales, spécialisation, etc., 51:16
Petites entreprises, obligations pour expansion, programme. *Voir* Impôt sur le revenu—Petites entreprises, concessions fiscales
Prix, 75:22
Revenu, 25:20; 41:5; 52:15-6; 61:11; 76:33
Stabilisation, programme, fonds alloués, 81:19; 114:10
Saskatchewan, programme d'aide à l'achat, Société du crédit agricole, collaboration, 100:6; 109:7
Transfert à un acheteur étranger, rôle joué par la Société du Crédit agricole, modification de la loi, etc., 50:22-4
Ventes forcées, saisies, etc., moratoire, 49:10-1

Fermes expérimentales
Lennoxville, Qué.
Vétérinaires, services, projet, etc., 92:20-1
Voir aussi Fonction publique
Saint-Jean, Qué. *Voir* Fonction publique
Sénateur Michaud, N.-B., amélioration, fonds alloués, 21:19
Voir aussi Universités et collèges, recherche

Finances, gouvernement, emprunts à l'étranger, Banque suisse, etc., 52:22, 43; 63:18

Flaten, M. Glenn (président, Fédération canadienne de l'agriculture)
Allusions à M. Flaten. *Voir* Agriculture, Fédération canadienne
Canagrex, société, Loi, 55:4-23
Viande, importation, Loi, 37:4-5, 9, 14-7, 21-4, 26-8

Fleischmann, M. George, ex-sous-ministre, allusions, 85:31-2

Fletcher, M. George (président, Palliser Wheat Growers' Association)
Canagrex, société, Loi, 65:7-31

Florenceville, N.-B. *Voir* McCain Foods, Limited

Flox Growers Western Canada. *Voir* Lin, Producteurs de l'Ouest du Canada; Société canadienne d'exportation des produits agricoles

Fonction publique, employés, fermes expérimentales, Saint-Jean et Lennoxville, Qué., traitements, 22:22-3

Fondation de recherche sur les grains de l'Ouest, contribution de $9 millions transférés du Fonds du revenu consolidé, 112:7-10; 113:6, 24-8; 114:13

Fonds de développement de l'Ouest. *Voir* Chemins de fer—Réseau, amélioration

Fonds du patrimoine. *Voir* Crédit agricole, Société—Financement—Alberta

Fonds du revenu consolidé. *Voir* Fondation de recherche sur les grains de l'Ouest

Forces armées, pilotes. *Voir* Transports aériens

Fredericton, N.-B. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Laboratoires—Construction et/ou rénovation, coût, etc.

Fromage. *Voir* Accord général sur les tarifs douaniers et commerce, négociations, Genève; Produits laitiers

Fruits, grossistes, Association canadienne. *Voir* Horticulture, Conseil canadien; Produits agricoles, normes, mesure législative—Associations, groupes, etc., comparution

Fruits et légumes
- Asperges, 58:23
- Boîtes de conserve, teneur en plomb, 58:22
- Cerises, 11:19; 58:23; 89:24
- Commerce interprovincial et international, normes
  - Cautionnement, utilisation, etc., 95:12; 96:8-10; 97:12-3
  - Conseil d'arbitrage
    - Appels, délais, arrérages, etc., 95:11-2
    - Création, rôle, etc., 95:6-8; 96:6
    - Décision, commission de révision, procédure d'appel, 95:10-1
    - Décisions, tribunaux, rejet, 95:15
    - Litiges, nombre, origine, etc., 95:14-5; 96:9
    - Membres, nomination, 95:6, 8-9; 96:6
    - Plaignant, définition, 97:10
    - Pouvoirs, 95:12
    - Procédure, coûts, 96:6-8
  - Emballage, réglementation, ministre, pouvoir, 95:15
  - États-Unis, mesures réciproques, double cautionnement, etc., 95:7-9, 12; 96:10
  - Inspection
    - Entrepôt central, système, étude, 96:13-4
    - Herbicides et pesticides, résidus, système de contrôle, Agriculture Canada et Santé nationale et Bien-être social Canada, responsabilité, 97:5-8
    - Infractions, sanctions, 97:9
    - Services, réduction, 95:17; 96:12-4
  - Pommiculteur, coopératives, etc., situation, 97:10-2
  - Règlements provinciaux et fédéraux, chevauchement, 95:17-8
- Commercialisation, 9:31; 24:24
- Conditionnement, commercialisation, Canagrex, rôle, 58:12, 14
- Congelés, exportations, 58:33-4
- Coût, États-Unis-Canada, comparaison, 58:20
- Culture en serres, 4:18
- Culture hors saison, eau chaude, récupération, utilisation, Chicoutimi, Qué., etc., 4:16-8; 6:20
- Destinés à la transformation, prix, négociations, etc., 58:6
- En boîtes, exportations, 58:33
- Entreposage frigorifique, programme, 11:19-20; 14:10; 23:26; 32:9, 28; 81:19

Fruits et légumes—*Suite*
- Entrepôts frigorifiques, construction, programme, 5:34-5; 6:22-3; 14:8-11, 20-1; 15:7-8; 32:5, 9, 15, 27-8; 54:6-7, 20; 89:29; 112:10-3; 113:5
- Exportations, 5:34-5; 58:8, 18, 23-4, 28
  - *Voir aussi* Commerce interprovincial ou international, normes *sous le titre susmentionné*
- Haricots
  - Commercialisation, Canagrex, rôle, etc., 64:30-2, 34-6, 38, 41-2, 45-6, 48
  - Haricots blancs, 18:25; 29:8-11, 13-4; 53:30-1; 56:25, 36; 58:21; 62:27; 84:33
    - Exportations, 64:30-2, 35-6, 38-9, 43-4, 49; 70:46; 78:15-7, 19-20; 95:18-9
    - Paiement anticipé, programme, 48:29-30
    - Prix, stabilisation, programme, 113:21-4
    - Production, augmentation, comparaison avec les États-Unis, etc., 64:30, 33, 36-7, 44
  - Haricots noirs, 53:31
  - Haricots-rognons, 64:40-1
  - Prix, 78:23-4
  - Prix, stabilisation, programme, 64:42, 46; 70:50-1
  - *Voir aussi* Agriculture—Recherche et développement, programmes; Ontario Bean Producers' Marketing Board
- Herbicides et pesticides, résidus, Chipping-Candem Research Station, étude, 95:19
- Inspection, services, 27:5
- Maïs, Canada Packers Ltd., importations des États-Unis destinés au Royaume-Uni, répercussions sur les prix, etc., 56:31
- Maïs, exportations, 58:21, 23; 70:10
- Oignons
  - Arrosés avec les herbicides Rendox et Maloran, dangers pour la santé, etc. *Voir* Herbicides et pesticides
  - De repiquage, secteur hollandais, importations, 113:15
  - Producteurs de l'Ontario, situation, etc., 45:18; 48:6-7
  - Produits en Ontario, semences importées, maladie, inspection, services, etc., 48:12-3
- Pois, 58:20-1, 23; 69:41
- Pommes
  - À jus, Ontario et Québec, 11:7
  - À jus, transport, subvention, programme, 14:23-4
  - Colombie-Britannique, 114:5-6
    - Assurance-récolte, programme, 113:9; 114:7-8
    - Exportation, 54:20-1
    - Prix, stabilisation, programme, 113:8-9, 11-2; 114:7
  - Commercialisation, Canagrex, rôle, etc., 74:26
  - Dommages causés par le gel, indemnisation des producteurs, entente fédérale-provinciale, etc., 113:6, 47-8; 114:5-8, 13
  - Québec, province, 47:20-1; 99:23-4; 101:15; 103:26-8
  - Jus de pomme, exportations aux États-Unis, 58:24
  - Nouvelle-Écosse, 59:29
  - Pommiculteurs. *Voir* Commerce interprovincial et international, normes *sous le titre susmentionné*
  - Recherches, 104:13-4
  - Surgelées, exportations aux États-Unis, 58:24
- Production au Canada, commercialisation, etc., 55:20; 65:15
- Quotas de livraison, Ontario, 6:26-7
- Raisins, 14:20, 23; 70:22
- Recherches, 19:12
- Tomates
  - Concentré de tomates, tarifs des douanes, 54:21
  - Hybridation, recherches, 12:31

Fruits et légumes—*Suite*
Tomates—*Suite*
Ventes, paiements, problème, 91:17, 19
Voir aussi Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négociations, Genève; Plantes, producteurs, droits—Protoplasme de gènes, préservation, recherche, etc.—Céréales; Système métrique, conversion, programme

Galenzoski, M. Lloyd (chef, Élaboration des prêts, Société du crédit agricole)
Crédit agricole, Société, budget principal 1983-1984, 100:10

Garon. M. Jean, ministre de l'Agriculture du Québec. *Voir* Québec, province

GATT. *Voir* Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négociations, Genève (Tokyo Round); Produits laitiers—Fromage—Importations

Gaudet, M. Pierre (président général, Union des producteurs agricoles du Québec; 1er vice-président, Fédération canadienne de l'agriculture)
Viande, importation, Loi, 37:10-2, 15, 17-9, 25-6, 29; 41:4-9, 11-8

Gazohol. *Voir* Énergie, ressources, recherche de nouvelles sources—Éthanol

Gel. *Voir* Céréales

Gendarmerie royale du Canada (GRC). *Voir* Commission canadienne du lait—Commercialisation

Gesse sauvage. *Voir* Légumineuses

Giebelhaus, M. Dan (vice-président, Conseil canadien du porc et président, Alberta Pork Producers' Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 69:10-1, 14, 17

Gifford, M. M.N. (directeur adjoint, Division de la politique commerciale internationale, ministère de l'Agriculture)
Viande, importation, Loi, 46:8-9, 11-2, 14-6, 22-4

Gilson, rapport. *Voir* Tarifs-marchandises—Pas du Nid-de-Corbeau

Girt, M. J. (Direction du développement régional, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 92:19-20; 93:30-1

Gorbachev, M. Mikhail S. (chef de la délégation membre du Politburo et secrétaire de l'agriculture au sein du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique)
Union soviétique, agriculture, situation, 110:9-23

Gordon, M. R.C. (président, Conseil du mouton du Canada)
Viande, importation, Loi, 35:6-16, 18, 20-9

Gourde, M. Gaston (Lévis)
Agriculture, ministère, budget principal 1983-1984, 99:30
Commission canadienne du lait, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:10-3
Procédure, 56:16
Tarifs-marchandises, 99:30

Gouvernement
Attitude, 90:8
Déficit, 92:12-3
Pouvoirs, 78:12-3

Gouvernement, dépenses, 84:28
Fonds affectés à l'agriculture, 21:11, 13

Gouvernement, dépenses—*Suite*
Gestion et contrôle, enveloppes, système, allusions, 1:19-20
Restrictions, 4:10, 27

Gouvernement, emprunts. *Voir* Finances

Gracey, M. Charles A. (directeur, Association canadienne des éleveurs de bétail)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 20:16-8, 27-8, 34
Viande, importation, Loi, 38:6-21, 26-7; 39:4-12, 14-9, 21-6

Grain de l'Ouest, prix, stabilisation
Mesure législative, modification, 113:45-6; 114:14-5; 115:22-4
Programme, 5:23-4; 6:4-5, 18; 16:6-7; 23:23; 32:6, 12-3; 33:22; 106:28-9; 113:38-41, 43-4; 114:8-11, 14-5, 25-6; 115:24

Graines oléagineuses. *Voir* Céréales—Et

Grains, Commission canadienne. *Voir* Commission canadienne des grains

Grains de l'Ouest, Fondation de recherche. *Voir* Fondation de recherche sur les grains de l'Ouest

Grains du Canada, modification de la loi, 29:13-4, 16

Grande-Bretagne. *Voir* Viande—Bacon, exportations

GRC. *Voir* Commission canadienne du lait—Commercialisation

Groundwater, M. Richard (directeur, Alberta Granola Growers' Association)
Canagrex, société, Loi, 62:5-11, 13-4, 16-7, 20-3, 25-7

Guelph, Ont. *Voir* Universités et collèges, recherche

Gurbin, M. G.M. (Bruce—Grey)
Agriculteurs, 51:29-30
Agriculture, 48:19
Agriculture, ministère
Budget principal 1980-1981, 6:19, 21-2
Budget principal 1981-1982, 21:21-3; 30:25-7; 31:30-3
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 112:24, 27-30; 113:34-8, 51-2; 114:24-6
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:18-20
Australie, 44:17-8
Bétail, 21:22; 31:31-3; 43:9; 89:22-4
Boeuf, 48:20
Canagrex, société, Loi, 54:26; 78:34-5; 81:30; 82:12, 19-22; 84:61, 79-82, 85-6; 87:24-7, 55-8; 88:22-4
Céréales de provende et fourrage, 28:25-7
Crédit agricole, 50:24-5, 28-9; 112:24, 28-9; 113:37
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 50:24-9; 51:29-32
Crédit agricole, Société, 50:24-7
Denrées alimentaires, prix, 43:10
Développement régional et des affaires internationales, 31:30-3
Élévateurs à grain, 6:21
Énergie, ressources, recherche de nouvelles sources, 6:19, 21-2; 28:27
Fédération canadienne de l'agriculture, 51:28-9, 31
GATT, négociations, 78:35
Herbicides et pesticides, 112:27-9; 113:34-5
Impôt sur le revenu, 21:23; 50:25; 113:51-2
Lapins, 87:57
Obligations d'épargne du Canada, 21:23
Office canadien des provendes, budget principal 1981-1982, 28:25-8
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:33

Gurbin, M. G.M.—*Suite*
Procédure, 8:12; 66:10; 78:37-8; 81:12, 15-6; 82:6; 88:10-1, 13
Produits agricoles, 112:29-30
Relations fédérales-provinciales, 54:26
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 54:26; 82:19-20; 84:61, 80-2, 85-6; 87:25, 56-8; 89:22-3
Tarifs-marchandises, 28:26
Terres agricoles, 87:25
Viande, 36:24-5; 39:21-2; 42:11; 44:18-9; 51:32; 87:26; 113:35-6
Viande, importation, Loi, 36:24-5; 39:21-2; 42:11; 43:9-10; 44:17-9
Whelan, M., anniversaire de naissance, 87:58

Gustafson, M. Len (Assiniboia)
Agriculteurs, 48:32-3
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1983-1984, 113:38-41, 52-3
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:31-3
Blé, Commission canadienne, 114:24-5
Rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:22-5
Canagrex, société, Loi, 78:36; 82:33-4; 84:35-6, 58; 85:27; 89:37-40
Céréales, 113:38-40; 115:24-5
Céréales de provende et fourrage, 114:24
Crédit agricole, 52:23-4; 101:24
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 52:23-4
Crédit agricole, Société, 100:17-8;101:25
Budget principal 1983-1984, 100:17-8; 101:24-5, 29
Grain de l'Ouest, prix, stabilisation, mesure législative, modification, 115:22-4
Grain de l'Ouest, prix, stabilisation, programme, 113:38-41; 114:25-6; 115:24
Impôt sur le revenu, 45:21-2
Pétrole et gaz, 48:31-3; 113:52-3
Procédure, 81:12; 83:15, 30; 89:40; 98:12, 14, 16, 18-9
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 78:36; 84:35-6; 85:27; 89:37-8
Terres agricoles, 52:23-4
Viande, importation, Loi, 43:19-21; 45:20-2

Hall, M. Barry (président, Conseil des viandes du Canada)
Viande, importation, Loi, 34:4-6, 13, 15, 18, 26-7

Halstead, M. R. (directeur général, direction des instituts et de la coordination des programmes, Direction générale de la recherche, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal 1980-1981, 12:31-2
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 92:30-1; 93:8
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 112:7

Hamilton, M. William (secrétaire, Conseil canadien du porc)
Canagrex, société, Loi, 69:4-8, 14, 21, 23, 26

Hamilton, M. Frank (Swift Current—Maple Creek)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 1:12
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:36-8
Céréales, 18:19; 26:36-9
Céréales de provende et fourrage, 18:20-1
Commission canadienne des grains, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:18-21

Hanley, M. Gavin (président, Flax Growers Western Canada)
Canagrex, société, Loi, 64:4-8, 10-3, 16, 18-24, 26-9

Hanson, M. George (président, New Zealand Lamb Company (Toronto))
Viande, importation, Loi, 42:11

Hargrave, M. Bert (Medecine Hat)
Agriculteurs, 4:21
Agriculture, ministère, 104:27
Budget principal
1980-1981, 1:28-33, 35; 4:21-4; 9:12-5; 11:4-6, 9-10; 12:17-9; 13:28, 30-4
1981-1982, 20:12-5; 21:28; 22:6-11; 24:19-21; 27:7-9, 11, 17, 21-3, 29; 30:16-8
1982-1983, 66:14-9, 36; 71:19-22
1983-1984, 104:27-31; 107:16-8
Budget supplémentaire (B)
1980-1981, 14:15-7; 16:13-5
1982-1983, 91:15-9; 93:24-6
1983-1984, 112:27; 113:18-22
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 47:18; 48:25, 33-5
Apiculture, 77:11-4
Bétail, 9:12, 15; 14:15-7; 20:12-5; 27:7-9, 11, 22-3, 29; 30:16-8; 39:27-8; 40:8, 10, 20; 41:8-10; 42:9-10; 44:7-8; 48:34; 67:7-8; 69:37-9; 84:34-5; 89:17, 51; 91:15-9; 93:24-6
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:23-6
Boeuf, 20:13-5; 24:20-1; 66:15-9, 36; 70:48-9; 104:27-31
Canada Packers Ltd., 82:10
Canagrex, société, Loi, 55:11-3; 57:7-11; 64:14-6, 41-2; 65:7-11, 27; 67:7-9, 29-31; 69:35-8; 70:7, 24-7, 46-9; 77:11-4; 78:21-2; 81:30; 82:9-12; 84:34-5; 85:28-9; 88:8; 89:15-8, 46
Céréales, 18:16-8; 29:18, 20; 65:8-9
Céréales de provende et fourrage, 11:4-6, 9-10; 13:30-2; 70:46-7; 71:19-22; 105:23-4; 106:12-4
Chemins de fer, 106:22
Colza et produits du colza, 29:18
Commerce, 64:41-2
Commission canadienne des grains, 18:16-8, 23, 28-9; 106:22
Budget principal 1981-1982, 29:18-21
Budget principal 1983-1984, 106:11-4, 22-3
Commission canadienne du lait, budget principal 1983-1984, 102:13-6
Crédit agricole, 49:32; 101:21-2
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 49:29-33; 50:6; 51:32-3
Crédit agricole, modification de la loi, 49:29
Crédit agricole, Société, 49:30-2; 90:31-2
Budget principal 1983-1984, 101:20-2
Cultivateurs et créanciers, arrangements, sous-comité, 103:6-7
Fruits et légumes, 64:41-2; 113:21-3
Hays, feu l'hon. sénateur Harry, 66:16
Herbicides et pesticides, 12:17-9; 27:21-2
Impôt sur le revenu, 49:33
Lait, industrie, 102:13-6
Lin, 64:14-5
Ministres de l'Agriculture, conférence, 89:15-7
Oeufs, 24:20
Office canadien des provendes, 105:25-6
Budget principal 1983-1984, 105:23-6
Offices de commercialisation, 70:27
Porc, 40:10-1; 70:25-6
Prix, stabilisation, programme, 11:9-10; 14:15-7
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:31-2

Hargrave, M. Bert—*Suite*
Procédure, 8:7-9; 13:33; 14:6; 18:23, 29; 21:28; 41:7; 42:4-5; 46:22-3, 25; 47:14-5; 48:28; 66:7-8; 70:15; 80:8-13, 19; 81:5-7, 10-3; 83:12-3, 32-4, 38; 84:19-20; 88:14; 89:51
Produits de ferme, 78:21-2
Produits laitiers, 102:13
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 1:28-32, 35; 4:22, 24; 8;7; 12:17; 16:13-5; 22:6-10; 26:23-6; 107:16-7
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 55:11-3; 57:10-1; 58:31; 64:15-6; 65:27; 67:8-9; 82:10-2; 85:28-9
Système métrique, conversion, programme, 27:17
Tarifs-marchandises, 4:22; 71:21
Terres agricoles, 49:32-3; 107:17, 21-2
Veau, 42:8; 44:5-6
Viande, 1:29; 20:14; 27:23; 30:16; 33:8-10; 36:5-7; 37:7; 38:16; 40:9, 19; 44:6-8; 45:13; 51:32-3; 57:7-8; 113:18-20
Viande, importation, Loi, 33:8-11; 36:5-9; 37:6-9; 38:14-6, 27; 39:13, 27-8; 40:8-11, 19-20; 41:7-10, 14; 42:8-10; 43:7-9; 44:5-8; 45:7-9, 12-3; 46:14-9, 21-3, 25; 47:13-7
Viande, importation, mesure législative, 33:10; 36:6-9; 37:7-9; 38:14-5; 39:13; 40:9; 43:7, 9; 45:7, 9
Volaille, 40:10-1

Haricots, producteurs, Office de commercialisation de l'Ontario. *Voir* Ontario, haricots, producteurs, Office de commercialisation

Haricots blancs. *Voir* Fruits et légumes

Harrow, station de recherches. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Laboratoires; Emploi, création—RELAIS

Hasselaar, M. John (membre, Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange)
Canagrex, société, Loi, 78:20, 23-5, 28-30, 32, 34-6

Hawkins, M. Kerry (président, Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange)
Canagrex, société, Loi, 78:4-5, 21, 24, 31, 36

Hays, feu l'hon. sénateur Harry, allusions, 66:11, 16-7

Henderson, Mme Dorene (président du groupe des femmes, Syndicat national des cultivateurs)
Canagrex, société, Loi, 61:17-8

Heney, M. M.J. (sous-ministre adjoint, Marchés agro-alimentaires, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 1:32-3; 4:20-1

Herbicides et pesticides
Agents biologiques, utilisation, programme de recherche, fonds alloués, 92:14-5
Biotests industriels (IBT), données, erreurs, 92:13-4
Du-Ter, 112:28; 113:13-5, 34-5
Étiquetage, M. Wayne Ormrod, propos devant les membres de la Canadian Association of Pesticide Control Officials, 15:21-2; 16:7-9
Herbicides
2-4D, danger pour la santé, interdiction de l'usage, etc., 27:5, 21-2; 48:7; 92:14
2-4D, 2,4,5-T et autres contenant des dioxines, effets sur la santé, recherches, etc., 12:17-20; 22:15-8
Dommages causés, poursuites devant les tribunaux, 108:8-10
DPX-4189, recherches, fonds alloués, 12:11, 27
Normes, codification, 108:9-10
Rendox et Maloran, utilisation, effets sur la santé, tests effectués, validité mise en doute, etc., 48:5-8

Herbicides et pesticides—*Suite*
Herbicides—*Suite*
TOK, effets sur la santé, interdiction de l'usage, etc., 17:10-2
Homologation, politique, 27:12-5; 112:19-20, 27
Importations des États-Unis, 9:28-9; 27:15
Lindane, utilisation, effets sur la santé, etc., 16:10-2
Manitoba, décès de M. Kerr, enquête, 15:19-22; 16:7
Nouveaux produits, contrôle, recherches, etc., 15:22-3; 27:14-6; 92:13-4
Nouvelles formules, enregistrement, critères, etc., 17:16-7
Pesticides
2,4,5-T, effets sur la santé, interdiction de l'usage, etc., 22:15-6
Utilisation, 27:12-4; 37:26-7
Voir aussi Bétail—Insecticides
Vitaflow, 16:18
Vitavax 200, envoi à l'Inde et au Népal par l'entremise de l'ACDI, dangers de l'usage, etc., 15:22; 16:18
Vitavax RS, nouvelle formule, enregistrement, etc., 16:9, 17
Voir aussi Agriculture—Recherche et développement, programme; Fruits et légumes; Produits antiparasitaires; Système métrique, conversion, programme

Hill, M. C.E. (directeur, Division des services de commercialisation, Direction générale de la commercialisation et de l'économie, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1983-1984, 112:27

Hill, M. Gordon (président, Ontario Bean Producers' Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 64:29-36, 38-40, 42-50

Hill, M. H.M. (directeur général, Administration du rétablissement agricole des Prairies)
Agriculture, ministère, budget principal 1983-1984, 107:8-11, 14-9, 27

Hippodromes. *Voir* Pistes de course

Hodgins, M. E. (vice-président, Commission canadienne du lait)
Commission canadienne du lait, budget principal 1980-1981, 10:24
Commission canadienne du lait, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:36, 41, 47

Hollande. *Voir* Semences—Graines de semence, qualité

Hollingshead, M. Gordon (directeur, Opérations de prêts, Société du Crédit agricole)
Crédit agricole, Société, budget principal 1981-1982, 25:7-8, 12-3, 17-8, 22
Crédit agricole, Société, budget principal 1983-1984, 100:7-10, 22-4; 101:11, 14-6
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:15, 23

Holstein, cercle, ministère de l'Agriculture, relation, 92:20

Horner, M. Hugh. *Voir* Céréales—Transport—Coordonnateur

Horticulture, produits horticoles. *Voir* Produits de ferme

Horticulture, Conseil canadien
Fruits, grossistes, Association canadienne, collaboration, 95:13
Statut, membres, objectifs, etc., 70:13-4
Subventions fédérales, 30:25; 32:5, 27-8; 112:18
Vice-président exécutif, Daman, M. Bill, retraite, 95:16
Voir aussi Appendices; Produits agricoles, normes, mesure législative—Associations, groupes, etc., comparution; Semences—Exportations; Société canadienne d'exportation des

Horticulture, Conseil canadien—*Suite*
Voir aussi—*Suite*
produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Horticulture, industrie, prêts sans intérêt, 21:25

Houille, industrie, Alberta et Colombie-Britannique, vente à l'étranger, participation du gouvernement, etc., 54:22

Hovdebo, M. Stan J. (Prince-Albert)
Agriculteurs, 52:15-7
Agriculture, 3:9; 52:16; 99:22; 104:21-2
Agriculture, ministère, 32:13-4; 92:12; 104:20-2
Budget principal
1980-1981, 1:22-3, 25; 5:22-4; 11:8-9; 12:11-3, 27-8; 13:10-2
1981-1982, 21:15-8; 27:15-9; 32:26-7
1982-1983, 66:19-20, 22
1983-1984, 99:27-9; 104:20-2
Budget supplémentaire (B)
1980-1981, 14:18-20; 19:8-11
1982-1983, 91:9-13; 92:10-3
1983-1984, 112:10-2
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 47:25-7; 48:35-6
Fonds, affectation, 92:10-2
Réorganisation, 91:10-1
Agriculture, recherche et développement, programmes, 12:12
Amélioration des récoltes, programme, 1:25
Améliorations agricoles, prêts, 2:22-4
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:22-4, 27
Aménagement rural et développement agricole (ARDA), 91:11-2; 92:10
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:8-11
Australie, viande, 44:10-1
Bétail, 33:16-8; 44:9
Blé, Commission canadienne, 105:31-2; 115:16-8
Rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:13-6
Rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:13-4, 16, 18-9, 44
Canagrex, société, Loi, 53:12-4, 16; 54:16-9; 61:24-6; 76:20-2
Céréales, 5:22, 24; 7:14; 11:9; 13:10-2; 18:14-5; 19:8; 21:15-8; 26:13-6; 29:14, 23-4; 47:25-7; 52:15-6; 61:24; 66:20; 106:23-6; 115:18-9, 44
Céréales de provende et fourrage, 3:8-10; 7:14-6; 28:13-5
Colza et produits du colza, 18:13
Commerce, 76:21
Commission canadienne des grains, 66:19-20; 106:16-8, 23
Budget principal 1981-1982, 29:13-6, 23-4
Budget principal 1983-1984, 106:11-2, 14-8, 23-6
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:14-6, 22
Commission canadienne du lait
Budget principal 1980-1981, 10:15-6
Budget principal 1983-1984, 108:8-10
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:15-8
Crédit agricole, 37:37; 52:15; 100:10-1, 13; 112:11-2
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 52:14-8
Crédit agricole, Société, 37:36; 52:15; 90:26; 100:11-2
Budget principal 1983-1984, 100:10-3, 29
ECON Consulting Ltd., compagnie céréalière, faillite, 66:19-20; 106:15-6
Élévateurs à grain, 18:15-6, 22; 29:14-6
Énergie, ressources, recherche de nouvelles sources, 91:12
Étudiants, 27:18-9
Fermes, 52:15

Hovdebo, M. Stan J.—*Suite*
Fondation de recherche sur les grains de l'Ouest, 112:10
Fruits et légumes, entrepôts frigorifiques, construction, programme, 112:10
GATT, négociations, 45:15
Gouvernement, 92:12-3
Grains du Canada, modification de la loi, 29:13-4
Herbicides et pesticides, 12:11, 27; 27:15; 108:8-10
Horticulture, Conseil, 32:27-8
Lait, 10:15-6; 94:15, 17
Office canadien des provendes, 28:13
Budget principal
1980-1981, 7:14-7
1981-1982, 28:13-5
1983-1984, 105:17-20, 31-2, 38-9
Offices de commercialisation, 32:26; 37:37
Plantes, producteurs, droits, 5:22; 12:27-8; 19:9-11
Plantes, recherche, 19:8
Pommes de terre, 32:26
Porc, 91:9-10
Prix, stabilisation, programme, 11:8-9; 14:19-20
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:26
Procédure, 2:27; 8:9, 12; 45:14-5; 48:36
Produits chimiques, 32:27
Produits de ferme, 14:18-9
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 1:22-3; 7:16
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, création, etc., 53:13-5; 54:16-9; 61:24-6; 76:20-2
Sociétés de la Couronne, 53:12-3, 16
Système métrique, conversion, programme, 27:16-7
Tarifs-marchandises, 99:27-9; 105:17-9; 106:14-5
Terres agricoles, 52:15, 17-8
Viande, importation, Loi, 33:15-8; 37:36-7; 44:9-11, 23; 45:14-7
Volaille, 14:18

Hunter, M. Ken (coordonnateur de la production, direction générale de la commercialisation, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 14:8-13, 18, 21
Produits agricoles, normes, Loi, 96:10-1; 97:11-2

Hydro-Ontario, pouvoirs, etc., 84:84-5

Hygiène vétérinaire, programme. *Voir* Bétail

Île-du-Prince-Édouard, conserverie, assistance, 82:9, 24

Île-du-Prince-Édouard, pommes de terre, Office de commercialisation
Statut, activités, membres, etc., 79:4-6, 12-3; 84:15
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Ilsley, Commission, rapport. *Voir* Plantes, producteurs, droits

Impôt sur le revenu
Agriculteurs
Gains en capital, 37:24-6; 47:30; 49:21; 50:4, 6
Profits, réinvestissement dans l'industrie agricole ou autres, concessions fiscales, 45:21-2; 50:5, 7; 51:6, 25; 68:10
Reclassification en vertu de l'art. 31 de la loi de l'impôt sur le revenu, 113:50-1
Rentes d'étalement du revenu, 45:21; 47:30; 49:8-9, 29-30, 32-3; 51:24-5
Revenu, évaluation, politique, 113:51-2
Crédit agricole, Société, 25:17

Impôt sur le revenu—*Suite*
Exploitations agricoles, transfert de parents à enfants, concessions fiscales, 49:22-4; 50:4, 10
Petites entreprises, concessions fiscales, entreprises agricoles, application, 21:19-21, 23-5; 37:33; 48:22; 49:8, 10-1, 14, 16-7; 50:5-8, 20-1; 51:10, 19; 52:8, 10, 13-4

Industrie et Commerce, ministère
Commerce international, portefeuille distinct, création, 86:16-7, 19
Programme agricole, 58:26-7
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution; Viande, importation, mesure législative

Inflation et productivité, Centre d'étude, rapport, recommandations, etc., 15:44

Inman, M. (sénateur, membre, Comité sénatorial permanent de l'agriculture)
Union soviétique, délégation parlementaire, visite au Canada, 110:23-4

Insecticides. *Voir* Bétail; Herbicides et pesticides

Intérêt, taux
Augmentation
Répercussions, 20:19
Voir aussi Agriculteurs
Politique, 50:18

Internationale socialiste, allusions, 89:38-9

Israël
Agrexco, société d'exportation de produits agricoles, 82:16
Voir aussi Agriculture—Recherche et développement, programmes—Échanges internationaux, programmes—Canada, Mexique; Produits de ferme—Exportations; Viande—Boeuf—Vente

Jacques, M. Yvan (sous-ministre adjoint, Commercialisation et économie, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal 1980-1981, 11:6-7, 10-2, 15-6, 18-20
Budget principal 1981-1982, 32:4-5, 10-2, 14-7, 19-20, 22-3, 25-8
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 14:23
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 112:12-3, 20-1, 25-6, 28, 30
Canagrex, société, Loi, 53:26-7; 54:31, 35, 39-40; 55:16; 84:5, 43; 85:6-7; 86:9, 40; 87:59, 61-2, 64-6, 69

Japon
Boeuf, commercialisation, LIPC, société, comparaison avec Canagrex, etc., 72:10-1
Voir aussi Bétail—Vente; Colza et produits du colza—Vente; Commerce; Porc—Exportations; Soya—Vente; Tabac—Vente

Jarvis, M. W.E. (commissaire en chef, Commission canadienne du blé)
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:5-11, 13-23, 28-32, 36-41, 43-4, 46-9
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:9-13, 16-22, 26-7, 30-1, 36-7, 39-42, 44

Jeffries, M. Brian (directeur pour l'Amérique du Nord, Office des producteurs de viande de la Nouvelle-Zélande)
Viande, importation, Loi, 42:4-13

J.J. Hamblet Hatcheries Ltd. *Voir* Volaille—Dindon

Jones, M. Garry (premier vice-président, Saskatchewan, Association canadienne des éleveurs de bétail)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 20:7-15, 17-27, 29-34
Canagrex, société, Loi, 69:27-32, 38-46, 49-52

Kangourou. *Voir* Australie—Viande

Kelly, M. Peebles (trésorier et vérificateur aux comptes, Commission canadienne du blé)
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:9-10, 19, 41-2

Kentville, N.-É. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Laboratoires—Construction et/ou rénovation, coût, etc.

King, M. John (président, Alberta Cattle Feeders' Association)
Canagrex société, Loi, 72:4-6, 8, 11, 14, 19

King, M. Fred (Okanagan—Similkameen)
Agriculture, ministère, 112:18-20; 114:6
Budget principal 1981-1982, 30:23-5; 32:27-8
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 112:17-20; 114:5-8
Agriculture, recherche et développement, programme, 30:23-4
Canagrex, société, Loi, 53:19, 35; 54:4-7; 70:17-8, 50-1; 74:26-8
Développement régional, ententes auxiliaires, fonds alloués, 112:17
Fruits et légumes, 32:27-8; 54:6-7; 70:50-1; 74:27; 114:5-8
Herbicides et pesticides, 112:19-20
Horticulture, Conseil, 30:25; 112:18
Mauvaises herbes, 30:24
Procédure, 53:35; 98:10-1, 13
Produits de ferme, 54:7-8
Relations fédérales-provinciales, 30:24
Société canadienne d'importation des produits agricoles, 54:4-6; 70:17-8; 74:26-8

Kirk, M. David (secrétaire exécutif, Fédération canadienne de l'agriculture)
Canagrex, société, Loi, 55:8, 10, 14-5, 22-3
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 51:4-6, 10-3, 17-26, 28-31, 33
Viande, importation, Loi, 37:5-8, 16, 19-22, 24-5, 28-31, 40

Knoerr, M. D. (2e vice-président, Fédération canadienne de l'agriculture)
Viande, importation, Loi, 37:20

Korchinski, M. S.J. (Mackenzie)
Agriculteurs, 50:21; 51:22-4
Agriculture, 93:8; 104:7
Agriculture, ministère, 104:5-6
Budget principal
1980-1981, 4:24-5
1981-1982, 23:16-9
1983-1984, 104:5-9, 17, 20, 24, 32
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 92:16-7, 28-9; 93:5-9, 16, 28
Assurance-récolte, programme, 93:7
Bétail, 84:59; 93:28
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:42-4
Canagrex, société, Loi, 54:20-4, 40-1; 55:21-3; 70:15, 42-4; 84:27-30, 47, 58-9, 61, 67-70, 74, 79
Cargill Grain Co. Ltd., Melfort, Sask., 55:22-4
Céréales, 26:43; 93:5-7, 9
Colza et produits du colza, 26:43-4

Korchinski, M. S.J.—*Suite*
Crédit agricole, 25:26; 50:19; 100:25-7
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 49:26; 50:17-21; 51:21-4; 52:19-20, 38-40, 42, 44
Crédit agricole, Société, 25:26-7; 50:18, 21; 51:21-3; 52:20, 38-40; 93:16; 100:25
Budget principal 1981-1982, 25:26-7
Budget principal 1983-1984, 100:25-7
ECON Consulting Ltd., 84:58-9
Intérêt, taux, politique, 50:18
Plantes, producteurs, droits, 92:17
Poisson d'eau douce, Office de commercialisation, 70:42-3
Procédure, 26:42; 45:13-4; 46:23-5; 83:20-1, 28-30; 84:38-9, 42, 47, 65-6
Produits de ferme, 54:20; 70:42-3
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 4:24-5; 23:17
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 54:21, 40-1; 55:21-2; 70:43-4; 84:27-30, 67
Tarifs-marchandises, Pas du Nid-de-Corbeau, 23:18-9
Terres agricoles, 49:26; 52:20; 93:8
Union soviétique, délégation parlementaire, visite au Canada, 110:18-9
Viande, importation, Loi, 36:21-4; 37:23; 44:23-5; 45:13-4; 46:12-3, 15, 19, 23-5

Kremeniuk, M. Terry (directeur, Service d'économie et de liaison, Société du crédit agricole)
Société du crédit agricole, budget principal 1983-1984, 100:14

Kristjanson, M. R.L. (adjoint du Commissaire en chef, Commission canadienne du blé)
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:13-4, 22, 44

Kullman, M. R.A. (cadre du service des finances, Division exécutive, Commission canadienne des grains)
Commission canadienne des grains, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:10

La Berge, M. Don (représentant, Laboratoire de recherche sur les grains, Commission canadienne des grains)
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 73:22-3

Ladly, M. F. (vice-président exécutif, Canada Packers Ltd.; Association canadienne de l'exportation)
Canagrex, société, Loi, 56:9-13, 24-37

Laine, industrie, 35:7, 9, 23-4

Lait
Bureau laitier, 15:34
Commercialisation, programme, Colombie-Britannique, 6:27
Commercialisation, programme, quotas, allocation par province, 15:35, 38-9, 41; 75:4, 7
Congélation et décongélation, répercussions, 15:47
Consommation, explosion des naissances, répercussions, etc., 10:19-20
Exportations, 75:24
Programme, subvention de $1.33, 6:8; 10:8-9, 13-4
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Juridiction
Formules pour bébés, exportations, prix, etc., 10:21; 75:14
Gestion des approvisionnements, Comité, rôle, fonctionnement, etc., 10:6-7; 94:8-9, 14-5, 17
Gestion des approvisionnements, plan national, Colombie-Britannique, retrait, répercussions, etc., 102:6, 11-3; 108:10-3
Lait de transformation, production, 10:20

Lait—*Suite*
Lait en poudre, 5:36; 6:9; 10:16-7, 23-5; 15:18-9, 40, 48-9; 56:5; 61:12, 19; 75:5-9, 15-8, 20, 24-5
Exportations au Mexique, 102:5, 23-4
Inventaire international, surplus, 102:5, 18, 24
Prix mondial, 108:17
Lait évaporé, 15:48-9; 75:12-4
Mise en marché, contingentement, etc., 10:6-8
Politique, 108:20-1
Prix, 75:21
Stabilisation, programme, fonds alloués, 79:24
Producteurs, diminution, 15:51
Producteurs, situation, 43:25
Production, 102:5; 108:16-7
Coût, Price Waterhouse Associates, étude, rapport, 47:20; 75:6, 10-1, 21-3, 27-8
Promotion, programme, 15:41-2; 20:28; 94:24
Quotas
Coupures, 108:13-4
Coût, etc., 5:12, 15; 6:26-7; 10:14-7, 22, 25-7, 29; 15:51-2; 25:18; 75:5; 102:2, 10; 108:13-5
Québec, 10:11-2, 15, 26; 15:50-1; 75:27; 102:10-1
Voir aussi Crédit agricole—Jeunes agriculteurs, prêts
Établissement, règles, etc., 102:24-5
Politique nationale, mise sur pied, 108:25
Répartition, provinces, responsabilité, 108:11
Transferts interprovinciaux, 108:24-5
Retenue hors quotas, 75:5
Subvention de $2.66, 6:8; 10:5-6, 18-9; 15:34-5
Subventions, programme, 11:18; 21:8; 66:11, 13; 67:13; 68:22-3; 75:26; 81:19
Traité à très haute température, exportations, 75:18
Utilisation, recherches, 1:25
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Juridiction

Lait, Commission canadienne. *Voir* Commission canadienne du lait

Lait, industrie
Contrôle laitier, programme, fonds alloués, 47:8, 11-2
Conversion au système métrique, 15:49-50
Dumping, 102:24-5; 108:14
Manitoba Milk Producers Marketing Board, étude, rapport, recommandations, etc., 15:42-3
Politique, 5:12; 6:8-9; 13:14-5; 21:13, 15, 19, 21; 37:28-9; 75:26
Ontario et Québec, 5:11
Révision, 15:34-5; 47:19-20
Production et approvisionnement, 10:12-5, 17-8, 22-3
Alberta, 10:14
Québec, 10:17
Garon, M., propos, 10:18
Québec, Fédérations des producteurs de lait, unification, répercussions, etc., 10:9-11, 17-8; 15:50
Québec, Régie des marchés agricoles, entente avec les laiteries, abolition, 102:16
Rendement laitier, contrôle, programme, pénalité, etc., 27:20-1
Saskatchewan, 20:22
Situation, 37:31, 34
Statut, 87:36
Vaches laitières, surplus, 102:13-6

Lalonde, M. C. (conseiller agricole, Office de la stabilisation des prix/Office des produits agricoles, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1983-1984, 114:7-8, 11

Lapierre, M. Jean (Shefford)
Procédure, 1:10

Lapins
Commercialisation, Canagrex, services, 87:57-8
Élevage au Canada, 45:11

Lapointe, M. Normand (Beauce)
Agriculteurs, 22:4
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 5:15-6
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 22:4-5; 30:8-11; 32:21-3
Améliorations agricoles, prêts, 2:18-9, 22; 22:4
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:18
Canagrex, société, Loi, 54:24-5; 55:16; 63:23
Commission canadienne du lait, budget principal 1980-1981, 10:16-7
Crédit agricole, 22:4
Crédit agricole, Société, 22:4
Lait, 5:15; 10:16-7
Porc, 2:18; 30:9
Procédure, 96:12
Produits laitiers, 10:16
Sirop d'érable, 32:21-3; 54:24-5; 55:16; 63:23

La Salle, l'hon. Roch (Joliette)
Canagrex, société, Loi, 59:21, 24-7, 39-40; 63:9-13, 16, 22, 26, 29
Pommes de terre, 59:21, 24-7, 39-40; 63:11-2
Procédure, 63:4-5
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 59:39; 63:10-1, 13

Lavoie, M. G. (directeur général, Direction générale du soutien du revenu agricole, ministère de l'Agriculture
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 92:23, 25-7; 93:29-30

Leckie, M. David (membre, Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires)
Canagrex, société, Loi, 58:11-3, 15-8, 21-7, 31, 34

L'écuyer, M. J.E. (directeur général, Direction de l'Hygiène vétérinaire, Direction générale de la production et de l'inspection des aliments, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 68:17, 24-6

Leduc, M. Jean-Louis (Richelieu)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 5:31

Legge, M. Gordon. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Création—Cartels

Légumineuses
Gesse sauvage, recherches, 92:28; 93:4
Voir aussi Appendices—Agriculture, ministère
Production, expansion, 84:76
Recherche, 92:22-3

Lemay, M. André-Côme (directeur, Service de mise en marché, Union des producteurs agricoles)
Canagrex, société, Loi, 63:12, 20, 25-6, 33

Lemoyne, M. (sénateur, membre, Comité sénatorial permanent de l'agriculture)
Union soviétique, délégation parlementaire, visite au Canada, 110:15-6

Leroux, M. J.E. (sous-ministre adjoint, Programme de recherches, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 12:4-16, 18-22, 25-32
1981-1982, 30:4-15, 17-20, 22-8
1982-1983, 66:41-4, 47-8
1983-1984, 103:9-13, 16, 20-6, 29-30, 34-6; 104:5-9, 14, 16, 19, 26
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 19:4-13, 15-22
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:26-7; 92:4-11, 13-7, 20-1, 24, 27, 29-30; 93:4-5, 8, 33

Lethbridge, Alb. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Laboratoires—Construction; Université et collèges, recherche—Laboratoires

Lewycky, M. Laverne (Dauphin)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:29-31
Crédit agricole, 25:22; 101:8-9
Crédit agricole, Société, 101:10-1, 28-30
Budget principal 1981-1982, 25:21-2
Budget principal 1983-1984, 101:8-11, 28-30
Procédure, 98:11, 20

Libéral, parti, promesses électorales, 50:4

Liebfried, M. Jim (commissaire, Commission canadienne du blé)
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:11, 21, 32-6, 43-4

Lin
Commercialisation, 61:5, 22; 62:13
Canagrex, rôle, 64:5-13, 18, 24, 27; 65:26, 29; 84:61-2
Exportations, qualité, normes, etc., 64:8-9, 25-7
Importations, 64:20
Prix, 64:4, 10-1, 15-22
Producteurs, Fédération canadienne, 55:8
Production, 64:14-5, 20, 27
Quotas, 64:6, 20-1, 28-9
Traitement, Alberta Linseed Oil Co., Medicine Hat, Alb., 64:14
Transport, 64:21-2

Lin, producteurs de l'Ouest du Canada. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Lonsdale, M. Bruce (Timiskaming)
Procédure, 1:8-9

Lortie, Commission. *Voir* Crédit agricole—Intérêt, taux—Subventions

Lussier, M. Gaétan (sous-ministre, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal 1980-1981, 1:11-2; 5:12-3, 19-20, 35; 6:5-6; 13:21-2
Budget principal 1981-1982; 21:9-11; 22:24-5; 23:21, 24-5
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 47:24-5, 27; 48:13-6, 18, 21, 27, 30
Canagrex, société, Loi, 53:13-5, 22

Luzerne. *Voir* Sécheresse—Provinces de l'Ouest—Céréales de provende et fourrage, approvisionnement

MacDonald, M. Joseph A. (président, Thomas Borthwick & Sons (Canada) Ltd., Comité sur l'importation de la viande de l'Association des Importateurs canadiens Inc.)
Viande, importation, Loi, 36:8, 10-2, 15, 25-6

MacDonald, collège. *Voir* Universités et collèges, recherche—Céréales de provende, etc.

Machineries agricoles
Conversion de l'essence à d'autres sources d'énergie, 6:22
Outillage, etc., coût, augmentation, 2:19-21, 26; 51:15, 23

MacKenzie, M. Donald N. (membre, Prince Edward Island Potato Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 79:8, 11, 13-6, 21-2, 24, 27, 29-30

MacKenzie, M. Ian (agent des permis de l'arbitrage, Division du lait, des fruits et des légumes, Inspection des aliments, ministère de l'Agriculture)
Produits agricoles, normes, Loi, 97:14

***MacLean's*, magazine.** *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Création

MacRae, M. Don (conseiller, Impôts et finances, Agriculture Canada)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:18
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 49:23, 26

Mair, M. Arly (membre, Office canadien des provendes)
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 71:11-3, 21-3
Office canadien des provendes, budget principal 1983-1984, 105:32-3

Maïs. *Voir* Céréales de provende et fourrage; Fruits et légumes

Malcolm, M. Howard (vice-président, Conseil canadien du porc)
Canagrex, société, Loi, 69:9-10, 21-2

Malone, M. Arnold (Crowfoot)
Canagrex, société, Loi, 87:18-24, 33, 40-2, 49, 54, 60-1; 89:21, 24-8, 45-7, 50
Denrées alimentaires, 89:45-8
Petro-Canada, 89:24-5
Procédure, 87:20, 27-8
Produits de ferme, 89:26, 28
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 87:18-9, 22-4, 40-2, 60-1; 89:24-7, 50

Manitoba. *Voir* Crédit agricole; Développement régional, ententes auxiliaires, fonds alloués; Sécheresse—Provinces de l'Ouest—Céréales de provende et fourrage, approvisionnement *et* Plans d'urgence, programmes d'aide

Manitoba Cattle Producers' Association. *Voir* Bétail; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Manly, M. Jim (Cowichan—Malahat—Les Îles)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 24:25
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 16:22
Boeuf, 16:22
Offices de commercialisation, 24:25
Volaille, 24:19-20

Mann, M. William G. (directeur, Services financiers, Société du crédit agricole du Canada)
Crédit agricole, Société, budget principal 1983-1984, 100:21-2, 26-7; 101:5, 17-8
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:23-4

Maple Leaf, société. *Voir* Télévision, Télidon, système

Maplewood Poultry Processors. *Voir* Volaille—Dindon

Marshall, M. J.W. (Fédération canadienne de l'agriculture, Saskatchewan)
Viande, importation, Loi, 37:8-9

Mauvaises herbes, herbe aux verrues, etc., recherche, 30:24-5

Mayer, M. Charles (Portage—Marquette)
Aéroports, 27:25-6
Agriculture, ministère, 30:22
Budget principal
1980-1981, 5:13-5; 6:7, 11, 28-30; 13:15-8, 28, 32-4
1981-1982, 20:19, 31-2; 22:18-22; 24:23; 27:25-9; 30:20-2, 27-8; 31:9-10, 20-5, 27
1982-1983, 73:4-8, 14, 27-34
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:28, 32
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 113:6-10, 24, 41, 43-7, 50-1; 114:10-1, 14-7, 27-30
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:21-7, 32
Ambassades, consulats et missions diplomatiques, 31:21
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:14-5, 17-21
Assurance-récolte, programme, 22:18
Autorité du transport des grains, 29:20-1
Bétail, 27:25-9; 30:20-1; 40:12, 21, 24; 48:24; 49:24-5; 73:33-4; 82:27
Blé, Commission canadienne, 115:45
Rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:44-9
Rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:35-40, 45
Blé, double prix, Loi (modification), 90:7-10
Boeuf, 13:17; 27:26-9; 28:23; 45:19
Canagrex, société, Loi, 54:9, 29-33; 57:18-21, 25-6; 67:22; 74:9, 24, 29, 31-5; 76:12, 17-20; 78:25; 82:27-31; 89:30-7, 54
Canfarm Limitée, 15:28
Céréales, 26:45-9; 29:21-3, 32; 73:5-7, 28-33; 73:33-4; 82:28; 90:7-9; 106:18-20, 26-8; 115:35-40
Céréales de provende et fourrage, 3:14-5, 20; 7:10-4; 13:15-6; 16:31-2; 28:10, 16, 18-22, 27, 31-3; 30:21; 31:22; 106:7-8; 114:27-9
Colza et produits du colza, 29:31; 54:31
Commerce, 57:19; 76:19
Commission canadienne des grains, 73:29; 106:5-7
Budget principal 1981-1982, 29:21-3, 31-3
Budget principal 1983-1984, 106:5-8, 15, 18-21, 26-9
Crédit agricole, 113:45-6
Crédit agricole, Société, 101:6-8, 30-2, 36; 113:46-7
Budget principal 1983-1984, 101:16-8, 20, 30-3, 36-7
Développement régional et des affaires internationales, 31:10, 20-4
ECON Consulting Ltd., compagnie céréalière, faillite, 73:4-8, 27-33; 106:5
Énergie, ressources, 30:26-7
Fruits et légumes, 113:8-9
GATT, négociations, 28:19; 34:30-1; 38:17; 74:32
Gouvernement, 90:8
Grain de l'Ouest, prix, stabilisation, mesure législative, modification, 113:44-5; 114:14-5
Grain de l'Ouest, prix, stabilisation, programme, 106:28-9; 113:43-4; 114:14-5
Impôt sur le revenu, 113:50-1
Oeufs, 113:10
Office canadien des provendes, 3:17, 20; 28:33; 31:22-3
Budget principal 1980-1981, 7:9-14
Budget principal 1981-1982, 28:10, 16, 18-23, 27, 31-4
Offices de commercialisation, 57:20; 74:33; 82:27-8
Ordre du Canada, Menzies, Mme June S., attribution, 24:23
Pommes de terre, 6:28-30; 24:23

Mayer, M. Charles—*Suite*
Porc, 28:21; 30:27; 40:21; 113:7
Procédure, 13:33; 26:45; 28:33-4; 29:33; 30:22; 45:19; 46:24; 48:25-6, 28; 56:23, 37; 78:25; 82:4; 88:9, 12-3; 114:14, 19; 115:5, 15
Blé, double prix, mesure législative, 90:7-10
Voyage à l'intérieur du Canada, 8:15-6
Produits de ferme, 54:29-30, 32; 74:34-5; 89:31
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 5:14; 22:18-21; 31:23
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 54:31-3; 57:18-9; 74:31-4; 76:17-8; 82:27-31; 89:32-7; 114:15-7
Tabac, 74:9, 31
Tarifs-marchandises, 13:16-8
Taxe d'accise, modification de la loi, 30:26
Viande, 3:20; 20:31-2; 28:20; 34:26-7, 30, 32; 35:19-20, 22; 39:16-8; 40:12-3, 20; 45:19-20; 46:7-8; 113:10
Viande, importation, Loi, 34:26-7, 30-2; 35:19-22; 39:16-20; 40:11-3, 20-2, 24-5; 45:18-20; 46:7-9, 24
Viande, importation, mesure législative, 34:30-1; 39:18-20; 40:12-3, 20-2; 45:18-20; 46:7-9

Mazankowski, l'hon. Don (Vegreville)
Blé, Commission canadienne, 26:18-9
Rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:18-23, 42
Canagrex, société, Loi, 78:27-31; 82:8
Céréales, 26:18-21
Céréales de provende et fourrage, 26:21-3
Commerce, 78:29
Denrées alimentaires, 78:27-8
Procédure, 26:22; 80:15-6, 19-20, 23-4, 26, 28
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 78:27, 30-1; 80:15-6
Tarifs-marchandises, Pas du Nid-de-Corbeau, 26:42

McAnulty, M. John (directeur des transports, Office canadien des provendes)
Office canadien des provendes, budget principal 1981-1982, 28:32-3

McBride, M. B. (directeur adjoint, Développement de la production, division du développement des exploitations agricoles, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 16:12-3, 21-2

McCain, M. Fred (Carleton—Charlotte)
Agriculteurs, 101:6-7
Agriculture, 68:4-7
Agriculture, ministère
Budget principal
1981-1982, 23:25-7; 24:24-5
1982-1983, 66:26-9; 68:4, 6-10
1983-1984, 103:15-20; 104:22, 32
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:9
Australie, pommes de terre, 44:13-4
Banques et opérations bancaires, 50:18-9
Boeuf, 66:27-9
Canagrex, société, Loi, 59:7-13, 15, 28-31, 33, 36-9, 41; 60:5-8; 64:23-4, 46-7; 70:7-10; 72:13-6, 21-4; 79:13-8, 27-9; 82:37-9; 84:31-4, 77-9; 86:37-9; 87:34-8, 48-9
Céréales, 23:26-7; 82:37; 105:35
Céréales de provende et fourrage, 23:26; 66:26; 103:18-9; 105:7-8, 10-1, 13-7, 33-5
Commerce, 44:13-4; 79:14
Commission canadienne du lait, 94:20-2; 102:19-23; 108:4-8, 25-7
Budget principal 1982-1983, 75:18-20, 24

McCain, M. Fred—*Suite*
Commission canadienne du lait—*Suite*
Budget principal 1983-1984, 102:18-22; 108:4-8, 25-7
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:20-2
Crédit agricole, 50:13-6; 52:28-30, 43; 109:13-5, 25
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 50:13-6; 52:28-30, 35, 40-4
Crédit agricole, Société, 50:13; 52:28-9, 35, 41-4; 101:4-8; 109:13-5, 25-7
Budget principal 1983-1984, 100:27; 101:4-8, 30, 34, 36-7; 109:13-6, 25-7
États-Unis, produits de ferme, exportations, mesures législatives, 87:34-5
Fruits et légumes, 23:26; 24:24; 58:24, 29; 95:8-9, 15-8; 96:9-12
GATT, négociations, 37:13; 45:24-5
Horticulture, Conseil canadien, 95:16
Lait, 75:18, 27-8
Lin, 64:23-4
Office canadien des provendes, budget principal 1983-1984, 105:10-6, 30, 33-8
Pêcheries, 84:31
Pommes de terre, 23:25-6; 39:20; 57:7-12; 68:7-9; 70:7; 79:13-6, 27-8; 87:7-8; 103:16-8; 104:32
Porc, 91:9
Procédure, 59:15; 66:9-10; 80:10-1, 19-20, 25, 27-8; 82:31-2; 84:19, 21, 41, 77-8; 87:7-8, 29
Produits agricoles, normes, Loi, 95:8-10, 14-8, 20; 96:5-6, 11-5
Produits agricoles, normes, mesure législative, 95:9-10, 20; 96:14-5
Produits laitiers, 75:18-20
Sirop d'érable, 72:15-6
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 58:24, 33-4; 59:30-1, 33, 36-9; 60:5-7; 64:24, 46-7; 70:7-10; 79:28; 82:31-2, 37-9; 84:32-4; 86:38-9; 87:34-8
Tabac, 84:33-4
Tarifs-marchandises, 105:11
Viande, importation, Loi, 37:13-5; 39:20-1; 44:13-5; 45:24-5

McCain Foods, Limited, Florenceville, N.-B.
Subventions du MEER, etc., 84:74-5, 77-9
Voir aussi Sociétés de la Couronne—Création

McCain Produce Company Limited. *Voir* Appendices—Pommes de terre—Exportations—Correspondance échangée

McCoy, Mme Susan (directeur intérimaire, Division des projets d'outre-mer, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 31:25-6

McCrea, M. J. (directeur général, Directorat de la finance, Direction générale des Affaires financières et administratives, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1983-1984, 114:16, 25

McGowan, Dr J.E. (sous-ministre adjoint, Production et inspection des aliments, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 5:7-9; 6:12-4; 9:9-12, 16-21, 23-4, 27-35, 37
1981-1982, 27:4-7, 9-10, 12-22, 27-9
1982-1983, 68:5-6, 14-7, 24, 27-8
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:15-6; 16:4-7, 16-8, 20, 22-3; 17:4, 7-10, 14-5, 19-20
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:28-30, 34, 36
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:13
Produits agricoles, normes, Loi, 96:13-4

McGregor, M. Otis (secrétaire-gérant, Office de commercialisation des producteurs de graines soja de l'Ontario)
Canagrex, société, Loi, 77:6-10, 15-6; 80:5-8

McIntyre Sailyard. *Voir* Bétail—Ventes

McIssac, M. Cliff (commissaire, Commission canadienne du lait)
Commission canadienne du lait, budget principal 1982-1983, 75:22-3

McKinnon, l'hon. Allan B. (Victoria)
Procédure, 84:8

McKnight, M. Bill (Kindersley—Lloydminster)
Agence canadienne de développement international, 4:9
Agriculture, ministère
Budget principal 1980-1981, 4:9-12
Budget principal 1981-1982, 23:4, 6-9
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 92:22-5, 27, 29-31
Employés, 92:23-4
Fonds alloués, 92:22
Bétail, 40:16
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:8-13, 39, 44, 48; 84:61-2
Canagrex, société, Loi, 84:61-3, 76-7; 85:7, 19-23; 89:40-4
Céréales, 4:9; 26:8, 11-2, 39; 84:76; 92:24
Céréales de provende et fourrage, 26:8-10, 13; 92:23
Chemins de fer, 4:10-2
Colza et produits du colza, 19:12-3
Commerce, 89:43-5
Commission canadienne des grains, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:12-4, 24
Engrais, 92:29-31
Fruits et légumes, 92:22
Pays en voie de développement, 4:8
Porc, 40:17
Procédure, 13:34; 18:24; 23:4; 26:44, 48; 81:13-4
Saskatchewan, 92:25
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 23:6-9
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 84:62; 85:19-24; 89:40-3
Viande, importation, Loi, 33:25-7; 35:26-7; 40:16-9
Volaille, 40:17

McLean, M. Walter (Waterloo)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (C) 1981-1982, 47:18-9
Volaille, 47:18-9

McNeil, M. Don (deuxième vice-président, Western Growers Association)
Canagrex, société, Loi, 60:4-7, 12-3, 15-7, 20-1, 23

McWilliam, M. Jim (président, Ontario Wheat Producers' Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 74:10-2, 14, 21, 30-1

MEER, responsabilités, transfert. *Voir* Agriculture, ministère—Réorganisation

Menzies, Mme S. June (présidente, Conseil national de commercialisation des produits de ferme)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 24:8-23, 25
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 66:39-40
Voir aussi Ordre du Canada

Meredith, M. Tom (président, Conseil canadien du porc, membre du comité de direction de la Fédération canadienne de l'agriculture)
Canagrex, société, Loi, 69:4, 9, 11-5, 17, 19-26
Viande, importation, Loi, 37:34-5, 41

Meuneries
Assistance, programme, Colombie-Britannique et Est du Canada, 7:7-8, 17-9, 24
Ogilvy, Montréal, Qué., blé d'hiver contaminé par la toxine, entreposage, nettoyage, etc., 9:26

Mexique. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Échanges internationaux, programmes—Canada; Colza et produits du colza—Vente; Commerce; Lait—En poudre—Exportations

Miel. *Voir* Apiculture; Produits agricoles, normes, mesure législative

Migie, M. Howard (directeur, Division de l'analyse des marchés agro-alimentaires, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1983-1984, 103:32-3

Miller, M. Ron (agent de commerce, Direction de l'alimentation, ministère de l'Industrie et du Commerce)
Canagrex, société, Loi, 74:9

Mills, M. Chris (gérant, Alberta Cattle Commission)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 20:25-6, 32-5

Ministères et agences gouvernementales
Dépenses, *Livre bleu,* 66:47
Fonction, statut, etc., 54:35-6

Mitges, M. Gus (Grey—Simcoe)
Agriculture, 52:25
Boeuf, 34:18
Commission canadienne du lait, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:13
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 52:25-6
Pays étrangers, 52:25-6
Porc, 34:18
Produits laitiers, 94:13
Viande, importation, Loi, 34:17-8

Modderman, M. J.L.A. (chef, Administration des prêts, Société du crédit agricole)
Crédit agricole, Société, budget principal 1983-1984, 100:24

Monopoles, cartels. *Voir* Produits de ferme—Exportations; Tabac, industrie

Montréal, Qué. *Voir* Agriculture—Salon de l'agriculture; Céréales de provende et fourrage—Manutentionnaires de grain

Morin, M. Pierre (directeur de la finance, Office canadien des provendes)
Office canadien des provendes, budget principal 1981-1982, 28:30-1

Morissette, M. Maurice (directeur, Hygiène des viandes, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 27:19
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1983-1984, 114:26-7

Morrison, M. J.W. (directeur général, Instituts, Direction générale de la recherche, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 5:16-7, 21-2; 6:7-8; 12:11, 22-4, 27-8, 30

Morrison—*Suite*
Agriculture, ministère—*Suite*
Budget principal—*Suite*
1981-1982, 22:22, 28; 23:21-2; 30:19-21
1983-1984, 103:19, 35-6
Budget supplémentaire (B)
1980-1981, 19:7-14, 19, 21
1982-1983, 92:17, 22-3, 28; 93:9-10, 33-4
1983-1984, 112:19-20, 28

Morrissey, M. Brian (directeur général, Inspection des aliments, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 27:27-8
Agriculture, ministère, budget principal 1983-1984, 104:28-9
Produits agricoles, normes, Loi, 96:11-2; 97:5-6, 8-9, 14-5

Morse, M. Richard, président (Conseil des producteurs de pommes de terre de l'Est du Canada)
Canagrex, société, Loi, 59:5-17, 26-8, 30-4, 36-7

Moutons
Élevage au Canada, 23:11; 35:7, 12-3, 18, 24-5; 36:9; 41:5-6; 43:18-9; 45:11
Et agneaux, abattoirs et usines de transformation, 35:27-8
Importations de Grande-Bretagne, maladies, dépistage, mise en quarantaine, etc., 16:26; 17:4-6, 17-9
Importations de Nouvelle-Zélande, contingentements, etc., 23:10
Voir aussi Offices de commercialisation; Viande, importation, mesure législative—Agneau

Mozambique. *Voir* Céréales—Pays en voie de développement

Multiple Listing Service (MLS). *Voir* Crédit agricole, Société—Prêts—Défauts de remboursement—Vente; Société canadienne d'hypothèques et de logement

Murray, M. K.G. (directeur, Conseil des viandes du Canada)
Canagrex, société, Loi, 57:11, 15
Viande, importation, Loi, 34:15-6, 19, 22-3, 28, 31-2

Murta, M. Jack (Lisgar)
Agriculteurs, 65:21
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 4:15, 19-21; 5:32-3; 6:23-5; 13:19, 25-8, 34
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 20:19-21; 21:11; 24:7, 10-3, 22-4; 31:10-4, 17
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:21-5
Bétail, 70:38
Blé, Commission canadienne, rapport, 1979-1980, étude, 26:8, 22, 26-9
Boeuf, 70:31-2
Canagrex, société, Loi, 53:18, 29-31; 54:37-9; 57:16, 24-6; 64:25-6; 65:17-21; 67:10; 69:13-4, 21-6; 70:31-2, 34-5, 38, 47, 51; 76:20, 33, 35-7; 78:7-13, 18; 82:34-7; 85:29-33; 88:6, 9-10, 12, 17
Céréales, 13:25-6; 20:19-21; 24:7; 26:26-9; 29:16-7, 29, 32; 65:17-20
Céréales de provende et fourrage, 3:22-5; 5:32; 13:19; 29:17; 70:47
Commerce, 54:37; 76:37
Commission canadienne des grains, budget principal 1981-1982, 29:14, 16-7, 29, 32-3
Conseil national de commercialisation des produits de ferme, 25:11
Crédit agricole, 25:8
Crédit agricole, Société, 25:6-9
Budget principal 1981-1982, 25:4, 6-9, 18
Développement régional et des affaires internationales, 31:10-4, 17
Grains du Canada, modification de la loi, 29:16
Lait, 25:18

Murta, M. Jack—*Suite*
Lin, 64:25
Oeufs, 24:11, 21-3
Office canadien des provendes, 3:21-2
Pommes de terre, 24:10, 24
Porc, 70:32
Procédure, 4:15; 13:28; 25:4; 26:22; 29:33; 54:10; 67:10; 77:20; 78:37; 82:5-6, 14; 83:21-2, 25-7, 34-7; 85:17; 88:6
Produits de ferme, 6:24; 24:11-2; 54:37-9; 78:10
Relations fédérales-provinciales, 6:24-5
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 4:19-21; 13:26-7
Sirop d'érable, 64:25; 77:20
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, création, etc., 53:18, 29-31; 54:37-40; 64:25-6; 69:13-4, 24-6; 70:12, 34-5; 76:36-7; 78:7-9, 11; 82:34-7; 85:30-3
Tarifs-marchandises, 20:21

Mutch, M. A. Douglas (secrétaire, Office canadien des provendes)
Office canadien des provendes, budget principal 1980-1981, 7:21
Office canadien des provendes, budget principal 1983-1984, 105:33-4

Nadeau, M. Robert C. (président, Conseil des viandes du Canada)
Canagrex, société, Loi, 57:4, 23, 26

National Cattlemen's Association. *Voir* Bétail—Reproduction, cycles

Navires. *Voir* Commission canadienne du lait—Exportations

Neil, M. Doug (Moose Jaw)
Administration du rétablissement agricole des Prairies, 1:36; 107:7-9
Agneau, 21:25-7; 43:19
Agriculture, 48:13-5; 66:40-3; 68:29-32
Recherche et développement, programme, 30:6, 11-3; 92:5
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 1:35-8; 5:16-8; 11:14-6, 18-20; 12:22-4, 30-1; 13:7-10
1981-1982, 21:5-6, 25-7; 23:4-5; 24:6; 30:5-6, 11-3, 28; 31:9, 25, 27-30; 32:5, 9-12, 14, 20, 26
1982-1983, 66:40-3; 68:12, 21, 29-32; 71:22-3; 73:13-5, 34
1983-1984, 99:24-7, 31; 103:15; 104:17-8, 20-1; 107:7-9
Budget supplémentaire (B)
1980-1981, 15:31; 16:18-20; 19:4-7, 17
1982-1983, 91:19-23, 35; 92:5-9, 28; 93:17-21, 31-3
1983-1984, 112:7-10; 113:24-8, 46
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 47:23-5; 48:14-8, 35
Employés, 91:21-2; 92:9; 104:17-8
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 4:5-6
Assistance à l'agriculture des Prairies
Fonds, distribution, approbation par le Conseil du Trésor, 105:25
Mesure législative, 21:5; 24:6; 68:29-30
Modification et suppression de la loi, 68:12; 104:20
Assurance-récolte, programme, 32:11-2
Bétail, 31:27-9
Blé, Commission canadienne, 7:26-7; 115:41
Rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:39-42
Rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:41-3
Boissons alcooliques, 11:14-5, 18
Canagrex, société, Loi, 54:7-8, 11-2; 55:19-21; 61:26-30; 62:23-5; 63:21, 23-5; 64:6-8, 28-9, 31-5; 65:21-3, 30; 69:11-3; 70:21; 72:6-7; 76:32-4; 78:17, 31-2; 80:5-8; 82:32-4; 84:42-4, 53, 62-4; 85:10-4, 16, 18-9, 32; 86:8-11, 32, 37, 43; 87:27, 30-4, 39, 59-60, 62-8; 88:7; 89:29-30, 39

Neil, M. Doug—*Suite*
Céréales, 11:15-6; 12:30; 19:6-7, 17; 26:39-42; 29:6, 24-6; 30:28; 32:12; 47:23-5; 66:42-3; 73:34; 78:31-2; 93:31-2; 115:41-3
Céréales de provende et fourrage, 1:36-7; 4:5-6; 7:27; 11:15; 18:6-7; 28:28-31; 71:22-3 91:20-1; 92:28; 93:33; 105:30-1; 113:28-32
Colza et produits du colza, 64:28; 84:63-4
Commerce, 55:20-1; 58:16-7
Commission canadienne des grains, 7:26-7; 29:5; 73:13-4
Budget principal 1981-1982, 29:5-8, 24-7, 32
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:4-8, 21, 23-4
Commission canadienne du lait, 91:21; 102:6-9
Budget principal 1983-1984, 102:6-10
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:38-41, 49-50
Crédit agricole, 25:19-21; 50:4-5; 90:24-5
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 49:22-3, 26; 50:4-5, 8-9; 51:24-6; 52:6, 19, 26-7, 37, 42, 44
Crédit agricole, Société, 25:21; 52:6, 42; 90:23-5; 93:17-21; 99:24-5; 100:20-2
Budget principal 1981-1982, 25:19-21
Budget principal 1983-1984, 100:20-2
Cultivateurs et créanciers, arrangements, modification de la loi, 52:26
Denrées alimentaires, 32:5, 10; 58:15; 68:32
Développement régional et des affaires internationales, 31:9, 27-30
Élévateurs à grain, 5:17-8; 13:7-8, 10; 18:4-8; 29:5-8; 73:14-5
Énergie, 91:20
Fermes, 25:20
Fondation de recherche sur les grains de l'Ouest, 112:7-10; 113:24-8
Fruits et légumes, 12:31; 55:20; 64:31-3; 89:29
Impôt sur le revenu, 49:23; 50:4-5; 51:24-5
Laine, industrie, 35:23-4
Lait, 11:18; 15:40; 43:25
Lait, industrie, 15:49-50
Libéral, parti, 50:4
Lin, 64:6-7, 28
Ministres de l'Agriculture, conférence, 85:12, 14, 18
Ministres du Commerce, conférence, 85:12-4
Moutons, 43:18
Office canadien des provendes, budget principal
1980-1981, 7:26-8
1981-1982, 28:28-31
1983-1984, 105:17, 27, 29-31
Offices de commercialisation, 70:21
Pâturages communautaires, 107:9-10
Plantes, producteurs, droits, 12:22-4; 48:17-8
Plantes, recherche, 19:7
Porc, 43:25; 69:11-2
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:23-5
Procédure, 1:8; 18:23-4; 21:5; 23:4-5; 35:6; 39:27; 46:24-5; 48:28-9; 52:19; 54:11-2; 58:34; 62:18, 24; 66:6-7, 31; 78:37; 80:8, 10, 12, 14, 19, 21-2, 25; 84:7, 17-9, 37, 56, 66; 85:5, 26; 87:29-30, 55; 88:18; 90:30-1; 92:22; 98:9-10, 12-20; 112:17
Produits chimiques, 48:19
Produits de ferme, 11:18-9; 32:12; 55:20-1
Produits laitiers, 15:38-41; 30:14-5
Saskatchewan, 107:9
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 1:35; 5:16-7; 15:31
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 54:11; 55:20; 58:17; 61:26-9; 62:23-5; 63:23-5; 64:7-8; 65:21-2; 69:12-3; 72:6-7; 80:5; 84:42-3; 85:18-9; 86:8-11, 28, 37, 43; 87:31-4, 62-4; 89:29-30
Soya, 80:6-8; 84:43
Sucre, 68:21
Système métrique, conversion, programme, 34:12-3

Neil, M. Doug—*Suite*
Tabac, 12:31; 84:43-4
Tarifs-marchandises, 99:25-6
Terres agricoles, 50:4; 51:25-6
Union soviétique, 91:22
Universités et collèges, recherche, 7:27-8; 19:4-6; 92:5-9
Viande, 32:20; 33:23-4; 34:10; 36:19-20, 26
Viande, importation, Loi, 33:11, 23-4; 34:10-3; 35:22-4; 36:18-20, 26; 39:14-6, 27-8; 43:18-9; 46:5-6, 13-7, 19-21, 24-5
Viande, importation, mesure législative, 33:23; 34:10; 35:22-3; 39:14-5; 43:18; 46:5-6, 9, 13-4
Vins canadiens, 11:14

Neil, rapport. *Voir* Chemins de fer, embranchements, abandon

Nelson, M. Roy (président, Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires)
Canagrex, société, Loi, 58:4-10, 15, 18-21, 23, 25-9, 31-5

Nicholson, Mme M. (avocate, ministère de l'Agriculture)
Canagrex, société, Loi, 82:23-5, 30-2; 84:60-1; 85:6-8; 89:42

Northrup, Mme Shirley (directeur des politiques et des activités, Association des consommateurs du Canada)
Canagrex, société, Loi, 76:8-14, 16-22, 24-5, 27, 29-40

Nouveau-Brunswick, pomme de terre, Agence
Statut, activités, membres, etc., 59:17-8, 31
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Nouveau parti démocratique. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Mesure législative

Nouvelle-Écosse. *Voir* Agriculture

Nouvelle-Zélande
Et Australie, viande
Comparaisons avec le Canada, 42:12-3
Voir aussi Viande—Agneau et/ou mouton *et* Boeuf
Meat Export Development Company Ltd. (Devco), 42:7
Office des producteurs de viande
Mémoire. *Voir* Viande, importations, mesure législative—Comparution de plusieurs organismes, associations, etc.
Statut, rôle, financement, etc., 42:5-6
Porc, importations du Canada, négociations dans le cadre du GATT, etc., 42:6, 11; 45:13; 46:7-8, 10-1
Viande
Commercialisation, 42:10-2
Congelée, exportations, 42:7-8
Modification de la loi, 45:13
Voir aussi Commerce

Nowlan, M. J.P. (Annapolis Valley—Hants)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 9:26-8
Universités et collèges, 9:26-8
Vétérinaires, 9:27-8

N.W. Groves & Co. Ltd. *Voir* Denrées alimentaires—Exportations

Nyerere, M. *Voir* Tanzanie

Obligations d'épargne du Canada, fonds, utilisation par la collectivité agricole, 21:23

Obtentions végétales, mesure législative. *Voir plutôt* Plantes, producteurs, droits—Mesure législative

O'Connell, M. N.A. (directeur général, Bureau de commercialisation des grains, ministère des Affaires extérieures)
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:20, 40-1
Blé, double prix, Loi (modification), 90:7, 9-10

Oeufs
Contingentement, prix, etc., 24:11-2, 14, 16
Manitoba, 24:21-3
États-Unis, cartel, 87:12
Prix, 63:17; 66:24-5; 76:14-5
Rapport Cayer, 66:39-40
Stabilisation, programme, 113:10
Production, Alberta, 24:20
Production, rentabilité, 76:32-3
Productivité accrue, 24:15, 24
Voir aussi Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négociations, Genève; Offices de commercialisation

Office canadien de commercialisation des oeufs. *Voir* Offices de commercialisation—Oeufs

Office canadien des provendes
Budget principal
1980-1981, 7:4-28
1981-1982, 28:4-34
1983-1984, 105:4-39
Création, historique, etc., 7:22-3
Dépenses, effectifs, etc., 71:8-9, 15-6
Documents d'information *Rapport hebdomadaire du marché des céréales fourragères* et *Chronique des grains,* etc., 7:8-11; 28:8-9, 33
Fonds alloués, 1:13; 21:6; 28:13; 66:12
Mémoire présenté au Comité, 3:22
Pouvoirs, augmentation, 105:20, 22-3, 25-6
Rapport annuel 1981-1982, dépôt, 105:21, 23, 27
Rôle, activités, statut, etc., 3:17-8, 20-4; 6:10; 7:7-9; 31:22-3; 71:7, 15-6; 105:7-10
Voir aussi Bétail—Éleveurs—Concurrence; Céréales de provende et fourrage—Approvisionnement *et* Politique d'achat

Office de commercialisation des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard. *Voir* Île-du-Prince-Édouard, pommes de terre, Office de commercialisation

Office de commercialisation des producteurs de blé de l'Ontario. *Voir* Ontario Wheat Producers' Marketing Board

Office de commercialisation des producteurs de graines de soya de l'Ontario. *Voir* Ontario, graines de soya, producteurs, Office de commercialisation

Office de commercialisation des producteurs de haricots de l'Ontario. *Voir* Ontario, haricots, producteurs, Office de commercialisation

Office de répartition des approvisionnements de l'énergie. *Voir* Énergie, Office de répartition des approvisionnements

Office des producteurs de viande de la Nouvelle-Zélande. *Voir* Nouvelle-Zélande; Viande, importations, mesure législative—Comparution de plusieurs organismes, associations, etc.

Office d'inspection des aliments, fonds alloués, *Voir* Denrées alimentaires—Inspection service

Offices de commercialisation
Boeuf, 57:20; 72:13
Dinde, 24:16-8; 34:18-9; 57:20

Offices de commercialisation—*Suite*
Établissement, rôle, fonctionnement, etc., 1:15, 24:14-5, 25; 32:26; 34:18-9; 37:37-8; 40:17-8; 45:17-8; 59:28; 61:8, 10, 23-7; 63:17-8; 64:17-8, 50; 66:23, 25-6; 67:21-2; 74:33; 76:28, 30-2
Agriculteurs, position, 61:23
Conseil économique du Canada, rapport, position, etc., 37:31, 37-40
Mesure législative de 1952, 78:17-8
Financement, 52:21-2; 68:39
Haricots, Ontario. *Voir* Fruits et légumes—Haricots—Ontario
Oeufs, 24:13; 32:27; 40:14; 43:22; 86:35-6; 87:48-9
Ontario, 82:22-3
Fédération canadienne de l'agriculture, comité consultatif, établissement, 51:31-2
Pays communistes ou socialistes, fonctionnement, etc., 70:21
Porc, producteurs, Alberta, 70:26-7
Poulet, 24:16-7, 19-20; 32:26-7; 57:20
Prix, négociations et gestion de l'offre, 58:27
Producteurs de lin de l'Ouest du Canada, position, 64:5
Viandes rouges, 61:23-4
Volaille, 41:5
Voir aussi Agneau et mouton; Bétail; Boeuf; Île-du-Prince-Édouard, pommes de terre; Ontario Bean Producers' Marketing Board; Pommes de terre; Porc; Société canadienne d'exportation des produits agricoles; Soya; Tabac—Flue-Cured Tobacco Marketing Board

Offices nationaux de commercialisation. *Voir* Offices de commercialisation *et les noms des produits particuliers*

Oiseaux domestiques de Floride, importations, maladie de New-Castle, répercussions, indemnités, etc., 27:6

Olfert, M. David (trésorier, Commission canadienne de blé)
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:20, 25-6, 30-1, 37, 42-3

Ontario. *Voir* Agriculteurs—Situation; Agriculture, ministère—Fonds, affectation; Boeuf—Industrie; Céréales de provende et fourrage; Crédit agricole—Prêts consentis aux/ou par les provinces; Sécheresse; Soya; Universités et collèges, recherche—Collèges de médecine vétérinaire—Construction

Ontario, Fédération de l'agriculture. *Voir* Crédit agricole, Société—Fédération

Ontario, graines de soya, producteurs, Office de commercialisation
Structure, membres, activités, etc., 77:7-8
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Ontario Bean Producers' Marketing Board
Statut, activités, effectifs, membres, etc., 64:29-30, 32-3, 38-40, 43, 48, 50
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Ontario Flue-Cured Tobacco Growers' Marketing Board
Statut, activités, membres, financement, etc., 74:4-5, 11-2, 20, 24, 27-9, 38
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Ontario Wheat Producers' Marketing Board
Statut, activités, etc., 14:10-1, 14-5, 21
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Ordre du Canada, Menzies, Mme June S., attribution, 25:10, 14-5, 23

Ordres de renvoi
Bills, 1:4; 20:3; 33:3; 49:3; 53:3; 90:3; 95:3; 103:6
Voir aussi Bills déférés *et les noms particuliers des bills*
Comité, composition, 1:4; 98:3
Commission canadienne du blé, rapport annuel 1980-1981, étude, 26:3
Crédits
Pour 1980-1981, budget principal, 1:4
Pour 1980-1981, budget supplémentaire (B), 14:3
Pour 1980-1981, budget supplémentaire (C), 20:3
Pour 1981-1982, budget principal, 20:3
Pour 1981-1982, budget supplémentaire (C), 47:3
Pour 1982-1983, budget principal, 66:3
Pour 1982-1983, budget supplémentaire (B), 91:3
Pour 1983-1984, budget principal, 99:3
Voir aussi les noms particuliers des ministères, agences gouvernementales, etc.

Orge. *Voir* Céréales de provende et fourrage

Ormrod, M. Wayne (directeur, Division des pesticides, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 9:29, 34
1981-1982, 22:16-7; 27:13, 15, 17, 21
1982-1983, 68:15
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 113:13-4, 34
Allusions à M. Ormrod, 15:21-2

Ostiguy, M. Marcel (Saint-Hyacinthe-Bagot; secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture)
Agriculture, 77:19
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 9:25-6; 11:6-8, 11-2; 12:24-6
1981-1982, 22:29-30; 23:5-6; 30:28; 31:4, 10
1983-1984, 103:25-8
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 16:15-6, 25; 19:21-2
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:13-4, 35; 92:27-8
Améliorations agricoles, prêts
Bétail, élevage, fonds alloués, 2:11
Consentis par province, statistiques, 2:9, 17-8, 21-2
Intérêt, taux, 2:9
Montant maximal, augmentation à $100,000, 2:7, 13, 20-1
Pertes, défaut de remboursement, etc., 2:18
Plans de bâtiments, application, 2:25
Programme, reconduction jusqu'au 30 juin 1983, 2:7
Québec, mesure législative, 2:19
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:6-7, 9, 11, 13-4, 17-20, 22, 25-6
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:4-5
Apiculture, 77:18-9
Assurance-récolte, 16:18-9
Australie, viande, 44:11-2
Bétail, 16:15-6; 41:13

Ostiguy, M. Marcel—*Suite*
Canagrex, société, Loi, 37:11, 29-30; 76:22-5; 77:18-20; 82:5; 84:66-7
Céréales, 9:25; 92:27-8
Céréales de provende et fourrage, 3:4-5; 18:21-2; 91:13-4; 105:28-9
Chiens, 16:25
Commission canadienne des grains, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:21-2
Commission canadienne du lait
Budget principal 1980-1981, 10:25-8
Budget principal 1983-1984, 102:16-8, 21
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:18-20, 24-5
Conseil économique du Canada, rapport, 37:9-11
Crédit agricole, 22:29-30; 52:31; 90:27; 100:18-9; 101:13
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 52:31
Crédit agricole, Société, 90:19-22, 33; 100:19-20; 101:11-4
Budget principal 1983-1984, 100:18-20; 101:11-3, 15
Développement régional et des affaires internationales, 31:10
Expositions et foires agricoles, 11:11-2
Fruits et légumes, 11:7; 97:10-2, 15; 101:15; 103:26-8
Lait, 102:18
Lait, industrie, 102:16
Machineries agricoles, 2:20
Nouvelle-Zélande, viande, 42:10-2
Office canadien des provendes, budget principal 1983-1984, 105:27-9
Porc, 2:14; 11:7-8; 12:24, 26; 30:28; 103:25-6; 105:27-8
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:19-22, 27
Procédure, 23:5-6; 41:14; 46:23, 25; 56:19-20; 80:11-2; 83:23-4, 29, 37; 84:86; 88:13-4; 97:12-3; 98:12; 106:21; 115:16
Produits agricoles, normes, Loi, 97:9-15
Produits laitiers, 10:27-8; 94:24-5; 102:17-8
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 34:24; 76:22-5; 77:19
SODISPRO, 94:18-20
Soya, 19:21-2
Universités et collèges, recherche, 91:35
Viande, 34:23-5; 37:12; 41:14-6
Viande, importation, Loi, 34:23-5; 37:9-12, 29-30; 41:13-7; 42:10; 43:14-6; 44:11-3; 46:6-7, 9-10, 23, 25
Volaille, 11:5
Yukon, Territoire, denrées alimentaires, approvisionnement, 3:4-5

Oswald, Mme Charlene (directrice générale, Manitoba Cattle Producers' Association)
Canagrex, société, Loi, 70:37-8

Oswald, M. Ron (vice-président, Association canadienne des éleveurs de bétail)
Viande, importation, Loi, 38:18-9, 25-6

Ottawa, Ont. *Voir* Volaille—Dinde—Reproduction, recherche

Oxtoby, M. Wayne (directeur, Alberta Granola Growers' Association)
Canagrex, société, Loi, 62:13-6, 18-23, 28

Palliser Wheat Growers' Association
Statut, membres, activités, etc., 65:4-5, 14, 24
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

PAM. Plan d'assistance sur les marchés. *Voir* Céréales—Mise en marché, assistance, programme

Pas du Nid-de-Corbeau. *Voir* Tarifs-marchandises

Pâturages communautaires
Programme, 1:37
Transfert pour le règlement des revendications territoriales des autochtones, 107:9-10

Payne, M. Frank (directeur général, Amélioration de la production, Production et inspection des aliments *et* coordonnateur à la sécheresse, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:29-32
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:11-2, 15-9, 26

Pays en voie de développement (Tiers monde)
Agriculture, amélioration, programme, Tanzanie, etc., 4:8
Voir aussi Céréales; Plantes, producteurs, droits—Protoplasme de gènes, préservation, recherche, etc.—Organisme international

Pays étrangers, prêts à faible taux d'intérêt, 52:25-6

Pearson, M. Murray (agent de production du développement, direction général du développement régional et des affaires internationales, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 14:9-10, 18-9

Pêcheries, usines de transformation, situation, exploitation, déficit, etc., 84:31

Pender, M. T. (officier agricole, Office de stabilisation des prix agricoles)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 16:7, 13-5, 18-20, 23; 17:12-6

Pénitencier, Drumheller, Alb., viande, achat, inspection, services, etc., 5:8

Pensions du Canada, régime, femmes associées de leurs maris dans une entreprise familiale, agricole ou autre, 52:32-3

Perkins, M. B.B. (directeur général, Division du développement régional, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 31:31-3
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1983-1984, 112:29

Perreault, M. Roger (président, Office canadien des provendes)
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 71:4-11, 14-23
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:4-19, 22-6
Office canadien des provendes, budget principal
1980-1981, 7:4-11, 14, 16-28
1981-1982, 28:4-11, 13-33
1983-1984, 105:4-15, 17, 20-3, 25, 27-8, 30-3, 39

Pesticides. *Voir* Herbicides et pesticides

Peterson, M. Jim (Willowdale)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 31:24-7
Céréales, 31:26
Denrées alimentaires, 31:25-6
Développement régional et des affaires internationales, 31:24-7

Petites entreprises
Obligations pour expansion. *Voir* Fermes
Voir aussi Impôt sur le revenu

Petro-Canada, pouvoirs, fonds alloués, etc., 80:17; 89:24-7

Pétrole et gaz
Approvisionnements, répartition en cas d'urgence, priorités, Office de répartition des approvisionnements en énergie, rapport, 1:20, 22; 5:26, 29
Autosuffisance, 6:21
Essence, prix, comparaison avec d'autres pays, 6:20
Essence et carburant diesel, prix, augmentation, agriculteurs, répercussions, 48:31-3; 113:52-3
Gaz naturel
Automobile, utilisation, essais, etc., 6:21-2
Comprimé, approvisionnement, 6:20-1
Voir aussi Élévateurs à grain—Windsor, Ont.; Machineries agricoles
Gaz propane, 6:22
Pétrole des Prairies, prix, 60:5, 8
Prix, augmentation, ajustement au prix mondial, 62:10; 72:8-9

Phytogénéticiens, droits. *Voir plutôt* Plantes, producteurs, droits

Pistes de course, paris hors piste, pari spécial, etc., 9:11, 17-8; 15:12-3; 16:23-5

Plantes
Clonage, techniques, utilisation, 91:30
Maladies, recherches, 13:6
Nouvelles plantes, admission au Canada, mises en quarantaine, etc., 6:7-8; 9:11; 27:5
Recherche de nouvelles plantes, 19:6-9, 12, 15; 31:29; 48:16-9
Fonds alloués, 66:42-3
Laboratoire, Harrow, Ont., M. Aylesworth, départ, remplacement, etc., 23:21-2
Producteurs, nombre, personnes devant prendre leur retraite, etc., 6:6-7, 30
Secteur privé, concurrence, 6:6-7

Plantes, producteurs, droits, 19:9, 18
Document d'information expédié par la poste, coût, etc., 4:13-5; 5:4-7
Ilsley, Commission, rapport, 5:5
Mesure législative, 1:15; 4:13-5; 5:5-7, 22; 19:10-1; 23:22-3; 27:6; 48:17-8; 73:24
Adoption, 91:23; 92:17
Saskatchewan, position, 5:6
Mooney, M. Pat et Église Unie, Saskatchewan, recherchistes, 4:15
Protoplasme de gènes, préservation, recherche, etc., 12:22; 19:10, 12
Céréales, arbres, fruits et légumes, etc., 12:23-4, 27-8
Organisme international et pays en voie de développement, collaboration, 12:23-4

Poirier, M. Rolland (président, Société du crédit agricole)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 22:30-1
Allusions à M. Poirier, départ, messages de gratitude et de bons voeux, etc., 49:15, 24, 28, 35
Crédit agricole, Société, budget principal 1981-1982, 25:4-12, 15-27

Poisson. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Juridiction

Poisson d'eau douce, Office de commercialisation, 70:42-3

Poisson salé, Office canadien, Terre-Neuve, 89:15

Pologne. *Voir* Céréales; Commerce

Pomme de terre du Nouveau-Brunswick, Agence. *Voir* Nouveau-Brunswick, pomme de terre, Agence

Pommes. *Voir* Fruits et légumes

Pommes de terre
Alberta, 84:46
Approvisionnement, 24:25
Bintje, variété à chair jaune, exportations, 79:10-1, 16
Commercialisation, 6:14-6; 54:27-8; 62:27
Est du Canada, 1:25, 27; 14:22-3; 23:19, 21; 32:5, 15-6, 25; 59:5, 9-10; 79:17-9
Manitoba, 6:23; 24:23-4
Modification de la loi, audiences du Conseil national de commercialisation des produits de ferme, groupe d'étude, rapport, recommandations, etc., 6:14-5; 13:24-5; 23:21
Programme d'échange, Algérie-France, Angleterre-Égypte, 79:11
Est du Canada, entreposage, 32:14, 28
Est du Canada, Office de commercialisation, création, fonds, 103:20, 24-5
Exportations, 52:16; 59:4-5, 7, 9-10, 14, 26-7, 32; 63:24-5; 79:5-9, 13-5, 21, 23-4, 27
Canagrex, rôle, 59:10-3, 18-21, 24-6, 29-30, 33, 38-9; 61:14; 63:12; 70:7-8; 79:5, 15-6, 19-21, 27-8; 87:8
Correspondance échangée entre MM. Whelan et Andrew H. McCain, 85:25-6; 87:7-9
Voir aussi Appendices
Développement des marchés, programme, 76:15-6
États-Unis, conflit, 104:24-6, 32
Graines, qualité, normes, etc., 59:30
Île-du-Prince-Édouard, 79:6-7, 11-2, 26, 29-30
Voir aussi Île-du-Prince-Édouard, pommes de terre, Office de commercialisation
Meurtries, commercialisation, normes, etc., 9:30-1
Nouveau-Brunswick
Agence. *Voir* Nouveau-Brunswick, pomme de terre, agence
Expéditions à destination des États-Unis traversant l'État du Maine, 59:18-9
Offices de commercialisation, création, 6:16-7; 23:21; 24:10, 14-5, 24-5; 32:26-7; 59:6, 20, 27-8, 34-5, 39-40; 61:6, 13-5, 25, 28; 68:39
Pommes de terre de semence
Amélioration, programme, 21:8; 23:26
Caribe, variété, enregistrement, etc., 103:17-8
Est du Canada, commercialisation, exportations, etc., 32:5, 15-6, 25; 39:20; 54:5; 59:5, 8-9
Exportations, 79:5, 7-10; 103:14, 16-7
Inspection, services, droits, etc., 68:7-9
Vente au Portugal, statistiques, etc., 59:14-5
Prix, 23:25; 59:8, 27; 79:13, 18-20, 28-9
Prix, stabilisation, programme, 6:16, 28-30; 79:24-7
Producteurs, vente, paiements, problème, 91:16-7
Production, 59:14, 16-7; 74:41
Provinces de l'Atlantique, recherche, 30:5
Québec, 8:15; 59:21-2, 24; 79:17
Flétrissure bactérienne, dommages causés, enquête, dédommagement, etc., 59:11-2, 24; 68:32-5
Récoltes, paiements anticipés, programme, agriculteurs, défauts de remboursement, 93:5-6
Règlements phytosanitaires, 79:11, 27-9
Transport
Coût, 59:18, 22; 63:12-3
Subventions, provinces de l'Atlantique, 13:24
Subventions, Québec, Est de la ligne de Lévis, 13:25
Virus, 59:19, 23-4
Voir aussi Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Pommes de terre de l'Est du Canada, producteurs, Conseil. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard, Office de commercialisation. *Voir* Île-du-Prince-Édouard, pommes de terre, Office de commercialisation

Population, croissance, taux, 76:16

Porc
Abattoir Fletcher's, Red Deer, Alb., et usine de transformation Fletcher's Fine Food, Vancouver, C.-B., achat par l'Office de commercialisation des producteurs de porcs de l'Alberta, 70:26-7
Ail servant à l'alimentation, saisie à St-Hyacinthe, allusion, 103:25-6
Approvisionnement, 37:18-9
Association des éleveurs de l'Alberta. *Voir* Alberta Swine Breeders' Association
Assurance-revenu, programme, Île-du-Prince-Édouard et Nouvelle-Écosse, 6:18-9
Bacon, exportations, système métrique, application, problèmes, 91:33-5
Classification, système, 27:27-8
Commercialisation, 53:28-9; 70:19-20, 25, 32
Consommation, 33:9
Élevage, 21:24; 28:21; 69:19-20
Danemark, situation, 22:27; 23:21
Voir aussi Crédit agricole, Société—Prêts—Défauts de remboursement—Québec
Exportations, 69:5, 9-11, 17, 25; 70:20, 24; 84:71-3
Étiquettage, 93:35
Laboratoires de recherche, Québec, déménagement de Lennoxville à Saint-Cyrille de Wendover, 12:24, 26
Maladie, muscle blanc, PSE, causes, etc., recherches, 12:29-30; 30:9-11
Maladie, pseudo-rage, quarantaine, imposition, 68:25
Office de commercialisation
Création, 32:27; 33:15-6; 34:18-9; 39:23-4; 41:5-6
Québec, position, 5:32; 41:6, 12
Ontario, 34:29
Prix, stabilisation, programme, 1:14; 2:14, 18; 6:18; 11:14, 16; 23:20, 23-4; 31:15-6; 37:31, 34-6, 41; 41:17; 48:20-1; 50:12-3; 66:11; 69:44; 82:26; 93:28-9
Demandes reçues, montants versés, etc., 11:7-9, 12-3; 30:27-8
Ententes fédérales-provinciales, 93:30
Finisseurs de porcelets, paiements, accélération, 13:12
Fonds alloués, 21:7; 22:12, 26
Naisseurs de porcelets, 4:26-7; 5:31; 6:4-5; 14:19-20, 24-5; 15:8-9; 23:23-4
Versements trimestriels, 113:7
Voir aussi Viande—Viande rouge—Prix, stabilisation, programme
Production, 43:25-6
États-Unis, 7:5-6
Et commercialisation, programme, 1:38-40; 5:31-2; 6:15-6
Alberta, Burns Food Limited, M. Child, position, 6:16
Subventions, etc., 3:14-5; 4:6-7; 8:11; 22:5; 28:28
Produits du porc, exportations, 55:9, 19; 56:12-3; 63:24-5
Provinces, subventions, programmes, 91:9
Provinces de l'Est, prix, Pas du Nid-de-Corbeau, tarif, répercussions, 91:9-10
Purin, utilisation pour produire du méthane, recherche, 103:25
Races chinoises, importations, croisements, etc., 103:34-6

Porc—*Suite*
Recherche, programme, 12:9, 24; 17:19; 30:5, 9-11
Brandon, Man., centre, 103:35
Surproduction, répercussions sur les prix du boeuf, etc., 22:11, 26-7; 40:10-1, 15, 17, 21
Transport, producteurs de l'Est, situation, 105:27-8
Vente au Japon, 53:23-4; 55:9; 56:9; 61:26; 69:15-7; 70:33, 35, 42; 84:64; 93:35
Voir aussi Alberta Swine Breeders' Association; Conseil canadien du porc; Nouvelle-Zélande; Viande; Yukon, Territoire

Porc, Conseil canadien, 87:21-2
Statut, activités, rôle, etc., 55:8; 69:4-5, 11-2
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Postes, tarifs, augmentation, 84:11

Potasse, industrie, Saskatchewan, 89:20

Poulet. *Voir* Volaille

Pound, M. Del (président, Commission canadienne des grains)
Commission canadienne des grains
Budget principal 1981-1982, 29:5-27, 29-32
Budget principal 1983-1984, 106:4-11, 13-29
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:4-8, 10-22, 24-8

Prairies, assistance à l'agriculture. *Voir* Assistance à l'agriculture des Prairies

Président et vice-président (décisions et déclarations)
Bill
Amendement, présentation en l'absence de quorum, irrecevable, 51:33
Amendement outrepassant la recommandation royale, irrecevable, 46:20
Etude, 84:76
Comité directeur, rapports, amendement visant à outrepasser les pouvoirs du Comité, irrecevable, 81:13
Comité directeur, rapports, motion constituant une version élargie d'une question précédente, irrecevable, 81:4
Députés, droit de parole, 85:15-6; 114:17-20
Documents, annexion au compte rendu, 54:16
Séance, horaire, modification, 115:15, 42
Séance d'organisation relative aux dispositions 69 (2) et (4) a) du Règlement, 98:6-8

Prêts agricoles, Loi. *Voir* Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi (C-88)

Prêts agricoles bonifiés, Loi
Art. adoptés, 90:31
Art. 1, réservé, 90:12
Art. 2, 90:12-30, adopté, 31
Étude, 90:11-34
Rapport à la Chambre, 90:31
Titre, adopté, 90:31

Prêts agricoles bonifiés, mesure législative, Société agricole du Canada, comparution, 90:11-34

Prêts agricoles bonifiés, programme. *Voir* Crédit agricole, Société—Prêts

Preugschas, M. Jurgen (président sortant, Alberta Swine Breeders' Association)
Canagrex, société, Loi, 70:17-27

Price Waterhouse, étude. *Voir* Lait, production, coût

Prix agricoles, stabilisation. *Voir* Produits de ferme

Prix à la consommation, indice, 34:21

Procédure et questions de Règlement
Bills
Adoption article par article avant la fin des discussions, 90:30-1
Amendement outrepassant la recommandation royale, irrecevable, 46:20
Amendement visant la modification d'un titre, report faute de quorum, 51:33; 52:6-10
Étude
Amendement, présentation, préparation, 45:4-6, 13-5, 17, 19, 22, 26; 82:7; 87:27-30
Députés, droit de parole, 85:15-7
Documents, dépôt, 85:16-7
Modalités, 2:21; 21:5
Procédure, 84:64-7, 73, 76, 79-80; 87:55; 88:5-6
Suppression des extrapolations, modification de la formule, etc., 46:22-5
Comité, composition, 98:6-7, 11
Comité, visiteurs, 14:20; 63:9
Comité directeur
Composition, 1:10; 9:8; 98:11-5
Ministre, participation, 81:29
Pièce, espace, utilisation, 28:33-4
Quorum, 98:13-7
Rapports
Adoption, m. (M. Mayer), 115:5
Premier, 1:11
Deuxième, 8:9
Troisième, 9:11
Quatrième, 14:4
Cinquième, 20:15-6
Sixième, 21:5, 27
Septième, 24:5-6
Huitième, 29:20
Neuvième (rapport officieux), 56:17-22, adopté, 23
Am. (M. Althouse), adopté, 56:4, 19
Paragraphe 3, déféré, m. (M. Corbin), 56:4, 21, adoptée, 22
Voir aussi Appendices; Procès-verbaux et témoignages, corrections *sous le titre susmentionné*
Dixième, 62:18-9
Onzième, 80:8-28; 81:5-18; 83:7-37, adopté, 38
Adoption, m. (M. M. Dionne), 80:3, 8; 83:32-7, adoptée, 5, 38
Am. (M. Neil), 80:3, 10-9, rejeté, 4, 20
Am. (M. Neil), 80:21-8; 81:5-8, rejeté, 3-4, 9
Am. (M. Schellenberger), 81:9-17, réservé, 18; 83:7-24, rejeté, 3-4, 25
Am. (M. Gustafson), 81:12, irrecevable, 13-4
Mise aux voix, m. (M. Ferguson), 81:11-3, irrecevable, 4
Am. (M. Schellenberger), 83:26-9, rejeté, 4, 32
Sous-am. (M. Althouse), 83:30, rejeté, 4, 31
Douzième, 83:35-7; adoption, m. (M. Cyr), adoptée, 6, 38
Douzième, adoption, m. (M. Bockstael), 97:12
Treizième, 88:8-17
Am. (M. Ferguson), 88:4, 17
Adoption, m. (M. Bossy), adoptée, 88:18
Treizième, adoption, m. (M. N. Lapointe), 96:12
Quatorzième, adoption, m. (M. Dubois), 99:7
Quinzième, 103:6-9
Adoption, m. (M. Dionne), 103:3-8

Procédure et questions de Règlement—*Suite*
Comité directeur—*Suite*
Réunion, préavis de 24 heures, 98:16-7
Témoins, comparution, 47:14-5
Voir aussi Blé, double prix, mesure législative *sous le titre susmentionné*
Comités, pouvoir d'entreprendre des enquêtes, 98:8
Compte rendu, correction, 66:30-1
Corbin, M.—propos de M. McGowan, 68:27-8
Dépôt de document, 4:15
Députés
Absence du Comité, 41:7, 14
Départ du Comité, 74:41
Droit de parole, 21:11, 28; 22:29-30; 23:4-6; 26:48; 30:16; 34:11; 56:37; 66:31; 90:27; 112:17; 114:17-20
Droit de vote, 13:34; 18:22-4, 29
Non-membres et non-substituts, participation, 98:7, 9-10
Temps de parole, abus, etc., 3:19; 14:25-6; 30:16; 48:33; 52:24; 53:35; 54:10-1; 63:4; 80:26-8; 81:7-8, 12; 84:21, 37-41; 86:23-6; 89:39; 106:21
Dionne, M.—propos de M. Mayer, 28:22-3
Discussions, pertinence, 106:10-1; 108:10
Documents
Annexion au compte rendu, 54:16; 57:26; 58:34; 67:9-10; 70:6-7; 71:9; 78:7; 85:26; 101:37; 103:9, 36; 109:4
Distribution, 82:5-6; 84:17-20, 47-8; 89:12
Présentation dans les deux langues officielles, 35:4-6; 36:4; 89:12; 114:12, 14
Présentation dans une seule langue, 42:5; 56:8
Droit de vote, membres, désignation, 98:7-11
Dubois, M.—propos de M. Neil, 84:42
Gustafson, M., propos concernant Canagrex, 89:40
Mayer, M., propos de M. Ferguson, 78:25
Ministères et agences gouvernementales, rapports annuels, renvoi au Comité, 98:7-8
Ministres, comparution, 13:28, 33-4; 26:42, 44-5; 48:36; 80:24-5; 81:9-10, 15-8; 83:26-31, 34-5
Président et vice-président, élection, 1:9-10; 9:7; 56:16-7; 98:8
Procès-verbaux et témoignages
Corrections, comité directeur, rapport neuvième, remplacement par un rapport officieux, m. (M. Tessier), adoptée, 62:4, 19
Corrections, m. (M. Neil), 92:22
Impression, 1:10
Questions de Règlement, refus, 81:5-7
Quorum, 2:27; 18:24; 42:4; 52:6; 63:4-5; 66:9; 84:36-9; 98:20
Voir aussi Séances—Tenue *et* Témoins—Audition *sous le titre susmentionné*
Rapports à la Chambre, gouvernement, réponse, 98:8
Séance d'organisation, 1:8-11
Relative aux dispositions 69 (2) et (4) a) du Règlement, 98:6-21
Séances
À huis clos, suggestions, 48:25-6
Ajournement, 54:44; 56:37
Calendrier, 66:6-10, 29-30
Modification, etc., 80:13; 84:4-8
Horaire, conflits avec ceux d'autres comités, 23:5
Horaire, modification, 83:36-7; 87:71; 115:15-6, 42
Limite de temps, 53:10
Ordre du jour, modification, 84:6
Prolongation, 26:22; 48:28-9; 52:19; 86:23-7
Suspension pour un vote à la Chambre, 57:8; 80:28; 85:35
Tenue et impression des témoignages en l'absence de quorum, 1:10; 98:17-20

Procédure et questions de Règlement—*Suite*
Sous-comité du programme et de la procédure. *Voir* Comité directeur *sous le titre susmentionné*
Substituts, 98:7-11
Témoins
Audition en l'absence de quorum, 98:17-20
Comparution, 1:38; 10:28-9; 13:33; 14:6-7; 26:22; 29:33; 25:4; 54:11-2, 34; 56:17-23; 59:15, 40; 62:19; 66:7; 77:20; 80:8-13, 17-21; 81:9-10, 12-5; 83:7-17, 20-5, 32-4; 84:17, 19; 113:28
Déplacement et logement, frais, remboursement, 59:41; 80:8
Rectification du compte-rendu, interdiction, 37:41
Remplacement, préavis de 48 heures, 98:20-1
Temps de parole, 80:14
Vote, procédure, 80:28; 81:5-6
Voyage à l'intérieur du Canada, autorisation de déplacement, etc., 8:5-16; 9:9; 30:22; 56:19-20; 67:10; 83:37-8; 86:43-5; 88:8-18
Rapport à la Chambre, 8:3
Wise, M.—propos de M. Hovdebo, 52:18-9
Voir aussi Votes en comité

Procès-verbaux et témoignages. *Voir* Procédure et questions de Règlement

Producteurs de lin de l'Ouest du Canada
Statut, activités, membres, etc., 64:5-7, 10, 19, 23-4
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles

Produit national brut, part de l'industrie du tabac, 74:8-9

Produits agricoles. *Voir* Produits de ferme

Produits agricoles, Conseil canadien de commercialisation. *Voir* Conseil canadien de commercialisation des produits agricoles

Produits agricoles, normes, Loi—C-98. Ministre de l'Agriculture
Art. 1, 95:5-20; 96:5-15; 97:5-15, adopté, 16
Am. (M. Ostiguy), adopté, 97:15
Art. 2, adopté, 97:16
Étude, 95:5-20; 96:5-15
Rapport à la Chambre, 97:16

Produits agricoles, normes, mesure législative
Adoption, répercussions, 95:8
Agriculture, ministère, département responsable, 97:14-5
Associations, consultation, position, etc., 95:7, 9-10; 96:6, 14-5; 97:12
Associations, groupes, etc., comparution
Fruits, grossistes, Association canadienne, 95:5-20
Horticulture, Conseil canadien, 95:5-20
Miel, exclusion, 17:9-10
Produits visés, identification dans les règlements, 95:20

Produits agricoles, Société canadienne d'exportation. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles

Produits agricoles, Union des Producteurs du Québec. *Voir* Union des Producteurs agricoles du Québec

Produits alimentaires, manufacturiers, Association canadienne (CFPA)
Historique, activités, effectifs, etc., 58:4-5
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Produits antiparasitaires, modification de la loi, 15:22-3; 17:21; 27:12

Produits chimiques
Dioxannes, entrant dans la formule du 2-4D, 16:18

Produits chimiques—*Suite*
Fongicides Captan
Étiquetage, 68:14-5
Seuil de tolérance, baisse, 97:6-7
Utilisation, Comité, étude, 48:8, 19
Utilisation, rapport McGugan, 68:14-5
Interdits aux États-Unis et vendus au Canada, 16:11; 17:16-7
Lindane. *Voir* Herbicides et pesticides
Nitrites, utilisation, dangers, 92:14
Nouvelles formules, enregistrement, critères, etc., 16:17
Prix, 32:27
Vitavax. *Voir* Herbicides et pesticides
Voir aussi Agriculture, ministère—Information, services; Tarifs-marchandises; Viande

Produits de ferme
Autosuffisance au Canada, 70:12-3
Commercialisation, 1:27; 11:6-7, 18; 13:6, 14; 41:5; 53:29; 54:27; 89:21, 26, 28, 31
Comparaison avec d'autres pays, 67:17, 20
Prix, établissement, etc., 78:23
Secteur privé et organismes gouvernementaux, concurrence, 56:10-2, 24-6; 57:21-2; 76:5-10, 20-1; 78:15
Subventions, 63:17; 67:20-3; 76:21; 78:6
Contingentement, 24:11-3, 16; 37:27, 29; 76:25
Culture à travers le Canada, 6:16
Exportations, 1:34-5; 13:6; 53:6; 54:9-10, 20-1; 55:19; 70:42-3; 76:37-8; 81:28, 31
Agence canadienne d'exportation des produits agricoles. *Voir* Appendices
Agriculture, Fédération canadienne, position, 55:17
Association canadienne de l'exportation, statut, activités, etc., 56:5, 28, 30-1
Est du canada, 78:32-3
Monopole, 76:9-11, 20-1
Canada et CEE, concurrence, 56:35; 67:21
Canada Packers, position, 62:10
Comité, étude, 56:10-1
Comité consultatif, formation, 54:37-9
Comparaison avec les États-Unis, 62:9, 11; 82:17-8
Conseil économique du Canada, rapport, 62:10
Contribuables, coût, répercussions, 55:17-9
Coparticipation du gouvernement, 54:29-30
Corporation commerciale canadienne (CCC), 67:20-1; 69:31
Entreposage en pays étrangers, 89:29
Entreprise privée, rôle, 62:10
Et garanties de crédit, assurance, 78:6, 15-6, 21-2
Et importations, déficit, 81:28
Expansion des marchés d'exportation, programme (PEME), 54:7-8; 55:20; 56:6, 26; 58:17; 61:28; 62:6; 69:31; 74:34-5; 76:8; 78:6, 10
Experts, services, 62:10-1
Israël, 70:42
Ministère des Affaires extérieures et ministère de l'Industrie et du Commerce, rôle, etc., 62:6-25; 63:16
Winnipeg Commodity Exchange, expéditeurs et exportateurs, position, 78:6-7
Voir aussi États-Unis
Hardee Farms International, assistance, 81:23
Importations, inspection aux ports d'entrée, aéroports, etc., 1:14
Nouvelles variétés, recherche, 30:18-9
Offices de commercialisation, création, fonds alloués, 14:9
Paiements anticipés, programme, fonds alloués, etc., 15:7; 21:8; 32:5

Produits de ferme—*Suite*
Paiements anticipés, programme, fonds alloués, etc.—*Suite*
Récolte 1979-1980, 14:10, 18-9
Voir aussi Appendices
Prix
Concurrentiels, répercussions, etc., 65:5-6, 10
Payés aux producteurs, 58:28-30
Stabilisation, programmes, 1:14; 6:17-8, 24; 11:10, 16, 18-9; 23:19; 32:10, 12; 61:6, 24-6; 66:13, 40; 67:13, 18; 99:10-1, 17
Fonds, affectation, produits visés, etc., 112:29-30
GM-100, nouveau concept, 11:16
Production
Accroissement, 37:22; 78:33
Information, services, prévisions météorologiques, utilisation, etc., 32:6
Pour l'exportation, 54:32
Promotion, publicité, etc., 74:39-40
Recherche, Saint-Jean, Qué, 30:5
Transformation, secteur, mainmise étrangère, etc., 76:34
Transport, 32:9
Utilisation à la production d'énergie. *Voir* Énergie, ressources, recherche de nouvelles sources—Éthanol, production
Voir aussi Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négociations, Genève; États-Unis

Produits laitiers
Beurre, 5:13; 10:9, 13, 16-7; 15:34-5, 37-9, 44-5, 49; 23:11; 33:14; 35:11; 41:4; 47:18; 75:21; 102:5, 16-7, 28-9; 108:17
Commercialisation
Recherche, fonds alloués, 15:18-9
Voir aussi Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négociations, Genève
Consommation, baisse, 75:4
Crème, producteurs, subvention spéciale, possibilité, 102:25-6
Crème glacée, 15:38
Demande, fluctuations, 102:5, 13-7
États-Unis, exportations, augmentation, répercussions, 94:13
Exportations, quotas, 75:19
Voir aussi Commission canadienne du lait
Fromage, 10:17, 20, 23-4, 27-8; 15:17-8, 38, 40-1, 48; 33:20; 75:10, 16, 18-20; 102:17-8
Importations, quotas, baisse, GATT, négociations, 94:24-5
Importations, 113:18
Inspection, services, 27:5
Lait de chèvre, 87:58
Nouveaux produits
Développement, 94:24
Exportations, emballage, etc., 6:9; 13:15; 15:18
Recherche, fonds alloués, 5:12
Petit lait de fromage, utilisation, traitement, etc., recherche, 30:14-6
Prix, 22:5; 66:25; 75:21
Augmentation, programme de restrictions à 6% et 5%, application, 102:6
Production, réglementation, comparaison avec les États-Unis, 62:27-8
Production, surplus, limitation, 105:15-8
Entente internationale, 108:22-4
États-Unis, Nouvelle-Zélande, etc., situation, 108:16-7, 21-3
Promotion, programme, fonds alloués, etc., 5:12-3; 6:9; 10:4-5; 15:33-4, 36-7, 42, 45-6; 20:28-30; 23:20; 33:12; 75:16, 20-1; 102:28-9
Situation aux États-Unis, répercussions sur les prix, etc., 75:5, 15, 25-6
Surplus mondial, 15:49

Produits laitiers—*Suite*
Surproduction, frais, compensation, 102:5, 26
Yogourt, 15:47-8

Progressiste conservateur, parti. *Voir* Agriculture, ministère—Fonds alloués; Boeuf—Importations, comité consultatif; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Mesure législative

Proulx, M. A.E. (secrétaire général, Office de stabilisation des prix agricoles)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 14:11-3, 16-20, 22-5

Proulx, M. Jacques (président, Union des producteurs agricoles)
Canagrex, société, Loi, 63:5-32

Provinces de l'Atlantique. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Fonds alloués; Céréales de provende et fourrage; Universités et collèges, recherche—Collèges de médecine vétérinaire—Construction

Provinces de l'Ouest. *Voir* Sécheresse; Terres—Terres agricoles

Provinces des Prairies. *Voir* Boeuf—Industrie; Céréales de provende et fourrage—Prix

Prussky, M. Larry (président, Prime Packers Ltd., Comité sur l'importation de la viande de l'Association des Importateurs canadiens Inc.)
Viande, importation, Loi, 36:4-9, 11-27

Québec, province
Garon, M. Jean, ministre de l'Agriculture, allusions, 47:20-1
Voir aussi Agriculteurs—Situation—Ontario; Agriculture—Recherche et développement, programmes; Agriculture, ministère—Fonds, affectation—Ontario; Céréales de provende et fourrage; Crédit agricole, Société—Prêts—Défauts de remboursement; Fruits et légumes—Pommes; Soya—Usine d'extraction, mise en place; Terres agricoles

Québec, Régie des marchés agricoles. *Voir* Industrie laitière

Québec, Union des producteurs agricoles (U.P.A.). *Voir* Céréales—Récoltes, paiements anticipés, programme—Québec; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution; Viande, importation, mesure législative—Comparution de divers organismes, associations, etc.

Questions de Règlement. *Voir* Procédure

Quotas. *Voir* Agriculture; Lait

Radio-Canada, émission *Country-Canada. Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Comparaisons avec d'autres pays

Radke, M. *Voir* Céréales—Transport—Coordonnateur

Rage, vaccin oral, recherches, 92:15; 93:4
Voir aussi Appendices—Agriculture, ministère

Rapport Blackwell. *Voir* ECON Consulting Ltd., compagnie céréalière, faillite

Rapports à la Chambre
Premier, 2:28; deuxième, 4:7; troisième, 8:9; quatrième, 13:35; cinquième, 47:4-5; sixième, 52:45; septième, 89:3-7; huitième, 90:4; neuvième, 97:3; dixième, déclaré irrecevable par le Président de la Chambre, 111:3-4
Voir aussi Procédure et questions de Règlement—Voyage à l'intérieur du Canada

Rapports à la Chambre—*Suite*
Premier—*Suite*

Raytrowski, M. Ted (président, Ontario Flue-Cured Tobacco Growers' Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 74:4-10, 13-43

Recherche et développement. *Voir* Agriculture; Universités et collèges; Volaille

Récoltes, paiements anticipés, programme. *Voir* Céréales; Pommes de terre

Reed, M. I. (directeur général, Opérations d'inspection vétérinaire, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 9:13-5, 32-3

Réglementation et inspection agro-alimentaire, programme
Effectifs, fonds alloués, etc., 27:4-5
Exposé de M. McGowan, 27:4-7

Reid, M. R. (directeur, Protection de la santé des animaux, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 27:10-1, 22-6
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 16:16; 17:7
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 93:24-8

RELAIS, programme. *Voir* Emploi, création

Relations fédérales-provinciales
Développement régional et des affaires internationales, rôle, etc., 31:6, 15-6, 23-4
Programmes à frais partagés
Agriculture, recherches, Québec, etc., 19:14, 17-8
Colombie-Britannique, quote-part, annulation, 14:7-8
Position des provinces, 6:18, 24-5
Voir aussi Assurance-récolte; Bétail
Recherche, 30:24
Voir aussi Conférences fédérales-provinciales

Renwick, M. W. (vice-président, Conseil du mouton du Canada)
Viande, importation, Loi, 35:13, 16-7, 19, 23

Rétablissement agricole des Prairies, Administration. *Voir* Administration du rétablissement agricole des Prairies

Richardson, M. David (membre, Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange)
Canagrex, société, Loi, 78:5-7, 10, 13-4, 19, 26, 30-1, 33

Riel, M. R.R. (coordonnateur des recherches, Production, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 12:25-6
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 30:9-10, 14-6

Riis, M. Nelson A. (Kamloops—Shuswap)
Australie, viande, 44:21-2
Bétail, 44:20
Commerce, 44:18
Viande, importation, Loi, 44:19-22

Riley, M. K.P. (directeur, Conseiller financier, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère

Riley—*Suite*
Agriculture, ministère—*Suite*
Budget principal 1980-1981, 9:19-20
Budget principal 1981-1982, 27:18-9
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 16:5-6

Roberts, M. E.J. (vice-président, Conseil des viandes du Canada)
Viande, importation, Loi, 34:7-12, 14, 16-8, 27-9, 31, 33

Rogers Food of Amstrong. *Voir* Aménagement rural et développement agricole, programme

Ronald A. Chisholm, Ltd.
Statut, activités, rôle, etc., 56:13-5, 28
Voir aussi Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Ross, M. A. (sous-ministre adjoint, Direction générale des affaires financières et administratives, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1983-1984, 113:25-6

Rossi, M. Carlo (Bourassa; secrétaire parlementaire du ministre d'État (Multiculturalisme))
Procédure, 80:16-7, 19

Ryan, M. J.E. (directeur, Division d'affaires financières et administratives, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 12:10-1
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 30:12

Sainte-Anne-de-Bellevue, Qué. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Laboratoires—Construction

Sainte-Anne de la Pocatière, Qué. *Voir* Universités et collèges, recherche—Laboratoires

Saint-Hyacinthe, Qué. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Laboratoires—Construction et/ou rénovation—Ste-Anne-de-Bellevue, Qué., déménagement; Zootechnie, Institut de recherches

Saint-Jean, Qué. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Laboratoires—Construction

Salmonellose, recherche et dépistage, programme, 9:21-3

Saretsky, M. Tony (secrétaire-trésorier et directeur général, Alberta Canada All Breeds Association)
Canagrex, société, Loi, 67:5-7, 10-3, 16-7, 19-21, 23-4, 26-32

Sargeant, M. Terry (Selkirk—Interlake)
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 73:8-13
Céréales, 73:11-2
ECON Consulting Ltd., compagnie céréalière, faillite, 73:9-13

Sarrasin. *Voir* Céréales

Saskatchewan
Économie, situation, 113:41-2
Regina et Moose Jaw, conditions d'induction d'eau, étude de l'ARAP, 107:9-10, 12
Voir aussi Crédit agricole—Prêts; Fermes; Sécheresse—Provinces de l'Ouest—Plans d'urgence, programmes d'aide; Terres—Terres agricoles; Volaille—Industrie

Saskatoon, Sask. *Voir* Agriculture—Symposium; Universités et collèges, recherche—Collèges de médecine vétérinaire

Saynor, M. Don (directeur, Alberta Cattle Feeders' Association)
Canagrex, société, Loi, 72:8-9, 11-5, 17-9

Schellenberger, M. Stan (Wetaskiwin)
Agriculteurs, 90:28
Agriculture, ministère, 84:34-5; 112:15-7; 113:48-9; 114:30-1
Budget principal 1980-1981, 6:10-3
Budget principal 1981-1982, 22:25-30
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 112:5-6, 13-7; 113:28-32, 48-9; 114:20-2, 26-7, 30-1
Améliorations agricoles, prêts, 2:19-22
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:10, 19-22
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:13-4
Bétail, 6:10-3
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1979-1980, étude, 26:32-4
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:9-12, 17-8, 43-4
Canagrex, société, Loi, 82:14-7; 85:8-10, 15-7, 34-5; 86:11-23, 29-36, 40-1; 87:17; 88:7; 89:28, 49-50
Céréales, 26:33-4; 115:9-11, 43-4
Céréales de provende et fourrage, 3:16; 7:20-1; 112:13-5; 114:20-2; 115:11-2
Chemins de fer, 26:33
Crédit agricole, Société, 90:22, 28-9, 33
Denrées alimentaires, prix, 22:25
Développement régional, ententes auxiliaires, fonds alloués, 112:16-7
Élévateurs à grain, 26:33
Industrie et Commerce, ministère, 86:16-7, 19
Machineries agricoles, 2:19-21
Office canadien des provendes, budget principal 1980-1981, 7:19-22
Porc, 22:26
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:27-9, 33-4
Prix à la consommation, indice, 34:21
Procédure, 2:10; 22:29-30; 35:4; 80:14, 17-9, 22-3, 26-8; 81:5, 7-17; 83:7-8, 10-2, 16-7, 24-7, 31, 35; 85:15-7; 87:27, 29; 90:27; 113:28; 114:18; 115:15
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 26:33
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 82:14-7; 85:8-10, 15; 85:34-5; 86:11-23, 29-36, 40-1; 87:17; 89:49-50
Tarifs-marchandises, Pas du Nid-de-Corbeau, 26:33
Viande, 22:25-8; 34:18, 21-3; 114:26-7
Viande, importation, Loi, 34:20-3; 36:14-5
Volaille, 22:26; 34:22

Schmidt, M. Dallas. *Voir* Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Mesure législative—Ministres de l'Agriculture, position

Schroder, M. Jim (Guelph; secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et ministre chargé des Sciences et de la Technologie)
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 68:23, 25-7
Bétail, 68:23
Vétérinaires, 68:26-7

Schultz, M. Oscar (membre, Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires)
Canagrex, société, Loi, 58:14-5, 17, 19, 23

Scott, M. Geoff (Hamilton—Wentworth)
Canagrex, société, Loi, 76:39-40
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 76:39-40

Scott Poultry Co-Operative Association. *Voir* Volaille—Dindon

Séance d'organisation. *Voir* Procédure et questions de Règlement

Sécheresse
Ontario, région du nord-ouest, 1:17; 15:17; 66:13
Plan d'urgence, fonds alloués, 21:8; 23:20
Provinces de l'Ouest, 3:22-3; 6:18; 7:5; 8:7-8, 14-5; 12:17; 28:4-5
Administration du rétablissement agricole des Prairies, programme, 1:29-31, 36-7; 4:20, 25; 16:15; 22:9, 11, 18, 21; 23:8-9, 17; 31:15; 107:16-7
Assistance, programme, partage des coûts, etc., plan de 1977, 1:22-4, 26
Bétail
Transfert vers d'autres pâturages, 1:23; 5:14-5
Troupeaux, entretien, programme, 13:27; 15:6-7, 29-31; 16:13, 15, 23; 22:6-8, 10-1, 13-4, 18-22; 23:6-10, 17-8; 26:24-6, 33-4; 31:23; 34:5
Et assurance-récolte, programme, comparaison, 22:13, 18-9
Ventes, revenus, report aux fins d'impôt, 1:29, 31; 5:14-5
Ventes forcées, répercussions sur les prix, etc., 4:25-6; 5:14-5
Bovins d'engrais de l'Ouest expédiés en Ontario ou au Québec, mesures, 1:29, 31-2, 34; 4:20, 22-5
Céréales de provende et fourrage, approvisionnement, 1:17, 23-4, 31; 4:21, 25; 5:14; 10:7; 12, 29-31; 16:13-5, 23; 22:7, 10, 21; 26:23-4
Fourrages verts, programme, 4:21, 23
Importations des États-Unis, transports, subventions, sénateur Argue, position, etc., 7:16
Luzerne, verticilliose, danger, 5:16-7
Manitoba, 4:19-21, 23; 13:26-7; 22:10
Groupe d'étude, composition, rôle, etc., 1:32-3, 35; 22:6
Groupe d'étude, rapport, 1:24, 30-1, 33; 4:19, 26; 8:7
Plans d'urgence, programmes d'aide, ententes fédérales-provinciales, 16:5, 7, 14-5; 22:6-9; 66:13
Alberta, 16:13-5
Manitoba, 22:10
Saskatchewan, 22:11
Prévention, mesures, forage de puits, pompage d'eau, etc., 1:17, 23; 4:23; 34:5
Programmes d'aide, ministère responsable, 4:24

Semences
Exportations, Conseil canadien de l'horticulture, rôle, 95:17
Graines de semence, qualité, normes, Hollande, 59:29
Recherche, contrôle, etc., 9:11, 17
Semences importées, maladies, dépistage, programme, 17:8-9
Voir aussi Céréales de provende et fourrage—Maïs; Fruits et légumes—Oignons
Voir aussi Pommes de terre

Semences, modification de la loi, 5:7; 91:23-4

Serres
Culture, recherches, etc., 104:15-7
Voir aussi Union soviétique—Agriculture, situation

Silos. *Voir* Céréales de provende et fourrage

Sirop d'érable
Beurre d'érable, etc., commercialisation, Canagrex, création, répercussions, 53:27-8; 54:24-5, 27; 55:16; 57:23; 62:27; 63:15, 23; 64:25; 69:20-1; 72:16
Commercialisation, 77:20
Système SYSVAC, utilisation, etc., 32:21-3
Producteurs, assistance, prêts sans intérêt, etc., 22:5; 48:7-8, 10; 55:16

Sirop d'érable—*Suite*
Surplus, utilisation, recherche, 30:20

Sloan, Mme Dorothy (secrétaire-gérant, Conseil du mouton du Canada)
Viande, importation, Loi, 35:25

Smith, M. Grant (Dairy Farmers of Canada, membre du conseil de direction de la Fédération canadienne de l'agriculture)
Viande, importation, Loi, 37:34

Smith, M. Russel E. (directeur, Flax Growers Western Canada)
Canagrex, société, Loi, 64:7, 9-10, 14-9, 21, 23, 25-6

Société agricole du Canada. *Voir* Prêts agricoles bonifiés, mesure législative

Société canadienne d'exportation des produits agricoles (Canagrex)
Abolition par décret du conseil, 69:13; 81:20; 89:34-5, 40
Adhésion volontaire, système, 70:34-5; 72:6, 12
Alberta, députés provinciaux, manque d'information, 67:9-10, 25
Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution, 81:24-6; 84:11, 20-2, 25-7, 33; 87:10-2, 15-6, 21-2
Agriculture, Fédération canadienne, 37:4-41; 55:4-23
Alberta Beekeepers' Association, 77:4-6, 11-5, 17, 20
Alberta Canada All Breeds Association, 67:5-7, 10-3, 16-21, 23-4, 26-9, 32
Alberta Canola Growers' Association, 62:5-28
Alberta Cattle Commission, 69:32-4, 36-8, 43-8
Alberta Cattle Feeders' Association, 72:4-24
Alberta Swine Breeders' Association, 70:15-27
Canada Packers Ltd., 56:9-13, 25-7
Consommateurs du Canada, Association, 76:4-40
Cultivateurs, Syndicat national, 61:4-32
Éleveurs de bétail, Association canadienne, 69:27-52
Exportation, Association canadienne, 56:5-37
Horticulture, Conseil canadien, 70:5-15
Île-du-Prince-Édouard, pommes de terre, Office de commercialisation, 79:4-30
Industrie et Commerce, ministère, 74:9
Lin, producteurs de l'Ouest du Canada, 64:4-29
Manitoba Cattle Producers' Association, 70:28-51
Nouveau-Brunswick, pomme de terre, Agence, 59:17-36
Ontario, graines de soya, producteurs, Office de commercialisation, 77:6-10, 15-7; 80:5-8
Ontario Bean Producers' Marketing Board, 64:29-50
Ontario Flue-Cured Tobacco Growers' Marketing Board, 74:4-10, 13-43
Ontario Wheat Producers' Marketing Board, 74:10-2, 14-5, 19, 30-1
Palliser Wheat Grower's Association, 64:4-31
Pommes de terre de l'Est du Canada, producteurs, Conseil, 59:5-7, 10, 12-3, 16-7, 32, 36-7
Porc, Conseil canadien, 69:4-26, 47-8
Produits alimentaires, manufacturiers, Association canadienne, 58:4-17, 25-6, 28-9, 31, 34-5
Québec, Union des producteurs agricoles, 63:5-33
Ronald A. Chisholm Ltée, 56:13-6
Viandes du Canada, Conseil, 57:4-26
Western Barley Growers' Association, 60:4-7, 9, 11-2, 15-6, 19-20, 22-4
Western Stockgrower's Association, 67:4-5, 7-9, 11-2, 14-9, 21-7
Winnipeg Commodity Exchange, expéditeurs et exportateurs, Association, 78:4-38
Attributions et politiques comparatives. *Voir* Appendices
Bureau central et administration, 54:32-3

Société canadienne d'exportation des produits...—*Suite*
Comité consultatif, 53:8, 25; 54:39-40; 114:16-7
Comparaison avec d'autres pays, 53:8, 12, 20-1; 56:7-8; 57:24-6; 69:29; 70:30; 81:22
Comparaison avec les États-Unis, 82:17-9, 37-9; 87:12, 16-8, 20, 31-3, 35
Comptes, vérification par le Vérificateur général, 84:25; 87:38, 50
Concurrence, 53:13, 15, 19, 30-1, 34; 54:5-6, 26, 28; 55:11; 56:6, 16, 27-9; 57:6, 21-4; 58:7-8, 10, 12-3, 16, 18, 28; 60:10; 61:25; 63:20-1, 29-30, 32-3; 64:12, 16; 65:6; 67:6-7, 13-5, 17, 23-4, 27; 69:24-5, 28-9, 32, 40, 42; 70:36-7, 41, 45-6; 72:14; 76:5, 9, 11-2, 16, 23-4, 26; 78:5, 16-7, 20-1, 27, 30-1, 33; 81:20-1, 29; 82:15-7, 26; 84:47; 87:39, 48; 89:24-5
Communauté économique européenne, 60:8, 15; 87:9, 50
Conseil consultatif, création, etc., 59:6-7, 13-4, 37; 64:13; 76:17; 86:9, 28; 114:17
Conseil d'administration, composition, traitements, provinces, représentation, etc., 53:11, 24-5; 54:4, 11, 13-4, 39-40; 55:5-6, 10-1, 14; 56:7; 57:6; 58:8, 32-4; 59:6, 12, 16, 36-9; 63:5-6, 10-1, 13-4, 21, 26, 33; 64:12-3, 17-8; 69:6-7, 12-5, 32-4, 26; 70:6, 8-11, 28-9, 45-50; 74:27-8, 34-5; 79:5-6; 81:20, 27; 82:27, 33; 84:13, 27, 45, 52-4, 62-3; 85:11, 22-9, 33-4; 86:7-9, 11-22, 29-42; 87:38, 40-2; 114:16-7
Président, nomination, fonctions, etc., 85:19-23, 30-3
Président, Stollery, M., 114:16
Structure proposée. *Voir* Appendices
Contrôle et imputabilité, 53:8-9, 13; 54:16-8; 76:8, 17
Création, 1:14-5; 13:14, 22; 15:42; 21:9, 12, 14-5, 18; 22:29; 32:24-5; 33:14; 34:5, 9-10, 24; 35:10; 37:11; 53:5, 9, 11-2, 14, 16-7, 21, 25, 33; 54:4, 12-3, 20-2, 36-8; 55:11, 27; 57:15; 63:13, 18; 67:26; 69:22-3, 47; 76:34, 39-40; 81:19; 84:27-30, 32-4, 80-5
Alberta Report, magazine, article paru, 80:15-6; 81:19; 85:28-9
Cartels multinationaux, position, magazine *Maclean's* du 19 avril 1982, article de Gordon Legge, 74:16-8, 38-9
Colombie-Britannique, Office de commercialisation des fruits, position, 54:4-6
Maclean's, magazine, article paru, 80:15-6; 81:18
Office du tabac de l'Ontario, position, 54:12-3, 40
Denrées alimentaires subventionnées, exclusion, 61:30-1; 72:20, 22; 82:9-10
Échanges commerciaux, accords de troc, etc., inclusion, 61:7, 12-3; 64:34, 36-8, 46; 70:11-2, 23; 74:8, 25-6; 81:27-8; 84:24
Entreprises, coparticipation, 82:32-4; 84:82, 86; 87:61-4; 89:18-21, 23, 26, 29-30
Financement, 53:10-1, 14-6; 55:18; 63:8-9, 14-5, 18-9; 70:41; 76:8-9; 81:20; 84:25; 87:51; 89:32-3, 35, 37
Fonds, administration, profits, répartition, etc., 54:18-9, 28, 31-2; 55:18; 76:18, 22
Fonds, affectation, 69:20-1; 74:26, 32-3; 79:22; 82:34-7; 84:27-8; 87:36; 114:15-6
Gouvernement, provinces, organismes, producteurs, etc., collaboration, 53:17-9, 22-3; 54:5; 55:5, 8-9, 13
Juridiction, 53:22; 54:34-5
Boeuf, produits et dérivés, exclusion, 69:32, 35, 40, 43, 46, 49-50; 72:5-6, 11-3, 19
Lait et/ou céréales, exclusion, 60:20; 63:8, 27; 64:11; 78:18; 82:19; 84:22, 44, 46, 59-63; 87:44, 48, 56; 89:33
Poisson, exclusion, 84:67
Mesure législative, 62:23-7; 81:28-30; 83:13-4
Abandon, 76:36
Comité, étude, 82:8, 13, 28-32, 34-5
Ministres provinciaux de l'Agriculture, position, 85:12-9; 86:9-10
Alberta, Schmidt, M. Dallas, 85:28-9
Nouveau parti démocratique, position, 84:24-5, 37

Société canadienne d'exportation des produits...—*Suite*
Mesure législative—*Suite*
Progressiste conservateur, parti, position, 84:9-17, 48-50
Provinces, position, 89:13-6, 18, 20, 22, 40-1
Ministre responsable, 72:6, 9, 19; 76:5; 82:21, 38-9; 83:26-9; 84:11, 16, 28, 82; 86:36-7, 43; 89:50
Offices de commercialisation, relations, 61:26-7; 63:8, 15; 64:34; 69:6, 26; 82:22-5; 84:10, 67-8, 71; 87:43-4, 55-6
Plan triennal, 53:14-5; 54:6, 13, 34; 55:5, 14; 56:7; 63:9; 64:8; 70:6, 8; 76:18; 81:20, 29; 84:84; 89:19
Rapport annuel, 76:14; 81:29; 82:7, 35
Comité, étude, 54:17; 61:7, 9-10, 29-30, 32; 64:50; 84:13; 87:38, 50, 52-3, 70
Présentation, 53:9, 11; 54:17
Représentants commerciaux à l'étranger, formation, système, inclusion, 77:10
Rôle, mandat, objectifs, pouvoirs, etc., 53:5-9, 11, 14, 23-5, 27-9, 31-5; 54:8-10, 15, 26, 40-1; 55:6, 9, 11-2, 15; 56:27; 57:6, 10, 15-7, 24-6; 58:7-10, 17-22, 25-34; 59:30-4, 38-9; 60:8-10, 23; 61:6, 27-9; 62:8, 11, 20, 26; 63:6-8, 19-26, 28, 30-2; 64:6-7, 13, 15-8, 24, 26-8, 36, 46-7; 65:7, 10, 21-3; 67:4-5, 8, 12-9; 69:7-8, 23-6, 28, 32-3, 40, 43-4, 48-9; 70:13-4, 16, 18, 21, 23, 29-30, 37, 42-5; 72:5, 8-10, 14-5; 74:15-6, 19, 23-5, 27-8, 32-3, 35; 76:6-9, 11-3, 22, 24, 26-7, 35-6; 77:5, 19; 78:5, 11-3, 17-8, 20, 26-7; 79:22-3, 25-6; 80:5; 81:23-7; 82:5, 10-1, 14, 19-27, 37; 84:10-7, 26-7, 32, 36, 49, 51, 55-6, 58-9, 61-3, 70-1; 85:5, 8, 15; 86:10, 31; 87:9-27, 31-49, 56-8; 89:12-3, 22-7, 41-3, 49-51
Ministre, pouvoir discrétionnaire, 58:10; 65:27
Siège social, 89:35-6
Voir aussi Canagrex, société, Loi; Céréales de provende et fourrage—Orge, exportations; Denrées alimentaires—Denrées périssables, commercialisation; Denrées alimentaires, industrie; Fruits et légumes—Conditionnement, commercialisation *et* Haricots—Commercialisation *et* Pommes—Commercialisation; Sirop d'érable—Beurre d'érable, etc., commercialisation; Viande—Exportations

Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), habitations saisies, vente, Multiple Listing Service, utilisation, 93:15

Société du crédit agricole. *Voir* Crédit agricole, Société

Société québécoise d'initiative agro-alimentaire (SOQUIA). *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Québec; SODISPRO

Sociétés de la Couronne
Conseil d'administration, 86:11
Création, 62:11; 63:19; 64:7; 69:20; 78:33; 79:22
McBain Foods Limited, Florenceville, N.-B., position, 84:74-5, 77
Voir aussi Produits de ferme—Commercialisation—Secteur privé
Pouvoirs, 86:10-1
Rôle, mandat, financement, etc., 53:12-3, 16; 55:19-22; 56:34; 57:18-9; 85:20-1
Voir aussi Commerce—International; Conflits d'intérêt, règlements

SODISPRO (propriété de SOQUIA et de C.C.F.), relance, Commission canadienne du lait, participation, 94:18-20

Sonneveld, M. Gus (vice-président, Office canadien des provendes)
Agriculture, ministère, budget principal 1982-1983, 71:14-9
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:9, 20-1, 24-5
Office canadien des provendes, budget principal 1980-1981, 7:12-6, 26-7

Sonneveld—*Suite*
Office canadien des provendes, budget principal—*Suite*
1981-1982, 28:10-2, 24-9, 31-2
1983-1984, 105:16-8, 31-2

SOQUIA. *Voir* Société québécoise d'initiative agro-alimentaire

Sous-comité du programme et de la procédure. *Voir* Procédure et questions de Règlement—Comité directeur

Soya
Allusions diverses, 62:21-2; 78:23
Commercialisation, 73:27; 77:16
Missions commerciales, représentants à l'étranger, etc., 77:16
Exportations
Canagrex, rôle, etc., 80:6-8; 84:33
Classification, normes, etc., 77:15-6
Et importations, 5:33-4; 18:10-2
GATT, négociations, répercussions, etc., 77:8-9
Importations, 77:7
Ontario, production, 77:7
Recherche, 19:13-4; 30:19, 21, 23
Usine d'extraction, mise en place au Québec, 19:21-2
Vente au Japon, 56:9-10, 32-3; 62:14; 77:8-9; 80:6

Soya, graines, Office de commercialisation des producteurs de l'Ontario. *Voir* Ontario, graines de soya, producteurs, Office de commercialisation

Sparrow, M. Herbert O. (sénateur, président du Comité sénatorial permanent de l'Agriculture)
Union soviétique, délégation parlementaire, visite au Canada, 110:5-6, 15

Stokely Van Camp of Canada Ltd. *Voir* Denrées alimentaires—Exportations

Strain, M. Ted (président, Syndicat national des cultivateurs)
Viande, importation, Loi, 40:4-25

Sucre
Politique nationale, 68:20-1
Prix, comparaison avec les États-Unis, etc., 82:37

Sucre, industrie, 87:34

Summerland, C.-B. *Voir* Agriculture—Recherche et développement, programmes—Laboratoires—Construction; Universités et collèges, recherche—Laboratoires

Supermarchés. *Voir* Chaînes d'alimentation

Swartz, M. C.E. (président, Sous-comité sur la société Canagrex; Shippers' and Exporters' Association of the Winnipeg Commodity Exchange)
Canagrex, société, Loi, 78:8-12, 19, 22, 25-8, 31-3

Swift Current, Ont. *Voir* Volaille—Dinde—Reproduction

Syndicat national des cultivateurs. *Voir* Cultivateurs, Syndicat national

Système métrique, conversion, programme
Bétail, 34:12-3, 27-8
Fruits et légumes, 58:21-2
Herbicides et pesticides, 27:16-7, 19
Viande, 27:19-20; 34:6, 12-3
Voir aussi Porc—Bacon

SYSVAC, système. *Voir* Sirop d'érable—Commercialisation

Tabac
Commercialisation, qualité, normes, etc., 74:20-3, 29
Culture au Canada, 74:5-6
Exportations, Canagrex, répercussions, 74:15-6, 31-2, 34; 84:33-4
Exportations, prix, etc., 55:19; 62:27; 74:5-9, 13-4
Hybridation, recherches, 12:31
Moisissure bleue, dommages, mesures pour y remédier, etc., 68:15-6
Producteurs de tabac, prêts sans intérêt, programme, 48:29, 49:29
Taxe d'accise, 74:8-9
Vente à Cuba, 74:18
Vente à l'Égypte, 74:6; 84:43
Vente au Japon, 74:8, 31

Tabac, industrie
Cartels multinationaux, contrôles, etc., 74:16-8, 37; 76:34
Profits excessifs, 74:18-9
Situation, étude, rapport, 74:9
Voir aussi Produit national brut

Tanzanie
Président Nyerere et M. Whelan, rencontre, 4:8
Voir aussi Pays en voie de développement—Agriculture, amélioration, programme

Tardif, M. Alain (Richmond—Wolfe)
Agriculture, ministère, 23:12
Budget principal 1980-1981, 12:14-7, 28-9
Budget principal 1981-1982, 23:10-3
Agriculture, recherche et développement, programmes, 12:28-9
Céréales, 12:29
Commerce, 23:10
Commission canadienne du lait, budget principal 1980-1981, 10:25-7
Commission canadienne du lait, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:36-8, 47-8, 51
Énergie, ressources, recherche de nouvelles sources, 12:14-7; 23:10
Lait, 10:25-7; 15:38, 48, 51
Moutons, 23:10
Porc, 12:29
Produits laitiers, 15:36-8, 47

Tarifs des douanes. *Voir* Agneau; Fruits et légumes—Tomates

Tarifs-Marchandises
Céréales et produits à base de céréales, 7:8, 18, 22-3; 28:9, 26; 52:15
Pas du Nid-de-Corbeau, modification, etc., 3:15; 4:22; 7:22; 11:5; 13:16-8; 20:9, 19, 21-2, 24-6, 31-3; 23:18-9; 58:23; 64:23; 71:14, 21; 73:3; 106:14-5
Agriculteurs, position, 99:25-6; 106:8-11
Gilson, rapport, 99:30-1; 103:32-3; 105:18
Publicité dans les journaux, fonds, provenance, 99:26-30
Répercussions sur les provinces maritimes, 105:11, 17-9
Sénateur Argue, position, 20:21; 23:18; 26:33, 35-6, 42
Voir aussi Porc—Provinces de l'Est
Produits chimiques, engrais, etc., 47:29
Réduction, 76:6
Voir aussi Colza et produits du colza—Prix; Viande

Taxe d'accise. *Voir* Tabac

Taxe d'accise, modification de la loi, 30:26

Taylor, M. Gordon (Bow River)
Agriculture, 19:19-20
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 5:7-10
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 14:24-6; 15:8-12; 17:12-4; 19:19-21

Taylor, M. Gordon—*Suite*
Apiculture, 84:44-5
Assurance-récolte, 17:12-4
Blé, Commission canadienne, 29:27
Canagrex, société, Loi, 64:18-20, 28-9; 84:44-7
Canaux d'irrigation, 19:21
Céréales, 5:9; 18:27-8; 29:27-8
Céréales de provende et fourrage, 8:14; 14:25; 15:9-12; 18:12
Chemins de fer, 29:28-9
Commission canadienne des grains, budget principal 1981-1982, 29:27-9
Commission canadienne des grains, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:12, 23, 28-9
Commission canadienne du lait, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:35-6, 39, 46-7
Conseil canadien des grains, conférence, 9:8
Lait, 15:35, 47
Lin, 64:18-20, 28-9
Offices de commercialisation, 64:18
Pommes de terre, 84:46
Porc, 14:24-5; 15:8-9; 84:44-5
Procédure, 8:10-1, 14; 14:26; 18:23; 84:8, 19, 37-8
Produits laitiers, 15:36
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 64:18; 84:44-7
Système métrique, conversion, programme, 34:27-8
Terre, 19:20-1
Viande, 5:7-9; 34:26
Viande, importation, Loi, 34:26-8

Teeter, M. Michael (adjoint de direction, Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires)
Canagrex, société, Loi, 58:33-4

Télévision, Télidon, système, utilisation
Développement à travers le Canada, 21:19-20
Maple Leaf, société, Windsor, Ont., huilerie, 21:21

Télidon, système. *Voir* Télévision

Terrains, coût, augmentation. *Voir* Élévateurs à grain

Terre végétale, enlevée et replacée, valeur productive, étude, rapport, 19:20-1

Terre-Neuve. *Voir* Poisson salé, Office canadien

Terres
Provinces, juridiction, 87:26-7
Terres agricoles
Acquisition par le gouvernement dans le cadre de Canagrex, etc., 76:12; 84:82, 85; 87:12, 24-5
Alberta, 87:12, 18, 25
Appauvrissement, cultures continues, répercussions, 93:8
Conservation, drainage, ARAP, études, programmes, etc., 107:11-2, 15, 26
Rapport, novembre 1982, 107:17
Conservation, programmes, mise sur pied, 104:21-3; 107:21-4
Jachères d'été, élimination, 107:6, 1-8
Méthodes de culture, 107:19
Prix, etc., 5:30; 12:31-2; 13:28-9; 40:24-5; 49:8, 13, 18, 26-7, 32-3; 50:4, 6-7; 51:14-5, 25-8; 52:15-8, 20, 23-4; 66:25
Provinces de l'Ouest, drainage, système, 31:14-5
Salinité, problème, 91:25; 103:11; 107:6, 14
Tuiles de drainage, efficacité, etc., 107:14-5
Saskatchewan, 87:25
Valeur, diminution, Université du Manitoba, étude, 107:21-2

Terres—*Suite*
Terres agricoles—*Suite*
Ventes à des intérêts étrangers, 87:26
Voir aussi Crédit agricole—Demandes
Terres marginales, documentation, etc., 12:27
Terres marginales, mise en valeur, projet, 91:25-8

Territoires du Nord-Ouest. *Voir* Agriculture

Tessier, M. Claude (Mégantic—Compton—Stanstead; président)
Agriculture, 12:20-1; 66:44; 103:31-2
Agriculture, ministère, 13:13; 22:23-4; 114:12-3
Budget principal
1980-1981, 6:8-10; 9:15-8; 12:20-1, 31-2; 13:12-5
1981-1982, 22:22-4
1982-1983, 66:44-6
1983-1984, 103:31-3
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:28; 92:20-1
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 114:12-3
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:8-9
Bétail, 91:28; 105:20
Canagrex, société, Loi, 53:25-8; 54:34-6; 63:26-7, 33
Céréales de provende et fourrage, 105:20
Commission canadienne des grains, budget principal 1983-1984, 106:8-11
Commission canadienne du lait, 6:9-10; 15:33; 53:25; 54:35-6
Budget principal 1980-1981, 10:9, 11-2, 28
Budget principal 1983-1984, 102:10-3; 108:18-21
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:33-5, 41-2, 50-1
Crédit agricole, 66:46; 101:27; 109:20
Crédit agricole, modification de la loi, 101:25
Crédit agricole, Société, 109:21-3, 28-9, 39
Budget principal 1983-1984, 101:25-7; 109:20-3, 28-30, 39
Denrées alimentaires, 9:15-7
Élection à titre de président, 1:9
Démission, 9:6-7
Expositions et foires agricoles, 48:7-8; 66:45
Fermes expérimentales, 92:20-1
Fonction publique, 22:22-3
Holstein, cercle, 92:20
Lait, 6:8; 10:11-2; 15:34, 50-1; 102:10-3; 108:20-1
Lait, industrie, 6:8; 10:9, 13:14-5, 15:34-5, 50
Ministères et agences gouvernementales, 54:35-6
Office canadien des provendes, 6:10; 105:20
Budget principal 1983-1984, 105:20, 23
Pistes de course, 9:17-8
Porc, 13:12
Procédure, 1:9; 10:28-9; 46:20; 48:29, 33; 54:34; 62:4; 63:5; 80:26-8; 81:6-8, 10, 14-5, 17-8; 82:6; 85:26; 86:24, 43-5; 88:10, 15-6; 106:10; 114:12, 18-20
Sirop d'érable, 48:7-8; 53:27-8
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 15:42; 53:24-5, 27; 54:34; 63:26-7, 33
Tarifs-marchandises, 103:32-3
Terres agricoles, 12:31-2
Viande, importation, Loi, 46:20

Thacker, M. Blaine A. (Lethbridge—Foothills)
Agriculteurs, 47:28-30
Agriculture, 66:47
Recherche et développement, programmes, 5:21-2; 9:18; 12:7; 66:48-9; 91:24; 103:28-31
Agriculture, ministère, 66:46-7; 68:19-20; 103:34
Budget principal

Thacker, M. Blaine A.—*Suite*
Agriculture, ministère—*Suite*
Budget principal—*Suite*
1980-1981, 5:21-2; 9:18-20; 11:10-1, 17; 12:7-10, 17, 26-7; 13:34
1981-1982, 20:32-3
1982-1983, 66:46-9; 68:19-23, 28; 71:9, 11-3; 73:21-2
1983-1984, 103:28-31
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 14:7-9; 15:14-7; 16:5-7; 17:6-7
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:23-7
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 47:28-30
Réorganisation, 91:24-5
Assurance-récolte, programme, 66:49
Bétail, 9:19; 15:14-7; 17:6-7
Boissons alcooliques, 11:17
Budget, déficit, 63:18-9; 79:22
Canagrex, société, Loi, 53:21-5; 55:16-9; 60:10-1; 61:8-10; 62:25-6; 63:9, 18-20; 69:20-3; 76:9-10; 78:32-3; 79:21-3; 82:25-7; 87:60, 68-9
Céréales, 11:11; 18:24; 61:10; 73:21-3
Céréales de provende et fourrage, 7:23-4; 11:10; 60:10-1; 71:11-2
Commerce, 53:23; 79:21-2; 94:6-7
Commission canadienne des grains, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:24
Commission canadienne du lait, 94:5, 7
Budget principal 1980-1981, 10:4-6, 19
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 94:5-7, 14-5
Consommateurs du Canada, Association, 76:9-10
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 51:16-7
Crédit agricole, Société, 51:16-7
Denrées alimentaires, 9:18, 20
Énergie, ressources, 12:17
Expositions et foires agricoles, 11:10
Fruits et légumes, 14:8-9
GATT, négociations, 39:6
Grain de l'Ouest, prix, stabilisation, programme, 16:6-7
Impôt sur le revenu, 37:24-5; 47:30
Lait, 10:5-6, 19; 68:22-3; 94:14
Office canadien des provendes, 7:22
Budget principal 1980-1981, 7:22-4
Offices de commercialisation, 58:27
Plantes, producteurs, droits, 12:27; 91:23
Pommes de terre, 79:21
Procédure, 1:89; 62:19; 63:9; 78:7, 38; 82:4
Produits de ferme, 11:10; 78:32-3
Relations fédérales-provinciales, 14:7-8
Semences, modification de la loi, 91:23-4
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 53:22-4; 55:16-9; 58:25-6; 61:8-9; 62:25-6; 63:18-20; 69:20-3; 79:22; 82:25-7
Sociétés de la Couronne, 55:19; 63:19; 78:33
Sucre, 68:20-1
Tarifs-marchandises, 20:32; 47:29
Terres marginales, 12:27; 91:25-7
Universités et collèges, recherche, 12:7, 9-10
Vétérinaires, 68:27
Viande, importation, Loi, 37:24-5; 39:4-6
Volaille, 12:9

Thiesson, M. Stuart (secrétaire de direction, Syndicat national des cultivateurs)
Canagrex, société, Loi, 61:8-9, 12-3, 21-4, 26, 31

Thurm, M. Nelson (rédacteur législatif, ministère de la Justice)
Canagrex, société, Loi, 86:8, 30, 40, 43; 87:66-7

Tiers monde. *Voir* Pays en voie de développement

Toews, M. Bud (directeur, Administration des hippodromes, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1980-1981, 9:18
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 16:24-6

Tomates. *Voir* Fruits et légumes

Toole, M. D.E. (agent de prêts, Société du crédit agricole)
Crédit agricole, Société, budget principal 1983-1984, 101:11

Tourillon, M. Jules (membre, Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires)
Canagrex, société, Loi, 58:13, 20-1, 29-30

Tousignant, M. Henri (Témiscamingue; secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics)
Canagrex, société, Loi, 84:67; 85:14, 16
Procédure, 85:16-7

Towers, M. Gordon (Red Deer)
Agriculture, 68:35-8
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 9:33-4; 13:18-20, 22-3, 28, 33
1981-1982, 20:26-7; 27:19-20; 30:6-8, 16; 32:16, 18
1982-1983, 66:24; 68:29, 35-9; 73:24-7
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 14:13-5
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:23, 30-5; 92:20, 25-7
Réorganisation, 92:20
Bétail, 33:22; 67:31-2; 84:56-7
Blé, Commission canadienne, rapport annuel, 1981-1982, étude, 115:27-31
Boeuf, 20:27-8
Canagrex, société, Loi, 56:33-6; 60:15-7, 20; 61:18-22; 62:11-5, 17, 27; 64:11-3, 21-2; 67:26-8, 31-2; 84:25-7, 56-7, 64, 70-2, 74-5; 85:24-7; 89:18-21, 27
Céréales, 29:11-2; 62:11-2
Céréales de provende et fourrage, 13:19-21, 33; 14:13-5; 28:9-13; 60:16-7; 73:25-7; 91:30-3; 92:25-7; 115:27-9
Colza et produits du colza, 18:14, 27; 29:12-3, 30-1; 62:12-5, 17; 73:26-7
Commerce, 56:34-6; 61:21
Commission canadienne des grains, budget principal 1981-1982, 29:11-3, 24, 30-1, 33
Commission canadienne des grains, budget supplémentaire (B) 1980-1981, 18:13-4, 22-4, 27-8
Commission canadienne du lait, 91:23
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 52:20-2
Crédit agricole, Société, 52:20-1
Denrées alimentaires, 32:16, 18
Dome Petroleum Limited, 84:26
Élévateurs à grain, 29:13, 30-1
Lait, industrie, 27:20
Lin, 64:21-2
Moutons et agneaux, 35:12-3, 27-8
Nouvelle-Zélande et Australie, viande, 42:12-3
Oeufs, 66:24
Office canadien des provendes, budget principal 1981-1982, 28:9-13
Offices de commercialisation, 52:21; 68:39
Pétrole et gaz, 62:12

Towers, M. Gordon—*Suite*
Pommes de terre, 68:39
Porc, 84:71-2; 91:33-5
Procédure, 18:22-4; 29:33; 30:16; 36:4; 39:26-7; 45:5-6; 56:21; 66:9; 69:47; 81:6-8, 12-3, 16; 82:7; 83:8; 84:64-6, 73; 89:52
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 56:33-4; 60:15-6; 61:18-20; 62:27; 67:26-8, 32; 69:47; 84:25-7, 70-1, 74-5; 85:24-7; 89:18-21
Syndicat national des agriculteurs, 61:18
Système métrique, conversion, programme, 27:19-20
Terres agricoles, 52:23
Viande, 20:26; 30:6-8; 33:22; 34:32-3; 35:11-2, 17; 36:21, 26; 39:7-8; 68:36
Viande, importation, Loi, 33:22-3; 34:32-3; 35:11-3, 27-8; 36:6, 20-1, 26; 37:22; 39:7-9, 26-7; 42:12-3; 45:5-7

Transports aériens, pilotes des forces armées, traitements, secteur privé, concurrence, 6:6

Trant, M. G.I. (sous-ministre adjoint principal, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 11:5, 7-10, 12-9
1981-1982, 21:26-7; 23:12, 15-6, 24
1982-1983, 66:18-9, 36-7, 49; 68:39
1983-1984, 104:30-1
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:8-9
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:9, 31-2
Viande, importation, Loi, 34:34

Tritical. *Voir* Céréales

Trudel, M. K. (chef, Programmes opérationnels, Direction générale de la commercialisation et de l'économie, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget supplémentaire (B) 1982-1983, 92:24, 27-8; 92:5-7, 31-3

Tuberculose. *Voir* Bétail

Tudor-Price, M. Richard. *Voir* Commission canadienne du lait; Lait—Production, coût

Turner, M. Don (directeur, Alberta Beekeepers' Association)
Canagrex, société, Loi, 77:12-5, 17-9

Union des producteurs agricoles du Québec. *Voir* Québec, Union des producteurs agricoles

Union soviétique
Agriculture, situation, 110:9-15
Andropov, M., déclaration, 110:19-21
Budget, 110:18
Horticulture, 110:16-7
Production, prix, fixation, 110:21-2
Serres, exploitation, 110:23
Canada, échanges scientifiques et techniques, accords, etc., 47:27-8; 110:5-6, 14-5, 18-9, 23-4
Ministre de l'Agriculture, visite au Canada, accord conclu, obtention, 91:22
Voir aussi Agriculture—Recherche et développement, programme—Échanges internationaux, accords, etc.; Apiculture—Abeilles—Vente à l'; Céréales; Viande—Boeuf—Vente

Union soviétique, délégation parlementaire, visite au Canada, 110:5-25

Universités et collèges, recherche
Céréales de provende et fourrage, approvisionnement, commercialisation, etc., 7:27-8
Macdonald Collège, Dr Coffin, 7:19
Collèges de médecine vétérinaire
Construction, Ontario, coût, frais par étudiant, etc., 9:27
Construction, provinces de l'Atlantique, coût, etc., 9:27-8
Et d'hygiène maritime, 9:27-8
Fonds, affectation, 52:26; 68:26
Saint-Hyacinthe, agrandissement, Université de Montréal, projet, 91:35-6
Saskatoon, Sask., agrandissement, fonds alloués, 9:26, 28
Document intitulé *Du formol au Fortran: la biologie au Canada,* 19:6
Et fermes expérimentales, liste, relations, etc., 5:18-21; 19:15
Étudiants, recrutement, encouragement, emploi, création, etc., fonds alloués, 12:7-8, 10-1; 48:17; 92:5-9; 103:13, 21-3
Fonds alloués, 1:13; 4:18; 5:27, 29; 19:4-6, 15-6; 103:21
Guelph, Ont., recherche vétérinaire, 19:6
Laboratoires
Lethbridge, Alb., économistes, affectation, 12:7, 9-10
Sainte-Anne de la Pocatière, Qué., 5:18, 20
Summerland, C.-B., 5:21
Québec, 19:17-8

UPA. *Voir* Québec—Union des Producteurs agricoles du Québec

Vaags, M. William (président, Manitoba Pork Producers' Marketing Board)
Canagrex, société, Loi, 69:10, 15-8, 25

Vaches laitières. *Voir* Lait, industrie

Valois, M. Arthur (président, Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec)
Canagrex, société, Loi, 59:4-5, 21-4, 32, 35, 37-40

Vancouver, C.-B.
Port, pont ferroviaire Second Narrows, dommages causés par un navire, répercussions sur les expéditions de céréales, 18:17
Voir aussi Colza et produits du colza—Ventes libres, prix, etc.; Élévateurs à grain

Vandermuelen. *Voir* Anderson

Veau
Élevage, coût, etc., 22:11
Grève, vente, refus, etc., 20:20
Mise en marché, 20:14
Prix, 42:8; 44:5-6
Voir aussi Viande

Veillette, M. Michel (Champlain)
Agriculture, 100:22
Agriculture, ministère
Budget principal 1980-1981, 6:25-7; 13:28-9
Budget principal 1981-1982, 30:14-5
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:17-9
Budget supplémentaire (B) 1983-1984, 112:12-3
Australie, viande, 44:22-3
Canagrex, société, Loi, 63:28-30; 72:11-3; 86:30; 89:52
Commission canadienne du lait, 15:17
Budget principal 1980-1981, 10:17-9
Budget principal 1982-1983, 75:15-6
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 15:45-56

Veillette, M. Michel—*Suite*
Crédit agricole, 6:26-7; 13:28-9; 49:33-4
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 49:33-4
Crédit agricole, Société, 100:24
Budget principal 1983-1984, 100:22-4
Fruits et légumes, entrepôts frigorifiques, construction, programme, 112:12-3
Lait, 6:25-7; 10:17-8; 75:15-6
Lait, industrie, 10:17
Procédure, 85:7; 98:14, 17, 19
Produits laitiers, 15:18-9, 45-6; 75:15-6
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, 63:29-30; 72:11-3
Terres agricoles, 13:28
Viande, importation, Loi, 36:19-20; 44:22-3

Venezuela. *Voir* Bétail

Vente coopérative des produits agricoles, Loi. *Voir* Crédit agricole

Vérificateur général. *Voir* Agriculture, ministère; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Comptes, vérification

Vétérinaires
Femmes, 9:27-8; 68:27-9
Formation, programme, 68:26
Grève, répercussions, 27:6
Voir aussi Universités et collèges, recherche—Collèges

Viande
Abattoirs et usines de traitement, effectifs, etc., 16:23
Agneau et/ou mouton
Agneau frais du Canada, 34:15-6; 37:15-6
Agneau frais réfrigéré, importations de Nouvelle-Zélande, 45:11-3, 19-20
Voir aussi Viande, importations, mesure législative—Agneau
Commercialisation, intérêt, taux, répercussions, etc., 35:16-7, 21-2
Consommation per capita, 35:18, 25
Importations
Contrôle, politique, etc., 35:7-12, 15-8, 21-3, 25-9; 37:15-6, 19-20
États-Unis, 35:13-4, 23; 42:8; 45:12-3; 46:12
New Zealand Lamb Company, 35:16; 36:6-7, 10, 15-6, 18-9; 42:7
Nouvelle-Zélande et Australie, prix, contingentements, négociations dans le cadre du GATT, etc., 20:16; 21:25-7; 22:13; 23:11-2, 14; 33:5, 12, 14-5, 20-1, 23-7; 34:10-2, 23; 35:14-5, 19-20, 26-7; 36:4-6, 9-10, 12; 37:12; 41:15-6; 42:7; 46:7-8
Production, autosuffisance, etc., 35:7, 14, 20-1, 25-6
Production et commercialisation, libre-échange, etc., 41:14-6
Bacon, exportations en Grande-Bretagne durant la guerre, 57:11-2
Boeuf
Approvisionnements, 20:8-9; 34:7, 10; 36:25-6; 37:7, 18
Boeuf en boîte, 36:13
Commercialisation, 20:28-30; 23:13-4, 20; 32:19-20; 36:13, 21-4, 27; 37:19, 21; 61:24; 67:20; 72:24
Conditionnement et emballage, étiquetage, etc., 20:31-2; 36:21
Consommation per capita, 34:6-9, 30
Et veau, commerce avec les États-Unis, importations et exportations, prix, contrôles, etc., 20:14-7, 31; 33:5, 9, 12, 40:12-4, 19-20; 43:4-5, 11-4, 20
Et veau, consommation canadienne, 33:8-10, 12
Et volaille, consommation, baisse, répercussions, etc., 44:14-5

Viande—*Suite*
Boeuf—*Suite*
Exportations, CEE et Australie, concurrence, 44:6-7, 14, 25
Exportations, région du Pacifique, Japon, Hong Kong, Taiwan, etc., 72:22-4
Importations, 27:23; 87:26
Canada Packers Ltd., 35:21; 36:5-6, 10-1; 40:6
Conseil économique du Canada, rapport, position, etc., 37:16
Contingentements, accès minimum garanti (AMG), négociations dans le cadre du GATT, etc., 33:6, 19-20; 38:10-2, 16-7, 23-4; 39:4-5, 7-8, 10-1, 16-8
Nouvelle-Zélande et Australie, contingentement, prix, etc., 20:15; 31:5, 10; 34:14, 16, 32; 36:4-6, 16, 18-21, 24-6; 40:6-7, 9; 42:11; 44:7, 18-9
Prix, 20:18-9; 22:25-7; 33:11, 17; 34:7, 16-7; 36:17-8; 37:17; 39:21; 43:19-20, 22
Chez le commerçant au détail, augmentation, profits excessifs, etc., 38:20; 39:22-3
Producteurs, assistance, Ontario et Québec, 3:17; 4:6-7
Production, coût, augmentation, répercussions, 34:19-21
Promotion, programme, 33:12-3
Vente à Israël, 57:21; 70:39-40
Vente à l'Union soviétique, 62:8-9
Voir aussi Importation, mesure législative *sous le titre susmentionné*
Commercialisation, libre-échange, prix, etc., 22:28-9; 33:19; 38:6, 22; 40:23; 69:49; 71:19
États-Unis
Production, augmentation, répercussions sur les prix, etc., 7:6
Voir aussi Boeuf—Et veau, commerce *et* Porc—Vente *sous le titre susmentionné*
Exportations, 81:21
Barrières non tarifaires, prix, etc., 57:12, 20; 69:35-7, 39
Canagrex, création, répercussions, 58:8
Conseil des viandes du Canada, fonds, affectation, etc., 57:17-8
Groupe Heritage, société mère de James Scheider Ltd., 57:15
Importations, 47:17-8
CEE, Japon et États-Unis, contrôles, etc., 33:6; 35:7; 41:5; 113:15-6
Et exportations, 34:5, 9-10; 45:20-1; 57:12-3
Situation en 1976, 43:4, 9-10, 14; 44:6-8, 10-2, 18
Situation en 1981, 57:7-9; 67:8-9, 15; 69:29; 70:29; 72:16-8
Voir aussi Appendices
Quotas, 34:14-5, 25-7
Voir aussi Viande, importation, mesure législative—Boeuf, contingentement
Inspection, services, 4:10; 5:7-9, 27; 9:10-1; 20:33-5; 27:5-6; 34:5-6, 18; 57:5-6; 69:31; 76:18, 25; 81:21
Inspecteurs, formation, nombre, etc., 113:20, 33-4
Recouvrement des coûts, etc., 68:36
Viande importée, 113:18-20; 114:26-7
Voir aussi Alberta, pénitencier Drumheller, Alb.
Marché, affaiblissement, 28:5-6, 17
Office de commercialisation, création, 33:15-6; 35:20; 38:22-3; 39:22-4; 40:7, 18; 41:18; 69:32; 72:5, 9
Simco South Federation of Agriculture, position, 45:18
Porc, 20:18, 35; 23:14, 20; 22:25-6; 34:7-10, 17-9, 22-5; 35:9, 14; 37:12; 41:16; 69:44-6; 72:17-8
Danemark, situation, 57:14
Vente aux États-Unis, 57:14
Vente au Japon, 56:36; 57:12-4
Prix, 34:21-3; 43:16-7; 71:6
Stabilisation, programme, 81:21-2
Ententes fédérales-provinciales, 93:28-30

Viande—*Suite*
Production, 37:21-2
Commerce et consommation au Canada, 57:18
Voir aussi Appendices
Produits chimiques, niveau, contrôle à l'importation, sanctions, etc., 97:9
Station de recherche, Lacombe, Alb., construction, fonds alloués, 22:27-8; 30:6-8, 16; 66:14; 92:29
Tarifs-marchandises, 3:15-6, 20-1; 20:34; 23:18; 33:15; 34:20; 39:13
Taureau et bouvillon, qualité, comparaison, recherches, 92:28-9; 93:5
Voir aussi Appendices—Agriculture, ministère
Transformation, secteur, *fast food*, etc., 33:13; 34:6-7, 25; 36:14, 25, 27; 37:23-4
Veau, importations, commercialisation, etc., 20:16; 23:14; 33:5; 36:12, 14, 19-20
Viande rouge
Commercialisation, 57:5, 8; 69:44-6, 89:17
Gestion des approvisionnements, 51:31-3
Prix, stabilisation, programme, 99:13-6, 18-9; 104:9-12; 112:30; 113:5-11, 35-6
Voir aussi Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négociations Genève; Appendices—Céréales de provende et fourrage; Céréales de provende et fourrage; Conseil des viandes du Canada; Système métrique, conversion, programme

Viande, importation, Loi—C-46. Ministre de l'Agriculture
Annexe, 46:21-5; 47:13-4, adopté, 14
Art. 2, am. (M. Neil), 46:5-14, rejeté, 14
Art. 6
Am. (M. Althouse), 46:18-20, irrecevable, 20
Am. (M. Ostiguy), 46:16-8, adopté, 18
S.-am. (M. Hargrave), 46:15-8, adopté, 18
Art. adoptés, 46:14-5, 20-1; 47:14
Étude, 33:5-27; 34:4-34; 35:4-29; 36:4-27; 37:4-41; 38:4-27; 39:4-28; 40:4-25; 41:4-19; 42:4-13; 43:4-28; 44:4-26; 45:4-26; 46:5-25; 47:8-17
Rapport à la Chambre avec am., 47:14

Viande, importation, mesure législative
Agneau et mouton, inclusion, 33:6; 35:10, 20, 22-4, 26, 28; 37:11-2, 15-6; 39:12-5, 19-20; 40:9, 41:6, 10-1, 17; 42:8; 43:16, 18, 23; 45:10-3, 18-9, 22-4
Carcasses d'agneau fraîches, 46:5-14
Allusions à, 1:15; 21:27; 22:14; 32:19, 21; 47:15-6
Bétail sur pied, exclusion, 33:7, 16; 38:25-6; 40:12
Génisses et bouvillons, 36:7-9, 14
Boeuf, contingentement, formule, etc., 1:29, 31; 20:15-8; 32:20-1; 33:19-20; 37:5-9, 14-8; 38:6-8, 14-6; 39:5, 9-12, 14-5, 18-9, 22; 40:20; 41:6; 43:5, 7, 20; 44:24-5; 45:6-9, 24
Association canadienne des éleveurs de bétail, position, 45:17-20
Chèvre, exclusion, 45:12, 22
Comité consultatif, création, 33:7, 11, 23; 34:5; 36:5, 14-5; 39:15-6; 40:13; 43:6, 8-9, 15; 45:10; 46:15-8; 47:14
Comparaison avec les États-Unis, 33:5, 7, 19-20; 34:10, 28-9, 30-1; 35:7-9; 37:19; 38:6, 11-2, 14-5, 24; 39:5; 40:10
Comparution de divers organismes, associations, etc., 33:18
Agriculture, Fédération canadienne, 37:4-41
Association canadienne des éleveurs de bétail, 38:4-17; 39:4-26
Association des Importateurs canadiens, Inc., Comité sur l'importation de la viande, 36:4-27; 37:23; 39:21
Voir aussi Appendices
Australian Meat and Livestock Corporation, 44:4-25
Conseil du mouton du Canada, 35:4-29
Voir aussi Appendices

Viande, importation, mesure législative—*Suite*
Comparution de divers organismes, associations, etc.—*Suite*
Consommateurs du Canada, Association, 43:4-28
Cultivateurs, Syndicat national, 40:4-25
Office des producteurs de viande de la Nouvelle-Zélande, 42:3-13
Québec, Union des producteurs agricoles, 41:4-18
Viandes du Canada, Conseil, 34:4-34
GATT, négociations, répercussions, etc., 45:5, 7, 9, 15-6, 22-5; 47:15
Grandes sociétés, activités commerciales, divulgation, 40:6-8
Ministre de l'Agriculture et ministre de l'Industrie et du Commerce, pouvoirs discrétionnaires, 32:21; 33:10-1, 19-20, 22-3; 34:5, 31; 37:6, 8-9, 14-5; 38:12-3, 15-6; 39:6-8, 10, 20-1; 40:5, 9, 13; 41:6; 43:5-7, 9; 45:7; 46:14-5
Porc, exclusion, 41:11-3
Viande, Commission, création, inclusion, 40:7-8, 13-8, 21-2, 24; 46:18-20

Viandes du Canada, Conseil
Activités, politique, membres, etc., 57:4-5, 9, 12-3, 18
Voir aussi Appendices; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution; Viande, importations, mesure législative—Comparution de divers organismes, associations, etc.

Vins canadiens
Industries, production, etc., 11:14
Taxe d'accise, augmentation, 5:26-7, 29; 14:23

Visser, M. Bill (président, Conseil canadien de l'horticulture)
Canagrex, société, Loi, 70:5-8, 11-2, 14-5
Produits agricoles, normes, Loi, 95:5

Voisey, M. P.W. (directeur, Institut de recherches techniques et de statistiques, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal
1980-1981, 12:14-7
1981-1982, 30:26-7
1983-1984, 103:25
Budget supplémentaire (B) 1982-1983, 91:12
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:11

Volaille
Commercialisation, prix, etc., 22:26-7; 113:16-7
Contingentement, prix, répercussions, etc., 24:12-4, 18
Dinde
Commercialisation, 87:36
Contingentement, prix, etc., 24:13, 17
Importations des États-Unis, permis, etc., 47:18-9
Industrie, Colombie-Britannique, assistance, 82:12, 32, 38
Reproduction, recherche, Swift Current et Ottawa, Ont., 7:19
Voir aussi Offices de commercialisation
Dindon, transformation, industrie, Colombie-Britannique, Maplewood Poultry Processors, Clearbrook et J.J. Hamblet Hatcheries Ltd., Abbotsford, achat par la Scott Poultry Co-operative Association, Port-Coquitlam, gouvernement, assistance, 14:11-3, 17-8; 15:8
Dindons, importations, permis supplémentaires, etc., 76:32-4
Exportations, prix, concurrence, etc., 65:6, 10
Importations, Maple Lodge, etc., 36:11-2
Importations, permis, trafic, 113:17-8
Industrie, Saskatchewan, 20:22
Poulet
Commercialisation, 11:5, 17; 84:71
Gestion et approvisionnement, programme, Alberta, 24:11

Volaille—*Suite*
Poulet—*Suite*
Poulet de gril, 24:19-20; 34:31-2
Production, quotas, 6:27
Voir aussi Offices de commercialisation
Prix, 34:22; 66:25
Producteurs, prêts sans intérêt, 22:5
Recherche, programme, 12:9
Surproduction, répercussions sur les prix du boeuf, etc., 40:10-1, 15, 17, 21
Voir aussi Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; Offices de commercialisation; Viande—Boeuf

Votes en Comité
Canagrex, société, Loi—C-85
Art. 4, am. (M. Wise), rejeté, 86:3, 21
Art. 11, am. (M. Wise), rejeté, 86:3, 34
Art. 14, am. (M. Wise), rejetés, 89:52; am. (M. Veillette), adopté, 89:9, 52; am. (M. Ferguson), adopté, 89:53
Art. 16, am. (M. Wise), rejetés, 89:52; am. (M. M. Dionne), adopté, 89:53
Art. 41, am. (M. Wise), rejeté, 87:6, 70
Titre, am. (M. Wise), rejeté, 89:52
Procédure, comité directeur, rapports, onzième, am. (M. Neil), rejeté, 80:4, 20; am. (M. Neil), rejeté, 81:3-4, 9; am. (M. Schellenberger), rejeté, 83:3-4, 25; am. (M. Schellenberger), rejeté, 83:4, 32; sous-am. (M. Althouse), rejeté, 83:4, 31; adoption, m. (M. M. Dionne), adoptée, 83:5, 38
Procédure, comité directeur, rapports, douzième, adoption, m. (M. Cyr), adoptée, 83:6, 38

Ware, M. D. (conseiller spécial en politique, Commercialisation et économie, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 22:29
Canagrex, société, Loi, 54:19; 87:55, 69; 88:7-8

Watson, M. Ian (Châteauguay)
Canagrex, société, Loi, 85:33

Watt, M. Ian (président, Western Stockgrowers' Association)
Canagrex, société, Loi, 67:4-5, 8-11, 16, 21, 25-6

Weber, M. Walter (président, Alberta Swine Breeders' Association)
Canagrex, société, Loi, 70:15-7, 20

Western Barley Growers' Association
Statut, activités, membres, etc., 60:11
Voir aussi Céréales de provende et fourrage—Orge—Producteurs; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Western Stockgrowers' Association. *Voir* Bétail; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Whelan, l'hon. E.F. (Essex-Windsor; ministre de l'Agriculture)
Administration du rétablissement agricole des Prairies, historique, activités, etc., 107:5-7, 8, 11-3, 22, 24
Afghanistan, relation avec le Canada, 85:10
Agence canadienne de développement international, 4:9, 12-3
Agneau, 21:26; 22:13; 45:20
Agriculteurs
Assurance-revenu, programme de 1977, 52:17
Éducation, 107:25
Faillites, 1:40; 50:20-1; 52:12
Intérêt, taux, augmentation, 1:20-1; 21:23-5; 22:5, 14-5

Whelan, l'hon. E.F.—*Suite*
Agriculteurs—*Suite*
Nombre, augmentation, statistiques, etc., 50:13
Prêts, programmes, 1:39
Prêts sans intérêt, 22:5; 46:26-7, 29-30; 50:26; 52:17; 81:19
Revenus, stabilisation, programme, 66:12
Situation, 47:17; 66:10
Agriculture
Assistance, programme spécial, 49:10-1, 14; 109:6-7
Développement agro-alimentaire, plans, 91:7
Exploitation agricole, définition, 49:13
Inspection, services, fonds alloués, 81:19
Inspection, services, recouvrement des coûts, programme, 68:4-7, 35-8
Prix, stabilisation, programmes, fonds alloués, 21:7
Programmes et politique, 1:12-5; 52:16
Quotas, 5:16
Recherche et développement, programmes, 1:13-4, 22; 4:14, 18-9; 13:6; 48:13, 19-20, 23-4
Échanges internationaux, accords, etc., 47:27-8; 48:15-6
Fonds alloués, 66:12; 68:30-2; 81:19; 91:24
Laboratoires, construction et/ou rénovation, 21:9; 66:14
Secteur privé, participation accrue, 104:7-9
Salon de l'agriculture, Montréal, Qué., participation fédérale, 47:22-3
Agriculture, ministère
Administration, programme, fonds alloués, 99:9, 11
Bilinguisme, politique, 68:19-20
Budget principal
1980-1981, 1:11-25, 27-8, 30-2, 34-40; 4:7-15, 17-20, 22-7; 5:5-7, 9-21, 23-5, 28-35; 6:4-12, 14-29; 13:5-34
1981-1982, 21:5-9, 13-18, 20-1, 23-8; 22:5-6, 8-30; 23:7-25, 27-8
1982-1983, 66:10-4, 16-28; 68:4-33, 35-9
1983-1984, 99:8-31; 104:4-5, 7-31; 107:4-15, 17-27
Budget supplémentaire (B)
1980-1981, 15:6-32
1982-1983, 91:5-35
1983-1984, 113:4-13, 15-53
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 47:8-13, 17-31; 48:6-10, 12-3, 15-33, 35-6
Comptabilité, méthode, modification, 21:7, 9-10
Crédits non utilisés, 5:28
Dépenses, 1:13; 66:11; 113:5
Développement agro-alimentaire, programme, fonds alloués, 99:9-10
Document, *Le défi des années 80: une stratégie agro-alimentaire pour le Canda,* 91:6-7
Employés, 1:11-2; 21:9; 91:22; 104:14-6, 18-20; 113:48-9
Fonds, affectation, 82:35-6; 91:6-8; 99:12
Fonds, augmentation, 99:10
Information, services, 1:14; 5:5; 22:23-4; 23:13; 113:5
Juridiction, 87:20-1
Réglementation et inspection agro-alimentaire, programme, 99:90-1
Réorganisation, 1:15-6; 13:6, 13-4; 91:6-7, 10-1, 24-5; 104:27; 107:5, 13-4, 20-1
Séance d'information, 13 novembre 1980, 13:28
Services, droits, augmentation, 4:10
Stratégie agro-alimentaire, 91:26; 99:10; 104:7-8
Alimentation, Conseil mondial, conférence tenue à Novi Sad, Yougoslavie, participation, 31:5
Allusions à M. Whelan, 15:24; 62:7
Anniversaire de naissance, 87:58

Whelan, l'hon. E.F.—*Suite*
Allusions à M. Whelan—*Suite*
Conseil du Trésor, membre, 1:20, 22; 5:26
Promesses électorales, 5:29-30
Voir aussi Tanzanie—Président Nyerere
Amélioration des récoltes, programme, 1:24-5
Améliorations agricoles, prêts, 15:14; 68:13
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), étude, 2:6-28
Améliorations agricoles, prêts, mesure législative, 1:15, 39
Aménagement rural et développement agricole (ARDA), 91:11-2
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 4:5-7
Assistance à l'agriculture des Prairies, 21:5; 68:12; 104:20; 105:27
Assurance-récolte, programme, 5:23-4; 47:9; 66:13-4
Fonds alloués, 1:13; 15:6-7; 21:7-8; 22:19-21; 47:8; 81:19; 99:10-1
Programmes à frais partagés, ententes fédérales-provinciales, etc., 1:16; 6:17-8; 15:7; 22:19-21; 23:13
Assurance-revenu, nouveau programme, 6:18; 48:21
Banques et opérations bancaires, 50:18-9
Bétail
Abattoirs, 104:12-3; 113:15
Amatraz, utilisation sur les bouvillons américains, niveau, contrôle à l'importation, 97:7
Assurance-maladie, programme, 15:15-6
Boeuf, importations des États-Unis, 23:11
Bovins de boucherie, éleveurs, Ontario, situation, 21:23-4
Brucellose, dépistage, programme, 1:14; 6:12; 68:24
Commercialisation, 68:18-9; 84:56-9
Éleveurs, 6:24; 22:12; 33:21-2; 47:17; 48:25-6; 66:11; 91:16-9
Embryons, transfert, recherche, États-Unis, comparaison, 91:28
Fièvre aphteuse, situation, 68:25
Fièvre catarrhale maligne, épidémie, 68:16-8
Importations
Des États-Unis, contingentements, GATT, négociations, etc., 21:24; 22:12; 23:12, 14-5; 33:9, 16-7
Et exportations entre le Canada et les États-Unis, 23:15; 33:7, 11, 14, 18; 48:25
Stations de quarantaine, utilisation, 68:23, 25
Office de commercialisation, création, 22:12-3
Pâturages communautaires, programme, 1:37
Prix, stabilisation, programme, 48:21-2; 34:5; 89:17-8, 22
Taureaux appartenant au ministère de l'Agriculture, nombre, 107:27
Tuberculose, dépistage, programme, 1:14
Venezuela, expédition et croisement d'animaux, importations de sperme, etc., 87:44-5; 89:23-4
Beurre, 33:14
Blé, Commission canadienne, 84:61-2; 105:32
Boeuf
Classification, système, 104:28
Commercialisation, Commission Anderson-Vandermuelen, rapport, 89:17-8; 99:16
Prix, 66:17-8
Stabilisation, programme, 66:17, 27-8; 82:28, 36; 104:29-31
Boissons alcooliques, brandy canadien et autres boissons, production et commercialisation, etc., 13:7; 54:9
Café, importation, prix, etc., 54:40-1
Canada Packers Ltd., Île-du-Prince-Édouard, usine de salaison, fermeture, 99:20
Canagrex, société, Loi, 53:5-13, 15-26, 28-36; 54:5-41; 81:18-30; 82:4-37, 39; 84:50-64, 67-72, 76-85; 85:7-35; 86:7-22, 29-43; 87:11-27, 31-4, 38-71; 89:13-38, 40-48, 51-2, 54-5
Canfarm Limitée, 15:7, 25-8; 47:8, 11

Whelan, l'hon. E.F.—*Suite*
Cargill Grain Co. Ltd., 54:22-6
Céréales
Blé, 5:23-4, 31; 21:17-8; 105:35; 113:42
Commission canadienne du blé, rôle, 82:28
Expédition, accélération, mesures, 5:9-10
Exportations, 84:70
Frais de surestarie, 5:9-10
Inspection, services, droits, 4:10; 68:9
Nouvelles cultures, blé, maïs, sorgho, etc., mise en valeur, fonds alloués, 13:7
Paiements anticipés sans intérêt, programme, 52:16-7; 113:39-41
Producteurs, saisie, protection, mesures, 66:20, 22
Recherches, 23:27
Récoltes, paiements anticipés, programme, 48:26-7, 29-30; 91:7-8, 16
Servant à la production de boissons alcooliques, paiements anticipés sans intérêt, 54:30
Union soviétique, vente, 5:23, 27; 13:10-2; 21:16-8; 47:8-9, 23-4, 26-7; 66:13
Céréales de provende et fourrage
Ammoniaque, utilisation dans le traitement de la paille, 15:31-2
Blé, Commission canadienne, juridiction, 13:18-20, 22-3, 31-3
Commercialisation, 13:20-1, 23; 113:49
Criblures, 1:36-7
Maïs, prix concurrentiels, politique, 113:6, 29-30, 32
Orge
Approvisionnement, Commission canadienne du blé, Comité, comparution, 5:33
Est du Canada, 31 juillet, fin de l'année-récolte, 6:5-6
Prix, 13:22-3
Production, Ontario, région du nord, 54:33
Vente aux prix concurrentiels du maïs, 113:31
Producteurs, compensation, fonds de $8 millions, 91:8, 20-1, 30-3
Production, coût de l'énergie, répercussions, 105:15-6
Recherches, 105:36-7
Silos, programmes d'aide, etc., 105:28-9
Transport, 91:10, 13-5; 105:11, 13, 36-7
Transport et entreposage, subventions, programme, 1:15; 4:5-7; 11:15; 15:10-2; 66:13, 26
Chemins de fer, embranchements, abandon, 4:11-2
Colza et produits du colza
Canola, vente au Mexique, prix, etc., propos tenus à Edmonton, Alb., le 19 janvier 1981, 60:4-7; 62:5; 70:16; 72:5, 8, 18
Hamilton, Ont., nouvelle usine de broyage, construction, 48:28
Transport, 13:16-7
Commerce
Balance commerciale agricole, 53:6, 23; 54:21
Délégués commerciaux à l'étranger, 54:37-8; 89:44-5
Mexique-Canada, échanges, 21:15
Nouvelle-Zélande-Canada, libre échange, 23:11
Pologne-Canada, 85:10
Commission canadienne des grains, 5:28; 66:11, 20-1; 99:10-1
Commission canadienne du lait, 1:13; 5:11-2; 6:9-10; 15:17-8; 21:6; 54:36; 66:11; 91:21, 23; 108:26-8
Budget principal 1983-1984, 108:7-28
Conflits d'intérêt, 84:54-5
Conseil national de commercialisation des produits de ferme, 23:21
Constitution, révision, rapatriement, etc., 1:16-7
Crédit agricole, 49:18-9, 27; 50:6-7, 9, 19, 26-7; 52:8-9, 24
Agriculteurs disposant d'un revenu autre que celui de la ferme, 52:32-3
Autochtones, bandes, 49:7, 10, 12, 26

Whelan, l'hon. E.F.—*Suite*
Crédit agricole—*Suite*
Banques, attitude, 50:7-8, 13, 27; 52:11, 14
Banques, prêts, 49:17-9; 52:8
Conjoint, époux ou épouse, discrimination, modification de la loi, 22:30
Fonds, affectation, 52:13-4; 81:19
Intérêt, taux, 5:30; 21:13-4; 22:5-6; 50:8, 14-7; 52:15, 43
De 1959-1981, tableau comparatif, document, dépôt, 52:18; 113:43, 45-6
Subventions de 4%, programme, 109:15, 19, 21-3, 25, 39; 113:6, 32, 37-8
Jeunes agriculteurs, 1:39; 22:6; 49:6-7; 50:15; 52:13, 29-30
Prêts, jeunes agriculteurs, quotas de lait, valeur, répercussions, 6:26-7; 13:29-30; 49:34
Prêts consentis aux/ou par les provinces, 50:12-3, 20, 26, 28-9
Remboursement, versements supplémentaires exempts d'impôt, 21:21
Saisies hypothécaires, 5:25
Secteur privé, investissement, 21:13; 50:13-4, 26-8; 52:28, 42-3
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 49:5-15, 17-35; 50:6-9, 11-24, 26-9; 52:6-22, 24-30, 32-3, 35-40, 42-5
Crédit agricole, modification de la loi, 50:17, 19
Crédit agricole, Société
Budget principal 1983-1984, 109:5-25, 27-30
Commission d'appel, 52:35-8
Conseil d'administration, 86:12
Effectifs, 21:9
Et banques, prêts, comparaison, 50:28
Financement, 49:8-11, 21; 50:11, 13, 18-9, 21; 52:21, 28-9, 39-40, 42-4; 66:12; 68:10; 109:9, 13, 16, 26-7; 113:56-7
Fonds, 1:13, 21; 5:29; 21:6, 8; 22:5; 53:16; 66:12
Supplémentaires, 52:22, 42; 68:10-1
Pouvoir d'emprunt, 49:7-9, 11-2
Prêts, 49:6-8, 11-4, 26; 52:6-7, 24-5; 109:7-9, 11-2, 19-21, 24-5, 29-30
Rôle, 49:31-2
Service consultatif, 49:8, 14
Cultivateurs et créanciers, arrangements, modification de la loi, 52:12, 27; 68:11-2
Denrées alimentaires
Cartel, établissement, etc., 89:46-8
Inspection, services, 113:5
Politique, 68:32
Production, 1:17; 13:6; 48:33; 66:11-2
Denrées alimentaires, industrie, 13:21
Denrées alimentaires, prix, 22:25
Développement régional, ententes auxiliaires, fonds alloués, 99:11, 21-2; 113:33
Développement régional et des affaires internationales, 1:16-7
ECON Consulting Ltd., 66:20-2; 68:18; 84:58
Élévateurs à grain
Anti-pollution, système, 13:9-10
Cession à l'Alberta, 85:21
Moose Jaw, Sask., 5:17-8; 13:8-10; 85:21; 87:64
Vente au secteur privé, 13:9; 85:21
Windsor, Ont., gaz naturel, utilisation, 6:21-2
Énergie, conservation, technologie, contrats de recherche, 91:13, 20
Énergie, ressources, recherche de nouvelles sources, 6:20, 22; 47:8, 10-1; 48:10-1
États-Unis, produits de ferme, exportations, mesures législatives, 87:16-7, 21, 26-7, 31-2, 39; 89:41-3
Expositions et foires agricoles, 48:8

Whelan, l'hon. E.F.—*Suite*
Ferme expérimentale Sénateur Michaud, N.-B., amélioration, 21:9
Fermes, 49:10-1; 52:16; 81:19; 109:7, 24, 27-8
Finances, gouvernement, emprunts à l'étranger, 52:22, 43
Fonction publique, 22:22
Fondation de recherche sur les grains de l'Ouest, contribution de $9 millions transférés du Fonds du revenu consolidé, 113:6, 25-7
Fruits et légumes
Cerises, Niagara, région, 89:24
Commerce interprovincial et international, normes, 96:6-9, 13-4; 97:8, 10-4
Culture en serres, 4:18
Culture hors saison, eau chaude, récupération, utilisation, Chicoutimi, Qué., etc., 4:17-8
Entrepôts frigorifiques, construction, programme, 5:34-5; 6:22-3; 15:7-8; 54:6-7, 20; 113:5
Exportations, 5:35
Haricots blancs, 48:29-30; 53:30-1; 113:21-4
Haricots noirs, 53:31
Oignons, 45:18; 48:12-3
Pommes, 47:20-1; 54:20-1; 104:14; 113:6, 8-9, 11-2, 47-8
Quotas de livraison, Ontario, 6:26-7
Tomates, ventes, paiements, problème, 91:17, 19
GATT, négociations, 1:15; 23:11, 14-5; 45:15-6; 75:8-10
Gouvernement, dépenses, fonds affectés à l'agriculture, 21:13
Gouvernement, dépenses, restrictions, 4:10, 27
Grain de l'Ouest, prix, stabilisation, mesure législative, modification, 113:45-6
Grain de l'Ouest, prix, stabilisation, programme, 5:23-4; 6:4-5, 18; 23:23; 113:39-41, 44
Hays, feu l'hon. Harry, 66:11, 17
Herbicides et pesticides
2-4D, 2,4,5-T et autres contenant des dioxines, effets sur la santé, recherches, etc., 22:16-8
Du-Ter, 113:13, 34
Étiquetage, M. Wayne Ormrod, propos, 15:21-2
Herbicides, dommages causés, poursuites devant les tribunaux, 108:8-10
Herbicides Rendox et Maloran, utilisation, effets sur la santé, etc., 48:7-8
Lindane, 15:19-21
Nouveaux produits, contrôle, recherches, etc., 15:23
Horticulture, industrie, prêts sans intérêt, 21:25
Houille, industrie, 54:22
Hydro-Ontario, 84:84
Impôt sur le revenu, 21:21, 24-5; 45:21-2; 47:30; 48:22; 49:8, 10-1, 14, 16-7, 21-4, 33; 50:6-8, 20-1; 52:8, 13-4; 113:50-2
Industrie et Commerce, ministère, 86:16-7
Lait
Commercialisation, Colombie-Britannique, 6:27
Exportation, programme, subvention de $1.33, 6:8
Gestion des approvisionnements, plan national, Colombie-Britannique, retrait, répercussions, etc., 108:11-3
Lait en poudre, exportations, nouvel emballage, etc., 6:9; 15:18-9
Lait industriel, subvention de $2.66, 6:8
Production, coût, Price Waterhouse, étude, 47:20
Quotas, coût, etc., 5:12; 6:26-7; 108:4-5, 14, 24-5
Subventions, programme, 21:8; 66:11, 13; 68:22-3; 81:19
Lait, industrie
Contrôle laitier, programme, 47:8, 11-2
Dumping, 108:4
Politique, 5:12; 6:8-9; 13:15; 21:15, 21; 47:20
Lapins, 45:11; 87:57-8
Libéral, parti, 50:6

Whelan, l'hon. E.F.—*Suite*
Machineries agricoles, 6:22
McCain Foods Limited, Florenceville, N.-B., subventions du MEER, etc., 84:77-9
Ministères et agences gouvernementales, 54:35
Ministres de l'Agriculture, conférences, 85:14-5, 18; 86:9; 89:13-7
Ministres des Transports et ministres de l'Agriculture, conférence, 3 juin 1980, 4:11-2
Moutons, 23:11; 45:11
Oeufs, prix, 66:24
Office canadien des provendes, 1:13; 6:10; 21:6; 66:12; 105:11, 13, 15-6, 18-20, 24-7, 29-32, 35-8
Offices de commercialisation, 1:15; 52:21-2; 66:26; 82:23
Pâturages communautaires, 107:10
Pays en voie de développement, agriculture, amélioration, programme, 4:8
Pays étrangers, prêts, 52:26
Pensions du Canada, régime, 52:32-3
Petro-Canada, 89:26-7
Pétrole et gaz, 1:22; 5:29; 6:20; 48:32; 113:52-3
Pistes de course, paris hors piste, 15:12-3
Plantes
Maladies, recherches, 13:6
Nouvelles plantes, admission au Canada, mises en quarantaine, etc., 6:8
Recherche de nouvelles plantes, etc., 6:6-7; 48:16-9
Plantes, producteurs, droits, mesure législative, etc., 1:15; 4:13-15; 5:5-7; 23:22-3; 48:18
Pommes de terre, 52:16
Commercialisation, 1:27; 6:14-6; 23:21; 54:27-8
Modification de la loi, audiences du Conseil national des produits de ferme, groupe d'étude, rapport, recommandations, etc., 6:14-5; 13:24-5; 23:21
Exportations, 104:24-6
Correspondance échangée avec M. Andrew H. McCain de la McCain Produce Company Limited, 85:25-6; 87:8-9
Inspection, services, 68:7-9, 33
Offices de commercialisation, création, 6:16-7; 23:21; 68:39
Pommes de terre de semence, 21:8; 54:5
Prix, stabilisation, programme, 6:16, 28-9
Producteurs, vente, paiements, problème, 91:16-7
Québec, flétrissure bactérienne, dommages causés, 68:32-3, 35
Transport, subventions, 13:24-5
Porc
Bacon, exportations, système métrique, application, problèmes, 91:33-5
Commercialisation, 53:28-9
Exportations, 84:72; 91:35
Office de commercialisation, création, 5:32
Prix, stabilisation, programme, 1:14; 6:18; 21:7; 22:12, 26; 23:20, 23-4; 48:20-1; 50:13; 66:11; 82:36
Finisseurs de porcelets, paiements, accélération, 13:12
Naisseurs de porcelets, 4:26-7; 5:31; 6:4-5; 23:23-4
Versements trimestriels, 113:7
Production, subventions, 4:6-7
Production et commercialisation, programme, 1:40; 5:31-2; 6:16
Provinces, subventions, programmes, 91:9
Provinces de l'Est, prix, Pas du Nid-de-Corbeau, tarif, répercussions, 91:10
Surproduction, répercussions sur les prix du boeuf, 22:11, 27
Vente au Japon, 53:23-4; 84:64
Procédure, 21:5; 45:5-6, 14, 17; 48:28, 36; 54:12, 84:79; 85:16-7, 26; 87:8-9, 28-9
Produits agricoles, normes, Loi, 96:5-6, 11-5; 97:5-15

Whelan, l'hon. E.F.—*Suite*
Produits antiparasitaires, modification de la loi, 15:23
Produits chimiques, 48:8; 68:14-5
Produits de ferme
Commercialisation, 1:27; 13:6, 14; 54:27; 89:21, 28-9, 31
Culture à travers le Canada, 6:16
Exportations, 1:34-5; 13:6; 54:8-10, 20-1, 29-30, 37-8
Hardee Farms International, assistance, 81:23
Importations, 1:14
Paiements anticipés, programme, fonds alloués, etc., 15:7; 21:8
Prix, stabilisation, programme, 1:14; 6:18; 66:13; 99:10-1
Production, 54:32
Produits laitiers
Beurre, 23:11; 47:18
Commercialisation, recherche, fonds alloués, 15:18-9
Fromage, 15:17-8; 33:20
Importations, 113:18
Nouveaux produits, exportations, emballage, etc., 6:9; 13:15; 15:18
Production, surplus, limitation, 108:16-8, 22-4
Promotion, programme, fonds alloués, 5:13
Relations fédérales-provinciales, ministres de l'Agriculture, rencontre, 54:26
Relations fédérales-provinciales, programmes à frais partagés, 6:18, 24-5
Saskatchewan, économie, situation, 113:41-2
Saskatchewan, Regina et Moose Jaw, conditions d'induction d'eau, étude de l'ARAP, 107:9-10, 20
Sécheresse
Plan d'urgence, fonds alloués, 21:8
Provinces de l'Ouest
Assistance, programme, partage des coûts, etc., plan de 1977, 1:23-4
Bétail, 1:31; 4:25-6; 5:15
Troupeaux, entretien, programme, 13:27; 15:6-7, 29-31; 22:10-1, 13-4, 18-22; 23:7-10, 17-8
Bovins d'engrais de l'Ouest expédiés en Ontario ou au Québec, mesures, 1:31-2; 4:20, 23-5
Céréales de provende et fourrage, approvisionnement, 1:17, 23-4, 31; 4:20, 23, 25; 5:17; 13:26-7; 15:7, 12, 29-31; 22:10, 21
Et Ontario, 1:17
Groupe d'étude, rapports, 1:24, 30-1; 4:19, 26
Plans d'urgence, programmes d'aide, 22:8-10; 66:13
Prévention, mesures, forage de puits, pompage d'eau, etc., 1:17; 4:23
Programmes d'aide, ministère responsable, 4:24
Rétablissement agricole des Prairies, programme, 1:30, 37; 4:20, 25; 22:9, 11, 18, 21
Semences, modification de la loi, 5:7
Serres, culture, recherches, etc., 104:16-7
Sirop d'érable, commercialisation, 53:27-8; 54:25, 27
Sirop d'érable, producteurs, assistance, 22:5; 48:7-8, 10
Société canadienne d'exportation des produits agricoles (Canagrex)
Concurrence, 54:5-6, 26, 28
Conseil d'administration, composition, etc., 54:11, 13-4, 39-40
Contrôle et imputabilité, 54:16-8
Création, 1:14-5; 13:14, 22; 21:9, 14-5; 33:14; 53:5, 8-9, 12-5, 19-21, 24-5, 33-4; 54:12-3, 20-2, 32-3, 36-7; 81:19-20, 22-30; 82:9-27, 29-32, 34-7, 39; 84:52-6, 58-63, 70, 80-5; 85:9-10, 12-3, 15, 18-35; 86:7-23, 28-43; 87:11-27, 31-3, 38-50, 52-3, 56-7, 62-6, 70; 89:16, 19-23, 32-8, 40-3, 51-3
Financement, 53:11, 15-6
Fonds, administration, profits, répartition, etc., 54:18-9, 28, 31-2

Whelan, l'hon. E.F.—*Suite*
Société canadienne d'exportation des produits...—*Suite*
Gouvernement, organismes, producteurs, etc., collaboration, 53:17-9, 21-3; 54:5
Juridiction, 54:34-5
Plan triennal, 54:6, 13
Rapport annuel, 54:17
Rôle, mandat, objectifs, pouvoirs, etc., 53:5-9, 23, 28-9, 31-5; 54:8-10, 15, 26, 40-1
Sociétés de la Couronne, 53:13, 16; 85:20-1; 86:10-1
Soya, exportations et importations, 5:33-4
Sucre, 68:21, 82:37
Tabac, 48:29; 49:29; 68:15
Tarifs des douanes, tomates, 54:21
Tarifs-marchandises, Pas du Nid-de-Corbeau, 13:16-8; 23:18-9; 99:25-30; 105:18-9
Télévision, Télidon, système, utilisation, 21:20-1
Terres agricoles, 5:30; 13:29; 49:8, 13, 18, 27, 33; 50:6-7; 52:16, 24; 66:25; 87:25-6; 91:25; 104:22-3; 107:6, 11-2, 14-5, 19, 22-3
Terres de la Couronne, Alberta, 87:12, 18
Terres marginales, 91:25-8
Transports aériens, 6:6
Union soviétique, ministre de l'Agriculture, visite au Canada, accord conclu, obtention, 91:22
Union soviétique-Canada, échanges scientifiques et techniques, 47:27-8
Universités et collèges, recherche, 4:18; 52:26
Vétérinaires, 68:26, 28-9
Viande
Agneau et mouton, importations de Nouvelle-Zélande, prix, contingentements, etc., 23:11-2; 33:5, 14-5, 20-1, 24-7; 45:12-3, 20
Agneau et mouton, importations des États-Unis, 45:12-3
Boeuf, 22:25-6; 33:10-1, 13, 17
Classification, système, 22:28
Exportations, 81:21-2
Importations, 47:17-8; 113:15-6
Inspection, services, 68:36; 113:18-20, 33-4
Office de commercialisation, création, 33:16
Porc, 22:25-6; 23:20
Producteurs, assistance, Ontario et Québec, 4:6-7
Station de recherche, Lacombe, Alb., 22:28; 66:14
Tarifs-marchandises, 33:15
Viande rouge, prix, stabilisation, programme, 99:13-9, 104:10-2; 113:5-7, 9-10, 35-6
Viande, importation, Loi, 33:5-8, 10-1, 13-8, 20-7; 45:5-18, 20-5; 47:15-7
Viande, importation, mesure législative, 1:15, 31; 21:27; 22:14; 33:5, 7, 16, 20; 47:15-6
Agneau et mouton, inclusion, 45:11-3
Boeuf, contingentement, formule, 1:31; 45:6-8, 17-8, 24
Comité consultatif, création, 33:7, 11, 23; 45:10
GATT, négociations, répercussions, etc., 45:5, 7, 22-4; 47:15
Ministre de l'Agriculture et ministre de l'Industrie et du Commerce, pouvoirs discrétionnaires, 33:11, 20, 23
Vins canadiens, taxe d'accise, augmentation, 5:29
Volaille, 84:71
Commercialisation, prix, etc., 22:26-7; 113:16-7
Dinde, importations des États-Unis, 47:18-9
Dinde, industrie, 82:12, 32
Dindon, transformation, industrie, 15:8
Importations, permis, trafic, 113:17-8
Poulet, production, quotas, 6:27
Prix, 66:25

Whelan, l'hon. E.F.—*Suite*
Volaille—*Suite*
Producteurs, prêts sans intérêt, 22:5
Zootechnie, Institut de recherches zootechniques, St-Hyacinthe, Qué., améliorations, 21:9

White, M. Glen (agent des marchandises, Conseil national de commercialisation des produits de ferme)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 24:15

White, M. Ron (Fédération canadienne de l'agriculture, Ontario)
Viande, importation, Loi, 37:32-3, 36-7

Whitty, M. Brian C. (vice-président, Comité sur l'importation de la viande, Association des importateurs canadiens)
Viande, importation, Loi, 36:7, 12, 20-1

Wight, M. R.E. (directeur, Produits végétaux et quarantaine des plantes, ministère de l'Agriculture)
Agriculture, ministère
Budget principal 1980-1981, 9:21-6, 36
Budget principal 1982-1983, 68:8-9, 15-6, 34
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 17:9-10
Produits agricoles, normes, Loi, 97:6-8

Wilkinson, Dr Keith (agent des marchandises, Conseil national de commercialisation des produits de ferme)
Agriculture, ministère, budget principal 1981-1982, 24:19-20

Wilson, M. Stan (directeur, Alberta Cattle Commission)
Canagrex, société, Loi, 69:36-8, 46-7

Windsor, Ont. *Voir* Élévateurs à grain; Télévision, système, utilisation—Maple Leaf, société

Winnipeg Commodity Exchange, expéditeurs et exportateurs, Association
Statut, membres, activités, etc., 78:4-7, 15-6, 31-2
Voir aussi Appendices; Produits de ferme—Exportations; Société canadienne d'exportation des produits agricoles—Associations, groupes, ministères et agences gouvernementales, etc., comparution

Wise, l'hon. John (Elgin)
Administration du rétablissement agricole des Prairies, 107:21-2
Agriculteurs, 1:19-20; 37:31; 43:27; 49:15-6; 51:7; 52:11
Agriculture, inspection, services, 66:33-4
Agriculture, ministère, 1:18; 32:23; 107:20
Budget principal
1980-1981, 1:12, 18-20, 22, 27; 5:25-30; 9:36-7; 13:7
1981-1982, 21:11-3; 24:15-6; 32:11, 23-4
1982-1983, 66:32-5
1983-1984, 99:12-3, 15-6, 25, 27; 103:36; 107:20-2
Budget supplémentaire (B) 1980-1981, 14:20-6; 15:23-5, 27-8; 16:22-4; 19:14-5
Budget supplémentaire (C) 1981-1982, 48:5-8, 12
Crédits non utilisés, 5:27-8
Dépenses, 66:32-3, 35
Agriculture, recherche et développement, programmes, 1:20; 19:14-5
Améliorations agricoles, prêts, 2:8-10
Améliorations agricoles, prêts, Loi (modification—C-27), 2:7-10
Animaux de ferme, aide à l'alimentation, Loi (modification—C-15), 3:6-8, 25; 4:7
Arachides, 19:14
Association des banquiers canadiens, 52:10
Association des consommateurs du Canada, 43:24
Banques et opérations bancaires, 37:33

Wise, l'hon. John—*Suite*
Bétail, 22:19-20; 33:19-20; 38:25; 43:24-5; 67:20-1
Boeuf, 43:24-6; 66:34-5; 69:50
Bossy, M., allusion à M. Bossy, intervention chirurgicale, 48:4-5
Canagrex, société, Loi, 53:9-11; 56:23-7; 60:14, 20-3; 67:18-21; 69:48-50; 74:13-6, 18-9, 28; 76:26-30; 77:14; 79:6-9, 16; 84:9-17, 48-55, 59-63; 85:4-8; 86:7-8, 23, 33, 40, 42; 87:9-11, 14-6, 30, 45, 47-8, 52-4, 58, 61-2, 64-8, 70; 88:5-8, 89:12-3, 48-9
Canfarm, Limitée, 15:24-5, 27; 16:23
Céréales, 5:27; 74:14, 19; 76:29-30
Céréales de provende et fourrage, 2:8; 3:6-8; 14:20; 60:20-1
Commerce, 76:27
Commission canadienne des grains, 5:27
Commission canadienne du lait, budget principal
1980-1981, 10:12-5, 23-4, 29
1982-1983, 75:6-11, 18
1983-1984, 108:15-8, 22-5
Conflits d'intérêt, 84:54-5
Crédit agricole, 5:26, 30; 21:12; 49:16-7; 51:8-10; 52:10-3; 90:13-5; 109:16-7
Crédit agricole, Loi (modification) et Prêts agricoles bonifiés, Loi, 49:15-9; 51:7-10, 24, 26; 52:10-4, 18-9, 34-5
Crédit agricole, modification de la loi, 49:15
Crédit agricole, Société, 1:19; 5:26; 21:12; 25:14-6; 37:33; 49:15-6; 51:8; 52:19, 34-5; 66:33; 90:12-5
Budget principal 1981-1982, 25:14-6
Budget principal 1983-1984, 100:15
Cultivateurs et créanciers, arrangements, modification de la loi, 52:11
Denrées alimentaires, 5:27; 32:24; 43:27
Énergie, ressources, recherche de nouvelles sources, 19:15
Fruits et légumes, 14:20, 24; 95:14-5
Gouvernement, dépenses, 1:19-20; 21:11
Herbicides et pesticides, 48:5-8
Impôt sur le revenu, 51:10; 52:10
Lait, 10:23-4, 29; 75:7-11; 108:17, 24-5
Lait, industrie, 10:12, 14-5; 21:13; 37:31
Ministres de l'Agriculture, conférences, 88:5; 89:13
Moutons, 35:24-5
Offices de commercialisation, 24:16; 37:31; 76:26, 30
Ordre du Canada, Menzies, Mme June S., attribution, 25:14-5
Pétrole et gaz, approvisionnements, 1:20; 5:26, 29
Pistes de course, paris hors piste, etc., 16:23-4
Plantes, producteurs, droits, 5:25
Plantes, recherche, 19:15
Pommes de terre, 14:22-3; 79:6-9
Porc, prix, stabilisation, programme, 37:31
Postes, tarifs, 84:11
Prêts agricoles bonifiés, Loi, 90:12-5

Wise, l'hon. John—*Suite*
Procédure, 1:10; 14:20, 25-6; 35:5; 37:41; 39:27; 45:4, 22; 52:18-9; 70:9; 80:13-4; 82:4, 7-8; 83:13-5, 18, 31, 35; 84:4-8, 40; 85:28; 86:23, 43; 87:21-2, 28, 71; 88:18; 90:30; 97:12-3
Produits agricoles, normes, Loi, 95:13-6
Produits de ferme, 14:21-2; 24:16; 56:26
Produits laitiers, 10:23; 75:10; 108:15-7, 22-4
Relations fédérales-provinciales, 19:14
Sécheresse, provinces de l'Ouest, 16:23
Société canadienne d'exportation des produits agricoles, création, etc., 21:12; 32:24; 53:10-1; 56:27; 60:20, 22-3; 67:21; 69:48-9; 74:15-6; 76:26-7; 84:9-17, 48-55, 59-61, 63; 86:7; 87:9-11, 14-6, 22, 48, 52-3; 89:12-3
Tabac, 74:13
Tarifs-marchandises, 99:27
Terres, 107:21-2
Universités et collèges, recherche, 5:27
Viande, 5:27; 16:23; 33:20; 35:25-6; 38:24; 99:13, 15-6
Viande, importation, Loi, 33:18-20; 35:24-6; 37:31-2, 41; 38:24-6; 39:27; 43:24-8; 45:4, 10, 12-3, 22-3
Viande, importation, mesure législative, 33:18-20; 35:24, 26; 38:24-6; 45:22-3
Vins canadiens, 5:26-7
Whelan, M., promesses électorales, etc., 1:20; 5:26, 29-30

Wood, M. P.M. (directeur, Région des Amériques, Australian Meat and Livestock Corporation)
Viande, importation, Loi, 44:4-5, 7-25

Wood Gundy Limitée. *Voir* Crédit agricole, Société—Financement—Capitaux canadiens

Yukon, Territoire
Denrées alimentaires, approvisionnement, 3:4-7; 12
Porc, élevage, 3:12-3
Voir aussi Agriculture—Territoires du Nord-Ouest; Céréales de provende et fourrage—Transport

Yuzyk, M. (sénateur, membre, Comité sénatorial permanent de l'agriculture)
Union soviétique, délégation parlementaire, visite au Canada, 110:19

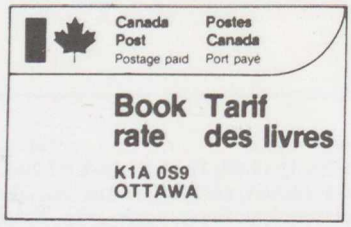
Zootechnie, Institut de recherches, St-Hyacinthe, Qué., améliorations, 9:20; 21:9

Zwaenepoel, Mme Louise (secrétaire-trésorier, Alberta Beekeepers' Association)
Canagrex, société, Loi, 77:11

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes
Postage paid / Port payé
Canada
Book Rate / Tarif livres
K1A 0S9
OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9